



Journal

**Journal du Grand Conseil
du canton de Berne**

**Session du
2 au 11 juin 2014**

**Procès-verbal des délibérations
au sens des articles 10 et 11 du
Règlement du Grand Conseil**

Année 2014 / Cahier 3

www.be.ch/journaldugrandconseil

Constitution

2014.0310 Ouverture de la séance par le doyen d'âge parmi les doyens ou doyennes de fonction (doyen d'âge)	431
2014.0311 Constatation des présences	431
2014.0312 Allocution du doyen d'âge	431
2014.0314 Désignation de 9 scrutateurs et scrutatrices provisoires	432
2014.0317 Rapport du Conseil-exécutif au Grand Con- seil sur les élections de renouvellement général du Grand Conseil et du Conseil-exécutif du 30 mars 2014	432
2014.0318 Election de la présidente du Grand Conseil .	432
2014.0482 Assermentation de la présidente du Grand Conseil	434
2014.0326 Allocution de la présidente du Grand Conseil	434
2014.0328 Assermentation des membres du Grand Conseil	435
2014.0333 Assermentation des membres du Conseil- exécutif	435
2014.0330 Election du premier vice-président	436
2014.0331 Election du deuxième vice-président ou de la deuxième vice-présidente	436, 577
2014.0425 Election de la présidente du Conseil-exécutif	436
2014.0426 Election du vice-président du Conseil- exécutif	436
2014.0427 Réélection du secrétaire général du Grand Conseil	436
2014.0428 Réélection du chancelier	436
2014.0429 Election des 17 membres de la Commission des finances (CFin)	443
2014.0430 Election des 17 membres de la Commission de gestion (CGes)	443
2014.0431 Election des 17 membres de la Commission de justice (CJus)	443
2014.0438 Election des 17 membres de la Commission des institutions politiques et des relations exté- rieures (CIRE)	443
2014.0439 Election des 17 membres de la Commission de la formation (CFor)	443
2014.0440 Election des 17 membres de la Commission de la santé et des affaires sociales (CSoc)	443
2014.0441 Election des 17 membres de la Commission des infrastructures et de l'aménagement du terri- toire (CIAT)	443
2014.0442 Election des 17 membres de la Commission de la sécurité (CSéc)	443
2014.0483 Election des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission des insti- tutions politiques et des relations extérieures (CIRE)	443

2014.0484 Election des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission de la formation (CFor)	443
2014.0485 Election des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission de la santé et des affaires sociales (CSoc)	443
2014.0486 Election des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission des in- frastructures et de l'aménagement du territoire (CIAT)	443
2014.0487 Election des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission de la sé- curité (CSéc)	443
2014.0446 Election du président ou de la présidente de la Commission des infrastructures et de l'aména- gement du territoire (CIAT)	443
2014.0432 Election du président ou de la présidente de la Commission des finances (CFin)	443
2014.0433 Election du président ou de la présidente de la Commission de gestion (CGes)	443
2014.0434 Election du président ou de la présidente de la Commission de justice (CJus)	444
2014.0443 Election du président ou de la présidente de la Commission des institutions politiques et des re- lations extérieures (CIRE)	444, 577
2014.0444 Election du président ou de la présidente de la Commission de la formation (CFor)	444
2014.0445 Election du président ou de la présidente de la Commission de la santé et des affaires sociales (CSoc)	444
2014.0447 Election du président ou de la présidente de la Commission de la sécurité (CSéc)	444
2014.0448 Election des 5 scrutateurs et scrutatrices	444

Généralités

Allocution de la présidente	624
Motions d'ordre	436, 437, 447, 450, 531, 610
Urgence des interventions parlementaires	687

Actes législatifs

2013.1199 Loi sur les prestations complémentaires pour les familles à faible revenu (LPCFam) 1 ^{re} lecture	588
Vote final	597
2013.1553 Loi sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien (Modification) 1 ^{re} et unique lecture	533
Vote final	539
2013.1554 Loi sur les écoles moyennes (LEM) (Modifi- cation) 1 ^{re} et unique lecture	540
Vote final	540

2013.1557 Loi sur l'aide sociale (LASoc) (Modification)	
1 ^{re} et unique lecture	541
Vote final	544
2013.1556 Décret sur les redevances dues pour l'utilisa-	
tion des eaux (DRE) (Modification)	544
Vote final	544

Rapports

2014.0287 Rapport d'activité du Contrôle des finances	
2013	451
2014.0548 Rapport d'activité 2013 de la Commission de	
haute surveillance du Grand Conseil	452
2014.0572 Rapport d'activité du Secrétariat du parle-	
ment de l'année 2013	453
2014.0277 Rapport d'activité 2013 du Bureau pour la	
surveillance de la protection des données du can-	
ton de Berne	453
2014.0533 Rapport d'activité 2013 des autorités judi-	
ciaires et du Ministère public du canton de Berne..	470
2014.0588 Résultats de l'élection du Conseil du Jura	
bernois du 30 mars 2014. Rapport de la Chancel-	
lerie d'Etat	471
2014.0281 Rapprochement du Zentrum Paul Klee	
(ZPK) et du Musée des Beaux-Arts de Berne	
(MBAB). Rapport du Conseil-exécutif concernant	
la motion 028-2012 PBD (Etter, Treiten)	610
2014.0295 Rapport de gestion 2013 de la Haute école	
spécialisée bernoise (HESB)	619
2014.0296 Rapport de gestion 2013 de la Haute école	
pédagogique bernoise (PHBern)	620
2014.0294 Rapport d'information des Comités straté-	
giques aux membres de la Commission interpar-	
lementaire de contrôle de la HES-SO pour l'année	
2012; comptes annuels 2012 et budget 2014	621
2013.0753 Rapport « Enseignement gymnasial de 9 ^e	
année dans le canton de Berne: solutions envisa-	
gées »	540
2014.0592 Rapport de gestion et comptes annuels de	
l'exercice 2013 du canton de Berne	544
2014.0593 Rapport de la Commission de justice sur le	
rapport de gestion 2013 des autorités judiciaires et	
du Ministère public ainsi que sur le rapport	
d'activité 2013 des autorités judiciaires et du Minis-	
tère public et sur les visites administratives de	
2014	469

Elections

2014.0603 Reconduction de la nomination du chef du	
Contrôle des finances. Confirmation par le Grand	
Conseil	577

2014.0578 Election d'un ou une juge germanophone de	
la Cour suprême (100%), pour la mandature jus-	
qu'au 31.12.2016	577
2014.0574 Election de deux juges germanophones de	
tribunal régional (100%), pour la mandature jus-	
qu'au 31.12.2016	577
2014.0575 Election d'un ou d'une juge germanophone	
de tribunal régional (60%), pour la mandature jus-	
qu'au 31.12.2016	577
2014.0576 Election d'un juge commerçant ou d'une juge	
commerçante francophone (bilingue) du Tribunal	
de commerce, pour la mandature jusqu'au	
31.12.2016	577
2014.0577 Election d'un juge spécialisé ou d'une juge	
spécialisée francophone de tribunal régional (li-	
tiges relevant du droit du travail), pour la manda-	
ture jusqu'au 31.12.2016	577

Autres affaires

2012.1599 Adaptation de l'arrêté sur l'offre de trans-	
ports publics pour les périodes d'horaire 2014-	
2017	
Vote final	483
2014.0613 Assermentation du nouveau juge ou de la	
nouvelle juge germanophone de la Cour suprême	
(100%), élu-e pour la mandature jusqu'au	
31.12.2016	584

Concessions

2014.0261 Office des eaux et des déchets (OED).	
Commune de Kiesen. Transfert de la concession	
d'eau d'usage no 1 sur la commune de Kiesen	
(assortie du droit de force hydraulique no 33038)	
Vote final	478

Motions

2014.0089 038-2014 Amstutz (Corgémont, Les Verts).	
Pour des débats efficients et compréhensibles au	
Grand Conseil!	457
2014.0149 048-2014 Blaser (Steffisbourg, PS). Situa-	
tion intenable à la POM	454
2013.1574 335-2013 Blaser (Steffisbourg, PS). Forma-	
tion d'assistant socio-éducatif ou d'assistante so-	
cio-éducative (orientation accompagnement des	
enfants): pratique abusive des crèches	621
2014.0699 109-2014 CFin (Iseli, Zwieselberg). Audit	
indépendant de l'informatique: mettre les recom-	
mandations des experts en œuvre	584
2013.0935 190-2013 Fuchs (Berne, UDC). Renforcer	
les droits populaires dans le canton de Berne	471
2013.1294 281-2013 Geissbühler-Strupler (Her-	
renschwanden, UDC). Surveillance de la Station	
Etoine	522

2013.1424 291-2013 Grimm (Berthoud, pvl). Amélioration des transports dans l'Emmental	489, 495
2014.0371 081-2014 Haas (Berne, PLR). Élimination du goulet d'étranglement Berne-Wankdorf-Muri (A6): dépôt d'une initiative cantonale	484
2014.0103 041-2014 Hess (Berne, UDC). Privés de l'argent de la Banque nationale, faisons encore des économies! (<i>retirée</i>)	554
320-2013 Hügli (Biel/Bienne, PS). Conséquences de la réforme II de l'imposition des entreprises.....	567
2013.1576 336-2013 Kronenberg (Biel/Bienne, pvl). Optimisation de la gestion des projets de construction	504
2013.1577 337-2013 Kronenberg (Biel/Bienne, pvl). Acquisition et vente des immeubles: renforcement des compétences du Grand Conseil (<i>retirée</i>).....	505
2013.1566 330-2013 Kronenberg (Biel/Bienne, pvl). Soutien des jeunes entrepreneuses.....	606
2013.1528 314-2013 Muntwyler (Berne, Les Verts). Remplacement des limousines du canton par des véhicules peu polluants.....	510
2014.0340 068-2014 PS-JS-PSA (Aebersold, Berne). Pratique scandaleuse à l'Intendance des impôts? Institution d'une commission d'enquête parlementaire CEP.....	463, 469
2013.1551 322-2013 PS-JS-PSA (Battagliero, Berne). Tarifs des crèches.....	520
2014.0342 065-2014 PS-JS-PSA (Bhend, Steffisbourg). Arrêt immédiat des économies dans les domaines des soins, de l'école obligatoire et du handicap.....	557
2013.1582 339-2013 PS-JS-PSA (Marti, Berne). Protection de la population en cas d'accident à Mühleberg.....	515
2013.1503 307-2013 PS-JS-PSA (Näf, Muri). Terrains à bâtir propriété du canton: privilégier la cession en droit de superficie.....	500
2013.1457 295-2013 pvl/PDC (Grimm, Berthoud). Gestion immobilière du canton	496
2014.0364 075-2014 Röstli (Kandersteg, UDC). Politique agricole: statut des responsables des offices de recensement	599
2014.0104 042-2014 Rüfenacht (Biel/Bienne, Les Verts). Nouvelles tâches dans le domaine de la protection de la nature: initiative cantonale	600
072-2014 Sancar (Berne, Les Verts). Abandon d'une partie des coupes budgétaires votées dans le cadre de l'EOS	557
305-2013 Les Verts (Imboden, Berne). Frein à l'endettement: adapté à la conjoncture?.....	562
2013.1560 325-2013 Wenger (Spiez, PEV). Versement direct des allocations pour enfants - moins de bureaucratie	527
2013.1561 326-2013 Wenger (Spiez, PEV). Financement de la caisse de compensation pour allocations familiales	571

Postulats

2014.0077 032-2014 Eberhart (Erlenbach i.S., PBD). Rendre Ekeko à la Bolivie.....	622
2014.0363 074-2014 Sancar (Berne, Les Verts). Visa pour les réfugiés de Syrie ayant de la famille dans le canton de Berne.....	507

Interpellations

2013.1579 338-2013 Amstutz (Corgémont, Les Verts). Prix de l'éclairage des routes cantonales.....	636
2013.1533 317-2013 Augstburger (Gerzensee, UDC). Communication: stopper les excès et se concentrer sur l'essentiel.....	631
2013.1558 323-2013 Burkhalter (Rümligen, PS). Salaire minimum	679
2013.1295 282-2013 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC). Licenciement de personnel à la Station Etoine des SPU	643
2013.1505 308-2013 Graber (Horrenbach, UDC). Coûts supplémentaires pour l'introduction du plan d'études germanophone	654
2013.1670 002-2014 Graber (La Neuveville, UDC). Rétrocession relative aux travailleurs frontaliers impayée par la France	685
2014.0347 069-2014 Graber (La Neuveville, UDC). Déclaration d'intention du 20 février 2012 et votes communalistes	642
2013.1434 293-2013 Guggisberg (Kirchlindach, UDC). Aide et soins à domicile: marché hétérogène, rétribution homogène	644
2013.1559 324-2013 Hirschi (Moutier, PSA). Devoir de réserve du Conseil d'administration de l'Hôpital du Jura bernois SA	645
2013.1552 321-2013 Hofmann (Berne, PS). Site scolaire du Marzili: consignes de planification floues et coûteuses	635
2013.1548 319-2013 Hügli (Biel/Bienne, PS). Salaire minimum et bas salaires dans le canton de Berne	652
2013.1493 299-2013 Imboden (Berne, Les Verts). Mesures d'accompagnement plus efficaces contre le dumping salarial!.....	650
2013.1498 303-2013 Müller (Bowil, UDC). Organisations d'aide et de soins à domicile: régime de l'autorisation d'exploitation	645
2013.1583 341-2013 Müller (Langenthal, PS). Amélioration des conditions de circulation à Aarwangen.....	638
2013.1529 315-2013 Muntwyler (Berne, Les Verts). Pendulaires: manque à gagner sur les recettes fiscales?	681
2013.1530 316-2013 Muntwyler (Berne, Les Verts). Rapport coût-utilité des fonctionnaires des Impôts	682
2013.1509 311-2013 Moser (Landiswil, UDC). Interdiction de la consommation du gibier tué sur la route	648
2014.0368 079-2014 Moser (Biel/Bienne, PLR). Conférence régionale Biel/Bienne-Seeland-Jura bernois.....	673

Table des matières de la session de juin 2014

2013.1564 329-2013 Perina-Werz (Belp, PDC). Photo-voltaïque: partenariat inique entre le canton et BKW	635
2013.1568 331-2013 PS-JS-PSA (Wüthrich, Huttwil). Imposition des sociétés à statut particulier	683
2013.1549 318-2013 Röstli (Kandersteg, UDC). Réorganisation des services de garde-faune	649
2014.0365 076-2014 Röstli (Kandersteg, UDC). Surfaces d'assolement: qui cherche trouve?	671
2013.1422 289-2013 Sancar (Berne, Les Verts). L'armée supplée la Police cantonale	639
2013.1491 297-2013 Sancar (Berne, Les Verts). Où sont stockées les données sensibles du canton de Berne?	675
2013.1492 298-2013 Sancar (Berne, Les Verts). L'administration cantonale est-elle accueillante pour les personnes handicapées?	677
2013.1671 003-2014 Sancar (Berne, Les Verts). L'Université de Berne financée par le Pentagone à des fins militaires?	669
2014.0067 021-2014 Schär (Lyss, PS). Violence domestique: où en sont les programmes destinés aux auteurs de violence?	640
2013.1415 288-2013 Steiner-Brütsch (Langenthal, PEV). De la patente de chasse à la réserve de chasse	647
2013.1373 286-2013 Steiner-Brütsch (Langenthal, PEV). L'Office de l'enseignement supérieur est-il encore nécessaire?	653
2013.1563 328-2013 Sutter (Grosshöchstetten, PLR). Culture: qu'est-ce que le canton de Berne peut se permettre?	656
2013.1204 255-2013 von Kaenel (Villeret, PLR). Mise au concours et attributions de prix: est-ce bien une tâche fondamentale de l'Etat?	674

Questions

2014.0579 Questions des membres du Grand Conseil et réponses du Conseil-exécutif	624
--	-----

Demandes de crédit 2013 / 2014

Instruction publique

2014.0298 Fonds d'encouragement des activités culturelles. Comptes annuels 2013 – Approbation	621
---	-----

Police et affaires militaires

2014.0334 Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLE); contribution future au fonds de construction concordataire. Approbation de l'augmentation de la contribution au fonds de construction. Crédit d'engagement pluriannuel 2013-2017	506
---	-----

2014.0290 Fonds de loterie: approbation du compte annuel 2013	506
2014.0291 Fonds du sport: approbation du compte annuel 2013	507

Travaux publics, transports et énergie

2014.0293 Haute école spécialisée bernoise HESB; édification du Campus Biel / Bienne. Crédit d'engagement pluriannuel pour l'étude de projets	479
2014.0263 Commune d'Innertkirchen. Protection contre les crues de l'Aar à Innertkirchen, phase bleue. Subvention cantonale à l'étude et à la réalisation du projet. Crédit d'engagement pluriannuel	481
2008.1143 Protection durable contre les crues de l'Aar entre Thoune et Berne, étude du projet « aare-wasser » ; 2 ^e crédit complémentaire au crédit d'engagement pluriannuel	482

Liste des annexes

Lois

N°17 2013.1199 Loi sur les prestations complémentaires pour les familles à faible revenu (LPCFam) Proposition de la commission pour la 1 ^{re} lecture
N°18 Rapport collectif sur la modification des lois et décrets suivants en relation avec l'Examen des offres et des structures (EOS)
2013.1553 Loi sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien (Modification)
2013.1554 Loi sur les écoles moyennes (LEM) (Modification)
2013.1557 Loi sur l'aide sociale (LASoc) (Modification)
2013.1556 Décret sur les redevances dues pour l'utilisation des eaux (DRE) (Modification)
Proposition du Conseil-exécutif et de la commission pour la 1 ^{re} lecture

Demandes de crédit

N°16 Demandes de crédit de la session de juin 2014
--



Lundi 2 juin 2014, 13 heures 30 – 16 heures 35

Première séance

Présidence : Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR), doyen d'âge

Présents : 159 députés. Excusé : Schweizer Hans Rudolf

Affaire 2014.0310

Ouverture de la séance par le doyen d'âge parmi les doyens ou doyennes de fonction (doyen d'âge)

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR), doyen d'âge. Werte Ratskolleginnen und Ratskollegen, geschätzte Regierungsratsmitglieder, liebe Besucherinnen und Besucher, ich begrüsse Sie herzlich zur Eröffnung der 43. Legislaturperiode des Bernischen Grossen Rats. Ich bin seit genau zwanzig Jahren, also seit 1994, Mitglied des Grossen Rats. Als mir seinerzeit die Liste mit der Sitzordnung der Fraktion zugeschickt wurde, hat sie auch einer meiner Söhne betrachtet. Dann sagte er zu mir: «Du, Vater, was willst du als einfacher Gärtner bei so vielen Leuten mit einem Dokortitel – Notaren, Juristen, Lehrern – ausrichten?» Wie wir heute sehen können, habe ich als Bergler und Gärtner alles überstanden und bin heute das amtsälteste Ratsmitglied. Das seit gestern geltende Grossratsgesetz verlangt ausdrücklich, dass das amtsälteste Mitglied die konstituierende Sitzung leiten muss. Deshalb habe ich nun diese ehrenvolle Aufgabe zu erfüllen – was ich selbstverständlich gerne mache.

Affaire 2014.0311

Constatation des présences

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR), doyen d'âge. Damit kommen wir zum ersten Akt: Wir stellen fest, wer anwesend ist: Ich bitte die Ratsmitglieder, den grünen Knopf zu drücken. Heute müssen Sie noch nicht zu Ihren Fraktionspräsidenten schauen; heute dürfen Sie den grünen Knopf selbst drücken.

(Hilarité. Les champs activés s'affichent en bleu et non pas en vert sur le panneau.)

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR), doyen d'âge. Derzeit sind genau 146 Ratsmitglieder anwesend.

Affaire 2014.0312

Allocution du doyen d'âge

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR), doyen d'âge. Als Alterspräsident habe ich nun die Narrenfreiheit, einige Worte an die Grossrätinnen und Grossräte sowie an die Regierungsratsmitglieder zu richten. Der Grosse Rat wurde in der Vergangenheit auch schon mit einem Biotop verglichen. Das mache ich nicht. Ich finde einen anderen Vergleich viel treffender. Dazu muss ich etwas ausholen. Einige von Ihnen wissen vielleicht, dass ich zu Hause in Zweisimmen gemeinsam mit meiner Frau einen Gartenbaubetrieb und ein Blumengeschäft aufgebaut habe, die wir seit 43 Jahren erfolgreich betreiben. Heute haben zwei Söhne das Steuer in der Hand. Ich kann also sagen, dass ich von Gärten etwas verstehe. Sie können mir glauben: Der Grosse Rat hat viel mit einem Garten gemeinsam. Da wachsen die unterschiedlichsten Pflanzen: junges Gemüse; wunderschöne, zarte Blumen; wertvolle Früchte, aber auch alte Bäume, wie ich einer bin, dornige Büsche; ungemütliche, robuste Gewächse und Unkräuter. Sie sehen: Pflanzen bilden ein wichtiges Element in einem Garten. Und seien wir ehrlich, es ist gut, wenn in einem Garten nicht bloss eine Sorte wächst, sonst würde er schnell einmal langweilig. Monokulturen sind ohnehin krankheitsanfällig. Für die Grossratswahlen 2014 standen sehr viele solche Pflanzen zur Auswahl. 1900 Kandidierende auf 127 Listen stellten sich zur Wahl. Mit anderen Worten: Unser Garten ist sehr begehrt. Es gibt viele Pflanzen, die gerne hier wachsen würden. Nicht allen passen jedoch der Boden und das Klima, um hier wachsen zu können. Die vergangenen Jahre haben gezeigt, dass schon nach kurzer Zeit ein anderes Umfeld gesucht wurde.

Wir sind nun aber die Gewählten, wobei uns unsere Wahl nicht nur mit Stolz erfüllen soll. Vielmehr muss uns bewusst sein, dass wir zu unserem wunderschönen, vielfältigen Kanton mit seinen Seitentälern und seinen hügeligen Landschaften Sorge tragen müssen. Die Regierung und das Parlament sind in der Verantwortung, im Interesse des ganzen Kantons zu handeln und konstruktiv und unabhängig vom Farbenkontrast zusammenzuarbeiten: Das erwarten unsere Wählerinnen und Wähler von uns. Nur wenn man gemeinsam am selben Strick zieht, kann man die Probleme der Gegenwart lösen und die Herausforderungen der Zukunft meistern. In diesem Zusammenhang erinnere ich an die Unwetterereignisse von 2005. Nach jenem Hochwasser im Oberland fuhr so mancher Grossrat nach Oey-Diemtigen, um bei den Aufräumarbeiten zu helfen. In einer schwierigen Situation hat man zum Wohl der Gemeinschaft zusammengearbeitet, und zwar unabhängig vom Parteibüchlein. Ich wünsche mir eine solche Zusammenarbeit auch im Grossen Rat, selbstverständlich ohne dass es zuerst ein Unwetter braucht, das verheerende Schäden anrichtet.

Wie sieht denn das Rezept für eine gute Zusammenarbeit aus? Muss man zum Wohl der Allgemeinheit jede Kröte schlucken und die eigene Meinung verschweigen? – Nein! Unterschiedliche Auffassungen sind nicht nur erlaubt, sondern sogar erwünscht. Sie sollten jedoch mit Respekt und Anstand vertreten werden. Unser Fachwissen soll uns stets helfen, die Diskussion zu versachlichen. Auch in diesem Zusammenhang passt das Bild des Gartens. Damit der

Garten seinen Zweck erfüllt und eine schöne Atmosphäre schafft und damit Früchte und Gemüse geerntet werden können, muss er fachgerecht gepflegt werden. Das heisst, dass man für einen sattgrünen Rasen standortgerechtes Saatgut auswählen muss. Die Wege müssen regelmässig unterhalten und die Biotope nachhaltig gebaut und gepflegt werden. Der Gärtner übernimmt auch die ärztliche Versorgung der Pflanzen: Kranke Pflanzen und Bäume werden fachgerecht behandelt. Chirurgische Eingriffe werden in der Region ausgeführt. Zuweisungen in ein Universitätsspital werden vermieden, weil die Genesung am Ort der Verwurzelung viel schneller und erfolgreicher erfolgt. Das hat auch für uns Menschen Gültigkeit. Die richtige Gartenpflege setzt somit viel Erfahrung und Fachwissen sowie einen Gartenplan voraus. Ich bin zuversichtlich und überzeugt davon, dass die Gärtnerinnen und Gärtner an der Spitze unseres Gartens – also der Grosse Rat und der Regierungsrat – über einen ausgewogenen Plan verfügen, in dem alle ihren Beitrag für den Kanton leisten. Ich wünsche den Mitgliedern des Grossen Rats und den Mitgliedern des Regierungsrats jedenfalls viel Erfolg und Befriedigung in ihrem Amt und erkläre die 43. Legislaturperiode des Grossen Rats für eröffnet.

Applaudissements prolongés

Affaire 2014.0314

Désignation de 9 scrutateurs et scrutatrices provisoires

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR), doyen d'âge. Im Folgenden lese ich die Namen der Stimmzählerinnen und Stimmzähler vor, die provisorisch bestimmt wurden: Hugo Kummer (SVP), Andrea Lüthi (SP), Peter Sommer (FDP); Maria Esther Iannino Gerber (Grüne), Vania Kohli (BDP), Käthi Wälchli (SVP), Adrian Wüthrich (SP), Adrian Haas (FDP), Daphné Rüfenacht (Grüne).

Affaire 2014.0317

Rapport du Conseil-exécutif au Grand Conseil sur les élections de renouvellement général du Grand Conseil et du Conseil-exécutif du 30 mars 2014

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (PBD), présidente de la Commission de justice de la législature écoluée. Den Bericht des Regierungsrats zu den Gesamterneuerungswahlen des Grossen Rats und des Regierungsrats vom letzten Märzwochenende haben wir alle erhalten, und wir konnten ihn studieren. Ich verzichte daher darauf, die Zahlen zu wiederholen. Die Durchführung jenes Urnengangs – die Vorbereitungsarbeiten, aber auch die Ermittlung der Resultate – verlief gesamthaft gesehen problemlos. Einzig die Wahlplattform lief am Sonntag relativ bald instabil, und dies bis nach 22 Uhr. Die Staatskanzlei konnte das Problem jedoch überbrücken und damit die Medien und die Öffentlichkeit trotzdem zuverlässig mit den wichtigsten Informationen bedienen. Im Bericht wird in Aussicht gestellt,

dass bei den nächsten Wahlen, also 2018, eine neue Standardsoftware eingesetzt werden soll, welche dieses Problem ausschalten wird. Dass diese Wahlen nicht einmal einen Drittel der Stimmberechtigten an die Urne zogen, muss uns zu denken geben. Schon heute müssten wir Gegenmassnahmen ins Auge fassen. Es ist jedoch erfreulich, dass der Frauenanteil im Parlament von 38 auf 51 gestiegen ist – das ist ein Anteil von praktisch 32 Prozent am Gesamtparlament. Das halte ich für erwähnenswert.

Diskussionen hat auch der besondere Berechnungsmodus bei den Regierungsratswahlen zur Bestimmung des garantierten Sitzes des Berner Juras ausgelöst. Diese Berechnungsart ist jedoch keineswegs so neu, wie manche Leute glaubten: Seit 1993 ist sie in der Kantonsverfassung geregelt; die Regelung war indessen noch nie zur Anwendung gekommen. Im Bericht konnte man lesen, dass bei drei neuen Ratsmitgliedern eine Unvereinbarkeit festgestellt wurde: Zwei dieser Mitglieder haben vor der heutigen Sitzung und damit vor dem Sessions- und Legislaturbeginn ihr Amt beziehungsweise ihre Stelle gekündet. Somit können wir festhalten, dass diese Unvereinbarkeit nicht mehr besteht, weil sie per heute kein Arbeitsverhältnis mit dem Kanton mehr unterhalten. Das dritte Ratsmitglied, Frau Madeleine Amstutz, ist aktuell so angestellt, dass gemäss Kantonsverfassung die Unvereinbarkeit noch besteht. Sie hat aber laut dem Bericht in Aussicht gestellt, das Arbeitsverhältnis mit dem Kanton Bern bis zum Ende der Übergangsfrist – das heisst bis Ende November – aufzulösen. Die JuKo hat bei der Berichtsberatung davon Kenntnis genommen, und ich kann der Vollständigkeit halber heute aus dem Schreiben von Frau Amstutz an die Staatskanzlei wie folgt zitieren: «Gemäss Grossratsgesetz und gemäss Ihrem Brief vom 2. April 2014 werde ich bis spätestens am 30. November 2014 mein Anstellungsverhältnis bei der Finanzkontrolle des Kantons Bern mit der Kündigung auflösen.» Damit kann der Rat die offene Frage heute wohl als geklärt erachten. Fazit des Berichts zu den vergangenen Wahlen: Die gute und gewissenhafte Zusammenarbeit der Hauptakteure – Staatskanzlei, Regierungsstatthalterämter, Gemeinden und Bedag Informatik – hat sich einmal mehr bewährt und bestätigt und darf an dieser Stelle sicher auch einmal ausdrücklich und bestens verdankt werden. Die JuKo beantragt deshalb einstimmig, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen und damit die Ergebnisse amtlich festzustellen.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR), doyen d'âge. Wird der Bericht aus dem Rat bestritten? – Das ist nicht der Fall. Damit hat der Rat den Bericht stillschweigend zur Kenntnis genommen.

Prise de connaissance tacite

Affaire 2014.0318

Election de la présidente du Grand Conseil

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR), doyen d'âge. Nun kommen wir zu einer wichtigen Wahl: zur Wahl der Gross-

ratspräsidentin. Die Fraktionspräsidenten haben das Wort, als Erster Peter Brand, der Fraktionspräsident der SVP.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Ich möchte vorweg Bernhard Antener für das letzte Jahr danken. Er befindet sich jetzt zwar nicht auf der Tribüne; Sie können ihm jedoch ausrichten, er könne im Tagblatt nachlesen, was ich nun sage. Diejenigen, die dabei waren, konnten sehen, dass Bernhard Antener den Grossen Rat ein Jahr lang perfekt geführt hat. Er hat alles an schwierigen Geschäften und Abstimmungen erlebt, was man erleben kann. Sie konnten auch feststellen, dass er den Rat x-mal um Abstimmungsklippen herumgeführt hat, ohne dass wir scheiterten. Er verfügte über den nötigen Humor und führte die Verhandlungen zügig, sodass wir vorwärtskamen. Noch einmal herzlichen Dank, Bernhard Antener.

Doch nun zu Béatrice Struchen: Für die SVP ist es eine sehr grosse Ehre, Ihnen Béatrice Struchen zu Wahl empfehlen zu können. Auch für das Seeland ist es gewiss eine grosse Ehre, in der kommenden Legislatur die höchste Bernerin zu stellen – und sie ist eine waschechte Seeländerin, das kann ich Ihnen garantieren. Béatrice «kennt den Töff»; seit 2002 ist sie Mitglied des Grossen Rats. Neu ist allerdings nicht nur für sie, sondern auch für uns, das neue Parlamentsrecht. Sie kann jedoch nicht sagen, sie könne nichts dafür, wenn es mal schiefgehen sollte, denn sie war von Anfang an in der Kommission, half mit, das Parlamentsrecht mitzugestalten, und war wirklich in das neue Parlamentsrecht involviert. Das neue Parlamentsrecht wird hohe Anforderungen an Béatrice Struchen und an uns stellen. Ich bin aber überzeugt, dass diese Anforderungen lösbar sind. Béatrice Struchen ist motiviert, und das merkt man ihr sofort an. Sie wird den Rat auf Französisch leiten – das tut uns Deutschsprachigen sicher gut. Betrachten Sie es als Gratisfranzösischkurs. Ich habe Béatrice Struchen gebeten, langsam zu sprechen, damit auch wir gemütlichen Berner eine Chance haben, ihr zu folgen. Daran wird sie sich sicher halten. So wie ich sie kenne, wird sie ihre Aufgabe mit Bravour lösen. Ich empfehle Ihnen Béatrice Struchen ganz herzlich zur Wahl.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Zuerst danke ich Peter Brand für seine netten Worte zuhause von Bernhard Antener. Ich werde sie gerne weiterleiten. Doch nun zum eigentlichen Thema. Man sagt: «C'est le ton qui fait la musique.» Ich bin gespannt auf die Musik, die wir zu hören bekommen werden, und freue mich darauf. Wir nehmen diesen Französischkurs gerne an, und ich kann Ihnen mitteilen, dass die SP-JUSO-PSA-Fraktion die Wahl von Béatrice Struchen unterstützt.

Adrian Haas, Berne (PLR). Auch ich möchte Bernhard Antener unseren Dank aussprechen. Er hat das Parlament mit Übersicht, Humor und Effizienz geführt. Das werden wir ihm sicher auch noch selbst mitteilen. Béatrice Struchen ist bei uns selbstverständlich unbestritten. Wir kennen sie seit zwölf Jahren hier im Grossen Rat. Wir sind überzeugt, dass sie dieses Amt mit Bravour meistern wird. Wir freuen uns auch auf das Französisch, werden aber Peter Brand wie auch Béatrice Struchen beim Wort nehmen, dass sie etwas

langsam spricht. Wir sind erstens Berner und zweitens beim Französisch etwas langsam.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Auch die grüne Fraktion unterstützt selbstverständlich die Wahl von Béatrice Struchen zur Grossratspräsidentin für das kommende Jahr. Wir danken dir, Béatrice, dass du bereit bist, in diesem Jahr sehr viel Zeit – und es wird vermutlich deine Freizeit sein – dem Kanton Bern zu widmen. Wir wissen, was das bedeutet, und halten die grosszügige Bereitschaft, dies zu tun, nicht für eine Selbstverständlichkeit. Wir wünschen dir viel Befriedigung und Weitsicht in diesem Amt und etwas Geduld mit uns. Was das Französische betrifft, kann ich dir sagen: So, wie du es am 13. Mai bei der Einführung gemacht hast, war es perfekt: Es war das richtige Tempo und man hat dich sehr gut verstanden.

Auch wir danken Bernhard Antener herzlich für das gute Jahr, das wir mit ihm verbracht haben. Er hat den Grossen Rat sehr umsichtig und überaus kompetent geleitet. Wir waren immer sehr sicher, dass er den Überblick behält und dass es gut herauskommt.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Wir schliessen uns dem Dank an Bernhard Antener von Herzen an. Er hat uns wirklich ein sehr gutes Jahr geboten; wir haben es genossen, unter ihm zu tagen. Die BDP-Fraktion unterstützt die Wahl von Béatrice Struchen zur Grossratspräsidentin. Sie ist, wie wir gehört haben, ein langjähriges Mitglied des Grossen Rats und kennt den Ratsbetrieb sehr gut. Mit der Parlamentsrechtsreform wirst du, liebe Béatrice, die erste Präsidentin sein, der die Ehre oder auch die Bürde des neuen Systems zuteil wird. Die BDP wünscht dir dazu viel Kraft und in deinem Amt viel Befriedigung, gute Begegnungen und positive Erlebnisse im ganzen Kanton Bern, wenn du ausserhalb des Rathauses tätig sein wirst. Und auch ich erlaube mir einige Sätze zum Französisch: Et avec nous dans cette salle de l'Hôtel du gouvernement, chère Béatrice, nous te souhaitons beaucoup de patience et de succès avec toutes les femmes et tous les hommes qui ne parlent pas très bien le français. Merci à toi de parler lentement et très distinctement pour que nous ayons la chance de comprendre. Merci et bonne chance pour ta prochaine année.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Auch die EVP-Fraktion schliesst sich dem Dank an. Wir hatten wirklich ein sehr gutes Jahr mit Bernhard Antener als Grossratspräsidenten. Wir unterstützen die Wahl von Béatrice Struchen, und als Frau freut es mich persönlich natürlich sehr, dass wieder eine Frau in dieses Amt gewählt wird. Und als Seeländerin freut es mich besonders, dass eine Seeländerin den Rat präsidieren wird. Ich denke, dass durch dieses Präsidium das Seeland, eingeklemmt zwischen Jura und Oberland und manchmal etwas vergessen gegangen, in diesem Jahr vielleicht etwas mehr Beachtung, Wertschätzung und Anerkennung erhält. Ich bin sicher, dass Béatrice Struchen, wo immer sie auch repräsentative Auftritte haben wird, den Grossen Rat, aber auch das Seeland in das beste Licht rücken wird. Wir wünschen dir, Béatrice, in deinem Amtsjahr viel Freude und viel Geduld mit uns – wir werden uns sicher ans Französisch gewöhnen –, viele interessante,

spannende Begegnungen und alles in allem ein gesegnetes Präsidialjahr.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Auch die glp unterstützt natürlich die Kandidatur der SVP, von Béatrice Struchen, für das Grossratspräsidium 2014/2015. Béatrice, ich habe dich als kritische Frau kennen gelernt, die jedoch immer zupackte, ihre Meinung äusserte und vor allem anpackte. So habe ich dich in der FiKo kennengelernt, und ich bin überzeugt, dass du den Rat ebenso souverän führen wirst wie dein Vorgänger. An dieser Stelle möchte ich auf den Vorgänger, auf Bernhard Antener, zu sprechen kommen. Er hat den Rat souverän geführt, und auch die glp möchte ihm für das souveräne Jahr herzlich danken. Das Grossratspräsidium geht nun vom Emmental ins Seeland, und wir sind überzeugt, dass du, Béatrice, den Grossen Rat auch mit deinem welschen Charme prima leiten wirst. Du bist eine offene Persönlichkeit und zudem eine Frau, was mich angesichts der nach wie vor herrschenden Mindervertretung von uns Frauen ganz speziell freut. Die glp wird dich unterstützen. Ich wünsche dir für die Wahl alles Gute.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Höflichkeit geht immer noch über Effizienz, und ich glaube, das ist richtig so, sonst hätte ich nicht auch noch nach vorn kommen müssen. Doch nun sehe ich Béatrice Struchen so herzig lächeln, da hätte ich ja etwas verpasst. Auf jeden Fall wurde schon viel gesagt, es wurden viele Vorschusslorbeeren verteilt. Die EDU-Fraktion wünscht dir, Béatrice, wirklich viel Kraft und Gottes Segen. Gleichzeitig möchte ich mich dem Dank an Bernhard Antener, an Bärnu, anschliessen. Hinter das, was er geleistet hat, kann ich nur Ausrufezeichen setzen. Es war super. Auch die Reise mit der Präsidentenkonferenz ins Emmental und das Fondue in der Schneehöhle werden unvergessen bleiben. Noch einmal herzlichen Dank.

Maxime Zuber, Moutier (PSA), président de la Députation. La Députation, et plus gravement encore son président, manqueraient à leur devoir s'ils s'abstenaient de recommander aujourd'hui l'élection d'une de leurs membres à la présidence du Grand Conseil. Les questions idéologiques ne faisant, et pour cause, pas plus l'unanimité dans la Députation qu'au sein de ce parlement, nous voyons d'autres raisons que purement politiques de soutenir notre collègue Béatrice Struchen dans une accession au rang de première citoyenne du canton. Il y a évidemment d'abord une considération chronologique, le timing comme on dit en français, qui veut que l'heure de gloire de la reine Béatrice a sonné. Que ce sacre revienne une fois encore à une femme n'a en outre rien pour déplaire à une Députation qui aurait sans doute gagné à être plus féminine. Il y a enfin le fait que Mme Struchen soit francophone – non pas Jurassienne mais Genevoise, donc presque parfaite! (*Hilarité*) Une année durant, les murs de ce cénacle vibreront donc davantage que d'ordinaire aux accents non pas de La Neuveville, de Moutier ou de Tramelan, mais de Genève, avec un accent grave s'il vous plaît – cet accent qui assure un rythme compréhensible à nos amis alémaniques. Cet excellent exercice donnera à vous autres collègues germanophones l'occasion de tester avec vos oreillettes l'excellente qualité de la sono de ce Grand Conseil. Tous nos vœux

t'accompagnent, Béatrice, pour cette élection et pour l'accomplissement de cette mission importante.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR), doyen d'âge. Nachdem nun sämtliche Fraktionen ihr Votum abgegeben haben, kommen wir zur Wahl der neuen Grossratspräsidentin, Béatrice Struchen. Ich bitte die provisorischen Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler, die Couverts mit dem Wahlzettel auszuteilen.

La séance est interrompue pendant le dépouillement des résultats.

Résultats de l'élection 2014.0318

Bulletins distribués : 159, bulletins rentrés : 158, dont 13 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 144, majorité absolue: 73. Est élue :

Béatrice Struchen par 141 voix

Voix éparses : 3

Applaudissements prolongés

Affaire 2014.0482

Assermentation de la présidente du Grand Conseil

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR), doyen d'âge. Ich bitte sämtliche Anwesenden im Saal, die Personen auf der Tribüne sowie die Medienvertreter, sich zu erheben. Ich komme nun zur Vereidigung der neuen Grossratspräsidentin.

La présidente du Grand Conseil Béatrice Struchen prête serment.

Affaire 2014.0326

Allocution de la présidente du Grand Conseil

La présidente. A vous toutes et tous, chers collègues, un grand merci pour l'honneur que vous m'avez fait en m'élisant à cette fonction de présidente du Grand Conseil. Zuerst muss ich noch rasch etwas auf Deutsch sagen. (*Hilarité*) Letzte Woche fragte mich eine Journalistin, was mich sprachlos machen würde. Ich antwortete: «Eigentlich nichts.» Doch nun haben Sie mich sprachlos gemacht, denn ich habe kein derart gutes Resultat erwartet. Ich danke Ihnen ganz herzlich. (*Applaudissements*)

Il y a 38 nouveaux membres dans cette salle. Le nombre de femmes a également augmenté de 43 à 51, ce qui me fait très plaisir. J'aimerais vous féliciter, les anciens et les nouveaux membres, pour votre élection au Grand Conseil et vous souhaite de tout cœur beaucoup de plaisir et de satisfaction dans votre nouvelle fonction. Comme notre doyen

Hans-Jörg Pfister l'a mentionné précédemment, nous avons un nouveau droit parlementaire qui est entré en vigueur hier. Ce nouveau droit renforcera le Grand Conseil, il le rendra plus indépendant, on espère aussi plus efficace, c'est un espoir que j'aimerais vraiment voir se réaliser. Tout particulièrement les anciens membres, c'est surtout à vous de faire un effort pour que cette réforme porte ses fruits, que nous atteignons les buts que nous nous étions fixés avec cette nouvelle réforme du nouveau droit parlementaire.

A la tête du Grand Conseil, j'ai trois objectifs. Tout d'abord, je pense que vous l'avez lu plusieurs fois dans les journaux, on dit souvent qu'il manque un aspect positif au canton de Berne. Je pense que lorsque je représenterai le canton de Berne, je vais essayer de vendre positivement ce canton de Berne. C'est à nous de représenter, d'essayer de vendre notre canton afin que le canton de Berne soit intéressant pour de nouveaux habitants, pour de nouvelles industries. C'est à nous de faire cela et à la tête de nous tous, vous m'avez élue cet après-midi et j'essaierai de tout cœur de vendre ce canton de Berne positivement. Deuxièmement, nous voulons être efficaces et rapides durant nos sessions. Je rappelle à ceux qui étaient déjà là lors des dernières sessions que c'est le but de ce nouveau droit parlementaire. Efficacité ne signifie pas non plus bâcler notre travail, c'est clair. J'espère aussi que nous arriverons, dans les commissions ou dans cette salle, à vraiment travailler ensemble. Je vous rappelle que les bonnes solutions ne se construisent qu'ensemble. Mon ultime objectif, très personnel et qui coule de source, même si j'ai de temps en temps l'air d'être méchante, est que vous veniez me trouver si vous avez quelque chose sur le cœur, si vous avez quelque chose à me dire, si vous avez des questions. Je serai une oreille attentive à vous tous, tous partis confondus, et je serai là aussi pour vous, pas seulement pour notre canton.

M. le doyen l'a dit, il a posé le plan de son potager ou de son jardin, je vous ai présenté mon plan à moi, j'espère de tout cœur que vous allez l'apprécier. Vous l'avez remarqué, cela a été plusieurs fois dit cet après-midi, la présidente du Grand Conseil va s'exprimer en français. Je ne vais pas m'excuser pour cela, pas du tout. Anita Luginbühl m'a dit tout à l'heure dans le couloir que c'était un challenge pour elle de parler français à la tribune. Je trouve cela sympa, merci Anita, c'est justement là le but de cette année, que chacun fasse un effort pour comprendre l'autre, pour aller vers l'autre. On n'est pas parfait, personne n'est parfait, pas même nos connaissances linguistiques. Je voulais aussi dire deux mots à Maxime: merci pour ce que tu as dit sur moi (*hilarité*), je m'excuse de ne pas être parfaite, je ne viens pas du Jura bernois, mais j'ai le cœur francophone. Par rapport à la langue, j'aimerais encore dire quelque chose à Michael Aebersold: tu as dit que c'est le ton qui fait la musique. Sois sûr Michael qu'aujourd'hui j'ai changé de position, j'ai changé de place, je prends une autre casquette aujourd'hui et que ma musique sera francophone, qu'elle sera pour vous tous et que mon ton devra changer. J'aimerais vous dire à tous que je me réjouis des tâches qui m'attendent. C'est avec un certain respect que je vois arriver cette année présidentielle. Comme vous le savez, cela a aussi été dit plusieurs fois cet après-midi, j'ai mes opinions politiques, c'est clair. Aujourd'hui, je prends une autre casquette, c'est aussi très clair pour moi, ce sera impartialité,

neutralité, mais comme vous le savez, j'aurai peut-être une fois la chance de trancher et là je ne pourrai pas renoncer à mes opinions politiques, donc il faudra aussi l'accepter.

Qu'est-ce que j'attends de cette nouvelle année du Grand Conseil? Tout d'abord, le doyen nous l'a dit, je suis certaine que nous aurons ici des discussions très intéressantes, des discussions politiques peut-être aussi difficiles, sûrement, mais j'espère aussi que ces discussions, même si elles sont difficiles, soient empreintes de respect. Je prends une nouvelle fonction aujourd'hui, c'est nouveau pour moi, mais le droit parlementaire est aussi nouveau: j'espère donc vraiment que vous aurez un peu d'indulgence avec la présidente s'il y a des questions de procédures, puisque tout est nouveau. Comme bien d'autres présidents avant moi, je vous demanderai aussi d'essayer d'être un petit peu plus silencieux dans cette salle, c'est aussi par respect de ceux qui s'expriment au micro. Enfin, question d'efficience, je vous prierai aussi d'être à l'heure. Dans tous les cas, je commencerai à 9 heures, donc soyez aussi ponctuels. Pour finir, je vous remercie vraiment de la confiance que vous me témoignez, de l'honneur que vous faites, pas seulement à moi, mais aussi à ma région. Je ferai en tout cas de mon mieux durant cette année présidentielle pour avoir les rênes de ce canton bien en main et de le diriger au mieux. J'aimerais aussi remercier le doyen, Hans-Jörg Pfister, qui a parfaitement ouvert cette nouvelle législature, la 43^e législature. J'accepte mon élection et je me réjouis de collaborer avec vous tous, merci.

Applaudissements prolongés

Affaire 2014.0328

Assermentation des membres du Grand Conseil

La présidente. Nous allons passer à l'assermentation des députées et des députés du Grand Conseil. Je prierai tout le monde de se lever pour cette assermentation, les personnes sur les tribunes et les médias également. Je vous rappelle que tout membre du Grand Conseil qui refuse de prêter serment ou de faire la promesse renonce à sa fonction. Chacun et chacune de vous participe à l'assermentation qu'il a choisie personnellement.

Le secrétaire général lit la formule du serment et celle de la promesse en allemand et en français. Tous les membres du Grand Conseil prêtent ensuite serment ou font la promesse.

Affaire 2014.0333

Assermentation des membres du Conseil-exécutif

La présidente. Nous passons à l'assermentation des conseillers et des conseillères d'Etat. Madame Simon, monsieur Käser, monsieur Pulver et monsieur Neuhaus vont prêter serment; madame Egger, monsieur Perrenoud et monsieur Rickenbacher vont faire la promesse.

Le secrétaire général lit la formule du serment et celle de la promesse en allemand et en français. Les membres du Conseil-exécutif prêtent ensuite serment ou font la promesse.

Affaire 2014.0330

Election du premier vice-président

Affaire 2014.0331

Election du deuxième vice-président ou de la deuxième vice-présidente

Motion d'ordre pvl (Schöni-Affolter, Bremgarten)

Reporter l'élection du 2^e vice-président ou de la 2^e vice-présidente du Grand Conseil à la fin de la session de juin.

Affaire 2014.0425

Election de la présidente du Conseil-exécutif

Affaire 2014.0426

Election du vice-président du Conseil-exécutif

Affaire 2014.0427

Réélection du secrétaire général du Grand Conseil

Affaire 2014.0428

Réélection du chancelier

Délibération groupée de la motion d'ordre et des élections Affaires 2014.0330 / 2014.0331 / 2014.0425 / 2014.0426 / 2014.0427 / 2014.0428

La présidente. Nous allons passer aux élections du premier vice-président, du deuxième vice-président, de la présidente du Conseil-exécutif, du vice-président du Conseil-exécutif, à la réélection du secrétaire général et du chancelier. Nous avons une motion d'ordre de la part des Verts libéraux. Cette motion d'ordre demande de «reporter l'élection du deuxième vice-président ou de la deuxième vice-présidente du Grand Conseil à la fin de la session de juin». Mme Schöni, pourriez-vous venir expliquer votre motion d'ordre s'il vous plaît?

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Wir haben einen Ordnungsantrag eingereicht, der vor zirka einer Stunde an die Ratsmitglieder ausgeteilt wurde. Wir beantragen, die Wahl des zweiten Vizepräsidenten des Grossen Rats auf das Ende dieser Session zu vertagen. Die glp stellt

diesen Antrag, weil ihr unwohl ist, und nicht etwa, weil wir den Anspruch der FDP bestreiten würden oder weil wir irgendetwas gegen Carlos Reinhard persönlich hätten. Das möchte ich hier ganz deutlich betonen. Für uns kam diese Kandidatur zu kurzfristig. Es handelt sich um einen Kandidaten, den wir gar nicht kennen. Wir wissen nicht, wer er ist. Wir könnten dieser Person unsere Stimme nicht mit gutem Gewissen geben. Ein weiteres Argument ist das Problem der regionalen Vertretung, die wir bei den Kandidaturen für das Grossratspräsidium schon einmal angesprochen haben. Wir werden Marc Jost als ersten Vizepräsidenten wählen: Es kommt aus Thun. Und als zweiten Vizepräsidenten würden wir erneut jemanden aus Thun wählen. Wir finden, es handle sich um ein repräsentatives Amt, bei dem die verschiedenen Regionen vertreten sein müssten. Deshalb ist uns bei dieser Wahl auch in dieser Hinsicht nicht wohl. Wir wollen aber auch keine Nacht-und-Nebel-Aktion durchführen. Vielmehr wollen wir mit offenen Karten spielen und transparent sein. Deshalb bitten wir die FDP, diese Kandidatur noch einmal zu überdenken. Es gibt verschiedene Lösungen. Wir hätten nun eine Woche Zeit, um einen besseren Lösung zu finden, zum Beispiel eine Rochade mit der SP oder eine andere Kandidatur. Der Fantasie sind da keinen Grenzen gesetzt. Ich möchte noch einmal betonen, dass für uns der Anspruch der drittgrössten Fraktion des Grossen Rats nicht bestritten ist. Wir bitten den Rat deshalb, den Ordnungsantrag anzunehmen, damit wir in aller Ruhe überlegen können, wie das Problem gelöst werden soll.

Adrian Haas, Berne (PLR). Wir sind etwas überrascht von diesem Ordnungsantrag, haben aber grundsätzlich Verständnis dafür, wenn man im Rat der Ansicht ist, man kenne Carlos Reinhard noch etwas zu wenig. Er war zwar sehr lange Mitglied des Thuner Stadtrats, aber nicht alle kennen Thun oder die Grosswäscherei, die Carlos Reinhard führt. Von daher habe ich ein gewisses Verständnis. Ich habe mir überlegt, wie man das am Gescheitesten machen könnte. Die erste Sitzung des Präsidiums findet am 12. Juni statt; von daher wäre es denkbar, das Vizepräsidium ohne irgendwelchen Schaden in der zweiten Woche, das heisst am Mittwoch, 11. Juni, zu wählen. Damit würde es möglich, dass Sie in der Zwischenzeit mit Carlos Reinhard jeweils einen Kaffee trinken gehen. Ich hoffe allerdings, dass er nicht so viel Kaffee wird trinken müssen, wie der Rat Mitglieder hat. Meines Wissens trinkt er jedoch gerne Kaffee. Der Anspruch der FDP wird offensichtlich nicht bestritten. In der Regel kann diejenige Partei, deren Anspruch anerkannt wurde, ihren Kandidaten festlegen. Wir werden den Kandidaten nicht auswechseln. Carlos Reinhard ist für uns ein guter Kandidat. Das muss ich Frau Schöni gegenüber betonen. Aber wir sind bereit, dem Rat Zeit zu geben, damit man unseren Kandidaten kennen lernen kann. Im Übrigen weise ich darauf hin, dass im Kanton Bern im Unterschied zu anderen Parlamenten in der Schweiz der zweite Vizepräsident nicht automatisch erster Vizepräsident und anschliessend Präsident wird, sondern jedes Mal erneut gewählt werden muss. Carlos Reinhard müsste also noch zwei weitere Wahlen bestehen, und bei jeder Wahl hat man die Möglichkeit, jemanden nicht zu wählen, wenn man das Gefühl hat, der Kandidat sei nicht geeignet. Insofern ist also noch nicht aller

Tage Abend. Deshalb könnte man so vorgehen. Ich schlage vor, den Ordnungsantrag dahingehend zu modifizieren, dass er lautet, die Wahl der zweiten Vizepräsidenten finde am Mittwoch, 11. Juni, statt. Ich möchte den Antragstellern so weit entgegenkommen – und melden Sie sich doch bei Carlos Reinhard auf einen Kaffee.

La présidente. Est-ce que les groupes veulent encore s'exprimer ou est-ce que l'on peut passer au vote? – Nous allons tout de suite passer au vote, si vous êtes d'accord. Le porte-parole du groupe radical a donc proposé, comme les Verts libéraux, qu'on fasse l'élection du deuxième président mercredi matin prochain, lors des élections des juges. Nous allons donc passer au vote pour cette motion d'ordre. Ceux qui soutiennent cette motion d'ordre votent oui et ceux qui la refusent votent non.

Vote (motion d'ordre)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	136
Non	8
Abstentions	6

La présidente. Vous avez accepté cette motion d'ordre. J'aimerais un petit peu d'attention. D'abord, nous avons les groupes qui vont s'exprimer pour l'élection du premier vice-président, de la présidente du Conseil-exécutif, du vice-président du Conseil-exécutif et la réélection du secrétaire général et du chancelier. Les porte-parole des groupes sont priés de s'annoncer. Mme la porte-parole du groupe évangélique, la parole est à vous.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Liebe Béatrice, ich gratuliere dir ganz herzlich zu deiner Wahl zur Grossratspräsidentin. Ich freue mich darauf, in diesem Jahr einige Male mit dir zusammen unterwegs zu sein. Es freut mich jetzt aber ganz besonders, dem Grossen Rat im Namen der EVP-Fraktion Marc Jost als ersten Vizepräsidenten herzlich zu empfehlen. Es ist wohl kaum nötig, ihn noch speziell vorzustellen. Ich bin sicher, dass auch die neuen Ratsmitglieder seinem Namen schon einmal begegnet sind. Sein gutes Resultat bei den Regierungsratswahlen lässt darauf schliessen, dass er nicht nur bei uns in der Fraktion und hier im Grossen Rat bekannt ist, sondern im ganzen Kanton Bern eine hohe Akzeptanz erfährt. Die meisten Ratsmitglieder kennen ihn bereits als versierten Politiker. Er ist seit 2006 Mitglied des Grossen Rats und war zudem während sechs Jahren Mitglied der Justizkommission. Marc Jost ist bekannt als versierter, hinterfragender, fundierter und verlässlicher Politiker. Er kann gut auf Menschen zugehen, hört auch dem politischen Gegner zu und kennt in der Politik keine Tabuthemen. Wir sind sicher, dass Marc Jost das Amt des ersten Vizepräsidenten bestens erfüllen wird, und wir danken den Ratsmitgliedern für das Vertrauen, das sie Marc Jost und auch der EVP entgegenbringen. Im Übrigen unterstützen wir Barbara Egger als Regierungspräsidentin und Hans-Jürg Käser als Regierungsvizepräsidenten. Patrick Trees als Generalsekretär des Grossen Rats und Christoph Auer als Staatsschreiber bestätigen wir ebenfalls gern und

wünschen allen ein gelungenes und reibungsloses Amtsjahr.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Auch ich gratuliere der Grossratspräsidentin im Namen der Fraktion zu ihrer Wahl. Die SP ist bekanntlich nicht ganz unschuldig am guten Resultat. Ich wünsche der Präsidentin alles Gute und ein wunderbares Jahr. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt auch die weiteren Kandidaturen: Zunächst Marc Jost als ersten Vizepräsidenten, den ich übrigens bei einem Auftritt erlebt habe, den er blendend in Französisch absolvierte. Selbstverständlich unterstützen wir auch Barbara Egger und machen dem Rat beliebt, dies ebenfalls zu tun. Aller guten Dinge sind drei: Sie macht das bekanntlich nicht zum ersten Mal. Sie weiss, wie es geht, und würde das Amt zum dritten Mal übernehmen. Wir wären froh, wenn der Rat sie dabei gut unterstützen würde. Ebenfalls unterstützen wir Hans-Jürg Käser als Vizepräsidenten des Regierungsrats, Patrick Trees als Generalsekretär und Christoph Auer als Staatsschreiber. Wir wünschen allen ein erfolgreiches Jahr.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Auch die SVP unterstützt Marc Jost als Vizepräsidenten des Grossen Rats. Wir sind überzeugt, dass er gemeinsam mit Béatrice Struchen ein gutes Team bilden wird, das den Grossen Rat um die Klippen herumführen wird, die er umschiffen muss. Wir haben Marc Jost als umsichtigen Vizepräsidenten kennen gelernt: Er durfte bereits einmal in diesem Amt wirken, und das hat er perfekt gemacht. Deshalb werden wir ihn unterstützen. Wir unterstützen ebenfalls die Vorschläge der Regierung für das Präsidium und das Vizepräsidium; gleichzeitig unterstützen wir die Vorschläge für den Generalsekretär des Grossen Rats und den Staatsschreiber. Diesem Team, das seine Sache sicher gut machen wird, wünsche ich im kommenden Jahr alles Gute.

Adrian Haas, Berne (PLR). Auch die FDP unterstützt Marc Jost. Wir sind sicher, dass er das bestens machen wird. Frau Egger als Regierungspräsidentin unterstützen wir selbstverständlich ebenfalls, natürlich ebenso unseren Hans-Jürg Käser und schliesslich auch den Generalsekretär und den Staatsschreiber, die vorgeschlagen sind. Sie alle sind bewährte Leute, die wir mit Überzeugung wählen können.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Ich habe nichts Überraschendes zu berichten: Auch die grüne Fraktion unterstützt die Wahl aller vorgeschlagenen Personen. Ich möchte hinzufügen, dass ich ihnen allen ein glückliches und vor allem ein gesundes Jahr in ihrem Ämtern und ihren Berufen wünsche.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Zunächst auch herzliche Gratulation, Béatrice, zu deiner glanzvollen Wahl. Die BDP-Fraktion unterstützt ebenfalls alle vorgeschlagenen Kandidatinnen und Kandidaten für die in diesem Wahlgang zu Verfügung stehenden Chargen. Wir wünsche Ihnen allen bei den vielfältigen Tätigkeiten viel Erfolg und hoffentlich zwischendurch trotz allem auch ein wenig Spass.

– und primär auch von unserer Seite her Ihnen allen gute Gesundheit.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Auch die glp-Fraktion unterstützt alle vorgeschlagenen Kandidaturen. Marc Jost kennen wir gut; er ist ein besonnener Mann, den wir gerne als Vizepräsidenten unterstützen. Auch Barbara Egger, eine wohlbekannte Persönlichkeit mit viel Routine, die schon zum dritten Mal ein Präsidialjahr absolviert, wünschen wir alles Gute. Ebenso unterstützen wir Hans-Jürg Käser als Vizepräsidenten, Christoph Auer als Staatsschreiber und last, but not least Patrick Trees als Generalsekretär des Grossen Rats.

La présidente. Y a-t-il encore un groupe qui aimerait s'exprimer? – Ce n'est pas le cas, nous allons passer aux élections. Je vous rappelle que dans l'enveloppe, il y a aussi le bulletin avec le candidat pour la deuxième vice-présidence, cette feuille est donc caduque, parce que nous avons décidé tout à l'heure de faire cette élection dans une semaine. Je vous prierai donc de sortir cette feuille et je prie les scrutateurs et les scrutatrices de distribuer les bulletins de vote.

La séance est interrompue.

La présidente. Je vous rappelle que si vous n'êtes pas à votre place, vous ne recevez aucun bulletin. Je prie les scrutateurs et les scrutatrices de ramasser les bulletins de vote. Nous étions tout à l'heure 159 membres présents dans cette salle. Nous avons un excusé, il s'agit de M. Hans Rudolf Schweizer, qui se trouve à l'hôpital.

La séance est de nouveau interrompue brièvement.

La présidente. Malheureusement, nous n'avons pas encore les résultats des élections précédentes. Je propose de commencer quand même les délibérations sur les élections suivantes, c'est-à-dire sur les élections des membres de toutes les commissions ainsi que les suppléants de toutes les commissions ainsi que l'élection du président de la CIAT, Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire. Comme vous le savez, cette commission est contestée. Nous avons deux candidats pour cette présidence. J'aimerais donc que les porte-parole des groupes viennent s'exprimer sur ces élections en attendant que nous ayons les résultats des élections précédentes. Je vous prierai de vous annoncer. En premier, s'est annoncée Mme Bettina Keller pour Les Verts. Je vous prie, dès que vous voyez votre nom, de vous préparer à venir vers le microphone, cela nous avance un peu et nous permet d'être un peu plus efficaces.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Die grüne Fraktion unterstützt alle Kandidaturen für die Kommissionen. Das kann ich ganz kurz festhalten. Etwas mehr möchte ich jedoch zur Wahl des Präsidenten der Bau-, Energie-, Verkehrs- und Raumplanungskommission sagen. Die grüne Fraktion schlägt Ihnen Blaise Kropf als Präsidenten für die BaK vor. Blaise Kropf ist seit dem 1. Juni 2002 Mitglied des Grossen Rats. Während zehn Jahren war er Mitglied der

Finanzkommission sowie Mitglied in 17 Kommissionen. Diese Kommissionen befassten sich vor allem mit Steuern, Pensionskassen und Finanzen. Von 2012 bis 2013 war Blaise Kropf Präsident der Kommission LAG und der Volksinitiative «Für faire Löhne». Alle, die schon länger im Rat sind und Blaise Kropf kennen, können oder müssen zumindest zugeben, dass er wohl einer der kompetentesten Grossräte ist, die derzeit im Rat sind. Blaise Kropf hat einen sehr grossen Überblick über den Kanton, er verfügt über ein beneidenswertes Gedächtnis und kennt sich aus, wie man es sonst von Regierungsräten erwarten kann. Er ist pointiert und hat jeweils eine klare Meinung, kann aber auch sehr gut zuhören und das Gegenüber ernst nehmen und respektieren, selbst wenn es eine abweichende Meinung hat.

Nun zu unserem Anspruch auf das Präsidium der Bau-, Energie-, Verkehrs- und Raumplanungskommission: Ich möchte Ihnen fünf Argumente dafür nennen. Erstens: Die grüne Fraktion ist nach den Wahlen die viertgrösste Fraktion im Grossen Rat des Kantons Bern. Als viertgrösster Fraktion steht uns aus unserer Sicht ein Präsidium nach unserer Wahl zu. Wir haben uns gut überlegt, welches Präsidium wir wollen, und es ist nicht irgendeines. Wir wollten auch keine Unruhe ins System bringen, indem wir ein Präsidium beanspruchen, das bereits von einer anderen Partei besetzt ist. Uns ist klar, dass die SVP als grösste Fraktion zwei Kommissionspräsidien zugut hat. Das stellen wir überhaupt nicht infrage. Aber unser Anspruch auf das BaK-Präsidium ist klar.

Zweitens: Mit Blaise Kropf stellen wir Ihnen einen potenziellen Kommissionspräsidenten zur Verfügung zur Wahl, der hochkompetent und sehr engagiert ist und bereit, sich für diesen Kanton einzusetzen. Ausserdem ist er in der Thematik der BaK unbefangen und nicht beruflich involviert. Klar, er ist ein Grüner, und das mag manchem von Ihnen unbequem vorkommen. Wir sind aber davon überzeugt, dass dies der Thematik der BaK zugute kommen wird. Drittens: Wir funken bei diesen Wahlen keiner anderen Partei ins Programm. Wir stellen andere Ansprüche nicht infrage, auch wenn man bisweilen Fragen zur Eignung gewisser Personen stellen könnte. Viertens: Blaise Kropf ist, wie ich bereits bei seiner Vorstellung erwähnt habe, ein hochengagierter Politiker, der sicher noch vier Jahre lang Grossrat bleiben will. Das gewährleistet Kontinuität im Kommissionspräsidium. Fünftens: Man konnte in der Presse lesen und munkeln hören, dass ein grünes BaK-Präsidium bei einer rot-grünen Regierungsrätin etwas problematisch sei. Wer Blaise Kropf kennt, weiss genau, dass er kritisch und unabhängig ist; er wird sicher nicht die linke oder die rechte Hand von Frau Egger, sondern wird sich wirklich für die Kommission einsetzen.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Auch die SVP unterstützt die Kandidaturen, die für die Kommissionen gemeldet sind. Ich möchte Ihnen Gerhard Fischer ganz herzlich für das Präsidium der BaK empfehlen. Er ist seit 2002 Mitglied des Grossen Rats; im Jahr 2010/11 war er Präsident des Grossen Rats, deshalb kennt er den politischen Betrieb des Kantons Bern aus dem Effeff. Beruflich ist Gerhard Fischer Bauingenieur. Er hat also auch von seiner Ausbildung her den nötigen Bezug zur gestellten Aufgabe. Er arbeitet heute in einer 50-Prozent-Anstellung

bei der KWO, hat dort aber ganz klar keine leitende Funktion. Gerhard Fischer ist, wie Sie wissen, vom Typ her jemand, der nicht polarisiert. Er ist ausgleichend und ruhig; er hört zu und entscheidet anschliessend überlegt und unvoreingenommen. Das ist vielleicht etwas, das man vom Gegenkandidaten nicht in derselben Art und Weise sagen kann. Die SVP-Fraktion ist überzeugt, Ihnen mit Gerhard Fischer einen geeigneten Kandidaten für das Präsidium der BaK vorschlagen zu können. Politisch ist es sicher richtig, das Präsidium mit einer Person zu besetzen, die nicht dieselbe Particouleur hat wie die Baudirektorin. Damit können wir auch im Bereich der BVE ausgewogene, austarierte Lösungen finden. Das ist ganz bestimmt auch im Interesse des Kantons. Ich will nicht mit der Grösse der Fraktion argumentieren, man könnte auch sagen, die SVP sei gleich gross wie die Grünen, aber so argumentieren wir nicht. Wir führen vielmehr die Qualitäten des Kandidaten ins Feld. Ich bitte Sie im Namen der SVP, Gerhard Fischer die Stimme zu geben.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich möchte vorwegnehmen, dass auch die glp-Fraktion alle Kandidaturen für die Kommissionen unterstützt. Jetzt geht es, wie Sie alle wissen, um das heisse Eisen der Zweierkandidatur für das Präsidium der BaK. Wir haben die beiden Kandidaturen von Blaise Kropf und Gerhard Fischer. Ich möchte ebenfalls vorwegnehmen, dass wir quasi die Qual der Wahl haben, weil sich damit zwei ganz profilierte Politiker zur Verfügung stellen. Beide sind Parlamentarier mit sehr rascher Auffassungsgabe und ticken beide sehr schnell. Ich habe beide Kandidaturen bei der Initiative «Bern erneuerbar» kennen gelernt: Blaise Kropf als Motor der Energiewende und Gerhard Fischer eher als Bremser der Energiewende, als jemand, der sich bis zuletzt, auch noch nach Fukushima, standhaft für AKW eingesetzt hat. Für die glp ist deshalb die Wahl recht einfach. Der Kanton Bern muss in Energiefragen vorwärtskommen. Der Kanton Bern hat verschiedene Verkehrsprobleme, die nachhaltig gelöst werden müssen, und steht vor grossen Herausforderungen im Hochbau. Effizienz ist dabei nur eines der Stichwörter. Für die glp ist klar, dass sie einstimmig Blaise Kropf für das Präsidium der BaK vorschlägt: Ihm werden wir unsere Stimmen geben.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Wir haben zwei absolut fähige Kandidaten für das BaK-Präsidium vor uns. Ich werde mich gleich dazu äussern. Vorab möchte ich jedoch mitteilen, dass wir alle Kandidierenden, die von den Fraktionen für die verschiedenen Kommissionen vorgeschlagen sind, unterstützen werden. Zu den beiden Kandidaten für das BaK-Präsidium gibt es einige Dinge zu sagen: Wir anerkennen, dass wirklich beide fähig sind und das Amt sicher ausführen können. Darüber gibt es keine Diskussion. Wir haben uns andere Überlegungen gemacht, weil wir finden, dass politisch gesehen auch noch das SAK-Präsidium frei ist. Das SAK-Präsidium ist aus meiner Sicht kein unwichtiges Präsidium. Es handelt sich um diejenige Kommission, die den politischen Dialog mit dem Regierungsrat führen wird. Unser Regierungsrat ist nun einmal rot-grün. Wir haben es aber geschafft, in jeder Kommission Leute für das Präsidium vorzuschlagen, die nicht in derselben Partei sind wie die Leitung der entsprechenden Direktion. Es wäre von

daher geschickt, dass das Präsidium der SAK von einer Vertretung der bürgerlichen Mehrheit des Grossen Rats übernommen würde, die dann den Dialog mit dem Regierungsrat führen würde. Es wäre deshalb sehr nützlich, dass die SVP dieses Präsidium übernehmen und folglich auf das BaK-Präsidium verzichten würde. Das ist das eine Stichwort, weshalb wir finden, Blaise Kropf wäre für dieses Amt geeigneter.

Zweitens finden wir, dass Gerhard eben bei der KWO AG angestellt ist, wenn er dort auch nicht in einer leitenden Position tätig ist. Die KWO AG ist eine Aktiengesellschaft, die Teil des Energiemarkts ist. Wir halten es daher für falsch, dass ein einzelner Angestellter einer entsprechenden Firma in der BaK als Präsident Einsitz nimmt. Anders als Gerhard Fischer äussert sich Blaise Kropf genereller zur Energiepolitik und ist nicht bei einer konkreten Firma angestellt. Auch das ist bei einigen von uns ein Stichwort. Das gewichtigste Argument ist jedoch etwas, was auch Peter Brand gesagt hat. Vielleicht sollten die Ratsmitglieder noch einmal im Grossratsgesetz nachlesen, was die BaK überhaupt macht. Die Abkürzung lautet zwar BaK; die Kommission befasst sich aber auch mit der Raumplanung, und diese ist in der Direktion von Christoph Neuhaus angesiedelt, der bekanntlich ein SVP-Regierungsrat ist. In der Mittagsveranstaltung haben wir heute gehört, dass in den kommenden zwei bis vier Jahren die Raumplanung in den Förderregionen ein wesentliches Thema sein wird. Wir stehen vor der Änderung des Richtplans sowie des Baugesetzes, und das kommt, liebe Kolleginnen und Kollegen, aus der JGK. Mit den vorliegenden Vorschlägen haben wir es wirklich geschafft, dass überall Leute aus einer anderen Partei als derjenigen der jeweiligen Direktionsleitung vorgeschlagen sind. Es wäre also auch von daher richtig, dass die BaK nicht von einem Vertreter der SP geführt werden soll, aber auch nicht von jemandem aus der SVP. Da gehe ich mit Peter Brand einig. Christoph Neuhaus ist der Regierungsrat, der für die Raumplanung zuständig ist, und die Raumplanung wird in der BaK von ihm vertreten. Folglich besteht aus meiner Sicht da eine kleine Inkompatibilität. Deshalb bitte ich die Ratsmitglieder, nicht Gerhard Fischer die Stimme zu geben, sondern Blaise Kropf.

Ich betone noch einmal: Mit der SAK ist eine wesentliche Kommission zu besetzen. Ich finde, es würde der SVP gut anstehen, wenn sie deren Präsidium übernehme und entsprechend die Diskussion mit dem rot-grünen Regierungsrat führen könnte. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird einstimmig Blaise Kropf unterstützen.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Alle Kandidaten, welche für die Kommissionen vorgeschlagen sind, werden von der BDP unterstützt. Ich komme zum BaK-Präsidium: Beide Kandidaten sind aus unserer Sicht langjährige Politiker und beide vertreten einen grossen Teil der Bevölkerung; Gerhard Fischer den ländlichen Raum, Blaise Kropf die städtischen Gebiete und die Agglomerationen. Beiden Fraktionen stehen Präsidien innerhalb der Kommissionen zu, und wir sind überzeugt, dass beide Herren das Präsidium bestens übernehmen und die Kommission leiten könnten. Welchen Anspruch stellt die BDP an die BaK? Energiepolitisch wurde am 18. Mai mit der Mühleberg-Abstimmung der Fahrplan vom Volk bestimmt. Die Politik

und die BKW haben ihn ohne Wenn und Aber umzusetzen. Innerhalb des Grossen Rats und der BaK wird der Atomausstieg demnach keine zentrale Rolle mehr spielen und auch nicht, ob man zu einem früheren Zeitpunkt für oder gegen den Atomausstieg war. In der BaK werden aber künftig wichtige Themen wie verkehrs-, bau- und raumplanerische Geschäfte behandelt werden müssen. Das Schweizer Volk hat das neue Raumplanungsgesetz angenommen. Somit ist in der kommenden Legislatur die Baugesetzrevision wohl eines der grössten und wichtigsten Geschäfte der BaK. Dort wird man nicht darum herumkommen, folgende Punkte in die Arbeit miteinzubeziehen: Die Kulturlandinitiative, lanciert von der LOBAG, der BDP und den Grünen, hat die nötige Unterschriftenzahl erhalten. Die Initiative wird aktuell eingereicht. Das Kulturland soll also verfassungsrechtlich geschützt werden. Gleichzeitig stehen diverse Landis in Planung; einstöckige Blechbauten, die auch Kulturland in grossen Quadratmeterzahlen verschwinden lassen würden, sollen erstellt werden. Ortsplanungen in den Agglomerationen werden von der Bevölkerung ebenso abgelehnt wie Ortsplanungen im Oberland, zum Beispiel in Lauterbrunnen. Vor diesen Tatsachen darf die BaK die Augen nicht verschliessen. Weiter werden Tramprojekte im Wirtschaftsraum Bern bekämpft, weil unter anderem Bäume höher gewichtet werden als Mobilitätsengpässe, während in anderen Gebieten des Kantons Strassen auf jeden Berg hinauf asphaltiert werden, obwohl die wenigen Autos, die erst noch mit Allradantrieb bestückt sind, auch auf anderem Untergrund hinauffahren können. Die BaK wird auch finanzpolitische Arbeiten erledigen müssen. Die Vorberatung von Verpflichtungs- und Zusatzkrediten innerhalb der BVE werden ebenfalls in dieser Kommission stattfinden. Die Diskussionen werden das kommende Investitionsvolumen im Kanton Bern beeinflussen; über die finanzpolitische Situation wird ebenfalls Auskunft gegeben.

Die BDP stellt den Anspruch, dass innerhalb der BaK alles diskutiert werden muss, und zwar ohne Scheuklappen. Nur so kommt der Kanton Bern weiter und wird zum Wohn- und Arbeitskanton, der diesen Namen auch verdient. Der Status quo bedeutet für uns Stillstand. Wir müssen uns jedoch alle bewegen, und das vorzugsweise in die gleiche Richtung, nämlich in die Mitte. Es wird darum gehen, eine Interessensabwägung vorzunehmen, wofür jeder Quadratmeter in diesem Kanton genutzt werden soll, denn jeder Quadratmeter kann bekanntlich nur einmal gebraucht werden. Die BDP hat sich in den letzten vier Jahren bei den BVE-Geschäften und bei Gesetzestexten in der bürgerlichen Mitte positioniert, und das oftmals gemeinsam mit der SVP, der FDP sowie der EDU. Zusammen mit der SP, den Grünen, der glp und der EVP haben wir aber ebenfalls Geschäfte beschlossen – zum letzten Mal, als wir uns deutlich gegen ein Fracking im Kanton Bern ausgesprochen haben. Aus diesem Grund ist es nicht erstaunlich, dass in der BDP-Fraktion keine Einstimmigkeit für den einen oder den anderen Kandidaten erreicht wurde. Eine Mehrheit wird Gerhard Fischer die Stimme geben, weil die optimalen Rahmenbedingungen für die Wirtschaft und das Gewerbe von zentraler Bedeutung sind. Einige Stimmen werden hingegen an Blaise Kropf gehen, weil ökologische Themen für den Kanton Bern immer mehr an Wichtigkeit zunehmen. Sollte Gerhard Fischer gewählt werden, gehen wir davon aus, dass er bei Geschäft-

ten, welche die KWO betreffen, in den Ausstand treten wird, und dass er entgegen dem Artikel in der «Jungfrau Zeitung» nach den Wahlen die ganze Legislatur durchziehen wird – vorausgesetzt, er wird weiterhin mit guter Gesundheit beschenkt sein. Das wünsche ich übrigens allen Anwesenden.

Adrian Haas, Berne (PLR). Die Sitze, die wir heute zu verteilen haben, sind bekanntlich weitgehend unbestritten. Die FDP wird für diejenigen Kandidaten stimmen, die von den einzelnen Fraktionen vorgeschlagen wurden. Erlauben Sie mir einige Bemerkungen zum BaK-Präsidium. Unsere Fraktion wird Gerhard Fischer unterstützen, und zwar vor allem deshalb, weil wir der Meinung sind, man müsse den Kanton Bern weiterbringen. Dazu gehört weitestgehend auch die Infrastruktur. Ich denke an den Bereich Strassenbau, aber auch Hochwasserschutz und Investitionen aller Art. Aus meiner Sicht ist ein Bauingenieur absolut prädestiniert, in Zusammenarbeit mit unserer Regierungspräsidentin dafür die richtigen Zeichen zu setzen. Aus diesem Grund unterstützen wir Gerhard Fischer. Zum Teil wurde auch die Energiediskussion angesprochen. Liebe Frau Schöni, diese ist mit dem AKW-Entscheid wohl einigermassen erledigt. Allenfalls werden in späterer Zukunft die MuKEN (Mustervorschriften der Kantone im Energiebereich) umgesetzt werden müssen, aber wie wir im Wahlkampf gehört haben, ist der Kanton Bern auch laut Aussage von Frau Egger einer der fortschrittlichsten Kantone in puncto Energiegesetz. Von daher besteht dort wohl kein grosser Revisionsbedarf. Jede Angst vor Gerhard Fischer wegen der Energie ist absolut unbegründet. Es wird vorab um Geschäfte im Bereich Bau gehen, und dafür ist er sicher der absolut geeignete Kandidat. Wir werden ihn mit Überzeugung wählen.

La présidente. J'ai reçu les résultats des élections précédentes. Je vais vous les donner et nous élirons après les membres des commissions et le président de la CIAT.

Résultats de l'élection 2014.0330

Bulletins distribués : 157, bulletins rentrés : 137, dont 3 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 134, majorité absolue : 68. Est élu :

Marc Jost par 133 voix

Applaudissements

Résultats de l'élection 2014.0425

Bulletins distribués : 157, bulletins rentrés : 155, dont 20 blancs et 1 nul, bulletins entrant en ligne de compte : 134, majorité absolue : 68. Est élue :

Barbara Egger-Jenzer par 128 voix

Voix éparses : 6

Applaudissements

Résultats de l'élection 2014.0426

Bulletins distribués : 157, bulletins rentrés : 152, dont 18 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 134, majorité absolue : 68. Est élu :

Hans-Jürg Käser par 133 voix

Applaudissements

Résultats de l'élection 2014.0427

Bulletins distribués : 157, bulletins rentrés : 157, dont 7 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 150, majorité absolue : 76. Est élu :

Patrick Trees par 150 voix

Applaudissements

Résultats de l'élection 2014.0428

Bulletins distribués : 157, bulletins rentrés : 157, dont 2 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 155, majorité absolue : 78. Est élu :

Christoph Auer par 155 voix

Applaudissements

La présidente. Toutes mes félicitations à tous. Nous passons maintenant à l'élection des membres des commissions, des suppléants et du président de la CIAT. Les scrutatrices et scrutateurs sont priés de distribuer les bulletins de vote. Cela va donc se passer comme ceci: les scrutatrices et scrutateurs distribuent les bulletins, votez, éliez, puis restez à votre place jusqu'à ce que les enveloppes aient été reprises par les scrutatrices et scrutateurs et ensuite la séance sera close. Les scrutateurs et scrutatrices compteront les résultats pendant la nuit et demain matin à 9 heures – peut-être que les scrutateurs et scrutatrices ne seront pas très frais – nous devrions avoir les résultats de ces élections.

La séance est de nouveau interrompue brièvement.

La présidente. Je demanderai aux scrutatrices et aux scrutateurs de ramasser les enveloppes s'il vous plaît. Aussitôt que les bulletins seront ramassés, je pourrai clore la séance, mais pas avant. – Je vous souhaite une bonne rentrée, à demain. La séance est close.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 16 heures 35.

Les rédactrices :

Priska Vogt (d)

Catherine Graf (f)



Mardi 3 juin 2014, 9 heures – 11 heures 46

Deuxième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC), présidente du Grand Conseil

Présents : 158 députés. Excusés : Masson Pierre, Schweizer Hans Rudolf

Affaire 2014.0429

Election des 17 membres de la Commission des finances (CFin)

Affaire 2014.0430

Election des 17 membres de la Commission de gestion (CGes)

Affaire 2014.0431

Election des 17 membres de la Commission de justice (CJus)

Affaire 2014.0438

Election des 17 membres de la Commission des institutions politiques et des relations extérieures (CIRE)

Affaire 2014.0439

Election des 17 membres de la Commission de la formation (CFor)

Affaire 2014.0440

Election des 17 membres de la Commission de la santé et des affaires sociales (CSoc)

Affaire 2014.0441

Election des 17 membres de la Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire (CIAT)

Affaire 2014.0442

Election des 17 membres de la Commission de la sécurité (CSéc)

Affaire 2014.0483

Election des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission des institutions politiques et des relations extérieures (CIRE)

Affaire 2014.0484

Election des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission de la formation (CFor)

Affaire 2014.0485

Election des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission de la santé et des affaires sociales (CSoc)

Affaire 2014.0486

Election des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire (CIAT)

Affaire 2014.0487

Election des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission de la sécurité (CSéc)

Affaire 2014.0446

Election du président ou de la présidente de la Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire (CIAT)

Affaire 2014.0432

Election du président ou de la présidente de la Commission des finances (CFin)

Affaire 2014.0433

Election du président ou de la présidente de la Commission de gestion (CGes)

Affaire 2014.0434

Election du président ou de la présidente de la Commission de justice (CJus)

Affaire 2014.0443

Election du président ou de la présidente de la Commission des institutions politiques et des relations extérieures (CIRE)

Affaire 2014.0444

Election du président ou de la présidente de la Commission de la formation (CFor)

Affaire 2014.0445

Election du président ou de la présidente de la Commission de la santé et des affaires sociales (CSoc)

Affaire 2014.0447

Election du président ou de la présidente de la Commission de la sécurité (CSéc)

Affaire 2014.0448

Election des 5 scrutateurs et scrutatrices

Délibération groupée des élections

Affaires 2014.0429, 2014.0430, 2014.0431, 2014.0438, 2014.0439, 2014.0440, 2014.0441, 2014.0442, 2014.0483, 2014.0484, 2014.0485, 2014.0486, 2014.0487, 2014.0446, 2014.0432, 2014.0433, 2014.0434, 2014.0443, 2014.0444, 2014.0445, 2014.0447, 2014.0448

La présidente. J'ouvre la séance, je vous souhaite une bonne journée et nous allons passer au résultat des élections des membres des commissions, des suppléants et du président de la Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire.

Résultats de l'élection 2014.0429 (élection des 17 membres de la Commission des finances [CFin])

Sont élus :

Blank Andreas, UDC, par 151 voix
Iseli Jürg, UDC, par 158 voix
Jost Ueli, UDC, par 158 voix
Rufener Thomas, UDC, par 158 voix
Wyss Fritz, UDC, par 157 voix
Bernasconi Roberto, PS-JS-PSA, par 158 voix
Burkhalter Matthias, PS-JS-PSA, par 158 voix
Marti Ursula, PS-JS-PSA, par 156 voix

Stucki Béatrice, PS-JS-PSA, par 157 voix
Haas Adrian, PLR, par 152 voix
Pfister Hans-Jörg, PLR, par 156 voix
Imboden Natalie, Les Verts, par 147 voix
Etter Jakob, PBD, par 150 voix
Kipfer Hans, PEV, par 157 voix
Streit-Stettler Barbara, PEV, par 157 voix
Schöni-Affolter Franziska, pvl, par 149 voix
Grädel Johann Ulrich, UDF, par 157 voix

Résultats de l'élection 2014.0430 (élection des 17 membres de la Commission de gestion [CGes])

Sont élus :

Graber Samuel, UDC, par 158 voix
Hadorn Christian, UDC, par 157 voix
Hess Erich, UDC, par 122 voix
Müller Moritz, UDC, par 157 voix
Reber Fritz, UDC, par 158 voix
Ruchti Fritz, UDC, par 158 voix
Daetwyler Francis, PS-JS-PSA, par 157 voix
Siegenthaler Peter, PS-JS-PSA, par 157 voix
Zryd Andrea, PS-JS-PSA, par 157 voix
Zybach Ursula, PS-JS-PSA, par 156 voix
Flück Peter, PLR, par 158 voix
Haudenschild Rita, Les Verts, par 156 voix
Sancar Hasim, Les Verts, par 135 voix
Feller Erich, PBD, par 158 voix
Schenk-Anderegg Marianne, PBD, par 156 voix
Beutler-Hohenberger Melanie Sarah, PEV, par 157 voix
Sollberger Tanja, pvl, par 157 voix

Résultats de l'élection 2014.0431 (élection des 17 membres de la Commission de justice [CJus])

Sont élus :

Bärtschi Alfred, UDC, par 157 voix
Berger Christoph, UDC, par 158 voix
Bühler Manfred, UDC, par 157 voix
Freudiger Patrick, UDC, par 149 voix
Fuchs Thomas, UDC, par 151 voix
Guggisberg Lars, UDC, par 158 voix
Junker Burkhard Margareta, PS-JS-PSA, par 158 voix
von Greyerz Nicola, PS-JS-PSA, par 157 voix
Wüthrich Adrian, PS-JS-PSA, par 155 voix
Wyrsh Daniel, PS-JS-PSA, par 158 voix
Giauque Beat, PLR, par 158 voix
Klopfenstein Hubert, PLR, par 158 voix
Baumann Kilian, Les Verts, par 157 voix
Linder Anna-Magdalena, Les Verts, par 158 voix
Gygax-Böninger Monika, PBD, par 156 voix
Schnegg-Affolter Christine, PEV, par 158 voix
Zaugg-Graf Hannes, pvl, par 153 voix

Résultats de l'élection 2014.0438 (élection des 17 membres de la Commission des institutions politiques et des relations extérieures [CIRE])

Sont élus :

Aebi Markus, UDC, par 157 voix
 Augstburger Ueli, UDC, par 158 voix
 Graber Anne-Caroline, UDC, par 158 voix
 Lanz Raphael, UDC, par 156 voix
 Messerli Walter, UDC, par 157 voix
 Struchen Béatrice, UDC, par 145 voix
 Bachmann Christian, PS-JS-PSA, par 158 voix
 Dunning Samantha, PS-JS-PSA, par 158 voix
 Gabi Schönenberger Sarah, PS-JS-PSA, par 158 voix
 Wüthrich Adrian, PS-JS-PSA, par 156 voix
 Desarzens-Wunderlin Eva, PLR, par 158 voix
 Grivel Pierre-Yves, PLR, par 158 voix
 Amstutz Pierre, Les Verts, par 157 voix
 Bauen Antonio, Les Verts, par 155 voix
 Kohli Vania, PBD, par 156 voix
 Messerli-Weber Philippe, PEV, par 157 voix
 Zaugg-Graf Hannes, pvl, par 151 voix

Résultats de l'élection 2014.0439 (élection des 17 membres de la Commission de la formation [CFor])

Sont élus :

Hebeisen-Christen Annegret, UDC, par 158 voix
 Krähenbühl Samuel, UDC, par 154 voix
 Schneider Donat, UDC, par 158 voix
 Speiser-Niess Anne, UDC, par 158 voix
 Wälchli Käthi, UDC, par 158 voix
 Baltensperger Eva, PS-JS-PSA, par 156 voix
 Gasser Peter, PS-JS-PSA, par 155 voix
 Näf Roland, PS-JS-PSA, par 130 voix
 Zäch Elisabeth, PS-JS-PSA, par 157 voix
 Schmidhauser Corinne, PLR, par 157 voix
 Vogt Hans Rudolf, PLR, par 158 voix
 Keller Bettina, Les Verts, par 156 voix
 Linder Anna-Magdalena, Les Verts, par 158 voix
 Kipfer-Guggisberg Verena, PBD, par 157 voix
 Siegenthaler Heinz, PBD, par 156 voix
 Steiner-Brütsch Daniel, PEV, par 156 voix
 Brönnimann Thomas, pvl, par 155 voix

Résultats de l'élection 2014.0440 (élection des 17 membres de la Commission de la santé et des affaires sociales [CSoc])

Sont élus :

Bichsel Daniel, UDC, par 157 voix
 Brand Peter, UDC, par 156 voix
 Schlup Martin, UDC, par 157 voix
 Schnegg Pierre Alain, UDC, par 157 voix
 Studer Ueli, UDC, par 156 voix
 Bhend Patric, PS-JS-PSA, par 157 voix
 Lüthi Andrea, PS-JS-PSA, par 156 voix
 Müller Reto, PS-JS-PSA, par 157 voix
 Striffeler-Mürset Elisabeth, PS-JS-PSA, par 158 voix
 Kohler Hans-Peter, PLR, par 158 voix
 Zumstein Katrin, PLR, par 158 voix
 Häslar Christine, Les Verts, par 158 voix
 Iannino Gerber Maria Esther, Les Verts, par 158 voix

Herren-Brauen Anita, PBD, par 158 voix
 Beutler-Hohenberger Melanie Sarah, PEV, par 157 voix
 Mühlheim Barbara, pvl, par 153 voix
 Schneider Alfred, UDF, par 158 voix

Résultats de l'élection 2014.0441 (élection des 17 membres de la Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire [CIAT])

Sont élus :

Fischer Gerhard, UDC, par 155 voix
 Kummer Hugo, UDC, par 158 voix
 Marti Willy, UDC, par 158 voix
 Röstli Hans, UDC, par 158 voix
 Rüeegsegger Hans Jörg, UDC, par 158 voix
 Brunner Ursula E., PS-JS-PSA, par 157 voix
 Dumermuth Marianne, PS-JS-PSA, par 157 voix
 Hofmann Andreas, PS-JS-PSA, par 155 voix
 Mentha Luc, PS-JS-PSA, par 158 voix
 Moser Peter, PLR, par 158 voix
 Sommer Peter, PLR, par 158 voix
 Kropf Blaise, Les Verts, par 145 voix
 Rüfenacht Daphné, Les Verts, par 158 voix
 Frutiger Ueli, PBD, par 158 voix
 Riem Bernhard, PBD, par 158 voix
 Aeschlimann Martin, PEV, par 158 voix
 Trüssel Daniel, pvl, par 158 voix

Résultats de l'élection 2014.0442 (élection des 17 membres de la Commission de la sécurité [CSéc])

Sont élus :

Burren Andreas, UDC, par 158 voix
 Geissbühler-Strupler Sabina, UDC, par 149 voix
 Klopfenstein Etienne, UDC, par 158 voix
 Knutti Thomas, UDC, par 156 voix
 Moser Werner, UDC, par 158 voix
 Schweizer Hans Rudolf, UDC, par 158 voix
 Ammann Christoph, PS-JS-PSA, par 158 voix
 Fuhrer-Wyss Regina, PS-JS-PSA, par 157 voix
 Hamdaoui Mohamed, PS-JS-PSA, par 152 voix
 Schindler Meret, PS-JS-PSA, par 158 voix
 Müller Philippe, PLR, par 156 voix
 Machado Rebmann Simone, Les Verts, par 157 voix
 Studer Peter, PBD, par 158 voix
 Gsteiger Patrick, PEV, par 157 voix
 Wenger Markus, PEV, par 157 voix
 Grimm Christoph, pvl, par 156 voix
 Tanner Ernst, UDF, par 158 voix

Résultats de l'élection 2014.0483 (élection des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission des institutions politiques et des relations extérieures [CIRE])

Sont élus :

Amstutz Madeleine, UDC, par 158 voix
 Sutter Walter, UDC, par 157 voix
 Striffeler-Mürset Elisabeth, PS-JS-PSA, par 158 voix

Zuber Maxime, PS-JS-PSA, par 153 voix
 Baumberger Hans, PLR, par 158 voix
 von Kaenel Dave, PLR, par 158 voix
 Häsler Christine, Les Verts, par 158 voix
 Muntwyler Urs, Les Verts, par 154 voix
 Leuenberger Samuel, PBD, par 157 voix
 Gsteiger Patrick, PEV, par 155 voix
 Egger Martin, pvl, par 157 voix

Résultats de l'élection 2014.0484 (élection des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission de la formation [CFor])

Sont élus :

Amstutz Madeleine, UDC, par 158 voix
 Müller Mathias, UDC, par 158 voix
 Stucki Béatrice, PS-JS-PSA, par 158 voix
 von Greyerz Nicola, PS-JS-PSA, par 158 voix
 Sommer Peter, PLR, par 158 voix
 von Kaenel Dave, PLR, par 158 voix
 Amstutz Pierre, Les Verts, par 157 voix
 Muntwyler Urs, Les Verts, par 151 voix
 Herren-Brauen Anita, PBD, par 157 voix
 Stähli Urs, PBD, par 158 voix
 Messerli Philippe, PEV, par 157 voix
 Rudin Michel, pvl, par 157 voix

Résultats de l'élection 2014.0485 (élection des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission de la santé et des affaires sociales [CSoc])

Sont élus :

Müller Mathias, UDC, par 158 voix
 Pieren Andrea, UDC, par 157 voix
 Aebersold Michael, PS-JS-PSA, par 157 voix
 Gabi Schönenberger Sarah, PS-JS-PSA, par 158 voix
 Desarzens-Wunderlin Eva, PLR, par 158 voix
 Vogt Hans Rudolf, PLR, par 158 voix
 Imboden Natalie, Les Verts, par 155 voix
 Seiler Michel, Les Verts, par 156 voix
 Schenk-Anderegg Marianne, PBD, par 156 voix
 Schnegg-Affolter Christine, PEV, par 157 voix
 Sollberger Tanja, pvl par 157 voix
 Schwarz Jakob, UDF, par 158 voix

Résultats de l'élection 2014.0486 (élection des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire [CIAT])

Sont élus :

Guggisberg Lars, UDC, par 158 voix
 von Känel Christian, UDC, par 158 voix
 Aebersold Michael, PS-JS-PSA, par 158 voix
 Masson Pierre, PS-JS-PSA, par 158 voix
 Flück Peter, PLR, par 158 voix
 Pfister Hans-Jörg, PLR, par 158 voix
 Baumann Kilian, Les Verts, par 158 voix
 de Meuron Andrea, Les Verts, par 158 voix

Stähli Ulrich, PBD, par 157 voix
 Studer Peter, PBD, par 158 voix
 Gfeller Niklaus, PEV, par 157 voix
 Kronenberg Sabine, pvl, par 157 voix

Résultats de l'élection 2014.0487 (élection des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission de la sécurité [CSéc])

Sont élus :

Pieren Andrea, UDC, par 157 voix
 Sutter Walter, UDC, par 158 voix
 Siegenthaler Peter, PS-JS-PSA, par 158 voix
 Wüthrich Adrian, PS-JS-PSA, par 157 voix
 Baumberger Hans, PLR, par 158 voix
 Iannino Gerber Maria Esther, Les Verts, par 158 voix
 Luginbühl-Bachmann Anita, PBD, par 156 voix
 Löffel Ruedi, PEV, par 157 voix
 Streit-Stettler Barbara, PEV, par 157 voix
 Toggwiler-Bumann Annette, pvl, par 157 voix
 Oester Stefan, UDF, par 158 voix

Résultats de l'élection 2014.0446 (élection du président ou de la présidente de la Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire [CIAT])

Premier tour de scrutin

Bulletins distribués : 158, bulletins rentrés : 158, dont 5 blancs et 1 nul, bulletins entrant en ligne de compte : 152, majorité absolue : 77 voix

Blaise Kropf obtient 76 voix

Gerhard Fischer obtient 75 voix

La présidente. D'après le bruit dans la salle, vous avez compris, nous passons à un deuxième tour. Nous allons donc procéder ainsi: nous n'avons pas de majorité absolue, nous passons donc à un deuxième tour. Nous aurons encore au maximum quatre tours et au cinquième tour ce sera la majorité qualifiée qui entrera en ligne de compte. Est-ce que quelqu'un aimerait encore prendre la parole? – Non, nous passons donc au vote. Les scrutatrices et scrutateurs vont vous distribuer les bulletins.

La séance est interrompue brièvement.

La présidente. Je prie les scrutatrices et scrutateurs de récupérer les bulletins.

Nous avons encore reçu une motion d'ordre de la Commission des finances et de la Commission de gestion. Elles ont déposé une motion urgente intitulée «Audit indépendant de l'informatique; mettre les recommandations des experts en œuvre». Je prierai le président de la Commission d'expliquer sa motion d'ordre. Merci, M. Iseli.

Motion d'ordre CFin (Iseli, UDC) / CGes (Siegenthaler, Thoune, PS)

Inscrire la motion 109-2014 « Audit indépendant de l'informatique: mettre les recommandations des experts en œuvre » au programme de la session de juin.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC). Die FiKo und die GPK stellen einen Ordnungsantrag auf Nachtraktandierung einer Motion. Aufgrund einer Motion ebenfalls dieser beiden Kommissionen, die vom Rat überwiesen wurde, beauftragte der Regierungsrat eine unabhängige Prüfung. Weil jedoch der Regierungsrat bis heute nicht reagiert hat, entschied die FiKo zusammen mit der OAK, eine Motion einzureichen. Weshalb derart überstürzt, weshalb noch in dieser Session? Wie Sie aus der Presse erfahren konnten, traten bei der Informatik des Kantons Bern erhebliche Mängel zutage. Die beiden Kommissionen meinen, nur mit etwas mehr Druck könne es gelingen, den Regierungsrat von der Wichtigkeit dieser Überprüfung und vor allem der Umsetzung der Massnahmen zu überzeugen, die die externe Untersuchungsstelle anregte. Der nötige Druck würde mit der Überweisung dieser Motion erzeugt. Im Namen der GPK und der FiKo bitte ich Sie, diesem Ordnungsantrag stattzugeben und die Motion nachzutraktandieren.

La présidente. Vous avez entendu le président désigné, pardon, de la Commission des finances. Est-ce que M. Siegenthaler aimerait aussi s'exprimer ? Ce n'est pas le cas. Y a-t-il quelqu'un dans la salle qui aimerait s'exprimer ? Ce n'est pas le cas, nous pouvons donc passer tout de suite au vote. Ceux qui acceptent cette motion d'ordre votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (motion d'ordre CFin/CGes)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	153
Non	0
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté cette motion d'ordre. Je prie les scrutatrices et scrutateurs d'aller faire le dépouillement.

Résultats de l'élection 2014.0446 (élection du président ou de la présidente de la Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire [CIAT])

Second tour de scrutin

Bulletins distribués : 155, bulletins rentrés : 155, dont 4 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 151, majorité absolue : 76 voix. Est élu :

Blaise Kropf par 76 voix.

Gerhard Fischer obtient 75 voix.

Applaudissements

La présidente. Toutes mes félicitations. Y a-t-il quelqu'un dans cette salle qui aimerait s'exprimer? Car nous allons passer à la discussion sur la procédure des élections suivantes. M. Brand pour l'UDC.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Vorweg gratuliere ich Blaise Kropf zu seiner Wahl. Ich hoffe, dass er dieses Präsidium im Interesse des Kantons und nicht nur im Interesse der eigenen Partei und der SP wahrnehmen wird.

Ich bin enttäuscht, das ist ganz klar; das können Sie sich vorstellen. Ich bin nach wie vor überzeugt, dass Geri Fischer der ideale Kandidat gewesen wäre. Er hätte diese Arbeit gut gemacht, und es wäre auch dem Kanton zugute gekommen, weil wir ein Gegengewicht gehabt hätten zur Direktion, die sich eigentlich in roter Hand befindet. Damit hätten wir auch austarierte Lösungen gehabt für den Kanton in seinem Interesse. Ich hoffe jetzt, es werde auch im Interesse des Kantons sein, wenn nun Blaise Kropf das Präsidium übernimmt.

Ich stelle fest, dass offenbar nicht alle Bürgerlichen Geri Fischer unterstützt haben. Das ist schade für die Zusammenarbeit unter den bürgerlichen Parteien. Diese Wahl war ein wenig die Nagelprobe für die Zusammenarbeit, und ich stelle fest, dass sich offenbar nicht alle in diesem Saal, die sich bürgerlich nennen, tatsächlich so verhalten haben. Damit nahmen sie in Kauf, dass die BaK zukünftig von einem grünen Gewerkschafter geleitet wird, der bisher im Rat keine Gelegenheit ausliess, sich gegen die Interessen der Wirtschaft und gegen die Interessen des Gewerbes auszusprechen. Damit müssen wir weitergehen; es ist der Entscheid des Grossen Rates, den wir selbstverständlich so akzeptieren. In diesem Fall werden wir das Präsidium der staatspolitischen Kommission übernehmen. Wir werden nicht trotzen und das andere Präsidium angreifen, doch bitten wir Sie, uns Zeit einzuräumen bis nächsten Dienstag, damit wir gemeinsam mit dem zweiten Vizepräsidenten das Präsidium der SAK bestimmen können. Diese Zeit brauchen wir, um in der Fraktion zu bestimmen, wer dieses Präsidium übernehmen wird.

La présidente. Y a-t-il quelqu'un qui aimerait encore s'exprimer? Ce n'est pas le cas, nous allons donc passer aux élections suivantes, si vous êtes d'accord. Les bulletins sont pré-imprimés et, comme hier, il faudrait que vous sortiez le bulletin de la CIAT. C'est clair? Je demande aux scrutateurs et aux scrutatrices de distribuer les bulletins, mais il va falloir attendre deux minutes, ils ne sont pas encore là. M. Peter Brand aimerait encore dire quelque chose sur les autres commissions. C'est à vous, M. Brand.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Nach der Wahl des BaK-Präsidenten möchte ich noch rasch etwas zu den anderen Kommissionspräsidien sagen, die wir gleich wählen werden. Wir unterstützen für die FiKo, die JuKo, die GPK, die SiK und die GSoK alle vorgeschlagenen Kandidatinnen und Kandidaten. Mit dem vorgeschlagenen Präsidenten für die BiK, Bildungskommission, haben wir ein Problem. Sie mögen sich erinnern, wie gestern Adrian Wüthrich hier am Rednerpult sehr eloquent darlegte, weshalb Geri Fischer für das BaK-Präsidium nicht in Frage komme. Sie wissen – das habe ich hier erläutert –, dass Geri Fischer zu 50 Prozent

bei den KWO angestellt ist, jedoch nicht in leitender Stellung: Das habe ich ausdrücklich gesagt. Trotzdem argumentierte Adrian Wüthrich, aufgrund seiner Anstellung sei es nicht machbar, dass Geri Fischer die BaK leite, weil es dazu Energiefragen-Anhänger brauche. Jetzt schlägt die SP für die BiK Roland Näf vor. Roland Näf ist, wie Sie wissen, Schulleiter in Muri. Es ist nicht konsequent und auch nicht nachvollziehbar, dass ein Schulleiter nun BiK-Präsident werden soll – ein Schulleiter, dem definitiv die nötige Unabhängigkeit für dieses Präsidium fehlt. In der Bevölkerung würde es nicht verstanden, wenn wir jetzt Roland Näf wählen. Erinnern Sie sich daran, dass die Schulleitungsbeschlüsse zu 70 Prozent vom Kanton finanziert werden! Somit ist man in diesem Sinn definitiv nicht ganz unabhängig zur Führung dieses Präsidiums. Hingegen bestreitet die SVP-Fraktion den Anspruch der SP-JUSO auf das Präsidium nicht. Sie wird Elisabeth Zäch unterstützen. Bevor sie Stadtpräsidentin von Burgdorf wurde, hatte Elisabeth Zäch das Bildungsdepartement inne und bringt somit die Voraussetzungen für dieses Präsidium mit. Sie hätte die nötige Unabhängigkeit. Wir werden sie unterstützen.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Nach der Bekanntgabe der Sitze in den Kommissionen und auch gemäss dem Proporzschlüssel der BDP steht uns ein Kommissionspräsidium zu. Bald danach äusserte sich Monika Gyga, dass sie die Arbeit als JuKo-Präsidentin für eine weitere Legislatur übernehmen möchte und sich somit zur Wahl stelle. Monika Gyga leistete in den letzten zwei Jahren sehr gute Arbeit. Rückmeldungen aus den Fraktionen, der JuKo selbst, aber auch explizit aus der Justizleitung bestätigen das zusätzlich. Die BPD-Fraktion ist stolz auf Monikas Einsatz und dankt ihr hier ganz speziell für ihre sehr gute Arbeit. Kompetent und in ihrer ruhigen und sachlich fundierten Art und Weise führt sie die JuKo, und sie hat auch Freude an der Arbeit und der Herausforderung innerhalb dieser Kommission. Ich danke Ihnen für die Unterstützung der Kandidatur von Monika Gyga. Alle anderen Präsidien der Aufsichtskommissionen, die bekannt sind, und auch die restlichen Sachkommissionspräsidien werden von uns unterstützt.

Der BDP geht es aber genau gleich wie der SVP: Wir machen ein grosses Fragezeichen zur Besetzung des Präsidiums der BiK. Das Präsidium zugunsten der SP ist per se in Ordnung und steht für uns nicht zur Diskussion. Das Fragezeichen setzen aber auch wir tatsächlich bei der Person von Roland Näf. Ich wiederhole, was Peter Brand gesagt hat: Gestern wies Adrian Wüthrich bei der Wahl für das BaK-Präsidium auf die Unvereinbarkeit mit der Anstellung Geri Fischers als Bauingenieur bei den KWO hin. Nun wird Roland Näf, als Schulleiter und Lehrer – wir haben es gehört –, für das BiK-Präsidium vorgeschlagen. Bei der Nichtwahl von Geri Fischer gab vermutlich bei den einen oder anderen genau das den Ausschlag, Blaise Kropf die Stimme zu geben. Ich gratuliere aber auch dir, Blaise, zu deinem Präsidium.

Ich erlaube mir, die gleichen Worte, die ich gestern im Hinblick auf die Wahl für das BaK-Präsidium an Geri Fischer richtete, auch hier zu verwenden. Sollte Roland Näf heute gewählt werden, gehen wir davon aus, dass er bei allen Geschäften, die die Schule und explizit auch das Lehreran-

stellungsgesetz betreffen, in Ausstand tritt. Die BDP-Fraktion hat kein Problem damit, dass die SP das BiK-Präsidium besetzt. Auch wir würden Elisabeth Zäch, die in die Kommission gewählt wurde, sehr gerne als Präsidentin sehen.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Wir haben hier die Präsidien der Kommissionen zu wählen. Vorerst gratuliere ich allen Gewählten. Ich hoffe, dass wir gut zusammen werden kutschieren können. Ich stelle fest, dass die Mehrheiten in den Kommissionen klar sind und dass die einzelnen Präsidien, die wir jetzt wählen oder schon gewählt haben, einen marginalen Einfluss auf die entsprechenden Entscheide haben. Das sollten wir nun bezüglich wirtschaftsfreundlicher Entscheide nicht ganz überbewerten, Herr Brand. Die Entscheide werden ungeachtet dessen, ob ein linker oder ein rechter Präsident die Kommission führt, genau gleich ausfallen. Das möchte ich klar festhalten. Die Entscheide für die Wirtschaft werden gleich ausfallen – auch wenn Sie etwas anderes behaupten.

Jetzt geht es um das Präsidium der BiK, worauf wir Anspruch erhoben haben. Offenbar ist dieser nicht bestritten. Mittlerweile haben wir vier Leute in die BiK gewählt, die untereinander diskutiert haben, wer das Präsidium führen könne. Die Wahl fiel auf Roland Näf. Natürlich hatten auch wir mit ihm diskutiert, weil auch wir gewisse Fragen an ihn hatten. Diese konnten wir aber in einer guten Art und Weise bereinigen. Er wird nicht mehr Parteipräsident sein, als den Sie ihn hier erlebt haben. Roland Näf ist vom SP-Parteipräsidium zurückgetreten. Wie andere in diesem Rat, die sich in den Kommissionen neu ausrichten, vielleicht etwas anders politisieren müssen und vielleicht die Kommissionsarbeit weniger mit der Parteiarbeit vergleichen können, wird das auch Roland Näf können. Roland Näf kann das; ihm ist bewusst – das haben wir mit ihm diskutiert –, dass er hier eine ganz andere Rolle einzunehmen haben wird. Natürlich wird er anders auftreten können, weil er dann nicht mehr Präsident unserer Partei sein wird.

Gestern sagte ich in der Tat, dass Geri Fischer für mich unter anderem nicht wählbar ist, weil er bei der KWO AG angestellt ist. Liebe Kolleginnen und Kollegen, Aktiengesellschaften sind per se so definiert, dass sie auf Gewinn ausgerichtet sind. Die KWO AG muss, darf und soll entsprechende Gewinne abwerfen. Und die KWO ist im Wettbewerb mit anderen Energiefirmen. Das ist der Grund. Sie können jetzt argumentieren, unsere Schulen im Kanton Bern stünden im Wettbewerb. Gewisse Schulen stehen im Wettbewerb mit anderen Schulen, aber sicher nicht die Volksschule, die Roland Näf vertritt. Darum ist es für uns kein Problem, wenn Roland Näf als Angestellter der bernischen Schulen das BiK-Präsidium übernimmt. Roland Näf ist Erziehungswissenschaftler, bringt daher – das lässt sich natürlich auch von Geri Fischer sagen, Peter Brand – die entsprechende Ausbildung für die Führung des BiK-Präsidiums mit. Er kann mit der Verwaltung auf Augenhöhe diskutieren, wie die Kommissionssitzungen zu organisieren sind. Wollen wir aber weiter gehen – Lehrer und Lehrer sind nun einmal zur Wahl auch in den Grossen Rat berechtigt – und die Unvereinbarkeiten bezüglich aller vorgeschlagenen Präsidien diskutieren, die sich überall finden lassen, muss man sich fragen, ob es denn richtig ist, dass ein Landwirt-

schaftsvertreter FiKo-Präsident ist, der direkt auch ein wenig – ich weiss, nicht stark, aber auch ein bisschen – von der Volkswirtschaftsdirektion abhängt. Und ist es richtig, dass ein Procap-Vorstandsmitglied GSoK-Präsidentin wird? Das wird von uns nicht in Frage gestellt. Wollen wir mit den Unvereinbarkeiten aber so verfahren, wird es sehr schwierig. Wie bereits gesagt, ist es anders, wenn man im Grossen Rat eine Aktiengesellschaft vertritt. Darum bitten wir Sie herzlich, unserem Vorschlag Folge zu leisten und Roland Näf als ausgewiesenen Kenner der Bildungslandschaft dieses Kantons zum Präsidenten der Bildungskommission zu wählen. Die anderen Kandidatinnen und Kandidaten für die Präsidien unterstützen wir wie vorgeschlagen.

Adrian Haas, Berne (PLR). Zunächst zu unserer Kandidatin für das Präsidium der GSoK: Sie ist tatsächlich im Präsidium bei Procap. Das hat aber eigentlich nicht viel miteinander zu tun, weil Procap letztlich eine private Organisation ist, die völlig ausserhalb des staatlichen Gesundheitswesens steht. Kathrin Zumstein ist sehr versiert in Gesundheits- und Spitalfragen. Das konnten Sie mitbekommen, insbesondere auch in der letzten Legislatur. Ich empfehle sie Ihnen wärmstens. Wir hätten Ihnen auch Herrn Professor Kohler empfehlen können. Er ist aber in leitender Position des Inselspitals im Spitalnetz Bern tätig, weshalb wir befanden, es sei nicht sehr geschickt, eine solche Person für das Präsidium vorzuschlagen. Darum finden wir die Wahl von Herrn Näf einigermassen problematisch. Er ist leitender Angestellter der Erziehungsdirektion und in diesem Sinn direkt abhängig. Das finden wir nicht so gut. Das Argument, die Schulen stünden nicht im Wettbewerb, hat mit dieser Frage nichts zu tun. Bereits im Vorfeld baten wir die SP, sich das nochmals zu überlegen. Wir wählten Herrn Näf ja in die Kommission; gegen ihn haben wir nichts. Doch erachten auch wir die Kombination mit dem Präsidium als unglücklich; diesbezüglich beschlossen wir in der Fraktion Stimmfreigabe.

Bei dieser Gelegenheit möchte ich den Ordnungsantrag stellen, der SP Zeit einzuräumen, sich das bis nächste Woche nochmals zu überlegen, und folglich das BiK-Präsidium erst dann zu wählen.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Zuerst danke ich Ihnen für die Wahl von Blaise Kropf. Ich hoffe, dass die Ängste, die jetzt bei der UDC herumgeistern, sich als unbegründet erweisen werden. Ich bin überzeugt, dass Blaise dieses Amt mit grossem Verantwortungsgefühl ausüben wird.

Die grüne Fraktion wählt alle vorgeschlagenen Personen, die sich um ein Kommissionspräsidium bewerben.

Nun ist noch ein kleiner Kampf um die Eignung von Roland Näf ausgebrochen. Dazu möchte ich einfach sagen, dass ich Roland Näf als Präsidenten der Kommission zur Bildungsstrategie erlebte. Wenige unter Ihnen hatten die gleiche Gelegenheit. Diese Aufgabe bewältigte er sehr kompetent und äusserst neutral. Ich war selber überrascht, wie gut er in eine Rolle schlüpfen kann. Auch ich hatte gespürt, dass er als Parteipräsident hier im Rat häufig provozierte und gegenüber den Bürgerlichen bissig war. Das bin ich selber nicht, und ich hätte es ihm manchmal anders empfohlen. Was sich heute abspielt, ist sicher eine Folge davon;

aber damals als Präsidenten der Kommission Bildungsstrategie lernte ich ihn ganz anders kennen. Wir trauen ihm zu, dass er in gleicher Weise als Präsident der Bildungskommission arbeiten könnte.

La présidente. Philippe Müller a demandé la parole à titre individuel (*étonnement*). Vous avez la parole.

Philippe Müller, Berne (PLR). Sie haben es an der Reaktion der Präsidentin gemerkt. Eigentlich wären Einzelsprecher nicht vorgesehen gewesen, doch brachte mich Adrian Wüthrichs Votum – jetzt musst du rasch zuhören, Adrian – trotzdem ans Rednerpult. Er argumentierte, Geri Fischer arbeite bei einer AG, die Gewinn erwirtschaften müsse, und sei deshalb nicht wählbar. Meine Damen und Herren, das erinnerte mich an ein Studentenseminar der Revolutionären Marxistischen Liga in den Siebzigerjahren. Das, lieber Adrian, kann tatsächlich nicht der Grund sein! Aktiengesellschaften müssen Gewinn erwirtschaften um überleben, Arbeitsplätze sichern, Steuern zahlen zu können, damit wir Sozialhilfe ausrichten können und so fort. Hier wird über die Befangenheit diskutiert, die Sie Geri Fischer vorwarfen und die bei Roland Näf eben auch nicht völlig ausgeschlossen werden kann, weil er an der Quelle von Entscheiden ist, die ihn und sein Einkommen direkt betreffen. Ich zweifle weder an seiner Kompetenz noch daran, dass er umstellen kann. Ich habe ohnehin keine Mühe damit, wenn jemand ab und zu etwas provokativ auftritt. Diskutiert man hingegen die Befangenheit wie hier, muss man sich darauf fokussieren.

La président. A titre individuel, Mme Zäch a demandé la parole.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS). Natürlich freut man sich, wenn einem signalisiert wird, dass man geschätzt wird als Bildungspolitikerin und als Parlamentarierin. In diesem Sinn danke ich für das Vertrauen, das mir offenbar ein Teil des Rates ausdrücken will. Andererseits möchte ich Sie bitten, Vertrauen in unsere Partei zu haben. Unsere Partei diskutierte sehr intensiv, evaluierte sehr eingehend, wer erstens genügend Zeit für diese Arbeit aufbringen könnte und zweitens dazu fähig wäre. Einstimmig und voll überzeugt kamen wir zum Schluss, dass es Roland Näf sein müsse; erstens, weil er nur noch in einem Teilpensum von 65 Prozent beruflich tätig ist, und zweitens, weil er ein ausgewiesener Bildungspolitiker ist, der etwas versteht von Bildungsfragen, wach ist in seinem Gebiet, Erziehungswissenschaftler ist und einer, der durchaus Brücken bauen kann und ein solches Präsidium durchaus leiten können. Ich bitte Sie, wählen Sie ihn!

La présidente. Bon, mais vraiment court, M. Adrian Wüthrich a demandé la parole à titre individuel, et ensuite nous passerons au vote sur les deux motions d'ordre.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich rede zum Ordnungsantrag. Den unterstützen wir natürlich nicht. Wir diskutierten eingehendst an einer zweitägigen Fraktionsklausur sowie mit Roland eingehend in der Fraktion. An unserem Entscheid wird sich nichts mehr ändern. Sie kennen Roland

Näf, und wir haben Ihnen erläutert, warum wir uns für ihn entschlossen haben.

Und noch etwas, lieber Philippe Müller: Man kann jetzt solche Sachen sagen. Klar war gestern der Hauptgrund, dass die Raumplanung mit Regierungsrat Christoph Neuhaus der SVP untersteht und mit Gerhard Fischer auch noch der Kommissionspräsident der SVP angehört hätte. Merci.

La présidente. Nous avons donc deux motions d'ordre. Nous commençons par la première, déposée par le groupe UDC en ce qui concerne la présidence de la Commission des institutions politiques et des relations extérieures. Il a été demandé que nous élisions ce président la semaine prochaine, le 11 juin 2014. Ceux qui acceptent cette motion d'ordre de l'UDC votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Motions d'ordre

Motion d'ordre UDC (Brand, Münchenbuchsee)

Repousser l'élection du président ou de la présidente de la CIRE au mardi 10 juin.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	151
Non	4
Abstentions	2

La présidente. Vous avez accepté cette motion d'ordre. Nous ferons donc cette élection la semaine prochaine. – Nous avons une deuxième motion d'ordre, du PLR, en ce qui concerne la présidence de la Commission de la formation. Il s'agit également d'un report de cette élection à la semaine prochaine, le 11 juin 2014. Ceux qui acceptent cette motion d'ordre votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Motion d'ordre PLR (Haas, Berne)

Repousser l'élection du président ou de la présidente de la CFor au mercredi 11 juin.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	33
Non	117
Abstentions	5

La présidente. Vous avez refusé cette motion d'ordre. – Nous allons donc procéder ainsi: les élections de toutes les présidences, à part celle de la Commission des institutions politiques et des relations extérieures, vont être faites à l'instant même. Vous avez un papier orange dans le paquet: celui-là, vous pouvez le mettre à la poubelle. Cette élection se fera la semaine prochaine. Sinon, pour toutes les autres élections, à vous de jouer. Les scrutateurs et scrutatrices peuvent distribuer les bulletins. Vous avez en-

core tout à la fin une page blanche, c'est l'élection des scrutatrices et des scrutateurs.

La séance est interrompue brièvement.

La présidente. Je pense que les scrutatrices et scrutateurs peuvent aller ramasser les bulletins.

Résultats de l'élection 2014.0444 (élection du président ou de la présidente de la Commission de formation [CFor])

Bulletins distribués : 158, bulletins rentrés : 157, dont 6 blancs et 1 nul, bulletins entrant en ligne de compte : 150, majorité absolue : 76 voix. Est élue :

Elisabeth Zäch par 92 voix

Roland Näf obtient 56 voix.

Applaudissements

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Wäre man zynisch, könnte man sagen, man habe ein Glanzresultat erreicht. Zählen wir die Zahlen nämlich zusammen, sind es 100 Prozent der Stimmen. Sie haben eine Kandidatin gewählt, die wir nicht vorgeschlagen hatten. Das hat ja ziemlich Tradition bei der bürgerlichen Mehrheit im Parlament, uns zu sagen, wer zu portieren sei oder eben nicht. Eingangs haben wir gesagt, dass wir sehr eingehend diskutiert hatten, wer dieses Amt wolle, der Aufgabe gewachsen sei und den Aufwand auf sich nehmen könne. Sie haben jetzt eine andere. Person gewählt. Das ist weder mit dieser Person noch sonst jemandem abgesprochen. Wir beantragen ein Time-out, damit wir nochmals mit den Betroffenen diskutieren und die allfällige Annahme oder den Verzicht von Elisabeth Zäch morgen bekannt geben können. Das wäre wahrscheinlich ein Ordnungsantrag.

La présidente. Vous avez donc entendu M. Aebersold, je considère cela comme une motion d'ordre, selon laquelle Mme Zäch nous dira demain si elle accepte ou non son élection. Je pense qu'il n'y a personne qui conteste cela. Nous allons donc demain entendre Mme Zäch.

La motion d'ordre est approuvée tacitement.

Résultats de l'élection 2014.0432 (élection du président ou de la présidente de la Commission des finances [CFin])

Bulletins distribués : 158, bulletins rentrés : 156, dont 5 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 151, majorité absolue : 76 voix. Est élu :

Jürg Iseli par 151 voix

Applaudissements

Résultats de l'élection 2014.0433 (élection du président ou de la présidente de la Commission de gestion [CGes])

Bulletins distribués : 158, bulletins rentrés : 157, dont 5 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 152, majorité absolue : 77 voix. Est élu :

Peter Siegenthaler par 151 voix

Applaudissements

Résultats de l'élection 2014.0434 (élection du président ou de la présidente de la Commission de justice [CJus])

Bulletins distribués : 158, bulletins rentrés : 157, dont 9 blancs et 3 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 145, majorité absolue : 73 voix. Est élue :

Monika Gygax-Böninger par 140 voix

Voix éparses : 5

Applaudissements

Résultats de l'élection 2014.0445 (élection du président ou de la présidente de la Commission de la santé et des affaires sociales [CSoc])

Bulletins distribués : 158, bulletins rentrés : 157, dont 2 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 155, majorité absolue : 78 voix. Est élu :

Katrin Zumstein par 154 voix

Applaudissements

Résultats de l'élection 2014.0447 (élection du président ou de la présidente de la Commission de la sécurité [CSéc])

Bulletins distribués : 158, bulletins rentrés : 157, dont 3 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 154, majorité absolue : 78 voix. Est élu :

Markus Wenger par 153 voix

Applaudissements

Résultats de l'élection 2014.0448 (élection des 5 scrutateurs et scrutatrices)

Sont élus :

Guggisberg Lars, UDC, par 158 voix
von Känel Christian, UDC, par 158 voix
Aebersold Michael, PS-JS-PSA, par 158 voix
Masson Pierre, PS-JS-PSA, par 158 voix
Flück Peter, PLR, par 158 voix
Pfister Hans-Jörg, PLR, par 158 voix

Baumann Kilian, Les Verts, par 158 voix
de Meuron Andrea, Les Verts, par 158 voix
Stähli Ulrich, PBD, par 157 voix
Studer Peter, PBD, par 158 voix
Gfeller Niklaus, PEV, par 157 voix
Kronenberg Sabine, pvl, par 157 voix

La présidente. Je vous félicite toutes et tous pour vos résultats.

Affaire 2014.0287

Rapport d'activité du Contrôle des finances 2013

La présidente. Nous passons à l'affaire n°40 «Rapport d'activité du Contrôle des finances 2013». M. Etter est le porte-parole de cette Commission. Je vous rappelle que nous sommes ici en débat réduit et que donc seuls les porte-parole des groupes ont le droit à la parole et que c'est deux minutes. M. Etter vous avez un petit peu plus que deux minutes si vous le voulez, mais n'exagérez pas trop.

Jakob Etter, Treiten (PBD), rapporteur de la Commission des finances. Zum Tätigkeitsbericht der Finanzkontrolle 2013: Die Finanzkontrolle ist innerhalb des Kantons ein unabhängiges Organ, das seine Arbeit auf der Grundlage des Finanzkontrollgesetzes verrichtet, das wir im März revidiert haben. Der Finanzkontrolle obliegt primär die unabhängige Prüfung der Haushalts- und Rechnungsführung der Behörden, der Verwaltung und der Anstalten des Kantons. Anlässlich der ordentlichen Prüfung setzt die Finanzkontrolle Schwerpunkte und zeigt Schwachpunkte, Risiken oder Optimierungspotenzial auf. Nebst der Prüfung der Jahresrechnung hat die Finanzkontrolle auch Bau-, Dienststellen-, Informatik-, Staatsbeitragsprüfungen und weitere Sonderprüfungen durchzuführen. Nach den Prüfungsaufträgen bietet die Finanzkontrolle den überprüften Instituten Beratungsdienstleistungen oder eine Stellungnahme respektive eben einen Bericht zu deren Prüfung, und in der Finanzkommission ebenso wie in der Obergerichtskommission bekommen wir regelmässig Quartalsberichte zu diesen Prüfungen. Gemäss dem Wirkungscontrolling beläuft sich das Sparpotenzial der Finanzkontrolle auf etwa 15 bis 20 Mio. Franken.

Mit einem Stellenetat von 23,9 Prozent beschäftigte die Finanzkontrolle im letzten Jahr 27 Personen in Vollzeitstellen. Der Nettoaufwand betrug 4,2 Mio. Franken und lag 300 000 Franken unter demjenigen des Vorjahrs. Die Finanzkontrolle ihrerseits wird von der BDO Visura kontrolliert. Deren Bericht liegt der Finanzkommission vor. Diese Prüfungsstelle stellte der Finanzkontrolle für 2013 ein gutes Zeugnis aus. Im Bericht finden Sie zudem noch einen Ausblick: Das revidierte Finanzkontrollgesetz schafft die Grundlage für den Verzicht auf die Erhebung eines Honorars bei kantonalen Anstalten; weiter haben wir im Gesetz den Passus festgelegt, dass der Finanzkontrolle auch die Aufgabe des Whistleblowings obliegt. Die Finanzkontrolle ist bestrebt, Dienstleistungen und Qualitäten fach- und sachgerecht auszuüben. So übernimmt sie auch die Prüfung der

Jahresrechnung und interne Revisionen beispielsweise der Universität und neu auch der Fachhochschulen. Die Finanzkommission hat den Jahresbericht der Finanzkontrolle besprochen, Fragen dazu konnten kompetent beantwortet werden. Deshalb beantragt Ihnen die Finanzkommission, den Bericht zu genehmigen.

Noch etwas zuhänden des Protokolls: Gestern vernahmen Sie aus dem Bericht der Staatskanzlei zu den Wahlen 2014, dass ein Mitglied des Grossen Rates, nämlich Frau Madeline Amstutz, bei der Finanzkontrolle tätig ist, wodurch sich eine Unvereinbarkeit ergibt. Das besprachen wir mit der Leitung der Finanzkontrolle und vereinbarten mit Frau Amstutz, dass sie bei diesem Geschäft in den Ausstand tritt. Sie ist nicht mehr im Saal und wird auch bei den Wahlen nicht anwesend sein. Das Gleiche gilt für Traktandum 124, wo es um die Wahl der Leitung der Finanzkontrolle gehen wird.

La présidente. Mme Amstutz s'est effectivement récusée, elle est à l'extérieur de la salle. Est-ce que quelqu'un aimerait prendre la parole sur ce rapport? – Ce n'est pas le cas, nous allons voter. Ceux qui prennent connaissance de ce rapport votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance

Oui	145
Non	0
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté ce rapport. La question a été posée tout à l'heure concernant l'affaire n°39. Je vous rappelle que l'affaire n°39 est programmée au 11 juin 2014, donc la semaine prochaine.

Affaire 2014.0548

Rapport d'activité 2013 de la Commission de haute surveillance du Grand Conseil

La présidente. Nous passons donc à l'affaire n°41 «Rapport d'activité 2013 de la Commission de haute surveillance du Grand Conseil». M. Siegenthaler a la parole. Je vous rappelle à nouveau que le porte-parole a un peu plus que deux minutes et que nous n'avons pas le droit à la parole individuellement.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS), rapporteur de la Commission de haute surveillance. Ich darf Ihnen in aller Kürze den Bericht der Oberaufsichtskommission über ihre Tätigkeit im Jahr 2013 vorstellen. Vorweg gebe ich bekannt, dass ich 2013 nicht Kommissionspräsident war. Der Mann, der dies hauptsächlich zu verantworten hat, sitzt auf der Tribüne: unser geschätzter Kollege Hans-Jörg Rhy, der sich nicht mehr zur Wahl stellte. Unser Dank gilt ihm, der die

Kommission sehr umsichtig und sehr kompetent führte, doch gilt es auch der ganzen Kommission Dank abzustatten, die im gleichen Sinn ihre Arbeit verrichtete. Danken will ich auch dem Sekretariat, das uns jederzeit sehr kompetent unterstützte, kann diese Kommissionstätigkeit Milizparlamentarier doch an die Grenze ihrer Möglichkeiten bringen. Deshalb hoffe ich, dass wir in der Oberaufsichtskommission auch dieses Jahr so weiterfahren können wie 2013.

Ich gehe davon aus, dass nicht ganz alle Mitglieder den Bericht von 30 Seiten gelesen haben. Deshalb zwei, drei Hinweise dazu: Einer der allerwichtigsten Punkte, die wir sehr intensiv und sehr tief untersuchten, betraf die Vorkommnisse rings ums Asylwesen. Der Ausschuss der Gesundheitsdirektion und der Polizei- und Militärdirektion, dem das Geschäft zugeteilt wurde, musste sich – das wage ich zu sagen – sehr intensiv und sehr tief mit sehr komplexer Materie befassen. In der letzten Session wurde dieser Bericht im Rat sehr ausgiebig und nach meinem Dafürhalten in einer guten Atmosphäre diskutiert. Zwar verabschiedete die Kommission den Bericht einstimmig bei einer Enthaltung, und auch der Grosse Rat nahm ihn zur Kenntnis, doch ist damit die Tätigkeit der Oberaufsichtskommission beziehungsweise jetzt der Geschäftsprüfungskommission in diesem Bereich nicht abgeschlossen. Wir werden uns weiterhin über den Stand der Umsetzung der dort geforderten Massnahmen informieren lassen.

Ein weiteres Geschäft, das uns letztes Jahr intensiv beschäftigte, ist die Informatik im Kanton Bern. Gerade kürzlich verabschiedeten wir eine gemeinsame Motion der Finanz- und der Geschäftsprüfungskommission, um damit dem Regierungsrat nochmals zu signalisieren, dass wir mit dem nötigen – auch zeitlichen – Nachdruck anpacken wollen, damit die Schlussfolgerungen der unabhängigen Informatik-Überprüfung zügig umgesetzt werden.

Seit mehreren Jahren sind für die Oberaufsichtskommission innerhalb des jährlichen Risikodialogs die Entschädigungen der Kantonsangestellten für ihre Mandate in Verwaltungs- und Stiftungsräten ein Thema. Dabei stellte die Oberaufsichtskommission fest, dass sich ihr die Abgrenzung zwischen Verwaltungs- oder Stiftungsratsmandat sowie die Frage, wann es zwingend Bestandteil des Pflichtenhefts eines Kantonsangestellten ist und wann nicht, und damit verbunden auch die Entschädigungsfrage – wann man das Honorar behalten und wann man es abliefern muss – noch nicht oder noch nicht in allen Teilen erschlossen hat. Die Oberaufsichtskommission forderte deshalb den Regierungsrat Ende 2013 auf, klare und einheitliche Bestimmungen zu erlassen, welche die wesentlichen Punkte regeln. Dazu kommt, dass die Kommission im Dezember 2013 entschied, das Augenmerk ihrer Tätigkeit zusätzlich auf die Entschädigung von Regierungsmitgliedern zu richten.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, wir ändern jetzt nicht bloss den Namen von OAK zu GPK; die Kommission bekommt auch neue Mitglieder. Einige Aufgaben innerhalb unserer Zuständigkeit werden sich verändern. Dazu gehört der Bereich Aussenbeziehungen; Eingaben und Petitionen werden künftig primär von der Justizkommission behandelt. Im Kern wird sich jedoch die Aufgabe der GPK nicht wesentlich verändern. Die grösste Herausforderung für unsere Kommission wird wohl darin bestehen, eine zweckmässige Aufgabenteilung zwischen den neu geschaffenen Sachbe-

reichskommissionen und unserer GPK zu finden. Ich danke für Ihre Aufmerksamkeit.

La présidente. Y a-t-il un porte-parole de groupe qui aimerait s'exprimer? – Ce n'est pas le cas, donc nous passons tout de suite au vote sur ce rapport d'activité 2013 de la Commission de haute surveillance du Grand Conseil. Ceux qui prennent connaissance de ce rapport votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance

Oui	146
Non	0
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté ce rapport.

Affaire 2014.0572

Rapport d'activité du Secrétariat du parlement de l'année 2013

La présidente. Nous passons donc au rapport suivant, affaire n°42 «Rapport d'activité du Secrétariat du parlement de l'année 2013». Je vous rappelle qu'il s'agit toujours d'un débat réduit. M. Reber a la parole, mais ne veut pas s'exprimer. Y a-t-il quelqu'un dans cette salle qui aimerait s'exprimer? Ce n'est pas le cas, nous passons tout de suite au vote sur ce rapport d'activité du Secrétariat du parlement de l'année 2013. Ceux qui prennent connaissance de ce rapport votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance

Oui	141
Non	0
Abstentions	0

La présidente. Vous avez également accepté ce rapport.

Affaire 2014.0277

Rapport d'activité 2013 du Bureau pour la surveillance de la protection des données du canton de Berne

La présidente. Nous passons au rapport suivant, affaire n°43 «Rapport d'activité 2013 du Bureau pour la surveillance de la protection des données du canton de Berne». Je vous rappelle qu'il s'agit également d'un débat réduit. M. Ruchti a la parole.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC), porte-parole de la Commission de haute surveillance. Über den Datenschutz sollte man wohl schon noch etwas sagen, weil er ja immer wichtiger und komplexer wird. Ich erläutere den Bericht der Datenschutzaufsichtsstelle 2013. Er ist gegliedert in Aufgabenumschreibung, Prioritäten, Mittel, Kontrollen von Informatikanwendungen, die im Betrieb stehen; Videoüberwachungen – ein sehr wichtiges Thema –, Vorabkontrollen von Informatikprojekten, Ansichtsäusserungen, Praxis, Gesetzgebung, Aufsichts- und Justizentscheide und etwas sehr Heikles: gemeinderechtliche Körperschaften. Der Umgang mit vernetzten Grossdatenbanken nahm die Datenschutzaufsichtsstelle im Berichtsjahr am stärksten in Anspruch. Folgende Beispiele sind erwähnenswert: Das kantonale Amt für Informatik und Organisation (KAIO) führt in der Datenbank GERES einen Zusammenzug der Einwohnerkontrolldaten aller Gemeinden. Hier ist es äusserst wichtig, dass der Datenschutz gewährleistet ist. Dazu einige Beispiele: Mit der Zuteilung verschiedener Codes wäre es möglich, die Einwohner einer Gemeinde nach Konfessionszugehörigkeit, Vermögensstatus oder auch Strafregister zu klassifizieren. Werte Grossrätinnen und Grossräte, hier sind wir auf die gute Arbeit einer funktionierenden Datenschutzaufsichtsstelle angewiesen, um das Vertrauen in unsere Verwaltung bewahren zu können und auch, damit der Bürgerstatus gewährleistet ist.

Zu gewährleisten sind Fichenhinterlegungen gemäss den gesetzlichen Vorgaben. Es kann nicht sein, dass irgendwo Daten nicht nach gesetzlichen Vorgaben fichiert werden. Die Datenaufsichtsstelle achtet auf die kontrollierte Umsetzung der Sicherheitsvorgaben für den Datenschutz in der Verwaltung, aber auch in der Zusammenarbeit unter den Gemeinden, sofern erwünscht. Grundlage ist in allen Fällen das Datenschutzgesetz. Mit ihren personellen Ressourcen kann die Datenaufsichtsstelle nur punktuell Kontrollen durchführen. Deshalb müssen Prioritäten festgelegt werden. In Vorabkontrollen werden die Geschäfte und die Projekte geprüft, die für die Datenschutzaufsichtsstelle relevant sind. Mehrheitlich wird bereits in dieser Phase eine Triage vorgenommen und ein Projekt inhaltlich entweder nur oberflächlich oder dann vertieft geprüft. Das kann bei einer neuen Informatikstruktur geschehen oder auch, wenn in einem Verfahren mit Höchstsicherheitsrisiken besonders schützenswerte Daten gefährdet würden.

Für die kantonale Verwaltung wurden im Jahr 2013 für Investitionen und Support in der Informatik 157 Mio. Franken aufgewendet. Diese Zahlen beinhalten die Aufwendungen für die Spitäler, welche die Datenschutzaufsichtsstelle ebenfalls zu berücksichtigen hat, noch nicht. Für die ganze Überprüfung durch externe Informatikexperten standen der Datenschutzaufsichtsstelle laut Budget 2013 lediglich 185 000 Franken zur Verfügung. Die Datenschutzaufsichtsstelle selbst ist mit nur 470 Stellenprozenten dotiert, davon allein das Sekretariat mit 70 Stellenprozenten. Folglich verbleiben für die Kontrolle 400 Stellenprozente.

Im Zeitraum des Berichts wurden vier Prüfungen durchgeführt: erstens die Grundsatzprüfung an der Universität Bern. Die zentrale Informatikdienststelle stellt die IT-Grundversorgung der Universität Bern sicher: E-Mails, Internetdienste, Administration für die Studierenden und so weiter. Zweitens wurden auch die Busseninkassostellen

überprüft. Dieser Prozess verläuft über mehrere Systeme und Stellen des Kantons und ist deshalb sehr heikel. Den betroffenen Mitarbeitenden stehen unverhältnismässig viele Zugriffsrechte auf persönliche Daten im Geschäftskontrollsystem der Gerichte zur Verfügung. Festgestellt wurde auch, dass genau in diesem heiklen Bereich ein Löschkonzept für Daten fehlt. Das kann natürlich nicht sein. Auch beim Inkasso für säumige Zahlende herrscht in Sachen Datenschutz Handlungsbedarf. Die Klinik Südhang betreut alkoholabhängige Personen. Als Stiftung erfüllt sie eine Aufgabe nach der Gesundheitsgesetzgebung. Mit den besonders schützenswerten Personendaten wird verantwortungsbewusst umgegangen. Die Leitung gibt klare Prozesse und Strukturen vor. Die interne Informatikstruktur wird von einem eigenen Fachmann betreut. Die Applikationen und den Server betreibt ein externer Dienstleister. Mit ihm bestehen klare Leistungsvereinbarungen, dort steht die Ampel auf Grün. Wehrpflichtersatz: Die Applikation Wehrpflichtersatz wird von einer externen Firma in einem externen Rechenzentrum betreut und verwaltet. Es wurde festgestellt, dass ein Informatiksicherheits- und Datenschutzgesetz fehlt und die Passwort- und Protokollvorgaben ungenügend umgesetzt werden.

Es gab aber auch Nachkontrollen im Spital Thun. Dort konnten die 2012 festgestellten Mängel gemeinsam mit der Datenschutzaufsichtsstelle behoben werden. Auch dort steht die Ampel wieder auf Grün. Die Nachprüfungen ergaben, dass auch bei der IV-Stelle die Anwendung von OSIV nach geltendem Datenschutzgesetz erfolgt.

Zuletzt noch rasch zur Videoüberwachung: Videoaufzeichnungen gelten als schwere Eingriffe in das Grundrecht auf Datenschutz und erfordern eine gesetzliche Grundlage. In einer Ansichtsäusserung gegenüber der Kantonspolizei hielt die Aufsichtsstelle fest, dass Aufzeichnungen in öffentlichen Gebäuden sehr heikel seien. In den verschiedenen Gefängnissen und Vollzugseinrichtungen des Kantons Bern kommen zahlreiche Überwachungskameras zum Einsatz. Auf Anregung der Datenschutzaufsichtsstelle machte das Amt für Freiheitsentzug und Betreuung seine Mitarbeitenden mit einem Merkblatt auf den datenschutzkonformen Einsatz aufmerksam. Vorabkontrollen von Informatikprojekten beanspruchten bei der Datenschutzaufsichtsstelle sehr viel Zeit. In verschiedenen Spitälern wurden solche Projekte auf ihre gesetzliche Konformität geprüft. Jede Publikation von Fotos im Internet erfordert eine rechtliche Grundlage und ist meistens sehr heikel. Für die Einwilligung betroffener Personen genügt eine vorhandene Verordnungsbestimmung oder die Erwähnung in einem Reglement auf Gemeindeebene. Dazu verfasste die Datenschutzaufsichtsstelle im vergangenen Jahr ein Merkblatt. Darin ist auch das Lösungsbegehren betroffener publizierter Personen erwähnt. Bei der Gesetzgebung verpflichtete der Grosse Rat des Kantons Bern die Regierung entgegen deren Antrag mit einer überwiesenen Motion zum Nachrichtendienstgesetz, die Oberaufsicht durch das Parlament beizubehalten. Damit setzte der Grosse Rat das Zeichen, dass das Ausschalten der Oberaufsicht bei den kantonalen Aufsichtsrechten über die datenschutzrelevanten Geschäfte nicht in seinem Sinn ist. Wir beantragen dem Grossen Rat, nach Artikel 37 des Datenschutzgesetzes vom Bericht Kenntnis zu nehmen.

La présidente. Y a-t-il quelqu'un dans la salle qui veut s'exprimer sur ce rapport? – Ce n'est pas le cas, nous passons tout de suite au vote. Ceux qui prennent connaissance de ce rapport d'activité 2013 du Bureau pour la surveillance de la protection des données du canton de Berne votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance

Oui	149
Non	0
Abstentions	0

La présidente. Avant de continuer avec l'affaire n°44, j'aurais quelques informations à vous donner. Premièrement, M. Matthias Burkhalter m'a demandé de vous signaler que le mercredi à midi, les membres du Grand Conseil qui sont sportifs ou qui aimeraient le devenir sont priés de s'adresser à lui ou à Mme Andrea Zryd. Ces deux personnes organisent le mercredi à midi une heure de sport à la caserne militaire. Donc prenez contact avec eux, des membres du Grand Conseil qui sont fit, c'est toujours très bien! Deuxièmement, nous avons aujourd'hui quelqu'un qui fête son anniversaire: M. Erich Feller. Toutes mes félicitations, tout de bon et même si c'est ici dans cette salle, très bonne journée, bravo (*applaudissements*). Troisièmement, nous avons reçu les résultats du vote sur la présidence de la Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire.

Affaire 2014.0149

N° de l'intervention:	048-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	06.02.2014
Déposée par:	Blaser (Steffisbourg, PS)
	(porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence accordée:	le 20.03.2014
Date de la réponse:	20 mars 2014
Direction:	Grand Conseil

Situation intenable à la POM

Le Grand Conseil charge la Commission de haute surveillance, ou la Commission de gestion comme elle se nommera désormais, de mener une enquête détaillée sur les affaires et processus à la POM. Le rapport d'enquête devra ensuite être présenté au Grand Conseil. Les foyers de crise sont au nombre de trois au moins : l'Office de la population et des migrations (la Commission de haute surveillance examine actuellement les incohérences de la comptabilité), l'établissement pénitentiaire de Thorberg (affaire Caccivio, Kraemer), les acquisitions informatiques de la Police cantonale bernoise. N'est-ce là que la pointe d'un iceberg et la

POM cache-t-elle d'autres cadavres dans ses placards ? Seule une enquête détaillée permettra de répondre à ces questions.

Réponse du Bureau du Grand Conseil

Le Bureau du Grand Conseil est d'avis que l'analyse des trois « foyers de crise » de la Direction de la police et des affaires militaires s'inscrit dans l'exercice de la haute surveillance parlementaire (art. 78 ConstC).

Des investigations étant en cours (rapport sur la mise en œuvre des recommandations de la CHS sur l'asile, enquête de Monsieur Benjamin Brägger sur la procédure de recrutement et le comportement du directeur de Thorberg récemment démis de ses fonctions, analyse par le Contrôle des finances de la pratique d'adjudication de la Police cantonale), il convient d'en attendre les conclusions avant de charger la Commission de haute surveillance ou Commission de gestion de mener une enquête détaillée. Lorsque les conclusions auront été publiées, il appartiendra à la commission d'examiner si les investigations doivent être poussées plus loin. Par ailleurs, une enquête détaillée sur les affaires et les processus à la POM ne pourrait pas être menée avec les ressources ordinaires de la commission et serait donc coûteuse.

En résumé, le Bureau est certes favorable aux grandes orientations de la motion, mais il propose d'attendre les conclusions des analyses en cours. Raison pour laquelle il propose l'adoption de la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons à la motion n°44 de M. Blaser. Vu que M. Blaser n'est plus dans cette salle, c'est M. Siegenthaler qui a repris la motion. M. Siegenthaler aura donc la parole. Je vous précise qu'il s'agit ici d'un débat libre et que donc chacun et chacune pourra prendre la parole, mais n'exagérez pas trop s'il vous plaît. Vous pouvez donc vous annoncer M. Siegenthaler, ainsi que les porte-parole de groupe.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Ich kann es wirklich sehr kurz machen. Die Fraktion und ich, der ich den Vorstoss übernommen habe, sind damit einverstanden, ihn in ein Postulat zu wandeln. Ich habe grosses Verständnis für die Art und Weise, wie der Regierungsrat den Vorstoss beantwortet hat. In Anlehnung an mein vorangehendes Votum, in dem ich kurz über die Tätigkeit der OAK berichtete, wiederhole ich, dass es eine ausserordentlich grosse Herausforderung für eine Kommission wäre, in unseren Strukturen eine ganze Polizei- und Militärdirektion zu untersuchen, wie der Vorstoss es eigentlich fordert. Es gibt ein bestimmtes Verständnis dafür, zu signalisieren, dass dieser Vorstoss aus der Zeit stammt, als eine Hiobsbotschaft die andere ablöste. Doch dünkt uns die Antwort des Regierungsrats richtig. Als Postulat könnte man das Anliegen stehen lassen. Ich bitte Sie, den Vorstoss so zu überweisen.

La présidente. Vous l'avez entendu, M. Siegenthaler a transformé cette motion en postulat. Est-ce que quelqu'un conteste ce postulat ? Oui, ce postulat est contesté. Nous

allons passer aux porte-parole des groupes. M. Peter Studer pour le PBD a la parole.

Peter Studer, Utzenstorf (PBD). Grundsätzlich teilen wir die Ansicht des Büros, dass die parlamentarische Oberaufsicht gemäss Artikel 178 der Kantonsverfassung im Nachhinein hinschauen muss. Hingegen haben wir im Asylwesen bereits am 19. März in einer Schlussabstimmung mit 143 gegen 0 Stimmen bei 5 Enthaltungen einen Bericht mit acht Empfehlungen bzw. Planungserklärungen genehmigt. Die Oberaufsicht war einverstanden hinzuschauen, und die Direktion der POM hat ein Jahr lang Zeit, die acht Empfehlungen umzusetzen. Die Finanzkontrolle ist im Begriff zu kontrollieren, wie im IT-Bereich die Vergabe erfolgte; Herr Brägger ist gegenwärtig mit den Untersuchungen beschäftigt, die die Vorfälle rings um den Thorberg aufzeigen sollten. Wir sehen gar nicht ein, wieso noch mehr getan werden sollte. Unserer Ansicht nach wäre es grotesk, Untersuchungen mit Untersuchungen nochmals zu untersuchen, um danach einen Bericht zu erstellen. Das Datum der Eingabe lässt darauf schliessen, dass es sich wahrscheinlich um eine Wahlmotion handelte. Eigentlich sind die Wahlen nun aber vorbei. Die BDP-Fraktion empfiehlt Ihnen einstimmig, auch das Postulat abzulehnen, weil es absolut keinen Sinn ergibt, etwas zu unternehmen, wenn wir nicht wissen, wie die zwei Berichte, die noch erscheinen werden, ausfallen. Klar ist auch, dass uns die Oberaufsicht darüber Bericht erstatten wird.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Peter Studer, es geht eben nicht darum, nochmals die Untersuchung zu untersuchen, sondern Druck zu erzeugen und Klarheit zu erlangen, dass die Berichte, die jetzt noch in Arbeit sind, tatsächlich kommen werden. Im März verabschiedeten wir den Bericht der OAK; damals gehörte ich ihr selbst an. Ich kann Ihnen sagen, dass wir eine wahnsinnige «Büez» hatten. Wir von der glp glauben, dass die GPK schlicht überfordert sein könnte, wenn wir die Motion jetzt überweisen würden. Es ist richtig, dass die beiden Berichte zu Thorberg und zur Informatik fehlen. Uns ist völlig klar, dass es keine Motion sein kann. Doch findet die glp es ganz wichtig, hier den Druck aufrechtzuerhalten und den Vorstoss als Postulat zu überweisen. Ich bitte Sie, das ebenfalls zu tun.

Peter Flück, Brienz (PLR). Vor den Wahlen einen derartigen Vorstoss einzureichen, ist wahrscheinlich legitim und gehört ein Stück weit zum politischen Spiel. Hingegen sprach die Wählerschaft dem Polizeidirektor bei den letzten Wahlen ausdrücklich ihr Vertrauen aus, wurde er doch in seinem Amt mit sehr gutem Resultat bestätigt, obschon nach der intensiven Debatte im März einiges bekannt war. In der Folge gleiste der Polizeidirektor verschiedene Massnahmen auf.

Zur Lage auf dem Thorberg: Die Führungsprobleme, die dort zurzeit von einem Experten untersucht werden, sind eine Tatsache. Der entsprechende Bericht wird in der Geschäftsprüfungskommission behandelt werden. Am 26. Juni wird Herr Brägger, der diese Arbeit für den Polizei- und Militärdirektor erledigt, die Erkenntnisse aus dem Bericht an einer Medienkonferenz öffentlich darlegen. Die Stelle des Direktors wurde am 3./4. und 10./11. Mai öffentlich ausge-

schrieben. Damit wurde eine entsprechende Firma beauftragt. Das Kündigungsverfahren für Herrn Direktor Caccivio läuft. Wie wir alle wissen, wurde er am 3. Februar freigestellt.

Zur Informatikbeschaffung für die Kapo: Herr Regierungsrat Käser beauftragte die Finanzkontrolle mit einer Sonderprüfung; der Bericht der Finanzkontrolle ist Ende Mai abgeliefert worden. Ich nehme vorweg, dass in diesem Zusammenhang keine Delikte und keine Korruptionsfälle ans Licht kamen. Die OAK – heute Geschäftsprüfungskommission – und die Finanzkontrolle haben die für den Migrationsdienst geforderten Massnahmen unter Beizug eines externen Experten in Auftrag gegeben. An deren Umsetzung arbeitet Herr Regierungsrat Käser in einem selbst initiierten Programm. Wie bereits von Herrn Studer erwähnt worden ist, wird das also aufgearbeitet. Bereits hat der Grosse Rat die entsprechenden Fristen festgelegt; daran wird sich Herr Regierungsrat Käser halten müssen.

Ich und natürlich auch die FDP-Fraktion meinen klar, dass die POM punkto Führung gegenwärtig gut aufgestellt ist. Gewisse Missstände wurden behoben. Das gehört dazu. Wo gearbeitet wird, machen alle Fehler; dann muss man sie beheben. Bei seinem Auftritt in der GPK im Mai zeigte der Polizei- und Militärdirektor auch auf, dass er nach wie vor gemeinsam mit seinen Leuten damit befasst ist, aufzuarbeiten, was ihm hier vorgeworfen wird. Von unhaltbaren Zuständen zu reden und von Frechheit und so weiter zu fabulieren, geht nicht an. Es ist nicht in Ordnung, dem Polizeidirektor jetzt noch solche Vorwürfe zu machen. So kann man nämlich wahrscheinlich als Chef, aber vor allem auch als Mitarbeitende der Polizeidirektion schlecht arbeiten. Wir sollten jetzt dazu beitragen, dass Ruhe einkehrt. Die Oberaufsichtskommission beziehungsweise Geschäftsprüfungskommission hat die entsprechenden Aufträge erteilt. Moritz Müller wird – sofern er zum Leiter dieses Ausschusses gewählt wird – die entsprechenden Arbeiten weiterführen. Bis jetzt arbeitete er gemeinsam mit seinen Ausschussmitgliedern bravourös. Ich setze mein volles Vertrauen in ihn, dass er das auch weiterhin tun wird. Sollte man zum Schluss gelangen, dass die noch laufenden Untersuchungen allenfalls weitere Massnahmen erfordern, wird es Sache der Geschäftsprüfungskommission und auch des Grossen Rates sein, die entsprechenden Beschlüsse zu fassen. Deshalb bin ich klar der Meinung, dass man hier auch ein Postulat ablehnen kann.

Andreas Blank, Aarberg (UDC). Bei uns in der SVP wurde der Vorstoss kontrovers diskutiert. Eine Motion hätten wir abgelehnt. Das meiste zur Lage ist schon gesagt worden, die GPK ist bei der Arbeit. Lehnen wir hingegen auch ein Postulat ab, setzen wir fast schon ein Zeichen, als ob alles wieder im grünen Bereich wäre. Das ist es aber eindeutig noch nicht. Wie gesagt, muss der Druck aufrechterhalten werden. Deshalb wird eine Mehrheit unserer Fraktion dem Postulat zustimmen, und eine Minderheit wird es ablehnen.

Adrian Wüthrich, Huttwil (SP). Der Vorstoss von Res Blaser erwischte auch unsere Fraktion. Es war eben gerade keine Wahlmotion, wie vorhin kolportiert worden ist. Res Blaser stellte sich nicht mehr zur Wahl, niemand hat die Motion mitunterzeichnet. Res Blaser erging es wie vielen

anderen; er war damals einfach ein wenig bestürzt. Wir regten uns ziemlich auf über die Vorgänge Anfang Jahr. Fast jede Woche traf eine neue Hiobsbotschaft ein – die drei Punkte sind in der Begründung der Motion aufgeführt. Diese haben wir als Parlament jetzt natürlich auf dem Radar. Den Bericht zum Asylbereich haben wir behandelt, die Strafanstalt Thorberg wird untersucht, ebenso die IT-Beschaffungen. Res Blasers Absicht war es jedoch, die Geschäftsprüfungskommission zu sensibilisieren, damit sie untersucht, ob in der Polizei- und Militärdirektion eventuell noch andere Herde schwelten, von denen wir bisher keine Kenntnis hätten und denen Herr Polizeidirektor Käser aber nicht nachgespürt hatte, obwohl er seit einem Jahr Hinweise gehabt hat – das ist eine Vermutung von mir, die ursprünglich die Medien aufbrachten. Weiter stellte sich die Frage, ob bei der Wahl des Direktors der Strafanstalt Thorberg tatsächlich alles rund gelaufen sei, ob es eventuell in anderen Bereichen der POM noch solche Leichen bzw. solche Probleme gebe. Res Blaser schlug vor, die GPK zu beauftragen, dem nachzugehen und deshalb die POM insgesamt unter die Lupe zu nehmen. Ich verwahre mich gegen die Unterstellung, es sei eine Wahlmotion gewesen. Res Blaser brachte damit wirklich sein Unbehagen zum Ausdruck.

Die Antwort des Büros des Grossen Rates ist richtig, wie Peter Siegenthaler als Vertreter der Motion im Rat gesagt hat. Wir können sie nachvollziehen. Wie gesagt, gibt es durchaus Sachen, die man vielleicht noch grundsätzlicher anschauen könnte. Deshalb meinen wir, dass wir hier das Postulat unterstützen können, es als Parlament sogar unterstützen müssen, wenn wir hinschauen und der POM nicht eine ganz reine Weste verpassen wollen. Rein ist sie nämlich noch nicht ganz.

La présidente. Y a-t-il encore des porte-parole de groupe qui veulent s'annoncer? Ce n'est pas le cas. Si quelqu'un veut s'annoncer en tant qu'intervenant individuel, faites-le s'il vous plaît. Mme Mélanie Beutler du PEV a la parole.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Diese Motion wurde im Februar 2014 eingereicht, als die Wogen wegen der drei angesprochenen Krisenherde hochgingen. Die EVP-Fraktion pflichtet dem Motionär bei, dass diese Vorfälle ungut waren, und findet, richtigerweise wären sie einer umfassenden Klärung zu unterziehen. Das wurde denn von den Verantwortlichen auch erkannt, und mit Herrn Dr. Brägger respektive der Finanzkontrolle wurden kompetente Stellen mit der Aufarbeitung beauftragt. Zusätzlich erteilte der Grosse Rat der Oberaufsichtskommission respektive der jetzigen Geschäftsprüfungskommission in der letzten Session den klaren Auftrag, einen Zusatzbericht zur Umsetzung der acht Empfehlungen im Asylwesen zu erstellen. Diese Prozesse laufen jetzt. Die Geschäftsprüfungskommission und wir alle erwarten mit Spannung die Ergebnisse der Untersuchungen und Berichte. Darum spricht sich die EVP-Fraktion klar gegen eine Motion zum jetzigen Zeitpunkt aus. Wir unterstützen aber aus den genannten Gründen grossmehrheitlich das Postulat.

Eine wichtige Anmerkung erlaube ich mir noch zum Organ, das gemäss dem Motionär mit den geforderten umfassenden Untersuchungen zu beauftragen wäre: die Oberaufsichtskommission oder Geschäftsprüfungskommission. Wie

der designierte Präsident, Herr Siegenthaler, in seinem Votum zum Tätigkeitsbericht der OAK und andere Redner vor mir schon deutlich machten, haben ich und wir als EVP-Fraktion Bedenken, dass die Milizparlamentarier im Organ der GPK einer derart umfassenden Untersuchung zeitlich gewachsen wären. Wir tragen also den Einwand, den das Büro des Grossen Rates bereits in seiner Antwort aufnahm, mit und unterstützen den Vorstoss nur als Postulat.

La présidente. Est-ce que l'auteur du postulat aimerait reprendre la parole? Etant donné que c'est une affaire interne du Grand Conseil, M. Jost, premier vice-président, prend la parole pour présenter la proposition du Bureau du Grand Conseil. M. Jost, vous avez la parole.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wie gesagt, gebe ich das Votum für das Büro ab und fasse zusammen, weshalb es Ihnen empfiehlt, den Vorstoss als Postulat zu überweisen. Das Büro ist überzeugt, dass die erwähnten Vorfälle im Zuständigkeitsbereich der POM tatsächlich näher zu prüfen sind. Doch empfiehlt es, dies nicht sofort zu tun, sondern nur den dafür geeigneten Zeitpunkt zu prüfen, nämlich nicht, bevor die verschiedenen Ergebnisse der angekündigten Überprüfungen vorliegen, die unter anderen auch Herr Regierungsrat Käser in Aussicht stellte. Jetzt ist es aus der Sicht des Büros zu früh dafür. Vielmehr sind die Ergebnisse abzuwarten. Dabei handelt es sich einerseits um die Berichterstattung zur Umsetzung der Empfehlungen der ehemaligen Oberaufsichtskommission zum Asylwesen. Zweitens möchte man die von der FDP erwähnte Untersuchung durch Herrn Brägger zum Anstellungsverfahren und zum Führungsverhalten des kürzlich seines Amtes entthobenen Thorberg-Direktors abwarten. Drittens ist es sinnvoll, die Ergebnisse der Überprüfung durch die Finanzkontrolle zur Auftragsvergabe in der Berner Kantonspolizei abzuwarten. Erst wenn das alles vorliegt, wird es an der GPK sein zu schauen, ob wirklich weiterer Handlungsbedarf besteht. Nicht zu vergessen ist, dass eine umfassende Prüfung und Untersuchung der Vorfälle in der POM sehr aufwendig wäre und dass aus der Sicht des Büros die Ressourcen der GPK allein kaum ausreichen würden. Deshalb also empfiehlt Ihnen das Büro des Grossen Rates, die Motion als Postulat zu überweisen, was jetzt ja auch vom Vertreter des Vorstössers nicht mehr in Frage gestellt wird.

La présidente. Nous devons encore attendre un petit moment, car les scrutateurs et les scrutatrices ne sont pas encore présents dans la salle. En attendant, si nous arrivons à finir l'affaire n°46, c'est-à-dire les affaires du Grand Conseil ce matin avant 11h45, nous passerons tout de suite à la Chancellerie d'Etat, car le chancelier est dans la maison. S'il faut attendre que les personnes de la Direction de la magistrature soient présentes dans la salle, cela prendra trop de temps. Nous passerons donc après les motions 45 et 46 tout de suite à l'affaire n°49 sous la Chancellerie d'Etat.

La séance est interrompue brièvement.

La présidente. Pour les scrutatrices et les scrutateurs, je vous informe que nous en sommes à l'affaire n°44. M. Sie-

genthaler a transformé sa motion en postulat. Je pense que tout le monde est prêt pour passer au vote. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption du postulat

Oui 95

Non 49

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté ce postulat.

Affaire 2014.0089

N° de l'intervention: 038-2014

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 22.01.2014

Déposée par: Amstutz (Corgémont, Les Verts)
(porte-parole)

Muntwyler (Berne, Les Verts)

Cosignataires: 7

Date de la réponse: 28 février 2014

Direction: Grand Conseil

Pour des débats efficaces et compréhensibles au Grand Conseil!

Le règlement du Grand Conseil est modifié de telle manière que le déroulement des débats ainsi que les exposés des conseillères et des conseillers d'Etat s'effectuent principalement en français et en *Hochdeutsch*.

Développement

Berne est un canton bilingue. Cependant, lorsqu'on suit les débats au Grand Conseil, on pourrait penser que le canton est trilingue. La troisième langue n'est pas l'anglais, comme bien souvent dans le quotidien, mais le dialecte. Cela n'est plus de notre temps et c'est inefficace. Beaucoup de parlementaires rédigent minutieusement leurs interventions en dialecte et le Secrétariat du parlement les traduit à nouveau en *Hochdeutsch*. Dans le cas contraire, l'intervention à la tribune est rédigée en *Hochdeutsch*, traduite en dialecte pour le plénum et à nouveau traduite en *Hochdeutsch* pour le procès-verbal. La pratique de ce procédé archaïque inefficace va probablement être abandonnée avec le temps.

Le Grand Conseil devrait lui aussi s'impliquer pour davantage d'efficacité, d'autant plus que tous ses membres ont reçu une formation scolaire de neuf ans ou davantage et maîtrisent le *Hochdeutsch*. Ils lisent d'ailleurs quotidiennement des journaux en *Hochdeutsch* et sont en mesure d'utiliser cette langue de façon sûre.

Les débats en dialecte prêteraient les francophones. Sur la tribune, les visiteurs du Jura bernois, par exemple, peinent à comprendre quelque chose. Non seulement ils n'entendent pas du *Hochdeutsch*, comme ils l'ont appris à l'école, mais en plus, ils ne peuvent disposer de la traduction (grâce à une oreillette) lorsqu'ils sont de passage à l'Hôtel du gou-

vernement. Cette pratique est dissuasive aussi pour des classes de passage à Berne qui souhaiteraient assister à une séance du plénum.

Par le passé, la question de la langue utilisée lors des débats a été discutée de différentes manières (M 013/1996 et M 113/2003). On a toutefois uniquement envisagé cela sous l'angle du respect que l'on doit à l'égard de la minorité francophone. Cet aspect est assurément toujours valable. Par contre, les aspects de l'efficacité et des économies sont à considérer, eux aussi, également au niveau du fonctionnement du Grand Conseil bernois.

Il est cependant clair pour l'auteur de la motion que la traduction simultanée des débats doit absolument être maintenue.

Réponse du Bureau du Grand Conseil

La question de la langue des délibérations – dialecte ou allemand standard – a fait débat à plusieurs reprises au Grand Conseil (p. ex. en 1987, 1996 et 2003 [Journal 1987, p. 660 ss, Journal 1996, p. 317 ss, Journal 2003, p. 1012 ss]).

C'est toujours le même argument qui est invoqué pour justifier l'abandon du dialecte, à savoir qu'en s'exprimant dans la langue que la minorité comprend le mieux (l'allemand standard), les germanophones contribuent à une meilleure compréhension entre les deux communautés linguistiques. Le recours à l'allemand standard au Grand Conseil pourrait en outre servir d'exemple pour d'autres secteurs de la vie publique ou de la vie privée (l'école p. ex.) et contribuer à lever les inhibitions des germanophones par rapport à l'allemand standard. Autre argument, celui de l'efficacité : les membres du Grand Conseil rédigent pour la plupart leurs allocutions en allemand standard et les traduisent en dialecte lorsqu'ils les lisent à la tribune; les allocutions sont ensuite retraduites en allemand standard pour le procès-verbal. Le fait que le dialecte soit le vecteur de la communication orale et que tous les germanophones le maîtrisent parfaitement plaide par contre en faveur du maintien du dialecte au Grand Conseil. L'abandon du dialecte nuirait à la spontanéité des débats et à la diversité. La compréhension entre les deux communautés linguistiques est par ailleurs garantie par l'interprétation simultanée.

Le Grand Conseil a à chaque fois opté pour le maintien du dialecte, la dernière fois en 2013, à l'occasion de la révision totale du droit parlementaire. La nouvelle législation sur le Grand Conseil entrera en vigueur le 1^{er} juin 2014, au début de la nouvelle législature. La question de la langue des délibérations est réglée par l'article 12 du règlement du Grand Conseil (RGC) : « Les débats du Grand Conseil et de ses organes se déroulent en français et en allemand (dialecte ou allemand standard) ». L'interprétation simultanée est assurée dans les séances du Grand Conseil et en principe également dans celles des organes du Grand Conseil (les commissions p. ex.) à moins que l'organe concerné n'en décide autrement à l'unanimité de ses membres¹.

L'interprétation simultanée n'est pas assurée dans les séances de sections de commission, mais les membres germanophones doivent s'exprimer en allemand standard (art. 13 RGC).

La présente motion demande que l'allemand standard et le français soient désormais les langues des débats en séance plénière. Les membres du Grand Conseil pourraient donc continuer de s'exprimer en dialecte dans les séances de commission et des autres organes. Elle réclame en outre « que le déroulement des débats ainsi que les exposés des conseillères et des conseillers d'Etat s'effectuent *principalement* en français et en *Hochdeutsch* ». Elle ne précise pas dans quels cas le dialecte serait autorisé. Enfin, elle n'exige aucun changement en ce qui concerne l'interprétation simultanée, c'est-à-dire qu'elle devrait continuer d'être assurée dans les séances du Grand Conseil et dans celles des organes.

Compte tenu du fait que la motion ne réclame pas l'abandon pur et simple du dialecte ni de réduction des services d'interprétation simultanée (p. ex. en ce qui concerne les séances de commission)², son potentiel d'épargne et de gain d'efficacité est limité. En tout état de cause, l'argument déterminant pour le Bureau, c'est que chaque fois que la question s'est posée, l'abandon du dialecte a toujours été refusé par le Grand Conseil ces dernières années.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire n°45, motion de M. Amstutz «Pour des débats efficaces et compréhensibles au Grand Conseil». M. Amstutz, est-ce que vous pouvez vous annoncer? A vous, M. Amstutz.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Je remercie le Bureau du Grand Conseil pour sa réponse. Depuis 1987 et ceci pour la quatrième fois, la question de la langue des délibérations – dialecte ou allemand standard – fait débat dans cet hémicycle. Ce n'est probablement pas dû au hasard. En effet, nous habitons dans un canton dont un peu plus de 8 pour cent de la population parle le français. Avec ses 51 548 habitants, le Jura bernois représente 5,2 pour cent de la population bernoise. Il n'est inutile de rappeler que cette région n'est pas à proprement parler bilingue, puisqu'une très grande majorité de sa population est de langue maternelle française et que les enfants suivent leur scolarité en français. Les raisons qui m'ont poussé à déposer cette motion sont les suivantes. Dans notre canton, les deux langues officielles sont l'allemand et le français. La langue enseignée à vos enfants, chers collègues du Plateau et de l'Oberland, est l'allemand standard. Ils apprennent à le lire et à l'écrire. La deuxième langue enseignée dans la partie francophone est l'allemand standard et non le dia-

être obtenues auprès de l'Administration de l'Hôtel du gouvernement contre présentation d'une pièce d'identité.

² Que ce soit à la Confédération ou dans les autres cantons bilingues, l'interprétation simultanée n'est pas assurée dans les séances de commission. Les parlementaires s'expriment en allemand standard. Actuellement, l'interprétation simultanée coûte 4500 francs par jour pour les séances plénières (3 interprètes à 1500 CHF) et 3000 francs par jour pour les séances de commission (2 interprètes).

¹ L'interprétation simultanée sur la tribune du public est garantie pour 40 personnes. Pour des raisons de coût, les oreillettes ne sont toutefois pas mises librement à disposition: elles peuvent

lecte, qui lui, soit dit en passant, est pour ainsi dire une autre langue pour nous. La deuxième langue enseignée dans la partie germanophone est le français. Chez notre voisin fribourgeois, les députés alémaniques minoritaires s'expriment en allemand standard et depuis quelques années les délibérations sont interprétées simultanément. Dans une très grande majorité de cantons alémaniques, les débats ont lieu en allemand standard. Dans les sections des commissions, je me réfère ici à l'article 13 du règlement du Grand Conseil, il est demandé aux membres germanophones de s'exprimer en allemand standard. Dans mon groupe, mes collègues en font de même et je les en remercie. Je vous rappelle l'intitulé de ma motion: «Le règlement du Grand Conseil est modifié de telle manière que le déroulement des débats ainsi que les exposés des conseillères et des conseillers d'Etat s'effectuent principalement en français et en Hochdeutsch – comprenez allemand standard». Permettez-moi d'insister sur l'expression «s'effectuent principalement». Je n'ai pas dit «uniquement». Mon intention n'est pas de contraindre Peter Flück, Bettina Keller, Elisabeth Zäch, Christian Hadorn, Marc Jost, Samuel Leuenberger ou d'autres à ne plus du tout parler leur dialecte. Dans sa réponse, le Bureau souligne avec raison que «c'est toujours le même argument qui est invoqué pour justifier l'abandon du dialecte, à savoir qu'en s'exprimant dans la langue que la minorité francophone comprend le mieux (l'allemand standard) les germanophones contribuent à une meilleure compréhension entre les deux communautés linguistiques. Le recours à l'allemand standard au Grand Conseil pourrait en outre servir d'exemple pour d'autres secteurs de la vie publique ou de la vie privée et contribuer à lever les inhibitions des germanophones par rapport à l'allemand standard». Oui, une meilleure compréhension entre les deux communautés linguistiques passe par une utilisation accrue de votre part de l'allemand standard. Vous le faites très souvent, lors des repas de midi «infos», auxquels je participe. J'apprécie votre effort et je vous en remercie. Je constate avec satisfaction que le Bureau est sensible à l'efficience: «Les membres du Grand Conseil rédigent pour la plupart leurs allocutions en allemand standard et les traduisent en dialecte lorsqu'ils les lisent à la tribune; les allocutions sont ensuite retraduites en allemand standard pour le procès-verbal». Je regrette cependant que le Bureau considère comme déterminant le refus, ces dernières années, de l'abandon du dialecte par le Grand Conseil. Avec une telle philosophie, je crains que le droit de vote n'eût été accordé aux femmes bernoises que trente ans après le 12 décembre 1971. Dans une très grande majorité des cantons alémaniques, les députés s'expriment en allemand standard. Je comprends mal pourquoi, dans un canton bilingue, les germanophones ne puissent en faire de même. Je reconnais que pour vous le dialecte soit le vecteur privilégié de la communication orale et que vous le maîtrisez parfaitement. Pour moi, c'est loin d'être le cas, même si mes connaissances me rendent bien service. Pourquoi ne pourrait-on pas imaginer que la majorité des interventions préparées par les motionnaires, par les rapporteurs de commissions, les rapporteurs de groupe, ainsi que celles des membres du Conseil-exécutif se fassent en allemand standard? Rien n'empêcherait cependant chaque intervenant individuel de choisir de s'exprimer en dialecte ou

non. Faisons preuve d'un peu de créativité, d'inventivité, de souplesse! Hier, vous avez choisi une présidente francophone. Un intervenant, tout en se réjouissant d'entendre parler le français durant cette année, a souhaité que Béatrice Struchen parle lentement. C'est exactement l'avantage que perçoivent les francophones quand leurs collègues alémaniques parlent l'allemand standard. Vous aurez donc l'occasion, avec Béatrice, de parfaire vos connaissances de la langue de Voltaire. Rendez-nous la pareille en vous exprimant le plus souvent possible dans celle de Goethe!

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR). Die FDP lehnt den Vorstoss unisono ab. Ich stelle fest, dass man unter dem Begriff «effizient», wie es im Titel steht, offenbar alles verkaufen kann. Der Begriff wird hier eindeutig überstrapaziert. Es ist ja komisch, dass er ausgerechnet von den Grünen kommt. Das habe ich noch nie gehört; weniger Vorstösse einzureichen wäre ja auch effizient.

Die Antwort des Büros überzeugt mich. Wir von der FDP halten ganz klar an der Mundart fest; Mundart ist authentisch, natürlich und Ausdruck unserer Identität und Stärke. Mundart, Dialekt ist eine Art kultureller Diversität – ein Begriff, den eigentlich immer die Grünen im Mund führen. Deshalb halten wir daran fest. Meine Damen und Herren, meinen Sie nicht, die Beratungen würden besser und verständlicher, wenn wir hier in Bühnendeutsch sprächen! Das kann ohnehin niemand, zumindest bezweifle ich es. Nein, im Kanton Bern wollen wir weiterhin Mundart sprechen, wir brauchen keinen deutschen Einheitsbrei. Und wie gesagt verstehen wir unter Effizienz etwas ganz anderes.

Nebenbei: Ich bin Bieler, Einwohner einer zweisprachigen Stadt. Ich kann Ihnen sagen, dass der welsche Romand besser Berndeutsch versteht als Hochdeutsch. Aber offenbar tickt man im Jura anders. Darum empfehlen wir diesen Vorstoss ganz klar zur Ablehnung.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). War die vorher behandelte vielleicht keine oder doch eine Wahlmotion, ist diese hier eine veritable. Sie verlangt nämlich etwas und wiederum ziemlich nichts. Sie verlangt, dass hauptsächlich Schriftdeutsch und Französisch gesprochen werde. Auf das ominöse Wörtchen «und» werde ich am Schluss noch zu reden kommen. Doch verlangt sie nicht explizit ein Obligatorium der schriftdeutschen oder der französischen Sprache im Parlament.

Die beiden Motionäre gehen in ihrer Begründung auch von einer völlig falschen Voraussetzung aus. Sie begründen den Vorstoss damit, dass man in diesem Parlament drei Sprachen rede, nämlich Schriftdeutsch, Französisch und noch eine Fremdsprache – Berndeutsch. Kolleginnen und Kollegen, das stimmt nicht! Das stimmt schlichtweg nicht. Für Grossrätinnen und Grossräte französischer Sprache ist Französisch die Muttersprache. Für Ratsmitglieder berndeutscher Muttersprache ist Berndeutsch und eben nicht Schriftdeutsch die Muttersprache. Schriftdeutsch ist für Leute berndeutscher Provenienz eine fremde Sprache, die man zuerst erlernen muss. In der Sprache drückt man sich aus, und ausdrücken kann man sich meistens am besten in der Muttersprache. Leute berndeutscher Muttersprache sind vielfach weniger gehemmt und weniger desillusioniert, wenn sie in diesem Parlament politische Argumente in ihrer Mut-

tersprache vorbringen können. Das können nämlich die Ratsmitglieder französischer Muttersprache auch. Wir haben volles Verständnis dafür, wenn die Motionäre argumentieren, für die Französischsprachigen auf der Tribüne, aber auch im Parlament sei es manchmal schwierig, die berndeutsche Sprache im Rat zu verstehen. Ja, Kolleginnen und Kollegen, das ist so. Für Kolleginnen und Kollegen deutscher Sprache im Parlament, aber auch auf der Tribüne ist es manchmal ebenfalls schwierig, die französische Sprache hier im Saal zu verstehen und die Nuancen und Finessen der politischen Argumentation zu begreifen. Dafür steht uns Simultanübersetzung zur Verfügung, die sich bisher hervorragend bewährte. Davon wollen wir nicht abkommen. Das wollen übrigens auch die Motionäre nicht.

Mit der Überweisung dieser Motion erzielen wir im Parlament auch keine Einsparung. Wir haben lediglich eine Absichtserklärung, vermehrt Schriftdeutsch zu sprechen. Diese Absicht können wir nicht durch einen parlamentarischen Vorstoss oder eine Änderung der Geschäftsordnung einleiten, der Geschäftsordnung wohlverstanden, die wir gerade letztes Jahr in diesem Parlament nach einer Totalrevision beschlossen haben. Die beiden Herren, die diese Motion einreichten, waren schon damals im Rat. Sicher wäre es sinnvoller gewesen, dieses Anliegen einzubringen, als die Geschäftsordnung neu festgelegt wurde.

Letztlich noch zum Killerargument: Lesen Sie die deutsche Übersetzung dieses Vorstosses – ich gehe davon aus, dass sie stimmt –, steht da, der Vorstoss verlange, dass die Beratung im Plenum sowie die Wortmeldungen der Regierungsmitglieder hauptsächlich auf Schriftdeutsch und Französisch erfolgen sollten. Der Vorstoss verlangt also eine Beratung kumulativ von jeder einzelnen Person auf Schriftdeutsch und Französisch. Das heisst, dass der Leuenberger sein Votum sowohl in Schriftdeutsch als auch in Französisch halten müsste, damit der Vorstoss entsprechend umgesetzt wäre. Kolleginnen und Kollegen, das liegt sehr wahrscheinlich nicht in der Absicht der beiden Motionäre. Darum werden wir diese Motion nicht unterstützen. Ich bitte den Rat, sie abzulehnen.

Roberto Bernasconi, Malleray (PS). Für unsere Fraktion ist diese Motion etwas speziell. (*Monsieur Bernasconi prononce cette phrase en bernois, en allemand standard et en français.*) Effectivement, pour notre groupe, cette motion est un peu spéciale. Tout d'abord, parce qu'elle partage exactement notre groupe. Une partie d'entre nous va soutenir cette motion pour les raisons évoquées par Pierre Amstutz, le motionnaire, en pensant que le suisse-allemand doit disparaître des débats et que nous devons, comme dans les écoles et les médias, parler le bon allemand. Par contre, le risque est bien sûr, qu'à court terme et pour des raisons d'économie ou de compréhension, l'interprétation soit supprimée. Pour une autre partie du groupe, cette motion n'a pas sa raison d'être, puisque le suisse-allemand est le langage utilisé par la plupart des députés et qu'il est normal que les discussions dans ce cénacle aient lieu en suisse-allemand, d'autant plus que pour les francophones il y a une interprétation simultanée. C'est donc pour ces raisons que le groupe socialiste va pratiquement être partagé moitié-moitié pour cette motion. Nous n'avons donc pas de recommandations particulières pour le reste du parlement.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Die EVP ist in dieser Frage ebenfalls moitié-moitié, aber ein wenig mehr moitié dagegen. Ich führe drei Gründe für die Ablehnung an; die anderen wird Kollege Aeschlimann noch darlegen. Der erste Grund scheint mir der wichtigste: Bereits in der alten Geschäftsordnung und jetzt auch in der neuen steht, am Rednerpult könne Berndeutsch wie auch Schriftdeutsch gesprochen werden. Längst ist es also für all jene möglich, Schriftdeutsch zu sprechen, die finden, der Ratsbetrieb würde dadurch effizienter oder besser. Ich fordere die Motionäre auf, zumindest denjenigen berndeutscher Muttersprache, hier Schriftdeutsch zu sprechen. Und wer die Motion annehmen will, soll am Rednerpult künftig bitte Schriftdeutsch reden. Können Sie uns davon überzeugen, dass die Ratsdebatten moderner und effizienter werden – diese beiden Wörter entnahm ich dem Motionstext –, wird mit der Zeit sicher die Mehrheit auch damit anfangen. Dem würde ich mich dann anschliessen.

Der zweite Grund: Ein echtes Sparpotenzial sieht die EVP-Fraktion mehrheitlich nicht. Ob beim Schreiben des Protokolls von Berndeutsch ins Schriftdeutsch übersetzt wird oder ob die Voten bereits schriftdeutsch abgegeben werden, macht nicht derart viel aus, dass es ins Gewicht fiele. Und wenn schon, müssten wir darüber diskutieren, die Übersetzung einzusparen. Darin läge echtes Sparpotenzial. Wie bereits Samuel Leuenberger sagte, ist für alle mit berndeutscher oder anderer Mundart als Muttersprache Aufgewachsenen die Schriftsprache eine Fremdsprache. Wir alle, oder zumindest die meisten, haben mindestens neun Jahre die Schule besucht und sollten eigentlich zum Berndeutsch Schriftdeutsch oder Französisch als erste Sprache und im zweiten Teil der Volksschule noch die andere gelernt haben. Folglich sollten wir alle in der Lage sein, Französisch und die Schriftsprache zu verstehen. Wenn schon, müssten wir also über das echte Sparpotenzial im Zusammenhang mit dem Verständnis hier im Rat reden.

Drittens schreiben die Motionäre «hauptsächlich» Schriftdeutsch und Französisch. Das finde ich sympathisch, vorhin hat Pierre es bereits angetönt. Eine gewisse Spontaneität bliebe erhalten, vielleicht bei den Einzelsprechenden oder bei spontanen Voten. Aber diese Formulierung ist unklar und spricht ebenfalls dagegen, die Motion so anzunehmen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Hochdeutsch: Eigentlich wollte ich hier ein flammendes Plädoyer halten, damit man künftig die Debatte in Hochsprache halten kann. Im Gegensatz zu andern hier im Rat finde ich, es wäre manchmal ganz gut, wenn durch allenfalls vorhandene Hemmungen beim Gebrauch der Standardsprache die Spontaneität etwas eingeschränkt wäre. Die grössten Fraktionen als eine klare Mehrheit hier halten ihre Fraktionssitzungen in der Hochsprache ab, weil so die Verständigung innerhalb der zwei Sprachgruppen einfacher wird.

Schriftdeutsch: Es ist mir schon klar, dass viele meinen, wenn sie Hochdeutsch sprechen, töne es öppen ein bisschen holperig. Komischerweise stören die zum Teil holperigen inhaltlichen Argumentationen hier dann weniger.

Berndeutsch: We me chli guet zuelost – i gibes zue, das isch hie nume säute der Fau –, merkt me o, das ds meischte, wo hie gseit wird – das hie gseit wird –, schriftdütsch

ufgschribe wird. Dir heit gmerkt, jitz hanis scho wider kori-giert. We dir jtz grad heit zueglost, hüüfig chöme so komisch Fähler. Me würd nämlech korekt säge: «Ds meischte, wo hie gseit wird.» Aber wiu mes schriftdütsch ufschriibt, tuet mes när fautsch übersetze. Obe mues es när wider übersetzt wärde, u die, wo hinger-drann protokolliere, o no grad einisch. Aber äbe, das wäri äüä de scho Sprachniveau C2 im Bärndütsch.

Wollen Sie also schon den Dialekt beibehalten, schreiben Sie doch Ihre Manuskripte bitte auch im Dialekt auf. Dann stimmen nämlich auch die Satzstellung und der Wortschatz. Die Gegenargumente sind einerseits die schon aufgeführte Spontaneität und zudem, dass es hier schon immer so gehandhabt worden sei oder man es noch nie anders gemacht habe. Und überhaupt könnte da jeder kommen!

Darum halte ich das flammende Plädoyer jetzt halt nicht. Mit einer Gegenstimme lehnt die glp nämlich die Motion ab. Aus Datenschutzgründen sage ich nicht, wer sie angenommen hätte.

Manfred Bühler, Cortébert (UDC). Beaucoup de choses ont déjà été dites, je ne vais pas les répéter, je peux me rallier, au nom du groupe UDC, à l'essentiel des arguments contre la motion. Je vais encore parler de deux ou trois points qui me paraissent néanmoins importants. On nous parle de gain, d'efficacité: honnêtement, je me pose sérieusement la question de savoir où nous trouverions des gains d'efficacité si l'on s'exprimait en *Hochdeutsch* et en français, si effectivement on lit le texte de la motion, qui est clair à ce sujet. Il faudrait en effet que chacun parle finalement dans les deux langues, ce qui ne paraît certainement pas être l'intention des motionnaires. Si on veut faire de vrais gains d'efficacité, cela a été dit, il faudrait envisager la suppression de l'interprétation simultanée, puisque si on suit l'argumentation des motionnaires, nous devrions parfaitement nous comprendre, puisque nous ne parlerions plus que français et *Hochdeutsch*, les deux langues enseignées à l'école obligatoire au moins neuf ans pour chacune et chacun d'entre nous. Je ne crois pas que cela serait un bon signal si le parlement bernois décidait d'être plus efficace en supprimant l'interprétation simultanée. En Suisse, nous avons un grand principe en politique, qui est valable notamment aussi au niveau fédéral, c'est que chacun s'exprime dans sa langue et que les autres sont sensés la comprendre, sinon on a précisément l'interprétation simultanée. Cela fait partie, en quelque sorte, de l'ADN politique de notre pays. L'ADN politique est aussi un peu l'identité. L'identité du Jura bernois, l'identité des francophones est protégée par la Constitution dans ce canton, c'est très bien ainsi, mais je crois que par effet miroir, il faut aussi penser à l'identité des Alémaniques. L'identité des Alémaniques, l'ADN politique des Alémaniques, c'est de pouvoir s'exprimer dans leur langue maternelle, qui est le *Schwizerdütsch*. C'est beaucoup plus naturel, cela rend les débats beaucoup plus spontanés, et je crois que c'est aussi respecter dans l'autre sens l'identité des Alémaniques que de leur permettre de s'exprimer en dialecte ici. Dernière raison: Es natiirlichs Oberlender Tiitsch ischt doch vil scheener als es meh oder weniger holperigs kinschtlichs Hochtiitsch.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). (*L'orateur s'exprime en allemand standard.*) Die Motion will Beratungen effizienter und für die Bernjurassier besser verständlich machen. Die Motion will keine Signalwirkung haben zum Beispiel für Schulen, wie es im Text steht. Da möchte ich doch das Büro mal bitten, in die Schule zu kommen, zum Beispiel in die Berner Fachhochschule. Da wird nur Hochdeutsch gesprochen, oder in Biel wird bilingue Unterricht gemacht. Oder bei den Masterklassen machen wir alles auf Englisch. Denn Sprachkompetenz ist heutzutage, sehr geehrte Kolleginnen und Kollegen, eine ganz wichtige Grundlage, wenn Sie sich im Alltagsleben bewähren wollen. Meine Studierenden, Ingenieurinnen und Ingenieure, die werden von mir gedrillt, damit sie sich in Hochdeutsch sehr gut ausdrücken können. Sie werden nämlich in technischen Arbeitsgruppen sein, in Verkaufsgesprächen, Präsentationen. Dort wird es deutsche Ingenieurinnen und Ingenieure haben. Und wenn unsere Leute nicht sehr eloquent sind, werden sie unterliegen. Später werden sie merken, dass sie das Gleiche noch auf Englisch machen müssen. Auch das bringen wir ihnen bei. Es ist also ein kompetitiver Vorteil, wenn man sprachkompetent ist und auch Hochdeutsch sprechen kann.

Zur Effizienz: Als ich in den Rat kam, war ich sehr erstaunt, dass es Leute gab, die auf Hochdeutsch ihre Reden schreiben, dann aber auf Mundart reden. Weiter habe ich gesehen, dass es sogar Leute gibt, die ihre Rede auf Mundart schreiben, meistens im Zweifingersystem, und sie auch auf Mundart halten. Das ist relativ kompliziert. Ich habe gestern so eine Spezialausgabe machen lassen bei einem grossen Pressehaus, mit dem ich seit dreissig Jahren gut zusammenarbeite, alles auf Mundart. Ich glaube nicht, dass das viele gelesen haben. Es ist einfach nicht so gut verständlich. Wir lesen nämlich immer auf Hochdeutsch. Und da kommen wir zur Effizienz. Und ich kann Herrn Klopfenstein versichern: Die Grünen wissen sehr gut, was Effizienz ist. Denn wenn wir ein nachhaltiges System wollen, muss immer die Effizienz optimal sein. Kommen Sie mal zu uns in die Berner Fachhochschule. Sie werden sehen, es dreht sich immer alles um Effizienz. Wir sind da also ziemlich kompetent – auch noch in ein paar anderen Sachen; aber das ist jetzt nicht das Thema.

Wenn in anderen Deutschschweizer Kantonen Hochdeutsch gesprochen wird im Parlament, dann sollten gerade wir, die zweisprachig sind – wie in Freiburg und im Wallis –, Hochdeutsch sprechen. Da sind wir heute im Kanton Bern hintendrein. Und wenn wir sagen, wir wollen einen modernen Kanton, einen aufgeschlossenen Kanton, der etwas mehr in Bewegung kommt, dann denke ich, sollten wir das auch hier im Parlament sehen und auch hören. Weil das vielleicht nicht jeder ganz so eloquent kann, ist es ja kein Muss. Sondern es kann ja durchaus auch bei einem so sein, dass er halt vielleicht trotzdem bei der ihm vertrauteren Mundart bleibt.

Es wurde auch gesagt, die spontanen Redebeiträge seien dann verhindert. Da muss ich an eine alte Funckerregel aus dem Militär erinnern, die heisst: «Denken, drücken, sprechen». Das sollten auch wir hier machen. Deshalb empfehle ich Hochdeutsch für die, die das können, als Umgangssprache. Da haben Sie nämlich weniger Aufwand, und das ist ein Beitrag zu mehr Effizienz.

La présidente. Nous passons aux intervenants à titre personnel. M. Hamdaoui, vous avez la parole.

Mohamed Hamdaoui, Bienne (PS). Cher collègue Amtstut, j'ai de la sympathie et de la compréhension pour votre motion, mais je vais néanmoins la rejeter. En tant que Biennois, francophone et pas totalement bilingue, je dois dire que lorsque je vais dans un endroit public, j'attends qu'on s'adresse à moi en français, c'est de moins en moins souvent le cas, ou alors en dialecte. Mais lorsqu'on me parle en *Hochdeutsch*, en soi-disant bon allemand, je me sens presque étranger dans ma ville ou dans mon canton. Il est vrai que dans ce canton, il y a une relation assez particulière, assez affective avec le dialecte, qu'il soit le *Berndütsch*, le *Bielerdütsch*, le *Thunerdütsch* ou le *Montsur-Tramelan-Dütsch*. De ce point de vue là aussi, deuxième argument qui m'amène à recommander le rejet de cette motion, c'est qu'en tant que francophone, je ne vois pas au nom de quoi j'imposerais ou je recommanderais aux Alémaniques de parler dans une langue, s'ils ne souhaitent pas le faire. C'est un fait, c'est une réalité, nous sommes la Chambre du peuple de ce canton, la majorité du peuple dans ce canton parle un dialecte et je ne vois pas pourquoi certains élus, qui ne sont pas à l'aise en *Hochdeutsch*, seraient obligés de le faire, pour nous faire soi-disant plaisir. Enfin, il est vrai que la vraie révolution, le vrai courage, pas seulement pour des raisons économiques, serait de se passer des interprètes, comme cela se passe au Conseil de ville de Bienne par exemple, où chacun parle dans sa langue et se comprend. Mais apparemment, ce n'est pas demain la veille que cela va se passer ainsi ici, d'après ce que j'ai vu depuis hier.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Ich gebe offen zu, dass ich grosse Sympathie für diesen Vorstoss habe. Ich rede jedoch für die Minderheit der EVP-Fraktion. (*L'orateur s'exprime en allemand standard.*) Ich erlaube mir, das Weitere in Hochdeutsch zu sagen. Die Diskussion über die Frage, welche Sprache für unsere doch sehr sprachlastige Arbeit zu gebrauchen sei, verlief in unserer Fraktion nicht entlang der üblichen politischen Linien. Die mit der Motion aufgeworfene Frage berührte nicht das eigentliche Kerngeschäft unserer politischen Arbeit. Aus meiner Sicht hat die gewünschte sprachliche Veränderung sehr viel mit Respekt und Entgegenkommen zu tun. Es geht um den Respekt gegenüber all jenen Personen in diesem Ratssaal, die eine andere Muttersprache erlernt haben. Bei der Wahl unserer Grossratspräsidentin wurde gestern von vielen Sprecherinnen und Sprechern die Chance der sprachlichen Verständigung betont. Der Wunsch, die neu gewählte Präsidentin möge ihre Sprechgeschwindigkeit auf die langsamere sprechende Mehrheit abstimmen, hallt noch heute im Saal nach. Denken Sie gut nach. Die mundartsprachige Mehrheit in diesem Rat sieht sich nun für ein Jahr lang in die Situation unserer französischsprachigen Freunde versetzt. Stellen Sie sich vor, die Präsidentin würde das Tempo ihrer Sprache nicht verringern und zusätzlich noch in einen archaisch volkstümlichen Slang – pardon, ich sage Dialekt – verfallen. Der sprachliche Overload würde im Ratssaal vermutlich für etliche Verwirrung sorgen. Ich denke aber auch an unsere Gäste auf der Tribüne. Der politisch motivierte

Kadermitarbeiter aus dem Südtirol, der soeben eine standortgeförderte Stelle in Bern angetreten und sich nun ein Bild seines neuen Wohnorts machen will, könnte eine in der Schriftsprache geführte Diskussion problemlos mitverfolgen – nur ein Beispiel.

Auch für Immigrantinnen und Immigranten mit einem anderen sprachlichen Hintergrund würde die Schwelle des Sprachverständnisses tiefer gelegt. Gestern Abend im Zug stolperte ich aber beinahe zufällig nochmals über das Thema. Vor mir lag – zugegeben etwas unbeachtet – die Pendlerzeitung «Blick am Abig», bis ein roter Balken mit dem Text «Hütt uf Dialäkt» meine Aufmerksamkeit provozierte. Ich las die Begründung des Redaktors für die sprachliche Neuschöpfung. «Scho mini Aared an Sie sait, was mir mit dere Usgab wänd: a Bitz zämerugge, Verständnis und Interessä schaffe für de Dialäkt, also für üseri Herzenssproch.» Und weiter «I Zörcher Chindergärte güüt set knapp zwöi Johr Mundartpflicht. Das finde ou Usländeröutere guet.» Mit Verlaub, meine Kolleginnen und Kollegen, mit Zusammenrücken hat das nichts zu tun, vielmehr mit Ausgrenzung. Wenn in einer Multikulti-Gesellschaft diejenigen mit sprachlichen Schwachstellen zusätzlich noch ein linguistisches Birchermüesli entziffern müssen, wird vielleicht die zaghafte Beziehung zur neuen Heimat zusätzlich belastet. Ändern wir diesen Anachronismus auf der politischen Landkarte! Keine Angst, Sie können auch weiterhin in Ihren Voten von Billett, Perron, Tram, Penalty, Goalie und so weiter sprechen und müssen nicht Fahrkarte, Bahnsteig, Strassenbahn, Strafstoss, Torhüter und so weiter in Ihre Voten einbauen.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, setzen Sie ein Zeichen des Entgegenkommens und der Verständigung; eine kleine Massnahme für den Rat, jedoch eine grosse Geste des Aufbruchs für den gesamten Kanton! Danke.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). La discussion se déroule surtout dans la langue allemande. C'est évidemment une question qui se pose de savoir s'il faut mener les débats du Grand Conseil en allemand standard, *Hochdeutsch*, ou dans un des nombreux dialectes extraordinaires du canton de Berne, en sachant que du coup ce n'est pas évident de comprendre facilement tout par tout le monde. Je préfère que l'on discute en allemand standard, *Hochdeutsch* alors, pour faciliter la compréhension entre tous et toutes et surtout pour nos amis francophones et pour nos visiteurs. Si quelqu'un veut éviter de parler en allemand standard, il peut toujours parler en français. Prenez cette intervention comme exemple. N'oublions pas que c'est un enrichissement pour tous et toutes de vivre dans un canton bilingue.

La présidente. J'aimerais vous rappeler que lorsque nous avons un débat libre, les intervenants à titre personnel n'ont que trois minutes.

Erich Hess, Berne (UDC). Geschätzte Frau Grossratspräsidentin, liebe Grossratsmitglieder, lieber geschätzter Herr Grossrat und Professor Muntwyler, besten Dank für Ihr schriftdeutsches Votum! In Ihrem Votum haben Sie wohl vergessen, dass Ihre Schülerinnen und Schüler wahrscheinlich ihre SMS untereinander heutzutage auf Berndeutsch verfassen. Und das Hochdeutsch, das Sie sprachen, war ungefähr so, dass ein Deutscher ungefähr innert einer Minu-

te herausgefunden hätte, dass Sie sicher keiner sind und somit wahrscheinlich auch kein reines Hochdeutsch sprechen.

Hochdeutsch sprechen ist gegen die Integration. Das sieht man gerade auch beim vorangehenden Votanten, Herrn Sancar, der nach vielen Jahren hier in der Schweiz noch nicht wirklich Berndeutsch sprechen kann. Besser wäre gewesen, man hätte mit ihm etwas mehr Berndeutsch gesprochen. Der Vergleich mit dem Wallis und Freiburg wurde angeführt. Da besteht aber eine grosse Differenz, nämlich darin, dass sie über keine Simultanübersetzung verfügen. Somit ist klar, dass man ein klein wenig aufeinander zugehen muss und nicht einfach seine Muttersprache sprechen kann. Sie verstehen sich denn auch nicht immer alle ganz so gut. Ich habe einige Kollegen, die im Wallis oder auch in Freiburg im Parlament sitzen. Es ist anmutig von Herrn Amstutz, in seiner Motion für sich selber zu erwarten, dass er seine Muttersprache hier weiterhin freizügig sprechen darf, während wir eine Fremdsprache, sprich Hochdeutsch, sprechen sollten.

Ich bitte Sie, diesen Vorstoss ganz klar abzulehnen. Auch wenn Sie ihn annehmen, werde ich in Zukunft hier innen Berndeutsch «schnure». Besten Dank für die Aufmerksamkeit.

La présidente. Est-ce que le motionnaire veut la parole maintenant ou après la déclaration de M. Jost? Après, donc M. Jost a la parole pour le Bureau.

Marc Jost, Thoune (PEV), rapporteur du Bureau du Grand Conseil. Am Umfang der Debatte merkt man, dass es um eine sehr heisse politische Frage geht. Ich beschränke mich darauf, die Sicht des Büros zusammenzufassen und nicht die Antwort in aller Ausführlichkeit wiederzugeben. Welches sind die wichtigsten Punkte? Erwähnt wurde, dass in der Vergangenheit verschiedentlich über diese Frage befunden worden sei, mindestens dreimal. Gerade vor Kurzem wurde bei der Parlamentsrechtsrevision dieser Punkt belassen wie bis anhin. In der Kommission erkannte man keinen Änderungsbedarf. Die wichtigsten zwei Punkte für das Büro, den Vorstoss zur Ablehnung zu empfehlen, waren, dass es überzeugt ist, mehr Effizienz wäre nur sehr geringfügig zu erreichen mit der neuen Regelung – wenn überhaupt – und in diesem Sinn das Sparpotenzial klein sei. Zum anderen fiel schlicht die Tatsache ins Gewicht, dass der Grosse Rat in all den vergangenen Debatten und Entscheiden die praktizierte Lösung immer als gut befunden und dies auch erst kürzlich bei der Parlamentsrechtsrevision wieder bestätigte hatte. Deshalb empfiehlt das Büro den Vorstoss zur Ablehnung.

La présidente. Le motionnaire M. Amstutz a la parole.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Il y a en tout cas une chose dont vous m'avez convaincu, c'est que le dialecte est le langage du cœur, parce que vous avez mis beaucoup de cœur pour argumenter. Je vous remercie d'ailleurs pour ce débat. Je ne vais pas m'étendre, juste donner quelques précisions. Il y a une question de traduction, je m'adresse à Samuel Leuenberger, dans le début de la version française, on parle de «s'effectue principalement

en français et en *Hochdeutsch*», alors que dans la version allemande c'est «en français ou en *Hochdeutsch*», petite nuance. Simplement, sur ces points-là, je me pose la question de savoir si un de nos collègues dépose prochainement une motion pour qu'au lieu d'apprendre l'allemand standard dans nos écoles, on apprenne le dialecte. Concernant la tribune, j'ai remarqué juste après avoir déposé ma motion, que tout le matériel existe pour les visiteurs; je demande encore une fois à la Chancellerie ou à l'administration de marquer de manière beaucoup plus visible que ce matériel existe et qu'on peut l'emprunter et de systématiquement avertir les enseignants qui viendraient visiter le Grand Conseil de demander ce matériel. Peut-être une dernière précision à Erich Hess. Je suis d'accord avec lui, en Valais, il n'y a pas d'interprétation, mais dans le canton de Fribourg il y a une interprétation. Je transforme cette motion en postulat.

La présidente. Vous avez entendu, cette motion a été transformée en postulat, donc nous allons voter sur un postulat. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui le rejettent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet du postulat

Oui	40
Non	102
Abstentions	5

La présidente. Vous avez rejeté ce postulat.

Affaire 2014.0340

N° de l'intervention:	068-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	13.03.2014
Motion de groupe:	Oui
Déposée par:	PS-JS-PSA (Aebersold, Berne) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence refusée:	le 20.03.2014
Bureau:	25.03.2014

Pratique scandaleuse à l'Intendance des impôts? Institution d'une commission d'enquête parlementaire CEP

En vertu de l'article 25 de la loi sur le Grand Conseil, le Bureau du Grand Conseil est chargé de présenter un projet d'arrêté portant institution d'une commission d'enquête parlementaire CEP, qui sera chargée d'enquêter sur la taxation pratiquée à l'égard des entreprises dont le domicile fiscal se trouve à l'étranger.

L'arrêté du Grand Conseil doit selon la loi sur le Grand Conseil déterminer la taille, la composition, le mandat, le secrétariat et les moyens financiers de la CEP.

Développement

L'article 25 de la loi sur le Grand Conseil a la teneur suivante: « Dans l'exercice de la surveillance au sens de

l'article 78 de la Constitution cantonale, le Grand Conseil peut instituer une commission d'enquête si des événements d'une grande portée demandent à être clarifiés, pour établir les faits, pour réunir d'autres moyens d'appréciation et pour porter une appréciation politique. »

Il est précisé que la CEP est instituée par arrêté du Grand Conseil. Cet arrêté doit définir le mandat et la composition de la commission et en désigner le secrétariat.

Les documents concernant la fiscalité de l'entreprise Amman à Langenthal ou plus précisément sa filiale Manilux donnent des raisons de craindre que la taxation pratiquée par l'Intendance cantonale des impôts n'a pas entièrement répondu ces dernières années aux dispositions légales en ce qui concerne les entreprises dont le domicile fiscal se trouve à l'étranger. En particulier, il y a des raisons de douter de ce que les organes opérationnels et le conseil d'administration exercent leurs activités sur place et que le site peut véritablement être reconnu comme domicile fiscal. La pratique de l'Intendance cantonale des impôts dont il est question ici pourrait concerner également d'autres entreprises du canton de Berne. Comme d'importantes sommes risquent d'avoir échappé au canton du fait de l'application lacunaire des bases légales, la pratique de l'Intendance des impôts et ses responsabilités doivent être tirées au clair. La CEP serait chargée de clarifier notamment les questions suivantes:

D'autres entreprises dont le siège se trouve dans le canton de Berne et qui ont une filiale à l'étranger ont-elles été imposées dans les années 2003 à 2010 de la même manière que le groupe Amman ?

Qu'a fait l'Intendance des impôts ces dix dernières années pour contrôler au domicile fiscal des entreprises bernoises si elles y déploient effectivement des activités?

La taxation d'entreprises bernoises dotées d'un domicile fiscal additionnel a-t-elle été faite correctement depuis 2004, conformément à l'article 75 de la loi sur les impôts et à l'article 50 de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD)?

Les agréments fiscaux (rulings) d'entreprises bernoises ayant un domicile fiscal à l'étranger ont-ils été conformes à partir de 2004 aux critères de légalité établis par la jurisprudence du Tribunal fédéral de l'époque ?

Quelles pertes fiscales le canton et les communes ont-ils subies et subissent-ils encore ?

Motivation de l'urgence :

La décision de la Commission des finances (CFin) de renoncer à un contrôle indépendant remonte au 19 février 2014. Le Grand Conseil doit pouvoir décider rapidement si les documents à la disposition de la CFin sont de nature à inciter à demander des investigations plus poussées sur la pratique de taxation antérieure. Il faut éviter la prescription de créances complémentaires.³

Réponse du Bureau du Grand Conseil

Le Grand Conseil peut instituer une commission d'enquête si des événements d'une grande portée demandent à être clarifiés (art. 25 ss LGC du 8 novembre 1988, art. 100 LGC du 4 juin 2013).

La motion a pour objet principal de charger le Bureau du Grand Conseil d'instituer une commission d'enquête parlementaire (CEP) et de la charger d'examiner de près *la pratique de taxation de l'Intendance des impôts à l'égard des entreprises dont le domicile fiscal se trouve à l'étranger*.

Le Bureau du Grand Conseil considère que l'institution d'une CEP pour mener une telle investigation ne se justifie pas, étant donné que les organes compétents en matière de surveillance financière se sont déjà saisis de la thématique. Il s'agit d'une part de la Commission des finances, qui exerce la haute surveillance parlementaire dans le domaine financier et, d'autre part, du Contrôle des finances, dont l'indépendance technique est totale et qui est comptable uniquement à la Constitution et à la loi. La Commission des finances a ainsi décidé le 19 février 2014 de charger le Contrôle des finances de *clarifier si la pratique actuelle de l'Intendance cantonale des impôts s'agissant des sociétés offshore est conforme aux bases légales en vigueur ainsi qu'à la pratique à l'échelle suisse*⁴. Le Contrôle des finances s'acquittera de ce mandat dans le cadre d'un contrôle spécial.

Compte tenu du fait qu'un organe indépendant, à savoir le Contrôle des finances, va contrôler la pratique de l'Intendance des impôts bernoise dans le domaine des affaires offshore et dans l'état actuel des connaissances, il n'est pas nécessaire d'instituer une CEP. Si de nouveaux faits devaient être révélés, la situation devrait faire l'objet d'une nouvelle appréciation.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. J'espère que vous aurez quand même deux ou trois membres dans la salle, parce que nous aimerions continuer avec l'affaire n°46, motion du PS-JS-PSA «Pratique scandaleuse à l'Intendance des impôts? Institution d'une commission d'enquête parlementaire CEP». M. Aebersold a la parole. Je vous demande quand même d'être un petit peu plus tranquilles, s'il vous plaît.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Vor den Wahlen gingen die Wogen hoch. Uns wurde denn auch ein wenig vorgeworfen, die Motion sei quasi ein Wahlschlag. Ich überlasse es Ihnen, zu beurteilen, ob sie es war oder nicht. Gemäss neuem Reglement hätten wir die Möglichkeit gehabt, die Motion vor der Debatte zurückzuziehen. Jetzt läuft die Geschichte. Entsprechend entschieden wir uns, die Motion nicht zurückzuziehen, vor allem auch, weil seit März wenig bis nichts passiert ist, zumindest nichts, was öffentlich nachvollziehbar wäre. Darum wiederhole ich kurz, was die Motion bezweckt. Wir verlangen die Einsetzung einer PUK, die die Steuerveranlagungspraxis gegenüber Unternehmen mit Steuermotizil im Ausland prüft. Wird die Motion über-

³ Le Bureau du Grand Conseil a décidé le 20 mars 2014 de ne pas accorder l'urgence, mais d'inscrire la motion au programme de la session de juin. Le Grand Conseil a rejeté le 18 mars 2014 une motion d'ordre demandant le traitement de la motion à la session de mars (cf. Journal 2014, session de mars, délibérations des 17 et 18 mars 2014).

⁴ Cf. communiqué de presse de la Commission des finances du 19 février 2014

wiesen, muss anschliessend ein Grossratsbeschluss ausgearbeitet werden, der den Auftrag der PUK, deren Zusammensetzung und auch die Fragebestimmungen des Sekretariats regelt. Das ist heute relativ einfach: Ja/Nein.

Für die Ablehnung der Motion gibt es zwei Gründe. Man kann Nein stimmen, weil man der Ansicht ist, man habe im Kanton Bern mit der Besteuerung von Offshore-Gesellschaften keine Probleme, es sei alles in Ordnung. Oder man kann die Motion ablehnen, weil man sich sagt, die FiKo und die Finanzkontrolle seien diesbezüglich an der Arbeit. Ich glaube, das haben wir letztes Mal bereits ausgiebig diskutiert – nicht wahr, Peter Brand, darüber haben wir schon inhaltlich, obschon es nicht inhaltlich gewesen wäre, gesprochen. Ich glaube, die Gretchenfrage ist jetzt, was zu prüfen ist. Der Auftrag, den sich die Finanzkommission erteilt, ist, die aktuelle Praxis zu prüfen. Da haben wir die Differenz. Wir sagen Ja zur Motion, wir wollen eine PUK, weil wir vor allem auch die Steuerpraxis der vergangenen Jahre prüfen wollen. Dazu stellt sich eine Reihe von Fragen, die ich Ihnen nicht vorlesen muss. Wer interessiert ist, kann sie in der Motion nachlesen. Entscheidend ist nicht nur die aktuelle Praxis, sondern wie es in der Vergangenheit gehandhabt wurde. Hier geht es uns um die fehlende Transparenz und um die Praxis, die übrigens auch in anderem Zusammenhang immer wieder ein Thema ist. Ich erinnere an die Interpellation von Adrian Wüthrich – «Unternehmen mit Steuererleichterungen: Welche Steuerpraxis und welche zukünftige Politik?». Interpellationen diskutieren wir hier ja nicht mehr. Aber es lohnt sich, sie zu lesen; die Antwort dazu wurde verschickt. Hier gibt es eine Diskrepanz bezüglich der Zeit; wir wissen momentan nicht, wo wir stehen und was alles gegangen ist. Ich stelle nach wie vor die Frage hier an den Grossen Rat, ob man warten will, bis der Druck so gross wird – medial, allenfalls auch im Ausland –, dass er vergleichbar wird mit demjenigen bezüglich des Bankgeheimnisses. Aus der Antwort zur Motion, ganz am Schluss, las ich übrigens auch ein wenig heraus, dass doch eine gewisse Unsicherheit besteht. Steht doch dort: «Im Fall künftiger neuer Erkenntnisse drängt sich unter Umständen eine Neubeurteilung auf.» Ich frage: Warum nicht heute, in aller Ruhe, mit bernischer Gelassenheit sagen, man kläre das auch rückblickend ab? Ich werde selbstverständlich sehr froh und dankbar sein, dann vom FiKo-Präsidenten zu vernehmen, der Auftrag sei erweitert worden, man wolle nicht «oublier, balayer», sondern sauber abklären, was geschehen ist, und in Zukunft sauber agieren. Ich bitte Sie, die Motion zu unterstützen. Danke für Ihre Aufmerksamkeit.

La présidente. Pour la Commission des finances M. Iseli.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), rapporteur de la Commission des finances. Nach Michael Aebersolds Votum ist eine kurze Erläuterung, was in Bezug auf dieses Geschäft in der Finanzkommission läuft, angebracht. Nach dem Fall Ammann-Schneider spielte der Regierungsrat den Ball an die Finanzkommission weiter. Sie sollte die Machenschaften, die Rulings der Steuerverwaltung überprüfen und eruieren, wie und ob sie im gesetzlichen Rahmen vollzogen werden. Die Finanzkommission schloss sich mit der Finanzkontrolle zusammen und erteilte dieser einen Auftrag, der bis heute noch nicht vollständig definiert ist. Man ist in einem laufen-

den Verfahren, und wir tätigen Abklärungen mit Stellen, die grundsätzlich das Know-how und die Möglichkeiten hätten, die Machenschaften, die Organisation und die Anliegen betreffend die Steuerverwaltung des Kantons Bern zu öffnen und einzusehen. Die Finanzkommission erachtet es als sehr wichtig, dass wir nicht den Kanton Bern spezifisch in den Fokus der Offshore-Gesellschaften setzen, sondern dass er im Fokus der schweizerischen Gegebenheiten betrachtet wird. An die richtigen Stellen zu gelangen, ist gar nicht so einfach. Ich bin überzeugt, dass eine PUK im gegenwärtigen Zeitpunkt das falsche Instrument ist, um dieses Geschäft bearbeiten zu können.

Ich bitte Sie, die Motion abzulehnen und der Finanzkommission die nötige Zeit einzuräumen, damit sie ihr Verfahren abschliessen und zuwarten kann mit der Offenlegung dessen, was unternommen wurde, vor dem Rat oder den Medien. Danach ist zu entscheiden, ob weitere Schritte nötig sind. Ich kann Ihnen versichern, dass wir genau hinschauen; wir reagieren und agieren, soweit wir können. Wo uns die Hände gebunden sind, können wir nichts tun. Da kann man auch mit allen anderen Mitteln nicht eingreifen. Aber Sie können sicher sein, dass wir genau hinschauen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Vorhin wurde erwähnt, dass wir uns seit mehreren Monaten mit Fragen zu Offshore-Geschäften sowie Finanz- und Steuerfragen hier im Kanton Bern beschäftigen. Für die grüne Fraktion sind zwei inhaltliche Punkte wichtig, bevor wir zum Vorgehen übergehen. Dass diese Fragen genau untersucht werden müssen, ist wohl allen klar. Optimieren Unternehmen ihre Steuern, sind wir gefragt zu kontrollieren, ob dies rechtens und richtig getan wird und ob wir es so wollen. Ich zitiere hier aus einer relativ unverdächtigen Quelle, nämlich der «Neuen Zürcher Zeitung» vom 7. Februar: «Die Ammann-Gruppe hat tatsächlich versucht, via ausländische Firmen Steuern zu sparen.» In dieser Ausgangslage liegen die Fakten auf dem Tisch; wir müssen hinschauen. Das heisst noch nicht, dass alles falsch gewesen sein muss, doch sind wir gefordert, unseren Fokus darauf zu richten.

Zweitens mag dies zwar hier nicht ausführlich diskutiert werden, ist uns aber wichtig: Seien wir uns bewusst, dass die Schweiz bezüglich Unternehmenssteuern international ein Paradies ist und das geltende Gesetz sehr viele Möglichkeiten bietet, Steuern zu sparen. Hier geht es jetzt nicht um die ganze inhaltliche Debatte, aber für die grüne Fraktion ist es ein wichtiges Dossier. Es geht darum, jenen Bürgerinnen, Bürgern und Unternehmen – vielen KMU, in denen tagtäglich gearbeitet wird und die ihre Steuern bezahlen – Gewissheit zu vermitteln, dass alle mit gleichen Ellen gemessen werden und in diesem Kanton Steuergerechtigkeit herrscht.

In unserer Fraktion reagierten wir sehr rasch. Zu erwähnen ist die Motion von Urs Muntwyler, die bereits im Februar eine unabhängige Überprüfung der Offshore-Geschäfte forderte. Nach Rom führen verschiedene Wege, ebenso zu mehr Transparenz, die der grünen Fraktion ein grosses Anliegen ist. Der eine Weg führt über die Motion, die der Regierungsrat hoffentlich nächstens einmal beantworten wird, der andere Weg führt – wie der FiKo-Präsident sagte, über die Kommission, die momentan an dieser Thematik arbeitet, oder es gibt auch die Möglichkeit über die parla-

mentarische Untersuchungskommission. Der grünen Fraktion sind alle Wege recht, die zum Ziel führen. Vom FiKo-Präsidenten haben Sie vernommen, man sei an der Arbeit, wisse aber noch nicht genau, wie es weitergehe. Daher unterstützen wir alle drei Wege. Wichtig ist uns Transparenz. Führt der eine Weg nicht zum Ziel, schlagen wir den anderen ein. Die Grünen sind dafür, alle Wege weiterzuverfolgen. Wir werden die Geschäfte der Finanzkommission eingehend behandeln und die Resultate hier dann hoffentlich beurteilen können. Wir müssen auch alle Instrumente nutzen. Die Grünen unterstützen alle Wege und alle Instrumente. Herzlichen Dank!

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich kann mich dem Votum von Natalie Imboden und auch dem Votum von Jürg Iseli nur anschliessen. Die SP will ja eine PUK einsetzen, um die im Kanton Bern niedergelassenen Unternehmen mit Steuerdomizil im Ausland, sogenannte Offshore-Gesellschaften, zu prüfen. Auch für die glp-Fraktion haben die Steueroptimierungen einen etwas faden Beigeschmack gegenüber unserer Spardebatte vom November. Wir meinen aber, nicht eine PUK sei das richtige Instrument, sondern das oberste Finanzorgan, nämlich die Finanzkommission. Sie ist an der Arbeit, wie Jürg Iseli berichtete. Unserer Meinung nach wird eine PUK wahrscheinlich nicht viel mehr als Kosten generieren; die Untersuchung ist bei der FiKo in den besten Händen, und ich kann Ihnen sagen, dass wir am Ball bleiben, kritisch hinschauen und unser Möglichstes tun werden.

Etwas dürrtig finde ich die Begründung der SP. Im ersten Satz steht: «Der Verzicht auf eine unabhängige Überprüfung durch die Finanzkommission datiert vom 19. Februar 2014.» Das ist einfach nicht wahr; dagegen wehre ich mich. Wir sind an der Arbeit – immer noch –, und wir werden unser Bestes geben. Die glp-Fraktion lehnt die Motion ab. Wir befürworten kein Parallelorgan, das alle Offshore-Gesellschaften untersucht; vielmehr soll die FiKo ihre Arbeit weiterführen.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Das Büro des Grossen Rates wird beauftragt, einen Grossratsbeschluss zur Einsetzung einer PUK in Sachen Steuerveranlagungspraxis gegenüber Unternehmen mit Steuerdomizil im Ausland auszuarbeiten und dem Grossen Rat so rasch als möglich zum Beschluss vorzulegen. Die Situation des Unternehmens Ammann, Langenthal, wurde mehrmals geprüft, einerseits auf Bundesebene und dort als rechtens befunden; andererseits befassten sich bereits die zuständigen kantonalen Finanzorgane – die Finanzkommission als parlamentarisches Oberaufsichtsorgan und die Finanzkontrolle als fachlich unabhängige Kontrollstelle – mit der Problematik. Die Prüfung der Finanzkontrolle wird im Rahmen einer Sonderprüfung erfolgen, was durchaus genügt. Weiter verweise ich auf die zusätzlichen Erläuterungen des Präsidenten der Finanzkommission, Jürg Iseli. Aufgrund dieser Voraussetzungen ist die Einsetzung einer PUK zum heutigen Zeitpunkt unverhältnismässig und unnötig. Gerne warten wir jetzt die Resultate aus der Sicht der FiKo ab. Die BDP-Fraktion lehnt die Motion ab.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Die Motionäre aus SP-Kreisen vermuten eine skandalöse Veranlagungspraxis in der bernischen Steuerverwaltung und fordern, diese von einer PUK untersuchen zu lassen. Bereits in der Märzsession hatten wir im Rahmen eines Ordnungsantrags Gelegenheit, zu dieser Frage Stellung zu nehmen. Für die EVP-Fraktion ist weiterhin klar, dass die Aufsicht über die genannten Geschäfte sowohl bei der Finanzkontrolle wie bei der Finanzkommission als deklarierte Organe liegt. Sie haben sich dieser Frage ja bereits angenommen. Es sei klargestellt, dass die EVP hohes Interesse daran hat, dass die bernische Steuerveranlagungspraxis geltendem Recht entspricht. Weiter haben wir grosses Interesse daran, dass gerade Gesellschaften mit ausländischem Domizil in der Schweiz gleich und nach gleichen Regeln taxiert werden. Wir sind überzeugt, dass die bernische Steuerverwaltung in diesem Bereich gute Arbeit leistet. Nichtsdestotrotz gibt es Hinweise darauf, dass sich hier eine Praxis eingeschlichen hat, die vielleicht nicht im Sinn des Gesetzgebers oder nicht im Sinn des Volkes und der Allgemeinheit ist. Also stellt sich die Frage, ob diese Praxis von einer besonderen PUK untersucht werden soll. Ist ein weiteres Aufsichtsorgan nötig, weil die bisherigen Aufsichtsorgane, Finanzkontrolle und Finanzkommission, versagt haben? Welche Möglichkeiten, die die bestehenden Organe nicht haben, hätte denn eine PUK? Sie wird parteipolitisch nicht anders zusammengesetzt sein als bestehende Organe. Eine PUK hat auch nicht höhere Kompetenzen bei der Einsichtnahme als beispielsweise die FiKo. Eine PUK hat kein Weisungsrecht gegenüber der Eidgenossenschaft und kann andere Kantone nicht zu ihrer Praxis befragen. Nochmals: Die EVP setzt sich für eine ehrliche, faire und gerechte Veranlagungspraxis ein, egal auf welchem Gebiet. Sie vertraut aber darauf, dass die bestehenden Aufsichtsorgane alles daransetzen, diese Fragen in geeigneter Weise zu klären. Somit lehnen wir die Motion und damit die Einsetzung einer PUK ab.

Adrian Haas, Berne (PLR). Würde man für so etwas eine PUK bilden, wäre das, als ob man mit Kanonen auf Spatzen schösse. Dieser Vorstoss stammt ja aus dem Wahlkampf; dafür kann man noch minimales Verständnis aufbringen. Doch hätte ich jetzt erwartet, dass er zurückgezogen wird, zumal man es in der Märzsession klar ablehnte, den Vorstoss noch rasch zu traktandieren.

Nun haben wir ihn halt, müssen darüber reden und ihn dann ablehnen. Und zwar nicht nur der Form halber, sondern auch seines Inhalts wegen. Die Rulings, die Unternehmen in guten Treuen mit unserem Kanton und der Steuerverwaltung vereinbart hatten und die absolut legal und sauber sind, darf man sicher nicht wieder auflösen. Das würde heissen, den Unternehmen zu signalisieren, dass sie sich nicht mehr auf Vereinbarungen verlassen können, die sie mit den Behörden getroffen hatten. Das wäre ein fatales Signal für den Wirtschaftsstandort Bern.

Weiter muss ich Ihnen sagen, dass es keine Besonderheit war, dass Unternehmen ihre Steuern optimierten. Ich verweise auf den interessanten Artikel der «Berner Zeitung» vom 7. Februar, wo getitelt wurde, alle Schweizer Konzerne hätten das gemacht und seien mit den Steuerparadiesen verbunden – alle grossen Schweizer Konzerne. Das war also nur eine übliche Praxis. Auch wir, auch der Kanton

Bern zieht mit Steuervorteilen Unternehmen an. Das finden wir toll. Warum sollten wir das dürfen, aber ausländische Staaten nicht? (*La présidente agite sa cloche.*) Zieht man selber Unternehmen an mit Steuervorteilen, muss man damit rechnen, dass das auch andere Staaten tun. Dann werden die Steuern halt ab und zu so optimiert, und der Kanton Bern hat vielleicht etwas weniger Geld. Doch wird dann ja auch in Arbeitsplätze investiert. Wir lehnen den Vorstoss klar ab.

Roland Näf-Piera, Muri (PS). Ich glaube, ich schaffe es, dass wir alle rechtzeitig in die Mittagspause können. Wir alle erinnern uns daran, wie scharf die Vorwürfe ausfielen, einerseits im Schweizer Fernsehen, aber auch in der Presse. Es ist immer heikel, wenn ein Bundesrat involviert ist. Und unabhängig davon, was wir uns jetzt vorstellen, was heikel war, was wahr war und nicht gut lief, ist es grundsätzlich wichtig, dem nachzugehen, wenn solche Vorwürfe im Raum stehen. Nur nachdem wir das wirklich untersucht haben, ist es dann auch vom Tisch. Daher wäre es jetzt sinnvoll aufzuklären, was genau passiert ist. Dann könnten wir tatsächlich einen Strich darunter ziehen. Sonst klappt das kaum. Von verschiedener Seite wurde argumentiert, die Finanzkommission sei an der Arbeit. Liest man deren Medienmitteilung, schreibt sie ausdrücklich und ganz klar, man wolle die aktuelle Praxis untersuchen. Wenn wir daran denken, dass noch rückwirkend auf fünf Jahre Geld eingezogen werden kann und es hier wirklich darum geht zu klären, was effektiv vorgefallen war, müsste man auch rückwirkend untersuchen. Genau deshalb reichte die SP überhaupt diese Motion ein.

Eine Schwierigkeit in der ganzen Diskussion bestand noch darin, dass die Steuerverwaltung gesagt hatte, im Ausland könne man gar nicht untersuchen. Das überprüfte ich ein wenig. Allein schon wenn Sie ins Internet gehen – dafür brauchen Sie nicht nach Luxemburg zu reisen –, können Sie beispielsweise einsehen, was in den Berichten von Finilux steht. Das ist dort nach luxemburgischem Recht offengelegt. Daher kann sich die Steuerverwaltung den Vorwurf wohl nicht ganz ersparen, nicht optimiert zu haben. Wäre man diesem Fall wirklich seriös nachgegangen, wäre effektiv mehr möglich gewesen.

Ich glaube, es wäre besser, wenn man die Sache von einer PUK untersuchen lassen würde und dann einen Strich darunter ziehen könnte. Allerdings spüre ich, dass es schwierig sein wird, eine Mehrheit zu finden. Ich bin überzeugt, dass wir nochmals auf die ganzen Offshore-Sachen zurückkommen werden, auch die vergangenen. Sie werden es sehen.

La présidente. J'aurais aimé voter encore aujourd'hui, mais je pense que ce n'est plus possible, car nous avons encore trois intervenants. Nous écoutons encore Peter Brand pour l'UDC.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Nur ganz kurz, sonst verkürzt die Sitzung tatsächlich unsere Mittagspause. Auch wir hätten erwartet, dass die Motion zurückgezogen wird, weil die Finanzkommission an der Arbeit ist. An sich ist es konsequent, wenn die SP mit ihrer Politik die Motion weiterführt. In der letzten Legislatur stellten Sie alle Steuer-

zahlerinnen und Steuerzahler unter Generalverdacht, Steuern zu hinterziehen. Nun folgt in der Motion noch die Konsequenz daraus, indem Sie sagen, die Steuerverwaltung operiere auch nicht richtig. Daher ist es verständlich, dass Sie die Motion nicht zurückziehen. Wir wehren uns aber ganz entschieden gegen sie. Die FiKo ist an der Arbeit, das haben wir gehört.

Natalie Imboden möchte ich entgegnen, dass es nicht illegal, sondern manchmal sogar zwingend ist, Steuern zu sparen, wenn sich dadurch die Arbeitsplätze in der Schweiz erhalten lassen.

Die Begründung des Büros für die Ablehnung der Motion überzeugt. Die Arbeiten sind im Gang. Wir sollten unsere Finanzaufsichtsorgane nicht mit einer PUK übersteuern, wo es unnötig ist. Ich möchte auch weder gegen die FiKo noch gegen die Steuerverwaltung ein Misstrauensvotum erheben. Die Argumentation der SP vorhin, von Roland Näf, dass man auch rückwirkend prüfen wolle, ist ganz gefährlich. Veranlagte Steuern, rechtsgültige Steuerrulings kann man doch nicht rückwirkend abändern. Das wäre ein ganz schlechtes und völlig falsches Zeichen gegenüber der Wirtschaft und unseren Steuerzahlenden. Lehnen Sie deshalb diese Motion mit Überzeugung ab.

La présidente. Le président de la Commission des finances demande à ses membres de se retrouver dans la salle des pas perdus et ce tout de suite. Je clos la séance. Demain matin, nous voterons sur cette motion, soyez donc ponctuels. Bonne journée, bon appétit.

Les délibérations sur cette affaire sont interrompues.

La séance est levée à 11 heures 46.

Les rédactrices :

Rosmarie Wiedmer-Pfund (d)

Catherine Graf Lutz (f)



Mercredi 4 juin 2014, 9 heures – 11 heures 45

Troisième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC), présidente du Grand Conseil

Présents: 155 députés. Excusés : Aebi Markus, Gfeller Niklaus, Giaque Beat, Schweizer Hans Rudolf, Zumstein Katrin

Affaire 2014.0340

Motion 068-2014 PS-JS-PSA (Aebersold, Berne) - Pratique scandaleuse à l'Intendance des impôts? Institution d'une commission d'enquête parlementaire CEP

Suite

La présidente. Il est 9 heures, prenez place s'il vous plaît. La séance est ouverte. Nous étions à l'affaire n°46, motion du PS-JS-PSA, représentée par M. Aebersold. Nous avons encore deux intervenants, M. Aebersold et M. Jost pour le Bureau. M. Aebersold souhaite parler après le Bureau, alors je donne la parole au vice-président M. Jost pour le Bureau.

Marc Jost, Thoune (PEV), premier vice-président. Nach der gestrigen Debatte fasse ich mich seitens des Büros des Grossen Rates relativ kurz. Ich zitiere einleitend nochmals als Grundlage aus Artikel 100 Absatz 1 des neuen Grossratsgesetz (GRG): «Bedürfen Vorkommnisse von grosser Tragweite der Klärung, kann der Grosse Rat [...] eine parlamentarische Untersuchungskommission (PUK) einsetzen.» Nach Ansicht des Büros des Grossen Rates rechtfertigt sich die Einsetzung einer PUK in diesem Fall nicht. Dies vor allem weil die zuständigen Finanzaufsichtsorgane die aufgeworfenen Fragen und Probleme bereits angegangen sind bzw. daran sind, eine Klärung zu bewirken. Zum einen handelt es sich – wie wir gehört haben – um die Finanzkommission (FiKo) als zuständiges Oberaufsichtsorgan über Finanzfragen, zum anderen um die fachlich unabhängige Finanzkontrolle, welche einzig Verfassung und Gesetz verpflichtet ist. Wie wir gehört haben, sind Bemühungen im Gang. (*La présidente agite sa cloche*). Der Präsident der FiKo hat dies bereits erläutert. Angesichts dessen, dass mit der Finanzkontrolle bereits jetzt eine unabhängige Stelle tätig ist, besteht für das Büro des Grossen Rates aufgrund der Faktenlage zum Zeitpunkt des Verfassens der Antwort keine Notwendigkeit, eine PUK einzusetzen. Wie vom Motionär erwähnt, können natürlich weitere Erkenntnisse oder Ergebnisse der Prüfungen immer wieder zu einer Neubeurteilung der Frage führen. Zum Zeitpunkt seiner Beratung empfiehlt das Büro des Grossen Rates die Ablehnung der vorliegenden Motion.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Ich will Sie nicht lange aufhalten, zumal klar ist, wie die Abstimmung ausfallen wird. Schade, ist FiKo-Präsident Jürg Iseli noch nicht anwesend. Wir haben unserer Forderung Ausdruck gegeben und erwarten von der FiKo, dass der Sachverhalt – auch rückwirkend – bis auf den Grund untersucht wird. Besten Dank.

La présidente. Nous allons passer au vote. Ceux qui sont pour la motion «Pratique scandaleuse à l'Intendance des impôts? Institution d'une commission d'enquête parlementaire CEP» votent oui, ceux qui sont contre votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet	
Oui	37
Non	70
Abstentions	2

Affaire 2014.0593

Rapport de la Commission de justice sur le rapport de gestion 2013 des autorités judiciaires et du Ministère public ainsi que sur le rapport d'activité 2013 des autorités judiciaires et du Ministère public et sur les visites administratives de 2014

La présidente. Nous passons à la Direction de la magistrature. Je salue Monsieur Thomas Müller, membre du Directoire de la Direction de la magistrature. Affaire n° 47 «Rapport de la Commission de justice sur le rapport de gestion 2013 des autorités judiciaires et du Ministère public ainsi que sur le rapport d'activité 2013 des autorités judiciaires et du Ministère public et sur les visites administratives de 2014». Je donne la parole à la présidente de la Commission de justice, Mme Gygax.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (PBD), présidente de la Commission de justice. Zuerst möchte ich mich für das Vertrauen bedanken, welches Sie mir mit der Wahl zur Präsidentin der Justizkommission (JuKo) wieder entgegengebracht haben. Vor etwas mehr als zwei Jahren habe ich das Präsidium als Nachfolgerin des verstorbenen Christoph Stalder übernommen und kann bestätigen, dass mir dieses Amt wirklich Freude bereitet. Der Ton innerhalb dieser Kommission, die guten Diskussionen und Gespräche sowie die offene und gegenseitig wertschätzende Zusammenarbeit mit den obersten Gerichten sind mir sehr wichtig. Ich freue mich deshalb, weiterhin in der neuen Zusammensetzung in diesem Gremium mitzuwirken.

Nun zum vorliegenden Geschäft: Die JuKo konnte mit dem vorliegenden Geschäftsbericht der Justiz zum zweiten Mal von einem positiven Rechnungsabschluss Kenntnis nehmen. Der Saldo der laufenden Rechnung 2013 liegt um 9,2 Mio. Franken unter den budgetierten Zahlen. Dem Minderbedarf von 0,6 Mio. Franken bei den Personalaufwendungen und von 5 Mio. Franken beim Sachaufwand steht

einerseits ein Mehrbedarf von 2,1 Mio. Franken bei den Abschreibungen und von 2,6 Mio. Franken bei den internen Verrechnungen gegenüber. Auf der Ertragsseite sind die Mehrerträge bei den Entgelten mit 9 Mio. Franken hauptsächlich für den letztlich um 7,2 Prozent besseren Abschluss verantwortlich.

Die JuKo unterhält bekanntlich mit drei Ausschüssen den Kontakt zu den verschiedenen Einheiten der Justiz. Die Aufsichtsbesuche dienen dem persönlichen Kontakt mit den obersten Gerichtsbehörden; sie sind sehr wertvoll und werden gegenseitig geschätzt. Im direkten Gespräch können so die vielschichtigen Themen und Problempunkte besprochen werden. Ein Kernpunkt des Berichtsjahrs bildete das Personal der Justiz. Einmal mehr mussten wir feststellen, dass die Belastungen des Justizpersonals und zugleich auch die Stellenwechsel überdurchschnittlich hoch sind. Damit muss gleichzeitig festgehalten werden, dass die Situation nicht in allen Justizbereichen gleich dramatisch ist. Bei der Staatsanwaltschaft besteht – wie bereits im letzten Bericht dargestellt – der grösste Handlungsbedarf. Die JuKo und auch die Justizleitung erwarten diesbezüglich von der laufenden Evaluation zur personellen Dotierung der Justiz konkrete Antworten sowie umsetzbare Lösungsvorschläge. Der Schlussbericht soll im März des kommenden Jahres vorliegen. Die JuKo hat bereits in ihrem letztjährigen Bericht auf die teilweise grossen Defizite im Bereich der Personalsicherheit und damit auf die Sicherheitsmängel bei der Gebäudeinfrastruktur aufmerksam gemacht. Wenn ein Logenbereich frei und für jedermann zugänglich ist, ist dies für die Justiz schlichtweg ungut. Der eigene Handlungsspielraum der Justiz für die Umsetzung der Sicherheitsmassnahmen ist insbesondere eingeschränkt, wenn – wie bei der Generalstaatsanwaltschaft, aber auch bei der Jugendanwaltschaft – die Räumlichkeiten im Mietverhältnis genutzt werden. Der JuKo scheint es ebenso unzumutbar, dass es beispielsweise bei der Steuerrekurskommission immer wieder zu Stromausfällen oder Heizungsunterbrüchen kommt, sodass das Arbeiten mühsam wird. Die JuKo verlangt diesbezüglich in nächster Zeit Veränderungen und Verbesserungen sowie die Bereitschaft des Amts für Grundstücke und Gebäude (AGG), diese aktiv und konstruktiv voranzutreiben. Ein weiteres Thema, welches die Justiz beschäftigt und belastet und mit welchem die Justizkommission immer wieder konfrontiert wird, sind die internen Verrechnungen von Haftkosten. Diese Kosten haben sich innerhalb der letzten vier Jahre beinahe verdoppelt. Im Jahr 2011 setzte die Staatsanwaltschaft noch 11 Mio. Franken im Budget ein; für das Jahr 2015 rechnet sie bereits mit 21,5 Mio. Franken. Die Gespräche unter den verschiedenen Parteien hinsichtlich einer pragmatischen, im Interesse des ganzen Kantons liegenden Lösung mit geringem Verwaltungsaufwand sind am Laufen. Die JuKo unterstützt diese Bestrebungen mit Vehemenz. Die Staatsanwaltschaft soll ihre Ressourcen für die effektiven Kernaufgaben einsetzen können und nicht für Verwaltungsleerläufe, die keinen tatsächlichen Nutzen haben. Abschliessend danke ich der Justizleitung namens der JuKo bestens für die offene, konstruktive und gute Zusammenarbeit. Wir können bestätigen, dass die Justiz bemüht ist, im Rahmen der Möglichkeiten und als Teil des Gesamthaushalts des Kantons Bern sowie mit den vorhandenen Ressourcen eine qualitativ gute Rechtspflege zu leisten.

Diese wollen wir weiterhin gemeinsam erhalten. Gleichzeitig danke ich dem JuKo-Sekretariat für seine Vorbereitungs- und Schreibarbeiten im Zusammenhang mit dem vorliegenden Bericht und den Aufsichtsbesuchen. In diesem Sinn beantragt Ihnen die JuKo einstimmig die Genehmigung des Geschäftsberichts, die Kenntnisnahme des Tätigkeitsberichts 2013 der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft sowie die Kenntnisnahme des Berichts der JuKo zu diesen Berichten.

La présidente. Y a-t-il encore un porte-parole qui aimerait s'exprimer sur ce rapport? – Ce n'est pas le cas, nous allons tout de suite voter. Celles et ceux qui acceptent la prise de connaissance du rapport votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance

Oui 130

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce rapport à l'unanimité.

Affaire 2014.0533

Rapport d'activité 2013 des autorités judiciaires et du Ministère public du canton de Berne

La présidente. Nous passons à l'affaire n° 48 «Rapport d'activité 2013 des autorités judiciaires et du Ministère public du canton de Berne». Mme Gygax ne veut pas prendre la parole. Y a-t-il un porte-parole qui aimerait s'exprimer sur ce rapport? Ce n'est pas le cas, nous passons tout de suite au vote. Ceux qui acceptent ce rapport votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance

Oui 127

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Ce rapport a été également accepté à l'unanimité. Nous prenons donc déjà congé de M. Thomas Müller. - Mme Zäch a demandé à prendre la parole, elle va nous faire une déclaration. Mme Zäch, il faudrait que vous vous annonciez.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS). Sie erwarten noch eine Antwort von mir. Normalerweise freut man sich über eine Wahl. Ich habe mich jedes Mal sehr gefreut, wenn ich gewählt wurde. Gestern ist es mir nicht so ergangen, denn Sie haben mich mit Ihrer Wahl etwas auf dem falschen Fuss erwisch. Ich war gestern Nachmittag aufgewühlt, auch

etwas ratlos, und vor allem hat es mir leid getan: Ich hätte gewollt, dass mein Parteikollege Roland Näf das Präsidium der Bildungskommission (BiK) erhält. Er hätte dieses Amt sehr gut ausgeübt – davon bin ich auch heute noch überzeugt. Nun, ein paar Stunden später, hat sich das Ganze etwas gesetzt und geklärt, sodass ich überzeugt «Ja» sage. Ich nehme Ihre Wahl an. Weshalb? Erstens weiss ich Roland Näf und meine Fraktion hinter mir. Das ist mir das Wichtigste. Der SP sind die Anliegen der Bildung und der Kultur sehr wichtig; diese haben bei uns eine hohe Priorität. Also liegt uns auch viel daran, das BiK-Präsidium zu besetzen. Dies ist offensichtlich nicht mit unserem Wunschkandidaten Roland Näf möglich, sodass es einer anderen Person bedarf. Meine Fraktion schenkt mir für diese Aufgabe das Vertrauen, wofür ich mich bei Ihnen, liebe SP-Kolleginnen und -Kollegen bedanke. Ich hoffe natürlich, dass ich auch das Vertrauen all jener geniessen werde, die mich nicht gewählt haben. Weiter entspricht es dem Willen der Parlamentsmehrheit, dass ich das BiK-Präsidium übernehmen soll. Sie trauen mir dies offensichtlich zu. Dies verleiht mir natürlich Schub, Kraft und Energie und ist motivierend. Hinzu kommt, dass dieses Präsidium eine faszinierende, wenn auch aufwendige Aufgabe ist. Ich musste mir in den letzten Stunden die Frage stellen, wie ich dies zeitlich bewältigen kann. Ich habe mir also überlegt, wo und wie ich mich umorganisieren und vielleicht etwas freischaufeln kann. Heute bin ich überzeugt, dass ich die nötige Zeit finden und aufbringen werde. Somit habe ich den Schalter definitiv umgelegt und freue mich ab sofort auf diese neue Aufgabe. Ich freue mich auf spannende Diskussionen und nicht zuletzt auf fundierte, engagierte Diskussionen sowie auf die Inputs, die nicht zuletzt von Roland Näf kommen werden. Ich hoffe, dass die Unstimmigkeiten, die wir gehabt haben, ab sofort beigelegt sind. Nun gehen wir gemeinsam an die Arbeit, indem wir das Beste für eine gute Bildung und eine vielfältige Kultur in unserem Kanton erreichen wollen. Ich danke Ihnen für das Vertrauen. (*Applaudissements*)

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich kann dort ansetzen, wo Elisabeth Zäch geschlossen hat: Uns geht es seitens der SP-JUSO-PSA-Fraktion um eine konstruktive Zusammenarbeit während der neuen Legislaturperiode. Wir hatten uns als Fraktion gewünscht, mit Ihnen über das von Ihnen gewollte BiK-Präsidium zu diskutieren. Ich stelle fest, dass das Vorgehen nicht ganz sauber war. Wir nehmen zur Kenntnis, dass die von uns vorgeschlagenen Kandidaturen gestern nicht gewählt wurden. Wir sind insofern in einer privilegierten Lage, als alle vier von uns vorgeschlagenen und von Ihnen in die BiK gewählten Fraktionsmitglieder fähig gewesen wären, das BiK-Präsidium zu übernehmen. Sie haben dies eingehend miteinander diskutiert und hielten die zeitlichen Ressourcen für die Übernahme dieses Präsidiums für entscheidend. Unsere Wahl ist unter anderem aus diesem Grund auf Roland Näf gefallen. Er arbeitet zu 65 Prozent, sodass er über die zeitlichen Ressourcen verfügt hätte. Wir wollen das Parlament stärken, liebe Kolleginnen und Kollegen. Dafür braucht es Leute, die die nötige Zeit aufbringen können. Deshalb ist uns die entsprechende Bestellung der Präsidien wichtig. Wir sind sehr froh, dass sich Elisabeth Zäch organisieren wird, damit sie das BiK-Präsidium ausüben kann. Insofern sind wir überzeugt, dass auch sie eine

valable Kandidatin ist, wie es alle vier gewesen wären. So stehen wir auch voll und ganz hinter Elisabeth Zäch und danken Ihnen für das Vertrauen, das Sie ihr schenken. Auch wir schenken es ihr und freuen uns, gemeinsam konstruktiv für die Bildung im Kanton Bern vorwärts gehen zu können. Wir hoffen, dass man in Zukunft zuerst mit uns spricht.

Affaire 2014.0588

Résultats de l'élection du Conseil du Jura bernois du 30 mars 2014. Rapport de la Chancellerie d'Etat

La présidente. Nous passons à l'affaire n°49 «Résultats de l'élection du Conseil du Jura bernois du 30 mars 2014. Rapport de la Chancellerie d'Etat». Mme Gyga ne veut pas prendre la parole. Y a-t-il un porte-parole de groupe qui aimerait s'exprimer? Ce n'est pas le cas, nous passons directement au vote. Ceux qui acceptent ce rapport votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance

Oui 133

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez également accepté ce rapport à l'unanimité.

Affaire 2013.0935

N° de l'intervention: 190-2013

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 29.07.2013

Déposée par: Fuchs (Berne, UDC)
(porte-parole)

Bärtschi (Lützelflüh, UDC)

Bühler (Cortébert, UDC)

Hadorn (Ochlenberg, UDC)

Hess (Berne, UDC)

Jost (Thoune, UDC)

Knutti (Weissenburg, UDC)

Moser (Landiswil, UDC)

Struchen (Epsach, UDC)

Cosignataires: 0

N° d'ACE: 236/2014 du 26 février 2014

Direction: Chancellerie d'Etat

Renforcer les droits populaires dans le canton de Berne

Le Conseil-exécutif est chargé de proposer les modifications suivantes de la Constitution cantonale et de la loi sur les droits politiques :

1. Le nombre de signatures nécessaires pour faire aboutir une initiative populaire, un projet populaire et une demande de référendum est réduit de moitié. Pour les initiatives, 7 500 signatures devront être réunies ; pour le référendum et le projet populaire, 5 000 signatures seront nécessaires.
2. Le délai imparti pour la récolte des signatures passera de trois à quatre mois pour le référendum et le projet populaire.
3. Un référendum parlementaire est introduit : 50 membres du Grand Conseil peuvent demander une votation.

Développement

Les Bernois et les Bernoises ont la possibilité d'agir directement sur la politique cantonale en déposant une initiative populaire ou en demandant le référendum. Les obstacles sur cette voie sont cependant hauts. Il faut en effet obtenir 10 000 signatures valables en l'espace de trois mois pour faire aboutir une demande de référendum. Pour les initiatives cantonales, il faut réunir 15 000 signatures en six mois. Quelque 720 000 personnes ont le droit de vote dans le canton de Berne. Ainsi, il faut la signature de quelque 2.1 pour cent pour présenter une initiative. A titre de comparaison, le canton de Zurich compte plus de 885 000 électeurs et électrices en matière cantonale. Et pourtant, 6 000 signatures suffisent pour faire aboutir une initiative populaire. Le quota de signatures est donc de 0.7 pour cent pour l'initiative, et de 0.4 pour cent pour le référendum. Dans le canton d'Argovie, les règles sont similaires, puisqu'il suffit de 0.8 pour cent d'électeurs et d'électrices pour faire aboutir une initiative ou une demande de référendum.

La réduction du nombre de signatures nécessaires rendrait plus simple pour les personnes politiquement intéressées l'intervention dans la politique cantonale au moyen d'une initiative ou d'un référendum. Les droits populaires s'en trouveraient renforcés, et l'intérêt des citoyens et citoyennes pour la politique bernoise serait conforté. Il n'y a aucune raison de craindre que la réduction du nombre de signatures ne contribue à gripper les rouages des institutions politiques, au contraire : cela permettrait plutôt l'exercice des droits populaires sans la diffusion de coûteux imprimés et sans la rétribution des personnes chargées de la récolte de signatures. La participation politique pourrait devenir un vrai droit populaire.

Le canton de Zurich pratique par ailleurs un autre droit populaire, le référendum parlementaire. Cet instrument permettrait à un nombre déterminé de députés et députées de demander une votation.

Réponse du Conseil-exécutif

1. Dans la Constitution cantonale (ConstC) entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1995, le nombre de signatures requises pour les initiatives et les référendums avait été augmenté. Pour les initiatives, il était passé de 12 000 à 15 000, pour les demandes de vote populaire, de 5 000 à 10 000. Le délai imparti pour la récolte de signatures est de six mois pour les initiatives dans le canton de Berne, de trois mois pour les demandes de vote populaire. Depuis 1995, le nombre d'électeurs et électrices est passé dans le canton de Berne de 675 583 à 722 827 (état: 24 novembre 2013). Le pour-

centage de signatures nécessaires pour faire aboutir une initiative ou une demande de vote populaire a donc légèrement diminué. S'il fallait en 1995 que 2,22 pour cent des électeurs et électrices aient signé une initiative pour qu'elle puisse aboutir, ce pourcentage est aujourd'hui de 2,07. S'agissant des demandes de vote populaire, il fallait en 1995 la signature de 1,48 pour cent des électeurs et électrices, alors que 1,38 pour cent suffisent aujourd'hui. En revanche, les circonstances de la récolte de signatures ont fortement changé: alors que la progression du vote par correspondance a fait perdre de son importance à la récolte à l'entrée des locaux de vote, les nouveaux médias facilitent la récolte de manière déterminante: les listes de signatures peuvent être téléchargées sur Internet ou envoyées par courrier électronique, et les médias sociaux (Facebook, Twitter etc.) simplifient la mobilisation en faveur d'un projet populaire. Progressivement, la récolte de signatures en faveur d'une initiative ou d'un référendum est devenue plus simple, ce qui est un argument contre l'abaissement du nombre de signatures requises.

Les motionnaires se réfèrent aux cantons de Zurich et d'Argovie, où la barre est placée nettement plus bas (Zurich: 6 000 signatures pour une initiative, soit 0,67 % des électeurs et électrices, et 3 000 signatures pour un référendum (0,34 %) ; Argovie: 3 000 signatures pour une initiative et un référendum, soit 0,74 % des électeurs et électrices). En revanche, le canton de Genève a placé le seuil beaucoup plus haut que le canton de Berne (4 % des électeurs et électrices pour une initiative constitutionnelle, 3 % pour une initiative législative ou un référendum), et plusieurs autres cantons ont également un seuil plus haut. Dans le canton de Vaud, par exemple, 12 000 signatures sont nécessaires pour pouvoir déposer une initiative ou un référendum (2,88 % des électeurs et électrices), dans le canton de Fribourg, il faut 6 000 signatures (3,15 %). Dans le canton de Bâle-Ville, il faut 3 000 signatures pour une initiative (2,63 % des électeurs et électrices), 2 000 pour un référendum (1,75 %). En comparaison cantonale, le canton de Berne se trouve donc au milieu en ce qui concerne les signatures requises pour l'initiative et le référendum.

Des exemples des années passées montrent qu'à diverses reprises dans le canton de Berne, des groupes organisés hors des partis ou des associations professionnelles sont parvenus à lancer une initiative ou un référendum. C'est le cas, pour citer quelques exemples récents, du projet populaire concernant la loi sur l'imposition des véhicules routiers (LIV), déposé le 16 avril 2010 avec 25 912 signatures, ou de la demande de vote populaire déposée contre le concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives, déposé le 15 août 2013 avec 11 461 signatures. Dans plusieurs cas, le nombre de signatures déposées était largement supérieur au nombre requis. Cela vaut pour le projet populaire concernant la loi sur l'imposition des véhicules routiers (LIV) qui a déjà été cité, le projet populaire concernant la loi sur l'énergie, déposé le 9 août 2010 avec 20 063 signatures, ou l'initiative demandant l'abrogation de l'impôt sur les mutations, déposée le 27 août 2010 avec 26 449 signatures. Dans d'autres cas, le texte a pu être déposé bien avant l'expiration du délai imparti pour la récolte, comme cela a été le cas de l'initiative populaire pour la mise à l'arrêt de la centrale de Mühleberg, déposée le

10 février 2013. Le Conseil-exécutif est d'avis que les droits populaires sont suffisamment bien développés dans le canton de Berne, raison pour laquelle il estime que la réduction du nombre de signatures requises n'est pas indiquée. Il lui semble parfaitement légitime qu'il faille passer certains obstacles avant de pouvoir imposer une votation. La démocratie ne se caractérise pas seulement par le nombre élevé des votations populaires mais aussi par la pertinence des objets soumis à la votation, ou par le fait que les objets soumis à la votation aient réuni contre eux une opposition sérieuse. De plus, la multiplication des objets soumis à la votation, qui d'ores et déjà sont relativement nombreux, présente le risque de causer la lassitude des électeurs et électrices devant le grand nombre de votations.

2.

Les mêmes réflexions valent pour la prolongation des délais de récolte des signatures en faveur d'une demande de vote populaire. D'autres cantons pratiquent des délais nettement plus courts (Zurich et Vaud : 60 jours, Bâle-Ville : 42 jours, Fribourg : 30 jours). Par ailleurs, il faut relever que dans le canton de Berne, les comités d'initiative et les comités référendaires bénéficient d'une facilité supplémentaire. En effet, à l'échéance du délai de trois ou de six mois, les comités doivent déposer les signatures d'abord au service communal responsable de la tenue du registre électoral pour les faire valider. Cela leur donne un mois de plus avant que les signatures ne doivent être déposées à la Chancellerie d'Etat avec les attestations de la qualité d'électeur.

3.

Le Conseil-exécutif estime qu'il n'est pas souhaitable d'introduire un référendum du Grand Conseil, comme le demandent les motionnaires. Conformément à la Constitution cantonale, un projet soumis à la votation facultative est soumis à la votation obligatoire si 100 membres du Grand Conseil en décident ainsi. C'est à dessein que le constituant a pris l'option à l'époque d'une majorité qualifiée et donc d'un recours mesuré à la votation populaire obligatoire (cf. Walter Kälin/Urs Bolz, Manuel de droit constitutionnel bernois, Berne 1995). Si le suffrage de 50 députés et députées devait suffire pour ordonner une votation populaire, les plus grandes forces politiques du parlement seraient dans bien des cas dispensées de la récolte de signatures. Seuls les plus petits partis et les groupements non parlementaires seraient contraints d'emprunter la voie du référendum facultatif. L'institution d'un référendum du Grand Conseil contribuerait par ailleurs à faire augmenter le nombre des votations populaires, ce qui est loin de signifier un surplus de démocratie (voir ch. 1).

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire n° 50, motion de M. Fuchs «Renforcer les droits populaires dans le canton de Berne». M. Fuchs a la parole.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). «Volksrechte im Kanton stärken!» – mit dieser Motion wollen wir die Anzahl erforderlicher Unterschriften senken, die Fristen verlängern und ein Grossratsreferendum einführen. In diesem Sinn bitten wir um eine punktweise Abstimmung. Was ist gegen eine Stärkung der Volksrechte einzuwenden? Im Grunde genommen

nichts, ausser, man habe selber noch nie Unterschriften gesammelt. Die Kritik wird wohl von denjenigen kommen, die den Aufwand für keine grosse Sache halten. Auch die Antwort der Regierung wurde wahrscheinlich von jemandem verfasst, der selber nie auf der Strasse Unterschriften gesammelt hat. In der Antwort wird geschrieben, die Unterschriftensammlung sei mit Facebook, Twitter und Internet einfacher geworden. Leute, die für Referenden oder Initiativen aktiv Unterschriften sammeln, machen ganz andere Erfahrungen. Damit spreche ich auch die kleineren Parteien an; diese wissen, dass die Unterschriftensammlung nicht einfacher geworden ist. Zum Teil werden über Internet sehr viele ungültige Unterschriften eingeschickt, oder Originale werden nicht korrekt ausgefüllt. Auf der Strasse erleben wir eher das Gegenteil. Das Internet hat dazu geführt, dass viele Leute nicht mehr unterschreiben wollen, weil sie Bedenken haben, dass ihre Unterschrift irgendwo abgespeichert wird. Dies sieht man auch anhand der Rücksendungen: Die Leute stecken den Unterschriftenbogen in einen Umschlag, aus Angst, überwacht zu werden bzw. weil man herausfinden könnte, wer was verlangt. So gesehen ist die Unterschriftensammlung nicht einfacher, sondern schwieriger geworden. Dies hängt auch damit zusammen, dass die Sammlung an den Urnen – wie noch vor ein paar Jahren der Fall – nicht mehr möglich ist. Heute gehen viel weniger Leute an die Urne. Wenn sie überhaupt abstimmen, tun sie es schriftlich. Demzufolge müssen wir keine explosive Zunahme von Initiativen befürchten. Der Kanton Zürich dürfte das beste Beispiel dafür sein, dass es zu keiner Flut von Initiativen kommt. Wer genug Geld hat, kann es natürlich auf dem schriftlichen Weg machen mit der Bedienung sämtlicher Haushaltungen. Aber auch dort zeigt sich, dass der Rückfluss nicht mehr so einfach ist, wie man es sich vorstellt. Vielfach müssen am Schluss trotzdem Aktionen gemacht werden, um die Unterschriften überhaupt zusammenzubringen. Die FDP hat diese Schwierigkeit bestens erlebt, als sie selbst eine Initiative einreichen wollte. Wir möchten ein Zeichen setzen, dahingehend, dass wir keine Angst vor der Bevölkerung haben, sondern dass jeder vom Volk selber getroffene Entscheid ein guter Entscheid ist. Nun können wir darüber diskutieren, wie vieler Unterschriften es genau bedarf. Will man die Zahl halbieren? In diesem Sinn wandeln wir unseren Vorstoss in ein Postulat und beantragen, dieses im Rahmen der Revision der Kantonsverfassung (KV) zu behandeln bzw. es an die damit betraute Kommission für Staatspolitik und Aussenbeziehungen (SAK) zu übergeben. Die SAK muss die KV ohnehin im Zusammenhang mit dem Volksvorschlag behandeln. Deshalb wäre es richtig, die Thematik um die Stärkung der Volksrechte in der SAK beraten zu lassen. Folglich würde es sich nur noch um einen Planungsauftrag handeln. Es wäre aber ein starkes Zeichen dieses Rates, zu empfehlen, die Frage, wie viele Unterschriften künftig für eine Initiative notwendig sind, zu prüfen. Eine Initiative sollte mit einem normalen Aufwand zustande gebracht werden können, ohne dass es dafür grosser finanzieller Mittel oder eines monatelangen Aufwands bedarf. Wir beantragen Ihnen, unseren in ein Postulat umgewandelten Vorstoss als Eingabe im Zusammenhang mit der KV-Revision anzunehmen. Entgegen meiner Vorstellung geht dies zwar nicht ganz so schnell, aber besser so als gar nicht. Wir haben ab und zu gehört,

dass die Reduktion der Unterschriften immer von linker Seite verlangt worden sei. Dem ist tatsächlich so: Dieser Vorstoss ist kein Schnellschuss; ich habe ihn vor langer Zeit zusammen mit Corrado Pardini, der heute Nationalrat ist, vorbereitet. Der Vorstoss ist unverfälscht. Hätte ihn Corrado Pardini eingereicht, wäre vielleicht die SVP dagegen gewesen. Heute ist durch mein Einreichen vielleicht die SP dagegen. Das Beste wäre also eine Weiterbehandlung durch die SAK. In diesem Sinn beantrage ich Zustimmung zum Postulat.

La présidente. La Chancellerie d'Etat n'accepte même pas un postulat. Je donne donc la parole à M. Klopfenstein pour les Radicaux.

Hubert Klopfenstein, Biel/Bienne (PLR). Bei aller Sympathie für die Volksrechte, Herr Fuchs, lehnen wir den Vorstoss auch in der Postulatsform ab, dies sowohl aus formellen als auch aus inhaltlichen Gründen: Die KV wurde im Jahr 1995 revidiert. Die Zahl der Unterschriften wurde bereits damals thematisiert. Die Revision wurde notabene von alt Bundesrat Samuel Schmid geleitet. Die Stimmenzahl wurde nach oben geändert. Diese nach 19 Jahren zu senken, scheint uns – nachdem die Bevölkerungszahl zugenommen hat – etwas fragwürdig, zumal kein grosser Handlungsbedarf besteht. Soweit zum formellen Grund; es gibt aber auch materiell-inhaltliche Gründe für eine Ablehnung: Meine Damen und Herren, wir leiden heute unter einer Flut von Initiativen. Dies wurde kürzlich von einem prominenten Gewerbeverbandspräsidenten gesagt. Unter dieser Prämisse eine Senkung der Unterschriftenzahl vorzunehmen, ist nicht sehr opportun, könnte sie sich doch als Bumerang erweisen. Herr Fuchs hat es selber angetönt: Die letzten Initiativen – nehmen wir an auf Bundesebene – wurden doch eher von rot-grünen, wirtschafts- und gewerbefeindlichen Gruppierungen, Parteien und Interessensvertretungen eingereicht, die – wenn ich es so ausdrücken darf – auf «Geldvernichtung» spezialisiert sind. Diesbezüglich denke ich unter anderem an die Initiative «Mühleberg vom Netz». Eine Senkung der Schwelle ist ein Spiel mit dem Feuer. Hinzu kommt, dass die von Ihnen, Herr Fuchs, verlangte Zahl von 7500 Unterschriften nicht mehr so hoch ist. Ein grösseres Quartier einer Stadt oder einer Agglomeration könnte aus einer Laune heraus eine Initiative starten, was uns – auch mit Blick auf die Kosten – gefährlich erscheint. Eine Initiative muss, wenn sie sinnvoll ist, breit abgestützt sein. Die Unterschriftensammlung kann auch durch die Parteien finanziert werden. So steht ein Teil der Bevölkerung dahinter. «Laune»-Initiativen zu starten, die schliesslich doch chancenlos sind, ist mit grossen Kosten verbunden. Zudem könnten sie sich gerade für unsere Kreise als Bumerang erweisen. Zu Ziffer 3, zum Grossratsreferendum: Wenn ich an die fragilen Mehrheiten im Grossen Rat denke, die es erlauben, endlich einen Beschluss oder ein Gesetz zusammenzukriegen, so kann es nicht sein, dass 50 Mitglieder des Grossen Rates bewirken können, dass das Karussell wieder von vorn beginnt. Deshalb scheint uns die geforderte Zahl zu tief. Was die Fristen anbelangt, so war unsere Fraktion drei Monaten gegenüber offener eingestellt. Wir lehnen auch diesen Punkt ab. Wenngleich das Postulat zuckersüss präsentiert wird, wollen wir nicht an der Unterschriftenzahl rütteln. Wir

leiden bereits heute unter einer Flut von Initiativen. Gerade für die bürgerlichen Parteien kann eine Herabsetzung der Unterschriftenzahl zu einem Bumerang werden. Deshalb stimmen Sie bitte Nein!

Monika Gyga-Böninger, Obersteckholz (PBD). Die Motionäre empfinden die Hürden für das Einreichen von Volksinitiativen, Volksvorschlägen und Referenden im Kanton als zu hoch. Die Anzahl an Unterschriften soll für die Volksinitiativen herabgesetzt bzw. halbiert werden. Zudem soll die Sammlungsfrist von heute drei auf vier Monate heraufgesetzt werden. Auch soll ein Grossratsreferendum eingeführt werden, welches es 50 Ratsmitgliedern erlaubt, eine Abstimmung zu verlangen. Ich fasse mich kurz: Die BDP-Fraktion lehnt die vorliegende Motion bzw. auch das Postulat aus den vom Regierungsrat dargelegten Gründen ab. Ich verzichte darauf, diese zu wiederholen. Aus unserer Sicht fasst der Regierungsrat die Tatsachen gut und umfassend zusammen. Dass die Hürden in unserem Kanton nicht allzu hoch liegen, haben Beispiele aus der jüngsten Vergangenheit gezeigt. Auch Gruppen ausserhalb der organisierten Politik und von Verbänden haben die Möglichkeit, Initiativen und Referenden einzureichen – und dies relativ schlank, rasch und teilweise mit deutlich mehr Unterschriften als verlangt. Herr Klopfenstein hat es bereits erwähnt: Die Bürgerinnen und Bürger müssen heute beinahe unzumutbar oft an die Urne – jedenfalls wird dies so empfunden. Auch beim sogenannten Grossratsreferendum kann die BDP-Fraktion keinesfalls Ja zur Zahl 50 sagen. Wenn im Jahr 1995 vom Verfassungsgeber mit 100 Ratsmitgliedern ein qualifiziertes Mehr und damit eine zurückhaltende Anwendung einer ausserordentlichen Volksabstimmung angestrebt wurde, so hat der Lauf der Zeit aus Sicht der BDP nichts hervorgebracht, das Grund genug wäre, von dieser Haltung abzuweichen. Wir beantragen Ihnen einstimmig, den Vorstoss auch in Postulatsform abzulehnen.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Eigentlich sind die Grünen erstaunt, dass dieses Anliegen von Mitgliedern der stärksten Partei und Fraktion des Grossen Rats kommt. Wir stellen uns vor, dass es gerade ihnen relativ leicht fallen sollte, mit ihren vielen Mitgliedern und grosszügigen Mäzenen die nötigen Unterschriften innerhalb der Sammelfrist zusammenzubringen. In den letzten zwei bis drei Jahren gab es mehrere gute Beispiele aus dem Kanton Bern, wo es viel kleineren Parteien als der SVP oder sogar Privatpersonen gelang, genügend Unterschriften für ihre Initiativen, Referenden oder Volksvorschläge zu sammeln. Ein paar Beispiele sind in der Motionsantwort aufgeführt. Die Grünen halten die Volksrechte für wichtig. Wie Sie wissen, wenden auch wir das Instrument der Initiative an. Aus unserer Sicht sind aber die heutigen Hürden in Bezug auf die Anzahl an Unterschriften und die Sammelfrist gut und ausgewogen. Zudem gehört etwas Anstrengung dazu! Die Bevölkerungszahl im Kanton Bern ist im Steigen begriffen, und unsere Zeit ist immer schneller und kurzlebiger. Mit den sozialen Medien und dem Internet ist es viel einfacher, zu mobilisieren. Auf der einen Seite kann man mit einem Daumenklick Hunderte von Personen erreichen, sie über ein Anliegen informieren und dafür gewinnen. Auf der anderen Seite haben wir den Eindruck, dass sich die Leute oftmals nicht

mehr wirklich für die vielen auch kantonalen Abstimmungsvorlagen interessieren. Dies hat einen Überdross, wenn nicht sogar eine Abstimmungsabstinenz zur Folge. Allerdings birgt die Beglaubigung der Unterschriften Verbesserungspotenzial bei den Gemeinden in sich. Wir erleben es als sehr umständlich und ressourcenverschleissend – nicht nur für die Organisation, die die Unterschriften sammelt, sondern auch für die Gemeinden. Jeder Bogen wird nämlich einzeln geprüft. Oben wird aufgeführt, wie viele Unterschriften gültig sind, und am Schluss werden diese von allen Bogen zusammengezählt. Wir lehnen die Motion fast einstimmig ab; das Postulat haben wir nicht diskutiert. Ich nehme an, dass unsere Haltung ähnlich sein wird. Etwas Unterstützung erhält Ziffer 2 betreffend die Sammelfrist. Ziffer 3 finden wir am pikantesten: Die grösste Fraktion im Grossen Rat könnte mit einer zusätzlichen befreundeten Stimme ein Grossratsreferendum verlangen. Wir stehen dieser Möglichkeit skeptisch gegenüber und zweifeln daran, ob diese noch demokratisch genannt werden kann.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP-Fraktion lehnt den Vorstoss auch als Postulat ab. Die vom Regierungsrat in seiner Antwort dargelegten Argumente sind aus unserer Sicht schlüssig und überzeugend. Die Motion geht diametral in eine andere als seitens der EVP angestrebte Richtung. Mit Blick auf den letzten Abstimmungssonntag stellen wir auch bei uns selber eine Abstimmungsmüdigkeit fest. Die Leute sind frustriert. Obwohl sie informiert und politisch interessiert sind, verlieren sie die Übersicht über die vielen Vorlagen und wissen nicht mehr genau, worum es geht. Im Kanton Bern haben wir mit dem Referendum gegen das Pensionskassengesetz bekanntlich dazu beigetragen. Auch diese Vorlage liess sich der Stimmbevölkerung kaum mehr vermitteln. Wir wissen alle, dass in den nächsten Jahren vor allem auf Bundesebene eine wahre Flut von Initiativen auf uns zukommen wird. Es wäre wirklich kontraproduktiv, die Hürden für die Initiative und das Referendum auch noch im Kanton Bern zu senken. Nach dem 18. Mai brachte es ein Leserbriefschreiber in der Zeitung «Der Bund» auf den Punkt, indem er Folgendes schrieb: «Immer mehr wird mit geschickt aufgezogenen Initiativen die traditionelle Demokratie der Schweiz in eine Initiativ-Diktatur verwandelt. Diesen Trend beweist die Flut von zum Teil unsinnigen Initiativen, welche lediglich der Selbstdarstellung profilierungssüchtiger Politiker dienen. Wann endlich greift eine Partei oder ein Journalist die dringend nötige Erhöhung der Unterschriftenzahl bei Volksinitiativen auf?» Wir alle in diesem Saal sind stolz auf die direkte Demokratie. Die Instrumente, welche die direkte Demokratie bespielen, sind aber sehr zart besaitet. Dazu müssen wir Sorge tragen. Passen wir beim stimmen dieser Saiten nicht auf, platzen sie, so dass sich das aktuell harmonische Konzert in eine Katzenmusik verwandelt. Diese würde keine ausgewogenen, wohl überlegten Entscheidungen mehr ermöglichen. Die Politik würde nur noch von Zufallsmehrheiten bestimmt. Dies will die EVP nicht. Deshalb lehnen wir das Postulat grossmehrheitlich ab.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). In dieser Sache schlagen zwei Herzen in der Brust der EDU-Fraktion. Thomas Fuchs hat es erwähnt: Wer selber Unterschriften

gesammelt hat, weiss, dass dies nicht einfach ist. Gerade wir als kleinste Fraktion und als eine der kleinen Parteien im Kanton Bern wären dumm, die Unterschriftenzahl allenfalls noch zu erhöhen, anstatt sie zu senken. Ich entsinne mich, dass im Zusammenhang mit der Revision der KV eine Anhebung von 12 000 auf 15 000 Stimmen stattgefunden hat. Wer einmal gesammelt hat, weiss, dass man diese 15 000 Unterschriften erst einmal zusammenbringen muss. Zur Art und Weise, wie unsere Wählerinnen und Wähler zum Teil dargestellt wurden: Derart ungebildet sind sie nicht, dass sie überfordert wären und nicht mehr wüssten, worum es geht. Sorry, wenn ich es so sage. Zudem möchte ich daran erinnern, dass die vielen Vorlagen vor allem auf Bundesebene lanciert werden. Allenfalls müsste die Hürde dort diskutiert werden. Dies wäre aber auch gegen die eigene Klientel gesprochen. Nein, auf Kantonsebene werden wir durchaus nicht mit Vorlagen überschwemmt. Ich möchte die andere Seite ansprechen, zumal bisher nur die Überforderung erwähnt wurde und dass alles bestens sei. An die Adresse der FDP muss ich sagen, dass sie natürlich doch etwas Probleme hat, wenn es um Referenden und Initiativen geht! Das war schon immer so. Sie haben schon Dinge angerissen und sie dann nicht zu Ende geführt. Dies ist ihr Problem und sicher das der Linken oder der SVP, die so etwas zustande bringt. Das Ganze steht auch im Zusammenhang mit den demokratischen Abläufen. Ich bin froh, dass Thomas Fuchs die Motion in ein Postulat umgewandelt hat. Ich finde den Vorschlag gut, die SAK mit der Behandlung zu beauftragen. Was Ziffer 3 mit den 50 Unterschriften für das Grossratsreferendum anbelangt, so ist Thomas Fuchs ein «Polit-Fuchs». Er hat sich wohl gedacht, dass die 5 EDU-Mitglieder die aus 49 Mitgliedern bestehende SVP-Fraktion ergänzen würden, um die Hürde zu erreichen. (*Hilarité*) Spass beiseite! Die Frist von drei Monaten ist wirklich allzu knapp. Wer bereits einmal Unterschriften gesammelt hat, weiss, dass man sofort in den Startlöchern sein muss, um die Frist einzuhalten. Was Ziffer 1 anbelangt, könnte ein Mittelmass gewählt werden. Wir unterstützen das Postulat; dieses erlaubt uns, flexibel zu handeln.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Die direkte Demokratie ist mit ihren Instrumenten eine der grössten Errungenschaften auf der Welt. Wir werden darum beneidet, wenngleich sie möglicherweise eine gewisse Schwerfälligkeit mit sich bringt. Die direkte Demokratie garantiert aber die Stabilität in unserem Land und auch, dass wir nicht am Volk vorbeipolitisieren, sondern dass der Bezug zur Basis immer gewährleistet bleibt. Die Volksrechte sind ein grosses Privileg, darin sind wir uns einig. Wir würden es merken, wenn wir sie nicht mehr hätten. Der Antwort der Regierung ist zu entnehmen, dass wir in Bezug auf die Hürden Mittelmass seien. Die aktuellen Hürden sind aber – in Bezug auf die Unterschriftenzahl und die Fristen – doch relativ hoch. Es ist nicht verboten, dass der Kanton Bern für einmal etwas weiter vorn liegt als nur im Mittelfeld. Wir könnten auch eine Vorreiterrolle einnehmen und uns im vorderen Drittel innerhalb der Schweiz einreihen. Deshalb erachtet es die SVP-Fraktion als sehr wünschenswert, die Fristen und Unterschriftenzahlen durch die neue SAK prüfen zu lassen. Die SAK verfügt zwar zurzeit noch über keinen «Kopf», wird

aber sicher einen guten erhalten. Aus diesen Gründen unterstützen wir das Postulat in allen drei Punkten.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Die Volksrechte sind effektiv sehr wichtig. Ihnen Sorge zu tragen, ist auch der SP-JUSO-PSA-Fraktion ein grosses Anliegen. Im Gegensatz zum FDP-Sprecher halten wir es allerdings nicht für ein Spiel mit dem Feuer, über die Volksrechte und eine allfällige Erhöhung oder Senkung der Anzahl an Unterschriften zu sprechen. Ich glaube auch nicht, dass eine Weiterentwicklung der Volksrechte ein Bumerang wäre. Ich halte es wie die Vorredner, indem ich sage, dass das Volk doch eine gewisse Intelligenz aufweist. Der Motionär hat seinen Vorstoss in ein Postulat umgewandelt. Da einzeln über die drei Ziffern abgestimmt wird, kann ich mir vorstellen, dass einzelne Mitglieder meiner Fraktion den Ziffern 1 und 2 in der Postulatsform zustimmen werden. Was Ziffer 3 anbelangt – und dies haben meine Vorredner bereits erwähnt –, so handelt es sich um eine komplett neue Geschichte. Die geforderte Anzahl von 50 Mitgliedern des Grossen Rates, welche ein Grossratsreferendum erwirken können sollen, ist doch etwas über das Ziel hinausgeschossen. Die Ziffern 1 und 2 können in der Sache sicher diskutiert werden. Allerdings möchte ich namens meiner Fraktion folgende Punkte erwähnen: Der Regierungsrat schreibt, dass es in letzter Zeit einfacher geworden sei, Unterschriften zu sammeln. Natürlich ist es in der heutigen Zeit nicht einfacher; es gibt mehr Leute und diese sind mobiler. So gesehen ist die Unterschriftensammlung einfacher. Wie die Vergangenheit mehrmals gezeigt hat, ist es heute gut organisierten Verbänden möglich, die nötigen Unterschriften in der nötigen Zeit zu sammeln. Deshalb gilt es vorsichtig an die vorgeschlagene Senkung der Unterschriftenzahl heranzugehen. Darüber kann man diskutieren, wenn auch mit grosser Vorsicht. Vielleicht ist es gut, dass es einer gewissen Anzahl von Stimmberechtigten bedarf, die ein Anliegen unterschreiben. Wenn Sie sehen, wie viele Mitglieder unsere Verbände im Kanton Bern haben – und damit meine ich nicht nur die links-grünen Verbände, sondern zum Beispiel auch den Hauseigentümergebund (HEV) –, wäre es gut, Anliegen zu bringen, die in den entsprechenden Verbänden verankert sind. Einzelne Teile von Verbänden könnten ein Anliegen zur Abstimmung bringen. Insofern ist der Rückhalt in den Verbänden wirklich wichtig. Deshalb ist das Erfordernis einer bestimmten Anzahl an Unterschriften richtig. Der Kanton Bern liegt bei der Anzahl Unterschriften, die es für Volksinitiativen und Referenden braucht, im schweizerischen Durchschnitt. Auch in dieser Hinsicht sollten wir mit Vorsicht darüber diskutieren, ob wir zum vorderen Drittel gehören wollen, Lars Guggisberg, sonst könnten wir auch in anderen Bereichen Spitzenreiter sein. Letztlich möchte ich anfügen, dass das ganze System der Volksrechte im Zusammenhang mit dem Parlament, der Regierung und der Judikative austariert ist. Wenn wir bei einem gewissen Teil der Volksrechte – gerade mit der Halbierung der Unterschriftenzahlen – eine wesentliche Verschiebung vornehmen, müssten wir ausgedehnter darüber sprechen, ob das System dann noch austariert ist. Zum Schluss möchte ich daran erinnern, dass, um auf Bundesebene ein Referendum einzureichen, eine Frist von 100 Tagen, also fast drei Monaten, zur Verfügung steht. Insofern ist die Frist für Referen-

den und Volksvorschläge sicher nicht ganz aus der Luft gegriffen. Es gibt Möglichkeiten, darüber zu diskutieren. Thomas Fuchs, selbst wenn Corrado Pardini Mitmotionär wäre, hätte meine Fraktion wahrscheinlich keine andere Meinung. Die Ziffern 1 und 2 können wir sicher teilweise in der Postulatsform unterstützen; als Motion würden wir sie deutlich ablehnen. Ziffer 3 werden wir auch als Postulat in aller Deutlichkeit ablehnen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). «Stärkung der Volksrechte» – dies tönt wirklich immer gut, Thomas Fuchs! Darüber müsste man diskutieren. Allerdings glauben wir, dass es sich hier um eine leichte Mogelpackung handelt, ungeachtet der Umwandlung in ein Postulat und der punkweisen Abstimmung. Ich habe die Vermutung – und vielleicht tue ich Ihnen Unrecht – dass gerade Ziffer 3 bezüglich des Volksvorschlags Ähnlichkeit mit dem Volksvorschlag betreffend die Motorfahrzeugsteuer aufweist. Dieser wurde gut angenommen und führte zufälligerweise zu einer Halbierung der Steuern der Garagisten. Aus unserer Sicht soll es nicht einfacher werden; es braucht eine gewisse Anstrengung, um politisch etwas zu erreichen, zumal ein Volksrecht einen Wert haben muss. Wenn man eine Überzeugung hat, muss man auch überzeugen können. Ansonsten bringt es nichts. Wenn der Hinterste und Letzte ganz einfach vorgehen könnte, wäre dies eine Verminderung des Werts der Volksrechte. Lars Guggisberg, noch eine kleine Erwiderung: Sie haben vorhin gesagt, dass wir beneidet werden. Dies glaube ich Ihnen zum Teil. Der Grund dürfte auch darin liegen, dass man im Ausland nicht so recht weiss, welches die genauen Konsequenzen sind. Wüsste man im Ausland, wie oft und zu welchen Themen in der Schweiz abgestimmt wird, würde der Neid vielleicht umschlagen. Dies lässt sich mit der Homöopathie vergleichen, wo es die Menge ausmacht. Etwas, das hilft, kann manchmal auch zum Gift werden. Mich erstaunt, was hier noch von niemandem erwähnt wurde: Letztendlich ist die Unterschriftenzahl ein Sparbeitrag. Es ist nicht unerheblich, was eine zustande gekommene Initiative kostet. Wenn wir noch mehr Initiativen und Referenden haben, kostet uns dies noch mehr Geld. Allenfalls kann es später zu einem Sparbeitrag führen bzw. auch zu einer Reduktion der Steuern. Letzteres fänden Sie sicher auch gut. Abschliessend, um es in der Terminologie des jetzt noch anwesenden Motionärs zu sagen: Sie reden jeweils davon, dass man den Schweizer Pass nicht verscherbeln dürfen. Bitte verscherbeln Sie die Volksrechte nicht! Die glp-Fraktion lehnt sowohl den Vorstoss sowohl in der Motions- als auch in der Postulatsform ab.

La présidente. En tant qu'intervenant individuel, M. Hess a la parole. Vous n'avez que trois minutes.

Erich Hess, Berne (UDC). Ich bin doch etwas erstaunt darüber, wie demokratiefeindlich dieses Parlament ist. Im Vergleich zur nationalen Ebene oder zu anderen Kantonen haben wir im Kanton Bern fast keine Referenden und Initiativen. Dies liegt unter anderem gerade an der hohen Anzahl erforderlicher Unterschriften. Ich glaube, dieses Parlament will – inklusive der linken Seite –, dass gut betuchte Organisationen Referenden zustande bringen. Darauf wird es einmal mehr hinauslaufen: Jede Unterschrift kostet Geld. Es

ist gut, dass sich vor allem die Linken für wohlhabende, gut betuchte Organisationen einsetzen wollen, welche Initiativen und Referenden durchbringen wollen. Ich danke Ihnen allen, dass Sie dermassen viel Verständnis für die Volksrechte haben! Ich hoffe, das Volk wird an den nächsten Wahlen wieder an Sie denken! Besten Dank für die Aufmerksamkeit.

Heinz Siegenthaler, Rüti b. Büren (PBD). Sie haben es mehrmals gesagt: Initiativen sind Volksrechte. Ich bin klar der Meinung, dass ein Volksrecht ein teures und wertvolles Gut ist; es soll seinen Preis haben. Den Preis beziffere ich mit der Anzahl an zu sammelnden Unterschriften. Ich habe kürzlich zum ersten Mal in meinem Leben geholfen, Unterschriften für eine Initiative zu sammeln. Dies ist kein ganz einfaches Unterfangen. Ich bin stolz darauf, dass wir es geschafft haben. Die Volksrechte dürfen nicht verbilligt und zu einem Verbandsrecht gemacht werden, sodass jedermann und jedefrau ohne Weiteres Unterschriften einreichen kann. Weshalb haben wir die Volksrechte überhaupt? Diese sind als Notbremse vorhanden, wenn die Bevölkerung in ihrer Mehrheit den Eindruck hat, dass das, was Parlament und Regierung tun, entgleist, sodass die Notbremse gezogen werden kann. Heute erlebe ich, dass die Initiative als Wahlinstrument missbraucht wird und dass die Demokratie mit einer Flut von Initiativen ausgehöhlt werden kann. Man kann mit dem dauernden Sammeln von Unterschriften und Einreichen von Initiativen die Bürgerinnen und Bürger an die Urnen holen, sodass sie frustriert sind und nicht mehr abstimmen. Ein Abstimmungskampf kostet jedes Mal viel Geld. Hierfür braucht es Parteien und Leute, die dies finanzieren können. Letztlich können es vielleicht Parteien mit viel Geld und andere Parteien weniger. Man kann das Instrument auch missbrauchen, indem man es billig macht. Ich bitte Sie deshalb, auch das Postulat abzulehnen.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Teilweise bin ich mir vorgekommen, als wäre ich im falschen Film. Man merkt, dass einige tatsächlich noch nie Unterschriften gesammelt haben. Oder sie haben dies – wie Heinz Siegenthaler nach all den Jahren kurz vor dem Eintritt in den Nationalrat – zum ersten Mal gemacht. Insofern empfehle ich Ihnen, etwas mehr auf die Strasse zu gehen, um Unterschriften zu sammeln. Dann werden Sie die Probleme sehen, so auch das in Ziffer 2 aufgegriffene bezüglich der Beglaubigungen. Es gibt tatsächlich Gemeinden, die einem die Unterschriftenbogen zurücksenden mit der Bemerkung, es sei kein Rückantwortumschlag beigelegt worden. Weiter gibt es Gemeinden, die auf die Zuständigkeit einer Nachbargemeinde verweisen. Anstatt die betreffenden Unterschriftenbogen an diese weiterzuleiten, schicken sie sie an die Initianten zurück. Es ist klar: Die Regierungen lieben die Initiativen nicht, da sie lästig und, wie wir gehört haben, aufwendig und teuer sind. Hannes Zaugg, dass die Kosten das Problem sein sollen, ist doch etwas fragwürdig. Natürlich verursacht die Behandlung von Initiativen Arbeit. Wenn sogar die Grünen für die Senkung der Unterschriften oder für eine Vereinfachung sind, ist es doch etwas peinlich. Ich hoffe, dass die Wähler dies entsprechend zur Kenntnis nehmen werden. Ich finde es bedenklich, wenn man sagt, das Volk sei zu müde, zu überanstrengt, oder es möge wegen einer oder zwei Initiativen mehr nicht mehr abstimmen. Die Stärke dieses Landes

besteht eben darin, über alles abstimmen zu können, sogar über die verrücktesten Ideen, sofern man die Unterschriften zusammenbringt. In anderen Ländern wäre die Bevölkerung froh, etwas mehr abstimmen zu können. Deshalb täte etwas mehr Volksnähe allen gut. Aus meiner Sicht gibt es nicht zu viele demokratische Rechte, sondern es kann nicht genug davon geben. Letztlich ist es immer besser, wenn das Volk auf allen Ebenen eingreifen kann. Monika Gyga hat gesagt, die Bürger müssten an die Urne gehen. Nein, sie müssen nicht, sie dürfen an die Urne gehen! Dementsprechend bitte ich Sie nochmals, die Ziffern 1 und 2 zu überweisen. Hannes Zaugg kann ich beruhigen: Mein Ziel war es nicht, insbesondere Ziffer 3 durchzubringen. Im Gegenteil, ich habe Ziffer 3 sogar heikel gefunden, weil es der linken Seite einfach fallen dürfte, 50 Mitglieder zusammenzubringen. Wie gesagt, würde dies schliesslich zu einer Volksabstimmung führen, wogegen man sicher nichts haben kann. Vielleicht wird die Zahl höher sein. Deshalb haben wir den Vorstoss in ein Postulat umgewandelt. Ich bitte Sie, dies so weiterzuführen. Besonders erstaunt bin ich, dass sich vor allem die ganz kleinen Parteien der linken Seite nicht geäussert haben. Vielleicht war der Absender einmal mehr der Falsche.

La présidente. M. Fuchs vous avez fait cela parfaitement. La première fois que vous faites une intervention, je le rappelle, lors d'un débat libre, c'est cinq minutes et la deuxième fois c'est trois minutes. Je le rappelle à tout le monde pour que ce soit clair. Je donne la parole à M. le chancelier.

Christoph Auer, chancelier d'Etat. Der Regierungsrat beantragt Ihnen die Ablehnung dieser Motion in allen drei Punkten. Grossrat Guggisberg und Grossrat Siegenthaler sowie alle, die sich in diesem Sinne geäussert haben, haben aus Sicht der Regierung recht: Die Volksrechte sind etwas Wesentliches und Wertvolles. Dazu müssen wir Sorge tragen. Unser Ziel müsste eine möglichst hohe Stimmbeteiligung bei den Wahlen und Abstimmungen sein. Diesbezüglich sieht der Regierungsrat die Gefahr, dass ein Tiefersetzen der Hürden – und damit eine Zunahme der Abstimmungen – keinen Ausbau der demokratischen Rechte bedeuten, sondern dazu führen würde, dass die Stimmberechtigten mit der Zeit abstimmungsmüde werden. Dies hätte einen weiteren Rückgang der Stimmbeteiligung zur Folge. Der Motionär hat als leuchtendes Beispiel den Kanton Zürich erwähnt und dass sich der Kanton Bern diesen wegen der tiefen Hürden als Vorbild nehmen soll. Am 18. Mai haben im Kanton Bern drei komplizierte kantonale sowie drei eidgenössische Abstimmungen stattgefunden. Der Kanton Zürich hat am gleichen Datum nebst den drei eidgenössischen Abstimmungen sechs kantonale Abstimmungen durchgeführt. In vielen Gemeinden kamen kommunale Abstimmungen hinzu. Stellen Sie sich vor: sechs kantonale, drei eidgenössische sowie kommunale Abstimmungen! Allein die Abstimmungserläuterungen für die Stimmberechtigten bergen die Gefahr eines gewissen Verdrusses in sich, den Umschlag irgendwann beiseite zu legen, weil die Materie zu umfangreich und zu kompliziert ist. Dies kann nicht in unserem Interesse liegen! Deshalb ist der Regierungsrat klar der Meinung, dass ein Tiefersetzen der Hürden nicht richtig ist. Die Gründe wurden genannt. Die Stimmbewölke-

rung hat seit der Einführung der Quoten zugenommen, und durch Socialmedia ist die Unterschriftenbeschaffung einfacher geworden. Weshalb ist der Regierungsrat auch gegen eine Annahme dieses Vorstosses als Postulat? Der Regierungsrat hat seine Haltung klar in seiner Antwort zum Ausdruck gebracht. Aus seiner Sicht gibt es in dieser Frage nichts mehr zu prüfen. Meines Erachtens ist der Regierungsrat auch der falsche Ansprechpartner. Der Verfassungsreform, welche sich mit der Verwesentlichung und der Überprüfung der Volksrechte befasst, liegt eine parlamentarische Initiative zugrunde. Diese wurde bei der SAK deponiert. Wenn Sie den vorliegenden Vorstoss in Postulatsform überweisen und den Regierungsrat mit der Prüfung der Änderung der Unterschriftenzahlen beauftragen, läuft dies parallel zu den Arbeiten betreffend die parlamentarische Initiative. Insofern ist der Regierungsrat der falsche Ansprechpartner. Die SAK kann das Thema natürlich im Rahmen des offen gehaltenen Auftrags der parlamentarischen Initiative ohne Weiteres in die Gesamtprüfung der Volksrechte einschliessen. Den Regierungsrat parallel dazu, mittels Postulat, mit einer Überprüfung zu beauftragen, ist aus dessen Sicht nicht zielführend.

La présidente. Nous passons au vote. Je le rappelle, il s'agit d'un postulat et nous allons voter point par point. Ceux qui acceptent le point 1 de ce postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (adoption du point 1 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet	
Oui	56
Non	86
Abstentions	4

La présidente. Vous avez refusé le point 1 de ce postulat. Nous passons au deuxième point. Ceux qui acceptent le point 2 de ce postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (adoption du point 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet	
Oui	57
Non	84
Abstentions	3

La présidente. Vous avez également refusé le point 2 de ce postulat. Nous passons au troisième point de ce postulat. Ceux qui acceptent le point 3 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (adoption du point 3 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet	
Oui	42

Non	101
Abstentions	3

La présidente. Vous avez également refusé le point 3 de ce postulat.

Affaire 2014.0261

Office des eaux et des déchets (OED). Commune de Kiesen. Transfert de la concession d'eau d'usage no 1 sur la commune de Kiesen (assortie du droit de force hydraulique no 33038)

Annexe 16, ACE 306/2014

La présidente. Je vous prierais de rester assis, de prendre vos oreillettes si vous n'êtes pas très fort en français et de bien écouter, car j'ai des informations importantes à vous donner. Nous prenons congé de M. le chancelier, merci à lui. Nous allons passer à la Direction des travaux publics. J'ai l'espoir que nous n'en aurons pas pour trop longtemps. Première information: pour l'affaire n° 59, il est indiqué dans votre programme que ce sera un débat libre. Ce n'est pas le cas, car il s'agit d'une motion à valeur de directive. C'est donc faux sur votre programme, il s'agit d'un débat réduit. Deuxième information: après la Direction des travaux publics, nous passerons tout de suite à la Direction de la police et ensuite à la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, nous laissons donc tomber la Direction des finances, puis nous passerons à la Direction de l'économie publique et enfin à la Direction de l'instruction publique. Nous continuons ensuite comme indiqué sur le programme, mais sans les finances et sans la loi LPCFam, qui est fixée pour la semaine prochaine, le 11 juin 2014. J'espère que nous allons continuer à avancer assez vite. Je vous explique cela maintenant parce que j'espère que nous arriverons à la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques d'ici demain soir, mais cela dépendra aussi de la façon dont vous travaillerez. Nous saluons Mme la présidente du Conseil-exécutif et nous passons à l'affaire n° 51 «Office des eaux et des déchets (OED). Commune de Kiesen. Transfert de la concession d'eau d'usage n° 1 sur la commune de Kiesen (assortie du droit de force hydraulique no 33038)». Je rappelle que cette affaire est soumise au référendum facultatif en matière de concessions. M. Pfister, le porte-parole de la Commission des finances, a indiqué qu'il ne voulait pas s'exprimer. Est-ce que quelqu'un dans la salle aimerait s'exprimer? – Ce n'est pas le cas, alors nous passons au vote. Ceux qui acceptent cette proposition votent oui et ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption	
Oui	131
Non	0
Abstentions	0

Affaire 2014.0293

Haute école spécialisée bernoise HESB; édification du Campus Biel / Bienne. Crédit d'engagement pluriannuel pour l'étude de projets

Annexe 16, ACE 337/2014

La présidente. Nous passons donc à l'affaire n° 52 «Haute école spécialisée bernoise HESB; édification du Campus Biel/Bienne. Crédit d'engagement pluriannuel pour l'étude de projets». M. Näf a la parole pour la Commission des finances.

Roland Näf, Muri (PS), rapporteur de la Commission des finances. Auch das vorliegende Geschäft war in der Finanzkommission (FiKo) unbestritten. Trotzdem ist es wichtig, etwas dazu zu sagen. Natürlich hoffe ich, dass auch die Fraktionen Stellung nehmen werden. Es dürfte sich um eines der «Herz»-Geschäfte handeln, hinter welchem hoffentlich alle 160 Mitglieder des Grossen Rats stehen. Die Berner Fachhochschule in Biel (BFH) ist wahrscheinlich der Leuchtturm der Berner Wirtschaft und der Berner Bildung der nächsten Jahre. Es ist wichtig, gemeinsam ein starkes Zeichen zu setzen. Sie erinnern sich, dass wir im Jahr 2012 in diesem Saal beschlossen haben, die Standortkonzentration der BFH in Bezug auf Technik, Architektur, Bau und Holz in Biel vorzunehmen. Jetzt liegt der Projektierungskredit vor. Es geht um ein Vorprojekt, also um die Vorbereitung des Ganzen mit einer Totalunternehmerausschreibung. Wichtig ist Folgendes: Bedenken Sie, dass die Berner Unternehmen und vor allem die kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) davon abhängig sind, dass es mit dem Fachhochschulbereich Bildung im Kanton Bern klappt. In Zukunft wird der Campus in Biel in Bezug auf den Innovationspark genauso wichtig sein. Es hat sich eindeutig gezeigt, dass der Innovationspark, welcher für den Kanton Bern eine grosse Chance sein könnte, nur zustande kommt, wenn wir den Campus in Biel bauen. Entsprechend bittet Sie die FiKo, den Kredit möglichst geschlossen zu unterstützen.

Peter Moser, Biel/Bienne (PLR). Die heutige Kreditvorlage hat für uns das Potenzial eines Leuchtturms in der Bildungslandschaft, der zudem über die Kantonsgrenzen hinaus leuchten soll. Mit einem Ja geben wir heute den Startschuss für die Projektierung des Campus in Biel und setzen ein Zeichen für die künftigen Studenten, aber auch ein Zeichen für und an die Wirtschaft. Diese ist dringend auf bestens ausgebildete Fachleute angewiesen und möchte auch gerne zusammen mit der BFH Forschung betreiben. Mit einem klaren Ja senden wir auch ein Zeichen an das Bundesparlament, welches in naher Zukunft über den Standort des Swiss Innovation Park wird entscheiden müssen. Wir haben es nun in der Hand, wie das Signal aussehen soll. Der Swiss Innovation Park kann nur kommen, wenn wir heute klar Ja sagen. Dies heisst aber noch nicht, dass er kommen wird. Dennoch dürfte der Campus in Biel eine Grundvoraussetzung dafür sein, weiter im Rennen zu bleiben. Die Stadt Biel und die Wirtschaft geben mit tatkräftiger Unterstützung seitens des Kantons alles, damit der Entscheid zugunsten von Biel und des Kantons Bern ausfallen wird. Für die Teil-

konzentration auf den Standort Biel hat sich der Grosse Rat in seiner Planungserklärung vom 22. März 2012 ausgesprochen und hat sich damit auch zu Burgdorf bekannt. Zudem haben sich die Bieler Stimmbürger mit der Annahme der Überbauungsordnung an der Urne klar zum Standort Biel bekannt. Biel, die Region und die Wirtschaft sind bereit und unternehmen – wie Sie dem heutigen «Bieler Tagblatt» entnehmen können – alles, damit das Projekt zu einem vollen Erfolg wird. Mit dem Wettbewerb hoffen wir, dass der Spagat zwischen einem architektonischen Leuchtturm einerseits und den knappen Finanzen andererseits gelingen wird. Es wäre jammerschade, wenn für so viel Geld am Schluss ein 08/15-Gebäude erstellt würde. Diesbezüglich erwarten wir mehr. Die Fachleute können uns beweisen, dass dieser Spagat machbar ist. Wer weiss, vielleicht kann auch das Departement Holz der BFH seinen Beitrag leisten. Dieses verfügt über gute Fachleute. Anlässlich der ASP-Spardebatte vom November 2013 hat Mathias Tromp als FiKo-Sprecher gesagt, der Campus Biel könne überhaupt nicht gefährdet sein, wenn man die richtigen Prioritäten setze und dabei in etwas investiere, das eine weitere Entwicklung beinhaltet. (*La présidente demande à l'orateur de conclure.*) Unsere Fraktion setzt die Prioritäten richtig, indem sie klar Ja zu diesem Geschäft sagt.

La présidente. Je rappelle qu'on se trouve dans un débat réduit et que vous n'avez donc que deux minutes.

Jakob Etter, Treiten (PBD). 24,5 Mio. Franken allein für die Projektierung sind ein grosser Brocken, zumal mit diesem Geld noch nichts gebaut wird. Ich darf aber – auch als Teilnehmer im Rahmen der Begleitgruppe des Campus – feststellen, dass die Vorarbeiten sehr weit fortgeschritten sind, die Projektierung gut aufgegleist ist und an die Hand genommen wurde. In der Nähe des Bahnhofs, auf dem sogenannten Feldschlösschen-Areal, steht ein ideales Stück Land zur Verfügung. Vereinbarungen, um das Grundstück im Baurecht zu übernehmen, wurden bereits mit der Stadt Biel getroffen. Das Bieler Stimmvolk hat am 24. November 2013 einer entsprechenden Zonenplanänderung zugestimmt. Dies ist eine wichtige Voraussetzung für den Bau dieses Campus. Auch die Verhandlungen mit Privaten sind, den erhaltenen Auskünften zufolge, weit fortgeschritten, sodass das Projekt eigentlich gut aufgegleist ist. Nicht zuletzt ist der Bau des Campus eine wichtige Voraussetzung für den Innovationspark. Wir haben es gehört: Der Campus ist keine Garantie, aber ohne ihn haben wir gar keine Chance, den Innovationspark zu erhalten. Zum Projekt: Heute sind die Departemente auf zehn verschiedene Standorte aufgeteilt. Insgesamt sind 41 000 Quadratmeter Fläche belegt. Der neue Campus ermöglicht eine Reduktion um ein Viertel der Fläche auf 30 000 Quadratmeter mit dem gleichen oder sogar einem höheren Angebot. Der Kredit von 24,5 Mio. Franken ist absolut gerechtfertigt. Mit einer guten, umfassenden und optimalen Projektierung können Überraschungen, Unvorhergesehenes und Risiken bei der Realisierung – und damit Kreditüberschreitungen – verhindert werden. Wir erhalten so eine hohe Planungssicherheit. (*La présidente rappelle à l'orateur qu'il a deux minutes à disposition.*) Zusätzlich – dies wurde von meinen Vorrednern erwähnt – steht der Campus Biel in Konkurrenz zu den

umliegenden Fachhochschulen. Wenn wir den Bildungsstandort Kanton Bern stärken wollen, müssen wir dem Kredit zustimmen und dem Terminplan Schub verleihen. *(La présidente demande à l'orateur de conclure.)* Die BDP-Fraktion ist klar und einstimmig der Meinung, dass man diesem Kredit zustimmen kann. Ich möchte Sie bitten, dies ebenfalls zu tun.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Ich nehme es vorweg: Die grüne Fraktion unterstützt den vorliegenden Kreditantrag mit Überzeugung. Für uns geht es um weit mehr als nur um eine Standortkonzentration und eine Optimierung von Räumlichkeiten. Für den Kanton Bern bietet der Campus bildungspolitisch grosse Chancen. Wir haben die Möglichkeit, unserem Nachwuchs in den wichtigen Bereichen Architektur und Holzbau eine attraktive Bildungsstätte zur Verfügung zu stellen, welche über den Kanton Bern hinausstrahlen soll. Der Campus soll auch die Attraktivität der BFH erhöhen und mehr Studierenden ermöglichen, diese Studiengebiete zu wählen, was auch vorgesehen ist. Der Campus birgt auch wirtschaftspolitisch eine grosse Chance in sich: Wie wir alle wissen, haben wir in diesem Land einen Fachkräftemangel. Mit dem Campus Biel haben wir die einmalige Gelegenheit, Innovation zu fördern, die Wirtschaft, die KMU, die Industrie und die Unternehmungen im Kanton zu stärken. Dies gilt vor allem auch für die wertschöpfungsstarken Branchen wie Cleantech und Medizinaltechnik. Hinzu kommt folgender wichtiger Aspekt: Vergessen Sie nicht, wie viele Drittmittel über die Forschung akquiriert werden können, die dann in den Kanton Bern fliessen. Weiter ist es eine Chance, ein grosses Bauwerk zu gestalten. Als Grüne haben wir sehr hohe Anforderungen an die energietechnischen Bedingungen dieses Gebäudes. Dass diese vorgesehen sind, nehmen wir mit Freude zur Kenntnis. Wir sind bestrebt, dass nicht nur ein bildungs- und wirtschaftspolitischer, sondern hoffentlich auch ein energiepolitischer Leuchtturm entstehen wird. Die Finanzierung über den Investitionsspitzenfonds halten wir für richtig. Fazit: Die Grünen stimmen diesem Kredit mit Überzeugung zu. Dieses Projekt ist – wie mehrmals erwähnt wurde – ein Leuchtturm. Ich konstatiere erfreut, dass die bildungs- und wirtschaftspolitische Bedeutung dieses Leuchtturms über alle Parteigrenzen hinweg anerkannt und hoffentlich auch von einer sehr grossen Mehrheit unterstützt wird.

Maxime Zuber, Moutier (PSA). Dans la mesure où l'affaire traitée ici concerne directement le paysage de formation et le développement économique du pôle biennois et de sa couronne, et donc également du Jura bernois, la Députation tient à apporter son soutien au crédit d'engagement de 25 millions de francs destiné au financement de l'étude du projet de Campus Biel/Bienne. Bien qu'à cheval sur les bassins d'activité et de recrutement de deux hautes écoles spécialisées, à savoir la HESB d'une part et la Haute école-Arc d'autre part, les députés francophones vous encouragent à libérer ce crédit, d'autant plus volontiers que les directions des deux écoles se sont entendues pour collaborer et compléter leurs offres respectives, plutôt que de se confiner dans une posture de concurrence, qui eût été préjudiciable pour chacune d'elles. La Députation souligne aussi que ce crédit s'inscrit logiquement dans l'application

d'une décision antérieure du Grand Conseil, qui avait opté pour un regroupement des sites de la HESB, notamment à Bienne. Compte tenu de l'importance de ce projet pour la région qu'elle représente, la Députation vous invite à lui donner votre aval.

Sabine Kronenberg, Biel/Bienne (pvl). Im März wurde im Rat der Grundsatzentscheid getroffen, den Campus Technik in Biel anzugehen. Die glp-Fraktion freut sich natürlich über diesen bildungspolitisch sehr positiven Entscheid. Wir sind überzeugt, dass dieser Standort sinnvoll ist, zumal die Stadt Biel eine lange Tradition in der Ausbildung in technischen Berufen sowie eine lange Geschichte entsprechender Unternehmungen und Industrien kennt. Dies führt unseres Erachtens zu einer Stärkung der Konkurrenzfähigkeit der BFH im technischen Bereich. Besonders freut uns, dass in diesem Campus interdisziplinäres Arbeiten angestrebt wird. Wir begrüssen, dass quergedacht wird und ohne Denkverbote neue Herausforderungen angepackt werden. Zudem ist die Verquickung von Wissen und Technologie eng mit den Kernthemen der glp verwandt. Nicht zuletzt ist es im Hinblick auf den Swiss Innovation Park wichtig, jetzt die richtigen Schritte in die Wege zu leiten. In diesem Sinn ist es für unsere Fraktion nur natürlich, dem vorliegenden Kredit zuzustimmen, um dem Geschäft den nötigen Impuls zu geben.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Die SVP hat absolut nichts gegen einen bildungspolitischen Leuchtturm einzuwenden. Insofern werden wir diesem Geschäft klar zustimmen. Einen bildungspolitischen Leuchtturm zu erhalten, ist aus unserer Sicht richtig. Wenn am Rednerpult bereits gefordert wird, es dürfe kein 08/15-Gebäude geben, sondern müsse auch ein architektonischer Leuchtturm sein, gilt es in diesem Zusammenhang unter Berücksichtigung der allenfalls anstehenden archäologischen Gegebenheiten die Kosten jederzeit im Griff zu behalten. Die Aufstellung eines Luxusprojekts ist aus unserer Sicht unnötig. Im Weiteren schliesse ich mich dem Sprecher der FDP-Fraktion an. Er hat ausgeführt, dass auch Burgdorf für den Standort Biel gestimmt hat. Folglich ist Burgdorf entsprechend zu berücksichtigen. Wir werden diesem schönen Projekt klar zustimmen, in der Hoffnung, dass die Kosten jederzeit im Griff behalten werden.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Die EVP unterstützt eine gute Projektierung dieses für den Kanton Bern essenziellen Projekts. Deshalb unterstützen wir den Projektierungskredit vorbehaltlos. Dennoch möchte ich zwei Hinweise zum Projekt machen: Den Unterlagen zufolge sind die Investitionskosten auf 240 Mio. Franken prognostiziert. Wir erachten diesen Betrag als wirkliche Messgrösse. Wie vom Vorredner erwähnt, geht es nicht um ein Luxus-, sondern um ein zweckmässiges Projekt. Die 240 Mio. Franken sind also die Richtschnur, nach welcher wir uns ausrichten wollen. Es handelt sich um viel Geld, und es lohnt sich auch, dieses einzusetzen. Allerdings sollte keine fortlaufende Kostensteigerung stattfinden. Weiter ist es vorgesehen, den Projektierungskredit über den Investitionsspitzenfonds zu finanzieren. Der Restsaldo soll auch für dieses Projekt verwendet werden, was die EVP-Fraktion unterstützt. Wir halten die

Verwendung des Restsaldos aus dem Investitionsspitzenfonds für das hier vorliegende Projekt für richtig.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Ich habe mich vorhin bei der Grossratspräsidentin erkundigt, ob mir auch nur zwei Minuten Redezeit zur Verfügung stehen. Sie hat mir versichert, dass ich etwas länger sprechen darf. Weil es – wie von verschiedenen Rednerinnen und Rednern betont wurde – um ein absolut wichtiges Projekt für den Kanton Bern geht, erlaube ich mir etwas länger als zwei Minuten zu sprechen, aber auch nicht allzu lange. Sie wissen, dass ich dies nie tue. Sie haben sich in der Märzsession 2012 klar für eine erste Standortkonzentration der Berner Fachhochschule (BFH) in Biel ausgesprochen. Sie wissen, dass eine möglichst rasche Umsetzung dieser ersten Konzentrationsphase äusserst wichtig und notwendig ist, damit die BFH im schweizerischen Wettbewerb – und dieser ist hart, sehr verehrte Grossrätinnen und Grossräte – auch in Zukunft bestehen kann. Deshalb haben wir die Vorbereitungsarbeiten dezidiert vorangetrieben und beantragen Ihnen heute den Projektierungskredit für den Neubau des Campus Technik. Zum Projekt kann ich heute noch nicht viel sagen; Näheres wird erst aus dem Projektwettbewerb hervorgehen. Ich möchte aber den von uns vorgesehenen Projektablauf zusammenfassen. Bis zum Ausführungskredit können wir drei Phasen unterscheiden. In der ersten Phase führen wir einen öffentlich ausgeschriebenen Projektwettbewerb nach der SIA-Norm 142 durch. Dieser ist notwendig, weil das Areal, auf welchem der Campus erbaut werden soll, auf einer Zone mit Planungspflicht liegt, einer sogenannten ZPP. Wir müssen also vor der Projektierung ein Planverfahren durchlaufen, wozu uns der Projektwettbewerb dient. In der zweiten Phase werden wir das Planungsteam des Siegerprojekts mit den konkreten Projektierungsarbeiten inklusive Baubewilligungsverfahren beauftragen. Dies ist sehr sinnvoll, weil damit kein Know-how verloren geht. In der dritten Phase wird das beauftragte Projektierungsteam auch die TU-Ausschreibung vorbereiten und durchführen. Damit ermöglichen wir einen sehr effizienten Projektablauf ohne zeitraubende und kostentreibende Unterbrüche. Während der Zeitspanne zwischen dem Abschluss der Projektierung und der Bewilligung des Ausführungskredits können wir rasch vorwärts machen. Die Steuerung der Projektwettbewerbsphase verläuft mit klaren Vorgaben zum gewünschten Projekt. Dieses muss funktional und wirtschaftlich sein. Zudem muss es – und dies ist mir besonders wichtig – die Kosten- und Flächenvorgaben erfüllen. Wir legen bereits in einem sehr frühen Stadium klare Kosten- und Raumlimiten fest. Das Projekt muss ebenso den baulichen und energetischen Standards entsprechen – auch diesbezüglich rechnen wir mit einem Leuchtturm, wie immer im Kanton Bern! Ausserdem prüfen wir, Herr Grossrat Moser, einen Holzbau. Der Neubau für den Campus Technik in Biel stösst in der Öffentlichkeit auf sehr grosses Interesse. Deshalb haben wir sehr früh eine Begleitgruppe eingesetzt. Für uns ist es wichtig, dass dieses Bildungsprojekt breit getragen wird und der nötige Austausch mit den involvierten Kreisen laufenden stattfinden kann. Selbstverständlich ist auch die BFH als zukünftige Nutzerin eng dabei. Noch ein paar Worte zu den Kosten: Wie immer in einer derart frühen Phase eines

Grossprojekts basieren die veranschlagten Kosten auf Erfahrungswerten. Detaillierte Berechnungen liegen heute noch nicht vor. Herr Grossrat Kipfer, wir richten uns nach den 240 Mio. Franken aus. Allerdings kann ich Ihnen nicht garantieren, dass sich die Kosten am Schluss nicht auf 242 Mio. oder auf 245 Mio. Franken belaufen werden. Wir werden diese im Verlauf des Projektierungswettbewerbs detaillieren. Sie haben im vergangenen November Investitionskürzungen beschlossen, weshalb wir nochmals über die Bücher gehen mussten. In der Folge haben wir die Kostenannahmen soweit reduziert, wie wir dies noch verantworten können. Weitere Kürzungen dieses Projektierungskredits wären aus unserer Sicht unseriös. Selbstverständlich werden wir auch bei diesem Projekt alle Möglichkeiten nutzen, um weitere Kosten einzusparen. Ich habe sehr gerne zur Kenntnis genommen, dass das vorliegende Geschäft seitens der Finanzkommission auf breiteste Zustimmung gestossen ist. Ich bitte Sie, den Projektierungskredit zu bewilligen, damit wir so rasch als möglich weitermachen können. Ich bitte Sie – entsprechend dem bereits gefallenem Aufruf –, diesem Projektierungskredit mit Überzeugung zuzustimmen. Es handelt sich, wie erwähnt, um eines der grossen, eminent wichtigen Projekte für den Kanton Bern. Danke.

La présidente. Nous passons tout de suite au vote sur la demande de crédit de 24,5 millions soumis au référendum financier facultatif pour la Haute école spécialisée bernoise HESB. Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 144

Non 0

Abstentions 0

Affaire 2014.0263

Commune d'Innertkirchen. Protection contre les crues de l'Aar à Innertkirchen, phase bleue. Subvention cantonale à l'étude et à la réalisation du projet. Crédit d'engagement pluriannuel

Annexe 16, ACE 307/2014

La présidente. Nous passons donc à l'affaire n°53 «Commune d'Innertkirchen. Protection contre les crues de l'Aar à Innertkirchen, phase bleue. Subvention cantonale à l'étude et à la réalisation du projet. Crédit d'engagement pluriannuel». Je précise que ce crédit est soumis au référendum financier facultatif. Si ce crédit n'est pas contesté, le porte-parole de la Commission des finances M. Pfister s'abstient de prendre la parole. Est-ce que ce crédit est contesté? – Ce n'est pas le cas, nous pouvons donc passer tout de suite au vote. Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 140

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce crédit à l'unanimité.

Affaire 2008.1143

Protection durable contre les crues de l'Aar entre Thoune et Berne, étude du projet « aarewasser » ; 2^e crédit complémentaire au crédit d'engagement pluriannuel

Annexe 16, ACE 317/2014

La présidente. Nous passons à l'affaire n°54 «Protection durable contre les crues de l'Aar entre Thoune et Berne, étude du projet «aarewasser»»; 2^e crédit complémentaire au crédit d'engagement pluriannuel». Je précise que ce crédit est également soumis au référendum financier facultatif. M. Pfister pour la Commission des finances a la parole. Vous ne vous êtes pas annoncé, M. Pfister.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR), rapporteur de la Commission des finances. Wir haben einen Zusatzkredit für das Projekt Hochwasserschutz Aare Thun-Bern «aarewasser» vor uns liegen. Zu diesem Zusatzkredit ist es wegen der Überschreitung des ersten Kredits gekommen. Der Ausschuss BVE der Finanzkommission (FiKo) hat das Geschäft sehr intensiv mit der Verwaltung diskutiert. Die Verwaltung hat ihrerseits offengelegt, dass sie den Fehler wegen eines noch nicht vorhandenen Systems in der Kreditbewirtschaftung nicht frühzeitig bemerkt hat. Frau Regierungsrätin Egger-Jenzer hat dann die Finanzkontrolle mit der Prüfung beauftragt, um festzustellen, wo Fehler passiert sind. Für den Ausschuss BVE und für mich persönlich war es eindrücklich, dass der Fehler nicht auf den Wasserbauingenieur geschoben, sondern gesagt wurde, dass dieser in der Direktion passiert ist. Der Ausschuss hat dies geschätzt. Bei der Beratung des Geschäfts sind wir zum Schluss gekommen, dass der heute vorliegende Kredit von 2,65 Mio. Franken bewilligt werden sollte. Dieser ist zur Weiterführung des Projekts notwendig. Dieses Projekt ist wichtig, zumal es um den Hochwasserschutz geht. Deshalb sollten wir nicht mittendrin aufhören. Bewilligen wir den Kredit nicht, werden die bisherigen Vorgänge gestoppt. Die Notwendigkeit ist gegeben und die Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion (BVE) hat die Massnahmen getroffen, damit das Controlling der Kredite in Zukunft besser gehandhabt werden kann. Zudem wurden die Vorschläge der Finanzkontrolle bereits umgesetzt. Aus diesen Gründen haben die FiKo und ihr Ausschuss die Notwendigkeit erkannt und dem Geschäft mehrheitlich zugestimmt. Deshalb empfehle ich auch Ihnen, dem Zusatzkredit von 2,65 Mio. Franken zuzustimmen. Danke.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Wir haben gehört, dass es sich bei diesem Kreditantrag um ein komplexes Geschäft handelt, zumal es bereits um einen zweiten Zusatzkredit geht. Davon lässt sich ableiten, dass das Geschäft nicht optimal verlaufen ist. Die Planung war mehr als suboptimal. Eine Sonderprüfung der Finanzkontrolle hat Mängel und Unzulänglichkeiten zutage gefördert. Dieser Bericht lag der FiKo vor. Angeblich seien die meisten Verbesserungsvorschläge aus dem Bericht der Finanzkontrolle bereits umgesetzt, und das Projekt werde in Zukunft eng begleitet, sodass derartige Mängel nicht mehr vorkommen sollen. Allerdings soll dieses Projekt bis etwa im Jahr 2040 realisiert sein. Die gesamten Baukosten sollen sich auf zwischen 100 und 140 Mio. Franken belaufen – dies weiss man noch nicht genau. Die BDP-Fraktion hat das Projekt und vor allem auch den damit verbundenen erheblichen Landbedarf eingehend diskutiert. Kulturland, namentlich Fruchtfolgeflächen, muss auch im Rahmen solcher Projekte einen hohen Schutz geniessen. Ich darf daran erinnern, dass wir in wenigen Tagen die «Initiative zum Schutz des Kulturlandes» einreichen werden. Bei solchen Projekten ist vermehrt darauf zu achten, minderwertige Flächen – auch in urbanen Gebieten – zu beanspruchen und nicht immer nur hochwertiges Kulturland. Trotz der unschönen Entwicklung und der zahlreichen Fehler wird eine Mehrheit der BDP-Fraktion dem Zusatzkredit zustimmen. Es wird aber auch ablehnende Stimmen geben. Dies, weil zum Teil der Eindruck besteht, das Projekt sei überrissen, unnötig und vor allem zu wenig ausgewogen. Ich bitte Sie, der Mehrheit der BDP-Fraktion zu folgen und dem Projektierungskredit zuzustimmen.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Wir sprechen hier bereits über einen zweiten Nachkredit für dieses Projekt. Die erheblichen Mängel im Projektcontrolling seitens der BVE und des Tiefbauamts (TBA) geben der SVP zu denken. Es ist erstaunlich, dass gewisse Kreise dies hinnehmen wollen. Das rasche Handeln nach dem Bekanntwerden der Ungereimtheiten ist für uns als logische Folge selbstverständlich und darf sicher nicht zur Beschönigung herangezogen werden. Wir benutzen den Ausdruck «skandalöse Verhältnisse» nicht und rufen auch nicht nach einer Parlamentarischen Untersuchungskommission (PUK), wie es die SP in anderen Zusammenhängen tut. Zwar handelt es sich um ein Generationenprojekt. Dieses wurde aber ohne ein funktionierendes Baukostenmanagement gestartet, und es wurde Geld gebraucht, welches nicht bewilligt wurde. Dies können wir seitens der SVP-Fraktion nicht einfach so hinnehmen. Wenn unsere Fraktion dem vorliegenden Nachkredit mehrheitlich nicht zustimmen wird, so sind dies Proteststimmen und ein Zeichen des Unmuts über den aus unserer Sicht unverhältnismässig hohen unter dem Deckmantel der Renaturierung stattfindenden Verbrauch an Kulturland und Wald. Die SVP stellt das Gesamtprojekt nicht in Frage. Wir fordern aber eine enge Begleitung von der Planung bis hin zur Ausführung durch die neue Bau-, Energie-, Verkehrs- und Raumplanungskommission (BaK). So erwarten wir auch die entsprechenden Rückmeldungen betreffend den Fortschritt und die Kostenentwicklung.

La présidente. Y a-t-il encore un porte-parole de groupe qui aimerait s'exprimer? – Pour les Radicaux M. Flück.

Peter Flück, Unterseen (PLR). Natürlich ist es unschön, wenn in einem solchen Projekt Fehler gemacht werden. Hans-Jörg Pfister hat aber aufgezeigt, dass die Verwaltung und Frau Regierungsrätin Egger-Jenzer die Fehler selber offengelegt und die Finanzkontrolle mit der Prüfung beauftragt haben. Dies halten wir für den richtigen Weg. Wir haben bei der Erteilung des Grundauftrags für die Projektbearbeitung eingehend über den Landverlust diskutiert. Insofern sollte dieser kein Grund mehr sein, um den Nachkredit nicht zu bewilligen, umso mehr, als wir den Landverbrauch inzwischen mit der Überarbeitung des Gesetzes über Gewässerunterhalt und Wasserbau (Wasserbaugesetz, WBG) geregelt haben. Die bisherigen Arbeiten sollen nicht in Frage gestellt werden. Die FDP-Fraktion ist der Meinung, dass dieses Projekt zügig zu Ende geführt und die Planung abgeschlossen werden soll. Aus diesem Grund werden wir dem Antrag der FiKo zustimmen.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Vorab möchte ich den Votanten herzlich für ihre fairen Stimmen danken. Ich will hier nichts schönreden: Wir haben einen Fehler gemacht. Dies hat uns und, wie Sie sich denken können, nicht zuletzt mich geärgert. Wir haben uns sehr intensiv mit der Frage auseinandergesetzt, wie es zu diesem Fehler kommen konnte und wie ein solcher in Zukunft vermieden werden kann. Dieser Frage haben wir uns nicht nur intern angenommen, sondern ich habe sofort die Finanzkontrolle eingeschaltet. Denn für mich war von Anfang an sehr wichtig, dass die Sache von unabhängiger Seite minutiös unter die Lupe genommen wird. Im September habe ich zum ersten Mal von den unbewilligten Ausgaben gehört. Im Dezember lag bereits der ausführliche Sonderprüfungsbericht der Finanzkontrolle vor. Wie in solchen Fällen üblich, schlug die Finanzkontrolle konkrete Massnahmen vor. Eine davon ist der Ihnen heute vorgelegte Zusatzkredit. Zur Umsetzung der anderen Massnahmen haben wir der Finanzkontrolle bereits im Detail Bericht erstattet. Die FiKo ist sowohl über den Inhalt des Prüfungsberichts informiert als auch über den Stand der Umsetzungsarbeiten. Wahrscheinlich fragen Sie sich, wie es passieren kann, dass in einem Projekt unbewilligte Ausgaben getätigt werden. Wie so oft sind verschiedene Gründe zusammengekommen. Der wichtigste ist, dass die Beteiligten die verfügbaren Mittel falsch eingeschätzt hatten, weil sie nur den bewilligten Gesamtkredit im Auge hatten. Sie hatten zu wenig zwischen dem Geld für die Projektierung und jenem für den Landerwerb unterschieden. So gaben sie für die Projektierung mehr aus, als für diesen Teil bewilligt war. Für mich sind in dieser Angelegenheit drei Punkte zentral: Erstens befindet sich das Projekt auf Kurs. Wir werden die Projektierung voraussichtlich noch in diesem Jahr abschliessen können. Zweitens wurden keine unnötigen Ausgaben getätigt. Mehraufwendungen hätten sich auch mit einem anderen Vorgehen nicht vermeiden lassen. Diese waren nicht vorhersehbar; sie sind inhaltlich begründet. Drittens – und dies ist mir ausgesprochen wichtig – haben die projektbeteiligten Wasserbauer nicht aus Unfähigkeit, aus Nachlässigkeit oder aus fehlendem Interesse

falsch gehandelt, im Gegenteil: Der Projektleiter arbeitet sehr, sehr engagiert an diesem Projekt und leistet hervorragende Arbeit. Ein derart grosses und komplexes Projekt verlangt dem Projektleiter alles ab. Dies ist er auch bereit zu geben, was nicht ganz selbstverständlich ist. Das Problem lag weniger bei der Projektleitung als beim Tiefbauamt (TBA). Hierzu muss ich sagen, dass der Fehler nicht bei der Direktion passiert ist, sondern beim internen Kontrollsystem des TBA. Dieses war ungenügend und hatte die Projektleitung viel zu wenig unterstützt. Dies haben wir inzwischen entscheidend verbessert – nicht zuletzt auch mit einem neuen Informatiksystem. Unsere Direktion verfügt nun Gott sei Dank über SAP. Dies erlaubt eine viel bessere Kontrolle. Wir haben aus unseren Fehlern gelernt. Ich kann Ihnen versichern, dass es hier nicht um die viel zitierte Spitze eines Eisbergs geht. Wir haben die Ihnen heute beantragten 2,65 Mio. Franken sorgfältig berechnet. Die Projektierungsarbeiten sind bereits soweit fortgeschritten, dass wir den Umfang der Restarbeiten verlässlich voraussagen können. Wichtig – und auch für Sie wichtig – ist, dass wir von den Zusatzkosten noch Bundesbeiträge werden abziehen können. Der Kanton muss folglich nicht die ganzen 2,65 Mio. Franken bezahlen. Konkret haben wir beim Bund Beiträge von rund 60 Prozent an die gesamten Projektierungskosten beantragt. Sie können 60 Prozent der Kosten abziehen; der Rest muss noch vom Kanton bezahlt werden. Ich bitte Sie, uns bei dieser Kreditkorrektur zu unterstützen und dem Zusatzkredit zuzustimmen. Danke.

La présidente. Nous passons au vote. Je répète qu'il s'agit d'un vote qui est soumis au référendum financier facultatif. Ceux qui acceptent ce crédit supplémentaire de 2,65 millions de francs votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	86
-----	----

Non	37
-----	----

Abstentions	9
-------------	---

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2012.1599

Adaptation de l'arrêté sur l'offre de transports publics pour les périodes d'horaire 2014-2017

Annexe 16, ACE 308/2014

La présidente. Nous passons à l'affaire n°55 «Adaptation de l'arrêté sur l'offre de transports publics pour les périodes d'horaire 2014–2017». M. Näf m'a signalé que si cet arrêté sur l'offre des transports publics n'était pas contesté, il ne prendrait pas la parole. Est-ce contesté? – Ce n'est pas le cas, nous pouvons donc passer directement au vote. Ceux

qui acceptent cet arrêté votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 125

Non 2

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté cet arrêté.

Affaire 2014.0371

N° de l'intervention: 081-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 17.03.2014
 Déposée par: Haas (Berne, PLR)
 (porte-parole)
 Beutler-Hohenberger
 (Gwatt, PEV)
 Jost (Thoune, UDC)
 Krähenbühl (Rubigen, PBD)
 Schwarz (Adelboden, UDF)
 Cosignataires: 0
 Urgence accordée: le 20.03.2014
 N° d'ACE: 617/2014 du 14 mai 2014
 Direction: Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

Élimination du goulet d'étranglement Berne-Wankdorf-Muri (A6): dépôt d'une initiative cantonale

Conformément à l'article 160, alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne adresse l'initiative cantonale suivante à l'Assemblée fédérale :

La Confédération est chargée d'accorder la priorité à l'élimination du goulet d'étranglement Berne-Wankdorf-Muri (A6) et de l'intégrer au module II du programme de suppression des goulets d'étranglement.

Développement :

Tous les jours sur l'autoroute A6 entre Berne-Wankdorf et Muri, des embouteillages bloquent la circulation dans les deux sens. Avec 70 000 véhicules par jour, cette section est l'une des plus fréquentées de Suisse. Ce goulet à l'est de Berne a des répercussions sur le flux du trafic dans un vaste périmètre en direction de l'Oberland bernois et du Valais (touristes, pendulaires). Par ailleurs, les bouchons se répercutent aussi sur la liaison nationale est-ouest. En collaboration avec le canton et la région de Berne ainsi qu'avec les communes concernées, l'Office fédéral des routes (OFROU) a élaboré une solution optimale pour supprimer ce goulet d'étranglement. Tous les participants et participantes ayant fait des compromis de taille durant la phase de planification, la solution proposée est reconnue par les spécialistes et aucune alternative ne lui fait concurrence.

Le projet prévoit d'enterrer une grande partie de l'autoroute entre les jonctions de Wankdorf et de Muri et de construire une troisième voie sur certaines portions. La clé de voûte du projet est le contournement souterrain entre Ostring et Saali. En compensation, l'autoroute existante redeviendrait un axe routier normal. Le projet de contournement souterrain entre Ostring et Saali, pour un montant de 1,5 milliard de francs, permet de résoudre plusieurs problèmes en même temps :

- il supprime efficacement le goulet d'étranglement ;
- il améliore le raccordement de l'Oberland (200 000 habitants et habitantes) et du Valais au réseau de routes nationales ;
- il permet de réparer le paysage urbain et crée du potentiel pour le renouvellement urbain dans l'agglomération bernoise. Le tracé souterrain permet d'épargner des terres cultivables ;
- il réduit la pollution sonore et atmosphérique dans une zone fortement peuplée.

Dans l'ensemble, ce projet est très important pour la mise en œuvre du projet d'agglomération de Berne et le développement économique de toute la Région capitale Suisse. Dans son dernier message, le Conseil fédéral a pourtant baissé le niveau de priorité du projet, d'une manière tout à fait incompréhensible. Dans son « message relatif à l'arrêté fédéral concernant l'allocation des moyens financiers nécessaires pour la deuxième période du programme d'élimination des goulets d'étranglement du réseau des routes nationales » de février 2014, il a décidé de faire passer l'aménagement du tronçon Berne-Wankdorf jusqu'à Muri du 2^e au 3^e module par rapport au premier message de 2009, et ce malgré la résistance du canton de Berne, de la région Berne-Mittelland et des communes concernées. La résolution du problème est donc remise à bien plus tard, et avec elle l'urbanisation durable de la région.

La Confédération est donc chargée de revenir sur cette décision et d'accorder la priorité à la suppression du goulet d'étranglement Berne-Wankdorf-Muri (A6) et de l'intégrer au module II du programme de suppression des goulets d'étranglement.

Réponse du Conseil-exécutif

L'élimination du goulet d'étranglement sur le tronçon de route nationale Berne-Wankdorf – Muri est un projet de très grande importance pour le développement futur de la Région capitale Suisse et donc pour l'ensemble du canton. Du point de vue de la politique relative aux cantons, il est problématique que le Conseil fédéral, dans son programme de suppression des goulets d'étranglement, ne veuille consentir à l'agglomération bernoise qu'une croissance démographique inférieure à la moyenne. En outre, il est choquant que le canton de Berne soit pratiquement exclu jusqu'en 2030 de la répartition des moyens financiers destinés à l'élimination des goulets d'étranglement. Le Conseil-exécutif soutient donc pleinement la demande exprimée dans la motion, à savoir le dépôt auprès de la Confédération d'une initiative cantonale pour que le projet soit traité en priorité.

Le goulet d'étranglement entre Berne-Wankdorf et Muri, tronçon emprunté par plus de 70 000 véhicules par jour, est l'un des plus importants de tout le réseau de routes natio-

nales. Il est quotidiennement, matin et soir, la cause de nombreux embouteillages qui durent des heures, avec tous les effets négatifs que cela entraîne sur l'économie de l'ensemble du canton. Les flux de trafic en provenance et en direction de l'Oberland et du Valais pénalisent fortement l'accessibilité. Ces engorgements jusqu'au nœud du Wankdorf ont en outre des conséquences sur l'axe est-ouest (A1). Par ailleurs, dans les situations de surcharge, le trafic a de plus en plus tendance à être refoulé vers le réseau régional de routes cantonales et communales. Non seulement les riverains et les riveraines en subissent les conséquences mais aussi le trafic cycliste et piétonnier ainsi que les transports publics, qui restent bloqués dans ces nouveaux embouteillages. Cette problématique ne va cesser de s'amplifier compte tenu des prévisions de croissance du trafic.

Il existe un projet d'élimination du goulet d'étranglement largement accepté par les services spécialisés de la Confédération, du canton, de la région et des communes et dont la planification est déjà bien avancée. Ce projet prévoit de faire passer sous terre une grande partie de l'autoroute entre le secteur de Schosshalde et Muri et de transformer l'autoroute actuelle en axe routier urbain à deux voies, une solution efficace pour combattre les embouteillages. Cela permettrait par ailleurs de gommer les erreurs du passé en termes d'urbanisation et, partant, leurs répercussions négatives sur la population et de créer un important potentiel pour le renouvellement urbain souhaité, sans oublier que les terres cultivables seraient préservées de manière optimale.

Le 14 août 2013, dans le cadre de sa prise de position sur le projet mis en consultation concernant le deuxième programme d'élimination des goulets d'étranglement du réseau des routes nationales, le Conseil-exécutif s'est clairement exprimé, avec la région de Berne et les communes concernées, en faveur de l'intégration du projet dans le module II du programme de suppression des goulets d'étranglement. En outre, il s'est à différentes reprises fortement impliqué au niveau fédéral pour ce projet. A cet égard, il est important que, dans le fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA), lequel fait actuellement débat, des moyens suffisants soient mobilisés pour les projets d'élimination du goulet d'étranglement.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption

La présidente. Nous passons à l'affaire n°56, motion de M. Haas «Elimination du goulet d'étranglement Berne-Wankdorf-Muri (A6): dépôt d'une initiative cantonale». Nous passons à un débat libre. M. Haas a la parole.

Adrian Haas, Berne (PLR). Ich hatte das Signal erhalten, dass meine Motion nicht bestritten sei. Nun diskutieren wir doch darüber. Das macht nichts, zumal diese Angelegenheit sehr wichtig ist. Es geht um ein wichtiges Signal an das Bundesparlament, damit dem Projekt Engpassbeseitigung A6 im Murifeld eine bessere Priorität zur Realisierung gegeben wird. Dies aus verschiedenen Gründen, wobei es zwei Hauptgründe gibt. Zum einen möchte man – wenn das Projekt realisiert wird – vor allem aus der Sicht der Stadt Bern eine Stadtreparatur vornehmen. Im entsprechenden Quartier besteht sehr viel Handlungsspielraum. Zum anderen ist

das Projekt auch aus verkehrspolitischer Sicht sinnvoll. Es würde die Überlastung des Strassennetzes beseitigen und hätte Vorteile für den Tourismus im Berner Oberland, aber auch, wie Sie jeden Morgen im Radio hören können, für den ganzen Berufsverkehr, der im Stau stecken bleibt. Insofern erstaunt es nicht, dass es eine Reihe von Mitmotionären gibt, die alle im Aaretal wohnen oder betroffen sind, weil sie aus dem Berner Oberland kommen und dieses Strassenstück nutzen. Wir möchten, wie gesagt, dass die Prioritäten auf nationaler Ebene erhöht werden. Bisher befand sich das Projekt im Modul 3, obwohl es vorher im Modul 2 war. Konkret würde das Projekt wieder in das Modul 2 vorgezogen, mit einem Realisierungszeitpunkt in der Grössenordnung von 2030 anstatt 2040. In der Zwischenzeit wird es vermutlich noch einen sogenannten NAF geben, einen Nationalstrassen- und Agglomerationsverkehrs-Fonds, in den die Module in einer Prioritätenliste integriert werden. Dies nennt sich STEP – Strategisches Entwicklungsprogramm Nationalstrasse. Darin werden alle Projekte aufgeführt. Es ist wichtig, dass der Kanton Druck für sein bedeutungsvolles Projekt ausübt. Möglicherweise werden einzelne Projekte anderer Kantone nicht realisiert, weil sie nicht projektreif sind oder in der Prioritätenliste zurückfallen. Wenn der Kanton Bern die Bedeutung seines Projekts hervorhebt, könnte dies zu einem Nachvorrutschen auf der Prioritätenliste führen. Ein überparteiliches Komitee hat sich als Verein konstituiert. In diesem sind von rechts bis ganz links über die Parteigrenzen hinweg alle vertreten. Um ein wichtiges Zeichen an das Bundesparlament zu senden, wäre ich dankbar, wenn diese Motion auch im Sinne dieses überparteilichen Vereins überwiesen würde. Vielen Dank.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Im Wissen darum, dass wir ziemlich einsam dastehen und wahrscheinlich gleich ein glp-Bashing losgehen wird, wie wirtschaftsfeindlich wir seien, lehnen wir die vorliegende Motion aus inhaltlichen, aber auch aus formalistischen Gründen ab. Es ist nicht nur das fehlende Geld, welches dazu geführt hat, dass das Projekt beim Bund in der Priorität zurückgestuft worden ist – im Gegensatz beispielsweise zum Tram Region Bern oder zum Ausbau des Hauptbahnhofs Bern. Es ist unbestritten, dass auf der A6, in der Gegend des wirtschaftlichen Herzens des Kantons, täglich Staus entstehen, welche für die Wirtschaft schädlich sind. Wenn Sie aus gesundheitlichen Gründen eine Bypass-Operation benötigen, müssen Sie zugleich ihre Lebensweise ändern. Deshalb müssen Sie auch die Gründe für den entstandenen Engpass an Ihrem Herzen aus der Welt schaffen, ansonsten sind Sie bald wieder gleich weit. Die Förderung von Home-Office durch Breitbandzugang bis in abgelegene Gebiete des Oberlands oder des Emmentals oder die steuerliche Entlastung von Firmen, die aktiv Arbeitszeitmodelle fördern, welche die Rushhours entlasten, wären mögliche Massnahmen. Diese stehen hier leider nicht zur Debatte. Zudem spricht folgender formalistische Grund gegen die Motion: Wir müssen langsam aufpassen, uns nicht immer mehr als «Bonsai»-Nationalräte aufzuführen. Es ist lächerlich, wenn man das Gefühl hat, wir könnten als Grossräte mit einer Standesinitiative aus der «Ochsenscheuer» Druck aufsetzen. Erfahrungsgemäss funktioniert dies nur, wenn sich mehrere Kantone orchestriert zusammentun. Um nur einen Hauch einer

Chance zu haben, müsste man die Freiburger und vor allem auch die Walliser mit einer identischen Standesinitiative an Bord holen. Hier geht es vor allem um einen «Augenwischer»-Vorstoss, mit dem Zweck, der eigenen Wählerschaft zu zeigen, dass man sich einsetzt. Dies versuchen wir seitens der glp im Grossen Rat mit Geschäften zu tun, zu welchen wir abschliessend etwas zu sagen haben, und nicht mit solchen, die von Anfang an chancenlos sind. Aus diesen Gründen lehnen wir den vorliegenden Vorstoss ab.

Peter Sommer, Wynigen (PLR). Mein Vorredner hat eben das Thema «Sinn oder Unsinn von Standesinitiativen» angesprochen. Darüber haben wir hier bereits mehrmals diskutiert. Im vorliegenden Fall ist aber eine Standesinitiative wirklich notwendig. Auslöser ist der Beschluss des Bundesrats, welcher das Projekt «Engpassbeseitigung Bern-Muri-Wankdorf» in das nichtfinanzierte Modul 3 zurückgestuft hat. Somit ist eine Realisierung zum heutigen Zeitpunkt nicht mehr gesichert. Wollen wir die Verkehrsprobleme im Osten der Stadt Bern, deren Bestehen unbestritten sein dürfte, mittelfristig einer Lösung zuführen, haben wir keine andere Wahl, als die Standesinitiative zu unterstützen und damit beim Bund Druck auszuüben. Die Stautunden, über welche täglich im Radio berichtet wird, gehen ins Unermessliche und produzieren nebst unnötigen Umweltbelastungen auch einen erheblichen wirtschaftlichen Schaden. Über die Planung oder über technische Details müssen wir an dieser Stelle nicht mehr diskutieren. Wir haben keine andere Alternative als die Bypass-Lösung. Eine blosser Autobahnüberdeckung, über die man in den Medien lesen konnte, löst das Problem bei Weitem nicht. Also haben wir keinen Grund, den Vorstoss abzulehnen. Die Engpassbeseitigung ist nicht nur ein Verkehrs-, sondern auch ein Siedlungsthema. Der Osten der Stadt Bern ist durch die heutige Linienführung der Autobahn stark beeinträchtigt und würde mit der Bypass-Lösung deutlich verbessert. Ein weiterer Faktor ist die Anbindung des Berner Oberlands als einer wichtigen Tourismusregion. Schliesslich müssen wir im politischen Verteilungskampf, den wir im Zusammenhang mit Verkehrsprojekten alle kennen, mit dieser standespolitischen Initiative beim Bund Druck machen. Ansonsten bleibt der Kanton Bern aussen vor. Wir müssen mit unseren Projekten bereit sein. Sobald etwas zurückgestellt wird, werden zuerst diejenigen berücksichtigt, deren Projekte tatsächlich bereit sind. Die FDP wird die Standesinitiative einstimmig unterstützen.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Zuerst zu Ihnen, Adrian Haas. Ich erinnere mich, dass Sie früher im Stadtrat solche von der links-grünen Mehrheit vorgebrachten Vorstösse als «Briefträger-Vorstösse» bezeichnet haben, die nichts bringen, weil man sie irgendwo eingibt und die Sache damit erledigt ist. Ich verfüge zum vorliegenden Thema nicht nur über ein umfangreiches Dossier, sondern könnte sogar von meinen eigenen Erfahrungen berichten, weil ich zehn Jahre an dieser Strasse gewohnt habe. Das möchte ich aber nicht tun. Ich halte einleitend fest, dass die SP-JUSO-PSA-Fraktion dem Geschäft mehrheitlich zustimmen wird, jedoch ein grosser Teil der Fraktion gegen den Vorstoss ist. Deshalb bringe ich Ihnen eine Auflistung von vier Pro- und vier Kontra-Argumenten und schliesse danach mit ein paar

Schlussbemerkungen. Zu den Pros: Auf dem Teilstück besteht ein Verkehrsproblem; die Autos stehen dort teilweise im Stau. Der Engpass muss mit einer solchen Lösung beseitigt werden. Das zweite Pro-Argument ist die Erschliessung des Oberlands und des Kantons Wallis. Dies ist wichtig, um den Kanton Bern wirtschaftlich weiterzubringen. Das dritte Argument ist die aktuelle Situation im Quartier, welches von der Autobahn durchtrennt wird. Für die Anwohner ist dies schlimm. Darüber, wie weit die notwendige Stadtrenovierung gehen soll und ob sie ausreicht, scheiden sich die Geister. Schliesslich zählt auch das finanzielle Argument: Der Kanton Bern wäre dumm, die Bundesgelder nicht abzuholen. Diese würden sonst in einen anderen Kanton fliesen, womöglich nach Zürich. Zu den Kontra-Punkten: Neue Strassen waren noch nie die Lösung für ein Verkehrsproblem. Dies hat auch Hannes Zaugg erwähnt. Mehr Strassen und somit mehr Autos führen zu mehr Staus; der Baregg-tunnel lässt grüssen. Zum zweiten Punkt: Der Bau neuer Strassen ist keine sinnvolle Wirtschaftsförderung. Strassen erzeugen Lärm, Verkehr und mehr externe Kosten; sie sind also ein Argument gegen den Bypass. (*Une scrutatrice signale à l'orateur que personne ne l'écoute.*) Wie? Es hört niemand zu?

Zum dritten Contra-Punkt: Das Problem wird, wie ich aus eigener Erfahrung weiss, nur für kurze Zeit behoben. Man hätte nur morgens für vielleicht anderthalb Stunden einen Stau und dann am Abend wieder. Während der Randzeiten wäre kein Verkehrsproblem vorhanden. So gesehen will man 1,5 bis 2 Mrd. Franken für ein Luxusproblem ausgeben. Die 1,5 Mrd. Franken sind übrigens nicht mit der Teuerung hochgerechnet, sodass sich die Kosten am Schluss doch auf 2 Mrd. Franken belaufen dürften. Ein paar Überlegungen: Eine Stadtrenovierung vorzunehmen, ist auf jeden Fall richtig. Klar ist, dass diese Lösung nicht in 10, sondern in 20 oder 30 Jahren kommen wird, wenn überhaupt. Insofern ergeht eine Aufforderung sowohl an diejenigen, die Ja stimmen, als auch an diejenigen, die Nein stimmen, dass in diesem Quartier weitere Massnahmen nötig sind, um die Probleme bereits heute lösen zu können. Vor diesem Hintergrund dürfte die Einstufung in Modul 2 oder 3 kaum eine grosse Rolle spielen – beides liegt in weiter Ferne. So viel zur Bedeutung der vorliegenden Motion. Zu einem letzten Argument, welches bereits angetönt wurde: Ich prognostiziere, dass die Standesinitiative vom Parlament abgelehnt und chancenlos sein wird. Da seitens des nationalen Parlaments bereits eine Zurückstufung erfolgt ist, ist es, um eine Bestätigung zu erhalten, das Gescheiteste, eine Standesinitiative einzureichen. Dies muss man bedenken, umso mehr als ein abgelehnter Vorstoss für die Lösungsfindung nicht hilfreich ist. Zum Fazit: Man kann Ja oder Nein stimmen. Allerdings werden die Verkehrsprobleme des betroffenen Quartiers damit nicht gelöst. Es bedarf weiterer Massnahmen. Danke für die Aufmerksamkeit.

Raphael Lanz, Thoune (UDC). Die SVP-Fraktion wird dieser Motion einstimmig zustimmen. Wie bereits vom Motionär erwähnt, unterstützt ein politisch breit abgestütztes Komitee dieses Projekt. Dies ist kein Zufall, weil das vorliegende Projekt im Interesse der betroffenen Bevölkerung sowie der Stadt und der Region Bern liegt. Es liegt auch im Interesse des gesamten Kantons inklusive Oberland und nicht zuletzt

im Interesse des ganzen Landes. Ich erinnere an die Anbindung des Wallis oder an die Ost-West-Verbindung. Deshalb gibt es aus unserer Sicht nur Gründe, dieser Motion zuzustimmen. Die SVP-Fraktion wird einstimmig Ja stimmen.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Wir haben eigentlich fast alle Argumente gehört. Wegen der Wichtigkeit dieses Geschäfts äussere ich mich trotzdem. Es ist insbesondere für den Berufsverkehr, aber auch für den Tourismus aus dem Berner Oberland und aus dem Wallis ein wichtiges Anliegen, welches wir mittels Standesinitiative beim Bund deponieren wollen. Es geht nicht, wie vom Kollegen Zaugg angesprochen, darum, Wählerinteressen zu vertreten – dafür sind zu viele verschiedene Parteien im Spiel. Es geht darum, unseren Kanton beim Bund bemerkbar zu machen. Auch beim Bund herrscht ein Verteilungskampf um die eingesetzten Mittel. Deshalb geht es darum, uns in die beste Position zu bringen. Ich bitte Sie deshalb, ein deutliches Zeichen aus dem Grossen Rat in Richtung Bundeshaus zu senden. Die EDU-Fraktion wird dies einstimmig tun.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Die Fraktion der Grünen wird diesem Vorstoss mehrheitlich zustimmen – dies trotz gewisser Vorbehalte, zu welchen bereits Michael Aebersold referiert hat. Dass zusätzlicher Strassenraum in der Regel auch zusätzlichen Verkehr schafft, ist klar. Dies müssen wir uns bei der Diskussion der Engpassbeseitigung bewusst sein. So weit zur einen Seite. Die andere Seite ist unbestritten jene, dass das Gebiet im Osten von Bern wohl in verschiedener Hinsicht dringend einer Stadtreparatur bedarf. Im Zusammenhang mit den Staus war von volkswirtschaftlichen Kosten die Rede. Mit Blick auf das Entwicklungspotenzial dieser Region und des Kantons insgesamt wissen wir, dass wir ein grosses Interesse daran haben, auch in diesem Gebiet der Stadt, das sich für eine bessere, weitergehende Wohnnutzung geradezu aufdrängt, eine bauliche Entwicklung realisieren zu können. Dies setzt voraus, dass eine Stadtreparatur realisiert werden kann. Deshalb sind wir der Meinung, dass der vom Motionär vorgeschlagene Weg zu prüfen ist. Entscheidend für die Realisierung oder für die Unterstützung eines derart konkreten Projekts wird für uns sein, in welchem Ausmass eine effektive Aufwertung jenes Stadtgebiets gelingt. Uns geht es nicht primär um eine zusätzliche Strasse, sondern in erster Linie um die Aufwertung eines sensiblen, wichtigen Gebiets, damit die entsprechenden bisherige Autobahn drastisch rückgebaut werden kann.

Vania Kohli, Berne (PBD). Heute war oft von Leuchttürmen und von Signalen an das Bundesparlament die Rede. Bern ist sowohl als Kanton als auch als Stadt ein Leuchtturm. Das wissen wir. Wir befinden uns im Zentrum der Schweiz, wie das Herz das zentrale Organ eines Körpers ist. Allerdings bin ich nicht der gleichen Meinung wie Hannes Zaugg: Bei einem Herzinfarkt an der Lebensweise etwas zu ändern, ist zu spät. Ich spreche daher eher von einer Herzinsuffizienz. Was mit einem Körper geschieht, wenn jemand unter einer Herzinsuffizienz leidet, ist allen bekannt. Dass sich eine Insuffizienz an dieser zentralen Stelle im Osten der Stadt Bern befindet, ist eine Tatsache. Sie wirkt sich nicht nur auf Stadt und Agglomeration Bern aus, sondern geht weit über den Kanton hinaus. Liebe Kolleginnen und Kolle-

gen, es besteht Handlungsbedarf! Somit komme ich auf die Signalwirkung zu sprechen: Das Projekt wurde auf das Jahr 2040 zurückgestuft. Es ist an uns, den Bund darauf hinzuweisen, dass eine Insuffizienz besteht und dass diese ernst ist. Heute haben wir die Chance, ein starkes Zeichen für unseren Kanton zu setzen. Tun wir es! Tun wir es jetzt! Tun wir es für unseren Kanton! Die BDP-Fraktion stimmt dieser Motion grossmehrheitlich zu. Ich bitte Sie, dies ebenfalls zu tun. Danke für die Aufmerksamkeit.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Die vorliegende Motion zur Einreichung einer Standesinitiative ist, wie bereits erwähnt, seitens der Einreichenden breit abgestützt. Das Gleiche gilt auch für das Anliegen der Engpassbeseitigung, was die Parteienvertretungen sowohl auf regionaler als auch auf nationaler Ebene anbelangt. Hinzu kommt eine sehr breite Unterstützungsfrente an beteiligten Körperschaften des Kantons, von der Regionalkonferenz Bern-Mittelland über die betroffenen Gemeinden bis hin zum Verein Hauptstadtregion Schweiz. Damit will ich Folgendes sagen: Das Anliegen der Engpassbeseitigung ist ein Thema, welches eigentlich allen Parteien zugutekommt. So wird hier nicht nur eine prekäre Verkehrssituation entschärft – also ein Verkehrsproblem angegangen –, sondern auch ein Gewinn für die betroffenen Anwohnerinnen und Anwohner geschaffen. Wie von einem Vorredner erwähnt, befinden sich hier im Ratssaal – auch innerhalb meiner Fraktion – mehrere Betroffene. Diese könnten von einer Lärm- und Abgasreduktion profitieren. Es wird auch eine raumplanerische Richtungsänderung, inklusive Schonung von Kulturland, vorgenommen. Dabei erfinden wir das Rad nicht neu: Das Projekt ist vom Kanton, von den Gemeinden und der Regionalkonferenz Bern-Mittelland gemeinsam mit dem Bundesamt für Strassen (ASTRA) ausgearbeitet worden und liegt hier und jetzt als solider, guter Kompromiss vor. Wir setzen uns dafür ein, dass alle genannten Vorteile bis zum Jahr 2030 zum Gewinn des ganzen Kantons realisiert werden können, indem der Bund die vorgenommene Zurückstufung von Modul 2 in Modul 3 rückgängig machen muss. Die EVP-Fraktion stimmt dem Anliegen der Motionärinnen und Motionäre vollumfänglich zu. Wir freuen uns, dass es für einmal gelungen ist, dass fast alle Fraktionen von links bis rechts zusammengefunden haben und geeint für die Anliegen des Kantons eintreten.

La présidente. J'ai encore deux intervenants à titre individuel. M. Riem, vous avez la parole.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Selbstverständlich unterstütze ich diese Standesinitiative. Das Projekt ist hervorragend; es wäre eine ideale Lösung. Trotzdem erlaube ich mir, mein Unverständnis über den Ausgang aller Projekte zur Engpassbeseitigung im Raum Bern zu thematisieren. Ich ärgere mich nicht über das ASTRA, sondern über unsere Vorstellungen in Bern. Landesweit stehen 5,5 Mrd. Franken zur Engpassbeseitigung zur Verfügung. Die Region Bern geht beinahe leer aus. Einzig der Abschnitt Schönbühl-Wankdorf wird für 200 Mio. Franken ausgebaut, während 5,3 Mrd. Franken in andere Landesteile gehen, wo auch Engpässe vorhanden sind. Sämtliche weiteren Projekte aus der Region sind aus verschiedenen Gründen gescheitert. Ich meine

damit die Engpassbeseitigung beim Felsenau-Viadukt. Diese Lösung wäre sehr günstig, sie ist aber in Bern politisch unerwünscht. Das ASTRA wollte dieses Projekt realisieren; die Regierung und der Grosse Rat haben es abgelehnt. Die favorisierte Bypass-Lösung mit einem monströsen Tunnel vom Grauholz zum Weyermannshaus für 3,8 Mrd. Franken ist eine reine Illusion. Fazit: In Bern-West geschieht im Verlauf der nächsten 20 Jahre nichts Wesentliches. Es muss klar gesagt werden, dass es den halben Anschluss Grauholz trotz Motion und Einsatz von Regierung und Region nicht geben wird. Ich befürchte, dass es dem Projekt im Ostring genauso ergehen wird: Dieses wurde nicht grundlos in der Priorität zurückgestuft: Es beansprucht zu viele Mittel. Ein Projekt zur Engpassbeseitigung soll in erster Linie der Behebung eines Engpasses dienen. Selbstverständlich sollen auch frühere Planungsfehler behoben und die Wohnqualität der Anwohner verbessert und der verdrängte Verkehr der Stadt aufgenommen werden. Zusätzlich sollen auch grosse Überbauungen und eine positive Stadtentwicklung ermöglicht werden. Scheitert dieses Projekt im Ostring, wird die ganze Engpassbeseitigung im Raum Bern zum Fiasko im Sinne von «ausser Spesen nicht viel gewesen». Die Planungsverantwortlichen von Kanton, Region und Stadt müssten sich Vorwürfe gefallen lassen, wonach sie zu viele Wünsche gehabt und das «Fuder überladen» haben. Der Verkehr in der Region würde für Jahrzehnte seinem Stau überlassen. Während des gleichen Zeitabschnitts hat der Grosse Rat das Tram zum Westside eingeweiht und 500 Mio. Franken für ein Tram Ostermundigen–Köniz gesprochen. Zudem wird der Hauptbahnhof Bern für mehr als 800 Mio. Franken in zweiter Etappe umgebaut. Das ist gut so. Es gibt Leute, die sich das Scheitern all dieser Projekte wünschen. Das Resultat der Abstimmung über die Standesinitiative wird zeigen, ob die entsprechenden Fraktionen die Planung der mehrheitlich rot-grünen Exponenten in Kanton, Region und Stadt unterstützen werden. Ich bitte Sie, zumindest dieser Initiative zuzustimmen.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Ich möchte etwas zur viel gelobten Stadtreparatur sagen. Diese wäre wahrscheinlich eine Chance für dieses Projekt gewesen; sie kommt aber wohl nicht zustande. Die SP der Stadt Bern, insbesondere die Sektion Bern-Ost, müsste es eigentlich am besten wissen: Von dieser Seite sagen alle klar Nein zu diesem Projekt. Diese Anlage wird mehr Verkehr produzieren und mit Sicherheit zu einem neuen Ausbau führen, natürlich an anderer Stelle. Die Finanzierung des Bundes weist einen krassen Konstruktionsfehler auf. Der Ausbau wird finanziert, der sinnvolle, eigentlich dazugehörige Rückbau hingegen nicht. Der Rückbau müsste von der Stadt allein getragen werden. Bei den Grössenordnungen, mit denen wir es zu tun haben – Sie müssen sich den Freudenbergplatz einmal ansehen; die Stadt könnte einen Rückbau niemals finanzieren –, liegt das Problem in der Finanzierung. Die ehemalige Autobahn wird dann im Wesentlichen in eine Stadtstrasse umbenannt mit noch zwei anstatt vier Spuren. Der Verkehr wird zu Beginn zwar geringer sein, wie wir es bereits überall im Kanton erlebt haben. Ich bin in Kiesen aufgewachsen. Als die Autobahn gebaut wurde, gab es auf der alten Bern-Thun-Strasse kaum mehr Verkehr. Sehen Sie, wie es heute aussieht: Es gibt noch mehr Verkehr als zu Zeiten des Au-

tobahnbaus. Es funktioniert nicht! Es ist höchste Zeit, aus dem Teufelskreis auszubrechen. Die Investition von Milliarden in einen Ausbau von Autobahnen ist heute auch klimapolitisch ein Wahnsinn. Dennoch ist die Verkehrspolitik heute in der Regel klimapolitikfrei. Anstatt die Zeit mit der Standesinitiative zu verplempern und nie erfüllte Hoffnungen zu schüren, würde man besser zügig Alternativen prüfen. Die Leute, welche im Ostring unter der Autobahn leiden, möchten diesen Zustand nicht jahrzehntelang ertragen, sondern durch Lärmschutzmassnahmen und durch eventuelle Autobahnüberdeckungen eine rasche Lösung erhalten. Diese könnte man im Prinzip herbeiführen. Wenn die Motion überwiesen wird, vergehen aber wieder Jahre, während deren überhaupt nichts läuft – und am Schluss haben wir keine Lösung.

La présidente. M. Haas, aimeriez-vous encore prendre la parole? Ce n'est pas le cas, donc je passe la parole à Mme la conseillère d'Etat Egger-Jenzer.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Verschiedentlich wurde erwähnt, dass es bei dieser Motion darum gehe, ein Zeichen zu setzen. Es geht um ein Zeichen des Grossen Rates, der den Kanton Bern gegenüber dem Bund vertritt; es geht darum zu sagen, dass wir die Engpassbeseitigung benötigen. Die Engpassbeseitigung ist ein Bundesprojekt. Die Zuständigkeit liegt allein beim ASTRA. Somit weise ich auch die Vorwürfe von Herrn Grossrat Riem zurück: Es sind nicht die Kantonsplaner, die Regionsplaner oder die Stadtplaner, die planen, sondern einzig und alleine das ASTRA. Ich bitte Sie, Ihre Vorwürfe beim ASTRA anzubringen und nicht beim Kanton! Das Projekt ist sehr gut. Auf die Gründe komme ich noch zu sprechen. Zudem ist es sehr breit abgestützt. Es ist wichtig, dass Sie Folgendes wissen: Der Bundesrat hat die Dringlichkeit und Wichtigkeit des Projekts ursprünglich für das erste Engpassbeseitigungsprogramm anerkannt. Übrigens gab es bereits im Jahr 2009 ein Engpassbeseitigungsprogramm. Damals beschloss der Bundesrat, besagtes Projekt prioritär zu behandeln. Vier Jahre später sieht plötzlich alles anders aus, das heisst, im Jahr 2013 erfolgte eine Zurückstufung. Herr Grossrat Riem hat natürlich recht, wenn er vermutet, dass die Zurückweisung aus finanziellen Gründen erfolgt ist. Liebe Grossrätinnen und Grossräte, ich gehe davon aus, dass Sie auch ab und zu mit dem Auto über die Autobahn durch die Schweiz fahren. Achten Sie einmal auf die Autobahnlösungen anderer Städte in anderen Kantonen. Ich denke zum Beispiel an Basel und Neuenburg: die Autobahnen verlaufen dort überall unterirdisch. Dies ist in Bern nicht der Fall. Wenn wir als Kanton und Region einer Nichtuntertunnelungs-Lösung zugestimmt hätten – nämlich einer Verbreiterung der Autobahn im Ostring –, wäre die Zurückstufung des Projekts wahrscheinlich nicht erfolgt. Liebe Grossrätinnen und Grossräte, die Autobahn verläuft aber mitten durch ein dicht besiedeltes Gebiet. Eine solche Autobahn gehört doch untertunnelt in den Untergrund! Deshalb setzt sich ein breit abgestütztes Komitee beim Bund dafür ein, dass das jetzt stehende Projekt mit der Tunnellösung realisiert werden kann. Heute quälen sich pro Tag 70 000 Fahrzeuge durch die enge Schlucht im Ostring neben den Wohnblöcken vor-

bei. Insofern ist klar, dass man sich für eine andere Lösung engagieren muss. Diese Chance haben wir nun. Die Engpassbeseitigungsprogramme werden während der laufenden Session im Nationalrat behandelt. Es geht – wie gesagt – um ein Zeichen, und wir hoffen sehr, dass dieses Projekt beschleunigt behandelt werden kann. Wir können doch nicht weitere 26 Jahre zuwarten! In 26 Jahren, liebe Grossrätinnen und Grossräte, wird der Verkehr noch einmal zugenommen haben. Den öffentlichen Verkehr bauen wir zwar laufend aus, sodass ein Weiterausbau bald nicht mehr möglich ist. Ich bitte Sie wirklich, ein deutliches Signal an Bundesbern zu senden, dahingehend, dass wir besagte Lösung benötigen. Danke.

La présidente. Nous passons donc au vote. Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 116

Non 23

Abstentions 11

La présidente. Vous avez accepté cette motion.

Affaire 2013.1424

N° de l'intervention: 291-2013
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 04.11.2013
 Déposée par: Grimm (Berthoud, pvl)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence refusée: le 21.11.2013
 N° d'ACE: 561/2014 du 30 avril 2014
 Direction: Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

Amélioration des transports dans l'Emmental

Le Conseil-exécutif est chargé d'inclure d'autres variantes et réflexions dans la planification des mesures d'amélioration des transports dans l'Emmental, en prenant notamment les dispositions suivantes :

1. Aménagement d'un passage souterrain à la hauteur du Centre hospitalier régional d'Emmental.
2. Aménager partout des arrêts de bus en encoche sur les routes cantonales de la région.
3. Aménager un giratoire au carrefour Löwenkreuzung à Oberburg
4. Aménager un contournement ou un giratoire à la gare de Hasle-Rüegsau
5. Envisager la variante de Tram Région Emmental.

Dans le contexte des quartiers d'habitation qui seront construits dans la région sud de Berthoud et dans le cadre de la transformation du Centre hospitalier régional

de Berthoud CHR en 2014, de nouvelles variantes doivent être étudiées et des aspects nouveaux tels que la desserte du Bas-Emmental par un tram régional qui circulerait sur les rails en place doivent être inclus dans la planification.

Développement

Depuis de nombreuses années, la circulation est très dense sur l'axe de transit entre la sortie de Kirchberg et la gare de Hasle-Rüegsau. A certaines heures, des bouchons et de longues colonnes se forment. Bien que dans Berthoud et alentour, il s'agisse d'un trafic dont le point de départ et la destination est la ville elle-même (donc ce n'est pas du transit en majeure partie), la situation, en particulier la fluidité du trafic doivent être améliorées dans la région de Berthoud-Emmental. Pour des raisons financières et politiques, il n'a pas été possible jusqu'ici de réaliser avec l'acceptation générale une solution globale, rationnelle, utile et financièrement viable pour le trajet décrit ci-dessus et valable tout à la fois pour le trafic lent, les transports public et le transport individuel motorisé. Pour de nombreux riverains, la situation est insupportable. Un pas important vers une amélioration est la réfection de la route qui traverse Berthoud. Ces dix dernières années, plus de 50 immeubles locatifs et d'innombrables maisons individuelles ont été construits dans la région de Berthoud-Sud, et la population a augmenté de plusieurs centaines de personnes. Les travaux de transformation et d'agrandissement du Centre hospitalier régional d'Emmental commenceront au printemps 2014. Cet agrandissement entraînera l'augmentation des transports individuels ces prochaines années. De plus, un quartier d'habitation encore plus grand est en projet à proximité immédiate du centre hospitalier. Ce nouveau quartier contribuera à charger le trafic davantage encore dans la région de Berthoud Sud. Les besoins en transports publics se multiplient très rapidement. Afin de répondre aux besoins et de pouvoir transporter les pendulaires vers le centre de Berthoud tout comme vers Berne-Wankdorf et Berne-City, il faut ménager sur le trajet Berthoud-Hasle-Rüegsau un réseau plus dense d'arrêts des moyens de transport publics. Les bus ont déjà du mal aujourd'hui à assurer les connexions à la gare de Berthoud. Les arrêts ferroviaires d'Oberburg et de Berthoud-Steinhof sont trop éloignés pour pouvoir être rejoints en moins de cinq minutes à pied. Un tram, qui circulerait si possible sur les rails BLS déjà en place, avec des arrêts supplémentaires, notamment au CHR, permettrait de remédier à la situation et les connexions à Berthoud pourraient être assurées. La séparation de la route et du rail devient impérative pour le centre hospitalier, puisque les ambulances sont toujours plus souvent bloquées aux passages à niveau. Si le rail continue d'être développé, cette problématique s'aggraverait encore. Les passages sous voie permettent seuls de régulariser le flux de circulation dans la région de Berthoud Sud. Mais pour que la situation s'améliore dans le Bas-Emmental, il faut des mesures complémentaires à Oberburg (Löwenkreuzung) et à Hasle-Rüegsau, à la gare. Le bus du BLS qui circule actuellement entre Berthoud et Hasle-Rüegsau à la cadence semi-horaire traine souvent derrière lui de longues colonnes. Des arrêts de bus à encoche sur tout ce tronçon permettraient d'améliorer considérablement la fluidité du trafic.

Réponse du Conseil-exécutif

Les problèmes de circulation dans la région de Berthoud, d'Oberburg et de Hasle près Berthoud sont connus depuis longtemps. Il y a quotidiennement de gros embouteillages, en particulier aux heures de pointe. Malgré la bonne qualité de l'offre de transports publics, avec les nouveaux quartiers prévus (densification du milieu bâti) et l'augmentation générale du trafic, la situation continuera à s'aggraver. Selon les prévisions, le trafic individuel motorisé (TIM) devrait augmenter de près de 19 pour cent d'ici à 2030, ce qui représente notamment une augmentation du trafic journalier moyen d'environ 18 000 à 21 200 véhicules pour la route cantonale (axe principal) de Berthoud. Le 5 septembre 2012, le Grand Conseil a approuvé un crédit de 3,6 millions de francs afin que des solutions financièrement viables puissent désormais être développées au plus vite dans le cadre de l'avant-projet.

L'examen d'opportunité (EO) de la desserte de l'Emmental effectué en 2007 propose une solution globale. Elle comprend une série de mesures intermodales, dont certains éléments ont déjà pu être réalisés. En premier lieu, les carrefours « Aebi » et « National » ainsi que le carrefour « Emmental-/ Schachen-/ Kirchbergstrasse » ont été transformés en giratoires pour le trafic individuel motorisé. La réfection de la traversée de la localité actuellement en cours fait également partie des mesures prises. Sur le plan des transports publics, la place de la Gare de Berthoud a été réaménagée, la liaison ferroviaire entre les gares de Berthoud et de Steinhof est passée à deux voies et différentes nouveautés ont été introduites au niveau des lignes de bus (nouvelle liaison régionale de bus entre Berthoud et Kirchberg, augmentation des cadences sur la ligne régionale de bus Hôpital– Berthoud – Kirchberg / Lyssach Bernstrasse et introduction de la ligne de bus urbaine n° 463). Dans le cadre des travaux de réfection de la traversée de Berthoud, différents arrêts de bus ont été ou seront par ailleurs améliorés. Par ailleurs, au cours de ces dernières années, des mesures d'amélioration ont aussi sans cesse été mises en œuvre pour la mobilité douce à l'instar des bandes cyclables, des diverses mesures de protection pour la traversée de l'axe principal de Berthoud et du réseau cyclable circulaire autour du centre de la ville (« Radwegring ») avec sa liaison gare centrale – Meiefeld et la desserte du Schlossguet. En outre, différentes places de stationnement pour vélos ont été réalisées près de la gare centrale de Berthoud et des gares de Steinhof, Lyssach et Hasle-Rüegsau.

Les mesures déjà prises sont toutefois loin de suffire à résoudre le problème de circulation dans la région. C'est pourquoi les travaux de planification du projet de solution générale se poursuivent. Ils incluent la variante de contournement évaluée et les mesures d'accompagnement correspondantes mais de plus, des mesures d'amélioration du réseau routier sans contournement font également l'objet d'études détaillées. Les deux variantes seront comparées et subdivisées, dans la mesure du possible, en étapes et en sous-projets. Ces travaux représentent une importante base de décision pour choisir la meilleure solution à long terme pour la région de Berthoud, d'Oberburg et de Hasle près Berthoud. Parallèlement, les possibilités de financement

seront examinées. A la suite du refus de la Confédération d'intégrer le projet d'origine de bretelle autoroutière de l'Emmental au réseau de routes nationales, il s'agit désormais en priorité de l'intégrer au projet d'agglomération de Berthoud (« transport et urbanisation »), cofinancé par la Confédération.

Dans le cadre du projet les mesures énoncées aux points 1 à 4 de la présente motion sont examinées.

La mesure énumérée au point 5, la variante « Tram Region Emmental », ne fera quant à elle l'objet d'aucun examen, et ce pour les raisons suivantes :

Durant la procédure participative d'élaboration de l'EO intermodale de la desserte de l'Emmental, de nombreuses variantes d'amélioration de la situation ont été abordées et évaluées. Dans le cas des transports publics par exemple, outre les améliorations du système actuel (« RER et bus »), d'autres alternatives de desserte comme une ligne de tram entre Hasle près Berthoud et Kirchberg ont également été étudiées. Pour la variante « Tram », il a été examiné si une cadence de 10 ou même de 7 minutes et demie serait possible sur l'axe Hasle près Berthoud – Berthoud – Kirchberg ou si des tracés alternatifs dans le centre de Berthoud seraient réalisables. Il s'est avéré que cette variante se heurtait à différents obstacles au niveau de la technique et de l'exploitation (croisements avec les voies CFF en gare de Berthoud, etc.). La demande potentielle pour ce mode de transport s'est par ailleurs révélée nettement trop faible. Aussi la variante du tram a-t-elle été rejetée et n'a-t-elle été intégrée ni à la conception régionale des transports et de l'urbanisation (CRTU) actuelle de l'Emmental ni au projet d'agglomération (« transport et urbanisation ») de Berthoud. D'autres variantes d'amélioration de l'offre de transports publics seront encore analysées dans le cadre des travaux de planification en cours pour l'avant-projet de réaménagement du réseau routier de Berthoud – Oberburg – Hasle près Berthoud, la priorité étant donnée aux lignes de bus qui permettent de diminuer les temps de trajet sur les routes cantonales surchargées et de respecter au mieux l'horaire.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Points 1 à 4 : adoption

Point 5 : rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire n°57, motion de M. Grimm, «Amélioration des transports dans l'Emmental». Je vous rappelle que cette motion a cinq points. Du point 1 au point 4, le Conseil-exécutif est prêt à accepter cette motion. Est-ce que la motion est contestée sur les points 1 à 4? Si ce n'est pas le cas, je vous prierai de ne discuter que le point 5. M. Grimm, vous avez la parole.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Ich werde versuchen, mich in meinen Ausführungen auf Ziffer 5 zu beschränken. Ich danke Ihnen für die Annahme der Ziffern 1 bis 4. Mir ist es wichtig, dass diese wirklich verfolgt werden und dass nicht einseitig auf eine Umfahrungsstrasse gesetzt wird. Weiter ist mir wichtig, dass wir hier nicht über die Umfahrungsstrasse sprechen, zumal diese ein ganz anderes Thema ist. Zum Tram: Wenn ich von «Tram» spreche, so meine ich ein Vehikel, welches auf Schienen das Emmental hochfährt, allerdings ohne die genaue Strecke und die Hal-

testellen genannt zu haben. Ich verstehe, dass die Regierung in ihrer Antwort auf die sehr schwierige Realisierung hinweist. Geht man davon aus, dass neue Tramschienen gebaut werden müssten, wäre dies zutreffend. Aber davon spreche ich nicht. Dieses Tram war nicht meine Idee, es wurde bereits vor 20 Jahren aufgebracht, und eine Prüfung fand vor rund 10 Jahren statt. In der Zwischenzeit hat sich einiges verändert: Wie die restliche Schweiz ist auch das Emmental gewachsen. Gerne möchte ich auch etwas für die Wirtschaft tun. Sie sind jeweils erstaunt, wenn ich die Wirtschaft im positiven Sinn erwähne. 85 Prozent des in Burgdorf stattfindenden Verkehrs verursachen wir selber. Dies wurde in diesem Frühjahr erneut bestätigt. Deshalb sollten wir nicht ausgerechnet nur ein Projekt fördern, welches besagte 85 Prozent nicht von der Strasse wegzubringen vermag. Diese Zahlen wurden weder von Mitte- noch grünen oder linken Kreisen genannt, sondern von Fachleuten. Wir sollten den Ansatz verfolgen, die Pendlerinnen und Pendler aus Burgdorf und Umgebung von der Strasse wegzubringen. Mit einem Tram – wie ich es als Arbeitstitel nenne – wäre dies wahrscheinlich möglich. Ich möchte nicht mehr und nicht weniger, als dass man diesen Gedanken nicht vergisst und auch Mut zu anderen Ansätzen hat. Ich bitte Sie wirklich um Ihre Unterstützung. Ich bin bereit, Ziffer 5 in ein Postulat zu wandeln; die Motionsform hätte ohnehin keine Chance. Es wäre schön, wenn Sie mithelfen würden, etwas an Kreativität aufrechtzuerhalten. In Bezug auf die technischen Probleme habe ich folgende Vorstellung: Wir haben die Bahn, welche von X nach Y führt. Wenn die S-Bahnen 44 und 4 nicht fahren, würde im Zwischentakt eine kürzere Komposition mit mehr Haltestellen fahren. Öfter halten zu können, ist zwecks einer besseren Feinverteilung ein Kriterium. Dies ist im Übrigen auch im Sinne des Spitals Region Emmental (RSE). Dieses begrüsst das Projekt sehr, zumal bereits eine neue Wohnüberbauung entsteht. Diese bedarf einer verkehrstechnischen Lösung. Wir können nicht 20, 30 oder 40 Jahre zuwarten und dann keine Lösung haben. Ich weiss, dass das Tram belächelt wird und habe Verständnis dafür. Kreative Ideen sollten zumindest nicht abgeblockt werden. Ich bitte Sie mitzuhelfen, indem Sie Ja zum Postulat sagen. Somit geht die Angelegenheit bei der Baudirektorin nicht vergessen. Vielen Dank.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Im Jahr 2012 hat der Grosse Rat einen Kredit für die Ausarbeitung des Vorprojekts «Zufahrt Emmental» bewilligt. In diesem Zusammenhang wurde ebenfalls ein Antrag der Finanzkommission (FiKo) überwiesen, welcher, gestützt auf den Ist-Zustand der heutigen Zufahrt, zusätzliche Möglichkeiten und Verbesserungen in Planung geben wollte. Dies heisst konkret, dass mit dem Vorprojekt nicht nur die Zufahrtsstrasse Emmental bzw. die Umfahrungsstrasse rund um Burgdorf geplant und projektiert werden soll, sondern ebenso eine «Variante 0+». Dies ist die Variante mit den Verbesserungen gegenüber der momentanen Situation. Im Rahmen der Prüfung werden ebenfalls neue Unterführungen, Busbuchten, Kreisel und weitere nach der heutigen Gesetzgebung durchzusetzende Möglichkeiten geprüft. Der Oberingenieurkreis IV erarbeitet zurzeit die beiden entsprechenden Projekte: eines betreffend die Zufahrtsstrasse und eines betreffend die «Variante 0+». Was die Ziffern 1 bis 4 dieser Mo-

tion anbelangt, so werden diese, wie der Regierungsrat in seiner Antwort festgehalten hat, bereits im Rahmen der Planung vollzogen. Wir werden die Ziffern 1 bis 4 annehmen; ich beantrage aber ihre gleichzeitige Abschreibung, sofern sie als Motion angenommen werden. Die Planungen zeigen klar auf, dass eine Zufahrt rund um Burgdorf in Zukunft dringend Not tut. Das Verkehrsaufkommen in der Agglomeration Burgdorf liegt bereits heute deutlich über der Belastungsgrenze. Ob wir wollen oder nicht – die Verkehrsaufkommen werden sich bis ins Jahr 2030 weiter erhöhen. Es obliegt uns Politikerinnen und Politikern, die nötigen Massnahmen zu ergreifen. Was die A6 anbelangt, haben Sie beim vorangegangenen Vorstoss mit einer grossen Mehrheit ein klares Zeichen an die Adresse von Bundesbern gesandt. Auch für das Emmental ist ein klares Zeichen vonnöten. Mit der «Variante 0+» könnte der zunehmende Verkehr nicht geschluckt werden. Dies ist die Quintessenz aus der von der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion (BVE) durchgeführten Planung. Hingegen zeigt sich, dass mit der Realisierung einer Zufahrt eine klare Entlastung erreicht und somit auch das künftig grösser werdende Verkehrsaufkommen geschluckt werden kann; dies auch zugunsten der Sicherheit von Schulwegen und zugunsten des öffentlichen Verkehrs (öV), der besser wird zirkulieren können. Die Prüfung eines «Trams Region Emmental» wird Verzögerungen nach sich ziehen und die dringende Inangriffnahme des Baus der Zufahrt Emmental um weitere Jahre hinausschieben. Dies will die BDP nicht. Die BDP sieht ein, dass das Emmental dringend einer Verkehrssanierung bedarf. Deshalb lehnt sie Ziffer 5 ab.

La présidente. M. Leuenberger, vous avez annoncé trop tard que vous vouliez classer les points 1 à 4. Je vous rappelle que nous avons dit que les points 1 à 4 n'étaient pas contestés. Je vous prie de bien vouloir vous concentrer sur le point 5.

Reto Müller, Langenthal (PS). Ich versuche mich selbstverständlich nur zu Ziffer 5 zu äussern; die Ziffern 1 bis 4 wurden bereits angenommen. Es ist nicht ganz so einfach. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat zuerst festgestellt, dass wir – wie auch vom Neo-Tesla-Fahrer Samuel Leuenberger anerkannt – ein Problem haben. Wir mussten feststellen, dass der motorisierte Individualverkehr (MiV) im Bereich des effektiv vorhandenen Engpasses auch die Zuverlässigkeit des öV auf der Strasse gefährdet. Die Ziffern 1 bis 4 sind auch der Regierung zufolge nicht bestritten; im Gegenteil: an der Umsetzung dieser Massnahmen wird gearbeitet. Unsere Fraktion führte betreffend die Frage eines möglichen Trams bzw. der Idee eines Trambetriebs auf den bestehenden Schienen der BLS eine undogmatische Diskussion über die Sinnhaftigkeit oder den Grad der Bevorzugung des öV gegenüber jeglichem MiV oder gegenüber des auf der Strasse möglichen öV. Die Frage war, ob wirklich jeder öV auf der Schiene grundsätzlich besser ist als eine öV-Lösung auf der Strasse. Schliesslich kam unsere Fraktion zum Schluss, dass ein Tram aus den im Bericht bereits genannten Gründen nicht weiterverfolgt werden sollte. Dies insbesondere aufgrund der im Bahnhof Burgdorf vorhandenen Inkompatibilität hinsichtlich des Kreuzens der SBB-Gleise und der bestehenden Schienenbreite. Wir haben zur Kennt-

nis genommen, dass die Frage eines «Trams Region Emmental» – möge sie noch so visionär, cool oder medial geeignet sein – im vorliegenden Fall bereits ausreichend geprüft wurde. Wir befürworten die weitere Prüfung dahingehend, ob und inwieweit eine sinnvolle Verdichtung der Taktfrequenzen im Rahmen des BLS-Streckennetzes möglich ist. Diskussionen, ob der Takt auf 7,5 Minuten verdichtet werden kann, sind bereits im Gang. Insofern sind wir der Meinung, dass diese Diskussionen weitergeführt werden sollen, weshalb auf Ziffer 5 weder in Form einer Motion noch als Postulat einzutreten ist. Die Motionsform lehnen wir deutlich ab. In Bezug auf das Postulat wird sich die Fraktion wahrscheinlich mehrheitlich entsprechend verhalten. Danke für Ihre Kenntnisnahme.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Ich erlaube mir trotzdem ein Wort zu den Ziffern 1 bis 4. Als zuständiger Gemeinderat in Burgdorf habe ich Einblick in die aktuellen Arbeiten bezüglich der Ausarbeitung des Vorprojekts, wie wir es im Grossen Rat beschlossen haben. Dies bedeutet eine Verkehrssanierung Burgdorf-Oberburg-Hasle-Rüegsau. Wie ich gesehen habe, werden die in den Ziffern 1 bis 4 gestellten Forderungen bearbeitet, weswegen wir diese überweisen oder abschreiben können. In Ziffer 5 dieser Motion geht es um ein Tram, also um eine öV-Geschichte. Ich wage zu behaupten, dass es sich um ein typisches Geschäft von Mathias Tromp handeln würde. Er würde am Rednerpult sicher aufblühen. Die Debatte über den öV hat in diesem Rat Tradition. Bereits im Jahr 1897 fand im gleichen Gebäude, in einem damals noch etwas anderen Saal, eine Debatte über den öV statt. Dies ist in Band III von Beat Junkers «Tradition und Aufbruch – Geschichte des Kantons Bern» nachzulesen. Ich lese Ihnen die entsprechende Passage vor: «In der Zeit um die Jahrhundertwende entstand im Bernbiet nicht nur die Lötschbergbahn, sondern auch eine Reihe von Linien mit regionaler Bedeutung. Ulrich Dürrenmatt gebrauchte dafür 1897 im Grossen Rat den Vergleich, es sei «[...] an der Zeit, dass das Blut, der neue Saft, der durch das Verkehrsmittel der Eisenbahnen unser volkswirtschaftliches Leben speisen soll, nicht nur in die grossen Adern, sondern auch in die äussersten Haargefässe hinaus geleitet werde.» Ob diese Sätze in Mundart oder in Hochsprache gesprochen wurden, weiss ich nicht. Liest man weiter, geht aus diesem Text hervor, dass im Emmental auch die Lücken zwischen Burgdorf und Thun geschlossen wurden. Im Oberland wurde die Lücke im Jahr 1893 mit der Thunerseebahn geschlossen, sodass die Reisenden nicht zwischen Scherzigen und Därligen vom Schiff umsteigen mussten. Wie man sieht, sind die Eisenbahn und der öV ein Thema, welches den Kanton Bern seit Jahrhunderten beschäftigt. Weiter ist im selben Text Folgendes zu lesen: «Die Eisenbahnen veränderten Alltag und Lebensgefühl des Bürgers. Seine Mobilität stieg und führte ihn aus einer bisher eher statischen Welt in eine Dynamik, die dem beständig-behähigen Wesen widersprach, das man dem Berner zuschreibt.» Ich empfehle Ihnen, in diesem Werk etwas über den Verkehr im Kanton Bern nachzulesen. Ebenfalls zu lesen ist, dass bis Mitte des 19. Jahrhunderts jedes Dorf eine eigene Lokalzeit hatte, was wegen der neuen Fahrpläne zu Problemen führte. Zur Moral dieses kurzen Exkurses in die ÖV-Geschichte des Kantons: (*La présidente agite sa*

cloche.) Es gab immer wieder frühere Generationen, die entgegen dem damaligen Widerstand konservativer, traditioneller Vorstellungen mutige Projekte in Angriff nahmen und weit über ihre Zeit hinausdachten. Die vorliegende Tram-Idee weist Parallelen auf: Sie scheint auf den ersten Blick etwas verrückt zu sein. Im Sinne einer vorausschauenden Haltung, mit einem Blick in die Zukunft, scheint ihre genauere Prüfung durchaus wertvoll zu sein. Es macht Sinn, das Potenzial der vorhandenen Bahnlinien, insbesondere von Linien, zu welchen sich die Autos täglich parallel im Stau befinden, maximal auszuschöpfen. Dies würde zur Entlastung der Strasse führen und damit auch zu einem ökologischen und ökonomischen Gewinn. Natürlich gibt es viele Bedenken. Unsere Fraktion hat diese auch diskutiert. Dies liegt in der Natur nicht alltäglicher Ideen. Dennoch hat die vorliegende Idee eine Prüfung verdient. Die EVP-Fraktion wird deshalb Ziffer 5 als Postulat teilweise zustimmen.

Peter Sommer, Wynigen (PLR). Ich beschränke mich in meinem Votum auf Ziffer 5. Die FDP-Fraktion wird die Ziffern 1 bis 4 annehmen. Ziffer 5, die Idee einer Tramlösung, wurde mit Blick auf das heutige System des S-Bahn- und Busbetriebs bereits geprüft. Der Motionär hat dies selber erwähnt. Die Prüfung zeigte klar, dass diese Lösung zu aufwendig und zu teuer und daher nicht realistisch ist. Zudem bin ich mir nicht sicher, ob es politisch einfach wäre, eine entsprechende Lösung durchzubringen. In der Regel haben es Tramlösungen nicht ganz einfach. Ich bin mit Christoph Grimm dahingehend einig, dass der Fächer geöffnet und möglichst kreativ gedacht und möglichst viele Ideen eingebracht werden sollten. Der Zeitpunkt ist aber nicht mehr der richtige; etliche Abklärungen wurden – wie von den Vorrednern erwähnt – bereits durchgeführt. Wir sollten dieses Projekt nun nicht mehr mit zusätzlichen Auflagen verzögern, sondern sollten vorwärts machen und dafür sorgen, über das Agglomerationsprogramm die Mitfinanzierung des Bundes zu sichern. Dies sollte das nächste Ziel sein und nicht weitere Auflagen, die das Projekt verzögern. Samuel Leuenberger hat es erwähnt: Es eilt, wir können nicht mehr länger warten im Emmental. Die Lösung muss jetzt realisiert werden. Die FDP-Fraktion lehnt deshalb Ziffer 5 sowohl in Motions- als auch in Postulatsform ab.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC). Samuel Leuenberger hat bereits sehr vieles zu den Ziffern 1 bis 4 erwähnt. Dazu muss ich ohnehin nichts mehr sagen. Zu Ziffer 5: Wie ich gehört habe, soll Christoph Grimm bereits einen Namen für die allenfalls zu bauende Bahn haben. In Anlehnung an die «Spanisch-Brötli-Bahn» soll der Name «Käse- und Tigerexpress» oder ähnlich lauten. Spass beiseite. Wir lehnen Ziffer 5 auch in der Postulatsform ab und zwar aus folgenden Gründen: Die Tramlinie wurde bereits vor rund 20 Jahren traktandiert und fand auch damals keine Mehrheit. Wir haben den Eindruck, dass das Ansinnen seitens der Regionalen Verkehrskonferenz Bern-Mittelland (RVKBM) vorgebracht werden sollte. Gestützt auf die Finanzen und auf die schlechte Resonanz der letzten Untersuchungen hat die RVKBM keine Diskussion über die Installation eines Trams geführt. Ein solches Angebot zu erstellen, wäre möglich. Die Nachfrage wäre aber zu gering. Es macht keinen Sinn, ein Postulat zu überweisen und etwas zu prüfen, das von nie-

mandem gewollt wird. Die SVP-Fraktion lehnt Ziffer 5 auch als Postulat ab.

La présidente. Il est midi moins le quart, je vous souhaite bon appétit. La séance est close.

*Les délibérations sur cette affaire sont interrompues.
La séance est levée à 11 heures 45.*

Les rédactrices :
Catherine Graf Lutz (f)
Eva Schmid (d)



Mercredi 4 juin 2014, 13 heures 30 – 16 heures 37

Quatrième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC), présidente du Grand Conseil

Présents : 156 députés. Excusés : Giauque Beat, Schmidhauser Corinne, Schweizer Hans Rudolf, Zumstein Katrin

Affaire 2013.1424

Motion 291-2013 Grimm (Berthoud, pvl) – Amélioration des transports dans l'Emmental

Suite

La présidente. Nous allons voir si nous pouvons commencer. Nous allons contrôler si nous avons le quorum, si nous sommes 80. J'ouvre la séance. Je demande aux membres présents d'appuyer sur la touche. Nous commençons la séance, nous sommes 81. Nous étions à l'affaire n° 57 de M. Grimm. Mme Iannino Gerber, pour Les Verts, a la parole.

Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Auch wenn der Kanton Bern nicht im schweizerischen Durchschnitt wächst, so wächst er doch kontinuierlich, und zwar nur schon deshalb, weil wir Menschen immer älter werden. Deshalb begrüssen die Grünen, dass der zusätzliche Wohnbedarf in urbanen Gebieten realisiert und die innere Verdichtung vorangetrieben wird. Die heutigen Menschen sind sehr mobil: Steigt die Bevölkerungszahl, so steigt auch die Mobilität. Wegen dieses Mobilitätsbedürfnisses ist das heutige Verkehrsproblem in Burgdorf hausgemacht. Nichtsdestotrotz müssen solche Probleme gelöst werden. In diesem Sinn ist es gut, dass die Punkte 1 bis 4 problemlos überwiesen werden konnten. – Ueli Studer, du hast nicht mir ein Zeichen gemacht, ich habe mich ablenken lassen (*hilarité*). – Aber zurück zum Thema: Warum soll die Regierung die Tramvariante, oder wie sie auch immer heissen mag, nun wieder prüfen? Was vor sieben oder zehn Jahren oder noch länger zurück geprüft wurde, kann heute bei veränderter Ausgangslage zu einem ganz andern Resultat führen.

Technische Infrastrukturen verändern sich. Technik verharrt nicht auf ihrem Entwicklungsstand, und schon gar nicht die Bahningenieurtechnik. Deshalb fordert die grüne Fraktion Sie alle auf, die Beförderung von Personen auf der Schiene noch einmal zu prüfen und Punkt 5 als Postulat anzunehmen. Die andern Massnahmen, die bereits eingeleitet wurden, sind durch diese Überprüfung nicht tangiert.

Wer auf der Schiene fährt, befindet sich nicht auf der Strasse. So wird auch der Verkehrsstau gelöst und man kann wieder frei zirkulieren. Davon profitieren alle Verkehrsteil-

nehmer. Deshalb werden die Grünen ebenfalls Punkt 5 als Postulat unterstützen.

La présidente. Pour l'UDF, nous avons M. Tanner. Si quelqu'un veut s'inscrire en tant qu'intervenant individuel, qu'il le dise maintenant.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Die EDU-Fraktion begrüsst, dass die Planung für eine bessere Verkehrserschliessung im Emmental vorangeht. Daher sind wir froh, wenn die Ziffern 1 bis 4 angenommen werden. Ein Tram im Emmental können wir uns aber schlecht vorstellen. Das ist für uns nicht die richtige Lösung. Daher stimmen wir bei Ziffer 5 Nein und auch zu einem Postulat sagen wir Nein.

La présidente. Je n'ai plus d'intervenant individuel, est-ce que le motionnaire aimerait prendre la parole avant ou après Mme la conseillère d'Etat? Après, donc c'est à vous, Mme la conseillère d'Etat.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Ich sage nur ganz kurz etwas zu Ziffer 5. Aus verschiedenen Gründen bitte ich Sie, Ziffer 5 abzulehnen. Grossrätin Iannino sagte vorher, man sollte doch den Schienenverkehr auch im Zusammenhang mit den Arbeiten zur Behebung von Verkehrsproblemen im Emmental noch einmal überprüfen. Ich kann Ihnen versichern, dass wir alles tun, um mehr Verkehr auf die Schienen zu bringen. Das ist ja ohnehin seit Jahren unsere Verkehrspolitik. Aber die Schienen haben irgendwann Kapazitätsgrenzen. Irgendwann können Sie keine weiteren Züge auf die Schienen bringen. Genau dies ist das Problem! Ich habe vorhin gehört, dass man keine weiteren Schienen bauen müsste, sondern dass man einen Zug mit mehr Haltestellen dazwischen schieben könnte. Ich bitte Sie einfach, sich dies einmal bildlich vorzustellen: bei einem Viertelstundentakt oder beim 10-Minuten-Takt, dazwischen noch einen Zug, der dann auch noch an mehreren Haltestellen anhalten sollte! Ich glaube, dazu muss ich nichts Weiteres sagen. Wir prüfen also die Verdichtung des bestehenden Schienenverkehrs: Wenn es geht, möchten wir auf einen 10-Minuten-Takt, in den Stosszeiten vielleicht sogar auf eine 7,5-Minuten-Takt ausbauen. Aber dieser Kapazitätserweiterung sind Grenzen gesetzt, und das muss man einfach einsehen.

Wir haben dies ja schon einmal geprüft, und die Rahmenbedingungen haben sich nicht gross verändert, ausser dass es heute mehr Verkehr gibt. Wenn wir es nun noch einmal prüfen müssten, dann würden Sie, liebe Grossrätinnen und Grossräte, meine Leute aus dem Amt für öffentlichen Verkehr (AÖV) einfach unnötig beschäftigen. Und ich glaube, diese haben anderes zu tun.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Frau Baudirektorin hat vorhin gesagt, wie man es löst. Man verdichtet einfach den Takt. Sie sagte, bis auf 7,5 Minuten ist dies möglich. Ja, ich möchte ja gar nichts anderes. Ich möchte nur, dass man dort weiterdenkt. Wir müssen sicher nicht neue Schienen legen. Es geht darum, dass zwei Züge hinauf- und zwei hinunter fahren. Wenn man die Strecke kennt, weiss man das. Zwischendurch gibt es noch einen dritten Zug und

einen Güterzug. Die Unterführung scheint nun nicht mehr bestritten zu sein. Das ist ein wesentlicher Punkt für die Verdichtung des öV.

Ich habe hier den Prüfbericht des Bundes über das Agglomerationsprogramm Burgdorf, zweite Generation, vom 28. Februar 2014. Ich kann Ihnen sagen: Er ist vernichtend. Grob zusammengefasst legt der Bericht dar, dass ein viel zu grosser Fokus auf die Strasse gerichtet ist und ein zu kleiner auf den öV. Genau dies ist bekanntlich das Problem. Wir fahren auf den alten Schienen. Ich möchte auch auf den alten Schienen fahren, aber dichter. Daher bitte ich Sie: Geben Sie diese Chance, denn das ist genau die Lösung. Es soll nicht ein riesiges Projekt werden. Es soll so sein, dass wir die Idee nicht verlieren und dass wir die Kreativität weiterhin aufrechterhalten. Vielen Dank all denen, die mir beim Postulat helfen. Mit den andern suchen wir dann eine neue Lösung.

La présidente. Nous allons donc passer au vote. Nous avons une motion à 5 points. Du point 1 au point 4, il s'agit d'une motion et le 5e point sera un postulat. Nous allons voter point par point. Ceux qui acceptent le premier point en tant que motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (point 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 97

Non 32

Abstentions 3

La présidente. Vous avez accepté le point 1 de cette motion. Nous passons au point 2. Ceux qui acceptent le point 2 votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (point 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 97

Non 29

Abstentions 9

La présidente. Vous avez accepté le point 2 de cette motion. Nous passons au point 3. Ceux qui acceptent le point 3 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (point 3)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 105

Non 18

Abstentions 10

La présidente. Vous avez accepté le point 3. Nous passons au point 4. Ceux qui acceptent le point 4 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (point 4)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 113

Non 15

Abstentions 6

La présidente. Vous avez accepté le point 4. Nous passons au point 5 qui a été transformé en postulat. Ceux qui acceptent le point 5 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (point 5)

Décision du Grand Conseil :

Rejet du postulat

Oui 28

Non 102

Abstentions 5

La présidente. Vous avez refusé le point 5. Avant de poursuivre, j'aimerais saluer l'ancienne présidente du Grand Conseil 2012/2013, Mme Rufer, qui se trouve sur la tribune du public.

Affaire 2013.1457

N° de l'intervention: 295-2013

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 13.11.2013

Déposée par: pvl/PDC (Grimm, Berthoud)
(porte-parole)

Cosignataires: 0

N° d'ACE: 606/2014 du 7 mai 2014

Direction: Direction des travaux publics,
des transports et de l'énergie

Gestion immobilière du canton

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures suivantes :

1. doter le canton d'un compte immobilier détaillé pour la gestion de ses propriétés immobilières ;
2. centraliser l'achat des moyens d'exploitation tels que l'énergie, les produits de nettoyage etc. ainsi que la conclusion des contrats de maintenance.

Développement

On ne cesse de répéter que le regroupement, ou plus exactement la centralisation des domaines de compétences du canton permettraient de faire des économies. Ce serait le cas notamment de la rénovation du gymnase Strandboden à Bienne.¹

¹ Exposé de Madame Barbara Egger-Jenzer lors de la pose de la première pierre, le 15.10.2013 :

Il y a par exemple la consommation d'énergie. Les coûts de ce bâtiment à cet égard se chiffrent aujourd'hui à près d'un million de francs par année. un million ! C'est dû en particulier à l'enveloppe du bâtiment, qui est mal isolée. En été, il faut faire baisser la température et en hiver, chauffer excessivement. Après la rénovation, Mesdames et Messieurs, les coûts énergétiques baisseront de 80 pour cent. Et personne n'aura plus froid [trad.].

Dans ce dernier contexte, il est question d'économies de 800 000 francs par année en frais d'énergie, ce qui est incroyable !

Cependant, on peut se demander quels faits conduisent à une telle conclusion quand le canton lui-même ne tient pas de compte des charges de ses biens immobiliers. Il est d'une nécessité urgente qu'un tel compte soit introduit le plus rapidement possible. Seul un compte immobilier détaillé permettra au canton de planifier, d'exploiter et de développer son parc immobilier de manière rationnelle. Le canton est propriétaire de quelque 2 500 bâtiments d'une valeur à neuf de plus de 5 milliards de francs. Un compte immobilier qui fasse état aussi bien des charges que du revenu des loyers et du revenu accessoire serait un outil de planification et de pilotage digne de ce nom. Aujourd'hui, chaque Direction ou institution a la possibilité d'acheter tous les moyens d'exploitation tels que l'énergie, les produits de nettoyage etc. auprès de fournisseurs différents. Dès lors, on peut supposer que le prix qu'elles obtiennent n'est pas toujours le meilleur. Le canton doit coordonner l'achat des moyens d'exploitation. De plus, les contrats de service et autres accords de ce type doivent être conclus de manière centrale. La coordination entre les Directions (utilisatrices des différents bâtiments) et l'OIC doit être examinée sans délai et un compte immobilier détaillé être introduit dès que possible.

Réponse du Conseil-exécutif

Dans le cadre du débat sur le budget, le 27 novembre 2013, le Grand Conseil a adopté une déclaration de planification demandant qu'un compte immobilier puisse être établi pour chaque immeuble à partir de 2017. Le Conseil-exécutif est favorable à cette déclaration ainsi qu'à la présente motion.

Les points de la motion appellent les remarques suivantes :

1. Les travaux nécessaires à l'introduction du compte immobilier ont rapidement débuté fin 2013. Le projet en cours prévoit dans un premier temps d'établir un rapport d'analyse préliminaire d'ici fin 2014 qui donnera une vue d'ensemble des systèmes et informations à disposition et fera ressortir les principales pistes possibles. Un concept détaillé sera ensuite élaboré en 2015. Pour qu'un compte immobilier puisse être introduit, il est notamment nécessaire que les services administratifs impliqués puissent bénéficier d'une autonomie partielle en ce qui concerne les débiteurs. Tous les aspects relatifs à la question doivent être réglés de concert avec la Direction des finances, notamment en ce qui concerne l'harmonisation avec le système d'informations financières du canton (FIS) et avec les mesures à définir issues du projet « Audit indépendant de l'informatique ». C'est seulement quand ces conditions seront remplies que la réalisation du projet pourra commencer et que les données pourront être préparées. L'objectif est d'introduire le compte immobilier au 1^{er} janvier 2016.
2. En novembre 2013, le Conseil-exécutif a approuvé la réalisation du projet « Optimisation des achats dans l'administration cantonale » (OB BE). Ce dernier prévoit que l'achat des biens et services soit à l'avenir coordonné notamment par le biais de contrats-cadres. L'OIC centralisera désormais les achats pour les prestations rela-

tives à l'infrastructure des bâtiments comme les services d'entretien et les moyens d'exploitation. Le projet sera mis en œuvre à l'automne 2014.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption

La présidente. Nous passons à l'affaire n° 58 du parti Vert Libéral «Gestion immobilière du canton». Cette motion est acceptée par le Conseil-exécutif. Est-ce que cette motion est contestée? – Oui, elle est contestée. M. Grimm, vous avez donc la parole.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Ich bin erstaunt, dass hierzu überhaupt das Wort verlangt wird. Wenn man 2500 Liegenschaften ohne Liegenschaftsrechnung führt, ist es meines Erachtens klar, dass man irgendeinmal das System ändern muss. Die Regierung will das machen. Das ist voll auf Kurs und es gibt eigentlich weder ein Zurück noch Wenn und Aber. Von verschiedenen Seiten (FIKO, OAK) wurde es verlangt. Ich möchte eigentlich gar nicht mehr weiter diskutieren und gebe das Wort gleich weiter, wahrscheinlich an Peter Studer. Vielen Dank, wenn sie den Vorstoss überweisen, weil seine Forderungen schon im Gang sind.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Die Motion von Herrn Grimm stösst weit offene Türen auf. Der Grosse Rat hat bereits mit einer Planungserklärung etwas sehr Ähnliches verabschiedet. Die BDP-Fraktion empfiehlt daher grossmehrheitlich die Annahme dieser Motion. Erlauben Sie mir aber einige persönliche Anmerkungen. Aus der Sicht eines unter Spardruck stehenden Kantons ist es sicher richtig, dass man möglichst zentral und zusammengefasst im grossen Stil kostengünstig einkauft. Für mich als Bauer und KMU-Mitglied hat das Ganze aber auch einen Wermutstropfen und einen negativen Aspekt. Die zentralen und koordinierten Grosseinkäufe können kleine Anbieter in dezentralen Gebieten meistens nicht berücksichtigen. Negative Beispiele solcher Über-Rationalisierungen gibt es in andern Bereichen. Ich denke da an Grosskunden wie Spitäler. Ein Beispiel ist das Inselspital, welches das Brot nicht mehr von Bäckern aus der Region kauft, sondern von einem Grosslieferanten, am liebsten aus Zürich. Das beanstanden wir Berner Grossräte bekanntlich ebenfalls.

Oder betrachten Sie, wie die Armee bei ihren WK auf dem Land heute in der Bredouille ist. Um zu sparen, kauft sie die Verpflegung zentral bei einem Grossisten ein, während die Gewerbler in den Dörfern leer ausgehen. Das ist heute leider so! Ich kann davon ein Lied singen, denn ich habe vier dienstpflichtige Söhne, die mir solches lebhaft erzählen. So weit zu den negativen Aspekten.

Die Annahme der Motion zielt für die BDP also mehr in Richtung Renovation respektive Energieeinsparung, und dafür braucht es eine detaillierte Liegenschaftsrechnung.

La présidente. M. Knutti, pour l'UDC, a la parole. S'il y a d'autres porte-parole de groupes qui aimeraient s'exprimer, je vous prie de vous inscrire.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Die vorliegende Motion des Kollegen Grimm wird von der SVP nicht etwa bestritten, weil wir die detaillierte Liegenschaftsrechnung

nicht wollen. Wir haben unterschiedliche Auffassung bei Punkt 2 dieser Motion. Die Einführung einer detaillierten Liegenschaftsrechnung, welche die jeweiligen Miet- und Nebenerträge beinhaltet, ist auch für uns ein wichtiges Steuerungselement. Der Grosse Rat hat bekanntlich bereits während der Haushaltsdebatte am 27. November eine Planungserklärung verabschiedet, die verlangt, dass ab 2017 eine Liegenschaftsrechnung erstellt wird. Die SVP-Fraktion unterstützt diesen Punkt einstimmig.

Bei Punkt 2 ist unsere Fraktion gespalten; wir haben uns die Frage gestellt, ob es wirklich zielführend ist, wenn unsere 2500 Liegenschaften einen vorgeschriebenen Anbieter für Betriebsmittel akzeptieren müssen. Der Einkauf unter Berücksichtigung von regionalen Verkaufsstellen, vor allem im ländlichen Raum, ist uns natürlich auch sehr wichtig. Aber auch bei Serviceverträgen ist es für eine Region sehr bedeutsam, dass das Kleingewerbe mitberücksichtigt wird und nicht nur eine zentrale Stelle.

Eine Minderheit unserer Fraktion ist aber auch der Meinung, dass ein koordinierter Einkauf im ganzen Kanton zu Kosteneinsparungen führen wird. Sollte diese Forderung aber angenommen werden, bitten wir den Regierungsrat, eine ausgewogene Anzahl von Anbietern aus dem ganzen Kanton in die Entscheidungsfindung einzubeziehen. Eine Mehrheit unserer Fraktion wird daher diesen Punkt ablehnen, und ich bitte beim vorliegenden Vorstoss um eine punktweise Abstimmung.

La présidente. Vous l'avez entendu, le vote est demandé point par point. Mme Haudenschild, pour Les Verts, vous avez la parole.

Rita Haudenschild, Spiegel (Les Verts). Die grüne Fraktion unterstützt das Anliegen des Motionärs vollumfänglich. Was für die meisten privaten Liegenschaftsbesitzer selbstverständlich ist, nämlich zu wissen, wie hoch die Betriebs- und auch die Nebenkosten sind, sollte für einen solch grossen Liegenschaftsbesitzer wie den Kanton Bern auch eine Selbstverständlichkeit sein. Darum ist ein entsprechendes Vorhaben bereits in der Pipeline. Nur mit einer umfassenden Betriebs- und Energiebuchhaltung kann eine zielführende Werterhaltungsplanung des Liegenschaftsportefeuilles gemacht werden. Nur so kann der Mitteleinsatz über die Jahre hinweg optimal geplant werden. Im Fall des Kantons Bern heisst dies, dass eben auch die Steuergelder gut eingesetzt werden. Gerade die Ziele, die wir in der Energiepolitik haben, können wir nur erreichen, wenn wir wissen, wie viel die Liegenschaften an Energie verschleudern und wann eine Sanierung dringend empfehlenswert und notwendig ist. Die Grünen unterstützen beide Punkte der Motion, selbstverständlich auch den zweiten, bei dem es um die Beschaffung geht.

Ursula Marti, Berne (PS). Auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion befürwortet selbstverständlich die detaillierte Liegenschaftsrechnung. Wir erwarten auch, dass diese ohne Verzug eingeführt wird und dass insbesondere auch das Finanzinformationssystem und die bestehenden Computerprobleme im zentralen System des Kantons möglichst schnell geregelt und auf einen neuen Stand gebracht werden.

Zu Punkt 2: Wir befürworten ganz klar auch die gemeinsamen Beschaffungen, wie sie vorgeschlagen werden. Wir finden es zudem bemerkenswert, dass dies angesichts des Spardrucks bestritten wird und dass dies auch aus den Reihen kommt, die in unserem Parlament einen grossen Spardruck verursacht haben. Denn hier liegt einmal eine Sparmassnahme vor, die doch sinnvoll erscheint. Nun wird sie bestritten, wenn auch offenbar von einer Minderheit. Wir befürworten diese Sparmassnahme und sind zuversichtlich, dass sie von der Verwaltung sinnvoll, regionengerecht und fair umgesetzt wird.

Hans Baumberger, Langenthal (PLR). Auch die FDP-Fraktion unterstützt diese Motion. Vieles ist im Fluss, und es drängt sich hier sicher auch nicht auf, diese Sache bereits abzuschreiben. Ich gehe einmal davon aus, dass die Regierung die Umsetzung eines koordinierten Einkaufs vernünftig machen wird. Das heisst ja nicht, dass bei einem bestimmten Betriebsmittel nur noch einen Lieferanten berücksichtigt werden darf. Wenn man es ein bisschen schlau angeht, kann man einmal ein gewisses Preisniveau mit verschiedenen Unternehmen aushandeln und dann den Leuten regional eine Chance geben, zum Zug zu kommen. Ich rechne fest damit, dass die Regierung dies vernünftig angehen wird. Wir sollten ihr dabei keine Hindernisse in den Weg legen.

La présidente. Y a-t-il encore des porte-parole de groupes? Ce n'est pas le cas. M. Rösti, vous avez la parole en tant qu'intervenant individuel.

Hans Rösti, Kandersteg (UDC). Wir haben von der Bundesverfassung her den Auftrag, die dezentrale Besiedlung zu gewährleisten. Dies können wir nur, wenn wir auch das Gewerbe in den dezentralen Regionen unterstützen. Ich bin klar der Meinung, dass Punkt 1 angenommen werden muss, und aber auch, dass wir Punkt 2 ablehnen müssen. Es kann nicht sein, dass wir einen riesigen Aufwand für Gebrauchsmittel betreiben, seien dies Bleistifte in der Schule, Putzmittel im Gemeindehaus oder für das Regierungsstatthalteramt. Wenn eine Frau dort ein Mittelchen braucht, das ihr ausgegangen ist, dann muss sie es irgendwohin holen gehen. Das kann nicht sein! Wenn es einmal in der grossen Zentrale nichts gibt, muss man eben doch in den örtlichen Laden gehen für eine 5-Liter-Kanne, und dann soll sie der Gewerbler vor Ort an Lager haben. Daher bitte ich Sie, Punkt 2 nicht zuzustimmen. Es kann nicht sein, dass wir einfach unser Gewerbe in den ländlichen Regionen ausbluten. Wenn wir dies irgendwie anders machen könnten, ginge es ja noch. Aber so, wie dieser Punkt formuliert ist, stelle ich mir vor, dass man alle Gebrauchsmittel einfach zentral bestellt. Bei Heizöl beispielsweise geht es um grosse Beträge und wenn man es nicht aus der Region nimmt, fehlt dort der Ertrag. Heizöl ist bezüglich Umweltfreundlichkeit immer genau gleich, egal woher man es bezieht.

Es wird immer gesagt, wir würden den Kanton «zu Tode sparen». Hiermit sparen wir die ländlichen Regionen zu Tode. Lehnen Sie daher bitte diesen Punkt ab! Meine Auffassung ist, dass man zentral bestellt und dann einen Verteilapparat aufbaut, der vermutlich insgesamt mehr kostet, als wir durch das Bestellen grosser Mengen einsparen.

Davor habe ich Angst, und ich bitte Sie daher, Punkt 2 abzulehnen.

Peter Studer, Utzenstorf (PBD). Punkt 1 ist absolut klar: Das ist eine gute Sache. Punkt 2 ist an sich nicht in Frage gestellt, doch wie mein Vorredner habe auch ich gewisse Bedenken dabei. Ich bin in einem Job tätig, in dem auf Bundesebene über 10 000 Verträge bewirtschaftet werden, und wir sind mit der gleichen Problematik konfrontiert. Genau Punkt 2, der jetzt überwiesen werden soll, bereitet uns zunehmend Probleme. Aus den Gründen, die Rösti Hans vorhin aufgezeichnet hat, ist es plötzlich so, dass mit einem Auto irgendwo in der Schweiz herumgefahren wird, um ein bisschen Putzmittel zu verteilen. Das kann es doch einfach nicht sein! Gerade aus ökologischer Sicht, auf die sich die Regierung auch eingeschworen hat, ist es unsinnig, dass 2500 Liegenschaften im Bereich ihrer Betriebsmittel plötzlich zentralisiert werden. Daher bitte auch ich Sie, Punkt 2 abzulehnen, weil es überhaupt keinen Sinn macht, wenn man später in den Randregionen plötzlich nicht einmal mehr kleinere Dinge einkaufen kann.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Ich möchte meine beiden Vorredner unterstützen. Sparen und Geld ist eine Sache, aber darauf zu achten, wen es wie trifft, ist eine andere Sache. Werte Anwesende, vor Kurzem haben wir hier unser Gelübde abgelegt, dass wir für den ganzen Kanton das Beste machen wollen. Dazu gehört einerseits das Sparen, aber andererseits auch, Verantwortung für Menschen zu übernehmen, die im Kanton wohnen und die hier vielleicht nicht unter den besten Bedingungen handeln können.

Ich möchte ein Beispiel aufzeigen: Das Schulmaterial wird bekanntlich oft zentral eingekauft. Es ist in den meisten Schulhäusern vorhanden, vom Kindergarten bis in die Sekundarschule oder 9. Klasse. Aber es gibt auch kleine Gemeinden mit kleinen Schulhäusern, wo das Schulmaterial nicht bis ins Letzte verfügbar ist. Dort kommt eine Lehrerin oder eine Kindergärtnerin plötzlich in die Situation, dass sie einen Bleistift oder ein Blöckli benötigt. In dem Fall ist sie froh, wenn in der Nähe noch eine Papeterie existiert. Eine solche ist dann vielleicht auch ein kleiner Arbeitsplatz im ländlichen Raum.

Lieber Christoph Grimm, Punkt 1 ist kein Problem, aber Punkt 2, Werte Anwesende, sollte man wirklich differenzieren und man sollte ihn wirklich ablehnen. Wie Hans Rösti darlegte, sollen im ländlichen Raum auch kleine Gewerbe ihre Aufgabe noch erfüllen und in öffentlichen Gebäuden Dienstleistungen erbringen können. Ich beantrage Annahme von Punkt 1 und Ablehnung von Punkt 2 in der vorliegenden Form.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Die letzten Vorredner haben mich nun doch noch nach vorn gerufen. Ich bin Betriebswirtschaftler und höre – auch in meiner Tätigkeit als Gemeinderat – immer wieder, die Gemeinden und generell die öffentliche Hand müsse man einfach führen wie ein Unternehmen. Man müsse wirtschaftliche Lösungen suchen und man brauche nicht immer Sonderlösungen. Ich bin aber auch Vertreter einer ländlichen Region und ich habe wirklich «beide Herzen in meiner Brust». Aber wenn ich beachte, was wir in der letzten Budgetdebatte alles diskutiert haben,

Kolleginnen und Kollegen, und was nun die letzten Vorredner sagten, dann tut es mir einfach leid. Dann habe ich nämlich Mühe, auch wenn ich Punkt 2 noch so gerne ablehnen würde. Letzten November wurde hier im Grossen Rat mehrmals gesagt, dass wir den Kanton Bern als Unternehmung führen müssen: wirtschaftlich und effizient. Da müsse man drücken! In dieser Verwaltung habe es gewiss noch Luft drin. Und nun höre ich solches hier vorn! Dann verstehe ich nichts mehr. Ich würde noch so gerne Punkt 2 nicht annehmen. Ich bin auch der Meinung, dass es so kommen wird, wie Sie sagen. Aber wenn wir hier im Grossen Rat den Staat solcherart drücken und auf Effizienz trimmen wollen, dann müssen wir diesen Punkt 2 unterstützen. In diesem Zielkonflikt befinden wir uns nun.

Ich bin auch der Meinung, dass der Staat für alle Regionen sorgen soll. Aber wenn wir unseren Finanzhaushalt effizient führen wollen, wie ein Unternehmen es auch machen muss, dann muss der Staat eben besser werden und weniger Ausgaben haben. Dann müssen wir diesen Punkt 2, liebe Kolleginnen und Kollegen, eben unterstützen.

La présidente. Je n'ai plus d'intervenant. M. Grimm, voulez-vous la parole maintenant? Veuillez inscrire M. Grimm. C'est à vous.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Ich verstehe natürlich diese Ängste. Auch ich will nicht zentralisieren. Darum geht es eigentlich gar nicht! Ich habe mich jetzt hier viel unterhalten und zum Beispiel können wir hier mit einem Einkaufspooling arbeiten. Das heisst, man kauft an einer zentralen Stelle ein und danach wird es über die Regionen verteilt. Die Preise richten sich nach dem Umsatz und so profitiert auch der Kanton.

Zum zweiten Punkt: Wenn ich mit meinem GA in Kandersteg mit dem «Bähnli» hinauffahre, dann erhält auch die Bergbahn Kandersteg einen kleinen Teil davon. Deswegen müssen wir also nicht alles abhängen und das GA plötzlich ungültig machen. Ich denke, das ist sehr spitzfindig. Den Meister Proper, den ich dann noch brauche, um am Wochenende irgendein Lavabo zu putzen, kaufe ich sicher im «Vis-à-vis-Lädeli» um die Ecke ein. Darum geht es nicht.

Beim zweiten Punkt ist dies gar nicht wesentlich. Das Wesentliche sind die Serviceverträge. Dort können wir gewaltig sparen, wenn wir das zentral machen. Dort kann sogar ein örtlicher Gewerbler den Service machen, auch wenn wir die Verträge zentral abschliessen. Bei der Energie ist völlig klar, dass man sie zentral einkaufen sollte. Ich bitte Sie also, springen Sie über Ihren Schatten, denn kein einziges «Lädeli» in Ihrer Region wird hier irgendeinen Franken weniger Umsatz haben. Aber der Kanton wird etwas sparen, und das ist wesentlich. Also nehmen Sie bitte auch den zweiten Punkt der Motion an.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Ich spreche bei diesem Vorstoss nur noch zu Ziffer 2. Hier geht es ja um viel mehr als nur um den Einkauf von Meister Proper oder Ajax glas-klar. Es geht um ein grosses Beschaffungsprojekt OB BE, wie Sie der Antwort zu Ziffer 2 entnehmen können. Es handelt sich um eine Optimierung des öffentlichen Beschaffungswesens. Dieses Projekt läuft unter der Federführung

der Finanzdirektion und wurde vom Regierungsrat im Rahmen der Angebots- und Strukturüberprüfung (ASP) als Sparmassnahme vorgeschlagen. Es wird insbesondere auch von der Finanzkommission unterstützt.

Bei uns in der Direktion ist nur ein ganz kleiner Teil dieses OB BE angesiedelt, nämlich im Amt für Grundstücke und Gebäude (AGG), das zentral die Gebäudeinfrastrukturleistungen beschaffen muss. Hier geht es um Rahmenverträge, welche das AGG abschliesst, statt dass jede Direktion, jede Schule, Gewerbeschule und jeder Polizeiposten dies für sich macht. Dabei geht es um grosse Beträge, liebe Grossrätinnen und Grossräte. Wenn Sie als Grossist einkaufen können, dann ist ja klar, dass Sie weniger bezahlen müssen. Aber die lokalen Unternehmen kommen selbstverständlich auch zum Zug. Beim Heizöl beispielsweise, wird mit einem Unternehmen ein Rahmenvertrag abgeschlossen und die einzelnen Nutzer können dann lokal das Heizöl bestellen, sofern es einen lokalen Vertreter gibt. Oder ein ganz gutes Beispiel ist die Fahrzeugbeschaffung, die nicht bei mir ist, sondern bei der POM. Wenn Sie einfach von jeder Marke irgendein Auto kaufen, dann bezahlen Sie einfach viel mehr, als wenn Sie mit zwei oder drei Marken einen Rahmenvertrag haben und dort zentral die Autos beschaffen können. Was wiederum bei mir ist, sind beispielsweise die Büromöbel. Dort machen wir Rahmenverträge und dort achten wir auch darauf, dass es bernische Unternehmen sind und nicht irgendwelche Unternehmen aus dem Ausland oder aus andern Kantonen.

Wenn nun diese Ziffer 2 abgelehnt würde, dann weiss ich nicht genau, was passieren wird. Denn das ganze OB BE ist ja in Umsetzung: Bei uns ist es bereits eingeführt, ebenso bei der POM. In der Finanzdirektion braucht es meines Wissens noch etwas Zeit, aber sonst läuft es. Wir haben auch Mitarbeiter von uns in die Finanzdirektion verschoben, weil eben nun gewisse Dinge dort zentral beschafft werden. Das ist alles am Laufen und es würde einer Vollbremsung ähneln, wenn wir das Projekt stoppen müssten. Ganz abgesehen davon, dass dadurch sehr viel Geld verloren ginge. Ich bitte Sie daher, die Ziffer 2 anzunehmen.

La présidente. Nous passons au vote de cette motion. Nous votons point par point. Ceux qui acceptent le point 1 de cette motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (point 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	149
Non	0
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté ce point 1 à l'unanimité. Nous passons au point 2. Ceux qui acceptent le point 2 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (point 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	101
Non	41
Abstentions	6

La présidente. Vous avez accepté ce point 2.

Affaire 2013.1503

N° de l'intervention:	307-2013
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	18.11.2013
Déposée par:	PS-JS-PSA (Näf-Piera, Muri) (porte-parole) Bauen (Münsingen, Les Verts) Freiburghaus (Rosshäusern, UDC) Kipfer (Thoune, PEV) Kohler (Steffisbourg, PBD) Schöni-Affolter (Bremgarten, pvl)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	497/2014 du 23 avril 2014
Direction:	Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

Terrains à bâtir propriété du canton: privilégier la cession en droit de superficie

Au lieu de vendre les terrains dont il n'a pas besoin, le canton de Berne les cèdera en règle générale en droit de superficie. La stratégie de désinvestissement du Conseil exécutif sera adaptée en conséquence.

Développement :

Durant les débats parlementaires sur l'affaire « Lorymatte » (session de septembre 2013), la majorité des porte-parole de groupes a déclaré qu'il fallait préférer la cession en droit de superficie à l'aliénation. Certes, vendre un immeuble améliore le bilan à court terme, mais cela ne permet pas d'améliorer durablement la situation financière du canton. La situation est fondamentalement différente avec la cession en droit de superficie. Pendant toute la durée du contrat, le droit de superficie apporte des revenus réguliers et améliore ainsi le compte de fonctionnement. Par ailleurs, le canton peut profiter de la plus-value de l'immeuble à moyen et à long terme en adaptant la rente du droit de superficie.

Autre argument en faveur du droit de superficie : l'évaluation des besoins en terrains est le reflet d'une perspective à court terme. Les générations suivantes pourraient, parce que leurs besoins seront différents ou en raison d'évolutions économiques et démographiques difficiles à prévoir, parvenir à d'autres conclusions et donc avoir besoin de ces immeubles.

Réponse du Conseil-exécutif

Selon l'article 89, alinéa 3 de la Constitution cantonale, les aliénations foncières relèvent de la compétence exclusive du Conseil-exécutif. La présente motion a par conséquent valeur de directive. Dans ce cas de figure, le Conseil-exécutif dispose d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. C'est lui qui décide en dernier ressort.

Le Conseil-exécutif est favorable à la requête formulée dans la motion. En effet, les principes de valorisation du parc immobilier cantonal définis en 2006 prévoient déjà explicitement la cession de terrains en droit de superficie. Cependant, comme l'a montré l'affaire du Viererfeld, il convient de tenir compte des circonstances pour décider s'il faut privilégier la vente ou la cession en droit de superficie. C'est la raison pour laquelle les décisions sont toujours prises au cas par cas, après un examen minutieux de la situation. Alors qu'il ne faut jamais se baser sur la seule perspective du gain à court terme tiré de la vente, les avantages et inconvénients à long terme pour le canton doivent particulièrement être pris en considération. Cette manière de procéder a fait ses preuves et le Conseil-exécutif est favorable à l'adoption de la motion sous forme de postulat en ce sens qu'il continuera d'examiner à l'avenir dans chaque cas la possibilité d'opter pour une cession en droit de superficie.

Pour prendre un exemple concret, le canton offre actuellement une parcelle à bâtir dans la commune d'Ittigen. Cette parcelle est aussi bien mise en vente que proposée en droit de superficie, ce qui permettra de réaliser une comparaison de prix. Le terrain couvre environ 24 000 m², se situe dans une zone à planification obligatoire et se prête à la construction d'un lotissement. Dans ce cas également, il faudra examiner de manière approfondie ce qui, d'une vente ou d'une cession en droit de superficie, s'avère au final le plus judicieux pour le canton.

Il s'agit de la dernière parcelle à bâtir de ce type que le canton possède. Tous les autres terrains cantonaux se trouvent en zones agricoles, doivent servir à la promotion du site où ils se trouvent ou sont nettement moins vastes. Par conséquent, la question de la juste façon de valoriser les terrains dont le canton n'a plus besoin ne se posera à l'avenir plus de la même manière.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons à l'affaire n°59, motion du PS-JS-PSA, «Terrains à bâtir propriété du canton: privilégier la cession en droit de superficie». M. Näf a la parole.

Roland Näf, Muri (PS). Ich erinnere zuerst an die Vorgeschichte dieser Motion, in der es um das Baurecht geht. Wir haben vor einer gewissen Zeit hier im Grossen Rat über einen Verkauf der Lorymatte in Münsingen diskutiert, und beinahe alle Fraktionen waren der Meinung, dass der Kanton solche Grundstücke im Allgemeinen nur noch im Baurecht abgeben sollte. Diese Einigkeit ersehen Sie auch aus der Motion: Fast alle Fraktionen sind vertreten. Offenbar ist dies ein gemeinsames Anliegen. Nun habe ich Verständnis, wenn der Regierungsrat in seiner Antwort schreibt, er wolle

im Prinzip jedes Geschäft einzeln betrachten. Ich glaube das ist unbestritten. Das wollen auch wir.

Interessant ist aber für mich die Frage, weshalb er dann ein Postulat vorschlägt. Der Regierungsrat hat ja viel Verständnis, er sieht unser fraktionsübergreifendes Anliegen, und trotzdem möchte er nur ein Postulat. Da habe ich einfach eine Schwierigkeit und wäre froh, wenn mir anschliessend jemand erklären könnte, was ein Richtlinienpostulat ist. Eine Richtlinienmotion ist klar. Aber nun geht es um ein Richtlinienpostulat: Soll der Regierungsrat etwas prüfen, das er sowieso in eigener Kompetenz entscheiden kann? Da muss man sich schon fragen, wo der Sinn steckt. Aber vielleicht kann mir das jemand erklären.

Warum nun eine Motion? Gegenwärtig ist es so, dass der Regierungsrat vollkommen flexibel ist, wie er Grundstückabtretungen handhaben will: Verkauf oder Baurecht. Was wir wollen, ist vor allem in der Formulierung «in der Regel» zu finden. Wir sind derselben Auffassung wie der Regierungsrat. Er soll prinzipiell nach wie vor die Möglichkeit haben, ein Grundstück zu verkaufen, wenn es Sinn macht. Wir haben das beim Viererfeld gemerkt, als es in das Baurecht der Stadt ging. Dort machte das Sinn. Aber hier ist nun entscheidend, dass der Regierungsrat begründet, wenn er von der Regel abweichen und ein Grundstück wirklich verkaufen will. Beim hier erwähnten Geschäft in Ittigen stehen gegenwärtig sowohl Kauf als auch Baurecht im Raum. Wenn der Regierungsrat nun einen Verkauf anstrebt, dann muss er dies begründen. Das ist der Sinn der vorliegenden Motion.

Nun komme ich noch zu einem zweiten Zweck. Die meisten von Ihnen haben in Ihren Gemeinden Erfahrung mit dem Baurecht. Ein solches ist für die Gemeinden äusserst wichtig. Es ist eine riesige Chance, wenn man mit einem bestimmten Grundstück langfristig etwas unternehmen kann, das vielleicht im Moment nicht vorauszusehen ist. Ich glaube, wenn man hier im Kanton mit dieser Motion für das Baurecht ein Zeichen setzt, dann hat dies auch Einfluss auf die Politik der Gemeinden. Ich bitte Sie, der Motion in diesem Sinne zuzustimmen.

La présidente. Je vous rappelle que nous sommes en débat réduit, vous n'avez donc que deux minutes. M. Kummer, pour l'UDC, vous avez la parole.

Hugo Kummer, Berthoud (UDC). Der Motionär verlangt, man solle Sorge tragen zu unserem Bauland. Man soll das Land nur noch im Baurecht abgeben und nicht mehr verkaufen können. Wir sprechen hier von Tafelsilber, und ich bin der Meinung, dass Tafelsilber auch keine Farbe ist. Nach der letztjährigen Debatte über die Lorymatte im Grossen Rat verstehen wir natürlich die Stossrichtung des Motionärs. Aber sagen muss man hier natürlich auch, dass solche Vorstösse in Bezug auf unsere Bodenpolitik hier im Kanton Bern regelmässig kommen. Klar ist auch, dass der Kanton Land, das er besitzt, nur einmal verkauft. Dann ist es definitiv weg. Man darf aber auch alle Vor- und Nachteile solcher Geschäfte mitberücksichtigen. Wenn jemand hier im Kanton investieren, ein Geschäft eröffnen und etwas bewegen will, stellt sich immer die Frage, ob er auch kommt, wenn das Land nur im Baurecht abgegeben wird, oder nur, wenn er es definitiv kaufen kann. Das sind immer Fragen, die man ganz klar abschätzen muss.

Der Kanton Bern ist nicht mehr im Besitz von sehr grossen Landesreserven. Man kann auch sagen, die Besteckschublade werde langsam leer. Man spricht hier vom Tafelsilber. Der Kanton Bern ist meines Erachtens so weit, dass wir eben nicht mehr Silber brauchen, sondern sogar eher Gold nötig hätten. Land im Baurecht abzugeben, ist ganz klar ein Geschäft. Aber um ein solches Geschäft machen zu können, braucht es Landesreserven. Ich spreche hier aus der Erfahrung von Burgergemeinden. Die Burgergemeinde Bern hat hier sehr grosse Geschäfte, die sie mit einem Baurecht abschliesst. Auch wir in Burgdorf haben eine ganz gute Burgergemeinde. Sie gibt Land nur im Baurecht ab. Aber auch dort muss man unterscheiden. Die Burgergemeinden füllen natürlich ihr Portefeuille und sie haben die Landesreserven. Für mich ist wesentlich, ob man sie hat oder nicht. Wir haben dieses Geschäft in der SVP gründlich diskutiert. Eines ist klar: Wie der Motionär sagt, handelt es sich um eine Richtlinienmotion. Dann muss man hier klar die Vor- und Nachteile dieser Motion sehen. (*La présidente demande à l'orateur de conclure.*) Die SVP ist mehrheitlich dafür, dass man diese Motion so überweisen sollte, wie sie der Motionär formuliert hat.

La présidente. Je vous rappelle que nous sommes en débat réduit et que vous avez deux minutes. M. Hofmann, pour le PS-JS-PSA, vous avez la parole.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion empfiehlt Ihnen, diesen Vorstoss in Form einer Motion zu überweisen. Nachhaltigkeit ist einer der Begriffe, die heute am häufigsten missbraucht werden. Die Stossrichtung der Motion ist in diesem Thema eine Ausnahme. Sie verlangt einen nachhaltigen Umgang mit Bauland, das dem Kanton gehört. Zukünftige Generationen werden für die Überweisung dieser Motion dankbar sein. In speziellen Situationen müssen Ausnahmen möglich sein, wie zum Beispiel beim Verkauf des Viererfeldes an die Stadt. Die Stadt wird dort genau das machen, was der Kanton auch machen würde, nur mit weniger Umständen. Die Stadt wird dieses Land sicher auch nicht verkaufen. Daher ist hier eine Ausnahme gerechtfertigt.

Der Einschub «in der Regel» gewährleistet, dass solche Ausnahmen auch in Zukunft möglich sind. Die Regierung braucht offenbar noch einen Steuerimpuls Richtung Nachhaltigkeit, obschon sie in ihren Richtlinien die Nachhaltigkeit verlangt, wie das Beispiel Ittigen zeigt. Je nach Ausgang eines Preisvergleichs würde sie das Land verkaufen oder eben im Baurecht abgeben. Das wäre nicht nachhaltig, und die Regierung würde ihre eigenen Richtlinien verletzen. Diese Motion hilft also der Regierung, ihre eigenen Richtlinien einzuhalten.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Während der Debatte vom letzten September zum Geschäft der Lorymatte haben wir festgestellt, dass es zumindest eine Versuchung gibt, mit Landverkäufen die kantonale Bilanz aufzubessern. Diese Versuchung wird natürlich mit dem zunehmenden Finanzdruck auch grösser. Die EVP stellt fest, dass heute keine Bremse oder kein Schutzmechanismus gegen diese Versuchung existiert. Der Regierungsrat entscheidet in eigener Kompetenz über Grundstückverkäufe. Seit letztem Septem-

ber haben wir weitere Diskussionen geführt zur Frage, ob Baurecht oder Verkauf sinnvoll seien. Ich erinnere auch an die Diskussion zum Viererfeld, die wir im Grossen Rat geführt haben.

Noch wichtiger erscheint mir allerdings in dieser Frage die parlamentarische Initiative, die wir im letzten November angenommen haben. Durch eine Änderung der Kantonsverfassung soll die Mitwirkung des Parlaments bei den Desinvestitionen verstärkt werden. Genau hier muss aus Sicht der EVP der Hebel angesetzt werden und eine Bremse oder Schutz gegen unnötigen Verkauf oder Verkäufen zur Unzeit eingeführt werden. Baurecht soll nicht nur eine mögliche Variante sein, sondern grundsätzlich erste Priorität haben. Damit dieses Vorhaben auf gute Art in die Verfassungsänderung eingefügt werden kann, begrüsst die EVP diesen Vorstoss als Postulat. Wenn wir nämlich nachher Artikel 89 in der Kantonsverfassung geändert haben, hat die Regierung eine andere Handlungsanweisung und kann ihre Desinvestitionsstrategie überprüfen. Genau dort macht dann ein Richtlinienpostulat Sinn. Wir begrüssen und unterstützen dieses Postulat.

Ulrich Stähli, Gassel (PBD). Ich nehme es vorweg: Die BDP ist mehrheitlich für eine Annahme als Postulat. Für eine Motion ist nur eine Stimme zu haben. Eine Motion ist für uns zu verbindlich. Wir sind der Meinung, dass der Regierungsrat Spielraum haben, von Fall zu Fall entscheiden und die beste und geeignetste Lösung wählen soll. Ich bin erstaunt über den Zickzackkurs von Herrn Näf. Beim Viererfeld hat Grossrat Kohler die Abgabe im Baurecht, doch Roland Näf war dagegen. Er sagte, dass prinzipiell Gemeinden und nicht der Kanton Land im Baurecht abgeben sollen. Und nun zitiere ich noch Herrn Näf aus dem damaligen Protokoll: «Das ist ganz klar auch in anderen Geschäften wohl der beste Weg, um das Baurecht sinnvoll umzusetzen. Daher bitte ich Sie, lehnen Sie die Motion ab.» Und nun – vier Monate später – wählt er selbst die starre Form der Motion und engt damit den Spielraum des Regierungsrats ein. Er fügt zwar noch den Passus «in der Regel» ein, doch solche «In der Regel»-Formulierungen sind in der Regel nicht tauglich, und daher hätte man sich diese Motion gleich sparen können.

Wir wollen, dass bei den wenigen gut gelegenen Parzellen, die dem Kanton noch verblieben sind, nach sorgfältiger Prüfung sowohl eine Abgabe im Baurecht als auch ein Verkauf möglich ist. Darum wollen wir ein Postulat als Absichtserklärung.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Wie wir nun mehrfach gehört haben, sind Grundstücke und Liegenschaften in aller Regel gute und langfristig beständige Werte. Es ist also sinnvoll, solche Werte im Portfolio des Kantons Bern zu behalten. Wir nehmen zur Kenntnis, dass auch der Regierungsrat grundsätzlich dieser Meinung ist. Insofern sind wir von der Antwort der Regierung auch zufriedengestellt. Natürlich kann es ab und zu eine Ausnahme geben, bei der ein Baurecht vielleicht nicht sinnvoll ist. Genau deshalb heisst es in der Motion, Grundstücke seien «in der Regel» im Baurecht abzugeben. Auch das haben wir schon mehrmals gehört. So weit wäre es also klar. Es gibt keinen absoluten Zwang, aber es besteht eine klare Meinungsäusse-

zung und der klare Auftrag, dass der Kanton Grundstücke eben grundsätzlich nur im Baurecht abgibt.

Etwas unklar und schwammig war ein Teil der Antwort. Es ist etwas unklar, welche Kriterien überhaupt gelten sollen, wenn man im konkreten Fall Verkauf oder Abgabe im Baurecht bewerten und darüber entscheiden soll. Offenbar hat der Kanton gegenwärtig nur noch einige wenige, unbedeutende Grundstücke im Besitz, bei denen dies irrelevant sein soll. Doch einige davon befinden sich in der Landwirtschaftszone, und wir wissen nicht, ob sie vielleicht einmal in eine Bauzone kommen. Im Übrigen gibt es auch in der Landwirtschaftszone Grundstücke, bei denen es wichtig ist, dass sie dem Kanton gehören. Auch für die Promotionsparzellen gilt eigentlich dasselbe. Die Frage ist offen, ob der Kanton überhaupt eine Strategie für den Umgang mit seinen Liegenschaften und Grundstücken hat. Das wäre uns ganz wichtig. Die Grünen unterstützen das Postulat, und ein grosser Teil wird auch eine Motion unterstützen.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich nehme es vorweg: Die glp-Fraktion unterstützt diese Motion als Motion, weil es wirklich keinen Sinn macht, eine Richtlinienmotion als Postulat anzunehmen, wie Roland Näf bereits sagte. Ich möchte Ihnen auch in Erinnerung rufen, dass die Motion mit dem «in der Regel» ganz sanft und weich formuliert. Wir verlangen von der Regierung also, dass sie jedes Objekt ganz genau prüft und vor allem gute Gründe angeben kann, wenn sie einmal etwas wirklich veräussern will. Das ist das ganz Wichtige daran, und dieses Signal wollen wir der Regierung geben: Damit sie wirklich Sorge trägt zum Tafelsilber. Nicht kurzfristige Überlegungen wie das Aufbessern der Rechnung dürfen im Vordergrund stehen. Das wurde uns eben gerade bei der Lorymatte präsentiert: Es sei eine gute Sache. Der Verkauf sei für den Kanton interessant. Dies führte damals zu einem allgemeinen Unbehagen in allen Fraktionen, und deshalb haben wir diese Motion eingereicht.

Ich möchte noch etwas bemerken. Es ist ein Unterscheid, ob der Kanton etwas an eine Gemeinde abtritt oder an einen Privaten. Zwischen Gemeinden und Kanton besteht ein gewisses Gentleman Agreement, sodass man dort eher etwas veräussert als bei Privaten, wo man eher sagen kann, man gebe es im Baurecht und behalte es in Besitz. Die glp-Fraktion unterstützt diese Richtlinienmotion, weil sie eben weich formuliert ist.

Hans Baumberger, Langenthal (PLR). Die FDP unterstützt diese Motion nicht. Der Regierungsrat stellt in seiner Antwort fest, dass die Schublade mit dem Tafelsilber weitgehend leer ist und dass sich diese Frage in Zukunft nicht mehr gleich stellen wird. Die Überlegung, wonach der Verkauf eines Grundstücks zwar eine kurzfristige Verbesserung der Bilanz bedeute, aber nicht nachhaltig sei, möchte ich an dieser Stelle bestreiten. Letztlich hängt es davon ab, was der Kanton mit den freiwerdenden Mitteln macht: Ob er damit beispielsweise ein Projekt finanziert, das in seiner langfristigen Auswirkung per Saldo eine bessere Effizienz aufweist, als es bei der Abgabe im Baurecht durch die wiederkehrenden Erlöse der Fall wäre.

Wenn man dem Kanton zusätzliche Vorschriften machen möchte, muss man sich überlegen, ob man dann nicht den

Gemeinden ein Vorkaufrecht einräumen müsste. Wir können ja annehmen, dass eine Gemeinde vielfach andere Nutzungsabsichten hätte als ein Dritter oder ein Baurechtsnehmer. Unsere Fraktion ist auch der Meinung, dass man aufhören sollte, der Regierung überall in das operative Geschäft hineinzureden und damit letztlich ein gewisses Misstrauen gegenüber ihrer Führungsfähigkeit ausdrückt.

Und vielleicht noch etwas für Roland Näf: Du hast uns gefragt, was ein Richtlinienpostulat sei. Ich denke, der parteiinterne Weg zur Baudirektorin wäre wohl kürzer gewesen als derjenige über den Grossen Rat.

La présidente. Y a-t-il encore quelqu'un qui veut s'exprimer sur cette motion? (*Luc Mentha demande la parole, mais la présidente lui explique qu'il n'a pas droit à la parole.*) Si vous ne vous exprimez pas pour le groupe, vous ne pouvez pas prendre la parole, car nous sommes en débat réduit. Ce ne sont que les porte-parole de groupes qui ont droit à la parole. Et puisque nous sommes dans une motion réduite, même son auteur n'a plus le droit à la parole. – Est-ce que vous tenez à une motion? Oui, c'est donc à vous Mme la conseillère d'Etat.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Ich stelle fest, dass es mittlerweile schwierig ist, zu wissen, wann man sprechen darf und wann nicht. Vielen Dank, dass ich noch schnell etwas sagen darf.

Ich möchte einzelne Fragen klären. Zuerst etwas zum Richtlinienpostulat: Es geht ja nicht um ein Richtlinienpostulat, wenn wir beantragen, diese Motion als Postulat zu überweisen. Es geht vielmehr darum, dass wir objektweise prüfen möchten, welche Möglichkeit sinnvoll ist. Da kann man lange sagen, die Motion lasse jeden Spielraum offen, wenn darin «in der Regel» steht. Nein, das stimmt nicht! «In der Regel» heisst, primär ist es ein Baurecht, und sekundär ist ein Verkauf möglich. Dies betrachten wir als Einschränkung, weil wir die Übertragungsart eben objektweise prüfen möchten.

Ich gehe einmal davon aus, dass die Mehrheit hier im Grossen Rat nicht möchte, dass das kantonseigene Promotionsland für die Standortförderung «in der Regel» im Baurecht abgegeben werden muss. Wenn wir diese Vorgabe hätten, dann hätten wir wohl CSL Behring nicht hier ansiedeln können.

Daher bitte ich Sie wirklich, uns diesen Spielraum zu belassen, die Forderung als Postulat zu überweisen und nicht die Einschränkung einer Motion zu machen. Im Übrigen handelt es sich um eine Richtlinienmotion.

Zudem möchte ich noch etwas sagen: Jemand hat gefragt, ob wir überhaupt eine Strategie hätten. Wir haben seit dem Jahr 2006 eine Strategie, wie mit den Grundstücken und den Liegenschaften des Kantons umzugehen ist.

La présidente. J'aimerais être claire, ce n'est pas moi qui ai accepté à moi toute seule le nouveau droit parlementaire! Vous avez pratiquement tous dit oui à ce droit, donc si je vous coupe la parole ou que je vous dis que vous n'avez droit qu'à deux minutes, ce n'est pas uniquement de ma faute. Je n'aimerais pas prendre toute la responsabilité sur moi seule (*hilarité*). Nous allons donc voter sur cette motion.

Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 67

Non 72

Abstentions 3

La présidente. Vous avez refusé cette motion.

Affaire 2013.1576

N° de l'intervention: 336-2013
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 27.11.2013
 Déposée par: Kronenberg (Biel/Bienne, pvl)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 4
 N° d'ACE: 562/2014 du 30 avril 2014
 Direction: Direction des travaux publics,
 des transports et de l'énergie

Optimisation de la gestion des projets de construction

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Exposer dans quelle mesure les commissions spécialisées seront à l'avenir associées à la gestion des projets d'investissement de la TTE et quels seront les avantages et les inconvénients de cette méthode de travail.
2. Montrer comment améliorer les processus de gestion des projets, en tenant compte des points suivants :
 - Privilégier la simplicité et l'uniformisation des standards de construction et d'équipement.
 - Favoriser les modes de construction fonctionnels qui permettent de réduire les frais d'exploitation et d'entretien.
 - Envisager d'augmenter les valeurs seuils dans les procédures de gré à gré, les procédures ouvertes et les procédures sur invitation.
 - Repenser et améliorer les normes SIA qui poussent les coûts à la hausse (normes antisismiques et protection contre le bruit p. ex.).
 - Communiquer clairement sur les décisions du Conseil-exécutif et sur les corapports des Directions impliquées en sus de la TTE.
 - Etablir les programmes de répartition des locaux et des surfaces selon le principe de la planification prospective.
 - Associer plus étroitement le Grand Conseil à l'adoption des programmes de répartition des locaux et des surfaces.

Développement

En dépit des économies, le canton de Berne va investir au minimum 500 millions de francs dans le domaine des bâtiments et des ponts et chaussées. En règle générale, les projets sont importants et justifiés et ils suscitent le consen-

sus politique. Mais compte tenu du fait que les investissements élevés génèrent ensuite des amortissements, il faut y prêter attention. Il faut plusieurs années pour qu'un projet aboutisse. De la première idée jusqu'à la réalisation, les processus sont compliqués, dans certains cas opaques, et les mécanismes de participation du Grand Conseil ne sont pas satisfaisants : le parlement n'est pas ou peu associé à la définition des programmes de répartition des locaux et des surfaces, il n'a en général pas d'autre option que d'accepter ou de refuser les crédits d'étude, les projets du canton sont nettement plus complexes et donc plus coûteux et moins durables que ceux du secteur privé.

Réponse du Conseil-exécutif

Dans ses prises de position au sujet de la révision du droit parlementaire, le Conseil-exécutif a fait à plusieurs reprises référence à la répartition des tâches entre le parlement et le gouvernement en droit constitutionnel. Dans le cadre de ses compétences, le Conseil-exécutif doit disposer d'une marge de manœuvre et d'une autonomie suffisantes pour pouvoir accomplir ses missions constitutionnelles dans sa propre responsabilité. Un mélange des responsabilités irait à l'encontre des principes d'une démocratie de séparation des pouvoirs ainsi que de la constitution cantonale.

1. Le gouvernement n'est pas en mesure de donner des informations sur la collaboration future entre la TTE et la Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire (CIAT). C'est au parlement qu'il appartient de définir dans les grandes lignes le travail de la CIAT. Les projets d'investissement relevant de la compétence du Grand Conseil sont préparés par l'administration, puis soumis par le Conseil-exécutif au Grand Conseil avec des propositions. On distingue ainsi un volet opérationnel, géré principalement par les spécialistes, et un volet politique, pour lequel la compétence revient d'abord au Conseil-exécutif (proposition) puis au Grand Conseil. Cette procédure, qui correspond à la répartition des tâches entre exécutif et législatif établie par le droit constitutionnel, a depuis longtemps fait ses preuves. Elle permet une exécution efficace des tâches, de même qu'une délimitation claire des responsabilités. Si la commission spécialisée CIAT se trouvait impliquée dans le travail de projet interne à l'administration en amont de la proposition au Grand Conseil, les responsabilités seraient mêlées. L'administration ne pourrait plus garantir le respect du calendrier et les procédures techniques incluant l'organisation et la planification détaillées des projets seraient sensiblement ralenties, avec un surcoût à la clé.
2. Points 1 et 2 : Des normes simples et uniformisées sont d'ores et déjà appliquées à l'heure actuelle dans la construction et l'équipement des bâtiments. Toutes les prescriptions légales, à l'instar de la loi sur l'énergie, doivent cependant être également respectées. Les repères financiers sont donnés par les coûts standard, qui sont précisés et actualisés en permanence sur la base des frais pour des bâtiments de référence cantonaux et non cantonaux. L'objectif est de développer un parc immobilier fonctionnel et économique pour un coût optimal par rapport au cycle de vie des bâtiments, notamment grâce

aux critères d'adjudication spécifiés dans les appels d'offres.

Point 3 : Le 21 janvier 2014, avec la révision partielle de la loi sur les marchés publics, le Grand Conseil a décidé l'augmentation des valeurs seuils pour la procédure sur invitation. Les seuils bernois correspondent ainsi à ceux de l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP). Ce dernier ne permet pas de relèvement supplémentaire.

Point 4 : Les normes SIA sont définies par la Société suisse des ingénieurs et des architectes et ne peuvent pas être modifiées par le canton. Elles sont à respecter impérativement.

Point 5 : Toutes les décisions non classifiées du Conseil-exécutif peuvent être consultées sur le site www.rr.be.ch. Les corapports sur les affaires de direction sont en principe confidentiels et transmis aux commissions spécialisées et de surveillance du Grand Conseil dans les cas indiqués à l'article 39 de la loi sur le Grand Conseil (droit à l'information dans le domaine des finances).

Point 6 : Les programmes de répartition des locaux et des surfaces sont déjà établis selon le principe de la planification prospective, et ce sur la base des plans d'exploitation à moyen et long terme des utilisateurs. Une mise à disposition des locaux dans les délais serait absolument impossible autrement.

Point 7: En tant que document de travail, le programme de répartition des locaux et des surfaces constitue un élément obligatoire de tout projet de construction cantonal. Etroitement lié aux conditions architecturales et techniques, il ne peut être examiné indépendamment. Il suppose des connaissances très spécialisées pour permettre une planification optimale des espaces. Son élaboration constitue donc typiquement une tâche administrative.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Chiffre 1: rejet

Chiffre 2:

Points 1 et 2: adoption

Points 3 et 4 : rejet

Points 5 et 6 : adoption

Point 7 : rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire n°60 de Mme Kronenberg «Optimisation de la gestion des projets de construction». Mme Kronenberg accepte la proposition du Conseil-exécutif, à savoir rejet du premier chiffre, adoption des points 1 et 2 du deuxième chiffre, rejet des points 3 et 4, adoption des points 5 et 6 et rejet du point 7 du deuxième chiffre. Est-ce que quelqu'un conteste un de ces points? – Ce n'est pas le cas, nous pouvons passer au vote, point par point.

Ou pouvons-nous ne faire qu'un vote sur cette motion? – Oui, donc ceux qui acceptent cette motion ainsi que le propose le Conseil-exécutif votent oui et ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption du chiffre 1

Chiffre 2 : adoption des points 1, 2, 5 et 6 ; rejet des points 3, 4 et 7

Oui 94

Non 40

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté cette motion ainsi que le Conseil-exécutif vous l'a proposé.

Affaire 2013.1577

N° de l'intervention: 337-2013

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 27.11.2013

Déposée par: Kronenberg (Biel/Bienne, pvl)
(porte-parole)

Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)

Cosignataires: 2

N° d'ACE: 498/2014 du 23 avril 2014

Direction: Direction des travaux publics,
des transports et de l'énergie

Acquisition et vente des immeubles: renforcement des compétences du Grand Conseil

Le Conseil-exécutif est chargé de modifier les bases légales pour que l'acquisition et la vente de biens-fonds et d'immeubles relèvent de la compétence du Grand Conseil à partir de 500 000 francs.

Développement

L'acquisition et la vente de biens-fonds et d'immeubles relèvent de la compétence des Directions et du Conseil-exécutif. Dans bien des cas, ce régime des compétences est adapté. Mais, on voit bien que le succès des plans d'austérité passe par un renforcement de la collaboration entre le gouvernement et le parlement.

Réponse du Conseil-exécutif

La requête formulée dans la présente motion porte sur des questions actuellement régies par la Constitution. Une nouvelle réglementation présupposerait par conséquent des modifications constitutionnelles.

Le 18 novembre 2013, le Grand Conseil a en outre accordé, par 99 voix contre 41, son soutien provisoire à l'initiative parlementaire 185-2013 intitulée « Modification constitutionnelle pour renforcer les pouvoirs du Grand Conseil ». Ladite initiative demande notamment la suppression de la compétence constitutionnelle actuelle du Conseil-exécutif en ce qui concerne les acquisitions et ventes foncières réalisées à titre de placement.

La thématique de la présente motion est donc déjà inscrite dans un projet de révision constitutionnelle relevant de la compétence du Grand Conseil du fait de la procédure choisie. Son adoption reviendrait ainsi à passer outre un processus en cours, c'est pourquoi il convient d'emblée de rejeter cette motion pour des motifs de procédure.

Cependant, c'est en particulier en raison de sa nature qu'il faut rejeter cette requête, dans la mesure où sa mise en

œuvre pourrait avoir des répercussions désavantageuses en pratique. Le règlement rapide des transactions foncières par le canton est en effet déterminant pour garantir des ventes lucratives : plus les négociations sont longues, plus il est difficile de conserver l'intérêt des acquéreurs potentiels. Si la compétence en matière d'aliénation de biens-fonds et d'immeubles était confiée au Grand Conseil à partir de 500 000 francs, il faudrait pour chaque contrat de vente six à neuf mois de procédure supplémentaire avant son approbation. Un tel délai n'est tout simplement pas envisageable sur le marché immobilier. Car pour les investisseurs, l'attente a un coût, et les institutions financières n'octroieraient pas leurs garanties sur des périodes aussi longues. Le financement des achats ne serait finalement plus assuré.

Il ne faut par ailleurs pas perdre de vue que dans les ventes immobilières, une certaine confidentialité est de mise : les interlocuteurs attendent généralement de la discrétion. Celle-ci ne pourrait plus être respectée si la compétence décisionnelle appartenait au Grand Conseil, de sorte que de nombreux candidats à l'achat renonceraient à faire des offres.

Une modification des bases légales dans le sens de la présente motion entraînerait une réduction des opportunités et la baisse des produits de vente. Les charges administratives – même pour les achats de biens immobiliers à partir de 0,5 million de francs – s'en trouveraient de surcroît sensiblement accrues et le canton de Berne perdrait sa réputation de partenaire d'affaires efficace et discret. Pour maintenir les bons produits de vente de ces dernières années, il est par conséquent impératif de préserver la compétence du Conseil-exécutif en matière de désinvestissements introduite lors de la révision totale de la Constitution cantonale. Ces dix dernières années, 96 immeubles cantonaux – soit près de dix par an en moyenne – qui n'avaient plus d'utilité ont été vendus pour un prix supérieur à 500 000 francs à chaque fois : il est fort probable que nombre de ces ventes n'auraient pas abouti s'il avait fallu les soumettre au Grand Conseil.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire n° 61. Mme Kronenberg, c'est à vous.

Sabine Kronenberg, Biel/Bienne (pvl). Uns war es ein Anliegen, die Mitsprache und das Mitwirken im Bereich der Investitionen zu thematisieren, und zwar auch dort, wo es nicht nur um Landwerte geht oder wo das strategische Gewicht auch bei geringen Grössen wesentlich ist. Hier begrüssen wir auch die bereits vorgenommenen Herangehensweisen. Unser Anliegen scheint offenbar ein Tabu zu berühren. Daher werden wir gerne versuchen, das Thema anders einzubringen, und ziehen dieses Geschäft zurück.

La présidente. Vous l'avez entendu, cette motion a été retirée. Nous avons donc fini avec la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie et nous prenons congé de Mme la conseillère d'Etat. Nous continuons avec la Direction de la police et des affaires militaires.

Affaire 2014.0334

Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLE); contribution future au fonds de construction concordataire. Approbation de l'augmentation de la contribution au fonds de construction. Crédit d'engagement pluriannuel 2013-2017

Annexe 16, ACE 377/2014

La présidente. *(La présidente agite sa cloche.)* Nous commençons avec l'affaire no 62 «Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLE); contribution future au fonds de construction concordataire. Approbation de l'augmentation de la contribution au fonds de construction. Crédit d'engagement pluriannuel 2013–2017». Nous avons ici une demande de crédit qui est soumise au référendum financier facultatif. Mme Stucki m'a dit qu'elle ne prenait pas la parole et que cette demande de crédit n'était pas contestée. Est-ce le cas? Je propose donc que nous votions sur cette demande de crédit, même si M. le directeur n'est pas là. Ceux qui acceptent cette demande de crédit votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 120

Non 0

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté cette demande de crédit.

Affaire 2014.0290

Fonds de loterie: approbation du compte annuel 2013

Annexe 16, ACE 340/2014

La présidente. Nous passons à l'affaire n° 63 «Fonds de loterie: approbation du compte annuel 2013». C'est une demande de crédit, je répète que nous sommes en débat réduit. Mme Schöni, si cela ne vous fait rien de commencer avant l'arrivée de M. le directeur, vous avez la parole au nom de la Commission des finances.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl), rapporteuse de la Commission des finances. Hier geht es um die Verteilung der Gelder, die von Swisslos jedes Jahr an den Kanton Bern ausgeschüttet werden. Es handelt sich um 53 Mio. Franken. Zuerst möchte ich kurz über deren Verteilung orientieren. 35 Prozent davon, das heisst 18,5 Mio. Franken, kommen den Sportfonds. In den Kulturförderungsfonds gehen 10 Prozent, also 6,6 Mio. Franken, und nach dem Gesetz über das Sonderstatut des Berner Juras gehen gemäss dem Bevölkerungsanteil von 5,3 Prozent 1,3 Mio. Franken an den Bernjurassischen Rat. Die POM hat in die-

sem Jahr 10 Prozent an den Kulturförderungsfonds ausgeschüttet. Im nächsten Jahr wird es anders sein, denn das neue Kulturförderungsgesetz sieht vor, dass dort maximal 20 Prozent ausschüttet werden können. Der Kontostand des Lotteriefonds beträgt im Moment 78 Mio. Franken, wobei noch offene Verpflichtungen vorliegen, zum Beispiel ein wesentlicher Betrag an das Stadttheater Bern. Nach der Ausschüttung dieser Verpflichtungen wird der Lotteriefonds einen Bestand von 34,2 Mio. Franken haben.

Folgendes wird vielleicht die Mitte im Grossen Rat interessieren: Die Verwaltungskosten des Lotteriefonds sind gleich geblieben. Sie betragen 450 000 Franken inklusive Personalkosten von 30 Prozent, Personalgemeinkosten und gewisse Sachkosten für externe Bearbeitungen. Ich möchte betonen, dass die Verwaltungskosten trotz 3 Prozent mehr Gesuchen gleich geblieben sind. Die FiKo empfiehlt dem Grossen Rat, die Jahresrechnung 2013 des Lotteriefonds zu genehmigen.

La présidente. (*Hilarité générale. Une députée se précipite vers sa place juste avant la fin du vote.*) Bien essayé, mais cela n'a pas suffi!

Vote

Décision du Grand Conseil :

Approbation

Oui 121

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce crédit à l'unanimité.

Affaire 2014.0291

Fonds du sport: approbation du compte annuel 2013

Annexe 16, ACE 343/2014

La présidente. Nous passons à l'affaire n° 64 «Fonds du sport: approbation du compte annuel 2013», demande de crédit. M. Etter pour la Commission des finances ne veut pas prendre la parole. Est-ce que quelqu'un dans cette salle conteste ce crédit? – Ce n'est pas le cas, nous passons donc au vote. Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Approbation

Oui 123

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce crédit à l'unanimité.

Affaire 2014.0363

N° de l'intervention: 074-2014
 Type d'intervention: Postulat
 Déposée le: 16.03.2014
 Déposée par: Sancar (Berne, Les Verts)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence accordée: le 20.03.2014
 N° d'ACE: 638/2014 du 14.05.2014
 Direction: Direction de la police
 et des affaires militaires

Visa pour les réfugiés de Syrie ayant de la famille dans le canton de Berne

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les dispositions suivantes :

1. Il intervient auprès des autorités compétentes en matière d'asile afin que les réfugiés de Syrie qui vivent actuellement dans des conditions précaires en Turquie et ont de la famille dans notre pays soient autorisés à entrer en Suisse.
2. Le canton de Berne exige de la Confédération d'être consulté avant que les demandes de visa présentées par des personnes en provenance de Syrie qui ont de la famille en Suisse ne soient rejetées.
3. Si des personnes syriennes vivant dans le canton de Berne ne sont pas en mesure elles-mêmes d'héberger les membres de leur famille, le canton de Berne recherche des moyens d'hébergement en coordination avec l'aide aux réfugiés et les œuvres d'entraide.

Développement

Lors du débat sur la dernière révision de la loi sur l'asile, en juin 2013, la promesse avait été faite que les requérants d'asile persécutés et dans le besoin pourraient comme avant déposer une demande d'asile depuis l'étranger. Par l'intermédiaire du conseiller d'Etat compétent, le canton de Bern a contribué de manière déterminante à la révision de la loi. Cela lui confère certains devoirs qu'il a maintenant une chance réelle d'accomplir le mieux possible. Pour des raisons à la fois humanitaires et logistiques, étant l'un des plus grands cantons et celui de la capitale fédérale, Berne a une certaine responsabilité dans la résolution de ces problèmes.

La guerre civile en Syrie a détruit l'existence d'un grand nombre de personnes. Les victimes sont légion. Selon le Haut-commissariat pour les réfugiés, 6,5 millions de personnes sont en fuite dans leur propre pays ou dans les pays voisins, et les chiffres ne cessent d'augmenter. Selon les estimations, il y a un million de réfugiés en Turquie. Un grand nombre d'entre eux sont en attente d'être admis dans un pays tiers, dont la Suisse, notamment parce qu'ils y ont de la famille.

Dans son communiqué du 04.09.2013, le Conseil fédéral a informé que, « au vu de la situation dramatique en Syrie, Simonetta Sommaruga, conseillère fédérale et cheffe du Département fédéral de justice et police (DFJP), a décidé des allègements en matière de visas pour permettre aux ressortissants syriens qui ont des parents en Suisse

d'obtenir plus rapidement et plus facilement un visa d'entrée. » L'Office fédéral des migrations (OFM) a donc édicté, d'entente avec le Département fédéral des affaires étrangères et les autorités cantonales compétentes en matière de migrations, une directive qui prévoit des conditions moins sévères pour l'octroi d'un visa. Lorsqu'aucun acte d'état civil concluant ne peut être présenté en raison de la situation en Syrie, il suffit que le lien de parenté soit prouvé de manière crédible et claire. De même, les autorités compétentes ne vérifieront plus si le requérant satisfait ou non aux conditions financières fixées dans la loi fédérale sur les étrangers.

Le journaliste T. Kollbrunner, qui s'est rendu dans la zone frontalière entre la Syrie et la Turquie, a souligné dans son reportage (Wochenzeitung du 13 février 2014) que les réfugiés, dont beaucoup sont handicapés ou blessés, vivent dans des conditions extrêmement précaires. Une partie d'entre ces personnes, qui ont de la famille en Suisse ou dans le canton de Berne, se sont rendues en Turquie sur la foi de la promesse faite par la Suisse. Or la Suisse n'a pas tenu sa promesse, ces personnes ne recevront pas de visa pour venir dans notre pays. Le canton de Berne doit de toute urgence intervenir auprès de la Confédération en faveur des familles de Syriens et Syriennes vivant en Suisse. En accordant un visa aux membres de la famille de personnes d'origine syrienne établies dans le canton de Berne, le canton peut véritablement être d'une grande aide.

Réponse du Conseil-exécutif

1. Le Conseil-exécutif est profondément inquiet face à la situation politique en Syrie et aux flux migratoires qu'elle génère, notamment vers les pays limitrophes. En novembre 2012, soit avant que l'Office de la population et des migrations (ODM) émette sa directive, le canton a donc accueilli, à la demande du Département fédéral de justice et police (DFJP), un contingent de 37 réfugiés dont le dernier domicile était en Syrie.

Le 4 septembre 2013, le DFJP a décidé de faciliter l'octroi de visas aux ressortissants syriens ayant de la parenté en Suisse. L'objectif de cette mesure était de permettre à des membres de familles syriennes d'entrer rapidement et sans formalités excessives dans le pays pour un séjour temporaire.

Jusqu'à fin novembre 2013, un grand nombre de personnes ont bénéficié de cette mesure: 719 ressortissants syriens sont entrés en Suisse, dont 475 femmes et enfants, et 385 d'entre eux ont déposé une demande d'asile. Au total, 1600 visas ont été octroyés et environ 5000 personnes ont pris rendez-vous auprès d'une représentation suisse à l'étranger pour déposer une demande de visa. Le DFJP estime que, désormais, la majorité des parents qui se trouvaient dans une situation d'urgence directe et pouvaient prétendre à l'obtention d'un visa ont pu bénéficier de cette mesure. Partant, la directive du DFJP a été levée le 29 novembre 2013.

À cette date, les autorités fédérales avaient expliqué que l'octroi des visas avait pris du retard. Le fait que des ressortissants syriens aient encore pu entrer en Suisse avec un visa humanitaire au printemps 2014 indique donc que des demandes de visas encore pendantes lors de la levée de la

directive ont été traitées. Partant, le Conseil-exécutif rejette catégoriquement le reproche selon lequel la Suisse n'aurait pas tenu sa promesse. Au contraire, il partage l'avis du DFJP, qui considère que la mesure a été efficace et a permis d'atteindre l'objectif visé. Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif estime qu'il n'a actuellement aucune raison de se mettre en contact avec les autorités fédérales compétentes.

2. Le 4 novembre 2013, l'ODM a apporté une modification à la directive du 4 septembre 2013, précisant notamment que l'octroi des visas était subordonné à l'accord préalable du canton de séjour compétent. Cette disposition a été appliquée.

3. L'ODM a octroyé des visas à des ressortissants syriens même lorsque les autorités cantonales indiquaient qu'elles n'avaient pas de possibilités d'hébergement ou que les familles ne pouvaient les accueillir. Dans sa directive du 4 septembre 2013, il avait en effet prévu qu'il pouvait déroger aux conditions d'entrée ordinaires. Si les ressortissants syriens ne peuvent être hébergés par leurs parents vivant dans le canton, le Service des migrations de l'Office de la population et des migrations du canton de Berne les redirige vers l'un des quatre partenaires d'hébergement de la première phase de l'asile, qui se charge ensuite de la coordination. Il n'est donc pas nécessaire d'assurer une coordination supplémentaire avec l'aide aux réfugiés ou les œuvres d'entraide.

Pour conclure, le Conseil-exécutif propose d'adopter le postulat et de le classer, compte tenu du soutien et des prestations qui ont été fournis aux réfugiés syriens.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption et classement

La présidente. Nous passons à l'affaire n° 65, postulat de M. Sancar «Visa pour les réfugiés de Syrie ayant de la famille dans le canton de Berne». Le Conseil-exécutif est prêt à adopter, mais il veut aussi classer ce postulat. M. Sancar conteste le classement. M. Sancar, c'est à vous. Nous sommes en débat libre.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). In Syrien ist die Lage katastrophal. Seit mehr als zwei Jahren tobt ein Bürgerkrieg, der Tausende von Menschenleben gekostet und mehrere Millionen Syrerinnen und Syrer zur Flucht gezwungen hat. Viele unter ihnen bleiben aus verschiedenen Gründen dort und werden interne Flüchtlinge, wie so oft in Bürgerkriegen. Andere fliehen über die Grenze; in diesem Fall vor allem in die Nachbarländer Türkei, Jordanien und Libanon. Wie der Regierungsrat in seiner Antwort richtig erwähnt, sind gemäss dem UNO-Hochkommissariat 6,5 Millionen Menschen aus Syrien auf der Flucht. Die Zahl ist steigend.

Viele dieser in die Türkei geflüchteten Menschen haben Verwandte in der Schweiz. Es ist mehr als verständlich, dass sie ein Visum möchten, um in die Schweiz zu ihren Verwandten zu kommen. Die Schweiz hat in dieser Frage einen kleinen Schritt gemacht und einige Menschen aufgenommen. Dies ist anerkennenswert. Angesichts der humanitären Katastrophe ist die Zahl der aufgenommenen Menschen aber deutlich zu gering. Das zeigt ein Beispiel: Obwohl die Türkei selber Menschenrechte verletzt und völlig unverhältnismässig gegen die Gezi-Park-DemonstrantInnen

vorgeht, hat sie über eine Million Menschen aus Syrien aufgenommen. Proportional sind dies also viel mehr als die vom Regierungsrat bekannt gegebene Zahl von 719. Ich bin überzeugt, dass die Schweiz in dieser schwierigen Situation viel mehr Menschen aus Syrien aufnehmen könnte. Ich danke dem Regierungsrat, dass er das Postulat zur Annahme empfiehlt, und bin mit der Abschreibung der Punkte 2 und 3 einverstanden.

Den ersten Punkt möchte ich hingegen aufrechterhalten: Der Regierungsrat nimmt mit der für das Asyl zuständigen Bundesbehörden Kontakt auf, damit mehr Asylsuchende aus Syrien, die in der Türkei unter prekärsten Verhältnissen leben und Familienangehörige in der Schweiz haben, in die Schweiz einreisen können. Ich bitte Sie um Ihre Unterstützung und den Regierungsrat, das Mögliche zu unternehmen, um diesen Menschen zu helfen. Es geht mir um Schutz und Sicherheit und um Leben, ja, ums Überleben.

Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Ich zitiere nun etwas, deshalb wechsele ich gleich ins Hochdeutsche. «Es ist ein unangenehmes Gefühl: Ständig kreisen Kampfflugzeuge. Ihr Dröhnen ist ohrenbetäubend. Aber die Helikopter, die Fassbomben abwerfen, sind unten in der Stadt kaum zu hören. Jeden Augenblick kann eines dieser mit Sprengstoff, Benzin und Nägeln gefüllten Fässer niedergehen. Verzweifelt suchen Menschen mit blossen Händen nach Überlebenden.»

Dieses Zitat ist nicht etwa vor einem Jahr oder noch länger erschienen, sondern am 17. April dieses Jahres in der «WoZ». Sie sehen, dass die Probleme in Syrien immer noch vorhanden sind. Wir dürfen unsere Augen nicht davor verschliessen. Deshalb geht mein Appell an Sie alle. Verschliessen wir also die Augen nicht vor der Tatsache, dass sich die Situation in Syrien seit dem letzten November nicht wesentlich verändert hat. In unserer behüteten Schweiz ist es zwar einfach, die Kriegsschauplätze auszublenden. Wir Grossrätinnen und Grossräte sind aber Menschen mit einem grossen Verantwortungsbewusstsein und, wie ich hoffe, auch mit einem grossen humanitären Gewissen. Deshalb bitte ich Sie im Namen der grünen Fraktion, Punkt 1 anzunehmen, aber nicht abzuschreiben. Die notleidenden Menschen aus Syrien haben es verdient, dass wir Schweizerinnen und Schweizer uns vor dieser Verantwortung nicht drücken und den Menschen aus dieser Misere heraushelfen

Vreni Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD). Ich gehe nur auf den ersten Punkt ein, bei dem der Postulant die Abschreibung bestreitet. Der Postulant verlangt im ersten Punkt, dass sich der Regierungsrat bei den Bundesbehörden einsetzt, damit Flüchtlinge aus dem Kriegsgebiet von Syrien, die in ganz schwierigen Verhältnissen in der Türkei leben und dort auf die Weiterreise in ein sicheres Land warten oder in ein Land, wo sie Verwandte haben, zum Beispiel in die Schweiz reisen können. Der Regierungsrat sagt in seiner Antwort, dass der Bund den Menschen in Syrien zwischen September und Ende November 2013 bekanntlich eine Visumserleichterung für die Schweiz gegeben hat, um zu ihren Verwandten zu kommen. Das EJPD geht davon aus, dass es Syrer mit Verwandten in der Schweiz möglich war, ein Visum zu beantragen und sie bis im Frühling 2014 in die Schweiz eingereist sind. Daher meint der Regierungs-

rat, dass man das Postulat annehmen und abschreiben könne.

Doch die Bilder in der Tagesschau, gerade am letzten Sonntag, zeigen, dass grosse Flüchtlingsströme auch von Syrien nach Lampedusa und Sizilien kommen. Die BDP-Fraktion empfiehlt Ihnen mehrheitlich, alle drei Punkte anzunehmen und abzuschreiben.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Le Parti évangélique est également très inquiet face à la situation politique en Syrie et au problème humain que cette situation génère. Visiblement, l'auteur du postulat l'est aussi, tout comme le Conseil-exécutif au vu de sa réponse. En premier lieu, dans notre pays, l'autorité compétente est le Département fédéral de justice et police, même si les cantons peuvent être d'une grande aide pour l'accueil des réfugiés. Le groupe PEV a vraiment le sentiment que l'Office de la population et des migrations a appliqué les directives et accordé les visas, même lorsque les familles ne pouvaient pas accueillir les ressortissants syriens. Aussi, nous proposons, comme le Conseil-exécutif, d'adopter ce postulat et de le classer, également le point 1.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Ich möchte diese Diskussion um den parlamentarischen Vorstoss nicht verlängern, aber doch in wenigen Sätzen noch zeigen, weshalb man auch mit der Antwort der Regierung einverstanden sein und der Abschreibung zustimmen kann. Unsere Fraktion unterstützt dies.

Bis vor einem Jahr hatten wir in unserer Asylunterkunft in Thun eine ganz andere Zusammensetzung als heute. Gegenwärtig sind wir mit der Situation konfrontiert, dass wir einige syrische Grossfamilien unterbringen. Wenn ich hier von Grossfamilien spreche, dann meine ich solche mit acht bis fünfzehn Personen. Dies stellt uns vor grosse Herausforderungen. Wo bringt man diese Familienkonglomerate unter? Bis vor einem oder einem halben Jahr hatten wir eine ganz andere Zusammensetzung, nämlich vor allem junge Männer aus dem nordafrikanischen Raum, mit den entsprechenden Problemen, die sie uns verursacht haben. Nun haben wir eine ganz andere Situation und ganz andere Herausforderungen. Gerade auch im Hinblick auf die gegenwärtigen Wahlen oder eher Pseudowahlen in Syrien sagt uns das Elend in Syrien, dass wir hier offen sein müssen, so wie es der Regierungsrat in seiner Antwort auch wiedergibt: Wir sind offen gewesen und sollen dies auch weiterhin sein. Daher stimmen wir der Antwort der Regierung zu, auch wenn wir zugeben, dass uns die entstandene Situation zwar nicht gerade überfordert, aber doch zumindest stark herausfordert.

La présidente. Je n'ai plus d'intervenants pour les groupes. Est-ce que quelqu'un aimerait s'exprimer en tant qu'intervenant individuel? – Ce n'est pas le cas. M. Sancar non plus. Je donne la parole à M. le directeur.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Die Antwort der Regierung ist nach meiner Einschätzung umfassend. Ich möchte hier noch auf Ziffer 1 verweisen: Der Kanton Bern hat zu einem sehr frühen Zeitpunkt in enger Zusammenarbeit mit Frau Bundesrätin

Sommaruga ein Kontingent von syrischen Flüchtlingen aufgenommen. In Ziffer 2 und 3 wird erläutert, wie die Visumserteilung auf Bundesebene geregelt wurde.

Es handelt sich hier eigentlich um einen Vorstoss für das Bundesparlament und nicht für ein kantonales Parlament. Daher stellen wir dem Grossen Rat den Antrag, dieses anzunehmen. Das gibt der Regierung auch die Gewissheit, dass sie in der richtigen Richtung wirkt, wie ich verschiedenen Voten entnehmen konnte. Dazu ist sie auch weiterhin bereit. Aber gleichzeitig kann man diesen Vorstoss nach ihrer Auffassung abschreiben. Ich bitte Sie, dem Regierungsantrag zu folgen.

La présidente. J'ai peut-être raté quelque chose. Est-ce que quelqu'un a demandé que l'on vote point par point? M. Sancar aimerait voter point par point. Pouvons-nous tout de suite voter en une fois le postulat contre un classement? Cela n'a pas l'air de convenir, nous allons donc voter point par point. Ceux qui acceptent le point 1 en tant que postulat votent oui et ceux qui refusent votent non.

Vote (point 1)

Décision du Grand Conseil :
Adoption sous forme de postulat
Oui 100
Non 41
Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté le point 1 en tant que postulat. Nous passons au classement de ce point. Ceux qui acceptent le classement votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (classement du point 1)

Décision du Grand Conseil :
Adoption
Oui 96
Non 44
Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté le classement du point 1 de ce postulat. Nous passons au point 2. Ceux qui acceptent le point 2 en tant que postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (point 2)

Décision du Grand Conseil :
Adoption sous forme de postulat
Oui 99
Non 37
Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté le point 2 en tant que postulat. Nous passons au classement de ce point 2. Ceux qui acceptent le classement votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (classement du point 2)

Décision du Grand Conseil :
Adoption
Oui 119
Non 15
Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté le classement du point 2 de ce postulat. Nous passons au point 3. Ceux qui acceptent le point 3 en tant que postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (point 3)

Décision du Grand Conseil :
Adoption sous forme de postulat
Oui 100
Non 36
Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté le point 3 de ce postulat. Nous passons au classement de ce point 3. Ceux qui acceptent le classement votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (classement du point 3)

Décision du Grand Conseil :
Adoption
Oui 127
Non 7
Abstentions 1

La présidente. Vous avez également accepté le classement du point 3.

Affaire 2013.1528

N° de l'intervention: 314-2013
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 20.11.2013
Déposée par: Muntwyler (Berne, Les Verts)
(porte-parole)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 544/2014 du 30 avril 2014
Direction: Direction de la police
et des affaires militaires

Remplacement des limousines du canton par des véhicules peu polluants

Le Conseil-exécutif est chargé, lors du renouvellement des véhicules du canton, de porter son choix sur les voitures les moins chères dans la catégorie de celles avec des émissions de CO₂ de moins de 95 grammes par kilomètre (objectif fixé par l'UE pour 2020 et que la Suisse reprendra tôt ou tard). Les véhicules alimentés par de l'énergie produite dans le canton de Berne (électricité p. ex.) seront privilégiés.

giés. La préférence sera également donnée, parmi les véhicules électriques, les véhicules hybrides rechargeables et les véhicules hybrides, à ceux dont le prix de revient est le plus avantageux (énergie, assurance, impôts). Un appel d'offres sera lancé auprès des fournisseurs de courant pour l'infrastructure de chargement (infrastructure plus énergie). Dans l'idéal, le fournisseur devra prendre à sa charge les frais d'infrastructure. Les limousines du parc automobile devront être remplacées immédiatement pour économiser de l'argent.

Développement

La voiture est un objet de prestige. Ainsi, les chefs d'Etat des pays pauvres se déplacent dans des véhicules de luxe pour l'image. C'est ce que font également les membres du Conseil-exécutif du canton de Berne. Ces véhicules sont coûteux à l'achat et à l'entretien et ils émettent de grosses quantités de CO₂. Le carburant vient de l'étranger ce qui dégrade la balance commerciale de la Suisse. Parallèlement, ces voitures donnent un mauvais exemple aux contribuables bernois. Les gens influençables tendent à acquérir des véhicules similaires pour affirmer leur statut.

Si le monde s'inspirait du modèle helvétique, nous aurions cinq milliards de véhicules en circulation (moins d'1 mia actuellement²). L'Agence internationale de l'énergie (AIE) réclame la généralisation des véhicules électriques en 2050³.

L'industrie automobile est aujourd'hui en mesure de fabriquer des véhicules très confortables, à basse émission de CO₂ et faible consommation d'énergie, fonctionnant essentiellement au courant indigène⁴.

Réponse du Conseil-exécutif

Dans le titre de sa motion, l'auteur fait état des limousines du canton de Berne et cite par la suite, à titre d'exemple, les véhicules utilisés par les membres du Conseil-exécutif. Or, dans l'introduction, il évoque le renouvellement des véhicules du canton de Berne. Le Conseil-exécutif part donc du principe que la motion porte sur l'ensemble des véhicules dont le canton fait l'acquisition.

Dans le cadre du projet d'optimisation de l'action de l'administration bernoise sur les marchés publics (*Projekt OB BE*), le Conseil-exécutif a décidé de centraliser les procédures d'adjudication du canton notamment en ce qui concerne les commandes de véhicules. À l'avenir, la Police cantonale se chargera de l'acquisition des véhicules standard (p. ex. voitures et véhicules de livraison légers) pour l'ensemble des Directions. Les procédures d'adjudication étant pour l'instant encore décentralisées, il n'est pas possible d'indiquer globalement dans quelle mesure les facteurs environnementaux sont pris en compte.

Depuis plusieurs années, la Police cantonale accorde une importance particulière aux facteurs environnementaux lors de l'acquisition de véhicules d'intervention. Quant aux véhicules qui ne sont pas destinés aux tâches policières, ce

sont ceux dont l'émission de CO₂ est faible qui sont privilégiés. L'appel d'offres public réalisé l'année dernière en vue de l'acquisition de véhicules d'intervention pour la Police cantonale pour ces prochaines années présentait les cinq critères environnementaux suivants, qui ont été évalués.

- Consommation de carburant: plus elle est faible, plus l'évaluation est bonne
- Émission de CO₂: plus elle est basse, plus l'évaluation est bonne
- Catégorie d'émission de gaz d'échappement
- Catégorie d'efficacité énergétique
- Filtre à particules, système de filtre

Les cahiers des charges définissent également des prescriptions relatives à la charge à transporter, la puissance minimale du moteur et la nécessité d'une transmission à quatre roues motrices. La majorité des véhicules d'intervention de la Police cantonale doivent pouvoir transporter une charge utile de 550 kg au minimum, ce qui nécessite un coffre assez spacieux (matériel de signalisation et de barrage, lampes clignotantes, cônes de signalisation, etc). Ce matériel doit toujours être dans le véhicule en cas d'intervention imprévue.

En outre, lors de l'évaluation du coût total des véhicules proposés, les frais d'acquisition ont été pris en compte mais aussi les coûts de carburant (sur l'ensemble de la durée d'utilisation prévue par catégorie de véhicule). Dans le cadre de l'évaluation, ces deux aspects ont pesé dans la balance à environ cinquante pour cent. Les facteurs environnementaux influencent en effet aussi la rentabilité. La prise en compte de la consommation de carburant lors de l'achat de nouveaux véhicules a permis, ces cinq dernières années, de faire baisser continuellement le taux moyen de consommation par kilomètre sur l'ensemble des véhicules de la Police cantonale. Les facteurs environnementaux jouent donc d'ores et déjà un rôle déterminant lors de l'acquisition de véhicules, et il en sera de même à l'avenir.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue qu'une consommation plus élevée d'électricité doit aussi être compatible avec les objectifs climatiques et énergétiques. La Police cantonale est toujours au fait des nouveautés en matière de véhicules électriques. Jusqu'à présent, les voitures hybrides ou électriques disponibles sur le marché se sont révélées insuffisamment adaptées pour une utilisation quotidienne lors d'interventions de police, en raison du nombre important de kilomètres à parcourir et de la capacité de transport nécessaire. L'acquisition de ce type de véhicule n'aurait donc pu être envisagée que pour certains secteurs, ce qui aurait entravé le projet de centralisation des achats du Conseil-exécutif.

Cependant, dès que les véhicules électriques disposeront des fonctionnalités nécessaires, ils seront pris en compte lors d'appels d'offres, surtout après la mise en œuvre de la centralisation des procédures d'adjudication dans le canton. Le Conseil-exécutif est disposé à examiner les demandes de la présente motion de façon plus approfondie dans le cadre du projet d'optimisation de l'action de l'administration bernoise sur les marchés publics. Il propose donc l'adoption de la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption sous forme de postulat

² «Strategie 2 phase» IEA Implementing Agreement «Hybrid- and electric vehicles», IEA IA HEV, 1998

³ IEA IV roadmap et rapport annuel, IEA Paris, 2012

⁴ Ma propre expérience menée en 2013

La présidente. Nous passons à l'affaire n° 66, motion de M. Muntwyler, «Remplacement des limousines du canton par des véhicules peu polluants». M. Muntwyler est prêt à accepter (*la présidente agite sa cloche*) le postulat comme le propose le Conseil-exécutif. Est-ce que quelqu'un est contre ce postulat? – Oui, donc nous allons discuter de cette motion. M. Muntwyler, vous avez la parole. Nous sommes en débat libre.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). Was ist der Hintergrund dieser Motion – nun des Postulats? Der Bestand an Personenwagen steigt weltweit. 1998 hatten wir etwa 700 Millionen Personenwagen weltweit, heute etwa 900 Millionen. Jährlich kommen 60 Millionen hinzu, und die Zahl wird gemäss Internationaler Energie-Agentur IEA auf etwa 160 Millionen Fahrzeuge pro Jahr steigen. Wenn Sie das in den Bestand hochrechnen, sind wir bei 3 Milliarden Autos, also etwa dreimal mehr als heute. Diese Autos fahren natürlich nicht alle in der Schweiz, sondern auch in China, in Indien usw. Das ist der weltweite Trend.

Die Fahrzeuge werden zwar effizienter, (*la présidente agite sa cloche*) doch es wird trotzdem nicht möglich sein, den Mehrverbrauch dieses grossen Zuwachses mit der verbesserten Effizienz zu kompensieren. Deshalb muss man einen völlig neuen technischen Weg beschreiten und das ist die Elektrifizierung des Antriebsstrangs. Ich selber leite bekanntlich ein Forschungsprogramm der Internationalen Energie-Agentur, in dem über 20 Länder mitmachen. Im Moment sieht es so aus, als würden auch China und Indien mitmachen.

Gemäss der Internationalen Energie-Agentur wird 2050 alles elektrisch sein, und genau in diese Richtung geht es auch. Mit meiner Motion ging es mir eigentlich um die Vorbildwirkung. Ich habe den Vorstoss im November eingereicht und wusste damals noch nicht, dass wir eine Regierungsratspräsidentin haben, die das bereits realisiert hat: Frau Egger fährt nämlich ein solches Fahrzeug. Damit ist die Vorbildwirkung schon fast erreicht. Wenn nun die Regierung dies auf den gesamten Fahrzeugpark ausweitet, ist mir das nur recht. Mein Vorstoss soll natürlich in die Menge wirken. Letztlich soll jeder mit einem solchen Fahrzeug fahren. Diese können wir mit Strom aus erneuerbaren Energien betreiben – wahrscheinlich vorwiegend im Kanton Bern durch Wind, Sonne und Wasser erzeugt. Damit können wir auf den Import fossiler Energien verzichten. Das ist eigentlich die Idee, und deshalb bin ich mit der Antwort der Regierung recht zufrieden. Ich denke nämlich dann immer ein bisschen an Frau Egger. Manchmal denke ich auch an Samuel Leuenberger oder an die Grünen aus dem Mittel-land Nord, die alle schon mit solchen Fahrzeugen fahren. Ich möchte auch noch erwähnen, dass man bei der Beschaffung auch eine Bündelung machen kann. Von der Regierung wird angeführt, dass es schwierig wäre, einzelne Modelle zu kaufen. Das ist eigentlich nicht der Fall. Es ist wie bei den Kopiermaschinen: Man kann einen Mix kaufen. (*La présidente agite sa cloche.*) Die Bestrebungen der Regierung gehen also in die richtige Richtung, und deshalb bin ich mit der Wandlung in ein Postulat einverstanden.

Peter Studer, Utzendorf (PBD). Was sind eigentlich die Forderungen dieser Motion? Die Regierung wird aufgefor-

dert, bei Neuanschaffungen von Autos das jeweils günstigste Fahrzeug der Fahrzeugkategorie anzuschaffen, das weniger als 95 Gramm CO₂ pro Kilometer ausstösst. In Klammer ist noch erwähnt, das sei das EU-Flottenziel 2020 und werde früher oder später ohnehin übernommen werden müssen. Fahrzeuge, die einheimische Energie aus dem Kanton Bern nutzen, seien zu bevorzugen. Bei der Preisbetrachtung seien die günstigeren Betriebskosten bei Elektro-, Plug-in-Hybrid- und Hybrid-Autos zu berücksichtigen. Aber das Gefährt hat er vergessen.

Für Ladeinfrastruktur soll eine Ausschreibung bei Stromversorgern gemacht werden, und derjenige, der zum Zug kommen werde, soll die Kosten für die Infrastruktur übernehmen. Zudem seien vorhandene Staatslimousinen sofort zu ersetzen, wenn dabei Geld gespart werden kann.

Fakt ist: Heute gilt für Neuwagen ein Zielwert von 130 Gramm CO₂-Ausstoss pro Kilometer. Die von der EU für 2020 gerade erst geplante CO₂-Begrenzung auf 95 Gramm für Neuwagen muss erst noch ausgehandelt werden. Ein Vergleich zeigt, dass die USA für 2020 121 Gramm plant, China 117 Gramm und Japan 105 Gramm. Die gesamten PKW-Emissionen in Europa beträgt je nach Quelle gerade mal rund 10 Prozent des gesamten CO₂-Ausstosses.

Fakt ist weiter: Es gibt 66 Modelle mit weniger als 100 Gramm CO₂-Ausstoss. Das entspricht auf 100 Kilometer rund 3,8 Liter Diesel oder 4,2 Liter Benzin. Bei 12 Modellen beträgt der CO₂-Ausstoss weniger als 95 Gramm. 9 dieser 12 Modelle sind Dieselfahrzeuge mit PM10+-Russausstoss. Keine Fahrzeuge ausser den Tesla gehen über Kleinfahrzeuge hinaus.

Fakt ist weiter: Kein Stromversorger kann garantieren, dass der verwendete Strom in genügender Menge vorhanden ist und nicht in einem Kohlen- oder Gas-Kombi-Kraftwerk mit sehr hohem CO₂-Ausstoss produziert wurde. Die Forderung, dass der berücksichtigte Stromversorger Infrastruktur bereitstellt, ist schwer durchzusetzen, und was dies kostet, wird die Zapfsäule ausweisen. Die Forderung, Geld zu sparen, kann nicht mit dem Ersatz von Staatslimousinen erfüllt werden.

Und noch etwas: Für 2025 werden CO₂-Sparziele weltweit neu ausgehandelt, die Technik mit Emissionsrückführungen in allen Bereichen soll gefördert und mitberücksichtigt werden.

Ich empfehle, von Staatslimousinen auf Landauer mit schönen Pferdegespannen umzustellen und in städtischen Gebieten für Strassenreinigung, Schneeräumung und Transporte aller Art Pferdezüge einzusetzen. Aus Sicht der Energiewende werden 13 Fraktionsmittglieder die gewandelte Motion als Postulat annehmen. Ein Mitglied wird sowohl die Motion wie auch das Postulat ablehnen, und das werde ich sein.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschanten (UDC).

Der erste Teil dieser Motion beinhaltet ein wichtiges Anliegen auch der SVP, nämlich dass bei der Neuanschaffung von Autos das günstigste Modell zu bevorzugen ist. Gleichzeitig verlangt der Motionär aber, dass die neuen Autos die EU-Ziele 2020 betreffend Umweltfreundlichkeit erfüllen. Dies ist ein hochgestecktes Ziel. Die Forderung, die günstigsten Autos anzuschaffen, kann ja nicht mit den Forderungen

gen nach Umweltverträglichkeit übereinstimmen. Es ist wohl allen klar, dass heutzutage die umweltfreundlichen Autos eben teurer sind. Sonst würden sie überall herumfahren.

Der Regierungsrat schreibt denn auch in seiner Antwort, dass bei der Anschaffung schon heute auf die Umweltfreundlichkeit geachtet wird, dass aber die heutigen Modelle der Hybrid- und Elektroautos für den täglichen Gebrauch – beispielsweise bei der Polizei oder Feuerwehr – nicht geeignet seien. Aus diesen Gründen lehnt die SVP den Vorstoss sowohl als Motion wie auch als Postulat einstimmig ab.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Pour le PEV, cette motion de notre collègue Muntwyler part d'une excellente intention. Le choix des véhicules du canton, comme celui des particuliers d'ailleurs, devrait aujourd'hui être guidé par les aspects énergétiques. Cependant, si cette motion ne peut pas être soutenue sous cette forme, c'est bien qu'il y a aussi d'autres critères prépondérants qui ne peuvent pas être écartés sans autre lors de l'achat d'un véhicule. Quand on sait par exemple qu'un véhicule de police doit en tout temps pouvoir accéder même aux régions les plus reculées de notre canton, avec tout un matériel à bord qui a aussi son poids, on imagine bien qu'un véhicule hybride ou électrique d'aujourd'hui ne fait pas forcément l'affaire. Suivant le Conseil-exécutif et son raisonnement, le groupe évangélique soutiendra l'intervention sous forme de postulat, sachant que la motion est peut-être un peu prématurée. Urs Muntwyler est un visionnaire, mais nous savons aussi que les constructeurs offriront très bientôt les véhicules ad hoc.

Reto Müller, Langenthal (PS). Eine solche Staatskarosse, wie man sie sich vorstellt – grosse schwere Autos, Benzinfresser, Statussymbole –, will auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion nicht sehen. Der Titel der Motion Muntwyler weist darauf hin und will dies verhindern. Ob es jetzt bei diesem Postulat, dieser gewandelten Motion, nur um diese paar wenigen Prestigeobjekte geht oder auch um die gesamte Fahrzeugflotte, ist eigentlich nicht mehr relevant. Es ist ein Prüfauftrag an die Regierung, dass sie künftig umweltfreundlichere Fahrzeuge anschaffen soll. Wir haben zur Kenntnis nehmen können, dass bereits heute ein vernünftiger Katalog von umweltechnischen Kriterien besteht, der bei der POM für die Anschaffung von Fahrzeugen zur Anwendung kommt. Wir begrüssen auch, dass die Anschaffung aller Fahrzeuge des Kantons Bern dort über eine gemeinsame Stelle geregelt wird. Damit können auch die öffentliche Ausschreibung und das Bestreben, diese Fahrzeuge mittels Flottenverträgen möglichst günstig zu erwerben, eingehalten werden.

Andererseits würden wir uns ebenfalls wünschen, dass die Umweltkriterien und damit das Bestreben, als Kanton Bern auch möglichst sauber und umweltfreundlich mobil zu werden, bei dieser Beschaffung je länger, je mehr gewichtet werden. Der Kanton ist mit viel Vorbildcharakter in der Bevölkerung unterwegs. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion teilt die Meinung des Regierungsrats, dass die Anliegen innerhalb dieses Postulats eine weitere Prüfung der Beschaffungskriterien ermöglichen sollten, und befürwortet daher die Annahme dieses Anliegens.

Das sollte geistig dann vielleicht auch der Anstoss sein, die eigentlichen Staatskarossen durch schnittige Elektrofahrzeuge zu ersetzen oder – bestimmt noch besser – vielleicht in der Garage stehen zu lassen und als Regierungsmitglied öfter mit dem Zug, dem Velo oder, wie Peter Studer gesagt hat, dem Pferdewagen an eine Veranstaltung oder Sitzung zu reisen. Das wäre sympathisch und, wenn man die Prioritäten richtig setzt, zeitlich auch möglich. Zudem würde es die Gesunderhaltung der Regierung sichern. Damit wäre denn auch das Anliegen aus dem reisserischen Titel erfüllt.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Für die glp ist die Stossrichtung hundertprozentig richtig. Es ist für uns selbstverständlich, bei Neuanschaffungen immer auf den besten Standard zu achten. Für uns ist es daher gar nicht wesentlich, ob 95 oder 96 oder 94 Gramm CO₂ pro Kilometer ausgestossen werden. Wesentlich ist uns immer der neueste Standard, und ich glaube, das will auch der Motionär.

Bei Punkt 2, die Staatskarossen sofort zu ersetzen, sind wir ein bisschen skeptischer. Uns ist klar, dass auch die günstigste Staatskarosse immer noch relativ viel Geld kostet. Dabei müssen wir einfach die graue Energie berücksichtigen. Dann wäre mir noch wichtig, dass der Motionär erklären würde, wie dabei Geld gespart wird. Was meint er mit «bei deren Anschaffungskosten oder bei ihren Betriebskosten»? Ich bitte ihn, dies noch zu klären. Für die glp ist klar: Wir werden diese Motion einstimmig als Postulat überweisen.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Der jüngste Bericht des International Tropical Timber Council (ITTC) zeigt klar, dass der Klimawandel fortschreitet und unsere Zukunft in erschreckendem Ausmass bedroht. Die CO₂-Emissionen und somit auch die Erderwärmung nehmen weiterhin ungebremst zu. Handeln tut also Not. Neben der Reduktion des Energieverbrauchs im Gebäudebereich und der Effizienzsteigerung bei Anlagen und Geräten muss heute eben auch bei der Mobilität eine Effizienzsteigerung erreicht werden. Und gerade auch bei der Mobilität müssen die erneuerbaren Energien Einzug halten.

Wir müssen probieren, auch dort den Durchbruch einzuleiten und schliesslich einmal zu vollziehen. Was wirkt dabei besser als ein Vorbild? Gerade die öffentliche Hand hat auch in der Elektromobilität eine ganz wichtige Vorreiterrolle.

An dieser Stelle gilt es auch, die vom Regierungsrat offenbar bereits angewendeten und in der Antwort dargestellten Beschaffungskriterien zu würdigen. Sie sind eine gute Grundlage, um die Fahrzeugflotte des Kantons Schritt für Schritt auf eine saubere, effiziente und klimaverträgliche Art und Weise hinzukriegen. Wenn zukünftig auch die Regierungsräte in hochmodernen Elektrofahrzeugen zu ihren zahlreichen Anlässen fahren, ist dies nicht nur umweltfreundlich, sondern auch sinn- und wirkungsvoll. Zudem ist es klima-, innovations- und technologiefreundlich und eine Superstandortpromotion für den Kanton Bern, der dabei auch immer auf seine sehr guten Institutionen wie Fachhochschulen und andere hinweisen kann.

Daher lassen wir uns, liebe Kolleginnen und Kollegen, doch von der Innovationskraft dieses Vorstosses inspirieren und sagen wir mutig Ja zu etwas, das in die Zukunft weist, uns

dereinst hilfreich sein wird und dem Kanton ein positives Image gibt. Die Grünen stimmen dem Antrag einstimmig zu.

Hans Baumberger, Langenthal (PLR). Ich möchte zu Beginn festhalten, dass die FDP selbstverständlich die Idee, möglichst umweltschonende Fahrzeuge zu beschaffen, unterstützt. Wie wir der Antwort entnehmen, ist das nichts Neues, sondern wird bereits so gehandhabt. Der Motionär spricht zwar im Titel vom Ersatz der sogenannten Staatskarossen, doch er präsentiert dann zunächst viele andere Punkte wie zum Teil unrealistische Ideen der Strombeschaffung für die Elektrofahrzeuge.

Der Kanton Bern hat nur sieben solcher Staatskarossen. Vier davon sind neuesten Datums und haben alle Effizienz-kategorie A. Ausserdem gibt es ein älteres 4x4-Fahrzeug, das seinerzeit angeschafft wurde, damit Regierungsrat Luginbühl auch im Winter sicher nach Krattigen hinauffahren konnte. Es wäre naiv, zu glauben, dass diese sieben Autos aus dem Verkehr verschwinden würden, wenn der Kanton sie ersetzt. Etwa gleich naiv ist es, zu glauben, dass sich mental schwächere Bernerinnen und Berner zur Betonung ihres Status an einem solch unscheinbaren Mercedes der E-Klasse orientieren würden.

Auch hier haben wir es wieder mit einem Vorstoss zu tun, der darauf abzielt, der Regierung in das Tagesgeschäft hineinzureden, und dabei die Begründung nutzt, dass die Regierung heute bei der Beschaffung der Motorfahrzeuge elementare Regeln der Energieeffizienz nicht beachtet. Dem ist nicht so, das geht aus der Antwort der Regierung klar hervor. Der Vorstoss ist in Teilen nicht praxistauglich. Die FDP-Fraktion kann jetzt darauf verzichten, die Form der Motion, die gewandelt wurde, abzulehnen. Wir werden aber dem von der Regierung vorgeschlagenen Postulat zustimmen.

La présidente. M. Leuenberger a la parole en tant qu'intervenant individuel.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Wenn neue, innovative Dinge auf den Markt kommen, ist es in unserer Gesellschaft allgemein so, dass am Anfang nur ganz wenige Menschen diese Dinge ausprobieren. Sie wollen sehen, wie das ist. Sie werden erst einmal als Pioniere oder auch als Fanatiker verschrien. In der bisherigen Debatte habe ich ab und zu auch etwas gespürt, dass Sie das Gefühl haben, was Kollege Muntwyler hier fordert, sei überhaupt nicht von dieser Welt.

Das stimmt nicht. Es gibt genau solche Fahrzeuge und genau solche Technologien, und wenn wir diesen Vorstoss nun als Postulat überweisen, dann wird der Kanton Bern dies nicht sofort umsetzen, sondern im Verlauf der nächsten Jahre auf diesen Vorstoss zurückkommen, wenn Fahrzeuge ersetzt werden müssen. Bis dahin ist die Technik, beispielsweise bei den Elektrofahrzeugen, salonfähig und in der breiten Bevölkerung verankert. Sie ist dann also nichts Neues mehr. Wir nehmen nur die Zukunft etwas vorweg.

Es gibt schon jetzt bei den Elektrofahrzeugen sehr grosse Absatzzahlen. Es gibt schon jetzt Fahrzeuge, die über Hunderte von Kilometern fahren können. Und wenn hier am Rednerpult verbreitet wurde, es sei eine völlig deplatzierte Forderung, dass der Stromunternehmer die Ladeinfrastruktur

zur Verfügung stellen soll, dann stimmt auch das nicht. Stromunternehmer haben diesen Trend schon lange erkannt. Das BKW hat Anfang dieses Jahres bekannt gegeben, dass sie zusammen mit der Groupe E und der Central-schweizerischen Kraftwerke AG (CKW) das MOVE-Ladenetz weiter ausbauen will, das in der West- und in der Zentralschweiz zum Teil schon existiert. Stromunternehmer stellen dieses Netz zum Teil selber zur Verfügung. Dort können Sie Strom tanken. Für alle, die es noch nicht gewusst haben: Gerade hier unter dem Rathaus hat es eine Stromtankstelle. Sie wurde übrigens nicht vom Kanton Bern finanziert, sondern von einer privaten Organisation.

Elektrofahrzeuge sind im Unterhalt auch bedeutend günstiger als benzin- oder dieselbetriebene Fahrzeuge. Es ist allgemein bekannt, dass sie in der Anschaffung etwas teurer sind, doch im Unterhalt benötigen sie lediglich sechs Teile, die regelmässig ausgewechselt werden müssen: die zwei Scheibenwischblätter und die vier Pneus. Die vier Pneus muss man sehr häufig auswechseln. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss anzunehmen.

La présidente. Je n'ai plus d'intervenants. M. Muntwyler, vous avez la parole en tant que motionnaire.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). Dem Votum von Samuel Leuenberger kann ich eigentlich nicht mehr viel beifügen. Er ist ein Profi und weiss, wie es geht. Ich wäre froh, wenn diejenigen, die noch denken, das sei eine utopische und unrealisierbare Idee, sich vielleicht bei ihm informieren. Natürlich kann man das auch bei mir machen, aber ich möchte mich nicht in den Vordergrund stellen. Das ganze funktioniert prima. Ich selber spare dabei unanständig viel Geld, obwohl ich mit Solarstrom rechne. Deshalb ist auch klar, dass wir die gesamten Kosten betrachten müssen. Solche Fahrzeuge kann man durchaus auch im Polizeieinsatz verwenden. Ich habe in meinen 20 Ländern sehr viele Beispiele, wo Hunderte von Elektroautos im behördlichen Einsatz unterwegs sind. Das geht bis zum Tesla bei der Polizei, die damit Geschwindigkeitssünder jagt. Es ist also realisierbar. Auch der Strom ist realisierbar. Wir sollten da durchaus etwas mehr Selbstvertrauen und Stolz haben. Im Kanton Bern haben wir nämlich die Möglichkeit, unseren gesamten Strom erneuerbar zu produzieren. Alle Energie, die wir heute für Verbrennungsfahrzeuge brauchen, können wir im Kanton selbst produzieren und das Geld auch gleich behalten. Viele machen das heute auch schon. Die Idee ist nun, dass man diese Sache etwas vorantreibt. Die Antwort des Regierungsrats zeigt mir, dass mein Anliegen ganz gut aufgehoben ist.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich danke Ihnen für die interessante Diskussion. Natürlich könnten wir jetzt über Energieeffizienz noch weiter diskutieren. Interessant ist einfach der Titel dieses Vorstosses im Vergleich zu seinem Inhalt.

Ich sage Ihnen noch einmal: Es gibt nur sieben Staatskarossen, aber insgesamt wahrscheinlich über tausend Fahrzeuge, die unser Kanton betreibt. Nicht nur bei der POM gibt es solche, auch bei der BVE, beispielsweise die Unterhaltsfahrzeuge auf den Autobahnen, oder bei der VOL die Fahrzeuge des Forstdienstes. Auch die angegliederten

Institutionen im Gesundheitswesen haben Fahrzeuge. Oder haben Sie schon einmal die Spitex mit dem Trottnett im Einsatz gesehen? Daher ist die Antwort der Regierung ein Versuch, die Frage ein bisschen ganzheitlich zu betrachten und nicht nur bezogen auf die sieben sogenannten Staatskarossen.

Interessant scheint mir bei der Begründung von Herrn Muntwyler die Aussage: «Autos haben Prestigecharakter.» Das weiss ich als Jaguarfahrer, ich gebe es zu. «So fahren Staatschefs von weniger begüterten Staaten teure Staatskarossen, um ihr Prestige zu betonen. Das tun auch die Regierungsrätinnen und Regierungsräte des Kantons Bern.» Ich selber mache es privat, und da bezahle ich es auch selber. Tatsache ist einfach, dass mehrere Regierungen von andern Kantonen, auch von kleinen Kantonen wie beispielsweise Freiburg, grosse Mercedes S-Klasse haben. Wir haben – und das nehme ich durchaus auf meine Kappe – in den letzten sechs Jahren vier neue Regierungsfahrzeuge gekauft. Wir haben jedes Mal die günstigste Variante mit dem kleinsten Motor gewählt: zwei Mercedes E mit Energieeffizienzklasse A und zwei Audi ebenfalls mit Energieeffizienzklasse A. Ich denke, dies ist ein Schritt in die richtige Richtung.

Weil die Regierung die Forderungen im Rahmen des Projekts Optimierung des Beschaffungswesens in der Kantonsverwaltung (Projekt OB BE) vertieft prüfen will, schlägt sie Ihnen ja vor, dass dieser Vorstoss als Ganzes in ein Postulat umgewandelt wird. Dem hat der Motionär auch zugestimmt. Zudem will sie sich auch um alle anderen Fahrzeuge des Kantons kümmern, um die 1000 minus 7 Fahrzeuge, die hauptsächlich für die Luftverschmutzung verantwortlich sind, und nicht um die sieben Fahrzeuge der Regierung.

Noch ein letztes Wort: Wer meint, die Regierungsrätinnen und Regierungsräte des Kantons Bern seien so eitel, dass sie nie den Zug benutzen würden, ist auf dem Holzweg. Es ist ja klar, dass jeder von uns zu Sitzungen ausserhalb, beispielsweise in Zürich, mit dem Zug fährt. Da bereitet man sich ja sicher keinen Gefallen, wenn man es anders macht. Ich gehe davon aus, dass man das sehr vernünftig anwendet. Ich mache auch sehr häufig bei Sitzungen in Bern einen Fussmarsch. Zu allen Sitzungen im Bundehaus gehe ich beispielsweise zu Fuss. Das ist normal, und ich glaube, dabei müssen wir auch kein schlechtes Gewissen haben.

La présidente. Nous passons au vote. Je vous rappelle que cette motion a été transformée en postulat. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption du postulat

Oui	91
Non	51
Abstentions	3

La présidente. Vous avez accepté ce postulat.

Affaire 2013.1582

N° de l'intervention:	339-2013
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	28.11.2013
Déposée par:	PS-JS-PSA (Marti, Berne) (porte-parole) Les Verts (Lüthi, Anet)
Cosignataires:	0
Urgence refusée:	le 23.01.2014
N° d'ACE:	406/2014 du 26 mars 2014
Direction:	Direction de la police et des affaires militaires

Protection de la population en cas d'accident à Mühleberg

Le Conseil-exécutif est chargé de mettre à jour les mesures de protection de la population prévues en cas d'accident nucléaire à Mühleberg au plus vite et de présenter au Grand Conseil son plan de mise en œuvre. Ce plan devra satisfaire aux exigences de la Confédération, attendues pour fin 2013, et répondre notamment aux questions suivantes :

1. Comment se déroulerait l'évacuation (chronologie et voies d'évacuation) de la population concernée dans un rayon de 20 km et dans les zones environnantes, menacées du fait des conditions météorologiques (vent) ?
2. Quelle part de la population ne pourrait pas être évacuée ?
3. Combien de temps faudrait-il pour prendre des mesures efficaces pour protéger la population qui vit dans un périmètre de 20 km autour de la centrale et qui n'aura pas pu être évacuée immédiatement ?
4. Quelles mesures sont ou seraient prévues pour cette partie de la population (hébergement, secours, personnel médical, médicaments, vêtements de protection) ?
5. Quelles mesures médicales et de décontamination sont prévues dans un rayon de 20 km et de 30 km ? Quelle serait leur envergure, comment et où se dérouleraient-elles ?
6. Comment la décontamination ambulatoire est-elle définie et organisée (composition des équipes, lieux, équipement, ressources humaines, temps nécessaire) ?

Développement

Le 30 juin 2013, le Conseil-exécutif a présenté le rapport intitulé « Dispositif médical en cas d'accident nucléaire à Mühleberg ». Or, ce rapport laissait certaines questions sans réponse (voir points 1-6) et reposait sur des scénarios et des mesures qui ne correspondent pas à l'état actuel des connaissances. On attend en effet de nouvelles exigences de la Confédération pour la fin de l'année.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif prend les inquiétudes de la population au sérieux et attache une grande importance à l'élaboration d'une planification de qualité. Dans ce contexte, il faut tenir compte du fait que les tâches sont réparties entre la Confé-

dération, les cantons et les communes, et doivent être coordonnées. En cas d'accident nucléaire à Mühleberg, dans une autre centrale en Suisse ou sur un territoire limitrophe, il est essentiel que les capacités et les compétences nécessaires à la mise en œuvre de mesures de protection de la population puissent, selon l'ampleur de l'événement, largement dépasser celles de chaque canton. La réaction à chaque incident grave doit être coordonnée et gérée par les autorités fédérales et nécessite le déploiement de moyens fédéraux et l'aide d'autres cantons ou d'États voisins. Les plans de mise en œuvre doivent donc être coordonnés et correspondre aux prescriptions fédérales.

En ce qui concerne les questions formulées dans la motion, le Conseil-exécutif renvoie à la réponse au postulat P 098-2011 déposé par Thomas Heuberger le 18 mai 2011 (ACE 875/2011), « Dispositif médical en cas d'accident nucléaire à Mühleberg ». En outre, le rapport du Conseil-exécutif au Grand Conseil du 3 juillet 2013 relatif à ce postulat contenait déjà une réponse exhaustive à ces questions.

Depuis, la situation n'a quasiment pas changé. La Confédération n'a pas encore publié les mesures et directives qu'elle avait annoncées pour fin 2013. En effet, la procédure de consultation relative à la vérification des scénarios de référence pour la planification de mesures de protection d'urgence menée par l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) n'a été achevée que début février 2014 et la vérification du concept de zones, également dirigée par l'IFSN, est toujours en cours d'élaboration. Ces travaux doivent être terminés avant le début de la planification et la définition des mesures à mettre en place. En outre, le concept d'évacuation à grande échelle élaboré par l'Office fédéral de la protection de la population en collaboration avec les cantons est disponible sous la forme d'un rapport, qui ne contient toutefois pour l'instant pas de prescriptions obligatoires pour les cantons.

Dans le canton de Berne, les mesures de protection, fondées sur les prescriptions fédérales en vigueur, sont mises en œuvre. Pour la zone 1, il existe un concept d'évacuation; pour la zone 2, aucune évacuation n'est prévue pour le moment. Dès que la vérification des scénarios demandée par la Confédération et les adaptations des dispositions légales concernées seront terminées, le canton de Berne examinera, en tant qu'autorité responsable de la mise en œuvre, si des mesures de protection supplémentaires s'imposent et, le cas échéant, les réalisera. Si, au contraire, les nouveaux scénarios de référence n'exigent pas la mise en place de nouvelles mesures de protection, on pourra considérer que les travaux de mise en œuvre du Conseil-exécutif respectent les prescriptions en vigueur et sont donc terminés.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est disposé à examiner la demande de mise à jour des mesures de protection de la population dès que les prescriptions fédérales seront connues. Il estime que l'élaboration de la planification de mise en œuvre et le rapport au Parlement engendreront déjà un volume de travail supplémentaire considérable. Il en sera probablement de même pour la mise en œuvre et, à cet égard, il faudra également définir comment les mesures prises pourront être facturées au responsable.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons donc à l'affaire n° 67, motion du PS-JS-PSA, «Protection de la population en cas d'accident à Mühleberg». Mme Marti a la parole. Vous ne vous êtes pas annoncée, Mme Marti.

Ursula Marti, Berne (PS). Als ich mich im letzten Herbst mit dem Bericht zu den medizinischen Vorkehrungen bei einer AKW-Havarie auseinandersetzte, bin ich erschrocken. Aber der Grund war nicht in erster Linie die medizinische Vorsorge, sondern die vielen Lücken unseres Bevölkerungsschutzes, insbesondere bei der Evakuationsplanung und bei der Notversorgung. Erschreckt hat mich, dass man von veralteten Gefährdungsszenarien ausgeht. Dieser Bericht hat mehr Fragen aufgeworfen als beantwortet. Wer kann bei einer AKW-Havarie nicht evakuiert werden? Was passiert mit diesen Menschen? Wie sehen die konkreten Schutzmassnahmen aus, wie der Zeitrahmen und die Örtlichkeiten? Die Antworten auf diese Fragen waren häufig sehr unbestimmt und endeten oft mit dem Satz: «Das Konzept liegt noch nicht vor» oder «Diese Massnahme ist noch nicht vorbereitet».

Daher haben wir diese Motion eingereicht. Wir wollen, dass die fehlenden Konzepte und die notwendigen Vorbereitungen ohne Verzug an die Hand genommen werden. Wir halten die Schutz- und Rettungsmaßnahmen im Fall einer Havarie für unzulänglich und nicht dem heutigen Wissensstand entsprechend. Vor allem fehlt die Evakuationsplanung für die Zone 2. Es fehlen Aufnahmeorte, Planungen, Bereitstellung von Material und Personal und auch ein Informationskonzept für die Bevölkerung.

Zudem haben wir den Eindruck, dass man die Möglichkeit einer Havarie zu wenig ernst nimmt. Eine Havarie ist aber nicht auszuschliessen. Naturereignisse wie Erdbeben, aber auch Flugzeugabsturz, Flugzeugattentat, Risse oder andere Schäden liegen im Bereich des Möglichen. Zudem wird die Gefährdung nach der Abschaltung des AKW – gemäss BKW 2019 – noch mindestens sieben weitere Jahre andauern, bis die Brennelemente eingelagert sind. Der Handlungsbedarf besteht also auch noch nach der Abschaltung. Es wird immer wieder darauf verwiesen, dass man noch auf neue Vorgaben des Bundes warte. Das anerkenne ich. Es ist ein Problem, und ich möchte den Regierungsrat bitten, zu insistieren, dass diese Vorgaben nun wirklich kommen. Sie waren bekanntlich für 2013 angekündigt. Trotzdem hat der Kanton den Auftrag, für diese Schutzmassnahmen zu sorgen. Er muss sich um diese Verbesserungen bemühen und dort, wo Lücken bestehen und Massnahmen nicht mehr dem heutigen Wissensstand entsprechen, eingreifen. Daher bitte ich Sie, liebe Kolleginnen und Kollegen, diesen Vorstoss zu unterstützen. Ich bin bereit, ihn in ein Postulat zu wandeln, damit er hoffentlich mehrheitsfähig wird.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Dieser Vorstoss wird auch durch eine Umwandlung nicht besser. Ich kann es vorweg nehmen: Seitens der SVP wird er auch als Postulat abgelehnt. Ich nehme den Motionären ihre Besorgnis nicht eins zu eins ab. Es ist vielmehr ein Ur-Wahlkampfthema: AKW, AKW und noch einmal AKW. Man bewirtschaftet dieses Thema, man macht Volksabstimmungen, und weil man dort nicht durchkommt, probiert man hier weiter. Man macht den Menschen Angst. Man möchte Konzepte möglichst verschlei-

cken, damit die Menschen danach noch verunsicherter sind. Man weiss nun, dass das AKW im Jahr 2019 abgestellt wird, und weil man bis dann wahrscheinlich kein Konzept zum Verschicken hat, spricht man nun von den Brennstäben, die dann noch sieben Jahre bleiben. Danach will man wahrscheinlich die Leute informieren, wie sie sich verhalten müssten. Man hat bis 20 Kilometer Radius um das Kernkraftwerk Jodtabletten verschickt. Wer hat diese heute noch zur Hand? Wer weiss noch, wo sie sind? Wer hat sie schon gegessen? Das wissen wir alles nicht. Nun spricht man davon, Jodtabletten bis 50 Kilometer zu verschicken, und hat das Gefühl, die Menschen wüssten dann, was sie damit machen sollen. Man muss es wahrscheinlich etwa in 20 Sprachen übersetzen, damit alle wissen, was sie zur richtigen Zeit und am richtigen Ort tun sollen.

Wir sind der Meinung, das sei eine Panikmache par excellence, die hier die Grünen, die Sozialdemokraten und weitere linke Kreise probieren. Fakt ist, dass gemacht wurde, was nötig ist. Was noch fehlt, ist auf Stufe Bund am Laufen, und wenn das klar ist, werden selbstverständlich die notwendigen Schritte unternommen. Aber am Stand heute gibt es nichts zu ändern. In diesem Sinn ist auch die Postulatsforderung obsolet, und darum sagen wir hier klar Nein.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Mon groupe soutient unanimement cette motion sous la forme d'un postulat. Ce n'est probablement pas par hasard que deux femmes soient à l'origine de cette motion, transformée en postulat. Les femmes savent de quoi elles parlent quand elles pensent à la vie. Tchernobyl, Fukushima, vous me direz qu'il s'agit de vieilles histoires et qu'on a déjà oublié. Ces deux terribles catastrophes ont démontré ceci: on n'élimine pas les risques en faisant aveuglément confiance à la technique. L'opacité, le silence ou la désinformation caractérisent l'industrie nucléaire, que ce soit sur le plan de l'exploitation des centrales ou de la gestion d'un accident majeur. Un état de panique et de désorganisation totale s'installe sitôt après un accident. Le bouleversement est total, les dégâts incommensurables. Les victimes vivent un état de stress, d'incertitude par rapport aux mesures prévues et par rapport à celles qui sont effectivement prises. Tous ces éléments plaident en faveur d'une planification très sérieuse des secours. Tant qu'existeront les centrales nucléaires, la menace d'un accident planera, telle une épée de Damoclès au-dessus de nos têtes. La meilleure protection sera toujours la fermeture effective, rapide et le démantèlement des centrales nucléaires. Il reste évidemment encore la gestion des déchets. Ceci constitue une autre affaire, elle aussi très sérieuse, non résolue après pourtant quarante ans d'exploitation des centrales nucléaires. En conclusion, étant donné que la Confédération doit encore publier les mesures et les directives promises à la fin 2013, étant donné que cette publication et ces directives sont liées à la procédure de consultation menée par l'IFSN, terminée en février 2014, le groupe des Verts comprend la position du gouvernement, va accepter le postulat et vous invite à en faire de même.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Die SP-Fraktion bittet Sie, das Postulat zu überweisen. Wie Ursula Marti war ich im letzten Herbst in der Kommission «Medizinische Vorkehrun-

gen bei AKW-Havarie Mühleberg». Genau wie sie bin ich erschrocken über die Tatsache, dass vor allem beim Bund völlige Konfusion herrscht, was man tun soll, wenn in Mühleberg etwas geschieht. Ich habe die Welt nicht mehr verstanden, als ich das hörte. Bisher sagte man einfach, man solle in den Keller gehen, wenn etwas passiert. Das hat man im Zweiten Weltkrieg auch schon gemacht und überträgt es nun auf AKW-Vorfälle. Doch das ist jetzt natürlich vorbei, weil sich neuere Erkenntnisse ergeben haben. Nach Fukushima müssen grössere Menschenmengen evakuiert werden. Das ist eine völlig neue Situation. Wir werden noch sehen, was es für Auswirkungen hat.

Bei diesem extremen Meinungsumschwung der Experten wird mein Vertrauen in Experten natürlich auch nicht gerade gestützt. Wir haben schon hundertmal in diesem Saal gehört, dass die Experten ihre Sache verstehen und erklären, wie es ist. Wir vertrauen auf sie, und ich weiss nicht, ob wir das Vertrauen nach solchen Vorgängen noch aufrechterhalten können. Beim Kanton herrschte keine Konfusion, weil sich der Kanton gar nicht zuständig fühlte. Er hat einfach auf die Vorgaben des Bundes gewartet. Auf diese warten wir seit Herbst 2013. Sie wurden angekündigt. Bisher habe ich noch nicht gehört, dass sie eingetroffen sind. Vielleicht kann uns Herr Käser in seinem Votum aufklären, ob sie unterdessen eingegangen sind.

Die Jahre 2014 bis 2019 werden die gefährlichsten Jahre des AKW Mühleberg sein. Somit besticht das Argument, es gehe ja nicht mehr lange, hier nicht. (*La présidente agite sa cloche.*)

Ich nenne zwei Gründe, weshalb diese Jahre die gefährlichsten sind. Einerseits gibt es eine generelle Badewannenkurve: Beim Einschalten ist es gefährlich. Dann wird es relativ ungefährlich, und gegen das Ende der Lebensdauer wird es wieder gefährlich. Dies ist generell so. Bei Mühleberg kommt noch hinzu, dass das Eidgenössische Nuklearsicherheitsinspektorat (ENSI) wahrscheinlich wieder nachgeben wird. Es wird wahrscheinlich die angekündigten und sehr wichtigen Nachrüstungsmassnahmen nicht vollständig durchsetzen und damit argumentieren, 2019 wird bekanntlich abgeschaltet, also könne man das wirtschaftlich nicht mehr verantworten. Dazu kommt, dass die abgebrannten Brennstäbe nach 2019 noch jahrelang in Mühleberg verbleiben werden, und gerade in Fukushima hat man gesehen, dass sogar ein Reaktor, der schon lange abgestellt war, noch zu einer sehr grossen Gefahr werden konnte. Also ist es im Jahr 2019 noch nicht fertig damit.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Auch ich durfte in der Kommission mitwirken, die diesen Bericht zur Havarie in Mühleberg im letzten Jahr vorbereitet hat. Interessanterweise erlebte ich die Situation etwas anders als meine Vorredner. Ich gewann den Eindruck, dass die zuständigen Leute in unserem Kanton ein fundiertes Wissen im Umgang mit den Gefahren von Mühleberg haben und dass sie auf die wesentlichen Fragen gut vorbereitet sind. Trotzdem sind natürlich die sechs von Ursula Marti nun als Postulat aufgeworfenen Fragen genau solche, die wir nie endgültig beantworten können. Solange das AKW Mühleberg ein Gefahrenpotenzial in sich birgt, müssen wir uns mit diesen Fragen rollend und wiederkehrend auseinandersetzen. Vermutlich hat es auch die Regierung so beurteilt, als sie dem Vorstoss als

Postulat zustimmte. Man kann nicht gegen diese Fragen und Massnahmen sein, solange wir eine solche Gefahr haben. Im Wissen darum, dass man viele Dinge nicht statisch lösen kann, werden wir daher diesem Vorhaben als Postulat zustimmen. Es ist Aufgabe der Verantwortlichen, der Situation in immer wiederkehrendem Führungsrhythmus von Lagebeurteilung, Entscheidungsfindung und Massnahmenanordnung gerecht zu werden. Nichts hindert uns daran, diese Absicht heute mit einem Postulat zu bekräftigen.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Zur Vorgeschichte: Wir haben diesen Bericht im letzten Jahr mit 127 gegen 0 Stimmen bei 4 Enthaltungen genehmigt, wenn ich mich richtig erinnere. Wir haben zur Kenntnis genommen, dass umfangreiche Planungen und Vorgehensweisen definiert sind, die bei einem Unglück in einem Kernkraftwerk zum Einsatz kommen, und ich habe es nicht als so dramatisch empfunden, wie es Res Hofmann vorhin dargestellt hat. Das Postulat nimmt ein Thema auf, das momentan bei den Bundesstellen überprüft und je nach Ausgang zu einer neuen Umsetzungsplanung führen wird. Gemeint ist insbesondere die neue Beurteilung der Evakuierungen ausserhalb des engsten Rayons eines Kernkraftwerks. Wenn die zuständigen Bundesstellen tatsächlich zum Schluss kommen, dass nicht mehr primär Zivilschutzanlagen vorgesehen werden sollen, sondern grossflächigere Evakuierungen, dann hat das natürlich erhebliche Auswirkungen auf die Planungen. Die Forderung des Postulats ist in diesem Punkt klar: Der Regierungsrat soll beim Vorliegen dieser neu ausgearbeiteten Erkenntnisse schnellstmöglich die Vorkehrungen auf den neuesten Stand bringen.

Dazu hat der Regierungsrat in der Diskussion des Berichts wie auch in der Antwort klar gesagt, dass er die Umsetzungsverantwortung der neuen Vorgaben wahrnehmen will. Er hat gar keine Wahl: Er muss sie wahrnehmen! Aber er muss dies in Koordination mit dem Bund und mit den andern Kantonen tun. Der Regierungsrat hält fest, dass nach wie vor die gültigen gesetzlichen Vorgaben umgesetzt sind. Die BDP-Fraktion erwartet, dass mit den neuen Massnahmen auch nicht übertrieben wird, zum Beispiel mit den enormen Kosten für die Abgabe von Jodtabletten. Wir erachten das als unverhältnismässig und vor allem auch für ineffizient. (*La présidente agite sa cloche.*) Die BDP kann diesen Vorstoss als Postulat grossmehrheitlich unterstützen. Ihre Begeisterung hält sich aber in Grenzen.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). (*La présidente demande le calme.*) Ich verstehe sehr gut, dass Herr Riem nicht begeistert ist, denn das Thema begeistert uns nicht mehr so. Das ist immer am Schluss der Fall, wenn ein technisches Gerät ans Ende seiner Lebensdauer kommt. Beim Betrieb technischer Geräte sollte man immer alle Konsequenzen bedenken: Der Worst Case ist zu berücksichtigen. Das ist beim AKW Mühleberg noch einige Jahre der Fall, und deshalb wird uns das Thema noch einige Jahre beschäftigen, ob uns das nun passt oder nicht. Unverständlich ist für mich, dass das ENSI immer länger braucht, als es sollte. Dort ist man immer in Verzug. Und nervös macht mich das speziell beim ENSI, weil der Direktor ja einmal gesagt hat, sie würden zeigen, dass die schweizerischen AKW sicher sind. Das ist, als ob ich mit einem vierzigjähri-

gen Auto zur Motorfahrzeugkontrolle ginge und man mir dort sagen würde, man zeige jetzt, dass das vierzigjährige Auto von Herrn Muntwyler sicher ist. Das ist nicht der richtige Ansatz, weder bei Autos noch bei Flugzeugen oder ähnlichen Dingen. Man muss da vorsichtig sein und alle Konsequenzen bedenken.

Deshalb ist es wichtig, dass man das weiter im Auge behält, wie die Regierung vorschlägt. Insbesondere gilt dies, weil man beim Bund trödelt. Nervös macht mich auch, dass die AKW-Betreiber offensichtlich etwas renitent sind und nicht wirklich merken, worum es geht. Was wir wieder über die Diskussion um die Jodtablettenabgabe lesen müssen, gibt mir manchmal das Gefühl, es fehle jenen Leuten ein bisschen das Einfühlungsvermögen bei der ganzen Problematik. Sie sollten das einmal mit ihrer PR-Abteilung besprechen. Ich denke, das ist keine Art, mit diesem Problem umzugehen. Besser macht es die Regierung, die vorschlägt, dass man das Verursacherprinzip auch bei den Kosten anwendet, wie man das überall machen muss. Wir müssen von irgendwelchen lustigen Quersubventionierungen wegkommen. Das ist passé. Heute muss man die Kosten auf den Tisch legen und die Konsequenzen bedenken, damit man die Sache sehenden Auges betreiben kann, auch wenn die Konsequenzen sehr gravierend sind. Gerade deshalb muss man eine solche Vorsorgeplanung machen. Daher bitte ich Sie, dieses Postulat zu unterstützen. Dieses Votum hielt ich anstelle von Frau Lüthi.

La présidente. Y a-t-il encore des intervenants de groupes? M. Müller pour le PLR.

Philippe Müller, Berne (PLR). Es ist gut und wichtig, dass man sich Gedanken macht, was in Notfällen und Ausnahmesituationen passiert, und es ist egal, ob es um ein Umweltereignis, ein Hochwasser, einen Sturm oder ein Zivilisationsereignis geht. Gefordert sind in solchen Situationen Institutionen wie die Feuerwehr, die Polizei, die Armee usw. Institutionen also, die sonst nicht immer in der Gunst der motionierenden Parteien SP und Grüne stehen. Es gibt ja sogar Parteien, die im Parteiprogramm einen Teil dieser Institutionen abschaffen.

Wie also muss man sich diesen Vorstoss erklären? Er wurde im Zusammenhang mit den Wahlen und mit der Mühlebergabstimmung eingereicht. Die Junisession ist ja auch ein bisschen ein «Aufwischer» für alle Wahlkampfmotionen der SP und der Grünen. Dies ist nun schon die dritte, die wir diese Woche diskutieren. Sie werden dann zum Postulat abgeschwächt, damit man sein Gesicht einigermassen wahren kann. Es ist ja nicht so, dass sich die Regierung des Kantons Bern über solche Ereignisse noch nie Gedanken gemacht hätte. Das sagt auch die Regierung in ihrer Antwort. Es gab schon mehrere Vorstösse zu diesem Thema, und der letzte Bericht der Regierung datiert vom Juli 2013, ist also weniger als ein Jahr alt. Sogar die Regierung stellt dazu lakonisch fest: «Seither hat sich die Situation kaum verändert.» Dies ist eine nette Art zu sagen, dass der Vorstoss überflüssig ist. Man kann diesem Vorstoss als Postulat zustimmen. Ich bitte sie aber, diesen dann gleichzeitig abzuschreiben. Das ist unser Antrag.

La présidente. Y a-t-il quelqu'un qui aimerait prendre la parole en tant qu'intervenant de groupe? Ce n'est pas le cas. Des intervenants à titre personnel? Ce n'est pas non plus le cas. Mme Marti ne veut plus prendre la parole. M. le directeur, c'est à vous.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich möchte in aller Deutlichkeit festhalten, dass sich die Regierung sehr bewusst ist, dass solche Notfallkonzepte greifen müssen. Zudem ist absolut klar, dass ein Notfallkonzept existiert. Aber dieses Notfallkonzept ist natürlich aus der Zeit vor Fukushima, und das ist ein Problem. Aber das ist vor allem ein Problem des Bundes. Das haben wir in unserer Antwort deutlich dargestellt. Am Schluss der ersten Seite der Regierungsantwort können Sie lesen, dass ein Bericht des Bundes vorliegt. Dieser enthält jedoch noch keine verbindlichen Vorgaben für die Kantone.

Gestützt auf die gesetzlichen Vorgaben des Bundes, sind die Schutzmassnahmen im Kanton Bern umgesetzt. Das ist richtig. Ein Evakuationskonzept für die Zone 1 ist vorhanden, für die Zone 2 ist gemäss heutigem Konzept keine Evakuation vorgesehen. Zudem ist es sehr wohl so, wie Herr Grossrat Hofmann sagt: Auch wenn Mühleberg 2019 abgestellt wird, bleibt der Reaktor noch einen Moment dort, und dieser Moment kann relativ lange dauern. Daher ist es für die Regierung absolut klar, dass sie das Konzept anpassen muss. Aber sie ist darauf angewiesen, dass der Bund definiert, in welchem Rahmen dieses Konzept angepasst werden muss. Somit ist klar, dass die Regierung und die POM, die dieses Konzept in der Federführung bearbeitet, mit grossem Interesse die Entwicklung auf Bundesebene verfolgen.

Diese Diskussion haben wir im Übrigen auch schon in der Regierung geführt. Im letzten Abschnitt der Regierungsantwort steht denn auch, dass die Erarbeitung der Umsetzungsplanung und der Berichterstattung an den Grossen Rat zu erheblichem Zusatzaufwand führen wird. Es ist klar, dass man eine solche Arbeit nicht einfach so «mir nichts, dir nichts» machen kann. Aber sie ist wichtig, und sie hat einen hohen Stellenwert. Das ist gar keine Frage.

Die Umsetzung selber hat ebenfalls Kostenfolgen, und da werden wir aufzeigen, wie die entsprechenden Massnahmen abgegolten werden müssen. Es gibt ja einen Betreiber des Kraftwerks, und es gibt einen Fonds für den Rückbau. Das muss alles aufgezeigt werden. Deshalb könnte ich mir gut vorstellen, dass der Antrag der Regierung, diese Motion als Postulat anzunehmen, in die richtige Richtung weist, weil dies eben zeigt, dass wir daran sind und dass es ein wichtiges Geschäft ist. Selbstverständlich ist es der Regierung wichtig, dass die Bevölkerung ruhig schlafen kann.

La présidente. Nous passons au vote de cette motion qui a été transformée en postulat. M. Müller du PLR a demandé le classement. Nous allons d'abord voter sur le postulat et ensuite sur le classement. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 93

Non 44

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté ce postulat. Nous passons maintenant au vote sur le classement de ce postulat. Ceux qui acceptent le classement votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (classement)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 81

Non 55

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté le classement de ce postulat. Nous prenons congé de M. le directeur de la police. J'aimerais bien que vous écoutiez, ceux qui ne savent pas très bien le français sont priés de mettre les oreillettes, j'ai des informations assez importantes à vous communiquer. Comme vous avez pu le remarquer, nous avons bien avancé dans notre programme et comme certains directeurs sont occupés demain, nous ne pouvons pas continuer. Cela va se passer ainsi: demain matin, nous n'avons pas de session. Le secrétariat du Grand Conseil enverra un e-mail à tous les membres, mais comme vous le savez, mieux vaut un double mail, avertissez donc vos camarades de groupe pour les avertir que nous n'avons pas de session demain matin. Nous commencerons demain après-midi à 13h30, comme d'habitude, jusqu'à 15 heures. Ensuite, à 15 heures, ceux qui se sont annoncés sont les bienvenus à Epsach. Nous allons aujourd'hui commencer avec la Direction de la santé publique et des affaires sociales, car il n'y a que deux motions, mais je ne pense pas que nous pourrions finir. Demain nous aurons la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Peut-être que nous aurons fini un peu plus tôt demain après-midi, si nous n'avons pas fini, nous continuerons un peu plus longtemps. J'aimerais classer ces deux Directions. Tous les membres du Bureau auront leur séance demain matin de 11 heures à midi. Demain à midi, il y a également des manifestations auxquelles plusieurs d'entre vous se sont annoncés. Je prie les personnes qui se sont annoncées de faire l'effort d'y aller, et ceci par respect pour les personnes qui organisent ces manifestations. J'ai une dernière information importante: la présidente de la Commission de la formation, Mme Zäch, aimerait que tous les membres de cette commission se retrouvent demain à 14 heures à la salle des pas perdus. Nous saluons M. le directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale.

Affaire 2013.1551

N° de l'intervention: 322-2013
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 25.11.2013
 Déposée par: PS-JS-PSA (Battagliero, Berne)
 (porte-parole)
 Marti (Berne, PS)
 Cosignataires: 21
 N° d'ACE: 482/2014 du 23 avril 2014
 Direction: Direction de la santé publique
 et de la prévoyance sociale

Tarifs des crèches

Le Conseil-exécutif est chargé de faire adapter l'ordonnance du 2 novembre 2011 sur les prestations d'insertion sociale (OPIS, RSB 860.113) de telle manière que dès la naissance d'un enfant, la nouvelle taille de la famille soit prise en compte dans le calcul du tarif de l'accueil en crèche.

Développement

Selon les dispositions de l'actuelle ordonnance sur les prestations d'insertion, le tarif est calculé en fonction du revenu et de la fortune annuels déterminants (données fiscales de l'année précédente), de la durée de prise en charge, d'un tarif minimal fixé selon des critères sociaux et d'un tarif maximal déterminé en fonction des coûts normatifs des prestations (art. 22 OPIS). Les tarifs sont fixés avec effet au 1^{er} août de chaque année civile. Si le revenu de l'année en cours est inférieur de plus de 20 pour cent à celui de l'année précédente, le calcul est effectué sur cette nouvelle base dès la survenance du changement, pour autant que les parents en fassent la demande (art. 27 OPIS).

Comme le montrent les exemples suivants, cette méthode de calcul peut, si elle est strictement appliquée, aboutir à des résultats choquants, raison pour laquelle il faut l'adapter. En effet, les familles risquent de payer un tarif beaucoup trop élevé pendant un an et demi, puisque selon les critères de calcul de l'OPIS, un enfant qui vient de naître ne fait pas encore partie de la famille⁵.

Exemple 1 (cas extrême)

La famille Meier gagne en 2011 un revenu déterminant de 80 000 francs. Julia, leur petite fille de trois ans, passe quatre jours par semaine à la crèche Hasenhöhle et la famille paie en 2012, en fonction des données fiscales de 2011, 489 francs par mois. Leur fils Max naît le 17 janvier 2012. Depuis mai 2012, il passe comme sa sœur Julia quatre jours par semaine à la crèche. Mais comme les émoluments sont recalculés au 1^{er} août, que le revenu de l'année précédente est déterminant pour le calcul des émoluments, que le revenu de la famille Meier en 2012 n'avait pas baissé de plus de 20 pour cent⁶ par rapport à celui de l'année précédente, la famille Meier paie jusqu'à fin juillet

2013, malgré la naissance de Max, le tarif calculé pour une famille de trois, soit 489 francs par enfant et par mois. Ce n'est qu'à partir du mois d'août 2013 que la taille réelle de la famille est prise en compte et que les émoluments sont calculés pour une famille de quatre et qu'ils sont de 324 francs par enfant et par mois. Dans ce cas extrême, les émoluments payés de trop se chiffrent à 5 610 francs (janvier 2012 – juillet 2013 pour Julia, 3 135 francs, et pour Max de mai 2012 à juillet 2013, 2 475 francs).

Exemple 2

Si l'on modifie les paramètres de l'exemple, que le fils Max de la famille Meier commence à la crèche seulement en août 2012 et que Julia et Max ne passent que deux jours à la crèche par semaine, les émoluments sont calculés à 244 francs par enfant et par mois pour une famille de trois, et à 162 francs par enfant et par mois pour une famille de quatre. En d'autres termes, la famille Meier aura payé 2 573 francs de trop (janvier 2012 à juillet 2013 pour Julia, soit 1 577 francs, et août 2012 à juillet 2013 pour Max, soit 984 francs). Ces émoluments pèsent trop lourd sur la famille. Ils doivent être calculés en fonction de la taille réelle de la famille et de la capacité économique des parents. A la demande des parents, par analogie avec la règle régissant la baisse du revenu de plus de 20 pour cent par rapport à l'année précédente, les émoluments doivent être ajustés dès la naissance de l'enfant au cours de l'année.

Réponse du Conseil-exécutif

La motionnaire demande au gouvernement de faire adapter l'ordonnance du 2 novembre 2011 sur les prestations d'insertion sociale (OPIS ; RSB 860.113) de telle manière que, dès la naissance d'un enfant, la nouvelle taille de la famille soit prise en compte dans le calcul du tarif. Pour l'heure, seule la situation de l'année précédente est déterminante.

La réglementation du tarif pour l'offre d'accueil extrafamilial financée par le canton a été modifiée suite à la révision de l'ordonnance sur les prestations d'insertion sociale (OPIS), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012. Auparavant, le tarif était calculé en fonction du revenu, de la fortune et de la situation familiale. L'enquête sur l'évaluation de l'OPIS, menée également auprès des parents et des directions des garderies, avait montré en effet que les calculs effectués sur la base de données récentes étaient très compliqués et souvent difficiles à contrôler. Le but de la révision a donc été de simplifier le calcul du tarif et de réduire le travail administratif pour les communes, les garderies et les parents, tout en tenant compte le plus possible de la capacité économique de ces derniers afin de proposer des prestations d'accueil extrafamilial accessibles à toutes les familles qui en ont besoin. Il convient toutefois de relever qu'il n'existe pas de droit à une place dans une structure d'accueil subventionnée.

Il a donc été décidé de chercher une solution avec le concours d'experts de la Direction de l'instruction publique, de la Direction des finances et de l'Intendance des impôts. Depuis le 1^{er} août 2012, le tarif est calculé en fonction de la situation de revenu et de fortune de l'année précédente et celles-ci peuvent être vérifiées, taxation fiscale à l'appui. C'est précisément la situation de revenu et de fortune des

⁵ Pour les calculs, cf. www.gef.be.ch < Accueil extrafamilial > Système tarifaire > Programme de simulation du tarif des garderies.

⁶ L'expérience montre que la naissance d'un enfant n'est pas une raison suffisante pour obtenir l'application de la règle sur les cas de rigueur. Seule une réduction du taux d'occupation ou la prise d'un congé non payé entraîne la réduction du revenu de plus de 20 pour cent.

parents ou des répondants vivant alors avec l'enfant au sein du ménage qui est prise en compte. Comme il n'est peut-être pas toujours facile de fixer le nombre d'enfants déterminants pour la taille de la famille, le calcul se fonde sur la situation de l'année précédente. Il peut inclure aussi, par exemple, des enfants plus âgés qui ne vivent plus à la maison, envers lesquels les parents ont une obligation d'entretien. Ceux-ci figurent certes sur la déclaration d'impôt mais sont sinon difficiles à contrôler. Le tarif pour les parents est désormais fixé avec effet au 1^{er} août de chaque année (p. ex. en août 2014 sur la base des données de l'année 2013). Une adaptation en dehors de cette date en raison d'un changement de revenu ou du nombre d'enfants, éléments dont il est tenu compte pour la définition de la taille de la famille, est seulement possible si le revenu déterminant, qui comprend essentiellement le salaire net, cinq pour cent de la fortune nette et une déduction en fonction de la taille de la famille, est inférieur de plus de 20 pour cent à celui de l'année précédente (réglementation des cas de rigueur conformément à l'article 27, alinéa 3 OPIS). En ce qui concerne les écoles à journée continue, tout changement de taille, agrandissement ou réduction de la famille, est pris en considération dès sa survenance. La Direction de l'instruction publique n'a pas constaté de problème au niveau de l'exécution. Il faut s'attendre cependant à ce qu'une réduction de la famille ne soit pas annoncée ou ne puisse pas être constatée tout de suite, ce lorsque les parents n'ont plus d'obligation d'entretien envers les enfants plus âgés.

Comme l'indique la motionnaire, il peut arriver que la nouvelle taille de la famille ne soit pas prise en compte jusqu'à une année et demie après la naissance de l'enfant en dépit du changement de la capacité économique des parents qui en découle. La situation peut devenir extrême lorsqu'un enfant naît en début d'année, que la taille de la famille est adaptée seulement au mois d'août de l'année suivante et que la réglementation des cas de rigueur susmentionnée ne peut pas être appliquée. A noter également que, la plupart du temps, la naissance d'un enfant n'est pas une raison suffisante pour faire baisser le revenu déterminant de 20 pour cent, partant pour obtenir une adaptation du tarif applicable aux cas de rigueur. Seule une réduction du taux d'occupation ou la prise d'un congé non payé en constitue une.

La majorité des parents et des garderies concernés ont de la peine à comprendre ou à s'expliquer pourquoi il n'est pas toujours possible de tenir compte immédiatement du changement de taille de la famille. Une situation qui signifie du travail supplémentaire pour les garderies, les communes et la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale.

Une adaptation de l'OPIS rendrait la perception des émoluments d'emblée plus difficile dès lors que le calcul devrait être ajusté à la nouvelle donne dans le courant de l'année. Il y a lieu de présumer qu'il y aurait par contre moins de demandes d'adaptation du tarif en dehors de la période de calcul, qui se révèle nettement plus compliquée, et que la réglementation des cas de rigueur se fonderait uniquement sur la situation de revenu et de fortune et non, comme c'est actuellement le cas, sur la taille de la famille. Le fait que les systèmes tarifaires seraient identiques sur ce point dans les

domaines scolaire et familial constitue un argument supplémentaire en faveur d'une adaptation de l'OPIS. Pour le reste, les deux systèmes concordent. Il convient de relever qu'en cas d'adaptation de la réglementation, une réduction de la famille devrait être également prise en considération dès sa survenance.

Il est très difficile d'évaluer les répercussions financières d'une adaptation de la réglementation compte tenu du fait qu'il n'est actuellement pas nécessaire d'annoncer les naissances et que l'on ne connaît donc pas le nombre exact des familles concernées ni leur revenu déterminant. Au vu des émoluments payés en moyenne par les parents, une adaptation signifierait une réduction de 200 francs environ par enfant et par mois. Par ailleurs, en supposant que, dans quelque 15 pour cent des cas (900 environ), elle s'avère nécessaire et qu'un tiers peut bénéficier de la réglementation des cas de rigueur, 600 adaptations resteraient à effectuer. Si l'adaptation était appliquée neuf mois en moyenne, elle permettrait une décharge d'un million de francs environ par an pour les parents mais alourdirait les charges du canton et des communes. On peut présumer cependant qu'il ne faudrait plus aussi souvent appliquer la réglementation de cas de rigueur, ce qui allègerait les charges d'un montant de 250 000 à 500 000 francs. Il faudrait donc s'attendre tout au plus à une hausse des coûts de 1,3 pour cent dans l'accueil extrafamilial (+ CHF 0,75 mio pour un budget de CHF 56 mio brut).

Le Conseil-exécutif estime que les arguments en faveur de l'adoption de la motion prédominent. Etant donné que sa mise en œuvre exige une adaptation de l'OPIS, qui relève elle-même du gouvernement, la motion qui porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif a valeur de directive au sens de l'article 53, alinéa 3 de la loi du 8 novembre 1988 sur le Grand Conseil. Le gouvernement propose de mettre en œuvre dès que possible l'adaptation exigée par la motionnaire, au plus tard lors de la révision de l'OPIS prévue pour le 1^{er} janvier 2017 (en cas de passage au système de bons de garde).

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption

La présidente. Nous passons à la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, affaire n° 68, motion du PS-JS-PSA, «Tarifs des crèches». Cette motion est acceptée par le Conseil-exécutif, est-ce que quelqu'un conteste cette motion? – Ce n'est pas le cas, nous passons donc tout de suite au vote. Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	120
-----	-----

Non	3
-----	---

Abstentions	5
-------------	---

La présidente. Vous avez accepté cette motion.

Affaire 2013.1294

N° de l'intervention: 281-2013
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 19.09.2013
 Déposée par: Geissbühler-Strupler
 (Herrenschwanden, UDC)
 (porte-parole)
 Knutti (Weissenburg, UDC)
 Fuchs (Berne, UDC)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 608/2014 du 7 mai 2014
 Direction: Direction de la santé publique
 et de la prévoyance sociale

Surveillance de la Station Etoine

Le Conseil-exécutif est chargé de subordonner la Station Etoine de psychiatrie médico-légale à la Direction de la police et des affaires militaires.

Développement

Depuis octobre 2011, après une phase de construction d'une année et demie, 14 personnes vivent dans le bâtiment Etoine, qui relie un nouveau bâtiment à une partie de l'ancienne Clinique de la Waldau. La construction de ce bâtiment, qui a coûté 12 millions de francs, a eu l'approbation de la majorité du Grand Conseil. Depuis, ce service des SPU accueille des détenus et détenues souffrant de maladies psychiques et des personnes potentiellement violentes condamnées à la privation de liberté à des fins d'assistance. Ces personnes dangereuses sont soignées et prises en charge par un personnel spécialisé, médecins, infirmiers et infirmières, psychologues, thérapeutes, travailleurs sociaux et travailleuses sociales. Déjà au stade de la construction, cette équipe spécialisée a demandé que la nouvelle unité ne soit pas assimilable à une prison, que les salles soient claires et les parois peintes dans des couleurs apaisantes. Il ne devait pas y avoir de grilles aux fenêtres. On constate ainsi que l'équipe soignante pense uniquement au bien-être des personnes dangereuses qui y sont détenues. Elle oublie manifestement que le difficile travail thérapeutique est possible uniquement en étroite collaboration avec le service de sécurité, qui doit répondre à de hautes exigences. Il est donc d'une nécessité urgente que le personnel de surveillance et d'encadrement de l'exécution des peines soit impliqué dans l'équipe souvent bien disposée à l'égard des détenus et détenues, que son expertise soit prise au sérieux et qu'il puisse ainsi contribuer au réalisme des évaluations thérapeutiques, des pronostics et des interventions. La subordination de la Station Etoine à la surveillance de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale signifie que tout doit faire l'objet d'une ordonnance médicale : les caméras de surveillance, les chambres sécurisées etc. et qu'il n'y a pas de véritable standard de sécurité.

Un bon exemple d'une séparation utile entre la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale d'une part et la Direction de la police et des affaires militaires de l'autre s'observe à l'Hôpital de l'Île : la SAP est chargée de l'exploitation hospitalière, la POM de la division cellulaire, où

sont soignés des détenus et détenues souvent dangereux. Les violences tragiques dont ont été victimes Lucie, Marie et Adeline montrent clairement les limites des psychothérapies. L'institution Etoine, où sont soignées des personnes dangereuses souffrant de maladies psychiques, doit donc être subordonnée à la Direction de la police, à l'exemple des autres lieux d'exécution de mesures du canton de Berne, comme Thorberg. Cela permettrait à la nouvelle Station Etoine de profiter de l'expérience de nos établissements pénitentiaires et de multiplier les échanges.

Réponse du Conseil-exécutif

L'expertise Uster a montré que la sécurité présentait certaines lacunes, tout à fait surmontables, cependant. Pré-tendre qu'il n'y a pas de standard de sécurité n'est pas fondé (voir ainsi le règlement de la station de psychiatrie médico-légale et le manuel interdisciplinaire d'Etoine). La collaboration entre l'équipe soignante, les médecins et le service de sécurité est généralement qualifiée de bonne à présent.

Il n'est pas vraiment possible de comparer Etoine à la division cellulaire de l'Hôpital de l'Île. La durée du séjour à Etoine est plus longue qu'à l'Hôpital de l'Île par nécessité médicale. Et subordonner les agents de sécurité à la Direction de la police et des affaires militaires (POM) ne ferait qu'agrandir les mailles du filet entre les responsables médicaux, le personnel soignant et la sécurité.

La subordination de toute l'unité Etoine à la POM mettrait en péril le lien étroit établi au sein des SPU entre les connaissances en psychiatrie, en soins et en sécurité. C'est pourquoi le rapport Uster s'en tient à la structure de subordination actuelle.

Le Conseil-exécutif préconise une collaboration plus étroite entre la POM et la SAP. Quant au rapport, il recommande de revoir le programme d'exploitation de l'unité Etoine en vue d'améliorer la coopération entre les groupes professionnels et, partant, la sécurité.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire n° 69, motion de Mme Geissbühler-Strupler, «Surveillance de la Station Etoine». Nous sommes en débat libre. Mme Geissbühler a la parole. Je vous prie de vous annoncer. (*La présidente demande le calme.*)

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Warum soll die Station Etoine von der GEF zur POM verschoben werden? Ich muss einen Rückblick machen, vor allem für die vielen neuen Ratsmitglieder. Dieses Geschäft hat uns im Jahr 2008 hier im Grossen Rat bereits beschäftigt. Wir hatten eine Vorlage, um für ganz schwere Straftäter mit psychischen Erkrankungen ein Gefängnis oder eben diese Klinik Etoine bauen zu können. Diese Vorlage war sehr teuer: 14 Plätze für 14 Mio. Franken. Die Frage stand im Raum, weshalb ein Platz 1 Mio. Franken kostet. Die Antwort des Regierungsrats war, dass man besondere Sicherheitsmassnahmen ergreifen müsse, die sehr teuer seien. Das war die Begründung. Danach wurde unter der Federführung der BVE und der GEF gebaut. Eindeutig ge-

fehlt hat dabei die POM, die für die Sicherheitsvorkehrungen verantwortlich ist und auch Erfahrung mit den Strafanstalten hat und sonst bei solchen immer dabei ist. Entsprechend wurden die Sicherheitsstandards nicht eingehalten. Bald nach Inbetriebnahme haben drei der Sicherheitsleute gesagt, es sei unglaublich, wie sie arbeiten müssten. Die Sicherheitsstandards würdensowohl für Drittpersonen wie auch für die dort stationierten Leute sowie für die Pflegenden und die Psychiater vernachlässigt. Es sei eine ganz gefährliche Situation. Das Mobiliar stand zum Beispiel frei herum und war nicht, wie in einer Strafanstalt, festgemacht. Es gibt keine Gitter vor den Fenstern und nur einen sehr niedrigen Zaun, und so gab es auch bald Ausbrüche aus diesem Gefängnis. Aber man versuchte, alles zu vertuschen, bis drei Sicherheitsleute eine Beschwerde machten und sagten, so gehe das nicht. Man habe im Grossen Rat versprochen, es werde eine sichere «Gefängnisklinik», doch nun sei dies nicht der Fall. *(La présidente agite sa cloche.)*

Erst als diese Beschwerde veröffentlicht und in den Medien diskutiert wurde, machte die GEF einen Bericht über die Station Etoine. Das war der Bericht Uster. Ich habe ihn selber gelesen, bis auf einige Seiten, die der Öffentlichkeit verwehrt wurden. Im Bericht steht, dass es zwei Möglichkeiten gibt, um die Sicherheitsmängel zu verbessern. Einerseits müsse man bauliche Massnahmen ergreifen. Sicherheitsleute, die etwas von der Sache verstehen, sagten, da komme ein rechter Happen auf den Grossen Rat zu. Die andere Möglichkeit ist, dass man bei jedem Patienten vor seiner Einlieferung ganz genau abklärt, wie gross sein Gefährlichkeitspotenzial ist. Eine solche Abklärung kostet mehrere Hunderttausend Franken, wie Zahlen belegen. Auch kostet ein Platz in der Station Etoine 35 400 Franken pro Monat. Es wird einfach sehr viel Gewicht darauf gelegt, dass sich die Leute dort wohlfühlen. Sie sind in der Nacht auch nicht in abgesperrten Zellen, vielmehr sind ihre Türen sind Tag und Nacht geöffnet, obschon uns gesagt wurde, es seien die allergefährlichsten Straftäter. Es ist ähnlich wie in La Pâquerette, der Wohlfühloase, wo Adeline im Ausgang mit einem gefährlichen psychisch Kranken sterben musste. *(La présidente demande à l'oratrice de conclure.)* Noch ein Satz: La Pâquerette ist jetzt übrigens ersetzt und wurde der Sicherheitsdirektion angegliedert. *(La présidente demande à l'oratrice de conclure.)* Es gibt keine andere psychische Anstalt für gefährliche Straftäter, die nicht unter einer Sicherheitsdirektion ist.

Maxime Zuber, Moutier (PSA). Je serai bref. L'unité de psychiatrie médico-légale Etoine des Services psychiatriques universitaires accueille et traite deux groupes de patients: ceux souffrant de troubles psychiques et provenant des prisons et ceux potentiellement violents sous le coup d'un placement à des fins d'assistance. Le travail de cette unité a ceci d'hybride qu'il se situe entre la prison et la psychiatrie. La nature interdisciplinaire d'Etoine constitue donc à la fois une force mais aussi une faiblesse. Des conflits de conception et des frictions entre les responsables de ces deux missions sont donc inévitables. Cependant, selon l'enquête externe confiée à l'expert M. Uster «cette unité n'a jamais présenté de risque en termes de sécurité malgré certaines lacunes». Cet audit conseille certes des améliorations techniques et architecturales pour renforcer la sécurité

d'Etoine. L'expert ne préconise cependant pas ce que demande la motion, à savoir un transfert de la responsabilité de cette unité de la SAP vers la POM. Le groupe PS-JS-PSA ne voit donc aucune raison de soutenir cette motion qu'il va donc rejeter en suivant la recommandation du gouvernement.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Wir diskutieren hier Sicherheitsfragen im Zusammenhang mit psychisch kranken Patientinnen und Patienten im Strafvollzug. Die Betreuung solcher Menschen ist anspruchsvoll, und zwar in jeder Hinsicht: sei es in Bezug auf pflegerische Massnahmen, ärztliche Betreuung, andere Therapiebereiche und natürlich auch betreffend Betreuung durch einen Sicherheitsdienst. Es ist eigentlich fast normal, dass es in diesem nicht ganz einfachen Umfeld auch einmal zu Problemen kommen kann. Das sage ich auch als Arzt. Diese Probleme sind lösbar, und wir müssen sie unter Mithilfe aller beteiligten Berufsgruppen inklusive Sicherheitsdienst lösen. Die Untersuchung Uster zeigt gewisse Mängel auf, die aber lösbar sind. Er unterbreitet zudem Lösungen. Die Mängel müssen angegangen werden, das ist keine Frage. Die vorliegende Motion hilft aber nicht, diese Mängel zu lösen. Kommunikation und Kooperation sind die gefragten Schlüsselwörter. Lösbar sind die Probleme durch Kommunikation und Kooperation zwischen den involvierten Berufsgruppen und definitiv nicht durch eine Neuunterstellung der Station. Die Probleme muss man vor Ort lösen. Die Unterstellung ist im Grunde sekundär, denn eine Neuunterstellung verlagert das Problem vor Ort nicht. Es kommt nur in einen andern Zuständigkeitsbereich, doch die Probleme vor Ort müssen genauso gelöst werden.

Die FDP-Fraktion unterstützt den Antrag des Regierungsrats einstimmig und lehnt die Motion ab. Eine Motion ist eben nicht das geeignete Mittel, um dort vorwärtszukommen.

Ich erlaube mir noch eine persönliche Bemerkung. Im Motionstext kann man vom «täterfreundlichen Team» lesen. Ich finde es nicht sehr angebracht, vom «täterfreundlichen Team» zu sprechen, und es hilft auch nicht, die Probleme zu lösen.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Ich bin eine von den GrossrätInnen, die diesen Brief vor zwei Jahren von einem ehemaligen Mitglied des Sicherheitsdienstes erhalten haben. Der Mann hat klare und scharfe Anschuldigungen gegen die Universitären Psychiatrischen Dienste Bern (UPD) gemacht. In der Zwischenzeit haben wir einen sehr guten Bericht Uster, den man im Internet auf der GEF-Seite einsehen kann. Er nimmt eine klare Haltung ein, nicht zuletzt auch zum Thema, das die Motionärin Geissbühler hier hat. Er sagt nämlich: Ja, es gibt Probleme. Aber diese sind nie von dem Ausmass, wie uns das ehemalige Mitglied weismachen wollte. Mit der Leitung der UPD ist man daran, dieses Problem zu lösen. Der Bericht sagt auch klar, dass das Problem nicht bei der Unterstellung in der Psychiatrie liegt und man die heutige Unterstellung nicht verändern soll. Was heisst es eigentlich, wenn man gewalttätige, fremdgefährliche Psychiatrietäter behandeln muss? Das heisst, dass man zwei Schnittstellen in einer Gleichwertigkeit im Alltagsgeschehen berücksichtigen muss, nämlich die Sicherheit

und die Psychiatrie. Das ist eine der schwierigsten Voraussetzungen. Ich führe selber ein Ambulatorium, das in diesem Segment auch immer wieder sehr gefordert ist. Es ist eine der grössten Herausforderungen, Psychiatrie, Ärzte, Pflegende und Sicherheitsdienst in eine gleichwertige Betreuung zu integrieren. Da sind wir in der UPD erst am Anfang. Nicht zuletzt wäre ich auch froh gewesen, man hätte vielleicht etwas früher mit den grossen, erfahrenen Kliniken, Rheinau und Psychiatrie Basel, Kontakt aufgenommen und die verschiedenen Konzepte einer integrierten interdisziplinären Psychiatriebetreuung zusammen angeschaut. Ich glaube, die UPD hat die Zeichen der Zeit erkannt, nicht zuletzt dank der guten Empfehlungen des Berichts Uster. Es ist sicher keine Empfehlung, wie sie Frau Geissbühler möchte.

Wir haben hier eben kein Gefängnis. Wir haben Gefängnisinsassen in der Psychiatrie. Das ist ganz wichtig. Wie der Bericht Uster sagt, kann man nur so gewährleisten, dass die neuesten psychiatrischen Erkenntnisse gemeinsam im Austausch mit andern Psychiatrien an diesem doch gefährlichen Segment von Patienten angewendet werden können.

Für unsere Fraktion ist es ganz klar: Die Motion Geissbühler bringt uns nicht weiter. Sie öffnet neue Schnittstellen und neue Probleme. Noch mehr Köpfe sind verantwortlich für dieses Patientensegment, und das ist nicht die Zielsetzung einer zukunftsgerichteten Psychiatrie im forensischen Bereich. Daher lehnen wir diese Motion vollumfänglich ab.

Darf ich noch einen letzten Punkt sagen: Ich springe jetzt zum Inselspital. Wir haben morgen über Mittag eine Veranstaltung. Ich wäre froh, wenn alle Leute, die sich angemeldet haben, auch kommen würden. Ich denke, die Insel ist eine wichtige zweite Universitätsklinik, die uns am Herzen liegen muss. Daher würde es sich lohnen, die Herausforderungen und Problemstellungen, die wir nach einem Jahr Spitalversorgungsgesetz haben, gemeinsam mit der Insel zu diskutieren. Merci all denen, die eineinhalb Stunden früher ins Rathaus kommen.

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD). Die BDP-Fraktion geht mit der Motionärin einig, dass die Öffentlichkeit vor gemeingefährlichen Personen geschützt werden muss. Auch sind wir mit Frau Geissbühler einig, wenn sie in ihrer Begründung offenlegt, dass Mängel und Missstände bestehen und dass Massnahmen auf verschiedenen Ebenen ergriffen werden müssen. Aber wir sind nicht überzeugt, dass ein Direktionswechsel die bekannten Mängel und Unstimmigkeiten aufheben kann. Vielmehr stützen wir uns auf den Bericht Uster, der auch in der Antwort des Regierungsrats erwähnt ist. Dort wird objektiv aufgezeigt, dass Fehler und Versäumnisse behoben werden können.

Wir sind der Meinung, dass eine übergreifende, konzeptionelle Ausrichtung von verschiedenen Direktionen der richtige Weg ist. Wir sehen in den acht Empfehlungen des Berichts ein korrigierendes Instrument, das zwingend umgesetzt werden muss. Auch die GPK hat den Untersuchungsbericht Uster intensiv behandelt und beschlossen, dass sie in ihren halbjährlichen UPD-Reportings auch über den Stand der Umsetzungen der acht Empfehlungen in Kenntnis gesetzt wird. Ich versichere Ihnen, dass die GPK ganz sicher handeln wird, wenn sie sieht, dass dort nichts oder nicht alles umgesetzt wird.

Die BDP-Fraktion empfiehlt Ihnen daher die Ablehnung der Motion. Weshalb? Dieses Geschäft wird von der GPK begleitet und überwacht. Warten wir doch die Resultate der Umsetzung dieser acht Empfehlungen ab. Wir sehen nicht ein, weshalb nun ein Direktionswechsel stattfinden soll, vor allem weil er nicht zielführend ist.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Bisher wurde hier viel gesagt, daher kürze ich es etwas ab. 2008 wies der Regierungsrat darauf hin, dass es eine Station für solche Straftäter braucht, weil sie je nach Verlauf ihres Zustands sehr gewalttätig sein können. Diese Station wurde vor einigen Jahren gebaut. Wie auch die Studie Uster belegt, gab es aber mehrere Ereignisse, die nicht sehr beruhigend sind. Die Motionäre sind daher der Ansicht, dass die POM die bessere Direktion wäre, vor allem deshalb, weil sie auch alle andern Straftäter-Massnahmenzentren betreut. Daher hat sie Mitarbeitende, die für solche Fragen ausgebildet sind. Es ist ihr Metier.

Nun zur Studie Uster: Dort stehen viele Dinge. Einiges davon wissen wir alle vielleicht auch nicht. Wie Marianne Schenk vorhin sagte, hat die GPK dort noch mehr Einsicht. Im Bericht steht so schön, eine «konzeptionelle Klärung» sei notwendig. Ich habe einfach etwas Mühe mit solchen Ausdrücken. Ich habe das Gefühl, manchmal wissen nicht einmal diejenigen, die sie benutzen, was sie genau bedeuten sollen.

Zum einen wird dort das Verbessern der Sicherheitseinrichtungen durch bauliche Massnahmen erwähnt. Dies kann man machen, ist aber aus meiner Sicht fragwürdig. Etoine ist jetzt ein paar Jahre alt. Man hat die Station für 14 Mio. Franken gebaut, also für 1 Mio. Franken pro Person, und ein paar Jahre später kommt man und sagt, es reiche nicht aus. Also «excusez» – da hat doch irgendjemand versagt. Noch etwas zu den Kosten eines Platzes pro Monat: Wie bereits gesagt wurde, kostet ein Platz 35 400 Franken.

Und als zweite Verbesserungsmöglichkeit könne man individuelle Abklärungen der Klienten machen, heisst es. Ich weiss nicht, ob diejenigen, die das sagen, wissen, was das eigentlich ist. Das ist eine relativ schwierige Sache. Der Fall Lucy und manch anderer haben es gezeigt, und wenn übrigens dort die Patienten sich grösstenteils dreissig Tage aufhalten, dann müsste man ja jeden Monat die neuen Leute wieder einschätzen. Jeden Monat 14 Patienten einschätzen kostet je zwischen 3000 und 6000 Franken. Überlegen Sie sich einmal, was das kostet. Zudem ist noch die Genauigkeit einer solchen Einschätzung sehr schlecht, wie ich bereits erwähnt habe. Übrigens war gerade heute oder gestern in der Zeitung, dass in Genf ein wegen Mordes zu 15 Jahren Haft verurteilter Straftäter nach nicht einmal neun Jahren Haft aus der Halbgefangenschaft geflohen ist. Ich frage mich daher, ob die Psychiater fähig sind, diese Menschen so gut zu beurteilen. Ich zweifle sehr daran.

Der Vorwurf bezüglich des Sicherheitskonzepts sei nicht haltbar, sagt der Regierungsrat. Er widerspricht sich aber selber, denn er gibt ja zu, dass die Mängel bestehen. Er sagt auch, dass die Zusammenarbeit zwischen den Pflegeleuten, den Ärzten und den Sicherheitsleuten zu verbessern sei. Für mich und unsere Fraktion ist ganz klar, dass die Sicherheit vor dem Optimum für die Straftäter kommt. Der Strafvollzug gehört deshalb ganz klar zur POM. Dort wissen

die Mitarbeitenden, wovon sie sprechen, sie sind sich dies gewohnt und sie haben andere solcher Institutionen unter sich. Die psychische und ärztliche Betreuung ist dadurch ja nicht gefährdet. Das Inselspital hat übrigens auch eine Station, wo sich diese Leute zwar weniger lange aufhalten. Dort funktioniert es genau gleich. Eine Mehrheit unserer Fraktion unterstützt deshalb diese Motion.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Es wurde viel gesagt, und ich würde vor allem die Aussage von Herr Kollege Kohler unterstützen. Man hat gesehen, dass er als Fachperson in diesem Thema sehr gut und fundiert ist. Daher vielleicht zwei Bemerkungen von meiner Seite. Etwas zu den «täterfreundlichen Teams». Ich kenne keine täterfreundlichen Teams und bin bis jetzt auch keinen solchen begegnet. Dann zum Direktionswechsel: Wir haben ein Beispiel, wo der Asylbereich von der GEF in die POM verschoben wurde, und dort haben wir auch mittels Untersuchungen usw. gesehen, welche Probleme dadurch entstanden sind. Ein Direktionswechsel bedeutet also nicht unbedingt, dass es dann auch besser wird. Auch hier wird ein Beispiel aus Thorberg gegeben, und ich habe mir natürlich einige Fragen gestellt, wenn wir sehen, was in der Strafanstalt Thorberg alles geschehen ist. Aber im Psychiatriebereich und in der Arbeit mit Menschen mit psychischer Belastung müsste man immer zwischen Bestrafung, Betreuung und Therapie unterscheiden. Daher kann die Arbeit mit psychisch belasteten Menschen sehr anspruchsvoll sein. Es können auch Fehler vorkommen, weil es kein fertiges Rezept für die Arbeit mit ihnen gibt. Es gibt einen gewissen Verhaltenskodex, gewisse Regeln, aber kein fertiges Rezept. Deshalb müsste man immer wieder überlegen, wie man in diesem Bereich weiterarbeiten kann. Die grüne Fraktion wird diese Motion ablehnen.

La présidente. Mme Beutler pour le PEV. J'aimerais encore voter sur cette motion aujourd'hui, afin que M. Perrenoud n'ait plus besoin de revenir demain.

Melanie Sarah Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Ich werde wie Kollege Muntwyler in unserer Schriftsprache sprechen. Die EVP-Fraktion versteht und teilt das Anliegen der Motion, was deren Begründung betrifft. Es ist richtig und wichtig, dass die Bevölkerung und das zuständige Personal vor gewaltbereiten und gefährlichen Menschen geschützt wird. Gleichermassen dringend ist, dass psychisch kranke Straftäter eine adäquate Behandlung erhalten und in einem geschützten Rahmen stabilisiert werden. (*La présidente agite sa cloche.*) Die EVP-Fraktion teilt aber die Schlussfolgerungen der Motion nicht, dass deshalb zwingend ein Direktionswechsel zu vollziehen sei und dass dies eine oder gar die zielführende Massnahme sei, um die bekannten Mängel zu beheben. Wir teilen vielmehr die Auffassung des Berichts Uster, dass hier verschiedene Wege puzzleartig zu einer Verbesserung der Situation führen. Im Bericht sind denn auch acht Massnahmen aufgeführt. Die EVP-Fraktion kann unter diesen Umständen die Motion im vorliegenden Wortlaut nicht unterstützen. Für uns ist es sehr fraglich, ob mit dieser Massnahme die angesprochenen Probleme behoben werden können und ob der Direktionswechsel zielführend sei. Die EVP-Fraktion schlägt aber vor, diese Mo-

tion in ein Postulat zu wandeln, analog zur Motion Blaser betreffend umfassender Untersuchung der POM durch die GPK, die wir vor zwei Tagen diskutiert haben. Die Argumente für einen Prüfungsauftrag sind ähnlich.

Erstens behandelt die bereits GPK dieses Geschäft und dessen Überprüfung. Zweitens haben wir den Bericht Uster mit seinen acht Empfehlungen. Zuerst muss deren Umsetzung und Wirkung abgewartet werden, bevor weitere Massnahmen wie ein allfälliger Direktionswechsel geprüft werden können. Drittens wird die GPK zu gegebener Zeit prüfen und urteilen müssen, ob weitere Massnahmen angebracht sind. Diese Kommission ist unseres Erachtens das richtige Entscheidungsgremium und nicht das Plenum des Grossen Rats, denn sie verfügt über zusätzliche Informationen und ist im Gespräch mit der GEF und entsprechenden Institutionen.

Abschliessend sei der EVP-Fraktion noch eine Bemerkung erlaubt. Es ist stossend, dass so kurz nach Inbetriebnahme der Station bereits bauliche Massnahmen angesagt sind. Dies weist eindeutig auf ein zumindest mangelhaftes und unvollständiges Konzept vor Baubeginn hin. Das ist nicht haltbar, und es ist empfehlenswert, sich in dieser Hinsicht an andern, gut funktionierenden Institutionen zu orientieren, und das nun bitte vor Baubeginn zur Behebung der angesprochenen Mängel.

La présidente. Y a-t-il encore des intervenants? Ce n'est pas le cas, Mme Geissbühler a donc la parole.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Ich möchte noch etwas sagen zum Ausdruck «täterfreundlich». Täterfreundlich heisst eigentlich, dass eben die Sicherheitsstandards aus Rücksicht auf die Täter nicht eingehalten wurden. Das ist täterfreundlich.

Dann möchte ich noch sagen, dass auch forensische psychiatrische Dienste in allen unseren Strafanstalten tätig sind: in St. Johannsen, in Witzwil, überall sind solche involviert. Es sind die genau gleichen Leute wie in der Etoine-Station. Und doch sind diese der POM unterstellt, weil es sich eben um gefährliche Straftäter handelt.

Ich verstehe, wenn dies jetzt einfach in der GPK angegangen werden soll und dort das Problem und die Massnahmen hoffentlich geprüft werden. Ich traue der GEF einfach weniger zu als der POM, dass sie das in unserem Sinn macht. Ich möchte, dass darüber als Postulat abgestimmt wird. Wenn aber alle andern Massnahmen, welche die GEF nun durchführen sollte, nicht greifen, dann soll doch noch geprüft werden, ob es nicht sinnvoller ist, die Etoine-Station in die POM zu überführen. Ich möchte sie bitten, das Postulat als eine der Massnahmen zu unterstützen, wenn das andere nicht greift.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Je vais essayer d'être bref pour respecter le temps qui nous est imparti. Ich möchte mich für die verschiedenen Voten bedanken und kurz erklären, wie dieses Geschäft entstanden ist. Im letzten Herbst erhielt ich einen Brief von einem Sicherheitsmitglied der Station Etoine, der auf dortige sogenannte Missstände hinweist. Da ich erfahren wollte, worum es genau geht, habe ich einen Spezialisten mit einer Untersuchung beauftragt, Herrn Hanspe-

ter Uster, un spécialiste reconnu au niveau suisse pour tout ce qui est du domaine de l'incarcération. Wie von Frau Geissbühler beschrieben, habe ich ihm verschiedene Fragen gestellt. Der sogenannte Uster-Bericht ist Online bei der GEF erhältlich. Ich fragte mich, ob wir gescheitert sind, und ich wollte wissen, ob die Idee eines Transfers von der GEF zur POM gut oder schlecht ist. Ich bin bereit, die Empfehlungen des Uster-Berichts umzusetzen. Dieser Bericht entstand ohne meine Einflussnahme, und ich habe ihn zur Kenntnis genommen. Frau Geissbühler war bei der Konferenz dabei. Die Untersuchung Uster kommt ganz klar zum Schluss, dass in Etoine Schönheits- oder Geburtsfehler bestehen, mais il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain maintenant. Nun müssen wir diese konzeptionellen Schwachstellen verbessern, wie der Bericht in Empfehlung 1 vorschlägt. Die GPK ist auch involviert.

Zudem sagt der Bericht ganz klar, dass ein Verschieben von Etoine in die POM nicht sinnvoll ist. Ich weiss nicht, wer das besser überprüfen könnte als die Untersuchung Uster. Konzeptionelles müssen wir verbessern, aber der Transfer in die POM macht meines Erachtens keinen Sinn. Wir dürfen das Geschäft Etoine nicht mit der Situation in der Westschweiz verwechseln. Dort ist eine andere Situation, und man kann nicht Ungleiches vergleichen. Ich kann zum Postulat nicht Stellung nehmen. Die Regierung hat zur Motion Stellung genommen. Ich bitte sie, die Motion abzulehnen.

La présidente. Nous allons passer au vote. Cette motion a donc été transformée en postulat. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet du postulat

Oui	41
Non	86
Abstentions	3

La présidente. Vous avez refusé ce postulat. J'ai encore quelques informations à vous donner. Demain après-midi nous commencerons donc à 13h30. Nous n'aurons qu'une intervention de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Nous ne partons pas avant 15 heures, car les cars arriveront à cette heure-là. Ceux ou celles qui par hasard ne voudraient pas revenir demain sont priés de débarrasser leurs affaires, car le Conseil de ville se réunit demain. La séance est close.

La séance est levée à 16 heures 37.

Les rédactrices :

Sonja Riser (d)

Catherine Graf Lutz (f)



Jeudi 5 juin 2014, 13 heures 30 – 14 heures 10

Cinquième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC), présidente du Grand Conseil

Présents : 139 députés. Excusés : Aebi Markus, Baumberger Hans, Blank Andreas, Desarzens-Wunderlin Eva, Dummermuth Marianne, Grimm Christoph, Grivel Pierre-Yves, Häslar Christine, Hirschi Irma, Lanz Raphael, Lüthi Andrea, Müller Philippe, Oester Stefan, Schmidhauser Corinne, Schöni-Affolter Franziska, Schweizer Hans Rudolf, Siegenthaler Peter, Studer Ueli, Trüssel Daniel, von Kaenel Dave, Zuber Maxime

Affaire 2013.1560

N° de l'intervention: 325-2013
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 26.11.2013
 Déposée par: Wenger (Spiez, PEV)
 (porte-parole)
 Gsteiger (Eschert, PEV)
 Muntwyler (Berne, Les Verts)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 603/2014 du 7 mai 2014
 Direction: Direction de la justice,
 des affaires communales
 et des affaires ecclésiastiques

Versement direct des allocations pour enfants – moins de bureaucratie

Le Conseil-exécutif est chargé d'engager une démarche au niveau fédéral pour que les allocations pour enfants soient versées sous forme de paiements directs ou facturées sur la base des données du Contrôle de l'habitant.

Développement

Aujourd'hui, les allocations pour enfants sont versées par l'employeur. Quand les parents ne sont pas mariés, le fait de devoir réunir tous les documents nécessaires demande plus de travail. En cas de divorce, l'employé ou l'employée doit remettre à l'employeur le jugement de divorce. La caisse de compensation mène de son côté exactement les mêmes opérations de contrôle.

Quand le revenu le plus important est celui de la femme, elle touche l'allocation. Si elle réduit son taux d'occupation, l'homme est favorisé et il doit annoncer l'enfant. Pour l'employeur, il en résulte un travail considérable.

Les données du Contrôle de l'habitant ou du registre des allocations familiales permettraient d'assurer le contrôle des allocations pour enfants au prix d'un travail limité. L'employeur se trouverait ainsi soulagé et l'employé ou

l'employée ne devrait plus communiquer à l'entreprise des données privées.

Réponse du Conseil-exécutif

La loi fédérale sur les allocations familiales (LAFam) fixe les conditions générales valables pour tous les cantons en matière d'allocations familiales. Dans ce cadre-là, les cantons peuvent quant à eux définir le régime applicable en la matière. S'agissant du versement des allocations familiales, l'article 15, alinéa 2 LAFam prévoit que celles-ci sont en règle générale versées par l'employeur aux salariés ayants droit. Le but visé est celui d'une simplification administrative. L'idée est en effet que les caisses de compensation ne doivent pas verser les allocations individuellement à chaque salarié, mais puissent se limiter à compenser le montant des allocations avec les cotisations dues par l'employeur. Un versement des allocations familiales par le Contrôle des habitants entraînerait un nouveau flux financier en direction de chaque bénéficiaire (exclusivement pour les allocations familiales) et, partant, un travail administratif très important pour ce service. Actuellement, l'employeur joue le rôle d'une sorte d'agence de paiement de la caisse de compensation pour allocations familiales. Ces allocations sont versées en même temps que le salaire et n'impliquent par conséquent qu'un travail minimal pour l'employeur.

Le droit fédéral et le droit cantonal se fondent sur le rôle central accordé aux employeurs, pour qui le versement des allocations ne représente qu'une petite partie de l'ensemble du système réglementaire. La réglementation légale part par exemple du principe que l'assujettissement des salariés, le régime d'allocations familiales applicable ainsi que la perception des cotisations se rattachent tous à l'employeur. Dès lors, un déplacement du flux de paiements vers le Contrôle des habitants ne soulagerait l'employeur que de manière marginale.

D'un point de vue pratique, il convient également de relever que les caisses de compensation pour allocations familiales et les employeurs se partagent les tâches à effectuer. Il n'est donc pas vrai que les caisses de compensation se chargent une deuxième fois d'exactly les mêmes tâches de contrôle, comme le fait valoir la motion. A cela s'ajoute le fait que les données du Contrôle des habitants évoquées dans la motion et le registre des allocations familiales ne remplacent en aucune façon la fonction de l'employeur. En effet, ce dernier, sur de nombreux points, est beaucoup plus proche des sources d'information pertinentes puisqu'il connaît, par exemple, la date de la fin d'un rapport de travail, est informé de la date d'une séparation et du divorce qui s'ensuit ou a connaissance de l'interruption de la formation de l'enfant d'un employé. Etant donné que l'employeur est par conséquent associé d'une manière ou d'une autre au régime des allocations familiales pour ses salariés, le temps investi pour le versement des allocations est généralement modeste. Par ailleurs, l'expérience a montré que dans les cas difficiles, qui entraînent un surcroît de travail, les caisses de compensation pour allocations familiales ont tout particulièrement besoin du concours des employeurs. La proximité entre employés et employeurs constitue donc une force du système actuel des allocations familiales, puisqu'elle permet, moyennant un travail minimum et

des obstacles administratifs limités, de faire bénéficier les salariés du régime d'allocations familiales approprié à leur cas.

Par conséquent, pour les motifs exposés ci-dessus, le Conseil-exécutif rejette la demande des motionnaires.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

La présidente. Je vous prie de prendre place. (*La présidente agite sa cloche et demande aux membres du Grand Conseil de se concentrer.*) Nous commençons avec la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Je salue son directeur. Affaire n° 80, motion de M. Wenger, «Versement direct des allocations pour enfants – moins de bureaucratie». Nous sommes dans un débat libre. M. Wenger, vous avez la parole.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Ich wandle meine Motion in ein Postulat. Im Vorfeld der Diskussion habe ich festgestellt, dass mein mittels Motion – oder jetzt mittels Postulat – eingebrachtes Anliegen nicht nur vom Regierungsrat, sondern auch von verschiedenen Kolleginnen und Kollegen nicht verstanden wird. Ich bitte Sie deshalb einen Moment um Ihre Aufmerksamkeit und um Verzögerung der Feststimmung. Für uns seitens der kleinen und mittleren Unternehmen sind genau solche Massnahmen elementar und wichtig. Den Steuerzahler bzw. den Kanton kosten sie nichts. Deshalb sollten wir unsere Wirtschaft genau in diesem Punkt stärken. Ich möchte das heutige Modell und die Funktionsweise der Abwicklung mit der Familienausgleichskasse allen erklären, die keine Angestellten beschäftigen oder nichts mit der Abwicklung der Kinderzulagen zu tun haben. Die Familienausgleichskasse war übrigens ursprünglich eine Ausgleichskasse der Arbeitgeber. Heute sind vier Parteien notwendig, um eine Zulage für ein Kind auszubehalten. Zuerst muss seitens der Behörden ein Zeugnis ausgestellt und ein Eintrag ins Familienbüchlein vorgenommen oder je nach Nationalität muss etwas anderes gemacht werden. Als Zweites braucht es selbstverständlich die Eltern als Beansprucher der Kinderzulagen. Als Drittes braucht es die Ausgleichskasse, welche die Kinderzulagen ausbezahlt. Das vierte Element – und darum geht es – sind die Arbeitgeber, welche die Kinderzulagen von der Ausgleichskasse empfangen und an die Arbeitnehmer weiterleiten. Dieser Schritt ist unnötig. Mein Modell der Zukunft sieht vor, die Eltern und die Behörden, welche die Daten aufbereiten, sowie die Ausgleichskasse beizubehalten. Dies, ohne dass die Zahlungen über den Arbeitgeber laufen. Die Kinderzulagen sollen von der Ausgleichskasse direkt an die Eltern gelangen. Das heisst, dass mir die Eltern keine Dokumente mehr vorweisen müssen und der ganze administrative Aufwand entfällt. Die Ausgleichskasse hätte es so ebenfalls einfacher. Zudem könnte sie Geld einsparen. Sobald ein Arbeitnehmer bei mir weggeht, muss ich zuhause der Ausgleichskasse eine Abmeldung machen. Wenn der ehemalige Mitarbeiter eine neue Stelle antritt, muss der entsprechende neue Arbeitgeber eine Anmeldung machen – und dies für dasselbe Kind und den gleichen Anspruch. Das macht keinen Sinn. Dieser Ablauf hat sich im Verlauf der letzten zwanzig Jahre wegen der Vaterschaftsanerkennung bei unverheirateten Paaren und wegen verschiedenster

anderer Fälle stark verkompliziert. Auch für den Arbeitnehmer ist es nicht sehr attraktiv, beispielsweise dem Arbeitgeber seine Scheidungsurkunde vorzulegen, damit er die entsprechenden Bezahlungen auslösen kann. Es gibt sehr viele kleine administrative Aufwände, die insgesamt wesentlich sind. Dies ist zum Beispiel bei studierenden Kindern der Fall. Für diese muss ich jeweils bis am 20. August bzw. bis am 20. Januar den Coupon für das nächste Semester haben. Ohne diesen Coupon kann ich im August bzw. im Januar die Kinderzulagen nicht ausbezahlen, sodass ich im System eine Mutation vornehmen muss. Wenn ich den Coupon dann Anfang September erhalte, muss ich wieder eine Mutation vornehmen und zudem einen Nachtrag für die August-Kinderzulage machen. Das ist alles unnötig. Im Fall der Studierenden könnte die Ausgleichskasse die Auszahlungen in einem Stück für das ganze Semester veranlassen. Die Kontrolle selber ist nicht in Frage gestellt. Denn bereits heute weiss ich bei «meinen» rund neunzig Kindern, wann sie eine Lehre abbrechen. Aus diesem Grund müssen mir die Eltern den Lehrvertrag bringen, den ich kopiere und der Ausgleichskasse zustelle, damit diese den Eltern verfügen kann, dass sie Kinderzulagen erhalten. Zugleich erhalte ich eine Mitteilung, wonach ich die Kinderzulagen ausbezahlen und wieder abrechnen soll. Würde man diese Abläufe aufzeichnen, kämen einem die Tränen. Zurzeit arbeite ich mit meinem Betrieb an der Realisierung eines Lean-Projekts, für welches wir gleich zu Beginn alle Abläufe aufzuzeichnen versucht haben. Damit wollten wir genau solche Fälle wie das heutige Funktionieren der Kinderzulagen auszumerzen. Welches sind die Risiken und Nebenwirkungen dieses Vorstosses? Wenn Sie diese Vorlage überweisen, wird man vielleicht auf dem Weg bis hin zu einer Änderung auf nationaler Ebene klüger und findet einen besseren Weg als den von mir vorgeschlagenen. Damit ist nichts passiert. Dennoch hätten wir zugunsten der Arbeitnehmer und der KMU ein Signal gesandt hinsichtlich einer Verbesserung der Leerläufe. Wie die abschliessende Lösung aussieht, kann heute nicht gesagt werden. Denn eine solche liegt nicht in der Entscheidungsgewalt des Grossen Rats. Wie Sie sehen, haben Sie die Möglichkeit, eine Verbesserung ohne Risiken und Nebenwirkungen einzuleiten. Das ist toll, umso mehr als seitens des Kantons kein Geld dafür ausgegeben wird. Auf diese Verbesserung sind wir Gewerbetreibenden dringend angewiesen. Damit können wir unsere Effizienz weiter steigern, zumal der Druck aus dem Ausland sehr gross ist. Ich werde im Rahmen der Geschäfte der Finanzdirektion nochmals auf dieses Thema zurückkommen. Ja, liebe Grossrätinnen und Grossräte, ich zähle auf Ihre Hilfe und hoffe, dass Sie den grünen Knopf drücken.

La présidente. Je n'ai encore aucun porte-parole de groupe. Merci de vous annoncer. Pour le groupe UDC M. Jost a la parole.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Wir teilen die Einschätzung des Motionärs nicht, wonach das von ihm vorgeschlagene Vorgehen kostenneutral sein soll. Dass dem nicht so ist, geht insbesondere auch aus den Ausführungen des Regierungsrats hervor. Der Motionär verlangt in seiner Motion, die aus unserer Sicht unecht ist, weil es sich eigentlich um eine Richtlinienmotion handelt, nichts anderes als einen massi-

ven Mehraufwand innerhalb der kantonalen Verwaltung. Wie ein derartiger Zusatzaufwand aufgefangen wird, ist bekannt: Es bedarf wieder mehr Stellen, und dadurch kommt es zu einem Ausbau des Beamtenapparats. Dies kann wohl kein echtes KMU-Anliegen sein. Ich habe mir die Mühe gemacht, nicht nur die Arbeitgeberverbände nach ihren Meinungen zu diesem Anliegen zu fragen, sondern habe mich auch bei einigen meiner KMU-Kollegen mit unterschiedlichen Angestelltenzahlen umgehört. Der Tenor ist unisono der gleiche: Der vom Motionär als erheblich empfundene Aufwand wird generell als nicht dermassen gravierend wahrgenommen. Es gäbe sicher viele Möglichkeiten zur administrativen Entlastung von KMU-Betrieben, allerdings ohne dabei den Staatsapparat aufzublähen. Bei solchen Lösungen sind wir seitens der SVP gerne mit dabei. Der vorliegende Vorstoss gehört sicher nicht dazu. Die SVP-Fraktion teilt die Meinung der Regierung in allen Punkten und lehnt die Motion ab. Die Umwandlung in ein Postulat macht den Vorstoss nicht sympathischer. Weil wir keinen Prüfungsaufwand auslösen möchten, lehnen wir auch das Postulat ab.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Die Motionäre – oder nun die Postulanten – verlangen, dass der Regierungsrat beim Bund vorstellig wird, um das Geschäft betreffend die Kinderzulagen an die Hand zu nehmen und der Einwohnerkontrolle zuzuführen. Diese soll sowohl die Prüfung als auch die Auszahlungen vornehmen. Die Forderung wird damit begründet, dass bei nicht verheirateten Eltern oder bei einer Änderung des Zivilstands, beispielsweise bei Scheidungen, die Arbeitgeber einen grossen Aufwand durch die Beschaffung der Unterlagen und die entsprechenden Meldungen zuhanden der Ausgleichskassen zu bewältigen hätten. Weiter wird festgehalten, dass die Ausgleichskassen dieselben Abklärungen nochmals vornähmen und dass alle Daten bei den Einwohnerkontrollen und in den Familienregistern bereits vorhanden seien. Deshalb könne die Auszahlung ohne grossen Aufwand erledigt werden. Daran zweifelt die BDP. In seiner Antwort legt der Regierungsrat dar, dass diese Forderung Bundesrecht betrifft, weshalb der Spielraum des Kantons Bern in dieser Sache klein ist. Hingegen würde, wie bereits vom Vorredner erwähnt, der Aufwand für die Einwohnerkontrollen grösser, wo auch Kosten entstehen würden. Das heutige System hat sich sehr gut bewährt; die Arbeitgeber stehen mit ihren Angestellten in Kontakt. Sie sind am Ball und wissen allenfalls über Änderungen des Zivilstandes oder über den Lehrabbruch eines Kindes Bescheid. Aus unserer Sicht laufen die Meldungen deshalb rascher, besser und sicherer nach dem bewährten System. Die BDP-Fraktion lehnt das Postulat und ohnehin auch die Motion ab.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Ich bin – wie der Postulant – auch ein «KMU-ler». Im Winter beschäftige ich rund 38 Angestellte, im Sommer 15, was bereits zu einigen Mutationen führt. Für derart dramatisch, wie von meinem Kollegen dargestellt, halte ich den Aufwand nicht. Es gibt schlimmere bürokratische Aufwände. Seitens der Vorredner haben wir bereits einiges gehört. Die vorliegende Idee ist ziemlich unausgereift. Hinzu kommt, dass wir uns definitiv auf der falschen Stufe befinden, um darüber zu diskutieren.

Diese Diskussion müsste im Bundeshaus, also auf nationaler Ebene, stattfinden. Falls wir den Vorstoss nach seiner Umwandlung als Postulat überweisen, bedeutet dies, dass der Regierungsrat prüfen soll, ob er sich auf eidgenössischer Ebene einsetzen möchte. Das kann es wohl nicht sein. Solange die Kinderzulagen für die Arbeitnehmenden einer Bescheinigung seitens der Arbeitgebenden bedürfen, würden wir den administrativen Aufwand auch nicht mit Meldungen an die Einwohnerkontrolle vermeiden können. Als Arbeitgeber muss ich ohnehin etwas deklarieren, selbst wenn dies über die Einwohnerkontrolle laufen würde. Ich glaube auch nicht daran, dass die Einwohnerkontrollen – nach einem erforderlichen Neuaufbau des Apparats – kostengünstiger arbeiten könnten als unsere heutigen, auch privat organisierten Ausgleichskassen. Aus diesen Gründen lehnt die EDU-Fraktion das Postulat ebenfalls einstimmig ab.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Ich bin gerade stutzig geworden: Jakob Schwarz hat nämlich genau das gesagt, was ich auch sagen wollte. Ein Postulat mutet noch merkwürdiger an, hat die Motion doch eher auf eine Standesinitiative hingewiesen. Nun soll geprüft werden, ob man sich einsetzen soll. Dazu sage ich nichts mehr. Die glp-Fraktion lehnt sowohl die Motion als auch das Postulat ab.

Beat Giauque, Ittigen (PLR). Ich könnte mich eigentlich auch kurz fassen, habe aber trotzdem noch zwei, drei Worte zu sagen. Es wird verlangt, man solle sich dafür einsetzen, auf eidgenössischer Ebene etwas zu bewegen. Dafür gibt es noch andere Wege. Ich kann dem Motionär sicher darin recht geben, dass der Aufwand zum Teil sehr gross ist. Dies kann ich auch aus meiner Sicht als Gemeindepräsident bestätigen. Für meine Gemeinde arbeiten rund achtzig Mitarbeitende, die uns bzw. meine Finanzabteilung in besagtem Bereich jeweils beschäftigen. Dort habe ich nachgefragt und erfahren, dass zum Teil tatsächlich viele, wenn nicht sogar zu viele Parteien am Auszahlungsprozess beteiligt sind. Deshalb könnte eine gewisse Verbesserung erzielt werden. Eine Beschleunigung wäre insbesondere bei der Ausgleichskasse des Kantons Bern möglich. Sehr oft muss man nämlich auf deren Entscheide warten. Wenn dies in schwierigen Fällen bis zu einem halben Jahr dauert, beklagt sich die betreffende Mitarbeiterin oder der betreffende Mitarbeiter beim Arbeitgeber. Dennoch ist mir klar, dass die Gemeinden – speziell seitens der Einwohnerkontrollen – nicht noch zusätzliche Aufgaben übernehmen möchten. Die Stärke besteht gerade darin, dass sich der Arbeitgeber und der Arbeitnehmer besser kennen und die Anliegen der Arbeitnehmenden beim Arbeitgeber deponiert werden können, sodass sich dieser entsprechend einsetzen kann. Wir haben gesehen, dass sich der Verband der Arbeitgeber Region Bern (VAB) gegen diese Motion stellt. Wenn man sieht, dass sogar der VAB diese Motion nicht unterstützt, so besteht auch aus unserer Sicht kein grosser Handlungsbedarf, selbst wenn die Abwicklung von Einzelfällen verbessert oder beschleunigt werden könnte. Der Antwort der Regierung ist zu entnehmen, dass durch den Systemwechsel ein Mehraufwand zu erwarten ist. Ein Systemwechsel wäre wiederum in der ganzen Bilanz zu betrachten. Im Moment haben wir ein paar andere, wichtigere Aufgaben. Angesichts der

Zeitverhältnisse sollten wir das Schwergewicht auf etwas anderes setzen. Die FDP-Fraktion hatte das Thema «Bürokratieabbau» immer schon für sich besetzt. Insofern könnten wir der Motion sofort zustimmen. Bei genauerer Betrachtung stellt sich aber heraus, dass nur marginale Verbesserungen zu erwarten wären und vor allem der Weg dorthin sehr lang ist. Das Thema ist nun deponiert. Auf Bundesebene wird sicher zur Kenntnis genommen, dass wir es hier besprochen haben. Wir sehen den Weg über eine Motion, die inzwischen in ein Postulat umgewandelt ist, nicht. Was das Postulat anbelangt, kann ich mich meinen Vorrednern anschliessen: Prüfen, ob man etwas prüfen soll, macht keinen Sinn. Wir lehnen ebenfalls das Postulat ab.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion schliesst sich den beiden Vorvotanten an. Wir lehnen sowohl die Motion als auch das Postulat ab.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). Hört man dem Kollegen Wenger zu, scheint das ganze Anliegen etwas kompliziert zu sein. Dies entspricht dem Alltag eines KMU: viel Bürokratie, immer mehr Auflagen, alles wird komplizierter, sodass man immer mehr Mühe hat, sich auf das Kerngeschäft zu konzentrieren. Der Kollege Wenger möchte einen Prozess, in welchen vier Parteien integriert sind, auf drei reduzieren. Dies soll zu einem Bürokratieabbau und somit zu einer Vereinfachung für den einzelnen Unternehmer führen. Dies halten die involvierten Arbeitgeberverbände wohl nicht für sehr bestechend. Wir Grünen stehen dem bürokratischen Abbau und der Entlastung von KMUs positiv gegenüber. Wir sind der Meinung, dass das Anliegen zumindest geprüft und jeder Versuch unternommen werden sollte, um die bürokratischen Belastungen von KMUs abzubauen. Deshalb wird es seitens der Grünen Stimmen für dieses Postulat geben.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Während ich dieser Debatte zugehört habe, habe ich mich doch etwas im falschen Film gefühlt. Die Bürgerlichen wollen sich gegen eine Massnahme wehren, die eine Vereinfachung bringen würde. Der Kanton Bern ist nicht sehr gut mit Finanzen gesegnet. Wenn wir wirklich Unternehmen fördern wollen, können wir keine grossen Steuersenkungen mehr vornehmen. Der Kanton Bern kann aber sehr wohl etwas zur Stärkung der KMUs beitragen. Zum einen sei das Stichwort «gute Infrastruktur» genannt, zum anderen haben wir es im Grossen Rat in der Hand, einen Bürokratieabbau vorzunehmen. Der Vorstoss würde es erlauben, einen kleinen Schritt in diese Richtung zu gehen. Mit der Zustimmung zu diesem Vorstoss verbauen wir uns nichts. Wir würden dem Regierungsrat den Auftrag erteilen, bei der Eidgenossenschaft vorstellig zu werden, um eine Vereinfachung des für die KMUs belastenden Verfahrens zu erwirken. Zugegeben, es geht nicht um etwas Grosses, sondern um einen kleinen Bereich. Wir kommen aber nur weiter, wenn wir in kleinen Schritten Verbesserungen anstreben. Hier hätten wir eine Chance, um seitens des Grossen Rats ein positives Zeichen für den Wirtschaftsstandort Bern sowie für die Stärkung der KMUs zu setzen. Ich bitte Sie deshalb, den Vorstoss auch in Form des Postulats zu unterstützen.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Vielen Dank für die Diskussion. Es war interessant zu hören, was Sie in Bezug auf meinen Vorschlag empfinden. Ebenfalls interessant ist, dass nicht alle Redner den Motionstext gelesen haben. Aus diesem Grund lese ich Ihnen gerne daraus vor: «Der Regierungsrat wird beauftragt, sich auf eidgenössischer Ebene für eine Kinderzulage in Form einer Direktzahlung oder Verrechnung anhand der Daten der Einwohnerkontrolle einzusetzen.» Die Absicht bestand folglich nie darin, die Kinderzulagen von der Einwohnerkontrolle ausrichten zu lassen. Ebenso wenig ist ein Mehraufwand meine Absicht. Denn die von der Ausgleichskasse ausbezahlten Kinderzulagen würden genau gleich ausbezahlt, allerdings nicht mehr über den Arbeitgeber, sondern direkt an die Eltern. Darin liegt die Nuance. Ich gehe davon aus, dass die Abstimmung entgegen meiner Vorstellungen wahrscheinlich nicht so erfolgreich ausfallen wird. Trotzdem ist es sinnvoll, einmal über das Thema gesprochen zu haben. Dieses verursacht im Arbeitgeberbereich sicher den grössten administrativen Aufwand. Wenn man seitens des Schweizerischen Gewerbeverbands (sgv) hört, dass der Einheitssatz bei der Mehrwertsteuer der Wirtschaft eine administrative Entlastung im Betrag von 1 Mrd. Franken bringt, so ist hier von einem grösseren Betrag die Rede. Die Mehrwertsteuerabrechnung verursacht für meinen Betrieb mit insgesamt 130 Mitarbeitenden weniger Arbeit als die Abrechnung und die Administration für die Familienausgleichskasse. Mein Betrieb wird nicht gross unter einem Nein leiden. Es wäre aber schön, in diesen administrativen Belangen vorwärtszumachen. Schliesslich geht es nicht um Hundertausende von Franken. Bei der nächsten Vorlage wird es sogar um fünf- bis sechsstellige Frankenbeträge gehen. Was meinen Betrieb anbelangt, so könnte dies pro Jahr etwa einen Monatslohn ausmachen. Seien Sie so gut, nehmen Sie das Herz in beide Hände und stimmen Sie Ja.

La présidente. M. le directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques, c'est à vous.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Zuerst wünsche ich Ihnen alles Gute für die neue Legislaturperiode. Ich freue mich auf die Zusammenarbeit und wünsche Ihnen allen alles Gute und viel Energie.

Damit komme ich zum Geschäft: Was will der Motionär? Er will die Reduktion der administrativen Aufwände für die KMU, wenn sie Familienzulagen abwickeln müssen. Ein Abbau der Bürokratie wird verlangt. Vermieden werden sollen Doppelspurigkeiten, aber insbesondere auch, dass der Arbeitnehmer dem Arbeitgeber sensible Daten zur Verfügung stellen muss. «Bürokratieabbau» klingt an und für sich gut. Was der Motionär fordert, ist aber kein Abbau, sondern eine Verschiebung der Bürokratie. Wenn von kleinen Schritten gesprochen wird, so sind es eben kleine Schritte in die falsche Richtung. Zuerst hat diese Motion eigentlich zum Einreichen einer Standesinitiative aufgefordert, aber die Sache wird auch durch die Umwandlung in ein Postulat nicht besser, im Gegenteil: Dem Bundesrecht und dem kantonalen Recht liegt die Philosophie zugrunde, wonach der Arbeitgeber im Bereich Familienzulagen eine zentrale Rolle einnimmt. Die Auszahlung der Zulagen ist ledig-

lich ein kleiner Teil des gesamten, bestehenden Regelsystems. Dieses weist eine entsprechende Nähe zwischen Arbeitnehmenden und Arbeitgebenden auf. Die Stärke des heutigen Familienzulagensystems besteht darin, dass die Arbeitnehmer mit einem minimalen Arbeitsaufwand und kleinen administrativen Hürden in die richtigen Familienzulagenordnungen eingeteilt werden. Weshalb sagt die Regierung Nein zu diesem Vorstoss? Erstens hat sich das heutige System mit der Ausrichtung der Beträge durch die Arbeitgeber bewährt. Zweitens sind die Prozessformulare definiert und standardisiert. Drittens können für die Auszahlung bestehende Finanzkanäle genutzt werden, zumal die Kontenverbindungen dem Arbeitgeber bekannt sind. Weiter verfügen die Arbeitgeber bereits heute ab Eingang der Bewerbungen über sensible Daten der Arbeitnehmenden. Sie sind es gewohnt, diese vertraulich zu behandeln. Sind wir ehrlich: Wer Arbeitgeber ist, hat auch ein Interesse daran zu wissen, was im Umfeld der Arbeitnehmerin oder des Arbeitnehmers läuft. Persönlich interessiere ich mich nicht nur für die 42 Stunden pro Woche, während denen meine Mitarbeitenden für mich arbeiten. Bei Arbeitgeberwechseln wechselt häufig auch die Zuständigkeit der Familienausgleichskasse. Davon gibt es im Kanton Bern derzeit 51, was ein weiterer Grund für die Ablehnung ist. Die Arbeitgeber haben in vielen Fragen einen näheren Zugang zu den relevanten Informationen. Eine Zentralisierung der Abwicklung der Familienzulagen würde den Verwaltungsapparat unnötig aufblähen. Rund 90 000 Datensätze müssten mit den verschiedenen Höhen und allem Drum und Dran verwaltet werden. Wenn AHV und Familienzulagenbeiträge bei der gleichen Ausgleichskasse geführt werden können, liegt der Aufwand zwar beim Arbeitgeber. Sollte diese Aufgabe dem Kanton oder einer anderen Stelle übertragen werden, würde der Aufwand umfassender. Ob in der Form einer Motion, einer Standesinitiative oder eines Postulats – der Regierungsrat beantragt Ihnen die Ablehnung. Ich appelliere an diejenigen, die mit dem Herzen sprechen, nochmals in ihre Herzen hineinzuhören, aber vor allem auf ihren Kopf zu hören und Nein zu stimmen. Vielen Dank.

La présidente. Nous passons au vote. Ceux qui acceptent cette motion, votent oui. Ceux qui la refusent, votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Rejet du postulat

Oui	23
Non	108
Abstentions	2

La présidente. Vous avez refusé cette motion. Nous prenons congé de M. le directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques.

La séance n'est pas close. J'ai encore des informations à vous donner; alors prenez vos oreillettes. Deux personnes dans cette salle fêtent leur anniversaire aujourd'hui: M. Werner Moser, tout de bon à toi (*applaudissements*); et Mme Nicola von Greyerz – il ne faut pas vous asseoir encore plus profondément (*hilarité*). A vous aussi, tout de bon pour votre anniversaire (*applaudissements*).

Motion d'ordre Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD)

82 / affaire 2013.0753 : Loi sur les écoles moyennes (LEM) (Modification)

82 / affaire 2013.1554 : Rapport « Enseignement gymnasial de 9^e année dans le canton de Berne : solutions envisagées »

Délibération groupée

La présidente. Mme Herren propose que nous discussions ensemble les deux affaires n° 82 «Loi sur les écoles moyennes (Modification)», et n° 83 Rapport «Enseignement gymnasial de 9^e année dans le canton de Berne: solutions envisagées». Est-ce que cette demande est contestée? – Ce n'est pas le cas, cela sera traité en une fois. Mardi après-midi, puisque nous avons congé lundi et que les groupes se réunissent mardi matin, nous commencerons par la Direction des finances, par la Loi sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien. Je pense que vous avez toutes les informations.

Je remercie d'avance ceux et celles qui me font le plaisir de venir à Epsach ou qui peuvent venir à Epsach. Les membres et les suppléants de la Commission de sécurité peuvent aussi se rendre à la salle des pas perdus. Nous nous retrouvons à 15 heures en bas, où le car nous attend. N'oubliez pas de prendre tout votre matériel avec. La séance est close.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 14 heures 10.

Les rédactrices :

Catherine Graf Lutz (f)

Eva Schmid (d)



Mardi 10 juin 2014, 13 heures 30 – 16 heures 25

Sixième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC), présidente du Grand Conseil

Présents : 158 députés. Excusés : Schnegg Pierre-Alain, Steiner-Brütsch Daniel

La présidente. Je vous prie de vous asseoir, la séance est ouverte. J'aimerais tout d'abord saluer Mme la directrice Simon et MM. les directeurs Perrenoud et Neuhaus. Nous allons commencer par l'assermentation de M. Schweizer qui était à l'hôpital la semaine dernière. Je vous prie tous de vous lever, ainsi que les personnes sur la tribune et les médias.

Hans-Rudolf Schweizer, Utzigen (UDC), prête serment.

Applaudissements

Affaire 2013.1553

Loi sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien (Modification)

Annexe 18

Première lecture

La présidente. M. Etienne Klopfenstein a son anniversaire aujourd'hui, toutes mes félicitations et tout de bon (*applaudissements*). J'aimerais vous informer qu'à midi ont été déposées à la Chancellerie 9308 signatures pour une pétition pour un minimum vital social. Si vous voulez des détails sur cette pétition, vous pouvez aller la lire dans la salle des pas perdus. Je continue avec les bonnes nouvelles. Le député Kilian Baumann, pas lui mais sa femme, ont eu un garçon dimanche. Toutes mes félicitations au nouveau papa (*applaudissements*). (*La présidente agite sa cloche.*)

Nous passons maintenant à la Direction des finances. Je propose que nous faisons tout d'abord un petit débat d'entrée en matière sur toutes les affaires de 81 à 85, un débat réduit de deux minutes. Ainsi nous ne ferons plus de débat d'entrée en matière pour chaque loi. Est-ce que quelqu'un conteste ceci, à savoir une entrée en matière de 81 à 85 avec un débat réduit et ensuite nous passons aux lois, l'une après l'autre? – Je ne vois pas de contestation, nous allons donc commencer par cette entrée en matière. La parole est à M. Iseli, président de la Commission des finances.

Débat d'entrée en matière groupé sur les affaires 2013.1553 Loi sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien (Modification) ; 2013.1554 Loi sur les écoles moyennes (LEM) (Modification) ; 2013.0753 Rapport « Enseignement gymnasial de 9^e année dans le canton de Berne : solutions envisagées » ; 2013.1557 Loi sur l'aide sociale (LASoc) (Modification) ; 2013.1556 Décret sur les redevances dues pour l'utilisation des eaux (DRE) (Modification)

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la Commission des finances. Die heute zu behandelnden Vorlagen gehen auf die letztjährige Aufgaben- und Strukturüberprüfung (ASP) zurück. Es geht um die Änderung dreier Gesetze und eines Dekrets. Dies möchten wir in einer Lesung tun, was möglich ist, sofern keine Änderungsanträge angenommen werden. Sollten Anträge zu einem der Gesetze oder zum Dekret angenommen werden, müssen wir eine zweite Lesung beantragen. Der Grund dafür besteht darin, dass die Finanzkommission (FiKo) keine der vorliegenden Anträge besprochen hat. Die letztjährige ASP hat Einsparungen in verschiedenen Direktionen mit sich gebracht. Nach dem positiven Rechnungsabschluss könnte die Absicht entstehen, von den beschlossenen ASP-Massnahmen abzuweichen. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, der Kanton Bern ist mit seinen finanziellen Mitteln noch nicht dort angelangt, wo er sein sollte. Zurzeit können wir noch nicht weiter ausholen, sodass wir die Sparanstrengungen umsetzen müssen. Deren Grundlage bilden die zu beschliessenden Gesetzesänderungen.

Zuerst geht es um die Änderung des Gesetzes über Inkasohilfe und Bevorschussung von Unterhaltsbeiträgen. Dieses geht auf eine Motion Beutler vom November 2012 zurück. Die Motion verlangt, dass die Alimentenbevorschussung an das Einkommen gekoppelt wird. Der Regierungsrat ist im ASP-Bericht darauf eingeschwenkt und will diese Massnahme umsetzen. Der Spareffekt beträgt 6,4 Mio. Franken, die der Lastenausgleichspflicht unterliegen. So bleiben am Schluss noch 3,2 Mio. Franken. Das Personal muss von den Gemeinden zur Verfügung gestellt werden. Neu würde das Personal vom Kanton bezahlt, wodurch es zu einer Entlastung der Gemeinden käme. Der Effekt ist aber ein anderer: Die Gemeinden konnten von der Abgeltung für die geleistete Arbeit profitieren. Weil diese neu vom Kanton übernommen werden soll, können den Gemeinden keine Prämien mehr erwachsen.

Zur Änderung des Mittelschulgesetzes (MiSG): Dieses wird gemeinsam mit dem Bericht über den gymnasialen Unterricht im 9. Schuljahr (GU9) beraten. Diese ASP-Massnahme geht auf den GU9-Bericht und auf die Quarta-Lösung zurück. Wie Sie dem Bericht entnehmen können, soll die Quarta-Lösung Einsparungen für den Kanton zur Folge haben. Dies entspricht dem Modell 8/4; ebenfalls im Bericht ausgeführt ist das Modell 9/4, welches wahrscheinlich der gegenwärtigen Lösung entspricht, inklusive des Übergangs zur Quarta-Lösung 8/4. Ab dem Jahr 2017 sind Einsparungen von rund 5,5 Mio. Franken zu erwarten. Allerdings sollte bereits im Jahr 2016 eine Einsparung in der Grössenordnung von 2,3 Mio. Franken möglich sein. Im Bericht wird dargelegt, dass es zu Lektioneneinsparungen kommen wird. Diese betreffen natürlich das Personal, das heisst die Anstellung der Lehrperso-

nen. Welche Lektionen gekürzt werden, wird wahrscheinlich aus den Ausführungen von Regierungsrat Pulver zum MiSG hervorgehen.

Im Rahmen der Änderung des Gesetzes über die öffentliche Sozialhilfe (Sozialhilfegesetz, SHG) sollen Artikel 33 und Artikel 80g Absatz 7 aufgehoben werden. Mit der Streichung von Artikel 33 SHG und der Aufhebung der Zuschüsse nach Dekret ist die im letzten Jahr überwiesene Motion Studer umgesetzt. Der Regierungsrat hat die Einführung dieser Änderung anlässlich der letzten Gesetzesrevision abgelehnt. Dies, weil der Eindruck vorherrschte, es gäbe stark von dieser Situation betroffene Personen. Wenn keine Zuschüsse mehr geleistet werden, können diese mit einem entsprechenden Angebot wettgemacht werden. Artikel 80 Absatz 7 SHG regelt die Meldepflicht der Gemeinden an die zuständige Stelle der Gesundheits- und Fürsorgedirektion (GEF). Diesbezüglich werden wir während der Gesetzesberatung noch über einen Antrag befinden und uns eingehender darüber unterhalten. Die finanzielle Auswirkung ist ab dem Jahr 2016 mit 3 Mio. Franken eingestellt. Diese 3 Mio. Franken sind lastenausgleichsberechtigt, sodass die Gemeinden und der Kanton je zur Hälfte mit 1,5 Mio. Franken betroffen sind.

Das Dekret über die Wassernutzungsabgaben (WAD) wurde im Jahr 2010 aufgrund der damals überwiesenen Motion Grossen geändert. Damit wurde die Bezahlung von Konzessionen für Grundwasserwärmepumpen abgeschafft. Die Regierung hat im Rahmen der ASP-Massnahmen beschlossen, dies rückgängig zu machen. Dadurch werden für den Kanton Einnahmen vom rund 500 000 Franken generiert. Es wird befürchtet, dass die Wiedereinführung der Konzessionsabgaben für Grundwasserpumpen einen Einbruch zur Folge haben wird. Die Regierung hält dies für irrelevant. Die Zukunft wird zeigen, ob mehr oder weniger Grundwasserwärmepumpen für die Wärmegewinnung installiert werden oder nicht. So weit meine ersten Ausführungen. Ich hoffe, dass Sie alle auf die vorliegenden Geschäfte eintreten. Falls wir nicht Eintreten beschliessen, stellen wir damit die im November 2013 beschlossenen ASP-Massnahmen infrage.

La présidente. Encore une fois, je précise que les porte-parole des groupes font une entrée en matière de deux minutes, sur toutes les affaires de 81 à 85, puis, les conseillers d'Etat feront aussi une entrée en matière, et après, si certains conseillers d'Etat veulent s'en aller parce que l'on n'a pas de proposition d'amendement concernant leurs lois, ils pourront nous le dire eux-mêmes. Donc, Mme Imboden a la parole pour les Verts.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Die grüne Fraktion wird das Eintreten unterstützen. Was wir nun tun, ist die gesetzgeberische Umsetzung der im letzten Herbst getroffenen Sparbeschlüsse. Wir haben damals als grüne Fraktion Teile des Sparkpakets mitgetragen. Andere Teile, welche wir als nicht verantwortbar gehalten haben, haben wir explizit abgelehnt. An dieser Grundposition hat sich nichts geändert. Als vor allem für das Legiferieren zuständiger Grosser Rat scheint es uns wichtig, unserem gesetzgeberischen Auftrag seriös und sorgfältig nachzukommen. Zu dem vom Kommissionspräsidenten erwähnten Rechnungsabschluss: Dieser hat im Nachgang zur Spardebatte doch einige kritische Fragen in Bezug auf die Genauigkeit der

sehr schmerzlichen Sparbeschlüsse aufgeworfen. Würde die Spardebatte heute – vor dem Hintergrund des positiven Rechnungsabschlusses – stattfinden, würde man wahrscheinlich beim einen oder anderen Punkt nochmals überlegen, ob es wirklich richtig und wichtig ist, so viel Sozialabbau oder Abbau anderer wichtiger Bereiche dieses Kantons zu beschliessen. Darum geht es jetzt nicht. Zu den vier vorliegenden Gesetzesänderungen: Die grüne Fraktion wird später nochmals im Detail auf die Inkassohilfe zu sprechen kommen, unterstützt das Anliegen aber im Grundsatz.

Die Revision des MiSG wird von unserer Seite unterstützt, ebenso die Wassernutzungsabgaben.

Zur Änderung des SHG haben wir bereits in der Debatte vom letzten November deutlich gesagt, dass diese nicht unseren Vorstellungen entspricht. Wir haben uns damals gegen diesen Sparposten gewehrt. Daran ändert sich auch anlässlich der heutigen Debatte nichts. Erinnern wir uns: Es ist keine gute Entwicklung, wenn 1000 Leute, und zwar Behinderte und alte Leute, um zielgerichtete Unterstützungsleistungen gebracht werden. Aus diesem Grund können wir die Änderung des SHG nicht unterstützen.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Wir werden nun vier Gesetzesänderungen beraten, welche die Beschlüsse vollziehen, welche wir im letzten November anlässlich der ASP-Debatte getroffen haben. Die Änderung im Gesetz über die Inkassohilfe basiert auf einem Vorstoss unserer EVP-Grossrätin Melanie Beutler-Hohenberger. Der hier vorliegenden Umsetzung können wir so zustimmen. Die Änderung des MiSG betreffend die Reorganisation der Quarta beobachten wir kritisch. Dies, weil wir nicht überzeugt sind, ob der qualitative und finanzielle Nutzen erzielt werden kann. Der Abschaffung des Zuschusses nach Dekret hat die EVP zugestimmt – im Wissen darum, dass wir teilweise nur eine Verschiebung auf andere Lastenträger vornehmen. Zu guter Letzt stimmen wir auch dem Dekret über die Wassernutzungsabgaben zu, obwohl eine Änderung rückgängig gemacht wird, welche ursprünglich von unserem EVP-Kollegen Markus Grossen initiiert wurde. Dennoch erachten wir es zum heutigen Zeitpunkt als tragbar, diese rückgängig zu machen. Zu allfälligen Einzelheiten werden wir uns noch im Rahmen der Detailberatung verlauten lassen.

Patrick Bhend, Steffisbourg (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion nimmt wie folgt Stellung zu den verschiedenen, im Rahmen der Umsetzung der ASP-Massnahmen vorliegenden Gesetzesänderungen. Wir werden uns später noch detailliert zu den einzelnen Vorlagen äussern. An dieser Stelle möchte ich festhalten, dass wir vor allem die Änderung des SHG ablehnen und deshalb auch das Eintreten bestreiten werden. Diesen Abbau halten wir aufgrund der aktuellen Situation und mit Blick auf die im letzten Jahr erwirtschafteten Gewinne für unangemessen. Das Gleiche gilt für die Änderung des Gesetzes über Inkassohilfe und Bevorschussung von Unterhaltsbeiträgen. Weil wir diese Vorlage ablehnen, werden wir auch dort das Eintreten bestreiten. Eine Diskussion der übrigen Vorlagen ist sicher auch hinsichtlich der Bedeutung für die Umsetzung sinnvoll. Insofern stellen wir uns nicht gegen eine Debatte. Wie erwähnt, haben wir die ASP-Massnahmen bereits zu einem grossen Teil abgelehnt. Als Konsequenz lehnen wir deren Vollzug ab.

Fritz Wyss, Wengi (UDC). Ich kann mich kurz fassen: Die SVP-Fraktion bestreitet das Eintreten bei keiner der vier vorliegenden Gesetzesänderungen. Es ist klar: Die SVP hält Lei. Im Rahmen des ASP-Prozess wollten wir das Paket insgesamt durchbringen. Insofern ist es nur logisch, dass wir auch beim letzten Schritt, bei der Umsetzung, Lei halten. Wir halten nicht nur Lei, wo es um Änderungen geht, die auf unserer Linie sind, sondern beispielsweise auch beim WAD. Im Grundsatz sind wir der Meinung, dass das Dekret unverändert belassen und die Abgabe nicht wieder eingeführt werden sollten. Wir halten unser Wort, indem wir auch dieser Änderung zustimmen werden.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich kann es vorweg nehmen: Die glp-Fraktion wird auf die vorliegenden Gesetzesänderungen eintreten. Diesen Beschluss haben wir eigentlich im vergangenen November gefasst; nun folgt die Ausführung der eigentlich von allen getragenen Sparmassnahmen. Das Gesetz über Inkassohilfe und Bevorschussung von Unterhaltsbeiträgen ist auf die Motion Beutler hinsichtlich einer Synchronisierung mit den anderen Kantonen zurückzuführen. Heute kann bereits ein Spareffekt eruiert werden, wobei sich die Regierungsräte seitens der GEF und der Justiz-, Gemeinden- und Kirchendirektion (JGK) nicht einig sind, wie gross dieser ist. Persönlich mache ich mir keine grossen Hoffnungen, dass das, was uns vorgegeben wurde, schlussendlich auch eingespart werden kann. Nichtsdestotrotz befürworten wir die Annahme der Änderung des Gesetzes über Inkassohilfe und Bevorschussung von Unterhaltsbeiträgen.

Was das MiSG anbelangt, so ist die glp-Fraktion für die Umstellung des gymnasialen Unterrichts. Wer selber Kinder in der Tertia und der Sekunda gehabt hat, kennt die Lektionsbelastung. Insofern bringt die vorliegende Umstellung den Vorteil mit sich, diese Belastung zu verkleinern. Ein weiterer Vorteil besteht in einem erwarteten Spareffekt von etwa 5,5 Mio. Franken. Allerdings ist noch offen, ob es sich um den Abbau von Französischlektionen oder um etwas anderes handeln wird.

Im Zusammenhang mit den SKOS-Richtlinien bzw. der SHG-Änderung sind wir klar für eine Aufhebung des Zuschusses nach Dekret. Dies führt wiederum zu einem Spareffekt von 1,5 Mio. Franken.

Zuletzt zur Änderung des WAD: Die Grundwasserwärmepumpen sind in einer Aufzählung als von der Wassernutzungsabgabe befreit aufgeführt. Die glp-Fraktion hält dies etwas für eine Hüst-und-Hott-Politik. Wir halten aber trotz des relativ geringen Spareffekts Lei, indem wir auch diese Sparmassnahme mittragen.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Ich kann mich kurz fassen: Die EDU-Fraktion hat die ASP-Massnahmen im letzten Herbst mitgetragen und wird auch deren Umsetzung auf Gesetzesstufe zustimmen. Wir hoffen, dass dadurch keine ASP-Nachdiskussion ausgelöst wird. Schliesslich geht es um den Vollzug unserer Beschlüsse. Aus diesem Grund spricht sich die EDU-Fraktion für Eintreten aus und wird allen vier Gesetzesvorlagen zustimmen.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Auch wir schliessen uns dieser Haltung an. Diese ist die logische Folge der letzten Herbst

beschlossenen ASP-Massnahmen. Die BDP-Fraktion hat alle diese Massnahmen mitgetragen und spricht sich entsprechend für ein Eintreten auf die vier Gesetzesänderungen sowie auf die Dekretsänderung aus. Damit die zwei die Schule betreffenden Gesetze zusammen beraten werden, haben wir den Ordnungsantrag Herren gestellt. In diesem Zusammenhang möchte ich die Grossratspräsidentin fragen, ob unser Ordnungsantrag noch aktuell oder bereits obsolet ist, weil die Gesetze ohnehin zusammen behandelt werden.

La présidente. Nous avons décidé jeudi que les numéros 82 et 83 feraient l'objet d'une délibération groupée.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Ich kann es vorweg nehmen: Die FDP-Fraktion spricht sich für Eintreten aus. Im vergangenen November haben wir allen Massnahmen zugestimmt. Insofern wäre es inkonsequent, den Gesetzesänderungen nicht zuzustimmen. Deshalb stimmen wir diesen zu. Heute gewisse Massnahmen herauszuberechnen, wäre gegenüber denjenigen unseriös, welche die Massnahmen akzeptiert haben. Aus diesem Grund bitte ich Sie, den vorliegenden Änderungen zuzustimmen.

La présidente. Vu qu'il n'y a plus de porte-parole de groupe, nous passons aux conseillers d'Etat. Mme la directrice des finances, Mme Simon a la parole.

Beatrice Simon, directrice des finances. Zur Diskussion stehen vier Änderungserlasse, welche aufgrund der ASP-Debatte von vergangenen November notwendig sind. Wollen wir die ASP-Massnahmen – wie im November beschlossen – umsetzen, muss man den vorliegenden Gesetzesänderungen zustimmen. Es geht um die Inkassohilfe und um die Bevorschussung von Unterhaltsbeiträgen, um den gymnasialen Unterricht ab dem 9. Schuljahr, um die Wassernutzungsabgabe der Wärmepumpen und um die Abschaffung der Zuschüsse nach Dekret im Bereich der Sozialhilfe. Weil verschiedene Direktionen von diesen Änderungen betroffen sind, ist der Regierungsrat in einem Grossaufgebot vertreten. Das jeweils zuständige Regierungsmitglied wird seine Gedanken im Anschluss an meine Ausführungen äussern. Dies wird nicht allzu lange dauern. Dennoch ist eine Kommentierung der eingereichten Anträge wichtig.

Seit dem März dieses Jahres ist bekannt, dass der Rechnungsabschluss 2013 mit einem Überschuss von 157 Mio. Franken abschliesst. Wie dies so ist, werden jeweils sofort Stimmen laut. Diesen zufolge brauchen wegen des unerwarteten Gewinns nicht alle ASP-Massnahmen umgesetzt zu werden. Über die entsprechenden Motionen werden wir noch diskutieren. Es gab auch Grossrätinnen und Grossräte, die in ihren eingereichten Motionen klar verlangen, die ASP-Massnahmen nicht vollumfänglich umzusetzen. Auch wurde die Frage gestellt, ob es bei einem Plus von 157 Mio. Franken der Rechnung 2013 überhaupt noch ASP-Massnahmen bedarf. Grossrätinnen und Grossräte, als Finanzdirektorin des Kantons Bern sage ich Ja, es braucht diese Massnahmen und zwar alle. Eigentlich vertritt auch der Regierungsrat die Meinung, dass die beschlossenen Massnahmen entsprechend umgesetzt werden. Nichtsdestotrotz haben wir einen Teil der Vorstösse als Postulat an-

genommen. Dies, weil wir uns mindestens den Freiraum behalten wollen, im Rahmen des Planungsprozesses auf die eine oder andere Massnahme zurückkommen zu können. Eigentlich wissen wir alle, dass wir nicht auf die Massnahmen verzichten können. Vielleicht erinnern Sie sich, dass wir in der Antwort auf eine Motion von Grossrat Adrian Haas, bei welcher es um die nachhaltige Sanierung der Berner Finanzen ging, seitens des Regierungsrats betont haben, dass es jetzt einer zuverlässigen Politik der ruhigen Hand bedarf, weshalb auf das Schnüren eines weiteren Entlastungspakets verzichtet wird. Im Gegenzug – wenn wir darauf verzichten, gleich wieder ein Entlastungspaket zu schnüren – ist es wichtig, das Gleichgewicht der Berner Finanzen zu behalten, ohne einzelne Massnahmen aus dem ganzen Paket herauszubrechen. Dies entspricht übrigens auch der Sichtweise der Finanzkommission (FiKo), welche die Annahme aller Gesetzesänderungen empfiehlt.

Ich komme nochmals auf das fragile Gleichgewicht unserer Finanzen zurück: Zugegeben, es freut mich natürlich ausserordentlich, dass die Rechnung 2013 mit einem Überschuss von 157 Mio. Franken abschliesst. Trotzdem – und nicht, weil ich a priori schwarzmalen würde – können wir noch keine Entwarnung aussprechen. Bedenken Sie, dass wir im Jahr 2012 ein massives Defizit im Betrag von 196 Mio. Franken eingefahren hatten. Die damals entstandenen Fehlbeträge müssen gestützt auf die Kantonsverfassung (KV) bis ins Jahr 2017 abgetragen werden. Was ich nun sage, soll weder Schwarzmalerei noch eine Drohung sein: Tatsache ist, dass wir zum einen das Defizit aus dem Jahr 2012 abtragen müssen, zum anderen aber auch zahlreichen finanzpolitischen Risiken gegenüberstehen. Dies sind Risiken wie beispielsweise der Nationale Finanzausgleich (NFA). Wie die Zukunft diesbezüglich aussehen wird, wissen wir heute noch nicht. Auch der zweite Wirksamkeitsbericht befindet sich in Diskussion. Sollte es – wie angedroht – kommen, hat der Kanton Bern plötzlich 80 Mio. Franken weniger zur Verfügung. Wenn es um das Nationalbankgeld geht, wissen wir, dass wir die 82 Mio. Franken dieses Jahr nicht erhalten werden. Wie es im nächsten Jahr aussehen wird, wissen wir nicht. Allenfalls fehlen uns dann weitere 82 Mio. Franken.

Betreffend die Abstimmung über die Handänderungssteuer sind Sie alle im Bilde: Auch dort werden 25 Mio. Franken fehlen. Um ein ausgeglichenes Budget zu erhalten, muss man diese anderswo finden. Was die Unternehmenssteuerreform III anbelangt, sind wir im Ungewissen, obwohl deren Inkrafttreten frühestens auf 2018 vorgesehen ist. Allerdings wissen wir zurzeit nicht, wohin die Reise führen wird. Auch in dieser Hinsicht können uns plötzlich zwei- bis dreistellige Millionenbeträge fehlen. Nicht zu vergessen ist, dass sich die Kosten betreffend den Alters- und Gesundheits- sowie im Sozialbereich ständig in die Höhe entwickeln. Es ist keine Stagnation absehbar, weswegen mit immer mehr Kosten gerechnet werden muss. Aufgrund all dieser Risiken wissen wir heute nicht, wie sich die Situation entwickeln wird. Deshalb wäre es falsch, bereits zum jetzigen Zeitpunkt auf die Umsetzung von ASP-Massnahmen zu verzichten, nur weil der Eindruck entstanden ist, wir hätten die Finanzen mehr oder weniger im Griff. Noch etwas: Der Kanton Bern hat das ASP-Paket nicht basierend auf einer schlechten Trendmeldung für die Jahre 2013, 2014 und Folgejahre geschnürt.

Wie wir wissen, haben wir ein strukturelles Defizit. Dieses ist auch klar in dem von der BAK Basel Economics AG (BAK-BASEL) erstellten ASP-Bericht festgehalten. Das strukturelle Defizit kann nicht wegdiskutiert werden. Dessen Bewältigung hat schmerzliche Massnahmen erfordert. Diese würden wir alle lieber nicht ergreifen. Wollen wir die Finanzen jedoch längerfristig im Griff haben, so sind diese erforderlich. Wir sind gefordert und auch aufgefordert, jährlich wiederkehrend 450 Mio. Franken einzusparen. Dies gelingt uns nur, wenn die ASP-Massnahmen mitsamt den nötigen Gesetzesänderungen beschlossen werden. Wir können nicht auf positive Rechnungsabschlüsse gemäss dem Rechnungsabschluss 2013 hoffen. Plötzlich entwickelt sich die Wirtschaft wieder in eine andere Richtung. Deshalb nochmals, liebe Grossrätinnen und Grossräte: Diese Massnahmen sind erforderlich, ebenso müssen die entsprechenden Gesetzesvorlagen verabschiedet werden. Ich bitte Sie darum, Eintreten zu beschliessen und – auch wenn Sie im vergangenen November nicht unbedingt zugestimmt haben – den vorliegenden Gesetzesänderungen im Sinn einer vernünftigen, nachhaltigen Finanzpolitik zuzustimmen. Ich gebe das Wort gleich meinen Kollegen, die sich ebenfalls zu den einzelnen Gesetzesvorlagen äussern werden. Da ich das Wort nachher nicht mehr ergreifen werde, danke ich Ihnen an dieser Stelle für eine staatstragende Entscheidung, indem Sie die Gesetzesvorlagen verabschieden.

La présidente. Je passe la parole à M. Pulver.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique.

Zum Bericht und zur Änderung des MiSG liegen keine Anträge vor, weshalb ich mich nachher nicht mehr dazu äussern kann. Deshalb jetzt paar Worte zur Vorlage «Quarta-Lösung»: Mit der Gesetzesänderung, welche Sie heute hoffentlich beschliessen, klären wir eine seit vielen Jahren offene Frage in der bernischen Bildungspolitik. Gemäss dem Maturanerkenntnisreglement (MAR) dauert das Gymnasium vier Jahre. Das MAR lässt offen, ob das erste Gymnasialjahr am Gymnasium oder an der Volksschule absolviert wird. Die Kantone haben sich jeweils für eine Lösung entschieden. Der Kanton Bern überlässt es den Gemeinden, eine Lösung zu wählen. Diese können selber entscheiden, ob sie einerseits ihre Schülerinnen und Schüler für das erste Gymnasialjahr, die Quarta, an ein Gymnasium schicken. Zwei Drittel aller Schülerinnen und Schüler erleben diese von ihren Wohnsitzgemeinden so entschiedene Lösung. Andererseits können die Gemeinden entscheiden, dass das erste Gymnasialjahr an der Volksschule – im Rahmen des sogenannten gymnasialen Unterrichts des 9. Schuljahrs in separaten Klassen – durchgeführt wird. Wie Seite 48 des Berichts entnehmen können, führt dies zu einem Flickenteppich in unserem Kanton. Allerdings ist der Hinweis wichtig, dass es sich nicht um einen Stadt-Land-Graben handelt, wie vermutet wird. Dieser Flickenteppich ist aus allen möglichen Gründen historisch gewachsen. Sie sehen, dass sich die Schulen im französischsprachigen Kantonsteil zusammengetan und eine einheitliche Lösung gewählt haben. Im französischsprachigen Kantonsteil gibt es folglich nur eine Lösung, nämlich die Durchführung des ersten Gymnasialjahres an der Volksschule. Der Flickenteppich hat für die

deutschsprachigen Gymnasien im Kanton gravierende Auswirkungen. Über 90 Prozent aller Gymnasialklassen müssen nach der Quarta – in der Tertia – neu zusammengesetzt werden. Damit geht während des gymnasialen Bildungsgangs wertvolle Zeit verloren. Wer einmal unterrichtet hat, weiss, dass der Aufbau eines Klassengeistes erforderlich ist und viel Zeit in Anspruch nimmt. Soweit zum einen Problem, der Neuzusammensetzung praktisch aller Klassen in der Tertia. Das zweite Problem besteht darin, dass die Schwerpunktfächer im Kanton Bern erst in der Tertia und nicht bereits in der Quarta beginnen. Im Bericht haben wir weitere durch diese Situation bedingte Probleme aufgezeigt. Ich habe mir die Suche nach der richtigen Lösung nicht einfach gemacht. Wir haben eine prospektive Evaluation mit allen Partnern durchgeführt. Dabei hat sich herausgestellt, dass sich die meisten Partner vier Jahre Gymnasium – in Form eines vierjährigen, ungebrochenen Bildungsgangs am Gymnasium – wünschen. Über die Form der Durchführung war man sich zuerst nicht einig. Die meisten Partner sprachen sich im Rahmen der prospektiven Evaluation dafür aus, dass nach neun Jahren Volksschule vier Jahre Gymnasium folgen sollen. Ich habe aber daran gezweifelt, ob dieses Ergebnis politisch möglich ist: Das Modell «9/4» würde einige politische Änderungen mit sich bringen. Daraufhin habe ich mit den wichtigsten Partnern Hearing-Runden durchgeführt. Als wichtigste Partner nahmen teil: die Gymnasial- und die Oberstufenlehrkräfte, die Gemeinden, die Personalverbände und die Parteien. Mir wurde klar, dass die Zeit tatsächlich reif für einen vierjährigen gymnasialen Bildungsgang ist. Allerdings habe ich das Modell «9/4» aus verschiedenen Gründen verworfen. Dieses Modell «9/4» hätte bedingt, dass alle Gymnasiastinnen und Gymnasiasten vor den vier Jahren im Gymnasium noch das 9. Schuljahr der Volksschule absolvieren müssten, was für alle Maturandinnen und Maturanden die ganze Bildung um ein Jahr verlängert hätte. Dies hätte sowohl diejenigen betroffen, welche heute nach dem 8. Schuljahr in die Quarta übertreten als auch diejenigen, die nach dem 9. Schuljahr die Tertia besuchen. Zudem wären Mehrkosten im Betrag von 12 Mio. Franken pro Jahr die Folge, allerdings mit einem fragwürdigen Nutzen. Lässt man alle Maturandinnen und Maturanden mit dem 9. Schuljahr ein zusätzliches Jahr absolvieren, müsste man der Volksschule für das 9. Schuljahr etwas bieten bzw. eine zünftige Umgestaltung vornehmen. Das Modell «9/4» hätte die grösstmögliche Änderung für alle mit sich gebracht – sowohl für die zwei Drittel an Gemeinden, welche die Schülerinnen und Schüler heute nach dem 8. Schuljahr in die Quarta schicken als auch für diejenigen, für welche der Übertritt nach dem 9. Schuljahr in die Tertia erfolgt. Alle hätten etwas ändern müssen. Aus diesem Grund war für mich klar, dass eine Quarta-Lösung mit dem Modell «8/4» umgesetzt werden muss, das heisst mit dem Regelübertritt nach dem 8. Schuljahr in die Quarta. Selbstverständlich kann in Zukunft immer noch nach dem 9. Schuljahr in die Quarta eingetreten werden. Dies wollen wir durchaus ermöglichen bzw. dazu ermuntern.

Wir erwarten in unserem Kanton eine überdurchschnittliche Qualität des gymnasialen Bildungsgangs. Dies haben Sie in einer Planungserklärung im Rahmen der Bildungsstrategie 2005 beschlossen. Aufgrund der Wiederholung im Rahmen der Bildungsstrategie 2012 müssen wir nun etwas für das

Gymnasium und für dessen Stärken tun. Die Quarta-Lösung bringt wirklich «Power» ins Gymnasium!

Vielleicht haben Sie sich gefragt, weshalb dieses Geschäft im Rahmen der Aufgaben- und Strukturüberprüfung (ASP) behandelt wird, zumal es sich um eine bildungspolitische Frage, also um ein ERZ-Geschäft, handelt. Dass wir die Kosten im Kanton senken, entspricht einem breiten Wunsch. Deshalb müssen auch die Kosten für die Gymnasien gesenkt werden, welche bei 99 Prozent der schweizerischen Durchschnittskosten liegen. Folglich haben wir letzten November eine Reihe an Massnahmen im Bereich der Gymnasien vorgeschlagen: Massnahmen waren die Zusammenlegung der Gymnasien in Thun, die Zusammenlegung von Gymnasien in Biel bzw. die Reduktion von drei auf zwei Gymnasien und die Streichung der Fächer Russisch und Griechisch. Eine weitere Massnahme bestand darin, einige Lektionen abzubauen. Dies macht insgesamt rund 5,5 Mio. Franken aus und betrifft über den gesamten gymnasialen Bildungsgang neun Lektionen. Die Umsetzung solcher Massnahmen ist keine schöne Aufgabe für einen Erziehungsdirektor. Welche Diskussionen diese Kürzungen auszulösen vermögen, ist den Zeitungen zu entnehmen. Aber: Eine Lektionenkürzung ist nur möglich, wenn die Qualität des Gymnasiums gleichzeitig – dank der Quarta-Lösung – gesteigert wird. Gesamthaft betrachtet löst diese ASP-Massnahme ein bildungspolitisches Problem bzw. ist für die Bildungspolitik sogar gewinnbringend. Im Saldo – selbst mit den Lektionenkürzungen im Betrag von 5,5 Mio. Franken, die niemandem Freude bereiten – kann mit der Quarta-Lösung ein lange bestehendes Problem unserer Bildungspolitik gelöst werden. Dies führt wirklich zu einer guten Qualitätssteigerung des Gymnasiums. In diesem Fall haben wir mit den ASP-Massnahmen eine Chance ergriffen, in unserem Kanton eine strukturpolitische Verbesserung vorzunehmen. Betroffen ist nur der deutschsprachige Kantonsteil mit dem aktuellen Flickenteppich. Im französischsprachigen Kantonsteil besteht bereits heute eine Einheitslösung. An dieser ändern wir nichts.

Ich bitte Sie um Zustimmung zur Gesetzesänderung und um Kenntnisnahme des Berichts, damit ein altes Problem unseres Kantons gelöst werden kann. Vielen Dank.

La présidente. M. Neuhaus renonce à prendre la parole, M. Perrenoud aussi. Nous avons fini en ce qui concerne l'entrée en matière.

Loi sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien (Modification)

La présidente. Nous passons à l'entrée en matière sur la loi sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien. L'entrée en matière semble contestée. Alors nous allons tout d'abord faire un vote sur l'entrée en matière. Ceux qui sont pour l'entrée en matière votent oui, ceux qui sont contre votent non.

Vote (entrée en matière)

Décision du Grand Conseil :

Entrée en matière

Oui

107

Non 43
Abstentions 2

Art. 3 et 4
Adoptés

La présidente. Vous avez accepté cette entrée en matière. Nous passons maintenant aux délibérations article par article. Nous avons ici des propositions d'amendement.

Délibération par article

I. La loi du 6 février 1980 sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien est modifiée comme suit :

Art. 1, al. 2

Proposition Imboden, Berne (Les Verts)

Modification rédactionnelle sans influence sur le texte français

La présidente. Nous avons ici une proposition d'amendement de Mme Imboden. Modification rédactionnelle. Est-ce que cette modification rédactionnelle est contestée? – Ce n'est pas le cas, mais nous allons quand même voter. Ceux qui acceptent la modification rédactionnelle sur l'article 1 alinéa 2 votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (art. 1, al. 2 : proposition Imboden)

Décision du Grand Conseil :

Adoption
Oui 148
Non 1
Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté cette modification rédactionnelle.

Art. 1a, al. 2

Proposition Imboden, Berne (Les Verts)

Modification rédactionnelle sans influence sur le texte français

La présidente. C'est également une modification rédactionnelle de Mme Imboden. Est-ce que quelqu'un conteste cette modification? – Ce n'est pas le cas, nous passons donc au vote. Ceux qui acceptent cette modification votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (art. 1a, al. 2 : proposition Imboden)

Décision du Grand Conseil :

Adoption
Oui 143
Non 0
Abstentions 0

La présidente. Cette modification a été acceptée à l'unanimité.

Art. 5, al. 1

Proposition Imboden, Berne (Les Verts)

Modification rédactionnelle sans influence sur le texte français

La présidente. Nous avons une modification rédactionnelle proposée par Mme Imboden. Est-ce que cette proposition est contestée? – Ce n'est pas le cas, donc nous passons tout de suite au vote. Ceux qui acceptent la modification rédactionnelle sur l'article 5 alinéa 2 de Mme Imboden votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (art. 5, al. 1 : proposition Imboden)

Décision du Grand Conseil :

Adoption
Oui 147
Non 0
Abstentions 0

La présidente. Cette modification a également été acceptée à l'unanimité.

Art. 6, al. 1 et 2

Adoptés

Art. 6, al. 3 (nouveau)

Proposition Imboden, Berne (Les Verts)

Si le revenu du parent chez lequel vit l'enfant, majoré de l'avance de contributions d'entretien, dépasse la limite de revenu au sens de l'article 4, alinéa 1, lettre c, une avance partielle est versée. Le Conseil-exécutif règle les modalités de détail par voie d'ordonnance.

La présidente. Nous avons un article 6, alinéa 3 nouveau, proposé par Mme Imboden. Mme Imboden, veuillez présenter vos arguments.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Nun geht es um den inhaltlichen Artikel im Gesetz über Inkassohilfe und Bevorschussung von Unterhaltsbeiträgen. Wie in meinem Eintretensvotum erwähnt, ist die grüne Fraktion grundsätzlich damit einverstanden, die Bevorschussung einkommensabhängig vorzunehmen. Folglich sollen Leute mit einem sehr hohen Einkommen keinen Anspruch mehr darauf haben. Allerdings besteht das Problem darin, dass zum heutigen Zeitpunkt unklar ist, wie dieser Grundsatz umgesetzt werden soll. Alle hier Anwesenden haben keine Kenntnis darüber, wie die Verordnung aussehen soll. Die Kommission hat zwar gewisse Informationen erhalten; diese liegen uns aber hier nicht vor. Uns Grünen sind zwei Anliegen sehr wichtig, welche beide nicht im Gesetz vorgesehen sind. Ehescheidungen führen in der Regel zu Veränderungen der

Einkommenssituationen. Uns ist es ein wichtiges Anliegen, dass nicht auf vor Jahren erstellte Steuererklärungen abgestellt, sondern dass die aktuelle Situation zum Zeitpunkt der Veränderung der Lebenssituation in Betracht gezogen wird. Der Kommission gegenüber wurde ausgeführt, dass dieser Aspekt berücksichtigt werde. Dies scheint uns wichtig.

Unser zweites Anliegen ist die Teilbevorschussung. Mit dem vorliegenden Konstrukt, wird in der Verordnung geregelt, wann jemand als «reich» gilt. Dies führt zu Schwellen. Verfügt jemand über ein Einkommen, welches den Schwellenwert um 1 Franken überschreitet, so führt dies zu einem massiven Verlust. (*La présidente agite sa cloche.*) Bei der Teilbevorschussung ist es wichtig, keine ungerechten Schwelleneffekte zu haben. Die Umsetzung der Teilbevorschussung ist uns ein grosses Anliegen. Wir wären froh, wenn der zuständige Regierungsrat diesbezüglich ausführen könnte, ob die Umsetzung der Teilbevorschussung vorgesehen ist oder nicht. Allenfalls könnten wir unseren Antrag zurückziehen. Ich möchte gerne vom Regierungsrat hören, was vorgesehen ist. Kolleginnen und Kollegen, im Grundsatz sind wir uns einig. Seien Sie aber ehrlich: Wir sind zur Meinung gelangt, dass wir in diesem Fall die Katze im Sack kaufen. Im Unterschied zu den Kommissionsmitgliedern wissen wir als Grossratsmitglieder nicht, wie die Bevorschussung umgesetzt wird. Diese Situation ist ungut, geht es doch um eine wichtige Erfindung innerhalb der sozialen Absicherung. Wenn sich die Lebenssituation infolge einer Trennung ändert, hat man – weil man nichts dafür kann – ein Anrecht auf die Bevorschussung. Verfügt man über viel Geld, ist keine Bevorschussung notwendig. Bleibt die Frage, was unter «viel Geld» verstanden wird. Wir wären froh, diese Frage genauer erklärt zu erhalten. Sollte dies nicht möglich sein, erwarten wir, dass man sich im Rahmen der zuständigen Sachbereichskommission die nötige Klarheit verschafft. Dies, damit man weiss, in welchem Fall die Bevorschussung gestrichen wird. Dass die Bevorschussung ein gutes Instrument ist, dürfte allen klar sein. Wenn ein Partner nicht bezahlt, aber bezahlen müsste, ermöglicht dies der anderen Person, den Lebensunterhalt zu sichern. Fazit: Der grünen Fraktion ist die Verankerung der Teilbevorschussung wichtig – ob im Gesetz oder in der Verordnung, ist für uns sekundär. Wie erwähnt, ziehen wir unseren Antrag allenfalls bei entsprechender Klärung des Regierungsrats zurück

La présidente. Nous avons donc bien compris que Mme Imboden aimerait une explication de M. Neuhaus, M. Neuhaus, vous avez la parole.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Ich wiederhole meine Ausführungen gerne noch einmal und bitte Sie vorab, das Gesetz über Inkassohilfe und Bevorschussung von Unterhaltsbeiträgen – mit den von Frau Imboden gestellten redaktionellen Anträgen, jedoch ohne ihren in Bezug auf das Gesetz gestellten Antrag – zu beschliessen. Weshalb? Auch wir halten die Teilbevorschussung für wichtig. Wir haben Frau Imboden zurückgemeldet, dass diese in die Verordnung Eingang finden soll. Frau Grossrätin Imboden, ich wiederhole es gerne nochmals für Sie. Sie haben leider Gottes an der Sitzung vom 16. April 2014 gefehlt. Wir haben

Ihnen eine E-Mail geschickt; das entsprechende Dokument habe ich hier. Sie wollten die Teilbevorschussung ins Gesetz aufnehmen. Diesbezüglich gab es auch eine Differenz mit der FiKo. Wir waren ziemlich überrascht, als gesagt wurde, die JGK habe diesen Vorschlag gebracht. Dies ist unzutreffend. Die detaillierten Vorschläge liegen Ihnen vor. Sollte dies nicht der Fall sein, dürfen Sie gerne zu mir nach vorne kommen. Ich möchte die Debatte nicht unnötig verlängern. Wenn Sie davon sprechen, die Katze nicht im Sack kaufen zu wollen, dann gebe ich Ihnen recht. Ich fordere Sie aber auf, geschätzte Grossrätinnen und Grossräte: Überfahren Sie eine bereits tote Katze nicht noch einmal. Lehnen Sie diesen Antrag ab; dieser gehört nicht ins Gesetz, er wird in die Verordnung aufgenommen.

La présidente. Est-ce que Mme Imboden est satisfaite? On pourrait peut-être arrêter là les discussions suivant ce que vous décidez.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). An dieser Stelle sind Vergleiche aus dem Tierreich nicht ganz adäquat. Ich nehme die «Katze aus dem Sack» zurück. Meines Erachtens ist es wichtig, bei bedeutenden Verordnungen Klarheit zu schaffen. Ich gehe davon aus, dass die neu zuständige Sachbereichskommission ein Auge darauf halten wird, ob die Teilbevorschussung wirklich in die Verordnung aufgenommen wird. Sonst kann dies immer noch motioniert werden. Ich ziehe den Antrag zurück, in der Hoffnung, die Katze damit nicht überfahren zu haben.

La présidente. Vous l'avez entendu, Mme Imboden a retiré sa proposition d'amendement.

II.

Adopté

Titre et préambule

Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

La présidente. Plus personne n'a demandé la parole. Nous pouvons tout de suite passer au vote. Ceux et celles qui acceptent la proposition du Conseil-exécutif et de la Commission des finances, avec les trois modifications rédactionnelles, votent oui, ceux qui refusent cette proposition votent non.

Vote final

Décision du Grand Conseil :

Adoption de la loi en première et unique lecture

Oui 127

Non 5

Abstentions 4

La présidente. Vous avez accepté cette modification de loi.

Affaire 2013.1554

Loi sur les écoles moyennes (LEM) (Modification)

Annexe 18

Première lecture

Affaire 2013.0753

Rapport « Enseignement gymnasial de 9^e année dans le canton de Berne: solutions envisagées »*Délibération groupée**Affaire 2013.1554 Loi sur les écoles moyennes (LEM) (Modification)*

La présidente. Nous passons au vote sur l'entrée en matière de la loi sur les écoles moyennes. Ceux qui sont pour l'entrée en matière votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Entrée en matière

Oui	112
Non	1
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté l'entrée en matière. La modification de loi n'est pas contestée. Nous n'avons pas d'amendement pour cette loi, nous allons donc tout de suite passer à la modification de loi.

Délibération par article

I. La loi du 27 mars 2007 sur les écoles moyennes (LEM) est modifiée comme suit :

Art. 6, 9, 9a (nouveau), 10–13, art.17, 18, 42, 46, 61, 62, 65
Adoptés

II. Les actes législatifs suivants sont modifiés :

1. Loi du 20 janvier 1993 sur le statut du corps enseignant (LSE)
Art. 24
Adopté

2. Loi du 10 mars 1992 sur l'école obligatoire (LEO)
Art. 1, 6a, 7, 12, 46
Adopté

3. Loi du 27 novembre 2000 sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC)
Art. 24c
Adopté

III. Dispositions transitoires

Adoptées

Titre et préambule

Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

La présidente. Je vous rappelle ici que l'entrée en vigueur est pour le 1^{er} août 2017 et qu'il n'est demandé qu'une seule lecture. Nous pouvons donc passer au vote. Ceux qui acceptent cette modification de la loi votent oui, ceux qui la rejettent votent non.

Vote final

Décision du Grand Conseil :

Adoption de la loi en première et unique lecture

Oui	116
Non	0
Abstentions	4

La présidente. Vous avez accepté cette modification de loi.

Affaire 2013.0753 Rapport « Enseignement gymnasial de 9^e année dans le canton de Berne : solutions envisagées »

La présidente. En ce qui concerne le rapport, je n'ai pas de demande de discussion. Nous votons tout de suite sur ce rapport. Ceux et celles qui prennent connaissance de ce rapport votent oui, ceux qui votent disent non.

Vote final

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance

Oui	120
Non	0
Abstentions	2

Affaire 2013.1557

Loi sur l'aide sociale (LASoc) (Modification)

Annexe 18

Première lecture

La présidente. L'entrée en matière de la loi sur l'aide sociale a aussi été contestée. Nous allons commencer par voter sur l'entrée en matière pour la loi sur l'aide sociale. Ceux qui acceptent l'entrée en matière votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Entrée en matière

Oui 74

Non 42

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté l'entrée en matière. Nous avons ici trois propositions d'amendement.

Délibération par article

I. La loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc) est modifiée comme suit :

Art. 33

Adopté

Art. 44, al. 3 (nouveau)

Proposition Rufener, Langenthal (UDC)

La compensation du transfert de charges qui résulte de la suppression de la provision d'encaissement pour les prestations d'entretien et d'aide de droit familial est effectuée en application de l'article 29b de la loi du 27 novembre 2000 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP ; RSB 631.1).

Art. 44, al. 4 (nouveau)

Proposition Rufener, Langenthal (UDC)

Le transfert de charges effectué selon le budget de l'année où la provision d'encaissement des communes est supprimée est déterminant, les dépenses supplémentaires dues à la part cantonale à la répartition des charges de l'aide sociale pour le financement des charges salariales liées à l'encaissement étant prises en compte. Le Conseil-exécutif définit en dernière instance cantonale le montant déterminant après avoir entendu les groupements d'intérêts des communes.

La présidente. M. Rufener, vous avez la parole.

Thomas Rufener, Langenthal (UDC). Ich spreche im Namen des Verbandes bernischer Gemeinden (VBG). Der VBG steht seit langer Zeit in Kontakt mit der Gesundheits- und Fürsorgedirektion (GEF) und hat sich der Inkassoprovision der Gemeinden für familienrechtliche Unterhalts- und Unterstützungsbeiträge widersetzt. Wie auf Seite 10 des Vorberichts erwähnt, geht es um jährlich 1,4 Mio. Franken. Wenngleich die Gemeinden unter dem Strich von den eben beschlossenen Sparmassnahmen profitieren können, ist es – insbesondere auch aus Sicht der Verwaltung – nicht widersprüchlich, die Lastenverschiebung, die durch die Aufhebung der Inkassoprovisionen verursacht wird, nicht über die Globalbilanz auszugleichen. Nun wurde im Rahmen der ASP-Massnahmen, die ich grundsätzlich unterstützt habe, darauf verzichtet, die diesbezüglichen Spielregeln einzuhalten, wenn es um die Kompensation von Lastenverschiebun-

gen zwischen Kanton und Gemeinden über die Globalbilanz geht. Laut den Mitteilungen der GEF wäre die Differenz im vorliegenden Fall der Globalbilanz anzurechnen. Diesen Informationen zufolge fehlt aber die rechtliche Grundlage. In diesem Sinn ist mein Antrag zu verstehen, der mit dem neuen Artikel 44 Absatz 4 eine gesetzliche Grundlage im SHG schaffen soll.

Um den richtigen Vollzug gewährleisten zu können, ist aus meiner Sicht die Durchführung einer zweiten Lesung angebracht. Es handelt sich einmal mehr um die Grundsatzfrage, wie man im Rahmen von Verbundaufgaben miteinander umgeht, wenn Lastenverschiebungen zwischen Kanton und Gemeinden entstehen. Der VBG setzt sich dafür ein, dass diese Spielregeln eingehalten werden, so wie dies in Vergangenheit der Fall war. Dafür möchte ich mich herzlich bedanken. Natürlich sind ebenso Verschiebungen zugunsten des Kantons betroffen. Hier möchte ich an die Kantonalisierung der Fleischschau erinnern, bei der dem Kanton alljährlich 1 Mio. Franken in der Globalbilanz gutgeschrieben wurden. Ich sage dies in vollem Bewusstsein auch gegenüber den anwesenden Regierungsmitgliedern und den zahlreichen Parlamentariern, die laut Rückmeldungen Wert darauf legen, dass die Spielregeln eingehalten werden können. Das Beispiel aus der aktuellen Vorlage zeigt die Komplexität der Umsetzung von ASP-Massnahmen, wenn mehrere Gesetze betroffen sind. Heute setzte ich die Prioritäten dahingehend, dass die ASP-Massnahmen zeitgerecht und unverzüglich umgesetzt werden können. Dies auch in der Erwartung, allfällige Lösungen noch auf Verordnungsstufe erreichen zu können. Aus diesem Grund ziehe ich meine Anträge zurück. Wenn nötig, werde ich diese Anliegen mittels einer Motion wieder zur Debatte stellen.

La présidente. Vous l'avez entendu: les deux propositions d'amendement de M. Rufener sur l'article 44a, alinéa 3 et article 44a, alinéa 4 ont été retirées.

Art. 80g

Adopté

II. ch. 1 et 2

Adoptés

III.

Proposition Studer, Niederscherli (UDC)

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Ueli Studer, Niederscherli (UDC). Meine Motion 269-2012 «Aufhebung des Zuschusses nach Dekret» wurde im Juni 2013 überwiesen und soll jetzt mit der Streichung von Artikel 33 SHG umgesetzt werden. Ich danke dem Regierungsrat dafür und für die Einsicht, dass Personen, welche durch die Streichung des Zuschusses nach Dekret durch andere Massnahmen aufgefangen werden können. 3 Mio. Franken können eingespart und dadurch nicht mehr dem Lastenausgleich zugeführt werden. Der Kanton ist mit 1,5 Mio. Franken betroffen, die Gemeinden ebenfalls mit 1,5 Mio. Franken. Ich weiss, es handelt sich um einen grossen Betrag. Aber sowohl für die Gemeinden als auch

für den Kanton – beide befinden sich in immer engeren finanziellen Verhältnissen – macht auch ein kleiner Betrag etwas aus. Der Regierungsrat sagt selber, dass die Massnahmen kaum eine Auswirkung auf die Organisation bei Kanton und Gemeinden haben werden. Deshalb kann ich nicht verstehen, weshalb es nicht möglich sein soll, die Anpassung auf den 1. Januar 2015 vorzunehmen. In der Vernehmlassung hat die SVP den Vollzug der Vernehmlassung per 1. Januar 2015 bereits gefordert. Der Regierungsrat ist – wie verschiedene Vernehmlassungsteilnehmer – der Meinung, dass eine Umsetzung erst auf den 1. Januar 2016 erfolgen soll. Seine Argumentation hört mehr auf die Äusserungen, welche sich gegen die Aufhebung des Zuschusses nach Dekret gerichtet haben, als auf den demokratischen Entscheid, der in diesem Saal gefällt wurde. Ebenso wenig lässt sich der Regierungsrat von den Sparmassnahmen von Kanton und Gemeinden leiten, die als Folge davon zum Zuge kommen. Ich bitte Sie deshalb, meinen Antrag auf Umsetzung per 1. Januar 2015 anzunehmen und damit gegenüber den Gemeinden und dem Kanton ein kleines Zeichen zu setzen.

La présidente. M. Perrenoud, vous avez la parole.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Husch, husch, es muss schnell gehen, mais ces mesures que l'on décide aujourd'hui auront des conséquences: des gens devront changer d'appartement, il y aura des gens qui ne sont pas au courant, cela va mettre du temps, cela va mettre la pression sur les communes de devoir faire beaucoup de choses en peu de temps. Si la commune du demandeur a beaucoup de prestations sociales, elle aura peut-être plus de difficultés que d'autres. Je ne comprends pas pourquoi il faut se précipiter comme cela dans cette mesure. 2016 est un temps tout à fait régulier, sachant l'implication que cela aura pour certaines personnes qui bénéficient des prestations encore actuellement; allons-y calmement. Chi va piano va sano e lontano. S'il vous plaît, 2016, c'est idéal.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la Commission des finances. Der Antrag Studer lag uns seitens der vorbereitenden Kommission nicht vor, weshalb wir ihn nicht diskutieren konnten. Regierungsrat Perrenoud hat nun ausgeführt, wie es kommen könnte. Somit kann ich keine Empfehlung seitens der Kommission abgeben. Ich bin froh, dass Grossrat Rufener seine Anträge zurückgezogen hat. Hätte er diese aufrechterhalten und hätten diesen Zustimmung erhalten, wäre gezwungenermassen eine zweite Lesung notwendig geworden. Denn wir können kein Gesetz mit neuen Artikeln verabschieden, ohne dass sich die vorbereitende Kommission dazu äussern konnte.

Falls der Antrag Studer angenommen wird, weiss ich nicht, ob die Durchführung einer zweiten Lösung notwendig ist, um die Auswirkungen nochmals in der Kommission zu beraten. Wenn ja, müsste die Genehmigung in der Septembersession stattfinden. Ich kläre dies in der Zwischenzeit ab.

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD). Wir haben bereits über tote Katzen und mit einem «piano, piano» über Musik gesprochen. Die BDP-Fraktion verhält sich «piano».

Sie bevorzugt es geordnet. Für die betroffenen Leute gibt es sicher noch einiges zu regeln. Wir teilen die Haltung der Regierung und unterstützen den Änderungsantrag Studer nicht.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Anlässlich der im letzten Herbst geführten Budgetdebatte wurde eigentlich festgelegt, dass die Umsetzung auf den 1. Januar 2016 erfolgt. Wir halten die im Antrag Studer geforderte Umsetzung per 1. Januar 2015 daher für unseriös. Persönlich habe ich ohnehin ein Problem, sollte der Zuschuss nach Dekret überhaupt aufgehoben werden. Der Kanton hat bisher 1000 Personen mit 3 Mio. Franken unterstützt. Diese könnten nirgendwo aufgefangen werden. Diese Mittel stehen auch anderweitig nicht zur Verfügung. Insofern habe ich bisher keine Antwort gehört, wie diese Leute weiterhin unterstützt werden. Der Regierungsrat sagt einerseits, dass dies über die Sozialhilfe laufen werde. Dies ist nicht der Fall, zumal das Budget der Sozialhilfe niedriger ist als jenes für die Ergänzungsleistungen. Herr Studer hat es vorhin erwähnt: Die Unterstützung kann anderweitig erfolgen. Allerdings sagt niemand, wo diese Leute unterstützt werden. Bisher war es nicht so, dass die betroffenen Leute das Geld aus Freude entgegengenommen haben. Sie sind auf diese Hilfe angewiesen. Aus diesem Grund lehnen wir die Gesetzesänderung ab und ebenso den Antrag Studer bezüglich des früheren Umsetzungstermins.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Wir wollen keine Hüst-und-hott-Politik betreiben. Ich möchte aber daran erinnern, dass wir im vergangenen November im Rahmen der Sparmassnahmen, zum Beispiel bei der Sozialhilfe, auf Antrag der GEF sehr rasch, nämlich innerhalb dreier Monate, massive Einsparungen vornehmen mussten. In der Folge wurden alle Gemeinden damit konfrontiert, ihre Mechanismen bezüglich der Sozialhilfe verändern zu müssen. Die Argumente der Regierung, wonach es sich um eine Hüst-und-hott-Politik handle, greifen bei uns nicht. Es kann doch wohl nicht sein, dass die Millionen, die wir hier rasch zusammensparen können, ohne dass es uns massiv wehtut, bei anderen Posten der GEF auf nächstes Jahr einsparen müssen. Unsere Fraktion vertritt daher klar die Meinung, dass die rechtliche Ausgangslage bereits auf den 1. Januar 2015 verändert werden sollte. Deshalb unterstützen wir den Antrag Studer. Der Zuschuss nach Dekret ist für alle – ausser für Herrn Sancar – ein bekanntes Auslaufmodell, das längstens zugunsten anderer Möglichkeiten sowie zugunsten einer Sozialhilfe, die dort Geld spricht, wo es notwendig und sinnvoll ist, abgeschafft werden sollte. Aus diesem Grund unterstützen wir den Antrag Studer.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Die EVP-Fraktion befürwortet die Gesetzesänderung, ist aber klar für eine Einführung per 1. Januar 2016, damit den Gemeindestellen und den Betroffenen genügend Zeit für die Umstellung bleibt. Eine allfällig notwendige Ersatzfinanzierung muss sorgfältig geplant und die Schwächsten der Gesellschaft dürfen nicht durch übereilte Gesetzesänderungen zusätzlich bestraft werden. Aus diesen Gründen lehnen wir den Antrag SVP Studer ab.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt den Antrag von Grossrat Studer ebenfalls ab. Wir wollen den Zuschuss nach Dekret nicht abschaffen und schon gar nicht ein Jahr früher als vom Regierungsrat vorgeschlagen einführen. Wenn überhaupt, bedarf es einer angemessenen Übergangszeit und einer sozialverträglichen Umsetzung. Wie wir lesen konnten, beziehen im Kanton Bern derzeit ungefähr 1000 Personen einen Zuschuss nach Dekret. Es sind dies vor allem Behinderte, welche trotz Rente über zu wenig Einkommen verfügen, um ihren Bedarf decken zu können. Mit «Bedarf» ist nicht etwa Luxus gemeint, sondern der angemessene Unterhalt von Behinderten. Welche Einnahmen und Ausgaben in die Bedarfsberechnung einbezogen werden, ist klar. Dazu gehören unter anderem ungedeckte Krankheits- und Behinderungskosten, welche nicht von einer Sozialversicherung übernommen werden. Wird der Zuschuss nach Dekret abgeschafft, müssen viele dieser 1000 Personen früher oder später Sozialhilfe beantragen. Sie haben es auch schon gehört: Das Sozialhilfeniveau liegt tiefer als jenes der Ergänzungsleistungen und der Zuschüsse. Zudem dürfen wir nicht vergessen, dass die Sozialhilfe gemäss eines Beschlusses der Mehrheit in diesem Saal sogar weiter gesenkt werden soll. Die Sozialhilfe ist stigmatisierender als die bisherigen Zuschüsse nach Dekret. Es wären wiederum weitere Menschen betroffen, die absolut unverschuldet in eine finanzielle Not geraten und auf unsere Solidarität angewiesen sind. Der Spareffekt wäre schliesslich dahin, zumal es sich um eine Kostenverlagerung von der einen in die andere Kasse handeln würde. Wir lehnen sowohl den Antrag Studer als auch die Gesetzesänderung ab.

Fritz Wyss, Wengi (UDC). Die SVP unterstützt den Antrag Studer einstimmig. Ob eine frühere Umsetzung möglich ist oder nicht, ist natürlich eine Glaubensfrage. Die SVP ist klar der Meinung, dass wir uns auf die Erfahrungen von Grossrat Studer verlassen können. Denn als Gemeinderat von Köniz ist er sicher einer der erfahrensten Sozialpolitiker in diesem Kanton. Wir unterstützen seinen Antrag einstimmig.

La présidente. Je n'ai plus de porte-parole de groupe, est-ce que quelqu'un veut s'exprimer en tant qu'intervenant individuel? – Ce n'est pas le cas. M. Studer aimerait encore la parole.

Ueli Studer, Niederscherli (UDC). Keine Angst, ich spreche nicht länger als drei Minuten. Etwas möchte ich zurückweisen, und zwar den Vorwurf von Herrn Sancar, nicht seriös recherchiert und gearbeitet zu haben. Darauf muss ich Ihnen erwidern, dass Sie die vorliegenden Unterlagen nicht seriös gelesen haben. Sonst hätten Sie diesen entnommen, was der Regierungsrat selber zu den Möglichkeiten sagt. Ich habe es in meinem Eingangsvotum erwähnt. Der Regierungsrat sagt selber, dass eine raschere Umsetzung organisatorisch weder für die Gemeinden noch für den Kanton ein Problem darstellt. Eigentlich spricht der Regierungsrat nicht von einer rascheren Umsetzung, sondern davon, dass er diese Massnahme selber vorbringen wollte. Er habe dies aber unterlassen, weil er nur auf diejenigen

gehört habe, die im Sozialbereich tätig sind. Auf die anderen hat er nicht gehört. Ich lasse mir sicher nicht unseriöses Arbeiten unterstellen.

So weit zum einen. Zum anderen, lieber Philippe Perrenoud: «Husch, husch» – ja, manchmal wäre es gut, wenn etwas «husch, husch» ginge, auch bei der GEF! Manchmal geht es bei der GEF auch «husch, husch». Barbara Mühlheim hat es erwähnt: Die Gemeinden werden manchmal mittels der Bernischen Systematischen Information Gemeinden (BSIG) vor Tatsachen gestellt. Husch, husch – und wiederum sind ein paar Franken aus der Gemeindekasse weg. Hier geht es darum, husch zu schauen, dass der Kanton eine Massnahme umsetzen kann. Diese wäre unproblematisch, weil sie demokratisch vom Grossen Rat legitimiert ist. Das will man nun partout nicht. Ich bitte Sie alle nochmals, darüber nachzudenken und bei der Abstimmung den richtigen Knopf zu drücken.

La présidente. Nous avons donc ici une proposition d'amendement. Nous allons d'abord voter sur cette proposition. Ceux qui acceptent la proposition de M. Studer, c'est-à-dire l'entrée en vigueur pour 2015, votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (ch. III, proposition Studer)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 76

Non 72

Abstentions 4

La présidente. Vous avez accepté la proposition d'amendement de M. Studer.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la Commission des finances. In der Geschäftsordnung des Grossen Rates (GO) steht, dass, wenn Anträge in der ersten Lesung angenommen werden, eine zweite Lesung beantragt werden kann. Der Seriosität des Geschäfts wegen und vor allem hinsichtlich der zukünftigen Gesetzesberatung beantrage ich namens der FiKo die Durchführung einer zweiten Lesung. Dies, damit wir uns die Auswirkungen des Antrags Studer hinsichtlich einer Inkraftsetzung per 1. Januar 2015 erklären lassen und das Geschäft in der Kommission seriös bearbeiten können. Ich weiss, das Parlament kann diesen Antrag auf eine zweite Lesung ablehnen. Im Hinblick auf die Zukunft bitte ich Sie aber um Zustimmung. Wenn ordentliche Geschäfte in einer Lesung beraten werden und Anträge durchkommen, wird ebenfalls eine zweite Lesung durchgeführt. Schliesslich handelt es sich um eine dreimonatige Verzögerung des Ablaufs zur Klärung der rechtlichen Abfolge. Dadurch werden die ASP-Geschäfte nicht in Frage gestellt. Ich bitte Sie, einer zweiten Lesung zuzustimmen.

La présidente. Personne ne souhaite encore s'exprimer. Nous allons voter. Ceux qui acceptent la proposition du président de la Commission de finances de faire une deuxième lecture votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (proposition Iseli, président de la CFin)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 99

Non 48

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté la deuxième lecture de cette loi sur l'aide sociale. Nous allons quand même faire un vote final. Ceux qui acceptent cette loi votent oui, ceux qui la refusent, votent non.

Vote final (1^{re} lecture)

Décision du Grand Conseil :

Adoption de la loi en première et unique lecture

Oui 96

Non 51

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté la modification de cette loi.

Affaire 2013.1556

Décret sur les redevances dues pour l'utilisation des eaux (DRE) (Modification)

Annexe 18

La présidente. Nous passons à l'affaire 85, décret sur les redevances dues pour l'utilisation des eaux. Je n'ai ici aucune proposition. Est-ce que cette modification est contestée? Est-ce que quelqu'un aimerait prendre la parole? – M. le président de la Commission des finances.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la Commission des finances. Ich möchte es nicht unterlassen, an dieser Stelle der Verwaltung und der Regierung für die in Form der ASP-Massnahmen vorgenommenen Gesetzesänderungen zu danken. Dass die FiKo die vorberatende Kommission war, ist wegen der Betroffenheit aller Direktionen etwas speziell. Wir haben vorwiegend mit der Finanzdirektion (FIN) zusammengearbeitet. Diese Zusammenarbeit war gut. Zudem haben wir uns auch von den betroffenen Direktionen informieren lassen. Die in der Kommission gestellten Fragen wurden zur Zufriedenheit aller beantwortet, sodass es kaum abweichende Voten gab. Dafür danke ich der Regierung und der Verwaltung und hoffe, dass wir das ASP-Paket in dieser Form umsetzen können.

Délibération par article

I. art. 3, 11, 16, II.

Adoptés

Titre et préambule

Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

La présidente. Je répète, je n'ai pas de demande de parole, donc nous passons tout de suite au vote. Ceux qui acceptent ces modifications votent oui, ceux qui les refusent votent non.

Vote final

Décision du Grand Conseil:

Adoption de la modification du décret

Oui 136

Non 1

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté ces modifications.

Affaire 2014.0592

Rapport de gestion et comptes annuels de l'exercice 2013 du canton de Berne

Proposition de la Commission des finances (CFin), Stucki, Berne (PS)

La Commission des finances propose que les gains comptables et les amortissements réalisés sur les placements du patrimoine financier des années 2012 et 2013 ne soient pas pris en compte pour l'application du frein à l'endettement. Par conséquent, un découvert de 225 millions de francs doit être compensé pour l'année 2012, dont 125 millions de francs peuvent être résorbés avec l'excédent des comptes 2013. Il restera donc 100 millions de francs qui devront être résorbés entre 2014 et 2017.

Proposition PS-JS-PSA (Burkhalter, Rümli) (proposition originelle)

Les gains comptables et les amortissements réalisés sur les placements du patrimoine financier de l'année 2012 ne sont pas pris en compte pour l'application du frein à l'endettement.

La présidente. Nous avons ici trois propositions d'amendement concernant cette affaire. Mme Stucki a la parole pour la Commission des finances.

Béatrice Stucki, Berne (PS), rapporteuse de la Commission des finances. Einmal mehr, nach «nur einem Jahr Pause», schliesst die Rechnung des Kantons Bern mit einem Überschuss ab. Dieser ist nicht gering. Nein, die Rechnung 2013 schliesst sogar mit einem Überschuss von fast 157 Mio. Franken ab bzw. mit genau 156 963 259.49 Franken. Dies sind praktisch 151 Mio. Franken, die über dem Budget liegen; der Bilanzfehlbetrag beträgt derzeit noch 1,8 Mrd. Franken. Sowohl die Umstände als solche als auch die Höhe des Überschusses haben uns seitens der FiKo sehr erstaunt und Sie alle wahrscheinlich auch; dies umso mehr, als im Sommer 2013 noch ein enorm grosses Defizit prognostiziert wurde. Dass die Steuereinnahmen stets einen

unsicheren Faktor darstellen, ist uns allen bekannt. Dass die prognostizierte Ziellinie damit dermassen weit überschritten wird, hat doch sehr überrascht. Nicht zu vergessen ist, dass bei diesen Ergebnissen bereits Auswirkungen von im November 2012 beschlossenen Sparmassnahmen enthalten sind. Insofern erstaunt es nicht, dass sowohl die Finanzkontrolle als auch wir seitens der FiKo Ihnen die Genehmigung des Geschäftsberichts 2013 empfehlen. Ich verzichte auf lange Ausführungen zu den einzelnen Ergebnissen. Diese sind alle im Bericht der FiKo nachzulesen. Wir versuchen diesen Bericht immer wieder möglichst knapp zu formulieren, damit er von Ihnen allen gelesen wird.

An dieser Stelle möchte ich dennoch auf einen interessanten Punkt hinweisen. Zudem werde ich zwei Themenbereiche, mit welchen sich die FiKo eingehend befasst hat, etwas ausführlicher erläutern. Die Investitionen sind besonders interessant. Wie Sie Tabelle 9 des FiKo-Berichts entnehmen können, sind die Investitionen auch in diesem Jahr um 41 Mio. Franken unter dem Budget geblieben. Sprechen wir von Investitionen, meinen wir meistens Investitionsausgaben, welche im Bau und damit ausschliesslich bei der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion (BVE) getätigt werden. Deshalb ist die Aufschlüsselung interessant: Diese zeigt, dass Investitionsvorhaben alle Direktionen betreffen. Dies ersehen Sie auf der gleichen Seite im Bericht. Kann ein Projekt wegen fehlenden Antrags nicht ausgelöst werden oder wird ein Projekt wegen Beschwerden verzögert, so kommt es zu einer Budgetunterschreitung. Es fehlt also nicht am Willen der Direktionen, ihre Investitionsvorhaben umzusetzen.

Nun zu zwei Themen, auf welche uns die Finanzkontrolle hingewiesen hat, nämlich die Verwendung des Überschusses der laufenden Rechnung 2013 und die Verwendung der Buchgewinne und damit auch zum Antrag der FiKo. Zuerst zum einfacheren Thema, der Verwendung des Überschusses aus der laufenden Rechnung: Der Regierungsrat hat beschlossen, den Überschuss für die Abtragung des Defizits 2012 zu verwenden. Die Finanzkontrolle vertritt hingegen die Ansicht, dass dieses Vorgehen nicht zulässig sei und der Überschuss zum Abtragen des Finanzfehlbetrags verwendet werden müsse. Wie Sie wissen, muss das Defizit einer Rechnung im Budget des übernächsten Jahres kompensiert werden. Damit soll der Bilanzfehlbetrag möglichst rasch abgebaut werden. Die FiKo unterstützt in diesem Fall klar die Haltung des Regierungsrats und hat nichts gegen das von ihm gewählte Vorgehen einzuwenden, das Defizit 2012 mit dem Überschuss 2013 abzutragen. Anders sieht es bezüglich der Verwendung der Buchgewinne und der Abschreibungen auf den Anlagen des Finanzvermögens aus. Hier werde ich etwas ausführlicher: Mit der Jahresrechnung 2013 und der Einhaltung der Schuldenbremse ist Verwirrung entstanden. Dies, weil man davon ausgegangen ist, dass das Jahresergebnis direkt für die Betrachtung der Schuldenbremse herangezogen würde. Das ist falsch. Das Jahresergebnis muss jeweils um einen bestimmten Betrag korrigiert werden, bevor es zur Berechnung bezüglich der Einhaltung der Schuldenbremse herangezogen werden kann. Der entscheidende Passus ist Artikel 101a Absatz 5 der Kantonsverfassung (KV). Ich zitiere: «Buchgewinne und Abschreibungen auf Anlagen des Finanzvermögens werden für die Anwendung der Absätze 1 und 2 nicht berücksichtigt.». Mit den Absätzen 1 und 2 ist das Abtragen des Auf-

wandüberschusses in der laufenden Rechnung gemeint. Dies bedeutet, dass die Buchgewinne und Abschreibungen auf dem Finanzvermögen eben vom Jahresergebnis abgezogen sind. Tut man dies für die Jahre 2012 und 2013, führt es dazu, dass noch 29 Mio. Franken zum Defizit 2012 von 196 Mio. Franken dazu gezählt und 32 Mio. Franken vom Überschuss 2013 abgezogen werden müssen. Dies führt zu einer Verschlechterung der Zahlen für die Schuldenbremse um 61 Mio. Franken. In diesem Zusammenhang ist wichtig, dass die Jahresergebnisse 2012 und 2013 dadurch nicht verändert werden. Die nachträgliche Berücksichtigung der Buchgewinne und Abschreibungen auf dem Finanzvermögen ändern keine einzige Zahl des Jahresabschlusses. Es geht lediglich darum, die separate Rechnung zur Einhaltung der Schuldenbremse korrekt aufzustellen. Die Konsequenz dieses Antrags besteht darin, dass mit der Genehmigung des Jahresergebnisses 2013 bis Ende des Jahres 2017 noch 100 Mio. Franken und nicht «nur» 39 Mio. Franken kompensiert werden müssen. Eine Klammerbemerkung zuhanden der neuen Grossratsmitglieder: Wir haben bis Ende 2017 Zeit zur Abtragung des Defizits. Dies, weil der Grosse Rat in der Novembersession 2013 mit einer Dreifünftelmehrheit beschlossen hat, die Frist zur Abtragung des Defizits auf vier Jahre zu erstrecken. Der Regierungsrat argumentiert im Geschäftsbericht, die betreffende Verfassungsbestimmung solle verhindern, dass der Kanton sein Tafelsilber verscherble, indem er zum Beispiel aufgrund einer finanziellen Notlage beehrte Liegenschaften in der Berner Altstadt oder Aktien von staatseigenen Unternehmen veräussert. Bei den in den Jahren 2012 und 2013 erzielten Buchgewinnen sei dies – laut der Regierung – nicht der Fall. Die FiKo ist anderer Auffassung: Aus Sicht der Kommissionsmehrheit ist der Wortlaut der Ihnen eben zitierten KV-Bestimmung eindeutig und sieht keine Ausnahmen vor. Die Bestimmung besagt, dass Buchgewinne nicht berücksichtigt werden. Die FiKo sieht diesbezüglich keinen Interpretationsspielraum, weshalb sie den vorliegenden Antrag stellt. Damit die Einhaltung der Schuldenbremse in Zukunft transparent und für den Grossen Rat überprüfbar erfolgt, hat der Regierungsrat in Aussicht gestellt, bei den zukünftigen Budgets und Geschäftsberichten die Rechnung zur Einhaltung der Schuldenbremse separat auszuweisen. Dies begrüßen wir seitens der FiKo. Unschön ist vielleicht einzig, dass die Finanzdirektion (FIN) die separate Rechnung für die Schuldenbremse nicht schon im Geschäftsbericht 2012 aufgeführt hatte. Dies wird nämlich im Vortrag zur Einführung der Schuldenbremse explizit erwähnt und vorgeesehen. Dadurch wären Unsicherheiten und Verwirrungen von Anfang an verhindert worden. Im Namen der FiKo danke ich Dominique Cléménçon, Sekretär der FiKo, und Pamela Schär, der wissenschaftlichen Mitarbeiterin, herzlich für ihre Unterstützung in diesem Prozess der Kommissionsarbeit, die immer unter einem enormen Zeitdruck erfolgen muss und auch bei ihnen zu etlichen Spätschichten und Überstunden geführt hat. Ebenfalls namens der FiKo danke ich der FIN und ihren Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern für die offene Zusammenarbeit. Auch sie haben immer nur kurze Fristen zur Beantwortung unserer zumeist zahlreichen Fragen zur Verfügung. Im Namen der FiKo bitte ich Sie, Kolleginnen und Kollegen, den vier Anträgen der FiKo zum Geschäftsbericht 2013 zuzustimmen und auch die fünf auf

Seite 18 des Berichts aufgeführten Motionen nicht abzusprechen. Den Antrag der EVP auf Nichtabschreibung der Motion 104-2010 «Mit einer ZAS Spitäler und Prämienzahlende entlasten» konnten wir in der FiKo nicht vorbesprechen, weshalb wir keine Empfehlung abgeben.

La présidente. M. Burkhalter a également une proposition d'amendement. Il a la parole.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Ich muss gleich bei meinem ersten Votum in dieser Session einen peinlichen Fehler bekannt geben: Ich ändere meinen ursprünglichen Antrag – «Ablehnung bzw. Modifikation des Abänderungsantrags der Finanzkommission. Die Buchgewinne und Abschreibungen auf Anlagen des Finanzvermögens des Jahres 2012 werden nicht für die Bemessung der Schuldenbremse nicht berücksichtigt» – ein klein wenig, indem ich das «nicht» streiche. Damit möchte ich meinen Antrag in das Gegenteil dessen ändern, was ich geschrieben habe. Hoffentlich verstehen auch die Welschen, was ich meine. Die Sache ist dermassen kompliziert, dass ich der FIN für ihren Hinweis dankbar bin, wonach ich das Gegenteil dessen beantragt habe, was ich meine!

Die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht sich gegen ein Erbsenzählen aus. Wenn beim Geschäftsbericht 2012 weder die Finanzkontrolle noch die FiKo bemerkt hat, dass etwas schiefgelaufen ist, soll doch ein Strich darunter gezogen werden, anstatt uns zusätzlich einzuschränken. Wir sind für eine Einführung der neuen Praxis ab dem Jahr 2013. Das Jahr 2012 muss irgendwie belassen werden. Wenn die FiKo-Sprecherin vorhin der Direktion einen Vorwurf gemacht hat, keine Schattenrechnung geführt zu haben, muss ich sagen, dass dies auch der Finanzkontrolle und der FiKo entgangen ist. Wenn Sie schon aus der KV zitieren, müssten Sie sie auch immer auf dem Nachttischlein liegen haben und lesen. Es ist klar, es geht nicht um Geld, sondern um Buchgeld oder Monopoly-Geld! Die 29 Mio. Franken müssen nicht ausgegeben oder auf ein Konto überwiesen werden: Es geht um eine rein buchhalterische Massnahme. Ich erinnere mich an die Einführung der Schuldenbremse im Jahr 2008. Damals waren keine Details oder kein Kleinkram im Betrag von 29 Mio. Franken gemeint. Es ging darum zu verhindern, dass zum Beispiel die BKW-Aktien oder die Aktien der Kantonalbank verkauft werden. Die BKW-Aktien wiesen – bevor diese Gesellschaft ruiniert wurde – einen Wert von mehreren Milliarden Franken auf. Gemeint waren also nicht die normalen Detail-Desinvestitionen-Buchgewinne, welche jedes Jahr in kleinem Mass anfallen. Seinerzeit wurde ein Instrument geschaffen zur Vermeidung einer sogenannten Budget- oder Rechnungsbeschönigung. Aus diesem Grund sagt meine Fraktion «Strich unter das Jahr 2012; ab dem Jahr 2013 können wir eine neue Praxis akzeptieren.» Ich bitte Sie um Zustimmung zu meinem eben modifizierten Antrag.

Le texte de la proposition modifiée est le suivant :

Proposition PS-JS-PSA (Burkhalter, Rümligen)

Les gains comptables et les amortissements réalisés sur les placements du patrimoine financier de l'année 2012 sont pris en compte pour l'application du frein à l'endettement.

Proposition PEV (Löffel-Wenger, Münchenbuchsee)

Ne pas classer la motion 104-2010 « Mise en place d'une division cellulaire de dégrisement ».

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Im Geschäftsbericht geht es vor allem um Zahlen, nämlich um diejenigen, die wir in Band I erhalten haben. Der Geschäftsbericht besteht aber noch aus etlichen zusätzlichen Bänden, welche wir nicht in Papierform erhalten haben bzw. nur im Internet einsehen können. Aus meiner Sicht ist dies ein praktisches Vehikel, um in diesem Saal beschlossene, bereits damals unliebsame Vorstösse beiseite zu legen, indem man sie abschreibt. Bei der Durchsicht von Band IV des Geschäftsberichts – vor allem mit Fokus auf meine Vorstösse – habe ich einen Vorstoss gefunden, bei welchem mich enttäuscht hat, dass die Regierung ihn abschreiben will. Es geht um das «Komasaufen». Wir haben vor dreieinhalb Jahren mit 92 zu 46 Stimmen beschlossen, dass Leute, die sich ins Delirium oder in einen Zustand kurz davor saufen, in Zukunft nicht mehr die Notfallstationen der Spitäler belasten, sondern in einer zentralen Ausnüchterungsstelle (ZAS) ausgenüchtert werden sollen. Als Beispiel führte ich damals das Modell aus Zürich an. Seit gut vier Jahren wird in Zürich eine ZAS betrieben. Dort werden «Süffel» – meistens sind es Männer, die zumeist am Wochenende «dicht» sind – abgeliefert. Sie werden ausgenüchtert, dabei medizinisch und auch mit Blick auf die Sicherheit überwacht. Am Morgen, wenn sie nach Hause gehen, können sie die Übernachtung mit der Kreditkarte bezahlen oder erhalten eine Rechnung zugeschickt.

Zu zwei Gründen, weshalb dies so gehandhabt werden sollte und weshalb ich bodenlos enttäuscht bin, dass die Regierung während dreieinhalb Jahren untätig geblieben ist und den überwiesenen Vorstoss jetzt im Geschäftsbericht vom Tisch putzen will: Erstens wird das auf den Notfallstationen tätige Pflegepersonal Wochenende für Wochenende mit stockbesoffenen, aggressiven Leuten konfrontiert, welche Sachschäden verursachen und alles vollkotzen. Davon hat das Pflegepersonal genug. Wer besoffen ist, ist kein Pflegefall und gehört nicht in ein Spital bzw. kann durchaus andernorts übernachten. Zweitens – und dies betrifft uns alle: Wenn jemand die Spitalschwelle überschreitet, wird der Fall automatisch über das Bundesgesetz über die Krankenversicherung (KVG) abgewickelt. Wer auf einer Notfallstation ausgenüchtert wird, kann nicht mit einem Selbstbehalt oder einer Vollkostenrechnung belangt werden. Wir alle zahlen indirekt mit den Krankenkassenprämien dafür. Diese zwei Punkte werden durch die ZAS gelöst, indem die Ausnüchterung nicht in einem Spital stattfindet und dabei das Pflegepersonal der Spitäler entlastet wird. Letzteres stand übrigens auch im Titel meiner Motion. Gleichzeitig – und dies ist ebenso wichtig – handelt es sich um eine erzieherische Massnahme, Rechnung für die Übernachtung stellen zu können. In Zürich bestand das einzige Problem darin, dass man zuerst mit den Kosten – zwischen 600 und 900 Franken – etwas zu hoch lag. In der Folge entschied ein Gericht, dass der Betrag etwas tiefer angesetzt werden muss. Immerhin handelt es sich um einen schöne Kostenbeteiligung.

Nun will die Regierung diesen Vorstoss, ohne etwas unternommen zu haben, nach dreieinhalb Jahren abschreiben,

und zwar mit der Begründung, es gehe den bernischen Finanzen schlecht, zudem sei auf nationaler Ebene der Vorstoss Bortoluzzi hängig. Dieser will das KVG dahingehend ändern, dass, wer selbstverschuldet besoffen ist – offenbar geht man davon aus, dass man auch unverschuldet besoffen sein kann, – selber für die Kosten aufkommen muss. Der Regierungsrat begründet die Abschreibung also mit einem Verweis auf eine auf nationaler Ebene bevorstehende Lösung. Beides ist falsch: Wer im Spital ist, belastet die Kantonsrechnung durchaus. Einerseits werden wir alle über die Krankenversicherungsprämien belastet, andererseits trägt der Kanton bekanntlich 55 Prozent der Spitalkosten. Das Argument der Regierung gegen eine ZAS ist absolut falsch. Die Finanzen des Kantons Bern sind sehr wohl betroffen. Die Leute nicht ins Spital einzuweisen, brächte eine Entlastung. Das zweite Argument bezüglich des hängigen Vorstosses von Nationalrat Bortoluzzi ist insofern falsch, als es noch Jahre dauern wird, bis dieser allenfalls umgesetzt wird. Persönlich bin ich der Auffassung, dass es falsch ist, im KVG Ausnahmen hinsichtlich der Selbstverschuldung zu machen. Als Nächstes sprechen wir dann über Lungenkrebs, der in 85 Prozent der Fälle auch selbstverschuldet entsteht.

Weiter würden wir über Risikosportarten und Tausende anderer Fälle diskutieren. Deshalb ist der auf Bundesebene diskutierte Weg falsch. Wir dürfen aus meiner Sicht keine Ausnahmen im KVG vorsehen, indem wir definieren, wer eine Hospitalisierung selber verschuldet hat und dafür aufkommen muss. Beide Begründungen, weshalb der Vorstoss abgeschrieben werden soll, sind falsch. Ich bitte Sie, helfen Sie mit, der Regierung nach dreieinhalb Jahren nochmals den Auftrag zu erteilen, endlich eine ZAS einzurichten. Damit sollen «Süffel» nicht mehr im Spital landen. Diesen soll Rechnung gestellt und damit soll das Pflegepersonal der Spitäler etwas entlastet werden. Danke für Ihre Unterstützung.

Adrian Haas, Berne (PLR). Ich sage nichts nicht zum Alkohol – davon verstehe ich nichts. Hingegen äussere ich mich zur Schuldenbremse. Ich war damals – wie auch Matthias Burkhalter – Mitglied der vorberatenden Kommission. Was er erzählt hat, entspricht nicht meiner Wahrnehmung und auch nicht dem, was man dem Protokoll entnehmen kann, und schon gar nicht dem, was dem Volk anlässlich der Volksabstimmung versprochen wurde. Es wurde gesagt, Buchgewinne sollen nicht generell bei der Schuldenbremse zählen. Dies, damit keine Buchgewinne realisiert werden können, um die Schuldenbremse einzuhalten. Soweit zur damaligen Meinung, die noch heute so ist. Es gibt Verfassungsbestimmungen, welche unterschiedlich ausgelegt werden können. Auf die hier zur Debatte stehende Verfassungsbestimmung trifft dies sicher nicht zu. Es kommt also nicht auf die Motive der Buchgewinne an, sondern darauf, ob man diese realisiert hat oder nicht. Damit ist die Sache eigentlich erledigt. Sollten Sie hier etwas anderes be-schliessen, verstossen Sie damit gegen die KV.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Die EVP-Fraktion nimmt das Rechnungsergebnis mit positivem Erstaunen zur Kenntnis und genehmigt den Geschäftsbericht 2013. Mehr gibt es eigentlich nicht zur Vergangenheitsbewältigung zu sagen.

Dennoch möchten wir etwas aus der Vergangenheit lernen. Deshalb weisen wir auf eine Schwachstelle in unserem System hin, über welche wir auch schon gesprochen haben. Aus der Distanz betrachtet, erstaunt es sehr, dass wir die intensive ASP-Debatte in einem Jahr geführt haben, welches schliesslich mit einem Gewinn von über 150 Mio. Franken abgeschlossen hat. Massgeblich dazu beigetragen haben die deutlich gesteigerten Einnahmen bei den Steuererträgen juristischer Personen. Im gleichen Jahr haben wir die Evaluation Neue Verwaltungsführung (NEF) abgeschlossen und einer Teilrevision des Gesetzes über die Steuerung von Finanzen und Leistungen (FLG) vorgenommen. Darin beschlossen wir, auf sogenannte Hochrechnungen zu verzichten und uns auf Trendmeldungen zu verlassen, welche genauso aussagekräftig sein sollen. Die Erfahrungen zeigen nun, dass uns sowohl das System der Hochrechnungen als auch das System der Trendmeldungen im Jahr 2013 einen Strich durch die Rechnung gemacht und uns im Stich gelassen haben.

Die EVP-Fraktion fordert die FIN auf, das System nochmals zu überdenken. Es kann nicht sein, dass wir Budgetdebatten führen, ohne einigermaßen verlässliche Trendmeldungen zu haben. Im November benötigen wir keine Schätzungen für den kommenden Mai, sondern Zahlen, welche dem Parlament zeitnäher als Grundlage zur Verfügung stehen. Dies muss möglich sein, damit die Qualität des Budgetprozesses zunimmt und die notwendigen Verzichtsmassnahmen gleichzeitig an der richtigen Stelle erfolgen. Das positive Rechnungsergebnis verschafft uns nun etwas Luft, um durchzuatmen und klar zu denken. Wenn wir wieder klar denken können, macht es Sinn, die beschlossenen ASP-Massnahmen mit Weitsicht, Geduld und Sorgfalt umzusetzen. Wir wollen nicht, dass unser Kanton unverhältnismässig Schaden nimmt. Auf die konkreten Vorstösse in dieser Sache kommen wir noch zu sprechen.

Ein paar Worte zur Frage der Buchgewinne: Keine neuen Schulden zu haben, entspricht einem wiederholt von der EVP kommunizierten Ziel. Dies gilt vor allem für Konsumschulden, also dort, wo wir in der laufenden Rechnung mehr ausgeben als einnehmen. Bei den Investitionen ist es absehbar. Diesbezüglich muss in Zukunft ein Weg gesucht werden, um befristete Neuverschuldungen in Kauf zu nehmen. Bei den Konsumausgaben sind die Schulden hingegen vollständig mit einem Konsumverzicht zu kompensieren. Damit ist klar gesagt, dass die EVP keine Beschönigung unseres überbordenden Verhaltens mit Bilanzgewinnen tolerieren kann. Hier gilt es den Tatsachen realistisch in die Augen zu blicken und verfassungskonform zu handeln. Die KV besagt, dass Buchgewinne nichts in der laufenden Rechnung zu suchen haben. Die KV nimmt eine klare und richtige Unterscheidung zwischen der Konsumrechnung und der Investitionsrechnung vor. Aus diesem Grund ist für die EVP klar, dass sie den Antrag der FiKo unterstützen wird, wonach die Bemessung der Schuldenbremse der laufenden Rechnung – ohne Kompromisse – verfassungskonform vorzunehmen ist. Selbstverständlich unterstützt die EVP auch den Antrag Löffel auf Nichtabschreibung seiner Motion.

Roland Näf, Muri (PS). Stellen Sie sich vor, wir hätten dieses Mal kein dermassen positives Ergebnis, sondern die

Rechnung 2013 hätte ein Minus von beispielsweise 100 Mio. Franken ergeben. Sogar dann, liebe Kolleginnen und Kollegen, befänden wir uns – international betrachtet – mit Blick auf den Selbstfinanzierungsgrad und die Verschuldung in einer rosigen Situation. Es ist wichtig, dass wir uns ab und zu mit anderen Ländern vergleichen. So stellen wir fest, dass wir eigentlich sehr gut dastehen. Heute Nachmittag haben wir bereits gehört, dass die Finanzdirektorin über finanzpolitische Risiken gesprochen hat. Der SVP-Sprecher Herr Studer hat von zu engen Hosen gesprochen. Wichtig ist die Anmerkung, dass wir uns gewollt in engen Hosen befinden. Insofern bin ich mit Ihrer Analyse einverstanden, wonach wir und auch die Bevölkerung dies gewollt haben. Das ist nun einmal so. Dessen müssen wir uns bewusst sein.

Heute sprechen wir viel über Zahlen. Der Geschäftsbericht enthält aber noch anderes als die Zahlen. Er weist auf Risiken hin, die nicht nur finanzpolitischer, sondern auch gesellschaftspolitischer Natur sind. Ich habe diese näher angeschaut und möchte ein paar Bemerkungen machen, inwiefern mich diese Risiken nachdenklich stimmen: In einem Satz ist zu lesen, dass sich niedrig qualifizierte Personen nicht mehr am Arbeitsmarkt werden behaupten können. Eine andere Bemerkung besagt, dass Leute im Alter zwischen 46 und 64 Jahren – in diesem Alter dürften viele von Ihnen sein – zunehmend von der Sozialhilfe unterstützt werden. Die Reaktion dieses Parlaments ist bekannt, zumal wir heute Nachmittag die entsprechende Entscheidung getroffen haben. Sie besteht in einer Kürzung bei der Sozialhilfe. Ein weiteres im Geschäftsbericht beschriebenes Risiko sind die Löhne der Polizei, der Lehrpersonen und des Kantonspersonals. Wahrscheinlich erinnern Sie sich noch an die Veranstaltung bei der Polizei, als sich ein junger Polizist über seinen nicht konkurrenzfähigen Lohn beklagte. Auch dies sind Risiken, liebe Kolleginnen und Kollegen – und nicht nur die heute zu verabschiedenden Zahlen. Mit den Begriffen «Nachwuchssicherung pflegen» und «Betreuungsberufe» habe ich ähnliche Stichworte gefunden. Offenbar bilden wir in diesem Bereich – zum Teil auch aus finanziellen Gründen – nicht so viele Leute aus, wie effektiv benötigt werden.

Ein Hauptrisiko, welches ich in mehreren Formulierungen im Geschäftsbericht gefunden habe, hat mir am meisten zu denken gegeben: In den vergangenen zehn Jahren ist auch im Kanton Bern der verstärkte Effekt des Auseinanderdriftens der Einkommen vorhanden. Es geht um ein Auseinanderdriften zwischen den tiefsten und den höchsten Einkommen. Noch stärker ist diese Tendenz in der ganzen Schweiz. Wie Sie kürzlich im «Magazin» lesen konnten, ist die Rede von einem neuen Feudalismus in der Schweiz. Dieser ist auch im Kanton Bern gegenwärtig. Ich möchte gerne einmal mit Ihnen, vor allem seitens der bürgerlichen Parteien, eine Diskussion darüber führen, wo Sie die Grenze des Auseinanderdriftens sehen. Wo würde auch die SVP sagen, dass Gegensteuer gegeben werden muss? Man muss sich bewusst sein, dass – wenn wir die von Herrn Studer erwähnte enge Hose – finanzpolitisch meistern, die Folgen darin bestehen werden, dass wir erstens bei der Bildung, zweitens bei den Schwächeren und drittens beim Personal sparen. Diese Brocken können wir beeinflussen. In diesem Zusammenhang wäre ich froh, wenn nicht von Ver-

waltungskosten gesprochen würde. Letztere machen nämlich einen verschwindend kleinen Anteil im Vergleich zu den drei grossen Brocken «Bildung», «Sozialbereich» und «Personal» aus.

Ein paar Worte zu den vorliegenden Anträgen, zuerst zum Antrag Burkhalter: Die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Verständnis für das Anliegen der FiKo. Die Finanzkontrolle hat klar aufgezeigt, dass die Buchgewinne und Abschreibungen für die Bemessung der Schuldenbremse berücksichtigt werden müssen. Das schleckt keine Geiss weg. Dem stimmen wir zu. Die Finanzkontrolle hat diesen Fehler entdeckt. Im Sinne eines Kompromisses sind wir – gemäss dem Antrag Burkhalter – der Auffassung, dass dies bei der Rechnung 2013 berücksichtigt werden muss. Wir halten es nicht mit dem Regierungsrat, wonach Buchgewinne und Abschreibungen für die Bemessung der Schuldenbremse nicht erst für die Folgejahre vorgenommen werden können, sondern bereits für das Jahr 2013. Liebe Kolleginnen und Kollegen: Aber nicht für die Rechnung 2012! Diese Rechnung haben wir verabschiedet! Wollen wir die Buchgewinne und Abschreibungen für die Rechnung 2012 faktisch anders verbuchen, so handelt es sich um ein Rückkommen auf die vom Grossen Rat verabschiedete Rechnung. Dies macht wenig Sinn, umso mehr, als kein Schaden entstanden ist. Herr Burkhalter hat es ausgeführt: Die Frage des Vorgehens ist rein technischer Natur. Abschliessend eine Bemerkung zum Antrag Löffel. Wir haben deine Motion damals unterstützt. Insofern ist klar, dass wir Lei halten und dich, Ruedi Löffel, entsprechend unterstützen.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Ich möchte noch ein Votum betreffend den Antrag Löffel abgeben. Ich habe effektiv zwei medizinische Bedenken. Allenfalls wurden diese vor dreieinhalb Jahren diskutiert. Es macht aber nichts, diese nochmals kurz auf den Tisch zu legen. Um welche medizinischen Bedenken geht es? Aufgrund meiner langjährigen Erfahrungen auf Notfallstationen besteht die Schwierigkeit darin, zu triagieren und festzustellen, ob ein Patient «nur» eine Alkoholintoxikation aufweist. Solche Patienten werden nicht mit einem Schild «Ich habe nur Alkohol eingenommen» eingeliefert. Vielfach haben wir es mit Mischintoxikationen zu tun, zumal genügend Drogen auf dem Markt verfügbar und sehr einfach erhältlich sind. Insofern kann es zu gefährlichen Situationen kommen. Dass Zürich mit der Einführung einer ZAS begonnen hat, muss nicht bedeuten, dass dies auch medizinisch sinnvoll ist. Passen wir auf: Oft stehen Mischintoxikationen im Vordergrund. Grossrat Löffel hat von «Komasaufen» gesprochen. Wenn sich ein Patient im Koma befindet, kann man nicht mehr eruieren, was er wirklich eingenommen hat.

Zu meinem zweiten Vorbehalt: Wenn Alkohol im Vordergrund steht – ursächlich für eine Hospitalisierung können nämlich andere Faktoren sein –, eine Schuldzuweisung vorzunehmen, indem dem Patienten gesagt wird, dass er für sämtliche Kosten aufkommen muss, diese Aufgabe möchte ich jedenfalls nicht übernehmen. Bedenken Sie auch die medizinischen Vorbehalte, die gegen die Motion sprechen. Deshalb kann die Motion – aus meiner Sicht und aus Sicht der FDP – aus medizinischen Gründen abgeschrieben werden. Die Selbstverantwortung ist wichtig. Darin gebe ich Ihnen recht. Hier gilt es aufzupassen. Denn mit dieser Ar-

gumentation könnte man auch einen starken Raucher, der etliche Male wieder auf den Notfall kommt, weil er nicht mehr atmen kann, die Kosten selber bezahlen lassen. Dies bedürfte einer breiten Diskussion, welche – gerade in Bezug auf Alkohol – schwierig ist. Bitte denken Sie daran, dass die vorliegende Motion aus medizinischen Gründen bedenklich ist. Vielen Dank.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Nach anfänglich düsteren Prognosen konnte die Rechnung 2013 erfreulicherweise mit einem Ertragsüberschuss von 157 Mio. Franken abgeschlossen werden. Dies war – wie ebenfalls bereits erwähnt – unter anderem nur aufgrund der um rund 100 Mio. Franken besser ausgefallenen Steuererträge bei den juristischen Personen möglich. Dies zeigt für uns klar, dass wir im Kanton Bern alles daran setzen müssen, um die Rahmenbedingungen für die Unternehmungen so auszugestalten, dass letztlich auch Steuern bezahlt werden können. Trotz des positiven Abschlusses bedarf es auch aus unserer Sicht zwingend weiterer finanzpolitischer Anstrengungen und Massnahmen, um den Kanton Bern vorwärtszubringen. Bedenken wir, dass die finanziellen Auswirkungen der Pensionskassensanierung von allein 1,7 Mrd. Franken nicht in den Zahlen des Jahres 2013 abgebildet sind. Auch mit Blick auf die zusätzlichen finanzpolitischen Risiken – hier wurden bereits die Stichworte Nationalbank, nationaler Finanzausgleich und Unternehmenssteuerreform III genannt – kann sicher nicht an ein Zurücklehnen gedacht werden. Die Lage bleibt angespannt, so dass Mittel und Wege gefunden werden müssen, um den Kanton wieder ins Lot zu bringen. Trotz aller geforderten Anstrengungen zur Strukturanpassung wird die Zielsetzung der SVP weiterhin darin bestehen, die Steuern dereinst auf ein erträgliches Niveau zu senken. Dies, um dem Kanton Bern wieder die nötige Attraktivität zu verleihen. Die ASP ist aus Sicht der SVP-Fraktion zwingend weiterzuführen. Dabei muss es sich allerdings um eine echte Aufgaben- und Strukturüberprüfung handeln, die den heutigen Ansatz des Benchmarks in Frage stellen darf. Es kann nicht sein, dass eine weitere reine Sparübung in den bekannten Nadelstichen resultiert. Dazu wird die SVP sicher nicht mehr Hand bieten. Es ist höchste Zeit, uns klar zu werden, welche Aufgaben wir uns in Zukunft im Kanton Bern noch leisten können oder wollen und auf welchem Niveau. Alles andere bringt uns nicht weiter und lässt den Kanton Bern weiterhin im hinteren Drittel bzw. am Schwanz mitdümpeln.

Nun zu den zwei Punkten, welche im Zusammenhang mit der Schuldenbremse der laufenden Rechnung aufgeworfen wurden. Damit äussere ich mich auch gleich zu den vorliegenden Anträgen. Zuerst zur Verwendung des Überschusses 2013 zur Abgeltung des Defizits 2012. Die SVP teilt die Auffassung der Finanzkontrolle, wonach dieser Überschuss nicht zur Tilgung des Defizits 2012 verwendet werden darf, sondern für die Abtragung des Bilanzfehlbetrags eingesetzt werden muss. Einmal mehr lesen wir im Bericht der Regierung, dass sie dieses Vorgehen gewählt hat, damit der Spardruck abnimmt. Diese Betrachtungsweise können wir seitens der SVP nicht akzeptieren. Wir sind klar der Meinung – und die entsprechenden Gründe habe ich genannt –, dass absolut kein Anlass besteht, die Zügel zu lockern. Dass wir keinen Antrag gestellt haben, hat einzig den

Grund, dass der Verfassungstext nicht ganz eindeutig, also eine Frage der Auslegung, ist. Das wichtigste Ziel der Defizitbremse besteht in der Verhinderung einer Zunahme des Bilanzfehlbetrags; dies ist auch mit dem von der Regierung gewählten Vorgehen gegeben. Allerdings sind wir der Auffassung, dass das Ziel weiterhin in einer nachhaltigen Abtragung des Bilanzfehlbetrags bestehen soll. Was die Verwendung von Buchgewinnen und die Abschreibungen auf Anlagen des Finanzvermögens zur Abgeltung des Defizits 2012 anbelangt, teilen wir seitens der SVP klar die Haltung von Finanzkontrolle und FiKo. Hier lässt der Verfassungstext auch aus unserer Sicht keinen Interpretationsspielraum zu, weshalb er einzuhalten ist. Aus diesem Grund wurde der Regierungsrat bereits bei der Einführung der Schuldenbremse aufgefordert, in Zukunft Voranschlags- und Rechnungsergebnisse mit und ohne Buchgewinne darzustellen. Für uns ist die Faktenlage klar. Wir unterstützen den Antrag der FiKo und lehnen die von der SP-JUSO-PSA-Fraktion verlangte Modifikation ab. Wir unterstützen den Antrag EVP/Löffel betreffend die Nichtabschreibung der Motion 104-2010 «Mit einer ZAS Spitäler und Prämienzahlende entlasten». Die SVP genehmigt den Geschäftsbericht 2013 unter der Voraussetzung, dass die Buchgewinne verfassungskonform – also im Sinne des FiKo-Antrags – verbucht werden.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Die grüne Fraktion nimmt den Geschäftsbericht und die Jahresrechnung 2013 mit gemischten Gefühlen zur Kenntnis. Wenn wir in ein paar Jahren zurückblicken, werden wir das Jahr 2013 in der Geschichte des Kantons Bern als ASP-Jahr bilanzieren müssen, als ein Jahr, während dessen der Kanton Bern das grösste Spar- bzw. Aufgaben- und Finanzüberprüfungsprogramm in seiner Geschichte beschlossen hat. Das hat Konsequenzen für die Zukunft. Ich gebe zu, dass sich die Konsequenzen in den nächsten Jahresberichten abbilden werden und nicht in jenem des Jahres 2013. Hingegen haben wir mit Freude zur Kenntnis genommen, dass die Rechnung mit 157 Mio. Franken Überschuss positiv abgeschlossen hat. Dies war im Vorfeld nicht zu erwarten. Dies konnten uns diejenigen, welche die Prognosen erstellt haben – und hier steht auch die Regierung in der Verantwortung –, nicht genau dokumentieren. Hätten wir im Rahmen der geführten Spardebatte gewusst, dass wir mit 157 Mio. Franken positiv abschliessen, hätten wir wahrscheinlich bei der einen oder anderen Frage, vielleicht bezüglich Schulklassenschliessungen, anders entschieden. Dies ist nun leider auch Geschichtsschreibung. Wir nehmen zur Kenntnis, dass ein positiver Abschluss vorliegt, der vor allem auch auf die positiven Steuererträge der juristischen Personen zurückzuführen ist. Liebe Kolleginnen und Kollegen, im Gegensatz zu meinen Vorrednern ist dies aus unserer Sicht Ausdruck davon, dass der Kanton Bern für die Unternehmungen sehr wohl attraktiv ist. Wie sonst ist zu erklären, dass wir in diesem Bereich vorwärtsmachen können?

Manchmal lohnt sich ein Blick über den Tellerrand. Es mag durchaus sein, dass der Kanton Bern bei der Unternehmensbesteuerung gegenüber dem Kanton Schwyz nicht ganz konkurrenzfähig ist. Mit Blick auf das internationale Umfeld befinden sich im Vergleich bei den internationalen Unternehmenssteuern alle Kantone, sogar der Kanton Bern,

unter den vordersten. Zu diesem Schluss gelangen auch renommierte Forschungsstudien. Nach Hongkong und anderen Staaten kommen nicht mehr viele. Wir sind also durchaus konkurrenzfähig. Zurück zum Jahresbericht 2013. Wir stellen fest, dass wir vieles, was wir in diesem Jahr beschlossen haben, erst in Zukunft bilanzieren werden. In Bezug auf den seitens der FiKo vorgelegten Antrag sind auch wir klar der Meinung, dass Buchgewinne und Abschreibungen nicht zu verwenden sind, um die Rechnung zu beschönigen. Insofern besteht keine Differenz. Aus diesem Grund unterstützen wir den Antrag Burkhalter im Sinne einer Zwischenlösung. Es macht keinen Sinn, die Jahresbücher und -abschlüsse der Vorjahre nochmals hervorzuholen, um rückwirkende Korrekturen anzubringen. Wir sind klar der Auffassung, dass die Umsetzung für das Jahr 2013 und die Folgejahre verfassungskonform vorzunehmen ist. Da wir die Abweichung nicht bemerkt haben, sind wir alle dafür verantwortlich. Deshalb lassen wir es ruhen. Für die Zukunft wollen wir eine korrekte Abwicklung. Insofern besteht sicher Einigkeit darin, dass das Tafelsilber nicht zwecks Beschönigung der Rechnung verschербelt werden darf. Zum letzten Punkt, zum Antrag Löffel betreffend der Schaffung einer ZAS: Wir unterstützen den Motionär in seinem Anliegen, die Abschreibung noch nicht vorzunehmen. In diesem Sinn nehmen wir die Jahresrechnung und den Jahresbericht 2013 mit gemischten Gefühlen, aber schliesslich trotzdem positiv zur Kenntnis.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Die glp-Fraktion ist verhalten erfreut über den Jahresabschluss 2013. Dass man bei einem Voranschlag von 6 Mio. Franken in der Rechnung 157 Mio. Franken erwirtschaftet hat, ist erfreulich. Diese Freude wird aus folgenden Gründen getrübt: Erstens haben wir Anfang Jahr erfahren, dass wegen der Überalterung unserer Gesellschaft für die Pflege im Altersbereich offensichtlich mindestens 60 Mio. Franken zu wenig im Budget 2014 eingestellt sind. Zweitens haben wir gerade erst, am 18. Mai, mit 25 Mio. Franken ein grosszügiges Steuergeschenk an die Hausbesitzer gemacht. Weiter fliessen die Nationalbankgelder nicht so, wie wir es uns gewohnt sind. Damit ist dieser Gewinn quasi wieder für das nächste Jahr verbucht. Bei den Einnahmen haben vor allem die juristischen Personen zum Gewinn beigetragen. In diesem Punkt muss ich Hans Kipfer widersprechen: So einfach ist die Budgetierung dieser Einnahmen für die Verwaltung und für die Finanzdirektorin nicht. Wir wissen genau – und dies haben wir bereits mehrmals erfahren –, dass der Streubereich von plus/minus 2 Prozent der Steuereinnahmen bei plus/minus 100 Mio. Franken liegt. Wir befinden uns nur um eine Haaresbreite von diesem Streubereich entfernt. An dieser Stelle möchte ich auch vor Zweckoptimismus warnen, zumal wir weiter sparen müssen. Damit komme ich auf den nächsten Punkt zu sprechen. Wir müssen klar auf dem Pfad der ASP weitergehen. Die im November beschlossenen Massnahmen werden erst jetzt langsam greifen. Wir müssen dranbleiben und dürfen nicht schon wieder locker lassen. Dies wäre ein falsches Signal, welches den Kanton Bern – entgegen unserer Absichten – nicht strukturell auf Vordermann bringen würde.

Zu den Investitionen: Diese befinden sich mit 150 Mio. Franken netto auf einem ansprechenden Niveau. Dass wir

diese mit einem Selbstfinanzierungsgrad von 133 Prozent selber finanzieren konnten, ist mir und der glp sehr wichtig. Wenn wir die Investitionen nicht selber finanzieren können, müssen wir uns bewusst sein, dass wir den Kanton schleichend weiterverschulden. Noch ein Wort zur Verwirrung bezüglich der Schuldenbremse und der Handhabung in der Jahresrechnung mit den Buchgewinnen und Abschreibungen auf Anlagen des Finanzvermögens. Aller Anfang ist schwer, denn die Schuldenbremse hat zum ersten Mal gegriffen. Wir hoffen dass dies auch das letzte Mal der Fall gewesen ist. Wir sind der Meinung, dass sowohl die Buchgewinne von 29 Mio. Franken aus dem Jahr 2012 als auch diejenigen des Jahres 2013 im Betrag von 32 Mio. Franken verfassungskonform vom Jahresergebnis abgezogen werden müssen. Insofern stimmen wir dem FiKo-Antrag zu. Wir dürfen die KV-Bestimmung, wonach unser Tafelsilber uns viel wert ist, nicht mit irgendeinem selber geschaffenen Spielraum «overrulen». In diesem Sinn lehnen wir den Antrag Burkhalter, wonach eine Zwischenlösung gewählt werden soll, ab. Abschliessend möchte ich der Verwaltung herzlich für ihre grossen Bemühungen danken. Es ist immer eine grosse Sache, bis das Jahresergebnis steht. Herzlichen Dank! Die glp nimmt die Jahresrechnung 2013 zur Kenntnis und unterstützt alle Anträge der FiKo.

Noch ein Wort zur ZAS: Wir haben dieses Thema kontrovers diskutiert. Es wäre einerseits verführerisch, diejenigen, die saufen und die Notfallaufnahmen der Spitäler am Wochenende überlasten, im Sinne der Selbstverantwortung härter an die Kandare zu nehmen. Andererseits sehen wir auch ein, was von Kollege Kohler erwähnt worden ist: Es ist nicht alles so einfach, wie es vielleicht auf den ersten Blick erscheint. Mischintoxikationen nehmen zu. Das weiss man. Dass man eventuell mit dem Leben von gewissen Leuten spielt, muss in diesem Zusammenhang berücksichtigt werden. Wir helfen nicht, solche ZAS ins Leben zu rufen. Wir möchten den Antrag Löffel abschreiben und auf eine nationale, wohl überdachte Lösung warten, die alle Eventualitäten berücksichtigt.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Die EDU-Fraktion nimmt erfreut zur Kenntnis, dass die Rechnung 2013 mit einem Überschuss von 157 Mio. Franken anstatt mit den budgetierten 6 Mio. Franken abschliesst. Wir möchten uns an dieser Stelle bei Regierungsrat und Verwaltung für ihren Beitrag zu dieser Verbesserung bedanken. Für uns ist dies noch kein Grund zur Euphorie, zumal der Zustand der Kantonsfinanzen damit noch nicht nachhaltig verbessert ist. Immerhin erlaubt das Rechnungsergebnis einen Teil des eingefahrenen Defizits des Vorjahres zu kompensieren. Mit einem Bilanzfehlbetrag von 1,8 Mrd. Franken ist unser Kanton noch lange nicht finanziell gesund. Selbst das, was der Kanton seinen eigenen Gemeinden vorschreibt – nämlich die Abschreibung eines Bilanzfehlbetrags innerhalb der nächsten acht Jahre –, schaffen wir als Kanton nicht annähernd. Die Verschuldungssituation des Kantons konnte im Rechnungsjahr nur minimal verbessert werden. Durch die neuen Schulden aufgrund der Pensionskassensanierung kommt es zu einer weiteren Verschlechterung. Dies ist nicht im Sinne unserer Fraktion. Wir wissen alle, dass eine markante Erhöhung der Zinsen unseren Kanton sehr stark belasten würde. Wir sind froh, uns entgegen der Meinung von

Kollege Näf nicht mit europäischen Ländern wie Griechenland vergleichen zu müssen, sondern nur mit schweizerischen Kantonen. Noch ein Wort zu den kritisierten Abweichungen zwischen Budget, Hochrechnung und Rechnung: Selbstverständlich ist eine präzise Hochrechnung praktisch. Aber alle, die auf Gemeindeebene mit Finanzen zu tun haben, wissen, dass eine verlässliche Hochrechnung auf kommunaler Ebene schwierig zu erhalten ist. Noch viel schwieriger ist deren Verlässlichkeit auf kantonaler Ebene. Ich warne davor, den Aufwand unverhältnismässig zu vergrössern, um ein System zu haben, welches Aufbau anstatt Abbau des Verwaltungsapparats bedeuten würde. Ob oder inwieweit die Resultate genauer ausfallen würden, bleibt fragwürdig. Zur Auslegungsfrage der Schuldenbremse: Unsere Fraktion kann sich der Sichtweise der FiKo anschliessen. Wir werden ihre Anträge unterstützen und dementsprechend den Antrag SP-JUSO-PSA/Burkhalter ablehnen. Zum Antrag Löffel: Weil der Auftrag nicht erfüllt ist, unterstützen wir den Antrag einstimmig.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Während den letzten Jahren war es schwieriger, eine Jahresrechnung des Kantons Bern zu präsentieren und zu kommentieren. Für das Jahr 2013 beträgt der Überschuss 157 Mio. Franken, der Finanzierungssaldo 180 Mio. Franken und der Selbstfinanzierungsgrad 132 Prozent. Wir können einen grossen Teil des Defizits 2012 mit dem Überschuss abbauen. Somit wäre eigentlich alles in Butter. Wir können uns freuen und zur Tagesordnung übergehen. Allerdings sehen wir dies nicht so, wie es auf den ersten Blick erscheinen mag. Der Himmel ist mit gewissen bedrohlichen Gewitterwolken behangen. Diese müssen wir ernst nehmen. Der Aufgaben- und Finanzplan für die nächsten Jahre sieht alles andere als erfreulich aus. Als Folge der Volksabstimmung vom 18. Mai über die Handänderungssteuer werden uns in Zukunft weitere 25 Mio. Franken fehlen. Die Gelder der Nationalbank sind in Zukunft auch nicht mehr sicher. In Zukunft steht auch der Nationale Finanzausgleich zur Diskussion. Wir haben es gehört: Die Rechnung der Geberkantone sieht nicht mehr so gut aus. Ich darf daran erinnern, dass das Parlament des Kantons Schwyz kürzlich eine Steuererhöhung beschlossen hat. Allerdings wurde das Referendum dagegen ergriffen. Dies sind Zeichen, welche darauf hindeuten, dass die Finanzlage auch in den Geberkantonen nicht mehr sehr gut aussieht. Hinzu kommen die Verpflichtungen der beiden Pensionskassen, worüber wir ebenfalls am 18. Mai abgestimmt haben. Wie gesagt, bleiben noch beinahe 200 Mio. Franken Defizit aus der Rechnung 2012 zu kompensieren. Für uns ist klar, dass die Buchgewinne gemäss KV zwingend zur Abtragung des Bilanzfehlbetrags verwendet werden müssen. Damit ist das Defizit 2012 um 29 Mio. Franken höher. Der Überschuss 2013 ist hingegen um 32 Mio. Franken tiefer und beträgt noch 125 Mio. Franken. Letztlich bleiben 100 Mio. Franken zur Kompensation des Defizits 2012. Dennoch gibt es Lichtblicke in unserem Kanton. Das Wirtschaftswachstum liegt im Jahr 2013 mit 1,5 Prozent über der Prognose. Das Zinsniveau ist und bleibt nach wie vor tief. Die Teuerung war im letzten Jahr gleich null oder sogar etwas darunter. Die Schuldenquote II konnte erneut um 0,7 Prozent auf 12,6 Prozent gesenkt werden. Die

Wirtschaft im Kanton Bern läuft gut. Heute kann man in den Zeitungen lesen, dass die Arbeitslosigkeit zurückgegangen ist.

Dies alles bedeutet jedoch nicht, dass die Schleusen wieder geöffnet und beliebig Geld ausgegeben werden kann. Dank der restriktiven Finanzpolitik unserer Finanzdirektorin haben wir unsere Hausaufgaben weitgehend gemacht. Ich habe den Eindruck, dass anderen Kantonen die Rosskur, die wir begonnen haben, noch bevorsteht. Die BDP-Fraktion unterstützt den Antrag der FiKo. Sie genehmigt die Jahresrechnung 2013 mit dem Überschuss von 157 Mio. Franken. Davon werden die Buchgewinne aus den Liegenschaftsverkäufen abgezogen. Zur Abtragung des Defizits verbleiben 100 Mio. Franken, welche während der Jahre 2014 bis 2017 abgetragen werden müssen. Zu den Anträgen: Die BDP unterstützt den Antrag der FiKo. Wenn im Jahr 2012 ein Fehler begangen wurde, heisst dies nicht, dass wir darüber hinwegsehen und ihn erst in den kommenden Jahren korrigieren. Es gibt keinen Grund, um den Fehler nur für das Jahr 2013 zu korrigieren. Das gleiche Faktum gilt es auch für das Jahr 2012 zu korrigieren. Die KV schreibt klar vor, dass die Buchgewinne zur Abtragung des Bilanzfehlbetrags verwendet werden müssen. Die BDP unterstützt den Antrag der FiKo und lehnt den Antrag SP-JUSO-PSA/Burkhalter ab.

Zur Motion Löffel: Wir sind der Auffassung, dass in dieser Beziehung einiges läuft. Heute konnte man lesen, dass auf Bundesebene Bewegung in diese Thematik kommt. Wir vertrauen auf die Bundeslösung und sind der Meinung, dass die Motion abgeschrieben werden kann. Was die Selbstfinanzierung anbelangt, so haben wir gewisse Sympathien für die Motion. Allerdings gilt zu bedenken, dass es auch andere eigenverschuldete Risiken gibt. Die Raucher wurden bereits erwähnt. Weitere Risikogruppen sind Autofahrer, welche infolge von Tempoüberschreitungen Unfälle verursachen. Auch Bergsteiger, Bungee-Jumper, Motorradfahrer und andere müssten ihre Kosten selber bezahlen. Wir haben das Votum des Kollegen Kohler gehört und sind der Meinung, dass die Motion abgeschrieben werden kann.

La présidente. En tant qu'intervenante individuelle, Mme Geissbühler.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Ich muss mich doch zur abgeschriebenen, von Thomas Fuchs und mir eingereichten Motion 076-2010 «Schluss mit Komasaufen und Drogenrausch auf Kosten der Allgemeinheit» äussern. Im Herbst 2010 haben die Medien brisante Zahlen über die horrenden Kosten veröffentlicht, welche uns die Komasaüfer und die Drogenberauschten Wochenende für Wochenende verursachen und damit die Krankenkassenprämien ins Unendliche ansteigen lassen. Allein wenn ein Besoffener über die Schwelle einer Notfallstation kommt, kostet er uns bereits 1000 Franken. Aus diesem Grund entstanden die Motion Löffel und unsere Motion, über welche gemeinsam abgestimmt wurde. Unser Vorstoss wurde mit 108 gegen 37 Stimmen deutlich angenommen. Ich zitiere aus dem Wortlaut: «Der Regierungsrat wird beauftragt: – Die vorhandenen Gesetzeslücken zu schliessen, sodass Komasaüfer oder/und Drogenberauschte für die von ihnen verursachten Kosten (Schäden, Polizei-/Sanitätseinsatz,

[...] zur Kasse gebeten werden [...]». Unseres Erachtens darf es nicht sein, dass im erhaltenen Geschäftsbericht kein Wort über die abgeschriebene Motion steht.

Nun hat sich – erst nachdem wir mit Ruedi Löffel sprechen konnten – herausgestellt, dass die Motionen in Band IV des Geschäftsberichts aufgeführt sind. Über diesen Band verfügt wahrscheinlich niemand von uns. Auch unsere Finanzleute konnten mir nicht weiterhelfen. Das kann es nicht sein. Ich möchte Sie bitten, meinem hier mündlich formulierten Antrag zuzustimmen. Es geht um das ganze Paket, also auch um Drogenberauschte, die jeweils am Wochenende überborden und uns enorm hohe Kosten verursachen. Ich möchte nochmals daran erinnern, dass meine Motion mit 108 zu 37 Stimmen angenommen wurde. Ich möchte Sie bitten, sowohl unseren als auch den Antrag von Ruedi Löffel anzunehmen.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Ich möchte noch auf die von der Ärztin und vom Arzt vorgebrachten Voten reagieren. Es ist nett, dass Sie sich für die Spitäler und ihr Personal auf den Notfallstationen einsetzen. Das Beispiel Zürich beweist, dass die meisten Personen, die auf der ZAS landen, keine medizinische Betreuung benötigen, sondern nur eine Überwachung. Diejenigen, die – zum Beispiel wegen Knochenbrüchen – eine medizinische Betreuung benötigen, werden in ein Spital überwiesen. Es funktioniert also bestens. In Zürich sieht man, dass nur ein sehr kleiner Teil der Leute hospitalisiert werden muss, der grösste Teil aber überwacht werden kann. Die ZAS verfügt hierfür über medizinisches Fachpersonal sowie über Sicherheitspersonal. Dieses sorgt dafür, dass niemand an seinem Erbrochenen erstickt und niemand die WC-Schüssel aus der Verankerung reisst oder sonst etwas beschädigt. Wenn ein Verdacht oder eine Gefahr besteht bzw. ein medizinisches Problem vorliegt, erfolgt eine Überweisung ins Spital. Wenn es in den vergangenen vier Jahren diesbezüglich zu Zwischenfällen gekommen wäre, hätte man sicher in den Medien darüber lesen können.

Ich bin doch etwas erstaunt, dass ausgerechnet die Liberalen und die Grünliberalen, die immer an die Eigenverantwortung appellieren, in diesem Fall nicht mitziehen. Hier wäre die Möglichkeit gegeben, die Leute zur Verantwortung zu ziehen und ihnen Rechnung zu stellen. Dass nicht alle bezahlen können, wissen wir. Dennoch wäre es eine Entlastung der Allgemeinheit über die Krankenkassenprämien und bei den Spitälern. Die angesprochene nationale Lösung ist eben nicht gut. Ich nehme kaum an, dass du, Franziska Schöni, die KVG-Revision unterstützen würdest, so, wie sie nun mit den Ausnahmen vorgesehen ist. Jakob Etter, ich nehme an, du würdest eine solche Vorlage ebenso wenig unterstützen. Die Problematik der nationalen Lösung besteht genau darin: Wir können doch nicht damit beginnen, Ausnahmen vom KVG zu beschliessen, indem man sagt, dass wer selbstverschuldet betrunken ist, wer zu schnell gefahren ist, selber für die medizinischen Kosten aufkommen muss. Genau das wollen wir nicht, ich nehme an, Sie auch nicht. Weil die auf nationaler Ebene diskutierte Lösung nicht gut ist, benötigen wir die bernische Lösung. Der Grosse Rat hat vor dreieinhalb Jahren einen klaren Auftrag in dieser Sache erteilt. Die Regierung hat nicht viel mehr als einen Finger krumm gemacht. Diesen Umgang mit

überwiesenen Vorstössen halte ich für sehr problematisch, umso mehr, wenn es um Themen geht, die in der Praxis angegangen werden könnten. In diesem Sinn bitte ich Sie, der Regierung diesen Auftrag nochmals zu erteilen, in der Hoffnung, es werde in den nächsten dreieinhalb Jahren etwas unternommen. Danke.

Beatrice Simon, directrice des finances. Das Finanzhaushaltjahr 2013 hatte es in sich. Es war ein generelles Auf und Ab. Daher erlauben Sie mir bitte, eine kurze Rückschau von der Budgetphase bis zum Rechnungsabschluss 2013 zu halten. Im August 2012 präsentierte der Regierungsrat das Budget mit einem minimalen Überschuss von 2 Mio. Franken. Dies gelang notabene nur aufgrund der vorgängig beschlossenen Entlastungsmassnahmen im Betrag von 235 Mio. Franken. Am 23. September – etwas mehr als einen Monat später – stimmte das Berner Volk einer Senkung der Motorfahrzeugsteuern sowie einer Erhöhung der Kinderabzüge zu. Beide Entscheidungen sind natürlich finanzpolitisch von einer gewissen Relevanz: An der einen Stelle nehmen wir weniger Geld ein, an der anderen Stelle müssen wir höhere Abgaben zulassen. Mit anderen Worten: Wir waren gefordert, bis zur Novemberdebatte nochmals Entlastungsmassnahmen in der Grössenordnung von 110 Mio. Franken zu definieren. Schliesslich stimmte der Grosse Rat dem Budget im November 2012 zu. Dieses sah einen Überschuss von 16 Mio. Franken vor. Im Verlauf des Rechnungsjahres 2013 erstellten wir wiederum eine Hochrechnung. Es ist nun einmal so, dass eine Hochrechnung keine exakte Wissenschaft ist. Egal, ob man die Bezeichnung «Hochrechnung» oder «Trendmeldung» wählt – es handelt sich um gewisse Annahmen, nicht aber um eine exakte Wissenschaft. Deshalb ist immer eine gewisse Ungenauigkeit vorhanden. Beim Erstellen der Hochrechnung gingen wir davon aus, dass die Rechnung mit einem Defizit von 170 Mio. Franken abschliessen würde. Um das drohende Defizit minimieren zu können, beschloss der Regierungsrat zusätzlich ein Ausgabenmoratorium. Am 11. März dieses Jahres informierte ich die Öffentlichkeit über das positiv ausfallende Rechnungsergebnis sowie darüber, dass dieses dank nicht voraussehbaren höheren Steuererträgen bei den juristischen Personen und dank nicht getätigter, verschiedenster Ausgaben zustande gekommen ist. Dies führte schliesslich zu einem Überschuss von 157 Mio. Franken. Soviel zur doch sehr bewegten Geschichte im Zusammenhang mit dem Rechnungsjahr 2013.

Als ich das Resultat einmal präsentiert hatte, musste ich diverse Aussagen von teilweise selbst ernannten Fachleuten lesen – oder sie wurden mir zugetragen. Auf der einen Seite wurde mir ein zu optimistisches Handeln des Regierungsrats vorgeworfen. Auf der anderen Seite wurde gesagt, er hätte zu pessimistisch gehandelt. Einige führten ins Feld, dass viel eher hätte reagiert werden sollen. Wiederum andere kritisierten das rasche Handeln und die ins Auge gefassten Massnahmen. Eines war dabei klar: Die Kritik ging – je nach politischer Couleur – in die eine oder andere Richtung. Jetzt, nachdem sich der politische Pulverdampf des Wahlkampfs 2014 etwas verzogen hat, darf festgestellt werden, dass wir ohne die zusätzlichen Entlastungsmassnahmen im Voranschlag 2013 heute wieder über eine Kompensation eines Defizits diskutieren müssten. Dies mussten

wir bereits vor einem Jahr tun. Ich gebe zu, Grossrätinnen und Grossräte: Ich bin sehr froh, dass wir heute nicht nochmals über ein Defizit sprechen müssen. Diese Diskussion wäre sehr unerfreulich. Eigentlich könnten wir uns nun über den positiven Rechnungsabschluss freuen. Dennoch gibt es Leute, die diesen für nicht gut halten. Etwas hat uns das Rechnungsjahr 2013 exemplarisch gezeigt: Bei einem Finanzhaushalt von 10 Mrd. Franken sind Abweichungen im Bereich von 100 Mio. Franken zwar ein grosser Betrag. Gemessen in Prozenten machen 100 Mio. Franken 1 Prozent des Gesamthaushalts aus. Liebe Anwesende, Sie sind teilweise in der Privatwirtschaft tätig. Wenn Sie dort eine Abweichung von 1 Prozent vom Budget gegenüber dem Rechnungsabschluss haben, regt sich doch niemand auf! Bis zu 5 Prozent sind Abweichungen völlig normal.

Im Kanton Bern sind die Finanzen immer mit starken Emotionen verbunden, wofür ich im Zusammenhang mit den ASP-Massnahmen Verständnis habe. Aber nun liegen wir 1,5 Prozent daneben. Dies scheint mir für ein Unternehmen in der Grösse des Kantons Bern absolut vertretbar zu sein. Ich komme zum Thema «Kompensation des Defizits 2012»: Der Regierungsrat kann die seitens der FiKo für die laufende Rechnung geforderte engere Auslegung gemäss den einschlägigen Artikeln betreffend die Schuldenbremse nachvollziehen. Aus diesem Grund lehnt der Regierungsrat sämtliche anderen Anträge ab. Künftig werden wir im Vorschlag und im Geschäftsbericht in einem separaten Nachweis darstellen, in welchem Umfang Buchgewinne und Abschreibungen auf Anlagen und Finanzvermögen im Ergebnis der laufenden Rechnung enthalten sind.

Noch ein Wort zu den Anträgen von Grossrat Löffel und von Grossrätin Geissbühler: Ich äussere mich nicht inhaltlich dazu, zumal die Entscheidung dem Grossen Rat obliegt. Frau Grossrätin Geissbühler hat erwähnt, dass sie Band IV des Geschäftsberichts nicht kenne. Ich möchte daran erinnern, dass es sich um öffentliche Dokumente handelt, welche aufgeschaltet und daher einsehbar sind. Abschliessend möchte ich allen herzlich danken, die zum guten Gelingen der anspruchsvollen Jahresabschluss- und Geschäftsberichtsprozessarbeiten beigetragen haben. Ein grosser Dank geht primär an die involvierten Verwaltungsstellen, aber auch an die Finanzkontrolle sowie speziell auch an die FiKo. Dank des grossen Einsatzes von diesen allen, dank der guten Zusammenarbeit und auch dank des guten Dialogs konnten die Abschlussarbeiten auch dieses Jahr erfolgreich und termingerecht abgeschlossen werden. Grossrätinnen und Grossräte, ich bitte Sie, dem Geschäftsbericht und der Jahresrechnung 2013 zuzustimmen.

La présidente. Est-ce que Mme Stucki veut reprendre la parole? – Ce n'est pas le cas. Est-ce que les auteurs des différentes propositions veulent reprendre la parole? Non plus. Nous allons passer au vote. Il y a au moins sept ou huit votes, donc concentrez-vous, s'il vous plaît. Pour les francophones, la page 18, pour les germanophones, la page 17. Vous avez ici les propositions de la Commission des finances. Les propositions 1 à 3 de la Commission des finances n'ont pas été contestées, et je pense qu'ici il n'y aura pas de problème. Nous voterons après sur la proposition 4, puis, sur la proposition d'amendement du PS-JS-PSA, et après sur la proposition d'amendement de M. Löffel,

et pour finir, sur la prise de connaissance oui ou non de ce rapport. La proposition d'amendement que vous avez sur la feuille de la Commission des finances, c'est en fait la proposition 4 sur votre papier qui se trouve là.

Proposition 1. Approbation du rapport de gestion 2013 et des comptes avec les repères suivants. Excédent du revenu: 156 963 259.49 francs; investissements nets: 551 253 003.68 francs; découvert du bilan: 1 840 245 073.23 francs. Ceux qui acceptent cette proposition votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 152

Non 0

Abstentions 1

La présidente. Proposition 2. Approbation des dépassements des crédits budgétaires suivants aux comptes administratifs. Direction de la police et des affaires militaires: 7 394 100.35 francs. Direction des finances: 1 758 796.70 francs. Direction de l'instruction publique: 9 995 781.19 francs. Les autorités judiciaires et Ministère public: 971 364.75 francs. Ceux qui acceptent cette proposition votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 152

Non 0

Abstentions 1

La présidente. Proposition 3. Approbation des dépassements de crédit autorisés par le Conseil-exécutif. Ceux qui acceptent cette proposition votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 152

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté à l'unanimité cette proposition. Proposition d'amendement de la Commission des finances. Les gains comptables et les amortissements réalisés sur les placements du patrimoine financier des années 2012 et 2013 ne sont pas pris en compte pour l'application du frein à l'endettement. Je vous le rappelle, cette proposition est la même que celle que vous avez sur votre feuille version 1, proposition d'amendement de la Commission des

finances. Ceux qui acceptent cette proposition votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (ch. 4)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 103

Non 50

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté la proposition d'amendement de la Commission des finances. Proposition du PS-JS-PSA. Les gains comptables et les amortissements réalisés sur les placements du patrimoine financier de l'année 2012 ne sont pas pris en compte pour l'application du frein à l'endettement: ceux qui acceptent la proposition d'amendement du PS-JS-PSA votent oui et ceux qui la refusent votent non.

Vote (proposition PS-JS-PSA)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 49

Non 101

Abstentions 0

La présidente. Vous avez refusé cette proposition. Proposition d'amendement du PEV de ne pas classer la motion 104.210. Ceux qui acceptent cette proposition votent oui et ceux qui refusent votent non.

Vote (proposition PEV)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 108

Non 40

Abstentions 3

La présidente. Nous allons aussi voter sur la proposition d'amendement de Mme Geissbühler de ne pas classer la motion 076-2010 qui a été déposée oralement. Vous avez le droit, je le rappelle, de déposer des amendements oralement, mais je vous en prie, déposez-les par écrit, ce serait beaucoup plus simple pour ceux qui sont devant vous. Ceux qui ne veulent pas classer cette motion votent oui, ceux qui veulent la classer votent non.

Vote (proposition Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden [UDC])

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 62

Non 84

Abstentions 4

La présidente. Maintenant, nous allons prendre connaissance du Rapport de gestion et comptes annuels de l'exercice 2013 du canton de Berne avec les amendements que vous avez acceptés. Ceux qui acceptent ce rapport avec les amendements que vous avez acceptés votent oui et ceux qui le rejettent votent non.

Vote final

Décision du Grand Conseil :

Approbation

Oui 150

Non 0

Abstentions 2

La présidente. Vous avez pris connaissance de ce rapport.

Affaire 2014.0103

N° de l'intervention: 041-2014

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 27.01.2014

Déposée par: Hess (Berne, UDC) (porte-parole)

Cosignataires: 11

Urgence accordée: le 20.03.2014

N° d'ACE: 534/2014 du 30 avril 2014

Direction: Direction des finances

Privés de l'argent de la Banque nationale, faisons encore des économies!

Le Conseil-exécutif est chargé de compenser immédiatement le manque à gagner sur les bénéfices de la Banque nationale en prévoyant des économies supplémentaires, de façon à équilibrer le budget 2014.

Développement

Comme la Banque nationale (BNS) l'a annoncé au début de l'année, elle accusera une perte de neuf milliards de francs pour l'exercice 2013. Les cantons ne profiteront donc pas d'une distribution des bénéfices.

Or, la Direction des finances avait déjà prévu de recevoir 82 millions de francs de la BNS. Par conséquent, l'équilibre budgétaire n'est plus garanti, et le déficit menace.

Réponse du Conseil-exécutif

Après la mise en œuvre technique des décisions arrêtées par le Grand Conseil lors de sa session de novembre 2013, le budget 2014 dégageait un excédent de CHF 11 millions au compte de fonctionnement. Ce montant comprenait les recettes du canton de Berne issues du bénéfice redistribué de la Banque nationale suisse (BNS), prévues à hauteur de CHF 82,4 millions pour l'exercice budgétaire 2014.

Après la perte de CHF 9,1 milliards enregistrée en 2013, la BNS a annoncé le 6 janvier 2014 qu'elle ne verserait pas de dividendes à la Confédération et aux cantons. La situation financière du canton de Berne pour la mise en œuvre du budget 2014 s'est donc nettement détériorée en début d'année.

Près de deux mois plus tard, en mars 2014, le Conseil-exécutif a cependant pu présenter de façon inattendue un résultat des comptes positif pour l'exercice 2013. Ce résultat est notamment dû à une nette augmentation des rentrées fiscales par rapport aux prévisions qui aura aussi (au moins en partie) des répercussions positives sur les années suivantes. Le Conseil-exécutif part actuellement du principe que la hausse des recettes fiscales et d'autres améliorations budgétaires (résultant notamment des comptes de 2013) vont permettre de compenser dans l'exécution du budget 2014 à la fois le manque à gagner sur les bénéfices de la Banque nationale et l'augmentation des dépenses qui menace dans le domaine de l'aide aux personnes âgées, de la santé et du social.

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif ne voit aucune nécessité de prévoir des économies supplémentaires pour l'exécution du budget 2014, en plus de celles de l'EOS 2014. Il propose par conséquent le rejet de la présente motion.

Le Conseil-exécutif signale en outre qu'il n'est guère réaliste d'envisager des économies à court terme (c.-à-d. des allègements de charges) de l'ordre des quelque 80 millions de francs demandés pour influencer sur la mise en œuvre du budget 2014, d'autant qu'elle aura déjà commencé depuis cinq mois au moment où le Grand Conseil examine la présente intervention parlementaire.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. M. Hess retire sa motion et fait une petite déclaration. (*La présidente agite sa cloche.*)

Erich Hess, Berne (UDC). Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort, dass er die Kompensationen ohnehin vornehmen und diese erreichen werde. Folglich müssen wir keine Zeit verschwenden, um darüber zu diskutieren. Ich hoffe, dass der Regierungsrat sein Versprechen einhalten wird. Somit ziehe ich meine Motion zurück.

La présidente. La motion 87 a été retirée. Encore quelques informations avant que nous allions souper. L'intervention parlementaire suivante a été classée urgente. (*La présidente agite sa cloche.*) Il s'agit de la motion «Audit indépendant de l'informatique: mettre les recommandations des experts en œuvre» qui a été acceptée en tant qu'urgente et qui sera traitée quoi qu'il arrive demain matin. Nous allons continuer; j'espère que l'on pourra finir les affaires de la Direction des finances ce soir. Je vous demanderai d'être de retour à l'heure pour que nous puissions recommencer à 17 heures. La séance est close.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 16 heures 25.

Les rédactrices :

Catherine Graf Lutz (f)

Eva Schmid (d)



Mardi 10 juin 2014, 17 heures – 18 heures 45

Septième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC), présidente du Grand Conseil

Présents : 147 députés. Excusés: Aeschlimann Martin, Baumann Kilian, Daetwyler Francis, de Meuron Andrea, Gfeller Niklaus, Reber Fritz, Schmidhauser Corinne, Schnegg Pierre-Alain, Siegenthaler Heinz, Sollberger Tanja, Steiner-Brütsch Daniel, Toggwiler-Bumann Annette, Zäch Elisabeth

Affaire 2014.0342

N° de l'intervention: 065-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 14.03.2014
 Déposée par: PS-JS-PSA (Bhend, Steffisbourg) (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence accordée: le 20.03.2014
 N° d'ACE: 598/2014 du 7 mai 2014
 Direction: Direction des finances

Arrêt immédiat des économies dans les domaines des soins, de l'école obligatoire et du handicap

1. Le Conseil-exécutif est chargé, dans la mise en œuvre du budget 2014, de stopper immédiatement la réalisation des mesures d'économie suivantes :
 - a. Soins de longue durée (CHF 3,4 mio)
 - b. Handicap (CHF 3 mio)
 - c. Ecole obligatoire (CHF 4,5 mio)
2. L'abandon des mesures d'économie dans ces domaines doit être maintenu dans les années qui viennent.

Développement

Les résultats des comptes 2013 sont nettement meilleurs que ne le laissaient supposer les pronostics publiés avant le débat financier. Le Grand Conseil a pris ses décisions sous l'influence décisive des chiffres plus pessimistes de quelque 300 millions de francs.

Comme il faut supposer que le pessimisme des prévisions budgétaires concernant le revenu fiscal 2013 continuera de se déployer en 2014 et que de plus, le solde positif procurera une grande partie des montants inscrits au budget pour la résorption du découvert de l'année 2012, il faut mettre fin immédiatement aux mesures d'économie les plus pénibles.

Le Grand Conseil a pour position fondamentale de se refuser aux mesures d'économie dans la formation. C'est en tout dernier ressort qu'il s'est finalement résolu à voter l'augmentation de la taille des classes. Depuis que les comptes ont basculé dans les chiffres noirs, la situation d'urgence qui l'y a poussé n'existe plus, et il est tout à fait

possible de renoncer à cette mesure qui devait permettre d'économiser 4,5 millions de francs.

De même, il faut mettre fin immédiatement aux mesures d'économie dans les soins de longue durée, qui devaient aboutir à l'économie de 3,4 millions de francs (soit 0,7%) et qui conduisent à des licenciements dans une situation déjà difficile pour le personnel. Pour les personnes âgées, la qualité des soins en a notablement souffert.

Enfin, il faut renoncer également à l'économie de 3 millions de francs visée par les mesures préconisées dans le domaine du handicap. Là encore, il en résulte un manque de personnel et donc de temps à disposition pour les activités des personnes handicapées et l'agencement de leur journée.

10,9 millions de francs est la somme totale de cette correction dans la mise en œuvre du budget. Par rapport à l'excédent des comptes 2013, ce ne sont que 7 pour cent, ou environ un pour mille du compte d'Etat. L'abandon des mesures d'économie apporterait un allègement réel pour les personnes concernées comme pour la formation et les soins, qui sont des domaines où il faut beaucoup de personnel.

Affaire 2014.0361

N° de l'intervention: 072-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 16.03.2014
 Déposée par: Sancar (Berne, Les Verts) (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence accordée: le 20.03.2014
 N° d'ACE: 598/2014 du 7 mai 2014
 Direction : Direction des finances

Abandon d'une partie des coupes budgétaires votées dans le cadre de l'EOS

Le Conseil-exécutif est chargé de revenir sur les coupes budgétaires suivantes, votées dans le cadre de l'Examen des offres et des structures EOS :

1. les coupes prévues dans le cadre de la réduction des primes de l'assurance-maladie ;
2. les mesures d'économie consistant à augmenter la taille des classes ou à en fermer ;
3. les coupes pratiquées dans le subventionnement des prestations ménagères des services de soins et de maintien à domicile.

Développement

Avant d'adopter un budget prévoyant un déficit de 170 millions de francs en automne dernier, dans le cadre de l'EOS, le Grand Conseil a voté des coupes très douloureuses pour un grand nombre de personnes concernées. Or, depuis, nous avons appris la bonne nouvelle de la transformation du déficit des comptes 2013, que les pronostics chiffrèrent donc à 170 millions de francs, en un excédent budgétaire de 150 millions, soit une différence de quelque 320 millions de francs.

Malgré l'irritation que peut provoquer une telle erreur d'appréciation du déficit en vue du budget 2014, il y a naturellement de bonnes raisons de se réjouir de l'excédent

des comptes 2013. Tout porte à croire qu'il y aura un excédent en 2014 également. Je suppose que tous les partis politiques se réjouissent de l'excédent. Cependant, il faudrait pouvoir partager cette satisfaction avec les personnes touchées par les coupes budgétaires. Concrètement cela signifie qu'il faut renoncer à une partie des mesures d'économie votées. En d'autres termes, les personnes qui ont vraiment besoin de la réduction de leurs primes de l'assurance maladie devraient continuer d'en bénéficier. Cela permettrait de respecter la quote-part minimale de réduction des primes de 25 pour cent.

La fermeture de classes d'école est particulièrement problématique pour les communes. Dès lors, il serait bon que le Conseil-exécutif renonce aux coupes budgétaires dans les domaines de la formation dans lesquels il est prévu d'augmenter la taille des classes ou de fermer des classes. Pour de nombreuses personnes très âgées ou handicapées, les prestations ménagères sont indispensables, mais elles ne peuvent se les permettre sans l'aide de l'Etat, ce qui comporte le risque pour elles de tomber dans un état d'abandon.

Réponse commune du Conseil-exécutif

Vu les mesures d'allègement parfois drastiques de l'Examen des offres et des structures (EOS 2014) et l'excédent inattendu des comptes de 2013, le Conseil-exécutif comprend l'exigence formulée par les deux motions à propos de l'abandon de la mise en œuvre de certaines mesures de l'EOS 2014.

Mais malgré cet excédent des comptes de 2013 et la mise en œuvre des mesures d'allègement de l'EOS 2014, l'équilibre financier du canton de Berne reste précaire. Les excédents prévus au compte de fonctionnement dans le budget 2014 et le plan intégré mission-financement 2015 à 2017 ne se situent que légèrement au-dessus de zéro. Les perspectives positives concernant par exemple l'évolution conjoncturelle ou les quelques effets positifs durables résultant de la clôture des comptes de 2013 ne doivent pas masquer les risques financiers considérables qui demeurent.

Dans sa réponse à la motion 301-2013 « Assainissement durable des finances cantonales », PLR (Haas, Berne), le Conseil-exécutif a expliqué que le canton de Berne avait besoin d'une politique financière fiable, définie « à tête reposée ». Dans ce contexte et puisque les perspectives sont désormais plus stables, le Conseil-exécutif a aussi renoncé à préparer hâtivement un nouveau train de mesures. Mais vu les risques qui menacent, il ne veut pas non plus compromettre l'équilibre financier tout juste atteint en abandonnant certaines mesures de l'EOS.

Le Conseil-exécutif est néanmoins disposé à intégrer les revendications des motionnaires dans ses travaux de planification financière. Pour l'heure, on ne peut encore dire avec certitude s'il est possible, financièrement parlant, d'abandonner certaines des coupes budgétaires les plus douloureuses et, le cas échéant, à quel moment. Compte tenu du fait que ces mesures étaient très contestées, le Conseil-exécutif est toutefois disposé à étudier la question dès qu'on en saura plus sur l'évolution des finances cantonales. Concrètement, il propose de réexaminer la question à l'au-

tomne, dans le cadre des discussions avec la Commission des finances au sujet du budget 2015.

Proposition du Conseil-exécutif :

Affaire 2014.0342 Adoption sous forme de postulat

Affaire 2014.0361 Adoption sous forme de postulat

Délibération groupée

La présidente. Il faut vérifier si l'on a le quorum. Je vous prie donc d'appuyer sur votre touche pour voir si nous avons le quorum. (*La présidente agite sa cloche.*) Nous n'avons pas encore fini la session de juin, nous avons encore du travail, nous aimerions nous y mettre aussi vite que possible. La séance est ouverte. Il y a une réponse commune pour les affaires 88 et 89, et nous avons une délibération groupée en débat libre. La motion 88 a été déposée par le PS-JS-PSA, Arrêt immédiat des économies dans les domaines des soins, de l'école obligatoire et du handicap. Le PS-JS-PSA est d'accord de transformer cette motion en postulat. (*La présidente agite sa cloche.*) Est-ce que quelqu'un conteste ce postulat? – Oui. M. Patric Bhend a la parole pour le PS-JS-PSA.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). (*La présidente agite sa cloche.*) Die vorliegende Motion wurde eingereicht, nachdem wir den Abschluss des Rechnungsjahres 2013 gesehen haben. Dieses hat wesentlich besser abgeschlossen, als das Budget dies vorsah. Der Präsentation des Abschlusses ging eine heftige Debatte um die ASP-Sparmassnahmen voraus, während der schmerzhaft Entscheidung getroffen wurden. Gerade bei der Pflege, bei den Schulen und im Behindertenwesen mussten alle ein bisschen Federn lassen (*La présidente agite sa cloche.*) Die Position der SP/JUSO/PSA-Fraktion war folgende: Wenn es reicht, also wenn man doch noch mit einem Überschuss abschliesst, ist es nicht unmöglich, auf einen Teil der Sparmassnahmen, die hier im Rat heftig umstritten waren, zurückzukommen und dadurch Einfluss auf die laufende Rechnung zu nehmen. In den Bereichen, die von dieser Forderung betroffen sind – also Pflege, Behindertenwesen und Schule –, wurden insgesamt 11 Mio. Franken eingespart. Dies ist, gemessen am Überschuss Ende 2013, ein recht kleiner Betrag. Wir sind damit einverstanden, diese Motion in ein Postulat zu wandeln. Der Regierungsrat möchte ein solches Postulat annehmen. Es ist uns bewusst, dass die Budgetplanung sehr spät erfolgte. Sie wissen alle, wie spät sie erfolgt ist. Auch für die Institutionen ist es spät, wenn man erst im November das Budget spricht, und dann noch gegen Ende der Session. Da ist vieles schon gelaufen. Die Budgets sind schon gemacht, viele der Sparmassnahmen sind in den Betrieben und Institutionen, die betroffen sind, bereits umgesetzt. Nichtsdestoweniger gibt es heute noch Möglichkeiten – ich denke dabei gerade an den IV-Bereich, in dem die Abrechnungen erst Anfang 2015 gemacht werden. Hier könnte man auf die Sparmassnahmen zurückkommen, welche für diejenigen, die es direkt an der Front betrifft, also gewissermassen für unsere Kundinnen und Kunden, wirklich einschneidend sind. Das Personal spürt etwas weniger von den Massnahmen. In unserem Betrieb zum Beispiel gab es keine Kündigungen deswegen. Doch es hat dazu geführt, dass man Stellen nicht neu be-

setzt hat. Das heisst, alle betroffenen Kundinnen und Kunden haben von der Zeit unserer Angestellten etwas weniger zur Verfügung. Hier sind wir der Meinung, dass man relativ rasch ein Zeichen setzen könnte. Auch bei den IV-Beiträgen im Jahr 2015 könnte man rückwirkend auf das Jahr 2014 ein bisschen anders abrechnen. Man könnte bereits Gegenmassnahmen treffen, die sich eventuell auf das Jahr 2014, sicher aber auf das Jahr 2015 auswirken würden.

Bei den Schulen wäre es wohl schwieriger, noch etwas zu ändern. Andererseits haben wir vom Erziehungsdirektor gehört, dass es wahrscheinlich ganz schwierig sein wird, die ASP-Massnahmen umzusetzen. Besonders gilt dies für die 4,5 Mio. Franken, die man zu dem, was bereits vorgesehen war, zusätzlich hinzugefügt hat, die man also aus dem Topf II genommen hat und zusätzlich einsparen soll. Hier hat er gesagt, es werde schwierig, diese Einsparungen im Rahmen der laufenden Rechnung 2014 überhaupt zu realisieren. Ein Stück weit ist die Wandlung in ein Postulat auch ein Entgegenkommen. Es ist klar, eine Motion käme hier nicht durch, weil die Zeit schon abgelaufen ist oder weil der politische Wille nicht da ist, noch auf das Jahr 2014 Einfluss zu nehmen. Es gibt aber einen Punkt in der Motion, der besagt, man solle die Massnahmen auch im Folgejahr anschauen im Hinblick auf die zukünftigen Budgets. Hier ist der Regierungsrat auch bereit, zu prüfen, wie man diese Sparmassnahmen, die vielleicht übersteuert wurden, in der Budgetplanung 2015 anpassen könnte. Ich denke, es betrifft nur einen kleinen Anteil dessen, was damals umstritten war. Ich möchte auch daran erinnern, dass die SP/JUSO/PSA-Fraktion bei der Umsetzung vieler Massnahmen aus dem ASP-Paket mitgeholfen hat. Etwa ein Drittel der Massnahmen waren umstritten. Es geht darum, dass man hier einen Teil herausbricht und vielleicht auch bei zukünftigen Budgets mehr Vorsicht und Zurückhaltung walten lässt, was diese Sparmassnahmen angeht. Ich möchte Sie deshalb bitten, auch hier einen Schritt zu tun, auch im Hinblick auf das Jahr 2015, auf das neue Budget. Ich bitte Sie, speziell diese Bereiche nochmals anzuschauen und zu prüfen, wo man vielleicht übersteuert hat und was man sanfter anfasen könnte. Es geht nicht um Riesenbeträge, aber sie haben eine grosse Wirkung an der Basis.

La présidente. Nous avons donc une délibération groupée avec l'affaire 89, la motion de M. Sancar, «Abandon d'une partie des coupes budgétaires votées dans le cadre de l'EOS». M. Sancar est prêt à transformer sa motion en postulat. Est-ce que cette transformation est contestée? Oui, cette transformation est également contestée. M. Sancar, vous avez la parole.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Im Herbst 2013 gingen wir bei der Budgetdebatte von der Annahme eines Budgetdefizits von 170 Mio. Franken aus und nahmen zahlreiche Kürzungen in verschiedenen Bereichen vor. Die Jahresrechnung des Kantons hat aber einen Überschuss von 157 Mio. Franken ergeben. Wir haben also eine Differenz von fast 330 Mio. Franken. Damit haben wir eine komfortable Situation, indem wir mehr Geld zur Verfügung haben, als wir gedacht haben. Die Kürzungen, die wir unter der Annahme eines Defizits vorgenommen haben, haben jedoch einschneidende Folgen für das Leben der Betroffenen. Hier

geht es nicht um Luxus, sondern zum Teil ums Überleben. Ein Beispiel sind die Krankenkassen-Prämienvverbilligungen. Wer kommt in den Genuss dieser Verbilligungen? – Nur Menschen mit niedrigem Einkommen, die auf diese Unterstützung angewiesen sind. Wegen der Aufhebung der Prämienvverbilligung möchte der Regierungsrat sogar eine Gesetzesänderung, weil es sonst nicht möglich ist, die Kürzungen überhaupt zu realisieren. Es ist mir bewusst, dass diese Motion jetzt im Juni keine Chance hätte. Deshalb möchte ich sie in ein Postulat wandeln und hoffe, dass Sie dieses Anliegen unterstützen.

La présidente. Je prie les porte-parole de groupe de s'annoncer, et je vous rappelle que nous parlons des deux postulats. Mme Luginbuhl pour le PBD.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Ich nehme gleich zu beiden Vorstössen Stellung. Wir haben in der laufenden Legislatur noch den einen oder anderen Vorstoss zu behandeln, der noch aus der Zeit der Wahlen stammt. Ich denke, dass die beiden auch in diese Kategorie gehören. Die BDP lehnt beide Vorstösse ab, und zwar sowohl als Motion wie auch als Postulat. Die Finanzdirektorin hat am Anfang des heutigen Nachmittags mit deutlichen Worten über die finanzielle Situation des Kantons Bern gesprochen. Was für ein Signal senden wir jetzt gegen aussen aus, wenn wir die beiden Vorstösse überweisen? Dazu nur ein kleines Beispiel, welches Patric Bhend eigentlich aus der Praxis gut kennt: Letzten Sommer haben wir im Wohnheim Solina in Spiez mitten in der Budgetplanung ein Schreiben erhalten, in dem stand, dass der Kanton infolge ASP Sparaufträge zu erfüllen habe. Ohne die Einschränkung «vorbehaltlich der Genehmigung der Anträge der Regierung durch den Grossen Rat» seien die Stellenpläne anzupassen und die diversen Kürzungen im Budget 2014 vorzunehmen. Der Schock in Spiez und auch in anderen Betrieben war gross. Das weitere Vorgehen ist bekannt: Die Mehrheit des Grossen Rates hat die Sparanträge des Regierungsrats im Bereich der Langzeitpflege teilweise korrigiert, und die Budgets konnten – wenn auch sehr verspätet – überarbeitet werden. Jetzt, nur ein halbes Jahr später, liegen diese Verzichtsanträge vor, nachdem die Rechnungen 2013 und die Budgets 2014 bereits von den zuständigen Gremien in den Institutionen genehmigt worden sind. Ist dies wirklich eine seriöse Politik? Innerhalb eines halben Jahres erfolgte eine Kehrtwende. Wo ist hier die Planungssicherheit für die Betriebe? Auch für die BDP war die Novembersession alles andere als schön. Die Beschlüsse waren teilweise schmerzhaft. Aber jetzt gleich bei der ersten Morgenröte wieder alles zu kippen, lehnen wir definitiv ab. Die Kantonsfinanzen sind, wie wir gehört haben, noch immer alles andere als stabil. Wenn wir die beschlossenen Kürzungen jetzt rückgängig machen, was passiert dann mit allen anderen Geschäften, die im November ebenfalls abgeschlossen wurden? Kommen jetzt während jeder Session scheinbar Anträge, um alles rückgängig zu machen oder nochmals zu überprüfen? Wir gehen mit der Regierung einig, dass sich ein weiteres, sofortiges Entlastungsprogramm in diesem Jahr tatsächlich nicht aufdrängt. Aber dies bedeutet nicht, dass wir jetzt stufenweise die beschlossenen Massnahmen rückgängig machen. Wenn irgendwelche Korrekturen gemacht werden

sollen, dann frühestens nach einem Jahr oder nach der Genehmigung der Rechnung 2014. Dann werden wir konkrete Resultate haben und werden in der Lage sein, weitere Schritte zu tätigen. Die BDP lehnt deshalb auch ein Postulat ab. Es ist der Auftrag des Regierungsrates, die finanzpolitischen Planungsarbeiten so auszugestalten, dass unter Einbezug der Eingaben sämtlicher Direktionen im Herbst der Voranschlag 2015 präsentiert werden kann und die Finanzkommission rechtzeitig in die Diskussion einbezogen werden kann. Hierzu braucht es aus unserer Sicht auch kein Postulat, denn dazu ist das nötige Regelwerk vorhanden. Nochmals: Wir lehnen beide Vorstösse ab.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Eigentlich kann ich hier nur wiederholen, was ich im Namen der EVP in der März-Debatte anlässlich der Ordnungsanträge zu den beiden Motionen bereits gesagt habe. Und genau dies tue ich jetzt wortwörtlich: «Für uns von der EVP ist klar, dass unter dem Eindruck einer falschen Finanzprognose im November teilweise übertriebene ASP-Massnahmen beschlossen wurden. Wir erwarten klar – das habe ich heute auch schon mal gesagt – dass in Zukunft dem Parlament vor solch wichtigen Debatten konsolidierte und aktuelle Informationen unterbreitet werden. Darum schlägt Ihnen die EVP eine differenzierte Betrachtung und einen dritten Weg vor, und dieser sieht so aus: Prinzipiell richtige, aber unter dem Eindruck einer falschen Finanzprognose überzogene ASP-Massnahmen sollen jetzt mit Weitsicht und mit mehr Geduld umgesetzt werden. Hierzu zählen wir insbesondere die Steuerung der Klassengrössen. Wir zählen auch die Zusammenarbeit zwischen Kirche und Staat dazu und den Umbau der Finanzierung der Behinderten-Institutionen. Hier braucht es mehr Geduld und mehr Weitsicht. Die jeweiligen Entscheide sind nicht aufs Komma genau umzusetzen, sondern das beschlossene Prinzip ist umsichtig und ohne zerstörerische Effekte anzuwenden.» Damit bin ich am Ende meines Zitats aus der März-Session angelangt. Damit wir den von der EVP vorgeschlagenen dritten Weg auch einschlagen können, müssen wir die beiden Motionen als Postulate annehmen. So ist es möglich, differenziert zu bestimmen, wo unter dem Eindruck des aktuellen Ergebnisses Geduld gefragt ist und der zerstörerische Effekt gewisser Massnahmen eliminiert werden kann. Wir unterstützen deshalb die beiden Vorstösse als Postulat, auch wenn für uns einzelne Massnahmen unbestritten auszuführen sind. So können wir überprüfen, wo genau die Geduld und die Weitsicht nötig sind.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Die letztjährige ASP-Debatte war weniger erfreulich als andere Debatten. Unsere Fraktion hat fast den Eindruck erhalten, dass sich einige Grossratsmitglieder in eine Sparhysterie gestürzt haben. Man hat Massnahmen von einem Topf in den anderen verschoben, man hat jongliert und kompensiert, da ist eine richtige Begeisterung aufgekommen fürs Sparen. Der Regierungsrat hat uns ein wenig hängen lassen, indem er uns die besseren Finanzresultate, die er eigentlich schon gekannt hätte, nicht mitgeteilt hat. Das ist so. Der Regierungsrat hat den Spardruck künstlich aufrechterhalten. Diese ASP-Massnahmen sind zum Teil sinnvoll. Ich habe sie in fünf Kategorien eingeteilt. Erste Kategorie: Massnahmen, die schon längst hätten ergriffen werden sollen und bei

denen man sich fragt, warum sie nicht vorher ergriffen wurden. Zweitens: Massnahmen, die eigentlich niemandem wehtun. Drittens: Massnahmen, die nur zu einer Umlagerung auf andere Kostenstellen beim Kanton, bei den Gemeinden oder bei anderen Organisationen führen. Viertens: Massnahmen, die man gar nicht umsetzen kann, und fünftens: Massnahmen, die falsch sind und die man jetzt korrigieren muss. Die beiden vorliegenden Motionen zielen aus der Sicht der SP/JUSO/PSA-Fraktion auf die fünfte Kategorie. Im Fokus stehen Massnahmen aus den Bereichen Langzeitpflege, Behindertenbetreuung, Volksschule und Krankenkassen-Prämienverbilligungen, es geht um Klassenschliessungen wegen der Erhöhung der Schülerzahl und um die hauswirtschaftlichen Leistungen der Spitex. Kurz: Das sind alles Massnahmen, welche die Bildung sowie die Kranken und Benachteiligten treffen. Es freut uns sehr, dass der Regierungsrat bereit wäre, beide Motionen als Postulat anzunehmen. Das heisst, der Regierungsrat ist bereit, Massnahmen zu korrigieren, die sich als kontraproduktiv erweisen. Der Regierungsrat hat auch eingesehen, dass man durch Sparen zum Teil höhere Kosten verursachen kann. Darum bitte ich Sie, der Haltung des Regierungsrats zuzustimmen. Das heisst aber nicht, dass unsere Fraktion grundsätzlich nicht mit einem haushälterischen Umgang mit den Kantonsfinanzen leben könnte. Wir sind auch bereit, dort zu sparen, wo es Sinn macht. Aber dort, wo es extrem wehtut und wo es unserer Bevölkerung wehtut, dieser Bevölkerung, welche Sie hier im Rat vertreten wollen, müssen wir Mass halten. Und wenn der Regierungsrat in seiner Antwort schreibt, die ruhige Hand solle vermehrt zum Einsatz kommen, dann müssen Sie den beiden Postulaten zustimmen. Das heisst noch nicht, dass man die Sparmassnahmen komplett weglässt, sondern man könnte auch nur einen Teil davon rückgängig machen, vielleicht ein Drittel, vielleicht die Hälfte. Also stimmen Sie den Postulaten zu, der Regierungsrat weiss, wo er Spielraum hat. Und der Regierungsrat weiss, wo das Sparen teuer wird.

Andreas Blank, Aarberg (UDC). Die SVP lehnt die beiden Vorstösse auch in der Form eines Postulats klar ab. Die SVP ist erstaunt darüber, dass die Finanzdirektion und der Regierungsrat bereit sind, dieses Postulat zu akzeptieren. Wenn man den Ausführungen der Finanzdirektorin, die heute bereits gesprochen hat, genau zugehört hat, dann ist die Lage doch sehr ernst. Das hat sie selber gesagt. Es gibt viele Unwägbarkeiten, die auf den Kanton zukommen. In so einer Situation kann man doch diese Vorstösse nicht als Postulat annehmen. Das Paket wurde damals als Gesamtes geschnürt, das wurde auch schon mehrmals gesagt. Wir können jetzt nicht einfach einzelne Teile nach Gutdünken herausnehmen und alles andere drin lassen. Das war damals ein Kompromiss, von dem wir auch nicht begeistert waren. Aber am Schluss hat man diesen Entscheid gefällt, damit man im Voranschlag schwarze Zahlen hat. Daran ist jetzt umfassend festzuhalten. Es wäre ein falsches Zeichen, wenn wir diese Vorstösse jetzt als Postulat annehmen würden. Es wird immer wieder gefordert, Schulden abzubauen. Wenn wir Schulden abbauen wollen, und wenn wir vielleicht irgendwann auch nur dran denken wollen, unsere hohen Steuern zu senken, braucht es weitere Anstrengungen. Ich sage es immer wieder: Nicht Sparanstrengungen, sondern

eine Senkung des Ausgabenwachstums braucht es. Dazu müssen wir den Druck aufrechterhalten. Der Stimmbürger hat schon zweimal, bei den Autosteuern und jetzt auch bei der Handänderungssteuer, gesagt, was er von der ganzen Sache hält, ob es noch Potenzial gibt oder nicht. Das waren relativ deutliche Mehrheiten, vor allem bei der Handänderungssteuer. Was da alles ins Feld geführt wurde vor der Abstimmung, wo es so wahnsinnig wehtue, weil man wieder sparen müsse! Der Stimmbürger hat das alles gewusst, als er gesagt hat: «Nein, da können wir eigentlich auch noch 25 Mio. Franken weniger geben.» Dies ist ein klarer Auftrag, jetzt führen wir ihn aus. Und deshalb sind die beiden Postulate abzulehnen.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Wir haben in der Novembersession des letzten Jahres ein austariertes Paket geschnürt. Zwar war es kein schönes, wie es sonst bei Paketen der Fall ist, dies ist unbestritten. Gerade in diesen Bereichen tut das Sparen weh. Wir wollen trotzdem nicht auf die gefällten Entscheide zurückkommen. Die Situation hat sich seit damals eigentlich auch nicht gross verändert. Im Weiteren kann ich auf die Ausführungen von Anita Luginbühl und Andreas Blank verweisen und eigentlich auch auf jene der Finanzdirektorin zu den Geschäften 81 bis 85, obwohl ich andere Schlüsse daraus ziehe. Die FDP lehnt deshalb die beiden Vorstösse einstimmig auch in Form eines Postulats ab.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Auch wir wollen heute Abend keine Minibudgetdiskussion, bei der man auf alles zurückkommt und behauptet, die Welt wäre ohne die Sparmassnahmen viel besser. Das kann sein. Aber im letzten November haben wir Sparentscheide getroffen, bei denen man rasch gesehen hat, dass sie wohl nicht eins zu eins umsetzbar sind. In diesem Sinne stimmt die glp-Fraktion den beiden Postulaten zu. Wir wissen, dass in dem Paket ein paar Punkte sind, zum Beispiel die zweiten Kürzungen bei den Krankenkassen-Prämienverbilligungen, von denen wir alle nicht wissen, welche Konsequenzen sie haben. Auch bei der Psychiatrie wissen wir nicht, ob wir die 6 Mio. Franken, die wir einsparen wollen, realisieren können. Es gibt ja Personen, die man gar nicht anderswo platzieren kann. Nach allem, was ich aus der Praxis weiss, ist es klar, dass dies nicht umgesetzt werden kann und wir Nachkredite brauchen werden. Aber nun zu meinem Kollegen von der SP, der behauptet, man müsse alles korrigieren. Da sage ich Nein. Dies ist ein Prüfungsauftrag. Wir verstehen darunter nicht, dass man korrigiert, sondern dass man überprüft, welche Massnahmen man verantworten kann und welche zu weit gehen. In diesem Sinne wird unsere Fraktion die beiden Postulate annehmen. Insbesondere auch mit der Aufforderung, nicht nur die drei aufgeführten Punkte zu betrachten, sondern grosszügig zu schauen, nochmals eine Güterabwägung vorzunehmen und diese der FIKO vorzulegen. In diesem Sinne unterstützen wir wie gesagt die beiden Postulate.

Christine Häslar, Burglauenen (Les Verts). Wer während der letzten Legislatur schon dabei war, hat mit Sicherheit die Debatte vom letzten November nicht vergessen. Das ging unter die Haut. Man kann das jetzt schon wieder ein wenig

zur Seite schieben und sagen, es habe uns nicht so gefallen, aber so sei es halt gewesen. Aber ich glaube, wir wissen alle, dass wir hier ganz hart an die Grenze gegangen sind oder sogar darüber hinaus, wenn es darum geht, Verantwortung zu übernehmen für jene Leute, die dies für sich selbst nicht können. Wir haben in der Langzeitpflege und bei Menschen mit Behinderung sowie bei den Krankenkassen-Prämienverbilligungen Massnahmen ergreifen müssen, die uns allen wehgetan haben. Da können wir, glaube ich, alle in den Spiegel schauen und sagen: «Mir ist es so ergangen.» Aber auch im Bereich der Volksschule mussten wir Entscheide fällen, die ganz bestimmt nicht dem entsprechen, was wir im Grundsatz wollen. Wir sprechen andauernd über die Zukunft und über die Bedeutung der Bildung. Und auch hier mussten wir einen Entscheid fällen, der schwerwiegend war. Jetzt fangen diese Entscheidungen an zu greifen, man merkt es, in einzelnen Bereichen fangen sie richtig an zu greifen, und sie tun jenen weh, denen man eigentlich nicht wehtun möchte und für die man Verantwortung übernehmen möchte. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich glaube, mit diesen beiden Postulaten machen wir es möglich, jetzt nochmals hinzuschauen und zu überlegen, ob das alles richtig war, und ob alles in diesem Ausmass sein muss. Dies bedeutet nicht, dass man plötzlich sagen soll, es sei alles falsch gewesen, sondern dass man sagen kann, es müsse nicht in dieser Grössenordnung und in diesem Tempo umgesetzt werden. Umso mehr, als man, nachdem man die ASP-Massnahmen beschlossen hatte, feststellen konnte, dass es mit den Finanzen im Kanton Bern vielleicht doch nicht ganz so schlimm steht, wie wir in jenem Moment gedacht haben, als wir entsprechenden Druck verspürt haben. Ich bitte Sie deshalb, die beiden Postulate zu überweisen und dadurch der Regierung die Möglichkeit zu geben, nochmals genauer hinzuschauen, wo man das eine oder andere allenfalls ein bisschen mildern könnte.

La présidente. Pour l'UDF, M. Schwarz. Y a-t-il encore des porte-parole de groupe? Non. Y a-t-il des intervenants à titre individuel? Ce n'est pas le cas. Je ferme la liste.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Die EDU-Fraktion ist gegen ein Hüst und Hott in der Finanzpolitik. Wir haben hier im Herbst ein ASP-Paket geschnürt und verabschiedet. Es hatte viele schwer verdauliche Massnahmen dabei, aber wir mussten es so machen, wenn wir ein ausgeglichenes Budget erreichen und das strukturelle Defizit eliminieren wollten. Jetzt haben wir im laufenden Jahr, in der laufenden Rechnung, Verbesserungen. Es gibt aber auch Verschlechterungen. Zum Beispiel gibt es keine Nationalbankgelder mehr. Wir sind der Meinung, dass wir nicht auf jede neue Erkenntnis, die wir dieses Jahr gewonnen haben, unsere finanzpolitische Ausrichtung ändern sollen. Es braucht hier tatsächlich eine ruhige Hand. Und wir finden es ziemlich ungerecht, hier einzelne Positionen aus den vielen Massnahmen herauszugreifen und diese bevorzugt zu behandeln. Dies ist ungerecht gegenüber jenen, welche die Massnahmen schon umgesetzt haben und dies sicher auch spüren. Deshalb lehnen wir beide Anliegen auch als Postulat ab.

Beatrice Simon-Jungi, directrice des finances. Ich habe in meinen vorherigen Voten schon einiges dazu gesagt, warum der Regierungsrat diese Vorstösse als Postulat annehmen will. Im Sinne der Effizienz und weil die Zeit schon etwas fortgeschritten ist, verzichte ich darauf, zu wiederholen, was ich schon gesagt habe. Ehrlich gesagt, käme mir auch nichts Neues mehr in den Sinn. Neue Argumente habe ich nicht, und nachdem ich jetzt aufmerksam zugehört habe, denke ich, die Meinungen sind gemacht. Ich möchte Ihnen dies einfach nochmals ans Herz legen, liebe Grossrätinnen und Grossräte: Nehmen Sie die beiden Vorstösse als Postulat an, damit der Regierungsrat prüfen kann, ob man die eine oder andere Massnahme allenfalls rückgängig machen könnte. Soviel zu den Motionen. Nun muss ich aber noch etwas sagen zum Votum des Grossrats Matthias Burkhalter. Den Vorwurf, dass der Regierungsrat oder die Finanzdirektorin bewusst Informationen zurückgehalten hätten, weise ich in aller Form zurück. Ich habe schon mehrmals, auch im Zusammenhang mit der Präsentation des Rechnungsabschlusses 2013, erklärt, dass Finanzpolitik kein Spiel ist. Ich habe auch klar und deutlich deklariert, wann ich Kenntnis erhalten habe davon, dass der Rechnungsabschluss positiver sein wird als ursprünglich angenommen. Dies war definitiv nach der ASP-Debatte. Noch etwas zum darüber Nachdenken: Was hätte denn eine rot-grüne Regierungsmehrheit für ein Interesse, solche Informationen zurückzuhalten? Darauf müsstest du mir einmal eine Antwort geben.

La présidente. Encore une intervention? Non, nous pouvons donc passer au vote sur le postulat PS-JS-PSA, «Arrêt immédiat des économies dans les domaines des soins, de l'école obligatoire et du handicap». Ceux acceptent ce postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (M 065-2014 PS-JS-PSA)

Décision du Grand Conseil :

Rejet du postulat

Oui 64

Non 78

Abstentions 1

La présidente. Vous avez refusé ce postulat. Nous passons à l'affaire 89, le postulat de M. Sancar «Abandon d'une partie des coupes budgétaires votées dans le cadre de l'EOS». Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (M 072-2014 Sancar, Berne [Les Verts])

Décision du Grand Conseil :

Rejet du postulat

Oui 63

Non 80

Abstentions 0

La présidente. Vous avez refusé ce postulat.

Affaire 2013.1500

N° de l'intervention: 305-2013
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 18.11.2013
 Déposée par: Les Verts (Imboden, Berne) (porte-parole)
 Cosignataires: 15
 Urgence refusée: le 21.11.2013
 N° d'ACE: 535/2014 du 30 avril 2014
 Direction: Direction des finances

Frein à l'endettement: adapté à la conjoncture?

Le Conseil-exécutif est chargé de :

1. proposer une révision constitutionnelle introduisant une règle conjoncturelle pour le frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement et pour celui appliqué au compte des investissements (art 101a et 101b ConstC) ;
2. régler dans la législation les détails du principe énoncé dans la Constitution ;
3. proposer plusieurs variantes pour la révision des articles 101a et 101b de la Constitution ;
4. mettre en évidence les avantages et les inconvénients de l'abrogation des articles 101a, 101b et 101c.

Développement

D'après BAKBASEL, le frein à l'endettement bernois est restrictif et n'est pas adapté à la conjoncture, puisque le compte de fonctionnement doit être compensé par année (voir BAKBASEL¹, 2012, p. 11-12). D'après l'analyse EOS, le niveau d'endettement du canton de Berne n'est pas problématique. En comparaison intercantonale, Berne se trouve en effet dans la moyenne.

Pour l'Etat, l'endettement est une source de financement légitime des budgets publics. Les revenus et les charges des pouvoirs publics subissent diverses influences conjoncturelles. Les revenus (les impôts) sont plutôt procycliques, tandis que les charges (marché du travail, social) sont plutôt anticycliques. Avec les consignes applicables au solde de financement, il peut arriver que les charges soient augmentées avec les revenus quand l'économie marche bien, mais qu'elles doivent être réduites quand elle marche mal. En pratiquant une telle politique procyclique, l'Etat ne fait qu'aggraver les variations conjoncturelles. Afin d'y remédier, il faut que le frein à l'endettement tienne explicitement compte de la conjoncture. Comme c'est par exemple le cas à la Confédération et dans d'autres cantons (voir BAKBASEL, 2012, p. 8).

Alors que dans la plupart des cantons, le frein à l'endettement est inscrit dans la Constitution et précisé dans la législation, dans le canton de Berne, il n'est réglé que dans la Constitution. La quote-part de l'endettement brut, définie comme le rapport entre l'endettement brut et le revenu cantonal, est limitée à 12 pour cent. La compensation

¹ BAKBASEL, Analyse der Schuldenbremse, Sparpaket II des Kantons St. Gallen. Dauerhafte Stabilisierung des Staatshaushalts, 2012 [en allemand]
http://www.sg.ch/news/1/2012/05/den_kantonalen_finanzhaushalt_insgleichgewichtbringen/_jcr_content/Par/downloadlist/DownloadListPar/download_8.ocFile/18_BAKBASEL_B5_Schuldenbremse.pdf

doit donc avoir lieu dans le compte de fonctionnement et au moyen d'une règle d'investissement. D'un point de vue formel, le canton de Berne connaît deux freins à l'endettement : le premier concerne le compte de fonctionnement, dont le budget doit être équilibré chaque année. Les éventuels découverts doivent être compensés dans les années comptables suivantes. L'excédent de charges du budget exige la majorité des trois cinquièmes au moins des membres du Grand Conseil, de même que l'étalement de l'amortissement sur plusieurs années. Il y a aussi un frein à l'endettement séparé pour les investissements. Le degré d'autofinancement doit être de 100 pour cent au moins si la quote-part de l'endettement brut dépasse 12 pour cent. En cas de dépassement de la quote-part, on empêche un nouvel endettement net provenant de l'activité d'investissement en donnant un tour de vis aux investissements. Les découverts de financement doivent être compensés les années suivantes. A cela s'ajoute un frein à l'augmentation des impôts (art. 101c ConstC), qui prévoit un quorum plus important pour les augmentations de la quotité d'impôt.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente intervention charge le Conseil-exécutif de proposer une révision des freins à l'endettement appliqués au compte de fonctionnement et au compte des investissements tels qu'ils sont prévus aux articles 101a et 101b de la Constitution cantonale (chiffres 1 à 3 de la motion). Elle demande par ailleurs de mettre en évidence les avantages et les inconvénients de l'abrogation des articles 101a, 101b et 101c de la Constitution. Voici l'avis du Conseil-exécutif sur les exigences de la motion :

Sous le coup des forts déficits enregistrés dans les années nonante et de l'augmentation massive de la dette qu'ils ont entraînée, de nouvelles voies et de nouveaux instruments de politique financière ont été recherchés au début du nouveau millénaire pour éviter à l'avenir des évolutions similaires.

C'est ainsi qu'en 2001, une majorité des membres du Grand Conseil a décidé d'instaurer un frein au déficit pour garantir l'équilibre des comptes à long terme. En même temps, la mise en place jusqu'en 2009 d'un frein à l'augmentation des impôts a été proposée pour faire en sorte qu'il soit plus difficile d'équilibrer le compte de fonctionnement en recourant à une augmentation de la quotité d'impôt.

Le 3 mars 2002, les électeurs bernois ont approuvé par 280 392 voix (79 %) contre 74 311 (21 %) l'instauration de freins au déficit et à l'augmentation des impôts (avec une modification de la Constitution cantonale). Les nouvelles dispositions ont été appliquées pour la première fois lors de l'élaboration du budget 2003.

En 2007, le Grand Conseil a décidé, à la suite de deux initiatives parlementaires, d'adapter les deux instruments existants. Le frein au déficit (désormais appelé frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement) devait continuer de s'appliquer avec de légères modifications, et le frein à l'augmentation des impôts était maintenu pour une durée indéterminée. En outre, un nouveau frein à l'endettement appliqué au compte des investissements devait obliger le canton à financer lui-même intégralement son investissement net à moyen terme.

En ce qui concerne l'exigence de la présente motion d'adapter le frein à l'endettement à la conjoncture, il importe de noter que la commission du Grand Conseil avait élaboré et soumis à la discussion deux modèles de conceptions différentes : le modèle de l'équilibre budgétaire et celui de la quote-part de l'endettement. Avec le modèle de la quote-part de l'endettement, le frein au déficit aurait disparu. Ce modèle n'avait pas pour objectif d'équilibrer le budget, mais d'orienter l'augmentation des dépenses sur le taux de croissance des recettes à long terme². Mais ce modèle, plus adapté à la conjoncture que celui de l'équilibre budgétaire, ne s'est pas imposé.

Le 24 février 2008, le peuple bernois a accepté, par 162 404 voix (76,8%) contre 49 038 (23,3%), de modifier la Constitution et de mettre en place le frein à l'endettement appliqué au compte des investissements. Les modifications constitutionnelles se sont appliquées la première fois pour le budget 2009 et le plan intégré mission-financement 2010 à 2012 ainsi que pour le rapport de gestion 2009.

Six ans (frein à l'endettement appliqué au compte des investissements), respectivement douze ans (frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement et frein à l'augmentation des impôts) après l'entrée en vigueur des articles 101a, 101b et 101c de la Constitution, il apparaît que le compte de fonctionnement a systématiquement dégagé des excédents depuis l'instauration des freins à l'endettement - excepté en 2012. Parallèlement, il a été possible de réduire l'endettement brut de CHF 3,3 milliards (de CHF 10,2 à 6,9 milliards) entre 2003 et fin 2013. De plus, la quotité d'impôt n'a jamais été relevée depuis la mise en place, en 2003, du frein à l'augmentation des impôts. Cela dit, il reste à déterminer si les freins à l'endettement ont véritablement contribué aux excédents et à la réduction de la dette. En effet, les résultats du canton étaient positifs déjà depuis 1998-1999, donc avant l'introduction du frein à l'endettement.

Il apparaît en outre que les restrictions associées aux deux freins à l'endettement (notamment les règles de la compensation et du quorum) représentent un important obstacle de politique financière précisément les années où la croissance économique est faible, voire nulle. Par ailleurs, les freins à l'endettement bernois ne comprennent pas de « règle conjoncturelle » qui permettrait de piloter les finances en fonction de la conjoncture, comme c'est le cas par exemple à la Confédération ou dans certains cantons (notamment AG, FR et TG).

De plus, le Conseil-exécutif constate que la majorité des trois cinquièmes des membres du Grand Conseil serait requise pour budgéter un déficit au compte de fonctionnement même dans le cas où les finances cantonales présenteraient un capital propre. Il est possible en revanche de compenser un excédent de charges au rapport de gestion avec le capital propre éventuellement disponible.

Selon le Conseil-exécutif, ces exemples montrent que les deux freins à l'endettement offrent encore des possibilités

² Les dépenses courantes et les investissements ne peuvent augmenter, au total, que jusqu'à concurrence du renchérissement en cas de dépassement d'une certaine quote-part de l'endettement (rapport de l'endettement brut au revenu cantonal). (Voir le Rapport du 27 novembre 2006 de la Commission frein à l'endettement.)

d'optimisation sans qu'il soit nécessaire de remettre en cause leurs objectifs fondamentaux.

Compte tenu de ce potentiel d'optimisation et au vu des expériences pratiques accumulées depuis l'entrée en vigueur des freins à l'endettement, le Conseil-exécutif se propose d'engager un dialogue avec la Commission des finances pour déterminer précisément les avantages et les inconvénients de la forme actuelle des freins à l'endettement bernois. Il est convaincu que l'optimisation des deux freins à l'endettement ou du frein à l'augmentation des impôts ne peut intervenir le cas échéant qu'après une analyse minutieuse et dans le cadre d'un processus politique largement étayé. En conséquence, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter la présente intervention sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons à l'affaire 90. Motion des Verts «Frein à l'endettement: adapté à la conjoncture?» Les Verts sont prêts à transformer cette motion en postulat. Est-ce que quelqu'un conteste ce postulat? – Oui, ce postulat est contesté. La parole est à Mme Imboden. Nous discutons d'un postulat: débat libre. Vous ne vous êtes pas annoncée, Mme Imboden. C'est à vous.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Worum geht es bei diesem Vorstoss, der, wie gesagt, in ein Postulat gewandelt wurde? Worum geht es und worum nicht? Vielleicht vorweg: Es geht nicht darum, die bisher im Kanton Bern existierende Schulden- und Investitionsbremse abzuschaffen. Der Vorstoss will, dass die geltende Regelung überprüft und konjunkturverträglicher gemacht wird. Damit soll eine Optimierung des bisherigen Systems möglich sein. Es gibt drei Gründe, warum Ihnen dieser Vorstoss unterbreitet wird: Erstens. Sie haben alle den BAK-Bericht gelesen. Die gleichen Autoren – BAK Basel, ein renommiertes Institut – haben in diesem Zusammenhang, aber auch in anderem Zusammenhang verschiedene Schuldenbremsen in diesem Land miteinander verglichen. Sie kommen dabei zum Schluss, dass unsere kantonale Schulden- und Investitionsbremse eine der restriktivsten, wenn nicht sogar die restriktivste in der Schweiz ist. Sie sagen – ich zitiere: «Sie ist nicht konjunkturgerecht.» Warum ist sie nicht konjunkturgerecht? In Phasen schlechten oder nicht vorhandenen Wirtschaftswachstums, wie sie ab und zu in unserer Wirtschaft und in der Weltwirtschaft, die wir nicht direkt beeinflussen können, vorkommen, ist das Korsett, welches wir uns gegeben haben, sehr einengend. Sie kennen es: Die Quorumregel und die Kompensationsregel, die in Artikel 101 der Verfassung, Absatz 101a, 101b und 101c, festgehalten sind, sind sehr restriktiv. Darum ist es sicher richtig, uns zu überlegen, ob wir diese nicht anpassen wollen: nicht abschaffen, aber konjunkturgerechter machen und zu einem gewissen Grad flexibilisieren. Den zweiten Punkt haben wir heute auch schon diskutiert, und zwar im Zusammenhang mit dem Jahresbericht. Es wurde mehrmals aus der Verfassung zitiert, und Kolleginnen und Kollegen, die meisten ähnlichen Schuldenbremsen werden auf einer anderen Stufe geregelt. Es wird zwar ein Grundsatz in die Verfassung geschrieben, aber man passt die Schulden- und Investitionsbremse auf

Gesetzesstufe an. Damit kann man sich stärker der Präzisierung dieses doch relativ technischen Finanzinstruments widmen. Ich finde es nicht gut, wenn wir hier mehrere Artikel in die Verfassung schreiben müssen, um einen Sachverhalt zu regeln, bei dem nur der Grundsatz in die Verfassung gehören würde und der Rest in ein Gesetz. Zum dritten Punkt: Diese Schuldenbremse ist ein Kind der 90er-Jahre: Damals hatte der Kanton bekanntlich grosse Schulden. Sie wurden reduziert, und ich denke, es ist an der Zeit, hier mehr in die Zukunft zu schauen. Die Regierung sagt, sie wolle den Dialog aufnehmen. Darum sind wir auch bereit, die Motion in ein Postulat zu wandeln. Es ist sicher im Interesse von uns allen, dieses Dialogangebot anzunehmen. Wir haben am Anfang der Legislatur von verschiedenen Seiten gehört, dass es wichtig sei, nicht nur in den Kategorien «links gegen rechts» oder «Regierung gegen Parlament» zu denken, sondern den Dialog zu suchen. Der Regierungsrat schreibt in der Antwort zum Vorstoss, dass er bereit ist, mit der Finanzkommission als zuständiges Organ die Vor- und Nachteile einer Anpassung anzuschauen. Dafür möchte ich ihm danken. Das heisst noch nicht, dass man etwas umsetzt. Aber man schaut allfällige Optimierungen, auch Fragen gesetzestechnischer Art, im Rahmen einer sorgfältigen Auslegeordnung genauer an. Wir möchten Ihnen beliebt machen, hier mit einem Postulat in dem Sinne, wie es die Regierung entgegennehmen will, auf den Dialog einzutreten und diesen Dialog zu führen. Was der Kanton Bern dabei gewinnen wird, ist, dass er zwar weiterhin eine Schuldenbremse hat, jedoch Anpassungen vornehmen kann, die es uns in Zukunft ermöglichen, ein bisschen flexibler zu reagieren und uns ein bisschen weniger Restriktionen aufzuerlegen. Trotzdem werden wir die Schuldenbremse als solche stehen lassen, ich denke, die Mehrheiten im Grossen Rat in dieser Sache sind klar. Aber wir würden eine gewisse Flexibilität erhalten. Deshalb hoffe ich auf eine Unterstützung des Postulats, um eine Prüfung und einen Dialog zu ermöglichen.

Adrian Haas, Berne (PLR). Was diese Motion will, ist nicht eine Optimierung, sondern eine Verwässerung der Schuldenbremse, und dazu möchten wir nicht Hand bieten. Das Volk hat mit einer ganz deutlichen Mehrheit von 76 Prozent im Jahr 2008 diese Schuldenbremse beschlossen. Dies ist noch nicht so lange her. Vorgängig gab es natürlich auch eine Grossratskommission, die sich intensiv mit dieser Schuldenbremse auseinandergesetzt hat. Es gab zwei parlamentarische Initiativen, die dazu die Initialzündung gaben, und die parlamentarische Kommission hat bei Professor Leu von der Universität Bern ein Gutachten eingeholt. Man hat sich also sehr intensiv mit diesen Fragen auseinandergesetzt, und nicht zuletzt auch mit der Frage der Konjunkturgerechtigkeit dieser Schuldenbremse. Wir haben damals festgestellt, dass der Kanton Bern, der sehr verwaltungslastig ist, für Konjunkturschwankungen wenig anfällig ist. Das kann man heute auch immer wieder feststellen. Deshalb ist es auch nicht gerechtfertigt, auf solche Schwankungen besonders einzugehen. Man hat trotzdem eine Art Abfederung eingebaut, nämlich diese Dreifünftelmehrheit, mit der man Kompensationen beschliessen oder ablehnen kann. In diesem Sinne hat man eine gewisse Möglichkeit, die Schul-

denbremse anzupassen. Aber wie gesagt: Eigentlich ist es im Kanton Bern nicht nötig, sich an die Konjunktur anzupassen. Es ist eigentlich lustig, wir haben zurzeit, wenn ich das so sagen darf, schon etwas marode Staatsfinanzen, aber nicht etwa eine schlechte Konjunktur. Das heisst, der Kanton Bern bringt es sogar fertig, in konjunkturell guten Zeiten schlecht zu wirtschaften. (*Heiterkeit*) Ergo muss ich sagen, dass diese Übung hier eigentlich nichts bringt. Stehen wir zu dieser Schuldenbremse und versuchen wir, unsere Finanzen nach diesen Vorgaben auszurichten und nicht wieder das Regelwerk zu verwässern.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Die vorliegende Motion ist aus der Sicht der EVP ein Frontalangriff auf die Schuldenbremse. Die Motionäre sprechen sogar von der Abschaffung der Schuldenbremse, die sich gerade in der aktuellen Situation als wirksamer Schutzmechanismus gegen die Überschuldung erweist. Die EVP sagt: «Finger weg von dieser Schuldenbremse.» Wir wollen keine neuen Schulden. Unsere beiden Schuldenbremsen sind taugliche Mittel dagegen. Es gibt für uns zwei Gründe, weshalb wir das so deutlich sagen. Der erste Grund liegt bei der Schuldenbremse für die laufende Rechnung. Sie müssen sich das einmal bewusst vor Augen führen: Eine Konjunkturregel für die Schuldenbremse in der laufenden Rechnung, das ist doch ein Paradoxon in Reinkultur. Wir wollen keine Schulden machen, aber wenn wir wegen der Konjunktur das Geld nicht haben, dann dürfen wir Schulden machen. Da leuchten bei mir verschiedene Fragezeichen auf. Bei der laufenden Rechnung, also der Konsumrechnung, gibt es nur eines, und dies gilt für jeden Privathaushalt, jeden Vereinshaushalt und auch für den Staatshaushalt: Wir dürfen nicht mehr ausgeben, als wir einnehmen. Punkt. Der zweite Grund für uns liegt bei der Schuldenbremse für die Investitionsrechnung. Dort brauchen wir keine Konjunkturregeln, weil wir sie schon haben. Der Vorredner hat es auch schon ausgeführt. Ich habe drei solche Konjunkturregeln gefunden. Die erste betrifft die Planung. Die Verfassung verpflichtet uns, mittelfristig einen Selbstfinanzierungsgrad von 100 Prozent anzustreben. Wenn wir in einem Jahr konjunkturbedingt mehr planen und unter die 100 Prozent fallen, so haben wir dies im folgenden Finanzplan entsprechend auszugleichen. Die zweite Konjunkturregel besagt Folgendes: Wenn im Geschäftsbericht ein Finanzierungsfehlbetrag bei den Investitionen entsteht, so kann dieser innerhalb von maximal acht Jahren kompensiert werden. Dies entspricht bestimmt einem Konjunkturzyklus. Als dritte Konjunkturregel können wir mit einer Dreifünftelmehrheit beschliessen, auf eine Kompensation des Finanzierungsfehlbetrags gänzlich zu verzichten – wohlgemerkt bei den Investitionen, nicht bei den Konsumausgaben. Fazit: Die EVP stellt fest, dass dort, wo es nötig ist, bereits Konjunkturregeln vorhanden sind. Es braucht keinen Bericht zu den Vor- und Nachteilen einer Abschaffung der Schuldenbremse. Es braucht vielmehr eine gewisse Strenge und Härte uns selbst gegenüber, damit wir diesen Schutz vor Überschuldung auch wirklich anwenden. Darum sagt die EVP Nein zur Motion und auch zum Postulat und wiederholt: «Hände weg von der Schuldenbremse.»

Erich Feller, Münsingen (PBD). Gemäss Motion beziehungsweise jetzt Postulat ist die Berner Schuldenbremse

restriktiv und nicht konjunkturgerecht. Das Schuldenniveau im Kanton Bern sei gemäss ASP-Analyse unproblematisch. Der Kanton Bern habe kein Schuldenproblem, da er im interkantonalen Bereich im Durchschnitt der Kantone liege. Bei diesen Punkten kann man geteilter Meinung sein. Bei den meisten Kantonen ist die Schuldenbremse in der Verfassung verankert und im Gesetz ausformuliert. Im Kanton Bern ist jedoch die Schuldenbremse ausschliesslich in der Verfassung geregelt. Formal kennen wir zwei Schuldenbremsen. Die eine betrifft den jährlichen Voranschlag, der ausgeglichen sein muss, und die andere betrifft die Investitionen. Die Defizitbremse wurde im Jahr 2001 durch den Grossen Rat mit Blick auf eine langfristige Sanierung der Schulden und eine ausgeglichene Rechnung beschlossen. Im März 2002 stimmte die bernische Stimmbevölkerung der Einführung dieser Defizit- und Steuererhöhungsbremse zu. Im Jahr 2007 nahm der Grosse Rat, gestützt auf zwei parlamentarische Initiativen, an zwei Instrumenten Anpassungen vor. Es wurden zwei konzeptionell unterschiedliche Modelle ausgearbeitet: das Modell Haushaltgleichgewicht und das Modell Schuldenquote. Im Februar 2008 – dies ist noch nicht so lange her – hat die Stimmbevölkerung einer Verfassungsänderung mit dem Titel «Einführung einer Schuldenbremse für die Investitionsrechnung» zugestimmt. Mit Ausnahme des Jahres 2012 waren seit der Einführung der Schuldenbremse immer Ertragsüberschüsse zu verzeichnen. Das ist erfreulich. Zudem konnten die Bruttoschulden massiv gesenkt werden. Auch die Steueranlage musste bis heute nicht erhöht werden. Wichtig wäre vor der Beschlussfassung, die verschiedenen Bremsen in Detail zu erörtern. Den Grundsatz der Schuldenbremse findet die BDP gut, weshalb er beibehalten werden soll. Weiter ist zu erwähnen, dass die Schuldenbremse in den Jahren der Ertragsüberschüsse eingeführt wurde. Somit ist heute sicher der falsche Zeitpunkt für eine Abschaffung. Es ist zum heutigen Zeitpunkt auf die Prüfung einer Verfassungsänderung zu verzichten. Die BDP-Fraktion wird somit auch ein Postulat ablehnen.

Thomas Rufener, Langenthal (UDC). Ich gebe hier wahrscheinlich nur ein kleines Geheimnis preis, wenn ich sage, dass die SVP-Fraktion auch das Postulat einstimmig ablehnt. Ich möchte nicht alles wiederholen, was gesagt wurde, aber noch auf drei Punkte eintreten. Der Kanton Bern habe kein Schuldenproblem, wurde gesagt. Es ist etwas mutig, das zu sagen. Vor etwas mehr als einem Monat wurde das Pensionskassen-Sanierungspaket vors Volk gebracht. Immerhin hat man dort eine Schuldanerkennung vorgenommen, die die Verschuldung des Kantons Bern wieder massiv erhöhen wird. Ein zweiter Punkt: Der Kanton Bern hat die Schuldenbremse in der Verfassung implementiert. Man kann selbstverständlich darüber diskutieren, ob dies gesetzestechisch gesehen der richtige Ort ist, aber man hat es eben so gemacht. Eine überzeugende Mehrheit der Bevölkerung stimmte dem zu. Gegen 80 Prozent der Stimmenden nahmen seinerzeit diese Verfassungsartikel an. Da brauchte es sehr gute Gründe, wenn man daran rütteln wollte. Zum dritten Punkt: Aus eigener Erfahrung kann ich sagen, dass es gar nicht so einfach ist, wirklich konjunkturbezogen zu agieren. Wir haben es von Seiten der EVP gehört: Wir haben gewisse Möglichkeiten, uns langfris-

tig der Konjunktur anzupassen. Aber meistens kommt der Staat zu spät, wenn er auf die Konjunktur reagieren will. In diesem Sinne sehen wir eigentlich nur einen Grund für diesen Vorstoss, nämlich, dass man die Schuldenbremse aufweichen will. Darum lehnen wir das Postulat einstimmig ab.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Um es gleich vorwegzunehmen: Es ist klar, die grüne Fraktion wird diesem Postulat zustimmen. Als Erstes möchte ich alle dazu auffordern, die vier Punkte dieser Motion beziehungsweise dieses Postulats nochmals genau durchzulesen. Ich denke, die Lektüre dieser vier Punkte wird aufzeigen, dass die Reichweite dieses Vorstosses weit weniger gross ist, als es die allermeisten Redner hier unterstellt haben. Es geht bei diesem Vorstoss darum, dass man diese Schuldenbremse, die in zwei Schritten eingeführt wurde, mal genau evaluiert. Meiner Meinung nach besteht zu dieser Evaluation ein dringender Anlass. Der BAK-Bericht, den Nathalie Imboden hier zitiert hat, gehört zu den wesentlichen Gründen dafür. Er zeigt auf, dass man mit der bernischen Variante der Schuldenbremse eine Lösung gewählt hat, die auch im schweizweiten Vergleich besonders weit geht. Wir haben bereits früher solche Hinweise erhalten, und wir haben zur Kenntnis genommen, dass der Bund, der ja ein ähnliches Instrument auch kennt, eine konjunkturverträglichere Art und Weise der Umsetzung gewählt hat. In den letzten Jahren waren wir im Kanton Bern immer wieder in einer Situation, in der es gut gewesen wäre, eine Lösung zu haben, die etwas mehr Flexibilität geboten hätte. Dabei geht es in keiner Art und Weise um eine Verwässerung. Es ist zwar richtig, Adrian Haas, dass es im Jahr 2006 und in den folgenden Jahren intensive Diskussionen gegeben hat und Kommissionssitzungen stattgefunden haben, an denen man Experten anhörte. Aber ich denke, es gehört in allen Politikbereichen zum «state of the art» dass man in der Lage sein sollte, fünf, sechs, sieben oder zehn Jahre später eine Evaluation vorzunehmen und zu prüfen, ob sich das Instrument wirklich bewährt hat oder ob es Bereiche gibt, in denen man gewisse Verbesserungen vornehmen könnte. In diesem Sinne bedauern wir es, dass die Bereitschaft, hier in diesem Rat eine solche Diskussion zu führen, offensichtlich nicht übermässig gross ist. Was ich ganz besonders bedaure, ist, dass dieser Vorstoss jetzt zum Anlass genommen wird, um ein weiteres Mal das finanzpolitische Bern-Bashing zu betreiben, welches diesem Kanton bereits genug geschadet hat. Adrian Haas, du hast hier gesagt, der Kanton Bern sei auch in konjunkturell guten Zeiten in der Lage, schlecht zu wirtschaften. Da muss ich sagen: Kolleginnen und Kollegen, genau diese ewigen Unterstellungen stören mich. (*Exclamation d'Adrian Haas*) Nein, Adrian Haas, so ist es nicht. Wenn du einen gesamtschweizerischen Vergleich machst über die letzten Jahre, dann wirst du zur Kenntnis nehmen müssen, dass der Kanton Bern – Adrian Haas, lass mich bitte ausreden, jetzt bin ich hier, ich habe dich auch ausreden lassen – dass der Kanton Bern systematisch besser abgeschlossen hat als andere Kantone. Für die Standortattraktivität dieses Kantons wäre es gut, wenn man die finanzpolitischen Leistungen auch einmal ins richtige Licht rücken könnte und nicht immer so tun würde, als wären wir noch in der Situation der späten 1990er-Jahre. Seit damals haben wir unsere Schuldenlast doch ganz deutlich reduzieren können. Es

würde diesem Kanton gut anstehen, wenn man auch einmal dazu stehen könnte.

Roland Näf, Muri (PS). Ich versuche jetzt, Sie nicht mit Argumenten zu langweilen, die bereits genannt wurden. Es wurde schon sehr viel gesagt, ich versuche, nur noch zu ergänzen. Es geht hier um ein Gesprächsangebot der Regierung, nicht um mehr. Was mich auch sehr spannend dünkt, ist der Verweis auf die BAK Basel. Wir haben hier drin den ASP-Bericht sehr ernst genommen, wir sind darauf eingegangen und haben die Massnahmen nachher auch umgesetzt oder sind noch an der Umsetzung. Ich verstehe nicht ganz, warum jetzt, wenn es um die Schuldenbremse geht oder um die Form der Schuldenbremse, wie wir sie im Kanton Bern haben, der BAK-Basel-Bericht plötzlich nicht ernst genommen werden soll. Es ist klar, nach den 90er-Jahren gab es eine Überreaktion. Nachdem die – wohlgemerkt – bürgerliche Regierungsmehrheit während Jahren Schulden angehäuft hatte, gab es diese Reaktion, und zwar auch in der Bevölkerung. Es gab dann die Abstimmung über die Schuldenbremse im Jahr 2008. Es ist ganz klar, man hatte dort wirklich ein Problem, und entsprechend heftig fiel die Reaktion aus. Der wichtigste Punkt in der Diskussion hier, so wie ich es wahrgenommen habe, ist die Frage der Konjunkturverträglichkeit. Adrian Haas hat hier vorn behauptet, es brauche gar keine Anpassung an die Konjunktur. Andererseits habe ich von Herrn Kipfer von der EVP gehört, es habe bereits Massnahmen gegeben im Kanton Bern, um auf die Konjunktur einzugehen. Ich möchte anhand zweier Beispiele zeigen, dass dies eben nicht der Fall ist. Ich möchte an einen Entscheid erinnern, den wir letzte Woche hier gefällt haben. Wir haben nämlich beschlossen, dass wir den Campus Fachhochschule Biel bauen wollen. Das ist ein sehr teures Geschäft. Wenn ich von Hans Kipfer höre, ein Spielraum von acht Jahren sei bereits vorgesehen, muss ich sagen, dass ich mir trotzdem vorstellen kann, dass plötzlich solche immens wichtigen Projekte wie der Campus Biel wegen der Schuldenbremse infrage gestellt werden könnten, falls wir in den nächsten Jahren finanzielle Probleme bekommen sollten. Das können wir durchrechnen, es ist so. Genauso müssen wir uns des Folgenden bewusst werden: Würde es in dieser Situation knapp und wir würden diese Fachhochschule trotzdem bauen, könnte es sein, dass plötzlich bei vielen kleineren Investitionsprojekten, die den ländlichen Raum betreffen, grösste Probleme auftreten, falls die Konjunktur ungünstig ist. Etwas Zweites ist auch noch spannend: Wir haben hier im Rat in den letzten Jahren selber beschlossen, einen Spitalfonds beziehungsweise einen Investitionsspitzenfonds einzurichten. Dies war im Prinzip eine Folge der Schuldenbremse. Man hat gemerkt, dass man Probleme bekommt bei den Investitionen, und hat versucht, sich mit den beiden Fonds über die relativ schwierige, sehr enge Schuldenbremse hinwegzuhelfen. Sie wurden inzwischen aber wieder abgeschafft. Umso wichtiger wäre es jetzt, dieses Postulat zu prüfen, welches Frau Imboden Ihnen soeben vorgestellt hat. Wie gesagt, es gibt ein Gesprächsangebot der Regierung. Die SP/JUSO/PSA-Fraktion bittet Sie, auf dieses Gesprächsangebot einzugehen.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Die EDU wird weder helfen, diese Bremse zu demontieren, noch, sie zu lösen. Erst sechs Jahre nach der Einführung dieser Schulden-

bremse in einer Situation mit tiefen Zinsen, tiefer Arbeitslosigkeit und gut laufender Konjunktur hier die Konjunkturverträglichkeit zu überprüfen, ist, wie wir schon gehört haben, unnötig. Diesen Prüfungsauftrag an die Regierung können wir uns gut sparen. Es ist halt schon so: Diese Schuldenbremse ist für die Regierung und auch für den Grossen Rat etwas unbequem. Aber genau deshalb wurde sie auch eingeführt. Wir werden deshalb auch ein Postulat ablehnen.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Es wurde schon viel gesagt, ich kann mich deshalb recht kurz fassen. Auch für die glp-Fraktion ist diese Motion so etwas wie ein Wolf im Schafspelz. Es ist richtig, dass das BAK Basel in ihrem Bericht geschrieben hat, dass wir eine eher strenge Schuldenbremse haben. Dies ist schwarz auf weiss nachzulesen. Doch ich glaube, es ist falsch, sie im jetzigen Moment wieder in Frage zu stellen. Wir haben, wie Hans Kipfer von der EVP gesagt hat, eine gewisse Flexibilität. Wir können ein Defizit auf vier Jahre verteilen, und das haben wir auch schon in Anspruch genommen. Auch bei der Investitionsschuldenbremse gibt es eine gewisse Flexibilität. Für die glp-Fraktion ist dies Flexibilität genug. Ich gebe Roland Näf Recht, dass wir als Gegengewicht den Investitionsspitzenfonds haben – noch –, aber wir haben gesagt, dass wir ihn nicht mehr wollen. So ist es jetzt halt. Jetzt müssen wir eben bei der Umsetzung von Grossprojekten noch mehr vorausschauen und noch mehr planen, damit wir nicht auf zu grossem Fuss leben. Ich glaube, das lohnt sich, und das Stichwort ist richtig: Wir müssen noch weiter vorausschauen. Die Schuldenbremse weist uns den Weg und bindet uns zurück, wenn wir auf zu grossem Fuss leben. Die glp-Fraktion wird zum jetzigen Zeitpunkt auch das Postulat ablehnen.

La présidente. Pas d'intervenant à titre personnel, nous passons la parole à Mme la directrice des finances.

Beatrice Simon-Jungi, directrice des finances. Die beiden Schuldenbremsen sind zwei finanzpolitische Instrumente, welche vom bernischen Volk, wie bereits erwähnt, mit einem sehr deutlichen Mehr genehmigt wurden. Mit der vorliegenden Motion, oder inzwischen mit dem vorliegenden Postulat, soll man eine Revision dieser Schuldenbremsen ins Auge fassen. Vor allem soll man auch über ihre Konjunkturverträglichkeit diskutieren. In der Vorstossantwort konnten Sie nachlesen, dass der Regierungsrat bereits im Jahr 2007 zusammen mit dem Grossen Rat beim Thema «Einführung der Schuldenbremse für die Investitionsrechnung» über ein Modell diskutiert hat, welches die konjunkturelle Entwicklung berücksichtigt hätte. Damals hat der Grosse Rat dies sehr deutlich abgelehnt. In der Zwischenzeit sind sieben Jahre vergangen, und die Zeiten haben sich geändert. (*La présidente agite sa cloche.*) Durch den negativen Rechnungsabschluss im Jahr 2012 gelangten die beiden Schuldenbremsen erstmals richtig zur Anwendung. Persönlich bin ich der Meinung, dass man trotz der Schwierigkeiten, die man teilweise hatte, nicht alles in Frage stellen soll. Dies will das Postulat auch nicht. Aber ich finde, man könne nach sieben Jahren durchaus festhalten, dass es bei der Schuldenbremse den einen oder anderen Stolperstein gibt. Da könnte man durchaus darüber nachdenken und sich darüber unterhalten, ob ein Optimierungspotenzial

besteht. Nochmals: Der Regierungsrat stellt die Schuldenbremse nicht in Frage. Er möchte jedoch mit der FIKO in einen Dialog treten, um über die Vor- und Nachteile der Schuldenbremse zu diskutieren und wenn möglich dem Grossen Rat – und letztendlich auch dem Volk – Optimierungsmöglichkeiten vorzuschlagen. Ich habe jetzt aufmerksam zugehört und kann natürlich abschätzen, dass auch ein Postulat keine Chance hat. Ich finde es jedoch schade, wenn man diese Diskussion nicht wenigstens führen kann, denn dadurch hat man ja noch nichts verändert. Aber ein gewisses Potenzial für Veränderungen wäre da. Ich möchte jene, die vielleicht noch zweifeln, bitten, dem Postulat zuzustimmen.

La présidente. Nous votons sur le postulat «Frein à l'endettement: adapté à la conjoncture?» Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet du postulat

Oui 47

Non 92

Abstentions 2

La présidente. Vous avez refusé ce postulat.

Affaire 2013.1550

N° de l'intervention: 320-2013

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 25.11.2013

Déposée par: Hügli (Biel/Bienne, PS)
(porte-parole)

Cosignataires: 28

N° d'ACE: 503/2014 du 23 avril 2014

Direction: Direction des finances

Conséquences de la réforme II de l'imposition des entreprises

Le Conseil-exécutif est chargé de présenter un rapport sur les pertes de recettes fiscales ayant résulté pour le canton de Berne de la réforme II de l'imposition des entreprises.

Le rapport établira la comparaison entre la situation d'avant la réforme et celle qui a suivi l'entrée en vigueur des différents éléments de la réforme II de l'imposition des entreprises (imposition partielle des dividendes, élargissement de la déduction pour participation, imputation de l'impôt sur le bénéfice à l'impôt sur le capital, introduction du principe de l'apport en capital etc.). Il fera état séparément, par mesure et par année fiscale, des pertes fiscales qui en ont résulté.

Développement

Les mesures prévues dans la réforme II de l'imposition des entreprises sont entrées en vigueur, et il est déjà question d'une réforme III. Autant dire qu'il est temps de faire le bilan des effets de la dernière réforme. Surtout qu'avant même la votation et après, les spéculations allaient bon train sur les

conséquences financières négatives de la réforme pour la Confédération et les cantons. Le rapport sera l'occasion de présenter enfin les chiffres réels à cet égard.

Réponse du Conseil-exécutif

La conseillère nationale Badran avait présenté une requête similaire au Conseil fédéral en 2012 ([12.3481](#)). Dans sa réponse du 29 août 2012, le Conseil fédéral s'était déclaré favorable à l'établissement d'un rapport sur le sujet, en dépit des difficultés qu'allait présenter la collecte des données. Contre l'avis du Conseil fédéral, le parlement fédéral avait finalement rejeté ce postulat le 14 décembre 2012. Il avait appris que des estimations de la baisse des rentrées fiscales due à l'instauration du principe de l'apport de capital (PAC) avaient été communiquées à diverses occasions (cf. réponse du Conseil fédéral du 10 décembre 2012 à la question de la conseillère nationale Leutenegger Oberholzer; [12.5506](#)) et avait en conséquence décidé de ne pas approfondir les calculs.

A l'époque, le parlement fédéral se souciait avant tout d'examiner l'opportunité d'adapter le PAC. Dans sa réponse aux motions Levrat ([11.3189](#)) et Leutenegger Oberholzer ([11.3199](#)), le Conseil fédéral avait annoncé dès avril 2011 qu'il allait rechercher des moyens de limiter le recul des rentrées fiscales du côté du droit des sociétés et du droit fiscal. En novembre 2012, il avait également recommandé l'adoption d'une motion de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats ([12.3972](#)). Celle-ci ne revenait pas sur le principe de l'apport de capital, mais demandait que le recul des rentrées fiscales soit compensé soit par le biais d'une loi spécifique, soit dans le cadre de la troisième réforme de l'imposition des entreprises.

Le parlement fédéral a finalement rejeté l'ensemble de ces interventions parlementaires, au principal motif que le recul des rentrées fiscales n'avait pas été aussi important qu'on l'avait craint et qu'il était contrebalancé par des rentrées fiscales du même ordre.

Economiesuisse a publié une synthèse des retombées financières de la deuxième réforme de l'imposition des entreprises dans une fiche d'information PAC³. Suite aux décisions prises par le parlement fédéral en mars 2013, economiesuisse indiquait : « D'après des spécialistes, quinze grandes sociétés internationales au moins ont implanté leur siège en Suisse depuis 2008. Celles-ci ne seraient pas venues sans le PAC. Les effets du PAC sur la place économique ont été sous-estimés avant son introduction. Inattaquable au niveau international, ce principe s'est révélé être un atout de taille pour attirer des groupes mondiaux à forte intensité de capitaux. L'implantation de nouvelles entreprises a créé des emplois et augmenté le substrat fiscal. D'après des estimations, les recettes supplémentaires à court terme pourraient atteindre 100 voire 150 millions de francs par an. Et à long terme, on peut s'attendre à une

augmentation des recettes fiscales de l'ordre de 400 millions de francs et à la poursuite des créations d'emplois. »⁴

Dans le canton de Berne, l'évolution du produit des impôts cantonaux et communaux des personnes physiques et des personnes morales montre que les rentrées fiscales n'ont pas reculé non plus, contrairement à ce que l'on avait craint. Le produit de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et celui de l'impôt sur le bénéfice des personnes morales a plutôt progressé ces dernières années. La baisse du produit de l'impôt sur le capital en 2011 est la conséquence (prévue) de l'imputation de l'impôt sur le bénéfice à l'impôt sur le capital. Le recul du produit de l'impôt sur la fortune en 2011 est la conséquence (également prévue) de la baisse du barème d'imposition et des adaptations apportées au frein à l'impôt sur la fortune.

³ [Faktenblatt Kapitaleinlageprinzip](#) du 25.02.2013 (fiche d'information sur le principe de l'apport de capital; uniquement en allemand)

⁴ Cf. [compte rendu de la 3^e session du printemps 2013](#) d'economiesuisse, du 25 mars 2013

Produit fiscal cantonal en millions de francs (au 12.03.2014)

	2008	2009	2010	2011	2012
Personnes physiques					
Impôt sur le revenu	2 956,88	3 104,49	3 163,56	3 174,90	3 100,60
Impôt sur la fortune	318,50	326,16	327,08	297,25	291,11
Personnes morales					
Impôt sur le bénéfice	408,21	457,25	439,03	444,66	504,72
Impôt sur le capital	36,02	38,91	39,64	16,41	15,87

Ces chiffres confirment dans l'ensemble le montant du recul des rentrées fiscales qui avait été estimé dans le cadre de la révision partielle de la loi sur les impôts, arrêtée le 23 mars 2010.

En conséquence, le Conseil-exécutif ne voit pour le moment aucune nécessité de refaire des calculs à l'échelon cantonal, d'autant que les ressources humaines de l'Intendance des impôts sont limitées.

Le Conseil-exécutif propose donc le rejet de cette motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire 91. Motion de M. Hügli, «Conséquences de la réforme II de l'imposition des entreprises». M. Hügli a la parole.

Daniel Hügli, Biel/Bienne (PS). Ich danke zunächst einmal dem Regierungsrat für seine Antwort. Diese Antwort könnte man in drei Teile unterteilen. Zuerst haben wir eine Behandlung der Diskussion, die auf Bundesebene stattgefunden hat. Zweitens folgt ein recht langes Zitat von Economiesuisse. Drittens folgen ein paar wenige Zahlen, die in einer Tabelle über den Kanton Bern stehen. Interessant war für mich vor allem das Zitat von Economiesuisse. Wenn der SP-Grossrat und Gewerkschafter Daniel Hügli Karl Marx zitiert, dann ist dies nicht so erstaunlich. Wenn aber der Regierungsrat des Kantons Bern eine Organisation zitiert, die am liebsten das Paradies für Aktionäre schaffen würde, dann überrascht dies schon eher. Economiesuisse stützt sich auf sogenannte Fachleute. Darunter befand sich wahrscheinlich auch die Meinung grosser Steuervermeidungsberater. Wie verlässlich diese Angaben sind, kann man sich fragen. (*Hilarité*) Ganz allgemein kann man feststellen, dass das Aktionärseinkommen unbesteuert ist, ganz im Gegensatz zu dem, was diese Organisation meint. Jetzt konnten wir diese Zahlen und Aussagen in der Antwort des Regierungsrates lesen. Auch die eidgenössische Steuerverwaltung hat einzelne Berichte verfasst. Ich zitiere zum Kapitaleinlageprinzip (KEP): «Vom KEP wurde rege Gebrauch gemacht, was zu unerwartet hohen Mindereinnahmen führte. 2011 kam es bei der Verrechnungssteuer zu geschätzten Mindereinnahmen in Höhe von 1,2 Mrd. Franken. Ab 2012 werden jährliche Steuerausfälle von 200 bis 300 Mio. Franken bei der Verrechnungssteuer und 200 bis 300 Mio. Franken bei den Einkommenssteuern von Bund, Kantonen und Gemeinden erwartet.» Noch etwas zu den Zahlen aus der Tabelle. Diese geben nicht wirklich eine Antwort auf die Frage, die ich gestellt habe. Die Entwicklung der Einnahmen bei der Einkommenssteuer ist nicht die geeignete Kennzahl,

um die Auswirkungen der Unternehmenssteuerreform II abzuschätzen, weil noch viele andere Faktoren auf diese Kennzahl einen Einfluss haben. Viel interessanter hingegen wäre es, die Entwicklung der Vermögenserträge der natürlichen Personen seit der Einführung der Unternehmenssteuerreform II anzuschauen. Dort kommen nämlich das KEP und das Teilbesteuerungsverfahren für Beteiligungen voll zum Tragen. Weiter sieht man, dass die Erträge der Kapitalsteuer von juristischen Personen seit 2011 um über 20 Mio. Franken pro Jahr zurückgegangen sind. Die Anrechnung der Kapitalsteuer an die Gewinnsteuer ist ein Bestandteil der Unternehmenssteuerreform II, und die daraus resultierenden Steuerausfälle sind deshalb eine direkte Folge davon. Es stellt sich weniger die Frage, ob diese Steuerausfälle durch die Unternehmenssteuerreform II mit anderen Einnahmen kompensiert werden konnten. Die richtige und wichtige Frage, die wir uns hier drin stellen müssen, ist folgende: Wie viel höher wären die Steuereinnahmen ohne Unternehmenssteuerreform II gewesen? Ich bitte Sie deshalb, diese Motion zu unterstützen.

La présidente. Pour le PBD, M. Leuenberger, et je prie les porte-parole de groupe de s'annoncer.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Wir haben hier drin ein gespanntes Verhältnis zu Motionen, die auf Bundesebene etwas verändern sollen. In diesem Parlament spielen wir immer ein wenig den kleinen Nationalrat. Die vorliegende Motion tut jetzt genau das Gegenteil. Hier ist nämlich eine Forderung auf dem Tapet, die auf den Kanton Bern gemünzt ist. Eigentlich wurde sie auf Bundesebene schon mehrmals eingegeben, aber dort hatte sie keine Chance, und jetzt probiert man es noch hier im Kanton Bern. Wir erachten den Vorstoss nicht als sinnvoll. Vor allem erachten wir die Erstellung eines Berichts durch die Steuerverwaltung nicht als sinnvoll. Einen Bericht zu erstellen, ist kein probates Mittel, um entweder die Einnahmen beim Kanton Bern zu erhöhen oder die Ausgaben zu kürzen. Darum lehnen wir diesen Vorstoss ab und bitten Sie, dies ebenfalls zu tun.

Roberto Bernasconi, Malleray (PS). Le groupe socialiste vous demande de soutenir cette motion. La conjoncture de ces dernières années a montré que les rentrées fiscales étaient en augmentation de façon générale. La baisse du nouveau régime était bien sûr prévue, mais on ne sait pas exactement la réelle conséquence de cette nouvelle imposition. Seul un rapport détaillé pourrait montrer les réelles conséquences de cette révision. Ce rapport démontrerait si

la différence et l'augmentation des rentrées fiscales seraient dues à la conjoncture ou à la nouvelle imposition. C'est pour cette raison que le groupe socialiste vous demande de soutenir la motion de M. Hügli.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Der Bericht, welchen die Motion fordert, hilft uns in der Frage, was die Unternehmenssteuerreform II tatsächlich fiskalisch bedeutet hat, keinen Schritt weiter. Als Unternehmer habe auch ich im Vorfeld dieser Steuerreform von den Treuhändern die entsprechenden Dokumente erhalten. Die Treuhänder sagten uns: «Schauen Sie, da ist etwas am Werden mit der Dividendenbesteuerung, warten Sie am besten.» Die Dividendenbesteuerung selbst respektive die Auszahlung der Dividenden ist bekanntlich zeitlich nicht an ein Rechnungsjahr gebunden. Ich kann also ganz gut meinen Ertrag, den ich mit der Firma erwirtschaftete, aufs nächste und übernächste Jahr übertragen und erst dann die Dividende auszahlen, wenn ich dies als sinnvoll erachte. Jetzt analysieren zu wollen, wie viele Firmen tatsächlich gewartet haben, ist ein recht schwieriges Unterfangen. Für Firmen, die, wie im Gewerbe üblich, keine Dividenden auszahlen oder nur sehr kleine, ist dies nicht wesentlich. Aber genau dort, wo es von Bedeutung wäre, hat man eben eine entsprechende Taktik. Bei den Publikumsgesellschaften ist es wieder anders, denn dort gilt unter anderem wegen der Wechselkurse ein anderes Gesetz. Darum machen Sie sich nicht die Mühe, irgendetwas erfassen oder erklären zu wollen, wenn es mit normalem Menschenverstand nichts zu erfassen gibt.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Ich bin schon etwas erstaunt über die Voten der bürgerlichen Vorredner. Wir wissen, dass die Unternehmenssteuerreformen I, II und III grosse Brocken, wenn ich das so sagen darf, und bedeutende Instrumente sind, um die Steuern festzulegen. Dies hat auch mit dem Steuerföderalismus zu tun, damit, dass jeder Kanton auch noch legiferiert. Ich habe heute von der Finanzdirektorin gehört, dass man bezüglich der Unternehmenssteuerreform III erwarten müsse, dass auch diese mit schwarzen Wolken verbunden sein könne. Das heisst, sie hat durchaus einen Einfluss auf die kantonale Finanzpolitik. Darum ist es nur richtig, dass wir genau hinschauen, welche Konsequenzen die Unternehmenssteuerreform II für den Kanton Bern hatte, um Lehren für die Zukunft daraus zu ziehen. Ich erinnere daran, dass die Unternehmenssteuerreform II sicher keine KMU-Reform war. Das hat auch der Vorredner der EVP gesagt. Es geht um Grosskonzerne, die dank einer neuen Steuerlücke Steuerbefreiung bei der Dividende geniessen und diese jetzt nutzen können. Von daher ist es richtig und wichtig, dass wir hier auch Transparenz über das Ausmass haben. Daher unterstützen wir als Grüne diesen Vorstoss. Er verlangt bekanntlich einen Bericht, das heisst, Informationen zur Kenntnisnahme für den Grossen Rat. Dies ist wichtig für unsere kantonale Steuerpolitik, aber auch um den Kanton Bern in der schweizerischen Steuerdiskussion zu positionieren. Ich erinnere daran, dass der Kanton Bern, vertreten durch die Regierung, sich in den Vernehmlassungen immer wieder einbringt. Es ist deshalb wichtig, dass wir hier Informationen darüber haben, was die Unternehmenssteuerreform II im Kanton Bern wem gebracht hat. Vielleicht würden wir staunen, wenn wir wüssten,

wer von der Reform profitiert hat und wer nicht. Wahrscheinlich haben die KMU nicht profitiert.

Sabine Kronenberg, Biel/Bienne (pvl). Wie der Regierungsrat in seiner Antwort darlegt, sind die befürchteten Mindereinnahmen auf Bundesebene nicht abzusehen. Entsprechend hat man von Massnahmen zur Reduktion von Mindereinnahmen auch abgesehen. Mit demselben Sachverhalt ist auch im Kanton zu rechnen. Weitere Abklärungen bringen einen zusätzlichen Verwaltungsaufwand und sind aus unserer Sicht nicht zielführend. Ausserdem wird die KEP inzwischen bei der Unternehmenssteuerreform III als separate Vorlage behandelt, um einen adäquaten Umgang mit allfälligen Mindereinnahmen zu erarbeiten. Dies ist nicht unsere Flughöhe. Die glp-Fraktion stimmt daher geschlossen wie der Regierungsrat und lehnt diesen Vorstoss ab.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR). Die FDP wird diese Motion nicht unterstützen. Ich will die Punkte der Kollegen Leuenberger und Wenger nicht nochmals wiederholen. Doch zum Votum von Frau Imboden möchte ich etwas sagen: In den letzten Jahren sind auf die Unternehmer, auch auf die KMU, zusätzliche Belastungen hinzugekommen. Es gab neue Abgaben. Man spricht bereits jetzt von Kompensationsabgaben. Im Kanton Bern, der ja im Moment nicht der attraktivste Kanton ist für Unternehmensansiedlungen, müssen wir aufpassen, welche Signale wir aussenden. Wenn wir jetzt Bundesbeschlüsse auf kantonale Auswirkungen hin überprüfen und kurz nach der Reform Detektiv spielen wollen, senden wir ungünstige Signale aus. Darum wird die FDP die Motion nicht unterstützen.

La présidente. M. Iseli pour l'UDC. Y a-t-il encore des porte-parole de groupe? Des intervenants personnels? C'est à vous, M. Iseli.

Iseli, Jürg, Zwieselberg (UDC). Es ist kein Geheimnis: Die SVP lehnt diese Motion einstimmig ab. Zum jetzigen Zeitpunkt Berichte zu verfassen, die auf nationaler Ebene durchs Band weg abgelehnt wurden, ist wohl nicht gerade das, was der Kanton Bern nötig hat. Auf Bundesebene wäre es eventuell richtig gewesen, aber auf Kantonsebene sicher nicht. Ich bitte Sie, die Motion abzulehnen, wie es die SVP-Fraktion tut.

Beatrice Simon-Jungi, directrice des finances. Das Thema – es wurde schon gesagt – hat letztes Jahr auf eidgenössischer Ebene Diskussionen ausgelöst, welche die Unternehmenssteuerreform II und ihre Auswirkungen betrafen. Sowohl im Nationalrat wie auch im Ständerat ist dieses Anliegen klar und deutlich abgelehnt worden, weil diese Reform – so zumindest wurde argumentiert – nicht die befürchteten und vorhergesagten Mindereinnahmen gebracht hat. Die Unternehmenssteuerreform III hingegen ist das Thema, welches uns im Kanton Bern interessiert. Und hier müssen wir genau hinschauen. Das beschäftigt mich und meine Leute sehr intensiv. Ich möchte die Kraft und die Ressourcen dafür einsetzen, dass wir uns primär dort einbringen. Nicht für einen Bericht, mit dem wir vor allem eine Vergangenheitsbewältigung betreiben, die letztendlich niemandem etwas bringt. Man kann die Unter-

nehmenssteuerreform II nicht eins zu eins auf die Unternehmenssteuerreform III übertragen. Sie wissen, die Finanzdirektion hat als ASP-Massnahme Personal abgebaut. Ich habe also weniger Leute, es fehlen mehr als 20 Personen. Deshalb möchte ich Sie dringend bitten, dass die Ressourcen dieser wenigen Leute nicht für Berichte eingesetzt werden müssen, die uns letztendlich nicht das bringen, was wir uns erhoffen. Wir wollen uns vielmehr für die Zukunft stark machen und uns engagieren. Der Regierungsrat sieht deshalb keinen Anlass, einen solchen Bericht zu erstellen, und lehnt die Motion ab.

La présidente. Nous passons tout de suite au vote. Motion de M. Hügli «Conséquences de la réforme II de l'imposition des entreprises». Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 42

Non 96

Abstentions 1

La présidente. Vous avez refusé cette motion.

Affaire 2013.1561

N° de l'intervention: 326-2013
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 26.11.2013
 Déposée par: Wenger (Spiez, PEV)
 (porte-parole)
 Gsteiger (Eschert, PEV)
 Muntwyler (Berne, Les Verts)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 505/2014 du 23 avril 2014
 Direction: Direction des finances

Financement de la caisse de compensation pour allocations familiales

Le Conseil-exécutif est chargé d'intervenir auprès des autorités fédérales en faveur d'une réforme fiscale écologique ayant pour résultat que la caisse de compensation pour allocations familiales soit financée par les taxes sur l'énergie.

L'article 16 de la loi fédérale sur les allocations familiales (LAFam) devra être modifié pour que les cotisations ne soient plus calculées uniquement sur la base du revenu du travail, mais aussi sur la consommation d'énergies non renouvelables.

Développement

En Suisse, les charges salariales sont très lourdes. Dans bon nombre de branches, les entreprises ne sont plus compétitives, les coûts étant trop élevés. La création d'emplois est sanctionnée et leur délocalisation à l'étranger au contraire récompensée. La plupart des charges salariales échappent à l'influence des cantons, qui ne règlent plus que

le financement de la caisse de compensation pour allocations familiales. Or, ce financement se prête particulièrement bien à un report des charges sociales sur les ressources non renouvelables.

La situation est tout autre dans le domaine de l'énergie. Ceux qui contribuent à l'augmentation de la consommation peuvent peut-être même être récompensés par des tarifs plus avantageux. Cette incitation négative pourrait être corrigée par la taxation de la consommation d'énergie plutôt que du travail.

C'est pourquoi la caisse de compensation pour allocations familiales doit être financée non plus par les cotisations de l'employeur mais par les taxes sur la consommation de courant. Pour la promotion de l'énergie renouvelable, sa consommation sera entièrement ou partiellement exemptée de taxes. Ceux qui produisent du courant pour leur propre approvisionnement en seront également exemptés.

Un tel système vaudra au canton de Berne un avantage dans la concurrence sur le marché de l'emploi. Les processus de production impliquant une forte consommation d'énergie pour un petit nombre d'emplois deviendront peut-être ainsi plus rares. Dans la meilleure des hypothèses, les produits résultant d'une forte consommation d'énergie seront remplacés par des objets fabriqués avec des ressources en énergie plus limitées. Dans la pratique, il n'y a pas concurrence entre les entreprises de production et les entreprises de services. Etant donné qu'on ne fera que reporter les charges d'exploitation, les entreprises de production ne seront pas pénalisées.

Réponse du Conseil-exécutif

Les motionnaires avaient déposé une motion de même teneur le 26 mars 2013 ([motion 111-2013](#)), avant de la retirer le 8 octobre suivant. La présente motion diffère de la première en ce qu'elle ne réclame plus le dépôt d'une initiative cantonale. Elle demande simplement au Conseil-exécutif d'intervenir auprès des autorités fédérales en faveur d'une réforme fiscale écologique telle que la caisse de compensation familiale soit financée par le produit de la taxe sur l'énergie.

Le 4 septembre 2013, le Conseil fédéral a adopté le message relatif à la Stratégie énergétique 2050⁵. L'objectif de ce premier train de mesures est de transformer par étape l'approvisionnement énergétique de la Suisse d'ici 2050, en réduisant la consommation d'énergie et en développant les énergies renouvelables sur la période d'une manière économiquement supportable. Pour l'après 2020, une nouvelle orientation commune sera donnée aux politiques énergétiques et climatiques. Dans ce cadre, il est notamment prévu de remplacer progressivement le système d'encouragement actuel par un système incitatif, comprenant une taxe sur l'énergie, dont le produit sera redistribué à la population et aux entreprises. Cette taxe sur l'énergie pourra frapper tant l'électricité que les combustibles et les carburants. Son produit sera redistribué à la population et aux entreprises. Budgétairement neutre, ce système permettra d'atteindre

⁵ Lien: <http://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2013/6771.pdf>

les objectifs énergétiques et climatiques sans augmenter l'impôt⁶.

Les motionnaires souhaitent que le Conseil-exécutif interviene auprès des autorités fédérales pour que la caisse de compensation pour allocations familiales puisse être financée au moyen du produit de la taxe sur l'énergie. Cette revendication s'inscrit dans les objectifs de la Stratégie énergétique 2050.

Le Conseil-exécutif est d'accord pour défendre cette revendication le moment venu lors des débats sur la deuxième phase de la Stratégie énergétique 2050. Il souligne qu'il n'approfondira l'étude de la proposition concrète formulée dans la motion qu'au moment de rendre son avis sur la deuxième phase de la Stratégie énergétique 2050 et qu'il ne peut pas se prononcer dès maintenant.

- Premièrement, les modalités de mise en œuvre de cette proposition sont importantes pour en évaluer l'opportunité et doivent donc faire l'objet d'une étude approfondie. Par exemple, le financement de la caisse de compensation pour allocations familiales par le produit de la taxe sur l'énergie aurait une double fonction : incitative et fiscale. Cette dualité pourrait être antagoniste et poser des problèmes d'efficacité et d'application. Il est inconcevable d'inciter au recours aux énergies renouvelables par le seul biais des allocations familiales. Leur rôle est de compenser partiellement les frais supplémentaires liés à l'entretien des enfants et doit le rester. Le système actuel génère suffisamment de recettes pour financer les allocations familiales aux ayants droit. L'extension de la base de cotisation à la consommation d'énergies non renouvelables ne doit pas mettre en péril le financement des allocations familiales.
- Deuxièmement, il faudra examiner si la proposition est cohérente avec la Stratégie énergétique 2050 dans sa globalité et si elle ne compliquera pas trop le système fiscal dans son ensemble (impôts et taxes), et il faudra s'assurer que les nouvelles taxes incitatives ne contre-carrent pas les effets d'impôts ou taxes déjà en place.

Par souci de cohérence, le Conseil-exécutif entend pour l'instant se consacrer à la mise en œuvre du premier train de mesures. Il n'étudiera toutes les options envisageables pour mettre en place le système incitatif prévu qu'au moment de la deuxième phase annoncée.

Le Conseil-exécutif propose l'adoption sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons tout de suite à l'affaire 92. Motion de M. Wenger «Financement de la caisse de compensation pour allocations familiales». Sur le programme, il est indiqué que cette motion est en débat réduit, ce qui est faux, ce devrait être un débat libre, car ce n'est pas une motion à valeur de directive. Est-ce que le débat libre est contesté? – Ce n'est pas le cas. M. Wenger, vous avez la parole.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Zum Abschluss der Finanzdiskussion habe ich für Sie noch ein sehr interessantes

Postulat. Das heisst, ich habe, wie von der Regierung vorgeschlagen, die Motion in ein Postulat umgewandelt. Energie statt Arbeit mit Taxen zu belasten, dies ist die Absicht, die dahintersteckt und die auf verschiedenen Ebenen ganz viele Vorteile bringt, insbesondere bei den produzierenden KMU. Wir haben schon gehört, dass die Arbeitslosigkeit im Kanton Bern von 2,4 auf 2,3 Prozent gesunken ist. Da könnte man eigentlich sagen, es sei alles im grünen Bereich. Die Tatsachen an der Front sehen leider anders aus. Im produzierenden Gewerbe haben wir seit dem Wechselkurs zum Euro von 1,20 Franken gravierende Schwierigkeiten. Das heisst, immer mehr handwerkliche Leistungen werden in den Osten ausgelagert, oder die Firmen kaufen ihre Produkte im Osten ein und erzielen damit grössere Gewinne. Aber die entsprechenden handwerklichen Arbeiten fallen weg. Für unsere Strukturen, für unser soziales Gefüge ist es sehr wichtig, dass die paar 10 000 Mitarbeiter, die handwerkliche Arbeiten verrichten, ihre Arbeit weiterhin machen können. Diese Arbeitsplätze sind höchst gefährdet. Wir haben seit dem Jahr 2012 den Import in diesen Bereichen um mehr als 100 Prozent gesteigert. Diese Zahlen geben mir zu denken. Wir können Einfluss nehmen. Wenn wir das nicht tun, wird die ganze ökologische Steuerreform nach anderen Gesichtspunkten als nach jenen der KMU geschrieben. Für uns KMU wäre es wichtig, dass wir nicht irgendwelche Lenkungsabgaben einführen, bei denen der Bund irgendwo Geld einkassiert und irgendwo wieder verteilt und danach wieder einkassiert, sondern dass dies am richtigen Ort geschieht. Dazu eignet sich die Familienausgleichskasse am besten. Darum möchte ich, dass sich der Regierungsrat auf schweizerischer Ebene für eine KMU-freundliche Version der ökologischen Steuerreform einsetzt. Es wird ja mit dem heutigen Entscheid noch nichts beschlossen, sondern wir möchten, dass sich die Regierung für uns KMU, vor allem für die produzierenden Betriebe im Kanton Bern, einsetzt, damit möglichst viele niederschwellige Arbeitsplätze erhalten bleiben. Ich habe noch eine Bitte an die Fraktionssprecher: Ich habe schon im Vorfeld von verschiedenen Personen gehört, es sei schon gut, man müsse irgendetwas tun, aber dies sei nicht die richtige Lösung. Mich interessiert natürlich, was denn die richtige Lösung wäre. Darum bin ich sehr offen für Vorschläge, die schlussendlich für die wirtschaftliche Existenz von uns produzierenden KMU hilfreich sind. Ich bin gespannt auf Ihre Voten.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (PBD). Wie auch andere Sozialversicherungen wird die Familienausgleichskasse nach dem Solidaritätsprinzip ausgerichtet. Der Arbeitgeber bezahlt proportional zur AHV-pflichtigen Lohnsumme in die kantonale Ausgleichskasse ein. Die kantonale Ausgleichskasse bezahlt dann über den Arbeitgeber diese Zulagen an die berechtigten Familien aus, unabhängig davon, ob ein Arbeitgeber viele Arbeitnehmer mit Familie beschäftigt oder nicht. Dieser Solidaritätsgedanke trägt uns in sehr vielen Bereichen unseres öffentlichen, gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Zusammenlebens, und dieser Solidaritätsgedanke ist auch ein grosses Plus unserer Gesellschaft. Dieser Gedanke soll nun in einem Bereich der Sozialversicherungen gebrochen, ausgehebelt oder ganz einfach verlagert werden. Jetzt sollten auf einmal Energieabgaben, also Stromgebühren, dazu verwendet werden, die

⁶ Cf. [Message](#) à partir de la page 41

Familienausgleichskasse zu finanzieren. Die Aufwendungen für die Arbeitsleistung werden um die entsprechenden Beiträge entlastet, und auf der anderen Seite wird die Energie im selben Ausmass belastet. Die Bevorteilung jener Betriebe, die sich alternativen Strom leisten können oder überhaupt Zugang dazu haben – und alternativer Strom ist heute einfach noch nicht für alle erschwinglich –, ist auch gleich in die Motionsbegründung eingebaut. Sie schreiben: «Wer für die Eigenversorgung Strom produziert, zahlt keine Gebühren.» Irgendwie kommt mir da etwas in den Sinn, das auch mit Gebühren zu tun hatte. Derjenige, der diese Geschichte erfunden hat, hat letztlich seine Strassensteuern als Garagist gleich mit abgeschafft. (*Hilarité*) Selbstverständlich kann man dies so sehen wie die Motionäre. Grundsätzlich kann man hinter jedem System einen Solidaritätsgedanken, einen Missbrauch, eine Bevorteilung oder eine Ungerechtigkeit finden. Die BDP-Fraktion ist der Meinung, dass der Zusammenhang mit den Sozialversicherungen – und dazu gehört halt auch die Familienzulage – eher bei der Arbeitsleistung als beim Energieverbrauch zu suchen ist. Wenn Änderungen bei den Familienausgleichskassen angestrebt werden sollen, müssten diese aus unserer Sicht vielmehr darauf hinzielen, dass der Beitragssatz nicht in jedem Kanton und bei jeder Familienausgleichskasse unterschiedlich berechnet und gehandhabt wird. Mit einer Vereinheitlichung könnte man der Meinung der Motionäre entgegenwirken, die sagen, die Arbeitsleistung würde mit den verschiedenen Lohnnebenkosten verteuert. Auch könnte man der Standortkonkurrenz in unserem Land ein bisschen entgegenwirken. Die BDP sieht den Sinn und den Nutzen dieses Anliegens nicht und lehnt deshalb auch das Postulat ab.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Markus Wenger hat es gesagt: Man sollte eigentlich die Energie anstelle der Arbeit belasten. Dies ist ganz auf der Linie der glp. Es ist einer unserer Grundsätze, dass man die Energie besteuern soll und die ganzen Wirtschaftsströme ein wenig lenkt. Uns ist dieser Vorstoss sehr sympathisch. Er ist ein Postulat. Als Postulat möchten wir ihn gerne nach Bern schicken, damit man sich zusammen mit der Energiestrategie 2015, die man ja jetzt aufgleist, berücksichtigt. Um es ganz kurz zu fassen: Die glp bittet Sie, dieses Postulat anzunehmen.

Christoph Berger, Aeschi (UDC). Wir haben es gehört: Die Motionäre möchten mit diesem Vorstoss bewirken, dass die Familienausgleichskassen neu über Energieabgaben finanziert werden können. Sie stellen zwar zu Recht fest, dass die Schweizer Arbeitsplätze durch verschiedene Lohnnebenkosten verteuert werden. Aber diese Lohnnebenkosten – wie hier die Kosten der Familienausgleichskasse – in einen Zusammenhang mit dem Energieverbrauch eines Betriebs zu setzen, scheint uns doch recht fantasievoll. Es wäre sicher zu begrüßen, wenn möglichst viele KMU auf erneuerbaren Strom setzen könnten. Aber dies setzt auch entsprechende Investitionen oder Mehrkosten voraus, und viele KMU-Betriebe laufen schon heute am Anschlag. Sie können sich solche zusätzlichen Ausgaben schlichtweg nicht leisten. Dann ist auch zu beachten, dass gewisse Branchen für ihre Produktion viel Energie verbrauchen müssen. Und es kann doch auch nicht im Sinn der Antragsteller sein, all diese Unternehmen mit der Finanzierung der Familienausgleichskassen zu bestrafen.

Ich kann mir schlecht vorstellen, dass sich die ökologische Lenkungsabgabe für die Finanzierung der Familienausgleichskassen eignet. Die SVP lehnt den Vorstoss auch als Postulat ab.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Der Kollege Wenger hat nach neuen Ideen gefragt. Man könnte anstelle des Stroms zum Beispiel die Handynutzung besteuern, die wird ja noch nicht besteuert. Aber jetzt ernsthaft: Es ist ein untauglicher Vorschlag, die Finanzierung der Kinderzulagen auf die Grundlage einer Lenkungsabgabe zu stellen. Stellen Sie sich vor, was passiert, wenn die Lenkung Wirkung zeigt und keine Mittel mehr vorhanden sind. Zahlen wir dann keine Kinderzulagen mehr aus? Das kanns ja nicht sein. Ausserdem muss ich auch zu diesem Vorstoss sagen, dass er definitiv die falsche Flughöhe aufweist. Der Vorstoss wäre auf Bundesebene einzureichen und Lösungen wären dort zu diskutieren. Ein Postulat macht hier ebenso wenig Sinn. Es heisst, der Regierungsrat solle prüfen, ob er sich auf eidgenössischer Ebene einsetzen wolle. Das kann man dem Regierungsrat sonst auch bei einem Kaffee sagen. (*Hilarité*)

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Ich kann mich ganz kurz fassen. Grundsätzlich wäre es zwar richtig, wenn die Arbeitgeberbeiträge reduziert werden könnten, sind doch die Lohnkosten in der Schweiz extrem hoch. Aus Sicht der FDP ist die Verknüpfung von Ökologie und Familienausgleichskassen jedoch kaum jemals realisierbar und deshalb auch nicht der richtige Ansatz. Darum lehnt die FDP-Fraktion auch das Postulat ab.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Als wir die Motion der Grossräte Wenger, Gsteiger und Muntwyler lasen, wussten wir zuerst nicht, welches Ziel mit dieser Forderung verfolgt wird. Geht es um Sozialpolitik, Wirtschaftspolitik, Finanzpolitik oder Energiepolitik? Im Zusammenhang mit dem Traktandum 80, der Motion «Direkte Auszahlung der Kinderzulagen – Bürokratieabbau», haben wir schon gemerkt, dass es hier anscheinend um ein gewerbliches Anliegen geht. Wir haben verstanden, dass die Abrechnung mit der Familienausgleichskasse für KMU sehr aufwendig ist und die hohen Sozialabgaben für die Arbeitgeber belastend sind. Wir haben auch verstanden, dass die Finanzierung der Familienausgleichskasse über die Energieabgaben relativ einfach machbar wäre. Aber irgendwie ist der Funke in unserer Fraktion nicht ganz gesprungen. Ist es sinnvoll, mit Energieabgaben gerade die Familienausgleichskassen zu finanzieren, wo es doch dort im Moment gar keine Finanzierungsschwierigkeiten gibt? Die Finanzierung über die Lohnprozente erscheint uns eigentlich fair und transparent. Es ist auch nicht klar, warum Firmen, die viel Energie verbrauchen, gerade für die Familienausgleichskasse mehr bezahlen sollen als energiesparende Firmen. Eine weitere Frage stellt sich uns wegen der Solidarität. Bis jetzt wird die Familienausgleichskasse vollumfänglich über die Arbeitgeberbeiträge finanziert. Wenn man sie jetzt über die Energieabgabe finanzieren würde, würden sich plötzlich alle an diesen Kosten beteiligen müssen. Dies gäbe eine Umverteilung, und man müsste sich die Frage nach der Solidarität stellen. Ein Teil unserer Fraktion kann der Argumentation der Motionäre

folgen und findet die vorgeschlagene Lösung eine diskutab-
le Idee. Die übrigen von uns sehen bei der Finanzierung der
Familienausgleichskasse keinen Handlungsbedarf und
lehnen deshalb die Motion beziehungsweise das Postulat
ab.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). (*La présidente agite sa cloche.*) Das Postulat des Kollegen Wenger, übrigens des
einzigen Fensterfabrikanten im Kanton Bern beziehungs-
weise des letzten, der nicht im Ausland fertigt und dann hier
montiert, spricht ein Thema an, das wichtig ist für den
Werkplatz Schweiz. Nämlich die Frage, wie man sich gegen
Billigprodukte aus dem Ausland wehren kann. Diese Produ-
zenten nutzen das Lohngefälle und die günstigen Transport-
und Energiekosten. Genau hier setzt Kollege Wenger an.
(*La présidente agite sa cloche.*) Das Postulat zeigt eine
Möglichkeit auf, die ungleichen Spiesse etwas anzuglei-
chen. Es handelt sich um ein Langzeit-anliegen, das gut in
die bundesrätliche Energiepolitik eingebettet ist. Sie sehen
das gut erklärt in der Antwort des Regierungsrats. Deshalb
unterstützen die Grünen die Motion, und da sie gewandelt
wurde, auch das Postulat.

La présidente. Pour le PEV, M. Gsteiger. Y a-t-il encore un
porte-parole de groupe? Ce n'est pas le cas. Un intervenant
à titre personnel? Non plus. Nous entendrons ensuite Mme
la directrice des finances.

Gsteiger, Patrick, Eschert (PEV). Le parti évangélique
vous propose d'approuver un postulat qui permet de faire un
petit pas dans la bonne direction. C'est vrai, cette interven-
tion vient tôt dans le débat d'une réforme fiscale écologique,
un débat qui est déjà lancé au niveau fédéral et qui devra
encore être précisé. Pour cette réforme écologique, il faudra
aussi choisir plusieurs options à l'avenir. Mais sachez toute-
fois que le système incitatif, car c'est bien un système incita-
tif que l'on vous propose, est budgétairement neutre. Il per-
mettrait d'atteindre des objectifs écologiques, des objectifs
climatiques, sans augmenter l'impôt. Le Conseil-exécutif,
dans sa réponse, a suggéré un postulat prudent, sachant
que les détails d'une éventuelle mise en œuvre devront
encore être étudiés. Ayons donc une vision moderne pour
notre canton! Nous pouvons être les précurseurs dans le
débat qui a commencé au niveau fédéral. Le parti évangé-
lique vous suggère de soutenir ce postulat, qui, finalement,
à ce stade, ne nous engage pas beaucoup.

La présidente. M. Wenger, l'auteur du postulat, a la parole
avant Mme la directrice. A vous, M. Wenger.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Herzlichen Dank für diese
Diskussion. Ich habe mich speziell gefreut, dass der Vertre-
ter der grössten Fraktion hier im Rat meinen Vorschlag als
fantasievoll bezeichnet hat. Ich denke, genau so müssen wir
in die Zukunft gehen. Mit den alteingesessenen Lösungen
werden wir die Zukunft nicht wesentlich anders gestalten
können, als wir die Vergangenheit erlebt haben. Also müs-
sen wir in Zukunft, wenn wir Sozialpolitik machen, zugleich
die Energiepolitik im Auge haben und schauen, wie sich das
Ganze auf das Gewerbe auswirkt. Dies ist die positive Bot-
schaft, die ich heute vom Rathaus mit nach Hause nehme,

wenn ich mit meiner eigenen Energie, nämlich mit dem
Velo, nach Hause fahre. Merci vielmal. Ich denke, das Ab-
stimmungsergebnis kann ich nicht mehr beeinflussen, auch
wenn ich Sie alle auffordere, jetzt wirklich auf Grün zu drü-
cken.

Beatrice Simon-Jungi, directrice des finances. Jetzt
habe ich wirklich geglaubt, die Motion sei zurückgezogen
worden, denn der Grossrat Wenger konnte ja eine positive
Rückmeldung mitnehmen, aber anscheinend ist dies nicht
der Fall! Deshalb sage ich hier noch etwas dazu. Der Regie-
rungsrat hat in seiner Antwort auf die Motion ja festgehalten,
dass die vom Bundesrat verabschiedete Botschaft zu einer
gesamtschweizerischen Energiestrategie ab dem Jahr 2020
– das ist wichtig, Sie müssen noch schnell zuhören – einen
etappenweisen Übergang vom heutigen Fördersystem zu
einem Lenkungssystem vorsieht. Das Anliegen des Motio-
när's, die Familienausgleichskasse über Lenkungsabgaben
zu finanzieren, liegt ganz auf der Linie des Bundesrats im
Zusammenhang mit der Energiestrategie. Darum wäre der
Regierungsrat bereit gewesen, die jeweiligen Abklärungen
zum gegebenen Zeitpunkt vorzunehmen. Das wäre nicht
heute oder morgen, aber vielleicht übermorgen der Fall
gewesen. Je nach Ergebnis hätte sich der Regierungsrat
beim Bund entsprechend eingebracht. Deshalb hat der
Regierungsrat beantragt, diese Motion als Postulat anzu-
nehmen. Anscheinend hat die Motion keine Chance. Scha-
de hat der Motionär sie nicht zurückgezogen, dann könnte
er vielleicht später noch eine einreichen. Wenn sie abge-
lehnt wird, ist halt Schluss für die laufende Legislatur.

La présidente. Le motionnaire a bien compris le nouveau
droit parlementaire, après la discussion, il ne peut plus reti-
rer (*hilarité*); c'est trop tard! Nous passons au vote sur le
postulat «Financement de la caisse de compensation pour
allocations familiales». J'aimerais bien que vous ne vous
envoliez pas tout de suite après, car avant d'ouvrir la cage,
j'ai encore deux ou trois informations. Donc, ceux qui accep-
tent ce postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet	
Oui	48
Non	79
Abstentions	3

La présidente. Ce postulat a été refusé. J'aimerais encore
expliquer comment nous allons continuer demain. Demain
matin, nous aurons les élections. Dans la première enve-
loppe, nous aurons l'élection du deuxième vice-président du
Grand Conseil, du président ou de la présidente de la CIRE
et la reconduction de la nomination du chef de Contrôle des
finances. Ces trois élections auront des bulletins préimprimés.
En deuxième vote, nous aurons les élections des
juges. Nous continuerons ensuite avec la Direction des
finances, je vous rappelle que nous avons encore une mo-
tion, la motion que vous appelez en allemand UPI, qui
s'appelle en français Audit indépendant de l'informatique:
mettre les recommandations des experts en œuvre. Je me

suis aperçue que cette motion est une motion ayant valeur de directive. Nous avons décidé que toutes les motions ayant valeur de directive faisaient l'objet d'un débat réduit. Est-ce que le débat réduit est contesté? Ce n'est pas le cas, prenez donc note que demain nous serons en débat réduit sur cette motion. Après la Direction des finances, nous commencerons par la loi LPCFfam, et après, nous passerons à la Direction de l'économie publique pour finir par la Direction de l'instruction publique. Il se peut, et je l'espère, que nous commençons avec la Direction de l'instruction publique demain déjà vers midi, et mon espoir est que nous puissions finir demain. Mais je vous rappelle que jeudi matin est une réserve, il faudra donc revenir jeudi matin si nécessaire. Mais l'espoir fait vivre. Je vous souhaite une bonne soirée. La séance est close.

La séance est levée à 18 heures 45.

Les rédactrices :

Sara Ferraro (d)

Catherine Graf (f)



Mercredi 11 juin 2014, 9 heures – 11 heures 45

Huitième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC), présidente du Grand Conseil

Présents : 159 députés. Excusé : Zuber Maxime

Affaire 2014.0331

Election du deuxième vice-président ou de la deuxième vice-présidente

Affaire 2014.0443

Election du président ou de la présidente de la Commission des institutions politiques et des relations extérieures (CIRE)

Affaire 2014.0603

Reconduction de la nomination du chef du Contrôle des finances. Confirmation par le Grand Conseil

Affaire 2014.0578

Election d'un ou une juge germanophone de la Cour suprême (100%), pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Affaire 2014.0574

Election de deux juges germanophones de tribunal régional (100%), pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Affaire 2014.0575

Election d'un ou d'une juge germanophone de tribunal régional (60%), pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Affaire 2014.0576

Election d'un juge commerçant ou d'une juge commerçante francophone (bilingue) du Tribunal de commerce, pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Affaire 2014.0577

Election d'un juge spécialisé ou d'une juge spécialisée francophone de tribunal régional (litiges relevant du droit du travail), pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Délibération groupée des affaires électorales 2014.0331, 2014.0443, 2014.0603, 2014.0578, 2014.0574, 2014.0575, 2014.0576, 2014.0577

La présidente. Je vous prie de prendre place. J'ai quelques informations à vous transmettre. *(La présidente agite sa cloche.)* La séance est ouverte. Tout d'abord, vous avez reçu sur vos tables des fraises et des cerises, ce n'est pas moi qui vous les offre, c'est un cadeau de l'Association des productrices et des producteurs de fruits et de baies du canton de Berne, Soleure et Fribourg. Ils voulaient vous remettre ceci jeudi, mais je leur ai dit que c'était peut-être mieux aujourd'hui à cause de la chaleur *(applaudissements)*. Si je ne me trompe pas, il n'y a personne sur la tribune. Deuxièmement, M. Bernasconi m'a demandé de donner l'information suivante en allemand, mais vous allez écouter et je vais vous dire cela en français quand même. M. Bernasconi et son équipe de football cherchent toujours des footballeurs pour le jeudi 26 juin à Thoun à 18h30, ainsi que le samedi 28 juin à Langnau. Vous n'avez pas besoin d'être professionnels: amateurs et politiciens sont les bienvenus! Je pense que vous avez bien compris, là, les Suisses-allemands sont aussi bien accueillis. *(La présidente agite sa cloche.)* Nous passons maintenant aux élections. Comme je vous l'ai dit hier, nous passons d'abord à l'élection du deuxième vice-président du Grand Conseil, puis à la reconduction de la nomination du chef du Contrôle des finances, et ensuite à l'élection du président de la Commission des institutions politiques et des relations extérieures. Étant donné que pour ces trois élections, nous n'avons qu'un candidat à chaque fois, vous avez des bulletins imprimés. Je donne la parole aux groupes, je vous prie de vous annoncer. Pour l'UDC, M. Brand.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Für das Präsidium der staatspolitischen Kommission darf ich Ihnen im Namen der SVP Walter Messerli vorschlagen. Walter Messerli gehört dem Grossen Rat seit 2006 an. Er ist – kann man sagen – das juristische Gewissen unserer Fraktion. Er war Vizepräsident der Kommission, die das Parlamentsrecht revidierte und es dadurch prägte. Vorher war er auch Präsident der Kommission, die das Gesetz über die politischen Rechte revidierte. Er kennt die Aufgaben, welche die neue Kommission stellt, aus dem Effeff und ist unseres Erachtens die ideale Besetzung für das Präsidium der SAK. Ich bitte Sie, Ihre Stimme Walter Messerli zu geben.

Für das zweite Vizepräsidium des Grossen Rats unterstützen wir, wie vorgeschlagen, Carlos Reinhard und für die Leitung der Finanzkontrolle Thomas Remund.

Adrian Haas, Berne (PLR). Das Präsidium der Finanzkontrolle ist für uns selbstverständlich unbestritten. Auch wir wählen Thomas Remund. Weiter finden wir es toll, dass sich Walter Messerli für das Präsidium der SAK zur Verfügung stellt. Er ist wohl der geborene Präsident dafür. Selbstverständlich werden wir ihn wählen.

Erlauben Sie mir bezüglich des zweiten Vizepräsidenten noch einige Ausführungen: Zuerst danke ich allen Fraktionen – mit einer Ausnahme waren es alle – herzlich, dass sie sich die Zeit nahmen, unseren Kandidaten zu empfangen. Mittlerweile ist Carlos Reinhard wahrscheinlich bekannter als mancher alter Hase im Rat. Gerne möchte ich Ihnen – vor allem auch für Zuhörer auf der Tribüne und fürs Protokoll, die bei den Vorstellungen ja nicht dabei waren – Carlos Reinhard noch kurz vorstellen. Carlos Reinhard ist 42 Jahre alt, verheiratet und Vater zweier Kinder. Er sass sieben Jahre im Thuner Stadtrat und hat beste Erfahrungen auch mit Sachbereichskommissionen, denn dort gibt es solche schon länger als bei uns. Man kann also sagen, dass er über breite politische Erfahrung verfügt. Auch als Unternehmer sammelte Carlos beachtliche Erfahrung. Sie wissen, dass er Chef einer Grosswäscherei mit immerhin rund 80 Mitarbeitenden ist. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich bitte Sie, den FDP-Sitz zu respektieren und dem jungen Ratsmitglied Ihr Vertrauen zu schenken. Wir sind überzeugt, dass er es gut machen wird.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la Commission des finances. Der Vorsteher der Finanzkontrolle ist grundsätzlich der Finanzkommission unterstellt. Ich empfehle Ihnen wärmstens, Thomas Remund für eine weitere Amtsdauer zu wählen. Genau vor vier Jahren wurde er, ein Mann aus der Wirtschaft, hier als neuer Vorsteher der Finanzkontrolle gewählt. Er brachte sein Wissen aus der Wirtschaft ein in den Kanton und betrachtete diesen vielleicht aus einer etwas anderen Optik als sein Vorgänger. Er leistete ausgezeichnete Arbeit; wir sind vollumfänglich zufrieden mit allem, was er gemacht hat. Wir konnten ihn in seiner Arbeit unterstützen, auch wenn dies immer kritisch hinterfragt wurde. Aber es war eine objektive Kritik; somit gibt es keinen Anlass, ihn nicht mehr zu wählen. Ich bitte um die Unterstützung von Thomas Remund für eine weitere Amtsdauer.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Nichts, was ich gleich sagen werde, ist irgendwie persönlich gegen Carlos Reinhard gerichtet. Die EVP bestreitet den Anspruch der FDP auf das zweite Vizepräsidium des Grossen Rats keineswegs. Aber auch bei uns gab dieser Vorschlag zu reden. Ein Teil unserer Fraktion findet, Carlos Reinhard selbst, aber sicher auch die FDP-Fraktion wüssten wohl, welches Risiko er eingehe, als neu gewähltes Mitglied ein solches Amt anzutreten und in zwei Jahren bereits an der Spitze dieses Betriebs hier zu stehen. Ein anderer Teil unserer Fraktion kann sich hingegen nicht vorstellen, einem neu gewählten Mitglied die Stimme zu geben. Wir zweifeln daran, dass es in derart kurzer Zeit möglich ist, den Betrieb, die Abläufe, die 160 Mitglieder und die ganze Kultur des Grossen Rats so zu kennen, um das Amt des Präsidenten in zwei Jahren problemlos bewältigen zu können. Mit dieser Wahl würde zudem ein Präjudiz geschaffen, das einige Fraktionsmitglieder der EVP nicht unterstützen wollen.

Das Amt des Präsidenten des Grossen Rats sollte aus unserer Sicht ernst genommen werden, und wir bedauern, dass die FDP-Fraktion niemanden aus den Reihen ihrer bewährten, bekannten und fähigen Leute für dieses Präsidium vorschlug. Zudem finden wir es sehr unglücklich, dass nach Marc Jost das Präsidium wiederum durch einen Thuner besetzt werden soll. Fazit: aus der Fraktion EVP werden einige Stimmen für Carlos Reinhard kommen, aber nicht alle.

Walter Messerli als Präsident für die SAK ist bei uns nicht bestritten. Wir freuen uns, dass die SVP-Fraktion, entgegen den Befürchtungen des Fraktionspräsidenten, doch noch einen fähigen Mann für dieses Amt fand. Die Wahl von Herrn Thomas Remund als Vorsteher für die Finanzkontrolle bestätigen wir ebenfalls uneingeschränkt.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Ich fange gerade wieder hinten an, nämlich bei Thomas Remund als Vorsteher der Finanzkontrolle. Diese Kandidatur ist auch bei uns nicht bestritten; wir werden ihn wählen. Ebenfalls bekommt Walter Messerli grosse Unterstützung. Der Vorschlag ist gut, wir begrüssen ihn und werden ihn als Präsidenten dieser Kommission ebenfalls wählen. Adrian Haas sagte, Walter Messerli sei der geborene Präsident. Genau dort liegt der Hase im Pfeffer: Keiner wird als Präsident geboren, sondern es braucht einige Erfahrung, einen Anlauf, eine Aufwärmphase, bis man ein solches Amt übernehmen kann. Das führt mich zur Wahl des zweiten Vizepräsidenten. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird den vorgeschlagenen Kandidaten Carlos Reinhard nicht unterstützen. Nicht deshalb, weil er das Potenzial nicht hätte, vielleicht dereinst ein solches Amt zu übernehmen. Vielmehr weil wir wie meine Vorrednerin der Meinung sind, das sei ein Amt, für das man doch ein kleines bisschen wissen müsste, wie es hier läuft; für das man doch vielleicht drei, vier, fünf Jahre im Rat gesessen haben müsste und nicht einfach quasi aus dem Stand heraus Präsident – höchster Berner – wird, diesen Kanton nach aussen zu repräsentieren hat, nicht weiss, wie die Kommissionen, die Leute funktionieren. Aus unserer Sicht ist es ein zentrales Element, dass man ein wenig weiss, wer – wenn er ans Rednerpult tritt – was sagt, also wie es läuft. Wir sind überhaupt nicht glücklich – diese Kritik richten wir an die FDP-Fraktion –, wie kurzfristig diese Nomination erfolgte. Wir hatten gerade noch Zeit, Herrn Reinhard eine Viertelstunde lang anzuschauen zwischen Vorstellungsgesprächen von Richterinnen und so weiter. Wir können hier drinnen nicht mehr so kutschieren, dass man einander kurzfristig vor faits accomplis stellt. Ich mache eine Reminiszenz an die Nichtwahl von Roland Näf, wo ich eigentlich erwartet hätte, klare Signale zu bekommen. Nun signalisieren wir sowohl Adrian Haas als auch Herrn Reinhard, dass er die Unterstützung unserer Fraktion nicht hat; wir werden ihn also nicht wählen. Ich überlasse es selbstverständlich jedem Mitglied und jeder Fraktion, diesbezüglich eigenständig zu entscheiden, wer uns in drei Jahren präsidieren soll.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Die BDP-Fraktion unterstützt alle drei vorgeschlagenen Kandidaten zur Wahl. Walter Messerli erhält unsere vollste Unterstützung. Wir kennen ihn schon sehr lange und wissen um sein

grosses Wissen und seine Qualitäten. Das zweite Grossratsvizepräsidium diskutierten wir in der Fraktion ebenfalls. Carlos war bei uns in der Fraktion; wir führten ähnliche Diskussionen, wie Christine Schnegg oder Michael Aebersold antönten. Doch wird eine Mehrheit der Fraktion Carlos Reinhard die Stimme geben. Vollste Unterstützung bei der BDP findet ebenfalls Herr Remund.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Auch die grüne Fraktion wählt selbstverständlich Thomas Remund als Vorsteher der Finanzkontrolle. Wir wählen ebenfalls Walter Messerli und danken ihm, dass er sich für das Amt des Präsidenten der SAK zur Verfügung stellt. Vielen Dank, Walter!

Bezüglich des Kandidaten der FDP für das zweite Vizepräsidium sind einige von uns immer noch recht ratlos. Wir Grünen erinnern uns gut, wie manchen Anlauf es brauchte, bis die Grünen im Jahr 2000 erstmals eine Präsidentin stellen durften, die vom Grossen Rat akzeptiert und gewählt wurde. Einige wenige unter Ihnen wissen vielleicht auch, weshalb gerade ich mich so genau daran erinnere. Kandidatinnen für das Grossratspräsidium waren stets breit anerkannte und akzeptierte Personen mit Erfahrung und einer Geschichte im Rat. Stets wusste man, dass man dieser Person vertrauen konnte. Nun präsentiert uns die FDP heute einen Kandidaten, der letzte Woche erstmals als Grossrat vereidigt wurde, also jemanden, der innert kürzester Zeit lernen muss, wie alles funktioniert, welches die geschriebenen und eben auch die ungeschriebenen Gesetze des Grossen Rats sind und wer wer ist. Wir sind hin- und hergerissen zwischen Bewunderung für so viel Nonchalance – um es einmal so zu nennen – und zum Teil auch dem Vertrauen, dass der Kandidat schon noch alles lernen und allem gewachsen sein wird. Auch wir luden gestern Carlos in die Fraktion ein und boten ihm so die Gelegenheit, sich persönlich vorzustellen.

Die grüne Fraktion bestreitet den Anspruch der FDP auf dieses Präsidium absolut nicht. Doch, liebe FDP und lieber Carlos, nehmen Sie es uns nicht übel, dass einige Mitglieder der grünen Fraktion Carlos nicht wählen werden. Sie finden, man hätte mit dem Anspruch auf das Amt des höchsten Berners gut noch ein Jahr warten können und Sie hätten Ihrem Nachwuchs etwas mehr Zeit lassen dürfen, sich hier einzuleben und sich zu integrieren.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Die glp-Fraktion unterstützt für die Finanzkontrolle ganz klar Herrn Remund. In den letzten vier Jahren leistete er uns sehr gute Dienste; darauf möchten wir gerade in der Finanzkommission weiterhin nicht verzichten. Erfreut nahmen wir auch zur Kenntnis, dass Walter Messerli das Präsidium der SAK übernehmen will. Ich bin froh, dass die SVP wieder aus der Schockstarre erwacht ist und sich zu dieser Kandidatur durchringen konnte. Walter Messerli legte sich in der Revision des Parlamentsrechts unheimlich ins Zeug, gerade nach dem tragischen Tod von Christoph Stalder.

Zur Kandidatur der FDP für das Amt des zweiten Vizepräsidenten: Vorweg danke ich Carlos Reinhard, dass er diese Ochsentour auf sich nahm und alle Fraktionen besuchte, auch uns. Wir nahmen das zur Kenntnis, doch blieben für uns die Probleme bestehen. Es gibt die ungeschriebenen

Gesetze; ich sage, dass sie nicht geschrieben sind, doch wird von einem Vize-, einem zweiten Vize-, einem Grossratspräsidenten oder einer Grossratspräsidentin grosse Akzeptanz in diesem Rat erwartet. Ich bestreite nicht, dass du das mit der Zeit nicht ebenfalls erreichen kannst, aber gegenwärtig hast du sie noch nicht, und es wird auch schwierig sein, in zwei Jahren in einem Rat eine derart tiefe Akzeptanz zu erreichen. Verschiedentlich wurde es erwähnt: Man muss die Leute kennen, muss sich etwas besser auskennen in der Parteienlandschaft und so weiter. Eigentlich bin ich enttäuscht, dass die FDP nicht mehr Flexibilität zeigt, jetzt, da es um den zweiten Vizepräsidenten geht. Schon in meinem Ordnungsantrag zeigte ich gewisse andere Optionen auf wie Rochaden und so weiter; aber nein, man hält einfach fest am eingebrachten Vorschlag. Das ist für mich eine relativ sture Politik. Die glp-Fraktion wird Carlos Reinhard grossmehrheitlich nicht unterstützen.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Für mich ist es ein Vorrecht: Ich darf jetzt zum achtzehnten Mal an einer solchen Wahl des Vizepräsidiums teilnehmen, das ich nun noch aus einer etwas anderen Warte darstellen will. Vielfach erlebte ich es so, dass die alten Hasen quasi zur Krönung ihrer Karriere den Grossen Rat noch präsidierten und danach zurücktraten. Das ist gut so. Jetzt haben wir einmal etwas ganz Neues, indem ein Quereinsteiger gerade als zweiter Vizepräsident vorgeschlagen wird. Auch wir in der EDU-Fraktion schluckten am Anfang etwas leer, sagten uns danach aber, wir wollten es positiv angehen und luden Carlos Reinhard in unsere Fraktion ein. Im Allgemeinen waren wir uns wohl einig, dass wir nicht an den Fähigkeiten des Kandidaten für dieses Amt zweifeln. Etwas gewöhnungsbedürftig hingegen ist, dass ein Quereinsteiger, ein Neuer sich gerade dafür bewirbt. Bei uns in der Fraktion sagte er etwas Wichtiges bezüglich der Erfahrung, der kurzen Eingewöhnungszeit; nämlich, dass er als Unternehmer nicht immer zwei Jahre oder eigentlich nie Zeit gehabt habe, um sich in eine neue Situation einzuleben. Auch das, nämlich sich sehr schnell in neue Situationen einleben zu können, ist eine Fähigkeit für einen Präsidenten. In diesem Sinn kann man es auch positiv werten, dass er in zwei Jahren absolut bereit sein wird, dieses Amt zu unserer vollsten Zufriedenheit auszuüben. Daran zweifeln wir nicht und werden ihm von Seiten der EDU-Fraktion vorbehaltlos unser Vertrauen aussprechen.

Das gilt ebenfalls für Walter Messerli. Er ist gerade das Gegenteil, gehört er doch zu den Älteren hier im Rat. Ich staune über den Mut, die Kraft, dass du dich zur Verfügung stellst, Walter, dieses Amt zu übernehmen. Auch dir vertrauen wir voll und wünschen dir viel Glück und Kraft in dieser Aufgabe. Wir unterstützen ebenfalls Herrn Remund in der Wahl für das Präsidium der SAK.

La présidente. Y a-t-il encore un porte-parole de groupe? À titre individuel? – Non plus. J'aimerais d'abord faire une information. Mme Madeleine Amstutz se récuse pour le vote de M. le chef du Contrôle des finances du canton de Berne, puisque c'est son chef. Elle va donc recevoir une enveloppe des mains de M. Sommer avec seulement deux scrutins, c'est-à-dire pour le deuxième vice-président du Grand Conseil et pour le président de la Commission des institutions

politiques et des relations extérieures. Les scrutatrices et scrutateurs vont vous distribuer les enveloppes, viennent les ramasser et nous continuons tout de suite avec les autres élections.

Les scrutateurs et les scrutatrices distribuent les enveloppes pour les trois premières élections, puis les ramassent.

La présidente. Je vois que les scrutatrices et scrutateurs ont également voté, je vous prie donc de ramasser les enveloppes. Nous continuons après tout de suite avec les autres cinq élections, c'est-à-dire l'élection d'un ou une juge germanophone de la Cour suprême, de deux juges germanophones de tribunal régional, d'un ou une juge germanophone de tribunal régional, d'un juge commerçant ou d'une juge commerçante francophone du Tribunal de commerce et d'un juge spécialisé ou d'une juge spécialisée francophone de tribunal régional (litiges relevant du droit du travail). Nous passons tout de suite à cette élection et je prie Mme Zumstein, présidente de la Commission de justice pour la section 4 de prendre la parole et je pense que vous pourriez être un tout petit peu plus tranquilles.

Katrin Zumstein, Langenthal (PLR), rapporteuse de la section IV de la Commission de justice. Bei der vierten Wahl geht es um die Ergänzungswahl eines Mitglieds deutscher Muttersprache für das Obergericht, Beschäftigungsgrad 100 Prozent, Amtsdauer bis 31. Dezember 2016. Herr Oberrichter Peter Kunz, Mitglied der FDP, wird per Ende Juli 2014 demissionieren. Die JuKo kann Ihnen Christian Josi, Mitglied der SVP, zur Wahl empfehlen. Er erhielt das Prädikat «sehr geeignet». In der Zwischenzeit zog sich der Kandidat der glp, Christoph Hurni, zurück. Für diese Wahl haben Sie einen leeren Wahlzettel bekommen; Sie müssen also von Hand den Namen einfügen.

Bei der fünften Wahl geht es um die Ergänzungswahl zweier Richterinnen beziehungsweise Richter deutscher Muttersprache für die Regionalgerichte, Amtsdauer bis 31. Dezember 2016. Herr Gerichtspräsident Jürg Staudenmann, Mitglied der SVP, Richter am Regionalgericht Oberland, demissionierte per Dezember 2013. Bis Ende August 2014 verfügt man über eine Übergangslösung. Rudolf Appenzeller, Mitglied der FDP, Richter am Regionalgericht Emmental-Oberaargau demissioniert altershalber per Ende Juni 2014. Für die Amtsdauer bis 31. Dezember 2016 ist deshalb entsprechender Ersatz zu wählen. Beide Stellen sind zu je 100 Prozent zu besetzen. Weil verschiedene Verschiebungsgesuche bereits gewählter Gerichtspräsidenten und -präsidentinnen eingingen, verschoben sich die Stellen. Aktuell ist nicht die Stelle zu besetzen, die ich vorhin erwähnt habe, sondern je eine Vollzeitstelle in Biel und in Thun. Der Ausschuss IV kann Ihnen folgende Personen zur Wahl empfehlen: Herrn Ronnie Bettler, Mitglied der SVP, Frau Natalie Fritz, Mitglied der glp und Frau Sonja Koch, ebenfalls Mitglied der SVP. Auch dafür haben Sie einen leeren Wahlzettel erhalten, den Sie von Hand ausfüllen müssen.

Bei der sechsten Wahl geht es um die Ergänzungswahl einer Richterin oder eines Richters deutscher Muttersprache für die Regionalgerichte, Beschäftigungsgrad 60 Prozent, Amtsdauer bis 31. Dezember 2016. Herr Gerichtspräsident

Hans-Ulrich Gammeter, Mitglied der SVP, Richter am Regionalgericht Oberland, hat per Ende November 2014 demissioniert. Seine Tätigkeit endet aber bereits Ende August 2014, weil er über ein Langzeitarbeitskonto verfügt. Für die Amtsdauer bis 31. Dezember 2016 ist deshalb eine Ersatzperson zu wählen mit Beschäftigungsgrad 60 Prozent. Auch da gibt es eine Verschiebung; weil jemand vom Gericht in Biel die Versetzung nach Thun beantragte, resultiert nun die Stelle mit Beschäftigungsgrad 60 Prozent wiederum in Biel. Die JuKo empfiehlt Ihnen Frau Claudia Jacober, Mitglied der SVP. Nicht zur Wahl empfohlen wird Frau Elisabeth Kunz-Ryser, parteilos. Für diese Wahl müssen Sie den leeren Wahlzettel von Hand ausfüllen.

Bei der siebten Wahl geht es um die Ergänzungswahl eines französischsprachigen beziehungsweise bilingualen kaufmännischen Fachrichters oder einer Fachrichterin für das französischsprachige kaufmännische Handelsgericht, Amtsdauer bis 31. Dezember 2016. Weil Herr Joseph von Aarburg, französischsprachiger Fachrichter für das Handelsgericht, demissioniert hat, ist für die Amtsdauer bis 31. Dezember 2016 ein Ersatz zu wählen. Die kantonale Volkswirtschaftskommission hat Vorschlagsrecht. Es handelt sich um ein Nebenamt. Der Parteienproporz kommt hier nicht zur Anwendung, ausschlaggebend ist die Verbandsmitgliedschaft. Aufgrund des Vorschlagsrechts der kantonalen Volkswirtschaftskommission kann die JuKo Herrn Jean-Marc Guenat zur Wahl empfehlen. Für diese Wahl haben Sie einen vorgedruckten Wahlzettel bekommen.

Bei der letzten, achten Wahl geht es um die Ergänzungswahl einer Fachrichterin beziehungsweise eines Fachrichters französischer Muttersprache für die Regionalgerichte für arbeitsrechtliche Streitigkeiten, Amtsdauer bis 31. Dezember 2016. Dort gibt es seit längerer Zeit eine Vakanz, für die man jetzt Ersatz gefunden hat. Den bernischen Wirtschaftsverbänden (HIV) steht das Vorschlagsrecht zu. Auch bei dieser Stelle handelt es sich um ein Nebenamt. Der Parteienproporz wird nicht angewandt, ausschlaggebend ist die Mitgliedschaft beim HIV. Aufgrund dessen Vorschlags kann Ihnen die JuKo Herrn Rudolf Andres Bolliger zur Wahl vorschlagen. Auch dafür haben Sie einen vorgedruckten Wahlzettel erhalten.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Ich erlaube mir, kurz unsere vier Kandidierenden vorzustellen. Ich beginne mit der Wahl 4, Ergänzungswahl für das Obergericht. Christian Josi ist 40-jährig, wohnhaft in Thun, verheiratet, Vater von zwei Kindern und steht mit beiden Beinen mitten im Leben. Er durchlief alle Stationen einer klassischen Richterlaufbahn in der Berner Justiz, mit einem kleinen Abstecher nach Zürich, kehrte dann aber relativ rasch wieder in den Kanton Bern zurück. Wahrscheinlich hatte er Heimweh. Zuerst war er Gerichtsschreiber in Konolfingen und Bern mit mehreren Einsätzen als ausserordentlicher Gerichtspräsident. Er war Untersuchungsrichter in Bern und im Berner Oberland. Seit 2011 ist er Gerichtspräsident am Regionalgericht Oberland und Suppleant am Obergericht. Seit 2013 ist er zudem Leiter der Zivilabteilung des Regionalgerichts Oberland. Er dissertierte zum Thema «Anerkennung und Vollstreckung von Schiedssprüchen in der Schweiz» und veröffentlichte auch weitere Publikationen. Christian Josi

spricht nebst Deutsch ausserordentlich gut Französisch; er hat hervorragende Referenzen. Diese Zutaten braucht es, um jetzt den Schritt ans Obergericht zu tun. Zusammenfassend: Was Roman Josi in den Eishockeystadien Nordamerikas ist, ist Christian Josi in den Berner Gerichtssälen: sozusagen unser MDP, und es ist an der Zeit für den Karriereschritt, wie ihn sein Namensvetter vor vier Jahren machte, als er vom SCB nach Nordamerika wechselte. Ich danke Ihnen, dass Sie ihm Ihre Stimme geben und damit das berechnete Vertrauen schenken.

Zur Wahl 5, Ergänzungswahl zweier Richterinnen beziehungsweise Richter deutscher Muttersprache an Regionalgerichte. Zuerst zu Frau Sonja Koch: Sie ist 37-jährig, wohnhaft in Bern. Sie hat schon fast alles gemacht, was man in einem Juristinnen- oder Juristenleben machen kann. Sie war Rechtsanwältin, Gerichtsschreiberin im Aargau, Gerichtsschreiberin am Bundesgericht in Lausanne und ist jetzt wissenschaftliche Mitarbeiterin beim Bundesamt für Justiz. Zu Beginn 2014 dissertierte auch sie, und zwar an der Universität Zürich. Sonja Koch spricht ausgezeichnet Französisch, könnte somit auch problemlos in Biel eingesetzt werden. Sie wäre hoch motiviert und bereit, langfristig – langfristig! – in Biel zu arbeiten. Selbstverständlich könnte sie aber auch problemlos in Thun eingesetzt werden. Sonja Koch bringt das Rüstzeug einer angehenden Gerichtspräsidentin lückenlos mit. Ich danke Ihnen, wenn Sie auch ihren Namen auf den Wahlzettel setzen.

Zu Ronnie Bettler: Er ist 35-jährig, wohnhaft in Thun. Er hat Erfahrung auf allen Ebenen der Schweizer Gerichtsbarkeit. Zuerst war er Gerichtsschreiber im Gerichtskreis 12, Frutigen-Niedersimmental, anschliessend Gerichtsschreiber am Bundesgericht in Lausanne und ist seit 2013 als Gerichtsschreiber am Obergericht in Bern tätig. Trotz seines jungen Alters publizierte er bereits verschiedentlich. Er verfügt auch über eine ausgesprochen soziale Ader, die für einen Gerichtspräsidenten unbedingt erforderlich ist. Er amtiert nämlich seit einiger Zeit als Beistand eines Angehörigen.

Ronnie Bettler verfügt über herausragende Referenzen von verdienten langjährigen Persönlichkeiten der Berner Justiz. Er spricht ausgezeichnet Französisch, weil er vier Jahre in Lausanne arbeitete. Somit wäre er problemlos in Thun, also langfristig in Biel einsetzbar und zudem bereit, das Amt in Biel auszuüben, was ihn von Natalie Fritz unterscheidet. Ich danke Ihnen, wenn Sie Ronnie Bettler die Gelegenheit geben, dieses Amt als Gerichtspräsident in Angriff zu nehmen. Zur Wahl 6: Claudia Jacober ist 35-jährig, wohnhaft in Brugg bei Biel, verheiratet und Mutter eines kleinen Sohnes. Sie wuchs im Raum Biel-Seeland auf und verdiente ihre Sporen in der Jurisprudenz im Kanton Bern ab, zuerst als Gerichtsssekretärin im Untersuchungsrichteramt und anschliessend als Gerichtsschreiberin in Bern. 2011 bis Anfang 2014 war sie leitende Gerichtsschreiberin am Regionalgericht Bern-Mittelland und seit März am gleichen Ort ausserordentliche Gerichtspräsidentin. Claudia Jacober passt als junge Mutter zu 100 Prozent auf die 60-Prozent-Stelle in Biel. Dazu kommt, dass sie im Raum Biel aufgewachsen ist und in Brugg wohnt. Biel ist für Claudia Jacober nicht einfach ein Arbeitsplatz, sondern eine Herzensangelegenheit. Das garantiert, dass sie langfristig dort arbeiten wird. Ich danke Ihnen, wenn Sie Ihre Stimme auch Claudia Jacober geben können. Schliesslich kann ich hier auch noch bekannt ge-

ben, dass Frau Evelyne Salzmann ihre Kandidatur für die 60-Prozent-Stelle zurückgezogen hat.

Es ist klar, dass einige von Ihnen heute Mühe haben werden, hier und jetzt vier SVP-Mitglieder zu wählen. Gemäss Parteienproporz hätten wir aber Anspruch auf 19 Gerichtspräsidentinnen und -präsidenten, verfügen momentan aber lediglich über 12. Also sind wir zu nahezu 700 Stellenprozenten unterdotiert. Zu Recht stellte man immer die Qualität über den Parteienproporz, tatsächlich zu Recht. Jetzt dürfen wir Ihnen aber vier Kandidierende präsentieren, die vom Ausschuss IV alle mit der höchsten Qualifikation bewertet wurden. Deshalb bitte ich Sie, die Parteibrille kurz abzulegen und auch diesmal die Bestqualifizierten zu wählen, also Christian Josi, Sonja Koch, Ronnie Bettler und Claudia Jacober. Ich danke Ihnen für die Unterstützung. In den übrigen Wahlen wählen wir die vorgeschlagenen Kandidierenden.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich habe das Vergnügen, Ihnen eine Kandidatur für die 100-Prozent-Stelle als Richterin/Richter deutscher Muttersprache aus den Reihen der glp zu präsentieren. Katrin Zumstein sagte bereits, dass wir diesmal die Qual der Wahl, nämlich drei sehr gut qualifizierte Leute für die zwei Stellen haben. Wir sind stolz, in diesem Rennen mitmischen zu können. Natalie Fritz bewirbt sich für eine der beiden 100-Prozent-Stellen. Sie ist 35-jährig, studierte in Freiburg und machte einen Zusatzabschluss in Europarecht. Sie hat das Anwaltspatent und eine Weiterbildung in Forensik; kürzlich absolvierte sie auch eine Weiterbildung in gerichtsnaher Mediation. Zurzeit ist sie Gerichtsschreiberin am Regionalgericht Oberland im Bereich Straf- und Zivilrecht inklusive SchKG. Sie bringt – das zeichnet sie gegenüber ihren Mitbewerbenden ganz klar aus – bereits Erfahrung mit als ausserordentliche Gerichtspräsidentin am Regionalgericht Oberland und im Gerichtskreis Interlaken-Oberhasli. Des Weiteren betreut sie Rechtspraktikantinnen und -praktikanten und engagiert sich auch in der Ausbildung von KV-Lehrlingen. Wie ich eingangs bereits erwähnt habe, haben wir mehrere gute Kandidaturen, zwei aus den Reihen der SVP und die hervorragende der glp mit Natalie Fritz. Ich lernte Frau Fritz als engagierte und belastbare, fröhliche Persönlichkeit kennen. Noch zum Anspruch: Die glp hat ganz klar Anspruch auf vier Gerichtspräsidentinnen/-präsidenten. Wir haben noch keinen! Deshalb möchten wir jetzt einen oder zwei davon beanspruchen. In Anbetracht des Anspruchs und abgesehen von den Qualitäten, die eigentlich zuerst zählen sollen, ist unsere Kandidatur unbestritten.

Als zweite Kandidatur unterstützen wir Sonja Koch. Auch sie hat beste Qualifikationen. Sie hat in Zürich dissertiert und hat ein breites Palmarès, wie Lars eben gesagt hat. Wir unterstützen sie als zweite Kandidatin. Zur Ergänzungswahl ans Obergericht: Wie Sie wissen, stellten wir eine Kandidatur mit Christoph Hurni, respektieren aber momentan die Mehrheitsverhältnisse und attestieren Herrn Josi beste Qualifikationen. Deshalb zogen wir Christoph Hurnis Kandidatur für diese Wahl zurück, obwohl er wie Herr Josi sehr gut qualifiziert war, und werden ihn natürlich für eine nächste Wahl wieder ins Rennen bringen. In den übrigen Wahlen, für die 60-Prozent-Richterstelle, unterstützen wir Claudia

Jacobser in Biel, und als Fachrichterinnen/Fachrichter alle Vorgeschlagenen.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Die BDP-Fraktion lud verschiedene Kandidatinnen und Kandidaten zu einem Vorstellungsgespräch ein. Den Bewerberinnen und Bewerbern danken wir für ihr Interesse an den offenen Stellen und ihre Bewerbungen. Ich stelle fest, dass für die verschiedenen Wahlen mehrere sehr geeignete Personen zur Verfügung gestanden hatten. Einzelne zogen ihre Bewerbung schon im Verlauf des Prozesses zurück. Grundsätzlich – es ist bereits angeführt worden – hat die Qualifikation ja Vorrang vor der Parteizugehörigkeit. Aber auch nach Parteienproporz gibt es keine Probleme, da die Kandidatinnen und Kandidaten der SVP und der glp angehören. Die Proporzanteile dieser Parteien sind nicht ausgeschöpft. Aufgrund der Qualifikation, der Erfahrung, der Bewerbungsunterlagen sowie der persönlichen Vorstellungsgespräche beriet die BDP-Fraktion ihre Wahlempfehlungen. Wir sind in der komfortablen Situation, aus verschiedenen geeigneten Personen wählen zu dürfen. Die BDP-Fraktion wird folgende Kandidatinnen und Kandidaten unterstützen: als Richter für das Obergericht Christian Josi, als zwei Richterinnen für die Regionalgerichte Natalie Fritz und Sonja Koch, als Richterin für das Regionalgericht mit Beschäftigungsgrad 60 Prozent Claudia Jacober, als französischsprachigen kaufmännischen Fachrichter im Nebenamt Jean-Marc Guenat, als französischsprachigen Fachrichter für die Regionalgerichte im Nebenamt Rudolf Bolliger.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Für die Wahl eines Mitglieds ans Obergericht haben wir mit Herrn Christian Josi eine bestqualifizierte Person. Er ist bei uns klar unbestritten und wird gewählt. Für die zwei Hundertprozentstellen an den Regionalgerichten entschieden wir uns für Frau Natalie Fritz und Frau Sonja Koch. Beide wurden für diese Aufgabe vom Ausschuss als sehr geeignet befunden. Aufgrund der hervorragenden Französischkenntnisse von Frau Koch gehen wir davon aus, dass sie die Stelle in Biel antreten wird, während wir mit Frau Fritz eine bestens qualifizierte Person haben für die Stelle in Thun. Für die Sechzigprozentstelle kommt für uns Frau Claudia Jacober in Frage. Im Gegensatz zu Frau Kunz wurde sie vom Ausschuss IV als sehr geeignet beurteilt. Mit ihren Qualifikationen und den ausgezeichneten Französischkenntnissen ist die vakante Stelle in Biel bestens zu besetzen. Die vorgeschlagenen Fachrichter sind bei uns unbestritten und werden von uns gewählt.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion lud alle vorgeschlagenen Personen ein und führte mit ihnen ein Gespräch. Wie die Präsidentin des Ausschusses IV sagte, luden wir die nicht vorgeschlagene Elisabeth Kunz nicht ein und redeten nicht mit ihr, werden sie entsprechend nicht unterstützen. Wir haben allerdings kein Problem, wie der SVP-Sprecher den Anschein erweckt haben mag, gute Leute zu wählen, auch wenn sie von der SVP kommen. Natürlich werden wir die sehr gut qualifizierten Leute der SVP unterstützen. Im ersten Wahlgang unterstützen wir Herrn Christian Josi. Wir sind überzeugt von seiner Kandidatur und danken ihm

dafür. In unserer Fraktion hinterliess er einen guten Eindruck. In der fünften Wahl für die Regionalgerichte haben wir zwei Posten zu besetzen. In unserer Fraktion kamen die beiden Frauen sehr gut an; wir werden sie mehrheitlich unterstützen. Wir danken auch ihnen, dass sie zu uns in die Fraktion gekommen sind und für ihre gute Vorstellung. Wir schlagen sie zur Wahl vor und wünschen ihnen dann alles Gute in ihrem Amt.

In der dritten Wahl geht es um die Sechzigprozentstelle. Auch wir unterstützen dafür Claudia Jacober, wie bereits ausgeführt worden ist. Mit ihrem Wohnort ist sie bestens prädestiniert für diese Stelle in Biel. Gleichzeitig bringe ich den Wunsch unserer Fraktion an, mehr Teilzeitstellen an den Gerichten zu schaffen. Auch als wir mit Frau Salzmann sprachen, merkten wir, dass Damen und Herren vom Fach gerne Teilzeit arbeiten würden. In Anbetracht dessen, dass wir jetzt vielleicht vor einer Pensionierungswelle von Richterinnen und Richtern stehen, fordern wir das Obergericht auf, mehr Teilzeitstellen zu schaffen. Das ist der Qualität unserer Gerichte sicher nicht abträglich, würde aber dazu führen, die Kombination von Familie und Arbeit besser gewährleisten und gute Leute weiterhin an den Gerichten halten zu können. Wir unterstützen Claudia Jacober. In der siebten und achten Wahl unterstützen wir ebenfalls die Vorgeschlagenen; Jean-Marc Guenat und Rudolf Andres Bolliger werden von uns nicht in Frage gestellt.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Auch die grüne Fraktion lud alle sieben Kandidierenden für die Richterstellen ein. Von allen gewannen wir einen sehr guten Eindruck. Die Entscheidung, wem wir welche Stimme geben wollen, war nicht immer ganz einfach. Durch die Rückzüge hat es sich nun noch etwas geklärt; das macht es etwas einfacher.

An die Vollzeitstelle als Oberrichter wählen wir Christian Josi. Wir hätten ihn ohnehin gewählt, weil er über Erfahrung an der ersten Instanz verfügt, was wir als sehr gewichtigen Vorteil erachten.

In der Wahl zweier Richterinnen an die Regionalgerichte überzeugte uns Frau Sonja Koch am meisten. Sie spricht sehr gut Französisch und erhält sehr viele Stimmen aus der grünen Fraktion. Die beiden anderen Bewerbenden, Frau Fritz und Herr Bettler, erhalten ebenfalls Stimmen, Frau Fritz eindeutig mehr als Herr Bettler. Für die Sechzigprozentstelle in Biel hätten wir uns ohnehin für Frau Jacober entschieden. Sie spricht ausgezeichnet Französisch und versicherte uns glaubwürdig, dass sie in Biel arbeiten und bleiben will. Das finden wir für Biel sehr entscheidend, vor allem nach der Erfahrung mit der Person, die wir in der Märzsession wählten und die Biel mittlerweile schon wieder verlassen hat. In den anderen Wahlen wählen wir die vorgeschlagenen Personen.

Adrian Haas, Berne (PLR). Ans Obergericht wählen wir Christian Josi. Er ist bodenständig, bestens qualifiziert, hat Erfahrung an der ersten Instanz und ist deshalb ein sehr guter Kandidat. Ein guter Kandidat wäre übrigens auch Herr Hurni gewesen. Da er aber seine Kandidatur zurückgezogen hat, sprechen wir momentan nicht über ihn.

Für die Ergänzungswahl zweier Richterinnen oder Richter an die Regionalgerichte steht sicher einmal Frau Sonja

Koch im Vordergrund. Sie zeigte sich sehr professionell, hat breite Erfahrung und ist für die Stelle in Biel sicher bestens geeignet. Bezüglich des anderen Kandidaten und der Kandidatin entstand Verwirrung, weil wir das Signal der glp erhalten hatten, dass Frau Fritz ihre Kandidatur zurückziehe. Deshalb beschlossen wir in der letzten Fraktionssitzung, Herrn Bettler zu unterstützen. Nun ist Frau Fritz offenbar wieder wählbar, weil es anscheinend ein Fehler gewesen sei. Darüber haben wir in der Fraktion nun nicht mehr reden können, weshalb wir für diese Wahl Stimmfreigabe beschliessen. Das heisst, dass wir Frau Sonja Koch unterstützen und für den anderen Sitz Stimmfreigabe empfehlen. In der Wahl 6 für die Regionalgerichte steht Frau Claudia Jacober klar im Vordergrund. Sie ist eine sehr offene, aufgestellte Kandidatin, die als sehr gut qualifiziert wurde. Schon in Biel verwurzelt, ist sie bestens geeignet für die vakante Stelle in Biel. Als Fachrichter wählen wir die Vorgesetzten.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Die EDU-Fraktion schlägt für die Wahl ans Obergericht Herrn Josi vor. Wir hätten ihn auch vorgezogen, wenn Herr Hurni sich nicht von der Wahl zurückgezogen hätte. Zur fünften Wahl fiel uns die Entscheidung auch nicht eben leicht, weil von den Qualifikationen her alle Kandidatinnen und Kandidaten unbestritten sind. Wir kamen aber zum Schluss, Natalie Fritz und Sonja Koch zu wählen. In der sechsten Wahl werden wir Frau Jacober wählen und in den restlichen Wahlen die Vorgesetzten.

La présidente. Je n'ai plus de porte-parole de groupe, est-ce que quelqu'un aimerait encore s'exprimer? – Ce n'est pas le cas, je prie les scrutatrices et les scrutateurs de distribuer les bulletins. J'ai encore une information. À midi, il y a une manifestation à l'Hôpital universitaire de Berne, les inscriptions spontanées sont encore acceptées, ceux qui ne se sont pas inscrits et qui aimeraient quand même y aller sont les bienvenus. Comme je l'ai dit hier, après les élections, nous passons tout de suite à la motion Audit indépendant de l'informatique: mettre les recommandations des experts en œuvre.

Les scrutateurs et les scrutatrices distribuent les enveloppes pour les cinq autres élections.

Résultats des élections

Affaire 2014.0331 : Election du deuxième vice-président ou de la deuxième vice-présidente

Bulletins distribués : 157, bulletins rentrés : 153, dont 12 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 141, majorité absolue : 71. Est élu :

Carlos Reinhard par 71 voix

Voix éparses : 69

Applaudissements

La présidente. M. le deuxième vice-président aimerait la parole pour une petite déclaration personnelle.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR). Frau Präsidentin, Herr Regierungsrat, werte Kolleginnen und Kollegen, es ist eine persönliche Erklärung, nicht eine Dankesrede. Ich möchte denjenigen, die mich heute Morgen nicht unterstützt haben, mitteilen, dass ich das überhaupt nicht persönlich nehme. Ich denke, dass es um das System ging. Ich verstand den Wink mit dem Zaunpfahl, und ich glaube, ich kann bis nächstes Jahr beweisen, dass ich diesen Auftrag und das Vertrauen mit Respekt entgegennehme.

Affaire 2014.0443 : Election du président ou de la présidente de la Commission des institutions politiques et des relations extérieures (CIRE)

Bulletins distribués : 157, bulletins rentrés : 157, dont 3 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 154, majorité absolue : 78. Est élu :

Walter Messerli par 153 voix

Voix éparses : 1

Applaudissements

Affaire 2014.0603: Reconduction de la nomination du chef du Contrôle des finances. Confirmation par le Grand Conseil

Bulletins distribués : 157, bulletins rentrés : 155, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 155, majorité absolue : 78. Est élu :

Thomas Remund par 155 voix

La présidente. Félicitations!

Applaudissements

Affaire 2014.0578 : Election d'un ou d'une juge germanophone de la Cour suprême (100%), pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Bulletins distribués : 157, bulletins rentrés : 157, dont 5 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 152, majorité absolue : 77. Est élu :

Christian Josi par 147 voix

Voix éparses : 5

Applaudissements

Affaire 2014.0574 : Election de deux juges germanophones de tribunal régional (100%), pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Bulletins distribués : 157, bulletins rentrés : 157, dont 1 blanc et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 156, majorité absolue : 79. Sont élues :

Natalie Fritz par 86 voix
Sonja Koch par 131 voix

Ronnie Bettler obtient 80 voix (*majorité absolue, élu surnuméraire*).

Applaudissements

Affaire 2014.0575 : Election d'un ou d'une juge germanophone de tribunal régional (60%), pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Bulletins distribués : 157, bulletins rentrés : 157, dont 2 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 155, majorité absolue : 78. Est élue :

Claudia Jacober par 151 voix

Elisabeth Kunz-Ryser obtient 3 voix.

Applaudissements

Affaire 2014.0576 : Election d'une juge commerçant ou d'une juge commerçante francophone (bilingue) du Tribunal de commerce, pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Bulletins distribués : 157, bulletins rentrés : 157, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 157, majorité absolue : 79. Est élu :

Jean-Marc Guenat par 157 voix

Applaudissements

Affaire 2014.0577 : Election d'un juge spécialisé ou d'une juge spécialisée francophone de tribunal régional (litiges relevant du droit du travail), pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Bulletins distribués : 157, bulletins rentrés : 157, dont 1 blanc et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 156, majorité absolue : 79. Est élu :

Rudolf Andres Bolliger par 156 voix

Applaudissements

La présidente. Je félicite tous les élus et je remercie les candidats d'avoir posé leurs candidatures.

Affaire 2014.0613

Assermentation du nouveau juge ou de la nouvelle juge germanophone de la Cour suprême (100%), élu-e pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

La présidente. Monsieur Josi, je vous prie de vous avancer. Encore toutes mes félicitations! Je prie donc la salle, les personnes sur la tribune du public et les médias de se lever, s'il vous plaît.

Monsieur, vous avez décidé de prendre le Eid – c'est ça.

Monsieur Christian Josi prête serment.

Applaudissements

La présidente. Je vous souhaite bien de satisfaction à votre nouvelle fonction.

Affaire 2014.0699

N° de l'intervention:	109-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	30.05.2014
Déposée par:	CFIN (Iseli, Zwieselberg) (porte-parole)
	CHS (Rhyn, Zollikofen)
Cosignataires:	3
Urgence accordée:	le 05.06.2014
N° d'ACE:	744/2014 du 10 juin 2014
Direction:	Direction des finances

Audit indépendant de l'informatique: mettre les recommandations des experts en œuvre

Le Conseil-exécutif est chargé de :

1. mettre en œuvre sans délai et de façon systématique les recommandations tirées du rapport final « Audit indépendant de l'informatique dans l'administration cantonale » ;
2. élaborer de toute urgence une stratégie TIC globale à partir du rapport d'audit (recommandation A 01) ;
3. instituer avant fin 2014 une délégation TI chargée, avec le concours d'une délégation du Conseil-exécutif, de la direction stratégique TIC dans le canton (recommandation A 02) ;
4. accorder une importance supérieure à l'introduction d'un système ERP (recommandation G 01) ;
5. mettre en place une direction de projet adéquate, externe et indépendante, dotée de larges compétences pour la mise en œuvre (au moins) des points 1 à 3 ;
6. adjuger la direction de projet en étroite concertation avec la Commission de gestion (CGes) et la Commission des finances (CFin) du Grand Conseil. Les deux commissions seront en particulier consultées pour le choix du ou de la mandataire et la définition précise du mandat ;
7. faire en sorte que la direction de projet rende régulièrement compte à la CGes et à la CFin (premier compte rendu au 30 novembre 2014).

Développement

L'adoption de la motion CFIN/CHS intitulée « Audit indépendant de l'informatique » a donné lieu à l'élaboration d'un rapport détaillé. Le rapport commandé par le Grand Conseil a révélé de graves insuffisances dans l'informatique de l'administration cantonale. L'examen a en particulier dévoilé des déficiences substantielles dans la direction stratégique de l'informatique. Il a également révélé que les Directions ont pour habitude de défendre leur pré carré : les synergies interdirectionnelles sont sous-exploitées et de nombreuses exceptions permettent de contourner les quelques efforts de normalisation existant.

L'élaboration du rapport d'audit a montré que recourir à des tiers présente de gros avantages, en particulier l'indépendance. Il serait bon de confier également le suivi de cet important chantier à une entreprise externe appropriée.

Le suivi rapproché par les anciennes CHS et CFIN durant l'élaboration du rapport s'est également avéré efficace. C'est pourquoi il serait utile que la haute surveillance parlementaire accompagne aussi la mise en œuvre. La situation financière du canton de Berne ne nous permet pas de rester les bras croisés – le potentiel d'économies se situe entre 28 et 50 millions de francs par an. La CGes et la CFin sont prêtes à accompagner ces travaux comme leurs prédécesseuses l'ont fait avec le rapport d'audit.

Motivation de l'urgence :

L'audit indépendant de l'informatique a mis en évidence d'importantes imperfections et un impérieux besoin de les corriger. En adoptant rapidement la présente motion, le Grand Conseil montre clairement qu'il soutient le Conseil-exécutif dans la réorganisation des TIC selon les recommandations du rapport d'audit.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Points 1 à 5 et 7

Le Conseil-exécutif adhère à l'avis exprimé par les auteurs de la motion, à savoir que les recommandations tirées du rapport final « Audit indépendant de l'informatique dans l'administration cantonale » doivent être mises en œuvre sans délai et de façon systématique (point 1 de la motion). C'est d'ailleurs ce qu'il a affirmé dans son communiqué de presse du 4 avril 2014¹. La mise en œuvre des 46 recommandations est toutefois ambitieuse et complexe. Pour ce projet, le Conseil-exécutif, l'administration, mais aussi le parlement, vont pendant des années être confrontés à des questions novatrices et à d'exigeants travaux de conception et de projet. Il est donc indispensable de prévoir un pilotage professionnel du projet global, qui déterminera l'ordre de

priorité dans lequel les différentes recommandations devront être mises en œuvre. Dans leur rapport final « Audit indépendant de l'informatique dans l'administration cantonale », les experts indépendants d'AWK Group, le responsable de projet externe, considèrent que l'élaboration d'une stratégie TIC est une condition absolument indispensable à la suite des travaux et placent le développement d'un système ERP au niveau de priorité le plus élevé. Les exigences formulées aux points 2 et 4 de la motion recoupent donc l'appréciation d'AWK, à laquelle le Conseil-exécutif se rallie d'ailleurs aussi. Quant à la stratégie ERP, la Direction des finances y travaille déjà depuis l'automne 2013.

Il sera décisif pour le succès du projet – avis partagé par AWK – que les travaux de mise en œuvre soient portés tant par le Conseil-exécutif que par le niveau supérieur de l'administration. Le Conseil-exécutif doit assumer la responsabilité générale de ce projet-clé. Aussi prévoit-il qu'une représentation de ses membres siège au comité directeur, l'organe de projet supérieur. Le Conseil-exécutif vérifie actuellement s'il est opportun que cette représentation au comité directeur soit assurée par la seule Directrice des finances ou par plusieurs conseillers d'Etat.

Un projet de cette envergure nécessite impérativement – comme l'exige le point 5 – un appui extérieur assuré par une direction de projet externe. Comme il l'a fait tout au long des travaux réalisés jusque-là dans le cadre de ce projet, le Conseil-exécutif est bien entendu prêt à rendre compte en toute transparence à la CGes et à la CFin de l'état d'avancement des travaux en leur soumettant régulièrement un rapport (point 7).

Compte tenu de ces réflexions, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter les points 1 à 5 et 7 de la motion.

Point 6

Les auteurs de la motion exigent que le mandat de direction externe du projet soit mis au concours en étroite concertation avec la CGes et la CFin. Le mandat pour les travaux accomplis jusque-là dans le cadre de ce projet ont fait l'objet d'un appel d'offres public au printemps 2013, les documents d'appel d'offres ayant à l'époque été élaborés en étroite concertation avec la CFIN et la CHS. Ces documents prévoyaient expressément au chiffre 7.9 que les marchés ultérieurs se référant au mandat de base pouvaient être confiés à l'adjudicataire du mandat de base en procédure de gré à gré. Dès lors, le Conseil-exécutif refuse donc de réitérer l'appel d'offres pour la direction du projet de mise en œuvre de l'audit indépendant de l'informatique. La SA AWK Group avait remporté l'appel d'offres du printemps 2013 grâce à l'excellent rapport qualité/prix de son offre. Si maintenant on procédait à un nouvel appel d'offres pour la suite des travaux du projet, cela retarderait de plusieurs mois la désignation de la direction externe du projet et donc le démarrage des travaux de mise en œuvre, retard qu'il faut éviter selon le Conseil-exécutif. Si par ailleurs un autre soumissionnaire qu'AWK devait être retenu dans ce cadre, il lui faudrait se mettre au courant non seulement du rapport final « Audit indépendant de l'informatique dans l'administration cantonale » et de ses 300 pages, mais aussi d'autres documents de base très volumineux, ce qui prendrait également beaucoup de temps. Pour permettre à une éventuelle nouvelle entreprise externe de se former intégralement à cette ma-

¹ http://www.be.ch/portal/fr/index/mediencenter/medienmitteilungen/suche_meldungNeu.html/portal/fr/meldungen/mm/2014/04/20140403_1638_regierungsrat_willinformatikkostensenken

tière complexe et inconnue pour elle, l'administration devrait en outre lui rendre accessible une partie des éléments de base et autres informations secondaires qu'elle a transmis à AWK dans le cadre de nombreux entretiens et réunions. De plus, vu la situation spécifique du canton de Berne, il n'est pas certain qu'un nouvel acteur puisse garantir des prestations d'expertise de la même qualité que celles dont AWK fait manifestement preuve. Aussi le Conseil-exécutif ne voit-il aucun avantage à procéder à grands frais à une nouvelle mise au concours. Il prévoit donc d'attribuer à la SA AWK Group en procédure de gré à gré la direction technique générale pour la mise en œuvre des résultats de l'audit, raison pour laquelle il recommande de rejeter le point 6 de la motion. Ce procédé a été communiqué ouvertement dans le cadre de la mise au concours, et de plus, il est parfaitement correct au plan juridique. Il convient en revanche d'examiner l'opportunité de mettre au concours les mandats de direction de projet pour des sous-projets (à savoir la direction et le soutien dans le sous-projet de stratégie ERP pour lequel AWK ne s'est, selon ses dires, pas portée candidate faute d'une proximité fonctionnelle suffisante), ou d'engager pour une durée déterminée des chefs et cheffes de projet qualifiés.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Points 1 à 5 et point 7 : adoption

Point 6: rejet

La présidente. Tous les bulletins ont été ramassés. Nous continuons donc tout de suite avec la motion qui été acceptée en urgence, Audit indépendant de l'informatique: mettre les recommandations des experts en œuvre. (*La présidente agite sa cloche.*) Vous avez reçu la réponse de cette motion. Primo, nous sommes en débat réduit, je le rappelle, donc deux minutes. (*La présidente demande le calme.*) Secundo, le Conseil-exécutif est prêt à accepter les points 1 à 5. Est-ce qu'un des points entre 1 et 5 est contesté? – Non. Le point 6, on y viendra plus tard, et le point 7 n'est non plus pas contesté par le Conseil-exécutif. Est-ce que quelqu'un conteste le point 7? – Ce n'est pas le cas. Je vous prie de vous concentrer seulement sur le point 6, vu que nous sommes tous d'accord sur le reste et nous n'avons pas besoin de discuter. M. Iseli, M. le motionnaire, vous avez la parole.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la Commission des finances. Wir haben hier den Vorstoss der GPK und der FiKo auf dem Tisch, den wir in dieser Session per Ordnungsantrag nachtraktandierten. In seiner Antwort sagt der Regierungsrat, die Ziffern 1–5 und Ziffer 7 seien unbestritten. In diesem Sinn sage ich lediglich zu Ziffer 3 etwas, weil dazu die Antwort etwas verschwommen ausfiel. In Ziffer 3 fordern wir ganz klar, dass die strategische Führung der IT-Delegation beim Regierungsrat liege. Die Meinung der GPK und der FiKo ist, dass eine Dreierdelegation des Regierungsrats die Führung übernehmen und dies zur Chefsache erklären solle. Zu Ziffer 6, die der Regierungsrat zur Ablehnung beantragt, entspricht seine Antwort eigentlich der Meinung der Motionäre. Die Formulierung der Ziffer mag vielleicht etwas unglücklich sein, indem wir fordern, die externe Projektleitung einmal mehr auszuschreiben. Mit der

AWK-Gruppe haben sowohl die GPK als auch die FiKo kein Problem; wir wissen um die Kompetenz dieser Organisation. Also sind wir auch voll einverstanden, dass die Folgeprojekte, die nicht im Rahmen des UPI-Berichts erarbeitet wurden, bei der AWK-Gruppe bleiben und wir da keine weiteren Massnahmen und Ausschreibungen fordern.

Hingegen schreibt der Regierungsrat, dass auch Teilprojekte des Projekts selbst noch nicht durch die AWK Group unterstützt würden. Somit fordern wir in dieser Ziffer eine öffentliche Ausschreibung. Müssen also weitere Teilprojekte vergeben werden, möchten die GPK und die FiKo einbezogen werden. Zögen wir jetzt diese Ziffer zurück, würden wir damit erklären, dass wir an der weiteren Auswahl nicht mehr teilnehmen möchten. Deshalb erhalten wir sie aufrecht, sind aber mit der Antwort des Regierungsrats einverstanden und hoffen auf dessen Verständnis. Ich bitte Sie, diese Motion in allen Ziffern zu überweisen.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP steht voll und ganz hinter diesem Vorstoss, auch hinter Ziffer 6. Aufgrund der Reaktionen des Regierungsrats auf den UPI-Bericht war uns klar, dass wir nochmals nachstossen müssten. Deshalb danke ich noch der alten Finanzkommission, dass sie die Legislatur nicht einfach «het la usplampe», sondern das heisse Eisen nochmals anpackte. Als der Bericht erschien, sagte Frau Regierungsrätin Simon, für sie als Regierungsrätin sei er eine Richtschnur. Das heisst für uns so viel wie: «Als Regierungsrat setzen wir das um, was uns dünkt.» Darum ist es wichtig, nochmals nachzuhaken. Wollen wir den Bericht nämlich umsetzen, soll er greifen, bedeutet das eine Art Paradigmenwechsel, ein Wechsel der Strategie in der Informatik der Kantonsverwaltung, und das ist also eine relativ grosse Kiste.

Deshalb sind wir nicht einverstanden damit, dass der Regierungsrat die Motion als Richtlinienmotion bezeichnet. Nehmen wir sie an, sind zumindest ein Teil der Ziffern keine Richtlinien. Es liegt nicht einfach im Ermessen des Regierungsrats, wie er die Ziffern umsetzen will. Vor allem betrifft dies die Ziffern 2, 3 und 5. Anhand von Ziffer 3 erläutere ich, wie das aus unserer Sicht gemeint ist. Darin geht es um die Empfehlung Nr. A 02 im UPI-Bericht. Bei dieser Empfehlung kann man folgenden Kernsatz lesen: «Gegenwärtig liegt diese Verantwortung beim Regierungsrat, dessen Aufgaben- und Verantwortungsspektrum es aber verunmöglicht, sich konsequent um die Umsetzung der strategischen Vorgaben zu kümmern. Entsprechend wird empfohlen, diese strategisch-taktische Steuerung der ICT einem gesamtstaatlichen Gremium zuzuweisen.» Diesem gesamtstaatlichen Gremium muss sicher auch eine Delegation des Grossen Rats angehören. Wir sind für Annahme der ganzen Motion.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Ich rede hier einerseits als Mitmotionär, weil Hans-Jörg Rhyn als ehemaliger Präsident der GPK, früher OAK, nicht mehr dem Rat angehört, und zweitens als Fraktionsvertreter der SVP. Vorerst danke ich recht herzlich für die Antwort des Regierungsrats auf die Richtlinienmotion, wonach er gewillt ist, alle Ziffern mit Ausnahme von Ziffer 6 auch hier im Rat unterstützen zu helfen und durchzuwinken. Ich bin mir bewusst, dass eine Richtlinienmotion vom Regierungsrat etwas eigenwillig umgesetzt werden kann. Genau deswegen meinten die FiKo und die

heutige GPK – damals OAK –, man möchte in Bezug auf Ziffer 6 auch weiterhin «der Mähre zum Oug luege». Das ist kein Misstrauensantrag, aber doch ein Zeichen, dass wir im Fall, dass uns bei der Umsetzung etwas als nicht richtig erschiene und wir dort noch Handlungsbedarf sähen, in einem Gespräch Einfluss nehmen könnten. Ich betone: in einem Gespräch. Liebe Kolleginnen und Kollegen im Grossen Rat, ich empfehle Ihnen persönlich als Mitmotionär und im Namen der SVP, die ganze Motion in allen Ziffern anzunehmen, auch in Ziffer 6.

Rita Haudenschild, Spiegel (Les Verts). Die OAK, also die jetzige GPK, und die FiKo warteten gespannt auf die Antwort des Regierungsrats zum Bericht über die Überprüfung der Informatik. Wir waren denn ein wenig enttäuscht von der Medienmitteilung; der Regierungsrat konnte nicht überzeugend aufzeigen, dass er die Defizite angehen will, und zwar rasch. Die Antwort fiel fast ein wenig zögerlich und unverbindlich aus. Darum liegt jetzt diese Richtlinienmotion auf dem Tisch, mit der wir nachzuhelfen versuchten. Wir müssen jetzt den durch die Überprüfung ausgelösten Schwung nutzen. Immerhin waren doch grosse Mängel festgestellt worden und wurde aufgezeigt, dass ein Sparpotenzial bestünde. Geschätzter Regierungsrat, nutzen Sie diesen Schwung, setzen Sie die Empfehlungen um! Auf Dauer wird es nicht bloss günstiger sein, sondern die Aufgaben können effizienter und zeitgemässer umgesetzt werden.

Die Grünen sind jetzt mit der Antwort des Regierungsrats zu der Richtlinienmotion einverstanden und werden allen Ziffern zustimmen. Ziffer 6 wird der grösste Teil von uns ablehnen, weil wir den Eindruck haben, der Regierungsrat könne – wie er es beschreibt – da autonomer und rascher handeln. Die Grünen lehnen also Ziffer 6 ab, wie es der Regierungsrat in seiner Antwort beantragt.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Ich darf daran erinnern, dass bei den Direktionsbesuchen 2012 die Frage der Informatik eingehend behandelt wurde. Wer schon länger dabei ist, mag sich erinnern, dass damals Kollege Matthias Tromp das Schwergewicht in den einzelnen Direktionen auf die Informatik legte und das Problem mehrmals aufgriff. Daraus entstand diese FiKo-/OAK-Motion zur Überprüfung der Informatik. Anfang April wurde uns der entsprechende Bericht vorgestellt. Er bestätigt die Feststellungen der FiKo, attestiert der Verwaltung eine gute EDV-Qualität, doch seien in den einzelnen Direktionen in verschiedenen Bereichen unterschiedliche Einzellösungen zur Anwendung gekommen. Setzt man die Motion um, kann man – wie aus dem Bericht ersichtlich – jährlich je nach Umsetzungsgrad zwischen 28 und 50 Mio. Franken sparen. Doch muss man sich bewusst sein, dass dies Investitionen zwischen 20 und 45 Mio. Franken erfordern würde, die wir zu bewilligen und tätigen bereit sein müssten.

In der berühmten Ziffer 6 haben, glaube ich, die OAK und die FiKo zum Regierungsrat inhaltlich keine Differenz. Beide Parteien wollen, dass die Firma AWK, die den Bericht erstellte, jetzt die Arbeit auch weiterführt. Sie haben sehr viel Know-how, führten sehr viele Befragungen durch und verfügen über sehr viele Informationen. Das müssen wir nutzen; es wäre schade, wenn wir davon nicht profitierten und den Auftrag einer anderen Firma, die es zweifellos gäbe, über-

trügen. Darum ist es sinnvoll, dass die Firma AWK die Projektarbeiten weiterführt. Der Bericht zeigt klar auf, dass zwingend mehrere Regierungsräte in das Projekt involviert werden müssen, um überhaupt zu einer einheitlichen Strategie zu gelangen. Die BDP-Fraktion unterstützt die FiKo-Motion, in Ziffer 6 mehrheitlich den Antrag der Regierung auf Ablehnung. Doch möchten wir auch, dass die OAK respektive GPK und die FiKo weiterhin involviert wären.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich kann es kurz machen, vieles wurde bereits gesagt. Ich möchte nur daran erinnern, dass es gesamthaft ein enormes Optimierungspotenzial bei der ICT im Kanton gibt. Im 300-seitigen Bericht sind 46 Empfehlungen in 9 Schwerpunkte gruppiert, die ein jährliches Sparpotenzial von mindestens 25 Mio. Franken beinhalten. Das ist kein Pappenstiel. Ich komme noch rasch auf Ziffer 3 und Ziffer 6 der Motion zu sprechen. Eine der ersten Empfehlungen ist, dass die ICT eine klare Führungsstruktur erhalten sollte. Das ist, was wir in Ziffer 3 fordern. Ich kann das Beispiel aus St. Gallen anführen, das in diesem Buch ebenfalls aufgeführt ist. Dort wurde die Reorganisation der ICT zur Chefsache erklärt, die Regierungsräte waren involviert als Leader der Reorganisation. Wir möchten, dass diese Empfehlung auch im Kanton Bern beherzigt wird. Betreffend Ziffer 6 bin ich mit Jürg Iseli einverstanden, dass die GPK und FiKo klar einzubeziehen sind. Das war grundsätzlich der Zweck der Ziffer. Wir sind damit einverstanden, dass da nicht ganz neu ausgeschrieben wird. Wir wollten Druck erzeugen, was uns offenbar gelungen ist. Wichtig ist, dass die Motion jetzt überwiesen wird als Signal an die Regierung, damit es jetzt endlich vorwärts geht. Die glp stimmt der Motion in allen Ziffern zu.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Die FDP-Fraktion unterstützt diese FiKo-Motion und findet es gut, dass ein gewisser Druck aufrechterhalten wird, um dieses Problem zu lösen. Ziffer 1–5 und Ziffer 7 überweist die FDP gemäss Antrag Regierungsrat. Bezüglich Ziffer 6 haben wir unsere Bedenken, weil wir damit doch sehr tief in den operativen Bereich eingreifen würden. Hier möchten wir uns heraushalten, weshalb wir diese Ziffer mehrheitlich nicht unterstützen werden. Allgemein Ja, aber bezüglich Ziffer 6 eher Nein.

Beatrice Simon-Jungi, directrice des finances. Eigentlich könnte ich mein Votum ganz kurz halten, denn nachdem man all die Rednerinnen und Redner gehört hat und auch aus den Antworten des Regierungsrats ist ja ersichtlich, dass wir keine riesigen Differenzen haben. Ich werde kein langes Votum abgeben, doch ist mir wichtig, zwei, drei Sachen trotzdem noch zu sagen, weil es eigentlich ein abendfüllendes Thema ist. Liebe Grossrätinnen und Grossräte, das wird uns noch einige Male beschäftigen, sowohl den Regierungsrat wie auch Sie.

Ich teile das Anliegen der Motionäre, dass die Empfehlungen aus dem UPI-Bericht rasch und vollumfänglich umgesetzt werden sollen. Will man aber 46 Empfehlungen seriös umsetzen, braucht es dafür halt auch eine gewisse Zeit. Dafür bitte ich um Verständnis. Anfang April wurde der Bericht der GPK und der FiKo vorgestellt. Danach machte ich mich mit meinen Leuten sofort an die Arbeit, verfasste einen Bericht, wie die Sache anzugehen wäre, und befasste auch

den Regierungsrat damit. Er hat einfach noch nicht entschieden; wir stecken noch in den Diskussionen, weil es doch noch Diverses zu bereinigen gibt. Aufgrund der Gespräche mit Mitgliedern des Grossen Rats nachdem die Motion eingereicht worden war, spürte ich klar, dass das Hauptanliegen der Grossrätinnen und Grossräte war, Druck aufzusetzen, damit das Problem rasch angegangen werde. Wie gesagt, nahm ich es tatsächlich sofort in Angriff. Aber ich spürte auch noch etwas anderes. Im Bericht ist zu lesen, man könne Geld sparen – ziemlich hohe Beträge. Nach meiner Interpretation der Gespräche ist primär ein grosses Anliegen, so rasch als möglich Geld zu sparen. Das wollen wir auch. Aber lesen Sie den Bericht gründlich! Darin steht nämlich, wir müssten zuerst investieren, und zwar ziemlich viel mehr, bevor wir sparen könnten. Müssen wir die Investitionen tätigen, werde ich darauf angewiesen sein, dass Sie diese umsetzen helfen.

Der Regierungsrat nimmt ausser Ziffer 6 ja alle Anliegen als Motion an. Ziffer 6 lehnen wir ab, weil etwas gefordert wird, was wir so nicht erfüllen können. Da steht nämlich: «Die Ausschreibung der externen Projektleitung hat in enger Absprache mit der GPK und der FiKo zu erfolgen. Diese sind namentlich bei der Auswahl der Auftragnehmerin und beim Verfassen des präzisen Auftrags beizuziehen.» Das ist aber eigentlich schon erledigt. Und für die Zukunft – das ist in der regierungsrätlichen Antwort sehr ausführlich erläutert – hat der Regierungsrat es so aufgegleist, dass auch die Folgeaufträge das Unternehmen bekommen sollte, welches bereits Vorarbeiten geleistet hat. Es ergibt keinen Sinn, wieder bei Null anzufangen. So gesehen haben wir eigentlich keine Differenz. Auch aufgrund der Aussagen des FiKo-Präsidenten Jürg Iseli habe ich das festgestellt. Mir stellt sich aber das Problem, dass der Regierungsrat seine Antwort aufgrund des schriftlichen Antrags verfasste. Jetzt habe ich nicht die Zeit, ihn anzufragen, ob ich diesbezüglich die Antwort abändern könnte. Ich glaube, Sie verstehen mich; Sie spüren auch, dass wir wünschen, dass die AWK weiterhin für uns arbeitet, weil sie gute Arbeit geleistet hat. Ohne Rückfrage kann ich die Antwort nicht abändern, aber Ihnen versichern, dass dies auch in unserem Interesse ist. Die Formulierung mag nicht optimal sein, doch wollen wir nun ja nicht beginnen, Erbsen zu zählen, sondern Probleme lösen. Ich danke Ihnen für die Unterstützung der Motion

La présidente. Nous allons faire deux votes. Puisque les points 1 à 5 et le point 7 n'ont pas été contestés, je prendrai cela de manière groupée. Puis, nous voterons sur le point 6 séparément. Donc, ceux qui acceptent les points 1 à 5 et le point 7 votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (points 1–5 et point 7)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 145

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ces points à l'unanimité. Nous passons au deuxième vote sur le point 6. Ceux qui

acceptent le point 6 votent oui, ceux qui refusent le point 6 votent non.

Vote (point 6)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 101

Non 41

Abstentions 3

La présidente. Vous avez accepté ce point 6.

Affaire 2013.1199

Loi sur les prestations complémentaires pour les familles à faible revenu (LPCFam)

Annexe 17

Première lecture

Débat d'entrée en matière

Proposition de la majorité de la commission (Lüthi, Berthoud)

Refus d'entrer en matière

Proposition subsidiaire : Si le Grand Conseil entre en matière, il renoncera à la seconde lecture.

Proposition de la minorité de la commission (Steiner-Brütsch, Langenthal)

Entrée en matière et adoption

La présidente. Nous passons à l'affaire 39, Loi sur les prestations complémentaires pour les familles à faible revenu. Nous avons pour cette loi une proposition de la majorité de la commission de refus d'entrer en matière et une proposition de la minorité de la commission qui veut entrer en matière et adopter cette loi. Je donne tout d'abord la parole à la présidente de la commission qui argumentera sur le refus d'entrer en matière, puis nous aurons M. Steiner-Brütsch pour la minorité de la commission. Mme Lüthi, vous ne vous êtes pas annoncée. – Mme Lüthi, présidente de la commission, vous avez la parole.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS), présidente de la commission. Armut und das Armutsrisiko von Familien werden im Kanton Bern schon lange diskutiert, und in den Sozialberichten 2008, 2010 und 2012 konnten wir das Ausmass dieser Problematik schwarz auf weiss lesen. Die drei Sozialberichte dokumentieren insbesondere auch die schwierige Situation von Familien. Familien sind mit der Situation konfrontiert, dass die Eltern für den Lebensunterhalt ihrer Kinder aufkommen müssen, aber gleichzeitig in ihren Möglichkeiten bezüglich Erwerbstätigkeit eingeschränkt sind, weil sie eben für die Betreuung der Kinder sorgen müssen. Erwerbstätige Familien mit ungenügendem Einkommen müssen sich für Unterstützung heute entweder an die Sozialhilfe

wenden oder in prekären finanziellen Verhältnissen ohne Unterstützung leben. Darum erstaunt nicht, dass Ergänzungsleistungen für einkommensschwache Familien als Instrument zur Bekämpfung der Familienarmut im Kanton Bern schon lange ein Thema waren und stets wieder sind.

Direkt im Zusammenhang mit dem vorliegenden Gesetz kann die Motion von Herrn Daniel Steiner-Brütsch erwähnt werden, die 2009 mit 81 gegen 58 Stimmen überwiesen wurde. Der Regierungsrat wurde aufgefordert, gesetzliche Grundlagen für Ergänzungsleistungen an einkommensschwache Familien zu schaffen. Er nahm zwar die Arbeit auf, beschloss aber im August 2011 aufgrund finanzpolitischer Überlegungen, das Geschäft zu sistieren. Die Fraktionen wurden im März 2011 über die Zwischenergebnisse informiert. Der Entscheid des Regierungsrats fiel vor dem Hintergrund, dass die Kosten auf der Basis eines von der GEF erarbeiteten Modells auf 71 bis 144 Mio. Franken geschätzt worden waren.

Der Regierungsratsentscheid und die Tatsache, dass sich der Grosse Rat im Rahmen der Debatte zum Voranschlag 2010 nochmals für die Umsetzung der Motion Steiner-Brütsch ausgesprochen hatte, veranlassten den damaligen Motionär, 2012 mit einer parlamentarischen Initiative nachzudoppeln. Konkret verlangte sein Antrag, das Sozialhilfegesetz mit einem Artikel zu ergänzen, der Ergänzungsleistungen für einkommensschwache Familien vorsehen würde. Von solchen finanziellen Leistungen sollten Familien profitieren, die trotz Erwerbstätigkeit eines oder beider Elternteile zu wenig Einkommen erwirtschafteten, um ihren Lebensunterhalt zu decken. Voraussetzungen gemäss dieser parlamentarischen Initiative waren, dass die Eltern mit mindestens einem Kind unter 13 Jahren zusammenlebten – eine Variante hätte 7 Jahre vorgesehen –, seit mindestens fünf Jahren Wohnsitz im Kanton Bern hatten, ein bestimmtes Mindesteinkommen erwirtschafteten und nicht Sozialhilfe bezogen. Die jährliche Ergänzungsleistung wäre gegen oben plafoniert gewesen, und der Regierungsrat hätte in einer Verordnung die Details regeln müssen. Wichtig war dem Motionär ein kontinuierlicher, positiver Erwerbsanreiz.

Der Grosse Rat unterstützte im September 2012 die parlamentarische Initiative vorläufig mit 81 gegen 68 Stimmen bei einer Enthaltung. Man nahm damals zur Kenntnis, dass mit der Annahme noch nicht über ein konkretes Modell oder über genaue Kostenfolgen entschieden wurde. (*Die Präsidentin läutet die Glocke.*) Obwohl schon ein konkreter Vorschlag vorlag, war klar, dass die Kommission diesen noch würde abändern oder ergänzen können. Der Grosse Rat anerkannte in der Debatte das Problem der Familienarmut und der working poor. Man sah ein, dass gewisse Klientengruppen wie Alleinerziehende und working poor eigentlich nicht ins System der Sozialhilfe gehören, und über Familienergänzungsleistungen erhoffte man sich eine Entlastung der Sozialhilfe. Erwähnt wurde auch, dass Ergänzungsleistungen sich im Bereich der AHV und IV bewährt hätten und sich unter Umständen auch für Familien in der Landwirtschaft eignen würden. Sicher spielte auch ein psychologischer Aspekt mit. Es wurde nicht goutiert, dass sich der Regierungsrat geweigert hatte, eine überwiesene Motion umzusetzen. Andererseits wurde aber schon damals darauf hingewiesen, dass wir im Kanton Bern ein gut funktionierendes Sozialwesen hätten, und schon damals hingen die

kantonalen Finanzen und die zu erwartenden Kosten wie ein Damoklesschwert über der Debatte.

In der Folge wurde eine Kommission eingesetzt, die Anfang 2013 ihre Arbeit aufnahm und insgesamt sieben Sitzungen durchführte. An der ersten Sitzung liessen wir uns von der GEF über die Ausgangslage im Kanton Bern informieren: über die ökonomische Situation, bestehende Leistungen für Familien und so weiter. Wir wurden auch informiert über die bereits abgeklärten Modelle, mussten also nicht ganz von vorne beginnen. Es gibt Empfehlungen der Sozialdirektorenkonferenz, Skos, und verschiedene Kantone haben Ergänzungsleistungen für einkommensschwache Familien schon eingeführt: Genf, Waadt, Tessin; im Kanton Solothurn nach einer dreijährigen Pilotphase per 1. Januar 2014 definitiv. Auch die GEF hatte ja bereits erste Berner Modelle erarbeitet, die uns als Grundlage zur Verfügung standen.

Die finanzielle Situation des Kantons Bern prägte unsere Diskussionen von Anfang an. Es gab Stimmen, die die Arbeit der Kommission am liebsten gerade eingestellt hätten. Wir nahmen aber zur Kenntnis, dass mit der Überweisung der parlamentarischen Initiative ein Prozess in Gang gesetzt worden war, der nicht zu stoppen war. Die Kommission musste sich mit dem vorliegenden Vorschlag auseinandersetzen, konnte allenfalls ein neues Modell erarbeiten, musste eine Vernehmlassung durchführen und spätestens nach zwei Jahren dem Grossen Rat einen Antrag unterbreiten. So entschied sie sich dafür, ein vollständiges Modell auszuarbeiten, das auf den Kanton Bern zugeschnitten war, um auch die Kosten möglichst genau schätzen lassen zu können. Die Kommission prüfte auch ein Modell, in dem alle Familien, also nicht nur Alleinerziehende und Familien mit mindestens drei Kindern, bezugsberechtigt gewesen wären, falls sie die definierten Voraussetzungen erfüllt hätten: Mindesteinkommen, das jüngste Kind noch im Vorschulalter, Wohnsitz mindestens seit fünf Jahren im Kanton Bern und so weiter. Nach diesem Modell hätten aber mehr als doppelt so viele Familien Ergänzungsleistungen beziehen können, was sich enorm auf die Gesamtkosten ausgewirkt hätte. Deshalb verwarf die Kommission nach der Vernehmlassung dieses Modell.

Hier stehen wir nun. Die Kommission legt Ihnen ein Gesetz über Ergänzungsleistungen für einkommensschwache Familien vor, das auf die angespannte finanzielle Situation des Kantons Bern zugeschnitten ist und folgende Eckwerte enthält: Es werden nur Familien unterstützt, die das höchste Armutsrisiko tragen, nämlich Alleinerziehende und Zweielternfamilien mit drei oder mehr Kindern. Mindestens ein Kind der Familie muss noch im Vorschulalter sein; die Eltern müssen seit fünf Jahren im Kanton Bern wohnen und gemeinsam eine bestimmte Mindestberufstätigkeit vorweisen. Und bei der Leistungsberechnung werden nur die wichtigsten Ausgaben der Familie berücksichtigt, insbesondere der Lebensbedarf, die Wohnkosten, die Krankenversicherungsprämien, allfällige Kosten für Kinderbetreuung und notwendige Auslagen für die Fahrten zum Arbeitsort und auswärtige Verpflegung am Arbeitsort.

Insgesamt handelt es sich um ein ausgewogenes Gesetz, das zwar nicht alle von Armut betroffenen Familien umfasst, aber doch nach dem Bedarfsprinzip und eben nicht nach dem Giesskannenprinzip die erwähnte Zielgruppe vor Armut und allenfalls Sozialhilfebedürftigkeit bewahrt und damit die

Entwicklungschancen der Kinder verbessert. Knapp 2000 Familien im Kanton Bern hätten Anspruch auf Familienergänzungsleistungen. Sie würden ihren Bedürfnissen entsprechend während einer klar definierten Phase des Familienlebens finanziell unterstützt, nämlich solange noch ein Kind im Vorschulalter ist.

Wir liessen von der Skos die voraussichtlichen Kosten berechnen, was nicht einfach war. Obwohl die Grundlagen unter anderem aus den Steuerdaten und der Sozialhilfestatistik 2011 stammten, unterliegt das Resultat vielen Unsicherheiten, weil doch noch viele Angaben geschätzt werden mussten. So ist beispielsweise nicht klar, welcher Prozentsatz der Anspruchsberechtigten überhaupt ein Gesuch stellen würde. Im Modell gehen wir von einer Bezugsquote von 72,5 Prozent aus. Auch nur geschätzt werden konnten die anrechenbaren Auslagen für die Kinderbetreuung, die Berufskosten und so weiter. Aufgrund dieser Annahmen gehen wir jetzt von jährlichen Nettokosten in der Höhe von 25,7 Mio. Franken aus. In diesem Betrag sind die Verwaltungskosten einberechnet und die Entlastung bei der Sozialhilfe abgezogen. Die Kosten für Ergänzungsleistungen für einkommensschwache Familien würden über den Lastenausgleich Sozialhilfe finanziert, was heisst, dass die Hälfte – 12,85 Mio. Franken – der Kanton und die andere Hälfte die Gemeinden tragen würden.

Hauptsächlich diese Kostenfolgen sind für die Mehrheit der Kommission Grund, dem Grossen Rat Nichteintreten auf das Gesetz zu beantragen. Die Kommissionsmehrheit ist der Ansicht, die finanzielle Situation des Kantons lasse es zurzeit nicht zu, Ergänzungsleistungen für einkommensschwache Familien einzuführen, deshalb mache es keinen Sinn, über inhaltliche Details des Gesetzes zu debattieren. Sollten auf die sieben mageren Jahre wieder sieben fette folgen, müsste man die Eckwerte des Gesetzes ohnehin wieder auf die aktuelle Situation im Kanton Bern justieren und es entsprechend überarbeiten. Die Kommissionsminderheit hingegen beantragt, auf das Gesetz einzutreten und es anzunehmen. Der Sprecher der Minderheit, Herr Daniel Steiner-Brütsch, wird diesen Antrag noch genauer ausführen. Falls der Grosse Rat trotzdem Eintreten auf das Gesetz beschliesst, beantragt die Kommissionsmehrheit, nur eine Lesung durchzuführen.

Daniel Steiner-Brütsch, Langenthal (PEV), rapporteur de la minorité de la commission. Es kommt selten vor, dass eine Kommission einen Minderheitssprecher hat, hier aber schon, weil doch eine ansehnliche Minderheit einen gegen teiligen Antrag stellt. Im Namen der Kommissionsminderheit beantrage ich Ihnen, auf das vorliegende Gesetz einzutreten und es nachher auch anzunehmen.

In der Schweiz leben mindestens eine Viertelmillion Kinder in einer von Armut betroffenen Familie. Sie sind arm, weil sie beispielsweise in einer kinderreichen Familie oder mit einem allein erziehenden Elternteil aufwachsen. Diese Armut hinterlässt Spuren im Lebenslauf. Von Armut betroffene Kinder haben häufiger Probleme in der Schule, brechen häufiger eine Lehre ab und sind als Erwachsene häufiger von Armut betroffen. Die betroffenen Familienhaushalte gehören häufig zu den so genannten working poor. Sie sind arm, obschon sie einer Arbeit nachgehen. Besonders viele working poor sind im Gastgewerbe oder im Detailhandel

anzutreffen, ein ansehnlicher Teil aber auch in der Landwirtschaft, wie kürzlich eine Studie der schweizerischen Hochschule für Landwirtschaft bestätigte. Familienarmut – die Kommissionspräsidentin hat es bereits erwähnt – ist seit längerer Zeit als Problem erkannt, und Ergänzungsleistungen für Familien werden als mögliche Massnahme dagegen in verschiedenen Kantonen ausgerichtet. Ein Beispiel gibt der Kanton Solothurn, wo der Regierungsrat gerade vor Kurzem eine positive Gesamtbilanz über die Ergänzungsleistungen für einkommensschwache Familien zog und deshalb beantragte, das Projekt um weitere fünf Jahre, 2015–2019 zu verlängern; danach soll über eine dauerhafte Einführung entschieden werden. Der Kanton Solothurn in unserer Nachbarschaft richtet also bereits seit 2010 Familienergänzungsleistungen aus, und es hat sich bestens bewährt.

Worum es bei Ergänzungsleistungen für einkommensschwache Familien geht, hat Kommissionspräsidentin Andrea Lüthi bereits bestens dargelegt. Es geht darum, ein strukturelles Problem zu lösen, indem man Familienarmut von der Sozialhilfe ablöst und den betroffenen Familien den fehlenden Betrag über das System der Ergänzungsleistungen zukommen lässt. Eigentlich war sich die Kommission über alle Parteigrenzen hinweg einig, dass Familienergänzungsleistungen eine gute Sache wären. Nicht einig war man sich, ob sich der Kanton das leisten könne und wolle. In der Kommission rauchten wir uns aber trotzdem zusammen und erarbeiteten ein pragmatisches Modell. Wir legen Ihnen ein Modell vor, das auf die finanzielle Situation des Kantons Bern bestmöglich zugeschnitten ist. Es ist keine Luxuslösung, sondern eine absolute Minimallösung, die den absolut Bedürftigsten im Kanton Bern zugute käme. Die Anspruchsberechtigung ist aufgrund der schwierigen Finanzlage im Kanton auf jene Familien beschränkt, die am stärksten von Armut betroffen oder gefährdet sind: Alleinerziehende oder Familien mit drei oder mehr Kindern.

Voraussetzung für den Bezug von Ergänzungsleistungen ist, dass die Eltern oder der allein erziehende Elternteil schon ein Erwerbseinkommen haben. Es besteht also Erwerbsanreiz, damit sich für die Leistungsbezügerinnen und -bezüger trotz der Unterstützung durch die Familienergänzungsleistungen ein zusätzlicher Verdienst lohnt und sie dadurch motiviert werden, ihre Einkommenssituation zu verbessern. Wie auch die Kommissionspräsidentin erwähnt hat, funktioniert dieses Modell nicht nach dem Giesskannenprinzip.

Aufgrund der Beschränkung auf Alleinerziehende oder Familien mit drei und mehr Kindern ist ersichtlich, dass das vorliegende Modell eine Kompromisslösung und kein Wunschkonzert ist. Es gäbe noch ganz andere, viel teurere Modelle. Mit dem vorgesehenen Erwerbsanreiz wird aber auch offensichtlich, dass es sich bei den potenziellen Bezü gern von Familienergänzungsleistungen um working poor handelt. Es sollen nur Familien unterstützt werden, in denen die Eltern ihre Erwerbstätigkeit wegen Betreuungspflichten nicht oder kaum verstärken können. So wird unter anderem verlangt, dass die Familie mindestens ein Kind im Vorschulalter haben muss. Das ist sinnvoll, da es mit Kindern im Vorschulalter viel schwieriger ist, einer Erwerbstätigkeit nachzugehen. Weiter werden nur die wichtigsten Auslagen gedeckt – auch das hat die Kommissionspräsidentin schon

erwähnt –, und es wird eine mindestens fünfjährige Wohnsitzdauer in einer Gemeinde des Kantons Bern verlangt. Damit wird ein gewisser Familienergänzungsleistungstourismus unterbunden.

Das vorliegende Modell für Familienergänzungsleistungen ist ein erster Schritt in die richtige Richtung zur Bekämpfung der Familienarmut. Es gibt einen Unterstützungsbetrag vor, der nur die Ausgaben, die die Einnahmen übersteigen, deckt. Es richtet sich nur an jene Familien, die am meisten von Armut betroffen oder gefährdet sind. Es sind nur Unterstützungsbeiträge vorgesehen, solange eine Familie Vorschulkinder hat. Es basiert auf Erwerbsanreiz und berücksichtigt nur die wichtigsten Auslagen einer Familie. Ich bitte Sie um Eintreten und Unterstützung des Gesetzes. Im Namen der Kommissionsminderheit bitte ich Sie, den bisherigen Worten Taten folgen zu lassen, sodass der Kanton Bern hier kein Armutszeugnis abgibt.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Die glp hat Sympathie für dieses Gesetz. Wer will schon nicht, dass im Kanton Bern die Armut bekämpft und insbesondere auch das Working-poor-Problem aktiv angegangen wird? Niemand wird dagegen sein. Aber es fragt sich, ob dieses Gesetz sozialpolitisch zum richtigen Zeitpunkt kommt und ob es wirklich zu mehr Gerechtigkeit und zur Bekämpfung der Armut beiträgt. Wir in unserer Partei, die nicht in der Kommission war, weil sie damals noch zu klein war – die Zeiten ändern sich –, sind zum Schluss gekommen, dass wir das Gesetz auch aus inhaltlichen Gründen nicht vorbehaltlos unterstützen können. Unser Vorredner sagte, das Gesetz bekämpfe die Armut, wogegen es nach unserer Erfahrung zu mehr Ungerechtigkeit führt. Ich stelle Ihnen ein Beispiel vor: Man wollte das Gesetz retten und verkleinerte die Anspruchsgruppe massiv, diskutierte aber nicht die Zumutbarkeit der Arbeit. Dieses Gesetz führt dazu, dass eine alleinstehende Gymnasiallehrerin mit einem Kind, die beschliesst, nicht mehr als Gymnasiallehrerin, sondern in einem Bioladen zu 17 Franken 80 Rappen pro Stunde zu arbeiten und diesen aufzubauen, eine neue Ergänzungsleistung kriegt, während eine Bauernfamilie, die mehr als 100 Prozent arbeitet und nur zwei statt drei Kinder hat, nicht in den Genuss dieser Familienergänzungsleistung kommt. Das ist keine Gerechtigkeit, wie wir sie uns in diesem Kanton mit einem so grossen auch ländlichen Raum vorstellen.

Ich gebe Ihnen ein zweites Beispiel: Dieses Gesetz wirft viele Fragen auf. Nicht zuletzt ist unklar, ob die Kosten stimmen. Viele Signale sprechen dafür, dass es mehr kosten wird als die veranschlagten 28 Mio. Franken. Beispielsweise wurden die Kosten im Sektor der Einwohner und Einwohnerinnen mit B-Ausweis im Kanton Bern nur ungenau berücksichtigt. Das ist nicht das Problem der GEF, sondern dafür fehlten einfach die Steuerdaten, weil diese Personen im Kanton Bern, Inhaberinnen eines B-Ausweises oder Arbeiterinnen und Arbeiter quellenbesteuert sind. Wir alle wissen aber, dass gerade diese Leute einen grossen Anteil der working poor ausmachen. Den zweiten Punkt habe ich bereits erwähnt: Die Kosten sind viel zu hoch. Im dritten, zentralen Punkt folgen wir dem Antrag des Regierungsrats: Das Gesetz kommt zum falschen Zeitpunkt. Sozialpolitisch ist es doch schizophoren, einerseits eine sinnvolle Hilfe, nämlich die Verbilligung der Krankenkassenprä-

mien, in einem zweiten Schub nochmals zu kürzen, eine Massnahme, die gerade vielen working poor Erleichterung bringt, während man gleichzeitig ein neues Gesetz schafft, das 28 Mio. Franken neu ausschüttet, aber nur noch einen Teil dieser Leute berücksichtigt. Das wollen wir nicht. Wir kritisieren auch uns als Parlament. Man sollte sich wirklich fragen, ob es sinnvoll war, in diesem Parlament ein Gesetz auf die Entwicklungsbahn zu schicken, die GEF gemeinsam mit dem Ratssekretariat in einen immensen Aufwand mit Kosten von ungefähr 120 000 Franken zu stürzen, um ein Gesetz auszuarbeiten, das wir heute still begraben. Da fragt sich unsere Fraktion tatsächlich, ob der Grosse Rat so effiziente Sozialpolitik betreibt. Ich weiss, manchmal muss man etwas gescheitert werden. Ich gehe davon aus, dass das Gesetz heute keine Chance hat. Nach unserer Erfahrung hat es uns zu viel gekostet. Ich nehme es vorweg: Eigentlich hatten wir beabsichtigt, auf das Gesetz einzutreten und es zu beraten. Nun lautet aber der Antrag: «Eintreten und Annahme des Gesetzes». So etwas Kurioses haben wir noch nie gehört in den paar Jahren, die wir im Parlament sind. Wir werden nicht darauf eintreten, weil wir davon ausgehen, dass bereits alle relevanten Punkte in der Eintretensdebatte diskutiert werden.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Jetzt bekommen Sie eine etwas andere Stimme aus einer Partei zu hören, die «grün» in ihrem Namen führt. Bereits im September 2012 sprachen sich die Grünen in der Debatte über die parlamentarische Initiative für solch ein Projekt aus. Auch bei den früheren Debatten im Rat waren wir immer grundsätzlich für die Einführung von Familienergänzungsleistungen gewesen. Unterstützt man armutgefährdete Familien rechtzeitig, verhindert man dadurch allfällige spätere Sozialhilfeabhängigkeit mit all ihren negativen menschlichen und finanziellen Auswirkungen. Arbeitende Eltern, die nicht genug verdienen, um ihre Familie zu ernähren, zu kleiden, zu versichern, die Miete zu bezahlen – die also nicht genug verdienen für den absoluten Grundbedarf –, sollen so in ihren Anstrengungen und Bemühungen unterstützt werden, dass sie eben nicht von der Sozialhilfe abhängig werden. So werden auch die Sozialdienste entlastet und deren Kosten gesenkt.

Als Kommissionsmitglied für die Grünen sprach ich mich in den Beratungen immer für eine moderate Form der Familienergänzungsleistungen aus. Ich brachte auch verschiedene Vorschläge ein, die häufig meine Schmerzgrenze überstiegen. Weil sie Mehrheiten fanden, reden wir heute über ein absolut abgespecktes Gesetz, das einer wirklich sehr begrenzten Gruppe von Familien zugute käme. Beispielsweise setzten wir das Alter des jüngsten Kindes auf den Schuleintritt an. Wer auch Bildungspolitik betreibt, weiss, dass mit Harmos der Schuleintritt im Alter von vier Jahren stattfindet. Daher würden nur Familien mit einem Kind unter vier bis fünf Jahren Familienergänzungsleistungen erhalten. Bei den Zweielternfamilien setzten wir die Anzahl auf mindestens drei Kinder fest. In den Genuss von Familienergänzungsleistungen kommen also nur Zweielternfamilien mit drei oder mehr Kindern.

So kamen wir aus unserer Sicht der skeptischen, sparsamen bürgerlichen Seite extrem weit entgegen. Dadurch konnten wir auch die prognostizierten Kosten von 70 oder

140 Mio. Franken auf die jetzt berechneten 28 Mio. Franken senken. Ich finde es sehr schwer erträglich, dass dieses Gesetz heute mit Nichteintreten beerdigt werden soll. Für mich ist es eine richtige Frustrationsgeschichte; eine ähnliche erlebte ich in meinen acht Jahren als Grossrätin nicht. Alle, die nun während anderthalb Jahren für das Gesetz gearbeitet haben, sei es in der Verwaltung, seien es wir Kommissionsmitglieder, erleben heute eine Null-Lösung. Vor allem ist es auch für die Kommissionspräsidentin, die im Hintergrund enorm viel gearbeitet hat, sicher nicht gerade ein Glanzlicht ihrer Amtszeit im Grossen Rat. Heute, da man die Evaluationen im Kanton Solothurn kennt, lässt sich einfach nicht mit gutem Gewissen sagen, Ergänzungsleistungen für armutgefährdete Familien könne sich der Kanton nicht leisten. Es geht um einen Betrag von ungefähr 28 Mio. Franken. In Anbetracht der Erfahrungen im Kanton Solothurn fiel der Betrag wahrscheinlich noch kleiner aus.

Letztlich komme ich noch zur bittersten Pille dieser ganzen Geschichte. Diesen Frühling bot die bürgerliche Seite der Bevölkerung ein verführerisches Zuckerchen dar mit der Abstimmung über die Handänderungssteuer. Wir streckten ganz willkürlich einer kleinen Bevölkerungsgruppe von Personen, die in den nächsten Jahren unabhängig davon, ob sie knapp bei Kasse oder mehrfache Millionäre sind, ein Haus kaufen werden, ein Zuckerchen hin mit der Aufforderung, es anzunehmen, weil sich dadurch Steuern sparen liessen. Mit dem gleichen Betrag, der dem Kanton jetzt durch diese Steuerausfälle fehlt, hätte man genau dieses schlanke Familienergänzungsleistungsgesetz einführen können. Das grenzt für mich schon an Verlogenheit. Die grüne Fraktion ist selbstverständlich für Eintreten und für Annahme des Gesetzes.

Donat Schneider, Ostermundigen (UDC). Ich nehme vorweg, dass die SVP-Fraktion geschlossen für Nichteintreten ist und den Kommissionsantrag unterstützt. Unser Nichteintreten ist keineswegs eine Geringschätzung der grossen Arbeit, die die Kommission zu leisten hatte. All jene, die noch nie bei der Ausarbeitung einer parlamentarischen Initiative dabei waren, seien daran erinnert, dass dabei viel mehr Arbeit anfällt als bei einer normalen Gesetzesvorlage. In diesem Zusammenhang danke ich der Kommissionspräsidentin Andrea Lüthi herzlich. Sie hat das sehr gut gemacht, und wie gesagt, gibt es viel mehr zu tun als bei einer normalen Gesetzesvorlage, wozu der Regierungsrat der Kommission jeweils die fertigen Vorschläge liefert. In diesem Fall bewältigte die Kommission die ganze Arbeit selbst.

Inhaltlich gehe ich auf die Vorlage nicht ein, muss jedoch attestieren, dass man hart an die Grenze ging. Insbesondere bei den Anspruchsvoraussetzungen passte die Kommission das Gesetz oder eigentlich die Modellvariante des Regierungsrats derart an, dass wir wirklich die Limite erreichten, an der wir uns fragen müssen, ob es so überhaupt noch wirksam wäre. Darin sind wir uns alle einig. Aber natürlich hatten wir es so gewollt. Nichteintreten ist klar und ganz einfach ein finanzpolitisches Argument, betrifft es doch nicht nur den Kanton, sondern auch die Gemeinden; die vollen Kosten würden dem Lastenausgleich zugeführt. Zurzeit wäre es schizophoren, dem Gesetz zum Durchbruch verhelfen zu wollen, wenn wir keine sechs Monate vorher in

einer ASP-Debatte einschneidende Sparmassnahmen ebenfalls im Sozialbereich beschlossen haben. Würde es jetzt auf eine solche Vorlage eintreten und ein neues Instrument schaffen, wäre das Parlament nicht glaubwürdig. Warum diskutieren wir die Vorlage überhaupt? Die parlamentarische Initiative wurde seinerzeit überwiesen, auch dank sehr, sehr guten Lobbyings von Daniel Steiner. Aber auch damals – das sagte ich bereits in der Kommission – ganz klar im Wissen, dass die Vorlage noch scheitern könnte. Dazu zitiere ich Daniel Steiner aus dem damaligen «Tagblatt des Grossen Rats»: «Mit einem Ja zur Initiative wird noch kein einziger Franken ausgegeben. Selbstverständlich kann der Grosse Rat dann immer noch sagen, ob er das will oder nicht.» An diesem Punkt steht er halt jetzt. Der Grosse Rat hat seither schwierige Zeiten ausgestanden, auch letzten Herbst. Würden wir jetzt hier das neue Instrument beschliessen, wäre das keineswegs glaubwürdig.

Zum Vollzug wurde bisher nichts gesagt. Dazu hätte ich sicher noch die eine oder andere Frage gehabt. Solange man nicht eintritt und das Gesetz nicht angenommen wird, steht er nicht zur Diskussion. Im Vortrag konnten Sie aber lesen, dass es ein komplett neues, spezialisiertes EDV-System bräuchte. Zusammengefasst für die SVP-Fraktion: Dieses Gesetz ist inhaltlich eigentlich in Ordnung, finanzpolitisch aber nicht tragbar, und der Vollzug würde gewisse Fragen auf. Deshalb empfehle ich Ihnen, auf die Vorlage nicht einzutreten und der Kommission zu folgen.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD). Die Entstehungsgeschichte dieses Gesetzes haben Sie von der Kommissionspräsidentin ausführlich dargelegt bekommen. Ich gehe nur auf die seinerzeitige Haltung der BDP ein. Bereits bei der Überweisung der parlamentarische Initiative am 10. September 2012 argumentierte die BDP gleich wie ich heute. Ich zitiere Marianne Schenk: «Wir haben im Kanton Bern ein gut funktionierendes Sozialgesetz und Sozialnetz, das in der Praxis auch umgesetzt wird.» Diese Haltung hat sich bei uns bis heute nicht geändert. Die BDP ist sich bewusst, dass das grösste Armutsrisiko bei Alleinerziehenden und Familien mit drei und mehr Kindern liegt. Nach eingehender Beratung in der Fraktion kamen wir zur Überzeugung, dass wir kein neues Instrument zur Geldverteilung wollen. Wie gesagt, haben wir bereits ein funktionierendes Instrument. Das Sozialhilfegesetz könnte alles abdecken. Man müsste aber die Negativfaktoren der Sozialhilfe wie Hemmungen und Tabus wieder mehr thematisieren. Das Gesetz über die Familienergänzungsleistungen wurde in der Kommission aus finanziellen Gründen derart eingeschränkt, dass immer noch viele Familien in ihrer Existenz gefährdet blieben und Sozialhilfe in Anspruch nehmen müssten. Darum ist uns wichtiger, die Thematik der Hemmungen und Tabus für eine Leistung, die das Gesetz ermöglicht, zu bearbeiten. Bei der Sozialhilfe gibt es kein Geld ohne Beratung, während nach dem vorliegenden Gesetz Geld ausbezahlt würde ohne Beratung.

Wir halfen mit bei der Ausarbeitung dieses Gesetzes. Die überwiesene parlamentarische Initiative hatte es so verlangt. Familienergänzungsleistungen gibt es auch in den Kantonen Genf, Waadt und Tessin unter unterschiedlichen Rahmenbedingungen. Darum sind sie schlecht vergleichbar.

So sind nicht überall Kinderbetreuungskosten subventioniert oder auch nicht gleich stark reduziert. Doch wollen wir das Bedürfnis nicht in Abrede stellen. Reicht das Geld hinten und vorne nicht, ist es für niemanden einfach. Genau da sollte ein Mechanismus besser funktionieren und der Gang auf den Sozialdienst kein Tabu sein. Dafür wäre das Sozialhilfegesetz doch geschaffen worden – oder?

Sie stellen fest, dass die BDP das Bedürfnis zur Unterstützung von Familien durchaus anerkennt. Gestern setzten wir in Gesetzesrevisionen ASP-Massnahmen um. Wir als Grossräte nahmen klar Stellung, dass wir die Sparflüsse nicht rückgängig machen können und wollen. Dem gegenüber steht ein neues Gesetz mit nicht unwesentlichen Kosten zum jetzigen Zeitpunkt schlecht da. Von ASP-Massnahmen Betroffene würden es wohl kaum verstehen, wenn für ein neues Gesetz plötzlich Geld vorhanden wäre. Die BDP bedauert die Terminierung so kurz nach den Sparmassnahmen des letzten Herbstes und kann die Einführung von Familienergänzungsleistungen so nicht unterstützen. Deshalb wird sie gar nicht darauf eintreten wollen und es somit ablehnen.

Ursula, Brunner, Hinterkappelen (PS). Die Positionen sind bezogen, die Mehrheiten klar; hier im Kanton Bern ist alles zementiert. Darum versuche ich es einmal auf anderem Weg. 1847 entdeckte Ignaz Semmelweiss, Arzt, dass die sehr vielen Todesfälle wegen Kindbettfiebers massiv reduziert werden könnten, wenn die Ärzte im Kreissaal sorgfältig ihre Hände wuschen. Leider brachte diese Erkenntnis Semmelweiss nicht viel, wurde er doch für seine These verlacht und starb später unglücklich und in Armut. Etwa dreissig Jahre später wiesen andere Forscher nach, dass Semmelweiss Recht gehabt hatte, und seit damals nahm man andere Gewohnheiten an.

Was hat die Geschichte von Semmelweiss mit unserem Gesetz hier zu tun? Zweierlei. Während sich in den Naturwissenschaften Erkenntnisse relativ rasch – damals nach dreissig Jahren, heute nach sehr, sehr viel kürzerer Zeit – durchsetzen, ist es bei den Sozialwissenschaften eben nicht so. Da dauert es immer viel, viel länger, und in der Politik nochmals länger. Zweitens verbindet die Geschichte über Semmelweiss mit unserem Gesetz, dass der Bedarf mehr oder weniger unbestritten ist in diesem Saal. Wir alle hätten hier heute die Möglichkeit zu handeln und etwas Sinnvolles einzuleiten, das für viele Menschen im Kanton Bern wichtig ist. Doch haben wir sehr viele gute Gründe, eben genau nichts zu tun. Immer sind es die gleichen: Der Zeitpunkt ist nicht richtig, das Geld ist nicht da, und es stimmt sowieso insgesamt noch nicht. Liebe Kolleginnen und Kollegen, seit Langem ist bekannt, dass arme Menschen in reichen Gesellschaften früher sterben und anfälliger sind für soziale Probleme. Das wissen wir, das nehmen wir in Kauf. Einkommensunterschiede innerhalb einer Gesellschaft stehen in enger Abhängigkeit zum Gesundheitszustand und zum Wohlbefinden der Menschen. Reiche sind gesünder und glücklicher als Arme.

Trotzdem messen wir im reichsten Land der Welt der Armutsbekämpfung wenig Bedeutung bei, weil wir es uns nicht leisten können. Neuste Forschungen zeigen aber, dass auch der Mittelstand und sogar die Wohlhabenden an den Folgen sozialer Ungerechtigkeit leiden. Das Leiden äussert

sich beim Mittelstand und den Wohlhabenden in Ängsten, Depressionen, Stress, Rivalität, sozialer Verwahrlosung, Gewalt und so weiter. Ausgeprägte Ungleichheit innerhalb eines Landes verschärft alle sozialen Probleme für alle Schichten. Das besagt die neuste Forschung, die Richard Wilkinson und Kate Pickett in ihrem Buch «Gleichheit ist Glück: Warum gerechte Gesellschaften für alle besser sind» publiziert haben. Grosse Unterschiede innerhalb einer Gesellschaft zersetzen diese sogar. In der reichen Schweiz – das haben wir schon gehört – leben mindestens 250 000 Kinder in einer von Armut betroffenen Familie. Sie sind arm, weil sie in einer kinderreichen Familie oder mit einem allein erziehenden Elternteil aufwachsen. Die Armut hinterlässt Spuren bei diesen Kindern.

Das von der Kommission ausgearbeitete Modell entspricht der angespannten Finanzlage des Kantons Bern – auch das haben wir gehört. Wie ebenfalls schon mehrmals gesagt worden ist, will die Kommissionsmehrheit aus finanziellen Gründen gar nicht einsteigen auf die Gesetzesvorlage. Niemand in diesem Saal wird sagen können, er oder sie kenne nicht die menschlichen und sozialen Folgen davon, wenn auf das Gesetz nicht eingetreten und es nicht realisiert wird. Die Hände in Unschuld zu waschen, geht auch nicht mehr. Als Politikerinnen und Politiker wüssten wir, was richtig wäre. Leider fehlt der Mut, entsprechend zu handeln. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion befürwortet ganz klar die Einführung von Ergänzungsleistungen für einkommensschwache Familien. Politik bedeutet für uns, zum Wohl der ganzen Bevölkerung beizutragen. Wir sehen es als unsere Aufgabe an, Rahmenbedingungen zu schaffen, um das soziale und emotionale Wohlbefinden und die Gesundheit der Menschen verbessern zu können. Mit unserer Politik tragen wir dazu bei, dass der soziale Zusammenhalt in der Gesellschaft gestärkt wird. Gute Sozialreformen sind seit jeher unser Kerngeschäft. Ergänzungsleistungen zur Alters- und Invalidenversicherung haben sich bestens bewährt und tragen wesentlich zur Reduktion der Armut im Alter und bei Invalidität bei. Deshalb gehen wir davon aus, dass Ergänzungsleistungen auch ein wirksames Mittel gegen Familienarmut sind. Sie tragen zu einer gesunden Gesellschaft bei, die das Fundament unserer modernen Demokratie ist.

Darum unterstützen wir den Antrag der Kommissionsminorität. Wir wollen auf das Gesetz eintreten und bitten Sie, der ersten Lesung ... *(La présidente coupe le micro par mégarde. Elle s'excuse mais constate que l'oratrice a de toute façon dépassé son temps de parole.)*

Hans Baumberger, Langenthal (PLR). Wie wir von der Kommissionspräsidentin zu hören bekamen, ist die Vorgeschichte dieser Gesetzesvorlage lang. Grundlegend verändert haben sich aber im Verlauf dieser langen Vorgeschichte die äusseren Verhältnisse. Ich rekapituliere kurz. Im August 2012 orientiert die Finanzdirektion über einen voraussichtlichen Fehlbetrag von bis zu 400 Mio. Franken in der Rechnung 2013 und über den Beschluss zur Durchführung des Projekts ASP 2014 mit externer Unterstützung. Im September 2012 nehmen die Stimmbürger den Gegenvorschlag des Grossen Rates zur Steuerinitiative an; der Kinderabzug wird erneut von 7000 auf 8000 Franken erhöht, nachdem er per 1. Januar 2012 bereits von 6300 auf 7000 Franken erhöht worden war. Das ist notabene eine Erhöhung um 27

Prozent innerhalb kürzester Frist. Die Stimmbürger nehmen gleichzeitig den Volksvorschlag zur Motorfahrzeugsteuer an. Im Februar 2013 bestätigt die Finanzdirektion die tiefroten Zahlen für 2012. Im März 2013 scheitert auf eidgenössischer Ebene der Familienartikel mit unbekannten Kostenfolgen am Ständemehr. Anfang 2014 wird bekannt, dass der Jahresverlust der Nationalbank die Ausschüttung an die Kantone verunmöglicht. Im März dieses Jahres wird bekannt, dass der Kanton Bern voraussichtlich weniger aus dem eidgenössischen Finanzausgleich bekommen wird; man spricht von 80 Mio. Franken. Vor drei Wochen wird die Änderung des Gesetzes über die Handänderungssteuer und die Hauptvorlage zur Sanierung der Pensionskassen angenommen. Und in Zukunft wird sich der Kanton Bern den Folgen der Unternehmenssteuerreform III nicht entziehen können, wie wir von der Finanzdirektorin diese Woche bereits vernommen haben.

Werte Kolleginnen und Kollegen, diese Aufzählung zeigt ganz klar, dass die finanzielle Schönwetterlage definitiv vorbei ist. In Anbetracht der verschärften und vorderhand garantiert stark angespannt bleibenden finanziellen Situation des Kantons Bern wäre es geradezu fahrlässig, dem Kanton neue freiwillige soziale Lasten aufzubürden, eine Lösung, die übrigens in nur vier anderen Kantonen existiert. Es wäre auch fahrlässig, neue Verwaltungsstellen zur Abwicklung von Familienergänzungsleistungen aufzubauen, dabei neue Schnittstellen zur Sozialhilfe zu schaffen und zum Teil Kosten der Sozialhilfe auf Familienergänzungsleistungen umzulagern, weiter die Verwaltung und Gerichte zusätzlich zu belasten mit den Kostenfolgen, weil die Entscheide betreffend Familienergänzungsleistungen anfechtbar wären. Nicht daran zu denken, welchen Kontrollaufwand es bräuchte, um Anspruchsberechtigungen immer aktuell zu halten! Hören wir auf, immer neue Gesetze zu schaffen, hören wir auf, die Verwaltung immer mehr aufzublähen. Nehmen wir diesem Kanton nicht noch mehr finanziellen Spielraum und versorgen wir diesen Gesetzesentwurf im Archiv, indem wir gar nicht darauf eintreten! Die FDP-Fraktion wird geschlossen nicht eintreten und das Gesetz ebenfalls geschlossen ablehnen.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Bei diesem Geschäft kann ich mir als Vertreterin der Fraktion EVP, die sich für Eintreten auf das Geschäft stark macht, lebhaft vorstellen, wie es sich anfühlt, gegen Windmühlen zu kämpfen. «Die Hoffnung stirbt zuletzt» ist aber auch hier mein Motto. Für die Fraktion EVP überwiegen ganz klar die Argumente für Eintreten und Annahme dieses Gesetzes. Familienergänzungsleistungen erachten wir als eine der wichtigsten Massnahmen, um die Familienarmut gezielt und bedarfsgerecht zu reduzieren. Ich danke allen Fraktionen, die das gleich sehen und Eintreten und Annahme beschliessen. Im Kanton Bern besteht dringender Handlungsbedarf. Alleinerziehende und Kinder und Jugendliche unter achtzehn Jahren sind viel häufiger auf Sozialhilfe angewiesen als in der übrigen Schweiz. Das muss uns doch zu denken geben und zum Handeln auffordern. Ich stelle jetzt aber auch fest, dass die Fraktionen, die das Geschäft ablehnen, es fast ausschliesslich aus finanzpolitischen Überlegungen bestreiten, jedoch nicht unbedingt den Handlungsbedarf. Das finden wir schade, verschenkt wir doch in letzter Zeit mehre-

re ähnliche oder höhere Beträge in Millionenhöhe in unserem Kanton, den letzten erst vor drei Wochen. Diese Beiträge kommen alle viel besser gestellten Personen zugute, als es hier der Fall wäre. Familienergänzungsleistungen beeinflussen die Gesundheit der durch Armut gefährdeten oder betroffenen Familienmitglieder positiv. Sie sind Armutsprävention für die nächsten Generationen. Sie sichern die Existenz von Working-poor-Familien, stärken die Autonomie und die Erwerbsfähigkeit der Familien und wirken dem Negativanreiz, Kinder zu bekommen, entgegen. Auch die Fraktion EVP lässt den finanziellen Aspekt im Kanton Bern nicht ausser Acht. Deshalb plädieren wir nur für die Minimalvariante, die aus unserer Sicht jedoch unbedingt drin liegen müsste, vor allem, weil es hier um ganz gezielte Unterstützung von Armut gefährdeter Familien geht. Hier wird einmal ganz klar nicht das Giesskannenprinzip angewandt.

Noch etwas an die Adresse der SVP: Sicher könnten auch viele Bauernfamilien von den Familienergänzungsleistungen profitieren. Auf Ihrer Homepage fand ich die Aussage «Für das Miteinander und die gegenseitige Unterstützung aller Generationen». Ich hoffe, dass dieser Grundsatz nicht gerade für die Bedürftigsten und die Familien mit drei und mehr Kindern im Kanton nicht gilt. Auch die EDU hat in ihren Leitsätzen ganz klar die Unterstützung der Familie als zentralen Parteiprogrammpunkt aufgeführt. Auf ihrer Homepage steht beispielsweise: «Wir setzen uns für familienfreundliche Strukturen und für die Förderung der privaten Kinderbetreuung durch finanzielle Anreize ein.» Was anderes wären denn Familienergänzungsleistungen, als genau dieser finanzielle Anreiz für kinderreiche Familien oder Alleinerziehende? Darum appelliere ich auch an Sie, einzutreten und Annahme des Gesetzes zu beschliessen.

Mein Appell geht aber auch nochmals an die BDP, die in ihren Grundsätzen auf der Homepage festhält: «Familien und andere bewährte häusliche Gemeinschaften sind für die Entwicklung und Stabilität der Gesellschaft von grösster Bedeutung. Die BDP setzt sich für deren Stärkung ein.» Gilt dieser Grundsatz für Working-poor-Familien mit drei und mehr Kindern nicht? Im Kanton Solothurn hat man mit Familienergänzungsleistungen beste Erfahrungen gemacht und verlängert jetzt das Angebot um einige Jahre. Man stellte auch fest, dass bis heute nicht der ganze Betrag, den man dafür als erforderlich geschätzt hatte, ausgeschöpft wurde. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich bitte Sie nochmals inständig, den grünen Knopf zu drücken und dem Gesetz eine Chance zu geben.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Mein Votum und das meiner Vorrednerin passen bestens zusammen, fast wie abgesprochen. Ich gebe zu, dass mir dieses Geschäft schon die ganze Session auf dem Magen liegt. Christine Schnegg hat richtig gesagt: Der EDU sind Familien sehr wichtig. Aus dieser Sicht kann man einen beim Wort nehmen, doch stellt sich auch immer die Frage, wie man Ziele verfolgt und erreicht – was man investieren kann und will. Ich komme nochmals auf den Anfang zu sprechen. Barbara Mühlheim hat es gesagt: Wir hätten vielleicht vorher überdenken sollen, was wir da anrichten. Ich erinnere mich gut, wie lange wir damals in unserer Fraktion den Vorstoss Steiner-Brütsch diskutierten und uns letztlich von Daniel überzeugen liessen, dass es doch gut wäre, das Geschäft zu-

mindest einmal zu prüfen. Da leistete er wirklich gute Arbeit. Ehrlich gesagt, war uns, mir, aber nicht bewusst, was wir an Bürokratie, Arbeit, Aufwand und Kosten in Gang setzten. Schon vor diesem Hintergrund und in Anbetracht des vorliegenden Resultats hätten wir uns wohl gesagt: «Lassen wir es lieber!»

Das ist selbstkritisch; manchmal wird man auch schlauer. Die Hoffnungen, die wir damals noch hegten, erfüllten sich eigentlich nicht. Würde ich jetzt sagen, dass wir vor allem wegen der Kosten nicht eintreten, wäre es unehrlich. Natürlich sind die Kosten ein wichtiger Faktor. Zu erwähnen ist auch – die Kommissionspräsidentin hat es bereits gesagt –, dass die Hälfte der Kosten zulasten der Gemeinden geht. Ich rede hier als Gemeindepolitiker, als Gemeinderat, der zuständig ist für die Finanzen und an der Gemeindeversammlung alle Jahre ungefähr das gleiche Sprüchlein aufzusagen muss, nämlich, dass wir so und so viele gebundene Ausgaben haben, an denen wir nichts ändern können. Mit diesem Gesetz würde der Kanton eine neue zusätzliche Aufgabe einführen, die auch die Gemeinden finanzieren helfen müssten, ohne dass sie dazu etwas zu sagen hätten. Man kann sich auch fragen, ob wir wirklich unsere Sozialnetze oder Sozialaufwendungen immer noch mehr ausbauen müssen. Müssen wir nicht gerade in Anbetracht unserer Finanzen einmal zur Erkenntnis kommen, dass wir einen Stand erreicht haben, mit dem wir auskommen müssen? Vielleicht wäre eine bessere und gerechtere Verteilung einige Überlegungen wert. Ich und meine Partei denken nicht, dass grundsätzlich zu wenig Geld für das Sozialwesen da ist, sondern fragwürdig ist, wie es zum Teil verteilt wird. Dazu könnte ich Ihnen aus der eigenen Familie ein Beispiel erzählen, aber das gehört hier nicht an die Öffentlichkeit. Und doch fragen wir uns, ob es das ist, was wir wollen.

Mehrmals wurde gesagt, wir hätten ein gutes, funktionierendes Sozialnetz. Andererseits ist dieses Gesetz sehr kompliziert ausgefallen. Seien Sie, die es gelesen haben, ehrlich: Haben Sie wirklich sofort verstanden, wie das alles funktioniert? Es ist unwahrscheinlich kompliziert für sehr, sehr wenig Wirkung. Und aus der Sicht der Familie kommt es uns fast wie eine Falle vor. Man erhält während gewisser Zeit einen Beitrag, sobald aber die Kinder den Kindergarten besuchen – die Volksschule, steht im Gesetz –, nicht mehr. Ich fragte denn, was das Gesetz eigentlich bezwecke und erhielt zur Antwort, dass dann die Frauen wieder arbeiten gingen. Genau das wollen wir in unserer Partei nicht. Wir denken, es wäre gut, wenn ein Elternteil im Jobsharing länger zu den Kindern schauen könnte als nur bis zum vierten oder fünften Lebensjahr. Diesbezüglich unterscheidet sich unsere Philosophie von der des Gesetzes. Wir erachten es eher als Falle: Eine Weile erhält man ein bisschen Unterstützung und muss dann trotzdem wieder selber sorgen. Dass wir dem nicht zustimmen können, tut mir leid. Der Kommission, vor allem ihrer Präsidentin, danke ich ganz herzlich für ihre ausgezeichnete Arbeit und die angenehme Zusammenarbeit. Vielen Dank!

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Die bereits in den vier Kantonen Solothurn, Genf, Waadt, Tessin existierende Familienergänzungsleistung ist ein ideales Instrument, um Working-poor-Familien zu helfen. Sie er-

möglicht ihnen einen etwas grösseren finanziellen Spielraum und dadurch eine weniger belastende, einengende Lebenssituation. Wie Sie wissen, gibt es ja nach wie vor keinen Mindestlohn in der Schweiz. Somit gibt es auch weiterhin etliche Berufsgattungen, unter anderem im Verkauf, wo man auch mit einer Vollzeitstelle den Lebensunterhalt einer Familie nicht oder kaum decken kann und sich anders zu helfen wissen muss. Beispielsweise, indem man Ersparnisse aufbraucht, Sachen ausleiht, damit man über die Runden kommt, und sich zudem in grundlegenden Dingen einschränken muss. Ich weiss nicht, wie viele hier drinnen schon je in der Situation waren, jeden Rappen umdrehen zu müssen, sich zu ängstigen vor den eingehenden Rechnungen und zu wissen, dass schon anfangs Monat kaum mehr etwas übrig sein wird, weil Ende des letzten Monats schon fast der ganze eingegangene Lohn für alle Zahlungen aufgewendet werden musste. Das ist eine zutiefst deprimierende, nicht zufriedenstellende Situation, die auch krank machen kann. Schon mehrmals ist gesagt worden, dass anhaltende Armut auch ein Risikofaktor für die Entwicklung der Kinder ist. Zudem sind sie schnell von sozialer Isolation betroffen, und die sozioökonomische Situation der Eltern hat auch grossen Einfluss auf ihren Schul- und Bildungserfolg.

Familien, denen es so ergeht, bezahlen auch noch Steuern. Bis anhin gibt es keine Steuerbefreiung auf dem Existenzminimum oder für jene, die mit ihrem Lohn kaum für ihren Lebensunterhalt aufkommen können. Hier können wir jetzt ein Zeichen setzen, zumindest mit dieser Minimalvariante, die nur einen sehr kleinen berechtigten Kreis umfasst, aber immerhin besser ist als gar nichts. Familienergänzungsleistung ist weniger stigmatisierend als der Gang zum Sozialamt, um Sozialhilfe zu beantragen, die zurückgezahlt werden muss. Nicht jeder will Schulden machen.

Als Argument gegen die Familienergänzungsleistung wirft die bürgerliche Kommissionsmehrheit vorwiegend die fehlenden finanziellen Ressourcen auf. Dem halte ich entgegen, dass es sich beim vorliegenden Gesetz wirklich nur noch um eine Minimalvariante handelt, dass deren Kosten zwischen Kanton und Gemeinden aufgeteilt werden. Der Kanton müsste 12,85 Mio. Franken bezahlen. Im September 2012 überwies der Grosse Rat mit seiner bürgerlichen Mehrheit die parlamentarische Initiative von Daniel Steiner mit 81 gegen 68 Stimmen. Auch damals war der Kanton nicht auf Rosen gebettet. In die Vorlage zur Familienergänzungsleistung ist bereits viel Arbeit und Aufwand investiert worden. *(La présidente demande à l'oratrice de conclure.)* Die Kommission hat ein vollständiges Geschäft erarbeitet. Wollen wir es nun heute Vormittag so schnell, schnell beerdigen, indem man nicht einmal auf diese Minimalvariante eintritt? Das ist ein enttäuschendes Zeichen. Ich persönlich kann das nicht. Ich will meine Augen nicht vor Realitäten verschliessen, denn einkommensschwache Familien gibt es tatsächlich, und die Familienergänzungsleistung ist das richtige Mittel dagegen. Denken wir an die Worte von Mani Matter: «Dene was guet geit, giengs besser, giengs dene besser, was weniger guet geit, was aber nid geit, ohni dass's dene weniger guet geit, was guet geit.»

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Je vais parler en français, ceci à

l'intention des traductrices. Vous débattiez aujourd'hui d'une initiative parlementaire et non d'un projet du Conseil-exécutif. Je n'ai donc pas à représenter la position du gouvernement. Cependant, en tant que ministre de la santé, du social et des familles du canton de Berne, la lutte contre la pauvreté me tient particulièrement à cœur, que ce soit d'une manière générale, ou plus spécifiquement dans le contexte des familles. C'est pourquoi j'aimerais dire quelques mots sur les prestations complémentaires conçues à leur intention. En janvier 2009, le Grand Conseil a donc adopté une motion chargeant le Conseil-exécutif de lui présenter un projet de loi sur les prestations complémentaires pour les familles. Dès les travaux préparatoires au sein de ma Direction, il est apparu qu'un modèle cohérent générerait des coûts importants. Or on ne peut réduire la facture sans risquer de faire tomber le revenu disponible en-dessous du niveau de l'aide sociale. Bref, pour des prestations complémentaires propres à vraiment décharger les familles, à réduire véritablement la pauvreté, il faut mettre le prix. Étant donné la situation financière déjà difficile de 2010, le gouvernement s'est donc vu contraint de renoncer à proposer un tel projet au parlement, car il n'aurait pas été possible de rallier une majorité. Vous êtes d'ailleurs bien placés pour le savoir, les prévisions financières de l'époque se sont malheureusement réalisées, et en novembre dernier, vous avez adopté le plan EOS 2014 qu'il convient maintenant de mettre en œuvre.

Le Conseil-exécutif s'est toutefois réservé la possibilité d'introduire des prestations complémentaires de famille ultérieurement, car en 2009 déjà, il les considérait comme une priorité absolue dans le cadre de la stratégie de politique familiale du canton de Berne. Il n'a pas changé d'avis depuis: de son point de vue, les prestations complémentaires familiales restent un instrument efficace de lutte contre la pauvreté. Mais soyons réalistes, il y a peu de chance que les PC familiales soient introduites aujourd'hui, en tout cas pas des prestations suffisantes pour pouvoir s'attaquer au problème de fond. Ce problème, vous le savez aussi bien que moi, c'est la pauvreté des familles et des enfants. Je citerai deux chiffres. Un tiers des mères élevant seules des enfants sont pauvres ou menacées de pauvreté. Dans le canton de Berne, 46 000 personnes environ vivent dans des ménages menacés de pauvreté, dont 23 000 enfants. Même si les PC familiales disparaissent de l'agenda politique pendant quelques années, la lutte contre la pauvreté des familles doit rester à l'avant-plan. Période d'austérité ou non, il va falloir plancher sur la résolution de ce problème prochainement, nous aurons d'ailleurs l'occasion d'en discuter dès cet automne, lorsque nous débatterons ici-même du rapport sur la mise en œuvre de la stratégie de politique familiale.

Pour conclure, deux petites remarques qui ne se veulent pas polémiques. Tout d'abord à l'attention de messieurs Baumberger et Schneider: vous avez peut-être à l'esprit que dans les cantons de Soleure et le canton de Vaud qui ont introduit des prestations complémentaires, ce sont les partis bourgeois, convaincus que les prestations complémentaires pour la famille sont un moyen pour aider aussi l'économie, qui ont aidé au passage aux prestations complémentaires des familles. Deuxième remarque, non pas sur le fond mais sur la forme: le Grand Conseil a donné suite à l'initiative

parlementaire en septembre 2012; à peine quatre mois plus tard, il était déjà clair et net au sein de la Commission que le projet de PC familiales ne pouvait plus réunir une majorité politique. Un immense travail en amont a été accompli, exigé de l'administration, nonobstant tout ce qui avait été accompli au préalable par ma Direction. Et cela, pour aboutir à une proposition de non-entrée en matière, je vous laisse juger du bien-fondé d'une telle procédure et de la considération dont elle dénote envers l'administration. Personnellement, je ressens un peu de la frustration.

La présidente. La présidente de la commission, veuillez vous annoncer s'il vous plaît. Est-ce que M. Steiner-Brütsch, vous voulez encore une fois la parole? – Non. Alors on y va Mme Lüthi.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS), présidente de la commission. Noch an die Adresse der glp: Es wird natürlich zwei Abstimmungen geben. Die eine betrifft Eintreten und Nicht-eintreten. Erst wenn man einträte, würde man darüber diskutieren, ob man das Gesetz annehmen oder ablehnen wolle. In diesem Sinn gibt es keine kombinierte Abstimmung Eintreten und Annahme, wie sie die Kommissionsminderheit beantragt. Juristisch gesehen gibt es kaum einen Unterschied zwischen Nichteintreten und Ablehnung. Bei Nichteintreten hat einfach der Grosse Rat keine Gelegenheit, sich zu inhaltlichen Detailfragen zu äussern. Damit fehlen in den Materialien wie dem Sitzungsprotokoll entsprechende Grundlagen, für den Fall, dass das Familienergänzungsleistungsgesetz je wieder aus der Schublade gezogen werden sollte.

Die Frage nach dem politischen Signal, das der Grossrat aussendet, muss jeder und jede für sich selber beantworten. Barbara Mühlheim sagte, wir hätten Kosten von 120 000 Franken generiert. So kann ich es nicht genau bestätigen, dazu aber sagen, dass die Erarbeitung des Gesetzes, das nun vorerst ad acta gelegt wird, folgende belegte Kosten verursachte: Die direkten Kosten der Kommissionsarbeit belaufen sich auf etwa 20 000 Franken Sitzungsgelder für die sieben Halbtagesitzungen, ohne Reiseentschädigung, und 11 000 Franken für die bei der Skos in Auftrag gegebene Kostenschätzung. Ausserdem wendeten die Parlamentsdienste und die GEF – das Sozial- und Rechtsamt sowie das Generalsekretariat – zusammen rund 2000 Stunden auf, was knapp einer Jahresvollzeitstelle entspricht. Und schliesslich mussten die Protokollführenden unsere Sitzungen im Wortprotokoll festhalten und wurden dafür ebenfalls entlohnt. Wir nehmen die Kritik des Regierungsrats entgegen. Wir haben einen grossen Aufwand betrieben. Nichtsdestotrotz haben wir jetzt vielleicht auch Grundlagen geschaffen für andere Kantone, die sich dieses Modells auch genauer annehmen wollen. Ich danke den Kommissionsmitgliedern, die trotz der finanziellen Bedenken immer sehr konstruktiv mitarbeiteten, und ein spezieller Dank geht an die Verwaltung – die GEF und das Ratssekretariat –, die sehr viel Arbeit leisteten, und vor allem natürlich an Céline Baumgartner, unsere Kommissionssekretärin, die jederzeit für uns da war, unsere Anliegen aufnahm und unsere Fragen beantwortete. Persönlich werde ich nicht wie die Kommissionsmehrheit stimmen, aber ich denke, das erstaunt niemanden hier drinnen.

La présidente. Nous pouvons donc passer au vote. Comme la présidente de la commission l'a dit, nous votons ici sur une entrée en matière ou pas, et non sur une adoption ou pas une adoption de cette loi. Ceux qui acceptent la proposition de la majorité de la commission, c'est-à-dire de ne pas entrer en matière, votent oui, ceux qui sont pour la minorité de la Commission, c'est-à-dire d'entrer en matière, votent non.

Vote (entrée en matière)

Décision du Grand Conseil :

Refus d'entrer en matière

Oui 90

Non 62

Abstentions 3

La présidente. Vous avez refusé d'entrer en matière. Je vous remercie, la séance est close.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 11 heures 45.

Les rédactrices :

Rosmarie Wiedmer-Pfund (d)

Catherine Graf Lutz (f)



Mercredi 11 juin 2014, 13 heures 30 – 16 heures 05

Neuvième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC), présidente du Grand Conseil

Présents : 157 députés. Excusés : Rudin Michel, Schmidhauser Corinne, Zuber Maxime

Affaire 2014.0364

N° de l'intervention: 075-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 17.03.2014
 Déposée par: Röstli (Kandersteg, UDC)
 (porte-parole)
 Berger (Aeschi, UDC)
 Kipfer-Guggisberg (Stettlen, PBD)
 Cosignataires: 0
 Urgence accordée: le 20.03.2014
 N° d'ACE: 622/2014 du 14.05.2014
 Direction: Direction de l'économie publique

Politique agricole: statut des responsables des offices de recensement

Le Conseil-exécutif est chargé :

1. d'uniformiser la définition des tâches, des responsabilités et des compétences des responsables des offices de recensement et d'adapter les tâches dont ils ont actuellement la charge – il faudra s'attacher en particulier à régler les tâches de conseil ;
2. d'aménager la formation et le perfectionnement des responsables des offices de recensement en fonction de leurs tâches.

Développement :

Toutes les communes du canton de Berne sont tenues d'avoir un office de recensement qui accomplit différentes tâches dans la mise en œuvre de la politique agricole du canton de Berne. On a déjà pu constater par le passé une certaine hétérogénéité des tâches des offices de recensement, comme de leur dédommagement, dans l'ensemble du canton. Avec la complexification de la politique agricole et la technique employée pour la mise en œuvre, le champ d'activité des offices de recensement s'est considérablement élargi et modifié. De nombreux agriculteurs et agricultrices dépendent du soutien des offices de recensement pour pouvoir honorer leurs obligations. Les offices de recensement sont donc bien plus qu'une antenne administrative, ce qui se traduit par un besoin de formation et de perfectionnement élevé des personnes qui y travaillent. Le canton a visiblement fait trop peu pour préparer correcte-

ment les responsables des offices de recensement, notamment dans la perspective de la mise en œuvre de l'actuelle politique agricole.

Les tâches de ces personnes-clés doivent impérativement être adaptées aux réalités actuelles. Et cela passe aussi par un dédommagement approprié pour les prestations réalisées. C'est le seul moyen de pouvoir trouver les bonnes personnes pour accomplir ces tâches à l'avenir également. Le perfectionnement doit évidemment lui aussi être aménagé en conséquence. Une séance d'information de trois heures ne satisfait absolument pas à la complexité de l'actuelle politique agricole.

Réponse du Conseil-exécutif

Selon l'article 19, alinéa 1 de l'ordonnance du 5 novembre 1997 sur la production et la commercialisation dans l'agriculture (OPCA ; RSB 910.111), les communes sont tenues de contrôler les données nécessaires au versement des subventions agricoles figurant sur les relevés des bénéficiaires de paiements directs ; elles ont également l'obligation de confirmer à l'Office de de l'agriculture et de la nature (OAN) que ce contrôle a bien eu lieu, sans toutefois devoir indiquer si les données sont correctes. A cet effet, les communes font appel aux responsables des offices de recensement. Ces derniers sont nommés par les conseils communaux et leur sont de ce fait subordonnés. Le calcul et le versement de la rémunération incombent également aux communes.

Depuis l'automne 2011, les données relevées dans le cadre de la mise en œuvre de la politique agricole et de la politique en matière d'épizooties doivent être saisies par Internet. Pour ce faire, les offices de recensement locaux travaillent en étroite collaboration avec les autorités cantonales. L'application de la Politique agricole 2014-2017 (PA 14-17) entraîne des charges supplémentaires pour les exploitants, les responsables des offices de recensement et les autorités d'exécution du canton car elle les contraint à se documenter sur les nouvelles mesures et à s'initier aux adaptations apportées à l'application GELAN. Le Conseil-exécutif sait que le bref délai de mise en œuvre accordé par la Confédération requiert des efforts accrus ainsi qu'une grande flexibilité de la part de toutes les parties. Toutefois, dès que la Politique agricole 2014-2017 sera en place et que toutes les fonctionnalités de l'application seront disponibles, les charges découlant des recensements se réduiront.

Comme les exploitants ne disposent pas tous des connaissances et/ou des infrastructures électroniques nécessaires pour saisir eux-mêmes en ligne les données agricoles, l'OAN a formé diverses personnes pour les aider. Ces dernières proposent leurs services de saisie sur la base du droit privé. Plusieurs responsables d'offices de recensement assument également ces tâches d'assistance. Certaines communes fournissent cette prestation gratuitement même si elles n'y sont pas obligées. Le canton estime de ce fait que les tâches, responsabilités et compétences des responsables des offices de recensement sont clairement définies et qu'il n'est pas nécessaire de les adapter. Le premier point de la motion peut donc être adopté et classé.

Pour permettre aux offices de recensement d'assumer leurs tâches et de renseigner les exploitants sur les principaux

aspects de la mise en œuvre de la politique agricole, l'OAN organise régulièrement des séances d'information. De plus, les nouveaux responsables suivent une formation de base. Dans la mesure du temps et du personnel disponibles, le canton propose aux offices de recensement des formations et des informations appropriées sur les thèmes du recensement et de la mise en œuvre de la PA 14-17. Le Conseil-exécutif est toutefois disposé à adopter ce point de la motion sous forme de postulat et à examiner, sur la base des expériences faites lors de la phase d'introduction de la PA 14-17, s'il convient d'aménager différemment les cours de formation et de perfectionnement des responsables des offices de recensement.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: adoption et classement

Point 2: adoption sous forme de postulat

La présidente. Je vous prie de prendre place s'il vous plaît. (*La présidente agite sa cloche.*) Nous commençons par l'affaire 70 (*agitation dans la salle*). Si nous voulons finir ce soir, il va falloir que l'on se concentre encore un tout petit peu! Je vous demande du calme. – Nous passons à l'affaire 70, M. Rösti aimerait retirer sa motion, mais il fait une petite déclaration. M. Rösti, il va falloir que vous vous annonciez. Vous avez la parole.

Hans Rösti, Kandersteg (UDC). Die Motion zu den Erhebungsstellen hat folgende Gründe: Die Agrarpolitik 14–17 ist eine Herausforderung für Bund, Kanton und Landwirtschaft. Die Erhebungsstellen haben eine Scharnierfunktion zwischen Landwirtschaft und Kanton. Das Programm, das angewendet wird um die Agrardaten zu erheben, ist absolut nicht bedienungsfreundlich. Der Rückblick der VOL vor etwa 14 Tagen, über die Erhebung vom Winter und Frühling durch das Agrarinformationssystem der Kantone Bern, Freiburg und Solothurn (GELAN), hat in seinem Fazit festgestellt, dass es während den Erhebungen vermehrt zu Problemen kam. Für die Landwirtschaft selber ist es sehr schwierig, all diesen Neuerungen und dann auch noch einem komplizierten Computerprogramm gerecht zu werden. Die Landwirtschaft will doch ihre verdienten Beiträge erfassen und nicht unbedingt anmelden, wer keine verdient. Die Erhebungsstellenleiter sind auf einem ganz unterschiedlichen Wissensstand. Der Kanton organisierte in diesem Frühling eine Veranstaltung für die Erhebungsstellenleiter. Dort wusste der Kanton selber noch nicht richtig, wie es herauskommt und was geht. Das ist für uns sehr mangelhaft. Auch wurde die Äusserung gemacht, dass die Erhebungsstellen aus Sicht der Landwirtschaft in Zukunft überflüssig seien. Das kann sein, wenn das Programm einmal funktioniert und zwar so, dass es mehr oder weniger jeder Bauer bedienen kann. Heute ist es so, dass es mehr oder weniger keiner kann und 80 oder 90 Prozent Hilfeleistung annehmen müssen. Die Ausbildung für diese Erhebungsstellenleiter will der Regierungsrat höchstens prüfen. Doch für uns ist es ein Muss, dass diese gut ausgebildet sind und den Bauern helfen können. Das Amt für Landwirtschaft und Natur (LANAT) sieht die internen Schwierigkeiten während diesen Erhebungen. Sie sieht aber nicht das ganze Problem, dass dies nämlich gesamthaft in der Landwirtschaft zu

einem Problem führt und Schwierigkeiten mit sich bringt. Wenn man die Antwort der Motion liest, so gibt es in der gegenwärtigen Form keine Wirkung. Daher versuchen wir, auf anderem Weg zu erreichen, dass man diese Leute ausbildet und mehr stärkt. Ich danke und ziehe die Motion zurück.

Affaire 2014.0104

N° de l'intervention:	042-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	28.01.2014
Déposée par:	Rüfenacht (Biel/Bienne, Les Verts) (porte-parole) Siegenthaler (Rüti b.Büren, PBD) Aebi (Hellsau, UDC) Reber (Schangnau, UDC)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	591/2014 du 7 mai 2014
Direction:	Direction de l'économie publique

Nouvelles tâches dans le domaine de la protection de la nature: initiative cantonale

Le Conseil-exécutif est chargé de déposer à la Confédération une initiative cantonale dans laquelle seront formulées les demandes suivantes :

La Confédération met à disposition les moyens nécessaires pour la mise en œuvre des nouvelles tâches incombant aux cantons pour la protection de la nature, notamment des tâches suivantes :

- Mise en œuvre de la Stratégie Biodiversité Suisse
- Mise en œuvre du réseau Emeraude (Convention de Berne)
- Mise en œuvre de la loi fédérale sur la protection des eaux, dans sa teneur révisée
- Mise en œuvre de la Politique agricole 2014-2017

La RPT doit fonctionner de telle manière que les objets et espèces d'importance nationale sont financés à 100 pour cent par la Confédération. Les cantons, logiquement, financent les objets d'importance régionale et locale. La Confédération finance les objets d'importance nationale, les cantons les objets d'importance cantonale, tel doit être le principe qui régit cette répartition des tâches.

Développement

L'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage WSL a montré que pour la mise en œuvre des tâches relevant actuellement de la protection de la nature, il faut nettement plus d'argent que ce que la Confédération et les cantons mettent aujourd'hui à disposition. Et malgré cela, la Confédération délègue sans cesse de nouvelles tâches aux cantons, sans pour autant mettre à disposition les moyens nécessaires. De plus, bon nombre de tâches sont aujourd'hui cofinancées par la Confédération et le canton. En raison de la situation financière qui est la sienne, le canton de Berne est toujours moins en mesure d'accomplir les tâches qui lui incombent et celles qui vien-

ment s'y ajouter. Le nouveau programme 2014-2017 du service compétent illustre parfaitement ce propos.

Bien sûr, la Confédération doit pouvoir soutenir des projets et tâches d'importance régionale ou locale, quand ces projets répondent à ses préoccupations.

Le désenchevêtrement du financement des tâches contribue grandement à la simplification des processus administratifs.

Dans sa réponse à l'interpellation 089-2013, le Conseil-exécutif énumère les risques qui y sont liés :

« Sans ressources fédérales supplémentaires, les moyens financiers limités du canton pourraient avoir les conséquences suivantes :

Pas de renversement de la tendance à l'érosion des valeurs naturelles: la perte d'éléments naturels à tous les niveaux de biodiversité ne pourra pas être enrayerée. La tendance ne peut pas se renverser. *Les contributions fédérales ne peuvent pas être exploitées de manière optimale*: la protection de la nature et la compensation écologique sont des tâches accomplies conjointement et donc en partie cofinancées par la Confédération et le canton. Il est déjà difficile pour ce dernier de mettre sa part à disposition et il n'est pas exclu que, vu les moyens insuffisants dont il dispose, il ne pourra pas exploiter la totalité des contributions fédérales.

Nécessité accrue de fixer des priorités: les nouvelles tâches devront être effectuées sans ressources supplémentaires. C'est pourquoi des priorités doivent être fixées pour l'ensemble des activités.

Impératifs d'efficacité plus élevés: des mesures organisationnelles doivent accroître l'efficacité.

Charge de travail du personnel: il faut éviter que le personnel ne soit soumis à plus de pression grâce à des priorités plus fortes et une meilleure efficacité. »

Réponse du Conseil-exécutif

Comme l'écrivent à juste titre les motionnaires pour développer leur demande, les ressources financières disponibles pour mettre en œuvre les tâches relevant de la protection de la nature sont actuellement insuffisantes. D'après les estimations de l'étude WLS mentionnée dans la motion, les charges nécessaires pour l'entretien des biotopes d'importance nationale atteignent à elles seules 148 à 183 millions de francs par année au niveau suisse (soit le double de la somme actuellement mise à disposition).

La nature ne connaît aucune frontière administrative ou politique, elle fonctionne au niveau mondial. C'est pourquoi il est essentiel que les différents partenaires concernés collaborent efficacement au maintien de la biodiversité.

Selon la Constitution fédérale, la protection de la nature est du ressort des cantons (art. 78, al. 1 Cst.). La Confédération légifère toutefois sur la protection de la faune et de la flore (art. 78, al. 4 Cst.). Elle désigne également les biotopes d'importance nationale (art. 18a, al. 1 LPN) mais confie la mise en œuvre aux cantons (art. 18a, al. 2 LPN). Les cantons veillent pour leur part à la protection des biotopes d'importance régionale et locale ainsi qu'à la compensation écologique (art. 18b, al. 1 et 2 LPN). Les tâches sont réparties de manière plus détaillée au niveau cantonal. Ainsi, le canton est compétent pour les objets régionaux tandis que les communes « exécutent la législation sur la protection de

la nature au niveau local » (art. 14, al. 2 et art. 16, al. 1 de la loi sur la protection de la nature).

La nouvelle péréquation financière (RPT) vise à désenchevêtrer les tâches de la Confédération et des cantons, le principe étant que les tâches fédérales sont financées par la Confédération et les tâches cantonales par les cantons. Dans le cadre de la RPT, la Confédération achète des prestations de protection de la nature aux cantons mais n'assume que partiellement leur coût. A titre d'exemples, la Confédération paie au canton de Berne 50 pour cent en moyenne des prestations qu'il fournit pour les objets d'importance nationale, 20 pour cent pour les objets régionaux et 50 pour cent à peine pour les projets de protection des espèces. Le canton de Berne assume donc une partie considérable des coûts d'exécution pour les biotopes et les espèces d'importance nationale alors que la Confédération ne contribue que très modestement au financement des charges inhérentes aux objets régionaux. De plus, les charges administratives engendrées par le reporting et le controlling sont considérables.

En résumé, les nouvelles tâches mentionnées par les motionnaires augmenteront considérablement les charges cantonales, que ce soit au niveau du personnel ou des finances. Comme le Conseil-exécutif l'a déjà expliqué dans sa réponse à l'interpellation 089-2013 « Nouvelles tâches dans le domaine de la protection de la nature » du 18 septembre 2013, la Confédération doit mettre à la disposition des cantons les ressources financières leur permettant de mener à bien les tâches qu'elle leur confie, ce d'autant plus que nombre de cantons connaissent une situation financière difficile. Pour que les cantons puissent véritablement exécuter la législation dans le cadre de leurs possibilités financières, la RPT doit être modifiée conformément aux exigences de la motion dans le domaine de la protection de la nature. Le Conseil-exécutif approuve par conséquent ces exigences et propose l'adoption de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption

Daphné Rüfenacht, Biel/Bienne (Les Verts). Heute ist eine spannender Tag! Nachdem wir heute morgen die Kulturlandinitiative einreichen konnten, möchten wir heute noch über die Finanzierung des Naturschutzes sprechen. Zuerst danke ich dem Regierungsrat für die gute Aufnahme unserer Forderung. Damit zeigt er, dass er sich um unsere Kantonsfinanzen bemüht. Was wollen wir mit dieser Standesinitiative? Der Bund übergibt dem Kanton im Bereich des Naturschutzes in den letzten Jahren immer mehr Aufgaben, doch er finanziert sie nicht. Unsere Forderung ist ganz einfach: Was der Bund entscheidet, soll er auch bezahlen! Was der Kanton entscheidet, soll dieser bezahlen! Der Naturschutz ist keine freiwillige, schöne Aufgabe, um das Gewissen zu beruhigen, sondern ein Gesetzesauftrag. Der Regierungsrat zeigt in seiner Antwort auf die im letzten Herbst behandelte Interpellation zum gleichen Thema, dass der Kanton Bern bereits heute zu wenig Ressourcen zur Verfügung stellt, um diese Aufgaben gemäss Gesetzesauftrag zu erfüllen. Ich kann es ganz klar sagen: Wir verlangen mit unserer Motion hier keine zusätzlichen Aufgaben im Naturschutz. Entscheiden Sie also bitte über die vorliegende Forderung und nicht über Forderungen, die hier nicht ge-

stellt werden und die Sie suggestiv hineindenken. Der Kanton steht finanziell schlecht da! Die bisherigen Grossräte erinnern sich bestimmt an die Spardebatte vom letzten November. Daher bitte ich Sie, unsere Motion aus finanzpolitischen Gründen zu unterstützen.

La présidente. J'ai encore une question avant que l'on ne continue. Est-ce que cette motion est contestée? – Oui. Nous continuons, M. Siegenthaler en tant que motionnaire. Vous n'avez que trois minutes.

Heinz Siegenthaler, Rüti b. Büren (PBD). Worum geht es in dieser Motion? Geht es um die Förderung grüner Massnahmen, um Umweltschutzmassnahmen oder nicht? Aus meiner Sicht geht es eben nicht um dieses Thema, sondern um die Bundesgesetzgebung, die hier Vorgaben macht. Es geht um eine finanzpolitische oder ordnungspolitische Motion. In der Regierungsantwort können Sie lesen, dass die Aufgaben des Bundes und der Kantone mit dem Neuen Finanzausgleich NFA entflochten werden sollen. Dabei gilt folgender Grundsatz: Der Bund bezahlt die Bundesaufgaben und der Kanton bezahlt die kantonalen Aufgaben.

Im Rahmen des NFA kauft der Bund Naturschutzleistungen beim Kanton ein, aber bezahlt sie nicht zu hundert Prozent. Das ist der Grund für diese Motion. Wir kennen dieses Problem auch auf der Ebene von Kanton und Gemeinden. Stellen Sie sich vor, der Kanton verlangt etwas von den Gemeinden und bezahlt dies nachher nicht. Wir haben den Vertreter des Verbandes Bernischer Gemeinden hier und dieser würde sich ganz vehement wehren, wenn so etwas geschehen würde. Stellen Sie sich vor, der Kanton würde sich gegenüber den Gemeinden so verhalten, wie es der Bund mit den Kantonen macht!

Daher gilt es, hier ein klares Zeichen zu setzen: Das akzeptieren wir nicht mehr! Wir wollen nicht, dass der Bund bei den Kantonen Dinge bestellt und sie dann nicht bezahlt! Es geht nur darum, geschätzte Frauen und Männer. Beachten Sie das bitte. Ich weiss, es gibt Stimmen, die sagen: Ja hier geht es um Umweltschutz und um grüne Dinge, das wollen wir nicht! Aber es geht eben nicht darum. Letztlich sind die Bauern davon betroffen. Diese Massnahmen sind alle freiwillig. Wenn man der Motion zustimmt, befiehlt man keine zusätzlichen ökologischen Massnahmen, was wir als BDP ja auch unterstützen. Also es geht hier um eine reine finanzordnungspolitische Massnahme und ich bitte Sie, dieser Motion zuzustimmen.

La présidente. J'ai encore une information. Quand il y a plusieurs motionnaires, il faut que vous regardiez entre vous quel motionnaire présente la motion en tant que motion; il a alors cinq minutes, si l'on est en débat libre. Si vous êtes trois motionnaires, les deux autres motionnaires peuvent venir après en tant qu'intervenants personnels. Donc, avec M. Heinz Siegenthaler, j'ai fait une faute. Sachez-le, en tant que co-motionnaire, vous avez le droit de venir plus tard et vous n'avez que trois minutes. M. Reber a la parole pour l'UDC.

Fritz Reber, Schangnau (UDC). Ich bin erstaunt, dass diese Motion bestritten ist und dass sie vor allem aus mir sehr sympathischen Kreisen bestritten ist. Hierbei geht es

um ein finanzpolitisches Anliegen, das den Kanton ja entlastet und nicht zusätzlich belastet. Ich glaube, dass man hier nun noch ein Haar in der Suppe sucht, und das hat man wohl gefunden. Man wärmt nun fast ein agrarpolitisches Thema auf, und wir wissen alle, dass die neue Agrarpolitik des Bundes, die AP 14–17, umgesetzt ist. Sie geht in eine Richtung, die vielleicht vielen nicht passt, aber man sollte sich vielleicht damit abfinden. Ich meine, wenn schon etwas vom Bund kommt, dann soll der Kanton auch Möglichkeiten haben, und wenn er sie dann eben nicht hat, dann muss der Bund finanzieren. Wenn jemand etwas befiehlt oder bestellt, dann soll er es auch bezahlen, wurde gesagt. Und hier war dies eben nicht der Fall. Ich finde es schade, wenn der Kanton Bern finanzpolitisch nicht mithelfen kann beim Bund, dass dann andere Kantone das schon abholen würden. In diesem Sinne finde ich es sehr wichtig, dass man die vorliegende Motion und Standesinitiative überweist und dem Bund den Mahnfinger zeigt; wenn er schon etwas will, dann soll er auch mitbezahlen. Ich bitte Sie, sich dies noch einmal gut zu überlegen und diese Standesinitiative zu überweisen.

La présidente. J'ai cru que vous étiez pour l'UDC M. Reber, donc vous n'auriez pas eu la parole maintenant. Ich muss es jetzt noch einmal sagen, denn die Übersetzung hat offenbar vorhin nicht geklappt: Wenn drei Motionäre eine Motion einreichen, dann müssen sie zusammen festlegen, wer diese Motion hier im Grossen Rat vertritt. Wenn die andern beiden wirklich auch noch sprechen wollen, können sie dies nachher als Einzelsprecher tun. Sie haben dann nur drei Minuten Redezeit und nicht fünf. Ist das jetzt klar? – Okay. Nun fahren wir weiter mit Monsieur Müller von der SVP.

Moritz Müller, Bowil (UDC). Wir haben diese Motion und Standesinitiative sehr tief diskutiert. Im Grundsatz finden wir sie gut. Wer fordert, soll auch bezahlen. Das ist wichtig und richtig! Bei uns bestehen aber Bedenken bezüglich der vier explizit aufgeführten Punkte, wonach diese Bereiche noch gefördert werden sollen und ausgeweitet werden. Es kann nicht sein, dass die landwirtschaftliche Produktion zurückgeworfen wird und man nur noch auf Naturschutz abstellt. Wir finden deshalb, wenn diese Motion nach dem zweiten Abschnitt aufhören würde und beim Komma ein Punkt wäre, dann könnten wir sie unterstützen. Aber mit den darunter stehenden vier Punkten können wir der Motion und der Standesinitiative nicht zustimmen. Auch wir fordern ganz klar, dass der Bund seine Forderungen bezahlen soll. Aber der Schutz soll nur dort gemacht werden, wo er wirklich notwendig ist. Die produzierende Landwirtschaft soll man nicht noch mehr mit einem Schutz beauftragen, der ins Exzessive getrieben wird. Darum stimmt die SVP-Fraktion dieser Standesinitiative grossmehrheitlich nicht zu.

Rita Haudenschild, Spiegel (Les Verts). Die Aufgaben im Naturschutz sind vielfältig und wurden in den letzten Jahren noch vielfältiger. Kanton und Gemeinden sollten Artenvielfalt fördern und pflegen, Gemeinden müssen neu alle Gewässerräume ausscheiden, der Kanton soll seine Bauern, auch wieder im Verbund mit den Gemeinden, bei der Umsetzung der AP 14–17 unterstützen. Es gibt noch viele weitere Beispiele. Das Prinzip, dass der Bund die Bundesobjekte und

der Kanton die Kantonsobjekte finanzieren soll, leuchtet daher ein. Doch es ist aber noch nicht ganz Realität. Für die Grünen ist daher klar, dass wir diese Standesinitiative einstimmig unterstützen.

Erlauben Sie mir dazu noch einige Bemerkungen. Wenn dieser Geldsegen des Bundes fliessen soll, dann müssen wir auch darauf drängen, dass der Bund zudem Geld für den Vollzug bereitstellt und nicht nur für die Massnahmen. Ich sehe das in unserer Gemeinde. Der Naturschutz ist vor allem eine Verbundaufgabe von Bund und Kantonen, die sie aber eben auch zusammen mit den Gemeinden lösen. Wenn wir in der Gemeinde eine Projektidee haben, dann müssen wir sie mit unseren eigenen kommunalen Fachpersonen konkretisieren. In der Umsetzung haben wir mehrheitlich die Erfahrung gemacht, dass der Kanton die Massnahmen dann finanziell unterstützt. Das Geld kann aus dem Renaturierungsfonds kommen oder aus Bundesmitteln. Doch vorbereitet werden diese Massnahmen von der Gemeinde, von unseren Fachleuten. Für uns ist klar, dass diese Zuständigkeit aufrechterhalten werden muss, wenn die Bundesgelder fliessen sollen. Ich bin froh, dass das Thema mit dieser Standesinitiative aufs Tapet kommt, und ich hoffe natürlich, dass wir die zusätzlichen Mittel abholen können und sie uns auch zur Verfügung stehen. Ich bin auf jeden Fall mit unserer Gemeinde schon heute bereit und würde dann anklopfen, wenn Bundesmittel für die Aufgaben im Naturschutz, die Verbundaufgaben sind, zur Verfügung stünden. Die grüne Fraktion unterstützt diese Standesinitiative einstimmig.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Ich bin in dieser Frage etwas befangen. Ich komme aus der gleichen Gemeinde wie Rita Haudenschild. Ich bin ein produzierender Bauer, stelle aber auch Ökoflächen bereit und nehme an einem Spezialprogramm teil, um an einem steilen Landstück eine Blumenwiese zu halten. Das bringt mir wahrscheinlich mehr ein, als wenn ich dort drei- oder viermal Heu ernten würde. Also bin ich ein bisschen befangen. Es geht aber in der Motion nicht darum. Es geht wirklich darum, dass der Kanton nicht für Dinge bezahlen muss, die der Bund befiehlt und bestellt. Vereinfacht gesagt, müssen neue Aufgaben – seien diese nun aus dem Naturschutz oder aus andern Bereichen – auch vom Bund bezahlt werden und nicht vom Kanton. Liebe Frauen und Männer, Landwirtschaftspolitik ist nun einmal hauptsächlich Bundespolitik und nicht kantonale Politik!

Ich möchte noch etwas ganz persönliches zu meinen Berufskolleginnen und Berufskollegen von der SVP sagen: Als Bauer habe ich wahnsinnig Freude an produzierender Landwirtschaft. Es gibt doch nichts Schöneres – da können Sie mir sicher beipflichten – als ein goldenes Weizenfeld im August, das Brot gibt für Tausende von Menschen. Das ist doch etwas Wunderbares. Aber mit den heutigen Gegebenheiten in unserem Land – immer mehr Einwohner, immer mehr Menschen, die irgendetwas wollen – ist es halt einfach so, dass man eben auch Erholungs- und naturnahe Räume braucht, und ich glaube, wir dürfen uns dem nicht einfach verschliessen. Deshalb möchte ich Ihnen auch ein bisschen die Angst nehmen. Wenn wir diese Motion überweisen, heisst das noch lange nicht, dass wir nun einfach Tür und

Tor für eine noch grössere und krassere Ökologisierung öffnen. Bei der vorliegenden Motion geht es ausschliesslich um die Kosten. Deshalb will ich Sie bitten, doch über Ihren Schatten zu springen und dieser Standesinitiative zuzustimmen, wie das übrigens auch die BDP-Fraktion tut. Wir stimmen mit einer Enthaltung zu.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Die FDP hat im Grundsatz Verständnis für die Motionäre dieser Standesinitiative. Was der Bund in Auftrag gibt, soll er auch mitfinanzieren. Wir haben aber Respekt vor den Bedürfnissen: Je mehr der Bund finanziert – oder man meint, er würde finanzieren – desto grösser werden dann auch die Bedürfnisse: Jetzt müssen wir noch das und das und das machen. Schon heute wird vom Bund sehr vieles vorgeschrieben. Dabei wird die Landwirtschaft – gerade im Berggebiet – schon sehr stark eingeengt und weil eben ungewiss ist, was da auf uns zu kommt, wird die Mehrheit der FDP diese Standesinitiative ablehnen.

La présidente. (*Monsieur Knutti se tient prêt à la tribune, en qualité d'orateur individuel, alors que c'est aux porte-parole des groupes de s'exprimer. La présidente en est avisée et elle corrige le tir.*) M. Knutti, pour qui parlez-vous? – Est-ce que j'ai encore des porte-parole de groupe? – M. Bhend pour le PS-JS-PSA.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Ich kann es vorweg nehmen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt diese Motion und damit die Standesinitiative. Was spricht dagegen, dass insbesondere die Biodiversitätsstrategie oder eben auch die Massnahmen zum revidierten Gewässerschutzgesetz umgesetzt werden? Und was spricht gegen den Grundsatz, dass derjenige, der befiehlt und die Vorgaben macht, auch bezahlt? Eigentlich nichts! Das haben wir hier im Grossen Rat schon sehr oft diskutiert, auch auf kantonaler Ebene. Ich erinnere beispielsweise an die Diskussion zur KESB, als andere Themen auf dem Tisch lagen. Dort soll der Kanton auch bezahlen, wenn er befiehlt wie es läuft. Diese Argumente habe ich hier gehört, und ich denke, diesen Grundsatz könnte man hier auch anwenden, wenn der Bund Auflagen macht. Daher ist es im Interesse von uns allen – ich denke auch vom Kanton Bern – hier auf der Stufe des Bundes vorstellig zu werden und zu versuchen, die heutige Praxis zu ändern. Daher unterstützen wir dieses Anliegen einstimmig.

La présidente. J'ai encore Mme Kronenberg pour les Verts libéraux. Y-a-t-il encore des porte-parole de groupe? Nous passerons ensuite aux intervenants à titre personnel. Vous avez la parole Mme Kronenberg.

Sabine Kronenberg, Biel/Bienne (pvl). Ich teile ihnen seitens der glp-Fraktion mit, dass wir diesen Vorstoss unterstützen. Es geht um anstehende Aufgaben, und für uns ist ganz klar, dass man hinschauen muss. In diesem Sinne war dieses Geschäft für uns intern nicht umstritten. Es ist ganz klar, dass es durchgehen muss.

La présidente. À titre personnel, M. Knutti.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Meine drei bürgerlichen Kollegen in Ehren, aber ich möchte hier doch noch kurz darstellen, in welchen Engpass die bernische Landwirtschaft kommt, wenn diese Standesinitiative den Weg ins Bundeshaus auf sich nehmen müsste. Ich habe an sich nichts dagegen, dass sich der Bund bei neuen Aufgaben finanziell beteiligt. Aber wofür nun hier Geld gefordert wird, ist für mich schon etwas stossend. Ich möchte Ihnen kurz in Erinnerung rufen, was Artikel 104 der Bundesverfassung verlangt. «Der Bund sorgt dafür, dass die Landwirtschaft durch eine nachhaltige und auf den Markt ausgerichtete Produktion einen wesentlichen Beitrag leistet zur: a. sicheren Versorgung der Bevölkerung [...]». Ja, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, dieser Auftrag kann schon längst nicht mehr erfüllt werden, und als Berner Agrarkanton dürfen wir doch jetzt nicht den Fehler machen, den Bund aufzufordern, uns noch mehr aufzutragen und ihm mitzuteilen, dass wir noch mehr Naturschutz in unserem Kanton wollen. Das wäre aus meiner Sicht ein schlechtes Zeichen und ein Steilpass für den Ausbau von weiteren unsinnigen Projekten. Aktuell muss jeder Bauer sieben Prozent ökologische Ausgleichsfläche vorweisen. Schweizweit haben wir bereits zwölf Prozent und ich denke, das ist genug. Wir müssen uns vermehrt für die produzierende Landwirtschaft einsetzen. Wir Bauern wollen Unternehmer sein und für die Bevölkerung genügend Nahrungsmittel produzieren und nicht nur Geld einkassieren für die faktische Stilllegung unserer Felder.

In der Standesinitiative wird ja auch die Umsetzung der Agrarpolitik 2014–2017, die AP 14–17, erwähnt. Ich hoffe doch, dass jedem von uns klar ist, dass diese Agrarpolitik eine totale Fehlgeburt ist und wir dringend einen schnellen Kurswechsel brauchen. In den letzten zwölf Jahren sind in der Landwirtschaft 13 000 Bauernbetriebe verschwunden und rund 42 000 landwirtschaftliche Arbeitsplätze wurden abgebaut. Die landwirtschaftliche Nutzfläche reduziert sich jährlich um 2 000 Hektaren und ich glaube, so kann es nicht weiter gehen. Darum werden ja auch seit dem 11. Februar Unterschriften für eine nationale Ernährungsinitiative gesammelt, die verlangt, dass die einheimische Lebensmittelproduktion zur Versorgung unserer Bevölkerung gestärkt wird. Bereits über 130 000 Unterschriften sind in rund vier Monaten zusammengekommen. Das ist Zeichen genug für einen Kurswechsel, bevor die schweizerische Landwirtschaft in eine Landschaftsgärtnerei umgewandelt wird.

Hans Jörg Rüegsegger, Riggisberg (UDC). Der Grundsatz, dass der Bund das bezahlen soll, was er bestellt, wird von uns und von meiner Seite als Präsident des Berner Bauernverbandes nicht bestritten. Es ist wichtig, dass wir den Bund verpflichten, für künftige Neuaufgaben zu 100 Prozent Bundesgelder einzusetzen. Es ist aber schade, wenn man bei den Punkten 1–4 nicht noch den Zusatz vermerkt, woher dieses Geld kommen soll. Die Bezeichnung «der Bund» reicht uns nicht. Wir sollten sagen und klar beziffern können, von wo wir das Geld wollen. Ich komme noch zu einem Beispiel: Es ist für mich und für uns eine verpasste Chance, wenn ich sehe und feststelle, wie von hier zum Bundeshaus politisiert wird. Unsere Politiker im

Bundesbern sollten einen klaren Auftrag bekommen und helfen, diesen umzusetzen. Es ist uns nicht egal, woher die finanziellen Mittel kommen. Ich gebe kurz ein Beispiel: Der Herdenschutz – vielleicht für einen Teil von Ihnen ein Fremdwort – läuft über das Landwirtschaftsbudget und soll ganz klar vom Bundesamt für Umwelt BAFU bezahlt werden. Bei den Gewässerräumen, wo das Bundesamt für Raumentwicklung ARE die Bestimmungen herausgibt, soll es auch das Geld sprechen und nicht das Bundesamt für Landwirtschaft BLW. Für mich ist diese Motion ganz klar eine verpasste Chance, als Kanton Bern national ein starkes Zeichen zu Gunsten der Berner Landwirtschaft zu setzen und auch dafür dass sie im Bundeshaus merken, dass der Kanton Bern genau hinschaut, was mit Bundesgeldern geschieht.

La présidente. Y-a-t-il encore des intervenants à titre personnel? – Sinon, je clos la liste.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Als Erstes möchte ich den Bundesverfassungsartikel 104 ergänzen. Es gibt dort nicht nur den Absatz «a. sichere Versorgung mit Lebensmitteln». Es gibt auch noch den Absatz b., in welchem es heisst, unsere Aufgabe sei auch der Erhalt unserer natürlichen Lebensgrundlage und die Pflege der Landschaft. Zudem ist klar, dass die Agrarpolitik 2014–2017 viele Veränderungen und Neuerungen gebracht hat. Vor allem wir Bauern und Bäuerinnen sind jetzt in der Umsetzung dieser Neuerungen stark gefordert. Es ist aber auch so, dass diese Agrarpolitik vorwiegend auf eidgenössischer Ebene festgelegt wurde. Die AP 14–17 ist nun definiert und die entsprechenden Gesetze sind verabschiedet. Einflussmöglichkeiten bestehen für uns zurzeit nur noch auf der Verordnungsstufe. Es ist auch klar, dass die Agrarpolitik und die Biodiversitätsstrategie heftig umkämpfte Kompromisse sind. Und wie es eben zu Kompromissen gehört, besteht auf allen Seiten eine gewisse Unzufriedenheit mit ihnen.

Doch der Widerstand gegen diese Standesinitiative – auch gerade von bäuerlicher Seite – ist für mich absolut nicht nachvollziehbar. Hier und heute handelt es sich nämlich nicht um die Frage, ob Sie mit dieser AP 14–17 einverstanden sind oder nicht, oder ob uns die Biodiversitätsstrategie gefällt oder nicht. Hier, bei dieser Standesinitiative geht es nicht um den Inhalt dieser Gesetze, sondern um die Frage der Finanzierung. Es ist wichtig, dass für die Erfüllung der Aufgaben, die in diesen Gesetzen definiert sind, auch die notwendigen finanziellen Mittel zur Verfügung stehen. Wir haben gehört, dass das Geld für die Bundesaufgaben vom Bund kommen muss. Das ist der Inhalt dieser Standesinitiative. Der Bund muss für diese Bundesaufgaben bezahlen und der Kanton für Kantonsprojekte. Wir wissen alle, dass der Kanton Bern ohnehin stark gefordert ist, die finanziellen Mittel für die kofinanzierten Verbundaufgaben zur Verfügung zu stellen. Ich bedauere sehr, wenn jetzt aufgrund dieses Vorstosses irgendwelche Gräben zwischen Naturschutz und Landwirtschaft aufgebrochen werden.

Die Erhaltung und Förderung eines gesunden Ökosystems und die Produktion von Lebensmitteln müssen Hand in Hand gehen. Das ist wichtig für die Natur und das erwartet auch die Gesellschaft von uns. Ich bin überzeugt, dass die Unterstützung dieser Standesinitiative nicht nur im Interesse

der Natur und im Interesse der Kantonsfinanzen ist, sondern eben auch gerade im Interesse von uns Bauern und Bäuerinnen. Eine gesicherte Finanzierung durch den Bund ist eine wichtige Voraussetzung, um die neuen Aufgaben zu gewährleisten. Ich hoffe, dass auch gerade die Bauern und Bäuerinnen hier im Saal dieser Standesinitiative zustimmen.

La présidente. Est-ce que je peux clore la liste après M. Schlup? – La liste est close.

Markus Aebi, Hellsau (UDC). Es war spannend, hier zuzuhören. Aus unserem Anliegen ist praktisch eine agrarpolitische Debatte entstanden. Ich kann es noch einmal wiederholen: Im Grunde sind wir uns alle einig, dass bezahlen soll, wer befiehlt. Das ist der Grundsatz. Als produzierender Bauer bin ich es gewohnt, qualitativ hochwertige Lebensmittel zu produzieren. Ich bin der Meinung, dass wir diese Qualität im Bereich der biologischen Standorte in den vier Punkten der Motion auch noch verbessern können. Dass dabei der Bund auch noch etwas Geld investieren soll, liegt eigentlich auf der Hand. Hans Jörg Rügsegger, ich glaube nicht, dass der Kanton dem Bund vorschreiben kann, aus welchem «Kässeli» er dies finanzieren soll. Thomas Knutti, hier geht es nicht um Agrarpolitik. Mit dieser Motion geht es nicht darum, mehr oder weniger ökologische Flächen auszuscheiden, und es geht auch nicht darum, die Qualität anzuzweifeln, sondern es gilt, den Bund aufzufordern, mehr Mittel zur Verfügung zu stellen, damit wir die Qualität an diesen ökologischen Standorten verbessern können. Das ist alles.

La présidente. M. Studer et M. Schlup se préparent s'il vous plaît, on aimerait finir ce soir si possible.

Peter Studer, Utzenstorf (PBD). Was fordert diese Standesinitiative eigentlich? Es geht um die Umsetzung neuer Aufgaben im Naturschutz. Das ist das Zeichen, das der Agrarkanton Bern an den Bund aussendet. Die Schweiz strebt 444 000 Hektaren Fruchtfolgeflächen an. Der Agrarkanton Nummer Eins ist der Kanton Bern. Er hat 19 Prozent Fruchtfolgeflächen, nämlich 84 000 Hektaren. Er hat immer Mühe, produzierende Landwirtschaft darzustellen. Welches Signal sendet der Kanton an den Bund mit der Formulierung «Umsetzung neuer Aufgaben im Naturschutz»? Gleichzeitig verabschiedet das kantonale Amt für Landwirtschaft und Natur (LANAT) eine Agrarstrategie mit dem Ziel «Biokanton in ganz Europa». Werte Anwesende, das kann es nicht sein! Es ist sehr schade, dass der Agrarkanton Nummer Eins in der Schweiz solche Zeichen aussendet. Es betrübt mich auch ein bisschen, wenn ich einen solchen Vorstoss von vier Grossratsmitgliedern lese, ohne weitere Unterschriften, landwirtschaftlich nicht vorbesprochen, landwirtschaftlich nicht ausdiskutiert und landwirtschaftlich nicht einig, mit welchem Ansatz man dem Bund hier entgegenen möchte. Sie haben es vielleicht schon gemerkt: Man hat eine Motion eingereicht, mit der man die LANAT-Strategie stoppen will, weil sie genau darauf abzielt. Man vernachlässigt die produzierende Landwirtschaft.

Und etwas stört mich immer mehr: Sie sprechen immer von Aufgaben im Naturschutz. Haben sich diejenigen aus städtischem Gebiet schon einmal überlegt, wo man innerhalb der

Städte auch Naturschutz umsetzen könnte, wo man auch mehr Grün wachsen lassen könnte? In Bern heisst es Stadtgrün, aber das Einzige, was sie machen, ist mit dem Sensenmäher alles wegzumachen und dadurch die kleinen Lebewesen zu vernichten. Warum nicht mehr Naturschutz in der Stadt Bern? Daher bitte ich Sie, diesen Vorstoss nicht zu unterstützen.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Wer bezahlt, der befiehlt. Dagegen hat sicher niemand etwas. Aber ich bin doch auch hellhörig geworden. Ich bin selber auch produzierender Bauer, habe sieben Prozent Ökofläche, freiwillig sogar mehr, denn ich habe auch selber Freude an diesen Blümchen. Ich störe mich nicht daran. Ich denke, es geht hier auch nicht unbedingt darum, ob es sich um Landschaftsschutz, Naturschutz oder Landwirtschaft handelt. Aber in der Motion steht ganz klar «Neue Aufgaben im Bereich des Naturschutzes». Und dafür soll das Geld bereitgestellt werden. Werte Frauen und Männer, wir haben schon einige Male erlebt, dass es hiess, wir nehmen da 120 Mio. Franken auf der nationalen Ebene, die in die Landwirtschaft gehen. Und wohin gingen sie dann? Sie gingen vor allem in Planungsprojekte und teilweise in Vernetzungsprojekte. Und am Schluss heisst das, es geht in die Landwirtschaft. Das befürchte ich bei dieser Initiative. Es geht einmal mehr um Geld aus einem begrenzten Kässeli, wo es nachher heisst, es gehe in die Landwirtschaft und – sorry, meine lieben Frauen und Männer – Naturschutz ist nicht Landwirtschaft. Die beiden Bereiche gehören zusammen, wir sind sicher auf beide angewiesen, aber der eine ist Landwirtschaft und der andere ist Naturschutz.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Ich danke herzlich für die angeregte landwirtschaftspolitische Diskussion. Der Vorstoss betrifft ja insbesondere Naturschutzaufgaben. Der Neue Finanzausgleich NFA – der ja 2008 in Kraft getreten und somit auch nicht mehr so neu ist – soll einen wichtigen Grundsatz erhalten: Im Bereich des Naturschutzes soll der Bund 100 Prozent der nationalen Aufgaben finanzieren. Dort kann er auch bestimmen. Auf der andern Seite sollen die Kantone die regionalen und kantonalen Objekte finanzieren. Meines Erachtens würde dieser Grundsatz recht gut funktionieren: Der Bund würde die Bundesobjekte bezahlen und der Kanton die Kantonsobjekte. Das wäre alles ganz gut geregelt, wenn es wirklich so funktionieren würde.

Nun müssen wir aber feststellen, dass den Kantonen bereits heute nicht genügend finanzielle Mittel für die Umsetzung der Naturschutzaufgaben zur Verfügung stehen. Nicht einmal für das, was wir heute machen müssten, haben wir genügend Geld! Das ist bereits ein erster Grund, warum der Regierungsrat der Meinung ist, man sollte diese Motion und die Standesinitiative überweisen. Das Ziel dabei müsste sein – und das ist der zweite wichtige Punkt – dass der Bund bei der Umsetzung von neuen Aufgaben auch die notwendigen finanziellen Mittel zur Verfügung stellt. In der Motion sind vier neue Aufgabenbereiche erwähnt: Erstens ist es die Biodiversitätsstrategie des Bundes – nicht vom Kanton Bern, wie von verschiedenen Sprechern fälschlicherweise gesagt wurde. Wir wollen nicht vom Kanton Bern aus zusätzlichen Naturschutz. Zweitens handelt es sich um

das Smaragdnetzwerk, das auch in der ganzen Schweiz umgesetzt wird. Drittens geht es um die Umsetzung des revidierten Gewässerschutzgesetzes und viertens der Agrarpolitik 2014–2017, die keine kantonale Agrarpolitik ist, sondern ebenfalls vom Bund bestimmt wird.

Die von den Motionären genannten neuen Bundesaufgaben werden zu einer finanziellen Mehrbelastung der Kantone und auch des Kantons Bern führen. Das muss ich hier klar sagen! Auch aus diesem Grund ist der Regierungsrat klar der Meinung, dass der Bund auch die entsprechenden finanziellen Mittel zur Verfügung stellen muss, wenn er schon neue Aufgaben bestimmt und wenn er den Kantonen neue Aufgaben überträgt. Denn eines ist klar, sehr verehrte Grossratsmitglieder, die Staatsrechnungen der Kantone in der ganzen Schweiz kommen immer mehr unter Druck! Das zeigen die Staatsrechnungen jeweils eindrücklich. Die Staatsrechnung des Bundes andererseits schliesst jeweils sehr gut ab. Daher ist es von mir aus gesehen – als Kantonsvertreter, und das sind Sie schliesslich als Parlamentarierinnen und Parlamentarier auch – nicht verständlich, weshalb der Bund neue Aufgaben beschliessen soll und dann deren Finanzierung einfach den finanziell nicht so gut gestellten Kantonen überträgt.

Deshalb war für mich sehr wichtig, was Grossrat Siegenthaler von der BDP gesagt hat. Es geht hier eben nicht um Agrarpolitik und auch nicht um kantonale Finanzpolitik, sondern es geht hier im Grunde um Ordnungspolitik! Es geht nämlich um folgende Frage: Wenn eine staatliche Ebene – hier der Bund – neue Aufgaben beschliesst, soll er dann auch deren Finanzierung sicherstellen oder darf er diese einfach elegant auf die nächste Stufe hinunter delegieren? Ich glaube, dort ist innerhalb des Kantons Bern ordnungspolitisch jeweils relativ klar, wie es läuft. Wenn wir im Kanton neue Aufgaben bestimmen, dann achtet die Gemeindelobby – gerade hier im Parlament – sehr genau darauf, wer sie dann auch finanziert, und sie stellt jeweils klar, dass dann auch der Kanton für die Finanzierung geradestehen soll.

In diesem Zielbereich steht die vorliegende Motion. Der Bund bestimmt über neue Aufgaben und soll deshalb auch deren Finanzierung sicherstellen. Daher lädt Sie der Regierungsrat ein, diese Standesinitiative zu Händen des Bundes einzureichen.

La présidente. Nous passons donc au vote. Ceux qui acceptent cette initiative cantonale, Nouvelles tâches dans le domaine de la protection de la nature, votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 94

Non 56

Abstentions 4

La présidente. Vous avez accepté cette initiative cantonale.

Affaire 2013.1566

N° de l'intervention: 330-2013

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 26.11.2013

Déposée par: Kronenberg (Biel/Bienne, pvl)
(porte-parole)

Perina-Werz (Berne, PDC)

Cosignataires: 5

N° d'ACE: 524/2014 du 30 avril 2014

Direction: Direction de l'économie publique

Soutien des jeunes entrepreneuses

Le Conseil-exécutif est chargé de faire en sorte que les petits crédits soient accessibles aux PME et aux micro-entreprises dirigées par des femmes. Les bases nécessaires, notamment un mandat de prestations, seront élaborés. La Banque cantonale devra proposer des conditions plus équitables qui favorisent l'activité des entrepreneuses. L'expérience montre que les femmes sont des clientes exemplaires pour les banques car elles sont scrupuleuses pour le remboursement et prudentes avec leur argent. Le retour sur investissement est évident pour la place économique bernoise. Certes, les jeunes pousses gérées par des femmes se développent plus lentement, mais souvent plus durablement¹. Les risques qui accompagnent cette forme de garantie de l'Etat deviennent ainsi de bonnes perspectives de développement pour le canton.

Souvent, les banques imposent des conditions identiques pour les crédits de moins de 100 000 francs ou pour les plus grosses sommes. Des adaptations sont nécessaires pour éviter ce que système ne freine la création d'entreprises féminines.

En cette période de difficultés financières, les approches innovantes et originales sont un gage pour l'avenir. Le désinvestissement n'est pas le seul remède aux problèmes financiers du canton.

Le Conseil-exécutif doit donc soumettre un plan de mesures au Grand Conseil.

Réponse du Conseil-exécutif

La motion requiert l'élaboration d'un plan de mesures permettant d'améliorer l'accès des jeunes entrepreneuses aux petits crédits. La Banque cantonale doit notamment proposer des estimations de crédit et des conditions plus équitables afin de favoriser l'activité des entrepreneuses.

Dans le canton de Berne et dans toute la Suisse, l'accès au crédit est satisfaisant. La Banque cantonale bernoise (BCBE), par exemple, résume ses critères d'octroi de crédits comme suit²:

« La BCBE mène depuis des années une politique de crédit axée sur la croissance qualitative, ce qui lui permet d'assumer les risques du portefeuille de crédit grâce à sa

¹ <http://startwerk.ch/2010/06/07/frauenpower-unter-der-lupe-gruenderinnen-sind-erfolgreicher> consulté le 18 octobre 2013

² Cf. www.bcbe.ch/fr/firmenkunden/foerderung-von-neuunternehmen-und-kmu/foerderkonzept-der-bekb.

propre rentabilité. Elle est conséquente dans l'application de la politique de crédit, tout en sachant faire preuve de souplesse dans le détail.

- La BCBE cherche notamment à promouvoir les petits et moyens engagements. Avec le concept d'encouragement des PME reposant sur trois piliers (financement de nouvelles entreprises et de la croissance, financement du règlement de successions, financement du capital d'amorçage), des PME et de nouvelles entreprises novatrices ont été particulièrement soutenues. Ainsi, 40 projets représentant environ 240 emplois ont bénéficié d'un soutien dans le cadre du premier pilier du concept d'encouragement des PME en 2013. Le troisième pilier offre quant à lui des solutions de financement par des fondations indépendantes et des sociétés telles que la fondation pour l'innovation technologique (STI) et Am-Tec Kredit AG.
- Les crédits sont contrôlés de manière équitable en fonction de normes définies. Outre les critères économiques, le respect des principes éthiques et écologiques sont pris en compte pour l'octroi des crédits. Nos conditions sont compétitives, usuelles pour le marché et équitables pour les nouveaux entrepreneurs. [trad.]»

Le cautionnement en faveur des petites et moyennes entreprises³ réglé au niveau fédéral⁴ est un instrument efficace pour faciliter l'octroi de crédit lors de création d'entreprises. La société coopérative de cautionnement pour les femmes SAFFA se porte garante pour les petits crédits essentiellement (jusqu'à 120 000 francs) destinés aux créatrices d'entreprises. La Confédération apporte un soutien financier pour les frais administratifs des coopératives de cautionnement et couvre jusqu'à 65 pour cent des pertes sur cautionnement. La Promotion économique du canton de Berne propose, via l'entreprise InnoBE SA mandatée pour ce faire, une première consultation gratuite pour les créateurs et créatrices d'entreprise. L'an dernier, 335 consultations de ce type ont été menées. La Promotion économique du canton de Berne soutient également la SAFFA. Le canton s'engage donc d'ores et déjà en faveur des créatrices d'entreprises au moyen d'instruments adaptés et les crédits de la BCBE sont octroyés en fonction des critères proposés par la motionnaire.

Au vu des explications susmentionnées, le Conseil-exécutif estime qu'aucune mesure n'est nécessaire en la matière et propose donc le rejet de la demande d'élaboration d'un plan de mesures.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. Nous passons donc aussi tout de suite à l'affaire 72, motion de Mme Kronenberg, Soutien des jeunes entrepreneuses. Mme Kronenberg, il faut que vous vous annonciez. Je prie aussi les groupes de s'annoncer pour

être prêts, j'ai l'impression que l'on n'aura pas fini ce soir. Donc, Mme Kronenberg, vous avez la parole.

Sabine Kronenberg, Biel/Bienne (pvl). Der Regierungsrat sagt, die Kreditversorgung sei schweizweit, ebenso wie auch im Kanton Bern, gut. Das habe ich auch nicht per se bestritten. Ich habe lediglich thematisiert, dass die Kreditvergabe für Geschäfte schwierig bis unmöglich ist, die nicht im klassischen Sinn hohe Risiken in Kauf nehmen und dadurch für Investoren mit grösseren Renditeabsichten interessanter und somit schneller kreditwürdige Startups sind. Wo schneller Renditen erzielt werden können, gibt es in aller Regel auch mehr interessierte Investoren und kleine und feine KMU-Vorhaben, wie beispielsweise «klein und fein», werden weniger oder gar nicht berücksichtigt. Glauben Sie mir, ich habe zwei mittleren Projekten im Bereich von einer halben Million Startfinanzierung beim Starten geholfen, und wir haben bei beiden die Kreditwürdigkeit nicht erreicht. Zum Glück sind beide trotzdem zustande gekommen. Die klassischen Anlaufstellen wie Labelisierungen für die Kreditwürdigkeit, unentgeltliche Beratungsgremien oder auch Gefässe, wie die erwähnten Bürgschaftsgenossenschaften, haben uns nicht geholfen. Hier hat man uns beharrlich darüber informiert, dass man nur eines möchte: Innovationen und Technik oder Non-Profit. In diesen Bereichen greifen die bestehenden Möglichkeiten, da bin ich auch mit der Regierungsantwort einig.

Wenn man aber Innovationen in einem technischen Bereich langsam aber stetig gewinnorientiert anbietet und dabei etwa noch – wie es bei uns der Fall war – der Businessplan zurückhaltend formuliert ist und man – ich sage es noch einmal – eben nachhaltig und nicht renditeorientiert rechnet, dann hat man keine Chance, in die Ränge zu kommen; weder bei der Standortförderung noch bei Bürgschaften. Mir ist es ein Anliegen, in einem dritten Bereich, zwischen Technik-Innovationen oder dem andern Extrem Non-Profit, einen Anreiz zu schaffen, sodass solide aber vielleicht im ersten Erscheinen eher zurückhaltende Anliegen auch eine Chance erhalten. Wie die erwähnte Studie zeigt, sind solche Unterfangen langfristiger und – ich sage es noch ein drittes Mal – nachhaltig. Das wäre ein zielführendes Instrument um einen Wirtschaftsstandort Bern gerade in finanzschwachen Zeiten zu stärken. (La présidente agite sa cloche.) Hier hätte ich mir auch eine differenziertere Antwort gewünscht, als ein «Copy Paste» aus dem BEKB-Prospekt. Bitte helfen Sie mir doch, dass hier die Grundlage und griffigere Gefässe für einen Wirtschaftsstandort Bern geschaffen werden.

La présidente. Je n'ai pas encore de porte-parole de groupe, personne ne s'annonce? – Oui, pour le PBD, Mme Luginbühl.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Kürzlich war in den Medien zu lesen, dass gemäss einer Studie des Schweizerischen Gewerbeverbands und der Universität St. Gallen der Anteil von Frauen an der Spitze umso höher ist, je kleiner die Firmen sind. Jedes vierte KMU wird von einer Frau geleitet. Von 70 000 selbständigen Frauen leiten 60 000 Frauen eine Firma mit höchstens neun Mitarbeitern. 70 000 Chefinnen von KMU-Betrieben ist eine stolze Zahl; und die Wirtschaft und ich denke auch wir hier im Grossen

³ Cf. www.kmu-buergschaften.ch.

⁴ Loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les aides financières aux organisations de cautionnement en faveur des petites et moyennes entreprises (RS 951.25).

Rat, dürfen stolz sein. Die Banken sind in der Vergabe von Krediten, welcher Art auch immer, unter der strengen Kontrolle der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA). Nach den Vorgaben der neuen Basler Eigenkapitalvereinbarung (Basel II), ist es in der Tat oft nicht einfach, zu einem grösseren Kredit zu kommen, weil der notwendige Eigenmittelanteil hoch angesetzt ist. Jede Bank kann aber innerhalb einer kleineren Kreditsumme das Risikokapital intern vergrössern und je nach Gesuch und nach Kontrolle des benötigten Businessplans und anderer Unterlagen, auch solche kleineren Kredite vergeben. Dieser Vorstoss greift zudem in das operative Geschäft der Banken ein; hier explizit die BEKB, aber wir wissen, wenn die BEKB etwas umsetzen muss, trifft es dann auch die Regionalbanken. Wenn also der Gesuchsteller, oder hier in diesem konkreten Fall, im Anliegen der Motionärinnen, die Gesuchstellerin die zuständige Person im Gespräch mit der Bank von ihrer Idee und vom Vorhaben nicht überzeugen kann, sollte es doch nicht sein, dass dann Frauen den Männern vorgezogen werden. *(La présidente agite sa cloche.)* Die eingangs erwähnten Chefinnen haben ganz sicher Kredite erhalten, weil sie prominent, überzeugend und kompetent die benötigten Unterlagen eingereicht haben, weil sie die kreditgebenden Stellen von ihrem Vorhaben überzeugen konnten und eben nicht, weil sie Frauen sind. Der Vorstoss hat mit dem Verständnis von Gleichstellung, das wir in der BDP haben, gar nichts zu tun. Im Gegenteil, für uns scheint dieser Vorstoss eigentlich eher Männer – und hier konkret Jungunternehmer – zu diskriminieren. Wie der Regierungsrat in seiner Antwort richtig schreibt, gibt es für Jungunternehmerinnen und Jungunternehmer gleichberechtigt diverse Gefässe, wo konkret in einer Erstberatung Hilfe angefordert werden kann. Die BDP teilt die Empfehlung des Regierungsrats und lehnt diesen Vorstoss ab.

Werner Moser, Landiswil (UDC). Ich kann mich meiner Vorrednerin mehr oder weniger anschliessen. Auch bei uns wurde dies gross diskutiert. Erstens müssten wir bei Finanzierungen eine geschlechtergetrennte Vorgabe haben, wenn ein Kleinunternehmen gegründet werden soll. Dann kommt auch Folgendes hinzu: Bei 100 000 Franken handelt es sich um ein kleines Unternehmen und dann hat man meistens irgendwo bei Verwandten oder Bekannten jemanden, der einem vielleicht ein bisschen hilft. Wenn man das nicht hat, ist es ein sehr grosses Risiko, überhaupt ein Unternehmen zu gründen. Ich glaube, dann müsste man zuerst schon ein bisschen selber schauen und vorher selber etwas machen. Wir sind in diesem Sinne mit der Regierungsantwort einverstanden und sehen keinen Bedarf, bei der Kantonalbank, die direkt angesprochen wird, andere Vorschriften zu machen. Dies weil man damit in den operativen Bereich eingreifen würde, und wir von der SVP-Fraktion lehnen in diesem Sinne den Vorstoss einstimmig ab.

Niklaus Gfeller, Rüfenacht (PEV). Die Motion von Frau Kronenberg ist uns von der EVP-Fraktion sympathisch. Sie setzt sich dafür ein, dass Frauen, die als Unternehmerinnen starten wollen, dabei Unterstützung erhalten. Was solche initiative Personen leisten, ist für den Wirtschaftsstandort Bern sehr wertvoll. Frau Kronenberg ortet das Hauptproblem für Jungunternehmerinnen im Bereich der erforderlichen

Kredite. Aber nach unserer Einschätzung besteht gerade hier eigentlich wenig Handlungsbedarf. Auch das Bürgschaftswesen ist nach unserem Dafürhalten gut ausgebaut. Wenn Sie selber andere Erfahrungen gemacht haben, ist dies für uns sehr bedauerlich und widerspricht dem, was wir gehört haben. Für uns ist in diesem Bereich – ich sage das gerne noch – die Arbeit der InnoBE sehr wertvoll. Die InnoBE bietet die erforderlichen Beratungen für Jungunternehmerinnen und Jungunternehmer, wenn es um ganz praktische Fragen geht: von den Sozialversicherungen bis zur Gestaltung der eigenen Webseite. Hier erhalten Jungunternehmerinnen und Jungunternehmer auch die notwendige Unterstützung beim Ausfüllen von all den notwendigen Formularen für einen Unternehmensstart. Wir sehen hier eigentlich keinen Handlungsbedarf und werden daher diesen Vorstoss hier ablehnen.

Adrian Haas, Berne (PLR). Auch für die FDP ist dieser Vorstoss zwar gut gemeint, aber unnötig und die Antwort der Regierung treffend. Es gibt genügend Möglichkeiten zur Finanzierung von solchen Projekten. Die Regierung tönt es an: das KMU-Förderungskonzept der Kantonalbank, die Bürgschaftsgenossenschaft Mitte, die Bürgschaftsgenossenschaft für Frauen. Es gibt das, was Niklaus Gfeller soeben angesprochen hat, nämlich die umfassende Gründerberatung. Es gibt zwar dort kein Geld, aber mindestens gibt es eine tolle Beratung bei der InnoBE AG und schliesslich gibt es auch noch zahlreiche private Geldgeber, die solche Projekte unterstützen. Frau Kronenberg sagte es am Schluss noch selber: Ihre beiden Projekte wurden dann trotzdem realisiert. Wichtig ist für solche Finanzierungen vorab der Businessplan und nicht etwa das Geschlecht. Ich glaube, das spielt hier kaum eine Rolle. Für die FDP ist es eigentlich auch fragwürdig, dem Kanton neue Aufgaben zuzuschreiben, insbesondere dort, wo es solche gar nicht braucht. Daher lehnen wir diesen Vorstoss ab.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Ich kann ihnen hier sagen, dass dieser Vorstoss auch meine Fraktion nicht überzeugt hat. Die Informationen des Regierungsrats haben uns aufgezeigt, dass die Kreditversorgung für Jungunternehmerinnen und Jungunternehmer gut ist. Wir haben der Antwort der Regierung auch entnehmen dürfen, dass es für Jungunternehmerinnen sogar leicht besser ist, weil ja dort die Bürgschaftsgenossenschaft für Frauen SAFFA besteht, die spezielle Angebote macht, welche für Männer nicht zur Verfügung stehen. Auch aus der Mitte unserer Fraktion, die ja zu 50 Prozent aus Frauen besteht, sind keine Tatsachen bekannt, die an den Aussagen der VOL hätten zweifeln lassen oder die ihnen widersprochen hätten.

Ich möchte noch anfügen, dass man bei Recherchen im Internet die Untersuchung findet, auf die sich Grossrätin Kronenberg bezieht. Ich habe sie nicht integral gelesen. Aber beim Recherchieren stellt man fest, dass bei dieser Untersuchung keine Hinweise auf eine Schlussfolgerung gibt, nach der man bei der Kreditvergabe an Frauen irgendwelche Verbesserungen vornehmen müsste. Im Gegenteil ist eigentlich bemerkenswert, dass offenbar zunehmend Frauen den Schritt in die Selbständigkeit beabsichtigen und auch effektiv umsetzen. Dies geschieht zwar auf tiefem Niveau, aber immerhin gibt es einen Trend nach oben, also

eine Zunahme von Frauen. Vielleicht noch eine Schlussbemerkung: Grossrätin Kronenberg hat als Begründung in ihrem Vorstoss geschrieben, es könne nicht angehen, der finanziellen Notlage, in der sich der Kanton gegenwärtig befinde, ausschliesslich devestierend zu begegnen. Ich glaube, das ist grundsätzlich völlig richtig, Frau Kronenberg. Aber es ist einfach nicht so in diesem Kanton Bern. Wir haben beispielsweise gerade in dieser Session den Projektierungskredit für den Fachhochschul-Campus Biel gesprochen; 24 Mio. Franken. Wir werden dort letztlich etwa 240 Mio. Franken investieren. Das ist nicht Desinvestition, sondern das ist eben Investition in eine Zukunft. Ich denke, dieser Vorstoss ist nicht notwendig. Er wird von unserer Fraktion grossmehrheitlich abgelehnt. Es wird einige ganz wenige Enthaltungen und vielleicht vereinzelte Zustimmungen geben.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). Wirtschaftsförderung ist ein schwieriges Kapitel. Alle möchten fette Fische an Land ziehen, so wie es kürzlich unserem Volkswirtschaftsdi­rektor gelungen ist. Wir gratulieren dazu, denn wir werden 300 Arbeitsplätze erhalten. Wenn wir nun rechnen, was diese 300 Arbeitsplätze kosten, nämlich Umsatz mal Cash Flow, und dann sehen, was uns das gekostet hat, da viele von den Arbeitnehmern wahrscheinlich im Kanton Solothurn wohnen werden, kann man sich überlegen, was man sonst noch machen könnte. Genau da setzt Frau Kronenberg an. Sie möchte Frauen als Unternehmerinnen fördern. Und zwar Frauen, weil sie findet, es sei für Frauen schwieriger, Unternehmen zu gründen. Wenn wir in die Geschichte gehen, werte Kolleginnen und Kollegen, und schauen, was im Band «Schweizer Pioniere der Wirtschaft und Technik» steht, dann sind dort 17 Leitsätze niedergelegt, und eine der Thesen lautet, «Sie sollten ein Mann sein, wenn sie eine Firma gründen.» Nur zwei von hundert Firmen wurden nämlich von Frauen gegründet. Deshalb denke ich, machte es Sinn, dass man speziell auf die Frauen eingeht und zwar nicht nur deshalb, weil es in der Vergangenheit wenige gab, sondern weil wir in Zukunft mehr Frauen mit guter Ausbildung haben, die vielleicht gar nicht mehr in den Berufsalltag hineinkommen.

Das gibt einen Zweitverdienst in der Familie, damit höhere Steuereinnahmen. Und sie sind sicher standorttreu; nicht so wie die Firmen, die vielleicht gleich wieder verschwinden, wenn sie die Steuerermässigung nicht mehr haben. Es wird gesagt, dass die Kreditversorgung gut ist. Das ist sicher der Fall, wenn man den Kapitalmarkt ansieht. Die Frage ist nur, ob sie das Geld auch bekommen. Ich habe das Geld erst dann bekommen, als ich es als Unternehmer nicht mehr brauchte. Es war mir dann auch egal. Deshalb denken wir, es ist keine schlechte Idee, wenn unser Volkswirtschaftsdi­rektor in seinen Werkzeugkasten noch ein zusätzliches Instrument erhält. Er kann einen Massnahmenplan machen und sagen, ob dieses Instrument einen Nutzen bringt, damit wir eben solche Unternehmen auch fördern können. Deshalb unterstützen die Grünen dieses zusätzliche Instrument im Werkzeugkasten unseres Volkswirtschaftsdi­rektors und stimmen zu.

La présidente. Y-a-t-il encore des porte-parole de groupe? – Non. Des intervenants à titre personnel? – Non plus. M. le directeur, vous avez la parole.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Ich glaube, wir sind uns alle einig, dass diese Motion ein berechtigtes Anliegen verfolgt. Sie verlangt die konkrete Unterstützung und die Ausarbeitung von Massnahmen, wie der Kanton Geschäftsideen für den Aufbau eines Unternehmens unterstützen kann, die spezifisch von Frauen kommen. Wir sind uns wohl alle einig, dass wir im Kanton Bern für zusätzliche Dynamik in unserer Wirtschaft Frauen, aber auch Männer brauchen, die neue Ideen haben und diese mit Mut umzusetzen versuchen. Ich glaube, dabei sind die Rahmenbedingungen ganz entscheidend, und das ist vielleicht die Differenz zwischen der Haltung der Regierung und der Haltung der Motionärin. Wesentlich sind meines Erachtens die Rahmenbedingungen, die der Kanton im Bereich der Infrastruktur, der Bildung, der Raumplanung, der Sicherheit, der Steuern usw. ganz spezifisch zur Verfügung stellt. Es scheint mir einfach fraglich, ob der Kanton nun spezifisch für Geschäftsideen von Frauen zusätzliche Massnahmen ergreifen soll. Hier haben wir eine Differenz. Ich muss nicht wiederholen, was in der schriftlichen Antwort dargestellt wurde. Es ist auch in der Diskussion angeklungen. Von der Standortförderung, von der Kantonbank, von der Bürgschaftsgenossenschaft usw. werden bereits Mittel zur Verfügung gestellt. Ich glaube, vor diesem Hintergrund wäre es, in der gegenwärtigen Lage des Kantons, einfach nicht ganz zielgerichtet und nicht ganz konsequent, wenn wir uns nun hier neue Aufgaben aufbürden. Wir überlegen uns ja eher, auf welche Aufgaben wir verzichten und welche wir nicht mehr finanzieren können. Als Volkswirtschaftsdi­rektor dieses Kantons bin ich überzeugt, wer hier ein Unternehmen gründen will und eine gute Geschäftsidee hat, erhält mit hiesigen Rahmenbedingungen, mit der spezifischen Hilfe des Kantons und anderer Institutionen, die Unterstützung, die er braucht, um ein Unternehmen zu gründen; unabhängig davon, ob es ein Mann oder eine Frau ist. Wir haben gemeinsam mit der Erziehungsdirektion kürzlich das Projekt Bildung und Technik gestartet, das eben ganz spezifisch versucht, die Schülerinnen und Schüler in einer frühen Phase an technische Berufe heranzuführen. Kürzlich durfte ich ein solches Projekt auch besuchen und wir haben gesehen, dass Schülerinnen sehr gut darauf reagieren. So können Sie eben sehr früh an die Technik herangeführt werden. Ich glaube, zielführend sind eher solche Dinge: nämlich die Rahmenbedingungen in einer günstigen Art und Weise zu beeinflussen, und nicht einfach ein zusätzliches Massnahmenpaket zu schaffen. Daher steht der Regierungsrat dieser Motion skeptisch gegenüber.

La présidente. Est-ce que la motionnaire veut encore prendre la parole? – Non. Nous passons donc tout de suite au vote. Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 20

Non 113

Abstentions 15

La présidente. Vous avez refusé cette motion.

Affaire 2014.0281

Rapprochement du Zentrum Paul Klee (ZPK) et du Musée des Beaux-Arts de Berne (MBAB). Rapport du Conseil-exécutif concernant la motion 028-2012 PBD (Etter, Treiten)

Motion d'ordre PEV (Löffel-Wenger, Münchenbuchsee)

Mode de délibération: débat libre

La présidente. Nous passons à la Direction de l'instruction publique. Affaire 73, Rapprochement du Zentrum Paul Klee (ZPK) et du Musée des Beaux-Arts de Berne (MBAB). Rapport du Conseil-exécutif concernant la motion 028-2012. En attendant M. le directeur, je peux vous donner encore deux informations. Vous avez reçu une annexe avec le plan financier 2020 sur le centre Paul Klee sur vos tables hier. C'est une information supplémentaire par rapport à ce rapport. M. le directeur est là, j'ai d'abord une motion d'ordre du PEV qui demande un débat libre au lieu d'un débat réduit. Est-ce que cette demande est contestée? – Oui, cette demande est contestée, on va donc voter. Ceux qui acceptent la demande du PEV, c'est-à-dire un débat libre votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (motion d'ordre PEV)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 38

Non 76

Abstentions 4

Proposition de renvoi PEV (Löffel-Wenger, Münchenbuchsee)

Renvoi concernant le financement du ZPK jusqu'en 2020.

Déclaration de planification PEV (Löffel-Wenger, Münchenbuchsee)

1. Subventionnement complémentaire dégressif de 2016 à 2020 (600 000, 450 000, 300 000, 150 000, 0 CHF).
2. Présenter un plan d'affaires global au Grand Conseil, comme le réclame la motion 028-2012.
3. Soumettre au Grand Conseil les adaptations apportées au mode de financement par le canton.

Déclaration de planification CFin (Kipfer, Thoune)

Présenter un plan d'affaires global concernant la nouvelle entité dans son ensemble.

La présidente. Tout d'abord, je donnerai la parole à M. Kipfer de la Commission des finances, puis M. Löffel pour votre proposition de renvoi partiel. (*La présidente agite sa cloche.*) M. Löffel a deux propositions. Premièrement il a une proposition de renvoi. Avec la nouvelle loi parlementaire, vous pouvez renvoyer un rapport partiellement. M. Löffel nous l'expliquera après, il ne renvoie pas tout le rapport, mais seulement une partie du rapport. Tout d'abord, nous allons nous entretenir sur cette demande de proposition de renvoi, et quand nous aurons fini cela, nous passerons aux déclarations de planification. Nous faisons cela en deux temps. – M. Kipfer, vous faites la grimace. Vous avez la parole, vous pouvez tout dire en même temps si vous ne voulez venir qu'une fois.

Hans Kipfer, Thoune (PEV), rapporteur de la Commission des finances. Es ist tatsächlich so, dass wir mit diesen Planungsanträgen und dem Rückweisungsantrag ein bisschen schauen müssen, weil es da schon gewisse Zusammenhänge gibt, die sich dann schliesslich auf das Abstimmungsprozedere auswirken. Nun will ich Ihnen gerne diesen Bericht vorstellen. In regelmässigen Abständen steht das Zentrum Paul Klee ZPK auf der Traktandenliste. In der Vergangenheit ging es meistens ja um Beiträge für den Betrieb oder um Zusatzkredite für den Unterhalt. Dieses Mal haben wir aber einen Bericht zu beraten. Diesen Bericht kann ich Ihnen in drei Punkten kurz vorstellen. Zuerst komme ich zur Ausgangslage, dann zum Ablauf seit November 2012 und dann zum aktuell vorliegenden Resultat.

Zur Ausgangslage: Massgebend für den Bericht ist die Debatte vom November 2012. Diverse frühere Aktivitäten im Zusammenhang mit dem ZPK sind im Bericht unter dem Titel Vorgeschichte zusammengefasst. Im Rahmen des Antrages für einen Investitionszusatzkredit im November 2012 wurden weitere Anträge gestellt. Mit 128 zu 2 Stimmen wurde eine zusätzliche Bedingung aufgenommen, nämlich dass eine Fusion der beiden Stiftungen innerhalb des Zentrums zu ermöglichen sei. Es handelt sich hier um die ZPK-Stiftung für den Betrieb und die Maurice E. & Martha Müller Foundation (MMMF) für das Gebäude. Ein Rückweisungsantrag mit Auflagen wurde mit 55 zu 79 knapp abgelehnt. Dem vierjährigen, zusätzlichen Verpflichtungskredit wurde etwas deutlicher, aber kritisch, mit 81 zu 53 Stimmen zugestimmt.

In dieser Debatte wurde weiter eine Motion diskutiert, welche einen Bericht zu drei wesentlichen Punkten forderte: Erstens seien mögliche Zusammenarbeitsformen mit dem Kunstmuseum Bern (KMB) aufzuzeigen. Zweitens sei ein fünfjähriger Businessplan für das ZPK zu erstellen. Drittens sei eine Strategie zu entwickeln, wie das ZPK in Zukunft mit den bisherigen Subventionen eine langfristig ausgeglichene Rechnung präsentieren kann. Diese Motion wurde überaus deutlich mit 121 zu 11 Stimmen angenommen und bildet die Basis für den vorliegenden Bericht.

Aus der damaligen Debatte gingen zwei Dinge hervor: Erstens strebten die Votanten eine Gesamtlösung an, die mit einfacheren Strukturen weder mehr Geld noch immer wieder Zusatzkredite kostet. Zweitens nahm Regierungsrat Pulver die damaligen Ratsanliegen in seinem Votum auf und sagte – ich zitiere aus dem Ratsprotokoll vom 22. November 2012, Nachmittag, Seite 1311: «Wir werden Ihnen

einen Bericht vorlegen, der verschiedene Varianten aufzeigt. Eine Variante mit gleich viel Geld; eine Variante, wenn man so viel Geld hätte, wie es braucht – also mit etwas mehr Geld –; eine Variante mit weniger Geld und schliesslich noch die Variante, das Zentrum Paul Klee zu schliessen.»

So viel zur Vorgeschichte: Was ist nun seit November 2012 geschehen? Herr Regierungsrat Pulver hat den Prozess zur Chefsache erklärt und mit Dr. Marcel Brühlhart einen externen Projektleiter eingesetzt. In zwei Teilprojekten wurde die gewünschte Optimierung angegangen. Teilprojekt 1 umfasst das Umfeld und die Strukturen im ZPK. Teilprojekt 2 behandelt die Zusammenarbeit und die Synergien mit dem KMB. Die FiKo wurde etappenweise über den Projektfortschritt informiert. Wir konnten erfreut zur Kenntnis nehmen, dass es der Projektleitung gelang, verhärtete Strukturen und zementierte Positionen langsam aufzuweichen und im Sinne des Auftrags langsam neuen Lösungen zuzuführen. Dieser erstaunlich positive Prozess findet aus Sicht der FiKo im Bericht zu wenig Ausdruck. Hier gilt ein ausdrücklicher Dank an die Beteiligten für ihre Geduld und auch Hartnäckigkeit in dieser Sache. Aber ich kann ihnen gleichzeitig versichern, dieser Weg ist noch nicht zu Ende!

Doch kommen wir nun zum vorliegenden Resultat: Der Bericht zeigt im Teilprojekt 1 auf, dass die Strukturen im ZPK zusammengelegt werden können und somit eine Vereinfachung und Synergien möglich sind. Der Bericht zeigt im Teilprojekt 2, dass mit einer neuen Dachstiftung die besten Synergien mit dem KMB möglich sind. Die Arbeiten in beiden Bereichen sind weit fortgeschritten. Der Bericht zeigt weiter, welche Sanierungsmassnahmen im ZPK nötig sind und auch mit Hilfe der Burgergemeinde realisiert werden können. Der Bericht weist aber keinen umfassenden Businessplan gemäss Motionsforderung auf und zeigt auch nicht mehrere Varianten, wie von Regierungsrat Pulver in Aussicht gestellt wurde.

Der Bericht stellt weiter dar, dass das ZPK neben dem ordentlichen Beitrag von 5,65 Mio. Franken weiterhin auf einen Zusatzbeitrag in der Grössenordnung von 600 000 Franken pro Jahr angewiesen ist. Auf die neue Subventionsperiode 2015 hin untersteht das ZPK gemäss Kulturförderungsgesetz vollständig dem Kanton Bern. Im Kulturförderungsgesetz erhält der Regierungsrat die alleinige Kompetenz für die finanziellen Fragen dieser Institutionen. Ich sage dies, weil die nun vorliegenden Anträge auch in diesem Licht zu betrachten sind. Die FiKo hat den Antrag EVP, Löffel, in der ursprünglichen Form diskutiert und hat deshalb eine eigene Planungserklärung nachgeschoben. Die FiKo erachtet es als wichtig, einen Businessplan zu erhalten, welcher diesen Namen auch verdient. Gleichzeitig soll dieser Businessplan nicht nur für das ZPK gelten, sondern im Sinne der angestrebten Gesamtorganisation das ZPK und das KMB umfassen. Die FiKo empfiehlt Kenntnisnahme des Berichtes.

La présidente. Nous passons à M. Löffel pour votre proposition de renvoi partiel, vous avez droit à deux minutes.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Ich spreche nicht lange. Wir haben das meiste schon vom FiKo-Sprecher gehört. Es ist eineinhalb Jahre her, dass wir die

Motion überwiesen haben, die diesen Bericht forderte, unter anderem mit einem umfassenden Businessplan. Der FiKo-Sprecher hat soeben Regierungsrat Pulver zitiert. Weil noch nicht alle ganz konzentriert waren, erlaube ich mir, das Zitat zu wiederholen, denn es beschreibt den für mich entscheidenden Punkt in der Debatte im November 2012. Wenn ich die damalige Aussage mit dem vergleiche, was wir jetzt als Bericht vorgelegt bekommen, ist das für mich der Hauptgrund, weshalb ich eine teilweise Rückweisung des Berichts fordere. Regierungsrat Pulver sagte damals: «Wir werden Ihnen einen Bericht vorlegen, der verschiedene Varianten aufzeigt. Eine Variante mit gleich viel Geld; eine Variante, wenn man so viel Geld hätte, wie es braucht – also mit etwas mehr Geld –; eine Variante mit weniger Geld und schliesslich noch die Variante, das Zentrum Paul Klee zu schliessen.» Das will wohl niemand hier im Grossen Rat. Er sagte weiter: «Sie werden dann entscheiden können,» – und meinte damit, wenn dann der Bericht vorliegt – «wie wir mit dem Zentrum Paul Klee von Seiten des Kantons weiterfahren wollen.» Vier Varianten bezüglich der zukünftigen Finanzierung wurden uns damals versprochen. Eigentlich könnte ich hier aufhören und die restliche Zeit sparen, denn mir scheint dies eigentlich Grund genug, den vorliegenden Bericht im Teil Finanzierung zurückzuweisen.

Ich kann ihn drehen und wenden, wie ich will. Ich kann ihn schütteln, und doch finde ich keine Varianten hier drin. Ich finde auch keinen Businessplan. Ich finde ein paar Zahlen, wenn ich sie mir gut zusammensuche. Je länger ich mich mit diesem Bericht befasst habe, desto mehr hat es mich ein bisschen nervös gemacht, wenn ich an diejenigen denke, die neu hier im Grossen Rat sitzen. Ich befasse mich seit bald zehn Jahren mit dem ZPK. Wir sprechen nämlich hier immer wieder über Dasselbe. In diesem Bericht muss man sich häppchenweise zusammensuchen, was die zukünftige Finanzierung betrifft. Was besprochen wurde, ist nicht drin. Jakob Etter hat damals, nicht als Ergänzung sondern als Antragssteller, gesagt, der Businessplan soll zeigen, wie man mit den bisher gewährten 6,15 Mio. Franken auskommen könne. Man wolle keine zusätzlichen Kredite. Das alles wurde nicht erfüllt und daher beantrage ich eine teilweise Rückweisung dieses Berichts. Ich bitte Sie, das zu unterstützen, damit wir noch erhalten, was uns versprochen wurde was wir hier gefordert haben.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Ich erlaube mir zuerst eine Vorbemerkung: Gemäss Artikel 89 der Geschäftsordnung haben der Urheber und der Fraktionssprecher bei einer reduzierten Debatte je zwei Minuten Redezeit. Da ich beides in Personalunion bin, nehme ich mir die Freiheit, vier Minuten zu sprechen.

Meine Motion beinhaltet drei Anforderungen: die Zusammenführung ZPK und KMB, das langfristig Aufrechterhalten des Museumsbetriebs mit den definierten Subventionen und das Aufzeigen der künftigen finanziellen Ausrichtung in einem Businessplan. Was wollten wir mit dieser Motion erreichen? Wir wollten den Druck für eine engere Zusammenarbeit zwischen ZPK und KMB aufrechterhalten oder verstärken sowie die Rahmenbedingungen für das ZPK klar festlegen und eine langfristige Übersicht über seine finanzielle Situation erhalten. Im vorliegenden Bericht wurden nicht alle Punkte unserer Motion buchstabengetreu umgesetzt,

darin muss ich Ruedi Löffel Recht geben. Aber der Bericht beinhaltet für mich mehr, als wir alle vor zwei oder eineinhalb Jahren erwarten konnten! Einige Beispiele: Die Zusammenarbeit ZPK und KMB ist weit fortgeschritten. Die bisherigen Stiftungsräte werden aufgelöst und durch eine gemeinsame Dachorganisation ersetzt. Ein klarer Wille für die Zusammenarbeit in allen Bereichen ist unverkennbar. Mit dieser Zusammenarbeit ergeben sich deutliche Synergien, die auch finanzielle Mittel freigeben. Die MMM-Foundation und das ZPK können fusioniert werden. Die Burgergemeinde Bern leistet einen A-fonds-perdu-Beitrag von 4 Mio. Franken. Der Kanton wird jährlich mit 300 000 Franken entlastet, und nicht zuletzt wird der Kunstplatz Bern massiv gestärkt. Ich zitiere Arthur Schopenhauers treffende Aussage: «Die Steine, welche einem in den Weg gelegt werden, kann man auch gebrauchen, um neue Häuser zu bauen.» Ich glaube, die Menschen, die an diesem Projekt gearbeitet haben, haben sich dies auch zu Herzen genommen. Wir stellen im Bericht sehr viel Goodwill für dieses Projekt fest. Die Ziele scheinen in greifbare Nähe gerückt. Allerdings muss man auch feststellen, dass ein sehr fragiles Netz vorhanden ist und es erscheint mir etwas kleinkrämerisch, wenn wir als Parlament wegen 150 000 Franken pro Jahr an diesem Spinnennetz zu ziehen beginnen und dadurch das Ganze in Frage stellen. *(La présidente interrompt brièvement l'orateur:)*

La présidente. Monsieur Etter, vous pouvez parler quatre minutes, mais après je ne vous vois plus, d'accord? – Alors continuez, s'il vous plaît.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Für mich ist dies ein guter Kompromiss. Vielleicht haben Sie auch den Geschäftsbericht gelesen. Auch dort finden sich sehr positive und ermutigende Zahlen. Die BDP-Fraktion nimmt den vorliegenden Bericht einstimmig zur Kenntnis und lehnt die Planungserklärung EVP, Löffel, ab. Der Planungserklärung FiKo, Kipfer, stimmen wir zu. Allerdings müssen wir dort noch diskutieren, wie dieser Businessplan präsentiert werden soll. Den Antrag für eine Teilrückweisung von Ruedi Löffel lehnen wir ab. Wir bitten Sie, diesem guten Bericht zuzustimmen.

La présidente. Mme Imboden pour les Verts, donc deux minutes.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Die grüne Fraktion anerkennt heute mit Freude, dass dieser Bericht ein wichtiges Dokument ist, welches die Zusammenarbeit zwischen ZPK und KMB konkretisiert. Dies ist ein Thema, das den Kanton schon lange beschäftigt. Ich erinnere an die erste Debatte im Jahr 2000 über die Zusammenarbeit der beiden Häuser, also bevor das ZPK überhaupt die Türen geöffnet hatte. Dass nach langen Diskussionen der beinahe Gordische Knoten gelöst werden konnte, ist eine Herkulesarbeit und verdient unsere Anerkennung. Wir bedanken uns beim Team, vor allem natürlich auch beim Kulturdirektor, aber auch beim Projektleiter, der dies in vielen Gesprächen und mit viel Fingerspitzengefühl, aber auch mit Durchsetzungsvermögen zustande gebracht hat. Ich glaube, hier gilt einmal das Sprichwort: Was lange währt, wird endlich gut!

Für uns Grüne geht es bei diesem Geschäft um zwei zentrale Fragen. Wie können die Kulturpolitik und auch der Kunststandort Bern im Sinne des Kantons Bern gestärkt werden? Und wie können die Mittel, die wir hier als Kanton zur Verfügung stellen, möglichst effektiv genutzt werden? Der durch den Vorstoss von Grossrat Etter ausgelöste Bericht dokumentiert sehr ausführlich die bisherige komplexe Struktur, mit ihren diversen Stiftungen. Er schafft Transparenz und zeigt auch den Weg auf. Das Prinzip, zuerst die Strategie zu klären und dann die Strukturen, führte dazu, dass die beiden Häuser nun eine gemeinsame Vision haben und ein gemeinsames Leitbild, als Voraussetzung für die bevorstehenden strukturellen Veränderungen und ihre zukünftige Zusammenarbeit unter einer neuen Dachstiftung. Darüber sind wir froh.

Von dieser gemeinsamen Dachstruktur erwarten wir eine effiziente Bereinigung der Strukturen und – soweit möglich – eine Konzentration. Der Fokus sollte aber immer darauf gerichtet bleiben, dass das Prunkstück dieser beiden Häuser, die klassische Moderne und auch die Gegenwartskunst, ins rechte Licht gerückt wird, und dass auch die Vermittlung an Bürgerinnen und Bürger im Zentrum steht. Hier hoffen wir auch auf neue Formen von Zusammenarbeit und sind sehr optimistisch. Die von der EVP vorgeschlagene Teilrückweisung können wir nicht unterstützen. Wir finden, der Bericht geht in die richtige Richtung. Ich komme zum Schluss. Wir sind einverstanden mit dem Antrag der FiKo, die noch eine genaue Auslegeordnung über die Finanzen will. Diesen Antrag der FiKo unterstützen die Grünen.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Das ZPK ist für die einen der Leuchtturm und für die andern eine Institution mit notorischen Geldsorgen und schwierigen Strukturen. Was für uns Aussenstehende eigentlich banal ist und auf der Hand liegt, dass man nämlich die Zusammenarbeit mit dem KMB suchen soll, wie die Motion forderte, ist in der Tat nicht so banal. Der Erziehungsdirektor kämpft mit selbständigen Stiftungen, die grosse Vermögenswerte aufweisen, mit komplizierten Stiftungsurkunden und Schenkungsverträgen. Es ist also alles andere als eine grüne Wiese, wie er einmal gesagt hat.

Meiner Meinung nach hat die Regierung nun den richtigen Ansatz gewählt. Sie ging nicht von den Gebäulichkeiten aus, sondern von der gemeinsamen Aufgabe, nämlich Kunst zu vermitteln. Daraus entstand eine gemeinsame Dachstiftung, in welche Stiftungsräte aus beiden Stiftungen delegiert werden. Meiner Meinung nach ist dies ein Geniestreich von Herrn Pulver. Man hat damit endlich einen Ausweg gefunden, um – wie Nathalie Imboden sagte – den Gordischen Knoten zu lösen.

Ich möchte auf das Buch vom Konzerttheater Bern hinweisen, das Sie alle erhalten haben. Es ist für mich ein Beispiel, dass eine Zusammenarbeit möglich ist, und ich erwarte von KMB und ZPK auch irgendwann ein solches Buch, in dem sie ihre gemeinsamen Ausstellungen propagieren usw. Ich glaube, diesen Weg müssen wir gehen. Ich möchte nur noch kurz etwas zur finanziellen Seite sagen. Ich habe die notorischen Geldnöte erwähnt: Wir haben die Zahlen für den Unterhalt erhalten. *(La présidente demande à l'oratrice de conclure.)* Wir wissen auch, dass die Investitionen nicht finanziert werden können und einmal aus dem Lotteriefonds

finanziert werden müssen. Aber ich glaube, wir gehen den richtigen Weg mit dem Ansatz der FiKo, die einen Finanzplan von beiden Kunstinstitutionen verlangt. (*La présidente rappelle l'oratrice à l'ordre.*) Wir lehnen den Antrag, also die Teilrückweisung, von Grossrat Löffel ab und ... (*La présidente coupe le micro.*)

La présidente. Sur deux minutes, si je laisse trois minutes, ça fait un peu beaucoup.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Zentrum Paul Klee, der Leuchtturm von Bern, darüber haben wir hier im Grossen Rat schon stundenlang diskutiert. Nun ist endlich etwas Licht in diese Tunnellandschaft gekommen, seit sie zur Chefsache erklärt wurde. Am Ende dieses Tunnels sieht man nun das Licht brennen. Der Arbeitsgruppe möchte ich recht herzlich für ihre Vorgehen danken und für das, was sie erreicht hat. Wir haben heute doch ein Ziel, von dem ich überzeugt bin, dass es zu einem guten Ende führen kann. Die FDP unterstützt, wie vorgegangen wurde. Wir nehmen diesen Bericht zur Kenntnis und lehnen die Planungserklärung von Kollege Löffel ab. Die Planungserklärung der FiKo nehmen wir an.

Fritz Wyss, Wengi (UDC). Ich kann es vorweg nehmen: Die SVP-Fraktion hat mit Wohlwollen zur Kenntnis genommen, dass man das Problem nun wirklich angeht. Das attestieren wir dem Bericht. Wir hatten einen guten Eindruck von dieser Arbeit. Wir sind aber klar der Meinung, dass wir noch nicht ganz am Ziel sind, und ich glaube, niemand behauptet, dass wir punkto Finanzierung schon am Ziel sind. Offenbar ist in diesem Geschäft noch nicht ganz klar, wie der Rückweisungsantrag und die Planungserklärungen abgewickelt werden. Daher hat sich die SVP-Fraktion in erster Linie mit den Planungserklärungen befasst und erst jetzt – nachdem das Abstimmungsverfahren bekannt gemacht wurde – ist uns klar geworden, dass der Rückweisungsantrag weiterhin besteht. Offenbar wird das eine durch das andere nicht aufgelöst. Daher haben wir darüber in der Fraktion nicht abgestimmt. Ich gehe aber davon aus, dass ein grosser Teil der SVP-Fraktion der Teilrückweisung von Ruedi Löffel wegen der Finanzierung zustimmen wird. Es geht uns dabei wirklich nur um die Finanzierung, die uns wirklich noch zu wenig klar und detailliert ist. Wenn dann die Teilrückweisung nicht durchkommt, unterstützen wir die Planungserklärungen. In erster Linie ist uns die Planungserklärung der FiKo wichtig, weil unseres Erachtens ein Businessplan für das zusammengelegte Objekt ganz wesentlich ist, um irgendwann eine solide Finanzierung zu bekommen, ohne dass wir in den nächsten Jahren immer wieder Löcher stopfen müssen. Ich fasse also zusammen: Die SVP-Fraktion ist klar der Meinung, dass man auf dem richtigen Weg ist, aber wir sehen das Ziel noch nicht ganz, und das Licht ist vielleicht noch etwas weiter entfernt als Hans-Jörg Pfister meint.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Ich kann bei den Voten von Grossrat Etter und von Frau Grossrätin Imboden anknüpfen. Sie haben diese Arbeit sehr zutreffend gewürdigt. Angesichts der kurzen Redezeit verzichte ich auf eigene Formulierungen. Viele Votanten sagten, dass dieser Bericht insgesamt in der Grundausrichtung als sehr positiv zu würdigen

sei. Wir sehen das auch so und sind der Auffassung, dass die Forderungen von Motionär Etter erfüllt sind, auch was das Finanzielle betrifft. Er hat es ja selber dem Grundsatz nach auch so erklärt. Wenn der Erziehungsdirektor in seinem Votum von Varianten gesprochen hat, die er vorliegen will, dann kann er das sicher jetzt in seinem Votum kurz streifen. Uns hat die Aussage über die zukünftige Finanzierung der Institution ZPK für sich und auch diejenige der Gesamtlösung KMB und ZPK überzeugt. Die entsprechenden Angaben kann man aus den Finanzplänen herausziehen. Es wird klar aufgezeigt, dass man auf verschiedenen Ebenen reagieren will: mit Einsparungen, zusätzlichen Mitteln aus Partnerschaften – wie mit der Burgergemeinde Bern – und mit der Senkung des Finanzierungsbedarfs, den das Museum in der Vergangenheit verursacht hat. Das ist für uns eine gute und ausreichende Aussage. Wir wollen insbesondere nicht, dass man beim Sparen noch weiter geht!

Ich glaube, der Antrag von Herrn Löffel, der ja noch weiter hinunter zoomen will, stellt letztlich das ZPK grundsätzlich in Frage. Man kann nicht postulieren, dass das ZPK einer der kulturpolitischen Leuchttürme im Kanton Bern sei und darauf stolz sein, und gleichzeitig immer weniger Ressourcen zur Verfügung stellen. Das geht für uns nicht auf! Ich glaube, die Arbeit ist sehr gut aufgegleist. Wir haben eine Stabilisierung, auch auf finanzieller Seite. Wenn man jetzt den Antrag der FiKo, Kipfer, gutheissen will und noch eine formellen Businessplan verlangt, dann kann man das. Ich habe persönlich den Eindruck, die Finanzpläne im Bericht haben zusammen mit ihrer Kommentierung eigentlich die Aussagekraft eines Businessplans. Nun kann man das noch irgendeinem Spezialisten der Hochschule St. Gallen übergeben, der eine schöne Power-point-Präsentation macht und damit der Sache «das Kleidchen» und den Titel gibt; dann haben wir das auch noch. Aber wir halten das eigentlich für eine überflüssige Fleissarbeit. Ich glaube, die Zielsetzung ist nun gut formuliert und wir finden, man kann sie so unterstützen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt diesen Bericht und lehnt alle andern Anträge ab.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Ich muss gerade an dem anknüpfen, was Luc Mentha gesagt hat. Das war jetzt einfach schwach, was du erzählt hast. Auf dem letzten Blatt der Beilage 4, von dem wir heute Morgen noch die Rückseite erhalten haben, siehst du nicht einmal, wie hoch die Beiträge des Kantons Bern sind. Und dann hier zu erzählen, es seien gute Zahlen und man habe einen guten Finanzplan und sehe, wie die Finanzierung laufe, das finde ich sackschwach. Und dann noch zu erzählen, es seien Einsparungen enthalten; das ist auch nicht wahr. Wir kommen noch dazu: Das sind nicht Einsparungen! Es wird zwar von Einsparungen gesprochen, aber effektiv geht man noch einmal 100 000 Franken höher, als in der Phase 2012–2015, wo wir zusätzlich zu den 5,65 Mio. noch 500 000 Franken geben mussten. Nun will man 600 000 Franken bezahlen. Das sind also 100 000 Franken mehr als in der laufenden Periode bewilligt ist. Für die EVP-Fraktion erfüllt dieser Bericht punkto Finanzen weder die ursprünglichen Forderungen der Motion, noch die damaligen Versprechungen von Regierungsrat Pulver. Und ich staune über die

netten Worte des Motionärs am Rednerpult, über den abgelieferten Bericht punkto Finanzierung.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, dem sage ich: Auftrag nicht erfüllt! Und was da abgeliefert wurde, gibt ein Ungenügend, Herr Erziehungsdirektor. Ich bitte Sie, diesen Bericht noch einmal anzuschauen. Vielleicht legen Sie die Kulturbrille kurz weg und schauen, ob Sie die elementar wichtigen und notwendigen Zahlen finden, damit man überhaupt sachlich diskutieren kann. Ich behaupte, dass Sie diese nicht finden, und mit mir zusammen setzt die ganze EVP-Fraktion eine Bank darauf. Ich bitte Sie, diesen Bericht, was den Finanzierungsteil betrifft, teilweise zurückzuweisen. Früher sprach man von ablehnender Kenntnisnahme. Wir haben diesen Begriff nun aus dem Organisationsreglement gestrichen und nennen es eine teilweise Rückweisung. Aber es bedeutet, dass wir mit dem, was uns an Zahlen und Informationen zur Finanzierung geliefert wurde, nicht zufrieden sind.

La présidente. M. le directeur, c'est à vous sur cette proposition de renvoi partiel.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Es tut mir leid, dass sich Herr Löffel über diesen Bericht solcherart ärgern muss. Das war nicht meine Absicht. Ich hatte das Gefühl, wir haben letztes Jahr gut gearbeitet und nun eine gutes Ergebnis vorgelegt. Aber manchmal kann man das nicht verhindern. Es tut mir also leid!

Ich freue mich sehr, Ihnen heute die Ergebnisse unserer Arbeiten während den letzten zwei Jahren noch einmal kurz vorstellen zu dürfen. Ich glaube, wir dürfen mit Fug und Recht sagen, dass wir hier insbesondere dank der umsichtigen Arbeit unseres externen Projektleiters Marcel Brühlhart, der solches schon beim Konzerttheater Bern sehr gut gemacht hat, aber auch – ganz wichtig – dank der Unterstützung der Burgergemeinde Bern, die 4 Mio. Franken bezahlt, den Gordischen Knoten lösen konnten. Das haben schon mehrere Leute gesagt.

Worum geht es? Wir haben zwei Aufträge: einen vom Regierungsrat und einen vom Grossen Rat. Der eine ist die Prüfung einer Zusammenführung des Zentrums Paul Klee (ZPK) und des Kunstmuseums Bern (KMB). Bei der Kulturstrategie, die Sie hier im Jahre 2009 diskutiert haben, sagte der Regierungsrat, wir wollen als strategisches Ziel eine Zusammenlegung des ZPK und des KMB. Dies wurde Fusionsprozess genannt. Sie als Grossräte formulierten damals eine Planungserklärung: Man solle gleichwertig eine sehr enge Zusammenarbeit und eine Fusion prüfen und die beiden Institutionen einbeziehen. Das war der eine Auftrag, den wir umzusetzen versuchten. Der andere ist die Motion Etter zum ZPK mit drei Punkten: Die mögliche Zusammenarbeitsform habe ich schon erwähnt. Der zweite Punkt betrifft einen umfassenden Businessplan. Da verstehe ich auch den Frust von Herrn Grossrat Löffel und vielleicht auch von andern beim FiKo-Antrag. Darauf komme ich noch zurück. Punkt 3 betrifft die Strategie: Wie kann das Zentrum Paul Klee in Zukunft mit den bisherigen Subventionen eine langfristig ausgeglichene Rechnung präsentieren? Ein solcher Bericht wurde von uns verlangt.

Weshalb kam es zu diesen Aufträgen? Mit der Stiftung eines Zentrums Paul Klee durch die Familie Müller kam der Kanton Bern zu einer ausserordentlichen Chance, einen

kulturellen Leuchtturm von internationaler Dimension zu erhalten. Das ist nicht eine Erfindung von mir. Es sind Vorgänger und ich glaube, auch noch Vor-Vorgänger, auch aus der SVP, die das voll mitgetragen haben. Und ich glaube, der Grosse Rat – auch ich war damals Mitglied – hat dies mit grosser Mehrheit als Chance wahrgenommen, die wir packen wollten. Dadurch sind aber auch Fragen entstanden. Es gab eine relativ komplizierte Organisationsstruktur und eine finanzielle Fragestellung. (*La présidente agite sa cloche.*)

Ich möchte die drei Fragen kurz besprechen. Erstens die finanzielle Fragestellung: Der Starterfolg des Zentrums Paul Klee war so gross und es gab so viele Besucher, dass man bei der ersten Subventionsperiode weniger an Subvention leisten mussten, als ursprünglich erwartet wurde. Als dann die Besucherzahl zurückging, gab es ein Defizit und eine Unterfinanzierung. Dies löste ein «Fass ohne Boden»-Gefühl aus, das eigentlich nicht ganz richtig ist. Es war eher eine Tibetische Gebetsmühle, weil man nämlich von Anfang an gesagt hat, für ein Haus dieser Grösse benötige man im Grunde mehr Mittel. Anfangs liess man sich durch die grossen Besucherzahlen etwas täuschen. Darum hat der Kanton in den letzten Jahren neben der Subvention, die er zusammen mit der Regionalkonferenz und der Standortgemeinde gibt, Zusatzbeiträge gesprochen: 500 000 Franken pro Jahr an den Betrieb und 400 000 Franken an den Unterhalt. Bei diesem Unterhaltskredit haben Sie gesagt, Sie möchten nun mehr Klarheit. Das war der Wunsch nach einem Bericht Etter, der hier vorliegt.

In diesem Jahr haben wir eine Lösung gefunden: erstens durch zusätzliche Sparanstrengungen innerhalb des Hauses, zweitens durch Synergien aufgrund einer engen strategischen Zusammenführung mit dem Kunstmuseum Bern und drittens – das ist nicht ganz unwichtig – dank der Burgergemeinde Bern, die das aufgelaufene Defizit einfach übernehmen wird, wenn der Kanton seine bisherige Zusatzfinanzierung weiterführt. Es handelt sich um 2 Mio. Franken, welche die Burgergemeinde mit diesem aufgelaufenen Defizit einfach übernimmt! Zudem wird die Burgergemeinde während weiterer Jahre einen Beitrag sprechen: Es sind noch einmal 2 Mio. Franken für die nächsten vier Jahre als Überbrückungshilfe, um die Situation während dem Aufbau einer neuen strategischen Partnerschaft zu unterstützen. Ein Fisch, den wir an der Angel hatten, ist leider wieder abgesprungen. Inzwischen sind wir plötzlich, vielleicht wie die Jungfrau zum Kind, zu einem anderen Partner gekommen, wie sie der Zeitung entnehmen konnten. Zudem haben wir noch andere Optionen, die wir in den nächsten Jahren erarbeiten müssen. Den Zusatzbeitrag des Kantons Bern – 500 000 an den Betrieb und 400 000 an den Unterhalt, also insgesamt 900 000 Franken pro Jahr – werden wir senken und auf dem Niveau von 500 000–600 000 Franken weiterführen. Neu ist in diesem Betrag der Unterhalt enthalten, bei dem Sie letztes Mal beanstandet haben, dass er nicht drin ist. Diese Gesamtsicht der Beiträge ist möglich, weil wir auch das Gebäude neu ins Zentrum Paul Klee verschieben. Darauf komme ich noch zurück. Somit brauchen wir weniger Finanzen als bisher. Es stimmt, wir brauchen weiterhin einen Zusatzbeitrag, doch wir senken ihn von 900 000 auf 600 000 Franken. Damit können wir eine stabile Situation erhalten.

Es ist richtig, dass ich vor zwei Jahren hier im Grossen Rat gesagt habe, wir würden Ihnen verschiedene Varianten zeigen: wie viel es braucht, wenn man mehr Geld benötigt; wie viel, wenn man gleich viel Geld verwendet; wie viel, wenn man das Geld senkt und wie viel, wenn man das Zentrum schliesst. Ich kann Ihnen schon noch Varianten vorlegen, wie man mehr Geld verwendet. Aber ich ging damals – ehrlich gesagt – davon aus, dass es mit weniger Geld nicht möglich sein wird. Wir haben nun dank der Burgergemeinde und anderen Partnern zustande gebracht, dass wir die bisherige Zusatzfinanzierung auf 500 000–600 000 Franken senken können und haben es nicht mehr als notwendig erachtet, Ihnen zusätzlich Varianten mit mehr Geld vorzulegen. Das erschien mir nicht sinnvoll. Nun kann man Ihnen noch Varianten vorlegen, bei denen man den Zusatzbeitrag auf null Franken herunter fährt. Ich sage Ihnen dann noch, weshalb das relativ gefährlich ist und uns das teurer zu stehen kommen könnte, als die vorgelegte Lösung.

Der zweite Punkt betrifft die Strukturen. Beim Investitionskredit kam von der FiKo und von Ihnen aus dem Grossen Rat viel Kritik an den unübersichtlichen Strukturen. Der Betrieb wird durch das Stiftungszentrum Paul Klee geführt. Das Gebäude gehört der Maurice E. und Martha Müller Foundation MMMF und das Creaviva Kindermuseum ist noch einmal eine dritte Stiftung. Ich packte die nicht ganz einfache Aufgabe an, auf diese Familie zuzugehen und zu sagen, wir möchten eigentlich nur noch eine Organisation, und das sei auch der Wunsch des Grossen Rats. Jakob Etter hat sich in seinem Votum vor allem darauf bezogen. Nun vollziehen wir das im Jahr 2015. Damit machen wir etwas, das vor zwei Jahren noch fast niemand für möglich gehalten hätte. Familie Aebi-Müller, die Erben der Familie Müller, ist bereit, das Gebäude in das Stiftungszentrum Paul Klee zu überführen. Beim Zusammenlegen der beiden Stiftungen und dem Übertragen des Gebäudes ist eines der zentralen Anliegen, dass in Zukunft das Zentrum Paul Klee eine Baseline «Maurice E. & Martha Müller Foundation» erhält, damit man sieht, wer das Gebäude bezahlt hat und zur Verfügung stellt. Das fanden wir absolut verständlich und machen es deshalb. Damit haben wir nun wirklich einen Gordischen Knoten innerhalb eines Jahres lösen können. Das Creaviva bleibt sinnvollerweise selbständig, weil das für die weitere strategische Entwicklung alle Optionen offenlässt und auch strategische Zusammenarbeit mit andern Kulturinstitutionen auf dem Platz Bern ermöglicht. Die Familie Aebi übernimmt in den nächsten Jahren das Betriebsdefizit des Creaviva, wofür auch ihr ein grosser Dank gilt, genau wie der Burgergemeinde.

Das dritte und letzte Thema, das wir angepackt haben, ist die strategische Zusammenarbeit ZPK und Kunstmuseum Bern. Das ZPK und das KMB bleiben je eigenständige Stiftungen, aber sie erhalten im Jahr 2015 einen gemeinsamen Stiftungsrat. Eine Dachstiftung wird sowohl für den Stiftungsrat ZPK als auch für den Stiftungsrat KMB figurieren. Beiden Institutionen bleiben unabhängig und selbständig. Wir haben sie zuerst von dieser Lösung überzeugen müssen. Für diese innovative Lösung benötigten wir ein Jahr intensive Verhandlungen. Dabei haben wir zuerst definiert, was inhaltlich die richtige Zusammenarbeitsform ist. Ich bin nicht einfach hingegangen und habe gesagt: «Hier ist der Kanton, und ich schlage mit der Faust auf den Tisch: Sie

müssen spüren, sonst entziehen wir ihnen die Subventionen». Ich habe vielmehr, entsprechend Ihrer Planungserklärung zur Kulturstrategie, zusammen mit beiden Institutionen verschiedene Optionen angeschaut und mit ihnen erarbeitet, was inhaltlich Sinn macht und Betroffene zu Beteiligten werden lässt. Beide Institutionen stehen hinter dieser Lösung. Damit können wir den Kunstplatz Bern stärken. Sie haben ein gemeinsames Leitbild verabschiedet, das Sie in den Unterlagen finden. Sie machen in Zukunft eine gemeinsame Ausstellungspolitik, arbeiten in der Programmation der beiden Häuser zusammen, in der Ausleihe, in der Werbung, in den Services und in der Kulturvermittlung. Dank gemeinsam definierten Schwerpunkten, die Sie in den Unterlagen finden, und auch dank gemeinsam definierten Unterschieden, werden wir eine optimale Steuerung erreichen. Wir machen einen gemeinsamen operativen Steuerungsausschuss aus beiden Direktoren und den Kuratoren und aus einem gemeinsamen, strategischen Organ einen Stiftungsrat. Hierzu finden Sie alles im Bericht. Das war eine riesige Arbeit und hat auch vorausgesetzt, dass sehr viele Partner mithelfen.

Nun komme ich zum Anliegen Löffel und zum Antrag Löffel. Ich komme zuerst zur Rückweisung und dann zur Planungserklärung. Den Antrag der FiKo werden wir nachher besprechen. Darauf können wir sicher eingehen und Ihnen zusätzliche Unterlagen bereitstellen. Hingegen bitte ich Sie wirklich dringend, die beiden Anträge Löffel abzulehnen. Wir haben Ihnen eine Lösung für die gesamte Landschaft Kunstmuseum Bern und Zentrum Paul Klee vorgelegt. Es ist eine Lösung, bei welcher der Kanton Bern bestimmt weniger bezahlt, als in den letzten Jahren mit den Zusatzbeiträgen. Dafür braucht es aber die Zusammenarbeit verschiedener Institutionen. Ich sage Ihnen noch einmal, diese Leute müssen im Boot bleiben! Die Burgergemeinde Bern ist bereit, das aufgelaufene Defizit von 2 Mio. Franken einfach zu übernehmen, wenn der Kanton auch Vergleichbares übernimmt. Sie wollten, dass wir denselben Beitrag wie bisher weiterhin bezahlen und nicht heruntergehen auf 500 000–600 000 Franken pro Jahr. Es hat einige Verhandlungen und Gespräche mit der Burgergemeinde durch Marcel Brühlhart und mir gebraucht, um das hinzubekommen. Ich musste dem Grossen Rat eine Lösung bringen, mit welcher der Kanton weniger bezahlt als bisher. Die Abstimmung in der Burgergemeinde steht noch bevor. Ohne die Burgergemeinde steht die Defizitübernahme von 2 Mio. Franken an. Ich weiss nicht, wer sonst das Defizit übernimmt. Die Burgergemeinde bezahlt zusätzlich in den nächsten vier Jahren noch 2 Mio. Franken an den Betrieb, weil es nicht so einfach ist, eine strategische Partnerschaft zu finden. Wir haben mehrere Fische an der Angel und einer ist, wie gesagt, abgesprungen.

Die Familie Aebi sagt: Wir sind bereit, das Defizit des Creaviva in den nächsten Jahren einfach zu übernehmen. Das wird wahrscheinlich bis zur Neuausrichtung des Creaviva, noch einmal einige hunderttausend Franken betragen. Das Kunstmuseum Bern hat gesagt: Wir sind bereit, uns einem gemeinsamen Stiftungsrat zu unterstellen, wenn man die Finanzprobleme des Zentrums Paul Klee löst.

In diesem Kontext hatte ich das Gefühl, nun liegt eine Gesamtlösung vor, bei der jede Partei einen Schritt macht und von der andern erwartet, dass sie Vergleichbares tut. Ich

habe mich entschieden, diese Gesamtlösung hier im Grossen Rat vorzulegen und nicht noch einmal die Variante «Wir bezahlen einfach nichts mehr zusätzlich» auszuarbeiten. Dann wäre ich nämlich ganz und gar nicht sicher, ob die Burgergemeinde dabei bleibt und wir diese Lösung umsetzen können. Wenn Sie jetzt diesen Bericht zurückweisen oder die Planungserklärung Löffel überweisen, dann kann ich Ihnen nicht garantieren, dass morgen die Burgergemeinde nicht sagt: «Nein. Sorry, das war anders abgemacht! Alle Partner müssen ihren Beitrag leisten». Als die Burgergemeinde die 4 Mio. Franken zugestanden hat, war ganz klar, dass dies nur gilt, wenn der Kanton auch in einem bestimmten Bereich mithält. Ich finde, wenn die Burgergemeinde am Schluss das Defizit einfach nicht bezahlt, dann hängen schliesslich 2 Mio. Franken an uns. Wir können dann schon das Zentrum Paul Klee herunterfahren um auf den Beitrag zu kommen, den Ruedi Löffel gerne möchte. Aber es fallen dann auch andere Zusatzbeiträge weg. Ich habe wirklich das Gefühl, wir haben Ihnen hier eine Gesamtlösung vorgelegt, die funktioniert und ich glaube, wir dürfen dabei auch stolz sein, ein Problem gelöst zu haben. Und zum Schluss vielleicht einfach noch eine Bemerkung: Die Erfahrung dieses Projekts ist für mich eine ganz persönliche und sie bezieht sich auch auf das, was Christine Schnegg uns allen für die Kurzbesinnung zum Legislaturbeginn geschickt hat. Sie hat nämlich ein Zitat gebracht, das ich sofort herausgenommen habe, weil es mir sehr gefällt: «Das Geheimnis des Erfolgs ist, den Standpunkt des anderen zu verstehen.» Und einer der Erfolge dieses Projekts war, dass wir nicht hingegangen sind zur Familie Aebi, zur Burgergemeinde, zu irgendwelchen Leuten, um ihnen zu sagen: «Wir vom Kanton wissen, was die Lösung ist. Wir wissen es sowieso besser». Sondern wir gingen hin, um einmal zu hören, was ihr legitimes Anliegen ist und was sie von einer guten Lösung möchten. Und da haben alle, wie wir, versucht, gegenseitig die Standpunkte zu verstehen und wir sind gemeinsam zu dieser Lösung gekommen. Ich empfehle Ihnen diese Lösung also auch im Sinne des erwähnten Zitats. Ich bitte Sie, keine Teilrückweisung zu beschliessen und auch der Planungserklärung von Ruedi Löffel nicht zuzustimmen. Wenn wir die Finanzierung neu aufrollen müssen, dann fällt das Meccano wieder in sich zusammen. Daher habe ich Ihnen auch nicht mehrere Varianten vorgelegt, von denen ich nicht weiss, wie die Finanzierung aussehen würde und mit welchen wir wieder zurückgehen müssten. Auf welches Feld, weiss ich im Moment nicht, und ich will auch nicht drohen, dass es dann Feld 1 wäre. Aber ich kann Ihnen nicht sagen, was dann passiert. Die Abstimmung bei der Burgergemeinde Bern ist noch offen.

La présidente. Merci M. le directeur, nous allons envoyer au Conseil-exécutif aussi une brochure avec le temps de parole, parce que nous étions en temps de parole réduit: pour les conseillers d'Etat c'est kurz, es kann zwei Minuten mehr sein, aber kurz. Mais vous vous êtes exprimé, je me suis aperçue, pour tout, et ce n'est pas facile au départ de savoir combien de temps de parole est nécessaire. Donc je répète, nous allons tout d'abord faire un vote sur la proposition de renvoi partiel, c'est un renvoi partiel et non de tout le rapport. Ensuite, nous continuerons sur les déclarations de planification, avec ceux qui n'ont encore rien dit sur ces

déclarations. Ceux qui acceptent la proposition du PEV, proposition de renvoi partiel concernant le financement du ZPK jusqu'en 2020, votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (proposition PEV de renvoi partiel)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 63

Non 88

Abstentions 1

La présidente. Vous avez donc refusé ce renvoi partiel. Nous passons maintenant à la feuille jaune où vous avez les déclarations de planification, les trois du parti évangélique et la quatrième de la Commission des finances. Je donne la parole à M. Löffel pour s'expliquer sur ces trois déclarations de planification et je donne la direction des débats à mon vice-président, M. Jost.

Le vice-président Marc Jost prend la direction des délibérations.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Ich muss kurz einige Jahre zurückblenden, vor allem für diejenigen, die noch nicht vier Jahre oder länger hier im Grossen Rat sitzen. Vor sechs Jahren haben wir zum ersten Mal einen Zusatzbeitrag für das ZPK beschlossen, nämlich 350 000 Franken für die Jahre 2008–2011. Damit kam man genau auf die 6 Mio. Franken, von denen man am Anfang sagte, so viel brauche es, damit das ZPK existieren könne. Wir wurden damals meines Erachtens schon ein bisschen erpresst. Darum gab man damals diese 350 000 zusätzlich bis ins Jahr 2011. Vor zweieinhalb Jahren kam der zweite Anlauf um Zusatzbeiträge. Da ging es dann um 500 000 Franken für die Jahre 2012–2015. Damit war man auf 6,15 Mio. Franken, also bereits höher, als der Betrag, von dem man anfangs sagte, es brauche ihn. Im November 2012 kamen dann noch 1,6 Mio. Franken für dringende Investitionen hinzu. Im Bericht wurden diese Beträge zusammengezählt. Aber das war nicht ein Zusatzkredit, wie die andern genehmigten und hier wieder erwähnten. Sondern diese 1,6 Mio. Franken waren für dringende Investitionen, und ich finde es nicht ganz sauber, wenn man diese nun zusammenzählt und dadurch auf 900 000 Franken Zusatzbeitrag kommt. Beschlossen haben wir nur 500 000 Zusatzbeitrag. Direktor Fischer vom ZPK gab damals in den Medien zu Protokoll: «Wir sind uns alle einig. Das ZPK und das KMB müssen ihre Kräfte bündeln. Nun werden wir dieses Vorhaben noch entschlossener vorantreiben.» Auch Regierungsrat Pulver sagte 2012 einmal, dass der Regierungsrat ursprünglich in der Kulturstrategie eine Fusion dieser beiden Institutionen angestrebt habe. Und nun gibt es diesen Bericht betreffend Zusammenarbeit, und die Gründung einer Dachstiftung mit einem gemeinsamen Stiftungsrat wird nun hochgelobt. Bei diesem Bericht und den kleinen Schritten, die seither unternommen wurden, vermisste ich die Entschlossenheit, die vor zwei Jahren kommuniziert wurde. Darum bitte ich Sie, dieser Entschlossenheit etwas nachzuhelfen. – Ich spreche auch gleich als Fraktionssprecher, du kannst mich noch zwei Minuten plaudern lassen, Marc Jost.

Ich bitte Sie, dieser Entschlossenheit etwas nachzuhelfen, indem wir nämlich jetzt diesen Zusatzbeitrag von 600 000 degressiv über fünf Jahre auslaufen lassen, indem er jeweils um 150 000 Franken gekürzt wird. Das bedeutet dann, dass die Bemühungen um strategische Partnerschaften, künstlerische Zusammenarbeit und Synergien, noch etwas verstärkt werden müssen, damit wir da wirklich von dieser Finanzierung herunterkommen. Im schlimmsten Fall muss man halt noch einmal Freiwilligenarbeit in Betracht ziehen.

Der zweite Punkt ist klar. Einen Businessplan habe ich nur für das ZPK gefordert, weil das ursprünglich im Bericht gefordert wurde. Doch dies widerspricht dem Antrag der FiKo nicht. Sie will ja einfach den anderen Teil auch noch, darum sind meines Erachtens beide richtig.

Der dritte Punkt ist aber der wichtigste und ich bitte Sie dringendst, darüber noch einmal nachzudenken. Es geht darum, dass uns zukünftige Änderungen und Anpassungen bei der Finanzierung vorgelegt werden müssen. Ich befürchte, wenn man diesen dritten Punkt nicht überweist, dann werden solche Änderungen in Zukunft als gebundene Kosten durchgehen und wir hier im Grossen Rat nie mehr über solche Beiträge diskutieren. Denn das seit diesem Jahr geltenden Kulturförderungsgesetz gibt die Kompetenz für die drei Leuchttürme der Regierung. Das gilt es zu verhindern, wenn weitere solcher Kredite kommen oder aufgestockt werden müssen. Dann müssen diese zwingend hier in den Grossen Rat kommen und ich bitte Sie wirklich, diesen dritten Punkt zu unterstützen. Wir diskutieren schon so lange über diese Zusatzbeiträge und ich fände es nicht sauber und auch den Steuerzahlenden gegenüber nicht korrekt, wenn wir in Zukunft nichts mehr dazu sagen dürfen.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Als nächster Sprecher hat Herr Grossrat Kipfer für die FiKo das Wort. Verschiedene Fraktionssprecher haben in ihrem ersten Votum bereits auch zu den Planungserklärungen gesprochen. Doch alle Fraktionen können nun noch einmal zu allen Planungserklärungen Stellung nehmen, soweit das notwendig ist. Aber das ist natürlich freiwillig.

Hans Kipfer, Thoune (PEV), rapporteur de la Commission des finances. Ich möchte nur kurz ergänzen. Wir behandeln nun die Frage, ob wir den Bericht mit Planungserklärungen ergänzen sollen. Die FiKo hat eine Planungserklärung vorgelegt, weil wir auch gemerkt haben, dass die Kredit- respektive Beitragsprechung an die Kulturinstitutionen künftig gemäss Kulturförderungsgesetz dem Regierungsrat die alleinige Kompetenz gibt. Genau deshalb kam die FiKo zum Schluss, dass es hier doch noch etwas Zusätzliches braucht, damit wir weitere Informationen haben und wissen, wie es läuft. Darum empfiehlt Ihnen die FiKo, den Bericht mit einem gesamthaften Businessplan über das neue Gesamtgebilde ergänzen zu lassen.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Nun hat Grossrat Oester für die EDU-Fraktion das Wort. Gibt es noch weitere Fraktionsmeldungen zu den Planungserklärungen? – Dann schliesse ich die Rednerliste.

Stefan Oester, Belp (UDF). Ich habe vorher beim Teiltrückweisungsantrag die Meinung der EDU zu den Planungser-

klärungen der EVP nicht bekannt gegeben. Ich möchte das jetzt noch tun. Wir haben hier im Grossen Rat während Jahren immer wieder Kredite für das ZPK gesprochen und nun haben wir diesen Bericht. Wir sehen, dass ein Wille da ist und man die Kosten in den Griff bekommen kann. Aber wir haben gesehen, dass sich diese Kosten in den kommenden Jahren auf 600 000 Franken pro Jahr belaufen und wir meinen, dass diese langsam heruntergefahren werden können. Deshalb unterstützen wir die Planungserklärung der EVP. Die EDU ist der Meinung, dass man da gut hinschauen muss. Wie die Finanzierung letztlich aussieht und mit welchen Partnern man wie verhandeln kann, müssen wir wohl dem Erziehungsdirektor überlassen, wenn die Meinung des Grossen Rats wirklich wäre, die Kosten zu senken.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Wir können nun beginnen, Erbsen zu zählen und genau zu schauen, ob jeder Buchstabe der Motion auch umgesetzt wurde. Aber, Ruedi Löffel, ich muss dir einfach sagen, dass wir mit dem, was im Bericht steht, schon zwei Schritte weiter sind, als du hier noch verlangst. Es bringt nichts, in solch einem Bericht noch einen Businessplan vom ZPK zu verlangen, wenn bereits die Zusammenarbeit zwischen KMB und ZPK vorliegt. Deshalb sind wir der Meinung, dass jetzt dieser Businessplan über das Ganze erarbeitet werden muss und lehnen darum die Planungserklärungen von Ruedi Löffel ganz klar ab. Wir sind bereits weiter, als verlangt wird. Also lehnen Sie bitte diese Planungserklärungen ab und stimmen Sie dem Antrag der FiKo zu.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Den Antrag der FiKo von Grossrat Kipfer betrachten wir als überflüssig. Daher lehnen wir ihn, wie gesagt, ab. Wenn man das aber noch machen will, kann man das. Das ist nicht weiter schlimm. Aber wir empfehlen Ihnen wirklich, den Antrag von Herrn Löffel abzulehnen. Er will einfach schlicht die Mittel noch zusätzlich herunterfahren und die Beiträge senken, wenn man mitberücksichtigt, dass auch der Unterhaltsbeitrag drin ist. Wie bereits gesagt, kann man das Wesentliche aus dem Bericht herauslesen. Der Erziehungsdirektor hat das gesagt und auch Herr Brühlhart hat es mir vorhin bestätigt.

Wenn ich mir erlaube, das hier zu erklären, kann man sagen, das sei schwach. Das kann man machen. Ich muss dir einfach sagen, Grossrat Löffel, ich würde meinen, du stellst dich hier in ein etwas eigenartiges Licht. Man hat immer mehr den Eindruck, du führst hier im Grunde einen «Heiligen Krieg» gegen das ZPK und ich glaube, damit sollten wir jetzt einfach aufhören. Das ZPK ist ein kulturpolitischer Leuchtturm in diesem Kanton. Es gibt Hunderttausende von Touristen, die hier herkommen und das ZPK besuchen. Es braucht eine Minimalfinanzierung und mit intensiven Bemühungen ist es jetzt gelungen, seine finanzielle Situation zu stabilisieren und sogar unter Berücksichtigung der Unterhaltsbedürfnisse die Unterstützung etwas herunterzufahren. Ich finde, das Resultat lässt sich sehen. Lehnen Sie bitte den Antrag von Grossrat Löffel ab. Wenn man die Kompetenzordnung des neuen Kulturförderungsgesetzes mit einer Planungserklärung auch gleich noch in Frage stellen will, wie es Punkt 3 der Planungserklärung beabsichtigt, dann ist das auch ein bisschen ein Wolf im Schafspelz. Das Kulturförderungsgesetz haben wir gerade erst debattiert. Es regelt

die Kompetenzen und wenn du das in diesem konkreten Fall anders sehen willst, dann müssen wir wohl das Kulturförderungsgesetz noch mit einem neuen Artikel anreichern, in dem steht: Aber für das Zentrum Paul Klee gilt dann ganz etwas anderes.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Bevor ich noch einmal Regierungsrat Pulver das Wort gebe, erläutere ich noch kurz, wie wir nachher über die Planungserklärungen abstimmen werden. Wir haben das kurz im Präsidium vorbesprochen. Wir stimmen über jede Planungserklärung einzeln ab und stellen sie nicht einander gegenüber. Wir befinden einfach der Reihenfolge nach über jede einzelne. Nun hat Herr Regierungsrat Pulver das Wort.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Wie schon gesagt, habe ich für das Bedürfnis nach mehr Zahlen Verständnis. Diesem Punkt können wir auch durchaus entgegenkommen. Ich verstehe auch, wenn die Zahlen in diesem Bericht für Sie noch zu wenig bringen – «vous laisser sur votre faim» – und Sie mehr Zahlen haben möchten. Es gibt einen Grund, weshalb die Zahlen im Bericht nicht so ausführlich sind. Wir hatten ja noch ausführlichere Zahlen erarbeitet. Sie sind etwas kompliziert und haben von einem Jahr zum andern starke Schwankungen. Man müsste dazu sehr viel erklären und dazu wären viele zusätzliche Seiten notwendig. In der FiKo sagte man, für uns reicht das so. Wir wären auch gerne bereit gewesen, der Finanzkommission noch mehr zu zeigen. Wir haben die bestehenden Businesspläne, mit der Finanzkontrolle angeschaut. Die Finanzkontrolle hat sie grundsätzlich als plausibel betrachtet, aber sie macht natürlich keine Vorprüfung, das wissen Sie.

Wir können dem Grossen Rat gerne noch detailliertere Zahlen vorlegen. Unser Auftrag war an sich nicht, einen Businessplan auch für das Kunstmuseum Bern vorzulegen. Die Motion Etter hat sich auf das Zentrum Paul Klee bezogen und es gab nie einen Auftrag, auch einen Businessplan für das Kunstmuseum zu erarbeiten und vorzulegen. Das haben wir in dieser Form auch nicht gemacht. Die Zahlen zum Zentrum Paul Klee haben wir neu aufgearbeitet und nicht nur einfache, kleine Nebenschrittchen gemacht, wie es von Herrn Löffel dargestellt wurde. Wir haben zum Beispiel die ganzen Unterhaltsarbeiten und das Mobiliar innerhalb des ZPK aufgearbeitet. Was die FiKo gewünscht hat, ist jetzt alles im Bericht enthalten. Aber wenn wir gesamthafte, detailliertere Zahlen zusammen mit dem KMB wollen, dann braucht es Zeit. Das KMB hat stabile Finanzen und dort besteht an sich kein Problem. Aber sinnvollerweise würden wir einfach die Zahlen liefern, sobald wir die beschriebene, strategische Zusammenführung im Jahr 2015 realisiert haben und diese Zahlen Ende 2015 oder 2016 vorlegen. Nun würden ich Ihnen aber empfehlen, diese Zahlen der FiKo oder der Bildungskommission – das müssen Sie entscheiden – vorzulegen. Wenn es heisst, dem Grossen Rat, dann bedeutet das, dass ein Mitbericht bei allen Direktionen eingeholt werden muss und ein Regierungsratsbericht und ein Bericht für den ganzen Grossen Rat erstellt werden müssen. Man muss dann auch überlegen, welche Zahlen von diesen Institutionen man einfach so öffentlich machen kann. Die Businesspläne sind für die Öffentlichkeit nicht

immer umfassend. Die Frage ist, ob man sie nicht den zuständigen Kommissionen vorlegen sollte. Dann können wir auch noch mehr Zahlen zeigen, die vielleicht nicht alle gegen aussen zeigen wollen. Wir werden mit beiden Kommissionen Kontakt aufnehmen und einen Vorschlag machen, wie wir Ihnen die Zahlen vorlegen können. Dann wären auch die zuständigen Kommissionen einverstanden.

Zu den andern Punkten habe ich mich schon geäussert. Bei der Planungserklärung Zusatzkredit bin ich mir einfach bezüglich des Risikos nicht sicher, ob die vorgelegte Lösung noch möglich ist, wenn wir unsere Unterstützung herunterfahren. Dabei müssen wir schauen, ob das den Kanton nicht schliesslich teurer zu stehen kommt, wenn wir dann das Defizit übernehmen müssen. Und die Finanzierungszuständigkeit ist im Kulturförderungsgesetz geregelt. Das müssen Sie grundsätzlich dort ändern. Ich empfehle Ihnen also, die Planungserklärung der FiKo anzunehmen. Dann kommen wir mit den zuständigen Kommissionen ins Gespräch, wie wir es genau machen. Die Planungserklärung Löffel empfehle ich Ihnen abzuweisen.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Besten Dank für die Erläuterungen zu der Debatte. Wir stimmen nun über die vier Planungserklärung ab und befinden dann über die Kenntnisnahme. Wer die Planungserklärung 1 der EVP annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote (déclaration de planification PEV, ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Rejet	
Oui	64
Non	81
Abstentions	1

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben die Planungserklärung abgelehnt. Wir kommen zur zweiten Planungserklärung der EVP. Wer die Planungserklärung 2 der EVP annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote (déclaration de planification PEV, ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Rejet	
Oui	63
Non	84
Abstentions	0

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben die zweite Planungserklärung abgelehnt. Wir kommen zur dritten Planungserklärung der EVP. Wer die Planungserklärung 3 der EVP annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote (déclaration de planification PEV, ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Rejet	
Oui	64

Non	84
Abstentions	1

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben die Planungserklärung abgelehnt. Wir kommen zur Planungserklärung der FiKo. Wer diese Planungserklärung annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote (déclaration de planification CFin)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	121
Non	26
Abstentions	3

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben die Planungserklärung angenommen. Nun stimmen wir über die Kenntnisnahme ab. Wer diesen Bericht zur Kenntnis nimmt, stimmt Ja, wer die Kenntnisnahme ablehnt, stimmt Nein.

Vote final (prise de connaissance)

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance assortie de la déclaration de planification

Oui	117
Non	30
Abstentions	0

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben diesen Bericht mit der Planungserklärung zur Kenntnis genommen. Damit ist das Traktandum 73 beendet und wir gehen weiter zu Traktandum 74, dem Geschäftsbericht der Berner Fachhochschulen.

Affaire 2014.0295

Rapport de gestion 2013 de la Haute école spécialisée bernoise (HESB)

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wünscht Grossrat Grimm das Wort zu diesem Bericht? – Ja, dann haben Sie für die GPK das Wort.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl), rapporteur de la Commission de gestion. Ich würde gerne gerade zu jedem der drei Berichte, die wir vor uns haben, ganz kurz etwas sagen. Es geht um die Geschäftsberichte zur Berner Fachhochschule (BFH), zur Pädagogischen Hochschule Bern (PH Bern) und zum Rechenschaftsbericht der Strategischen Ausschüsse der Fachhochschule Westschweiz (HES-SO). Zuerst ein paar Worte zur BFH: Sie hat 2013 einen Gesamtanteil von 10 Prozent an allen FH-Studenten in der Schweiz. Das sind rund 6800 Personen. (*Le vice-président agite sa cloche.*) Die Studierendenzahlen bewegen sich weiterhin nach oben, hauptsächlich aufgrund der grossen Zunahme im Departement Wirtschaft, Gesundheit und Soziale Arbeit. Dort gab es etwa 9 Prozent Zuwachs. 2013 gab

es auch grosse Veränderungen im personellen Bereich: Prof. Dr. Herbert Binggeli hat per 1. Juni die Nachfolge des Rektors Dr. Rudolf Gerber übernommen. Frau Prof. Dr. Magdalena Schindler Stokar hat per 1. Mai als Direktorin die Hochschule für Agrar-, Forst- und Lebensmittelwissenschaften übernommen und Prof. René Graf als Direktor per 1. August das Departement für Holz und Bau. Die BFH hat seit 2013 einen neuen Auftritt mit einer prägnanten Dachmarke und einem ganzheitlichen Erscheinungsbild. Das dient einerseits als wichtiger Schritt zur Konsolidierung und andererseits zur Behauptung gegenüber der Konkurrenz. Im Rahmen der Revision der Hochschulgesetzgebung wurde per 1. 1. 2014 das Beitragssystem eingeführt und die Hochschulen von den Finanzprozessen des Kantons entkoppelt. Bei der PH Bern haben wir drei Punkte, die ich kurz erwähnen möchte. Die PH ist im Hinblick auf die Einführung des Lehrplans 21 bestens vorbereitet. Die Studienpläne, die sich am Grundsatz des Lehrplans 21 orientieren, wurden angepasst. (*Le vice-président agite sa cloche.*) Der zweite Punkt betrifft das Institut Sekundarstufe II. Dort zeigen die höheren Studierendenzahlen, dass die Ausbildung innerhalb und ausserhalb des Kantons sehr attraktiv ist. Und drittens leidet der Kanton Bern weiterhin nicht unter einem akuten Lehrermangel. In den Bereichen Sekundarstufe I und Schulische Heilpädagogik ist aber nach wie vor eine gewisse Lehrerknappheit festzustellen. Ich denke, das ist wichtig, denn das haben wir hier schon ab und zu diskutiert. Zu jedem der drei Berichte haben wir, trotz klaren Aussagen, einige Fragen an die Erziehungsdirektion gestellt. Sie wurden uns von Erziehungsdirektor zusammen mit den Direktionsverantwortlichen restlos und sehr komplett beantwortet. Dafür möchte ich mich im Namen der damaligen Oberaufsichtskommission (OAK) noch herzlich bedanken. Es scheinen aber noch einzelne Fragen offen zu sein. Diese bitte ich den Erziehungsdirektor einfach noch kurz zu beantworten. Sie werden noch gestellt. Das war das letzte Mal, dass die Geschäftsberichte der PH und der Fachhochschule und der Rechenschaftsbericht der HES-SO von der OAK, nun GPK, behandelt wurden. Zukünftig macht das die Bildungskommission (BiK). Im Namen der OAK möchte ich mich an dieser Stelle beim Erziehungsdirektor und seiner Direktion für die stets sehr gute und offene Kommunikation und für die Zusammenarbeit herzlich bedanken. Dem Rat empfehlen wir, von der OAK aus, dass man die drei Berichte zur Kenntnis nimmt.

La présidente Béatrice Struchen reprend la direction des délibérations.

La présidente. Vous avez entendu, le porte-parole de la Commission de gestion s'est exprimé pour les affaires 74, 75 et 76. J'aimerais que l'on commence par l'affaire 74, Rapport de gestion 2013 de la Haute école spécialisée bernoise (HESB). Nous sommes en débat réduit, je vous le rappelle, c'est-à-dire deux minutes. Y a-t-il ici un porte-parole de groupe? – Non. M. Pulver, vous voulez prendre la parole? – Non. Mme Eva Baltensperger. Vous avez une question sur la Haute école spécialisée, affaire 74? Alors c'est à vous.

Eva Baltensperger, Zollikofen (PS). Es wurde abgekündigt, dass noch einige Fragen zu den Berner Fachhochschulen bestehen. Wir haben den Bericht mit Interesse gelesen und sind einfach auf der letzten Seite bei Punkt 1.5 noch auf ein paar Fragen gestossen, die wir gerne beantwortet hätten. Der letzte Satz heisst, die BFH habe die im Leistungsauftrag definierten Ziele auch 2012 weitgehend erreicht. So stehen 26 von 34 Ampeln auf Grün. Das sind etwa 75 Prozent. Dabei interessiert uns, was mit den andern acht Ampeln ist. Wo stehen sie? Sind sie auf Orange oder Rot? In welchen Bereichen sind sie auf Orange oder Rot? Ist man da selber dafür zuständig oder sind das Einflüsse von aussen? Dann würde uns auch interessieren, ob da Massnahmen geplant sind und wenn ja, was für welche? Danke für die Beantwortung.

La présidente. Est-ce que M. le directeur de l'instruction publique est prêt à répondre?

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Ja, nur muss mir die Frau Präsidentin helfen. Vorher erhielt ich beinahe eine Rüge, weil ich zu lange gesprochen habe. Ich habe nicht begriffen, dass wir uns an die zwei Minuten halten sollen. Ein Jahr Arbeit in zwei Minuten zusammenzufassen, war ein bisschen schwierig. Was mache ich hier, wenn ich auf die Fragen antworten möchte? Es sind acht Ampelpunkte. Wir haben ihnen die Antwort geschickt. Schon nur das Herunterlesen dieser acht Punkte, wo wir auf Rot stehen, braucht mindestens zwei Minuten. Noch zu erklären, weshalb wir dort das Ziel nicht erreicht haben, geht lange. Ich weiss nicht recht, was ich jetzt machen soll.

La présidente. Vous avez le droit à un peu plus de deux minutes si vous voulez, mais pas à vingt minutes. Vous avez donc un avantage par rapport aux députés, mais n'exagérez pas trop.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Merci. Alors j'essaie de vous répondre très brièvement. In der Tat wurden vier Ampelpunkte auf meiner Liste nicht erreicht. Bei der BFH sind die Kosten pro Studienplatz zu hoch. Sie sind über dem schweizerischen Mittel. Bei 36 Adressen ist das ganz logisch, denn man kann natürlich keine effizienten Strukturen führen. Das betrifft also die Diskussion über die Standortkonzentration. Deshalb sind wir überdurchschnittlich teuer. Den zweiten Punkt – das Ziel, in allen Fachbereichen über ausreichende Forschungs- und Entwicklungskompetenz zu verfügen – haben wir noch nicht ganz erreicht. Wir haben noch nicht genügend Personal, das in der Forschung tätig ist und auch wirklich in der Forschung arbeiten kann. Dafür gibt es verschiedene Gründe, auch im Arbeitsmarkt.

Drittens: Die Chancengleichheit im Studiengang und während des Studiums ist noch nicht ganz gewährleistet, weil der Frauenanteil bei den Studierenden in der Berner Fachhochschule relativ tief ist. Es ist etwas schwierig, dies zu erklären. Es ist ganz unterschiedlich nach Studiengang. So haben wir insbesondere bei den Ingenieur-Studiengängen relativ wenige Frauen. Wir möchten da etwas machen, und wir haben Förderprogramme. Es wäre jetzt aber zu kompliziert, das alles zu erklären. Viertens: In der Wirtschaft und

Gesellschaft findet die BFH Partner für Wissens- und Technologietransfer. Dort stehen zwei Ampeln auf Rot. Auch das wäre etwas komplizierter zum erklären. Wir sind immer noch an der Arbeit, damit wir im Wissens- und Technologietransfer wirklich soweit kommen, wie wir möchten. Die andern fünf betreffen ja die pädagogische Hochschule wenn ich es richtig im Kopf habe. Ist das richtig oder betreffen diese auch die BFH? Jetzt bin ich gerade überfordert. – Nein, pardon: In drei weiteren Punkten erreichen wir die Ziele nur teilweise: Die Ampel steht auf Orange. Bei der Arbeitsmarktqualifikation der Bachelorabschlüsse, wurde der Planwert nur knapp verfehlt. Da gäbe es verschiedene Gründe. 79 Prozent der Studierenden haben innerhalb der ordentlichen Studienzzeit abgeschlossen. Wir haben eigentlich relativ gute Werte, aber den Zielwert knapp verfehlt. Zu den Studierendenzahlen: Die angenommene Entwicklung haben wir nicht ganz erreicht. Im Leistungsauftrag gingen wir aber eigentlich davon aus, dass wir eine prognostizierte Studierendenzahlen-Entwicklung haben, bei der wir nicht ganz sicher waren, ob sie wirklich erreicht wird. Daher haben wir zum Teil auch die Finanzen so eingestellt, dass wir sagten, wenn diese Ziele wirklich erreicht werden, dann müssten wir dann vielleicht auch die Finanzen anpassen. Daher sind wir bis zu einem gewissen Grad sogar froh, die Studierendenziele nicht ganz erreicht zu haben.

Und schliesslich noch zu den Dienstleistungen: Die BFH erbringt Dienstleistungen als Ausdruck der vorhandenen Fachkompetenz. Da haben wir das Ampelziel nicht ganz erreicht, sondern lagen 3 Prozent darunter. Ein Indikator ist mit 3 Prozent nicht ganz erfüllt. Der Planwert ist aber 5–10 Prozent. Das haben wir also teilweise erfüllt. Das war also ein Versuch in der vorgegebenen Zeit ganz kurz etwas zu den Ampelpunkten zu sagen.

La présidente. Nous pouvons passer au vote. Ceux qui acceptent la prise de connaissance du rapport de gestion 2013 de la Haute école spécialisée bernoise votent oui, ceux qui refusent de prendre connaissance votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance

Oui 118

Non 0

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté la prise de connaissance.

Affaire 2014.0296

Rapport de gestion 2013 de la Haute école pédagogique bernoise (PHBern)

La présidente. Nous passons donc à l'affaire 75, Rapport de gestion de la Haute école pédagogique bernoise (PHBern). M. Grimm a déjà dit quelque chose, est-ce qu'un porte-parole aimerait dire quelque chose? – Ce n'est pas le

cas. Monsieur Pulver non plus, nous passons donc tout de suite au vote, ceux qui sont d'accord de prendre connaissance de ce rapport de gestion 2013 de la Haute école pédagogique bernoise votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance

Oui 122

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté à l'unanimité la prise de connaissance de ce rapport.

Affaire 2014.0294

Rapport d'information des Comités stratégiques aux membres de la Commission interparlementaire de contrôle de la HES-SO pour l'année 2012; comptes annuels 2012 et budget 2014. Prise de connaissance par le Conseil-exécutif et proposition au Grand Conseil

La présidente. Nous passons donc à l'affaire 76, Rapport d'information des Comités stratégiques aux membres de la Commission interparlementaire de contrôle de la HES-SO pour l'année 2012. Est-ce qu'un porte-parole aimerait s'exprimer sur ce rapport? – Ce n'est pas le cas, M. Pulver non plus. Nous passons ici aussi tout de suite au vote. Ceux qui acceptent la prise de connaissance de ce rapport votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance

Oui 130

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté la prise de connaissance de ce rapport à l'unanimité.

Affaire 2014.0298

Fonds d'encouragement des activités culturelles. Comptes annuels 2013 – Approbation

Annexe 16 16, ACE 349/2014

La présidente. Nous passons à l'affaire 77, Fonds d'encouragement des activités culturelles. Comptes annuels 2013 – Approbation. Est-ce que M. Bhend aimerait prendre la parole? – Non, ce n'est pas le cas. Y a-t-il un porte-parole qui aimerait prendre la parole? – Non plus. M. Pulver non plus. Nous passons tout de suite au vote. Ceux qui approu-

vent ce Fonds d'encouragement des activités culturelles votent oui et ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Approbation

Oui 127

Non 3

Abstentions 2

La présidente. Vous avez approuvé ce Fonds.

Affaire 2013.1574

N° de l'intervention: 335-2013

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 27.11.2013

Déposée par: Blaser (Steffisbourg, PS)
(porte-parole)

Cosignataires: 22

N° d'ACE: 488/2014 du 23 avril 2014

Direction: Direction de l'instruction publique

Formation d'assistant socio-éducatif ou d'assistante socio-éducative (orientation accompagnement des enfants): pratique abusive des crèches

Le Conseil-exécutif est chargé de faire en sorte que la formation de base d'assistant socio-éducatif ou d'assistante socio-éducative (orientation accompagnement des enfants) puisse être intégrée directement à la fin de la scolarité obligatoire.

Développement

Dans sa réponse à l'interpellation 021-2013 portant le même titre que la présente, le Conseil-exécutif a montré qu'il est courant d'exiger un stage de longue durée des jeunes désireux d'intégrer cette formation, même si c'est contraire au principe selon lequel la formation de base doit être entamée à la fin de l'école obligatoire. A la question de savoir combien de jeunes font un stage a) d'un an, b) de deux ans, c) de plus de deux ans avant de commencer l'apprentissage, il a donné les réponses suivantes :

- a) En 2011, six jeunes avaient fait un stage de six mois et 91 d'un an. Pour 2012, ces chiffres se montent respectivement à quatre et 107.
- b) En 2011, huit jeunes avaient fait un stage d'un an et demi et 43 de deux ans.
- c) Onze personnes en 2011 et 14 en 2012 avaient effectué un stage de plus de deux ans avant d'obtenir une place d'apprentissage.

Plus loin, le Conseil-exécutif écrit : « Dans les années à venir, le Conseil-exécutif observera l'évolution de la situation et envisagera si nécessaire l'introduction de nouvelles mesures ». Cette passivité est inacceptable et le Conseil-exécutif doit immédiatement remédier à cette situation intolérable.

Réponse du Conseil-exécutif

Ainsi qu'il l'a développé dans sa réponse à l'interpellation 021-2013, le Conseil-exécutif est conscient de la problématique posée par les stages de longue durée dans le domaine de l'encadrement des enfants. Il réaffirme donc sa volonté que les Directions concernées (SAP, ECO, JCE, INS) poursuivent leur collaboration intensive, comme c'est déjà le cas au niveau de la CII, pour supprimer ces stages. Il est à noter que des bases légales différentes s'appliquent pour les crèches privées et pour les crèches dont les tarifs sont subventionnés par le canton. Des mesures concrètes allant dans le sens de la motion apparaissent donc très ambitieuses.

L'INS continue de collaborer régulièrement avec les deux organisations du monde du travail compétentes à l'échelon suisse et cantonal. Les deux organisations estiment de leur devoir d'agir pour que les places de stage soient remplacées par des places d'apprentissage. A ce sujet, elles soulignent que certaines crèches montrent déjà des signes de bonne volonté. Sur le fond, le Conseil-exécutif approuve l'accès à la formation professionnelle ou à une école moyenne directement après l'école obligatoire, comme le demande l'auteur de la motion. Il s'est exprimé sur les différents aspects dans sa réponse à l'interpellation mentionnée ci-dessus. Dans le cas de l'apprentissage d'assistant socio-éducatif ou d'assistante socio-éducative orientation accompagnement des enfants, un obstacle supplémentaire ne doit cependant pas être sous-estimé : l'ordonnance fédérale sur la formation professionnelle prescrit le nombre d'assistants et d'assistantes nécessaires pour former les apprentis. Dès lors, si l'on remplace les places de stage par des places d'apprentissage, le nombre d'assistants et d'assistantes doit également être adapté en conséquence. Il faudrait donc que les crèches engagent plus d'assistants et d'assistantes pour que le nombre correspondant de places d'apprentissage puisse être créé comme le demande le motionnaire. En résumé, les crèches cantonales devraient augmenter leurs effectifs. Au vu de la situation financière actuelle du canton, la marge de manœuvre est ici très limitée. Il importe néanmoins de poursuivre les efforts en vue de la suppression de ces stages.

Depuis 2012, les crèches subventionnées reçoivent un forfait par apprenti ou apprentie visant à promouvoir la création de places d'apprentissage. Le laps de temps écoulé étant trop court, il n'est pas encore possible d'évaluer dans quelle mesure le nombre de places de stages a pu être réduit. Les Directions concernées observent toutefois avec attention les différentes crèches et étudient d'autres mesures interdirectionnelles.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons tout de suite à l'affaire 78. C'est une motion de M. Blaser, qui n'est plus là – c'est Mme Zäch qui le remplace –, Formation d'assistant socio-éducatif ou d'assistante socio-éducative (orientation accompagnement des enfants): pratique abusive des crèches. Elle est d'accord de transformer cette motion en postulat. Comme je l'ai compris, ce postulat est contesté mais personne ne veut le discuter (*hilarité*). C'est juste? – Mme Zäch, vous voulez

dire quelque chose? – Non plus. Donc, nous passons tout de suite au vote. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui et ceux qui refusent ce postulat votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 89

Non 44

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté ce postulat.

Affaire 2014.0077

N° de l'intervention: 032-2014

Type d'intervention: Postulat

Déposée le: 20.01.2014

Déposée par: Eberhart (Erlenbach i.S., PBD)
(porte-parole)

Cosignataires: 0

N° d'ACE: 499/2014 du 23 avril 2014

Direction: Direction de l'instruction publique

Rendre Ekeko à la Bolivie

Le Conseil-exécutif est chargé d'étudier les moyens qui permettraient de restituer à la Bolivie Ekeko, un bien culturel important, et s'il est possible d'organiser une manifestation politique et culturelle à l'occasion de la remise.

Développement

Selon différents communiqués, un diplomate suisse aurait fait l'acquisition de cette figurine de pierre de 16 centimètres de haut en Bolivie, dans des circonstances mal définies. Il y a longtemps, cette figurine a été offerte au Musée d'histoire de Berne. Depuis, elle est restée dans la possession du musée.

Pour la Suisse, la sculpture n'a manifestement pas grande importance. Selon mes recherches aucune manifestation n'a jamais été organisée autour de la figurine, et au programme du musée, aucune activité ne semble prévue dans ce domaine.

Pour un important groupe de population de Bolivie, Ekeko est cependant un bien culturel central, des efforts sont entrepris depuis un an et demi pour que la sculpture soit ramenée dans son pays d'origine. Jusqu'à présent, les pourparlers de la délégation de Bolivie avec les autorités suisses n'ont rien donné.

A mon avis, les biens culturels doivent se trouver là où ils jouent un rôle important. Je me plais à imaginer qu'un tel geste contribuerait quelque peu à la compréhension entre les peuples. Afin que la restitution soit profitable de part et d'autre, il serait possible d'organiser une petite manifestation autour de la restitution. Dès lors, je prie le Conseil-exécutif de faire ce qui est en son pouvoir pour que cette statuette soit restituée à son pays d'origine.

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur du postulat prie le Conseil-exécutif de faire ce qui est en son pouvoir pour qu'une sculpture en possession du Musée d'Histoire de Berne (MHB) soit restituée à la Bolivie. Le MHB est un des musées d'histoire les plus remarquables de Suisse. Ses collections archéologique, historique et ethnographique comptent environ 500 000 objets allant de l'Âge de pierre à l'époque actuelle et provenant de cultures des quatre coins du monde.

La collection ethnographique du MHB, la troisième de Suisse par sa taille, est riche de quelque 60 000 objets provenant du monde entier. Certains d'entre eux ont été achetés légitimement aux héritiers du chercheur et diplomate glaronnais Johann Jakob von Tschudi en 1929. Parmi eux se trouve une petite sculpture qui remonterait, selon les estimations du musée, à une époque comprise entre l'an 200 avant et l'an 200 après J.-C. et représenterait un dieu de l'eau de la culture Pucara. C'est en 1858 que Johann Jakob von Tschudi fit l'acquisition de cette sculpture bolivienne, patronne invoquée contre les voleurs à Tiwanaku. Elle fait partie des quelque 220 objets de l'exposition « Les Amérindiens – Une Amérique aux multiples cultures » présentée par le MHB et a été prêtée à plusieurs musées au cours des dernières décennies (Bruxelles [1990 et 1992], Madrid [1991], Linz [1991], Rome [1992] et Denver [2004-2005]).

Selon un archéologue bolivien, cette sculpture ne représente pas un dieu de l'eau de la culture Pucara mais un « Illa del Ekeko », une divinité du bonheur, de la prospérité et de la fertilité de la culture latino-américaine Aymara. Les Aymara sont présents dans plusieurs pays des Andes, le président bolivien Evo Morales est lui-même issu d'une telle famille. Tous les 24 janvier, Ekeko est mis à l'honneur à l'occasion de la fête des Alasitas organisée à La Paz, la capitale bolivienne. En février 2013, l'Etat bolivien s'est mis en contact avec le MHB et a exigé la restitution de la sculpture, invoquant son importance pour l'identité du peuple bolivien et pour le développement du pays.

Dans son travail, le MHB observe les principes du *Code de déontologie du Conseil international des musées (ICOM) pour les musées*. Ceux-ci prévoient notamment que « les restes humains et les objets sacrés [soient] présentés conformément aux normes professionnelles et tiennent compte, lorsqu'ils sont connus, des intérêts et croyances de la communauté, du groupe ethnique ou religieux d'origine, avec le plus grand tact et dans le respect de la dignité humaine de tous les peuples. » (chiffre 4.3 Exposition des objets « sensibles »).

Le Conseil-exécutif sait que le MHB est en pourparlers avec des représentants boliviens en vue d'une éventuelle restitution de la statuette conformément au droit international public et au Code de déontologie de l'ICOM. Il s'agit, dans un premier temps, de déterminer scientifiquement si la statuette représente effectivement un « Illa del Ekeko ». Si cette thèse se confirme, il s'agira, dans un deuxième temps, de régler les modalités de restitution. En vertu du chiffre 6.2 du Code de déontologie de l'ICOM, « les musées doivent être disposés à engager le dialogue en vue du retour de biens culturels vers un pays ou un peuple d'origine. Cette démarche, outre son caractère impartial, doit être fondée

sur des principes scientifiques, professionnels et humanitaires, ainsi que sur la législation locale, nationale et internationale applicable (de préférence à des actions à un niveau gouvernemental ou politique) ».

Si à l'issue du dialogue engagé, le MHB accepte de restituer la statuette, la réalisation d'une réplique conforme à l'original permettra de ne pas retirer celle-ci de l'exposition permanente. En cas de restitution, le Conseil-exécutif est favorable, comme le propose l'auteur du postulat, à l'organisation d'une manifestation médiatique menée conjointement avec la Bolivie dans une démarche de rapprochement des peuples.

C'est au conseil de fondation du MHB qu'il incombe de décider s'il y a lieu ou non de retirer cette pièce de la collection.

Le MHB a été créé en 1889 par le canton, la Ville et la commune bourgeoise de Berne. Chacun de ces fondateurs est représenté par deux personnes au sein du conseil de fondation. Depuis 1998, les communes d'agglomération participent également au financement du musée. Le MHB s'est engagé auprès du Conseil-exécutif, des autres fondateurs et des organes de financement à respecter le Code de déontologie de l'ICOM (art. 4, al. 2 du contrat de subventionnement pour 2012 à 2015).

En qualité de fondateur, le Conseil-exécutif n'a pas le droit d'émettre des directives à l'égard du conseil de fondation ni des représentants cantonaux au sein du conseil. Il tient néanmoins à ce que ces derniers interviennent en faveur d'une solution juste et consensuelle répondant aux principes du Code de déontologie de l'ICOM. Il réaffirme ainsi sa position libérale en matière de gestion des biens culturels publics, qui s'illustre notamment par le prêt régulier de biens culturels appartenant au canton pour des expositions organisées en Suisse et à l'étranger. Autant qu'il sache, il n'y a jamais eu de demande de restitution d'œuvres provenant de la Collection d'œuvres d'art du canton de Berne.

Le Conseil-exécutif se fie au MHB pour traiter cette affaire avec le professionnalisme, la compétence, la circonspection et le doigté politique nécessaires. Soucieux de ne pas enfreindre le Code de déontologie de l'ICOM, il ne voit pas la nécessité d'intervenir dans les discussions et pourparlers actuels.

Par conséquent, le Conseil-exécutif estime que la demande de l'auteur du postulat est satisfaite et propose l'adoption et le classement du postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption et classement

La présidente. Nous passons tout de suite à l'affaire 79, Mme Luginbühl a repris ce postulat. (*La présidente agite sa cloche.*) Encore dix minutes, et après, on a fini. Qui a repris cela? Mme Kipfer a donc repris ce postulat, Rendre Ekeko à la Bolivie. Le Conseil-exécutif propose l'adoption et le classement. Vous acceptez aussi ce classement? – Oui. Est-ce que quelqu'un s'oppose à ce postulat et à son classement? – Est-ce que quelqu'un aimerait discuter sur ce postulat? – Non plus. M. Pulver non plus. Nous passons donc tout de suite au vote. Ceux qui acceptent ce postulat et son classement votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption et classement

Oui 117

Non 10

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté et vous avez classé ce postulat. Nous arrivons à la fin de cette session du mois de juin. Je dois dire que je ne l'aurais jamais pensé, mais je prends vraiment plaisir à vous diriger! J'ai l'impression que nous avons fait du très bon travail, nous avons discuté sur les thèmes et sur les sujets qui étaient importants, et nous avons traité un plus rapidement ceux qui étaient moins importants et je pense que cela a vraiment très bien fonctionné. Il y a eu quelques petites anicroches, j'espère qu'au mois de septembre, cela ira encore mieux. (*La présidente agite sa cloche.*) C'était vraiment super. J'aimerais aussi vous dire j'apprécie le fait que c'est beaucoup plus calme dans la salle et j'ai l'impression que c'est aussi beaucoup plus agréable pour tous. J'espère qu'au mois de septembre, cela restera aussi agréable. J'ai l'impression que c'était comme cela parce qu'il y avait beaucoup de nouveaux qui n'osaient pas encore (*hilarité*).

Chers amis, je vous souhaite de bonnes vacances, pour celles et ceux qui n'ont pas de vacances, un bon été et nous nous reverrons à la rentrée, au mois de septembre. La séance est close et la session de juin aussi.

Applaudissements

Fin de la séance et de la session à 16 heures 05.

Les rédactrices :

Sonja Riser (d)

Catherine Graf Lutz (f)

Annexe 1

Affaires de la session de juin 2014 traitées selon la procédure écrite

Affaire 2014.0579

Questions des membres du Grand Conseil et réponses du Conseil-exécutif

Question 7

Hofmann Andreas, Berne (PS) – Participation de BKW à l'analyse comparative de l'OFEN

Selon le Bund du 27 mai 2014, l'OFEN a pour la première fois examiné si les entreprises suisses d'approvisionnement énergétique (EAE) sont équipées pour la transition énergétique. Résultat : seule la moitié des 55 entreprises auxquelles l'OFEN s'est adressé ont pris part à l'analyse comparative, et plus de la moitié de manière anonyme. L'OFEN a publié les résultats de l'analyse dans un rapport daté du 20 mai 2014.

Comme la plupart des fournisseurs d'énergie sont en mains publiques, ce résultat est inquiétant sous l'angle démocratique et politique.

C'est pourquoi je me permets de poser les questions suivantes :

1. BKW a-t-elle pris part à cette analyse comparative ?
2. Dans l'affirmative, quel est le pourcentage obtenu par BKW dans le résultat global (p. 9 du rapport final) ?

Réponse du Conseil-exécutif (TTE)

1. Oui.
2. BKW se positionne dans la moitié supérieure du classement.

Question 12

Imboden Natalie, Berne (Les Verts) – Pollution radioactive d'un terrain appartenant au canton aux Marais de Brügg à Bienne

Sur un chantier de l'A5 à Bienne, on a trouvé du matériel radioactif qui peut constituer une menace pour la santé de la population et des travailleurs sur place. Alors que fort heureusement, les personnes employées sur le chantier ont été protégées, le public n'a pas été informé.

1. Pourquoi le canton de Berne n'a-t-il pas informé la population sur le matériel radioactif trouvé sur le chantier, alors qu'il est le maître de l'ouvrage ?
2. Quelles mesures sont prises pour assurer la protection de la population ?
3. Risque-t-on de trouver sur d'autres chantiers du canton de Berne des sources de pollution radioactive ?

Réponse du Conseil-exécutif (TTE)

1. Aussitôt après la découverte du matériel radioactif, l'Office des ponts et chaussées (OPC) a informé l'Office

fédéral de la santé publique (OFSP), compétent en matière de protection contre les radiations, et la SUVA. L'OFSP a pris le relais pour les mesures suivantes, y compris en ce qui concerne la communication.

2. L'OFSP a immédiatement effectué des mesures de la contamination radioactive du chantier. Sur la base des résultats, il a évalué le risque éventuel pour la population et l'environnement comme étant très faible. Le matériel contaminé de la décharge a été éliminé de manière adéquate, conformément aux directives de l'OFSP et dans le respect des dispositions légales et des valeurs limites. La SUVA a assuré le contrôle de la sécurité des travailleurs.
3. Actuellement, l'Office des eaux et des déchets (OED), compétent en la matière, n'a pas connaissance d'un tel risque.

Question 16

Schnegg Pierre-Alain, Champoz (UDC) – Affaire du radium à Bienne

La presse relate depuis ce week-end l'affaire du radium à Bienne. Des déchets provenant de cette zone du chantier de l'A5 ont été entreposés dans différentes décharges. Ces dépôts ont été effectués en respectant les procédures en vigueur et avec les autorisations du canton.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le canton peut-il certifier qu'aucun déchet contenant du radium n'a été acheminé vers une décharge ?
2. Pourquoi le canton n'a-t-il pas jugé opportun d'informer les décharges ayant reçu des déchets de cette zone du quartier des informations qu'ils possédaient ?
3. Si des déchets ont été mis en décharge avec l'accord du canton (autorisation) et qu'il devait se révéler qu'ils sont pollués avec du radium, est-ce que les coûts d'analyse et d'assainissement de ces décharges seront pris en charge par le canton ?

Réponse du Conseil-exécutif (TTE)

1. Après la découverte des déchets contaminés, les matériaux les plus radioactifs, d'un poids total de 120 kg, ont été transférés au dépôt intermédiaire fédéral de Würenlingen sur instruction de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Les matériaux faiblement radioactifs sont éliminés, avec l'assentiment de l'OFSP et conformément à l'article 82 de l'ordonnance fédérale sur la radioprotection (ORaP), à la décharge de Teuftal. Comme l'ont été jusqu'à présent tous les matériaux pollués trouvés sur le chantier.
2. La décharge de Teuftal en a bien entendu été informée.
3. Les spécialistes partent du principe qu'il n'y a pas eu d'élimination inadéquate de matériaux radioactifs.

Question 13

Riem Bernhard, Iffwil (PBD) – Travaux de protection contre le bruit à Fraubrunnen

La réfection d'un côté de la route cantonale à Fraubrunnen répond à des normes élevées en ce qui concerne l'esthétique et la protection contre le bruit.

Quel est le prix de ces travaux de réfection, au total et par mètre de route ?

Réponse du Conseil-exécutif (TTE)

Les coûts du mur antibruit à Fraubrunnen, long de 285 mètres et haut de 2,05 mètres, devraient s'élever à 820 000 francs (le projet n'a pas encore fait l'objet d'un décompte). Le prix au mètre linéaire se chiffre à 2880 francs. Ces coûts sont légèrement inférieurs aux coûts moyens des ouvrages de protection contre le bruit à l'Office des ponts et chaussées et se situent dans les limites des prescriptions de la Confédération pour l'octroi de subventions.

Question 15

Baumann Kilian, Suberg (Les Verts) – Extraction du gaz naturel autorisée malgré l'interdiction de la fracturation hydraulique ?

Le projet du consortium pétrolier entourant la SEAG et la Peos AG, porté à la connaissance du public le 28 mai 2014, qui consiste à rechercher du gaz naturel à Rapperswil, conforte la branche pétrolière dans sa volonté de miser sur les ressources fossiles dans le canton de Berne. On apprend à la lecture des journaux qu'en cas de découverte d'un gisement de gaz naturel, la SEAG et la Peos AG n'excluent pas de recourir à la fracturation hydraulique, une méthode d'extraction très controversée et très dommageable pour l'environnement (cf. *Der Bund* du 28 mai 2014 ou *Schweiz aktuell* du 30 mai 2014). C'est d'autant plus incompréhensible que les autorités politiques du canton de Berne ont donné à comprendre sans l'ombre d'un doute possible que la fracturation hydraulique serait interdite dans le canton de Berne. Suivant la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil a en effet adopté à la session de mars 2014 par 93 voix contre 47 une motion demandant l'interdiction de la fracturation hydraulique dans le canton de Berne. L'initiative *Stop Fracking*, lancée par les Verts il y a six mois et sur le point d'être déposée, est munie de plus de 19 000 signatures. Dès lors, le canton de Berne serait bien inspiré de refuser strictement toute autorisation qui pourrait ensuite aboutir à la fracturation hydraulique. C'est le seul moyen de se prémunir contre toute action en dommages-intérêts de l'industrie pétrolière.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Depuis quand le Conseil-exécutif a-t-il connaissance de l'intention du consortium pétrolier entourant la SEAG et la Peos AG de rechercher du gaz naturel à Rapperswil ?
2. Le gouvernement a-t-il accordé une autorisation pour le projet de Rapperswil et si oui, de quelle nature est-elle ?
3. Le Conseil-exécutif est-il prêt, vu l'expression claire de la volonté du parlement et l'initiative demandant l'interdiction de la fracturation hydraulique qui sera bientôt déposée, à rejeter toutes les demandes présentées dans ce contexte ?

Réponse du Conseil-exécutif (TTE)

1. L'Office des eaux et des déchets a connaissance du projet de forage depuis la fin du mois d'avril 2014. Il s'agit pour le moment d'une éventuelle demande relative à des forages de prospection, et non d'une demande d'autorisation de fracturation hydraulique.
2. Le Conseil-exécutif n'a pas délivré d'autorisation et aucune demande n'a même encore été déposée.
3. Le Conseil-exécutif est opposé à la fracturation hydraulique et refuserait catégoriquement toute demande d'autorisation de ce type. La question ne se pose cependant pas pour le moment, car aucune demande d'autorisation de fracturation hydraulique n'a été déposée auprès du canton de Berne.

Question 3**Müller Moritz, Bowil (UDC) – Renvoi après le rejet de la demande d'asile**

Il y a cinq ans, une famille en provenance d'Afrique du Sud a déposé une demande d'asile en Suisse. Leur demande a été rejetée il y a deux ans, et depuis, il ne se passe rien. La famille continue de vivre en Suisse même si tous ses membres ont des passeports valables de l'Afrique du Sud. C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

1. Pourquoi ces personnes ne sont-elles pas renvoyées chez elles ?
2. De quoi vit cette famille ?
3. A-t-on connaissance de cas similaires ?

Réponse du Conseil-exécutif (POM)

1. La famille en question a vu ses demandes d'asile rejetées par l'Office fédéral des migrations (ODM) en 2004, puis en 2007; son renvoi de Suisse a été prononcé. Par arrêt du 27 août 2010, après six ans de litispendance, le Tribunal administratif fédéral (TAF) a rejeté les recours qu'elle avait formés. Dans ce long intervalle, le père avait pris une activité professionnelle, la famille s'était intégrée et la fille, alors âgée de 16 ans, était scolarisée. Ainsi, vu le changement largement positif des conditions dans laquelle elle évoluait, la famille a déposé une demande d'autorisation de séjour pour cas de rigueur auprès de l'Office de la population et des migrations (OPM), demande que l'ODM est en train d'examiner.
2. En raison de la longue durée de la procédure, la famille a quitté l'hébergement collectif dans lequel elle séjournait. Au moment où le TAF a rendu son arrêt, elle vivait déjà dans un logement mis à disposition par l'Aide aux réfugiés de l'Armée du Salut. À l'heure actuelle, elle s'y trouve toujours et reçoit une aide financière mensuelle de 950 francs pour couvrir ses besoins de base (nourriture, articles d'hygiène, vêtements). Quant au loyer (960 CHF), il est versé par l'OPM directement à l'Armée du Salut.
3. Il n'existe pas de cas similaires.

Question 6**Fuchs Thomas, Berne (UDC) – Matériel de l'armée et de la police**

Les adaptations, le remplacement et les échanges de pièces de l'équipement personnel en possession des

membres de l'armée au cours de leur obligation de servir ont lieu aux postes de rétablissement, notamment à Papiermühlestrasse 17L à Berne. Ce poste de rétablissement permet d'ailleurs une collaboration étroite avec la Police cantonale, qui elle aussi s'en sert. D'un point de vue logistique, le poste de rétablissement à Berne à proximité immédiate du centre de commandement de l'armée est utile. On apprend que le poste de rétablissement sera fermé et déplacé à Thoun. C'est pourquoi je me permets de poser les questions suivantes :

1. Le Conseil-exécutif a-t-il connaissance de ce projet de fermeture ?
2. Quelles mesures envisage-t-il de prendre pour qu'il reste un poste de rétablissement en ville de Berne ?

Réponse du Conseil-exécutif (POM)

1. Le Conseil-exécutif n'a pas connaissance d'une fermeture telle qu'elle est décrite dans la question. Le concept de stationnement de l'armée mis en consultation dans le canton de Berne mentionne certes l'abandon du poste de rétablissement du canton de Berne mais, selon les informations dont le Conseil-exécutif dispose, cela ne concerne que l'atelier d'armes et d'instruments, dont il est prévu qu'il soit un jour déplacé à Thoun, à l'horizon 2019-2022. En revanche, le concept prévoit expressément que le Centre logistique de l'armée de Thoun (poste de rétablissement de l'équipement personnel) conserve une annexe à la Papiermühlestrasse 17L.
2. La Direction de la police et des affaires militaires est en contact régulier avec les organes compétents au sein du commandement de l'armée et avec la Base logistique de l'armée (BLA). Il va de soi que le Conseil-exécutif s'engagerait pour le maintien du poste de rétablissement de l'équipement personnel si, contrairement à ce qui est prévu actuellement, il venait à être remis en question.

Question 8**Wüthrich Adrian, Huttwil (PS) – Commun liées à la Police cantonale par un contrat sur les ressources**

Plusieurs communes ont conclu avec la Police cantonale des contrats sur les ressources et de ce fait acheté des prestations. La majorité des communes ne sont cependant pas liées par un tel contrat. C'est seulement quand un certain nombre d'interventions est dépassé (selon la taille de la commune) que la Police cantonale prend contact avec la commune pour l'inciter à conclure un contrat.

1. Quelles communes ont conclu un contrat avec la Police cantonale, et quel type de contrat ?
2. Combien de communes ont sollicité en 2013 plus d'interventions que le nombre de prestations gratuites (art. 12 LPol) ?
3. Quel est le total de recettes de la Police cantonale pour les prestations fournies aux communes ?

Réponse du Conseil-exécutif (POM)

1. La liste ci-dessous indique les communes qui ont conclu un contrat sur les ressources et celles qui sont au bénéfice d'un contrat sur l'achat de prestations (état au 13 mai 2014). Les communes n'ayant conclu qu'un contrat sur les amendes d'ordre n'y figurent pas.

Contrats sur les ressources		
Berne	Contrat sur les ressources	
Berthoud	Contrat sur les ressources y c. amendes d'ordre	
Bienne	Contrat sur les ressources y c. amendes d'ordre	
Interlaken*	Contrat sur les ressources y c. amendes d'ordre	
Ittigen	Contrat sur les ressources	
Köniz	Contrat sur les ressources y c. amendes d'ordre	
La Neuveville	Contrat sur les ressources y c. amendes d'ordre	
Langenthal	Contrat sur les ressources y c. amendes d'ordre	
Lyss	Contrat sur les ressources y c. amendes d'ordre	
Matten*	Contrat sur les ressources y c. amendes d'ordre	
Moutier	Contrat sur les ressources y c. amendes d'ordre	
Münchenbuchsee**	Contrat sur les ressources y c. amendes d'ordre	
Nidau	Contrat sur les ressources y c. amendes d'ordre	
Ostermundigen	Contrat sur les ressources y c. amendes d'ordre	
Saanen	Contrat sur les ressources y c. amendes d'ordre	
Spiez	Contrat sur les ressources y c. amendes d'ordre	
Steffisburg	Contrat sur les ressources	
Thoune	Contrat sur les ressources y c. amendes d'ordre	
Unterseen*	Contrat sur les ressources y c. amendes d'ordre	
Zollikofen**	Contrat sur les ressources y c. amendes d'ordre	
* Interlaken, Matten et Unterseen ont conclu un contrat commun sur les ressources.		
** Zollikofen et Münchenbuchsee ont conclu un contrat commun sur les ressources.		
Contrats sur l'achat de prestations		
Aarberg	Interventions	
Aarwangen	Interventions	
Adelboden		Patrouilles
Belp	Interventions	
Bolligen	Interventions	
Bremgarten bei Bern	Interventions	Patrouilles
Brügg	Interventions	Patrouilles
Forst und Längenbühl		Patrouilles
Grindelwald	Interventions	
Grosshöchstetten	Interventions	
Heimberg		Patrouilles
Hilterfingen		Patrouilles
Stocken-Höfen		Patrouilles
Ins	Interventions	
Ipsach	Interventions	
Kehrsatz	Interventions	
Konolfingen	Interventions	
Langnau	Interventions	
Moosseedorf	Interventions	
Münsingen	Interventions	
Muri bei Bern	Interventions	Patrouilles
Neuenegg	Interventions	
Niederbipp	Interventions	
Oberhofen am Thunersee		Patrouilles
Pieterlen	Interventions	
Port	Interventions	Patrouilles

Roggwil	Interventions	
Saint-Imier	Interventions	Patrouilles
Schüpfen	Interventions	
Schwarzenburg	Interventions	
Seedorf	Interventions	
Tavannes	Interventions	Patrouilles
Tramelan	Interventions	
Uetendorf		Patrouilles
Urtenen-Schönbühl	Interventions	
Uttigen		Patrouilles
Wichtrach	Interventions	
Wohlen	Interventions	
Worb	Interventions	

- En 2013, outre les communes au bénéfice d'un contrat sur les ressources, 46 communes ont dépassé le nombre d'interventions gratuites visé aux articles 12 de la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1) et 10 de l'ordonnance du 17 octobre 2007 sur la police (OPol; RSB 551.111).
- En 2013, les recettes provenant des communes sous contrat ont atteint la somme de 52 millions de francs.

Question 9

Wüthrich Adrian, Huttwil (PS) – Communes liées à la Police cantonale par un contrat sur les ressources

Suivant l'exemple de Bienne, le conseil communal de Lyss a annoncé le 30 mai 2014 qu'il allait résilier pour la fin 2016 le contrat sur les ressources conclu avec la Police cantonale. Le conseil communal de Lyss est prêt à négocier un nouveau contrat si les outils de travail et les moyens de pilotage sont mis à disposition. La révision totale de la loi sur la police a été lancée cette année et elle offre l'occasion de développer la police unique en fonction des résultats de l'évaluation de Police Bern.

C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

- Quel soutien le Conseil-exécutif est-il prêt à donner à la Police cantonale et aux communes désireuses de résilier leur contrat pour qu'elles puissent renouer le dialogue et négocier la prorogation des contrats sur les ressources ?
- Quelles pistes le Conseil-exécutif voit-il pour que les communes puissent obtenir la mise à disposition des outils de travail et des moyens de pilotage ?
- Comment le Conseil-exécutif pense-t-il pouvoir financer les prestations de la Police cantonale si les communes de Bienne et de Lyss se retirent du financement parta-gé ?

Réponse du Conseil-exécutif (POM)

- La législation ne prévoit pas d'obligation de contracter pour les communes. Chacune d'entre elles est donc libre de décider si elle entend renoncer aux avantages d'un contrat. Celles qui se montrent intéressées par un contrat sur les prestations engagent des discussions avec la Police cantonale (POCA). Sachant que la Direction de la police et des affaires militaires est la première instance de décision en cas de différends dans la relation contrac-

tuelle, il ne serait pas approprié que le Conseil-exécutif intervienne.

- Le canton et les communes se sont livrés à une analyse détaillée du système de police unique dans le cadre du projet Évaluation Police Bern. Le rapport présenté par le Conseil-exécutif le 5 juin 2013 contenait diverses mesures d'optimisation, qui ont été mises en œuvre par la POCA à partir du 1^{er} janvier 2014 (cf. www.police.be.ch/guidecommunes). Les communes ont alors été informées des nouveautés dans le système ISCB; elles ont aussi eu la possibilité de s'exprimer à ce sujet. À ce jour, aucune d'entre elles n'a remis d'avis permettant de conclure que de nouveaux outils de travail ou des moyens de pilotage étendus étaient nécessaires. La révision prochaine de la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1) visera une collaboration étroite avec les communes.
- L'achat de prestations par l'intermédiaire d'un contrat sur les ressources porte sur des prestations de sécurité fournies aux communes par la POCA. Les dispositions actuelles de la LPol prévoient que la commune doit indemniser la POCA lorsque les interventions dont elle bénéficie dépassent un certain nombre. Ce principe de base n'est pas affecté par la résiliation du contrat sur les ressources effectuée par les communes de Bienne et de Lyss.
La résiliation d'un contrat sur les ressources entraîne toutefois la réduction des prestations de police de sécurité fournies aux communes concernées. Les ressources de la POCA liées à l'achat de prestations ne seront plus mises à disposition de la commune et seront réaffectées ailleurs, tant que la POCA sera en sous-effectifs. Si ce n'est plus le cas, il faudra s'attendre à une réduction du budget.

Question 14

Bühler Manfred, Cortébert (UDC) – Collaboration inter-ju-rassienne : le canton de Berne a-t-il été mené en bateau ?

En ce jour, le Gouvernement de la République et canton du Jura a publié son rapport annuel au Parlement sur la reconstitution de l'unité du Jura. Il y est notamment mentionné que [les relations futures entre le Jura et le Jura bernois] ne soient pas motivées, du côté jurassien, par un objectif poli-

tique de réunification. Les collaborations interjurassiennes ne doivent pas être perçues et vécues dans la perspective d'un rapprochement institutionnel. »

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes:

1. Le Conseil-exécutif est-il étonné de constater que le Gouvernement jurassien fait l'aveu que les collaborations interjurassiennes mises en place depuis des décennies étaient motivées du côté jurassien par l'objectif de réunification ?
2. Le Conseil-exécutif n'a-t-il pas l'impression d'avoir été « mené en bateau » par un Gouvernement jurassien prônant en apparence les collaborations au nom du « réflexe interjurassien » mais poursuivant en réalité l'objectif de réunification ?
3. Quelles suites le Conseil-exécutif va-t-il donner à cette attitude du Gouvernement jurassien ?

Réponse du Conseil-exécutif (CHA)

1. Le Conseil-exécutif n'est pas étonné de la volonté du Gouvernement jurassien de normaliser ses relations avec le Jura bernois dans un esprit confédéral. Ce faisant, le Gouvernement jurassien se conforme à l'article 11 de la Déclaration d'intention du 20 février 2012 qui prévoit ce scénario en cas de rejet d'un nouveau canton. Il est évident aussi que le Conseil-exécutif était conscient que la réunification était fortement souhaitée par le Gouvernement jurassien.
2. Non. – Le Conseil exécutif tient à préciser que toutes les collaborations interjurassiennes instaurées depuis des décennies l'ont été dans l'intérêt des deux parties et donc clairement aussi dans l'intérêt du Jura bernois et du canton de Berne, et ce en conformité avec la Résolution No 9 intitulée « Réflexe interjurassien ». Le Conseil-exécutif relève également que nombre de collaborations interjurassiennes ont été instaurées depuis la mise en place du Conseil du Jura bernois et avec le total soutien de celui-ci.
3. Le Conseil-exécutif n'entend pas donner une suite particulière à l'attitude du Gouvernement jurassien. Il continuera de respecter les engagements qu'il a pris en signant la Déclaration d'intention du 20 février 2012.

Question 1

Guggisberg Lars, Kirchlindach (UDC) – Versements tardifs aux organisations d'aide et de soins à domicile

Selon le contrat de prestations, les organisations d'aide et de soins à domicile devraient recevoir avant le 15 mai les acomptes de la subvention cantonale pour le 1er trimestre 2014. En raison de leur faible dotation en capital, la plupart de ces organisations sont tributaires du versement ponctuel de cet argent, sans quoi elles ne pourraient remplir à leur tour leurs obligations financières. Plusieurs d'entre elles ont reçu l'argent en retard et elles sont contraintes de demander des crédits auprès d'une banque ou auprès de la commune. Les informations concernant le versement tardif leur ont d'ailleurs été données elles aussi de manière tardive et incomplète. Ces faits et l'insuffisance de la communication me poussent à poser les questions suivantes :

1. Quelle est la raison des retards pris dans le versement des subventions cantonales aux organisations d'aide et de soins à domicile ?
2. Pourquoi l'information concernant ces retards n'a-t-elle pas été diffusée de manière complète et en temps utile ?
3. La SAP est-elle prête, pour éviter les défauts de liquidités des organisations d'aide et de soins à domicile, à verser les acomptes à l'avance et non après coup ?

Réponse du Conseil-exécutif (SAP)

1. Il est indiqué dans le contrat de prestations que la subvention est versée aux organisations qui ont adressé les formulaires de décompte à l'Office des personnes âgées et handicapées (OPAH) avant le 15 avril dans les 30 jours qui suivent cette date. 28 organisations publiques les ont envoyés dans les délais. Le versement a été effectué en temps utile pour 14 d'entre elles alors que pour 12 autres, il y a eu un retard dans le processus interne de paiement et l'écriture comptable n'est intervenue que le 19 mai. En outre, presque la moitié des organisations publiques (27) n'ont pas respecté le délai imparti pour la remise des formulaires de décompte. Pour les requêtes tardives reçues jusqu'au début du mois de mai, la comptabilisation a eu lieu également le 19 mai. La situation est similaire pour les services d'aide et de soins à domicile privés.
2. Le problème n'est pas général. Comme indiqué plus haut, il s'explique en grande partie par l'envoi tardif des formulaires de décompte. Nous n'avons pas jugé utile de diffuser une information dans l'ensemble du canton.
3. Il n'est pas prévu de renoncer au versement rétroactif des acomptes de la subvention cantonale. Un potentiel d'optimisation existe au sein de l'administration et des mesures allant dans ce sens sont en cours.

Question 4

Gsteiger Patrick, Eschert (PEV) –Exit élargit son offre aux « fatigués de la vie »

Lors de sa dernière assemblée générale, Exit s'est engagée « pour la liberté de mourir liée à l'âge » (en allemand Altersfreitod). Un accès facilité à la potion létale pour les personnes « qui n'ont plus l'énergie de se justifier et de passer tous les tests de santé ».

Le discours de l'association, dont le nombre de membres et d'interventions explose (459 suicides assistés par Exit Suisse alémanique en 2013), est préoccupant à plus d'un titre.

Le Conseil-exécutif est prié de donner des renseignements sur l'affaire suivante relative au canton :

1. Quel a été le nombre de suicides assistés dans le canton de Berne ces dernières années, et particulièrement en 2013 ?
2. Le Conseil-exécutif compte-t-il réagir à l'élargissement de l'offre d'Exit en développant le soutien psychiatrique ou les soins palliatifs ?
3. Sachant que la Suisse est régulièrement épinglée par la Cour européenne, le Conseil-exécutif est-il disposé à intervenir auprès de la Confédération pour modifier le cadre légal ?

Réponse du Conseil-exécutif (SAP)

1. L'Office fédéral de la statistique ne publie pas les chiffres à l'échelle cantonale, vu le petit nombre de cas. A l'échelle nationale, il a recensé 431 suicides assistés en 2011 et 508 en 2012, seules les personnes domiciliées en Suisse étant comptés. Les données 2013 ne sont pas encore disponibles.
2. Le Conseil-exécutif prend acte de la décision de l'assemblée générale d'Exit, une association de droit privé, concernant l'assistance au suicide des personnes âgées. Le canton de Berne propose un soutien psychiatrique en tout temps dans le cadre des soins psychiatriques ordinaires. En ce qui concerne les soins palliatifs, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale a déjà élaboré une stratégie en la matière. Il convient de préciser que les soins palliatifs n'englobent pas l'assistance au suicide.
3. L'assistance au suicide a fait l'objet de peu de jugements en dernière instance. Le 14 mai 2013, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné la Confédération dans le cadre de l'affaire Gross contre la Suisse. Elle l'a invitée à définir dans sa législation les circonstances dans lesquelles les médecins sont autorisés à prescrire du pentobarbital sodique à une personne qui ne souffre pas d'une maladie mortelle en phase terminale. Cet arrêt n'est cependant pas entré en force, car l'affaire a été renvoyée devant la Grande Chambre de la CEDH à la demande du gouvernement suisse. Dès lors, le Conseil-exécutif estime qu'il n'a pas à intervenir auprès de la Confédération.

Question 5

Geissbühler-Strupler Sabina, Herrenschwanden (UDC) - Quel avenir pour la HES de Berthoud ?

Deux ans ont passé depuis que le Grand Conseil a décidé de concentrer sur deux sites les différents départements de la Haute école spécialisée bernoise, Berthoud étant gardé comme l'un de ces sites. Le projet de Bienne continue bien sûr d'être développé, mais à Berne et à Berthoud, c'est silence radio. Une étude a été présentée au sujet de la HES de Berthoud en mars 2014, qui présente des éléments convaincants.

1. Quelles sont les réactions du Conseil-exécutif par rapport à cette étude ?
2. Quand le Grand Conseil sera-t-il informé de l'état de la situation ?
3. Quels sont les moyens à la disposition du Grand Conseil pour exercer son influence sur l'avenir des HES de Berne et de Berthoud ?

Réponse du Conseil-exécutif (INS)

1. Le Conseil-exécutif a lu avec intérêt l'étude de faisabilité réalisée par la Ville de Berthoud et l'intégrera dans ses travaux. Le projet qui y est présenté sera étudié comme variante.
2. En mars 2012, le Grand Conseil a décidé qu'un rapport sur les sites de Berne et de Berthoud (étape 2) devait lui être soumis en même temps que le crédit de réalisation du campus Biel/Bienne. Le crédit de réalisation étant

prévu pour 2017, c'est au plus tard au moment de la délibération le concernant que le Grand Conseil connaîtra les détails de la situation.

3. Une rencontre du groupe de suivi, qui rassemblera des représentants et représentantes des parlementaires, des Villes de Berne et de Berthoud, de la HESB et des Directions du canton concernées, est prévue pour le second semestre 2014. Une première rencontre a déjà eu lieu en février 2013. Le Grand Conseil délibérera également en plénum sur l'organisation des sites de la HESB de Berne et de Berthoud dans le cadre de la présentation du rapport évoqué précédemment.

Question 11

Bachmann Christian, Nidau (PS) – Réduction des leçons de sport au gymnase

Il est prévu dans la nouvelle grille des leçons au gymnase qu'en 3^e année, il n'y ait plus que deux leçons et demie de sport au lieu de trois. Pour compenser, il y aura un camp sportif. Ce projet est contraire à la nouvelle loi fédérale sur l'encouragement du sport et à l'ordonnance d'application (art. 49, al. 3 : « Dans les écoles du degré secondaire supérieur, l'éducation physique doit comporter au moins 110 leçons par année scolaire. Les leçons sont réparties de manière régulière sur toute l'année scolaire. ») Deux leçons et demie, cela revient à 97.5 leçons.

Que pense le Conseil-exécutif de cette contradiction avec la législation fédérale sur l'encouragement du sport ?

Réponse du Conseil-exécutif (INS)

L'ordonnance sur l'encouragement du sport exige 110 leçons de sport par an, soit 440 leçons sur quatre ans. Or, le projet de grille horaire présenté prévoit 448 leçons de sport pour l'ensemble des quatre années de la formation ainsi qu'une semaine sportive. Il satisfait donc aux prescriptions de l'ordonnance.

Le remplacement d'une demi-leçon hebdomadaire de sport en 3^e année par une semaine sportive revient en réalité à augmenter le temps consacré à cette discipline. En effet, une semaine sportive correspond à 32 leçons, alors que la perte d'une demi-leçon hebdomadaire sur un an équivaut à seulement 19 leçons en moins. La Confédération admet cette pratique, qu'ont déjà adoptée bon nombre de cantons.

Question 2

Krähenbühl Samuel, Unterlangenegg (UDC) – Mandats TIC – système d'information agricole GELAN

Les cantons de Berne, de Fribourg et de Soleure gèrent ensemble le système d'information agricole GELAN pour l'application de la politique agricole. Ce système, développé par Synthesis Informatik AG, est en place et opérationnel depuis 1998. Les paysans sont nombreux à se plaindre de la complexité et de la difficulté à utiliser ce système.

C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

1. Le système d'information agricole a-t-il jamais fait l'objet d'un nouvel appel d'offres depuis 1998 ?

2. Le mandat d'exploitation de GELAN a-t-il dans l'intervalle été mis au concours de gré à gré ?
3. Depuis 1998, a-t-on évalué d'autres options pour le système d'information agricole ?

Réponse du Conseil-exécutif (ECO)

GELAN est une solution informatique globale couvrant les domaines de l'agriculture et de la nature. Sous ce nom (tiré de l'abréviation allemande de Gesamtlösung EDV Landwirtschaft und Natur), les cantons de Berne, Fribourg et Soleure exploitent conjointement un vaste système d'information agricole.

Depuis 1998, ce système est constamment adapté aux nouvelles exigences techniques. Il intègre aujourd'hui 15 modules des différents domaines agricoles. Il s'agit d'une solution développée par les cantons précités dans le but d'assurer la mise en œuvre de la politique agricole dans les délais impartis, et non d'une solution standard disponible sur le marché dans les brefs délais de mise en œuvre de la Politique agricole 2014-2017. C'est pourquoi, en juillet 2013, les travaux d'adaptation relatifs à cette mise en œuvre ont été adjugés à l'entreprise Synthesis Informatik AG à l'issue d'une procédure de gré à gré, conformément à l'article 7, alinéa 3, lettres d et f OCMP (RSB 731.21). La décision, publiée dans la Feuille officielle du canton de Berne, n'a fait l'objet d'aucun recours.

Question 10

Bachmann Christian, Nidau (PS) - Introduction du MCH2

L'introduction du nouveau Modèle comptable harmonisé 2 (MCH 2) au niveau cantonal sera reportée de deux ans.

C'est ce qui m'amène à poser la question suivante :

L'introduction du MCH2 au niveau communal est-elle concernée par ce report (date de l'introduction, préparation des systèmes informatiques) ?

Réponse du Conseil-exécutif (FIN)

L'ajournement de l'introduction du MCH2 au niveau cantonal n'influe sur l'introduction du MCH2 au niveau communal ni au plan du contenu ni au plan technique (informatique). L'introduction du MCH2 au niveau communal est régie par les dispositions de la loi sur les communes (LCo ; RSB 170.11) et de l'ordonnance sur les communes (OCo ; RSB 170.111). Elle interviendra le 1^{er} janvier 2016 dans les communes municipales, et de manière échelonnée dans le temps dans les autres collectivités de droit communal.

Interpellations

Affaire 2013.1533

N° de l'intervention:	317-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	21.11.2013
Déposée par:	Augstburger (Gerzensee, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	599/2014 du 7 mai 2014
Direction:	Chancellerie d'Etat

Communication: stopper les excès et se concentrer sur l'essentiel

Le canton de Berne dispose d'un Office central de communication (ComBE) professionnel et bien équipé qui veille à ce que le canton soit largement présent dans la presse et sur Internet de même que sur les réseaux sociaux Facebook, Twitter, Google Plus, Slideshare et Youtube (« Dialoguer avec le canton de Berne »).

Mais certaines Directions ont aussi leur propre service de communication. Compte tenu de la nécessité d'utiliser les maigres ressources financières de manière efficiente et ciblée, cette tendance qui prend de l'ampleur suscite les questions suivantes :

1. Si l'on ajoute tous les postes de ComBE et des services de communication des Directions et des offices, combien coûte la communication aux contribuables, y compris les frais d'équipement des postes de travail ?
2. Comment les effectifs (équivalents plein temps) des services de communication ont-ils évolué ces trois dernières années dans les Directions d'une part et dans les secrétariats généraux d'autre part ?
3. Selon le Conseil-exécutif, quelle plus-value les citoyens et citoyennes retirent-ils du développement des services de communication et de la présence du canton sur les réseaux sociaux ?
4. Quel pourcentage de la population utilise les sites internet du canton et quel pourcentage les réseaux sociaux ?
5. Le Conseil-exécutif ne pense-t-il pas comme moi que les services de communication pourraient être redimensionnés sans inconvénient pour la population ? Dans la négative, quels sont les inconvénients ?
6. Le Conseil-exécutif est-il disposé à envisager le redimensionnement des services de communication et de ses activités dans ce domaine ?

Réponse du Conseil-exécutif

1. Le tableau ci-après récapitule les effectifs et le coût du personnel et de l'équipement liés à la communication dans l'administration cantonale au sens étroit. Les charges de la communication des institutions suivantes n'y figurent pas : Police cantonale, Université, Haute école spécialisée, Haute école pédagogique, Promotion économique BE, Inforama, cliniques psychiatriques et Justice. Ces différents domaines travaillent de manière autonome et ne sont pas concernés par la communica-

tion politique et administrative du canton. Le Service de presse de la Police cantonale, par exemple (en tout 11,4 postes), assure l'information sur les interventions du corps de police 24 heures sur 24, indépendamment de la communication cantonale.

Les services récapitulés ci-dessous assurent principalement la communication externe (travail médias, communication politique à l'intention des organes officiels tels que les commissions ou le Grand Conseil, information du public), la communication interne⁵ et la communication en ligne (Internet et Intranet). Le travail ne peut être chiffré qu'à la Chancellerie d'Etat, puisque ComBE est une unité en soi (office), saisie au niveau du rapport de gestion avec une marge contributive III. S'agissant des services de communication ou de presse des Directions et des offices, l'hypothèse de travail en termes de charges de personnel s'est chiffrée à 140 000 francs par poste et par année (salaire moyen du canton plus cotisations aux assurances sociales et 20 pour cent de charges pour l'équipement des postes de travail).

⁵ Communication interne : rédaction de BEInfo, BE-Flash, rédaction de textes pour la communication interne des Directions

Direction	Pourcent de postes au 1.1.2014 (équivalents plein temps)	Pourcent de postes au 1.1.2011 (équivalents plein temps)	Total des charges de personnel Com BE 2013, équipements compris	Total des charges de personnel Com BE 2010, équipements compris
CHA (ComBE) MC III	11.3 (y compris 1,4 pour la traduction) 11,3	12.6 (y compris 1.4 pour la traduction) 12,6	CHF 2 603 516	CHF 2 864 855
Total				
ECO				
Directions	1.8	1.6	CHF 252 000	CHF 224 000
Offices	0	0.6	-	CHF 84 000
Total	1.8	2.2	CHF 252 000	CHF 308 000
SAP				
Direction	0.5	0.5	CHF 70 000	CHF 70 000
Offices	-	-	-	-
Total	0.5	0.5	CHF 70 000	CHF 70 000
FIN				
Direction	-	-	-	-
Offices	2.0	2.0	CHF 280 000	CHF 280 000
Total	2,0	2,0	CHF 280 000	CHF 280 000
INS				
Direction	2.8	2.8	CHF 392 000	CHF 392 000
Offices	-	-	-	-
Total	2,8	2,8	CHF 392 000	CHF 392 000
Total postes	18,4	20,1	CHF 3 597 516	CHF 3 914 855
Total coûts				

Le tableau ne contient pas d'indications concernant la JCE, la POM ou la TTE, qui confient leur communication politique à ComBE. De même, les postes et les coûts liés au travail des Directions et des offices dans le domaine de l'internet n'y figurent pas. Cette activité se répartit entre plusieurs cahiers des charges et ne présente qu'une infime partie des activités des collaborateurs et collaboratrices concernés. Le Conseil-exécutif estime le travail rédactionnel qu'il faut pour l'internet, selon la taille des Directions et des offices et selon l'ampleur et la complexité des matières concernées, à 1 ou 1,5 poste par Direction. La Direction de l'instruction publique fait exception à cet égard, puisqu'elle assure le travail pour l'internet avec les pourcentages de poste inscrits dans le tableau.

- Il faut relever que la communication du canton de Berne n'est pas assurée seulement par des professionnels. Au niveau des secrétariats généraux ou de la direction de l'office, mais également à d'autres fonctions de cadre au sein des Directions, la communication politique et les relations publiques font partie intégrante des cahiers des charges. Contrairement à ce que suppose l'auteur de l'interpellation, *aucun* nouveau poste n'a été créé dans les sept Directions cantonales ces trois dernières années dans le domaine de la communication, comme on le voit dans le tableau. A la Direction de l'économie publique, le

seul changement a consisté à transférer au secrétariat général les postes rattachés aux offices. En définitive, aucun nouveau poste n'a été créé non plus à la Direction de l'économie publique dans le domaine de la communication.

- Il est impossible de répondre à la question de savoir quelle est la plus-value du développement des services de communication, pour la simple raison qu'il n'y a pas eu de développement, comme nous l'avons dit plus haut. En revanche on peut dire de manière générale en ce qui concerne la communication en ligne que les citoyens et citoyennes en profitent, puisque les contacts avec l'administration s'en trouvent simplifiés et que les transactions nécessaires peuvent être réglées en ligne. Indépendamment des horaires d'ouverture des guichets, il est possible de prendre rendez-vous pour faire expertiser sa voiture ou de modifier le rendez-vous fixé, de se procurer une patente de pêche à la ligne, de se porter candidat ou candidate à un poste, de faire établir un document d'état-civil et de remplir sa déclaration d'impôt. Un site internet actualisé et attractif (il est question, là, des sites des services administratifs et de la présence dans les réseaux sociaux) simplifie les contacts des citoyens et citoyennes avec les autorités, ce qui réduit en même temps le nombre des questions transmises par écrit ou par téléphone.

La communication en ligne va aujourd'hui de soi pour de larges couches de la population. Les autorités, les offices et les administrations l'ont reconnu : leur présence dans les réseaux sociaux est en augmentation. Actuellement, 15 cantons gèrent un compte Twitter officiel, onze sont présent sur Facebook. Les plateformes des réseaux sociaux permettent de rechercher, d'entretenir, d'approfondir le dialogue en ligne avec la population bernoise et de renforcer l'intérêt et la compréhension de la population pour les thèmes cantonaux. Les citoyens et citoyennes découvrent ainsi le canton de Berne sous un aspect nouveau, apprennent les tenants et aboutissants d'une affaire, reçoivent une réponse à leur question, transmettent l'information.

4. Il n'y a pas de chiffres concernant le pourcentage d'utilisateurs de l'internet dans la population cantonale bernoise, parce que le canton n'a pas fait de relevé à ce sujet. De telles statistiques seraient techniquement compliquées à établir, et cela coûterait cher. En effet, les pages internet du canton peuvent être consultées partout dans le monde. Le Conseil-exécutif suppose cependant que les utilisateurs et utilisatrices bernois sont à peu près aussi nombreux que ceux d'autres portails d'autorités.

En revanche le nombre de visites à chaque page des sites de l'administration cantonale est enregistré. Comme on peut s'y attendre, tous les sites qui concernent les services liés aux différents aspects de l'existence (p. ex. recherche d'un emploi, impôts, papiers d'identité, véhicules) comptent un plus grand nombre de visites que les autres. Le marché de l'emploi du canton de Berne comptait le plus grand nombre de consultations en 2013 (6.1 millions), suivi de la Direction des finances (surtout TaxMe) (5.5 millions) et de la Direction de la police et des affaires militaires (4.7 millions). L'application TaxMe à elle seule a compté 2.3 millions de visiteurs. Quant au site du Grand Conseil, 0.45 millions de personnes l'ont consulté.

L'importance de la communication en ligne ne cesse d'augmenter. Dans le domaine de la législation, par exemple, les textes législatifs publiés sur internet font désormais foi, ce qui permet de réduire les frais d'impression et le nombre des envois. Ce développement concerne également les instructions TaxMe de l'Intendance des impôts et l'Annuaire officiel. Ces deux documents sont mis à disposition uniquement sur internet, ce qui a permis de faire l'économie de 500 000 francs en frais d'impression et d'envoi pour les seules instructions. Dans le domaine de la cyberadministration, l'internet offre des services indispensables notamment dans le domaine de la déclaration d'impôt. En 2013, par exemple, plus de 250 000 contribuables, soit 42 pour cent, ont rempli leur déclaration avec TaxMe online, soit une augmentation de 11 pour cent.

Les réseaux sociaux nécessitent un faible volume de travail. La Chancellerie d'Etat gère une page Facebook qui compte 16 000 utilisatrices et utilisateurs. Par l'intermédiaire de Facebook, ComBE transmet surtout des informations concernant les prestations cantonales. Le compte Twitter attire l'attention de 2 700 utilisatrices et utilisateurs sur les communiqués importants du gouvernement et des commissions du Grand Conseil. Les

canaux des réseaux sociaux se répartissent entre différents collaborateurs et collaboratrices de ComBE, et il est donc inutile d'augmenter les pourcentages de poste.

5. Les Directions cantonales ne disposent pas d'états-majors importants pour la communication. A la différence de ce qui est le cas dans la plupart des grands cantons, en effet, la majeure partie du travail de communication est centralisé, coordonné et effectué à la Chancellerie d'Etat. Les exceptions sont les domaines dans lesquels la proximité à certains groupes de destinataires joue un rôle (p. ex. économie, formation, impôts). Dans le canton de Zurich, qui a une seule langue officielle et qui opère selon le modèle de la décentralisation, 71 personnes au total se répartissaient entre 38 postes de communication à plein temps en 2011. Comme le montre le tableau ci-dessus, le nombre des personnes employées dans le domaine de la communication dans le canton de Berne n'a pas augmenté ces dernières années. Le dernier bond remonte à plus de dix ans, quand internet a changé le travail de la communication en profondeur et a donc entraîné la nécessité de recruter des spécialistes. Depuis des années d'ailleurs, le canton de Berne pratique le gel du recrutement. Le Conseil-exécutif continuera de faire en sorte d'éviter l'augmentation des effectifs de l'administration et de recruter avec circonspection aux postes vacants. Cette pratique continue de valoir pour le domaine de la communication.

Les spécialistes en communication ont pour rôle d'informer, dans la forme qui convient aux destinataires, sur les activités de l'Etat, qu'il s'agisse du gouvernement, des organes du parlement ou des autorités, et de mettre ces informations à la disposition des citoyens et citoyennes, de manière professionnelle, par les canaux à disposition. Aux yeux du Conseil-exécutif, il est important dans un Etat démocratique que le public soit correctement informé des activités des organes démocratiques. De plus, la cyberadministration offre le moyen à l'Etat de simplifier dans toute la mesure du possible l'accès des citoyens et citoyennes aux prestations publiques. Outre la mise en forme et la diffusion des informations, les spécialistes de la communication apportent dans ce domaine une contribution non négligeable. La réduction du nombre de postes consacrés à la communication compromettrait la réalisation du mandat consistant à diffuser aux citoyens et citoyennes une information de qualité.

6. Les activités du Conseil-exécutif dans le domaine de l'information, comme celles des commissions du Grand Conseil, sont régies par les principes énoncés dans la loi sur l'information (LIn ; RSB 107.1). A l'article 14 on peut ainsi lire ce qui suit : « Les autorités informent sur leurs activités, créant ainsi les conditions d'une libre formation de l'opinion. » La loi prévoit en outre que les autorités du canton informent sur toutes les activités d'intérêt général dans la mesure où aucun intérêt public ou privé prépondérant ne s'y oppose. L'information est donnée en fonction des circonstances, rapidement, de manière complète, en conformité aux faits et de façon claire.

Le Conseil-exécutif a la certitude qu'avec le concours des spécialistes en communication à leur disposition, conformément aux principes énoncés dans la loi, par les canaux à disposition pour la transmission de l'infor-

mation, les organes du canton remplissent ces tâches de la manière appropriée, assurant ainsi les conditions d'une libre formation de l'opinion. C'est pourquoi il estime qu'il n'est pas indispensable de remettre en question les activités et l'accomplissement des tâches dans le domaine de la communication. Il va sans dire cependant qu'il se doit de respecter les consignes qui ont été émises au sujet des économies dans l'administration.

Affaire 2013.1552

N° de l'intervention: 321-2013
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 25.11.2013
 Déposée par: Hofmann (Berne, PS)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 439/2014 du 2 avril 2014
 Direction: Direction des travaux publics,
 des transports et de l'énergie

Site scolaire du Marzili: consignes de planification floues et coûteuses

Le flou dans les consignes de planification concernant le site scolaire du Marzili, qui appartient au canton, ne manquera pas d'entraîner des conséquences à la fois coûteuses et insatisfaisantes.

Lorsque la formation des enseignants et enseignantes est passée du séminaire à la Haute école pédagogique, le site et les bâtiments scolaires du Marzili ont été transformés en campus de la HEPBern. Dans le cadre de la nouvelle stratégie de la HEP (regroupement des différents sites sur le site Von Roll), le Marzili a déjà été évacué, et les bâtiments scolaires sont désormais vides. Il semblerait que l'intention soit d'y placer une partie de la Haute école de gestion, même si les locaux ne suffisent pas à couvrir les besoins de cette école.

Les classes inférieures de l'école primaire qui se trouvent également sur le site sont elles aussi à l'étroit et elles sont clairement tributaires des bâtiments scolaires sur place (salle de gymnastique, aula et autres salles communes). Le projet de développement du quartier Marzili-Sandrain-Gaswerkareal prévoyait initialement la construction des bâtiments nécessaires à l'école primaire à proximité immédiate, sur le Gaswerkareal. Au lieu de cela, le projet consiste désormais à faire construire un nouveau bâtiment sur le site de l'ancien.

C'est ce qui m'amène à poser au Conseil-exécutif les questions suivantes :

1. Le site du Marzili entre-t-il dans une planification des sites scolaires (extension des bâtiments de l'école primaire) coordonnée avec celle de la ville de Berne ?
2. Le site du Marzili se prêterait-il à l'utilisation par la Haute école de gestion, dont les programmes présentent notamment des cours du soir, en considération plus particulièrement des transports publics, qui y sont plutôt embryonnaires ?

3. Est-il prévu dans la planification du site scolaire du Marzili de densifier le site actuel et de faire construire de nouvelles places de stationnement ?
4. Quels sont les coûts de l'utilisation prévue, qui ne permet de couvrir qu'une partie des besoins en espace et locaux, compte tenu des bâtiments vacants, des travaux de transformation et de la desserte nécessaire ensuite par les transports publics entre les différentes parties de l'école ?

Réponse du Conseil-exécutif

La section Gestion de la Haute école spécialisée bernoise quittera ses locaux actuels au loyer très élevé situés à la Morgartenstrasse 2a-c pour s'installer en septembre 2014 dans les locaux de la Brückenstrasse 69-73 au Marzili qui sont quant à eux inoccupés depuis l'installation de la PHBern dans le nouveau bâtiment de l'aire Von Roll. Ce déménagement permettra de couvrir entièrement les besoins en locaux de la section Gestion.

1. Il n'y a pas de planification de ce type. Le projet cantonal de réfection et d'adaptation ne concerne que les immeubles cantonaux.
2. Oui, le site du Marzili s'y prête très bien, car il peut être utilisé presque immédiatement comme cela avait été le cas pour la PHBern. La plupart des étudiants pourront s'y rendre en transports publics ou à vélo. La gare de Berne et l'arrêt Monbijou, qui est desservi par différentes lignes de bus et de tram sont à environ dix minutes à pied.
3. Non. Il n'y aura pas de changement au niveau des places de stationnement, qui continueront à être utilisées comme avant.
4. Des dépenses d'un montant total de 9,55 millions de francs ont été approuvées pour les mesures de réfection et d'adaptation du site du Marzili. La majeure partie de ces dépenses auraient de toute manière dû être engagées pour le maintien de la valeur des immeubles cantonaux, parce que les locaux de la Brückenstrasse nécessitaient d'importantes rénovations. Par ailleurs, le déménagement de la section Gestion de la Haute école spécialisée bernoise à la Brückenstrasse permet au canton d'économiser des frais de location annuels d'environ 1,7 million de francs. Les bâtiments du Marzili ne sont restés vides qu'environ quatre mois jusqu'aux travaux de transformation. Enfin, aucun déplacement ne sera nécessaire entre les différentes parties de l'école, car la section de Gestion déménagera au Marzili dans son intégralité.

Affaire 2013.1564

N° de l'intervention: 329-2013
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 26.11.2013
 Déposée par: Perina-Werz (Berne, PDC)
 (porte-parole)
 Kronenberg (Biel/Bienne, pvl)

Cosignataires: 5
 N° d'ACE: 559/2014 du 30 avril 2014
 Direction: Direction des travaux publics,
 des transports et de l'énergie

Photovoltaïque: partenariat inique entre le canton et BKW

Fin août, le canton de Berne et BKW ont annoncé avoir conclu un partenariat dans le domaine du photovoltaïque. Cette initiative est certes louable, sur le principe, mais il est irritant de voir que le canton de Berne met les toits de ses bâtiments à la disposition exclusive de BKW et néglige ainsi d'autres entreprises d'approvisionnement en énergie du canton qui elles aussi investissent dans l'énergie solaire. Le canton favorise ainsi une société dont il est l'actionnaire majoritaire au détriment d'autres entreprises qui appartiennent notamment aux communes. Il s'agit-là d'une restriction de la concurrence.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Pourquoi le canton de Berne met-il exclusivement les toits de ses bâtiments à la disposition de BKW, négligeant d'autres entreprises d'approvisionnement en énergie actives sur notre territoire ? Il aurait pourtant été logique, dans des villes comme Berne, Bienne, Thoune, Berthoud et dans d'autres communes comme Interlaken, de rechercher des partenaires sur place.
2. Il ne fait aucun doute que les entreprises d'approvisionnement en énergie du canton de Berne ont toutes intérêt à exploiter les nouvelles opportunités pour l'utilisation des sources d'énergie renouvelable. Comment expliquer dans ces conditions que BKW soit favorisé ?
3. Quels sont selon le Conseil-exécutif les risques que ce favoritisme décourage globalement les entreprises prêtes à investir dans les énergies renouvelables ?

Réponse du Conseil-exécutif

La pose d'installations photovoltaïques sur les toits des bâtiments cantonaux découle de la motion Bauen (M 100-2011), laquelle chargeait le Conseil-exécutif de dresser un inventaire des bâtiments susceptibles d'accueillir des panneaux solaires. Lors de l'établissement de cet inventaire, il s'est avéré que le montage d'installations photovoltaïques sur les toitures était aussi lié à de nombreuses questions complexes, comme celle de l'intégration au réseau ou de la responsabilité. Mais pour faire avancer l'exploitation du potentiel des toits cantonaux en matière d'énergie solaire, le Conseil-exécutif a décidé de clarifier ces questions dans le cadre d'un projet pilote. BKW a été trouvé comme partenaire. Moyennant une indemnité, 16 toits répartis sur l'ensemble du territoire cantonal lui ont été proposés. BKW a mis aussi à disposition des bâtiments faisant partie de son propre parc immobilier.

- 1./2. Le canton ne met pas les bâtiments cantonaux exclusivement à la disposition de BKW. BKW et Energie Thun AG s'étaient seulement portées candidates pour participer au projet pilote susmentionné. D'autres entreprises d'approvisionnement en énergie qui avaient été consul-

tées n'étaient pas intéressées. Il était prévu dès le départ de permettre à des investisseurs d'exploiter les surfaces restantes au terme du projet pilote. Le 2 décembre 2013, les quelque 130 bâtiments et infrastructures du canton qui se prêtent à la production d'énergie solaire ont fait l'objet d'un appel d'offres et sont attribués sur le marché. Les critères de sélection des offres des soumissionnaires potentiels se basent sur des principes d'évaluation du développement durable. Le modèle développé par le canton conjointement avec BKW n'est pas exclusif, bien au contraire : il est souhaitable qu'il soit copié par le plus grand nombre possible d'entreprises d'approvisionnement en énergie, de communes et de cantons.

3. Comme nous l'avons déjà expliqué, il ne s'agit pas de favoritisme. Le projet pilote a renforcé la sécurité d'investissement en permettant de clarifier les questions initialement ouvertes. Les enseignements qui en ont été tirés sont maintenant pris en compte dans les autres projets accessibles aux investisseurs et profitent donc à tous les intéressés. Les demandes reçues depuis montrent que, grâce au projet pilote, l'intérêt manifesté pour de nouvelles installations photovoltaïques sur les toits des bâtiments cantonaux a augmenté. Ce projet pilote est donc un exemple réussi de mise en œuvre des objectifs de la stratégie énergétique dans la pratique.

Affaire 2013.1579

N° de l'intervention: 338-2013
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 28.11.2013
 Déposée par: Amstutz (Corgémont, Les Verts)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 16
 N° d'ACE: 560/2014 du 30 avril 2014
 Direction: Direction des travaux publics,
 des transports et de l'énergie

Prix de l'éclairage des routes cantonales

La stratégie énergétique présente l'orientation à long terme de la politique énergétique du canton de Berne jusqu'en 2035. Elle s'adresse avant tout à l'administration cantonale ; elle a un caractère contraignant pour celle-ci. Elle montre aux communes et à l'économie bernoise la direction à long terme du Conseil-exécutif en matière de politique énergétique.

Elle contient une vision de la politique énergétique, dans l'esprit du développement durable voulu par les Constitutions fédérale et cantonale. Elle présente de manière transparente les principes qui la sous-tendent et indique comment réaliser les objectifs de politique énergétique, entre autres dans le domaine de l'utilisation de l'énergie.

On peut sans autre affirmer que près du tiers de l'énergie électrique utilisée est gaspillée. Il paraît donc évident que des efforts méritent d'être entrepris au niveau des particuliers, des communes, et à plus forte raison au niveau canto-

nal, car un tel gaspillage a des répercussions financières très importantes.

Il est fréquent que la population exprime, à juste titre, des remarques pertinentes au sujet de l'éclairage des tronçons routiers, qu'ils soient communaux ou cantonaux. En effet, on peut légitimement se demander pour quelles raisons l'immense majorité des routes sont éclairées de minuit à cinq heures du matin. Ce gaspillage participe de façon directe à la pollution lumineuse.

Ces deux dernières années toutefois, nous avons constaté avec satisfaction que l'éclairage de certains tronçons du réseau routier du Jura bernois avait été supprimé (par ex. Bienne – Sonceboz).

Si l'éclairage urbain répond à certains besoins de notre société moderne en termes de confort et de sécurité civile et routière notamment, on peut considérer qu'il s'agit là d'une conception purement esthétique, celle des « villes lumières ». Or, scientifiques et défenseurs de la nature s'unissent aujourd'hui pour dénoncer l'excès de lumière artificielle nocturne comme une « pollution lumineuse ».

Ce fléau lumineux qui empêche, d'une part, les hommes de contempler le patrimoine mondial qu'est le ciel nocturne et qui, d'autre part, gêne les astronomes dans leurs observations, menace également la biodiversité et les écosystèmes. Il déroute les oiseaux migrateurs nocturnes et c'est la deuxième cause de mortalité chez les insectes. La pollution lumineuse est aussi suspectée d'avoir un effet néfaste sur la santé humaine, en dérégulant ses rythmes biologiques et son système hormonal. Elle génère en outre un gaspillage énergétique et économique considérable, et par conséquent des émissions de CO₂ inutiles.

Selon les études de l'astronome Cinzano, qui publia en 2001 le premier « Atlas mondial de la clarté artificielle du ciel nocturne », le halo lumineux augmente en Europe d'environ 5 pour cent par an. L'un des enjeux aujourd'hui consiste donc à inverser la tendance au « sur-éclairage » pratiquée depuis plusieurs décennies.

Au niveau fédéral, peu de dispositions traitent directement de la réduction de la pollution lumineuse et peu de décisions judiciaires ont été rendues en la matière. Seul l'article 11 de la loi fédérale sur la protection de l'environnement peut être nommé comme base de réflexion :

1. Les pollutions atmosphériques, le bruit, les vibrations et les rayons sont limités par des mesures prises à la source (limitation des émissions).
2. Indépendamment des nuisances existantes, il importe, à titre préventif, de limiter les émissions dans la mesure que permettent l'état de la technique et les conditions d'exploitation et pour autant que cela soit économiquement supportable.

L'article 12 de cette même loi stipule que les limitations peuvent figurer dans des ordonnances, mais aucune n'existe en matière de lumière et de pollution lumineuse. Malheureusement, car en Suisse, il n'y a plus un seul kilomètre carré avec une obscurité naturelle...

C'est donc au niveau des cantons qu'il faut agir. Bâle-Campagne a été pionnier dans le domaine en adoptant un plan « anti-pollution lumineuse ». La commune de Zurich a approuvé un plan lumière en 2004 et, tout récemment, Lausanne en a fait de même.

En adoptant une stratégie énergétique, le canton s'est certes engagé à optimiser son utilisation d'énergie. Il aurait toutefois tout intérêt à poursuivre sa réflexion dans le domaine de l'éclairage de ses routes.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Combien de kilomètres de routes cantonales peuvent-ils être potentiellement éclairés (disposent de candélabres) ?
2. Combien le sont effectivement ?
3. Quels types de lampes sont-ils majoritairement utilisés ?
4. Quel gain financier la généralisation d'un éclairage par des lampes LED ou autre technologie représenterait-il ?
5. Que coûte l'éclairage des routes appartenant au canton ?
6. Quelle planification est prévue à moyen et à long terme pour, durant une partie de la nuit,
 - a) réduire l'éclairage des routes cantonales ?
 - b) supprimer l'éclairage de ces mêmes routes ?
7. Quelles économies ferait le canton en appliquant de telles mesures ?
8. Le canton serait-il prêt à confier l'éclairage des routes cantonales à l'intérieur des localités aux communes ? Si oui pourquoi ? Si non pourquoi ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif partage la préoccupation de l'auteur de l'interpellation et s'investit pour utiliser avec circonspection l'éclairage et recourir à des systèmes lumineux intelligents sur les routes cantonales. Ces mesures permettent de réduire la consommation d'électricité mais aussi de lutter contre la pollution lumineuse.

Réponses aux questions :

1. Selon les normes de l'Association suisse pour l'éclairage, le canton de Berne pourrait théoriquement éclairer l'ensemble de son réseau de routes cantonales, soit environ 2100 kilomètres. Dans les faits, seuls 750 kilomètres sont équipés d'un éclairage, de surcroît avec des systèmes différents.
2. Tous les tronçons équipés de systèmes lumineux sont effectivement éclairés et il s'agit avant tout de ceux qui doivent l'être pour des raisons de sécurité. L'éclairage des routes cantonales n'est donc assuré qu'à l'intérieur des localités ainsi qu'en dehors des agglomérations aux carrefours giratoires et aux intersections à visibilité réduite.
3. Ce sont majoritairement des lampes à vapeur de sodium à haute pression qui sont utilisées dans le canton de Berne. En outre, environ dix pour cent des points lumineux ont déjà été équipés de lampes LED. Ces deux types de lampes diminuent considérablement la pollution lumineuse en réduisant au maximum la lumière diffuse. Depuis 2014, seules des lampes LED hautement efficaces à commande intelligente sont utilisées pour remplacer les installations ayant fait leur temps.
4. La technologie LED utilisée sur l'ensemble du territoire cantonal permettrait d'économiser environ 30 pour cent des frais d'exploitation, soit 1,25 million de francs par an. Et le gain est nettement plus élevé (voir réponse 7) si elle est combinée à la technologie « Lumière à la demande ».

5. En 2013, les coûts de l'éclairage des routes cantonales se sont élevés, amortissement compris, à environ 4,35 millions de francs.
6. Des lampadaires ajustables sont déjà utilisés durant la nuit sur les routes cantonales, avec une puissance lumineuse réduite. Par contre, il n'est pas prévu de supprimer complètement l'éclairage. Des essais ont montré que les communes rejetaient cette mesure pour des raisons liées au sentiment de sécurité. Il est de toute façon interdit de supprimer l'éclairage sur les passages pour piétons. En lieu et place, l'Office des ponts et chaussées mise davantage sur un éclairage adapté aux besoins et à commande intelligente (« Lumière à la demande »). La nuit et aux premières heures du jour, les routes désertes ne bénéficient que d'un éclairage d'orientation minimal. C'est seulement lorsque piétons, cyclistes ou automobilistes s'approchent que le système de commande intelligente veille à ce que la lumière soit suffisante. De premières installations pilotes sont en service à Wynau et sur l'aire d'autoroute du Grauholz. Etant donné que, pour autant que les ressources financières le permettent, toutes les installations ayant fait leur temps seront équipées de lampes LED, la pollution lumineuse sera massivement réduite la nuit sur le long terme.
7. Le coût des cycles d'exploitation et de vie des lampadaires équipés de la technologie « Lumière à la demande » sont jusqu'à 90 pour cent inférieurs à ceux équipés de la technologie conventionnelle. Sous réserve que l'ensemble des anciennes installations aient été intégralement amorties, leur remplacement par un éclairage de type « Lumière à la demande » permettrait des économies de l'ordre de 3,3 millions de francs par an.
8. En vertu de la loi sur les routes, le canton est responsable de l'éclairage le long des routes cantonales. Il a cependant délégué l'exploitation et la maintenance des installations d'éclairage public à presque toutes les communes au moyen de conventions de prestations. Le canton indemnise alors les communes sous forme de forfait couvrant les frais par point lumineux. Le Conseil-exécutif rejette cependant un transfert plus étendu de l'éclairage des routes cantonales aux communes, car cette opération serait synonyme d'interfaces inutiles et donc de surcroît de charges administratives. Sans oublier que ce serait un frein important à l'application uniformisée de la stratégie en matière d'éclairage et au passage à la nouvelle technologie.

Affaire 2013.1583

N° de l'intervention: 341-2013
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 28.11.2013
 Déposée par: Müller (Langenthal, PS)
 (porte-parole)
 Steiner-Brütsch (Langenthal, PEV)
 Grimm (Berthoud, pvl)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 605/2014 du 7 mai 2014

Direction: Direction des travaux publics,
des transports et de l'énergie

Amélioration des conditions de circulation à Aarwangen

Depuis des années, on essaie d'améliorer l'accès à la Haute-Argovie et d'aménager une bretelle autoroutière. L'an dernier, les Chambres fédérales se sont déterminées clairement, refusant d'inscrire la bretelle de la Haute-Argovie ainsi que celle de l'Emmental d'ailleurs dans le réseau des routes nationales. Dans ces conditions, il est devenu quasiment impossible de réaliser les projets dans leur forme originelle.

Il faut maintenant se demander comment néanmoins améliorer dans des délais utiles les conditions de circulation dans la commune d'Aarwangen.

Le Conseil-exécutif est dès lors prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quel est le degré de priorité accordé désormais à la planification du projet concernant la Haute-Argovie ?
2. Quelles mesures seront prises pour fluidifier et modérer le trafic à Aarwangen ?
3. Quel est le calendrier des projets ?
4. Pourquoi a-t-on fait des sondages par forage pour la bretelle Ouest alors que la Confédération a nettement refusé de cofinancer cette variante ?
5. Quand peut-on espérer une amélioration pour les riverains et les automobilistes accablés par la situation à Aarwangen ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le 5 septembre 2012, le Grand Conseil a approuvé un crédit à hauteur de 2,1 millions de francs pour l'élaboration d'un avant-projet afin de résoudre les problèmes majeurs de circulation dans la région de Haute-Argovie. Cette dernière est mal raccordée au réseau autoroutier et, à Aarwangen, le flux de trafic traverse péniblement la localité. Malgré la bonne qualité de l'offre de transports publics, avec les nouveaux quartiers prévus (redensification du tissu urbain existant) et l'augmentation générale du trafic, la situation continuera à s'aggraver.

Suite au refus des Chambres fédérales d'intégrer le projet « Bretelle autoroutière de Haute-Argovie » au réseau de routes nationales, il faut examiner d'autres possibilités de financement. Il s'agit en priorité de viser un financement par la Confédération dans le cadre de l'élargissement à six voies prévu pour la route nationale N1 entre Luterbach et Härkingen. Cet aménagement va en effet générer un surcroît de trafic sur la route traversant Aarwangen pour rejoindre, à Niederbipp, la jonction à la route nationale. Le canton demande donc que la Confédération réagisse à cette évolution par des mesures d'accompagnement adéquates. Il considère que le contournement d'Aarwangen fait partie intégrante desdites mesures d'accompagnement. Dans le même temps, l'intégration de la bretelle autoroutière de Haute-Argovie dans le projet d'agglomération de Langenthal (transports et urbanisation) avec le cofinancement de la Confédération est examinée.

Réponses aux questions posées :

1. et 2. L'examen d'opportunité effectué en 2007 ainsi que la conception régionale des transports et de l'urbanisation Haute-Argovie servent de base aux travaux de réaménagement du réseau routier Aarwangen – Langenthal. L'avant-projet en cours porte à la fois sur la route de contournement d'Aarwangen et les mesures d'accompagnement nécessaires et sur des mesures d'amélioration concrètes du réseau routier actuel sans le contournement. Les deux variantes sont comparées et subdivisées, lorsque cela est possible, en étapes et en sous-projets. A titre de mesure urgente, des îlots de protection aux passages pour piétons et un nouveau trottoir dans le secteur de la Jurastrasse à Aarwangen sont en cours de construction.
3. Les travaux de planification de l'avant-projet « Réaménagement du réseau routier Aarwangen – Langenthal Nord » dureront jusqu'au quatrième trimestre 2015. Une évaluation détaillée des variantes des différentes pistes considérées sera alors présentée. L'avant-projet sera probablement soumis à la population dans le cadre d'une procédure de participation à l'hiver 2015/2016. C'est seulement quand cette dernière sera terminée qu'il sera possible de définir, compte tenu des ressources financières, le calendrier du projet et le début des travaux.
4. Les quatre sondages par forage dans la zone du tunnel « Spichigwald » et du pont enjambant l'Aar sont indispensables pour disposer des indications nécessaires à la planification concernant le terrain. Ce dernier est déterminant pour les structures porteuses et les coûts de réalisation et, partant, également pour l'évaluation et la comparaison des deux solutions envisagées.
5. La question de savoir quelles mesures seront mises en œuvre et à quel moment dépend fortement des moyens financiers à disposition et de la contribution de la Confédération. L'objectif reste clairement d'aboutir au plus vite à une amélioration de la situation en matière de circulation sur la route cantonale dans la région d'Aarwangen – Langenthal Nord. Les travaux de l'avant-projet sont traités en priorité et avancent selon le calendrier. Les premières mesures d'aménagement urgentes sont en cours de réalisation.

Affaire 2013.1422

N° de l'intervention: 289-2013
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 01.11.2013
 Déposée par: Sancar (Berne, Les Verts)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence refusée: le 21.11.2013
 N° d'ACE: 302/2014 du 5 mars 2014
 Direction: Direction de la police
 et des affaires militaires

L'armée supplée la Police cantonale

Selon la presse, notamment *Der Bund* du 15 octobre 2013, la police militaire a apporté son soutien à Police Bern lors de contrôles routiers, au moins à une occasion. Il est possible que ces dernières années, l'armée ait aidé la Police cantonale également dans d'autres contextes. C'est non seulement inquiétant, mais également inadmissible et contraire à la Constitution. Dans le journal *Schweiz am Sonntag*, Markus Mohler, ancien commandant de la police cantonale de Bâle-Ville et ancien chargé de cours en sécurité et droit de la police à l'Université de Saint-Gall et à celle de Bâle, a déclaré à ce sujet que la police militaire ne peut apporter son soutien à la Police cantonale qu'en vertu d'un arrêté du Conseil fédéral et uniquement quand trois conditions sont réunies : d'abord, il faut que la situation soit celle d'un danger imminent pour la sécurité intérieure ; deuxièmement, il faut que les autres cantons du concordat de police aient demandé de l'aide ; et troisièmement, le canton demandeur doit payer pour les prestations de la police militaire (*Der Bund*, du 14 octobre 2013). Les autorités bernoises ont refusé de prendre position à ce sujet face aux médias.

C'est pourquoi le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le Conseil-exécutif était-il informé de la participation de la police militaire aux contrôles routiers ? Qui avait ordonné cette intervention et quelles en étaient exactement les conditions (liberté d'action et compétences de la police militaire, rétribution par le canton etc.) ?
2. L'armée ou la police militaire sont-elles intervenues à d'autres occasions pour le soutien de la Police cantonale ou pour la formation ?
3. Que pense le Conseil-exécutif du fait que de telles interventions de la police militaire dans des domaines civils soient contraires à la Constitution ?
4. Parvient-il, comme d'autres gouvernements cantonaux, à la conclusion que pour des raisons de droit public, des interventions de ce type ne doivent plus être autorisées, ou envisage-t-il de les autoriser sur le territoire cantonal à la demande de l'armée, ou même de les commander lui-même ?
5. Dans l'affirmative, quels seraient les motifs juridiques ou politiques de telles décisions et dans quels domaines les interventions de la police militaire seraient-elles prévues ?

Réponse du Conseil-exécutif

1. L'engagement évoqué (contrôle à grande échelle) a été ordonné par le commandant de la police régionale concernée. Dans ce cadre, les attributions de la police militaire portaient sur le contrôle de personnes et de véhicules soumis à la juridiction militaire, relevant précisément de ses compétences. Du reste, les membres de la police militaire ont appuyé la Police cantonale bernoise dans l'exécution de ses tâches. La délégation de certaines opérations (p. ex. canalisation de la circulation vers un point de contrôle) à des tiers est prévue par la loi sur la police et la police militaire les a accomplies sans exercer de prérogatives de puissance publique. Par ailleurs, elle n'a pas facturé de frais pour sa participation. Sachant qu'aucune tâche de puissance publique n'a été

déléguée à la police militaire, le Conseil-exécutif ne devait pas impérativement être informé de l'opération. Le Directeur de la police et des affaires militaires en a toutefois été prévenu oralement par le commandant de la Police cantonale.

2. De telles opérations de contrôle de la circulation ont lieu de manière sporadique (tous les deux à trois ans). Elles ont comme objectif premier de former les unités militaires chargées de missions de police. De plus, des contacts épisodiques ont lieu entre l'armée et la Police cantonale à des fins de formation et de coordination, notamment afin de garantir la célérité et la qualité de l'engagement d'unités militaires dans des circonstances extraordinaires (intempéries, etc.).
3. Cette collaboration se fonde notamment sur la convention administrative passée en novembre 2006 entre le Département de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) et la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de la justice et de la police (CCDJP). Du fait que les membres de la police militaire n'ont fait usage de leurs pouvoirs de puissance publique que dans l'accomplissement des tâches relevant des compétences qui leur sont originairement attribuées, on ne saurait affirmer que de telles interventions seraient «contraires à la Constitution», ni que des «interventions de la police militaire dans des domaines civils» aient eu lieu.
4. et 5. Comme cela a été exposé plus haut, la police militaire n'a effectué aucune opération fondée sur ses prérogatives de puissance publique en dehors de son champ d'activité. En vue de la formation et de la coordination en cas 'd'événements extraordinaires, des engagements communs ont toute leur utilité, autant pour l'armée que pour la Police cantonale. À ce titre, il n'y a pas d'engagement de la police militaire en dehors de sa sphère de compétences.

Affaire 2014.0067

N° de l'intervention: 021-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 17.01.2014
 Déposée par: Schär (Lyss, PS) (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 607/2014 du 7 mai 2014
 Direction: Direction de la police et des affaires militaires

Violence domestique: où en sont les programmes destinés aux auteurs de violence?

Une étude commandée par le Bureau fédéral de l'égalité et publiée en novembre dernier estime à 164 à 287 millions de francs le coût de la violence dans les relations de couple en Suisse. Ces coûts se répartissent entre la police et la justice, les pertes de productivité, le soutien aux victimes sous forme de conseils et de protection et le système de santé (soins médicaux et frais induits). Les frais de police et de justice représentent la majeure partie des dépenses.

Lors de la présentation du projet de suivi actif des auteurs de violence lors de la session de mars 2012, les intervenants ont signalé que la police doit très souvent intervenir dans les mêmes familles : 60 pour cent des interventions concernent des récidives. Mais 60 à 80 pour cent des procédures sont ensuite suspendues en vertu de l'article 55a du Code pénal et les auteurs de violence restent alors impunis. Dans ces conditions et compte tenu du coût élevé de la violence conjugale, on peut se demander pourquoi les auteurs de violence ne sont pas plus mis face à leurs responsabilités.

Jusqu'à maintenant, on a accordé la priorité, à juste titre, à l'aide aux victimes. Les mesures de soutien ont été progressivement améliorées ces dernières années et elles sont maintenant de qualité grâce à la collaboration entre les différents acteurs que sont la police, les préfets, les centres LAVI et les maisons des femmes.

Mais on voit aujourd'hui que l'aide aux victimes ne suffit pas. Si les victimes, les enfants et les adultes doivent pouvoir être protégés durablement, il faut que les auteurs soient incités à modifier leur comportement. Le projet de suivi actif des auteurs de violence qui intégrait la protection des victimes, les besoins des enfants et la prise de conscience des auteurs a malheureusement dû être interrompu pour des raisons financières, alors que la phase pilote a été couronnée de succès et qu'on prévoyait initialement de le généraliser.

Le coût de la violence domestique est énorme et les auteurs de violence sont des récidivistes : autant de raisons d'accorder une importance particulière aux programmes destinés aux auteurs.

Dans ces conditions, je prie le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :

1. Quel est le coût de la violence domestique dans le canton de Berne, frais induits compris ? Quelle est la part investie dans les programmes destinés aux auteurs ?
2. Le Conseil-exécutif pense-t-il comme moi que ces programmes sont indispensables pour endiguer la violence domestique ?
3. Où en est-on aujourd'hui dans le canton de Berne avec ces programmes ?
4. Comment les renforcer et les pérenniser ?
5. L'avenir du Service spécialisé Violence est-il assuré comme le réclamait le Grand Conseil dans sa motion intitulée « Soutenir l'action contre la violence des hommes » ?
6. Quand le Conseil-exécutif prévoit-il de généraliser le projet de suivi actif des auteurs de violence ?

Réponse du Conseil-exécutif

1. L'on peut présumer que le canton de Berne dépense chaque année au moins 23,5 millions de francs pour faire face aux conséquences de la violence domestique. Ce montant comprend les dépenses effectuées dans les domaines de la police et de la justice, du soutien, de la santé et de la coordination; il inclut également les pertes de productivité résultant chaque année de cette forme de violence. Parmi les éléments qui ne figurent pas dans l'évaluation, il y a par exemple les coûts induits par l'exposition des enfants à la violence domestique.

Ces 23,5 millions représentent 12,4 pour cent – ce qui correspond également à la part de la population nationale habitant le canton de Berne – des coûts induits par cette forme de violence, évalués à 188 millions à l'échelle suisse. Cette estimation a été effectuée en 2013, durant l'élaboration du rapport de recherche «Coûts de la violence dans les relations de couple», évoqué dans le texte de l'interpellation. Lors du calcul des coûts induits annuels de la violence domestique, les auteurs se sont fondés sur des taux de prévalence très bas (0,91% pour les femmes; 0,35% pour les hommes) en comparaison avec les chiffres d'autres pays: il s'agit donc d'une appréciation prudente.

Selon le rapport susmentionné, les moyens financiers investis au niveau national dans le soutien aux personnes responsables de violences, qui s'élèvent à 1,7 million de francs, sont donc relativement limités.

2. Le Conseil-exécutif estime qu'une démarche durable de lutte contre la violence domestique ne se conçoit pas sans le travail effectué avec les auteurs. Ce n'est en effet que lorsque ceux-ci changent de comportement qu'il est possible, sur le long terme, de faire cesser la violence au sein de la famille. Les enfants exposés, notamment, souffrent de troubles du développement et de problèmes de santé: pour eux, il est particulièrement important d'y mettre fin.

Depuis la création du Service de lutte contre la violence domestique (SLVD), le Conseil-exécutif accorde une grande importance au travail effectué avec les auteurs de violence, ce qui se reflète dans les objectifs du SLVD: mettre un terme à la violence, protéger les victimes et amener les auteurs à prendre conscience de leurs actes (voir ACE 1991/2007).

Dans sa réponse à la motion 304-2011 «Soutenir l'action contre la violence des hommes», le Conseil-exécutif avait déjà souligné l'importance d'apporter un soutien à toutes les personnes concernées, y compris les auteurs de violence, afin de dégrever le budget du canton à plus longue échéance.

Le Comité de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police, sous la direction du conseiller d'État Käser, a admis la nécessité de mettre en œuvre une gestion cantonale du risque et chargé la Prévention suisse de la criminalité, à la fin juin 2013, d'en coordonner les projets cantonaux.

3. Dans le canton de Berne, le travail effectué avec les personnes responsables de violences domestiques comporte divers éléments qui, tout en visant les auteurs, ont aussi pour but la protection immédiate et durable des victimes.

Les mesures de protection telles que les interdictions d'accès et la garde à vue, prises par la police à la suite de ses interventions, permettent d'éviter l'escalade de la violence et de protéger les victimes dans l'immédiat. Figurant dans la loi sur la police⁶, elles sont pour la Police cantonale (POCA) un instrument important et fréquemment utilisé dans la lutte contre la violence domestique.

C'est juste après un passage à l'acte que les auteurs se montrent le plus enclins à se remettre en question et à

accepter une aide professionnelle. Partant, une prise de contact résolue directement après une intervention policière complète les mesures de protection prises, et contribue à amener ces personnes à consentir à une telle aide, notamment en cas de récidive et lorsque des enfants sont impliqués.

Les préfètes et préfets, ainsi que les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA) reçoivent de la POCA les avis d'intervention en cas de violence domestique et conviennent des démarches auprès des auteurs de violence, et de la gestion des dossiers. La collaboration entre préfetures et APEA fait l'objet d'une convention commune.

Dans le canton de Berne, les auteurs de violence peuvent se rendre à des consultations les aidant à remettre en question leur comportement, à s'amender et à apprendre des stratégies de résolution de conflit sans recourir à la violence. Cette offre s'adresse autant aux personnes qui viennent spontanément chercher conseil qu'à celles qui sont envoyées par une autorité (p. ex. Ministère public ou APEA). Avec les entretiens individuels proposés par le service bernois spécialisé contre la violence (*Fachstelle Gewalt Bern*) et les groupes de parole pour auteurs de violence mis sur pied par le SLVD, le canton de Berne dispose de bonnes ressources en la matière.

Pour protéger les victimes de violence domestique d'infractions graves, il est indispensable que les divers organes coordonnent leurs actions pour procéder suffisamment tôt à l'évaluation du danger présenté par les auteurs. Dans le canton de Berne, la question de la gestion du risque (analyse de la dangerosité d'une personne et réunions portant sur des cas concrets) est en discussion concernant diverses formes de violence, dont la violence domestique⁷.

4. Convaincu que le canton de Berne se trouve sur la bonne voie avec les démarches entreprises auprès des auteurs de violences domestiques, le Conseil-exécutif a approuvé le rapport d'activité 2008-2012 (cf. ACE 618/2013) et le programme d'activité 2014-2015 du SLVD. Il est prévu que les activités décrites dans la réponse à la question 3 se poursuivent dans le courant des prochaines années, durant lesquelles le Conseil-exécutif entend également procéder aux améliorations suivantes.
 - Renforcement des bases légales en vue de la prise de contact avec les auteurs de violence, du soutien à leur apporter et, le cas échéant, de la gestion du risque qu'elles représentent
 - Amélioration de la coordination du travail effectué avec les personnes violentes et de l'aide aux victimes, avec une attention toute particulière accordée aux enfants exposés (gestion des dossiers)
 - Mise en place d'une coordination à l'échelon supérieur et harmonisation de la procédure en matière de gestion du risque

⁷ Voir notamment à ce sujet les motions 054-2012, Mühlheim, «Violences et menaces contre les autorités: mise en place de groupes d'intervention» et 019-2013, Geissbühler-Strupler, «Violence: combattre les causes réelles», adoptées sous forme de postulats.

⁶ Loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1)

5. Le financement du service bernois spécialisé contre la violence est assuré pour l'année 2014. Dès 2015, l'objectif est de garantir son fonctionnement par le biais d'un subventionnement conjoint avec différents partenaires, par exemple les Eglises nationales.
6. Le concept de «suivi actif» mentionné dans la question a été élaboré entre 2008 et 2013 sous la direction du SLVD, sur mandat du Conseil-exécutif (ACE 1991/2007; rapport final et mise en œuvre du SLVD). Il prévoit la prise de contact, à brève échéance, avec les personnes touchées par la violence domestique, la favorisation de la prise de conscience des auteurs de violence et l'évaluation du danger. Sa mise en œuvre a toutefois été reportée *sine die* en raison de l'état des finances du canton de Berne.
Divers éléments relevant du «suivi actif» sont toutefois appliqués dans le cadre du travail effectué actuellement avec les victimes et les auteurs de violence dans le canton de Berne. En ce qui concerne ces derniers spécifiquement, il s'agit de la prise de contact, de la gestion du risque et du soutien (cf. explications point 3).

Affaire 2014.0347

N° de l'intervention: 069-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 11.03.2014
 Déposée par: Graber (La Neuveville, UDC)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 542/2014 du 30 avril 2014
 Direction: Chancellerie d'Etat

Déclaration d'intention du 20 février 2012 et votes communalistes

Le 24 novembre 2013, 71,84 % des personnes ayant participé à la votation relative à l'avenir institutionnel du Jura bernois ont décidé de dire non au lancement d'un processus visant à créer une nouvelle entité formée du canton du Jura et du Jura bernois.

L'issue de ce scrutin est d'autant plus remarquable que le taux de participation à cette votation a atteint 72,71 %, un niveau très élevé. Cela signifie que même en tenant compte des personnes qui ne se sont pas déplacées aux urnes, 52,33 % des ayants-droit au vote – à savoir la majorité absolue ! – ont dit non. Cette situation est rarissime dans notre pays ! La volonté politique et parfaitement démocratique du Jura bernois de demeurer au sein du canton de Berne revêt dès lors un degré de légitimité exceptionnel !

La Déclaration d'intention du 20 février 2012 « portant sur l'organisation de votations populaires dans la République et Canton du Jura et le Jura bernois concernant l'avenir institutionnel de la région » contient en son article 10 Hypothèse 2 la disposition suivante : « Si au moins l'une des deux populations régionales refuse d'attribuer aux gouvernements la compétence d'engager un processus visant à créer un nouveau canton, les conséquences sont les suivantes: les deux gouvernements prennent acte du fait que la création d'un

nouveau canton réunissant les territoires de l'actuel Jura bernois et de l'actuelle République et Canton du Jura n'est pas souhaitée par la population.

Dans un délai de deux ans après les votations prévues aux articles 3 et 4 de la présente déclaration, les communes du Jura bernois peuvent demander au Conseil-exécutif de soumettre au Grand Conseil les bases légales permettant l'organisation de votations communales ayant pour objet le rattachement de ces communes à la République et Canton du Jura. Le cas échéant, les deux gouvernements engagent la procédure visant à réaliser le transfert de ces communes selon l'article 53 alinéa 3 de la Constitution fédérale. »

En référence à ce qui précède, nous prions le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :

1. Entend-il faire respecter dans tous les cas et pour toutes les communes le délai de deux ans prévu à l'article 10 ?
2. Quelle(s) instance(s) communale(s) – le corps électoral de la commune, le conseil municipal ou, là où cette institution existe, le parlement communal – sera ou seront habilitée(s) à demander au Conseil-exécutif de soumettre au Grand Conseil les bases légales permettant l'organisation d'une votation ayant pour objet le rattachement de ces communes à la République et Canton du Jura ?
3. Les votes communalistes prévus à l'article 10 auront-ils lieu en même temps pour le cas où plusieurs communes du Jura bernois demanderaient à être rattachées au canton du Jura ?

Réponse du Conseil-exécutif

Remarque préliminaire

Le Conseil-exécutif salue lui aussi la clarté du résultat du vote du 24 novembre 2013. Il se sent ainsi légitimé dans la ligne qu'il a suivie depuis le dépôt du rapport final de l'AIJ en 2009 fondée notamment sur la volonté de résoudre politiquement la Question jurassienne. C'est dans cet esprit qu'il entend poursuivre son action en la matière.

Question 1

L'article 10 de la Déclaration d'intention du 20 février 2012 signée par les gouvernements des cantons de Berne et du Jura précise clairement que les communes du Jura bernois peuvent, dans un délai de deux ans après la votation du 24.11.2013, demander au Conseil-exécutif de soumettre au Grand Conseil les bases légales permettant l'organisation de votations communales ayant pour objet le rattachement de ces communes à la République et Canton du Jura.

Le Conseil-exécutif s'est engagé à respecter les termes de ladite déclaration. Les communes ont dès lors jusqu'au 24 novembre 2015 pour présenter leur requête.

Question 2

Dans la teneur de la Déclaration d'intention, il faut pour lancer une procédure de rattachement «la *demande d'une commune du Jura bernois présentée conformément au droit en vigueur (article 53 alinéa 3 de la Constitution fédérale, Loi sur les communes bernoises et règlements communaux d'organisation)* dans les deux ans qui suivent les votations». Ce texte ne dit pas quelle est l'autorité communale qui doit présenter la demande au canton. Ou en d'autres termes, l'article ne désigne pas d'autorité légitimée à déposer une telle demande.

La loi du 16 mars 1998 sur les communes (LCo, 170.11), à laquelle il est fait référence à l'article 9 de la Déclaration d'intention, prévoit de manière générale et à titre subsidiaire que le conseil communal exerce toutes les compétences qui ne sont pas attribuées à un autre organe par des prescriptions de la Confédération, du canton ou de la commune (art. 25, al. 2 LCo). Ainsi, si les communes concernées n'ont pas dans leur droit communal de disposition divergente, c'est donc, selon la loi bernoise sur les communes, au conseil communal qu'il appartiendrait de déposer la demande.

Question 3

Il est trop tôt aujourd'hui pour répondre précisément à cette question. Le cadre et les bases légales inhérents à l'organisation des votes communalistes prévus à l'article 10 de la Déclaration d'intention ne sont pas connus.

On peut certes imaginer que dans le cas où plusieurs communes déposent une requête, un vote simultané soit organisé dans celles-ci, afin notamment d'éviter un processus de domino. Cela dit, une telle pratique pourrait aussi s'avérer contre-productive, ne serait-ce que parce qu'elle induirait par exemple le fait qu'une commune se retrouve isolée de par la décision prise par les autres communes. Il appartiendra en temps voulu au Conseil-exécutif, d'apprécier la situation et de prendre les décisions qu'il jugera opportunes.

Dans tous les cas, l'organisation de telles votations restera du ressort du canton.

Affaire 2013.1295

N° de l'intervention:	282-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	19.09.2013
Déposée par:	Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC) (porte-parole) Knutti (Weissenburg, UDC) Fuchs (Berne, UDC)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	609/2014 du 7 mai 2014
Direction:	Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

Licenciement de personnel à la Station Etoine des SPU

Une division sécurisée de psychiatrie médico-légale qui soigne des criminels dangereux ne peut fonctionner que si les médecins, l'équipe soignante et le personnel de sécurité travaillent en étroite collaboration. C'est ce que recommande également Bernd Borchard, Niels Habermann, Matthias Stürm et Frank Urbaniok des services psychiatriques de Zurich dans le dossier qu'ils ont consacré aux « Exigences auxquelles doivent répondre les équipes soignantes et la clientèle dans le traitement hospitalier de criminels souffrant de troubles mentaux [trad.] ».

Or, on apprend de différentes sources qu'au contraire, l'équipe de sécurité de la Station Etoine est marginalisée et insuffisamment informée des troubles ou de l'histoire de cette clientèle difficile. Les propositions ou les critiques formulées par le personnel de sécurité au sujet des lacunes

du plan de direction ou de gestion de l'institution ou des dispositifs de sécurité sont ignorées.

C'est pourquoi le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Est-il vrai que trois collaborateurs de l'équipe de sécurité ont été licenciés dans des circonstances plutôt douteuses ?
2. Dans l'affirmative, le Conseil-exécutif prévoit-il de faire ouvrir une enquête externe et transparente ?
3. Le gouvernement pense-t-il lui aussi que le personnel de sécurité doit disposer de toutes les informations concernant les détenues et les détenus et être intégré à l'équipe soignante ?
4. Est-il prêt, selon l'issue de l'enquête interne, à faire réengager les personnes licenciées ?
5. Que coûte en moyenne par mois une personne détenue à l'unité Etoine ?
6. Qu'a coûté ces deux dernières années le remplacement des équipements démolis ?
7. Quelle part de ces coûts peut être imputée en une année aux lacunes des dispositifs de sécurité (pas de grillage, pas de fixation du mobilier au sol, luminaires en verre etc.) ?

Réponse du Conseil-exécutif

Les auteurs de l'interpellation supposent que les lacunes de la collaboration entre l'équipe médicale et soignante et celle de la sécurité menacent les fondements mêmes de l'unité médico-légale d'Etoine. Cependant, l'enquête de l'autorité de surveillance mandatée par le directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale n'a pas confirmé ces reproches (voir le rapport Uster, publié le 8 avril 2014).

Question 1

A l'exception des quelques postes de cadre mentionnés dans les ordonnances d'organisation, les affaires relevant du personnel des Directions et des offices ne sont pas de la compétence du gouvernement, qui ne se prononce pas sur les circonstances des licenciements. Les postes mentionnés dans l'interpellation relèvent des SPU. En qualité d'autorité de surveillance et d'instance de recours, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale a certes connaissance des trois licenciements évoqués et sait que, dans l'un de ces cas, une procédure de recours est en cours.

Question 2

Le directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale n'a pas ordonné une enquête en raison des licenciements mais suite à une dénonciation à l'autorité de surveillance. La procédure indépendante mentionnée au point 1 fera toute la lumière sur la validité du licenciement.

Question 3

Le Conseil-exécutif est d'avis que l'équipe soignante et le personnel de sécurité doivent disposer d'informations appropriées. Il incombe aux SPU d'édicter des directives à cet effet. Des mesures visant à améliorer l'échange entre équipe soignante et personnel de sécurité ont été mises en œuvre.

Question 4

Non, cette tâche est de la compétence des SPU et non de celle du Conseil-exécutif.

Question 5

Une personne détenue à l'unité Etoine coûte en moyenne 35 400 francs par mois.

Question 6

Ces deux dernières années, le remplacement des équipements a coûté 7 000 francs.

Question 7

Aucune.

Affaire 2013.1434

N° de l'intervention: 293-2013
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 06.11.2013
 Déposée par: Guggisberg (Kirchlindach, UDC)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence refusée: le 21.11.2013
 N° d'ACE: 480/2014 du 23 avril 2014
 Direction: Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

Aide et soins à domicile: marché hétérogène, rétribution homogène

Dans aucun autre canton, la stratégie de regroupement des services publics d'aide et de soins à domicile n'a été suivie de manière aussi systématique que dans le canton de Berne. Les normes et les indicateurs mis au point pour les prestations d'aide et de soins à domicile avec l'approbation du canton de Berne, posent des exigences plus élevées à ces services, et un grand nombre d'organisations ont fusionné. En l'espace de huit ans, le nombre d'organisations publiques d'aide et de soins à domicile est passé de 124 à 53. Le canton a ensuite réduit fortement le nombre des standards qui posent les conditions de l'autorisation d'exploitation.

L'orientation régionale des organisations d'aide et de soins à domicile, leur proximité à un hôpital, la structure de la patientèle, la structure de la population, le degré d'application des standards, la taille etc. contribuent à une hétérogénéité très marquée. La rétribution pratiquée de manière homogène par le canton ne correspond pas à cette hétérogénéité, puisque chaque organisation d'aide et de soins à domicile est rétribuée de la même manière pour le même service.

Ce système pénalise les organisations qui ont adapté leurs structures, qui offrent des prestations de grande qualité et disposent d'une certaine expertise non seulement dans le domaine des soins et de la prise en charge, mais aussi dans celui de la gestion (ressources humaines et finances).

A l'inverse, le système récompense les organisations qui profitent de la situation surtout du point de vue de la structure régionale. Les résultats annuels de ces dernières offrent une image positive avec des réserves financières qui

cependant, dans la discussion concernant les mesures d'économie 2014, sont attribuées à tort aux services d'aide et de soins à domicile sans but lucratif.

Il faut une rétribution hétérogène pour des prestations hétérogènes. En raison des pressions financières qui ne cessent de s'accroître, le canton est incité à commander les prestations au meilleur prix possible. Ce mécanisme s'accompagne cependant d'une perte de qualité ininterrompue des services d'aide et de soins à domicile publics. Sous l'angle de la politique de santé, c'est non seulement mal venu, mais cela coûte très cher à la société. Sur la toile de fond de l'évolution démographique, les soins et la prise en charge en mode ambulatoire prennent une importance encore plus grande dans le système de soins dès lors qu'ils offrent le moyen d'éviter de considérables coûts induits (hôpitaux, EMS, psychiatrie etc.). Il est urgent de mettre en place un système de rétribution hétérogène fondé sur des critères déterminés.

1. Que pense faire le Conseil-exécutif pour que la rétribution de l'aide et des soins à domicile soit plus juste, plus différenciée et appliquée selon des critères hétérogènes ?
2. Le gouvernement sait-il que le maintien de la rétribution homogène des prestations d'aide et de soins à domicile poussera de nombreuses organisations dans les chiffres rouges et qu'à terme, leurs prestations ne pourront plus être fournies dans la même qualité et la même densité ?
3. Quelles seraient les priorités stratégiques, économiques et politiques susceptibles de servir de base à la définition de critères concrets pour une rétribution efficiente et effective, qui puissent tenir compte des différences dans les conditions régionales.

Réponse du Conseil-exécutif

Dans le canton de Berne, le financement résiduel des soins ambulatoires selon la LAMal est identique depuis 2012 pour les services de soins et d'aide à domicile, qu'ils soient privés ou publics, ainsi que pour les infirmières indépendantes. Les services publics perçoivent en outre un forfait annuel par habitant de leur périmètre ainsi qu'un forfait horaire en raison de leur obligation de fournir les soins. Cette rémunération supplémentaire sert à garantir la fourniture de prestations sur l'ensemble du territoire. Son montant est négocié avec l'Association cantonale bernoise d'aide et de soins à domicile. Les décomptes des services d'aide et de soins à domicile ne révèlent pas pourquoi certains d'entre eux font de gros bénéfices alors que d'autres enregistrent des pertes.

Des « Standards avec indicateurs pour les prestations d'aide et de soins à domicile », financés par le canton, ont été élaborés par l'association cantonale elle-même dans les années 2005 et 2006 dans le cadre des projets Standards et Régionalisation. Servant de lignes directrices internes, ils avaient pour but d'uniformiser la structure et l'organisation des entités publiques afin de les rendre comparables. Ils n'avaient cependant pas été conçus pour servir de base à l'octroi des autorisations d'exploiter, car plusieurs points dépassaient les exigences minimales d'une exploitation

correcte. Par ailleurs, l'utilisation jusqu'au-boutiste des standards comme base de l'autorisation d'exploiter renchérirait les prestations de maintien à domicile.

Les « Standards avec indicateurs pour les prestations d'aide et de soins à domicile » définissent en détail les conditions relatives à la structure et à la gestion d'un tel service. Le Conseil-exécutif doute donc qu'ils puissent s'appliquer à des organisations de forme et de taille aussi différentes les unes des autres. Il estime d'autre part, vu les résultats aussi divers dans le système cantonal de financement, que la structure régionale idéale des services d'aide et de soins à domicile n'a pas encore été trouvée.

Point 1

Pour rémunérer l'aide et les soins à domicile de manière plus différenciée en fonction des prestations et des coûts fixes définis, il faudrait pour commencer trouver les critères conduisant à des résultats d'exploitation aussi divergents. Cela n'a pas encore été possible. En fait, les critères servant à légitimer une rémunération différenciée, tels que l'axe régional, la proximité d'un hôpital, la structure de la patientèle et de la population, n'ont pas livré d'indication probante.

Point 2

Le Conseil-exécutif est d'avis que la rémunération de l'obligation de prise en charge des services publics d'aide et de soins à domicile représente une rétribution supplémentaire appropriée au système de financement homogène selon le principe d'une même rétribution pour une prestation identique. En 2012, 47 services d'aide et de soins à domicile publics sur 54 ont ainsi enregistré des résultats positifs dans ce système financier. Le Conseil-exécutif estime donc que les prestations peuvent être fournies avec la fréquence et la qualité voulues.

Point 3

Les priorités de la politique sanitaire du Conseil-exécutif consistent à assurer la fourniture de prestations de maintien à domicile d'accès aisé à la population de tout le canton, étant entendu qu'à prestation égale la rémunération est égale. Il n'a pas été possible pour l'heure de définir des critères concrets pour une rétribution efficiente et effective qui tienne compte de la différence des conditions régionales. Mais si de nouveaux modèles permettent de différencier plus finement les facteurs contextuels, le canton est tout disposé à examiner leur faisabilité.

Affaire 2013.1498

N° de l'intervention : 303-2013
 Type d'intervention : Interpellation
 Déposée le : 17.11.2013
 Déposée par : Müller (Bowil, UDC) (porte-parole)
 Cosignataires : 0
 Urgence refusée : le 21.11.2013
 N° d'ACE : 481/2014 du 23 avril 2014
 Direction : Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

Organisations d'aide et de soins à domicile: régime de l'autorisation d'exploitation

Depuis deux ans et demi, les organisations privées d'aide et de soins à domicile doivent obtenir une autorisation d'exploitation. Tout semble indiquer qu'il y a des retards dans les procédures.

C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes au Conseil-exécutif :

1. La SAP a-t-elle pris du retard dans l'octroi des autorisations d'exploitation ?
2. Le contrôle de ces autorisations est-il suffisant ?
3. Est-il vrai qu'en raison des défaillances du contrôle, la SAP est confrontée à un problème dans l'attribution des contributions au financement des foyers ?

Réponse du Conseil-exécutif

Depuis le 1^{er} janvier 2011, les services d'aide et de soins à domicile doivent obtenir une autorisation d'exploiter. Les conditions d'octroi sont précisées dans l'ordonnance sur la santé publique (OSP). La personne qui souhaite obtenir l'autorisation d'exploiter une organisation d'aide et de soins à domicile est tenue de prouver que l'entreprise

- est placée sous la responsabilité d'un professionnel ou d'une professionnelle titulaire d'une autorisation d'exercer,
- dispose d'un programme d'exploitation pertinent décrivant ses prestations,
- applique un système approprié d'assurance de la qualité,
- assure une dotation en personnel qualifié suffisante,
- a conclu un contrat d'assurance responsabilité civile couvrant ses risques d'exploitation.

Question 1

Il est exact que l'Office des personnes âgées et handicapées de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (OPAH) a pris du retard dans l'établissement des autorisations d'exploiter définitives, essentiellement en raison de la pénurie de personnel. Cela ne signifie pas pour autant que le fonctionnement des organisations, partant la sécurité des soins sont restreints, dès lors que tous les fournisseurs de prestations disposent d'une autorisation provisoire. Le gouvernement pense que l'Office compétent réglera ces points dans le courant de l'année.

Question 2

Il existe déjà un contrôle adéquat des autorisations. L'OPAH vérifie sur la base d'une check-list si les conditions sont réunies. Si tel n'est pas le cas, il peut assortir l'autorisation de charges ou la limiter dans le temps.

Question 3

Le Conseil-exécutif n'a pas connaissance de problèmes ou d'irrégularités quant au système de financement des soins de long séjour. Le système appliqué par le canton de Berne est transparent et efficace. Les institutions et les associations le considèrent souvent même comme un modèle pour la mise en œuvre des directives fédérales.

Affaire 2013.1559

N° de l'intervention: 324-2013
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 26.11.2013

Déposée par: Hirschi (Moutier, PSA)
(porte-parole)
Cosignataires: 2
N° d'ACE: 536/2014 du 30 avril 2014
Direction: Direction de la santé publique
et de la prévoyance sociale

Devoir de réserve du Conseil d'administration de l'Hôpital du Jura bernois SA

Les conditions euphorisantes réunies à l'annonce des résultats de la votation du 24 novembre 2013 ont conduit certains responsables politiques à des déclarations tonitruantes que l'Histoire retiendra. Que des chefs de mouvements ou de partis se soient montrés incapables de cacher leur joie, s'explique par leur nature et le style de leur engagement politique. On peut s'étonner en revanche des déclarations faites par le président du Conseil d'administration de l'Hôpital du Jura bernois SA, pourtant tenu à un devoir de réserve, lors de la fête organisée par l'UDC du Jura bernois à Tavannes.

Dans cette déclaration, reprise le lendemain sous la forme d'un communiqué, M. Pierre-Alain Schnegg a tenu à affirmer la détermination de l'organe dirigeant de HJB SA à refuser d'entrer dans une démarche de vote communautaire. Une telle procédure ayant été acceptée par le Grand Conseil sur proposition du Conseil-exécutif du canton de Berne, la question se pose de savoir si la déclaration de M. Schnegg était adéquate. D'où les interrogations suivantes.

1. Comment le gouvernement et la Direction de la santé publique jugent-ils les déclarations du président de HJB SA et l'immixtion du Conseil d'administration de HJB SA sur le terrain politique ?
2. Le directeur de la santé publique a affirmé que l'avenir d'un hôpital dépend avant tout de la qualité des soins qu'il prodigue et de la fidélité de sa clientèle. Compte tenu du fort pourcentage de patients jurassiens hospitalisés à Moutier et à Saint-Imier, la déclaration du président de HJB SA ne risque-t-elle pas d'avoir des conséquences commerciales préjudiciables et de porter atteinte à la relation de confiance entre l'hôpital et ses patients jurassiens ?
3. Les patients jurassiens peuvent-ils considérer qu'ils sont toujours les bienvenus à Moutier et à Saint-Imier, qu'ils y seront toujours pris en charge dans les meilleures conditions malgré les déclarations antijurassiennes du président de HJB SA ?
4. Selon certaines rumeurs, les chiffres présentés par le Conseil d'administration de HJB SA sont contestés par l'administration cantonale bernoise elle-même. Le Conseil-exécutif peut-il confirmer que ces rumeurs sont infondées ?
5. Le directeur de la santé publique a affirmé devant la Députation du Jura bernois qu'il n'admettrait jamais que HJB SA soit instrumentalisé à des fins politiques. Quelles mesures seront entreprises dans ce sens, notamment auprès du Conseil d'administration d'HJB SA ?

Réponse du Conseil-exécutif

Les centres hospitaliers régionaux, à qui il revient de fournir des soins de base complets à l'ensemble de la population de leur région, jouent un rôle majeur dans le système de santé. Depuis 2007, ce sont des sociétés anonymes privées dont le canton de Berne détient la majorité et dont le conseil d'administration assume la direction suprême. Leurs droits et devoirs sont régis par le Code suisse des obligations.

Les membres des conseils d'administration sont notamment tenus de veiller à la défense des intérêts de l'entreprise et de la représenter à l'extérieur. Ils doivent répondre à des exigences élevées et correspondre au profil défini par le canton dans la stratégie de propriétaire. Les personnes aptes travaillent en général avec succès dans d'autres domaines et disposent d'un très large carnet d'adresses. Cela peut donc donner naissance à des conflits d'intérêts, provisoirement ou durablement.

En qualité de propriétaire, le canton de Berne a, sur recommandation du Contrôle des finances, émis les consignes ci-dessous :

- Les conflits d'intérêts sont à déclarer ouvertement au sein du conseil d'administration. Il convient de se récuser dans les affaires concernées.
- Les conflits d'intérêts sont recensés au moment de la nomination au conseil d'administration (formulaire du canton).
- Les liens d'intérêts sont relevés régulièrement avant les nominations ordinaires.
- Un code de conduite pour les administrateurs et administratrices est en voie d'être instauré.

Ces mesures ont pour objectif de rendre les membres des conseils d'administration conscients de leur rôle et de leur responsabilité. Cependant, il ne peut être exclu que certaines personnes aux casquettes multiples ne mélangent leurs fonctions, que ce soit intentionnel ou pas. Dans ce cas, il faut évaluer la situation et prendre les mesures requises le cas échéant.

Voici les réponses du Conseil-exécutif aux questions posées par l'auteur de l'interpellation :

1. Un membre de conseil d'administration représente l'entreprise à l'extérieur. Les limites entre la défense des intérêts de l'entreprise et les déclarations politiques sont floues. Dans certaines situations cependant, les intérêts de l'entreprise sont défendus par les activités politiques. Cela n'est pas le cas dans l'événement décrit dans l'interpellation.
2. Le bassin de clientèle de l'HJB SA dépasse les frontières cantonales. Celles-ci ne représentent plus un obstacle depuis le libre choix de l'hôpital introduit par la révision de la LAMal. La qualité des soins et la fidélité de la clientèle sont en effet déterminantes pour le succès d'un établissement. L'HJB SA devrait communiquer en tenant compte de tous ses principaux groupes cibles, sans polariser sur les sujets sensibles.
3. Le conseil d'administration n'est pas impliqué directement dans la fourniture des soins : il définit l'orientation de l'activité de l'HJB SA pour le bien de tous les patients et patientes, dans le respect de l'obligation d'admission.
4. Le Conseil-exécutif ne se prononce pas sur les rumeurs.

5. Exprimer des opinions politiques à une occasion n'implique pas nécessairement une tentative d'instrumentalisation de l'affaire à des fins politiques.

Affaire 2013.1415

N° de l'intervention: 288-2013
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 30.10.2013
 Déposée par: Steiner-Brütsch (Langenthal, PEV)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 526/2014 du 30 avril 2014
 Direction: Direction de l'économie publique

De la patente de chasse à la réserve de chasse

Deux systèmes de chasse cohabitent en Suisse : la réserve de chasse et la patente. Chaque canton a son système, le canton de Berne a pour sa part opté pour la patente. La chasse est autorisée sur le territoire dans sa totalité, à l'exception des districts francs fédéraux et cantonaux. Les chasseurs doivent acquérir une patente auprès du canton contre un émolument. Par patente, un nombre déterminé d'animaux peuvent être tirés pendant la période de chasse, qui dure quelques semaines en automne.

Dans l'autre système, les communes cèdent par voie contractuelle le droit de chasse à bail à un groupe de chasseurs (société de chasse) pour une période déterminée (le plus souvent huit ans). A la fin de la saison, les chasseurs doivent annoncer au canton quels animaux ils ont abattu et combien. Le nombre d'animaux abattus joue un rôle pour le fermage. Différents cantons voisins (Lucerne, Soleure, Argovie) pratiquent ce système de la réserve de chasse.

C'est lors de la révision totale de la loi sur la chasse et la protection de la faune sauvage (LCh ; RSB 922.11), en 2002, que la question du système de chasse a été discutée la dernière fois. A l'époque, l'idée d'un changement de système a été abandonnée, alors que cela aurait pu valoir un allègement aux finances cantonales.

Le potentiel d'économies dans ce domaine a d'ailleurs été abordé dans le rapport d'analyse concernant le « Dialogue sur les prestations du canton de Berne » du 26 mars 2007, en ces termes : « L'organisation et la chasse à proprement parler peuvent être déléguées à des organisations ; cela peut aller jusqu'à l'adoption d'un système de réserves de chasse dans lequel l'Etat délègue à des particuliers un grand nombre de tâches et de responsabilités, ce qui peut être financièrement très intéressant pour le canton [trad.] ».

Ainsi, le système des réserves de chasse présente des avantages certains, notamment du point de vue financier :

- Les chasseurs et chasseuses bénéficieraient d'un degré élevé d'autonomie et de responsabilité.
- Les périodes de chasse seraient plus longues.
- La gestion de la chasse serait moins coûteuse.
- Les chasseurs et chasseuses s'identifieraient davantage avec le terrain de chasse et la faune qui y vit.
- La planification de la chasse, le contrôle de la mise en œuvre et la surveillance passeraient du canton à la société de chasse qui prendrait la réserve en fermage.

Dès lors, dans la situation financière qui est actuellement celle du canton de Berne, je me permets de poser les questions suivantes :

1. Que penserait le Conseil-exécutif d'un changement de système de chasse ?
2. Quelle est l'évolution des coûts et des revenus de la chasse depuis la révision totale de la LCh en 2002 ?
3. Un changement de système pour celui de la réserve de chasse permettrait-il de faire des économies, et de quel ordre seraient-elles le cas échéant ?

Réponse du Conseil-exécutif

La régle de la chasse, réservée en Suisse aux cantons, donne à ceux-ci le droit exclusif de disposer de tous les mammifères et oiseaux sauvages, et de les exploiter par la chasse. Ce droit est délégué aux chasseurs et chasseuses selon deux systèmes différents, soit sous forme d'une autorisation de chasse (système de la patente), soit par l'affermage d'un territoire de chasse (système des réserves de chasse).

Les cantons montagneux préconisent en général le système de patente⁸, alors qu'on trouve le système des réserves de chasse dans les cantons de plaine. Chacun des deux systèmes présente des avantages et des inconvénients pour les chasseurs, mais aussi pour les administrations cantonales qui doivent assurer l'exécution du droit fédéral.

Le système des réserves présente divers avantages, notamment le degré élevé d'autonomie et de responsabilité des chasseurs ainsi que des périodes de chasse plus longues. Les désavantages sont un terrain de chasse fortement restreint avec le risque d'une offre de chasse réduite, le fait que le gibier tué soit la propriété de la société de chasse, la nécessité – pour avoir simplement le droit de chasser – de connaître et d'être admis dans une société de chasse, les charges en partie élevées que doivent assumer les chasseurs pour l'élimination du gibier tombé ou la prévention des dégâts causés par le gibier, et enfin les possibilités limitées de mettre en œuvre la protection de la faune sauvage.

Le système de patente, en revanche, offre la liberté de mouvement ainsi que des possibilités de chasse très variées à toute personne remplissant les conditions exigées. Ce système nécessite en contrepartie une gestion, une coordination et un contrôle étatiques plus conséquents.

Le passage du système de la patente à celui des réserves de chasse entraînerait une diminution des coûts de l'administration de la chasse, mais aussi une réduction des prestations. Pour des espèces ayant besoin de beaucoup d'espace (p.ex. lynx ou loup), la gestion de la faune sauvage est plus difficile et coûteuse dans le système des réserves, ce qui peut entraîner une aggravation des dégâts causés par le gibier dans la forêt et les terres agricoles. Le canton de Berne serait particulièrement touché en raison de sa taille, de la diversité de ses paysages et de son espace alpin. En outre, certaines régions pourraient ne pas être affermées en raison du manque d'attractivité de leurs réserves, et ne bénéficieraient donc plus d'aucune prestation.

⁸ AI, AR, BE, FR, GL, GR, JU, NE, NW, OW, SZ, TI, UR, VD, VS et ZG

Compte tenu de ce qui précède, il est compréhensible que tous les cantons essentiellement montagneux optent pour le système de patente et non pour celui des réserves de chasse. Eu égard à cette situation et aux conséquences décrites ci-dessus, il ne serait guère judicieux de changer de système uniquement pour réaliser des économies, qui ne se feraient d'ailleurs ressentir qu'à long terme, la création de réserves entraînant des coûts supplémentaires pendant la phase de transition.

Le Conseil-exécutif répond comme suit aux questions de l'interpellation:

Question 1

Etant donné les divers avantages et inconvénients des systèmes de chasse, ceux-ci ont fait l'objet de nombreuses discussions en 2001, lors de la révision complète de la législation sur la chasse. Après un examen approfondi, le Grand Conseil a maintenu le système de la patente.

Avec ses structures traditionnelles, ce système a fait ses preuves dans le canton de Berne pendant des décennies et la population y est attachée. La situation n'ayant pas évolué depuis, le Conseil-exécutif considère qu'il n'y a pas lieu actuellement de changer de système de chasse dans le canton de Berne.

Question 2

Les coûts complets (y. c. les coûts transversaux) du produit Economie de la chasse ont augmenté régulièrement depuis 2002 pour passer d'environ 3,7 millions de francs à environ 4,4 millions de francs. La révision complète de la législation en 2002 a été suivie par une diminution d'environ 250 000 francs des revenus qui ont reculé jusqu'à environ 2,5 millions de francs. Ce niveau est resté constant depuis lors.

Question 3

L'analyse détaillée du système de chasse réalisée dans le canton de Berne en 2001 lors de la révision complète de la législation sur la chasse faisant état d'économies potentielles en matière de coûts du personnel à hauteur d'1,5 million de francs, on pourrait compter aujourd'hui avec une épargne potentielle de 2 millions de francs environ dans ce domaine. Cette épargne serait contrebalancée par une baisse durable des recettes et par des coûts de restructuration (passage du système de la patente à celui des réserves avec une nouvelle législation, répartition, estimation et attribution des réserves, nouvelle répartition des tâches selon la LChP, suppression de postes, plans sociaux etc.) étalés sur plusieurs années et d'un montant inconnu.

Affaire 2013.1509

N° de l'intervention:	311-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	18.11.2013
Déposée par:	Moser (Landiswil, UDC) (porte-parole) Kummer (Berthoud, UDC)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	596/2014 du 7 mai 2014
Direction:	Direction de l'économie publique

Interdiction de la consommation du gibier tué sur la route

Lorsqu'un chevreuil ou un cerf est renversé par une automobile, c'est désormais la police et non plus le garde-faune qui doit être avertie. Compte tenu de la modification de la législation fédérale, le canton interdit en outre la consommation des animaux tués sur la route. Pourtant, les bases légales laissent une certaine marge d'interprétation : lorsque l'animal est blessé seulement et qu'il est ensuite abattu par un garde-chasse, on connaît alors la date de sa mort et la viande de l'animal peut être consommée. Le canton invoque la nécessité de faire des économies pour justifier l'interdiction.

A une époque où on est de plus en plus attentif au gaspillage, il est choquant de devoir jeter de la viande de bonne qualité. Quant aux raisons invoquées, elles laissent rêveur. Dans ces conditions, je prie le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :

1. Quel est précisément le potentiel d'économies et comment a-t-il été calculé ? A-t-on inclus tous les frais de la police ainsi que le coût de l'élimination et les recettes générées par la valorisation ?
2. Comment expliquer que les autres cantons continuent d'autoriser la consommation des animaux tués sur la route ?
3. Le Conseil-exécutif pense-t-il que détruire de la viande consommable et même de bonne qualité soit compatible avec la lutte contre le gaspillage ?
4. Est-il disposé à réexaminer la question du point de vue du coût et de l'utilité ?

Réponse du Conseil-exécutif

Pour des raisons de sécurité alimentaire, le gibier tué lors de collisions ne peut pas être consommé. L'ordonnance fédérale du 23 novembre 2005 concernant l'hygiène lors de l'abattage d'animaux (OHyAb, annexe 7, chiffre 3; RS 817.190.1) règle comme suit la consommation d'animaux tués lors de collisions: «La carcasse entière est impropre à la consommation lorsque l'on constate des signes indiquant que l'animal a péri indépendamment de la chasse». Le gibier tué sur la route ne peut par conséquent pas être consommé.

Si un animal renversé est achevé par balle, il peut toutefois être consommé. Dans le canton de Berne, environ 1850 collisions avec des chevreuils surviennent chaque année. Très peu de ces animaux sont achevés par balle et le cas échéant, ils ne fournissent souvent que très peu de viande consommable.

Afin d'alléger la charge de travail des gardes-faune, tout en leur permettant de planifier leurs horaires et de bénéficier de périodes de repos nocturne réglementées, la police cantonale intervient depuis le 1^{er} juillet 2013 lors de collisions avec des animaux sauvages. Il n'est plus fait appel aux gardes-faune durant la nuit que dans les cas d'urgence relevant de la police de la chasse. Or, sans la présence des gardes-faune, les animaux blessés et achevés par balle ne peuvent plus être déclarés propres à la consommation.

Le Conseil-exécutif répond comme suit aux quatre questions posées dans l'interpellation:

Question 1:

Le fait que les gardes-faune n'interviennent plus de nuit lors de collisions avec des animaux sauvages permet d'économiser environ 5000 heures de travail annuelles, ce qui correspond à un montant d'environ 350 000 francs par an. Il est encore trop tôt pour estimer les frais supplémentaires incombant à la police cantonale. Globalement on peut s'attendre à des économies – malgré les pertes dues au fait que la viande des animaux renversés sur la route ne puisse pas être consommée.

Question 2:

Tous les cantons doivent respecter les prescriptions de l'ordonnance fédérale concernant l'hygiène lors de l'abattage d'animaux (OHyAb). Comme mentionné précédemment, seule une très petite partie des animaux sauvages victimes de collisions est achevée par balle et pourrait encore être consommée.

Question 3:

Le Conseil-exécutif partage globalement l'avis de l'auteur de l'interpellation, selon lequel la viande de bonne qualité devrait pouvoir être consommée. Mais le gibier tué lors de collisions ne représente que de faibles quantités de viande propre à la consommation et encore moins de bonne qualité.

Question 4:

Depuis le 1^{er} juillet 2013 déjà, la police cantonale intervient de nuit lors d'accidents de la route impliquant des animaux sauvages. Cela diminue la charge de travail des gardes-faune et permet de planifier leurs horaires et de bénéficier de périodes de repos nocturne réglementées. Le Conseil-exécutif est dès lors d'avis que la nouvelle réglementation, qui n'a pas engendré de problèmes majeurs, a fait ses preuves.

Affaire 2013.1549

N° de l'intervention:	318-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	24.11.2013
Déposée par:	Rösti (Kandersteg, UDC)
	(porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence refusée:	le 23.01.2014
N° d'ACE:	593/2014 du 7 mai 2014
Direction:	Direction de l'économie publique

Réorganisation des services de garde-faune

La Direction de l'économie publique du canton de Berne a formé le projet de réorganiser les arrondissements de surveillance des gardes-faune. Un niveau de direction supplémentaire entre l'Inspection de la chasse et les gardes-faune permettra de réduire l'éventail de subordination de l'inspecteur de la chasse. Dans le même temps, il est question d'alléger le cahier des charges des gardes-faune dans le domaine du gibier tombé. Le Conseil-exécutif est dès lors prié de répondre aux questions suivantes :

1. Comment se présente en détail la réorganisation du corps de gardes-chasse ? Comment seront structurés les

arrondissements et les opérations ? Certaines tâches risquent-elles d'être abandonnées ou transférées ?

2. Quels objectifs la réorganisation doit-elle permettre d'atteindre quant à la portée des tâches des gardes-faune et de l'évolution des coûts ? Cette réorganisation est-elle induite par d'autres objectifs ?
3. La réorganisation entraînera-t-elle la création de postes supplémentaires ?
 - Dans l'affirmative, comment les effectifs chargés des tâches des gardes-faune et du soutien de la direction évolueront-ils ces quatre prochaines années ?
 - Dans la négative, comment la réorganisation permettra-t-elle de garantir que les tâches importantes qui sont celles des gardes-faune sur le terrain continuent d'être accomplies en temps utile et de manière efficace ?
4. Comment l'Association suisse des gardes-faunes, qui est directement concernée, prend-elle part à la réorganisation ? Approuve-t-elle la réorganisation, émet-elle des réserves ou propose-t-elle des solutions de rechange ?
5. Comment le domaine du gibier tombé (recherche, élimination) sera-t-il organisé ? Est-il vrai que la Police cantonale sera désormais en charge de ce domaine ? Dans l'affirmative, sera-t-on alors en mesure de garantir que le gibier tombé sera recherché et qu'on lui épargnera la fin misérable que ce serait de succomber à ses blessures ? Quelles sont les ressources à la disposition de la Police cantonale ?

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1

La réorganisation du corps des gardes-faune de l'Inspection de la chasse est effective depuis le 1^{er} janvier 2014. Auparavant, les gardes-faune étaient répartis en 33 arrondissements de surveillance dont chacun était placé sous la responsabilité d'un garde-faune. Les arrondissements de surveillance sont désormais regroupés en trois régions, chacune d'entre elles étant dirigée par un chef d'intervention. Les chefs d'intervention, directement subordonnés à l'inspecteur de la chasse, dirigent les gardes-faune de leur région sur le plan technique, organisationnel, financier et personnel.

Comme par le passé, les tâches planifiables sont réparties en fonction de la connaissance des lieux et des relations des gardes-faune. Les tâches conditionnées par les événements sont dorénavant coordonnées dans chacune des trois régions. Le nouveau schéma d'intervention permet de prendre des décisions et de traiter les informations rapidement, et garantit une collaboration efficace.

Le public a été informé de la réorganisation le 16 décembre 2013.

Question 2

Jusqu'à présent, les gardes-faune devaient être atteignables 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, avec pour conséquence une accumulation des heures supplémentaires et des jours de vacances non prises. Il fallait remédier à cette situation intolérable à long terme. Par ailleurs, les résultats de l'EOS 2014 ont entraîné des coupes dans le budget de l'Inspection de la chasse (CHF 0,42 million en 2014, 0,84 million en 2015 et 1,05 million à partir de 2016). Elles se

traduisent par une réduction des effectifs (5 postes de gardes-faune et baisse du taux d'occupation de certains collaborateurs spécialisés du service interne) à laquelle il a été procédé dans le respect des impératifs sociaux. Les gardes-faune continueront à assumer leurs tâches avec efficacité.

Question 3

Comme mentionné précédemment, la réorganisation conduit à une diminution des effectifs et, partant, à des économies. Les tâches conditionnées par les événements sont dorénavant assumées conjointement dans chacune des régions, l'organisation en incombant aux chefs d'intervention respectifs.

Question 4

L'Association suisse des gardes-faune a été constamment tenue au courant du processus de réorganisation. Des gardes-faune de toutes les régions ont participé à l'élaboration du futur modèle d'organisation dans le cadre d'un atelier. Finalement, le modèle des régions a été choisi parmi plusieurs variantes possibles comme étant le plus prometteur.

Question 5

Depuis le 1^{er} juillet 2013, la police intervient en cas de collision avec un animal sauvage survenue durant la nuit. Il n'est plus fait appel aux gardes-faune que dans les cas d'urgence relevant de la police de la chasse.

Les animaux sauvages morts durant la nuit sont acheminés vers un centre collecteur de cadavres par la patrouille automobile (PA) de la police cantonale. Lorsque les circonstances de l'incident ne le permettent pas, entre autres, en cas d'équipement inadéquat ou de mission plus urgente, la police cantonale requiert l'intervention d'autres services (Office des ponts et chaussées ou commune). Les animaux sauvages blessés se trouvant sur le lieu de la collision sont achevés d'une balle par la PA et enlevés pour être éliminés. Les membres de la police cantonale disposent en principe de la formation adéquate mais si l'un de leurs représentants devait se sentir dépassé par la situation, en raison de sa formation ou de son équipement, il peut recourir au garde-faune de service.

Il n'y a pas de changement en ce qui concerne la recherche d'animaux blessés ne se trouvant plus sur le lieu de la collision, si ce n'est que ce lieu sera désormais signalisé par la PA et non plus par les gardes-faune. Il sera indiqué à la centrale d'engagement régionale (CER) pour que ses collaborateurs puissent informer le garde-faune compétent le lendemain matin et que ce dernier recherche l'animal. Depuis sa mise en œuvre le 1^{er} juillet 2013, cette réglementation n'a pas soulevé de problème majeur.

Cette mesure permettra d'économiser environ 5000 heures de travail annuelles chez les gardes-faune, ce qui correspond à un montant d'environ 350 000 francs par an. Il est encore trop tôt pour estimer les frais supplémentaires incombant à la police cantonale, mais on peut globalement s'attendre à des économies.

Déposée le: 14.11.2013
 Déposée par: Imboden (Berne, Les Verts)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence refusée: le 21.11.2013
 N° d'ACE: 525/2014 du 30 avril 2014
 Direction: Direction de l'économie publique

Mesures d'accompagnement plus efficaces contre le dumping salarial!

Chaînes de sous-traitance, faux indépendants, le dumping salarial révèle les problèmes qui se posent dans la protection des conditions de travail et de salaires malgré les conventions collectives de travail. Le dernier exemple a été mis en évidence à la gare de Zurich, sur le chantier des CFF. Depuis des mois, une trentaine de Polonais et de Litoniens y travaillaient en tant que pseudo-indépendants, pour un salaire horaire pouvant varier entre 5 et 11 Euros de l'heure. Depuis 2004, pourtant, les mesures d'accompagnement ont pour but d'imposer les conditions de travail et de salaire valant en Suisse et d'empêcher les sous-enchères qui peuvent se produire dans le contexte de la libre circulation des personnes. Ces mesures d'accompagnement doivent permettre notamment le contrôle du respect des conditions minimales et usuelles sur les lieux de travail.

Conjointement avec les partenaires sociaux et les cantons, le seco a présenté à mi-novembre un processus modèle, établi sur la base des mesures d'accompagnement pour le déroulement correct des contrôles du marché du travail. Ce modèle fait état des activités que les organes de mise en œuvre doivent exercer et de leur enchaînement. Le modèle est à la base de différentes formations qui auront lieu en 2014 dans les différentes régions linguistiques.

C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

1. Que fait le Conseil-exécutif pour renforcer les mesures d'accompagnement et assurer une protection efficace des conditions de travail et de salaire suisses et bernoises ?
2. Comment met-on en application le modèle de processus mis au point par le seco pour le déroulement correct des contrôles ?
3. Le Conseil-exécutif est-il prêt à formuler dans les appels d'offre de ses marchés publics des règles similaires à celles de la ville de Genève (Accord Ville de Genève-Union des associations patronales genevoises (UAPG)-Communauté collective genevoise d'action syndicale (CGAS)) pour la mise en œuvre du principe de responsabilité solidaire⁹ ?
4. Combien d'inspecteurs et inspectrices du marché du travail le canton de Berne compte-t-il par 10 000 personnes employées ?
5. Le canton de Berne est-il prêt à faire l'effort nécessaire pour réaliser le standard défini par l'Organisation internationale du travail (OIT), à savoir un inspecteur ou une inspectrice pour 10 000 personnes employées ?

Affaire 2013.1493

N° de l'intervention: 299-2013
 Type d'intervention: Interpellation

⁹ <http://www.ville-geneve.ch/espace-presse/communiqués-presse/detail-communiqués-presse/article/1380027729-accord-entre-uapg-cgas-ville-geneve-responsabilite-solidaire/>

6. Quelles conclusions les autorités bernoises compétentes tire-t-elles des faits qui se sont produits à la gare de Zurich, et comment pense-t-elles faire pour que dans le canton de Berne, les instruments de contrôle adéquats empêchent que de tels faits se produisent ?
7. Existe-t-il des statistiques annuelles sur les salaires pratiqués dans l'économie bernoise, qui permettent de suivre l'évolution des salaires dans les différentes branches ?

Réponse du Conseil-exécutif

Les modalités de mise en œuvre à l'échelon fédéral de l'initiative populaire « Contre l'immigration de masse », adoptée par le peuple le 9 février 2014, restant pour l'heure indéterminées, le Conseil-exécutif formule la présente réponse en vertu du cadre législatif national actuellement en vigueur :

1. Le canton de Berne s'investit depuis toujours pour la bonne exécution des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes. Plusieurs de ses instances se sont d'ailleurs réunies pour former le Contrôle du marché du travail Berne (CMTBE), une association constituant un appareil de contrôle efficace. Le canton de Berne est à l'heure actuelle en mesure de vérifier les documents fournis par les prestataires de services indépendants étrangers avant même leur entrée sur le territoire.¹⁰
2. Le beco Economie bernoise avait déterminé, en collaboration avec les commissions paritaires et le CMTBE, un processus d'exécution des mesures d'accompagnement avant même l'élaboration du processus modèle du SECO. Bien préparé, le canton de Berne dispose déjà d'instruments et de méthodes qui garantissent le bon déroulement des contrôles. Le processus modèle du SECO n'a par conséquent révélé aucune nécessité d'adaptation pour le canton de Berne. En revanche, ce dernier évalue régulièrement ses instruments et procède à leur ajustement si nécessaire.
3. La réglementation définie par la Ville de Genève est le fruit d'une convention tripartite passée entre l'administration, les associations patronales et les organisations de travailleurs, esquissée avant que la Confédération édicte des dispositions plus strictes en matière de responsabilité solidaire pour les sous-traitants. Dans le canton de Berne, les partenaires sociaux n'ont à ce jour engagé aucun débat dans ce domaine. Le Conseil-exécutif est toutefois prêt à participer à l'élaboration d'une convention si les partenaires sociaux la tiennent pour nécessaire malgré les nouvelles prescriptions fédérales.
4. Cette question ne peut recevoir de réponse définitive puisque ni les personnes actives ni les inspecteurs et inspectrices du marché du travail ne sont clairement définis. Le canton compte environ 380 000 personnes au bénéfice d'un contrat de travail soumis à la loi sur le tra-

vail¹¹. Le secteur Conditions de travail du beco Economie bernoise, duquel dépend la surveillance du marché du travail, dispose de 3290 pour cent de postes et le CMTBE de 840. S'y ajoutent les membres des organisations de niveau fédéral actives dans la surveillance du marché du travail. La SUVA, entre autres, contrôle les entreprises du canton de Berne qui lui sont subordonnées. En outre, d'autres organismes et des commissions paritaires sont impliquées dans le contrôle des conventions collectives de travail.

5. La Convention internationale n°81 du 11 juillet 1947 sur l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce (RS 0.822.719.1), contraignante pour la Suisse, ne prescrit pas de nombre précis pour le personnel d'inspection¹². La recommandation prévoyant un inspecteur du travail pour 10 000 travailleurs figure au chiffre 13 du document « Stratégies et pratiques pour l'inspection du travail » établi par la Commission de l'emploi et de la politique sociale en 2006¹³. Elle représente une valeur « raisonnable » d'après un document interne de l'Organisation internationale du travail (OIT) et non une prescription contraignante pour le canton de Berne. La Suisse et le canton de Berne assurant efficacement leurs missions en matière de surveillance du marché du travail, aucune action n'est requise en la matière aux yeux du Conseil-exécutif.
6. Les organisations citées au chiffre 2 entretiennent un échange d'expériences au niveau national et analysent les incidents notables survenus dans les autres cantons. Avec les mesures supplémentaires prescrites au niveau fédéral (lutte contre l'indépendance fictive et la responsabilité solidaire pour les sous-traitants), les cantons disposent d'instruments meilleurs. Toutefois, ces derniers ne suffisent pas à empêcher certaines entreprises de contrevenir aux prescriptions ou de pratiquer le dumping salarial.
7. Le canton ne tient pas de statistique sur les salaires. Il se réfère aux résultats présentés par grandes régions dans l'Enquête suisse sur la structure des salaires (ESS) réalisée par l'Office fédéral de la statistique. L'ESS se fonde sur une enquête biennale par échantillonnage. Les résultats pour 2012 seront publiés au second trimestre 2014. Sur mandat du beco, les échantillons examinés dans le canton de Berne pour l'ESS 2010 ont été consolidés afin de pouvoir en tirer des conclusions au niveau cantonal. Il en est clairement ressorti que les données pour le canton de Berne diffèrent très peu de celles établies pour la grande région Espace Mittelland.

¹⁰ Dans le cadre d'application de l'obligation de fournir la documentation faite aux indépendants par la Confédération depuis 2013, cf. www.seco.admin.ch => Libre-circulation des personnes CH-UE et mesures d'accompagnement

¹¹ Loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (loi sur le travail, LTr; RS 822.11)

¹² « Le nombre des inspecteurs du travail sera suffisant pour permettre d'assurer l'exercice efficace des fonctions du service d'inspection » (art. 10, al. 1).

¹³ Version en ligne : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/relconf/documents/meetingdocument/wcms_qb_297_esp_3_fr.pdf

Affaire 2013.1548

N° de l'intervention: 319-2013
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 25.11.2013
 Déposée par: Hügli (Biel/Bienne, PS)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 597/2014 du 7 mai 2014
 Direction: Direction de l'économie publique

Salaire minimum et bas salaires dans le canton de Berne

En Suisse, seuls 40 pour cent des travailleurs et travailleuses ont la protection d'un salaire minimum. Il y a trop peu de conventions collectives de travail qui définissent la limite inférieure des salaires. Le résultat, c'est que dans notre pays si riche, 335 000 personnes gagnent moins de 22 francs de l'heure et leur salaire mensuel n'atteint donc pas 4 000 francs. Un tiers des personnes travaillant pour un bas salaire ont accompli un apprentissage, quatre sur cinq ont plus de 25 ans. Les femmes sont trois fois plus nombreuses que les hommes dans la catégorie des bas salaires.

Un salaire minimum obligatoire offre la meilleure protection contre le dumping salarial. Quiconque travaille à plein temps dans ce pays doit pouvoir vivre de son salaire. C'est pourquoi l'Union syndicale suisse a lancé l'initiative sur le salaire minimum qui a été déposée en janvier 2012 munie de 111 000 signatures valables. La votation aura lieu l'année prochaine.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le canton de Berne tient-il une statistique des bas salaires dans le canton ?
2. Si oui, comment les bas salaires se répartissent-ils par classe d'âge, par sexe, par type de formation, par branche et par niveau de salaire ?
3. Quelles recettes fiscales supplémentaires le canton de Berne pourrait-il escompter si personne ne gagnait moins de 22 francs de l'heure, donc si un salaire minimum était introduit ?
4. Le canton de Berne fait-il en sorte de garantir qu'aucun marché ne soit adjugé à une entreprise qui ne paie pas au minimum un salaire horaire de 22 francs ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ?
5. Quelles mesures le canton de Berne prend-il pour empêcher le dumping salarial ? Quel est le nombre des contrôles menés ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif répond comme suit aux questions de l'interpellation :

1. Le canton ne tient aucune statistique des bas salaires. Concernant les salaires en général, il se réfère à l'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS) de l'Office fédéral de la statistique dont les résultats

sont publiés à l'échelle des grandes régions. L'ESS se base sur un sondage biennal. Les premiers résultats de l'ESS 2012 ont été publiés en avril 2014. Sur demande du beco, l'échantillon bernois a été densifié dans le cadre de l'ESS 2010 pour qu'il soit possible d'en tirer des conclusions au niveau cantonal. L'opération a clairement montré que les données bernoises ne différaient pas beaucoup de celles de l'Espace Mittelland. C'est pourquoi le canton de Berne a renoncé à densifier l'échantillon de l'ESS 2012.

2. L'ESS et les études sur les bas salaires en Suisse publiées par l'Office fédéral de la statistique appellent les constats suivants :

Branches : en Suisse, environ la moitié des bas salaires se répartissent entre le commerce de détail, la restauration, l'hôtellerie/la parahôtellerie, la gestion des bâtiments et l'aménagement des espaces verts. Etant donné que les salaires médians¹⁴ relevés dans les branches concernées sont similaires dans l'Espace Mittelland, dans le canton de Berne et en Suisse, les branches susmentionnées regroupent probablement une grande partie des postes à bas salaire dans le canton de Berne également. Dans ces branches, la part des salaires inférieurs à 4000 francs est supérieure à la moyenne, comme le montre le tableau ci-dessous. Selon l'Office fédéral de la statistique, 10 pour cent des salaires (toutes branches économiques confondues) sont considérés comme bas.

Branche économique	Part de bas salaires ¹⁵
Commerce de détail	env. 20%
Restauration	env. 37%
Hôtellerie/parahôtellerie	env. 38%
Fourniture d'autres prestations, en majorité personnelles ¹⁶	env. 52%

Genre : à l'échelle suisse, environ deux tiers des personnes touchant un bas salaire sont des femmes. Cette proportion devrait également valoir pour le canton de Berne.

Formation : il est exact que plus d'un tiers des personnes touchant un bas salaire ont accompli un apprentissage. Si la part des bas salaires est inférieure à la moyenne dans la catégorie des titulaires de CFC (env. 10%), elle grimpe à un tiers environ chez les personnes n'ayant achevé aucune formation professionnelle.

Sur la base des données actuelles, aucun constat ne peut être formulé concernant la répartition des bas salaires par classe d'âge et niveau salarial.

3. Il est impossible de chiffrer la répercussion que l'introduction d'un salaire minimum aurait sur les recettes fiscales : d'une part, les déclarations d'impôt ne mentionnent aucune information sur le taux d'occupation, si bien que les revenus des contribuables ne peuvent être convertis en salaires horaires ; d'autre part, le salaire minimum n'est pas seulement synonyme de recettes sup-

¹⁴ La moitié des salaires se situe au-dessus du salaire médian, et l'autre moitié au-dessous.

¹⁵ ESS 2012, état au 28 avril 2014

¹⁶ Comprend notamment les prestations fournies par les laveries, entreprises de nettoyages à sec, instituts de beauté, salons de coiffure et crématoires

plémentaires, mais également de charges salariales accrues (et donc de baisse de recettes). Enfin, il est difficile de dire si des postes seraient délocalisés.

4. Le canton de Berne passe surtout des marchés publics pour des travaux de construction ou des prestations spécialisées. Dans ces domaines, les salaires sont supérieurs à 22 francs par heure. De plus, les entreprises sont tenues de respecter les conventions collectives de travail, c'est-à-dire de verser des salaires usuels pour le lieu et la branche et de déclarer spontanément le montant de ces derniers.
5. Le canton de Berne applique les dispositions de la loi sur les travailleurs détachés et de la loi sur le travail au noir. Il a confié le contrôle sur le terrain à l'association tripartite Contrôle du marché du travail Berne (CMTBE). Cette dernière mène 3 800 contrôles par année¹⁷.

Affaire 2013.1373

N° de l'intervention: 286-2013
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 17.10.2013
 Déposée par: Steiner-Brütsch (Langenthal, PEV) (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 429/2014 du 2 avril 2014
 Direction: Direction de l'instruction publique

L'Office de l'enseignement supérieur est-il encore nécessaire?

L'Office de l'enseignement supérieur (OENS) de la Direction de l'instruction publique est responsable des tâches déléguées au canton dans le domaine de la formation universitaire, de la formation en haute école spécialisée et de la formation des enseignants et des enseignantes. Il exerce la surveillance sur l'Université de Berne, la Haute école spécialisée bernoise et la Haute école pédagogique germanophone et assure le controlling des hautes écoles.

Il exerce en outre des tâches de surveillance et de pilotage des hautes écoles de Suisse romande et des hautes écoles communes aux cantons de Berne, de Neuchâtel et du Jura dans le cadre des conventions intercantionales. Les différentes politiques de la formation et les bases légales sont élaborées et mises en application avec la collaboration des hautes écoles. Enfin, l'office propose conseils et coaching aux étudiants et étudiantes ainsi qu'au corps enseignant des hautes écoles.

La révision partielle de la loi sur l'Université que le Grand Conseil a adoptée en juin 2010 a modifié les conditions générales dans lesquelles s'inscrit l'activité des hautes écoles bernoises : d'une part, leur autonomie a été renforcée dans les domaines du pilotage et du financement, de la législation ainsi que de l'organisation et des ressources

humaines. D'autre part, le pilotage par le canton a été réaménagé pour gagner en efficacité et en adéquation.

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Dans quelle mesure l'OENS est-il encore nécessaire depuis la révision de la loi sur l'Université ?
2. Comment les coûts et les ressources humaines de l'OENS ont-ils évolué depuis la révision ?
3. Le gain d'efficacité dans le pilotage des hautes écoles promis par la révision s'est-il concrétisé ? Dans quelle mesure ?
4. Quelles mesures a-t-on prises pour accroître encore l'efficacité du pilotage des hautes écoles ?
5. Quel serait le potentiel d'économies d'une fusion de l'OENS et de l'Office de l'enseignement secondaire du 2^e degré et de la formation professionnelle ?
6. Que pense le Conseil-exécutif d'un regroupement sous un même toit de la surveillance et du controlling de toutes les participations, entreprises et institutions cantonales (p. ex. dans un Office des participations) ?
7. Quel en serait le potentiel d'économies et de synergies ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif répond comme suit aux questions posées :

1.
 La révision de la législation sur l'Université ainsi que les modifications indirectes de la loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées et de la loi sur la Haute école pédagogique germanophone de Berne (PHBern) ont notamment permis d'affirmer l'autonomie des hautes écoles en matière de gestion des ressources humaines et des finances. A l'avenir, ces dernières pourront ainsi réagir rapidement et de manière ciblée aux changements dynamiques opérés dans les domaines de l'enseignement et de la recherche. Ce gain d'autonomie s'est accompagné d'une suppression de tâches administratives et de processus décisionnels, aux niveaux des hautes écoles, à celui du Conseil-exécutif et même, dans certains cas, au niveau du Grand Conseil. En revanche, le controlling mené par le canton porte davantage sur les aspects liés à la politique des hautes écoles et sur la mise en œuvre des conventions de prestations conclues avec les hautes écoles. La Direction de l'instruction publique est toujours chargée des tâches légales concernant le domaine des hautes écoles et des tâches de coordination intercantionale ayant trait à la politique des hautes écoles. Même après le renforcement de l'autonomie des hautes écoles, les tâches du canton revêtent une grande importance, ne serait-ce qu'en raison des contributions financières versées aux cinq hautes écoles dont il a la charge. Enfin, l'allègement de la charge de travail engendrée par le gain d'autonomie accordé aux hautes écoles a déjà donné lieu à une réduction d'un cinquième du personnel administratif (cf. question 2).

2.
 Dans le cadre du projet portant sur la mise en œuvre du système de subventionnement dans les hautes écoles bernoises, l'OENS avait déjà entrepris la restructuration des domaines d'autonomie visés par la révision législative, avant que le Grand Conseil adopte la révision partielle de la

¹⁷ Le bco Economie bernoise publie chaque année un rapport détaillé à ce sujet : « Situation sur le marché du travail », disponible sur le site www.be.ch/beco => Publications => Travail

loi sur l'Université. L'analyse que l'office a effectuée a porté sur les domaines de la direction et du pilotage, des finances, du personnel et de l'infrastructure. S'agissant de la direction et du pilotage, il a notamment examiné et redéfini les tâches et processus relevant de la compétence de la Direction de l'instruction publique en matière de hautes écoles. Il faut relever que la PHBern, qui est chargée de la formation initiale et de la formation continue du corps enseignant, fait l'objet d'une surveillance et d'un controlling plus importants que l'Université ou la Haute école spécialisée bernoise. Au final, la restructuration des domaines d'autonomie a conduit à une réduction de près d'un cinquième des effectifs au sein des trois sections de l'OENS directement concernées et de l'état-major, ce qui correspond à une suppression de 2,7 EPT. Le potentiel d'économies défini pour l'OENS a ainsi été entièrement réalisé le 1^{er} janvier 2014. Les dépenses engagées en 2014 par le canton pour l'enseignement supérieur s'élèvent à 557,5 millions de francs, dont 2,2 millions (soit 0,4 % des coûts) reviennent à l'administration de ce budget et aux tâches de l'OENS y afférentes.

3 et 4.

Comme expliqué plus haut, le gain d'autonomie accordé aux hautes écoles a permis de décharger les autorités et l'administration. A cet égard, nous pouvons citer en exemple le fait que le Conseil-exécutif a délégué à la direction de l'Université les compétences en matière de nomination des professeurs et professeures ordinaires. En outre, depuis le 1^{er} janvier 2014, le Conseil-exécutif n'est plus compétent pour accorder des autorisations de dépenses aux hautes écoles, à l'exception des autorisations portant sur les subventions cantonales. De par la suppression des groupes de produits Formation universitaire, Formation en haute école et Formation du corps enseignant, l'Université, la Haute école spécialisée bernoise et la Haute école pédagogique ne doivent plus, depuis le 1^{er} janvier 2014, présenter leurs comptes à l'OENS.

5.

Le pilotage des hautes écoles est extrêmement différent du pilotage des écoles moyennes et des écoles professionnelles, car il doit tenir compte de la collaboration et de la coordination intercantionales. Une fusion de l'OENS et de l'Office de l'enseignement secondaire du 2^e degré et de la formation professionnelle (OSP) impliquerait donc la création d'une section Hautes écoles au sein de l'OSP, qui compterait au moins les ressources existant actuellement à l'OENS. En outre, les voies décisionnelles deviendraient plus complexes, ce qui compliquerait les tâches de soutien aux fonctions de direction en matière de politique des hautes écoles. Par ailleurs, une telle mesure ne permettrait pas de faire des économies supplémentaires, car il n'existe aucun doublon entre les deux offices, s'agissant du pilotage des hautes écoles (tertiaire A) et du pilotage de la formation professionnelle supérieure (tertiaire B)

6.

La mission publique des hautes écoles et la question du pilotage politique se distinguent considérablement de la participation du canton à des sociétés anonymes ou à d'autres institutions de droit public ou privé. Dans le cadre du projet « Relations entre le canton et ses entreprises publiques et semi-publiques » (RCE), le Conseil-exécutif a

déjà examiné la question d'un regroupement de toutes les participations du canton dans un centre de compétences en la matière. Il s'est avéré que la proximité entre la direction compétente et les entreprises et institutions cantonales offrait les meilleures conditions pour un pilotage et une intervention efficaces de la part du canton. Sur la base de ces résultats, le Conseil-exécutif a établi et confirmé, dans le cadre de la Stratégie générale de surveillance et de controlling des participations, entreprises et institutions cantonales du 3 mars 2010, que le suivi des participations était assuré de manière décentralisée par les Directions compétentes. Toutefois, selon cette stratégie, la Direction des finances est le point de contact et l'instance de coordination pour les questions ayant trait à la surveillance et au controlling des participations, entreprises et institutions cantonales. Par ailleurs, elle est assistée dans sa fonction de coordination par le groupe de travail RCE. Du point de vue du Conseil-exécutif, cette répartition des tâches au sein du canton a fait ses preuves.

7.

Dans le rapport « Examen des principes RCE : Rapport sur le controlling des participations dans le canton de Berne » du 24 octobre 2007, présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil, il a notamment été expliqué que la création d'un centre de compétences, qui n'aurait pas la proximité matérielle nécessaire, n'apporterait pas de synergies et de potentiels d'économie. Un tel service centralisé devrait en effet être doté de ressources en personnel adéquates, qu'il ne serait guère possible de compenser en transférant une partie des activités des personnes assumant actuellement les tâches correspondantes dans la Direction compétente.

Affaire 2013.1505

N° de l'intervention:	308-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	18.11.2013
Déposée par:	Grabner (Horrenbach, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	493/2014 du 23 avril 2014
Direction:	Direction de l'instruction publique

Coûts supplémentaires pour l'introduction du plan d'études germanophone

La Direction de l'instruction publique prévoit d'introduire le nouveau plan d'études germanophone (*Lehrplan 21*) à partir du 1^{er} août 2017.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le *Lehrplan 21* prévoit des leçons supplémentaires par rapport à la grille actuelle. Quels seront les coûts supplémentaires induits par année pour le canton et pour les communes ?
2. De nouveaux moyens d'enseignement vont devoir être acquis. A quel montant la Direction de l'instruction publique évalue-t-elle les coûts par élève ? Quel sera le montant total pour les communes ? Ces nouveaux

moyens d'enseignement devront-ils être achetés d'un coup ou bien pourra-t-on échelonner les acquisitions ?

3. Malgré les promesses, le *Lehrplan 21* ne va pas tout harmoniser. Ainsi, en Suisse orientale, l'anglais est la première langue étrangère, alors que c'est le français dans le canton de Berne. Les élèves de ces cantons qui déménagent dans le canton de Berne vont devoir suivre des cours de rattrapage pour le français. Quel sera le coût pour le canton ?

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur de l'interpellation soulève la question des coûts engendrés par les leçons supplémentaires et les nouveaux moyens d'enseignement dans le cadre du nouveau plan d'études germanophone (*Lehrplan 21*).

Avec le *Lehrplan 21*, le canton de Berne satisfait aux obligations découlant des articles 61 et 62 de la Constitution fédérale et de l'adhésion au concordat HarmoS.

Le *Lehrplan 21*, élaboré par des enseignants et enseignantes et par des didacticiens et didacticiennes des hautes écoles pédagogiques, est disponible à l'état de projet depuis l'été 2013. Au second semestre 2013, les cantons et les organes intercantonaux ont eu la possibilité de prendre position sur ce projet de plan d'études. Outre la Direction de l'instruction publique du canton de Berne, de nombreux autres cantons ont reproché au *Lehrplan 21* d'être trop volumineux et trop détaillé. De plus, une majorité des cantons, et également la Direction de l'instruction publique du canton de Berne, estiment qu'il faudrait réexaminer, et éventuellement revoir à la baisse, les attentes fondamentales. La Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique de Suisse alémanique (D-EDK) évalue actuellement les résultats de cette consultation. Le *Lehrplan 21* sera ensuite remanié et devrait être transmis aux cantons fin 2014. La mise en œuvre pourra alors commencer. Etant donné que les considérations suivantes concernent la version mise en consultation, il est pour l'heure impossible de déterminer si elles pourront également s'appliquer à la version remaniée.

La Direction de l'instruction publique du canton de Berne tient à ce que les écoles disposent de suffisamment de temps pour introduire le *Lehrplan 21*. Pendant la phase d'introduction, prévue de 2015 à 2022, le *Lehrplan 21* constituera le pivot du développement de l'enseignement dans les écoles. Dans le canton de Berne, le *Lehrplan 21* entrera en vigueur le 1er août 2017 ou 2018. La Haute école pédagogique germanophone (PHBern) apportera son soutien aux écoles par le biais d'offres de formation continue. Des séances d'information régionales auront lieu dès août 2015 pour les directions d'école et dès janvier 2016 pour les enseignants et enseignantes. Durant la période d'août 2016 à juillet 2022, chaque école choisira une offre de formation continue interne à l'école ou régionale proposée par l'Institut für Weiterbildung (IWB) de la PHBern dans chacun des trois domaines disciplinaires allemand, mathématiques, Natur-Mensch-Gesellschaft et dans un domaine disciplinaire au choix. Au cours de cette période, les écoles consacreront 20 journées aux offres de formation continue et au développement de l'enseignement sur la base du plan d'études. Ces 20 journées, organisées sur place, auront lieu pour moitié

en dehors des périodes de cours et pour moitié pendant le temps d'enseignement avec suppression des leçons (sans remplacement).

Par ailleurs, la Direction de l'instruction publique apportera son soutien aux enseignants et enseignantes dans la phase d'introduction du *Lehrplan 21* en leur fournissant des moyens d'enseignement adaptés ainsi que d'autres outils de base tels que des aides à la planification. La Direction continuera de spécifier les moyens d'enseignement obligatoires et recommandés dans la liste des moyens d'enseignement qu'elle met à jour chaque année.

1. Le *Lehrplan 21* ne prévoit pas de grilles horaires, leur élaboration étant du ressort des cantons. Sur la base de la dotation en leçons des 21 cantons et des 5 plus grands cantons (AG, BE, LU, SG, ZH), des hypothèses de planification ont été élaborées dans le cadre du projet de *Lehrplan 21*. Il s'agit de recommandations relatives au nombre d'heures d'enseignement par domaine disciplinaire et par cycle. Les plans d'études élaborés pour chaque domaine disciplinaire se basent sur ces recommandations.

Il ressort d'une comparaison des hypothèses de planification avec les grilles horaires en vigueur dans le canton de Berne que c'est surtout au degré primaire, en allemand et en mathématiques que la dotation en leçons est insuffisante. Le Grand Conseil d'une part, dans le cadre de la Stratégie de la formation de 2009, et les électeurs et électrices d'autre part, lors de la votation sur le concordat HarmoS, ont été informés du besoin en leçons supplémentaires. A l'époque, la Direction de l'instruction publique avait estimé les dépenses supplémentaires à 22 millions de francs (brut).

La Direction de l'instruction publique élaborera prochainement la grille horaire en tâchant de l'harmoniser au mieux avec les hypothèses de planification. Il est encore impossible d'évaluer les coûts exacts des leçons supplémentaires puisque différentes mesures de compensation et variantes seront étudiées au moment de l'élaboration de la grille horaire. Conformément à l'article 24, alinéa 1 de la loi sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC), le canton assumera 70 pour cent des coûts supplémentaires et les communes 30 pour cent.

2. En décembre 2012, l'Interkantonale Lehrmittelzentrale (ilz) a évalué l'état des moyens d'enseignement en vue de l'introduction du *Lehrplan 21*. Elle est parvenue à la conclusion qu'il était possible de continuer à travailler avec les moyens d'enseignement existants dans les domaines disciplinaires allemand et mathématiques. Des adaptations au plan d'études auront sans doute lieu lors des nouvelles éditions.

Dans les domaines disciplinaires Natur-Mensch-Gesellschaft (particulièrement au degré secondaire I), musique, arts visuels ainsi que sport et mouvement, des remaniements plus importants sont nécessaires. Des projets de développement des moyens d'enseignement, dont les coûts sont pris en charge par les éditeurs, sont actuellement lancés. Il est encore impossible d'estimer les répercussions éventuelles sur les prix des moyens d'enseignement. Selon toute probabilité, les moyens

d'enseignement adaptés au nouveau plan d'études pourront être introduits progressivement entre 2016 et 2022.

Indépendamment de l'introduction du Lehrplan 21, la mise en place des moyens d'enseignement Passepartout (Mille feuilles, Clin d'oeil, New World) sera poursuivie dans les langues étrangères.

Selon l'article 13, alinéa 2 de la loi sur l'école obligatoire (LEO), les communes sont chargées d'acquérir les moyens didactiques. La Direction de l'instruction publique informera les communes des éventuels coûts supplémentaires aussi rapidement que possible.

3. Conformément aux dispositions générales du plan d'études de l'école obligatoire bernoise, l'inspection scolaire peut autoriser des leçons supplémentaires dans le cas d'élèves qui présentent des lacunes dans leur programme pour des raisons ne dépendant pas d'eux (p. ex. en langues étrangères pour les élèves venant de l'étranger ou de cantons avec l'anglais comme 1^{re} langue étrangère, ou après une longue maladie) sous forme de leçons de rattrapage.

Ces deux dernières années, quelque 200 leçons de rattrapage ont été autorisées chaque année à hauteur de près de 14 000 francs par an. Le canton a pris en charge 70 pour cent des coûts et les communes 30 pour cent¹⁸. A ce jour, la part des élèves ayant bénéficié de ces cours de rattrapage parce qu'ils venaient d'un canton avec un ordre d'apprentissage des langues différent n'a pas fait l'objet d'un relevé spécifique.

Affaire 2013.1563

N° de l'intervention: 328-2013
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 26.11.2013
 Déposée par: Sutter (Grosshöchstetten, PLR)
 (porte-parole)
 Siegenthaler (Rüti b.Büren, PBD)
 Bhend (Steffisbourg, PS)
 Oester (Belp, UDF)
 Müller (Bowil, UDC)
 Steiner-Brütsch (Langenthal, PEV)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 318/2014 du 30 avril 2014
 Direction: Direction de l'instruction publique

Culture: qu'est-ce que le canton de Berne peut se permettre?

Dans le contexte actuel de l'Examen des offres et des structures, il est intéressant d'avoir des réponses aux questions suivantes.

Quelles sommes ont été affectées à la culture de 2009 à 2013 ? Quels projets, objets et institutions en ont bénéficié ? Les chiffres devront être détaillés et classés par catégorie :

1. subventions d'entretien, d'exploitation, de soutien, d'investissement (garanties de déficit comprises) ;
2. dépenses pour l'acquisition et l'entretien des œuvres et des collections ;

3. sommes investies dans l'art dans la construction ;
4. prix et récompenses, concours ;
5. bourses et autres paiements aux institutions culturelles (musées et bibliothèques compris) et aux acteurs et actrices culturels ;
6. dépenses générées par le personnel du canton en charge de l'encouragement des activités culturelles ;
7. autres dépenses qui ne sont pas comprises dans l'énumération ci-dessus.

Réponse du Conseil-exécutif

Les auteurs de l'interpellation souhaitent connaître en détail quels projets et institutions du canton ont bénéficié, entre 2009 et 2013, de subventions en faveur de l'encouragement des activités culturelles financées par le compte de fonctionnement, c'est-à-dire des fonds publics.

S'agissant de ce que le canton de Berne peut se permettre en matière de culture, on constate d'une manière générale que, selon le rapport sur l'Examen des offres et des prestations (EOS 2014), les dépenses cantonales dans le domaine de la culture s'élèvent à 74 pour cent de la moyenne suisse et que les dépenses nettes par tête engagées par le canton se situent bien en dessous de la moyenne en comparaison des autres cantons.

En principe, le canton soutient, à titre subsidiaire et au moyen de subventions, un grand nombre de projets culturels touchant à tous les domaines. Pour qu'un projet puisse bénéficier d'une aide, il doit toutefois remplir certains critères. Le canton apporte également son soutien, au moyen de contributions annuelles, à des institutions culturelles actives dans tous les domaines et à des organisations culturelles ayant une portée suprarégionale, pour autant qu'elles assument une tâche importante au service de la culture dans le canton. Ces institutions et organisations doivent avoir un lien avec le canton de Berne et remplir les critères établis en matière d'encouragement cantonal des activités culturelles, tels que l'accessibilité au public, l'importance, le rayonnement, l'originalité, l'indépendance et le professionnalisme. Enfin, le canton subventionne les offres de médiation culturelle en tenant compte notamment de l'adaptation de l'offre aux besoins de groupes-cibles, de la qualité et du professionnalisme de la médiation et de la contribution à l'offre de formation.

Le montant des subventions comme la durée des versements dépendent des possibilités financières du canton, de la loi sur l'encouragement des activités culturelles, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013, et de la mise en œuvre de la Stratégie culturelle du canton qui y est liée.

Entre 2009 et 2013, les subventions en faveur de projets ont été financées soit par les fonds publics soit par le Fonds de loterie. Les sommes prélevées sur les fonds publics sont énumérées au point 1c. Depuis l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013 de la loi totalement révisée sur l'encouragement des activités culturelles, les subventions en faveur de projets sont financées par le Fonds d'encouragement des activités culturelles, qui est alimenté par des fonds cantonaux et le Fonds de loterie. Jusqu'à ce que la loi sur l'encouragement des activités culturelles soit mise en œuvre au niveau régional, les contributions allouées aux institutions culturelles dont le droit à des subventions n'est pas réglé

¹⁸ Conformément à l'article 24, alinéa 1 LPFC.

dans une ordonnance sont également financées par le Fonds d'encouragement des activités culturelles. Ces données sont présentées au point 1a.

Les subventions prélevées exclusivement sur le Fonds de loterie, les subventions de projet ayant été financées par le Fonds pour les actions culturelles (FAC) jusqu'à la fin de l'année 2012 et par le Fonds d'encouragement des activités

culturelles à partir de 2013 ainsi que les subventions de projet et d'investissement en faveur de la culture provenant du Fonds de loterie ne figurent pas dans les tableaux suivants. Ces données sont publiées en annexe aux comptes annuels du canton de Berne.

Les réponses aux questions posées sont présentées ci-après sous la forme de tableaux.

1. Subventions d'exploitation, d'entretien et de projet (garanties de déficit comprises) ;

a. Subventions d'exploitation selon le domaine culturel pour les années 2009 à 2013 (détails en annexe)

Domaine culturel	2009 CHF	2010 CHF	2011 CHF	2012 CHF	2013 ¹⁹ CHF
Arts visuels	122 000	122 000	122 000	122 000	122 000
Bibliothèques	2 195 690	2 220 242	1 970 801	2 052 606	2 051 006
Centres culturels régionaux	677 559	683 350	603 682	683 953	679 958
Cinéma	159 660	131 000	138 000	158 566	273 066
Danse	100 000	100 000	100 000	-	100 000
Design	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000
Divers	2000				
Général	524 700	502 500	490 000	490 000	495 000
Littérature	166 903	176 366	183 866	133 397	135 339
Musées	11 167 494	11 343 575	11 421 662	11 898 992	11 982 237
Musique ²⁰	7 838 425	7 822 739	7 874 900	621 450	725 250
Photographie	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Théâtre ²¹	14 662 162	14 781 062	15 174 266	22 734 303	22 736 903
Total	38 026 593	38 292 834	38 489 177	39 305 267	39 710 759

b. Subventions d'investissement

Institution	2009 CHF	2010 CHF	2011 CHF	2012 CHF	2013 CHF
Fondation bernoise de design	17 000				
Théâtre Bienne-Soleure	100 000				
Service des constructions de la ville de Berne pour le théâtre municipal de Berne	250 000	750 000	210 000	281 929	
Mémoires d'ici, Saint-Imier		200 000			
Société d'orchestre de Bienne		65 000			
Musée du château de Thoun			68 000		
Théâtre Orchestre Bienne Soleure			53 333		
Mairie de la ville de Berne pour la réfection complète du Théâtre municipal de Berne				950 000	550 000
Maurice E. and Martha Müller Foundation pour le Zentrum Paul Klee				400 000	278 347
Theater Effingerstrasse					50 000

¹⁹ Subventions d'exploitation prélevées directement sur les fonds publics auxquelles s'ajoutent les avoirs du Fonds d'encouragement des activités culturelles provenant des fonds publics pour l'année 2013 (4,5 millions de francs prélevés sur le Fonds pour financer des subventions d'exploitation).

²⁰ Dès 2012 : diminution car les subventions pour l'Orchestre symphonique de Berne sont désormais versées au « Konzert Theater Bern » et celles pour l'Orchestre symphonique Bienne Soleure au « Théâtre Orchestre Bienne Soleure », qui relèvent tous deux du domaine du théâtre.

²¹ Dès 2012 : hausse due au « Konzert Theater Bern » et au « Théâtre Orchestre Bienne Soleure » (subventions pour les orchestres symphoniques incluses).

Total	367 000	1 015 000	331 333	1 631 929	878 347
--------------	----------------	------------------	----------------	------------------	----------------

- c. Subventions de projet selon les domaines culturels, y compris garanties des couvertures de déficit financées par les fonds publics (pour plus de détail, voir la liste figurant sur le site Internet de l'Office de la culture www.erz.be.ch/subventionsculturelles)

Domaine / Sous-domaine	2009 CHF	2010 CHF	2011 CHF	2012 CHF	2013 ²² CHF
Arts visuels	161 735	171 628	123 836	101 096	
Contributions aux frais d'impression	2000	-	5000	-	
Divers	-	3000	900	10 000	
Enfants	7235	6428	14 386	9296	
Expositions	77 300	77 000	41 900	10 800	
Manifestations	43 500	25 000	22 000	7000	
Représentations	500	11 000	7000	30 000	
Subventions de projet	31 200	49 200	32 650	34 000	
Bibliothèques	95 727	50 775	69 003	25 784	
Subventions de projet	95 727	50 775	69 003	25 784	
Centres culturels régionaux		14 000			
Divers	-	14 000	-	-	
Cinéma	83 920	76 400	61 900	74 780	
Cycles de cinéma	29 000	25 000	51 000	30 000	
Développement de projets	20 000				
Divers	30 720	50 000		39 500	
Enfants	4200	1400	1900	5280	
Subventions à la production			9000		
Danse	46 316	124 626	133 999	93 762	
DANSEcompacte	12 614	53 901	990	7714	
Divers	-	6000	44 293	7500	
Enfants	27 402	24 725	28 717	28 548	
Manifestations	3300	40 000	40 000	50 000	
Subventions de projet	3000	-	20 000	-	
Design	9280	51 000	55 550		
Contributions aux frais d'impression		4000			
Divers		47 000	53 000		
Enfants	2280		2550		
Expositions	5000				
Subventions de projet	2000				
Général	108 872	119 896	70 200	130 701	
Contributions aux frais d'impression		2000			
Divers	27 321	7371	20 000	9446	
Enfants	650	3525	500	1900	
Manifestations	75 901	107 000	48 200	99 355	

²² Mise en œuvre de la mesure d'économie : Depuis 2013, les subventions de projet sont financées uniquement par les avoirs du Fonds d'encouragement des activités culturelles provenant des recettes de loterie.

Subventions de projet	5000		1500	20 000	
Littérature	116 047	137 205	101 108	98 400	
Contributions aux frais d'impression	7000	18 975		2000	
Divers	3000	7500		3900	
Enfants		2800	700	3875	
Lectures publiques	13 747	15 350	9608	7925	
Manifestations littéraires	31 800	33 580	39 800	52 700	
Subventions de projet	60 500	59 000	51 000	28 000	
Musées	60 150	106 719	112 000	142 000	
Divers	57 000	106 719	82 000	86 000	
Expositions	1500		30 000	56 000	
Services pédagogiques	1650				
Musique	380 990	504 386	513 800	213 300	
Développement de projets	14 000	84 000	39 900	4500	
Divers	6000	35 000	5000	5000	
Enfants	5090	4750	3500	6000	
Manifestations	355 900	370 636	455 400	196 300	
Supports musicaux	-	10 000	10 000	1500	
Photographie	35 350	1400	35 500		
Enfants	1400	1400			
Expositions			2500		
Manifestations	25 950		20 000		
Subventions de projet	8000		13 000		
Théâtre	135 775	106 370	90 253	149 235	
Divers	-	10 000	-	7000	
Enfants	51 775	36 370	69 253	36 435	
Manifestations	50 000	10 500	1000	26 000	
Subventions à la production	14 000	49 500	20 000	79 800	
Subventions de projet	20 000	-	-	-	
Total	1 234 163	1 464 405	1 367 148	1 029 058	-

2. Acquisition d'œuvres d'art et frais d'entretien (détails concernant les acquisitions en annexe)

	2009	2010	2011	2012	2013
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Acquisition d'œuvres d'art	158 760	91 982	177 047	6000 ²³	87 200
Entretien des œuvres de la collection	8718	13 220	21 241	36 659	20 369
Total	167 478	105 202	198 288	42 659	107 569

3. Subventions destinées à des projets d'art dans la construction

	2009	2010	2011	2012	2013
Lieu / projet de construction	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF

²³ Diminution : mise en œuvre du moratoire sur les dépenses

Lyss / Centre d'entretien de l'inspection des routes du Seeland : remise en état et transformation du centre et construction d'une nouvelle halle à machines			35 500		
Prêles / Foyer d'éducation : transformation et nouvelle construction	19 000	19 000	19 000	19 000	
Witzwil / Etablissement : construction d'une section d'observation et de tri à orientation socio-éducative		53 000			
Thoune-Schadau / Gymnase et école de commerce : agrandissement, transformation et construction d'une halle de gymnastique triple		184 000			
Berne / Services psychiatriques universitaires (SPU) : transformation et construction de bâtiments pour la psychiatrie légale			80 000		
Berne / Gewerblich Industrielle Berufsschule (GIBB) : remise en état, transformation et nouvelle construction			206 000		
Berne / Service de sauvetage et centrale cantonale d'appels urgents : nouvelle construction				144 000	
Berne / Hôpital de l'Ile : assainissement de l'infrastructure phases 1+2				50 000	
Berne / Pharmacie de l'hôpital de l'Ile : assainissement et agrandissement				167 000	
Berne / 1 ^{re} étape de l'aménagement de l'aire von Roll	67 818	204 920	185 639	160 028	350 216
Zollikofen / Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL) : nouvelle construction				284 000	
Berne / Centre de sport et des sciences sportives : agrandissement					4900
Total	86 818	460 920	526 139	824 028	355 116

4. Prix, récompenses et concours

	2009	2010	2011	2012	2013
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Prix, récompenses et concours	362 479	371 534	326 250	374 295	243 225 ²⁴

5. Bourses et autres paiements à des institutions culturelles et des acteurs et actrices culturels

2009	2010	2011	2012	2013
------	------	------	------	------

²⁴ Diminution : mise en œuvre de la mesure d'économie provisoire

	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Bourses, mentorat, bourses de travail pour photographes	297 385	327 925	207 809	395 064	325 140 ²⁵
Autres paiements à des institutions culturelles et des acteurs et actrices culturels (soutien aux labels de musique bernois, DANSEcompacte, spoken word)	49 074	151 914	76 000	70 000	
Total	346 459	479 839	283 809	465 064	325 140

6. Dépenses générées par le personnel du canton chargé de l'encouragement des activités culturelles

	2009	2010	2011	2012	2013
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Traitements du personnel des sections des activités culturelles	1 398 401	1 326 652	1 358 340	1 372 179	1 252 766
Déduction des frais d'administration financés par le Fonds de loterie	-161 758	-198 117	-231 245	-264 620	-493 200
Somme nette à la charge du canton	1 236 643	1 128 535	1 127 095	1 107 559	759 566

7. Autres dépenses en matière d'encouragement des activités culturelles

	2009	2010	2011	2012	2013
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Remises de prix, exposition de photo, Literatour, Tour de Berne, festival du prix du cinéma	189 573	156 466	143 486	220 325	184 455
Loyer d'ateliers	62 164	52 958	34 650	72 387	50 544
Achat de livres pour le jury du prix de littérature	9309	9294	14 574	7623	7682
Indemnités versées aux membres des commissions, y c. jury du prix du cinéma ²⁶	88 192	45 918	81 249	125 982	79 860
Frais de transformation liés à la fusion du Théâtre municipal de Berne et de l'Orchestre symphonique de Berne (KTB)		87 450	413 515	621 362	
Capital de la fondation Konzert Theater Bern				16 667	
Frais de transformation liés à la fusion du Théâtre et de l'Orchestre Bienne Soleure (TOBS)			427 200		
Capital de la fondation Théâtre et Orchestre Bienne Soleure			53 333		
Maintenance des logiciels du Dépôt cantonal d'œuvres d'art « MuseumPlus »	3800	3800	3800	3800	3800
Bibliothèques bernoises,	30 169	28 047	30 546	33 610	33 808

²⁵ Diminution : mise en œuvre de la mesure d'économie provisoire

²⁶ Près de la moitié des indemnités versées en 2010 et en 2011 ont été comptabilisées l'année suivante.

catalogues et site Internet					
Total	383 207	383 933	1 202 353	1 101 756	360 149

Annexe

Subventions d'exploitation en fonction du domaine culturel pour les années 2009 à 2013 : détail du point 1a.

		2009	2010	2011	2012	2013
Domaine	Institution	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Arts visuels		122 000	122 000	122 000	122 000	122 000
	Atelier de gravure, Moutier	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
	Fondation Adolf-Wölfli, Berne	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
	Fondation Louise Aeschlimann et Margareta Corti, Berne	6000	6000	6000	6000	6000
	IG - Kultur in der Fabrik, Berthoud	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000
	Société des beaux-arts, Bienne	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Bibliothèques		2 195 690	2 220 242	1 970 801	2 052 606	2 051 006
	Association de la bibliothèque Bodeli d'Interlaken	25 071	27 356	28 600	28 500	29 000
	Association de la bibliothèque de Spiez	30 506	33 776	33 100	34 800	38 500
	Bibliobus de l'UP jurassienne, Delémont	117 807	121 609	114 200	119 000	114 800
	Bibliomedia Schweiz, Soleure	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
	Bibliothèque de la Ville de Thoune	204 800	204 800	204 800	204 800	204 800
	Bibliothèque des arts et métiers dans la bibliothèque du Kornhaus, Berne	180 000	180 000			
	Bibliothèque municipale de la commune bourgeoise de Berthoud	158 874	168 520	155 100	174 000	170 000
	Bibliothèque municipale et régionale, Moutier	37 148	37 074	37 400	37 800	43 000
	Bibliothèque régionale, La Neuveville	33 190	32 761	29 800	32 600	34 000
	Bibliothèque régionale, Langnau i.E.	53 000	55 187	54 000	58 000	53 000
	Bibliothèque suisse pour aveugles et malvoyants, Zurich	4000	4000	4000	4000	4000
	Bibliothèque, Langenthal	79 189	79 189	104 543	104 543	104 543

	Fondation de la Bibliothèque de la Ville de Bienne	523 190	523 190	523 190	570 595	570 595
	Fondation des bibliothèques Kornhaus, Berne	638 874	638 874	565 768	565 768	565 768
	Municipalité de Saint-Imier	30 845	33 670	35 400	35 700	36 000
	Municipalité de Tavannes	29 196	30 236	30 900	32 500	33 000
Centres culturels régionaux		677 559	683 350	603 682	683 953	679 958
	Agora, Tramelan	2000	1000			
	AJAC, Activités culturelles dans le Jura bernois, Moutier	60 000				
	Art Culture & Loisirs, Sonceboz-Sombeval	3200	3200	4200	4200	4200
	Association du centre culturel Chrämerhuus, Langenthal	7490	7490	12 482	12 482	12 482
	Café-Théâtre de la Tour de Rive, La Neuveville	20 705	20 705	18 000	20 705	20 705
	CEJARE, Saint-Imier	25 000	25 000	25 000	30 000	30 000
	Centre culturel de la Prévôté CCP, Moutier	92 300	92 300	71 000	98 300	87 650
	Centre culturel Le Royal, Tavannes	34 620	34 350	25 000	38 306	65 263
	Centre d'animation de La Neuveville	14 000	14 000	14 000	14 000	14 000
	Centre de culture et de loisirs CCL, Saint-Imier	107 640	103 805	77 500	109 460	96 658
	Commune municipale de Spiez	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000
	Coordination Jeune Public, Grandval		60 000	60 000	60 000	77 500
	Espace noir, Saint-Imier	17 250	15 000	15 000	15 000	15 000
	Kommission für Kulturelles reches Thunerseeufer, Hilterfingen	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
	Konzertverein, Langnau	25 000	25 000	25 000	25 000	
	Kreuzabende, Herzogenbuchsee	4000	4000	4000	4000	4000
	kultur kreuz nidau, Nidau	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
	Kultur Region / Alliance culturelle, Obersimmental, Saanenland, Pays-d'Enhaut Gstaad	100 000	100 000	75 000	75 000	75 000
	Kulturei Region Sumiswald, Weier im	8000	8000	8000	8000	8000

	Emmental					
	Kulturelle Vereinigung Brienzen und Umgebung	4000	4000	4000	4000	4000
	Kulturtäter 2500 Kultur/Culture, Bienne	39 000	39 000	39 000	39 000	39 000
	Kunstgesellschaft, Interlaken	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000
	Kunsthhaus, Interlaken	14 854	40 000	40 000	40 000	40 000
	Pod'Ring, Bienne	12 000				
	Schlossverein, Fraubrunnen	3500	3500	3500	3500	3500
	Société jurassienne d'Emulation, Porrentruy	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000
Cinéma		159 660	131 000	138 000	158 566	273 066
	Association Zauberlaterne, Lyss	43 000	43 000	50 000	70 566	98 066
	Centre suisse du cinéma / Fondation Swiss Films, Zurich	5000				
	Cinéma du Musée des Beaux-Arts, Berne	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
	Festival du Film Français d'Helvétie, Bienne	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
	Filmpodium, Bienne	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
	Lanternes Magiques du Jura bernois, Tramelan	13 000	13 000	13 000	13 000	
	Lichtspiel – Cinémathèque, Berne					100 000
	Trigon-Film	23 660				
Danse		100 000	100 000	100 000	-	100 000
	Festival international de danse (ex Association des Journées bernoises de la danse), Berne	100 000	100 000	100 000		100 000
Design		360 000	360 000	360 000	360 000	360 000
	Fondation bernoise de design, Berne	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000
Divers		2000				
	Archéologie Suisse (auparavant : Société suisse de préhistoire et d'archéologie)	2000				
Général		524 700	502 500	490 000	490 000	495 000
	Association bernoise des costumes, Wahlendorf	3000	3000	3000	3000	3000
	Berner Zeitschrift für Geschichte, Berne	20 000	10 000	10 000	10 000	10 000
	Centre national d'information pour la conservation des biens culturels (NIKE),	10 000				

	Berne					
	Dampfzentrale, Berne	100 000	100 000	100 000	100 000	150 000
	Historisch-Antiquarische Kommission, Berne	7200	5000			
	Institut des sciences, lettres et arts, Lausanne	7500	7500			
	Kornhausforum, Berne	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
	Materialpool Bern, Berthoud	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000
	Neue Musik à la Dampfzentrale, Berne	45 000	45 000	45 000	45 000	
	Patrimoine bernois, Berne	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
	Schweizer Feuilleton-Dienst, Zurich	2000	2000	2000	2000	2000
Littérature		66 903	176 366	183 866	133 397	135 339
	Association bernoise des écrivains, Berne	50 000	50 000	50 000		
	Association des écrivains neuchâtelois et jurassiens pour lectures dans les écoles, Cortaillod	1000	1000	1000	1000	1000
	Association Regio'BD, Tramelan	6000	6000	6000	6000	8000
	Bibliomedia Suisse, Lausanne	250	250	250	250	250
	ch Fondation pour la collaboration confédérale, Soleure	10 653	10 653	10 653	10 184	10 126
	Dictionnaire de suisse-allemand, Zurich	30 000	39 463	39 463	39 463	39 463
	Fondation Robert Walser, Bienne	8000	8000	8000	8000	8000
	Institut des sciences, lettres et arts, Lausanne			7500	7500	7500
	Jeunesse et Médias AROLE, Lausanne	1000	1000	1000	1000	1000
	Revue culturelle Intervalles, Prêles	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
Musées		11 167 494	11 343 575	11 421 662	11 898 992	11 982 237
	Abbatiale de Bellelay, Bienne	76 000	76 000	76 000	79 000	79 000
	Centre Pasquart, Bienne	200 590	200 590	200 590	207 811	207 811
	Fondation Ankli, Crémises	5000	5000	5000	5000	5000
	Fondation Banneret Wisard, Reconvilier	5000	5000	5000	5000	5000
	Fondation du Bauernmuseum	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000

	Jerisberghof, Laupen					
	Fondation du Museum für Uhren und mechanische Musikinstrumente MUMM, Oberhofen am Thunersee	6000	6000	6000	6000	6000
	Fondation du Museum Langenthal	17 656	17 656	12 073	12 073	12 073
	Fondation Mémoires d'Ici, Saint-Imier	195 700	371 781	400 500	404 505	408 550
	Fondation Simon Gfeller, Heimisbach	5000	5000	5000	5000	5000
	La Nef, Espace culturel, Le Noirmont					3000
	Les Halles Espace d'art contemporain EAC, Porrentruy	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
	mmBE, Berne	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
	Musée alpin suisse, Berne	520 000	520 000	520 000	520 000	520 000
	Musée d'Art et d'Histoire, La Neuveville	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000
	Musée de Saint-Imier	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000
	Musée des Beaux- Arts de Berne	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 075 000	3 075 000
	Musée des Beaux- Arts de Langenthal	58 858	58 858	93 309	93 309	93 309
	Musée des Beaux- Arts de Thounne	547 600	547 600	547 600	547 600	547 600
	Musée du château de Thoune	36 000	36 000	36 000	36 000	36 000
	Musée du tour automatique, Moutier	9000	9000	10 000	12 000	14 400
	Musée historique de Berne	2 180 000	2 180 000	2 180 000	2 234 688	2 234 688
	Musée jurassien d'art et d'histoire, Delémont	35 000	35 000	54 500	54 500	54 500
	Musée jurassien des arts, Moutier	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
	Musée Neuhaus, Bienne	180 625	180 625	180 625		
	Musée Schwab, Bienne	108 265	108 265	108 265		
	Musée suisse de l'habitat rural Ballenberg, Brienz	605 000	605 000	605 000	625 000	625 000
	Musées du château de Berthoud	61 200	61 200	61 200	61 200	72 000
	Nouveau Musée de Bienne				381 290	381 290
	Regionalmuseum Chüechlihus, Langnau i.E.	17 000	17 000	17 000	17 000	80 000
	Touristik-Museum der Jungfrau-Region,	9000	9000	9000	9000	9000

	Unterseen					
	Zentrum Paul Klee, Berne	3 105 000	3 105 000	3 105 000	3 324 016	3 324 016
Musique		7 838 425	7 822 739	7 874 900	621 450	725 250
	Académie d'été internationale de Bienne	3375	3400	3400	3400	3400
	Association cantonale bernoise de musique (ACBM), Belp	100 000	100 000	100 000		100 000
	Association Orgues à Bellelay, Ligerz					5000
	Association Schmide- Chäuer, Berthoud	4000	4000	4000	4000	4000
	BeJazz, Berne- Liebefeld	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
	Bernisch-Kantonal Jodlverband, Signau	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
	Concerts du château de Thoun	24 000	24 000	24 000	24 000	24 000
	Fédération jurassienne de musique, Bienne	18 000	18 000	18 000	18 000	8000
	Festival international de jazz de Berne	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
	Fondation Camerata, Berne	100 000	100 000	100 000	150 000	150 000
	Fondation CMA - Fondation pour la chanson et les musiques actuelles, Nyon	3000	3000	3000	3000	3000
	Fondation de l'Orchestre symphonique bernois, Berne	6 315 000	6 315 000	6 315 000		
	Fondation suisse pour la promotion des jeunes musiciens d'orchestre SON, Bienne	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
	IGNM, Berne	17 500	17 500	17 500	17 500	17 500
	Interlaken Classics, Interlaken	55 000	55 000	55 000	55 000	55 000
	Jazz-Fründe, Interlaken	4000	4000	4000	4000	4000
	Menuhin Festival Gstaad AG, Gstaad			50 000	50 000	50 000
	Musikfestwoche, Meiringen	24 000	24 000	24 000	24 000	29 000
	Musiques contemporaines : projet pilote de médiation musicale auprès des enfants, Berne	20 000				

	Nationale Jugend Brass Band der Schweiz, Gurmels	4000	4000	4000	4000	4000
	Orchestre de chambre bernois, Uttigen	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000
	Orchestre de la ville de Thoune	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
	Orchestre symphonique de Bienne (SOB), Bienne	891 100	891 100	891 100		
	Orchestre symphonique suisse des jeunes, Zurich	11 000	8500	10 450	13 200	12 000
	Semaine Bach de la région de Thoune, Berne	5000	9789	10 000	10 000	15 000
	Société philharmonique de Bienne		2000	2000	2000	2000
	Société suisse de pédagogie musicale, Brügg BE	1500	1500	1500	1500	1500
	SSPM Section Berne, Berthoud	8000	8000	8000	8000	8000
	Union cantonale des chanteurs bernois (UCCB), Sumiswald	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
	Union des chanteurs jurassiens, Bure	1350	1350	1350	1350	1350
	Verband Bernischer Jugendmusiken, Schüpfen	74 000	74 000	74 000	74 000	74 000
	Willy Burkhard- Gesellschaft, Winterthour	100	100	100		
	WIM, Berne	17 500	17 500	17 500	17 500	17 500
Photographie		50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
	Journées photographiques de Bienne	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
	Photoforum PasquArt, Bienne	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Théâtre		14 662 162	14 781 062	15 174 266	22 734 303	22 736 903
	amathea.ch bärn friburg, Thoune	5000	5000	5000	5000	5000
	Artos, Lausanne	2000	2000	2000	2000	2000
	Association AUAWIRLEBEN, Berne	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
	Association Label+ Théâtre romand, Lausanne		11 500	10 000	10 000	10 000
	Bourse aux Spectacles de l'atp, Bienne	100 000	200 000	250 000	250 000	250 000
	Casino-Theater AG, Berthoud	45 600	53 000	53 000	53 000	45 600
	CORODIS, Lausanne	8000	8000	8000	8000	8000

	Das Theater an der Effingerstrasse, Berne	50 000	50 000	50 000	50 000	80 000
	FJBSTA Fédération du Jura Bernois, Malleray	10 500	10 500	10 500	10 500	10 500
	Fondation des Spectacles français, Bienne	90 060	90 060	90 060	129 292	129 292
	Klein Theater Thun, Alte Oele, Thoune	10 000	10 000	10 000		
	Konzert Theater Bern				18 650 016	18 650 016
	Kunstgesellschaft Thun	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000
	Société des amis du théâtre (SAT), La Neuveville	6000	6000	6000	6000	6000
	Theater für den Kanton Bern	60 000	60 000	60 000	60 000	40 000
	Théâtre Bienne Soleure, Bienne	2 108 710	2 108 710	2 205 907		
	Théâtre de l'Atelier, Reconvilier	3000	3000	5000	5000	5000
	Théâtre de la Grenouille, Bienne	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
	Théâtre et Orchestre Bienne Soleure, Bienne				3 194 203	3 194 203
	Théâtre municipal de Berne	11 880 000	11 880 000	12 107 508		
	Théâtre municipal de Langenthal	111 292	111 292	129 291	129 292	129 292
	Théâtre pour enfants à propos, Bienne	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
	Théâtre Schlachthaus, Berne	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
Total		38 026 593	38 292 834	38 489 177	39 305 267	39 710 759

Affaire 2013.1671

N° de l'intervention: 003-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 15.12.2013
 Déposée par: Sancar (Berne, Les Verts) (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence refusée: le 23.01.2014
 N° d'ACE: 430/2014 du 2 avril 2014
 Direction: Direction de l'instruction publique

L'Université de Berne financée par le Pentagone à des fins militaires?

D'après un article paru dans la *SonntagsZeitung* du 15 décembre 2013, le Département de la Défense des Etats-Unis finance de nombreux projets de recherche dans les hautes écoles et les universités suisses. Selon cet article, rien que ces deux dernières années, les hautes écoles

suisses auraient reçu plus d'un million de dollars pour une douzaine d'études. L'Université de Berne profiterait elle aussi de ce généreux soutien financier du Pentagone pour des projets de recherche. Toujours d'après cet article, le Pentagone souhaiterait, selon ses propres dires, retirer une utilité de ces projets pour les combats menés par l'armée américaine. L'Air Force écrit en effet sur sa page internet qu'en promouvant ces recherches, elle espère « a benefit to national war fighting ». Ces projets doivent donc pouvoir profiter directement à l'armée américaine.

De toute évidence, l'Université de Berne a elle aussi profité de ces fonds : en effet, l'armée de l'air américaine soutient actuellement un projet qui doit aider à prévoir plus exactement les déplacements des satellites.

Il est aberrant et inacceptable que nos institutions de formation fassent de la recherche au service de la guerre, qui plus est en recevant le soutien financier de l'Etat qui mène le plus de guerres dans le monde et détient le plus gros budget militaire. On ignore encore s'il s'agit d'un mandat.

Le Conseil-exécutif est donc prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le Conseil-exécutif savait-il que l'Université de Berne recevait un soutien financier du Département de la Défense des Etats-Unis ?
2. Si oui, quand le Conseil-exécutif l'a-t-il appris et comment a-t-il réagi? A-t-il entrepris quoi que ce soit pour mettre un terme à ce soutien financier ?
3. Depuis quand l'Université de Berne reçoit-elle le soutien financier des Etats-Unis pour de telles recherches?
4. Quels sont les projets de recherche concernés ? Quels sont les instituts qui en profitent ?
5. A combien s'élève la contribution du Département de la Défense des Etats-Unis à l'Université de Berne (par an et par projet de recherche) ? L'Université reçoit-elle pour ses projets de recherche d'autres fonds en provenance des Etats-Unis, éventuellement au travers d'organisations tierces ?
6. Concrètement, comment fonctionne ce soutien financier ? L'Université de Berne dépose-t-elle directement une demande de financement auprès de l'armée américaine pour un projet de recherche ? Ou est-ce l'armée qui propose un financement pour un projet en cours ? Quelle est la forme juridique applicable ?
7. Des scientifiques de l'Université de Berne ont-ils participé aux rencontres organisées par l'appareil militaire américain ? Qui a payé ?
8. Que pense faire le Conseil-exécutif afin d'empêcher que nos institutions de formation fassent de la recherche au service du Département de la Défense des Etats-Unis ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le projet de recherche auquel l'auteur de l'interpellation fait référence est le projet « Improved Space Object Catalogue Maintenance Through Data Fusion » de l'Institut d'astronomie de l'Université de Berne (AIUB). Depuis plus de 20 ans, l'AIUB mène des recherches portant sur la localisation des débris spatiaux (nombre d'objets, taille, nature, mécanismes de protection) et des satellites (environ 1000 satellites actifs, dont des satellites militaires), ainsi que sur l'élaboration de modèles visant à décrire l'évolution de la trajectoire de chacun de ces objets. Dans ce domaine, il joue un rôle majeur sur le plan international.

Des fonds ont pu être récoltés pour ce projet dans le cadre d'un programme d'encouragement de la recherche dirigé par l'European Office of Aerospace Research & Development (EOARD). Cette institution, dont le siège est situé à Londres, est un détachement de l'Air Force Office of Scientific Research (AFOSR), qui organise la recherche fondamentale pour l'Air Force Research Laboratory (AFRL) des Etats-Unis. Selon son site Internet (état au 29.01.2014), l'EOARD poursuit les objectifs suivants : « Discover, shape and champion basic science of Air Force interest through collaborations with the scientific community in Europe, former Soviet states, the Middle East, and Africa (explorer, développer et soutenir la science fondamentale présentant un intérêt pour la branche aérienne des forces armées, en collaboration avec la communauté scientifique d'Europe, des Etats de l'ex-Union soviétique, du Moyen-Orient et d'Afrique [trad.]) ». Les mesures prises par l'EOARD pour

atteindre ces objectifs sont « 1. Funding basic research through grants and contracts, 2. Supporting technical conferences and workshops, 3. Providing assistance for international scientists to engage AFRL and its partners (1. Financer la recherche fondamentale au moyen de subventions et de contrats, 2. Encourager l'organisation de conférences et d'ateliers sur des sujets techniques, 3. Apporter son soutien aux scientifiques internationaux dans la collaboration avec l'AFRL et ses partenaires [trad.]) ». Ainsi, l'EOARD indique sur son site Internet avoir aidé, depuis 1952, des milliers de scientifiques européens à mener des recherches fondamentales pionnières, y compris des lauréats de prix Nobel en physique et en chimie.

Il convient de préciser que l'EOARD ne restreint pas les recherches entreprises dans le cadre des programmes de recherche mis au concours et n'influe pas non plus sur ces recherches. Tous les résultats sont publiés dans des revues scientifiques et, par conséquent, accessibles au public. L'EOARD ne reçoit pas les résultats des recherches, mais uniquement un rapport sur l'utilisation des ressources prévue par le projet.

Le Conseil-exécutif se prononce comme suit sur les questions posées dans l'intervention :

1.

Le Conseil-exécutif n'avait connaissance ni du projet de recherche ni de la source de son financement. Dans le cadre des rapports fournis par l'Université, il n'est informé que de manière sommaire des projets de recherche universitaires. Lors de leur rencontre annuelle, la direction de l'Université lui présente, par ailleurs, certains projets revêtant une importance stratégique pour l'institution. C'est en règle générale elle qui décide quels projets aborder, de concert avec la Direction de l'instruction publique. Le projet dont il est question dans la présente intervention n'a jamais fait l'objet d'une telle présentation.

2.

Après la parution du premier article de presse, la Direction de l'instruction publique a demandé de plus amples informations à la direction de l'Université. Sur la base de ces dernières, elle a décidé de ne pas entreprendre de démarches supplémentaires (voir l'introduction et la réponse aux questions 6 et 8). Le Conseil-exécutif n'a pas été impliqué.

3.

Un projet de recherche de l'AIUB a été pour la première fois financé par l'EOARD en 2013. Ce financement a débuté le 1^{er} mars 2013 et s'est étendu sur douze mois. Il s'agit du seul financement de ce type.

4.

Il n'est question que d'un seul projet de recherche (voir question 3). L'EOARD verse des fonds à l'AIUB pour soutenir ce projet.

5.

La contribution de l'EOARD au projet « Improved Space Object Catalogue Maintenance Through Data Fusion » s'élève à près de 75 000 dollars au total. D'une durée de douze mois, ce projet est le seul de ce type mené par l'Université de Berne et ne fait l'objet d'aucun autre financement direct ou indirect en provenance des Etats-Unis.

6.

L'Université de Berne touche annuellement près de 218 millions de francs de fonds de tiers pour quelque 2500 projets de recherche, dont celui mentionné dans cette interpellation.

Dans le cadre du programme d'encouragement de la recherche dirigé par l'EOARD, l'AIUB a présenté un projet, auquel l'EOARD a accordé des fonds. Ce dernier ne restreint pas les recherches entreprises par l'AIUB et n'influe pas non plus sur ces dernières. Tous les résultats sont publiés dans des revues scientifiques et, par conséquent, accessibles au public. L'EOARD ne reçoit aucun résultat, mais uniquement un rapport sur l'utilisation des ressources prévue par le projet.

L'Université contrôle, de manière autonome, la provenance des fonds de recherche et leur acceptabilité sur le plan éthique. Conformément à ses directives en matière de contrats de recherche, de contrats de développement et de contrats de prestations de services, ainsi que de perception de subventions de recherche (« Weisungen betreffend Vertragsfluss der Forschungs-, Entwicklungs- und Dienstleistungsverträge und Annahme von Forschungsbeiträgen an der Universität Bern »), les subventions de recherche inférieures à 50 000 francs doivent être portées à la connaissance de la direction de l'Université. Les subventions égales ou supérieures à ce montant doivent, quant à elles, impérativement être approuvées par cette dernière. Vu les conditions de base posées par l'EOARD, qui n'affectent pas la liberté de la recherche et de l'enseignement, la direction de l'Université a approuvé le projet évoqué dans la présente intervention sans examen particulier.

7.

Les scientifiques de l'Université de Berne n'assistent pas aux rencontres organisées par « l'appareil militaire américain ». Ils prennent toutefois régulièrement part à des congrès, conférences et ateliers scientifiques, car cela est très important pour leur travail. L'EOARD ou d'autres institutions étatiques américaines participent parfois au financement ou à l'organisation de telles manifestations, en particulier de conférences qui se déroulent aux Etats-Unis. A la connaissance du Conseil-exécutif, l'EOARD n'a pas soutenu directement la participation de certains scientifiques de l'Université à de tels congrès et ne leur a pas accordé d'autres donations. Ces actes seraient illicites.

8.

Dans cette question, l'auteur de l'interpellation suggère qu'au travers du projet mentionné l'Université de Berne effectue des recherches au service de la guerre pour le compte de l'armée américaine. Le Conseil-exécutif ne partage en aucun cas cette opinion. Selon lui, l'Université participe avec succès à un programme d'encouragement de la recherche au niveau international et s'est vu confier un projet d'utilité publique qui contribue à l'enrichissement des connaissances dans le domaine de la recherche spatiale. Les résultats de ces recherches sont publiés et accessibles à tous. Ils présentent un grand intérêt pour la société civile, même si, dans certaines conditions, ils pourraient être utilisés au détriment de l'humanité, ce qui est aussi le cas de nombreuses autres découvertes scientifiques.

Les grands principes de la perception de fonds destinés à la recherche sont fixés dans la législation sur l'Université. Ainsi, l'article 1 de la loi du 5 septembre 1996 sur l'Université pose que l'Université est au service de la collectivité et qu'à ce titre elle respecte et protège la dignité de l'homme et l'intégrité de la nature. L'article 2, quant à lui, oblige l'Université à développer la réflexion sur les conditions et les effets de l'activité scientifique, ainsi qu'à apporter une contribution efficace au développement durable. L'Université de Berne satisfait à ces obligations légales de façon exemplaire.

Dans sa charte, elle se dit guidée par une responsabilité réfléchie et éthique à l'égard de l'être humain comme de la nature animée ou inanimée. Outre les directives mentionnées à la question 6, elle est l'une des rares universités suisses à disposer d'une réglementation concernant la recherche de fonds et le mécénat. Elle s'y engage à ne conclure des accords qu'avec des personnes, entreprises ou institutions respectant les valeurs fondamentales de démocratie et de liberté prônées par notre société et utilisant des moyens légaux pour atteindre leurs objectifs. En cas de doute, la direction de l'Université décide, après un examen approfondi, si les fonds de recherche peuvent être acceptés ou non. En outre, l'Université exige que la liberté et l'indépendance de l'enseignement et de la recherche soient respectées. Ainsi, dans le cadre de la promotion de la recherche (encouragement de projets), le bailleur de fonds n'a aucun droit de regard sur le choix de la méthode, l'interprétation des données et les droits de publication. Enfin, l'Université dispose d'un règlement sur l'intégrité scientifique, qui lui sert d'instrument de contrôle de la qualité des prestations de recherche.

Le Conseil-exécutif estime dès lors que l'Université possède une réglementation suffisante pour aborder de manière autonome les questions éthiques ayant trait aux fonds de recherche et à leur utilisation. Il a confiance dans le regard critique du Sénat et de la direction de l'Université ainsi que des chercheurs et chercheuses s'agissant de la perception de fonds de recherche et de l'approbation de travaux de recherche.

Affaire 2014.0365

N° de l'intervention:	076-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	17.03.2014
Déposée par:	Rösti (Kandersteg, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence accordée:	le 20.03.2014
N° d'ACE:	625/2014 du 14.05.2014
Direction:	Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

Surfaces d'assolement: qui cherche trouve?

La question des surfaces d'assolement et de leur préservation a été abordée à plusieurs reprises dans le cadre de la délibération de la loi sur l'aménagement des eaux. La discussion n'a pas permis de déterminer si le canton de Berne dispose maintenant du contingent exigé par la Confédération (Plan sectoriel SDA). On entend souvent dire que le contingent a été ou sera atteint grâce au reclassement de certaines terres en surfaces d'assolement. Mais ce processus de reclassement est parfaitement opaque. Comment des terres convenant peu à l'agriculture peuvent-elles tout d'un coup devenir des surfaces d'assolement ?

Pour faire la transparence, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Combien d'hectares de surfaces d'assolement le canton de Berne doit-il avoir en vertu du Plan sectoriel SDA ?
2. Combien d'hectares a-t-il actuellement (SDA classées comme telles par décision entrée en force) ?
3. Parmi les surfaces d'assolement définies comme telles, a-t-on des terrains classés en zone à bâtir par décision entrée en force ? Dans l'affirmative, combien d'hectares sont concernés ?
4. De nouveaux terrains ont-ils été classés surfaces d'assolement ces dernières années ?
 - a. Dans l'affirmative, combien d'hectares représentent-ils et où sont-ils situés ?
 - b. Quels critères a-t-on appliqués ?
 - c. Qui a défini ces critères ?
 - d. Quelles sont les exigences de la Confédération à ce sujet ?
5. Comment compenser les surfaces d'assolement dans l'ampleur réclamée par la nouvelle loi sur l'aménagement des eaux ?

Réponse du Conseil-exécutif

Les surfaces d'assolement sont les parties des terres cultivables qui se prêtent le mieux à une utilisation agricole et qui, de ce fait, peuvent apporter une contribution substantielle à l'approvisionnement du pays en période de crises. Le droit fédéral prévoit par conséquent que les cantons enregistrent les surfaces d'assolement selon les critères de la Confédération et disposent d'une surface (totale) minimale d'assolement²⁷.

En 1984, le canton de Berne a établi un inventaire des surfaces d'assolement en se basant sur la carte d'aptitude agricole de 1974 et l'a régulièrement mis à jour. L'inventaire actualisé à fin 2013, qui est public, peut être consulté dans le système d'information du plan directeur du canton de Berne²⁸.

Réponses aux questions posées:

Question 1:

En 1992, le plan sectoriel des surfaces d'assolement de la Confédération avait fixé à 84 000 hectares la superficie minimale à réserver à de telles surfaces dans le canton de Berne. Depuis lors, le district du Laufonnais a été rattaché au canton de Bâle-Campagne. L'Office fédéral du développement territorial, le canton de Bâle-Campagne et le canton de Berne se sont par conséquent mis d'accord sur le fait que les 1800 hectares de surfaces d'assolement situés dans le Laufonnais devaient être déduits de la superficie minimale prévue pour le canton de Berne. L'adaptation formelle du plan sectoriel des surfaces d'assolement, qui relève de la Confédération, n'a pas encore été effectuée. La superficie minimale à réserver aux surfaces d'assolement dans le canton de Berne est, de fait, de 82 200 hectares.

Question 2:

79 100 ha

Question 3:

Non, l'inventaire des surfaces d'assolement ne contient que les surfaces qui ne sont pas situées dans la zone à bâtir au sens de l'article 15 LAT. Des surfaces d'assolement sont en revanche délimitées dans les zones qui ne sont pas définies comme zone à bâtir (zones destinées aux fermes, zones d'agriculture intensive, zones d'extraction et zones de terrains de golf).

Question 4:

Aucune nouvelle surface d'assolement n'a été désignée au cours de ces dernières années. Conformément à la démarche esquissée dans le plan directeur cantonal²⁹, au plan technique, des travaux préparatoires ont été menés afin de compléter l'inventaire des surfaces d'assolement. Le Conseil fédéral avait invité le canton de Berne, lors de l'édiction du plan sectoriel des surfaces d'assolement, à compléter son relevé des surfaces d'assolement³⁰, parce que l'inventaire bernois en la matière n'exploitait pas entièrement les critères³¹ fédéraux pour les surfaces d'assolement et que la Confédération imaginait que le canton de Berne pouvait encore trouver environ 6500 hectares de surfaces d'assolement dans la zone préalpine des collines et dans les régions de montagne³².

- a. Dans le cadre de ces travaux, le nombre de surfaces relevées a suffi pour que le canton de Berne respecte le contingent minimal qui lui était attribué et puisse même faire état de quelques réserves. Les surfaces sont situées à hauteur de 40 pour cent environ dans la zone de plaine, de 30 pour cent environ dans la zone préalpine des collines et de 30 pour cent environ dans la zone de montagne I. Il s'agit encore de procéder à la consolidation de ces données avec les communes concernées avant que les surfaces puissent être intégrées à l'inventaire. Il est prévu de le faire dans le cadre de la révision du plan directeur cantonal qui a débuté.

²⁷ Articles 26 à 30 et 46 OAT (RS 700.1); Plan sectoriel des surfaces d'assolement (Feuille fédérale 1992 II 1616)

²⁸ www.be.ch/plandirecteur > Accès au système d'information du plan directeur: les surfaces d'assolement se trouvent sous le titre «Milieu bâti»

²⁹ Plan directeur cantonal, fiche A_06, démarche, ch. 2

³⁰ Arrêté fédéral du 8 avril 1992, Plan sectoriel des surfaces d'assolement (Feuille fédérale 1992 II 1616)

³¹ Classes d'aptitude climatique, zones A, B, C et D1-4 selon la carte des aptitudes climatiques de la Confédération, pente < 18 %, masse volumique apparente > 50 cm, superficie minimale, en règle générale > 1 ha.

³² DFJP / DFE 1992: Plan sectoriel des surfaces d'assolement, p. 72

- b. Les surfaces ont été fixées en fonction des critères de la Confédération. Elles se situent dans les zones climatiquement adaptées à l'agriculture et aisément exploitables avec des machines (pente inférieure à 18%, surfaces d'assolement d'un seul tenant, supérieures à 1 ha). Etant donné que le canton de Berne ne dispose d'aucune carte des sols couvrant l'ensemble de son territoire, il a fallu tenir compte du caractère suffisant de la masse volumique apparente en procédant à une évaluation qualitative (interprétation de la topographie fine et de l'exploitation agricole à ce jour).
- c/d. La méthode de relevé des surfaces d'assolement supplémentaires a été développée par des professionnels de l'Office de l'agriculture et de la nature ainsi que de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire, et acceptée par les autorités fédérales compétentes. Des vérifications effectuées par sondage sur le terrain ont montré que la méthode donnait de bons résultats. Elle respecte les critères déterminants de la Confédération (voir note 1).

Question 5:

La loi fédérale sur la protection des eaux prévoit que toute disparition de surfaces d'assolement dans l'espace réservé aux eaux est compensée conformément aux plans sectoriels de la Confédération. Il est question ici de surfaces qui perdent définitivement leur qualité de surfaces d'assolement en raison par exemple de l'érosion ou de travaux de construction menés au bord de l'eau. Le plan directeur cantonal exige qu'en pareil cas, mais aussi de manière tout à fait générale, les possibilités de remplacement et de valorisation du sol soient épuisées. Il convient en particulier d'examiner dans le cas de grandes installations s'il est possible d'utiliser les matériaux fertiles pour revaloriser des surfaces agricoles dégradées³³. On ne peut, pour l'heure, évaluer dans quelle mesure ce procédé sera nécessaire à l'avenir dans le cas de mesures d'aménagement des eaux.

Affaire 2014.0368

N° de l'intervention: 079-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 17.03.2014
 Déposée par: Moser (Biel/Bienne, PLR)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence accordée: le 20.03.2014
 N° d'ACE: 627/2014 du 14.05.2014
 Direction: Direction de la justice,
 des affaires communales
 et des affaires ecclésiastiques

Conférence régionale Biel/Bienne-Seeland-Jura bernois

Dans le contexte de la constitution d'un groupe de travail chargé de proposer différents modèles pour l'introduction de la conférence régionale Biel/Bienne-Seeland-Jura bernois

(communiqués des 12 et 14 mars 2014), le Conseil-exécutif est chargé de répondre aux questions suivantes :

1. Quel est le mandat du groupe de travail ?
2. Quelle est sa composition ?
3. Comment se propose-t-on d'assurer l'équilibre au sein de ce groupe des points de vue de de la langue et de la politique régionale et partisane ?
4. Quelles sont les raisons du choix de Monsieur Mario Annoni à la présidence du groupe de travail ?
5. Estime-t-on avoir assuré par ce choix la neutralité de la conduite du groupe ?
6. Comment pense-t-on assurer que le groupe puisse travailler dans un climat de confiance sans que les médias diffusent d'informations sur le travail avant qu'il ne soit achevé ?

Réponse du Conseil-exécutif

Suite à l'adoption, le 20 janvier 2014, du postulat Matti (P 087-2013 ; Conférence régionale de Biel/Bienne-Seeland-Jura bernois) par la Députation, la JCE³⁴ a proposé au Conseil-exécutif de charger un groupe de travail d'examiner les demandes de l'auteur du postulat. Cette idée a été bien reçue, tant par l'organisation de projet (association biel/bienne.seeland et la CMJB³⁵) que par la ville de Bienne, le CJB³⁶ et la Députation. Le choix des participants des différentes organisations et le fait qu'ils doivent procéder eux-mêmes à leurs nominations ont eux aussi fait l'unanimité. Enfin, l'idée de disposer d'une personnalité neutre, reconnue dans le Jura bernois, pour diriger le groupe de travail, est là encore incontestée. Le Conseil-exécutif est convaincu que le choix de l'ancien conseiller d'Etat Mario Annoni pour occuper cette fonction est judicieux.

Réponses aux questions posées:

Question 1: Le groupe de travail est chargé, d'ici le 31 décembre 2014,

- d'examiner la possibilité d'introduire une seule conférence régionale pour le périmètre de la Conférence régionale de Biel/Bienne-Seeland-Jura bernois qui est prévue mais aussi d'étudier l'opportunité de créer deux entités distinctes, avec la ville de Bienne comme point de liaison;
- de réexaminer au préalable les diverses structures existantes du Jura bernois, dans un souci de simplification et d'allégement administratif;
- de soumettre à la JCE, à l'attention du Conseil-exécutif, une proposition d'introduction d'une ou de deux conférences régionales dans le périmètre de Biel/Bienne-Seeland-Jura bernois;
- de lancer préalablement une procédure de consultation auprès des communes concernées au sujet des résultats obtenus par le groupe de travail.

Question 2: Le groupe de travail est composé de l'auteur du postulat, d'un représentant de la Députation, du CJB, de la

³³ Plan directeur cantonal, fiche A_06 «Préserver les surfaces d'assolement», principe 5

³⁴ Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

³⁵ Conférence des maires du Jura bernois et du district de Bienne

³⁶ Conseil du Jura bernois

CMJB, du CAF³⁷, de l'organisation de projet CR BBSJB, de l'association seeland-biel/bienne, de la ville de Bienne, de l'INS³⁸ ainsi que de deux membres de la JCE. La direction du groupe de travail est assurée par Mario Annoni, ancien conseiller d'Etat. Le président et les représentants de l'administration cantonale assument respectivement une fonction de direction et d'expertise. Ils assistent les membres du groupe de travail en leur donnant des conseils et ne disposent que d'un simple droit de proposition, et non de vote.

Question 3: Le Conseil-exécutif est d'avis que tous les aspects ont été suffisamment pris en considération. Il s'agissait en particulier d'intégrer toutes les organisations impliquées dans le périmètre défini. En intégrant l'association seeland-Biel/Bienne, la ville de Bienne et la CMJB, toutes les institutions régionales sont représentées dans le groupe de travail. La procédure de consultation prévue dans l'ensemble des communes garantit en outre la prise en compte des intérêts de politique régionale.

Question 4: Pour la Députation, qui l'a proposé, l'ancien conseiller d'Etat Mario Annoni était le candidat idéal. Il s'agit d'une personnalité bien acceptée dans le Jura bernois, qui connaît par ailleurs très bien la région du Seeland et de la ville de Bienne et leurs institutions. En outre, il est très au fait des mécanismes politiques et est parfaitement apte à diriger le groupe de travail de manière à la fois professionnelle et neutre.

Question 5: Oui.

Question 6: La communication externe incombe à la présidence et s'effectue en accord avec le directeur de la JCE. Les discussions, les conclusions partielles et les résultats obtenus au sein du groupe de travail sont confidentiels. Cette règle est expliquée aux membres du groupe au début de leur activité. A cette occasion, ils doivent d'ailleurs signer une déclaration de confidentialité.

Affaire 2013.1204

N° de l'intervention: 255-2013
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 05.09.2013
 Déposée par: von Kaenel (Villeret, PLR)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 295/2014 du 5 mars 2014
 Direction: Direction des finances

Mise au concours et attributions de prix: est-ce bien une tâche fondamentale de l'Etat?

En parcourant les nombreux communiqués de presse de l'administration cantonale, on constate que, régulièrement, le canton met au concours et attribue différents prix, et ce dans les domaines les plus variés :

- Prix du « sportif bernois » lors de la fête fédérale de gymnastique (23.05.2013)

- Prix 2013 des monuments historiques (02.05.2013)
- Mise au concours du Prix du cinéma 2013 (15.04.2013)
- Mise au concours du Prix de la photographie 2013 (01.04.2013)
- Remise des Prix Renfer et Alpha 2013 (15.03.2013)
- Prix « Litterking » 2013 (07.03.2013)
- Prix de la conservation du patrimoine (16.11.2013)
- Prix du cinéma bernois 2012 (14.10.2013)
- Prix de la musique 2012 (04.10.2013)
- ...

Afin de clarifier cette situation en ces temps de difficultés financières et de réflexion sur les tâches fondamentales dévolues à l'Etat, l'interpellateur pose les questions suivantes :

1. Dans le cadre de l'examen des offres et des structures (EOS 2014), le Conseil-exécutif considère-t-il que ce type de « prestations » relève vraiment des tâches fondamentales de l'Etat ?
2. Combien y a-t-il de types de prix attribués par Direction lors d'une année civile ?
3. Sous quelle forme ces prix sont-ils remis (monétaires, bons...) ?
4. Quel est le coût annuel de l'ensemble des prix distribués par le canton ?

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur de l'interpellation s'interroge sur les concours et les remises de prix organisés par le canton de Berne.

Les concours et les remises de prix ne constituent pas, à proprement parler, des tâches fondamentales de l'Etat. Cependant, ils peuvent contribuer utilement à l'exécution des tâches publiques prescrites par la loi. L'organisation de concours et de remises de prix permet au canton, avec relativement peu de moyens, d'accomplir un important travail de relations publiques pour un large éventail de ses tâches. En outre, les remises de prix représentent aussi pour le canton une forme de promotion publique.

Prenons quelques exemples : l'attribution de prix dans le domaine culturel est une forme généralement reconnue de promotion publique qui est largement répandue dans différents secteurs, en Suisse comme à l'étranger. Les distinctions décernées aux sportifs et aux sportives permettent, en motivant la population, de promouvoir le sport de masse. Le prix de l'environnement et le classement Minergie des communes ont procuré des incitations supplémentaires pour la mise en œuvre de la stratégie énergétique 2006.

Question 1:

Même du point de vue de l'examen des offres et des structures (EOS 2014), le Conseil-exécutif considère que les concours et les remises de prix contribuent utilement à l'exécution des tâches publiques prescrites par la loi. Aussi ne souhaite-t-il pas sur le fond abandonner cet instrument plutôt avantageux. Les Directions vérifient toutefois régulièrement le rapport coût/utilité des prix à attribuer, si bien que les efforts d'économie se répercutent également sur les concours et les remises de prix. Ainsi le canton a-t-il renoncé en 2013, au vu de la situation financière, à décerner le prix de la culture et le prix « La Suisse bouge ». Ce dernier

³⁷ Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne

³⁸ Direction de l'instruction publique

sera attribué pour la dernière fois en 2014 et ne connaîtra plus ensuite de nouvelle édition. Le prix « LitterKing » (qui avait été introduit suite à l'adoption de la motion 245/2009 Hadorn) ne sera pas non plus réédité en 2014.

Question 2:

Le nombre de concours et de remises de prix varie d'année en année. En 2013, les Directions ont décerné au total 16 prix ou distinctions. Les concours et les remises de prix organisés en 2013 sont récapitulés dans le tableau joint en annexe.

Question 3:

Les prix sont généralement assortis d'une somme d'argent, dont l'utilisation est parfois affectée à un objectif particulier (p. ex. « Berner Sozialstern »). Il peut néanmoins s'agir d'une simple distinction sans avantage financier (p. ex. prix cantonal des monuments historiques, label « Vin de l'Etat de Berne » ou prix vert pour les conducteurs de pelle mécanique). Enfin, il existe aussi des prix en nature (concours du Salon bernois de la formation « Berner Ausbildungsmesse », classement Minergie des communes). Les prix et distinctions décernés en 2013 sont présentés dans le tableau joint en annexe.

Question 4:

Les prix assortis d'une somme d'argent qui ont été décernés en 2013 représentent au total 230 500 francs. Une partie de ce montant a été supportée par le canton du Jura ou financée par des contributions de sponsors. Environ 200 000 francs sont allés à la charge des finances cantonales. Les prix en nature ont coûté quelques milliers de francs.

Il convient d'ajouter à ces coûts les charges administratives correspondantes. Selon les manifestations, les ressources humaines investies représentaient de quelques jours à plusieurs semaines de travail. Toutefois, les données disponibles ne permettent pas de calculer précisément les ressources humaines utilisées pour l'ensemble des concours et des remises de prix. On peut néanmoins partir du principe que les charges administratives occasionnées au canton (manifestations, heures de travail, imprimés, frais d'expédition, etc.) pour tous les concours et les remises de prix se chiffrent à plusieurs centaines de milliers de francs, et que même en y incluant les prix assortis d'une somme d'argent, elles sont encore loin d'atteindre la barre du million de francs.

Affaire 2013.1491

N° de l'intervention: 297-2013
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 14.11.2013
 Déposée par: Sancar (Berne, Les Verts)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 600/2014 du 7 mai 2014
 Direction: Direction des finances

Où sont stockées les données sensibles du canton de Berne?

Avec la numérisation et l'accumulation d'énormes quantités de données enregistrées surgissent de nouveaux problèmes relatifs à la protection des données. Un grand nombre d'entreprises privées et d'administrations stockent leurs données ultra-confidentielles et ultra-sensibles sur l'aide sociale, les procédures de justice, les impôts, les profils des clients et clientes, etc. dans des solutions dites « de nuage ». Cela signifie que les données et les programmes sont enregistrés sur des serveurs, qui généralement ne se trouvent pas en Suisse mais sont accessibles en permanence depuis Internet. Les données ultra-confidentielles et ultra-sensibles ne peuvent être déposées dans un nuage qu'à condition que la confidentialité soit garantie, c'est-à-dire que le cryptage du fournisseur de nuage empêche l'accès à ces données. Plus les données sont sensibles, plus les exigences organisationnelles, techniques et juridiques du service doivent être vastes.

Comme on le sait, les services secrets américains (NSA) interceptent des flux de données à grande échelle. D'autres services secrets le font certainement aussi. C'est pourquoi nous aimerions savoir où sont stockées les données cantonales et avec quelles mesures de sécurité, comment la confidentialité est assurée et comment les exigences bernoises de protection sont remplies.

Le Conseil-exécutif est donc prié de répondre aux questions suivantes :

1. Où les données ultra-sensibles et ultra-confidentielles du canton de Berne sont-elles stockées?
2. Sait-on où sont traitées ces données et les changements de lieu sont-ils annoncés et autorisés ?
3. Qui a accès à quelles données ? Comment l'accès est-il réglementé afin que les données sensibles ne puissent pas être piratées (double contrôle, organes de contrôle, etc.) ?
4. Le niveau de protection des données appliqué à l'étranger lors du traitement des données satisfait-il aux exigences suisses ou a-t-on convenu de mesures supplémentaires ? Si oui, quelles sont-elles ?
5. Est-ce que le droit applicable est compatible avec le droit suisse ?
6. Où se trouve le for ? Qu'advierait-il si le for se trouvait à l'étranger et quels seraient les coûts d'un tel transfert ?
7. Combien coûte le stockage des données garantissant la confidentialité et combien coûte le stockage en nuage ?
8. Le délégué à la protection des données est-il associé au stockage en ligne ?
9. A combien le Conseil-exécutif évalue-t-il le risque associé au stockage en ligne et que pense-t-il faire, le cas échéant, pour empêcher qu'il ne soit autorisé pour les données ultra-sensibles ?

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1 :

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) de l'Administration cantonale sont actuellement gérées de manière décentralisée. Tandis que l'Office d'informatique et d'organisation (OIO) fournit certaines prestations transversales, les Directions et la Chancellerie d'Etat (ou une partie de leurs offices) ainsi que la Justice et les entreprises et établissements cantonaux sont seuls responsables de leur ap-

provisionnement de base en TIC et de l'exploitation de leurs applications techniques, y compris en ce qui concerne la sécurité de l'information. Dresser une liste de tous les endroits où les données du canton sont traitées impliquerait donc un énorme investissement, en particulier lorsqu'il s'agit de tâches cantonales confiées à des institutions externes, comme par exemple des hôpitaux, des EMS ou des centres de consultation. La publication d'une telle liste poserait en outre des problèmes de sécurité. Pour résumer, on peut néanmoins constater qu'une grande partie des données sensibles de l'administration, à savoir les données relatives au personnel, aux finances et aux impôts ainsi que les données harmonisées des registres des habitants et des électeurs, sont traitées et stockées dans les centres de calcul suisses de la société Bedag Informatique SA, qui appartient au canton. L'un des défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui est l'extension croissante des instruments TIC mobiles, comme les smartphones et les tablettes, qui sont souvent reliés par défaut à des solutions en nuage étrangères telles que iCloud, OneDrive ou Google Drive. Il incombe à toutes les autorités de veiller à ce que leur personnel ne traite aucune donnée cantonale digne de protection avec ce type de solutions, qui ne répondent souvent pas aux exigences légales exposées ci-après.

La question des serveurs de l'administration sera soumise à un examen approfondi dans le cadre de l'actuel projet d'audit indépendant de l'informatique dans l'Administration cantonale (UPI). Pour de plus amples renseignements, il convient donc de se référer aux résultats de l'audit présentés aux commissions de surveillance du Grand Conseil.

Question 2 :

Les dispositions de l'Administration cantonale concernant la sécurité de l'information et la protection des données (SIPD) dans les TIC figurent dans la législation relative à la protection des données, dans l'ordonnance de direction concernant la sûreté de l'information et la protection des données (OD SIPD, RSB 152.040.2) et dans les instructions d'exécution édictées à ce sujet par l'OIO.

Selon les conditions générales (CG) SIPD de l'Administration cantonale qui, en vertu des dispositions susmentionnées sont intégrées à tous les contrats relatifs aux TIC, tout prestataire de services est tenu d'indiquer les méthodes et les processus qu'il utilise pour réaliser ses prestations contractuelles, y compris le lieu où les prestations sont fournies. Le mandant est habilité à consulter les documents correspondants sur place et à se faire expliquer les processus opérationnels. Le prestataire de services doit en outre communiquer immédiatement au mandant tout incident inhabituel concernant les données, les systèmes et les processus liés au mandat, et notamment toute violation de la SIPD.

Le lieu du traitement des données fait aussi partie des éléments pris en compte dans l'analyse SIPD à respecter et le concept SIPD à définir pour les projets TIC. Le traitement des données à l'étranger n'est admis que lorsqu'un niveau de SIPD suffisamment élevé est garanti (voir réponse aux questions 4 et 5 ci-dessous).

Question 3 :

Les règles de protection de base SIPD édictées par l'OIO prescrivent avant tout, en matière de traitement des données, la réglementation des éléments suivants : zones de sécurité, réglementation des droits d'accès, plan de ferme-

ture, système de fermeture et d'accès, mesures de sécurisation de l'espace, octroi, blocage et suppression de comptes d'utilisateurs, consultation des outils périphériques, authentification, protocoles à suivre et système de blocage en cas de tentatives infructueuses, concept d'autorisation pour les utilisateurs, instructions relatives au transfert de données, utilisation de services de réseau et limitation des accès pour les partenaires externes. Si ces mesures de protection de base ne suffisent pas, un concept SIPD doit être établi pour montrer quelles mesures permettraient de réduire les risques SIPD. La réponse à la question posée varie ainsi en fonction de l'application concernée.

Contrairement à ce qui se passe dans l'Administration fédérale, l'Administration cantonale ne dispose pas encore de procédure de vérification de la sûreté du personnel du canton ou des tiers assumant des fonctions sensibles. Il conviendrait pour ce faire de créer les bases légales nécessaires et de mettre à disposition les moyens financiers et le personnel correspondants. Cela étant, ni une vérification de la sûreté ni la mise en place de mécanismes de contrôle ne pourront jamais empêcher le comportement déviant de certains.

Questions 4 et 5 :

Le traitement des données à l'étranger comporte des risques particuliers. Aussi l'article 14a de la loi sur la protection des données³⁹ prévoit-il, en accord avec les dispositions du droit fédéral, qu'aucune donnée personnelle ne peut être communiquée à l'étranger, et cela inclut le traitement de données sur des systèmes TIC à l'étranger, en l'absence d'une législation assurant un niveau de protection adéquat, à moins que des garanties suffisantes, notamment contractuelles, permettent d'assurer un niveau de protection adéquat à l'étranger. Selon la pratique des autorités fédérales et les instructions du préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT), le niveau de protection de données à l'étranger est considéré comme suffisant lorsqu'il est conforme à la législation et à la pratique de la Convention pour la protection des données du Conseil de l'Europe. Le PFPDT tient une liste des Etats qui satisfont à ces exigences. Les Etats de l'UE en font partie. En vertu de la directive du PFPDT, le traitement des données aux Etats-Unis est en outre admis lorsque l'entreprise américaine concernée est signataire du *U.S.-Switzerland Safe Harbor Framework* (<http://export.gov/safeharbor>) et figure sur la liste correspondante du *U.S. Department of Commerce*. S'agissant des Etats ou des prestataires qui ne répondent pas à ces exigences, les clauses contractuelles établies sur la base des modèles publiés par le PFPDT peuvent aussi constituer une protection adéquate. Les autorités cantonales chargées de l'adjudication de mandats TIC sont tenues de tenir compte de ces conditions et de prendre les mesures requises pour garantir que le prestataire respecte les dispositions SIPD (art. 3, al. 3 de l'ordonnance sur la protection des données)⁴⁰.

Il est toutefois souvent extrêmement difficile d'imposer des dispositions suisses particulières en matière de sécurité à

³⁹ Loi du 19 février 1986 sur la protection des données (LCPD ; RSB 152.04)

⁴⁰ Ordonnance du 22 octobre 2008 sur la protection des données (OPD ; RSB 152.040.1)

de grandes entreprises internationales dont les prestations sont fortement standardisées. En outre, les dispositions et recommandations susmentionnées datent d'une époque où l'on ne connaissait pas encore l'étendue de l'acquisition des informations par les services de renseignements étrangers dans le domaine des systèmes TIC. En février 2014, le Conseil fédéral a déclaré que, se fondant sur les connaissances actuelles en matière de risques, il entendait confier la fourniture des prestations destinées aux infrastructures centrales d'importance vitale de l'administration uniquement à des entreprises soumises exclusivement au droit suisse, détenues en majorité par des propriétaires suisses et fournissant toutes leurs prestations sur le territoire suisse. Le Conseil-exécutif et l'Administration cantonale adhèrent eux aussi à ces principes.

Question 6 :

Conformément aux conditions générales de la Conférence suisse sur l'informatique (CG de la CSI ; www.sik.ch), qui s'appliquent à tous les contrats TIC de l'administration, le for est en Suisse. Dans certains cas exceptionnels, notamment lorsque les prestataires occupent une position dominante sur le marché, il n'est pas possible d'imposer l'application des CG de la CSI. Le cas échéant, il appartient aux autorités responsables d'évaluer les risques liés à un for situé à l'étranger. Si, de manière générale, ce type de situation implique une plus grande insécurité juridique, elle peut aussi se traduire, en particulier en cas de litige aux Etats-Unis, par des frais judiciaires beaucoup plus élevés.

Question 7 :

« Cloud » (en français « nuage ») désigne une forme de fourniture globale de prestations informatiques sur Internet, dans laquelle le prestataire ne crée pas une infrastructure propre à chaque client (p. ex. un serveur qui lui est propre), mais où tous les clients se partagent la même infrastructure, au sein de laquelle leurs données sont naturellement séparées les unes des autres et visibles uniquement par eux-mêmes. Cette méthode de fourniture de services est avantageuse à la fois pour les clients, qui peuvent accéder à leurs données en « self-service », souvent sans aucun délai d'attente, et pour les prestataires, qui, grâce à l'important effet d'échelle, peuvent proposer des prix plus intéressants. Aussi, mais également en raison de l'intensification de la concurrence internationale, les solutions en nuage sont-elles généralement meilleur marché que les solutions offrant une infrastructure dédiée. Dans certains domaines, les différences sont très marquées : les offres de grands fournisseurs étrangers de solutions en nuage, comme Google, Amazon ou Microsoft, peuvent être cent fois moins onéreuses, pour des services de masse comme la gestion d'un espace de stockage ou le courrier électronique, que les offres proposées par les exploitants de centres de calcul conventionnels. A noter qu'il existe de nombreux modèles de services en nuage différents, dont les niveaux de sécurité et les coûts peuvent considérablement varier. Mentionnons à cet égard le système « infrastructure as a service » (IaaS), qui ne propose aux clients qu'une infrastructure matérielle, la « platform as a service » (PaaS), qui propose des serveurs virtuels sur lesquels les clients peuvent exploiter leurs propres logiciels ou le « software / business process as a service » (SaaS / BPaaS), qui met à la disposition des clients des applications spécifiques ou des processus

opérationnels entiers. Toute déclaration généralisée concernant les aspects sécuritaires et financiers des solutions en nuage doit donc faire l'objet d'une grande prudence.

Question 8 :

Selon l'article 17a LPD, si une autorité prévoit de traiter des données à l'aide de moyens techniques présentant des risques particuliers, elle soumet auparavant le traitement des données envisagé à l'autorité de surveillance en vue de sa prise de position. Bien que le recours à un modèle de services en nuage ne comporte pas de risques particuliers en soi, les solutions en nuage impliquent plus souvent des risques accrus, notamment parce que de nombreux fournisseurs dominants sur le marché se trouvent à l'étranger. Ces cas sont alors soumis à l'autorité de surveillance de la protection des données, afin qu'elle puisse prendre position sur la solution proposée et les mesures de sécurité prévues.

Question 9 :

Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, ce n'est pas tellement le modèle de services en nuage en soi qui comporte des risques SIPD, mais plutôt d'autres aspects, comme le lieu de traitement des données. Ceux-ci doivent impérativement être pris en considération dans tous les mandats d'externalisation des TIC, quel que soit le modèle de services concerné. Nous renvoyons à ce sujet aux réponses données aux questions précédentes.

Le recours, aujourd'hui inévitable, à des systèmes matériels et logiciels développés à l'étranger comporte néanmoins déjà le risque que des services de renseignements étrangers y introduisent sciemment des points faibles et les exploitent. Or, l'utilisation de logiciels en Open Source, plus transparents en termes de sécurité, ou de technologies de cryptage, ne permet de réduire ce risque que dans une certaine mesure. Par ailleurs, le fait de renoncer à employer des solutions de masse en nuage situées à l'étranger, potentiellement plus risquées en terme de SIPD, peut aussi impliquer de renoncer à la réalisation d'économies parfois substantielles. Dans ce contexte de conflit d'objectifs entre la réduction des risques SIPD et l'investissement économique des fonds publics, le Conseil-exécutif estime qu'il est indispensable de continuer activement à développer le domaine de la sécurité informatique et, au cas par cas, de trouver des solutions permettant de tenir compte à la fois du risque rencontré et des critères économiques. A cet égard, l'OIO a décidé, dans le cadre d'une redéfinition de ses priorités financières, d'étendre ses capacités dans le domaine des conseils en SIPD à partir de 2014.

Affaire 2013.1492

N° de l'intervention:	298-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	14.11.2013
Déposée par:	Sancar (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	501/2014 du 23 avril 2014
Direction:	Direction des finances

L'administration cantonale est-elle accueillante pour les personnes handicapées?

Les personnes handicapées sont membres de notre société à part entière et elles ont le droit d'y être intégrées. Elles ont le droit de prendre part à la vie de la société et de profiter de leur part de ses ressources.

Or, un grand nombre de ces personnes sont exclues de nombreux domaines de la vie, notamment de l'emploi, en raison du manque d'infrastructures et de la sensibilité défail-lante de la collectivité.

L'Etat a pour tâche de distribuer équitablement les res-sources sociales et d'assurer à chacun la possibilité d'y accéder. Pour atteindre cet objectif, il faut lever un certain nombre d'obstacles.

Au Grand Conseil, différentes interventions ont été dépo-sées pour favoriser l'accès des personnes handicapées aux emplois de l'administration cantonale. Il est temps de se demander quels ont été les progrès à cet égard.

C'est pourquoi le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Combien de personnes handicapées travaillent dans l'administration cantonale ? Est-il possible de différencier (avec les chiffres) selon la forme et le degré du handi-cap ? Combien de ces personnes sont au bénéfice d'une rente AI partielle ? Comment ces chiffres ont-ils évolué ces dix dernières années ?
2. Combien de places d'apprentissage sont à la portée de jeunes personnes handicapées dans toute l'admini-stration bernoise, et combien de ces places sont occu-pées ? Est-il possible de différencier (avec les chiffres) selon la forme et le degré du handicap ? Combien de ces personnes sont au bénéfice d'une rente AI partielle ? Comment ces chiffres ont-ils évolué ces dix dernières années ?
3. Quelles dispositions le canton de Berne prend-il pour que les personnes handicapées aient accès à l'emploi et pour leur permettre d'exercer une profession, d'avancer dans leur profession et de prendre part aux formations et for-mations continues ?
4. Quelles infrastructures sans obstacles (p. ex. PC pour les personnes aveugles, tables pour les personnes en fau-teuil roulant etc.) l'administration cantonale est-elle en mesure de mettre à disposition pour favoriser l'engagement d'une personne handicapée ? Et combien de places de travail de ce type existent dans toute l'administration cantonale ?
5. Quelles mesures supplémentaires doivent être prises afin que l'administration cantonale puisse proposer un plus grand nombre d'emplois et de places d'apprentissage aux personnes handicapées ? Y a-t-il une étude à ce su-jet ?
6. Comment fait-on dans l'administration cantonale pour s'assurer que les personnes handicapées qui ont un em-ploi et celles qui en cherchent un ne soient pas discrimi-nées ?
7. Comment l'administration cantonale protège-t-elle les personnes handicapées qui sont employées contre la discrimination et le harcèlement de tiers ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif, d'une manière générale, accorde beau-coup d'importance à l'intégration des personnes handica-pées dans la vie quotidienne, et en particulier sur le marché du travail. Les principes de la politique du personnel du canton de Berne prévoient, notamment, de favoriser l'emploi et l'intégration des personnes handicapées (art. 4, lit. k de la loi du 16 septembre 2004 sur le personnel [LPers, RSB 153.01]). Ce mandat légal est concrétisé à l'article 4, ali-néa 2 de l'ordonnance du 18 mai 2005 sur le personnel (OPers, RSB 153.011.1), qui charge le Conseil-exécutif de proposer, en même temps que le budget, un crédit pour l'intégration de ces personnes.

Questions 1 et 2

Pour des raisons de protection des données, il n'existe aucune statistique concernant les personnes handicapées dans l'administration cantonale. Il n'est donc pas possible de décrire l'évolution du nombre des postes occupés et des places d'apprentissage offertes à ces personnes au cours de ces dix dernières années. Une différenciation selon la forme et le degré du handicap n'est d'une manière générale pas possible, parce que le diagnostic n'est pas toujours connu et que la forme et le degré du handicap ne sont pas forcément visibles. Le personnel actuellement en poste (y compris en apprentissage) comprend à la fois des per-sonnes qui souffrent d'un handicap physique (p. ex. défi-ciencie corporelle, visuelle ou auditive, maladie musculaire ou cardiaque, douleurs de dos) et des personnes qui pré-sentent un handicap psychique ou cognitif (p. ex. autisme, autre diminution des capacités intellectuelles ou des facul-tés cognitives).

Selon une enquête interne, 166 personnes handicapées travaillent actuellement dans l'administration cantonale. Quinze d'entre elles occupent un poste financé par le crédit d'intégration mentionné plus haut, 79 sont au bénéfice d'une rente AI partielle, et la question d'une mise en invalidité partielle est à l'étude pour sept autres.

Neuf personnes handicapées effectuent actuellement leur apprentissage dans l'administration cantonale. Une place d'apprentissage supplémentaire sera pourvue d'ici peu, tandis qu'une autre reste pour l'instant inoccupée. Le Con-seil-exécutif a bien conscience de l'importance de l'administration cantonale en tant que gros employeur dans le canton et donc de sa responsabilité en matière de forma-tion – et ce également pour les personnes handicapées. Les places d'apprentissage sont ouvertes à toutes les per-sonnes intéressées. Les candidatures des personnes han-dicapées sont examinées dans le cadre de la procédure de recrutement ordinaire, mais elles sont relativement rares.

Questions 3, 6 et 7

L'administration cantonale dispose de deux instruments pour l'intégration des personnes handicapées : le crédit d'intégration et la gestion de la réintégration.

a) Crédit d'intégration

En exécution d'une intervention parlementaire, l'admini-stration cantonale dispose chaque année depuis 1991 de moyens pour financer des postes à durée déterminée, dans le but de faciliter l'intégration (ou la réintégration) des per-sonnes handicapées sur le marché du travail (cf. ACE n° 4220 du 6 novembre 1991 visant l'intégration des per-sonnes handicapées dans l'administration bernoise). Le crédit d'intégration est indexé et s'élève à environ

570 000 francs en 2014. Depuis 1991, ce crédit a été utilisé à 75 pour cent en moyenne, ce taux étant en constante augmentation ces dernières années. Le crédit d'intégration est entièrement utilisé en 2014.

Les engagements financés en totalité ou en partie à l'aide de ce crédit sont limités à une année, la période de réintégration ne devant pas durer plus de deux ans au total. Si l'intégration est réussie et que l'on dispose des pourcentages de poste nécessaires, l'engagement se transforme en contrat de travail ordinaire au cours de la période d'intégration. Depuis 1991, quelque 370 personnes au total, soit en moyenne près de 16 personnes par an, ont bénéficié d'un poste à durée déterminée financé par le crédit d'intégration. Selon les estimations, l'engagement devient ensuite définitif dans à peu près deux tiers des cas, qui se répartissent environ pour moitié entre l'administration cantonale et le secteur privé.

b) Gestion de la réintégration

En 2007, le canton de Berne a mis en place un dispositif de gestion de la réintégration en faveur de son personnel. Cette offre d'assistance professionnelle concerne les agents et agentes qui sont malades depuis longtemps ou qui ont subi un grave accident. Le but est que la personne concernée, ses supérieurs hiérarchiques et le service du personnel bénéficient d'un soutien pour favoriser le retour de cette personne dans le processus de travail, même en cas d'invalidité partielle. Il s'agit de préserver si possible la capacité de travail résiduelle, afin d'éviter une invalidité par la suite.

Il tient particulièrement à cœur au Conseil-exécutif que les personnes handicapées soient acceptées, placées sur un pied d'égalité et protégées. L'égalité des chances, la non-discrimination et la promotion de l'égalité de traitement de ces personnes sont des éléments importants qui font intégralement partie de la politique du personnel. De ce fait, les conditions d'engagement sont les mêmes pour tout le monde : personnes handicapées ou non. Ces conditions englobent aussi bien la progression professionnelle et les possibilités de formation ou de perfectionnement que le droit à bénéficier de conseils et d'une assistance des services compétents de l'employeur canton de Berne (p. ex. Service de consultation de l'Office du personnel, SCPers) dans des situations difficiles.

Les candidats et candidates qui répondent au profil d'exigences du poste à pourvoir sont convoqués à un entretien de présentation. Cela s'applique à toutes les personnes intéressées, qu'elles soient handicapées ou non. Les objectifs, le contenu et le déroulement de l'entretien sont les mêmes pour tous : la discussion porte essentiellement sur le curriculum vitae, les compétences requises et le profil recherché, les ressources personnelles et sociales, etc. Lorsque le candidat ou la candidate est handicapée, on examine de plus si le handicap implique de prendre en compte des conditions particulières, comme par exemple les aptitudes personnelles, l'accessibilité du poste de travail, etc.

Le Conseil-exécutif n'a connaissance d'aucun cas de discrimination, de traitement défavorable ou de mesure de harcèlement à l'encontre de personnes handicapées. Au contraire, l'expérience a montré jusqu'ici que les équipes de travail intègrent bien, et sans complication, les personnes

handicapées. Le Conseil-exécutif peut compter à cet égard sur des responsables hiérarchiques et des responsables du personnel qui ont le sens des responsabilités et sont sensibilisés aux problèmes spécifiques.

Question 4

De nombreux bâtiments administratifs du canton sont dotés d'une infrastructure garantissant l'accessibilité (p. ex. ascenseurs, places de stationnement, installations sanitaires ou portes automatiques). En ce qui concerne les nouvelles constructions, les besoins des personnes handicapées sont pris en compte dès la phase de planification. Sur les différents sites, des postes de travail sont conçus ou adaptés pour être accessibles aux personnes handicapées selon le type d'activité ainsi que la nature et le degré du handicap : 21 personnes bénéficient ainsi de postes de travail aménagés. Les adaptations sont très diverses : il peut s'agir, par exemple, de l'installation de poignées basses pour l'ouverture des portes, de la modification de véhicules et d'appareils, de claviers et d'écrans spécifiques, de tables aménagées pour les fauteuils roulants, de postes téléphoniques spéciaux ou encore de mesures de construction comme des rampes d'accès et des seuils adaptés ou des boucles à induction destinées à l'amplification pour les personnes malentendantes.

Question 5

Dans l'administration cantonale, la création de postes et de places d'apprentissage destinés aux personnes handicapées, de même que l'engagement et l'encadrement de ces personnes, relèvent des offices et des institutions à leur niveau d'organisation. C'est également cet échelon qui assume la responsabilité en ce qui concerne la mise à disposition des ressources nécessaires telles que le salaire, le poste de travail et la capacité de prise en charge qui est souvent étendue. De même, c'est seulement à ce niveau que l'on peut déterminer en définitive s'il est possible, opportun et adéquat d'aménager un poste de travail pour handicapé ou de proposer une place d'apprentissage adaptée, car les personnes handicapées ont souvent besoin d'un environnement stable et prévisible. De nombreux services administratifs se situent dans des bâtiments historiques (p. ex. dans la vieille ville de Berne ou dans des châteaux), où les mesures de construction en faveur des personnes handicapées ne sont possibles que de manière très limitée (notamment pour la protection des monuments) ou ne sont que difficilement réalisables, à des coûts très élevés.

Le Conseil-exécutif est toujours disposé, dans les limites de ses possibilités financières, à promouvoir les mesures d'intégration des personnes handicapées comme celles qu'il a précédemment exposées. Il n'est pas prévu actuellement de renforcer de manière générale les mesures d'intégration des personnes handicapées.

Affaire 2013.1558

N° de l'intervention:	323-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	25.11.2013
Déposée par:	Burkhalter (Rümligen, PS)
	(porte-parole)
Cosignataires:	0

N° d'ACE: 504/2014 du 23 avril 2014
 Direction: Direction des finances

Salaire minimum

En Suisse, 40 pour cent seulement des personnes salariées bénéficient du salaire minimum. Rares en effet sont les conventions collectives qui prévoient ce dispositif. Résultat, dans notre pays, 335 000 personnes gagnent moins de 22 francs de l'heure, soit moins de 4000 francs par mois. Un tiers de ces personnes ont fait un apprentissage, quatre sur cinq ont plus de 25 ans. On compte près de trois fois plus de femmes que d'hommes.

Le salaire minimum est la meilleure protection contre le dumping salarial. Quand on travaille à plein temps, on devrait pouvoir vivre de son salaire. C'est la raison pour laquelle l'Union syndicale suisse a lancé l'initiative sur les salaires minimums, qui a abouti en janvier 2012 avec 111 000 signatures.

Dans ce contexte, je prie le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :

1. Le salaire minimum est de 46 055,75 francs par an pour le personnel cantonal, ce qui équivaut à un salaire mensuel de 3838 francs (CHF 3542,75 si l'on compte le 13^e mois). Combien de personnes employées par le canton touchent un salaire mensuel de moins de 4000 francs (converti en EPT) ?
2. Combien de personnes employées par le canton sont placées dans les classes 1, 2 et 3 ?
3. Le Conseil-exécutif envisage-t-il de supprimer les classes de traitement 1, 2 et 3 ?
4. Combien de personnes employées par le canton touchent un salaire brut annuel de moins de 50 000 francs (converti en EPT) ?
5. Quelles mesures le canton prévoit-il de prendre pour améliorer de manière ciblée la situation des personnes les moins bien payées ?

Réponse du Conseil-exécutif

L'initiative sur les salaires minimums de l'Union syndicale suisse exige un salaire minimum de 4000 francs par mois. Pour 2014, le salaire le plus bas versé conformément au système de rémunération cantonal est de 3838 francs par mois (part du 13^e mois de traitement compris), autrement dit de 46 055,75 francs par an. L'interpellation demande au Conseil-exécutif d'indiquer le nombre d'agents cantonaux dont le salaire mensuel est inférieur à la limite fixée dans l'initiative sur les salaires minimums. Elle pose en outre différentes questions concernant l'utilisation des classes de traitement inférieures.

Question 1:

Convertis en postes à 100 pour cent, 16 employés cantonaux touchent un salaire mensuel inférieur à 4000 francs (part du 13^e mois de traitement comprise), autrement dit un salaire annuel brut de moins de 48 000 francs. Cela correspond à 0,07 pour cent de tous les agents cantonaux, en conséquence de quoi 99,93 pour cent des employés du canton touchent au moins 48 000 francs par an. Les personnes travaillant suivant des formes contractuelles particu-

lières, comme par exemple les personnes en apprentissage ou en stage, ne sont pas prises en compte.

Question 2:

Le tableau suivant indique combien d'agents cantonaux se trouvent dans les trois classes de traitement les plus basses. Seul un collaborateur de bureau est actuellement en classe de traitement 1. La classe de traitement 2 regroupe principalement des agents d'entretien et des collaborateurs dans le domaine artisanal qui effectuent des travaux de routine simples. En classe de traitement 3 on trouve en majeure partie des agents travaillant dans le domaine de l'hôtellerie, employés dans les cuisines des cliniques.

Classe de traitement	Nombre d'agents cantonaux	Pourcentage
1	1	0,0%
2	765	3,4%
3	149	0,7%
Total	915	4,1%

Tableau : Nombre de personnes employées par le canton placées dans les classes de traitement 1, 2 et 3, état fin décembre 2013

Question 3:

Comme le montre la réponse à la question n° 2, les trois classes de traitement en question servent à classer plusieurs fonctions et de nombreux agents cantonaux. Le Conseil-exécutif n'envisage donc pas de les supprimer.

Question 4:

Convertis en postes à 100 pour cent, 57 personnes employées par le canton touchent un salaire brut annuel de moins de 50 000 francs. Cela correspond à 0,25 pour cent de tous les agents cantonaux. Les personnes en formation ne sont pas non plus prises en compte dans ces chiffres.

Question 5:

Le Conseil-exécutif fixe chaque année la part de la masse salariale qui peut être affectée à la progression des traitements. En vertu de la révision de la loi sur le personnel adoptée récemment, il est prévu qu'à compter de 2015, 1,5 pour cent de la masse salariale sera affecté à des hausses individuelles de salaire. Tous les employés cantonaux - y compris donc ceux des classes de traitement inférieures - peuvent ainsi profiter d'une progression de traitement plus favorable que les années précédentes. Comme nous l'avons déjà indiqué, ce sont principalement les agents d'entretien qui se trouvent dans les classes de traitement les plus basses. Conformément à l'article 49 de l'ordonnance du 18 mai 2005 sur le personnel (OPers; RSB 153.011.1), cette catégorie professionnelle est exclue de l'évaluation des performances et du comportement et le Conseil-exécutif fixe chaque année la progression individuelle des traitements. Ces dernières années, ladite progression a toujours été la même que celle des autres postes exclus de l'évaluation des performances et du comportement (p. ex. les juges). Si les moyens disponibles pour des mesures salariales individuelles représentent 1,5 pour cent de la masse salariale, cela permet en principe d'octroyer trois échelons supplémentaires par an. Vu la faible propor-

tion d'agents touchant un salaire mensuel inférieur à 4000 francs et eu égard à la progression salariale prévue, le Conseil-exécutif ne juge pas nécessaire de prendre des mesures spéciales pour adapter la situation salariale dans les classes de salaire inférieures.

- Bâle-Ville: 52%
- Zoug: 35%
- Zurich: 12%
- Genève: 12%
- Berne: 4%
- Saint-Gall: 1%

Selon l'OFS, le solde pendulaire relatif de tous les autres cantons est négatif (davantage de pendulaires sortants que de pendulaires entrants).

L'OFS a par ailleurs représenté graphiquement les principaux flux de pendulaires entre les cantons:

Affaire 2013.1529

N° de l'intervention: 315-2013
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 20.11.2013
 Déposée par: Muntwyler (Berne, Les Verts)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 509/2014 du 23 avril 2014
 Direction: Direction des finances

Pendulaires: manque à gagner sur les recettes fiscales?

Le développement des moyens de transport accroît la mobilité professionnelle. Il est possible de choisir aujourd'hui son domicile et son lieu de travail de manière optimale : par exemple travailler dans le canton de Berne et résider dans un canton où les impôts sont avantageux (Soleure, Lucerne, Vaud, Fribourg, Obwald et Nidwald, etc.). Résultat, notre canton perd d'importantes recettes fiscales tout en aménageant des voies de circulation pour les transports publics et les transports individuels motorisés. Ce qui à son tour accroît les mouvements pendulaires.

Ces impôts font défaut au canton de Berne. Ce qui est particulièrement fâcheux quand les pendulaires sont des employés de l'administration fédérale. La course à l'allègement de la fiscalité des entreprises entretient également le phénomène, puisqu'ainsi les impôts retournent aux entreprises. Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quel est le solde pendulaire dans le canton de Berne ?
2. A combien estime-t-on le manque à gagner sur les recettes fiscales ?
3. Comment faire pour obtenir des cantons où résident les pendulaires qu'ils indemnisent le canton de Berne, sur le modèle de ce qui se passe avec les frontaliers ?

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1

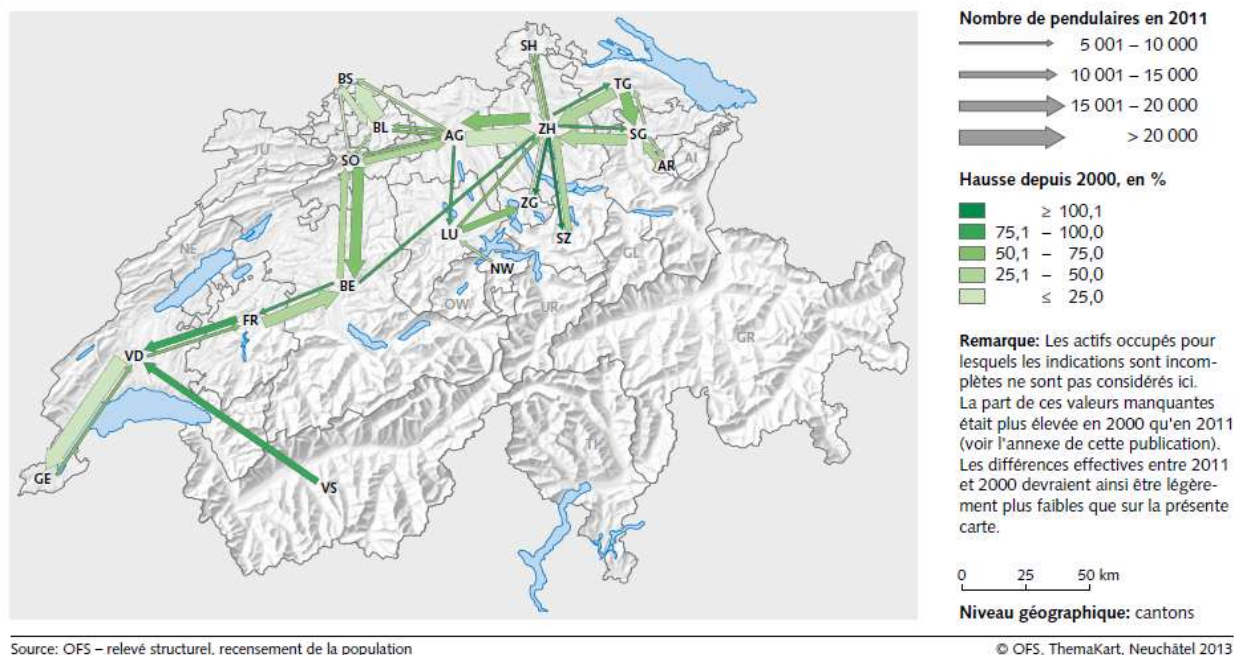
On entend par solde pendulaire « relatif » le nombre de pendulaires entrants moins le nombre de pendulaires sortants, en pourcentage des actifs habitant dans le canton. Actuellement, il n'y a pas de recensement des pendulaires propre au canton de Berne. Selon les calculs de l'Office fédéral de la statistique (OFS), les cantons suivants présentaient un solde pendulaire positif (davantage de pendulaires entrants que de pendulaires sortants) en 2011⁴¹:

⁴¹ [Actualités OFS, La pendularité en Suisse 2011, juillet 2013](#)

Graphique:

Principaux flux de pendulaires entre les cantons, en 2011

G 11



Ce graphique montre que la plupart des pendulaires entrants du canton de Berne viennent des cantons de Soleure et de Fribourg. Comme la charge fiscale du canton de Soleure est légèrement plus élevée que celle du canton de Berne, les personnes faisant la navette entre les cantons de Soleure et de Berne ne sont en tout cas pas motivées par la fiscalité. Il en va un peu autrement des personnes qui viennent du canton de Fribourg. Mais les impôts moins élevés du canton de Fribourg ne sont probablement que l'un des motifs incitant les pendulaires à choisir d'habiter dans ce canton⁴².

Si le canton de Berne souhaite devenir un canton de domicile attrayant pour ces pendulaires, la charge fiscale n'est certainement pas le seul facteur entrant en ligne de compte. L'offre de logements attractifs à des conditions avantageuses est peut-être un facteur plus important.

Question 2

Les pendulaires qui viennent dans le canton de Berne n'entraînent pas de manque à gagner sur les recettes fiscales. On ne parle pas de pertes fiscales dans ce contexte. On peut calculer le surplus de recettes théoriquement possible si une partie des pendulaires entrants transféraient leur domicile dans le canton de Berne. Sur les 647 200 foyers fiscaux du canton de Berne (époux et personnes seules), environ 440 000 déclarent un salaire. Les impôts sur le revenu et la fortune versés par ces contribuables au canton de Berne se montent environ à 2,205 milliards de francs (hors allocataires de rentes, indépendants et personnes sans emploi). Si le nombre de foyers fiscaux augmentait de quatre pour cent, c'est-à-dire dans la proportion du solde pendulaire positif du canton de Berne, les recettes

des impôts sur le revenu et la fortune du canton augmenteraient d'environ 88 millions de francs.

Question 3

Pour cela, il faudrait modifier la loi d'harmonisation fiscale (LHID)⁴³ à l'échelon fédéral. L'assujettissement à l'impôt dans le canton de domicile est réglé à l'article 3 LHID. La loi ne prévoit pas de versements compensatoires aux cantons dits de travail. L'idée d'un impôt frappant les pendulaires a été partiellement débattue récemment, mais cet impôt n'a pas pu s'imposer⁴⁴.

Affaire 2013.1530

N° de l'intervention:	316-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	20.11.2013
Déposée par:	Muntwyler (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	537/2014 du 30 avril 2014
Direction:	Direction des finances

Rapport coût-utilité des fonctionnaires des Impôts

Les estimations concernant la matière fiscale perdue à cause de la soustraction sont variables, mais elles vont jusqu'à 20 pour cent, selon la source. La plupart des paramètres des estimations permettent d'escompter des recettes qui dépassent de très loin les sommes que l'EOS et les mesures d'économie pourraient permettre de réunir.

⁴² Cf. [Berner Zeitung du 01.02.2014](#): « Offrir des logements aux employés de la Confédération est une bonne affaire pour les cantons. Depuis des années, Fribourg démontre avec brio comment réussir dans ce domaine » [trad.]

⁴³ Loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (loi d'harmonisation fiscale, LHID, RS 642.14)

⁴⁴ Cf. par exemple [Bund du 26.06.2012](#), [Zentralschweiz am Sonntag du 20.01.2013](#)

Autant dire qu'une attention beaucoup plus grande devrait être prêtée à la question de la soustraction fiscale.

La majeure partie de la matière fiscale est fournie par des personnes physiques et pour elles, il est démotivant d'avoir le sentiment que les règles du jeu ne sont pas suivies de la même manière par tous.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

- Quel revenu supplémentaire l'Intendance des impôts peut-elle espérer réaliser grâce aux employés ou employées qui s'occupent des dossiers fiscaux « au front » ?
- Combien d'employés et employées pourraient être engagés jusqu'à ce que le produit fiscal net ne soit plus le double de ce qu'il coûte ?

Réponse du Conseil-exécutif

Plusieurs interventions parlementaires ont déjà exprimé la crainte qu'il puisse y avoir une grande proportion de soustractions d'impôt non découvertes (cf. les motions [239-2013](#), [191-2012](#) et [129-2008](#) et l'interpellation [169-2007](#)). Comme il n'existe aucune méthode reconnue pour estimer l'ampleur des soustractions d'impôt, toutes les estimations réalisées sont sujettes à caution. Voici la position du Conseil-exécutif quant aux questions posées.

Question 1

Il est difficile d'estimer si et dans quelle mesure l'augmentation des effectifs permettrait d'accroître les rentrées fiscales. Il y a quelque temps, l'Intendance des impôts avait estimé que chaque expertise comptable réalisée auprès d'une entreprise pouvait dégager des recettes fiscales supplémentaires d'environ 5 000 francs. Cependant, plus le nombre d'expertises fiscales augmente, plus ce montant diminue, car les expertises ont un effet préventif et que la substance fiscale finit par être exploitée à fond. Sur la base de ces calculs réalisés par l'Intendance des impôts, le Conseil-exécutif avait autorisé la création de 40 postes d'expert en 2004. Cette mesure a permis de retrouver le nombre d'expertises comptables d'avant 2001 (passage à l'évaluation coïncidente).

Il est prévu de contrôler près de 5 000 entreprises cette année. Cela signifie que les entreprises qui en valent la peine font l'objet d'un contrôle fiscal au moins tous les dix ans. Les entreprises d'envergure (plus grandes) font l'objet d'un contrôle fiscal environ tous les sept ans. C'est une fréquence convenable. Dans de précédentes réponses à des interventions parlementaires, le Conseil-exécutif a indiqué qu'il jugeait que l'actuel dispositif de contrôle était satisfaisant. L'augmentation des effectifs de l'Intendance des impôts ne générerait pas nécessairement plus de rentrées fiscales.

Dans sa réponse à la motion [239-2013](#) PS-JS-PSA (Näf-Piera, Muri) « Tous unis contre la soustraction d'impôt », le Conseil-exécutif a expliqué pourquoi il s'abstient pour l'instant d'intensifier les contrôles. Cette mesure ne permettrait le cas échéant de dégager des rentrées fiscales qu'à moyen terme, alors qu'elle impliquerait des charges supplémentaires immédiates qu'il faudrait nécessairement compenser d'une manière ou d'une autre.

Question 2

Les études datant de 2003 évoquées plus haut avaient chiffré le coût annuel d'un poste supplémentaire d'expert à 157 000 francs. Ce chiffre comprend le salaire annuel (prestations sociales comprises) et le coût d'un poste de travail. Il y a de fortes chances pour que ce coût soit plus élevé aujourd'hui. Comme l'effet d'une augmentation des effectifs sur les rentrées fiscales est incertain, il est impossible de répondre à la question 2.

Affaire 2013.1568

N° de l'intervention:	331-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	27.11.2013
Déposée par:	PS-JS-PSA (Wüthrich, Huttwil) (porte-parole)
Cosignataires:	4
N° d'ACE:	506/2014 du 23 avril 2014
Direction:	Direction des finances

Imposition des sociétés à statut particulier

La question du régime fiscal appliqué aux sociétés à statut particulier suscite un débat nourri en Suisse et ailleurs depuis quelque temps. Les bases légales de ce statut particulier sont inscrites dans la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID), à l'article 28, alinéas 2 à 4. Ces dispositions autorisent les cantons à ne pas imposer pleinement les bénéfices de certaines grandes entreprises, notamment si elles exercent principalement leurs activités à l'étranger. La présente interpellation a pour but de faire la transparence sur la pratique actuelle et sur la future politique d'imposition de ces entreprises. Les dispositions concernant les sociétés holding ordinaires et celles consistant à éviter la double imposition des bénéfices (déduction pour participation) ne sont pas concernées.

Les règles actuelles permettent aux entreprises concernées de faire de substantielles économies puisqu'elles paient en Suisse l'impôt sur des bénéfices qu'elles réalisent à l'étranger principalement.

Le directeur des finances du canton de Genève a récemment créé la sensation en demandant la suppression du statut particulier, à condition de l'accompagner d'un allègement massif de la fiscalité des entreprises de manière générale.

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Combien d'entreprises sont imposées normalement et combien bénéficient du statut particulier, globalement et par catégorie d'entreprise (chiffres actuels et chiffres des 5 dernières années) ?
2. Combien de personnes ces entreprises, celles qui sont imposées normalement et celles qui bénéficient du statut particulier, emploient-elles, globalement et par catégorie d'entreprise ?
3. Quel est le montant des impôts communaux, cantonaux et fédéraux acquittés par ces entreprises, globalement et par catégorie d'entreprise ?

4. Quel est le montant des bénéfices déclarés par ces entreprises au titre de l'impôt fédéral direct, globalement et par catégorie d'entreprise ?
5. Le Conseil-exécutif est-il favorable à la suppression du statut particulier ? Dans l'affirmative, prévoit-il de maintenir les recettes fiscales au minimum au niveau actuel ? Par quelles mesures ?
6. Dans l'affirmative, le Conseil-exécutif prévoit-il des mesures d'accompagnement ?

7. Comment la coordination est-elle assurée avec les autres cantons concernés ? Quel est le degré d'intensité de cette coordination ?

Réponse du Conseil-exécutif

Les réponses du Conseil-exécutif aux questions posées sont les suivantes:

Question 1

	Nombre de sociétés				
	2009	2010	2011	2012	2013
Sociétés sans statut particulier					
Sociétés de capitaux, sociétés coopératives	29 683	30 681	31 485	32 570	33 472
Associations et autres personnes morales	7 109	7 153	7 155	7 211	7 287
Total	36 792	37 834	38 640	39 781	40 759
Sociétés bénéficiant du statut particulier					
Sociétés holding	907	989	1 058	1 109	1 103
(Pures) sociétés de domicile	106	107	106	105	97
Sociétés mixtes	55	53	51	49	48
Total	1 068	1 149	1 215	1 263	1 248

Question 2

Nous ne pouvons pas répondre à cette question sur le nombre d'employés des 1 248 sociétés bénéficiant du statut particulier et des 40 759 sociétés sans statut particulier. Il n'y a pas de statistique dans ce domaine.

Question 3

	Impôts 2011 (en mio de CHF)		
	Canton	Communes	Confédération ⁴⁵
Sociétés sans statut particulier			
Sociétés de capitaux, sociétés coopératives	447,7	235,6	374,0
Associations et autres personnes morales	3,2	1,7	1,2
Total	450,9	237,3	375,2
Sociétés bénéficiant du statut particulier			
Sociétés holding	3,4	1,8	40,5
(Pures) sociétés de domicile	1,0	0,5	16,0
Sociétés mixtes	1,7	0,9	19,0
Total	6,1	3,2	75,5

Question 4

	Bénéfice imposable en 2011, impôt fédéral direct (en mia de CHF)	Capital imposable en 2011, impôt cantonal (en mia de CHF)
Sociétés sans statut particulier		
Sociétés de capitaux, sociétés coopératives	6,340	39,3
Associations et autres personnes morales	0,030	1,9
Total	6,370	41,2

⁴⁵ L'impôt fédéral encaissé par les cantons leur revient à hauteur de 17 pour cent (cf. art. 196 de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct, LIFD, RS 642.11)

Sociétés bénéficiant du statut particulier		
Sociétés holding	2,087	52,0
(Pures) sociétés de domicile	0,189	2,5
Sociétés mixtes	0,224	13,5
Total	2,500	68,0

Question 5

Le Conseil-exécutif a déjà donné son avis sur ces questions dans le cadre de la troisième réforme de l'imposition des entreprises (cf. [communiqué de presse du 6 mars 2014](#)). Cette réforme vise à renforcer la compétitivité fiscale de la Suisse et à régler les questions fiscales qui se posent avec l'Union européenne. Au plan international, les critiques portent sur certaines modalités d'imposition que la Suisse applique aux sociétés holding, aux sociétés de domicile et aux sociétés mixtes. En septembre 2012, la Confédération et les cantons ont instauré une organisation de projet commune, qui a présenté son rapport final le 11 décembre 2013.

Vu les développements internationaux, le Conseil-exécutif part du point de vue que la suppression du régime appliqué aux sociétés bénéficiant du statut particulier est devenue inéluctable. Il préconise donc la suppression de cette réglementation particulière.

La proportion des recettes fiscales provenant de sociétés bénéficiant du statut particulier est relativement basse dans le canton de Berne (cf. réponse à la question 3 ci-avant). Pour ce qui est des conséquences de la suppression du régime particulier de ces sociétés, la perte de recettes fiscales que celles-ci génèrent n'est donc pas la principale préoccupation. Les répercussions probables de cette suppression sont plus importantes: d'un côté, l'éventuel départ de sociétés bénéficiant du statut particulier entraînerait la perte d'emplois; d'un autre côté, il pourrait y avoir un risque que d'autres cantons emboîtent le pas au canton de Genève suite à sa déclaration d'intention et prennent des dispositions en matière de barèmes. Cela pourrait signifier que des sociétés imposées normalement envisagent également de quitter le canton de Berne. Si ces sociétés venaient à quitter notre canton, il faudrait craindre des pertes nettement plus élevées en termes de recettes fiscales et d'emplois.

Si le canton de Berne devait, de son côté, adapter les taux d'imposition du bénéfice face à la pression de la concurrence intercantonale, les recettes de l'impôt sur le bénéfice baisseraient. Le Conseil-exécutif a déjà présenté les diminutions de recettes auxquelles il faudrait s'attendre en cas d'abaissement des taux d'imposition du bénéfice dans sa réponse à la [motion 151-2012](#) "Imposition des entreprises: Berne perd du terrain!".

Question 6

Dans sa [prise de position](#) du 5 mars 2014 sur le rapport final de l'organe de pilotage de la troisième réforme de l'imposition des entreprises, le Conseil-exécutif signale qu'il se positionnera définitivement sur cette réforme lorsque les répercussions de la nouvelle législation sur les cantons seront connues avec précision, ce qui, selon les informations du Département fédéral des finances (DFF), sera

probablement le cas lors de la procédure de consultation du projet, prévue pour l'été 2014.

Le Conseil-exécutif est favorable à la proposition de l'organisation de projet d'examiner en profondeur la question de l'imposition préférentielle des produits de licence (licence box). A l'instar de ce que pratiquent plusieurs Etats de l'Union européenne, les revenus issus des activités d'innovation des entreprises bénéficieraient ainsi d'une taxation privilégiée. De l'avis du Conseil-exécutif, la licence box devrait toutefois être interprétée de manière restrictive et se limiter aux brevets.

Le Conseil-exécutif juge problématique le remplacement de régimes spéciaux existants par de nouveaux allègements, qui risqueraient, dans un avenir proche, de subir à nouveau des pressions internationales. La sécurité du droit est un élément essentiel pour assurer l'attractivité de la Suisse en tant que lieu d'implantation des entreprises. Il faudra s'assurer que les nouveaux modèles d'allègement soient acceptés par l'UE et l'OCDE et qu'ils soient de surcroît réglés de manière contraignante pour les cantons dans la loi d'harmonisation fiscale. Il faut absolument empêcher que la concurrence fiscale intercantonale incite les cantons à proposer divers modèles d'allègement.

Question 7

En septembre 2012, la Confédération et les cantons ont instauré l'organisation de projet évoquée ci-avant. Un organe de pilotage assure la direction politique de l'ensemble du projet. Constitué paritairement de quatre représentants de la Confédération et de quatre représentants des cantons, cet organe est placé sous la direction de la cheffe du DFF. Les représentants des cantons comprennent trois membres du comité de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances (CDF) et un membre de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC). Le canton de Berne ne fait certes pas partie de l'organe de pilotage même, mais il est actif tant au sein du comité de la CDF (Beatrice Simon) qu'au sein du bureau de la CdC (Hans-Jürg Käser).

La Confédération prévoit de soumettre à consultation, en été 2014, un projet remanié contenant des dispositions légales concrètes, sur lequel les cantons auront la possibilité de donner leur avis. Comme d'habitude, les cantons échangeront leurs points de vue et se concerteront dans les divers organes existants (CDF, CdC, Conférence suisse des impôts). La coordination entre cantons et l'intégration des cantons dans le processus de décision sont donc assurées.

Affaire 2013.1670

N° de l'intervention: 002-2014
Type d'intervention: Interpellation

Déposée le: 15.12.2013
 Déposée par: Graber (La Neuveville, UDC)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence refusée: le 23.01.2014
 N° d'ACE: 602/2014 du 7 mai 2014
 Direction: Direction des finances

Rétrocession relative aux travailleurs frontaliers im-payée par la France

En 1983, la Confédération a signé un accord sur le principe et les modalités d'une rétrocession fiscale annuelle de la France relative aux travailleurs frontaliers au nom de huit cantons dont le nôtre (Berne, Vaud, Neuchâtel, Jura, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Soleure et Valais). Selon cet accord, les frontaliers paient leurs impôts en France, leur Etat de résidence. Ce dernier verse aux corporations de droit public concernées une compensation s'élevant à 4,5 pour cent des revenus bruts des frontaliers. Notons que le canton de Genève applique le principe inverse : le paiement des impôts par les frontaliers dans l'Etat où ils exercent leur activité lucrative principale, en l'occurrence en Suisse. Tout comme la France s'agissant des huit cantons concernés par l'accord de 1983, le canton de Genève rétrocède à la France 3,5 pour cent de la masse salariale des frontaliers imposés à la source.

En cette fin de 2013, la France est débitrice à l'égard des cantons concernés de près d'un demi-milliard de francs de rétrocession au titre de l'accord de 1983 précité. Sur ce montant, 276 millions de francs auraient dû être versés au 30 juin 2013. Or, à ce jour, la France ne s'est pas acquittée de ce montant. Pour le canton de Berne, l'arriéré se monte à quelque 5,1 millions de francs.

Il y a peu, le canton de Vaud a entrepris des démarches auprès de la Confédération, signataire de l'accord de 1983, afin qu'elle obtienne de l'Etat français qu'il honore ses obligations financières.

Le canton de Berne n'ayant pas encore reçu de la France les 5,1 millions de francs auxquels il a droit, le Conseil exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quelles démarches entend-il entreprendre pour récupérer cette somme ?
2. Un tel retard de paiement de la rétrocession fiscale due par la France s'agissant des frontaliers s'est-il déjà produit ?
3. Si oui, quand ?
4. Le canton de Berne et les sept autres cantons concernés par l'accord de 1983 ont-ils envisagé de coordonner leurs actions ?
5. Si de tels retards de paiement devaient survenir à nouveau, le Conseil exécutif envisagerait-il d'exiger le paiement d'intérêts moratoires ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le 24 décembre 2013, le Département fédéral des finances (DFF) a annoncé aux cantons que la France avait versé la somme de 276 313 847 francs au titre de rétrocession due pour 2012 en vertu de l'Accord franco-suisse relatif aux frontaliers. Le montant de 6 381 433,70 francs a été crédité sur le compte courant du canton de Berne.

La France a versé la compensation financière en retard. Dans l'échange de lettres des 25 avril et 8 juin 1984, la Suisse et la France avaient convenu qu'elle devait toujours être payée avant le 30 juin de l'année suivante.

Voici les réponses du Conseil-exécutif aux questions posées:

Question 1

Comme la France a payé la compensation financière entre-temps, il n'y a pas de démarches à entreprendre.

Question 2

Oui. Dans sa réponse à l'interpellation « Retard du paiement par la France d'une rétrocession fiscale pour les travailleurs frontaliers » ([objet n° 13.4131](#)), le Conseil fédéral a précisé ce qui suit:

« Il sied de relever que, de manière générale, le paiement de cette compensation financière intervient dans la seconde moitié de l'année, parfois en décembre. La situation actuelle n'est donc pas sans précédent en dépit des rappels réitérés effectués par les autorités fédérales. Le Département fédéral des finances a fait part du montant de 276 millions francs suisses dû au titre de l'année 2012 par lettre du 31 mai 2013 adressée au Ministère français des finances. Selon les informations obtenues de la France, le retard de paiement serait dû à la longueur du circuit administratif conduisant au paiement de la compensation. »

Question 3

Réponse inutile.

Question 4

Réponse inutile.

Question 5

Non. Cela n'est malheureusement pas possible. Ni l'Accord franco-suisse du 11 avril 1983, ni l'échange de lettres des 25 avril et 8 juin 1984 ne prévoient de clause concernant les retards de paiement éventuels. Il n'y a donc pas de base légale permettant de réclamer des intérêts moratoires.

La cheffe du DFF a déclaré que les retards de paiement subis faisaient l'objet de discussions nourries avec la France et que la délégation de négociation française avait assuré que la compensation financière serait versée plus tôt cette année (déclaration du 18.3.2014 au Conseil des Etats lors de la délibération sur la convention de double imposition sur les successions; [objet n° 13.076](#)). Il faut espérer que la France tiendra parole.

Annexe 2**Urgence des interventions parlementaires**

Le Bureau a accordé l'urgence aux interventions suivantes :

101-2014 I Imboden (Berne, Les Verts) « Création des places nécessaires pour les gens du voyage »

104-2014 M Moser (Landiswil, UDC) « Mettre un terme à l'élaboration de la nouvelle stratégie OAN »

105-2014 M Leuenberger (Trubschachen, PBD) « Collection Gurlitt: pas de financement avec l'argent des contribuables »

106-2014 M Klopfenstein (Biel/Bienne, PLR) « Gens du voyage venus de l'étranger »

107-2014 M Mühlheim (Berne, pvl) « Planification des soins hospitaliers 2015-2019 »

109-2014 M CFin (Iseli, Zwieselberg) « Audit indépendant de l'informatique: mettre les recommandations des experts en œuvre »

110-2014 M Gasser (Bévilard, PSA) « Gel de l'augmentation des effectifs de classe »

117-2014 M Sancar (Berne, Les Verts) « Traitement des demandes de naturalisation déposées sous l'ancien droit »

118-2014 M PS-JS-PSA (Aebersold, Berne) « Retards dans l'introduction du MCH 22

L'urgence a été refusée aux interventions suivantes :

112-2014 P Hügli (Biel/Bienne, PS) « Revenus supplémentaires pour le canton de Berne »

113-2014 M Schöni-Affolter (Bremgarten, pvl) « Fusion des petites paroisses: définition de critères pertinents »

114-2014 M Müller (Orvin, UDC) « Paiement des cotisations à la CSIAS »

115-2014 M Müller (Orvin, UDC) « Bénéficiaires de l'aide sociale récalcitrants: des sanctions plus sévères »

116-2014 M Hofmann (Berne, PS) « BKW transgresse la politique gouvernementale »

Affaires de Crédit

Affaires de Crédit de la session juin 2014

Début de la session le 2 juin 2014

Directions	Page
Commission des finances	
Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie	1
Direction de la police et des affaires militaires	6
Direction de l'instruction publique	7

Commission des finances

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

306 Office des eaux et des déchets (OED) Commune de Kiesen Transfert de la concession d'eau d'usage n° 1 sur la commune de Kiesen (assortie du droit de force hydraulique n° 33038)

A Généralités

Concessionnaire actuelle

Energie Wasser Bern (ewb, anciennement Städtische Werke Bern), Monbijoustrasse 11, 3001 Berne

Société requérante/nouvelle concessionnaire

Wasserverbund Region Bern AG (WVRB AG), Lindenuweg 10, Case postale 8825, 3001 Berne

Emplacement des captages

Captages d'eau souterraine Aaretalwerk I sur la commune de Kiesen (puits 1 à 4)

Coordonnées:

Puits 1: 610972/183022

Puits 2: 610835/183069

Puits 3: 610787/183214

Puits 4: 610736/183362

Commune

Kiesen

Numéro de la concession

Droit d'eau d'usage n° 1 (n° d'ordre 142/157/158) et droit de force hydraulique n° 33038

B Bases légales

- Loi du 23 novembre 1997 sur l'utilisation des eaux (LUE; RSB 752.41)
- Décret du 11 novembre 1996 sur les redevances dues pour l'utilisation des eaux (DRE; RSB 752.461)
- Décret du 15 janvier 1996 sur les émoluments du Grand Conseil et du Conseil-exécutif (DEmo GC/CE; RSB 154.11)

C Exposé des faits

La société Energie Wasser Bern (ewb) est en possession d'une concession d'eau d'usage, qui a été octroyée le 15 août 1990 et est valable jusqu'au 31 décembre 2030. (Le 15 avril 2003, cette concession a été transférée pour la dernière fois, par arrêté du Grand Conseil, de la commune municipale de Berne à la société ewb).

La concession confère le droit à la concessionnaire de prélever 60 000 litres d'eau par minute de la nappe d'eau souterraine dans la vallée de l'Aar sur le territoire de la commune de Kiesen. L'eau sert à alimenter le réseau public d'eau potable et d'eau d'usage de la ville et de la région de Berne (n° d'ordre 142). En raison de la capacité de la conduite («Aaretalleitung») qui relie Kiesen à la station de pompage de Schönaü à Berne, le prélèvement maximal ne dépasse pas 55 000 litres par minute.

A la station de pompage de Schönaü, la concessionnaire est par ailleurs autorisée à utiliser l'eau comme suit:

- 300 litres par minute pour le fonctionnement d'une installation de refroidissement, la puissance thermique évacuée ne devant pas excéder 188 MJ/h, soit 50 kW (n° d'ordre 157),
- 900 litres par minute pour exploiter une pompe à chaleur (n° d'ordre 158),
- exploitation d'une turbine Francis d'une puissance maximale de 80 kilowatts (droit de force hydraulique n° 33038).

Par courrier du 21 mai 2013, la société WVRB AG a soumis à l'Office des eaux et des déchets (OED) une demande de modification mineure de la concession. En vérifiant cette demande, l'OED a constaté que l'autorité concédante n'avait pas encore approuvé le transfert de concession.

Par courriel du 25 juin 2013, la société ewb a transmis à l'OED les documents prouvant le transfert (par substitution des parties) de la concession pour le prélèvement d'eau à Kiesen. Ces documents comprennent en particulier le contrat de vente du 26 janvier 2007 signé par les services concernés.

Par lettre du 24 octobre 2013, la société ewb, considérée encore comme concessionnaire, a confirmé la requête qui demande à l'autorité concédante d'approuver le transfert de concession. En accord avec la société WVRB AG, elle propose que la modification mineure de la concession (emplacement de prélèvement supplémentaire) fasse l'objet d'une procédure séparée une fois le transfert de concession approuvé.

D Considérants

Tout transfert de concession requiert l'approbation de l'autorité concédante (art. 13 LUE). L'approbation est donnée lorsque le requérant ou la requérante satisfait à toutes les exigences de la loi et de l'acte de concession.

En vertu de l'article 13, en relation avec l'article 15, alinéa 1, lettre d LUE, le transfert de la concession relève de la compétence du Grand Conseil.

Dans le cas d'espèce, les conditions matérielles du transfert sont réunies, la requérante satisfaisant à toutes les exigences de la loi et de l'acte de concession.

La demande de modification mineure de la concession, présentée par la société WVRB AG par courrier du 21 mai 2013, ne fait pas l'objet de la présente procédure et sera traitée dans une

procédure séparée. La compétence pour approuver la modification mineure relève de l'OED (art. 15, al. 3 LUE).

Le transfert de concession est approuvé. La nouvelle concessionnaire est tenue de respecter les dispositions de la concession du 15 août 1990 pendant toute la durée de celle-ci.

Un recours de droit administratif peut être formé contre la présente décision (art. 46, al. 2 LUE). Le délai de recours commence à courir à compter de la notification formelle de la présente décision. Celle-ci entre en vigueur au terme du délai référendaire s'il n'est pas utilisé ou à l'entrée en force de la décision populaire.

En vertu de l'article 62, alinéa 1, lettre d de la Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC; RSB 101.1), les décisions portant sur les concessions sont soumises au référendum facultatif.

E Décision

1. Approbation du transfert de concession

Le transfert de la concession d'eau d'usage n° 1 sur la commune de Kiesen (n° d'ordre 142, 157 et 158 et droit de force hydraulique n° 33038) à la société Wasserverbund Region Bern AG (WVRB AG) est approuvé.

La concessionnaire est autorisée à prélever un volume maximal de 60 000 litres d'eau par minute dans la nappe d'eau souterraine de la vallée de l'Aar sur le territoire de la commune de Kiesen. Comme jusqu'à présent, l'eau prélevée peut être utilisée comme suit:

- 55 000 litres par minute pour alimenter le réseau public d'eau potable et d'eau d'usage de la ville et de la région de Berne (n° d'ordre 142),
- 300 litres par minute pour le fonctionnement d'une installation de refroidissement, la puissance thermique évacuée ne devant pas excéder 188 MJ/h, soit 50 kW (n° d'ordre 157),
- 900 litres par minute pour exploiter une pompe à chaleur (n° d'ordre 158),
- exploitation d'une turbine Francis d'une puissance maximale de 80 kilowatts (droit de force hydraulique n° 33038).

La concession demeure inchangée et reste en vigueur jusqu'au 31 décembre 2030.

Tous les droits et obligations qui découlent de la concession du 15 août 1990 sont transférés à la nouvelle concessionnaire.

La présente décision est soumise au référendum facultatif et doit être publiée dans la Feuille officielle du Jura bernois.

2. Conditions, charges et indications

Suite au transfert de la concession, la nouvelle concessionnaire répond de tous les dommages imputables à la construction et au fonctionnement des installations d'exploitation.

La société ewb, concessionnaire actuelle, fait connaître les conditions, charges et indications à la société WVRB AG.

Les autres conditions, charges et indications stipulées dans la décision du 15 août 1990 relative à l'octroi de la concession demeurent inchangées.

3. Redevances annuelles

En raison de modifications apportées au DRE, les redevances annuelles effectivement dues diffèrent de celles figurant dans la décision du 15 août 1990 relative à l'octroi de la concession. Voici leurs montants actuels:

Eau potable et d'usage (n° d'ordre 142)

taxe d'eau non assise sur la consommation:	CHF 385 000.00
55 000 l/min × CHF 7.–	
+ taxe d'eau assise sur la consommation	CHF 0.04
par m ³ d'eau prélevée	

Eau de refroidissement/apport thermique (n° d'ordre 157)¹

taxe d'eau non assise sur la consommation:	CHF 350.00
50 kW × CHF 7.–	
+ taxe d'eau assise sur la consommation	CHF 0.15
par kWh d'apport thermique	

Utilisation de la chaleur de l'eau (n° d'ordre 158)

Depuis l'entrée en vigueur du DRE modifié le 1^{er} août 2011, aucune redevance n'est due sur les pompes à chaleur.

Droit de force hydraulique (n° 33038)

Selon l'article 3, lettre a DRE, aucune redevance n'est due.

Demeurent réservées les adaptations des redevances annuelles en cas de modification de la législation.

F Emoluments

Conformément au DEmo GC/CE, un émolument administratif de 1050 francs est perçu pour couvrir nos frais. Cet émolument est dû dès l'entrée en force de la présente décision et sera facturé à la nouvelle concessionnaire.

G Notification et copies pour information

1. Notification

Par courrier recommandé de l'OED adressé à la concessionnaire actuelle et à la requérante :

- Energie Wasser Bern, Monbijoustrasse 11, 3001 Berne
- Wasserverbund Region Bern AG (WVRB), Lindenauweg 10, Case postale 8825, 3001 Berne

2. Copies pour information

- Commune municipale de Kiesen (emplacement des captages)
- Commune municipale de Berne (emplacement de la station de pompage de Schönaue)
- Laboratoire cantonal
- Intendance des impôts, section Evaluation officielle
- Préfecture de Berne-Mittelland

H Voies de recours

La présente décision peut être attaquée dans les 30 jours, à compter de sa notification, auprès du Tribunal administratif du canton de Berne, Speichergasse 12, 3011 Berne. Le recours de droit administratif, présenté au moins en quatre exemplaires, doit comporter les conclusions, l'indication des faits, des moyens de preuve et des motifs, et doit être muni d'une signature valable. La décision attaquée et les moyens de preuve disponibles doivent être joints ou cités.

337 Haute école spécialisée bernoise HESB; édification du Campus Biel/Bienne Crédit d'engagement pluriannuel pour l'étude de projets

1. Objet

Vu les conclusions du débat au Grand Conseil le 22 mars 2012 sur le regroupement des sites de la Haute école spécialisée bernoise (HESB), il est prévu, dans une première étape, de construire

¹ Conformément aux dispositions transitoires de la modification du DRE du 25 janvier 2011, ce tarif s'applique jusqu'au remplacement de l'installation de refroidissement, mais au plus tard jusqu'au renouvellement de la concession.

sur le site de Bienne à proximité de la gare un nouveau campus pour les départements Technique et informatique (TI) ainsi qu'Architecture, bois et génie civil (ABGC).

La présente demande de crédit à hauteur de 24,5 millions de francs concerne l'intégralité de l'étude de projet Campus Biel/Bienne jusqu'à la phase de réalisation. Les coûts de l'étude du projet comprennent un concours visant à recueillir des projets, un avant-projet, un projet de construction assorti d'un devis, la procédure d'obtention du permis de construire ainsi que la préparation et l'organisation d'un appel d'offre destiné aux entreprises totales.

2. Bases légales

- Loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les hautes écoles spécialisées (LHES; RS 414.71)
- Loi du 19 juin 2003 sur la Haute école spécialisée bernoise (LHESB; RSB 435.411), art. 49c
- Ordonnance du 27 novembre 2002 sur l'organisation et les tâches de la Direction de l'instruction publique (Ordonnance d'organisation INS, OO INS, RSB 152.221.181), article 12
- Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (Loi d'organisation, LOCA; RSB 152.01), articles 32 et 33
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (OO TTE; RSB 152.221.191), article 14
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 42 ss
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFF; RSB 621.1), articles 136 ss
- Loi du 2 septembre 2009 sur le Fonds de couverture des pics d'investissement (loi sur le Fonds d'investissement, LFI, RSB 621.2), article 1, alinéa 2, lettre b

3. Coûts, dépenses nouvelles

Prix au 1^{er} avril 2013

Total des coûts de planification et d'étude de projet CHF 25 500 000.–

Etudes préalables (préparation et définition des fondements) CHF 1 000 000.–

Travaux d'étude:

- Concours de projets CHF 3 000 000.–
- Avant-projet, projet et devis CHF 12 000 000.–
- Procédure d'octroi du permis de construire CHF 900 000.–
- Préparation et organisation d'un appel d'offres destiné aux entreprises totales CHF 8 600 000.–

moins

les frais d'étude préalables déjà autorisés (ACE n°1390/2012) – CHF 1 000 000.–

Montant déterminant en matière d'autorisation de dépenses au sens de l'article 143 OFP CHF 24 500 000.–

Crédit d'étude à accorder CHF 24 500 000.–

Il s'agit de dépenses nouvelles et uniques au sens des articles 46 et 48, alinéa 2, lettre a LFP.

Le présent arrêté autorise les coûts supplémentaires liés au renchérissement (art. 54, al. 3 LFP et art. 151 OFP).

Les frais d'investissements pris en compte devraient faire l'objet, conformément à la loi sur la Haute école spécialisée bernoise, d'un subventionnement fédéral dont le montant est toutefois encore indéterminé et qui ne peut donc pas être déduit pour le moment.

4. Nature du crédit/compte/exercice comptable

Les dépenses sont inscrites au budget et dans le plan intégré mission-financement de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. Il s'agit d'un crédit d'engagement pluriannuel au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP. Sous réserve de l'approbation des budgets annuels, il sera en principe relayé par les paiements suivants:

Groupe de produits: Evolution du parc immobilier (09.15.9120)

Compte		Exercice/Montant
4980 503000	Office des immeubles et des constructions	2015 CHF 6 000 000.–
	Acquisition et établissement de biens-fonds du patrimoine administratif	2016 CHF 10 000 000.–
		2017 CHF 6 600 000.–
		2018 CHF 1 900 000.–
		CHF 24 500 000.–

Financement intégral par le Fonds d'investissement

Imputation interne entre l'Administration des finances et l'OIC concernant les contributions provenant du Fonds d'investissement:

Compte		Exercice/Montant
1374399100	Administration des finances à la charge du Fonds destiné à couvrir les pics d'investissement	2015 CHF 6 000 000.–
		2016 CHF 10 000 000.–
		2017 CHF 6 600 000.–
		2018 CHF 1 900 000.–
4980499100	Office des immeubles et des constructions	2015 CHF 6 000 000.–
	Report de financements spéciaux en faveur du compte de fonctionnement provenant du Fonds	2016 CHF 10 000 000.–
		2017 CHF 6 600 000.–
		2018 CHF 1 900 000.–

La garantie du financement de la réalisation passe par la sollicitation d'un financement partiel par le Fonds d'investissement des coûts de réalisation.

5. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la *votation facultative* et doit être publié dans la Feuille officielle du canton de Berne.

307 Commune d'Innertkirchen Protection contre les crues de l'Aar à Innertkirchen, phase bleue Subvention cantonale à l'étude et à la réalisation du projet Crédit d'engagement pluriannuel

1. Objet

Le crédit d'engagement demandé de 2 496 000 francs doit permettre d'allouer une subvention cantonale au projet d'aménagement des eaux «Protection contre les crues de l'Aar à Innertkirchen, phase bleue» (coût donnant droit à des subventions de CHF 7 800 000.–). Le projet de la corporation de digues d'Innertkirchen prévoit d'augmenter la capacité d'écoulement de l'Aar dans le centre du village d'Innertkirchen par le rehaussement des rives, l'abaissement des terrasses du lit majeur et la surélévation de deux ponts dont le niveau permet aujourd'hui d'évacuer le débit d'une crue trentennale pour atteindre celui d'une crue centennale. Afin de protéger efficacement le centre du village, les masses d'eau charriées en cas de crue centennale, voire plus exceptionnelle encore, seront par ailleurs détournées via un couloir d'évacuation des crues aménagé sur la rive droite de l'Aar.

La corporation de digues d'Innertkirchen est responsable de l'étude et maître d'ouvrage du projet d'aménagement des eaux.

2. Bases légales

- Loi fédérale du 21 juin 1991 sur l'aménagement des cours d'eau (LACE; RS 721.100), articles 1, 3 et 6 ss
- Loi du 14 février 1989 sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux (Loi sur l'aménagement des eaux, LAE; RSB 751.11), articles 2, 15, 36, 37 et 40
- Ordonnance du 15 novembre 1989 sur l'aménagement des eaux (OAE; RSB 751.111.1), article 29
- Ordonnance du 24 octobre 2007 portant introduction de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons en matière d'aménagement des eaux (OI RPT AmEaux; RSB 631.123), articles 2 et 3
- Directive de l'Office des ponts et chaussées du canton de Berne du 13 janvier 2012 «Aménagement de eaux: Subventions pour les ouvrages de protection et les revitalisations dans le canton de Berne»
- Loi du 16 septembre 1992 sur les subventions cantonales (LCSu; RSB 641.1), article 11
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 42 ss
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 136 ss
- Plan d'aménagement des eaux «Protection contre les crues de l'Aar à Innertkirchen, phase bleue» du 14 janvier 2014 (en allemand)
- Arrêté financier de la corporation de digues d'Innertkirchen du 29 novembre 2013 (en allemand)

3. Répercussions financières

(Niveau des prix au premier trimestre 2013; indice des coûts à la production de la SSE pour l'aménagement de cours d'eau)

3.1 Subvention cantonale

Coût total	CHF 8 800 000.–
./i. coûts ne donnant pas droit à une subvention (conduites de tiers)	– CHF 1 000 000.–

Coûts donnant droit à une subvention	CHF 7 800 000.–
--------------------------------------	-----------------

Subvention du canton (aménagement des eaux 32%), y compris subventions supplémentaires au montant du crédit déterminant pour l'autorisation de dépenses selon les articles 141 ss OFP	CHF 2 496 000.–
---	-----------------

Crédit à approuver max. CHF 2 496 000.–

Il s'agit de dépenses nouvelles et uniques au sens des articles 46 et 48, alinéa 2, lettre a LFP.

Le présent arrêté autorise les coûts supplémentaires liés au renchérissement.

La contribution du canton comprend les subventions complémentaires suivantes à titre de prestation supplémentaire: sécurité des systèmes 3%, participation 2%, efficacité du projet 2%.

3.2 Subvention fédérale

La Confédération verse une subvention à hauteur de 42 pour cent des coûts totaux, soit un montant de 3 276 000 francs, si la subvention cantonale prévue est accordée. La corporation de digues soumise à l'obligation d'aménager les eaux prend en charge les coûts restants qui s'élèvent à 2 028 000 francs.

4. Nature du crédit/Compte/Exercices

Il s'agit d'un crédit d'engagement pluriannuel au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP.

Groupe de produits	Protection contre les crues (09.11.9130)
Programme RPT et objectif	Ouvrages de protection des eaux, projet isolé

Ce crédit sera relayé en principe par les paiements suivants, inscrits au budget 2014 et au plan intégré «mission-financement»:

Compte	Rubrique budgétaire	Exercice/Montant
1579 562000	Office des ponts et chaussées, contributions d'investissement aux communes pour l'aménagement des eaux	2014 CHF 700 000.– 2015 CHF 700 000.– 2016 CHF 800 000.– 2017 CHF 200 000.– 2018 CHF 96 000.– <i>Total CHF 2 496 000.–</i>

5. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la votation facultative et doit être publié dans la Feuille officielle du Jura bernois.

317 Protection durable contre les crues de l'Aar entre Thoune et Berne, étude du projet «aarewasser»; 2^e crédit complémentaire au crédit d'engagement pluriannuel

1. Objet

Un deuxième crédit complémentaire est nécessaire pour les travaux très complexes d'étude du projet pionnier «Protection durable contre les crues de l'Aar entre Thoune et Berne» («aarewasser»). En plus des frais supplémentaires générés jusqu'en septembre 2013 – dont le montant et les causes ont déjà été examinés en détail dans le cadre d'un mandat de contrôle extraordinaire donné au Contrôle des finances par la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie –, d'autres dépenses à hauteur de 400 000 francs environ sont à prévoir. Le crédit complémentaire total demandé au Grand Conseil s'élève à 2,65 millions de francs. Il s'agit des coûts bruts pour le canton, dont une subvention significative escomptée de la Confédération pourra être déduite.

Les dépenses supplémentaires s'expliquent principalement par la prolongation de deux ans de l'étude de projet, elle-même rendue nécessaire par des oppositions importantes, et à tous les frais connexes en sus, ainsi qu'aux examens et évaluations plus complexes que prévu concernant l'impact environnemental du projet.

2. Bases légales

- Loi fédérale du 21 juin 1991 sur l'aménagement des cours d'eau (LACE; RS 721.100), articles 1, 3 et 6 ss
- Loi du 14 février 1989 sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux (LAE; RSB 751.11), articles 2, 15, 36, 37 et 40
- Ordonnance du 15 novembre 1989 sur l'aménagement des eaux (OAE; RSB 751.111.1), article 29
- Ordonnance du 24 octobre 2007 portant introduction de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons en matière d'aménagement des eaux (OI RPT AmEaux; RSB 631.123), articles 2 et 3
- Directive du 13 janvier 2012 de l'Office des ponts et chaussées du canton de Berne, intitulée «Subventions pour les ouvrages de protection et les revitalisations dans le canton de Berne»

- Loi du 16 septembre 1992 sur les subventions cantonales (LCSu; RSB 641.1), article 11
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 42 ss
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFF; RSB 621.1), articles 136 ss
- AGC n° 1489 du 18 novembre 2008

3. Coûts, nouvelles dépenses

(Niveau des prix au 1^{er} trimestre 2013; indice des coûts de production de la SSE pour l'aménagement de cours d'eau)

Aperçu global

– Coûts de l'étude de projet selon les arrêtés de crédit	CHF	5 150 000.–
– Frais supplémentaires pour l'étude de projet	CHF	3 050 000.–
– Frais d'acquisition de terrains selon l'AGC n° 1489/2008	CHF	2 400 000.–

Coûts à la charge du canton (brut) CHF 10 600 000.–

Moins les dépenses déjà autorisées et le renchérissement

./ Crédit du 17 février 2006 pour les études préliminaires (net*)	– CHF	49 500.–
./ Crédit d'étude approuvé par l'ACE n° 1069 du 17 mai 2006 (net*)	– CHF	957 000.–
./ 1 ^{er} crédit complémentaire approuvé par l'AGC n° 1489 du 18 novembre 2008 pour l'étude de projet et l'acquisition de terrains (brut)	– CHF	6 593 000.–
./ Renchérissement 2006–2013	– CHF	350 500.–
2 ^e crédit complémentaire à autoriser (brut)	CHF	2 650 000.00

* Conformément à la pratique alors en vigueur, seules les dépenses nettes ont été autorisées.

Il s'agit de dépenses uniques et nouvelles au sens de l'article 46 et de l'article 48, alinéa 2, lettre a LFP.

Le présent arrêté autorise les coûts supplémentaires liés au renchérissement.

Subvention fédérale

Une subvention fédérale de 40 à 60 pour cent, c'est-à-dire de 4,2 à 6,3 millions de francs, peut être escomptée pour l'étude de projet et l'acquisition de terrains.

4. Type de crédit/compte/exercice

Groupe de produits: protection contre les crues (09.11.9130)

Il s'agit d'un crédit complémentaire au sens de l'article 54 LFP et d'un crédit d'engagement pluriannuel au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP, qui a été et sera en principe relayé par les paiements suivants, inscrits au budget et au plan financier:

Compte	Rubrique budgétaire	Exercice/Montant
1579 501300	Office des ponts et chaussées, ouvrages hydrauliques	Jusqu'ici CHF 2 250 000.–
	Etude de projet et réalisation	2014 CHF 300 000.–
	de plans cantonaux d'aménagement des eaux en lieu et place des assujettis à l'aménagement des eaux	2015 CHF 100 000.–
	<i>Total (renchérissement exclu)</i>	CHF 2 650 000.–

5. Référendum financier

Les autorisations de dépenses sont soumises au référendum financier facultatif et doivent être publiées dans la Feuille officielle du Jura bernois.

308 Adaptation de l'arrêté du 19 mars 2013 sur l'offre de transports publics pour les périodes d'horaire 2014–2017

1. Objet

Par l'arrêté du 19 mars 2013, le Grand Conseil a défini l'offre de transports publics non touristiques et le cadre financier afférent pour les périodes d'horaire 2014–2017. Une première adaptation est nécessaire étant donné que des exploitations-pilotes arrivent à leur terme et qu'elles devront être intégrées dans l'offre de base cantonale en 2015.

L'adaptation de l'arrêté est de la compétence exclusive du Grand Conseil.

2. Bases légales

- Loi fédérale du 20 décembre 1957 sur les chemins de fer (LCdF; RS 742.101), articles 49 à 61a
- Loi du 20 mars 2009 sur le transport de voyageurs (LTV; RS 745.1)
- Loi fédérale du 13 décembre 2002 sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (loi sur l'égalité pour les handicapés, LHand; RS 151.3)
- Ordonnance du 11 novembre 2009 sur l'indemnisation du trafic régional de voyageurs (OITRV; RS 745.16)
- Ordonnance du 4 novembre 2009 sur le transport de voyageurs (OTV; RS 745.11)
- Ordonnance du 11 novembre 2009 sur les horaires (OH; RS 745.13)
- Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (RSB 101.1), article 34, alinéa 2
- Loi du 16 septembre 1993 sur les transports publics (LCPT; RSB 762.4)
- Loi du 27 novembre 2000 sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC; RSB 631.1), article 29
- Ordonnance du 10 septembre 1997 sur l'offre de transports publics (OOT; RSB 762.412)
- Ordonnance du 23 août 1995 sur la participation des communes aux coûts des transports publics (OPCTP; RSB 762.415)
- Ordonnance du 17 septembre 1997 sur le transport de personnes (OTPer; RSB 764.2)
- Arrêté du Grand Conseil du 19 mars 2013 sur l'offre de transports publics pour les périodes d'horaire 2014–2017 (AGC 2012.1599)

3. Principes généraux régissant l'offre de transports publics

Inchangé.

4. Offre 2014 à 2017 de transport régional des voyageurs

4.1 à 4.4 Inchangés.

4.5 Les modifications suivantes sont prévues sur le réseau à partir de l'année d'horaire 2015 par rapport à l'offre actuelle selon les chiffres 4.1 à 4.4:

Nouvelles lignes:

- prolongement de la ligne de bus Bienne–Scheuren jusqu'à Orpoud (niveau d'offre 1)

Suppression de lignes:

- suppression de la ligne Oberthal–Zäziwil–Grosshöchstetten

5. Offre 2014 à 2017 dans les villes de Berne, Bienne et Thoune

Inchangé.

6. Exploitations-pilotes

Inchangé.

7. Gestion des exploitations, sécurité et tarification

Inchangé.

8. Répercussions en matière de finances et de personnel

Inchangé.

9. Dispositions finales

Inchangé.

Direction de la police et des affaires militaires

377 Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLE); contribution future au fonds de construction concordataire **Approbation de l'augmentation de la contribution au fonds de construction** **Crédit d'engagement pluriannuel 2013–2017/ autorisation de dépenses/crédit d'objet**

1. Objet

Depuis 2007, le canton de Berne est membre du concordat de la Suisse du Nord-Ouest et de la Suisse centrale sur l'exécution des peines et mesures (ci-après: concordat). Le concordat permet la constitution et la gestion d'un fonds financé par le biais de suppléments d'indemnité et destiné à subventionner des projets de construction, de transformation et de rénovation d'établissements concordataires cantonaux (fonds de construction).

Le 28 octobre 2011, la conférence concordataire a estimé que, compte tenu de l'évolution prévisible du solde de ce fonds, mais aussi des projets de construction en cours dans les cantons membres pour les années à venir et des prévisions de l'Office fédéral de la justice, il faudrait s'attendre, d'ici à 2017, à des demandes de prélèvement d'environ 3,5 millions de francs par an, au taux de contribution actuel. Selon elle, le déficit annuel qui en résulterait serait d'environ 1,7 million, ce qui correspond quasiment au montant des recettes versées annuellement au fonds par l'ensemble des cantons membres. Forte de ce constat, la conférence a esquissé différentes solutions et a décidé, lors de sa séance du 9 novembre 2011, d'instaurer une contribution extraordinaire temporaire, en relevant la contribution de 5 à 10 francs pendant dix ans. Cependant, l'article 17, alinéa 4 du concordat limite ce montant à 5 francs par jour de détention. De l'avis du Conseil-exécutif, il n'existe aucune base légale permettant de l'augmenter, même pour une durée limitée.

L'augmentation souhaitée par la conférence concordataire étant justifiée sur le plan matériel, et le fonds revêtant de l'importance pour le canton de Berne, le Conseil-exécutif soumet au Grand Conseil le présent arrêté, qui est soumis au référendum facultatif. Il a pour but d'instaurer la base légale nécessaire pour que le canton de Berne puisse verser au fonds de construction des contributions pouvant atteindre le double du montant prévu à l'article 17, alinéa 4 du concordat, et ce pour une période limitée à cinq ans, soit de 2013 à 2017. L'arrêté demande en même temps une autorisation de dépenses pour les montants correspondants, sous la forme d'un crédit d'engagement pluriannuel. Il s'agit en l'espèce d'une solution provisoire. La Direction de la police et des affaires militaires, compétente en l'espèce, mettra cette phase de transition de cinq ans à profit pour faire modifier l'article 17, ali-

née 4 du concordat et instaurer ainsi une base légale en bonne et due forme pour le financement du fonds à l'avenir.

2. Bases légales

- Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP; RS 311.0), articles 372, alinéas 1 et 3, 377, alinéas 1 à 4, 378, alinéa 1, et 380, alinéa 1
- Loi du 25 juin 2003 sur l'exécution des peines et mesures (LEPM; RSB 341.1), articles 2, 8, 9, 84, alinéa 1, et 90
- Ordonnance du 5 mai 2004 sur l'exécution des peines et mesures (OEPM; RSB 341.11), articles 16, chiffres 2 à 5, et 17, chiffres 1 à 3
- Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (loi d'organisation, LOCA; RSB 152.01), article 30
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la police et des affaires militaires (ordonnance d'organisation POM, OO POM; RSB 152.221.141), articles 1 et 10
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 43 ss, 47, 48, alinéa 2, lettre a, et 50, alinéa 3
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 136, 139, 146 et 152
- Arrêté du Grand Conseil du 10 septembre 2007 concernant l'adhésion au concordat de la Suisse du Nord-Ouest et de la Suisse centrale sur l'exécution des peines et mesures (RSB 349.1)
- Concordat du 5 mai 2006 de la Suisse du Nord-Ouest et de la Suisse centrale sur l'exécution des peines et mesures, article 17, alinéa 4

3. Nature de la dépense et qualification juridique

Dépense périodique nouvelle (art. 47 et 48, al. 2, lit. a LFP)

4. Montant déterminant

Crédit à autoriser

CHF 1 976 400.–

5. Nature du crédit/compte/groupe de produits/ exercices comptables

Crédit d'engagement pluriannuel 2013–2017 (crédit d'objet)
Groupe de produits 06.06.9120 Privation de liberté et mesures d'encadrement

Compte COFI 361000 (subventions à l'exploitation)

Les dépenses sont inscrites au budget et au plan intégré mission-financement de la Direction de la police et des affaires militaires.

6. Coûts induits

Aucun

7. Référendum financier

Le présent arrêté est **soumis à la votation facultative** et doit être publié dans la Feuille officielle.

340 Fonds de loterie: approbation du compte annuel 2013

1. Objet

Le compte annuel du Fonds de loterie est bouclé le 31 décembre 2013 avec un solde de 78 051 628 francs. Après déduction des subventions promises non encore versées (43 858 743 francs), l'avoir net est de 34 192 885 francs.

Dans son rapport de révision du 7 février 2014, le Contrôle des finances confirme l'exactitude du compte annuel et recommande son approbation.

2. Bases légales

- Loi du 4 mai 1993 sur les loteries (LLot; RSB 935.52), articles 39 et 46, alinéa 1
- Ordonnance du 20 octobre 2004 sur les loteries (OL; RSB 935.520), article 32
- Loi du 12 juin 2012 sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC; RSB 423.11), article 34, alinéa 2, lettre a
- Loi du 13 septembre 2004 sur le statut particulier du Jura bernois et sur la minorité francophone du district bilingue de Bienne (loi sur le statut particulier, LStP; RSB 102.1), article 20, alinéa 1
- ACE 2077 du 2 décembre 2009

3. Proposition

Sur proposition de la Direction de la police et des affaires militaires, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'approuver le projet d'arrêté et le compte annuel 2013 du Fonds de loterie.

343 Fonds du sport: approbation du compte annuel 2013

1. Objet

Le compte annuel du Fonds du sport est bouclé le 31 décembre 2013 avec un solde de 45 007 338 francs. Après déduction des subventions promises non encore versées (20 562 119 francs), l'avoir net est de 24 445 219 francs.

Dans son rapport de révision du 7 février 2014, le Contrôle des finances confirme l'exactitude du compte annuel 2013 et recommande son approbation.

2. Bases légales

- Loi du 4 mai 1993 sur les loteries (LLot; RSB 935.52), articles 39 et 46a, alinéa 1
- Ordonnance du 24 mars 2010 sur le Fonds du sport (RSB 437.63), articles 3, alinéas 1 et 2, et 8, alinéa 2
- Loi du 13 septembre 2004 sur le statut particulier du Jura bernois et sur la minorité francophone du district bilingue de Bienne (loi sur le statut particulier, LStP; RSB 102.1), article 20, alinéa 1

3. Proposition

Sur proposition de la Direction de la police et des affaires militaires, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'approuver le projet d'arrêté et le compte annuel 2013 du Fonds du sport.

Direction de l'instruction publique

349 Fonds d'encouragement des activités culturelles Comptes annuels 2013 – approbation

1. Objet

La clôture des comptes 2013 du Fonds d'encouragement des activités culturelles au 31 décembre 2013 présente un solde de 8 678 636,45 francs. Compte tenu de subventions promises d'un total de 4 661 223,95 francs n'ayant pas encore été versées, le solde net s'élève à 4 017 412,50 francs.

Dans son rapport de révision du 24 janvier 2014, le Contrôle des finances du canton de Berne atteste l'exactitude des données des comptes annuels 2013 et recommande de les approuver.

2. Bases légales

- Articles 34 et 42 de la loi du 12 juin 2012 sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC; RSB 423.11)
- Article 17 de l'ordonnance du 13 novembre 2013 sur l'encouragement des activités culturelles (OEAC; RSB 423.411.1)
- Article 39 de la loi du 4 mai 1993 sur les loteries (LLot; RSB 935.52)
- Article 32 de l'ordonnance du 20 octobre 2004 sur les loteries (OL; RSB 935.520)

3. Proposition

Sur proposition de la Direction de l'instruction publique, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter le présent projet d'arrêté et d'approuver les comptes annuels 2013 du Fonds d'encouragement des activités culturelles.

Proposition de la Commission «prestations complémentaires
pour les familles à faible revenu»



Loi sur les prestations complémentaires pour les familles à faible revenu (LPCFam)

Commission «prestations complémentaires pour les familles à faible revenu»

Table des matières

	pages
1. Synthèse	3
2. Contexte	3
2.1 Situation des familles dans le canton de Berne	3
2.2 Prestations prévues par le canton de Berne pour accroître les ressources financières des familles	4
2.3 Interventions parlementaires	4
2.4 Initiative parlementaire 147-2012 (Steiner-Brütsch, Langenthal)	5
2.5 Travail de la Commission	5
3. Caractéristiques du projet de loi	6
3.1 En quoi consistent les prestations complémentaires pour familles à faible revenu?	6
3.2 Objectifs des prestations complémentaires pour les familles à faible revenu	6
3.2.1 Réduire la pauvreté des familles	6
3.2.2 Décharger l'aide sociale	6
3.3 Variantes étudiées	7
3.4 Modèle conçu par la Commission PCFam	7
3.3.1 Conditions d'octroi	7
3.3.2 Revenus déterminants et dépenses reconnues	7
3.3.3 Incitation au travail	8
4. Droit comparé	9
5. Commentaire des articles	9
6. Place du projet dans le programme gouvernemental de législation (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes	16
7. Répercussions financières	16
7.1 Coûts	16
7.2 Place du projet dans le budget et le PIMF	18
8. Répercussions sur le personnel et l'organisation	18
9. Répercussions sur les communes	19
10. Répercussions sur l'économie	19
11. Résultat de la procédure de consultation	19
12. Propositions	19

Rapport de la Commission «prestations complémentaires pour les familles à faible revenu (PCFam) – initiative parlementaire» à l'intention du Grand Conseil sur la loi sur les prestations complémentaires pour les familles à faible revenu (LPCFam)

1. Synthèse

Le 3 septembre 2012, le Grand Conseil a accordé son soutien provisoire à l'initiative parlementaire 147-2012, intitulée «Prestations complémentaires pour les familles à faible revenu (PCFam)» (Steiner-Brütsch, Langenthal) par 81 voix contre 68 et une abstention. Le parlement a ainsi pu lancer les travaux préparant l'introduction de prestations complémentaires familiales, après qu'en août 2011, le Conseil-exécutif avait renoncé, pour des raisons financières, à mettre en œuvre la motion 219/2008 «Prestations complémentaires pour les familles à revenu modeste: un remède efficace contre la pauvreté» durant la période de planification financière en cours.

Les prestations complémentaires familiales sont destinées aux familles dont l'activité professionnelle salariée ou indépendante des parents ne suffit pas à subvenir aux besoins. Elles couvrent le montant des dépenses reconnues qui dépasse les revenus de la famille (déficit financier). Elles sont réservées aux familles dont le revenu de l'activité lucrative ne suffit pas à couvrir les dépenses.

La Commission spéciale «prestations complémentaires pour les familles à faible revenu – initiative parlementaire» (Commission PCFam), instituée pour préavisier cette initiative parlementaire, présente aujourd'hui un projet de loi sur les prestations complémentaires pour les familles à faible revenu adaptée à la situation du canton de Berne. Le projet vise à réduire la pauvreté des familles. L'introduction des prestations complémentaires familiales permettrait de décharger l'aide sociale, puisque bon nombre de familles à faible revenu en sont tributaires. Ces prestations permettraient également d'assurer la subsistance des familles qui vivent dans la précarité financière, sans pour autant être éligibles à l'aide sociale.

Etant donné la situation financière délicate du canton de Berne, la Commission PCFam a opté pour un modèle dans lequel seules les familles les plus touchées par la pauvreté ou par le risque de pauvreté selon le Rapport social du canton de Berne, c'est-à-dire les familles monoparentales et les familles comptant au moins trois enfants. En outre, seules les familles qui ne peuvent pas ou pratiquement pas augmenter leur activité lucrative en raison de leurs obligations familiales, c'est-à-dire les familles comptant au moins un enfant d'âge préscolaire, pourraient prétendre aux prestations complémentaires familiales. Enfin, seuls les postes de dépenses essentiels de la famille seraient pris en compte. Il s'agit en particulier des besoins cou-

rants, des frais de logement, des primes d'assurance-maladie, des éventuels frais de garde, ainsi que des frais de déplacement et de repas pris sur le lieu de travail.

De l'avis de la Commission, les PCFam contribueraient grandement à réduire la pauvreté des familles. Pour des raisons de politique financière, la majorité des membres de la Commission PCFam juge cependant que les prestations complémentaires familiales ne devraient pas être introduites maintenant.

La majorité de la Commission propose donc au Grand Conseil de ne pas entrer en matière sur ce projet de loi.

La minorité de la Commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière et d'adopter la loi.

2. Contexte

2.1 Situation des familles dans le canton de Berne

D'après le Rapport social 2012¹⁾ du Conseil-exécutif, actuellement, douze pour cent des ménages du canton de Berne comprenant des personnes en âge de travailler, soit 75 500 personnes, sont pauvres ou menacés de pauvreté. Ces dix dernières années, la situation des dix pour cent des ménages les plus pauvres s'est par ailleurs détériorée. Le Rapport social du Conseil-exécutif considère une personne comme pauvre ou menacée de pauvreté lorsque les revenus provenant de son activité lucrative ou des prestations des assurances sociales ne suffisent pas à assurer son minimum vital. Une personne est réputée *menacée de pauvreté* lorsque son revenu disponible est inférieur à 60 pour cent du revenu moyen (médian) de l'ensemble des ménages du canton de Berne. Une personne est réputée *pauvre* lorsque son revenu disponible est inférieur à la moitié du revenu médian. Concrètement, en 2010, le seuil de pauvreté se situait à 1927 francs par mois pour un ménage d'une personne.

Comme le souligne la Stratégie 2009 de politique familiale du canton de Berne²⁾, les ménages avec enfants disposent d'un revenu moindre par rapport aux ménages sans enfant. La situation financière des ménages avec enfants n'est pas seulement marquée par les frais directs de la parentalité, mais aussi par une réduction du revenu de l'activité professionnelle en raison des frais de garde. Par conséquent, le taux de pauvreté et le taux de risque de pauvreté, qui s'élèvent à 13,5 pour cent, sont légèrement supérieurs chez les ménages avec enfants. D'après les évaluations effectuées par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale à partir des données fiscales de 2010, en 2010 14 000 ménages avec enfants étaient pauvres ou

¹⁾ Conseil-exécutif du canton de Berne, Rapport social 2012: La lutte contre la pauvreté dans le canton de Berne, 2012

²⁾ Conseil-exécutif du canton de Berne, Stratégie de politique familiale du canton de Berne. Rapport sur la mise en œuvre de la motion 177/2006 Streiff-Feller, Oberwangen (PEV) du 4 septembre 2006 concernant la création d'une Conférence familiale interdirectionnelle et de la motion 178/2006 Schnegg-Affolter, Lyss (PEV) du 4 septembre 2006 concernant l'élaboration d'une stratégie de politique familiale, 2009, p. 30 s.

menacés de pauvreté, les femmes élevant seules leurs enfants et les couples avec plus de trois enfants étant particulièrement touchés par la pauvreté ou le risque de pauvreté.

Dans le canton de Berne, les seules prestations financières accordées jusqu'à présent aux personnes de condition modeste qui ne parviennent pas à subvenir à leurs besoins par leurs propres moyens sont les prestations d'aide sociale. Les familles à faible revenu sont donc souvent contraintes de se tourner vers l'aide sociale. En 2010, plus de la moitié des bénéficiaires de l'aide sociale étaient des parents isolés ou des couples avec enfants. La pauvreté menaçant davantage les familles, ce sont les enfants et les adolescents qui présentent le risque le plus élevé d'être tributaires de l'aide sociale. Près d'un tiers des bénéficiaires de l'aide sociale âgés d'au moins 15 ans exercent une activité professionnelle, deux tiers d'entre eux à au moins 50 pour cent.

En résumé, de nombreuses familles du canton de Berne ont des difficultés financières. Cela s'applique aussi aux familles qui disposent d'un revenu issu d'une activité lucrative. Les taux de pauvreté et de risque de pauvreté ainsi que le risque de dépendre de l'aide sociale, plus élevés pour les familles, reflètent les difficultés économiques auxquelles elles sont confrontées dans le canton de Berne.

2.2 Prestations prévues par le canton de Berne pour accroître les ressources financières des familles

Comme l'indique le tableau suivant, le canton de Berne prévoit déjà des prestations financières spécifiquement destinées aux familles. Certaines de ces prestations financières sont soumises à des conditions de revenus. Ainsi, les tarifs des offres d'accueil extrafamilial subventionnées dépendent des revenus. C'est la même chose pour les réductions d'impôt spécifiques. Les réductions des primes d'assurance maladie dépendent elles aussi des revenus. En revanche, les allocations pour enfants et les allocations de formation, et le cas échéant les pensions alimentaires, ne dépendent pas des revenus de la famille. Enfin, l'aide sociale individuelle garantit aux familles démunies un soutien économique et des conseils.

Tableau 1: Prestations financières dans le canton de Berne

Prestations financières destinées aux familles	Autres prestations financières
Structures d'accueil extrafamilial subventionnées: Tarif en fonction du revenu familial.	Réduction des primes d'assurance-maladie: Diminue la charge financière représentée par les primes d'assurance-maladie pour les personnes de condition modeste.

Prestations financières destinées aux familles	Autres prestations financières
Allocations familiales cantonales: Permettent d'atténuer en partie la charge financière que représentent les enfants.	Assurance-chômage: Indemnités journalières permettant de garantir les conditions d'existence et mesures destinées à l'intégration professionnelle. La situation familiale est prise en compte dans l'application des mesures.
Avance des pensions alimentaires: Contributions d'entretien avancées aux ayants droit lorsque le parent débiteur ne s'acquitte pas de son obligation, ne le fait que partiellement ou avec du retard.	Aide sociale individuelle: Aide économique et conseils permettant de couvrir les besoins vitaux de la personne dans le besoin et servant de dernier filet de sécurité dans le système de la sécurité sociale.
Imposition des familles: Le canton de Berne prévoit une déduction pour enfants, une déduction pour la garde des enfants par des tiers, et une déduction pour foyers monoparentaux.	

Source: Conseil-exécutif du canton de Berne, Stratégie de politique familiale du canton de Berne, 2009, p. 51 (présentation modifiée).

Comme déjà mentionné et comme le montre le tableau ci-dessus, à part l'aide sociale, il n'existe à ce jour dans le canton de Berne aucune autre prestation pour les personnes de conditions modestes qui ne parviennent pas à subvenir à leurs besoins. C'est la raison pour laquelle de nombreuses familles à faible revenu sont actuellement soutenues par l'aide sociale.

2.3 Interventions parlementaires

Ces dix dernières années, la pauvreté et le risque de pauvreté pour les familles, ainsi que les moyens de les réduire ont régulièrement fait l'objet d'interventions parlementaires dans le canton de Berne³⁾. Les interventions parlementaires proposaient,

³⁾ Interpellation 247/2000 (Wisler, Berthoud): Paupérisation des familles: adopter le modèle tessinois? (Journal du Grand Conseil 2001, compte rendu p. 450-455);
Motion 098/2001 (Kiener Nellen, Bolligen): Imposition du minimum vital (Journal du Grand Conseil 2001, compte rendu p. 798-801);
Motion 060/2003 (Schär-Egger, Lyss): Paupérisation des familles (Journal du Grand Conseil 2003, compte rendu p. 445-454);
Motion 104/2005 (Kropf, Berne): Amélioration des conditions de vie des working poors bénéficiaires de l'aide de sociale (Journal du Grand Conseil 2005, compte rendu p. 683-688);

dans le sillage des prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI et des prestations complémentaires familiales en place au Tessin, l'introduction de prestations complémentaires familiales pour améliorer la situation financière des familles dans le canton de Berne⁴⁾. Le Grand Conseil a adopté la motion 219/2008 par 81 voix contre 58 et zéro abstention, et donc chargé le Conseil-exécutif de créer les bases légales nécessaires à l'introduction de prestations complémentaires pour les familles à faible revenu⁵⁾. La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) a alors commencé à travailler sur un modèle de prestations complémentaires, et, dans sa Stratégie de politique familiale, le Conseil-exécutif a qualifié les prestations complémentaires familiales de mesure prioritaire⁶⁾. Au vu des difficultés financières du canton, le Conseil-exécutif a cependant renoncé, dans le cadre des mesures d'allègement du budget 2010, à mettre en œuvre la motion 219/2008 au cours de la période de planification financière. Lors des débats sur le budget 2010, le 24 novembre 2009, le Grand Conseil n'a pas défendu cette opinion, mais a réitéré son soutien à l'introduction de prestations complémentaires familiales⁷⁾. Les éléments-clés du modèle de prestations complémentaires familiales préparé par la SAP ont

Postulat 128/2008 (Contini, Biennel): Mesures en vue d'éviter le recours des familles à l'aide sociale et contre la précarité des jeunes et des enfants (Journal du Grand Conseil 2008, compte rendu p. 537-538);

Motion 219/2008 (Steiner-Brütsch, Langenthal): Prestations complémentaires pour les familles à revenu modeste: un remède efficace contre la pauvreté (Journal du Grand Conseil 2009, p.127-132);

Motion 044/2010 (Lüthi, Wynigen): Combattre la pauvreté dans le canton de Berne (Journal du Grand Conseil 2010, p. 480-484);

Interpellation 076/2012 (Imboden, Berne): Paupérisation des familles monoparentales: quelles mesures? (Journal du Grand Conseil 2013, p. 212-213).

⁴⁾ Interpellation 247/2000 (Wisler, Berthoud): Paupérisation des familles: adopter le modèle tessinois? (Journal du Grand Conseil 2001, compte rendu p. 450-455)

Motion 159/2001 (Wisler, Burgdorf): Dépôt d'une initiative cantonale visant le versement des prestations complémentaires aux familles (Journal du Grand Conseil 2002, compte rendu p. 195-198);

Postulat 128/2008 (Contini, Biennel): Mesures en vue d'éviter le recours des familles à l'aide sociale et contre la précarité des jeunes et des enfants (Journal du Grand Conseil 2008, compte rendu p. 537-538).

⁵⁾ Motion 219/2008 (Steiner-Brütsch, Langenthal): Prestations complémentaires pour les familles à revenu modeste: un remède efficace contre la pauvreté (Journal du Grand Conseil 2009, p.127-132).

⁶⁾ Conseil-exécutif du canton de Berne, Stratégie de politique familiale du canton de Berne. Rapport sur la mise en œuvre de la motion 177/2006 Streiff-Feller, Oberwangen (PEV) du 4 septembre 2006 concernant la création d'une Conférence familiale interdirectionnelle et de la motion 178/2006 Schnegg-Affolter, Lyss (PEV) du 4 septembre 2006 concernant l'élaboration d'une stratégie de politique familiale, 2009.

⁷⁾ Le Grand Conseil a adopté par 77 voix contre 62 et sept abstentions la proposition du PEV (Steiner-Brütsch, Langenthal), qui demandait que la motion 219/2008 Steiner-Brütsch intitulée «Prestations complémentaires pour les familles à revenu modeste: un remède efficace» soit rayée de la liste des interventions qui ne seraient pas mises en œuvre (Journal du Grand Conseil 2009, p. 1364).

ensuite été présentés aux représentants et représentantes des groupes parlementaires en mars 2011. A ce moment-là, il était prévu de lancer la consultation fin 2011. Sur ces entrefaites, le Conseil-exécutif a une nouvelle fois décidé, en août 2011⁸⁾, de renoncer au projet de loi sur les prestations complémentaires familiales pour des raisons financières, rappelant cette décision, en décembre 2011, dans sa réponse à l'interpellation 212/2011, «Prestations complémentaires pour les familles: où en est-on?»⁹⁾. Le Conseil-exécutif a par conséquent supprimé les prestations complémentaires familiales du budget 2012/plan intégré «mission-financement» 2013-2015 et a indiqué dans le rapport de gestion 2011 que l'horizon de réalisation était incertain en raison de la situation financière du canton.¹⁰⁾

2.4 Initiative parlementaire 147-2012 (Steiner-Brütsch, Langenthal)

C'est dans ce contexte que l'initiative parlementaire 147-2012 a été déposée. Elle demandait que soient introduites des prestations complémentaires pour les familles à faible revenu grâce à une modification de la loi sur l'aide sociale. Ces prestations devaient venir en aide aux familles dont le revenu provenant de l'activité professionnelle ne suffit pas à couvrir les besoins du ménage. Pour pouvoir prétendre à ces prestations, la communauté familiale devait être domiciliée dans le canton de Berne depuis cinq ans, compter au moins un enfant de moins de 13 ans (variante: 7) et percevoir un revenu annuel minimum de 14 000 francs pour les familles monoparentales ou de 36 000 francs pour les familles biparentales. Le montant annuel accordé devait correspondre aux dépenses reconnues excédant les revenus déterminants. Il ne devait toutefois pas dépasser 27 000 francs (5000 francs supplémentaires par enfant à partir du 2^e enfant), et le Conseil-exécutif devait régler les modalités de calcul des prestations. Le système devait être aménagé de telle sorte à inciter les familles à exercer une activité rémunérée.

Le 3 septembre 2012, le Grand Conseil a décidé de soutenir provisoirement l'initiative parlementaire Steiner-Brütsch 147-2012 «Prestations complémentaires pour les familles à faible revenu», par 81 voix contre 68 et une abstention¹¹⁾. La Commission spéciale «prestations complémentaires pour les familles à faible revenu – initiative parlementaire» (Commission PCFam) a été instituée pour préavis cette affaire.

2.5 Travail de la Commission

D'après la législation sur le Grand Conseil, la commission instituée pour préavis une initiative parlementaire peut se rallier à l'initiative parlementaire et proposer des modifications ou élaborer un contre-projet. Elle peut soumettre préalablement le projet à des experts. La commission soumet le résultat de ses délibérations à la procédure de consultation. Elle doit soumettre sa proposition au Grand Conseil au

⁸⁾ ACE 1433/2011.

⁹⁾ Interpellation 212/2011 (Steiner-Brütsch, Langenthal): Prestations complémentaires pour les familles: où en est-on? (Journal du Grand Conseil 2012, p. 537-539).

¹⁰⁾ Rapport de gestion 2011 du canton de Berne, vol. 4, p. 20 et 68.

¹¹⁾ Journal du Grand Conseil 2012, p. 1026-1032.

plus tard deux ans après le dépôt de l'initiative parlementaire (cf. art. 56 LGC, art. 71-74 RGC).

La Commission «prestations complémentaires pour les familles à faible revenu (PCFam) – initiative parlementaire» s'est mise au travail en décembre 2012. Pour préavisier l'initiative parlementaire, la Commission PCFam s'est intéressée de près à la situation des familles du canton de Berne et aux prestations qui leur sont destinées, décrites dans le Rapport social 2012. Elle a examiné à la loupe le système de prestations complémentaires destinées aux familles et a étudié en profondeur le modèle que la SAP avait élaboré pour mettre en œuvre la motion 219/2008. La Commission a élargi ses connaissances en étudiant les modèles de prestations complémentaires familiales existant dans les cantons de Genève, de Soleure et de Vaud. A partir de ces informations et pour préciser l'initiative parlementaire, la Commission a décidé d'élaborer son propre modèle de prestations complémentaires familiales et d'en faire estimer ses coûts.

Etant donné la situation financière délicate du canton de Berne, la Commission PCFam a opté pour un modèle dans lequel seules les familles les plus menacées par la pauvreté, c'est-à-dire les familles monoparentales et les familles biparentales de trois enfants ou plus, recevraient une aide. Ces familles devraient aussi compter au moins un enfant d'âge préscolaire car ce facteur limite l'activité professionnelle des parents. En outre, seuls les postes de dépenses essentiels de la famille seraient pris en compte.

Pour des raisons de politique financière, la Commission PCFam juge cependant que les prestations complémentaires familiales ne devraient pas être introduites maintenant. **La majorité de la Commission propose donc au Grand Conseil de ne pas entrer en matière sur ce projet de loi. La minorité de la Commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière et d'adopter la loi.**

3. Caractéristiques du projet de loi

3.1 En quoi consistent les prestations complémentaires pour familles à faible revenu?

Les prestations complémentaires familiales s'adressent aux familles du canton de Berne dont le revenu de l'activité lucrative des parents ne suffit pas à couvrir les besoins vitaux, notamment en raison de leur bas salaire, de leur mauvaise instruction, de la taille du ménage, ou, pour les familles monoparentales, parce que la garde des enfants limite leur capacité d'exercer une activité professionnelle. Les prestations complémentaires offrent un complément au revenu de l'activité lucrative. Elles couvrent la différence entre les dépenses reconnues et les revenus déterminants (déficit financier). Elles sont versées aux familles en fonction des circonstances: seules les familles qui perçoivent un revenu du travail sans toutefois parvenir à couvrir leurs dépenses en bénéficient.

3.2 Objectifs des prestations complémentaires pour les familles à faible revenu

3.2.1 Réduire la pauvreté des familles

Les prestations complémentaires familiales visent avant tout à réduire la pauvreté des familles du canton de Berne. Les prestations complémentaires familiales sont particulièrement indiquées pour améliorer les conditions financières des familles à faible revenu car elles évitent le saupoudrage en s'adressant uniquement aux familles qui ne parviennent pas à assurer leur subsistance par leurs propres moyens en dépit de l'exercice d'une activité professionnelle. Par ailleurs, elles tiennent compte de la situation économique globale de la famille et assurent la subsistance de tous ses membres.

Les prestations complémentaires familiales visent par conséquent à soutenir les familles exerçant une activité professionnelle mais au revenu modeste et qui perçoivent les prestations de l'aide sociale parce qu'elles sont *pauvres*. D'autre part, elles doivent également venir en aide aux familles qui sont *menacées de pauvreté* et n'ont donc droit à aucune prestation sociale. En l'absence de soutien financier, ces familles risquent de voir leur situation se détériorer rapidement, comme cela s'est produit ces dernières années pour les revenus les plus bas, selon le Rapport social du Conseil-exécutif. En l'absence d'autre solution, ces familles seraient alors peu à peu contraintes de demander l'aide sociale. L'aide sociale devrait donc soutenir encore plus de ménages frappés d'un risque structurel de pauvreté, alors que ce n'est pas son rôle (cf. chapitre suivant).

3.2.2 Décharger l'aide sociale

Les prestations complémentaires familiales ont également pour but de décharger l'aide sociale. Le canton de Berne ne propose actuellement aucune prestation pour les personnes de condition modeste qui ne parviennent pas à assurer leur subsistance par leurs propres moyens, raison pour laquelle les familles à faible revenu doivent se tourner vers l'aide sociale pour recevoir un soutien. L'aide sociale n'est toutefois pas appropriée: elle n'est pas là pour couvrir un *risque structurel de pauvreté*, mais pour assurer la subsistance des *personnes qui se trouvent dans le besoin* en leur garantissant une aide matérielle couvrant le minimum vital, mais aussi en favorisant leur insertion sociale et professionnelle. Les bénéficiaires de l'aide sociale doivent prendre un emploi afin de pouvoir subvenir intégralement ou partiellement à leurs besoins sur le long terme.

Les prestations complémentaires familiales ne sont pas une aide sociale de plus, mais une prestation destinée à soutenir financièrement les familles à faible revenu. Elles s'adressent aux familles qui sont intégrées professionnellement mais qui n'arrivent pas à pourvoir à leurs besoins. Les prestations complémentaires familiales étant réservées aux familles dont l'activité professionnelle ou le revenu du travail des parents dépasse un certain seuil minimal, ces prestations se distinguent clairement du système de l'aide sociale.

Tableau 2: Distinctions entre les prestations complémentaires familiales et l'aide sociale

Critères	Prestations complémentaires familiales	Aide sociale
Public cible	Familles de travailleurs pauvres: parents intégrés professionnellement dont le revenu du travail ne suffit pas à couvrir le minimum vital de la famille.	Toutes les personnes en situation de détresse qui ne parviennent pas à subvenir à leurs besoins.
Prestation	Prestation pécuniaire destinée aux familles (prestation circulaire).	- Prestation pécuniaire (aide économique, prestation circulaire) - Consultations pour les bénéficiaires - Mesures d'intégration
Exécution	Exécution administrative à partir de forfaits.	Montant des prestations fixé individuellement par le personnel spécialisé en fonction de la situation de détresse.
Fonction de la prestation	Couverture d'un risque structurel à l'intérieur du système de sécurité sociale.	Parer à des situations de détresse individuelle à l'intérieur du système de sécurité sociale. N'intervient que lorsqu'aucune autre prestation ne permet de garantir à son bénéficiaire le minimum vital (subsidiarité).

3.3 Variantes étudiées

La Commission PCFam a étudié deux modèles de définition des ayants droit diffèrents et les a soumis à la consultation. Dans le modèle de base, toutes les familles qui remplissent les conditions d'octroi peuvent prétendre aux prestations complémentaires familiales. Dans la variante, seules les familles monoparentales et les familles d'au moins trois enfants qui remplissent les autres conditions d'octroi peuvent prétendre aux prestations complémentaires familiales. Il s'agit en effet des types de familles qui, selon le Rapport social, sont les plus frappées par la pauvreté ou par le risque de pauvreté.

Une estimation des coûts des deux modèles (voir aussi chapitre 7) révèle qu'avec le modèle de base, 3000 familles supplémentaires percevraient des prestations complémentaires familiales par rapport à la variante. Le montant des prestations versées serait supérieur de près de 40 millions de francs à celui versé avec la variante. Etant donné la situation financière tendue du canton de Berne, la majorité des membres de la Commission PCFam a décidé d'écarter le modèle de base.

3.4 Modèle conçu par la Commission PCFam

La Commission PCFam propose un modèle adapté à la situation du canton de Berne. Premièrement, compte tenu des difficultés financières du canton, le droit aux prestations est limité aux familles les plus touchées par la pauvreté ou par le risque de pauvreté. Il s'agit des familles monoparentales et des familles comptant au moins trois enfants. Deuxièmement, les prestations sont réservées aux familles qui ne peuvent pas ou pratiquement pas augmenter leur activité lucrative en raison de leurs obligations familiales. C'est pourquoi les familles doivent compter au moins un enfant d'âge préscolaire. Troisièmement, seules les dépenses essentielles de la famille sont prises en compte.

3.3.1 Conditions d'octroi

L'octroi des prestations complémentaires est soumis à une condition-clé: l'activité professionnelle des deux parents ou du parent solo et de son ou sa partenaire le cas échéant (pour les indépendants: le revenu du travail) doit atteindre un certain seuil minimal. Ce taux d'occupation minimum et ce revenu minimum dépendent de la structure familiale. Cela permet d'une part de tenir compte du fait qu'en raison de leurs obligations familiales, les parents isolés ne peuvent généralement exercer qu'une activité à temps partiel. D'autre part, cela permet aux familles biparentales de choisir une répartition traditionnelle des tâches, avec un parent principalement pourvoyeur de revenus, et l'autre principalement en charge des enfants. Pour pouvoir demander les prestations complémentaires familiales, la famille doit en outre résider depuis au moins cinq ans dans une commune du canton de Berne. Les prestations complémentaires familiales couvrent le déficit financier de toute la famille jusqu'à ce que le plus jeune enfant ait atteint l'âge de la scolarité obligatoire en vertu de l'article 22, alinéa 1 de la loi du 19 mars 1992 sur l'école obligatoire (LEO)¹²⁾. Enfin, les dépenses reconnues de la famille doivent excéder ses revenus déterminants, preuve que la famille a besoin d'aide.

3.3.2 Revenus déterminants et dépenses reconnues

Comme pour les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, les prestations complémentaires familiales couvrent la différence entre les dépenses reconnues et les revenus déterminants (déficit financier). Les revenus et les dépenses de tous les membres de la famille sont inclus dans le calcul. Les principales dépenses reconnues dans le modèle de la Commission PCFam sont les dépenses engagées pour les besoins courants, l'assurance-maladie obligatoire, le loyer et la prise en charge extrafamiliale des enfants. Parmi les principaux revenus déterminants figurent le revenu de l'activité lucrative et le patrimoine.

¹²⁾ RSB 432.210

3.3.3 Incitation au travail

Le modèle de la Commission PCFam prévoit une incitation au travail afin que les bénéficiaires des prestations complémentaires familiales aient néanmoins intérêt à gagner davantage et soient motivés pour améliorer leurs revenus. Ainsi, un certain pourcentage du revenu de l'activité lucrative est exclu des revenus (franchise sur le revenu) et les dépenses pertinentes de la famille (en particulier les frais de prise en charge extrafamiliale) sont prises en compte.

Tableau 3: *Eléments-clés du modèle de la Commission PCFam*

Elément	Description
Condition d'octroi	
Famille	Les prestations complémentaires familiales sont versées aux personnes qui font ménage commun avec au moins un enfant d'âge préscolaire dont elles sont les parents biologiques ou adoptifs, les beaux-parents ou les parents nourriciers. La ou le partenaire du parent solo est inclus dans la famille. Pour les familles biparentales, la famille doit en outre compter au moins trois enfants.
Domicile	La famille est domiciliée dans le canton de Berne depuis cinq ans.
Activité professionnelle	L'activité professionnelle de la famille, ou, pour les indépendants, le revenu du travail, doit atteindre un certain seuil qui dépend de la structure familiale (famille monoparentale ou biparentale).
Besoin	Les prestations complémentaires familiales sont destinées à couvrir des besoins. Elles sont réservées aux familles dont les dépenses reconnues excèdent les revenus déterminants.
Calcul des prestations complémentaires familiales	
Règle de calcul	Les prestations complémentaires familiales couvrent la différence entre les dépenses reconnues et les revenus déterminants (déficit financier). Le calcul prend en compte les revenus et les dépenses de tous les membres de la famille.

Elément	Description
Dépenses reconnues	
Besoins vitaux	Les dépenses courantes (nourriture, vêtements, ménage et loisirs) sont prises en compte de manière forfaitaire en fonction de la taille du ménage.
Frais de logement	Le loyer effectif est pris en compte jusqu'à un certain montant qui dépend de la taille du ménage. Si le logement est habité par ses propriétaires, les frais de logement sont calculés de la même manière que pour les prestations complémentaires à l'AVS et à l'Al.
Primes d'assurance-maladie	Une prime moyenne qui varie selon la région est prise en compte dans les dépenses.
Frais de prise en charge extrafamiliale	Sont prises en compte les dépenses effectivement engagées pour la prise en charge extrafamiliale des enfants par jour de travail des parents. Pour les familles biparentales, seuls les jours pour lesquels les deux parents exercent simultanément leur activité professionnelle sont pris en compte.
Frais d'obtention du revenu	Les frais de déplacement, les frais d'habillement et les frais supplémentaires résultant des repas pris hors du domicile sont pris en compte dans les dépenses jusqu'à concurrence des déductions fiscales autorisées.
Pensions alimentaires relevant du droit de la famille	Les pensions alimentaires effectivement versées sont prises en compte dans les dépenses.
Contributions aux assurances sociales	Les contributions versées aux assurances sociales obligatoires sont prises en compte.
Revenus déterminants	
Revenu de l'activité lucrative	Le revenu brut de l'activité lucrative, déduction faite d'une franchise, est pris en compte dans les revenus.
Patrimoine	Le patrimoine effectif, déduction faite d'une franchise, est pris en compte dans les revenus.
Allocations familiales	Les allocations familiales effectivement perçues sont prises en compte dans les revenus.
Pensions alimentaires relevant du droit de la famille	Les pensions alimentaires effectivement perçues sont prises en compte dans les dépenses.

4. Droit comparé⁽¹³⁾

On trouve actuellement des *prestations complémentaires pour les familles à faible revenu telles que décrites dans l'initiative 147-2012* dans les cantons de Genève, de Soleure, du Tessin et de Vaud. Comme pour les prestations complémentaires à l'AVS et de l'AI, les familles reçoivent une prestation d'un montant équivalent à leur déficit financier. Pour prétendre aux prestations, il faut atteindre un certain seuil d'activité rémunérée ou de revenu (sauf dans le canton de Vaud). Les prestations sont versées jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge fixé par la loi (selon les cantons, de 6 à 18 ans). Les prestations complémentaires familiales sont conçues de manière à inciter leurs bénéficiaires à travailler.

Sur la base de deux initiatives parlementaires⁽¹⁴⁾, la Confédération a elle aussi étudié pendant dix ans l'introduction de prestations complémentaires familiales. Différents modèles ont été discutés⁽¹⁵⁾. Sur proposition de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique, les initiatives parlementaires ont cependant été rejetées en juin 2011, mettant ainsi fin aux efforts fédéraux visant à mettre sur pied des prestations complémentaires familiales.

Les *familles à faible revenu avec de jeunes enfants* bénéficient actuellement d'*aides* dans onze cantons (AG, FR, GL, GR, LU, SG, SH, TI, VD, ZG et ZH). Le droit à ces aides est par ailleurs limité à une période relativement courte après la naissance des enfants (selon les cantons, de 6 mois à 3 ans). Les prestations s'inspirent en partie du système de prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, puisqu'elles soutiennent les familles dont les revenus ne suffisent pas à couvrir les dépenses. Dans certains cantons, les prestations visent à permettre aux parents de s'occuper eux-mêmes de leurs enfants alors que leur situation économique ne le leur permettrait pas (AG, GL, SG, SH). Dans certains cantons, les prestations sont exclusivement destinées aux mères (FR, LU, ZG) ou aux parents isolés (SH).

Le modèle de prestations complémentaires pour les familles à faible revenu, proposé par la Commission PCFam pour le canton de Berne, s'inscrit pour l'essentiel dans la ligne des prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, des prestations complémentaires familiales en vigueur dans les cantons de Genève, de Soleure et de Vaud, ainsi que des recommandations de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales⁽¹⁶⁾. Il réunit les éléments des différents modèles qui, selon la Commission PCFam, répondent aux besoins du canton de Berne.

⁽¹³⁾ Voir à ce sujet: Office fédéral de la statistique, *Inventaire des prestations sociales sous condition de ressources*, <http://www.sozinventar.bfs.admin.ch/Pages/lbsPublicStartPage.aspx> (état au 09.07.2013).

⁽¹⁴⁾ Initiative parlementaire 00.436n (Jacqueline Fehr) et 00.437n (Lukrezia Meier-Schatz) «Prestations complémentaires pour des familles. Modèle tessinois»

⁽¹⁵⁾ Commission de la sécurité sociale et de la santé publique, *Initiatives parlementaires Prestations complémentaires pour familles. Modèle Tessinois (Fehr Jacqueline et Meier-Schatz), rapport explicatif, 2004.*

⁽¹⁶⁾ Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales, *Recommandations relatives à la mise en place de prestations complémentaires pour familles*, Berne, 2010.

5. Commentaire des articles

1. Généralités

Article 1 (Objet)

La loi énonce les conditions auxquelles le canton accorde des prestations complémentaires aux familles à faible revenu. Le but poursuivi par la loi est de réduire la pauvreté des familles. Les prestations complémentaires familiales, circonstancielles, visent à couvrir le déficit financier des ménages, c'est-à-dire la différence entre les dépenses et les revenus. Cela doit permettre aux familles pauvres de franchir le seuil de pauvreté. Les prestations sont intentionnellement destinées uniquement aux familles dont le revenu de l'activité lucrative ne suffit pas à garantir le minimum vital.

Article 2 (Définitions)

Alinéa 1

Etant donné son importance pour le calcul des prestations complémentaires familiales, la notion de famille doit être définie spécifiquement pour la présente loi. Elle détermine qui a droit aux prestations et définit les dépenses et les revenus qui peuvent être pris en compte dans les calculs. La définition retenue, vaste, englobe les familles traditionnelles, les familles monoparentales, les familles recomposées et les familles de concubins, qui sont placées sur un pied d'égalité. Les membres composant une famille doivent faire ménage commun. L'un des parents au moins doit vivre avec les enfants.

Lettres a à c

Le lien de filiation au sens du Code civil suisse du 10 décembre 1907 (CC)⁽¹⁷⁾ constitue le point de départ. La définition englobe donc les parents biologiques et les parents adoptifs. Le partenaire de la mère ou la partenaire du père (beaux-parents) qui vit avec les enfants fait cependant aussi partie de la famille. Fait également partie de la famille le ou la partenaire adulte de l'un des parents (biologique, adoptif, ou beau-parent), que ces deux personnes soient mariées, liées par un partenariat enregistré ou qu'elles vivent en concubinage. Le concubinage doit avoir duré au moins deux ans pour que la personne concernée soit comptée dans la famille. Cette durée minimale doit éviter que deux personnes ne s'installent ensemble uniquement pour avoir droit à des prestations complémentaires. Pour que le fardeau de la preuve incombent aux requérants et requérantes, l'ordonnance devra indiquer les preuves à fournir pour faire valoir, après au moins deux ans de vie commune, qu'il ne s'agit pas de concubinage.

Lettre d

Les parents nourriciers ne sont inclus que s'ils s'occupent gratuitement des enfants qui leur sont confiés. Cela afin d'éviter que les prestations complémentaires familiales ne viennent compenser des contributions d'entretien insuffisantes, ce qui

⁽¹⁷⁾ RS 210

pourrait avoir des effets pervers. Comme pour les parents biologiques ou adoptifs ou pour les beaux-parents, la ou le partenaire du parent nourricier célibataire ou marié, lié par un partenariat enregistré ou vivant en concubinage depuis au moins deux ans, fait également partie de la famille.

Alinéa 2

L'alinéa 2 définit les notions de «famille monoparentale» et de «famille biparentale», importants dans les critères d'octroi des prestations. Contrairement à ce que prévoient les prestations complémentaires à l'AVS/AI, les concubins ne sont pas traités comme des parents solos, mais sont assimilés à des couples mariés et à des personnes liées par un partenariat enregistré.

Alinéa 3

Cette disposition règle la question des enfants dont les parents sont séparés et qui vivent aussi bien chez l'un que chez l'autre. Dans ce cas, l'enfant n'est pas compté dans les deux ménages, mais uniquement dans celui du parent chez lequel il passe le plus de temps. Cette limite a été posée pour des raisons pratiques, notamment pour éviter qu'il ne faille constamment recalculer le montant des prestations au moindre changement dans la garde.

Alinéa 4

Il arrive souvent que des enfants majeurs vivent encore avec leurs parents. Ces enfants ne sont inclus dans la famille qu'à certaines conditions. Comme dans la législation régissant les allocations familiales, le législateur a fixé une limite d'âge de 25 ans et il exige également que les enfants majeurs accomplissent une formation ou soient incapables d'exercer une activité lucrative (cf. à ce sujet notamment l'art. 3, al. 1 de la loi fédérale du 24 mars 2006 sur les allocations familiales [LAFam]¹⁸⁾ et l'art. 1 de l'ordonnance fédérale du 31 octobre 2007 sur les allocations familiales [OAFam]¹⁹⁾).

Alinéa 5

Cette disposition invite expressément le Conseil-exécutif à préciser la définition de la notion de famille par voie d'ordonnance. Car en dépit de la définition de la famille donnée à l'article 2, des difficultés pourraient se poser: parents séparés de fait sans convention d'entretien, détermination du foyer dans lequel l'enfant de parents séparés passe le plus de temps par exemple. Il faut par ailleurs régler la question des enfants qui passent autant de temps chez un parent que chez l'autre.

Article 3 (Concours de droits)

Une même personne peut être éligible aux prestations complémentaires familiales et aux prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI. C'est pourquoi il faut coordonner

ner ces deux prestations. S'il y a concurrence entre les deux, seules les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI sont versées.

Il faut par ailleurs souligner que les prestations d'aide sociale sont toujours subsidiaires à d'autres prestations (art. 9, al. 2 de la loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale [LASoc]²⁰⁾). Le cumul des prestations complémentaires familiales et de l'aide sociale doit être évité dans la mesure du possible, mais pas exclu, notamment dans les cas de dépenses extraordinaires qui ne sont pas couvertes par les prestations complémentaires familiales, ou si, par exemple, la famille a besoin d'être conseillée par l'aide sociale.

2. Conditions d'octroi

Article 4

Cette disposition dresse la liste des conditions à remplir cumulativement pour pouvoir prétendre aux prestations complémentaires familiales.

Alinéa 1

Lettre a

Les familles monoparentales et les familles biparentales ne sont pas soumises aux mêmes conditions quant à la taille minimale de la famille. En effet, les statistiques prouvent qu'en raison de la charge familiale qui leur incombe, les parents solos ont moins de chances de gagner un revenu suffisant. De même, plus une famille compte d'enfants, plus le risque d'un déficit financier augmente. Par ailleurs, les possibilités d'augmenter l'activité professionnelle augmentent lorsque les enfants vont à l'école et qu'une partie des obligations familiales disparaît.

De manière générale, les familles monoparentales sont plus menacées de pauvreté que les familles biparentales. C'est pourquoi les familles monoparentales sont éligibles à partir du moment où elles comptent un enfant d'âge préscolaire, tandis que les familles biparentales doivent aussi compter au moins trois enfants. Cette distinction permet de tenir compte du risque auquel sont exposées les familles nombreuses.

Lettre b

Comme pour les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, le droit aux prestations complémentaires familiales est soumis à une obligation de domicile et de résidence. Les ayants droit doivent être domiciliés en Suisse et leurs enfants doivent eux aussi vivre dans le canton de Berne, puisque la vie commune fait partie des conditions d'octroi (les enfants qui ne font pas ménage commun avec les parents ne donnent pas droit aux prestations complémentaires). Par conséquent, les prestations complémentaires familiales ne sont pas exportables.

Les cantons qui accordent des prestations complémentaires familiales étant peu nombreux, il faut éviter que ces prestations puissent être exportées dans d'autres

¹⁸⁾ RS 836.2

¹⁹⁾ RS 836.21

²⁰⁾ RSB 860.1

cantons. C'est la raison pour laquelle le droit aux prestations est soumis à l'obligation, pour tous les membres de la famille au sens de l'article 2, alinéa 1, lettres a à d, c'est-à-dire les deux parents ou le parent solo, et son ou sa partenaire le cas échéant, d'être domiciliés dans le canton de Berne. Cela doit empêcher que les personnes à faible revenu ne s'installent dans le canton uniquement en raison de cette prestation, d'où le délai de carence de cinq ans. Cependant, l'obligation de domicile ne vaut qu'au moment du dépôt de la demande. Si la situation de la famille change alors qu'elle perçoit déjà les prestations complémentaires, par exemple si un parent célibataire se met en ménage avec un partenaire d'un autre canton, la famille conserve son droit aux prestations. C'est la définition donnée à l'article 2 qui permet de décider si la nouvelle ou le nouveau partenaire fait partie de la famille et si elle ou il est pris en compte dans le calcul des besoins.

Lettre c

Les prestations complémentaires familiales sont réservées aux familles dont au moins un membre exerce une activité lucrative. Si des revenus proviennent exclusivement d'autres sources (assurances sociales, revenus du patrimoine, aide sociale), la famille n'a pas droit aux prestations complémentaires familiales.

Les prestations complémentaires familiales étant destinées à apporter un complément de ressources aux familles de travailleurs pauvres, pour y avoir droit, la famille doit attester d'une activité professionnelle minimale. Cela doit garantir que les prestations atteignent le public cible auquel elles sont destinées, ne se transforment pas en une forme privilégiée d'aide sociale et encourage l'activité professionnelle. Comme les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (prestation complémentaire à une rente), les prestations complémentaires familiales viennent compléter un revenu existant. Les personnes qui ne remplissent pas cette condition continuent d'être soutenues au sens de la législation sur l'aide sociale.

Le droit aux prestations complémentaires familiales est soumis à une condition de revenus issus de l'activité professionnelle. Cette activité professionnelle doit par ailleurs atteindre un certain volume horaire. Cela afin d'exclure du système des PCFam les personnes qui restreignent intentionnellement leur activité professionnelle. Pour les familles monoparentales, le degré d'occupation doit atteindre au moins 40 pour cent et pour les familles biparentales au moins 100 pour cent (en tout). Ces conditions doivent être remplies par l'activité lucrative des personnes au sens de l'article 2, alinéa 1, lettres a à d, c'est-à-dire des parents ou du parent solo, et de son ou sa partenaire le cas échéant. L'activité des enfants (p. ex. places d'apprentissage ou petits boulots des enfants en formation au sens de l'article 2, alinéa 4) n'est pas prise en compte.

Comme le nombre d'heures hebdomadaires varie selon l'employeur et le secteur et que toutes les familles doivent avoir accès aux prestations équitablement, la présente loi ne prend pas comme référence le taux d'occupation, mais un nombre d'heures de travail hebdomadaires.

L'alinéa 2, qui définit un revenu minimal de l'activité lucrative dépendante ou indépendante en-deçà duquel la durée moyenne du travail hebdomadaire ne peut pas être déterminée, est réservé.

Lettre d

Les prestations complémentaires familiales répondent à un besoin. Les familles sont réputées avoir besoin des prestations complémentaires familiales si les revenus déterminants fixés dans la présente loi ne suffisent pas à couvrir les dépenses reconnues également définies dans la présente loi. Sauf indication contraire, sont pris en compte les revenus et les dépenses de tous les membres de la famille, même des enfants.

Alinéas 2 et 3

Si le contrat de travail ne permet pas de déterminer la durée moyenne du travail hebdomadaire (activité indépendante, travail sur appel ou activités auxiliaires p. ex.), le droit aux prestations complémentaires familiales est soumis à une condition de revenu de l'activité lucrative net minimum. C'est le revenu net de l'activité lucrative qui sert de référence. Comme pour l'activité professionnelle minimale, le revenu net de l'activité lucrative dépend de la structure familiale. Le Conseil-exécutif peut adapter les montants fixés au renchérissement et à l'évolution des salaires afin de garantir que le revenu de l'activité lucrative minimum corresponde à l'activité professionnelle minimale requise même à l'avenir.

3. Prestations complémentaires familiales

3.1 Principe

Article 5

Le montant des prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI correspond à la différence entre les revenus déterminants et les dépenses reconnues. Les prestations complémentaires familiales fonctionnent selon le même principe. Le législateur ne reprend pas le plafond annuel prévu dans l'initiative parlementaire 147-2012 car celui-ci concernerait en particulier les familles biparentales de trois enfants et plus.

Comme pour les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, le montant des prestations complémentaires familiales annuelles correspond à la différence entre les dépenses reconnues et les revenus déterminants. Les revenus déterminants et les dépenses reconnues définies pour les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI servent de système de référence. Pour les prestations complémentaires familiales, le cercle des personnes dont les revenus et les dépenses sont pris en compte pour le calcul des prestations est toutefois différent. Le calcul des prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI inclut en règle générale les personnes qui perçoivent une rente principale ou accessoire de l'AI ou de l'AVS (rente complémentaire pour conjoint, rente pour enfant). L'état civil peut lui aussi être déterminant. Or de tels critères ne peuvent pas être repris pour les prestations complémentaires familiales. C'est la raison pour laquelle le concept de famille défini à l'article 2 s'applique ici. Cette définition large de la famille ne met pas l'accent sur l'état civil des parents.

Ainsi, si les enfants font ménage commun avec leurs deux parents, les revenus du père et de la mère sont dans tous les cas pris en compte pour fixer le montant de la prestation, peu importe que les parents soient mariés ou non. Si l'un des parents fait ménage commun pendant plus de deux ans avec un ou une partenaire dont il n'a pas d'enfant, leurs revenus sont cumulés – par analogie avec le droit de l'aide sociale. Par ailleurs, sauf indication contraire, les revenus et les dépenses de *tous* les membres de la famille, donc également ceux des enfants, sont pris en compte.

La manière dont on définit les différents postes ainsi que les montants des dépenses reconnues et des revenus déterminants a une influence directe sur le montant annuel des prestations, le nombre de bénéficiaires et, partant, le coût du système de prestations complémentaires familiales. Comme mentionné plus haut, les dépenses reconnues et les revenus déterminants sont fondamentalement les mêmes pour les prestations complémentaires familiales que pour les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (cf. art. 10 et 11 LPC). Le législateur s'en écarte lorsque les spécificités du public cible l'exigent. Par exemple, à la différence des prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, les prestations complémentaires familiales reconnaissent comme dépense les frais de garde des enfants. Ces exceptions sont expliquées ci-après.

3.2 Dépenses reconnues

Article 6 (Besoins courants)

Parmi les dépenses prises en compte pour le calcul des prestations complémentaires familiales annuelles figure un forfait pour les besoins courants, tels que la nourriture, l'habillement, les dépenses pour le ménage et les loisirs. En ce qui concerne les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, il existe un forfait pour personne seule, un forfait pour couple et des forfaits pour enfants variables selon le nombre d'enfants (forfait plein pour les deux premiers enfants, deux tiers du forfait plein pour deux autres enfants et un tiers pour chaque enfant supplémentaire).

Comme pour les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, les besoins courants sont calculés à l'aide d'un forfait dépendant de la structure familiale, diminué de dix pour cent. Le montant des prestations complémentaires familiales s'approche de celui de l'aide sociale. Le montant pour un parent élevant seul ses enfants et sans partenaire est calculé sur la base du montant pour familles monoparentales (art. 10, al. 1, lit. a, chiffre 1 LPC), tandis que le montant pour familles biparentales est conforme au montant pour les couples (art. 10, al. 1, lit. a, chiffre 2 LPC). Les forfaits pour les enfants sont repris tels quels.

Article 7 (Frais de logement)

Alinéa 1

Les frais de logement sont également pris en compte. Les dispositions applicables aux prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI ont été partiellement reprises.

Alinéas 2 et 3

Comme pour les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, le loyer brut (loyer du logement et frais accessoires) est pris en compte jusqu'à concurrence d'un plafond. Alors que les dispositions régissant les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI ne distinguent que deux cas (personnes seules et couples), les prestations complémentaires familiales prévoient un échelonnement en fonction de la taille de la famille. Afin de simplifier les calculs, le législateur a repris les dispositions de l'article 10, alinéa 1, lettre b LPC: les charges ne sont prises en compte dans les dépenses que sous forme d'acomptes forfaitaires. Le décompte annuel des charges n'entre pas en considération.

Alinéa 4

Pour les propriétaires du logement familial, les frais de logement sont calculés de la même manière que pour les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI. Conformément à l'article 10, alinéa 3, lettre b LPC, en relation avec les articles 16 et 16a de l'ordonnance fédérale du 15 janvier 1971 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (OPC-AVS/AI)²¹⁾, sont pris en considération les intérêts hypothécaires, jusqu'à concurrence du rendement brut de l'immeuble, les frais d'entretien de l'immeuble dans les limites de la déduction forfaitaire prévue par la législation fiscale cantonale ainsi qu'un forfait pour les charges. Les frais de logement reconnus ne doivent toutefois pas dépasser les frais de logement déterminants pour les locataires. Précisons également que la valeur locative du logement occupé par le propriétaire est prise en compte dans les revenus (cf. art. 12, al. 1, lit. g LPCFam et art. 11, al. 1, lit. b LPC en relation avec art. 12, al. 1 OPC-AVS/AI).

Alinéa 5

Cette disposition est similaire à l'article 16c OPC-AVS/AI. Lorsqu'un foyer comprend des personnes qui ne font pas partie de la famille, il faut déterminer leur participation aux frais de logement. En effet, seule la part de frais de logement des membres de la famille au sens de l'article 2 est prise en compte dans le calcul des prestations complémentaires familiales. Pour les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, les frais de logement sont répartis à parts égales entre les personnes composant le foyer. Le législateur n'a pas repris cette réglementation afin de mieux rendre compte de la surface habitable nécessaire par personne. En effet, les prestations complémentaires familiales s'adressent aux familles avec de jeunes enfants; or, il est probable que les membres d'une même famille demandent une moindre surface habitable par personne du fait que les enfants partagent leur chambre. Il faut par conséquent réduire leur part de loyer.

²¹⁾ RS 831.301

Article 8 (*Frais de garde*)

Alinéa 1

L'activité professionnelle devant être encouragée, les frais de garde doivent impérativement être pris en compte dans les dépenses et intégrés au calcul des prestations complémentaires familiales. Ne pas prendre en considération des frais d'accueil extrafamilial aurait un effet négatif sur le revenu disponible de la famille, qui pourrait alors redevenir tributaire de l'aide sociale. Ainsi, les frais de garde font en principe partie des dépenses reconnues, pour autant que la garde des enfants soit en lien direct avec l'activité professionnelle des parents.

Alinéa 2

S'il est clair, pour les familles monoparentales, que l'absence du parent due à son activité professionnelle puisse justifier la prise en compte des frais de garde, pour les familles biparentales, il convient de déterminer, avant de prendre en compte les frais de garde, si les parents exercent simultanément leur activité professionnelle. Au moment du dépôt de la demande, les familles biparentales fournissent la preuve qu'elles exercent leur activité lucrative simultanément. Conformément à l'article 16, tout changement de situation doit être immédiatement notifié à l'autorité d'exécution.

Alinéa 3

La compétence de limiter le montant annuel maximal des frais de garde reconnus est confiée au Conseil-exécutif, qui le fixera dans l'ordonnance. Il pourrait par exemple définir ce montant annuel maximum de manière à ce qu'il ne couvre que le prix des garderies subventionnées.

Article 9 (*Frais d'obtention du revenu*)

Le calcul des frais d'obtention du revenu s'appuie sur la réglementation sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI pour ce qui est des catégories prises en compte et, pour ce qui est du montant des frais d'acquisition du revenu pris en compte, sur la législation fiscale, en l'espèce sur l'ordonnance du Département fédéral des finances (DFF) du 10 février 1993 sur la déduction des frais professionnels des personnes exerçant une activité lucrative dépendante en matière d'impôt fédéral direct²²⁾, dont les tarifs s'appliquent aussi aux impôts cantonaux en vertu de l'ordonnance du 18 octobre 2000 sur les frais professionnels (OFrP)²³⁾.

Comme stipulé également dans les Directives concernant les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (DPC)²⁴⁾, trois catégories de frais d'obtention du revenu en lien avec l'activité professionnelle peuvent être prises en compte:

²²⁾ RS 642.118.1

²³⁾ RSB 661.312.56

²⁴⁾ n° 3421.03 des Directives concernant les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (DPC): état au 01.01.2013, http://www.bsv.admin.ch/vollzug/storage/documents/1638/1638_7_fr.pdf (02.09.2013).

- Frais de déplacement nécessaires entre le domicile et le lieu de travail (art. 7 OFrP et art. 5 et annexe de l'ordonnance du DFF du 10 février 1993);
- sont déterminants les frais effectifs d'utilisation des transports publics, sauf absence de desserte ou impossibilité objective de les emprunter.

- Frais supplémentaires nécessaires occasionnés par les repas pris hors du domicile et le travail par équipes (art. 8 OFrP et art. 6 et annexe de l'ordonnance du DFF du 10 février 1993);

le forfait s'élève à 15 francs par repas principal ou à 7 francs si l'employeur contribue à la réduction du prix des repas.

- Frais occasionnés par les vêtements professionnels nécessaires (art. 9 OFrP et art. 7 et annexe de l'ordonnance du DFF du 10 février 1993).

Les tarifs prévus par la législation fiscale constituent la limite supérieure. Le Conseil-exécutif peut cependant les réduire ou fixer des forfaits.

Article 10 (*Pensions alimentaires relevant du droit de la famille*)

Les pensions alimentaires sont calculées de la même manière que pour les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI.

Article 11 (*Cotisations aux assurances sociales*)

Les cotisations aux assurances sociales sont calculées de la même manière que pour les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI.

3.3 Revenus déterminants

Article 12

Alinéa 1

Parmi les «revenus déterminants», on distingue les revenus de l'activité lucrative et les autres sources de revenu. Ici encore, le législateur s'écarte légèrement du système des prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, afin de tenir compte des spécificités du public cible.

Lettre a

Comme pour les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, le revenu de l'activité lucrative est pris en compte déduction faite d'une franchise de dix pour cent (inférieure à celle des prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI). Cette franchise constitue une incitation à exercer une activité rémunérée pendant toute la période de versement des prestations.

Lettre f

Les familles à faible revenu ne possédant que peu de patrimoine – contrairement aux bénéficiaires potentiels des prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, qui ont souvent des économies ou sont propriétaires de leur logement – pour prendre en compte le patrimoine, le législateur propose une solution un peu plus simple que celle qui est appliquée pour les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI

(cf. art. 11, al. 1, lit. c LPC). Au-delà d'une franchise de 40 000 francs pour les familles biparentales et de 25 000 francs pour les familles monoparentales, le patrimoine net de la famille est intégralement pris en compte dans les revenus, ce qui n'est pas le cas pour les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, puisque la famille doit utiliser toutes ses liquidités pour assurer sa subsistance.

Prendre en compte la totalité de la fortune donne des résultats insatisfaisants dans les cas où la réalisation de la fortune n'est pas possible ou ne peut être exigée. Si la famille est propriétaire de son logement ou qu'elle possède une entreprise, son patrimoine n'est pas disponible car sa réalisation signifierait la perte du logement, voire des moyens d'existence. C'est la raison pour laquelle le patrimoine n'est inclus dans les calculs que dans la mesure où il est réalisable. L'aide sociale applique la même règle. Ainsi, les bénéficiaires de l'aide matérielle peuvent disposer d'un patrimoine (art. 34, al. 1 LASoc). Ces prestations de l'aide sociale doivent toutefois être remboursées dès que le patrimoine est réalisable (art. 40, al. 3 LASoc).

Lettre i

Le public cible des prestations complémentaires familiales se distinguant de celui des prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, les salaires sont pris en compte dans les revenus déterminants dans la mesure où ils ne sont pas destinés à couvrir les frais de formation au sens de la loi du 18 novembre 2004 sur l'octroi de subsides de formation (LSF)²⁵⁾ et de l'ordonnance du 5 avril 2006 sur l'octroi de subsides de formation (OSF)²⁶⁾

Alinéa 2

Dans la mesure où l'alinéa 1 n'en dispose autrement, les dispositions de la législation sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI s'appliquent au calcul des revenus déterminants.

4. Procédure

Article 13 (Demande)

La procédure s'inspire autant que possible de celle applicable aux prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI. Elle commence par le dépôt d'une demande par un ou plusieurs membres de la famille au sens de l'article 2. La demande peut donc être déposée soit par plusieurs personnes conjointement, soit par une seule qui représente les membres de la famille.

Les demandes doivent être déposées auprès de l'organe d'exécution. Les détails seront réglés dans l'ordonnance.

Article 14 (Naissance et fin du droit)

La présente disposition, qu'il conviendra de préciser dans l'ordonnance, définit la naissance et la fin du droit aux prestations complémentaires familiales.

²⁵⁾ RSB 438.31

²⁶⁾ RSB 438.312

Article 15 (Devoir de collaborer)

Alinéa 1

Le devoir de collaborer est très important. Sans collaboration de la part des personnes intéressées, il est impossible d'établir leurs droits. Le devoir de collaborer est certes déjà défini dans la loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA)²⁷⁾. Cette disposition, dont la formulation est similaire à celle de la loi fédérale du 5 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA)²⁸⁾, a cependant été intégrée à la présente loi parce qu'elle énonce en outre l'obligation de renseigner à laquelle sont soumis les personnes et les services qui peuvent fournir des renseignements nécessaires pour établir le droit aux prestations.

Alinéa 2

En référence à l'article 8b LASoc, les personnes et les institutions qui disposent d'informations nécessaires au calcul des prestations doivent être habilités à les divulguer. Cette disposition doit être appliquée par analogie avec la loi sur l'aide sociale. En conséquence, les informations ne sont obtenues à l'aide d'une procédure que si la personne concernée ne peut pas les fournir elle-même.

Article 16 (Obligation d'informer)

L'obligation d'informer est le complément indispensable de l'obligation de collaborer. Tout changement dans la situation du bénéficiaire peut affecter son droit aux prestations. C'est pourquoi il est important que l'organe d'exécution soit informé au plus tôt de ces changements. Dans le cas contraire, les prestations pourraient devoir être recalculées a posteriori, ce qui entraînerait la restitution des prestations perçues.

Les prestations devront être adaptées aux informations fournies. L'ordonnance d'exécution devra préciser à quelle fréquence contrôler les prestations et quels changements de situation conduisent à leur adaptation. Dans ce contexte, il faudra faire particulièrement attention à restreindre les démarches administratives.

Article 17 (Versement des prestations complémentaires familiales)

Les prestations sont calculées et fixées pour toute la famille. La personne qui demande les prestations doit désigner un ou une bénéficiaire. Sans devoir se justifier, les ayants droit peuvent aussi demander le versement séparé des prestations. Bien que les membres de la famille jouissent d'un droit commun aux prestations et qu'ils soient tous inclus dans le calcul des prestations, dans certaines conditions, le versement séparé peut être judicieux. Le fonctionnement est le même pour l'AVS et l'aide sociale, tandis que les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI sont systématiquement versées séparément.

²⁷⁾ RSB 155.21

²⁸⁾ RS 830.1

5. Garantie et restitution

Article 18 (*Garantie des prestations*)

Alinéa 1

Cette règle est nécessaire pour s'assurer que les bénéficiaires font des prestations l'usage prévu. L'article 22, alinéa 1 LPGA et l'article 39, alinéa 2 LASoc prévoient des dispositions similaires sur la mise en gage et la cession des prestations, respectivement des assurances sociales et de l'aide sociale interdites. Non seulement céder les prestations à un tiers est susceptible de recours, mais toute cession est nulle. L'organe d'exécution peut ainsi toujours invoquer la nullité de la cession ou de la mise en gage.

Alinéa 2

L'interdiction de céder les prestations admet une exception analogue à celle de l'article 22, alinéa 2 LPGA: les prestations accordées rétroactivement peuvent être cédées à un service social ou à une assurance dans la mesure où ceux-ci ont senti des avances.

Article 19 (*Restitution*)

La présente disposition reprend la règle énoncée à l'article 25 LPGA, qui vaut également pour les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI.

6. Voies de droit

Article 20 (*Opposition*)

Les prestations complémentaires familiales relèvent du droit cantonal. La procédure d'opposition n'est prévue d'office que pour les assurances sociales régies par le droit fédéral. L'article 52 LPGA prévoit que les décisions peuvent être attaquées par voie d'opposition. Dans la LPJA en revanche, l'opposition fait figure d'exception (art. 53 LPJA). Dans le cas présent, il semble judicieux que l'exécution se rapproche le plus possible de la législation sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, en particulier parce que l'exécution des deux prestations incombera au même organe. C'est la raison pour laquelle le législateur a choisi l'opposition comme voie de droit ordinaire.

Article 21 (*Recours*)

Comme dans le droit sur les assurances sociales, les décisions sur opposition de l'organe d'exécution peuvent faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif.

Article 22 (*Procédure*)

Pour autant que la présente loi n'en dispose autrement, la procédure est régie par les dispositions de la loi sur la procédure et la juridiction administratives.

7. Financement

Article 23

C'est le canton qui finance les prestations complémentaires familiales. Les dépenses sont toutefois portées à la compensation des charges et financées à 50 pour cent par le canton et à 50 pour cent par l'ensemble des communes. La part de chaque commune dépend de la population résidente. La modification indirecte de la loi du 27 novembre 2000 sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPGF)²⁹⁾, nécessaire à cette réglementation, se trouve à l'article 28.

8. Organisation et exécution

Article 24 (*Exécution*)

L'exécution est confiée à la Caisse de compensation du canton de Berne (CCB) car les prestations complémentaires familiales présentent d'importants parallèles avec les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, dont la CCB assure déjà l'exécution. En outre, la structure décentralisée, avec les antennes communales, s'y prête également bien. Dans les cantons de Soleure et de Vaud, l'exécution des prestations complémentaires familiales est par ailleurs déjà confiée à la caisse de compensation régionale. Conformément à la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS)³⁰⁾, le transfert de tâches cantonales à la Caisse de compensation requiert une autorisation de la Confédération; le Conseil-exécutif devrait en faire la demande au service fédéral compétent.

Article 25 (*Droit complémentaire*)

L'exécution des prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI est déjà réglée dans le détail. Il n'est par conséquent pas utile de répéter ces dispositions dans la présente loi. L'article 26 renvoie donc aux dispositions pertinentes de la loi du 23 juin 1993 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS).³¹⁾

Article 26 (*Mise à disposition des données*)

La présente disposition correspond à l'article 11 LiLPC. L'organe d'exécution doit également pouvoir accéder aux données de la plate-forme des systèmes des registres communaux (plate-forme GERES) et de la gestion centrale des personnes.

9. Disposition pénale

Article 27

La disposition pénale complète les dispositions du Code pénal suisse du 21 décembre 1937³²⁾. Si les éléments constitutifs d'autres infractions sont réunis (p. ex. fraude

²⁹⁾ RSB 631.1

³⁰⁾ RS 831.10

³¹⁾ RSB 841.11

³²⁾ RS 310.0

ou faux dans les titres), les dispositions du code pénal, qui prévoient souvent des peines plus lourdes, l'emportent.

10. Dispositions finales

Article 28 (Modification d'un acte législatif)

Pour pouvoir répartir les dépenses engendrées par les prestations complémentaires familiales entre le canton et les communes, il est nécessaire d'ajouter une disposition à la LPFC. Selon cette disposition, les coûts sont financés à 50 pour cent par le canton et à 50 pour cent par l'ensemble des communes, et la part de chaque commune est déterminée en fonction de la population résidente. Les coûts sont ainsi répartis de la même manière que pour les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI.

Article 29 (Entrée en vigueur)

Afin que l'introduction de la présente loi soit préparée au mieux, l'arrêté de mise en vigueur est délégué au Conseil-exécutif.

6. Place du projet dans le programme gouvernemental de législation (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes

Au vu de la situation économique, le Conseil-exécutif a proposé de ne pas introduire les prestations complémentaires familiales dans le budget 2010. Lors des débats sur le budget 2010, le 24 novembre 2009, le Grand Conseil s'est toutefois montré favorable à l'introduction de telles prestations. Le Conseil-exécutif a alors inscrit cette affaire et les coûts associés au budget 2011/plan intégré «mission financement» 2012-2014. Le programme législatif du programme gouvernemental de législation de 2011 à 2014 prévoyait, pour mettre en œuvre la motion 219/2008, un projet de loi sur les prestations complémentaires familiales. Le Conseil-exécutif a cependant décidé, en août 2011, de ne pas présenter un tel projet de loi au Grand Conseil durant la période de planification financière alors en cours³³⁾. C'est la raison pour laquelle les prestations complémentaires familiales ne figurent pas au budget 2012/plan intégré «mission-financement» 2013-2015. En accordant son soutien provisoire à l'initiative parlementaire 147-2012 intitulée «Prestations complémentaires pour les familles à faible revenu», le 3 septembre 2012, le Grand Conseil a cependant entamé les travaux législatifs.

7. Répercussions financières

7.1 Coûts

La Commission PCFam a donné mandat à la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) d'estimer les coûts des prestations complémentaires fami-

liales. Les estimations reposent sur les données fiscales du canton de Berne de 2011 et sur les statistiques sociales 2011. Il s'agit des données les plus actuelles à l'heure où nous procédons à ces estimations.

Taux de bénéficiaires: pour que l'estimation soit réaliste, la CSIAS a dû émettre des hypothèses sur le nombre de familles éligibles aux prestations complémentaires familiales qui toucheraient effectivement ces prestations (taux de bénéficiaires). Les évaluations concernant les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, au niveau fédéral, et les réductions des primes, au niveau cantonal, servent de référence. Selon ces données, 65 pour cent des personnes qui auraient droit aux prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI les perçoivent, tandis que 85 pour cent des personnes ayant droit à une réduction des primes en bénéficient effectivement. Sur la base de ces chiffres, la Commission PCFam table sur un taux moyen de bénéficiaires des prestations complémentaires familiales de 72,5 pour cent.

Prestations LPCFam versées: pour estimer les coûts globaux, la CSIAS a calculé pour chaque ménage du canton de Berne s'il aurait droit aux prestations complémentaires familiales et quel en serait le montant. En additionnant les droits de chacune de ces familles, on obtient les coûts des prestations versées.

Coûts d'exécution: étant donné les coûts administratifs constatés dans le canton de Soleure, la CSIAS a prévu un forfait de 1000 francs par personne pour les coûts d'exécution.

Economies réalisées à l'aide sociale: concernant les effets des prestations complémentaires familiales sur l'aide sociale, la CSIAS s'est servie de la statistique de l'aide sociale 2011 pour identifier les bénéficiaires de l'aide sociale qui pourraient prétendre aux PCFam (activité professionnelle minimum et au moins un enfant de moins de 4 ans; pour les familles biparentales, à partir de trois enfants dont un de moins de 4 ans), ce qui leur permettrait de passer de l'aide sociale aux PCFam. Les familles non bénéficiaires de l'aide sociale qui demanderaient directement les prestations complémentaires familiales au lieu de l'aide sociale permettraient également à l'aide sociale de réaliser des économies impossibles à chiffrer, mais qui pourraient bien être substantielles. Concernant les économies réalisées à l'aide sociale dans les domaines de l'administration et de l'exécution, on a pris l'hypothèse qu'un poste à plein temps permet de traiter 80 dossiers. Il n'est pas possible de dire combien de postes cela permettrait d'économiser effectivement dans les services sociaux des communes puisque ces services couvrent des domaines de tailles différentes. Les économies ne peuvent être estimées que pour le système de l'aide sociale dans son ensemble.

Coûts nets PCFam: pour calculer les coûts nets, on ajoute les coûts d'exécution aux prestations versées et l'on soustrait les économies réalisées à l'aide sociale:

Coûts nets PCFam = prestations versées + coûts d'exécution PCFam – économies réalisées à l'aide sociale

³³⁾ Réponse du Conseil-exécutif à l'interpellation 212/2011 (Steiner-Brüttsch, Langenthal): Prestations complémentaires pour les familles: où en est-on? (Journal du Grand Conseil 2012, p. 537-539).

Tableau 4: Estimation des coûts

Nombre de familles bénéficiant des PCFam	PCFam versées	Coûts de l'exécution des PCFam	Décharge pour l'aide sociale (prescriptions + administration et exécution)	Coûts nets des PCFam
1444	27,0 mio francs	1,4 mio francs	2,8 mio francs	25,7 mio francs

Si l'on part d'un taux de bénéficiaires de 72,5 pour cent, dans le modèle imaginé par la Commission PCFam, 1444 familles perçoivent les prestations complémentaires familiales. Les prestations versées s'élèvent à 27 millions de francs, et l'aide sociale est déchargée de 2,8 millions de francs (dont 2,4 mio de francs de prestations économisées et 351 000 francs d'économies dans l'exécution de l'aide sociale). Avec des frais d'exécution d'un montant de 1,4 million de francs, on obtient un coût net de 25,7 millions de francs.

Comme le montre le tableau suivant, l'estimation des coûts comporte quelques imprécisions, les données fiscales ne fournissant pas toutes les données nécessaires au calcul des prestations complémentaires familiales. On ne peut pas dire quelle importance attacher à ces inconnues. Il se pourrait toutefois qu'elles se compensent les unes les autres. C'est pourquoi il faut prendre les résultats de l'estimation avec prudence et les considérer comme une évaluation.

Tableau 5: Imprécisions dans l'estimation des coûts

Problème	Description	Conséquences sur l'estimation des coûts
Taux de bénéficiaires	Il est impossible de dire si le taux de bénéficiaires de 72,5 pour cent correspondra à la réalité.	Les conséquences de cette variable sur les coûts ne sont pas claires .
Couples de concubins	Les concubins remplissent chacun une déclaration d'impôt. Il est donc impossible de savoir quels couples de concubins ont des enfants et d'associer les revenus des deux concubins. Pour déterminer si la famille a droit aux prestations complémentaires familiales, il faut cependant prendre en compte le revenu d'un concubin. Comme une partie des parents isolés qui vivent avec un partenaire ont droit aux prestations complémentaires familiales en dépit du revenu de ce dernier, le nombre de familles éligibles et le montant annuel des prestations sont sous-estimés.	Les coûts sont vraisemblablement sous-estimés et pourraient être plus élevés que prévu.

Problème	Description	Conséquences sur l'estimation des coûts
Titulaires d'un livret B	Les titulaires d'un livret B, imposés à la source, ne figurent pas dans les données fiscales; ils pourraient cependant avoir droit aux prestations complémentaires familiales. Le nombre de familles éligibles et le montant annuel des prestations sont donc sous-estimés.	Les coûts sont vraisemblablement sous-estimés et pourraient être plus élevés que prévu.
Délai de carence	Les données fiscales n'indiquent pas depuis combien de temps la famille est domiciliée dans le canton de Berne. En outre, y figurent aussi des familles domiciliées dans d'autres cantons. Le nombre de familles éligibles et le montant annuel des prestations sont donc surestimés.	Les coûts sont vraisemblablement surestimés et pourraient être moins élevés que prévu.
Activité professionnelle minimale	Les données fiscales n'indiquant pas le volume de travail, l'évaluation des coûts ne repose pas sur une activité professionnelle minimale, mais sur un revenu minimal. Par conséquent, les chiffres incluent des personnes dont l'activité professionnelle n'est pas suffisante, tandis qu'ils en excluent d'autres dont l'activité professionnelle suffirait, mais dont le revenu est trop bas.	Les conséquences de cette variable sur les coûts ne sont pas claires .
Franchise de revenu	Il est nécessaire d'accorder une franchise sur le revenu net déclaré aux impôts pour compenser le manque de données fiscales (les pensions alimentaires ne sont pas déduites). Les revenus des familles éligibles et le montant annuel des prestations sont donc sous-estimés.	Les coûts sont vraisemblablement sous-estimés et pourraient être plus élevés que prévu.
Frais de garde	Les données fiscales ne donnant aucune information sur le volume de l'activité professionnelle, les frais de garde sont pris en compte dans l'évaluation des coûts indépendamment de l'activité professionnelle. Les dépenses des familles éligibles et le montant annuel	Les conséquences de cette variable sur les coûts ne sont pas claires .

Problème	Description	Conséquences sur l'estimation des coûts
	des prestations sont donc vraisemblablement surestimés. De plus, on estime que la plupart des familles ne déclarent que le montant déductible des impôts (3100 francs par enfant de moins de 14 ans). Les dépenses des familles admises aux PCFam et le montant annuel des PCFam sont donc sous-estimés, à moins que le Conseil-exécutif ne plafonne les frais de prise en charge extrafamiliale, comme il a la possibilité de le faire.	
Frais d'obtention du revenu	Les frais d'acquisition du revenu reportés dans la déclaration d'impôts comprennent de nombreuses dépenses qui ne sont pas prises en compte pour les prestations complémentaires familiales (p. ex. formation et perfectionnement, pièce de travail, ordinateur, etc.). C'est pourquoi, pour évaluer les coûts, il a fallu émettre des hypothèses sur les frais effectifs de transport, de repas pris hors du domicile et d'habillement (750 francs pour un abonnement Bermobil et 10 francs par jour pour l'alimentation pour une activité à plein temps). On ne peut pas savoir dans quelle mesure ces estimations reflètent la réalité.	Les conséquences de cette variable sur les coûts ne sont pas claires .
Loyer	Les frais de logement ne figurent pas dans les données fiscales. L'évaluation des coûts repose par conséquent sur le loyer maximal défini pour les prestations complémentaires familiales. Les dépenses des familles éligibles et le montant annuel des prestations sont donc surestimés.	Les coûts sont vraisemblablement surestimés et pourraient être moins élevés que prévu.
Réduction des primes	Pour les prestations complémentaires familiales, la prime d'assurance maladie, une fois la réduction individuelle appliquée, est incluse dans les dépenses. Le nombre de familles bénéficiant	Les coûts sont vraisemblablement sous-estimés et pourraient être plus élevés que prévu.

Problème	Description	Conséquences sur l'estimation des coûts
	d'une réduction des primes est surestimé car les données fiscales ne contiennent pas toutes les informations nécessaires au calcul du revenu déterminant. Le montant annuel des prestations complémentaires familiales est donc sous-estimé.	
Salaires, patrimoine, etc. auxquels il a été renoncé	Ces éléments du revenu n'étant pas imposables, ils ne figurent pas dans les données fiscales. Les revenus des familles éligibles sont donc sous-estimés et le montant annuel des prestations surestimé.	Les coûts sont vraisemblablement surestimés et pourraient être moins élevés que prévu.

Sources: Conférence suisse des institutions d'action sociale, *Ergänzungsleistungen für Familien im Kanton Bern. Kostenschätzung*, 2010, Berne, p. 5 s. et 10 s. [Prestations complémentaires familiales dans le canton de Berne, évaluation des coûts] et Conférence suisse des institutions d'action sociale, *Ergänzungsleistungen für Familien im Kanton Bern. Simulation und Kostenschätzung des Modells der Grossratskommission «Ergänzungsleistungen für Familien»*, 2013, Berne, p. 16 [Prestations complémentaires familiales dans le canton de Berne, simulation et estimation des coûts du modèle de la Commission PCFam].

7.2 Place du projet dans le budget et le PIMF

Les dépenses supplémentaires engendrées par les prestations complémentaires familiales sont, comme le veut la pratique, prévues dans la planification financière et inscrites au PIMF d'octobre/novembre 2014.

8. Répercussions sur le personnel et l'organisation

A partir des données du canton de Soleure, qui consacre 1,5 équivalent plein temps au traitement de ses quelque 500 dossiers, on estime qu'il faudrait créer 4,3 équivalents plein temps à l'organe d'exécution. Pour évaluer les coûts, on part du principe que les nouvelles personnes engagées seraient classées au même niveau que celles actuellement chargées des dossiers pour les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (en moyenne, classe de traitement 13). Comme d'habitude, on part de l'échelon de traitement 30 et on ajoute aux salaires figurant dans les barèmes 19 pour cent pour les prestations sociales. Les coûts de traitement supplémentaires s'élèveraient alors à 395 000 francs). Il faudra par ailleurs un système informatique destiné spécifiquement aux prestations complémentaires familiales, dont les coûts ne peuvent pas encore être évalués.

D'un autre côté, certaines familles pouvant être libérées de l'aide sociale, la charge administrative et de conseils des services sociaux diminue. On estime qu'à l'échelle

cantonale, cela permettrait d'économiser 1,6 équivalent plein temps dans le domaine du travail social et 0,8 équivalent plein temps dans le domaine administratif.

9. Répercussions sur les communes

Les prestations complémentaires familiales sont financées par le canton. Les dépenses sont toutefois portées à la compensation des charges et financées à 50 pour cent par le canton et à 50 pour cent par l'ensemble des communes. Les communes supportent donc une partie des coûts des nouvelles prestations complémentaires familiales proportionnellement à leur population résidente.

D'autre part, on s'attend à ce que 158 familles actuellement soutenues par l'aide sociale passent aux prestations complémentaires familiales, ce qui déchargerait d'autant l'aide sociale. L'aide sociale économiserait ainsi environ 2,4 millions de francs de frais de prestations et 350 000 francs de frais d'exécution. L'aide sociale étant elle aussi soumise à la compensation des charges selon la LPFC, cela signifie, pour les communes, une certaine réduction de leur participation aux prestations de l'aide sociale, et, pour les services sociaux communaux qui assurent l'exécution de l'aide sociale individuelle mais pas des futures prestations complémentaires familiales, un certain allègement administratif et financier.

10. Répercussions sur l'économie

Les prestations complémentaires familiales favorisent la stabilité financière et le pouvoir d'achat des familles à faible revenu. Ces familles-là doivent dépenser ce revenu supplémentaire pour leurs besoins courants, ce qui fortifie la consommation et l'économie locale. De surcroît, les prestations incitent les personnes concernées à ne pas abandonner leur activité lucrative et à continuer de contribuer à la création de valeur.

D'un autre côté, en introduisant les prestations complémentaires familiales, on crée une nouvelle subvention qui vient augmenter la quote-part de l'Etat. Les moyens dont on prive les foyers et les entreprises pour pouvoir financer les prestations complémentaires familiales ne sont donc plus disponibles pour des investissements privés. De plus, l'exécution des PCFam engendre un surplus de travail non productif dans l'administration. Globalement, il faut par conséquent s'attendre à un effet légèrement négatif sur l'économie publique.

11. Résultat de la procédure de consultation

Le projet mis en consultation a recueilli 41 avis. Quant à savoir s'il fallait ou non introduire les prestations complémentaires familiales, les participants et participantes ont essentiellement défendu les positions suivantes:

- Le Conseil-exécutif, comme l'UDC, le PBD et l'UDF se sont opposés à l'introduction de prestations complémentaires familiales. En revanche, le PS, Les Verts et le PEV ont approuvé le projet.

- Les groupements d'intérêt qui ont participé à la consultation (issus principalement du social) ont soutenu l'introduction des prestations complémentaires familiales à une grande majorité. L'Union du commerce et de l'industrie et l'Union cantonale bernoise des arts et métier l'ont rejeté.
- Les communes ont exprimé des avis mitigés. Tandis que quatre grosses communes ont salué le projet, quatre autres, ainsi que l'Association des communes bernoises, ont désapprouvé l'introduction des prestations complémentaires familiales.
- Enfin, les Eglises réformées et l'Eglise nationale catholique romaine ont exprimé leur approbation.

Les partisans et partisans du projet ont avancé qu'il permettait de lutter de manière ciblée contre la pauvreté des familles à faible revenu, d'améliorer les chances de développement de leurs enfants et de décharger l'aide sociale. Ses adversaires ont surtout objecté que dans sa situation financière actuelle, le canton de Berne ne pouvait pas se permettre de nouvelles tâches aussi coûteuses. Certains avis indiquaient que l'actuel système de prestations sociales et d'aide sociale était suffisant pour soutenir les familles menacées de pauvreté. Opposants et partisans ont été nombreux à appeler de leurs vœux une solution qui permettrait de lutter efficacement contre la pauvreté des familles à faible revenu et de décharger l'aide sociale de manière déterminante, tout en empêchant les allées et venues entre ces deux prestations.

Concernant le cercle des personnes éligibles, une nette préférence a été accordée au modèle de base, qui ouvre le droit aux prestations à toutes les familles qui remplissent les autres conditions. Les opposants et opposants aux prestations complémentaires familiales n'ont du reste généralement exprimé aucune préférence. La variante, qui n'ouvrirait le droit aux prestations qu'aux familles monoparentales et aux familles biparentales comptant au moins trois enfants, a certes été jugée viable par certains et certaines en raison de la situation financière du canton de Berne, mais a aussi été largement critiquée car cette restriction du cercle des personnes éligibles n'a pas de justification suffisante.

La disposition la plus critiquée est celle selon laquelle le droit aux prestations complémentaires familiales s'éteint lorsque le plus jeune enfant entre à l'école. C'est le lien entre l'entrée à l'école du plus jeune enfant et le risque de pauvreté de la famille qui a été le plus mis en doute. Différents participants et participantes à la consultation ont par conséquent proposé que l'âge limite soit porté à 16 ans, au lieu de six.

12. Propositions

La majorité de la Commission «prestations complémentaires pour les familles à faible revenu» propose au Grand Conseil de ne pas entrer en matière sur ce projet de loi. Au cas où le Grand Conseil déciderait d'entrer en matière, la majorité de la Commission propose de ne procéder qu'à une seule lecture.

La minorité de la Commission demande au Grand Conseil d'entrer en matière et d'adopter la loi.

Berne, le 20 mars 2014

Au nom de la Commission PCFam,
la présidente: *Lüthi*

Proposition de la Commission «prestations complémentaires pour les familles à faible revenu»

Loi sur les prestations complémentaires pour les familles à faible revenu (LPCFam)

Loi sur les prestations complémentaires pour les familles à faible revenu (LPCFam)

Le Grand Conseil du canton de Berne, en application des articles 30, alinéa 1, lettre d et 38 de la Constitution cantonale¹⁾, après examen d’une initiative parlementaire et sur proposition de la Commission «prestations complémentaires pour les familles à faible revenu», arrête:

1. Généralités

Art. 1 La présente loi règle l’octroi de prestations complémentaires cantonales destinées à couvrir le minimum vital des familles dans lesquelles les parents exercent une activité lucrative.

Art. 2¹⁾ Constituent une famille au sens de la présente loi les enfants et les personnes qui font ménage commun avec eux et qui leur sont liées en qualité de

- a parents biologiques ou adoptifs;
- b parent biologique ou parent adoptif célibataire ou marié, lié par un partenariat enregistré ou vivant en concubinage depuis au moins deux ans;
- c beau-père ou belle-mère célibataire ou mariée, liée par un partenariat enregistré ou vivant en concubinage depuis au moins deux ans;
- d parents nourriciers ou parent nourricier célibataire ou marié, lié par un partenariat enregistré ou vivant en concubinage depuis au moins deux ans, qui s’occupent gratuitement des enfants qui leur sont confiés durablement.

²⁾ Les familles monoparentales sont celles dans lesquelles une seule personne au sens de l’alinéa 1 vit avec un ou plusieurs enfants et les familles biparentales celles dans lesquelles deux personnes au sens de l’alinéa 1 vivent avec un ou plusieurs enfants.

¹⁾ RSB 101.1

Proposition de la majorité de la Commission «prestations complémentaires pour les familles à faible revenu»
Ne pas entrer en matière

Objet

Définitions

³ Les enfants qui vivent en alternance chez leurs parents séparés sont comptés dans la famille du parent chez lequel ils passent le plus de temps.

⁴ Les enfants majeurs font partie de la famille jusqu'à la fin du mois de leur 25^e anniversaire s'ils accomplissent une formation au sens de l'article 25, alinéa 5 de la loi fédérale sur l'assurance-Vieillesse et survivants (LAVS)¹⁾ ou qu'ils soient incapables d'exercer une activité lucrative au sens de l'article 7 de la loi fédérale du 5 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA)²⁾.

⁵ Le Conseil-exécutif définit précisément la notion de famille par voie d'ordonnance.

Art. 3 Le droit aux prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI exclut le droit aux prestations complémentaires familiales.

Concours
de droits

2. Conditions d'octroi

Art. 4 ¹Ont droit aux prestations complémentaires familiales les familles qui remplissent cumulativement les conditions ci-dessous:

a La famille se compose:

1. pour les familles monoparentales, d'au moins un enfant qui n'a pas encore atteint l'âge de la scolarité obligatoire en vertu de l'article 22, alinéa 1 de la loi du 19 mars 1992 sur l'école obligatoire (LEO)³⁾,

2. pour les familles biparentales, d'au moins trois enfants dont un qui n'a pas encore atteint l'âge de la scolarité obligatoire en vertu de l'article 22, alinéa 1 LEO.

b Les personnes au sens de l'article 2, alinéa 1, lettres *a* à *d* résident dans une commune du canton de Berne depuis au moins cinq années consécutives.

c La durée de travail hebdomadaire moyenne des personnes au sens de l'article 2, alinéa 1, lettres *a* à *d* s'élève au total à au moins

1. 16 heures pour les familles monoparentales,

2. 40 heures pour les familles biparentales.

d Les dépenses reconnues des familles au sens des articles 6 à 11 dépassent leurs revenus déterminants au sens de l'article 12.

¹⁾ RS 831.10

²⁾ RS 830.1

³⁾ RSB 432.210

² Si les personnes au sens de l'article 2, alinéa 1, lettres a à d exercent une activité lucrative indépendante ou qu'elles exercent une activité lucrative dépendante sans pouvoir déterminer la durée moyenne du travail hebdomadaire au sens de l'alinéa 1, lettre c, le droit aux prestations est réservé aux familles dont le revenu net de l'activité lucrative des personnes qui la composent s'élève au moins à:

- a 14 000 francs pour les familles monoparentales,
- b 36 000 francs pour les familles biparentales.

³ Le Conseil-exécutif peut adapter le montant minimum du revenu net de l'activité lucrative au renchérissement et à l'évolution des salaires.

3. Calcul des prestations complémentaires familiales

3.1 Principe

Art. 5 Le montant des prestations complémentaires familiales correspond à la différence entre les dépenses reconnues au sens des articles 6 à 11 et les revenus déterminants au sens de l'article 12.

3.2 Dépenses reconnues

Art. 6 Les dépenses prises en compte pour les besoins courants représentent par année 90 pour cent du montant destiné à la couverture des besoins vitaux obtenu par analogie à la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (LPC)¹⁾.

Besoins
courants

Art. 7 ¹Les frais de logement sont pris en compte dans les dépenses.

Frais de
logement

² Les frais de logement sont limités au loyer et aux frais accessoires. Ni demande de restitution, ni paiement rétroactif ne peuvent être pris en considération sur présentation du décompte final des frais accessoires.

³ Les frais de logement mensuels pris en compte n'excéderont pas les montants suivants:

- a 1200 francs pour deux personnes,
- b 1500 francs pour trois ou quatre personnes,
- c 1700 francs à partir de cinq personnes.

⁴ Le calcul des frais de logement des propriétaires du logement familial est régi par la législation sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI.

¹⁾ RS 831.30

⁵ Pour les personnes qui font partie du ménage mais pas de la famille au sens de l'article 2, une participation appropriée aux frais de logement est calculée.

Frais de garde

Art. 8 ¹Les dépenses effectivement engagées pour la garde des enfants par jour travaillé des personnes au sens de l'article 2, alinéa 1, lettres a à d sont reconnues comme frais de prise en charge extrafamiliale.

² Pour les familles biparentales, seuls les jours pour lesquels les personnes au sens de l'article 2, alinéa 1, lettres a à d attestent qu'elles exercent simultanément leur activité lucrative sont inclus dans le calcul des frais de garde.

³ Le Conseil-exécutif peut limiter le montant annuel des frais reconnus par enfant par voie d'ordonnance.

Frais d'obtention
du revenu

Art. 9 ¹Sont pris en compte comme frais d'obtention du revenu liés à l'activité lucrative

- a les frais de déplacement nécessaires entre le domicile et le lieu de travail,
- b les frais supplémentaires nécessaires pour les repas pris hors du domicile et le travail par équipes,
- c les frais d'habillement nécessaires pour vêtements de travail spéciaux.

² Le montant des frais d'obtention du revenu pris en compte est régi par la législation sur les impôts. Le Conseil-exécutif peut, en outre, limiter le montant des frais reconnus par voie d'ordonnance.

Pensions
alimentaires
relevant du droit
de la famille

Art. 10 Les contributions d'entretien versées en vertu du droit de la famille sont prises en compte dans les dépenses.

Cotisations
aux assurances
sociales

Art. 11 ¹Les cotisations versées aux assurances sociales obligatoires sont reconnues comme dépenses.

² La prise en compte des primes d'assurance-maladie obligatoire est régie par la réglementation qui s'applique aux bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI.

3.3 Revenu déterminant

Art. 12 ¹Les montants annuels suivants font partie du revenu déterminant:

- a 90 pour cent du revenu brut de l'activité lucrative,
- b les prestations des assurances sociales,
- c les autres rentes et autres prestations périodiques,

- d* les allocations familiales,
- e* les contributions d'entretien relevant du droit de la famille,
- f* le patrimoine, dans la mesure où sa réalisation peut raisonnablement être exigée, déduction faite de la franchise suivante:
 - 1. 25 000 francs pour les familles monoparentales,
 - 2. 40 000 francs pour les familles biparentales,
- g* les revenus du patrimoine,
- h* les revenus et le patrimoine auxquels il a été renoncé,
- i* les subsides de formation dans la mesure où ils sont destinés à couvrir les frais d'entretien et non les frais de formation au sens de la législation sur l'octroi de subsides de formation.
- ² Le calcul des montants au sens de l'alinéa 1, lettres *c* à *h* est régi par les dispositions de la législation sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI.

4. Procédure

- Art. 13** ¹La procédure d'octroi des prestations complémentaires familiales est ouverte sur demande.
- ² La demande est déposée par écrit auprès de l'organe d'exécution individuellement ou en commun par plusieurs personnes au sens de l'article 2.
- ³ Le Conseil-exécutif fixe les preuves à fournir pour établir l'existence des conditions d'octroi des prestations par voie d'ordonnance.

Naissance et fin
du droit

- Art. 14** ¹Le droit aux prestations complémentaires familiales prend naissance à compter du mois où la demande est déposée et où les conditions d'octroi sont remplies.
- ² Il s'éteint à la fin du mois durant lequel le plus jeune enfant atteint l'âge de la scolarité obligatoire en vertu de l'article 22, alinéa 1 LEO ou durant lequel l'une des autres conditions d'octroi n'est plus remplie.

Devoir de
collaborer

- Art. 15** ¹Le requérant ou la requérante est tenue de fournir tous les renseignements nécessaires pour établir son droit aux prestations complémentaires familiales et leur montant.
- ² Au moment de la demande, le requérant ou la requérante est tenue d'autoriser au cas par cas les personnes et les institutions à fournir les renseignements nécessaires pour établir son droit aux prestations. Ces personnes et ces institutions sont tenues de fournir les renseignements requis.

Obligation
d'informer

- Art. 16** Le ou la bénéficiaire des prestations est tenue de signaler, sans délai, à l'organe d'exécution tout changement significatif de situation affectant son droit aux prestations.

Versement des prestations complémentaires familiales

Art. 17 ¹Si plusieurs personnes vivant dans le même ménage peuvent prétendre à des prestations complémentaires familiales, elles se mettent d'accord pour désigner celle qui les perçoit.

² A la demande de l'une des personnes pouvant prétendre aux prestations, les prestations complémentaires familiales peuvent être partagées et versées séparément.

5. Garantie et restitution

Garantie des prestations

Art. 18 ¹Le droit aux prestations complémentaires familiales est incessible et ne peut être donné en gage. Toute cession ou mise en gage est nulle.

² Les prestations complémentaires familiales accordées rétroactivement peuvent en revanche être cédées au service social ou à une assurance dans la mesure où ceux-ci anticipent des prestations.

Restitution

Art. 19 ¹Les prestations complémentaires familiales indûment perçues doivent être restituées. La restitution ne peut être exigée lorsque la personne intéressée était de bonne foi et qu'elle la mettrait dans une situation de rigueur particulière.

² La prétention en restitution se prescrit dans un délai d'un an à compter du moment où l'organe d'exécution en a eu connaissance, mais au plus tard cinq ans après le versement des prestations.

³ Si cette prétention découle d'un acte punissable pour lequel le droit pénal prévoit un délai de prescription plus long, ce dernier est déterminant.

6. Voies de droit

Opposition

Art. 20 ¹Les décisions de l'organe d'exécution peuvent être attaquées dans les 30 jours par voie d'opposition.

² Les dispositions de l'article 52 LPGA concernant l'opposition s'appliquent par analogie.

Recours

Art. 21 Recours peut être formé auprès du Tribunal administratif contre les décisions sur opposition émanant de l'organe d'exécution.

Procédure

Art. 22 Au surplus, la procédure est régie par la loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA) ¹⁾.

¹⁾ RSB 155.21

7. Financement

Art. 23 ¹Le canton préfinance les prestations complémentaires familiales et les frais d'exécution.

² Les coûts au sens de l'alinéa 1 sont supportés conjointement par le canton et les communes à travers la compensation des charges conformément à l'article 26 de la loi du 27 novembre 2000 sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC)¹⁾.

³ Le service compétent de la Direction des finances calcule la part de chaque commune selon les dispositions de la LPFC.

⁴ La Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques notifie aux communes, par voie de décision, la part de charges dont elles doivent s'acquitter.

8. Organisation et exécution

Art. 24 ¹L'exécution de la présente loi incombe à la Caisse de compensation du canton de Berne.

² Le Conseil-exécutif édicte les dispositions nécessaires par voie d'ordonnance.

Droit complémentaire

Art. 25 Les dispositions de la législation portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants relatives à l'organisation, à la gestion, aux agences, au devoir de discrétion des organes, à la surveillance, à la responsabilité, à la révision et à l'exécution s'appliquent par analogie, sauf prescriptions contraires de la présente loi.

Mise à disposition des données

Art. 26 Le service compétent de la Direction des finances permet à l'organe d'exécution d'accéder aux données de la plate-forme des systèmes des registres communaux et de la gestion centrale des personnes nécessaires à l'exécution de la présente loi conformément à la législation sur l'harmonisation des registres officiels.

9. Disposition pénale

Art. 27 Quiconque a bénéficié de prestations du canton au sens de la présente loi en fournissant des renseignements incomplets ou inexacts ou en omettant des faits sera puni de l'amende.

¹⁾ RSB 631.1

Modification
d'un acte
législatif

10. Dispositions finales

Art. 28 La loi du 27 novembre 2000 sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPCF)¹⁾ est modifiée comme suit:

Art. 26 *Prestations complémentaires pour les familles à faible revenu*
¹ Les coûts déterminants pour la compensation des charges conformément à l'article 23 de la loi du ■■■ sur les prestations complémentaires pour les familles à faible revenu (LPCFam)²⁾ sont financés à 50 pour cent par le canton et à 50 pour cent par l'ensemble des communes.

² La part de chaque commune est déterminée en fonction de la population résidante.

³ Les parts des communes sont calculées conformément à la formule H indiquée en annexe.

Annexe I

H Compensation des charges PCFam (art. 26)

PCo = SCos / PRCos × PRCo

PCo = Part de la commune en francs

SCos = Somme de l'ensemble des communes selon l'article 26

PRCos = Population résidante de l'ensemble des communes

PRCo = Population résidante de la commune

Entrée en
vigueur

Art. 29 Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Berne, le 20 mars 2014

Au nom de la Commission «prestations complémentaires pour les familles à faible revenu»,
la présidente: Lüthi

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

¹⁾ RSB 631.1

²⁾ RSB ■■■■



Rapport collectif

sur la modification des lois et décrets suivants en relation avec l'Examen des offres et des structures (EOS 2014)

- **Loi sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien**
- **Loi sur les écoles moyennes**
- **Décret sur les redevances dues pour l'utilisation des eaux**
- **Loi sur l'aide sociale**

Table des matières

	pages		pages
1. Synthèse	3	8.3	10
2. Contexte	3	8.4	11
3. Modification de la loi sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien	3	8.5	11
3.1 Contexte	3	9.	12
3.2 Commentaire des articles	3		
3.3 Répercussions financières	4		
3.4 Répercussions sur le personnel et l'organisation	4		
3.5 Répercussions sur les communes	4		
3.6 Répercussions sur l'économie	4		
4. Modification de la loi sur les écoles moyennes (LEM)	4		
4.1 Commentaire des articles	4		
4.2 Répercussions sur les finances	6		
4.3 Répercussions sur le personnel, l'organisation et les bâtiments	7		
4.4 Répercussions sur les communes	7		
4.5 Répercussions sur l'économie	7		
5. Modification du décret sur les redevances dues pour l'utilisation des eaux (DRE)	7		
5.1 Commentaire des articles	7		
5.2 Répercussions financières	8		
5.3 Répercussions sur le personnel et l'organisation	8		
5.4 Répercussions sur les communes	8		
5.5 Répercussions sur l'économie	8		
5.6 Répercussions sur la société et l'environnement	8		
6. Modification de la loi sur l'aide sociale (LASoc)	8		
6.1 Commentaire des articles	8		
6.2 Répercussions financières	9		
6.3 Répercussions sur le personnel et l'organisation	9		
6.4 Conséquences pour les communes	9		
6.5 Répercussions sur l'économie	9		
7. Rapport avec le programme gouvernemental de législation et d'autres planifications importantes	9		
8. Résultat de la procédure de consultation	9		
8.1 Remarques générales	9		
8.2 Modification de la loi sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien	9		

1. Synthèse

Les préoccupations concernant les finances cantonales ont incité le Conseil-exécutif à lancer un examen des offres et des structures (EOS 2014) dans le but de rétablir durablement l'équilibre des finances du canton de Berne.

Dans son rapport intitulé «Examen des offres et des structures (EOS 2014)» qu'il a adressé le 26 juin 2013 au Grand Conseil, le Conseil-exécutif a défini un grand nombre de mesures permettant d'atteindre les objectifs d'Eos 2014.

La mise en œuvre de certaines des mesures adoptées par le Grand Conseil lors de la session de novembre 2013 exige des modifications de loi et de décret. Celles-ci sont commentées dans le présent rapport collectif.

2. Contexte

Des déficits annuels de l'ordre de CHF 400 millions menacent ces prochaines années le canton de Berne à cause de nombreuses charges supplémentaires (notamment la révision de la LAMal, le nouveau régime de financement des soins, la croissance des coûts des assurances sociales, l'augmentation des amortissements), mais aussi d'importantes baisses des recettes (p. ex. la révision de la loi sur les impôts 2011/2012, la diminution de la part des bénéfices de la Banque nationale revenant au canton, la réduction de l'imposition des véhicules).

Ces perspectives préoccupantes ont incité le Conseil-exécutif à lancer, au début de l'été 2012, un examen des offres et des structures (EOS 2014), pour éliminer durablement le déficit structurel et rééquilibrer durablement les finances cantonales.

Dans son rapport intitulé «Examen des offres et des structures (EOS 2014)» qu'il a adressé le 26 juin 2013 au Grand Conseil, le Conseil-exécutif a défini un grand nombre de mesures permettant d'atteindre les objectifs de l'Eos 2014.

La mise en œuvre de certaines de ces mesures que le Grand Conseil a adoptées pendant la session de novembre 2013 exige des modifications de loi et de décret. Celles-ci sont commentées dans le présent rapport collectif.

3. Modification de la loi sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien

3.1 Contexte

Dans la motion 270-2012 du 29 novembre 2012, la députée Beutler-Hohenberger demandait que la pratique en matière d'avances de contributions d'entretien dans le canton de Berne soit harmonisée avec celle d'autres cantons. Dans sa réponse, le Conseil-exécutif approuvait sur le fond les efforts pour faire dépendre l'avance des contributions d'entretien du revenu des bénéficiaires et proposait au Grand Conseil d'adopter la motion. Dans le cadre de l'examen des offres et des structures (EOS 2014), le Conseil-exécutif a approuvé la corrélation entre avance de contributions d'entretien et revenu parmi les mesures à mettre en œuvre.

Le principe de la corrélation entre avance de contributions d'entretien et revenu doit être établi dans la loi sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien. Sa concrétisation, notamment la définition de la méthode de calcul ainsi que la détermination de limites de revenu et de fortune, est ancrée dans l'ordonnance sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien. L'office compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (Office cantonal des mineurs) examine actuellement la meilleure manière de déterminer des limites de revenu et de fortune pour réaliser des économies sensibles sans pour autant trop restreindre le cercle des bénéficiaires parmi les ménages monoparentaux.

3.2 Commentaire des articles

Article 3

Désormais, le droit à des avances de contributions d'entretien s'éteint au plus tard à l'âge de 25 ans révolus. Cette limitation correspond aux dispositions du droit des assurances sociales. Elle est en outre recommandée par la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS)¹⁾, qui se fonde sur le rapport du Conseil fédéral du 4 mai 2011 intitulé «Harmonisation de l'avance sur contributions d'entretien et de l'aide au recouvrement».

La présente modification permettra de réaliser des économies, qu'il est toutefois difficile de chiffrer concrètement pour le moment.

Pour des raisons de systématique, l'alinéa 3 de l'article 3 devient l'alinéa 1 de l'article 4, lequel recense désormais tous les cas où aucune avance n'est due. L'article 3, alinéa 5 est, par voie de conséquence, abrogé.

Article 4

L'article 4, qui a été réorganisé, recense tous les cas où aucune avance n'est due même si un titre d'entretien valable et exécutoire est disponible et si des versements n'ont pas été effectués. Il s'agit des situations suivantes:

Séjour à l'étranger pendant plus de trois mois: cette disposition figurait déjà dans la loi à l'article 3, alinéa 3 depuis la dernière révision; elle est simplement déplacée. Il n'y a aucune modification du point de vue du contenu.

Parents faisant ménage commun: il arrive en effet régulièrement que des parents divorcés ou séparés fassent à nouveau ménage commun, sans que le titre d'entretien existant soit adapté à la nouvelle situation. Dans de tels cas, de nombreuses questions complexes se posent, par exemple de savoir si la vie commune est «comparable au mariage» et si le père ayant une obligation d'entretien apporte une contribution financière au ménage commun. La nouvelle disposition doit permettre,

¹⁾ «Recommandations de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) relatives à l'aménagement de l'avance sur contributions d'entretien» du 28 juin 2013

dans de tels cas, de réagir rapidement et de prévenir d'éventuels abus. Dès que les parents font effectivement ménage commun, aucune avance n'est due.

Limites de revenu et de fortune: c'est ici qu'est introduite la principale nouveauté. Désormais, seules les personnes dont le revenu (ou la fortune) est inférieur à un certain seuil ont droit à des avances de contributions d'entretien. Ce principe est ancré dans la loi sous une forme très générale. Il convient de déterminer, par voie d'ordonnance, les modalités pour fixer au mieux de telles limites.

En pratique, il arrive régulièrement que les créanciers ne se montrent pas prêts à coopérer et cachent des informations importantes – par exemple l'adresse du débiteur – ou des documents tels que le formulaire de dépôt de la demande d'entraide judiciaire internationale. Jusqu'ici, il était presque impossible, pour les services spécialisés dans le domaine des contributions d'entretien, de réagir efficacement à de telles situations. Désormais, ils auront la possibilité de suspendre les avances ou de ne pas verser d'avance jusqu'à ce que les ayants droit acceptent de collaborer. Naturellement, cette mesure drastique ne peut être mise en œuvre que lorsqu'il peut être considéré que la personne concernée, de par son comportement, commet un abus de droit.

La lettre e reprend l'ancien alinéa 1 de l'article 4. Il n'y a aucune modification du point de vue du contenu.

3.3 Répercussions financières

Dans son rapport du 26 juin 2013 relatif aux mesures de l'EOS 2014, le Conseil-exécutif estimait qu'environ 3,2 millions de francs pourraient être économisés dès 2016. Aujourd'hui, il ne peut être affirmé avec certitude que les limites de revenu et de fortune permettront de telles économies. Il est prévu de réaliser au total des économies à hauteur de 6,4 millions de francs dès 2015. Du fait que les dépenses peuvent être portées à la compensation des charges de l'aide sociale, le canton n'économisera en fait que 3,2 millions de francs (part du canton).

En outre, la gestion des dossiers entraînera un supplément de charges pour l'administration, étant donné que la situation financière des ayants droit (parent et enfant) devra désormais être examinée. Il devrait donc en résulter des frais supplémentaires pour le canton, puisque, dès 2015, les traitements des collaborateurs spécialisés dans l'avance de contributions d'entretien seront financés par le biais de la compensation des charges.

La réduction du cercle des ayants droit (jusqu'à 25 ans révolus) introduite dans le cadre de la modification de la loi permettra de réaliser des économies; celles-ci ne peuvent toutefois pas être chiffrées pour le moment.

3.4 Répercussions sur le personnel et l'organisation

Aucune.

3.5 Répercussions sur les communes

Les collaborateurs spécialisés dans l'avance de contributions d'entretien devront désormais, en plus des tâches qu'ils accomplissaient déjà, examiner le droit à l'avance de contributions d'entretien, ce qui entraîne des charges administratives supplémentaires.

L'ensemble des communes économisera également 3,2 millions de francs (part des communes aux dépenses admises à la compensation des charges).

3.6 Répercussions sur l'économie

L'introduction de limites de revenu et de fortune risque de créer des effets de seuil. Pour cette raison, il convient d'examiner par voie d'ordonnance la possibilité d'octroyer dans certains cas une avance partielle des contributions d'entretien pour limiter de tels effets.

4. Modification de la loi sur les écoles moyennes (LEM)

4.1 Commentaire des articles

Article 6

Dans la partie germanophone du canton, la première année de la formation gymnasiale ne peut plus désormais être dispensée que dans les gymnases. La liberté de choix qui était auparavant offerte aux communes de proposer elles-mêmes l'enseignement gymnasial de 9^e année ou de confier cette tâche au canton est supprimée. En contrepartie, le canton perd lui aussi la sienne: il est tenu de proposer lui-même les quatre années de la formation gymnasiale dans la partie germanophone du canton. La distinction entre la formulation potestative employée pour l'enseignement gymnasial de 9^e année (ancienne lit. a) et la formulation contraignante employée pour l'enseignement dispensé de la 10^e à la 12^e année (ancienne lit. b) n'a plus lieu d'être. Dans la partie francophone du canton, la première des quatre années de la formation gymnasiale continue à être dispensée dans le cadre de la section préparant aux écoles de maturité (section p). L'article 6 dans sa nouvelle teneur n'exclut pas cette possibilité. La forme d'organisation de l'enseignement francophone est précisée à l'article 10.

Article 9

Sans changement, l'article 9 dispose que la formation gymnasiale dure quatre ans. L'alinéa 2 indique qu'elle débute après l'avant-dernière année de la scolarité obligatoire, c'est-à-dire après la 8^e année dans la partie germanophone du canton et après la 10^e année (nouvelle numérotation Harnos²⁾) dans la partie francophone. Pour prendre en compte les différences de numérotation entre les deux parties du can-

²⁾ Accord intercantonal du 14 juin 2007 sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (RSB 436.60)

ton, «enseignement gymnasial de 9^e année» a été remplacé par «première année de la formation gymnasiale».

Comme c'était déjà le cas de l'ancienne formulation, ce nouvel alinéa ne signifie pas que les élèves de la partie germanophone du canton qui souhaitent suivre la formation gymnasiale doivent obligatoirement la commencer après la 8^e année. Les élèves qui ont besoin d'un peu plus de temps pour se développer sur le plan personnel ou dont l'âge ou le degré de développement ne leur permet pas encore d'effectuer le long trajet qui sépare leur domicile du gymnase le plus proche ont toujours la possibilité d'entrer au gymnase à l'issue de la 9^e année. La procédure de passage à l'issue de la 9^e année est la même qu'à l'issue de la 8^e et ne nécessite aucune demande ni autorisation spécifique. Cette flexibilité répond également à l'impératif actuel d'individualisation de la durée du parcours scolaire.

La distinction entre la partie germanophone et la partie francophone a été supprimée dans cet alinéa, la seule nécessité ici étant de réglementer la durée de la formation gymnasiale. Cette durée respecte les prescriptions minimales édictées à l'échelle intercantonale et fédérale³⁾. Les différentes formes d'organisation de l'enseignement pour les parties francophone et allemande du canton sont précisées de manière distincte à l'article 9a et à l'article 10.

Article 9a

Ce nouvel article dispose que, dans la partie germanophone du canton, la première année de la formation gymnasiale ne peut désormais plus être dispensée que dans des gymnases cantonaux et non plus dans des établissements communaux de la scolarité obligatoire.

Article 10

Cet article spécifie la manière dont la formation gymnasiale est organisée dans la partie francophone du canton. Il n'apporte aucune nouveauté par rapport à aujourd'hui. L'alinéa 1 indique ainsi que, dans la partie francophone du canton, la première des quatre années de la formation gymnasiale est dispensée dans des établissements communaux de la scolarité obligatoire. Lorsqu'une commune n'est pas en mesure de proposer elle-même cette offre, elle peut déléguer cette tâche à une autre commune par contrat conformément à la législation sur l'école obligatoire (cf. art. 46 LEO). L'alinéa 2 donne aussi à cette commune la possibilité, dans des cas particuliers, de conclure un contrat similaire avec le canton, une possibilité qui existe déjà actuellement. Une formation gymnasiale bilingue constituerait un exemple de cas particulier. L'alinéa 3 précise que la formation gymnasiale est exclusivement dispensée au gymnase à partir de la deuxième année.

³⁾ Art. 6 de l'ordonnance du Conseil fédéral du 15 février 1995/Règlement de la CDIP du 16 janvier 1995 sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (RRM; RSB 439.181.2)

Article 11

La modification a seulement pour but d'adapter la disposition aux nouvelles dénominations.

Article 12

L'alinéa 2 dispose que le Plan d'études romand (PER) s'applique dans la partie francophone du canton, ce qui est déjà le cas actuellement. Une grande partie du PER est coordonnée à l'échelle intercantonale et vaut pour l'ensemble de la Suisse romande.

Article 13

Plan d'études et moyens d'enseignement vont de pair. L'alinéa 2 précise, s'agissant des moyens d'enseignement, que le canton joue un rôle plus actif dans la partie francophone du canton que dans la partie germanophone, aussi pour la première année de la formation gymnasiale. En effet, la Conférence intercantonale de l'ins-truction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIP) coordonne les moyens d'enseignement utilisés tout au long de la scolarité obligatoire, première année de la formation gymnasiale incluse⁴⁾.

Article 42

La modification n'apporte aucune nouveauté sur le fond. Elle a seulement pour but d'adapter la disposition aux nouvelles dénominations.

Article 61

La modification n'apporte aucune nouveauté sur le fond. Elle a seulement pour but d'adapter la disposition aux nouvelles dénominations.

Article 62

La modification n'apporte aucune nouveauté sur le fond. Elle a seulement pour but d'adapter la disposition aux nouvelles dénominations: afin de prendre en compte les différences de numérotation entre les deux parties du canton, «à partir de la 10^e année» a été remplacé par «à partir de la deuxième année de la formation gymnasiale». L'alinéa 1 dispose en outre que les alinéas 3 à 5, et non simplement l'alinéa 2 comme c'était le cas jusqu'à présent, constituent des exceptions à la gratuité.

Article 65

La modification n'apporte aucune nouveauté sur le fond. Elle a seulement pour but d'adapter la disposition aux nouvelles dénominations. Une modification purement rédactionnelle a été effectuée à l'alinéa 2, qui fait désormais référence à la nouvelle Convention scolaire régionale. L'alinéa 3 renvoie quant à lui à l'article 58, alinéas 2 et 6 LEO: la fréquentation d'un établissement de la scolarité obligatoire situé dans

⁴⁾ cf. art. 14 et 14a de la loi sur l'école obligatoire du 19 mars 1992 (LEO; RSB 432.210) et art. 9 de la Convention scolaire romande du 21 juin 2007 (RSB 439.61)

un autre canton peut être autorisée pour de justes motifs, et la répartition à l'intérieur du canton des contributions aux frais d'enseignement perçues est régie par la législation sur la péréquation financière et la compensation des charges.

Modifications d'ordre rédactionnel dans différents articles

Les nouvelles dénominations nécessitent que certains autres articles de la loi soient adaptés.

Chiffre II, article 24 LSE⁵⁾

La modification n'apporte aucune nouveauté sur le fond. Elle a seulement pour but d'adapter la disposition aux nouvelles dénominations.

Chiffre II, article 1 LEO

L'alinéa 2 pose le principe selon lequel certaines dispositions de la loi sur l'école obligatoire s'appliquent à la première année de la formation gymnasiale même si celle-ci est dispensée dans une école moyenne cantonale.

Chiffre II, article 6a LEO

Dans la partie germanophone du canton, la première année de la formation gymnasiale est désormais régie par la législation sur les écoles moyennes, qui dispose que l'enseignement correspondant est exclusivement dispensé dans des écoles moyennes cantonales. Cet article peut donc être abrogé.

Chiffre II, article 7 LEO

Etant donné que, dans la partie francophone du canton, la première année de la formation gymnasiale continue à être dispensée dans des établissements communaux de la scolarité obligatoire, il est nécessaire de décrire dans cet article comment les communes doivent organiser cette offre.

Chiffre II, article 12 LEO

La précision de l'alinéa 3 est superflue. La législation sur les écoles moyennes est en principe applicable à la première année de la formation gymnasiale comme aux trois autres. La législation sur l'école obligatoire ne s'applique que dans les cas où elle ou la législation sur les écoles moyennes le prévoit (nouvel art. 1, al. 2 LEO).

Chiffre II, article 46 LEO

La modification n'apporte aucune nouveauté sur le fond. Elle a seulement pour but d'adapter la disposition aux nouvelles dénominations. Dans la mesure où la législation sur les écoles moyennes est en principe applicable à la première année de la formation gymnasiale comme aux trois autres (nouvel art. 1, al. 2 LEO), il ne serait pas nécessaire de préciser ici que l'organisation de la première année de la formation gymnasiale est régie par la législation sur les écoles moyennes. Cette disposition est toutefois conservée dans un souci de clarté.

⁵⁾ Loi du 20 janvier 1993 sur le statut du corps enseignant (LSE; RSB 430.250)

Chiffre II, article 24c LPFC

La modification n'apporte aucune nouveauté sur le fond. Elle a seulement pour but d'adapter la disposition aux nouvelles dénominations.

Chiffre III, dispositions transitoires

Le Conseil-exécutif est déclaré compétent pour édicter les dispositions transitoires. Celles-ci auront en particulier pour but de faciliter la résiliation des contrats relatifs à l'enseignement gymnasial de 9^e année qui unissent aujourd'hui le canton et les communes.

Chiffre III, entrée en vigueur

La date d'entrée en vigueur de la nouveauté de ce texte, à savoir l'obligation, dans la partie germanophone du canton, de dispenser la première année de la formation gymnasiale dans des écoles moyennes cantonales, a été fixée de manière opportune au 1^{er} août 2017. D'une part, cela laisse suffisamment de temps aux communes pour adapter leurs structures. D'autre part, les premiers élèves ayant bénéficié de l'enseignement précoce des langues étrangères à l'école obligatoire entameront à cette date leur première année gymnasiale, ce qui nécessitera dans tous les cas une modification du plan d'études germanophone pour la formation gymnasiale.

4.2 Répercussions sur les finances

La création d'un cursus gymnasial ininterrompu de quatre ans dans la partie germanophone du canton permettra d'aménager la grille horaire de la formation gymnasiale de manière plus cohérente et, en particulier, de réduire la dotation en leçons spécialement élevée des deuxième et troisième années de la formation. Il sera ainsi possible, sans engendrer de perte de qualité, d'économiser trois leçons ayant une incidence sur les salaires par classe de la deuxième à la quatrième année. L'économie réalisée se chiffrera à 5,5 millions de francs.

La création du cursus gymnasial ininterrompu de quatre ans dans la partie germanophone du canton n'est prévue qu'à partir de l'année scolaire 2017/18. C'est la seule possibilité pour pouvoir coordonner la nouvelle organisation avec l'arrivée des premiers élèves ayant bénéficié de l'enseignement précoce des langues étrangères. D'autre part, cela laisse suffisamment de temps pour préparer avec soin la nouvelle organisation. Mais des économies sont déjà prévues pour l'année 2016: afin de pouvoir disposer de suffisamment de salles de classe pour accueillir les effectifs plus nombreux d'élèves de 9^e année gymnasiale au début de l'année scolaire 2017/18, il faudra probablement déjà réduire le nombre de leçons dispensées pour les précédentes volées d'élèves, dans le cadre d'une solution transitoire. De telles solutions devront être adoptées au plus tard à partir de l'année scolaire 2016/17, et pourront être adaptées à la situation des différents sites scolaires. Différents scénarios sont encore envisageables à l'heure actuelle. Ils seront discutés et décidés avec les écoles. Environ CHF 2,3 millions d'économies sont à attendre durant l'exercice 2016. Il est plus difficile d'estimer avec précision les répercussions de

cette modification sur l'école obligatoire et la première année de la formation gymnastique. L'évolution du nombre de classes dans les écoles secondaires dépend d'autres facteurs plus influents tels que l'évolution démographique. Une chose est sûre néanmoins: les classes de première année gymnastique nouvellement constituées au gymnase pourront être nettement plus grandes que les anciennes classes d'enseignement gymnastique de 9^e année des écoles secondaires. De ce fait et comme le nombre de leçons obligatoires du corps enseignant des gymnases en 9^e année est le même que celui des enseignants et enseignantes de l'école obligatoire, il n'est pas nécessaire, pour assurer la neutralité budgétaire de la modification dans le domaine de la scolarité obligatoire, que toutes les classes proposant actuellement l'enseignement gymnastique de 9^e année soient fermées dans les écoles secondaires. On peut donc partir du principe que la modification pourra être mise en œuvre sans occasionner de coûts pour l'école obligatoire grâce à un pilotage rationnel des classes secondaires.

4.3 Répercussions sur le personnel, l'organisation et les bâtiments

La modification engendrera la suppression d'une trentaine de postes d'enseignants et d'enseignantes à temps plein dans les gymnases du fait de la réduction du nombre de leçons dispensées entre la deuxième et la quatrième année de la formation gymnastique (cf. ch. 2). Un report de postes devra parallèlement être effectué entre les établissements de la scolarité obligatoire et les gymnases. Le pourcentage d'occupation global ne sera pas réduit, mais une planification transitoire rigoureuse sera nécessaire.

Sur le plan organisationnel, les gymnases pourront accueillir les classes supplémentaires sans modifier leurs structures. Du fait de la réduction du nombre de leçons entre la deuxième et la quatrième années de la formation gymnastique, on dispose de suffisamment de salles pour accueillir les classes supplémentaires de 9^e année, excepté à Thoun, où cette question pourra être étudiée dans le cadre de la planification concernant l'assainissement du complexe scolaire de Seefeld ou, le cas échéant, son remplacement par une nouvelle construction sur le terrain de Schadau.

4.4 Répercussions sur les communes

Les communes de la partie germanophone ne pourront à l'avenir plus choisir de proposer elles-mêmes l'enseignement gymnastique de 9^e année ou de déléguer cette tâche au canton.

La nouvelle réglementation n'aura que des conséquences minimales sur la part des frais de traitement du corps enseignant prise en charge par les communes.

4.5 Répercussions sur l'économie

La révision de la loi n'a pas de répercussion directe sur l'économie. Les personnes et entreprises s'installant dans le canton de Berne verront d'un bon œil la mise en

place d'un cursus gymnastique ininterrompu de quatre ans dans la partie germanophone du canton.

5. Modification du décret sur les redevances dues pour l'utilisation des eaux (DRE)

5.1 Commentaire des articles

Article 3

L'article 3 énumère les concessions pour lesquelles aucune redevance n'est due. Cette règle s'applique depuis longtemps aux concessions accordées pour les petites centrales hydroélectriques dont la puissance brute moyenne n'excède pas un mégawatt (lettre a), celles accordées à des piscicultures d'intérêt public (lettre b), aux services du feu et aux services de protection civile (lettre c) et, depuis le 1^{er} août 2011, également celles accordées pour les pompes à chaleur (lettre d). L'exemption de la redevance pour les pompes à chaleur répondait à la volonté d'encourager indirectement l'exploitation de la chaleur des eaux souterraines (source d'énergie renouvelable), qui s'est concrétisée par la réalisation de la motion Grossen M 289/2009, du 31 août 2009. Dans sa prise de position du 20 janvier 2010, le Conseil-exécutif s'était déjà prononcé contre le fait de privilégier les pompes à chaleur eau/eau en tenant le raisonnement suivant: «Les pompes à chaleur fonctionnant avec l'eau de la nappe phréatique sont des systèmes qui, tant du point de vue de l'évolution du climat que de celui de la politique énergétique, méritent d'être encouragés. Le recours à ces systèmes doit toutefois aussi tenir compte de la nécessité de protéger la nappe phréatique, celle-ci constituant une réserve d'eau potable importante. Toute pompe à chaleur qui fonctionne avec l'eau de la nappe phréatique présente une intrusion dans le système des eaux souterraines et implique ainsi notamment un certain risque au niveau physique, chimique et bactériologique. Des contrôles réguliers sont par conséquent indispensables durant l'exploitation de ces pompes à chaleur ainsi qu'au moment de leur mise hors service. La redevance de concession et la taxe d'eau annuelle sont des instruments importants pour sensibiliser les usagers à cette problématique. L'abolition de la taxe de droit d'eau et de la taxe d'utilisation d'eau pour l'exploitation des pompes à chaleur eau/eau reviendrait à accorder à ces dernières un privilège par rapport aux autres types d'utilisation de la nappe phréatique. Une telle mesure ne se justifie pas au vu des effets sur le système des eaux souterraines.» A l'époque, le Grand Conseil n'a pas suivi la recommandation du Conseil-exécutif et a adopté la motion, ce qui a conduit à la modification du DRE évoquée et à une perte de recettes pour le canton de plusieurs centaines de milliers de francs par an. Si le privilège concernant les pompes à chaleur eau/eau est supprimé par l'abrogation de la lettre d de l'article 3, le canton verra ses recettes augmenter d'environ un demi-million de francs chaque année.

Article 11

L'article 11 réglemente le montant de la redevance unique due pour l'utilisation d'eau d'usage. Ce montant est fixé à six francs par litre par minute concédé comme avant le 1^{er} août 2011.

Article 16

En ce qui concerne l'article 16, alinéa 1, lettre d, le contenu en vigueur avant le 1^{er} août 2011 est repris pour les pompes à chaleur dont la quantité maximale concédée est supérieure à 100 litres par minute. C'est-à-dire que la taxe d'eau due pour le prélèvement d'eau d'usage dans les eaux souterraines est à nouveau fixée à un franc par litre par minute concédé et 0,5 centime par mètre cube prélevé pour ces pompes à chaleur. Par ailleurs, la taxe d'eau due pour le prélèvement d'eau d'usage dans les eaux de surface correspond au quart de la taxe due pour le prélèvement dans les eaux souterraines.

Quant aux pompes à chaleur dont la quantité maximale concédée est de 100 litres par minute, il est prévu dorénavant de prélever uniquement une taxe d'eau non assise sur la consommation. Cette taxe s'élève à deux francs par litre par minute concédé. De ce fait, les charges administratives liées au relevé de la consommation annuelle diminuent et le propriétaire du bâtiment peut ainsi faire l'économie d'un dispositif de mesure.

5.2 Répercussions financières

Les modifications génèrent des recettes supplémentaires d'environ 500 000 francs par an à partir de 2015.

5.3 Répercussions sur le personnel et l'organisation

Les modifications n'ont aucune incidence sur le personnel ni sur l'organisation dans le canton de Berne. La mise en œuvre peut être effectuée avec le personnel en place.

5.4 Répercussions sur les communes

Aucune.

5.5 Répercussions sur l'économie

Les modifications augmentent à nouveau le coût de l'exploitation de la chaleur des eaux souterraines, mais pas de manière prohibitive. Par conséquent, aucune perte économique ne devrait en résulter. Malgré la réintroduction de la redevance, l'exploitation de pompes à chaleur eau/eau reste une solution avantageuse pour le chauffage des bâtiments, de sorte que les entreprises de ce secteur ne connaîtront aucune baisse notable de leur chiffre d'affaires.

La redevance unique est estimée en moyenne à 210 francs pour une maison individuelle moderne et bien isolée (estimation pour une capacité de prélèvement de 35 litres par minute) et à 900 francs pour un bâtiment locatif de six appartements (estimation pour une capacité de prélèvement de 150 litres par minute). Les redevances périodiques varient en fonction de la consommation et s'élèvent à environ 70 francs par an pour une maison individuelle, et à environ 275 francs par an pour un bâtiment locatif de six appartements (en considérant que la pompe à chaleur fonctionne pendant environ un tiers de l'année).

5.6 Répercussions sur la société et l'environnement

Aucune incidence sur la société ni sur l'environnement n'est à prévoir. Il est peu probable que les propriétaires qui envisagent d'opter pour une pompe à chaleur reportent leur choix sur un autre système de chauffage moins respectueux de l'environnement du fait de la redevance. En effet, les redevances uniques et périodiques sont trop faibles comparées au coût total d'une telle installation.

6. Modification de la loi sur l'aide sociale (LASoc)

6.1 Commentaire des articles

Article 33 et article 80g, alinéa 7 LASoc (et abrogation du décret et de l'ordonnance sur les allocations)

Suite à l'abrogation de l'article 33 de la loi sur l'aide sociale et des allocations selon décret⁶⁾, la motion Studer (Niederscherli, UDC) 269-2012, adoptée par le Grand Conseil, est réalisée.

Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1971, le décret sur les allocations a connu sa dernière révision en 1998. Selon l'article 33 LASoc, les communes peuvent verser des allocations spéciales aux personnes dans le besoin ayant droit aux prestations de l'assurance-vieillesse et survivants ou à l'assurance-invalidité en lieu et place de l'aide matérielle prévue par la loi sur l'aide sociale. Le décret n'a pas été modifié lors de l'introduction de la LASoc en 2002.

L'abrogation du décret a été évoquée lors de la révision partielle de la LASoc pour 2012, en raison de sa perte d'intérêt. Le Conseil-exécutif y a cependant renoncé en raison de l'opposition d'organisations majeures du secteur de l'aide aux personnes âgées et handicapées. Pro Infirmis Suisse comme la Conférence cantonale bernoise des handicapés ont avancé en effet que la suppression des allocations selon décret pouvait précipiter certains bénéficiaires dans une situation difficile. Ces réticences sont justifiées certes, mais d'autres mesures permettent de surmonter les situations précaires au moins partiellement. Les personnes concernées peuvent demander l'aide sociale ou déposer une requête d'aide financière auprès d'organisations telles que Pro Infirmis et Pro Senectute. Il convient cependant de reconnaître que le ni-

⁶⁾ Décret du 16 février 1971 concernant les allocations spéciales en faveur des personnes de condition modeste (décret sur les allocations, DALoc; RSB 866.1)

veau des prestations d'aide sociale est inférieur et que les moyens des organismes d'utilité publique ne suffisent pas dans tous les cas à apporter l'aide nécessaire. La statistique 2012 de l'aide sociale montre que seules 1000 personnes recourent aux allocations selon décret.

Si les allocations ne sont plus versées, les indications y relatives ne peuvent plus être communiquées, c'est pourquoi il faut modifier également l'article 80g, alinéa 7 LASoc, qui oblige les communes à remettre régulièrement au service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale les données à ce sujet.

6.2 Répercussions financières

La suppression des allocations en 2016 permettra d'économiser environ 3 millions de francs à partir de 2016. Comme les dépenses liées aux allocations selon décret peuvent être portées à la compensation des charges, les économies s'élèvent à 1,5 million pour la part cantonale.

6.3 Répercussions sur le personnel et l'organisation

L'abrogation du décret sur les allocations n'a aucune répercussion sur le personnel et l'organisation du canton.

6.4 Conséquences pour les communes

L'ensemble des communes économisent également 1,5 million de francs. La gestion des dossiers d'allocations selon décret n'a plus lieu d'être suite à la suppression de celles-ci. Quant aux répercussions sur le personnel communal, elles sont minimes vu le petit nombre de dossiers.

6.5 Répercussions sur l'économie

L'abrogation n'a aucune répercussion sensible sur l'économie.

7. Rapport avec le programme gouvernemental de législation et d'autres planifications importantes

Le Conseil-exécutif s'est fixé pour objectif, dans le programme gouvernemental de législation 2011 à 2014, d'assurer la continuité de la politique financière. Le canton de Berne maîtrise son déficit et sa dette même dans des conditions difficiles. Les mesures de l'examen des offres et des structures (EOS 2014) vont dans ce sens.

8. Résultat de la procédure de consultation

Compte tenu de l'urgence à mettre en œuvre les mesures EOS, le délai de consultation a été écourté (du 12 décembre 2013 au 17 janvier 2014). Trente-deux prises de position ont été reçues.

Les positions de principe sur les différents projets peuvent se résumer comme suit:

8.1 Remarques générales

Le PBD remercie pour la rapidité d'exécution des arrêtés du Grand Conseil et approuve les quatre projets. Les Verts ne comprennent pas que le Conseil-exécutif combatte la crise budgétaire en opérant d'abord des coupes dans les prestations. Ils attendent du gouvernement qu'il mette tout en œuvre pour éviter de nouvelles pertes de revenus et que dans les budgets futurs, il n'adopte pas des mesures du côté des charges, mais du côté des revenus. En demandant une hausse des impôts limitée dans le temps, le PS suivrait quant à lui une autre stratégie pour éliminer le déficit structurel du canton de Berne que les partis bourgeois, qui miseraient selon lui sur des mesures d'économie radicales et sur un abaissement de la qualité des prestations publiques. Le PS rejette toutes les modifications de bases légales qui résultent de mesures de réduction de prestations adoptées contre sa volonté.

La position de la ville de Berne est la suivante: selon le conseil communal, l'EOS 2014 peut dans l'ensemble être crédité d'un bon résultat du point de vue de la politique financière; mais du point de vue de la politique sociale et de la formation, il comporte des mesures qui vont encore aggraver la situation économique déjà difficile des membres de la société disposant de faibles ressources financières.

L'UCI et PME bernoises approuvent fondamentalement les mesures adoptées par le Grand Conseil dans le cadre de l'EOS ainsi que leur mise en œuvre dans les délais les plus brefs.

8.2 Modification de la loi sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien

Le projet de corrélation entre avances de contributions d'entretien et revenus est controversé. Du côté des partis, il recueille fondamentalement l'approbation du PBD, des Verts, du PEV et de l'UDC, mais est rejeté sur le fond par le PS. En ce qui concerne les associations, il reçoit un accueil favorable d'AvenirSocial (Travail social Suisse, section de Berne), de l'Union du commerce et de l'industrie, et de PME bernoises. La Commission de l'égalité et la Conférence bernoise d'aide sociale et de protection de l'enfant et de l'adulte, par contre, déplorent le principe de ce projet. Il en va de même pour les villes de Berne et de Thoun ainsi que pour la commune de Worb, tandis que celle de Münsingen y est favorable.

Les participants à la consultation qui rejettent le principe du projet argumentent en particulier que la corrélation entre avances de contributions d'entretien et revenus aurait pour effet d'affaiblir un système situé en amont de l'aide sociale. En outre, les contributions d'entretien sont selon eux un droit de l'enfant que l'on ne saurait subordonner à la situation économique de ses parents.

Une grande majorité des participants approuve la limitation à l'âge de 25 ans révolus du droit à des avances de contributions d'entretien. Les cas de rigueur peuvent être évités au moyen de bourses ou de l'aide sociale.

Différents participants demandent que l'ordonnance, qui définit en particulier les limites déterminantes de revenu et de fortune, respecte autant que possible les impératifs sociaux. Il conviendrait notamment de veiller à éviter des effets de seuil indésirables et des incitations négatives sur l'activité. L'Office des mineurs du canton de Berne examinera entre autres, dans le cadre d'un groupe de travail, s'il faut introduire une avance d'une partie des contributions qui serait réglementée au niveau de l'ordonnance. Une réflexion intense sera menée en vue de déterminer le modèle le mieux approprié dans le canton de Berne pour établir les limites de revenu et de fortune. Ce faisant, il faudra aussi examiner s'il y a lieu de prendre en compte le revenu du beau-père ou de la belle-mère, du concubin ou de la concubine – principe qui est aussi bien approuvé que rejeté par les participants à la consultation.

Plusieurs participants exigent de limiter les charges administratives supplémentaires.

L'Association des communes bernoises (ACB) demande que le solde résultant de la suppression de la provision d'encaissement (soit environ CHF 1,4 mio) soit compensé dans le cadre de la compensation des charges «Nouvelle répartition des tâches», ce qui impliquerait la création d'une base légale à cet effet dans le projet. Il n'est pas possible de donner suite à cette demande car le Grand Conseil a arrêté la mesure dans le cadre de l'examen des offres et des structures. Si l'on intégrait le solde dans la compensation des charges comme le demande l'ACB, l'allègement financier du canton ne serait pas de l'ampleur souhaitée par le Grand Conseil.

8.3 Modification de la loi sur les écoles moyennes

Du côté des partis, le projet est approuvé par les Verts, le PS et l'UDC. L'UDC regrette cependant que la solution dite «Quarta» ne soit pas également introduite dans la partie francophone du canton. Il faut noter à cet égard que cette dernière est partie prenante de la coordination scolaire romande et qu'elle connaît donc le même modèle que les cantons voisins du Jura, de Neuchâtel et de Vaud. Le PEV soutient fondamentalement les efforts du Conseil-exécutif pour mettre en place un cursus ininterrompu de quatre ans au gymnase, mais il privilégie le modèle 9/4.

Du côté des communes, Münsingen et Thounne sont favorables au projet. Berne, Bienne et Worb n'émettent aucune objection contre celui-ci et affirment que pour elles, la nouvelle réglementation n'entraîne aucun changement. Langenthal accepte le principe du projet, en exprimant cependant cette réserve: le modèle Quarta aura des conséquences considérables aux plans de l'organisation et du personnel pour l'école obligatoire à Langenthal, notamment parce que le changement de modèle interviendra en même temps que d'autres modifications au degré secondaire I. La ville de Langenthal demande que sa situation soit prise en compte dans les dispositions transitoires, de sorte que l'introduction du modèle Quarta dans ses établissements scolaires puisse être différée d'un an, jusqu'à l'année scolaire 2018–2019. Il n'est pas possible de répondre favorablement à cette demande, car on ne peut pas reporter la date d'introduction pour certaines communes. La mise en place du mo-

dèle Quarta s'accompagne de l'introduction d'un nouveau plan d'études pour la formation gymnasiale. Par ailleurs, le Grand Conseil a arrêté le modèle Quarta dans le cadre des mesures EOS, imposant ainsi au canton de réaliser chaque année à partir de 2017 les économies de CHF 5,5 millions prévues au budget. Le délai d'exécution de plus de trois ans devrait permettre de faire en sorte que les conséquences de l'introduction du modèle Quarta soient supportables pour tous les acteurs concernés. La Direction de l'instruction publique accompagnera le changement avec une organisation de projet. Une partie importante de ce travail d'accompagnement consistera à trouver des solutions de remplacement pour les membres du corps enseignant concernés par une réduction de leur programme d'enseignement.

Du côté des associations, les positions sont les suivantes: la Conférence des directeurs de gymnase (CDG) du canton de Berne approuve fondamentalement le projet, tout en regrettant la création d'une solution spéciale pour la partie francophone du canton (art. 10, al. 1 du projet). La CDG espère que les communes francophones utiliseront au maximum la possibilité de dispenser la première année de la formation gymnasiale dans les gymnases cantonaux (art. 10, al. 2 LEM). On peut comprendre que la CDG préconise d'appliquer la solution «Quarta» même dans la partie francophone du canton. Mais cette dernière fait partie de la coordination scolaire romande et connaît donc le même modèle que les cantons voisins du Jura, de Neuchâtel et de Vaud. La CDG ne voit plus aucune raison de maintenir une réglementation spéciale pour les absences, les dispenses et les mesures disciplinaires à l'article 42, alinéa 1 de la loi. Cette réglementation se justifie toutefois du fait que la 1^{re} année de la formation gymnasiale relève encore de la scolarité obligatoire.

La Conférence des directions des centres scolaires secondaires (KSO) du canton de Berne refuse catégoriquement le projet. De son point de vue, la solution proposée engendrerait un surcoût non négligeable en particulier pour les communes concernées, mais aussi pour le canton. Il convient d'objecter sur ce point que la mise en œuvre du modèle Quarta n'entraîne pour les communes aucun changement fondamental en termes de coûts. Comme le canton peut contrôler directement les gymnases, il en retire pour sa part une économie d'environ CHF 5,5 millions. La KSO proteste en outre que la solution proposée pour les gymnases cantonaux serait mise en place au détriment des établissements communaux de la scolarité obligatoire, qui devraient en subir l'ensemble des conséquences. Les enseignants de l'école obligatoire devraient ainsi supporter en totalité le poids du changement et s'attendre à des réductions importantes de leur traitement ou à des pertes d'emploi. Il importe de noter à cet égard que la Direction de l'instruction publique va accompagner le passage au modèle Quarta avec une organisation de projet, et qu'une importante partie de ce travail d'accompagnement consistera à conduire la transition de la façon la plus acceptable possible au plan social. La KSO ajoute qu'elle ne voit pas pourquoi le canton devrait réaliser des constructions coûteuses pour ce projet dans la région de Thounne, alors que selon elle les locaux scolaires requis sont disponibles dans les communes avec les coûts fixes qu'ils continueront d'impliquer. Il faut toutefois préciser que des mesures de construction sont dans tous les cas nécessaires en ce qui concerne les installations scolaires du canton à Thounne; en

effet, l'établissement de Seefeld doit être rénové et il faut remplacer les bâtiments provisoires au gymnase de Thoun-Schadau. La KSO exhorte le Grand Conseil à ne pas entrer en matière sur le projet et à le renvoyer à son auteur jusqu'à ce qu'il existe une solution qui puisse être financée et qui soit supportable pour les établissements de la scolarité obligatoire. Si toutefois le Grand Conseil entre en matière sur ce projet, la KSO demande que la modification n'entre pas en vigueur avant 2022. Cette exigence ne peut cependant être acceptée. Le délai d'environ trois ans et demi qui est prévu permet de mettre en œuvre le projet en respectant les impératifs sociaux. La KSO propose en outre que les élèves fréquentant le gymnase ne soient plus considérés comme relevant de la scolarité obligatoire et soient de fait soumis à la législation sur les écoles moyennes. Cette proposition doit également être repoussée: la solution actuelle, qui prévoit que la première année de formation gymnastique soit réglementée en partie dans la législation sur les écoles moyennes et en partie dans celle sur l'école obligatoire, ne pose en effet aucun problème.

L'organisation PME bernoises se félicite du projet. Les mesures prévues renforcent à ses yeux la 9^e année dispensée dans les établissements de la scolarité obligatoire, qui s'adresse aux élèves n'envisageant pas la formation gymnastique. Le maintien de la perméabilité du système permet selon elle une formation de base optimale, ce qui est dans l'intérêt des employeurs. L'UCI renvoie quant à elle à sa prise de position sur la solution Quarta.

L'Association des communes bernoises (ACB) s'oppose au projet. Elle met en doute le potentiel d'économies annoncé à hauteur de CHF 5,5 millions. Par ailleurs, elle récuse l'affirmation, au chiffre 4.4 du rapport, selon laquelle la modification législative n'aura que des conséquences minimales sur la part des frais de traitement du corps enseignant à la charge des communes: elle estime que le changement entraînera un supplément de coûts considérable pour les communes (p. ex. salles de classe) et qu'il ne sera pas possible de mettre sur pied une nouvelle organisation des classes qui soit optimale les premières années. Il existe selon elle un risque que les moyens affectés à la transition vers le nouveau modèle soient insuffisants compte tenu des contraintes d'économies. Si le Grand Conseil devait effectivement décider que l'enseignement gymnasial de 9^e année sera dispensé exclusivement au gymnase, il faudrait prévoir une période de transition d'au moins trois ans. Il faut objecter à la prise de position de l'ACB que la mise en œuvre du modèle Quarta n'entraîne pour les communes aucun changement fondamental en ce qui concerne les coûts. Comme le canton peut contrôler directement les gymnases, il en retire pour sa part une économie de l'ordre de CHF 5,5 millions. Dans le domaine de l'école obligatoire, les communes peuvent contrôler directement les coûts salariaux et donc rechercher des solutions avantageuses. Il n'y a globalement aucune raison que le changement de modèle alourdisse à l'avenir les coûts des traitements supportés par les communes. En ce qui concerne les salles de classe, les communes peuvent s'attendre tout au plus à une augmentation minimale des coûts car, en vertu de la LPFC, le canton ne leur facture pas la valeur locative.

Le Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne (CAF) accueille avec satisfaction la réglementation de l'article 10, alinéa 2, qui prévoit aussi pour la

partie francophone du canton la possibilité, dans des cas particuliers, de dispenser la première année du cursus gymnasial au gymnase. Comme la loi ne mentionne pas la formation bilingue, le CAF part du principe que celle-ci figure ailleurs dans la législation. Le Conseil du Jura bernois (CJB) se félicite quant à lui que le projet ne prévienne pas l'introduction du modèle germanophone dans la partie francophone du canton.

8.4 Modification du décret sur les redevances dues pour l'utilisation des eaux

Du côté des partis, les Verts et le PS sont favorables au projet. L'UDC l'approuve uniquement parce qu'il s'agit d'une mesure EOS. Le PEV, quant à lui, s'y oppose.

Les communes de Köniz et de Thoun sont d'accord avec le projet. Berne et Münsingen le rejettent en revanche, car la levée de l'exemption des redevances dues pour l'utilisation des eaux donnerait selon elles un signal incompatible avec le recours accru aux énergies renouvelables. La commune de Worb fait valoir que, pour des raisons de sécurité et de régularité juridiques, elle juge contestable la nouvelle modification du décret après deux ans et demi, d'autant qu'il n'existe à ses yeux aucun motif impératif de le réviser et que les recettes supplémentaires attendues pour le canton sont relativement minimes.

L'Union du commerce et de l'industrie et PME bernoises considèrent pour leur part que le projet est approprié.

8.5 Modification de la loi sur l'aide sociale

Le PEV et l'UDC sont favorables au projet. L'UDC demande qu'il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015. Il faut cependant noter qu'en raison du grand nombre de prises de position émanant essentiellement de professionnels du terrain, il doit être renoncé à introduire la modification à cette date. En effet, les services communaux compétents ont demandé à disposer de suffisamment de temps pour informer les bénéficiaires, car la suppression des allocations selon décret aura des conséquences financières radicales pour certaines personnes. Les Verts ne s'opposent pas au projet de loi, mais ne l'approuvent pas non plus. Le PS, quant à lui, le rejette. Il part du principe qu'une grande partie des économies réalisées sur les allocations selon décret devra être compensée par l'aide sociale.

Du côté des communes, Bienne, Münsingen, Thoun et Worb approuvent le projet. Berne prend acte avec regret de l'abrogation du décret sur les allocations. Le conseil communal considère qu'une partie des économies mentionnées dans le rapport se répercutera sur l'aide sociale en tant que coût supplémentaire et que l'effet d'épargne sera par conséquent plus faible que celui annoncé. Pour garantir l'égalité de droit dans la pratique de l'assistance, le conseil communal préconise d'édicter dans l'ordonnance sur l'aide sociale des dispositions spécifiques pour déterminer les besoins des bénéficiaires de rente, en ce qui concerne notamment les loyers, les primes d'assurance-maladie et les frais liés à la maladie et au handicap.

AvenirSocial (Travail social Suisse, section de Berne) est défavorable au projet. L'organisation estime qu'avant de supprimer les allocations selon décret, il faut trouver une solution réaliste et efficace pour les personnes concernées, au nombre de plus d'un millier. Sinon, l'abrogation des allocations se transformerait en boom-rang financier: chaque séjour en institution inutile et non souhaité entraînerait des coûts nettement supérieurs à ceux des allocations selon décret. Il faut observer sur ce point que l'objectif principal de ces dernières, à savoir éviter la dépendance de l'aide sociale, peut généralement être atteint d'une autre manière: soit en adaptant le financement des séjours dans les foyers médicalisés et les foyers pour personnes handicapées, soit en comblant les déficits de financement avec des prestations complémentaires.

La Conférence cantonale bernoise des handicapés s'oppose à l'abrogation des allocations selon décret. Elle considère que ces allocations permettent aux personnes handicapées de vivre de manière autonome et qu'elles soulagent financièrement les familles d'adultes en situation de handicap. Les mesures mentionnées dans le rapport ne suffiraient pas selon elle à combler les lacunes financières qui résulteraient de l'abrogation du décret. Elle argue que les bénéficiaires ne perçoivent pas les allocations selon décret comme une aide sociale, si bien qu'il leur serait plus difficile de franchir le pas pour demander l'assistance financière dont ils ont urgemment besoin. La Conférence bernoise d'aide sociale et de protection de l'enfant et de l'adulte conclut pour sa part que la suppression des allocations entraînera dans bon nombre de situations des cas de rigueur et une charge supplémentaire pour les services sociaux, mais que cette mesure est à soutenir en tant que contribution à l'assainissement des finances cantonales. L'Union du commerce et de l'industrie et PME bernoises approuvent le projet.

9. Proposition

Pour que les mesures de l'examen des offres et des structures (EOS 2014) arrêtées pendant la session de novembre 2013 puissent être mises en œuvre le plus vite possible, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture des présentes modifications de loi.

Berne, le 5 mars 2014

Au nom du Conseil-exécutif,
le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Proposition du Conseil-exécutif

Loi
sur l'aide au recouvrement et les avances
de contributions d'entretien
(Modification)

213.22

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur proposition du Conseil-exécutif,
arrête:

I.

La loi du 6 février 1980 sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien est modifiée comme suit:

Art. 3 ¹Les mineurs ont droit à une avance pour les contributions d'entretien courantes dues par les parents. Si l'enfant n'a pas terminé sa formation à sa majorité, il conserve le droit à des avances jusqu'à la fin de cette formation pour autant qu'elle soit achevée dans les délais normaux, mais au plus tard jusqu'à l'âge de 25 ans révolus.

² Inchangé.

³ Abrogé.

^{4 et 5} Inchangés.

Art. 4 ¹Aucune avance n'est due lorsque

- a l'enfant séjourne plus de trois mois à l'étranger;
- b les parents font ménage commun;
- c le revenu ou la fortune du parent chez lequel vit l'enfant dépasse les limites de revenu et de fortune fixées par le Conseil-exécutif par voie d'ordonnance;
- d l'enfant qui demande l'avance ou son représentant légal cache des informations ou des documents nécessaires;
- e l'enfant a besoin d'être soutenu de façon permanente par les pouvoirs publics.

² Inchangé.

³ Inchangé.

Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission des finances

Loi
sur l'aide au recouvrement et les avances
de contributions d'entretien
(Modification)

213.22

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur proposition du Conseil-exécutif,
arrête:

I.

La loi du 6 février 1980 sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien est modifiée comme suit:

Art. 3 ¹Les mineurs ont droit à une avance pour les contributions d'entretien courantes dues par les parents. Si l'enfant n'a pas terminé sa formation à sa majorité, il conserve le droit à des avances jusqu'à la fin de cette formation pour autant qu'elle soit achevée dans les délais normaux, mais au plus tard jusqu'à l'âge de 25 ans révolus.

² Inchangé.

³ Abrogé.

^{4 et 5} Inchangés.

Art. 4 ¹Aucune avance n'est due lorsque

- a l'enfant séjourne plus de trois mois à l'étranger;
- b les parents font ménage commun;
- c le revenu ou la fortune du parent chez lequel vit l'enfant dépasse les limites de revenu et de fortune fixées par le Conseil-exécutif par voie d'ordonnance;
- d l'enfant qui demande l'avance ou son représentant légal cache des informations ou des documents nécessaires;
- e l'enfant a besoin d'être soutenu de façon permanente par les pouvoirs publics.

² Inchangé.

³ Inchangé.

Art. 6 ¹Le montant des avances est fonction de la somme qui a été fixée par voie judiciaire ou conventionnelle; il ne peut cependant dépasser le montant de la rente maximale d'orphelin simple fixée par la législation fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants.

² Le Conseil-exécutif peut abaisser ce montant maximal par voie d'ordonnance.

II.

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 5 mars 2014

Au nom du Conseil-exécutif,
le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers et des huissières pendant la session.

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 30 avril 2014

Au nom du Conseil-exécutif,
le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 16 avril 2014

Au nom de la Commission
des finances,
le président: *Iseli*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers et des huissières pendant la session.

Proposition du Conseil-exécutif		
Loi sur les écoles moyennes (LEM) (Modification)	433.12	

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la Commission des finances		
Loi sur les écoles moyennes (LEM) (Modification)	433.12	

<i>Le Grand Conseil du canton de Berne,</i> sur proposition du Conseil-exécutif, <i>arrête:</i> I. La loi du 27 mars 2007 sur les écoles moyennes (LEM) est modifiée comme suit: Art. 6 Le canton <i>a</i> propose des formations gymnasiales; <i>b</i> abrogée; <i>c</i> à <i>e</i> inchangées. Art. 9 ¹ Inchangé. ² Elles commencent après l'avant-dernière année de la scolarité obli- gatoire. ³ Inchangé. Art. 9a (nouveau) Dans la partie germanophone du canton, les formations gymnasiales sont dispensées dans les gymnases canto- naux. Art. 10 ¹ Dans la partie francophone du canton, la première année de la formation gymnasiale est dispensée en section préparant aux écoles de maturité dans les établissements communaux de la scolarité obligatoire. ² Dans des cas particuliers, la commune et le canton peuvent conve- nir que la première année de la formation gymnasiale est dispensée dans un gymnase cantonal. ³ A partir de la deuxième année, la formation gymnasiale est dispen- sée dans les gymnases cantonaux.		
--	--	--

<i>Le Grand Conseil du canton de Berne,</i> sur proposition du Conseil-exécutif, <i>arrête:</i> I. La loi du 27 mars 2007 sur les écoles moyennes (LEM) est modifiée comme suit: Art. 6 Le canton <i>a</i> propose des formations gymnasiales; <i>b</i> abrogée; <i>c</i> à <i>e</i> inchangées. Art. 9 ¹ Inchangé. ² Elles commencent après l'avant-dernière année de la scolarité obli- gatoire. ³ Inchangé. Art. 9a (nouveau) Dans la partie germanophone du canton, les formations gymnasiales sont dispensées dans les gymnases canto- naux. Art. 10 ¹ Dans la partie francophone du canton, la première année de la formation gymnasiale est dispensée en section préparant aux écoles de maturité dans les établissements communaux de la scolarité obligatoire. ² Dans des cas particuliers, la commune et le canton peuvent conve- nir que la première année de la formation gymnasiale est dispensée dans un gymnase cantonal. ³ A partir de la deuxième année, la formation gymnasiale est dispen- sée dans les gymnases cantonaux.		
--	--	--

Organisation
dans la partie
germanophone
du canton

Organisation
dans la partie
francophone
du canton

Première année de la formation gymnasiale: surveillance, direction et pouvoirs décisionnels

Art. 11 ¹ Si la première année de la formation gymnasiale est dispensée dans un gymnase cantonal, la surveillance, la direction et les pouvoirs décisionnels incombent aux autorités compétentes en vertu de la législation sur les écoles moyennes.

² Si la première année de la formation gymnasiale est dispensée dans un établissement communal de la scolarité obligatoire, la surveillance, la direction et les pouvoirs décisionnels incombent aux autorités compétentes en vertu de la législation sur l'école obligatoire.

Art. 12 ¹ Le Conseil-exécutif édicte les plans d'études pour les formations gymnasiales sous réserve de l'alinéa 3.

² Le plan d'études cantonal francophone pour la première année de la formation gymnasiale est édicté conformément aux prescriptions de la législation sur l'école obligatoire.

³ Le Conseil-exécutif peut déléguer la compétence d'édicter les plans d'études en tout ou partie à la Direction de l'instruction publique.

Moyens d'enseignement obligatoires pour la première année de la formation gymnasiale

Art. 13 ¹ La Direction de l'instruction publique peut déclarer obligatoire l'utilisation de certains moyens d'enseignement pour la première année de la formation gymnasiale si les objectifs du plan d'études et la coordination l'exigent.

² En outre, les dispositions de la législation sur l'école obligatoire s'appliquent à la première année de la formation gymnasiale dispensée dans la partie francophone du canton.

Art. 17 «l'enseignement gymnasial de 9^e année est dispensé» est remplacé par «la première année de la formation gymnasiale est dispensée».

Art. 18 ¹ «l'enseignement gymnasial de 9^e année est dispensé» est remplacé par «la première année de la formation gymnasiale est dispensée».

² «De la 10^e à la 12^e année scolaire» est remplacé par «A partir de la deuxième année de la formation gymnasiale».

³ Inchangé.

Absences et discipline durant la première année de la formation gymnasiale

Art. 42 ¹ Les absences, les dispenses, les mesures disciplinaires et la libération anticipée de l'obligation scolaire durant la première année de la formation gymnasiale sont régies par la législation sur l'école obligatoire.

² Les compétences sont régies par l'article 11.

Première année de la formation gymnasiale: surveillance, direction et pouvoirs décisionnels

Art. 11 ¹ Si la première année de la formation gymnasiale est dispensée dans un gymnase cantonal, la surveillance, la direction et les pouvoirs décisionnels incombent aux autorités compétentes en vertu de la législation sur les écoles moyennes.

² Si la première année de la formation gymnasiale est dispensée dans un établissement communal de la scolarité obligatoire, la surveillance, la direction et les pouvoirs décisionnels incombent aux autorités compétentes en vertu de la législation sur l'école obligatoire.

Art. 12 ¹ Le Conseil-exécutif édicte les plans d'études pour les formations gymnasiales sous réserve de l'alinéa 3.

² Le plan d'études cantonal francophone pour la première année de la formation gymnasiale est édicté conformément aux prescriptions de la législation sur l'école obligatoire.

³ Le Conseil-exécutif peut déléguer la compétence d'édicter les plans d'études en tout ou partie à la Direction de l'instruction publique.

Moyens d'enseignement obligatoires pour la première année de la formation gymnasiale

Art. 13 ¹ La Direction de l'instruction publique peut déclarer obligatoire l'utilisation de certains moyens d'enseignement pour la première année de la formation gymnasiale si les objectifs du plan d'études et la coordination l'exigent.

² En outre, les dispositions de la législation sur l'école obligatoire s'appliquent à la première année de la formation gymnasiale dispensée dans la partie francophone du canton.

Art. 17 «l'enseignement gymnasial de 9^e année est dispensé» est remplacé par «la première année de la formation gymnasiale est dispensée».

Art. 18 ¹ «l'enseignement gymnasial de 9^e année est dispensé» est remplacé par «la première année de la formation gymnasiale est dispensée».

² «De la 10^e à la 12^e année scolaire» est remplacé par «A partir de la deuxième année de la formation gymnasiale».

³ Inchangé.

Absences et discipline durant la première année de la formation gymnasiale

Art. 42 ¹ Les absences, les dispenses, les mesures disciplinaires et la libération anticipée de l'obligation scolaire durant la première année de la formation gymnasiale sont régies par la législation sur l'école obligatoire.

² Les compétences sont régies par l'article 11.

Parents
1. Première année de la formation gymnasiale

Art. 46 «l'enseignement gymnasial de 9^e année» est remplacé par «la première année de la formation gymnasiale».

Taxes
1. Durant la première année de la formation gymnasiale

Art. 61 La première année de la formation gymnasiale est gratuite.

2. A partir de la deuxième année de la formation gymnasiale

Art. 62 ¹L'enseignement à partir de la deuxième année de la formation gymnasiale est gratuit. Les alinéas suivants sont réservés.
^{2 à 5}Inchangés.

Art. 65 ¹Inchangé.

² «Convention scolaire régionale (CSR 2000) concernant l'accueil réciproque d'élèves» est remplacé par «Convention scolaire régionale du 23 novembre 2007 concernant l'accueil réciproque d'élèves et le versement de contributions (CSR 2009)¹⁾».

³ Les élèves ayant leur domicile légal en matière de subsides de formation dans le canton et étant empêchés par de justes motifs de fréquenter une des formations proposées dans les écoles moyennes cantonales peuvent voir leurs frais pour la fréquentation d'une filière de formation extracantonale correspondante pris en charge totalement ou partiellement par le canton. La législation sur l'école obligatoire est applicable pour la première année de la formation gymnasiale.

^{4 et 5}Inchangés.

«10^e année» est remplacé par «deuxième année de la formation gymnasiale» dans le titre marginal des articles 43, 44 et 47.

«l'enseignement gymnasial de 9^e année» est remplacé par «la première année de la formation gymnasiale» à l'article 48, alinéa 2, dans le titre marginal de l'article 57 et à l'article 57.

II.

Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 20 janvier 1993 sur le statut du corps enseignant (LSE)

Art. 24 ¹«dans le domaine de la scolarité obligatoire» est remplacé par «dans le domaine de la scolarité obligatoire et durant la première année de la formation gymnasiale».

^{2 à 4}Inchangés.

Parents
1. Première année de la formation gymnasiale

Art. 46 «l'enseignement gymnasial de 9^e année» est remplacé par «la première année de la formation gymnasiale».

Taxes
1. Durant la première année de la formation gymnasiale

Art. 61 La première année de la formation gymnasiale est gratuite.

2. A partir de la deuxième année de la formation gymnasiale

Art. 62 ¹L'enseignement à partir de la deuxième année de la formation gymnasiale est gratuit. Les alinéas suivants sont réservés.
^{2 à 5}Inchangés.

Art. 65 ¹Inchangé.

² «Convention scolaire régionale (CSR 2000) concernant l'accueil réciproque d'élèves» est remplacé par «Convention scolaire régionale du 23 novembre 2007 concernant l'accueil réciproque d'élèves et le versement de contributions (CSR 2009)¹⁾».

³ Les élèves ayant leur domicile légal en matière de subsides de formation dans le canton et étant empêchés par de justes motifs de fréquenter une des formations proposées dans les écoles moyennes cantonales peuvent voir leurs frais pour la fréquentation d'une filière de formation extracantonale correspondante pris en charge totalement ou partiellement par le canton. La législation sur l'école obligatoire est applicable pour la première année de la formation gymnasiale.

^{4 et 5}Inchangés.

«10^e année» est remplacé par «deuxième année de la formation gymnasiale» dans le titre marginal des articles 43, 44 et 47.

«l'enseignement gymnasial de 9^e année» est remplacé par «la première année de la formation gymnasiale» à l'article 48, alinéa 2, dans le titre marginal de l'article 57 et à l'article 57.

II.

Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 20 janvier 1993 sur le statut du corps enseignant (LSE)

Art. 24 ¹«dans le domaine de la scolarité obligatoire» est remplacé par «dans le domaine de la scolarité obligatoire et durant la première année de la formation gymnasiale».

^{2 à 4}Inchangés.

¹⁾ RSB 439.14

¹⁾ RSB 439.14

2. Loi du 19 mars 1992 sur l'école obligatoire (LEO)

Art. 1 ¹La présente loi réglemente la scolarité obligatoire, qui comprend l'école enfantine, le degré primaire et le degré secondaire I.

² La présente loi ne s'applique à la première année de la formation gymnasiale dispensée dans les gymnases cantonaux que si elle-même et ses dispositions d'exécution ou la législation sur les écoles moyennes le prévoient expressément.

Art. 6a Abrogé.

Art. 7 ^{1 à 3}Inchangés.

⁴ Les communes responsables d'établissements francophones de la scolarité obligatoire réglementent l'organisation de la première année de la formation gymnasiale. Si une commune ne propose pas la première année de la formation gymnasiale, elle réglemente par contrat l'accès des élèves à un autre établissement communal de la scolarité obligatoire ou, dans des cas particuliers, à un gymnase cantonal.

^{5 et 6}Inchangés.

Art. 12 ^{1 et 2}Inchangés.

³ Abrogé.

Art. 46 ^{1 à 4}Inchangés.

⁵ Au degré secondaire I, la préparation aux écoles qui font suite à la scolarité obligatoire est assurée dans des classes spéciales ou par un enseignement complémentaire. L'organisation de la première année de la formation gymnasiale est régie par la législation sur les écoles moyennes.

3. Loi du 27 novembre 2000 sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC)

Art. 24c ¹«L'enseignement gymnasial de 9^e année» est remplacé par «la première année de la formation gymnasiale».

² Si un ou une enfant suit la première année de la formation gymnasiale au gymnase, la commune de domicile verse au canton une participation aux frais de traitement correspondant à 50 pour cent des coûts par élève afférents aux traitements du corps enseignant calculés sur la moyenne de toutes les classes de première année de la formation gymnasiale gérées dans des gymnases.

³ «L'enseignement gymnasial de 9^e année est dispensé» est remplacé par «la première année de la formation gymnasiale est dispensée».

4. Première année de la formation gymnasiale

2. Loi du 19 mars 1992 sur l'école obligatoire (LEO)

Art. 1 ¹La présente loi réglemente la scolarité obligatoire, qui comprend l'école enfantine, le degré primaire et le degré secondaire I.

² La présente loi ne s'applique à la première année de la formation gymnasiale dispensée dans les gymnases cantonaux que si elle-même et ses dispositions d'exécution ou la législation sur les écoles moyennes le prévoient expressément.

Art. 6a Abrogé.

Art. 7 ^{1 à 3}Inchangés.

⁴ Les communes responsables d'établissements francophones de la scolarité obligatoire réglementent l'organisation de la première année de la formation gymnasiale. Si une commune ne propose pas la première année de la formation gymnasiale, elle réglemente par contrat l'accès des élèves à un autre établissement communal de la scolarité obligatoire ou, dans des cas particuliers, à un gymnase cantonal.

^{5 et 6}Inchangés.

Art. 12 ^{1 et 2}Inchangés.

³ Abrogé.

Art. 46 ^{1 à 4}Inchangés.

⁵ Au degré secondaire I, la préparation aux écoles qui font suite à la scolarité obligatoire est assurée dans des classes spéciales ou par un enseignement complémentaire. L'organisation de la première année de la formation gymnasiale est régie par la législation sur les écoles moyennes.

3. Loi du 27 novembre 2000 sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC)

Art. 24c ¹«L'enseignement gymnasial de 9^e année» est remplacé par «la première année de la formation gymnasiale».

² Si un ou une enfant suit la première année de la formation gymnasiale au gymnase, la commune de domicile verse au canton une participation aux frais de traitement correspondant à 50 pour cent des coûts par élève afférents aux traitements du corps enseignant calculés sur la moyenne de toutes les classes de première année de la formation gymnasiale gérées dans des gymnases.

³ «L'enseignement gymnasial de 9^e année est dispensé» est remplacé par «la première année de la formation gymnasiale est dispensée».

4. Première année de la formation gymnasiale

⁴ «l'enseignement gymnasial de 9^e année» est remplacé par «la première année de la formation gymnasiale».

III.

Dispositions transitoires

Le Conseil-exécutif édicte les dispositions transitoires en particulier concernant

- a la résiliation des contrats relatifs à la délégation de l'enseignement gymnasial de 9^e année conclus entre les communes et le canton et
- b les travaux préparatoires à la réorganisation de l'enseignement gymnasial de 9^e année.

Entrée en vigueur

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} août 2017.

Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 5 mars 2014

Au nom du Conseil-exécutif,
le président: Neuhaus
le chancelier: Auer

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

⁴ «l'enseignement gymnasial de 9^e année» est remplacé par «la première année de la formation gymnasiale».

III.

Dispositions transitoires

Le Conseil-exécutif édicte les dispositions transitoires en particulier concernant

- a la résiliation des contrats relatifs à la délégation de l'enseignement gymnasial de 9^e année conclus entre les communes et le canton et
- b les travaux préparatoires à la réorganisation de l'enseignement gymnasial de 9^e année.

Entrée en vigueur

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} août 2017.

Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 30 avril 2014

Au nom du Conseil-exécutif,
le président: Neuhaus
le chancelier: Auer

Berne, le 24 mars 2014

Au nom de la Commission
des finances,
le président: Iseli

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

Proposition du Conseil-exécutif

Décret
sur les redevances dues pour l'utilisation
des eaux (DRE)
(Modification) 752.461

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur proposition du Conseil-exécutif,
arrête:

I.

Le décret du 11 novembre 1996 sur les redevances dues pour l'utilisation des eaux (DRE) est modifié comme suit:

Art. 3 Aucune redevance n'est due
a à c inchangées;
d abrogée.

Art. 11 La redevance unique due pour l'utilisation d'eau d'usage correspond
a au sextuple de la composante de la taxe d'eau non assise sur la consommation due pour l'alimentation en eau potable, le prélèvement d'eau d'usage à des fins industrielles et artisanales, l'utilisation de l'eau à des fins de refroidissement,
b à six francs par litre par minute concédé pour l'exploitation de pompes à chaleur,
c ancienne lettre b.

Art. 16 1 La taxe d'eau due pour le prélèvement d'eau d'usage dans les eaux souterraines ou les sources s'élève
a à c inchangées,
d à deux francs par litre par minute concédé, pour les pompes à chaleur dont la quantité maximale concédée est de 100 litres par minute, et à un franc par litre par minute concédé et à 0,5 centime par mètre cube prélevé, pour les pompes à chaleur dont la quantité maximale concédée est supérieure à 100 litres par minute,
e à g inchangées.
2 et 3 Inchangés.

Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission des finances

Décret
sur les redevances dues pour l'utilisation
des eaux (DRE)
(Modification) 752.461

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur proposition du Conseil-exécutif,
arrête:

I.

Le décret du 11 novembre 1996 sur les redevances dues pour l'utilisation des eaux (DRE) est modifié comme suit:

Art. 3 Aucune redevance n'est due
a à c inchangées;
d abrogée.

Art. 11 La redevance unique due pour l'utilisation d'eau d'usage correspond
a au sextuple de la composante de la taxe d'eau non assise sur la consommation due pour l'alimentation en eau potable, le prélèvement d'eau d'usage à des fins industrielles et artisanales, l'utilisation de l'eau à des fins de refroidissement,
b à six francs par litre par minute concédé pour l'exploitation de pompes à chaleur,
c ancienne lettre b.

Art. 16 1 La taxe d'eau due pour le prélèvement d'eau d'usage dans les eaux souterraines ou les sources s'élève
a à c inchangées,
d à deux francs par litre par minute concédé, pour les pompes à chaleur dont la quantité maximale concédée est de 100 litres par minute, et à un franc par litre par minute concédé et à 0,5 centime par mètre cube prélevé, pour les pompes à chaleur dont la quantité maximale concédée est supérieure à 100 litres par minute,
e à g inchangées.
2 et 3 Inchangés.

Proposition du Conseil-exécutif

Loi sur l'aide sociale (LASoc) (Modification) 860.1

Le Grand Conseil du canton de Berne, sur proposition du Conseil-exécutif, arrête:

I. La loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc) est modifiée comme suit:

Art. 33 Abrogé.

Art. 80g 1.a6) Inchangés. 7 Abrogé.

II.

Les textes suivants sont abrogés:

- 1. décret du 16 février 1971 concernant les allocations spéciales en faveur des personnes de condition modeste (décret sur les allocations, DALloc) (RSB 866.1),
- 2. ordonnance du 22 avril 1988 concernant les allocations spéciales en faveur des personnes de condition modeste (ordonnance sur les allocations, OALloc) (RSB 866.12).

III.

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Berne, le 5 mars 2014 Au nom du Conseil-exécutif, le président: Neuhaus le chancelier: Auer

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la Commission des finances

Loi sur l'aide sociale (LASoc) (Modification) 860.1

Le Grand Conseil du canton de Berne, sur proposition du Conseil-exécutif, arrête:

I. La loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc) est modifiée comme suit:

Art. 33 Abrogé.

Art. 80g 1.a6) Inchangés. 7 Abrogé.

II.

Les textes suivants sont abrogés:

- 1. décret du 16 février 1971 concernant les allocations spéciales en faveur des personnes de condition modeste (décret sur les allocations, DALloc) (RSB 866.1),
- 2. ordonnance du 22 avril 1988 concernant les allocations spéciales en faveur des personnes de condition modeste (ordonnance sur les allocations, OALloc) (RSB 866.12).

III.

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Berne, le 30 avril 2014 Au nom du Conseil-exécutif, le président: Neuhaus le chancelier: Auer

Berne, le 24 mars 2014 Au nom de la Commission des finances, le président: Iseli

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.